LA REVUE
DE
GENÈVE

JANVIER 1921. N° 7.

DIRECTEUR: ROBERT DE TRAZ

ADMINISTRATEURS:
PAUL CHAPONNIÈRE; ALFRED NICOLE

POUR LA PUBLICITÉ, S'ADRESSER A
PUBLICITAS S.A., CORRATERIE, 15, GENÈVE

ABONNEMENTS: SUISSE: Un an, Fr. 36.—; Six mois, Fr. 19.—; Trois mois, Fr. 10.—. Prix du numéro, Fr. 4.— :: AUTRES PAYS: Un an, Fr. 44.—; Six mois, Fr. 23.—; Trois mois, Fr. 12.—. Prix du numéro, Fr. 4.50. :: La REVUE paraît le 15 de chaque mois. :: Reproduction et traduction des oeuvres publiées par la REVUE DE GENÈVE interdites pour tous pays. :: Les ouvrages envoyés pour compte rendu doivent être adressés à la REVUE DE GENÈVE en double exemplaire. —— Les manuscrits ne sont pas retournés. Les auteurs non avisés dans le délai de deux mois de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la REVUE où ils restent à leur disposition pendant un an. —— Toutes demandes de changements d'adresses doivent être accompagnés de 1 franc en timbres-poste ou mandat. :: :: ::

Les abonnés qui désireraient recevoir les numéros de LA REVUE DE GENÈVE *rognés* voudront bien nous en faire la demande.

ADMINISTRATION: 46, RUE DU STAND, GENÈVE
TÉLÉPHONE 93-11. CHÈQUES POSTAUX: I. 1778

La Revue de Genève

CHRONIQUES NATIONALES

Allemagne.	F. W. Förster. von Prittwitz-Gaffron.
Amérique latine ...	Robalino Davila. Alfonso Reyes. Ronald de Carvalho M. Oliveira Lima.
Angleterre.	C. E. Bechhofer. Edward Shanks.
Autriche	Joseph Redlich.
Belgique	Louis Piérard.
Bulgarie	Petco Stainoff.
Chine	Soong Tsung Faung.
Espagne	Ad. Salazar.
Etats-Unis ..	John Erskine.
Finlande	Edward Westermarck.
France	Daniel Halévy. Edmond Jaloux.
Grèce	André Andreadès.
Hollande. ...	Hermann Robbers.
Hongrie ...	Comte J. Andrassy. Frédéric Riedl.
Israël	Albert Cohen.
Italie	Guglielmo Ferrero. Giuseppe Prezzolini.
Perse.....	Habibullah Khan Chahab.
Pologne.....	Jan Kucharzewski.
Portugal. ...	Comte de Penha-Garcia.
Roumanie...	N. Jorga.
Russie.....	Paul Milioukov. Nicolas Roubakine.
Serbie......	Lazare Markovitch.
Suède	Anton Blanck.
Suisse......	*Divers.*
Tchécoslovaquie......	Hasbovec.
Ukraine....	Alexandre Choulguine

LA REVUE DE GENÈVE publiera dans ses prochains numéros des *Souvenirs personnels* de Mme Emile Ollivier sur l'impératrice Eugénie; des lettres inédites de Tolstoï; L'Esthétique du machinisme, d'Elie Faure; Les Pastorales basques, de G. Hérelle; Jock a la grace de Dieu, d'Arnold Bennett; L'Aventure du Commandant Rybkinoff, de Kouprine; L'Attitude de l'Allemagne vis-a-vis de la France, de Georges Bernhard; Les Mémoires d'un souverain déposé, de G. Ferrero; Beethoven, de H. von Hofmannsthal; L'Elfe, de Lord Dunsany; Le Militarisme mexicain, de Blasco Ibanez; etc., etc.

Dépositaires généraux de La Revue de Genève :

France : Pour la fourniture en gros, s'adresser aux Messageries HACHETTE, 111, rue Réaumur, à Paris (IIe).

Angleterre : Messageries HACHETTE, King William Street. 16, London W. C. 2.

Belgique : Dépôt principal, Agence DECHENNE, 14, Galerie du Roi, Bruxelles.

Hollande : Fransche Bœkhandel FEIKEMA, CAAELSEN & Co, Singel 151-153, Amsterdam.

Hongrie : Librairie Ferdinand PFEIFER, ZEIDLER Frères Budapest, IV Kossuth Lajos Utea 7.

Costa Rica : Trejos HERMANOS, Apartado 869, San José, Costa Rica.

Haïti : Madame J. J. MANIGAT, Entre la 16me et 17me rues, Avenue A. Cap Haïtien.

H. AMBLARD, Port-au-Prince.

Pour l'Italie, on peut s'abonner sans frais chez M. Ulrich HŒPLI, Libraire, Galleria de Christoforis, Via Vitt. Emmanuele, Milan.

LE
PROBLÈME DU “TARTUFFE”

Le troisième centenaire de la naissance de Molière attire à nouveau l’attention sur l’œuvre du grand comique, sur la portée de cette œuvre, sur sa signification, sur ses intentions profondes. Celle de ses pièces sur laquelle les disputes des hommes se sont le plus exercées est, sans aucun doute, le *Tartuffe*. Ne convient-il pas de se demander, une fois de plus, quel but a poursuivi Molière et à qui il en a voulu ?

I

Par quel point peut-on aborder les obscurités de cette histoire ? Pour s’y engager, où poser d’abord le pied ? Le plus simple est de s’adresser à Molière lui-même. A-t-il écrit une ligne, un mot, qui puisse, si peu que ce soit, nous ouvrir une piste ? Dans son premier placet présenté au roi, nous lisons : « Toutes mes précautions ont été inutiles ; on a profité, Sire, de la délicatesse de votre âme sur les matières de religion, et l’on a su vous prendre par l’endroit seul que vous êtes prenable, je veux dire par le

respect des choses saintes : les tartuffes sous-mains ont eu l'adresse de trouver grâce auprès de Votre Majesté ; et les originaux, enfin, ont fait supprimer la copie, quelque innocente qu'elle fût, et quelque ressemblante qu'on la trouvât. » Voilà un texte singulièrement précis. Molière nous dit deux choses, et même trois. D'abord qu'il y a eu des originaux de son personnage, ensuite que ceux-ci se sont remués à l'annonce même de sa pièce, et enfin qu'ils ont réussi à en empêcher la représentation.

Nous savons dans quelle direction il nous faut pousser l'enquête. Connaît-on des gens qui, ayant appris le projet de Molière, en aient été émus et se soient occupés de le contrecarrer ? Critiques et historiens se sont épuisés fort longtemps à les chercher. C'est seulement dans les derniers mois de l'année 1900 qu'on a pu mettre un nom sur un groupe d'hommes qui semblent bien s'être désignés eux-mêmes comme étant ceux que Molière a visés dans son placet. C'est à ce moment, en effet, que dom Bauchet-Filleau, bénédictin, a publié les *Annales de la Compagnie du Saint-Sacrement de l'Autel*, rédigées, à la fin du dix-septième siècle, par un ancien membre de la Compagnie, un de ses anciens chefs, René II de Voyer d'Argenson ; et d'Argenson nous révèle que, dans sa séance du 17 avril 1664 — la représentation des trois premiers actes de la comédie devait être donnée le 12 mai suivant à Versailles — la Compagnie « parla fort de travailler à procurer la suppression de la méchante comédie de Tartuffe. Chacun se chargea d'en parler à ses amis qui avaient quelque crédit à la cour pour empêcher sa représentation [1] ».

Qu'était-ce donc que ce comité mystérieux et qui se montrait si attentif à supprimer une pièce jugée mauvaise ? La Compagnie du Saint-Sacrement est aujourd'hui connue. On sait qu'elle était vraiment ce que les gens du dix-septième siècle appelaient la Cabale des dévots, laquelle n'était pas, autant qu'on pouvait se le figurer, quelque chose d'inorganique et d'imprécis, mais une association fortement constituée, avec des chefs obéis et des ramifications tentaculaires dans tout le royaume. Des travaux

[1] *Annales*, p. 231.

publiés dans ces vingt dernières années l'ont tirée de l'obscurité où elle s'était enfermée et ont fait connaître le détail de ses principales opérations, dont le but peu modeste était « d'entreprendre tout le bien possible et d'éloigner tout le mal possible, en tout temps, en tous lieux et à l'égard de toutes personnes ». On est d'accord aujourd'hui pour estimer que son rôle ne saurait être exagéré dans la floraison du travail catholique au milieu du XVIIe siècle [1]. C'est la Compagnie de Paris, la mère de toutes les Compagnies des provinces, qui fait à Molière l'honneur de s'occuper de lui dès qu'elle a connaissance que sa pièce est en préparation.

Reprenons les deux textes que nous venons de lire. Ils se répondent avec précision. Molière accuse des dévots d'avoir entrepris contre lui des démarches pressantes et suivies de succès ; un dévot fait un mérite à son groupe d'avoir travaillé contre Molière. Il y a là ce que, dans les enquêtes judiciaires, on appelle un recoupement. Il est un peu naïf de s'étonner du temps qu'il a fallu à la critique pour découvrir ce fait. Il est de l'essence d'une société secrète — M. de la Palisse aurait trouvé cela — de ne pas être très connue du public ; et c'est par une heureuse chance que le texte révélateur a pu venir au jour. Si le manuscrit de d'Argenson s'était perdu, on aurait certainement pu reconstituer par d'autres voies, quoique dans une bien plus faible mesure, l'histoire de la cabale des dévots ; mais on n'aurait pas eu l'affirmation essentielle qui la met en rapport direct avec la pièce.

Mais comment la Compagnie du Saint-Sacrement avait-elle pu savoir le projet de Molière ? C'est ce qui ressort d'une note de Brossette qui, jusqu'ici, paraissait un peu énigmatique : « Quand Molière, dit-il, composait son *Tartuffe*, il en récita au roi les trois premiers actes.

[1] Voir notamment : *Annales de la Compagnie du Saint-Sacrement*, publiées par Dom H. Bauchet-Filleau, Paris, 1900 ; — Raoul ALLIER : *La Cabale des Dévots*, Paris, 1902 ; — du même : *Une société secrète au XVIIe siècle : la Compagnie du Très-Saint-Sacrement de l'Autel à Marseille* (documents), Paris, 1909 ; — du même : *Une société secrète au XVIIe siècle : la Compagnie du Très-Saint-Sacrement de l'Autel à Toulouse*, Une esquisse de son histoire, Paris, 1914. — Alfred REBELLIAU : *La Compagnie secrète du Saint-Sacrement*, articles de la *Revue des Deux-Mondes* : 1er juillet, 1er août et 1er septembre 1903 ; 19 août 1908 ; 1er novembre 1909 ; — du même : *La Compagnie secrète du Saint-Sacrement : Lettres du groupe parisien au groupe marseillais*, Paris 1908. — Francis BAUMAL : *La Genèse du Tartuffe* ; *Molière et les Dévots* (1919).

Cette pièce plut à Sa Majesté qui en parla trop avantageusement pour ne pas irriter la jalousie des ennemis de Molière et surtout la cabale des dévots [1]. »

On se représente assez bien certaines des conversations tenues dans cette cour, où tous les regards étaient sans cesse dirigés vers le roi, où la grande question était chaque jour de savoir qui avait eu l'honneur d'être reçu par Sa Majesté et quels propos la bouche auguste avait laissé tomber. La faveur accordée au comique avait fait jaser. Les dévots avaient été avertis. De là, la décision prise dans le conciliabule du 17 avril.

Les démarches préparées ce jour-là n'eurent pas tout le résultat qu'on en espérait. La pièce — ou du moins ses trois premiers actes — fut jouée. Mais les instances continuèrent. Brossette nous donne le nom de celui qui s'en était chargé : c'était M. de Péréfixe, archevêque de Paris. Il ne faisait pas partie de la Compagnie du Saint-Sacrement ; mais, selon leur habitude, les confrères firent agir un homme qui ne risquait point, n'étant pas lui-même initié, de les compromettre. L'archevêque parla au roi et « le roi, continue Brossette, pressé là-dessus à diverses reprises, dit à Molière qu'il ne fallait pas irriter les dévots ». Brossette est admirablement renseigné puisque l'historiographe de la Compagnie nous dit : « A l'assemblée du 27e de mai, on rapporta que le roi, bien informé par M. de Péréfixe, archevêque de Paris, des mauvais effets que pouvait produire la comédie de Tartuffe, l'avait absolument défendue [2]. »

Le roi n'était pas allé aussi loin que les confrères l'avaient désiré. Mais, sans interdire formellement à Molière la représentation de sa pièce, il lui avait demandé de l'ajourner un peu jusqu'à l'apaisement des pieuses colères qu'il avait suscitées. Il n'avait même pas dissimulé le bien qu'il pensait de la comédie : « J'ai cru, Sire, écrit expressément Molière dans son premier placet, que Votre Majesté m'ôtait tout lieu de me plaindre, ayant eu la bonté de déclarer qu'elle ne trouvait rien à dire dans cette comédie qu'elle

[1] *Correspondance entre Brossette et Boileau*, publiée par A. Laverdet (1858), pages 563 et 565.

[2] *Annales*, p. 232.

me défendait de produire en public. » Pierre Roullé, curé de Saint-Barthélemy, lança, dans son pamphlet : *Le Roy glorieux au Monde*, une version un peu différente : « Sa Majesté, après lui avoir fait un sévère reproche, animé d'une juste colère, par un trait de sa clémence ordinaire en laquelle il a imité la douceur essentielle à Dieu, lui a, par abolition, remis son insolence et pardonné sa hardiesse démoniaque, pour lui donner le temps d'en faire pénitence publique et solennelle toute sa vie. Et afin d'arrêter avec succès la vue et le débit de sa production impie et irréligieuse, et de sa poésie licencieuse et libertine, elle lui a ordonné sous peine de la vie, d'en supprimer et déchirer, étouffer et brûler tout ce qui en était fait, et de ne plus rien faire à l'avenir de si indigne et infamant, ni rien produire au jour de si injurieux à Dieu et outrageant à l'Eglise, la religion, les sacrements et les officiers les plus nécessaires au salut ; lui déclarant publiquement et à toute la terre qu'on ne saurait rien faire ni dire qui lui soit plus désagréable et odieux, et qui la touche plus au cœur, que tout ce qui fait atteinte à l'honneur de Dieu, au respect de l'Eglise, au bien de la Religion, à la révérence due aux sacrements [1]. ».

C'est à cette version de Roullé que Molière opposa le récit de son placet et il est bien évident que son récit dit la vérité ; car il eût été trop dangereux pour lui de prêter ouvertement à Louis XIV des propos que celui-ci n'aurait point tenus et de qualifier le pamphlet de Roullé de démenti infligé au témoignage royal. Ç'aurait été d'autant plus imprudent que le placet était fait pour Louis XIV tout seul et non point pour le public. Nous sommes en 1664, et Molière ne le publiera qu'en 1669.

La pièce était interdite, mais non condamnée, et l'on en parlait avec approbation autour du roi. N'est-ce pas en effet, à ce moment, que se passe l'incident rapporté par Molière dans la préface de sa pièce : « Huit jours après qu'elle eût été défendue, on représenta devant la cour une pièce intitulée *Scaramouche ermite* et le roi, en sortant, dit au grand prince que je veux dire (le prince de Condé) :

[1] *Le Roy glorieux au Monde*, pp. 47–50.

« Je voudrais bien savoir pourquoi les gens qui se scanda-
« lisent si fort de la comédie de Molière ne disent mot de
« celle de *Scaramouche.* » A quoi le prince répondit : « La
« raison de cela, c'est que la comédie de *Scaramouche* joue
« le ciel et la religion dont ces messieurs ne se soucient point,
« mais celle de Molière les joue eux-mêmes ; c'est ce qu'ils
« ne peuvent souffrir. »

La réplique de Molière porta, bien qu'elle ne fût pas mise en circulation dans le public. Le roi ne la garda pas tout à fait pour lui-même et la laissa sans doute circuler sous le manteau [1]. Molière se montrait de taille à parer et riposter. La Compagnie le comprit et, dans sa séance du 14 septembre, « elle résolut de faire exhorter une personne de capacité de ne rien écrire contre la comédie de *Tartuffe*, et l'on dit qu'il valait mieux l'oublier que de l'attaquer, de peur d'obliger l'auteur à se défendre [2] ».

Un point est bien acquis : le *Tartuffe*, dès sa première apparition, s'est heurté à l'hostilité des confrères du Saint-Sacrement. Ce sont eux, et non pas d'autres, qu'on est en droit de voir derrière les hommes dont Molière a dû repousser l'agression, et il ne faut pas oublier qu'il affirme lui-même avoir été attaqué par les originaux de sa pièce.

II

On doit ici se poser une question. Nous voyons bien que Molière se défend contre des ennemis, et nous savons, d'autre part, que ces ennemis étaient dans la Compagnie du Saint-Sacrement ; mais lui-même a-t-il su où ils étaient? Puisqu'il s'agissait d'une société secrète, pouvait-il en avoir percé le mystère qui l'a enveloppée jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle ?...

La difficulté n'est qu'apparente. La Compagnie du Saint-Sacrement avait échappé, jusqu'alors, à toutes les

[1] La preuve en est que, dès avril 1665, alors qu'elle ne sera publiée que quatre ans plus tard, un des plus implacables adversaires de Molière, celui qui se cache sous le pseudonyme du Sieur de Rochemont, la citera, à cinq reprises, dans son libelle : *Observations sur le Festin de Pierre.*

[2] *Annales*, p. 235.

investigations de la police royale ; mais la police royale savait son existence et la recherchait. On parlait couramment, à la Cour, d'une cabale des dévots, et il arrivait même qu'on lui donnât exactement son nom. Pierre Du Four, abbé d'Aulnay, ci-devant curé de Saint-Maclou de Rouen et ancien grand vicaire de l'archevêque, l'avait nettement désignée dans son mémoire contre les confrères de Caen. Il l'avait dénoncée avec une précision terrifiante. Des évêques s'étaient émus contre une organisation occulte qui prétendait gérer derrière eux leurs diocèses. Ils en avaient parlé à Mazarin, et le cardinal s'était montré aussi peu disposé que possible à supporter toutes ces intrigues ourdies dans l'ombre. La Compagnie de Paris, consciente du péril couru, avait averti toutes les Compagnies des provinces par une lettre dont nous possédons le texte :

« Du 10e de septembre 1660, à Paris. — Nous vous donnons avis, pour bien des raisons qui ne se peuvent exprimer, d'être précautionnés plus que jamais dans vos services, du moins jusqu'à nouveau conseil ; changez les jours et les séances, mettez les papiers et les registres en un lieu très sûr et autre que l'ordinaire. Il suffit que les officiers le sachent, ne portez qu'une feuille volante, retardez de quinzaine l'assemblée, peu de dépêches, surséance de correspondance, mais beaucoup de prières et de persévérance, *quia tempus visitationis* [1]. »

N'est-ce pas à ce moment que Deslions écrit dans son journal, à la date de juillet 1660 : « J'ai su de M. de la Fosse que M. de Bernières (Louvigny) de Caen était le plus spirituel de la Compagnie du Saint-Sacrement qui y est établie et laquelle il m'a dit être toute gouvernée par les jésuites... Je soupçonne ou plutôt je crains que la dévotion de certaines gens qui se mêlent de missions aux infidèles, ne soit encore appuyée sur de semblables principes. » Deslions devinait juste. Nous savons aujourd'hui qu'un même conseil occulte dirigeait les confrères de Caen et fondait le séminaire des missions étrangères. Au moment même où la Compagnie du Saint-Sacrement envoyait sa

[1] L'exemplaire de cette lettre qui a été reçu par la Compagnie de Marseille porte la signature du comte d'Albon.

circulaire sur les précautions à prendre, Guy Patin écrivait, le 26 septembre, à un de ses correspondants : « Il y avait ici de certaines gens qui faisaient des assemblées clandestines sous le nom de Congrégation du Saint-Sacrement ; ces messieurs se mêlaient de diverses affaires et ne faisaient jamais leurs assemblées dans le même endroit ; ils mettaient le nez dans le gouvernement des grandes maisons, ils avertissaient les maris de quelques débauches de leurs femmes : un mari s'est fâché de cet avis, s'en est plaint et les a poussés à bout, après avoir découvert la cabale ; ils avaient intelligence avec ceux de la même confrérie à Rome, se mêlaient de la politique et avaient dessein de faire mettre l'Inquisition en France et d'y faire recevoir le concile de Trente... C'était une machine poussée *spiritu Loyolitico latente.* Plaintes en ont été portées au Roi, qui a défendu de telles assemblées avec de rigoureuses menaces [1]. »

Il est impossible de ne pas établir un rapport entre les affirmations de Guy Patin et ce qui s'était passé, deux ans auparavant, à Bordeaux où certains « invisibles », après avoir fait singulièrement jaser, avaient été l'objet, en la Grand'Chambre, d'une plainte du procureur du roi, M. de Pontac. Il s'était élevé contre une assemblée « qui, disait-il, choque l'autorité et les ordonnances royales et qui est composée de personnes privilégiées et non-privilégiées ». Il l'accusait de compromettre la paix des ménages et de faire enfermer des femmes et des filles sans aucune information ni condamnation dans le couvent de Sainte-Madeleine. Par un arrêt du 12 juillet, la Cour avait fait « très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient de s'assembler sans permission du roi et de la cour, aux peines portées par les ordonnances royales, de porter ou envoyer aucun billet injurieux à la réputation des hommes et des femmes à peine de punition corporelle ». Elle interdisait également aux jurats de prêter la force armée de la ville « pour conduire aucune femme ou fille dans le couvent de Sainte-Madeleine » et à la supérieure de les recevoir sans

[1] *Lettres de Guy Patin,* édition de Paris, 1692, t. I, p. 490.

une condamnation régulière et formelle. L'affaire fit grand bruit, car d'Argenson, après y avoir fait allusion, ajoute : « Ce fut là le commencement de la mauvaise humeur qui s'émut contre les dévots et de la persécution que l'on suscita contre les principales Compagnies du Royaume [1]. »

Magistrats et évêques étaient donc également préoccupés, à ce moment-là, d'arrêter les entreprises d'une cabale occulte. On le savait bien, dans la Compagnie, puisque des parlementaires éminents et quelques membres en vue de l'épiscopat étaient parmi les chefs de la société secrète. Ils suivaient avec angoisse le développement de ce qu'ils ne pouvaient plus enrayer ; et Lamoignon lui-même qui, tant de fois, avait présidé les séances de la Compagnie, dut présider une séance du Parlement qui lui fut bien émouvante. En novembre 1660, le procureur général avait, comme son collègue de Bordeaux, ouvert une enquête sur les agissements d'assemblées mystérieuses dont il finit par requérir l'interdiction et dissolution. Sa requête fut mise en délibération le 13 décembre. Lamoignon tint à siéger. Tout en manifestant son zèle pour les intérêts du roi, il sut ne pas desservir ceux de la Compagnie et trouva le moyen de ne la point nommer dans l'arrêt qui défendait de faire « aucunes assemblées illicites ni confréries, congrégations et communautés en cette ville, et partout ailleurs, sans l'expresse permission du roi, et lettres patentes vérifiées en ladite cour ».

Le pouvoir civil avait donc pris position contre la cabale des dévots. Comment n'aurait-on point causé de tous ces événements, alors que, dans l'entourage du roi, on chuchotait les noms des personnages soupçonnés de tremper dans l'affaire ? Il eût été vraiment étrange que Molière n'en entendît pas parler. Il est malaisé d'admettre qu'il ait fait son *Tartuffe* « par ordre ». Le père Rapin, parlant « de la secte des dévots » et après avoir nommé ses principaux membres, que nous connaissons aujourd'hui comme ayant appartenu pour la plupart au Saint-Sacrement, ajoute : « Ceux mêmes qui en furent devinrent odieux à la Cour par l'affectation qu'ils eurent de donner ou de faire

[1] *Annales*, p. 178.

donner des avis au Cardinal sur sa conduite par des voies choquantes et nullement honnêtes : ce qui irrita le Cardinal et l'obligea à rendre ces gens suspects au roi, lequel pour les décrier les fit jouer quelques années après sur le théâtre par Molière » (*Mémoires*, T. I, p. 294). Se représente-t-on le roi prenant vraiment Molière pour auxiliaire ? Mais s'il n'est pas allé jusqu'à indiquer au comique des modèles à jouer, il est certain que, mis en présence de la pièce, il ne lui avait pas marchandé son approbation. Molière était bien sûr que ses coups tombaient sur quelques personnages dont les allures déplaisaient fort au monarque. Les meilleurs amis des gens dont il s'agit n'avaient aucun doute. Il est, par exemple, curieux que, dans un ouvrage dédié à la fille même du marquis de Fénelon et rédigé sur les documents fournis par la famille ou ses intimes, un anonyme ait pu, quelque trente ans plus tard, écrire ceci : « On disait qu'il était de la cabale et de la faction des dévots qui étaient alors regardés comme des gens remuants et dangereux. Quand la comédie du *Tartuffe* parut, on dit à l'auteur qu'il aurait bien mieux fait de donner une épée qu'une soutane à son faux dévot : on voulait indiquer M. de Fénelon [1]. »

Devant tous ces faits, comment se figurer, avec MM. Brunetière et Gazier, qu'il est impossible d'indiquer « où étaient, entre 1660 et 1664, ces hypocrites et ces faux dévots, de quel si grand danger ils menaçaient la société et de quel nom ils se nommaient »? Où ils étaient, les *Annales* de d'Argenson nous le montrent clairement ; et quel nom ils portaient, tout le monde le murmurait, à la cour comme à la ville. Quand M. Brunetière nous dit que, « dans cette cour, il n'y avait pas, il ne pouvait pas y avoir d'hypocrites et de faux dévots », comment ne pas être frappé par l'affirmation exactement contraire qui vient, au moment visé par le critique, sous la plume de La Rochefoucauld ? Le moraliste publie, en 1665, la première édition des *Maximes*. Cette première édition sera, par la suite, notablement remaniée, tantôt pour condenser

[1] *La vie de la révérende mère Madeleine Gautron, prieure du monastère de la Fidélité de Saumur*, Paris, chez Antoine Seneuze, in-12, 1690, p. 513.

nombre de pensées uniquement par souci de style et coquetterie d'artiste, tantôt pour éliminer les détails qui auront perdu, comme nous dirions aujourd'hui, leur actualité. Or, on trouve, dans cette première édition, un portrait de l'humilité dont la plus grande partie tombera dans la suite et qui ressemble singulièrement, sans le mot dévotion, à un portrait de *Tartuffe :* « L'humilité n'est souvent qu'une feinte soumission que nous employons pour soumettre effectivement tout le monde. C'est un mouvement de l'orgueil, par lequel il s'abaisse devant les hommes pour s'élever sur eux. C'est un déguisement et son premier stratagème ; mais quoique ses changements soient presque infinis et qu'il soit admirable sous toutes ses figures, il faut avouer néanmoins qu'il n'est jamais si rare ni si extraordinaire que lorsqu'il se cache sous la forme et sous l'habit de l'humilité ; car alors on le voit, les yeux baissés, dans une contenance modeste et reposée ; toutes ses paroles sont douces et respectueuses, pleines d'estime pour les autres et de dédain pour lui-même. Si on veut l'en croire, il est indigne de tous les honneurs, il n'est capable d'aucun emploi ; il ne reçoit les charges que comme un effet de la bonté des hommes et de la faveur aveugle de la fortune. C'est l'orgueil qui joue tous ces personnages que l'on prend pour l'humilité [1]. »

Il est clair que Molière savait où saisir les originaux de son *Tartuffe* et qu'il est inutile de voir en celui-ci un personnage dont les pareils n'existaient point à la cour et que le poète aurait créé uniquement pour exprimer sa philosophie.

III

Contre ces hommes qui occupaient tant la Cour et la ville, qui inquiétaient les pouvoirs civils et les pouvoirs ecclésiastiques, Molière avait-il personnelle–

[1] C'est à M. Francis Baumal que revient le mérite d'avoir, dans l'intéressant ouvrage que nous avons signalé, relevé ce passage de La Rochefoucauld, et de l'avoir rapproché de la comédie de Molière. Voir pp. 15-16. Ne faut-il pas ajouter que cette première édition des *Maximes* a été précédée d'une autre, imprimée par contrebande en Hollande, et justement en 1664, ce qui nous rapproche encore plus de la composition du *Tartuffe* ?

ment quelques griefs ? Avait-il vraiment à se plaindre d'eux ou bien les mettait-il en scène tout simplement parce que leur type lui paraissait dramatiquement intéressant ?

Le conflit avec les dévots remontait, pour le poète, à ses débuts mêmes. N'est-ce pas sur le territoire de Saint-Sulpice, au jeu de paume des Métayers, que Molière, avec les Béjart, était allé installer l'*Illustre théâtre* ? Ç'avait été mal choisir son terrain d'opérations. C'était justement le faubourg où M. Olier traquait la comédie et les comédiens. L'œuvre d'épuration s'y poursuivait avec une sorte d'acharnement. Elle avait si bien réussi que le jeu de paume des Métayers fut déserté « des grands comme des petits » ; et l'escarcelle des jeunes acteurs fut bientôt si vide que leur chef dut entrer pour dettes au Châtelet. Dès ce moment, Molière en avait certainement voulu aux dévots, sans qu'il put savoir exactement à qui se prendre. Mais sa rancune s'était tout naturellement précisée lorsqu'aux environs de 1660 il trouva l'opinion du monde soulevée contre une cabale dont les chefs passaient pour prendre leurs inspirations à Saint-Sulpice. Il aurait suffi du souvenir cuisant de ses débuts pour lui faire de cette lutte une affaire personnelle.

Mais il y avait plus. A la suite des mésaventures de l'*Illustre Théâtre*, Molière était parti pour la province où, pendant douze années, il battit l'estrade pour tenter la fortune. Or, ces douze années coïncident avec la période où la Compagnie du Saint-Sacrement fonde, dans la plupart des villes du royaume, ses succursales les plus actives. Est-il téméraire de supposer que, dans ses allées et venues, le poète se heurta à une hostilité plus ou moins organisée et qui rappelait singulièrement celle de 1644 dans le faubourg de Saint-Sulpice ? Il y a là le moment le moins connu de la vie du comique. Les chercheurs auraient peut-être des trouvailles à faire en dépouillant les archives locales, en recherchant s'il n'y a pas eu, dans bien des villes, en ces années, des conflits curieux entre des comédiens de passage et les adversaires de l'art dramatique. Voici, par exemple, quelques lignes de la *Vie de Pavillon*, évêque d'Aleth, où l'on saisit en pleine action un de ces ennemis

des «farceurs» : «Etant un jour à Narbonne, M. de Montaigu vit, dans la place, des joueurs de farce sur un théâtre. Il alla à l'extrémité de l'autre bout de la place où ils étaient, et, s'étant mis à genou, il s'adressa à Dieu et dit : « Sei-« gneur, si vous voulez que je parle à ce peuple, faites-leur « quitter ces spectacles où ils sont attachés pour venir m'écou-« ter. » Dans le même temps, il arrêta quelques femmes qui passaient pour les faire prier Dieu et pour les instruire. Et aussitôt, ce peuple accourut à lui et laissa là les joueurs de farce. Le lendemain et les jours suivants, il monta même sur le théâtre, où toute la ville vint l'écouter en foule, et les farceurs furent obligés de la quitter. Il fit à peu près la même chose à Béziers, à Carcassonne et dans plusieurs autres grandes villes, car il était difficile que plusieurs ne fussent pas touchés de ses instructions pleines de sainte onction et de l'esprit de Dieu. »

Il est fort probable que le biographe du prélat exagère un peu la docilité du public à s'écarter des comédiens et à écouter les homélies de l'évangéliste bénévole, et il est encore plus probable que M. de Montaigu ne se contentait pas d'user de la parole contre ceux qu'il détestait, et qu'il faisait agir contre eux, à la moindre occasion, les détenteurs de l'autorité. Mais, quoi qu'il en soit, il y a là l'indication d'une lutte ouverte contre Molière et ses confrères.

Le nom de Narbonne nous fait penser au Languedoc, et justement, en 1655 et 1656 tout au moins, Molière était en Languedoc, et plus précisément encore dans cette région du Languedoc. Le prince de Conti, qui avait été le condisciple du poète au collège de Clermont, avait d'abord eu pour lui une admiration enthousiaste. « Il entretint longtemps à sa suite une troupe de comédiens, nous dit l'abbé de Voisin. Ne se contentant pas de voir les représentations du théâtre, il conférait souvent avec le chef de leur troupe, qui est le plus habile comédien de France, de ce que leur art a de plus excellent et de plus charmant. En lisant souvent avec lui les plus beaux endroits et les plus délicats des comédies tant anciennes que modernes, il prenait plaisir à les lui faire exprimer naïvement, de sorte qu'il y avait peu de personnes qui puissent mieux juger d'une pièce

de théâtre que ce prince [1]. » Mais le prince se convertit en 1656, et l'un de ses premiers actes fut de proscrire tout ce qu'il avait le plus aimé. Il ne voulut plus entendre parler ni de la comédie ni des comédiens, et Molière en souffrit immédiatement dans ses intérêts. Il était, en 1657, à Pézenas, où sa troupe devait jouer pendant la tenue des Etats. Mais, tandis que les Etats de l'année précédente l'avaient gratifié d'une somme de 6.000 livres dont le reçu existe entièrement écrit de sa main, ceux de cette année-là lui coupèrent tout crédit en votant, le 16 décembre, la résolution suivante :

« Sur les plaintes qui ont été portées aux Etats par plusieurs députés de l'assemblée, que la troupe de comédiens qui est dans la ville de Béziers fait distribuer plusieurs billets aux députés de cette Compagnie, pour les faire entrer à la comédie sans rien payer, dans l'espérance de retirer quelque gratification : a été arrêté qu'il leur sera notifié par Loyseau, archer des gardes du Roi en la prévôté de l'hôtel, de retirer les billets qu'ils ont distribués, et de faire payer, si bon leur semble, les députés qui iront à la comédie, l'assemblée ayant résolu et arrêté qu'il n'y sera fait aucune considération et défendu par exprès à messieurs du bureau des comptes de directement ou indirectement leur accorder aucune somme, ni au trésorier de la bourse de les payer, à peine de pure perte et d'en répondre en son propre et privé nom [2]. »

Le président du bureau des comptes était l'évêque d'Aleth, Pavillon, celui-là même qui avait converti le prince de Conti. Il est aisé de deviner les sentiments que dut éprouver Molière au premier moment et ceux qu'il éprouva sans nul doute après son retour à Paris en retrouvant le prince de Conti parmi les membres les plus en vue de la cabale dévote. Aussi bien, dans l'intervalle, l'amertume du poète à l'égard du prince n'avait pu que s'accentuer. Tout le monde connaît ce passage d'une lettre que Racine devait écrire d'Uzès quelques années plus tard :

[1] *Défense du Traité de Monseigneur le prince de Conti touchant la Comédie et les Spectacles*, Paris 1671, p. 419. L'abbé de Voisin avait été, depuis 1642, attaché à la maison ecclésiastique du prince.

[2] Cf. *Cabale des Dévots*, p. 394.

« Monsieur le prince de Conti est à trois lieues de cette ville et se fait furieusement craindre dans la province... Une troupe de comédiens s'était venue établir dans une petite ville proche d'ici ; il les a chassés et ils ont passé le Rhône pour se rendre en Provence. On dit qu'il n'y a que des missionnaires et des archers à sa queue[1]. » C'est dès le lendemain de sa conversion que Conti avait instauré ce régime.

De février à juin 1657, Molière, qui avait quitté Béziers avant la clôture des Etats, fut à Lyon. Conti passa par la ville, se rendant de Paris en Italie, et il écrivit, le 15 mai, à son directeur, l'abbé de Ciron, à qui Pavillon l'avait confié : « Il y a des comédiens ici qui portaient autrefois mon nom. Je leur ai fait dire de le quitter et vous pensez bien que je n'ai eu garde de les aller voir[2]. »

Tout cela se passe en 1657. L'année suivante, Molière est à Rouen. Or, c'est précisément le moment où la Normandie est agitée par les menées d'une succursale de la Compagnie du Saint-Sacrement qui, établie à Caen, prétendait régenter les diocèses de la région. Ce n'était que scandales et procès, intrigues et polémiques, et l'archevêque de Rouen, M. de Harlay, en était si vivement agacé qu'il ne devait pas tarder à prendre, auprès de la Cour, la tête du combat contre les pieux meneurs de trop d'entreprises indiscrètes. Il est impossible que Molière n'ait rien entendu de tout ce bruit et n'ait pas enrichi, par les traits recueillis ici ou là, ce qu'on pourrait appeler sa documentation sur les dévots[3]. Revenu à Paris en cette même année 1658, il devient le comédien de Monsieur, frère du roi, et conquiert assez vite les faveurs de Louis XIV lui-même. Mais, presque en même temps, rentrait dans la capitale le prince de Conti, c'est-à-dire l'adversaire acharné du théâtre, et celui-ci, dès

[1] *Œuvres* de Racine, édition des *Grands Ecrivains de la France*, t. VI, p. 497.

[2] E. de Barthélemy, *Une nièce de Mazarin*, p. 90.

[3] Qui sait s'il ne faudrait pas faire figurer, dans cette sorte de dossier amassé par Molière, une satire composée par Garaby de la Luzerne, un petit poète normand, qui semble avoir rédigé son factum versifié au lendemain de la publication du libelle de Du Four ? Ecrite à l'imitation de la *Macette* de Régnier, elle est intitulée : *les Pharisiens du temps ou le dévot hypocrite*. Cette satire circula sous le manteau et M. Francis Baumal l'a reproduite *in extenso* dans son ouvrage déjà cité, pp.79 à 100. Il fait, dans ses notes, quelques rapprochements curieux avec plusieurs passages de *Tartuffe*.

son arrivée, se fit affilier à la Compagnie du Saint-Sacrement de Paris. De cette affiliation — comme d'ailleurs de l'existence même de la Compagnie — Molière ne savait rien. Mais il savait que le prince était de ce cénacle qui condamnait âprement les mœurs de la jeune Cour, et il devait ressentir une joie singulière, étant maintenant fort de l'appui royal, à braver, à heurter les gens qui, à plusieurs reprises, avaient contrecarré son activité et l'avaient même atteint dans ses ressources. Sganarelle, dans l'*Ecole des Maris*, n'a-t-il pas déjà un langage qu'il serait intéressant de rapprocher de celui que Tartuffe tiendra un jour ? Arnolphe, dans l'*Ecole des Femmes*, n'affecte-t-il pas les propos les plus propres à irriter les dévots ? M. Lanson n'a-t-il pas établi que les « maximes du mariage » qui ont causé un tel scandale, ne sont qu'une adaptation de stances tirées d'un livre édifiant de Desmarets de Saint-Sorlin : *Préceptes de mariage de Saint-Grégoire de Nazianze, envoyés à Olympias le jour de ses noces* ? On cria à la profanation. On dénonça la prétendue parodie d'une phrase de Saint-Augustin et de plusieurs versets d'hymnes, et Boursault dut, sur l'invitation de personnages «à qui il ne pouvait rien refuser», reproduire, dans son *Portrait du Peintre*, les griefs religieux de la Cabale.

Molière rendait coup pour coup ; mais les attaques ne lui étaient point ménagées. Comment n'aurait-il pas rêvé de démasquer et de flétrir l'« imposteur » ?

IV

Si Molière a visé, sans en connaître exactement l'organisation, le groupe d'hommes qui constituaient la Compagnie du Saint-Sacrement, nous sommes à notre aise devant toutes les hypothèses que l'on a faites pour expliquer la pièce. Tandis que toutes ces hypothèses s'excluent les unes les autres, nous pouvons leur reconnaître à toutes une part de vérité.

On a voulu voir tour à tour dans les dévots les jansénistes ou les jésuites. Or, si l'on peut trouver, sur les lèvres de Tartuffe, une science qui résume, selon l'expression de Sainte-Beuve, « toute la moëlle et tout l'élixir du casuisme accommodant », il garde cette science pour lui-même et il ne parle qu'en rigoriste dur aux autres et qui feint de l'être à lui-même. Il est probable que Molière n'a guère connu les débats religieux du temps que par les *Provinciales.* Il lui aurait été difficile de représenter un janséniste sous les traits d'un personnage si expert à formuler la direction d'intention, ou un jésuite sous ceux d'un homme qui supprime les bals, les visites, les conversations oiseuses et combat la dévotion aisée. Mais si l'on n'est point préoccupé de faire intervenir Molière dans les querelles théologiques du temps — ce à quoi, certes, il ne pensait pas — on comprend que le héros de sa pièce, du moment qu'il devait être un imposteur, mélangeât dans ses théories la dureté des rigoristes et les principes de leurs adversaires sur la fin qui justifie les moyens. Or il y avait, dans la Compagnie du Saint-Sacrement, cette âpreté combative dont Molière avait si souvent ressenti les effets, et les ennemis de la cabale avaient bien des raisons de dénoncer, chez tel ou tel de ceux qui soutenaient le parti dévot, bien des traces d'ambition sournoise, de propension à l'intrigue intéressée, en un mot d'hypocrisie.

On a voulu voir dans *Tartuffe* ce fou de Charpy de Sainte-Croix qui tirait, à ce moment-là, de l'Apocalypse, les choses les plus extraordinaires et sur lequel Tallemant des Réaux nous donne une note dont le rapprochement avec l'histoire de Tartuffe s'impose :

« Or, un jour qu'il était dans l'église des Quinze-Vingts, Mme Hansse *(sic)*, veuve de l'apothicaire de la Reine, y vint ; elle loge dans les Quinze-Vingts mêmes. Il l'accosta et lui parla de dévotion avec tant d'emportement qu'il charma cette femme, qui est dévote. Elle le loge chez elle. Lui, qui est si charitable qu'il aime son prochain comme lui-même, s'est mis à aimer Mme Patrocle, la fille de Mme Hansse ; elle est femme de chambre de la Reine, et son mari est aussi à elle ; Charpy se met si bien dans l'esprit

du mari et s'impatronise tellement de lui et de sa femme, qu'il en a chassé tout le monde, et elle ne va en aucun lieu qu'il n'y soit, ou bien le mari. Mme Hansse, qui a enfin ouvert les yeux, en a averti son gendre ; il a répondu que c'étaient des railleries, et prend Charpy pour le meilleur ami qu'il ait au monde... Cependant la Sorbonne a refusé de donner l'approbation à son livre ; il les traite tous d'ignorants. Mme Hansse, enfin, n'a plus voulu qu'ils logeassent avec elle. Charpy n'est plus en même logis que la dame ; mais il la voit toujours de même. Quand il prie Dieu, il dit : « Seigneur, je me résigne à ta volonté : si tu m'envoies des bénéfices, je serai ecclésiastique ; si tu ne m'en envoies point, je me résoudrai à la retraite. » Par ces façons de faire, il a attrapé le prieuré de... sans le demander ; même le cardinal l'a prié de le prendre en attendant mieux. Il prétend avoir donné de bons avis à Son Eminence [1]. »

N'oublions pas que Charpy habitait, comme Molière, la rue Saint-Thomas-du-Louvre, et que celui-ci devait le rencontrer maintes fois. Souvenons-nous également que Mme Hansse, dont parle des Réaux, était en réalité Louise Angélique d'Ansse, belle-mère de François Patrocle, chevalier, conseiller du roi, écuyer ordinaire de la reine Anne d'Autriche, et que ceci nous ramène dans l'entourage de la reine-mère où, précisément, la Compagnie du Saint-Sacrement avait ses principaux membres et soutiens. Supposer que Charpy ait été le vrai modèle de Tartuffe serait lui faire trop d'honneur ; mais pourquoi Molière n'aurait-il pas utilisé le fait divers dont on s'était certainement gaussé dans le quartier ?

On a voulu voir dans *Tartuffe* l'abbé de Roquette, et cette désignation a été colportée avant même l'impression de la pièce. « C'est contre cet abbé, écrit Deslions dans son journal à la date du 29 août 1665, qu'on dit que Molière a composé *Tartuffe* ou l'*Hypocrite*, par envie qu'il a, dit-on, contractée contre lui chez le prince de Conti où il demeurait ». Pourquoi Molière ne se serait-il pas souvenu de quelques personnages — dont était Roquette —

[1] *Historiettes*, t. VII, p. 212.

qui tournaient autour du prince de Conti, ne dissimulaient point leur complaisance pour ses débauches avant sa conversion et firent ensuite auprès de lui assaut de dévotion et de rigorisme affecté ? Il peut bien avoir pensé à cet abbé sans aller jusqu'à le prendre pour le type de ce qu'il voulait stigmatiser sur la scène.

On a nommé Hardouin de Péréfixe, archevêque de Paris ; mais, quand il s'agit de dire ce qu'il a pu fournir à Molière, on ne nous cite que le mot d'Orgon : « Le pauvre homme ! » Franchement, si c'est quelque chose, c'est bien peu.

On a nommé... Mais pourquoi s'acharner à trouver tel ou tel individu qui aurait servi de modèle unique pour *Tartuffe* ? Molière n'a pas dit que son personnage avait un original, mais des originaux. Lui-même nous indique que sa comédie n'est pas une pièce à clé. Elle dresse devant nous un vice que Molière a cru distinguer dans tout un groupe d'hommes et dont il dénonce le danger. De ce vice, il a cru voir l'incarnation dans la cabale des dévots, dans ce que nous savons aujourd'hui avoir été la Compagnie du Saint-Sacrement ; mais ce serait sortir de la vérité historique que de faire de son œuvre un document de reportage.

V

Arrêtons-nous devant une dernière question. Quelle part de vérité — et tout particulièrement de vérité historique — y a-t-il dans la pièce ? En s'attaquant à la Compagnie du Saint-Sacrement, en prenant parmi ses membres le type de l'imposteur, Molière a-t-il frappé juste ? Le verdict qu'il a prononcé contre la fausse dévotion s'applique-t-il vraiment au groupe auquel, à tort ou à raison, il a pensé ?

Il est bien évident que Molière n'a pas pu connaître la Compagnie dans les détails de son activité. Rien ne l'a jamais fait pénétrer dans l'intimité de ses sentiments profonds. Il ne l'a même pas connue comme telle. Il a su plus ou moins vaguement qu'il y avait quelque part une

société désignée par ce vocable du Saint-Sacrement. Il a su qu'on lui attribuait des interventions sournoises soit dans la politique proprement dite, soit dans l'administration de l'Etat, soit dans la vie privée des familles. Il a su les noms de quelques-uns des hommes dont on racontait, à la Cour, qu'ils faisaient partie de la cabale des dévots. Il a su que certains des coups dont il avait eu à souffrir venaient plus ou moins directement de ce cénacle. Il a été porté à croire, comme on le répétait volontiers autour de lui, que tout ce zèle pieux n'était, au fond, que comédie d'ambitieux sans scrupules qui n'hésitaient pas à jouer des choses saintes dans leur intérêt. Et il a dressé de toute la force de son génie — aidé ici par l'indignation — la figure immortelle du personnage qui symbolisera pour toujours le vice stigmatisé par sa pièce.

Mieux informés que lui, nous sommes tenus à faire des distinctions qui lui étaient impossibles. Sans diminuer en rien l'admiration éprouvée devant le type créé par lui et prodigieusement vivant, nous pouvons penser que sa pièce n'est pas le portrait ressemblant de l'authentique confrère du Saint-Sacrement et qu'il serait injuste de s'y tromper.

La Compagnie du Saint-Sacrement n'a pas dû sa naissance à une préoccupation malsaine d'intrigue sournoise. Je confesse volontiers qu'après avoir étudié de près certains de ses actes — un peu trop nombreux — j'ai été enclin moi-même à dénoncer d'une façon trop assidue et constante, dans l'activité de la Compagnie, ce souci d'ambition et de pouvoir. C'est une façon trop simple d'expliquer les événements. Au début, dans sa caractéristique essentielle, la Compagnie ne poursuit qu'un but religieux et n'obéit qu'à une préoccupation de piété. Ce qu'elle poursuit, c'est une forme nouvelle de l'Imitation de Jésus-Christ. Le confrère médite devant le mystère central de la religion catholique. Il est en adoration devant le Saint-Sacrement de l'Autel. Il se répète que, dans cette hostie consacrée, le Christ est tout entier, qu'il y a là l'abaissement suprême du Sauveur devenu invisible sous les espèces les plus grossières et continuant à faire ses miracles, faisant même les plus grands, dans cet état d'abaissement où les sens des

hommes ne parviennent pas à le saisir. Il se demande, dans la ferveur de son amour, pourquoi il ne s'abaisserait pas, lui aussi, à l'exemple du Maître qu'il entend servir. Il rêve une forme d'action dans laquelle il déploiera le maximum d'énergie efficace et restera néanmoins ignoré de ceux parmi lesquels ou pour qui il travaillera. De là l'idée d'une société secrète, qui le sera non pas pour fournir à son adhérent les moyens de mener les hommes à leur insu, mais pour qu'il puisse, dans une impénétrable obscurité, reproduire l'humilité totale et l'activité triomphante du Sauveur.

M. Rébelliau a bien eu raison de soutenir que le mystère de la Compagnie du Saint-Sacrement n'a pas eu forcément pour cause soit on ne sait quel goût malsain des manœuvres policières et de l'intrigue clandestine, soit, dès les débuts de la Compagnie, la peu évangélique convoitise d'une domination universelle. Il a eu également raison de penser que, se croyant « formée par un coup de la divine Providence pour être un surveillant perpétuel à tout ce qui se passait et à tout ce qui pouvait contribuer à la gloire de Dieu »[1], elle ne pouvait remplir cette vocation auprès de la puissance civile et de la puissance ecclésiastique qu'en se cachant. Si elle avait entrepris publiquement la moindre de ses œuvres, elle eût soit blessé les ministres, les parlements, les municipalités, les baillis, sénéchaux et autres juges royaux, soit fait injure à la diligence pastorale des évêques indirectement accusés de ne pas faire tout leur devoir dans leurs diocèses. On ne lui aurait pas permis de s'occuper systématiquement de tout pour redresser les corps officiels qui s'égaraient, pour réveiller ceux qui s'endormaient, pour pousser à l'action ceux dont les projets, toujours remis sur le chantier, n'aboutissaient jamais. Non, on ne se représente pas comment aurait pu fonctionner, sous le régime de la monarchie, une sorte de ligue du bien public dont la tâche aurait été de morigéner les uns, d'exciter les autres, de coordonner les efforts de tous, c'est-à-dire, en somme, de les dominer et de les avoir dans sa surveillance. M. Rébelliau a raison de dire que son secret, en

[1] *Annales*, p. 189. Cf. p. 39 et 138.

dehors des passions inavouables, avait sa raison d'être. Mais j'estime aujourd'hui qu'il faut aller plus loin. Ce ne sont pas seulement les circonstances extérieures et les conditions mêmes de son existence qui lui ont imposé le mystère. Elle en a trouvé l'idée et, pour ainsi dire, le commandement, dans l'essentiel de sa foi et de sa piété ; et c'est de toute son âme, dans un véritable élan mystique, qu'elle a revêtu ce qu'elle appelait « les livrées d'un Dieu caché ».

Mais, cela dit, la psychologie reprend ses droits. Elle constate que rien n'est plus dangereux que le secret pour ceux-là mêmes qui s'y enferment. Ne se représente-t-on pas la joie subtile que l'on doit éprouver à mener les hommes sans que ceux-ci s'en doutent, à mettre en œuvre toutes sortes de ressorts pour faire marcher la machine administrative en laissant croire aux fonctionnaires qui sont censés la conduire qu'ils ont l'initiative de tous ses mouvements et de tout le travail produit. Vraiment, il aurait fallu des saints d'une qualité extraordinaire pour qu'ils fussent insensibles à cette volupté d'un genre spécial. Les confrères, visiblement, s'y sont abandonnés. Il est inévitable que ce plaisir, à son tour, engendre une tentation que l'on devine. Comment ne pas rechercher la satisfaction intime de conduire les hommes où l'on veut, quand on est bien convaincu de les y conduire pour leur bien ? Et ainsi prend naissance, chez les âmes les plus soucieuses du bien d'autrui — et pour autant qu'elles ont ce souci —, la passion d'intervenir pour le bon motif et de dominer dans l'intérêt de Dieu. Pratiquement, cette passion devient celle de l'intrigue. Elle se traduit par les manœuvres clandestines, les conspirations policières, les prétentions inquisitoriales et, au besoin, les coups de force mystérieux ou, s'ils sont publics, mystérieusement préparés. Supposez maintenant que les chefs d'une telle entreprise, au lieu d'être défendus contre ces tentations par une conscience scrupuleuse et ennemie des voies tortueuses, se laissent pénétrer par les méthodes de la direction d'intention, admettent plus ou moins ingénument le principe de la fin qui justifie les moyens... Inutile d'insister. Le secret, dans son idée initiale, ne devait fournir qu'un terrain propre

à faire pousser, pour l'édification de quelques initiés, les plus belles fleurs de la piété ; il devient tout simplement le bouillon de culture où pulluleront les pires microbes. Ce n'était pas le but poursuivi : c'est le résultat atteint.

Nous ne prêterons pas tous ces raisonnements à Molière. On n'arrive à les faire qu'après avoir étudié patiemment, et dans les documents authentiques, la véritable histoire de la Compagnie du Saint-Sacrement. Mais il faut avouer qu'au moment où il a composé sa pièce, la Compagnie, sans être expressément connue, ne l'était, dans une certaine mesure, qu'en raison des scandales qu'elle avait provoqués, des irritations plus ou moins justifiées qu'elle avait suscitées, des intrigues plus ou moins réelles qu'on lui attribuait. Sous la forme où son action était soupçonnée, elle scandalisait les vrais dévots, elle faisait peser sur quiconque avait une foi agissante une accusation d'hypocrisie. Molière, qui avait tant souffert d'attaques ouvertes ou sournoises, pouvait-il ne pas subir le contre-coup de cette opinion générale ? Sa pièce a été sa façon de réagir. Et, s'il semble parfois être allé trop loin, s'il y a, dans son *Tartuffe*, à côté de tout ce qu'il dit en faveur de la vraie dévotion, une trace subtile de méfiance et d'inquiétude à l'égard de la religion, à qui faut-il s'en prendre, sinon à ceux qui avaient trop bien voulu la protéger et travailler pour elle ? De telle sorte qu'en nous rendant aujourd'hui un compte exact de ce que la Compagnie a voulu être et de ce qu'elle a été, en reconnaissant volontiers — et, disons le mot, avec quelque soulagement — la pureté de ses intentions premières, nous ne trouvons rien à changer dans ce jugement porté, il y a quelque vingt ans, sur Tartuffe et la Compagnie du Saint-Sacrement : « L'intrigue qui se fait haïr, attire la haine sur la piété à laquelle elle s'associe. On se figure servir la gloire de Dieu par des malhonnêtetés que l'intention est chargée de sanctifier ; on n'aboutit qu'à faire détester la fin elle-même qu'on déshonore par des moyens indignes. On veut convertir le monde et on lui communique la répugnance de la piété vivante. Après avoir poursuivi la conquête des âmes, on prépare la révolte des consciences. Ce qui s'est passé dans le for intérieur d'un poète comique

résume peut-être et explique une grande partie de l'histoire morale de la France. Le XVIIe siècle a été celui des grands docteurs et des apologistes. Mais le XVIIIe s'est souvenu d'autre chose, et, s'il a dénoncé avec fureur la religion, c'est qu'il y a vu surtout un système savant d'oppression par le mensonge, disons le mot : une tartufferie tyrannique [1] ».

Raoul ALLIER.

[1] *La Cabale des Dévots*, p. 401.

AU
COUCHANT DU SOLEIL DE MAI

PREMIÈRE PARTIE DE LA
« TRILOGIE DES OMBRES »

Né à Raguse en 1857, étudiant à Spalato et à Zagreb (Agram), le comte Ivo de Voïnovitch est le plus grand poète national de l'actuelle Yougo-Slavie. Encore inconnu en France, il a acquis en Europe centrale une incontestable notoriété. Son nationalisme ardent lui a valu, durant la crise récente, les souffrances des geôles autrichiennes. Il a été un des plus nobles animateurs de la vie de sa patrie.

Son œuvre comporte principalement des compositions dramatiques dont les tendances oscillent entre le drame national et l'exposé philosophique, bien que leur présentation soit nettement scénique et de réalisation directe. (Ivo de Voïnovitch a été, en 1907, directeur du théâtre croate de Zagreb). *L'Equinoxe*, *la Dame au tournesol*, *l'Impératrix*, sont de portée philosophique. *La Mort de la mère des Yougovitch* et la *Résurrection de Lazare* sont des évocations tragiques et patriotiques, des tableaux et des poèmes où s'exprime avec une magnifique puissance l'âpre et farouche lyrisme de la vieille Serbie. La *Trilogie des Ombres*, dont nous donnons ici la première partie inédite, est une sorte de fresque sociale qui participe à la fois de la reconstitution pittoresque et de l'étude psychologique.

Cette trilogie a pour personnage principal, quoique abstrait, Raguse elle-même et la hantise de son passé de petite république

morte. C'est l'étude de la lente dégénérescence d'une race obsédée par un idéal caduc, s'y résignant et devenant fossile. Il y a là un fatalisme analogue à celui qui imprègne la *Chute de la Maison Usher*, *Rosmersholm* ou *Les Revenants*, mais exprimé par de tout autres moyens.

De longues années s'écoulent entre les diverses parties de la trilogie. *Crépuscule* se passe en 1830. Le patriciat déchu préfère disparaître dans la gêne matérielle et la désespérance muette plutôt que de s'asservir au maître nouveau, à l'Autriche, et c'est une existence spectrale que celle de l'aïeule Mara de Benessa, bouleversée un instant par la révolte de jeunesse et d'amour de sa fille Pauline, qui retombe dans le fatalisme impuissant. Ce poème de pitié tragique et d'affreuse ironie où la vie est immolée à un molochisme d'orgueil figé, se continue et s'achève soixante ans plus tard par *Sur la terrasse* du palais Pozza, devant un couchant merveilleux. Le vieux comte Luc, ancien homme d'Etat, poète, patriote, désabusé, exténué, dicte à son curé ses mémoires. Il vit avec sa sœur Marie, aveugle, et son frère Nicolas, presque idiot. La noblesse s'est avilie, elle a détruit le patriciat, aboli le mariage, peuplé la campagne de bâtards. La race est finie, elle a tout oublié, elle se mêle aux viveurs cosmopolites qu'attire la beauté de la région, et précisément la terrasse est envahie par une de leurs bandes bruyantes qui viennent répéter un spectacle bouffon en l'honneur d'un quelconque archiduc de passage. Il y a là une scène d'un romantisme contrasté qui est toute berliozienne. Resté seul, le vieillard se voit demander par son serf, le paysan Vouko, la permission d'épouser une jeune paysanne, sa domestique. Le comte tient au service de cette fille et refuse. Mais le curé lui révèle que Vouko est son fils : le comte l'a eu d'une servante jadis, on l'avait mis aux enfants trouvés, puis une famille de laboureurs l'avait adopté. Le comte, alors, essaie de sonder l'âme naïve du rustre, d'y trouver quelques vestiges de l'ancien idéal de la race. Mais il n'a devant lui qu'un être stupide. Il lui donne son assentiment et envoie en Amérique « pour faire de l'argent et des enfants » ce dernier-né de son sang dégénéré qui, tout heureux, va se coucher dans l'écurie du maître. Et le vieillard murmure à son tour, en un accablement infini : « Et maintenant allons nous coucher. »

Les œuvres d'Ivo de Voïnovitch, dont les débuts littéraires datent de 1880, ont été représentées avec grand succès à Belgrade, Zagreb, Budapest, Prague, Varsovie. Alors qu'il était encore dans les prisons de l'Autriche, le Théâtre national de Zagreb a consacré, en une représentation solennelle, en l'honneur de son soixantième anniversaire, le titre de poète national que lui a conféré l'admiration de toutes les régions de la nouvelle Yougo-Slavie.

C. M.

*
* *

PERSONNAGES

LE PRINCE, recteur de la République de Raguse.

ORSATO, NIKCHA, MARKO, NIKO, LOUKCHA, DJIVO, MATO, BLAISE, JONAS, KARLO, JÉRÔME, TOMO, PALO, SAVINIEN — Sénateurs et Patriciens de Raguse

LUCIEN, ANTOINE, MICHEL, CHICHKO, LUCAS, VLADISLAS — Sénateurs et Patriciens de Raguse

ANNE DE MENZÉ-BOBALI, tante d'Orsato, patricienne.

Thérèse DE PALMOTTA, sa nièce, patricienne.

CHRISTINE, une jeune fille du peuple.

LUCIE, servante.

Premier serviteur.

Deuxième serviteur.

Troisième serviteur.

L'action se passe à Raguse,
le 27 mai 1806, dans le palais d'Orsato de Palmotta,
de 4 heures à 7 heures ½

Une salle du palais d'Orsato de Palmotta. Parois recouvertes de damas vénitien rouge, à ramages.

Au fond, porte monumentale blanche, style baroque. De chaque côté de la porte, des chaises empire : blanc, rouge et or. Sur une petite armoire incrustée d'ivoire, une pendule à colonne d'albâtre dont le cadran est doré, et plusieurs statuettes antiques en bronze.

A gauche, une porte plus petite fermée par des portières en soie brochée ; à droite, une grande fenêtre gothique donnant sur une terrasse ; du même côté, premier plan, une porte dérobée conduisant à une antichambre. Au-dessus des portes, portraits de famille. Un peu à droite, vers la fenêtre, un secrétaire en acajou ; sur le secrétaire, un encrier en bronze, des porte-plumes, du papier — tout cela placé sans ordre ; à gauche, une petite table à trois pieds, enrichie de griffes dorées, également en acajou ; sur la table, un livre avec des objets de travail de dame. Un fauteuil vieux cuir. Un tabouret. Le pavé de la salle est en mosaïque. Pas de tapis.

Un luxe suranné et glacial apparaît dans tout ce décor.

Au lever du rideau, le salon est vide ; la porte du fond est fermée. Par la fenêtre grande ouverte, pénètrent les chauds rayons d'un radieux soleil de mai ; ils glissent sur les mosaïques qu'ils font miroiter et s'élèvent le long du mur, illuminant la pièce d'une splendeur dorée. Se joignant aux clartés du couchant printanier, les cris assourdissants des martinets arrivent jusqu'à nous ; ce sont les fameux martinets de Raguse qui redescendent à terre, vers le soir, en décrivant des cercles vertigineux autour des coupoles du Dôme et de St-Blaise. D'autres bruits, encore, parviennent à travers la salle muette : le murmure imprécis de la rue, le tintement lointain d'une cloche et le roucoulement des colombes, nichées dans les interstices des vieux murs de l'antique palais. Cependant,

couvrant tout cela, derrière l'immense et blanche porte du fond, s'élève une rumeur de voix rauques, menaçantes, et cette clameur arrive par bouffées, étouffées par les épaisses tentures; c'est le bruit d'une lutte âpre et acharnée, un bruit comparable au brouhaha d'une foule enfermée sous une voûte souterraine. Mais cette interruption est courte. Le silence de l'ancienne demeure, encore presque imprégné de l'écho des pleurs que causa la mort du comte Bernard, neveu de Anna de Menzé-Bobali et père de Thérèse de Palmotta, ce silence fait de siècles d'habitude, de pouvoir, de dévotion, finit par éteindre les voix. Et l'on entend à nouveau les martinets jeter leurs cris de folle allégresse, tandis que se mêlant à eux, dans l'atmosphère ensoleillée de l'après-midi, monte la cantilène monotone des marchands de salade :

— De la salade !.. De la salade !.. Qui achète de la salade bien fraîche !

Cette vie intense des sons, ces dialogues muets des choses, ne durent qu'un instant; instant qui permet de pénétrer le calme souverain de la solitude sévère, et d'entrevoir la pureté d'un ciel splendide filtrant à travers les ogives de la fenêtre, au-dessus de la ville fatale. Puis, les battants de la grande porte s'ouvrent, poussés par une main invisible. Alors, des voix s'élèvent, se croisent, s'interrompent, se brisent dans le vide.

Les Voix. — Non !.. Je vous le dis !.. Vous le croyez encore ?.. Mais ce n'est pas possible !.. Il est bien trop tard !.. Ecoutez, écoutez donc !.. Non !.. Pourquoi ?.. Pourquoi ?.. Alors ?.. Orsato ! Orsato !.. Parle !.. Parle, voyons !

(Au milieu de ce vacarme, apparaît, sur le seuil de la porte, la calme et avenante figure de Lucie, ancienne servante de la maison de Palmotta; elle porte un énorme plateau d'argent chargé de tasses, de verres, de biscuits. Une observation : tout le café a été bu, les gâteaux n'ont pas été touchés. Lucie porte le costume des paysannes de la vallée de Breno, — un costume de deuil pour le seigneur défunt, jupe plissée, noire, à pois blancs, corsage de la même étoffe, grand fichu noir croisé sur la poitrine ; bas blancs, souliers noirs. Des épingles en argent retiennent ses cheveux gris, nattés de minces rubans noirs. Elle va lentement, avec d'infinies précautions, toute préoccupée de son fardeau. Tandis que la salle est envahie par la clameur, elle va à la petite table à gauche où elle dépose le plateau avec un grand soupir de soulagement. Les éclats de voix parviennent plus nets, plus précis, par la porte ouverte :)

Les Voix. — Et qui te l'a dit?.. Tiens, mais lis donc, lis donc !.. Mon Dieu !.. Pourquoi pas ?.. Ce qui importe

avant tout, c'est la liberté !.. Ha ! ha ! La belle plaisanterie ! Et très fameuse encore !.. Ha ! ha ! ha !.. Jamais de la vie ! allons !

(Lucie va à la porte, s'arrête pour écouter le bruit toujours plus intense, et fait un geste de la main comme pour dire : « Mais taisez-vous donc ! » puis, referme la porte. Ensuite, traversant la salle redevenue paisible, elle reprend le plateau et se dirige vers la droite.)

Une Voix *(dans la rue)*. — De la salade, femmes !.. De la salade fraîche !

Lucie *(au seuil de la porte, sourdement)*.— Qu'elle t'étouffe, ta salade ! *(Elle sort.)*

Voix d'Orsato *(derrière la porte)*. — Je l'appelle ? Voulez-vous ?

Toutes les voix *(à la fois)*. — Non !.. Non !.. Qu'il vienne ! *(Un silence.)*

La voix de donna Anna *(plaintive, lointaine, semblable à celle d'un bébé qu'on aurait abandonné dans une chambre sans lumière)*. — Lucie !.. Lucie !..

(Orsato ouvre brusquement la porte du fond. Il semble vouloir fuir le vacarme et ces voix qui le poursuivent, menaçantes. Il tient d'une main le battant de la porte, et, tourné vers l'intérieur, il jette, dans l'obscurité, des mots et des gestes, rapides, cassés, ardents, comme le sang dont est injecté son visage ; la colère a contracté ses sourcils noirs au-dessous desquels flamboient de grands yeux verdâtres. Ses cheveux grisonnants et touffus tombent en mèches sur le front ; le menton est rasé. Dès le premier abord, on sent, dans cet homme, une volonté inébranlable et beaucoup de sensibilité, le tout tempéré par le sentiment atavique d'une ancienne et inexorable supériorité de race.

Orsato *(D'une voix âpre, saccadée, il lance)*. — Ah ! vous ne voulez pas ?.. Non, naturellement !.. C'était à prévoir !.. Un plébéien !.. Un jacobin, ici, où vous trônez !.. Vous !.. Dans le *Sancta Sanctorum* !.. Quelle dérision !

Les Voix *(à l'intérieur)*. — Chez toi ?.. A cette heure-ci ?.. Non ! Non !.. Orsato !.. C'est de la démence !

Orsato *(entièrement tourné, dans l'ombre de la porte)*. — De la démence soit !.. tant que vous voudrez !.. Seulement, moi, quand je veux, je veux ! *(Il ferme la porte avec fracas et se tourne de face. Il fait quelques pas, haletant, emporté par une*

flamme intérieure, puis, s'arrête tout-à-coup, secoué par un frémissement; il promène, alors, autour de lui, un regard absent. On dirait un homme passant brutalement de l'obscurité à une trop éclatante lumière. Mais il se ressaisit vite. D'un coup d'œil où l'on sent de la tristesse, de l'appréhension, il embrasse la solitude ensoleillée qui l'environne ; il s'appuie à la petite table et clôt les yeux quelques secondes : nouveau regard, long, imprécis. D'un geste instinctif, il passe les mains sur son visage pour en chasser les traces de son tourment. Ses yeux, dans le vide, semblent fixer une chose horrible et inévitable, dont il est seul à voir le danger. Alors, cette voix faite pour le commandement, cette voix mâle, implacable, n'est plus qu'un gémissement, qu'un souffle :) Et pourquoi tout ceci ? *(Et son regard reflète l'affreuse vision intérieure. Il avance d'un pas, et tout son être se tend, absorbé par la vue de l'inexorable mystère qui s'accomplit.)* « Lazare, lève-toi !.. » Il dit... et Lazare ressuscita ! *(Un amer sourire plisse ses lèvres, puis, hochant la tête, les mains croisées sur la poitrine.)* *Lui* ?.. Un Dieu.. et toi ! *(sourdement, lentement :)* — Oui, les morts dorment et ressuscitent, mais si les vivants *veulent* mourir ! *(sourdes rumeurs au dehors.)* Et ils le veulent !

ANNA DE MENZÉ-BOBALI *(petite, obèse, vêtue de noir ; elle tient un mouchoir de dentelle. Cheveux blancs relevés en toupet. Elle a le visage jauni, l'expression somnolente. Etrange vieille à l'allure de poupée mécanique, extrêmement curieuse, presque drôle, mais qui en impose, cependant, par un air de grandeur surannée d'ancien portrait descendu de son vieux cadre poussiéreux. Elle sort de la porte de gauche et glisse automatiquement vers celle de droite. Arrivée à la porte, elle s'arrête et appelle d'une voix plaintive, cassée :)* Lucie !.. Lucie !

(Orsato a suivi machinalement, des yeux, l'apparition inattendue, puis il se laisse tomber sur la chaise placée devant le secrétaire. Nerveusement il trace quelques lignes tout en lançant, de temps à autres, un regard du côté de Donna Anna.)

VOIX DE LUCIE *(à droite)*. — Madame m'appelle ?

DONNA ANNA *(impassible)*. — Descends !

VOIX DE LUCIE. — Me voici, Madame !

(Donna Anna traverse à nouveau la scène de son pas réglé d'automate.)

ORSATO *(se lève, en tenant la lettre écrite. Il fixe encore une fois la noire apparition, et, d'une voix radoucie et empressée.)* — Vous désirez quelque chose, tante Anne ?

DONNA ANNA *(près de la porte de gauche, toujours avec la même intonation maussade, se disposant à sortir).* — Rien ! *(Elle sort).*

ORSATO *(dans un étrange et douloureux sourire).* — Oui !.. C'est ainsi que cela devait finir !

LUCIE *(entrant vivement par la porte de droite).* — Me voici, madame !.. Me voi... *(apercevant Orsato)* Oh ! pardon, maître !

ORSATO *(immobile).* — Pourquoi t'appelle-t-elle ?

LUCIE *(qui avait poursuivi sa marche, se retourne, presque arrivée à la porte de gauche).* — Pourquoi ?.. *(embarrassée, hésitante)* Sans doute pour la même chose que d'habitude...

ORSATO *(dont la pensée est ailleurs).* — Et quoi ?

LUCIE. — Eh ! c'est pour son lait, maître, vous le savez bien !.. le lait de la ferme de Gionchetto.. Elle ne veut que celui-là !

ORSATO *(préoccupé déjà par sa lettre).* — Alors, pourquoi ne lui apporte-t-on pas le lait qu'elle désire ?

LUCIE *(interloquée, d'un ton brusque, douloureux).* — Pourquoi ?.. Mais ce sont les Français qui le boivent, maître !

ORSATO *(sortant subitement de sa torpeur).* — Va-t-en !.. Va voir ta maîtresse !.. Va !.. *(puis il se dirige vivement vers la patite porte de droite, criant)* Nikola !.. Ivan !.. Antoine !.. *(un temps)* Mais où sont-ils donc ?.. *(Il revient de plus en plus irrité, et ses lèvres contractées semblent retenir avec peine un flux de paroles mauvaises.)* En fuite, tous, alors !.. Pas un, même !.. *(Sourdement.)* Poltrons, va !..

LUCIE *(qui n'a pas bougé de la porte, d'une voix sourde et basse).* -- Maître !..

ORSATO *(qui avait oublié sa présence, — rudement).* — Toi ?.. Encore toi ?.. Que fais-tu là ?

LUCIE. — Maître... Je voulais vous dire... Eh bien ! ne les appelez pas !.. Ils sont de garde aux portes de la ville... C'est leur tour, aujourd'hui.

ORSATO *(se laissant choir à nouveau sur la chaise, la tête dans les mains, accablé).* — Va !.. Va !.. Calme ta maîtresse... *(léger temps)* Tu reviendras après, j'ai besoin de toi.

LUCIE *(disparaissant).* — Oui, maître !

ORSATO *(comme dans un rêve).* — Thérèse, mon inutile espérance, si je te disais, aujourd'hui : « Viens, aide-moi à

porter la croix qui m'écrase ! » Me répondrais-tu ?.. Non, même pas toi ! *(avec amertume, en réponse à ses plus intimes pensées)* Ah ! comme elle est laide la mort peureuse et ignorée... La mort des vieillards !

Les Voix *(derrière la porte)*. — Liberté ?... Indépendance ?.. Ha ! ha ! ha !.. La fable de la « Grenouille et du Bœuf » !.. Et c'est toi qui dis cela !.. Toi !

Orsato *(la bouche grimaçante de rage contenue)*. — « Vase de vipères exposé au soleil ! » [1]... C'est mon père qui vous nommait ainsi, et il avait raison ! *(avec un frisson de dégoût)* Oh ! les brutes !

Lucie *(revenant de gauche, l'examine un instant, puis, sans être remarquée, passe derrière lui. Arrivée tout près de sa chaise, elle s'informe doucement)*. — Avez-vous besoin de moi, maître ?

Orsato *(au son de cette voix, se lève très calme, et, avec l'accent d'une fatigue extrême)*. — Oui, tiens !.. Tu vas aller chez Rado Androvitch... Tu lui donneras cette lettre !

Lucie *(même jeu)*. — Y a-t-il une réponse ?

Orsato *(le regard au loin)*. — Peut-être !.. Tu lui dira simplement ceci : «Le Seigneur Orsato vous appelle !» Puis tu reviendras.

Lucie *(prenant la lettre et saluant)*. — Bien, maître !

Orsato *(au moment où elle va disparaître)*. — Donna Thérèse, où est-elle ?

Lucie *(se retournant, la lettre crispée sur son sein)*. — Dans la chapelle... Elle prie... Faut-il l'appeler ?

Orsato. — Non, laisse-la prier !.. Va vite chez Androvitch.

Lucie. — Oui, soyez tranquille, maître ! *(elle sort)*.

Orsato *(seul, debout, au milieu de la pièce, absorbé par son rêve)*. — Pour qui prie-t-elle ?

(La grande porte du fond s'ouvre brusquement. Vacarme confus. On entend, dominant le tumulte, les voix qui clament) :

Orsato !.. Orsato !.. Où es-tu ?

[1] Mots historiques.

ORSATO *(sans se retourner, maître de lui).* — Vous pourriez tous crever là, que je ne bougerais pas !

(Marko, Blaise, Niko, entrent vivement dans la pièce et se pressent autour d'Orsato. La grande porte s'est refermée sur eux.)

MARKO, BLAISE, NIKO *(ensemble).* — Mais qu'as-tu ?.. Où est Rado ?.. Parle !.. Parle donc !

ORSATO *(même jeu, ironique).* — Et que disent-ils, encore, ceux-là ?

MARKO. — Que Napoléon est un Dieu !

NIKO. — Et toi, un fou !

ORSATO. — Ont-ils lu, seulement, ce que l'amiral russe, Siniavine, m'écrit ?

BLAISE. — Djivo a crié : « Mort aux Cosaques ! »

NIKO. — Et les autres ont hurlé : « Nous ne sommes pas des orthodoxes ! ».

ORSATO *(avec un sourire de pitié).* — Plût à Dieu qu'ils le fussent !

LOUKSCIA *(entr'ouvrant tout à coup la porte du fond, d'où sort un bruit confus, criant).* — Les Français !

ORSATO *(se retournant, ne s'appartenant plus, criant).* — Qui te l'a dit, maudit !

LOUKSCIA *(se précipite. On l'entoure. Il parle, haletant. La porte reste ouverte).* — Tomo vient d'arriver avec un de ses valets... Ils ont vu l'acier des baïonnettes près de l'Annunziata !

ORS TO *(très agité, se promenant de long en large).* — Non !.. Non ! cela n'est pas possible !

MARKO. — Il ne peut pas être trop tard !

NIKO. — Qui écrasera ces vieillards ?

BLAISE. — Qui fera entendre raison aux bourgeois !

(Ils entourent Orsato, suppliants, frémissants.)

MARKO. — Ils tremblaient devant toi !

NIKO. — Enfermons-les donc et courons aux remparts !

BLAISE. — Jetons les clefs de la ville dans la mer !.. Vite !.. Vite !

TOUS *(implorant)*. — Orsato !.. Orsato !

ORSATO *(qui semble écouter une voix plus forte et plus impérieuse que celle de ceux qui le supplient, bas, le doigt sur les lèvres).* — Chut !.. Taisez-vous !

TOUS *(les quatre, d'une seule voix frémissante).* — Qu'as-tu ?.. Pourquoi ?

ORSATO *(se tourne lentement vers la porte béante du fond d'où ne vient plus aucun bruit. Il dévisage ses compagnons d'un air terrifié, puis, très bas).* — Ecoutez !.. Ce silence !

TOUS *(hagards, défaits, regardent la porte comme si le silence se fût fait homme, et se fût, tout à coup, présenté vivant à leurs yeux).* — Qu'est-ce que cela signifie ?

MATO *(très grand, visage pâle, apparaît sur le seuil, et se faisant un porte-voix de ses mains, lance d'une voix rauque, brisée).* — Le Prince-Recteur nous fait dire qu'il va venir tout à l'heure !

ORSATO *(serre la main de ses compagnons, puis, comme s'il les apercevait pour la première fois).* — C'est la mort !

TOUS. — Allons !

(Ils se précipitent dans la salle du fond et referment la porte derrière eux. Tintant dans le silence, la pendule, sur l'armoire, sonne cinq heures. Au dernier coup, Donna Anna entre par la porte de gauche).

DONNA ANNA *(toujours avec sa même démarche de mannequin qui accompagnerait des funérailles invisibles, se dirige vers la petite table, s'assied sur le bord du fauteuil, et, de son regard à la fois somnolent et irrité, parcourt la salle d'un bout à l'autre. Enfin, ses lèvres décolorées s'entr'ouvrent pour pousser de petites phrases plaintives).* — Mais qu'ont-ils donc tous, aujourd'hui ?... Où sont-elles ?.. Thérèse !.. Lucie !.. Christine ! *(Elle fait un mouvement pour regarder la pendule, puis reprend sa position première comme si elle tournait sur un pivot.)* Ah ! mon Dieu !.. Christine !.. Mais on n'obéit donc plus, à présent !.. Personne !.. Personne !.. Qu'est-ce que cela veut dire ?..

CHRISTINE *(fraîche vision de jeunesse et de grâce, entre en coup de vent par la petite porte de droite. Tout respire en elle la gaîté, à partir de ses cheveux bouclés qui encadrent son mignon visage, jusqu'aux pointes de ses petits-souliers vernis, lesquels s'harmonisent avec une simple toilette de mousseline blanche à petits pois bleus. A la vue de Donna Anna, elle s'arrête, moitié souriante, moitié craintive, en comprimant des deux mains les battements de son cœur. Une rose rouge, flam-*

boyante, est piquée à sa ceinture bleu clair, dont les pans retombent le long de sa jupe). — Ah ! Donna Anna !

DONNA ANNA *(sans le moindre mouvement, sans même la regarder, d'un ton sec, avec une certaine insistance).* — Christine !.. L'heure, je te prie !

CHRISTINE *(après un coup d'œil sur la pendule).* — Ah ! je sais bien !.. je sais bien !.. Cinq minutes après cinq heures ! *(Tout en fouillant affairée parmi les objets éparpillés, d'un air de mystère, avec importance.)* Mais, madame, si vous saviez !.. Quel mouvement !.. Quelle foule ! Comme c'est beau !

DONNA ANNA *(même jeu).* — Le tabouret !

CHRISTINE *(place le tabouret sous les pieds de Donna Anna, puis, à demi-agenouillée, avec des gazouillements et des rires, gamine)* — Tout le monde crie, court dans tous les sens !.. Les jeunes gens ont tous des cocardes à leur chapeau !.. Et aux fenêtres, des plumes, des éventails, des fleurs !.. Ah ! madame, si vous aviez vu !

DONNA ANNA *(toujours absente, avec une grimace de dégoût).* — Christine, ne sens-tu pas ?.. Une odeur !.. On dirait... *(aspirant l'air.)* Oui... quelque chose qui entête...

CHRISTINE. — Une odeur ?.. Ma foi, Donna Anna !.. *(son regard tombe sur la rose placée si près de son petit cœur.)* Oh !.. et moi qui cherchais !.. C'est ma rose, Donna Anna !.. Comme c'est drôle, n'est-ce pas ?

DONNA ANNA *(dure et impassible).* — Ta rose ?.. Jette-la, ta rose !.. Elle me donne la migraine !

CHRISTINE *(fait le simulacre de jeter la rose, mais profite d'un moment d'inattention pour la cacher dans son corsage, puis, très bas).* Voilà, qu'elle dorme, elle aussi !.. *(Et aussitôt, gamine, gentiment.)* Excusez-moi !.. Mais que voulez-vous, Donna Anna !.. Les Français arrivent ?

DONNA ANNA *(toujours immobile, scandant chaque syllabe).* — Les-Fran-çais-ne-font-que-pas-ser !

CHRISTINE *(interloquée, perdant son beau sourire).* — Et... ils ne reviendrons plus ?

DONNA ANNA.. — Jamais !

CHRISTINE *(se relève avec un soupir de regret. On sent que quelque chose s'éteint dans son petit cœur).* — Quel dommage !

DONNA ANNA *(ramassée dans son fauteuil, d'un ton de plaintif reproche).* — Et Métastase, Christine ?

CHRISTINE *(prend le livre sur le bureau, mais ses yeux ne reflètent plus la jolie flamme d'allégresse qui y pétillait auparavant; elle s'assied près de la table et tout bas).* — Le voici !.. Le voici !.. Au moins, il nous reste, lui !

DONNA ANNA. — Comment disait-il donc, hier soir ?.. *(rassemblant ses souvenirs, elle récite avec une emphase surannée, sans aucun mouvement) :*

« Vous n'avez pas permis, injustes Dieux,
Que je naquisse...

CHRISTINE *(sachant les vers par cœur, poursuivant avec une intonation juste et sentie) :*

...bergère d'un troupeau,
Que d'autres peines ne troublent dans ces lieux,
Hormis les soins donnés à son agneau.,.

DONNA ANNA *(à moitié endormie)*, CHRISTINE *(avec une emphase comique) :*

Que l'amour d'un berger. »

CHRISTINE *(s'arrête et, entendant tout à coup un bruit confus, elle tourne la tête vers la porte du fond. Effrayée).* — Donna Anna !

DONNA ANNA *(se réveillant un peu).* — Qu'y-a-t-il ?

CHRISTINE *(curieuse, montrant la porte du fond).* — Pourquoi ces cris ?

DONNA ANNA. — Demande-le à Métastase... Que dit-il ?

CHRISTINE *(tourne vite les pages du livre, et continue à réciter de mémoire, contrariée) :*

« Mon pauvre cœur
En quête d'amour
Trouve douleur... »

(Elle arrête brusquement sa lecture et demande gracieusement) : Donna Anna ?

DONNA ANNA *(revenant de son assoupissement).* — Encore ?... Que veux-tu ?

CHRISTINE. — Est-il vrai, Donna Anna, que les paysans, en France, peuvent devenir, eux aussi, des patriciens ?

DONNA ANNA *(se redressant sur son siège, outrée).* — Jamais !

CHRISTINE *(avec un soupir).* — Quel dommage !.. *(Et plus bas avec une tristesse ingénue.)* Et puis, qu'est-ce que cela peut faire, *puisqu'ils passent* !

DONNA ANNA *(affaissée de nouveau dans son fauteuil).* — Christine !.. Continuons... Où en étions-nous ?

CHRISTINE *(presque tristement, lisant)* :

« Aimer tu dois,
Qui pour sa joie
Veut, infidèle...

(Elle s'arrête pour écouter le bruit qui monte de la rue. Elle serait curieuse de se rendre compte, mais elle n'ose. Alors, elle poursuit sa récitation avec un accent qui change et qui trahit son impatience) :

Ton âme rebelle ! »

(Exclamations gaies dans la rue. — Voix sourdes et courroucées dans la salle du fond).

DONNA ANNA *(presque vaincue par le sommeil)* :

« Je pars, mais par où dois-je partir ? »

CHRISTINE *(reprend en tressaillant, d'une voix fiévreuse)* :

« Je reste, mais pourquoi tant souffrir...

(Bruit de tous côtés.)

(Christine n'y tient plus, elle se lève, poursuit la poésie afin de ne pas éveiller les soupçons de Donna Anna qu'elle ne quitte pas du regard, et remonte tout doucement la scène à reculons) :

Quand il me faudra mourir ! »

(Arrivée au balcon, elle ne peut résister à l'envie de se pencher au dehors, un cri d'admiration s'échappe de ses lèvres) : Ah !

VOIX DANS LA RUE. — Allons les voir !.. Ils sont près des « Trois Eglises » ! — Non ! Non ! ils sont déjà au « Fossato ! » — Ha ! ha ! bonjour, la belle fille !.. Nous accompagnes-tu ?.. Ils arrivent !.. Ha ! ha !.. La belle fête, aujourd'hui !

CHRISTINE *(au comble de l'agitation, émue, quitte le balcon. D'une voix brisée).* — Et dire que les voilà !.. Qu'ils vont les voir, et que je suis ici enfermée !.. Ah ! mon Dieu !

(Lucie entre de droite et se dirige vers Donna Anna).

CHRISTINE *(se jetant immédiatement au cou de Lucie).* — Ah ! Lucie, ma chère Lucie!.. Dis, emmène-moi voir les Français !

LUCIE *(se débarrassant d'elle, étonnée d'abord, puis avec un geste de mauvaise humeur).* — Allons, allons !.. Je t'en ferai voir, moi, des Français !.. Tiens, aide-moi plutôt à emmener notre maîtresse... Ça vaudra mieux !.. Voir les Français !

UNE VOIX *(dans la rue).* — Christine !.. Eh bien !.. Il est l'heure de rentrer !.. Viens-tu ?

CHRISTINE *(avec un cri de joie).* — Ah ! oui... Je viens ! *(un léger temps.)* Enfin ! *(Elle sort la rose de son corsage, la ranime de son souffle, puis la suspend à sa ceinture.)* Et voilà !.. tu vois !.. Ah ! dis, comme ça serait drôle si Napoléon me voyait ! *(Elle tourbillonne par la pièce dans un nuage d'étoffe blanche et de rubans bleus.)* Ah ! ma chère Lucie !.. Comme je suis gaie ! *(elle s'arrête brusquement et fixe la dormeuse.)* Pauvre Donna Anna !.. La joie n'est pas pour elle ! *(Elle hoche la tête, puis court à la porte. Sur le seuil, avec une révérence qui définit bien sa joie.)* Adieu, Lucie ! *(Mais au moment d'aller vers la fenêtre qui l'attire, son joli minois se montre encore une fois dans l'encadrement de la porte, et finement, dans un sourire :)* Tu sais, toi, s'ils restent... Eh ! bien ! moi aussi, là, je serai un jour Donna Christine !

(Elle disparaît. On entend encore, au loin, son frais éclat de rire.)

LUCIE *(ahurie, fait le signe de la croix).* — Au nom du Père et du... *(dédaigneuse.)* Et puis, pourquoi pas ?.. Une bourgeoise ! *(Elle s'approche de Donna Anna et la contemple en hochant la tête.)* Oui, depuis combien de temps n'auriez-vous pas été finis, vous, les Seigneurs, si vous n'étions pas là, nous les Serfs !.. *(Soudain inquiète.)* Mais à présent il faut l'éloigner... pour qu'elle ne voie rien...pour qu'elle n'entende rien non plus ! *(Très doucement.)* Donna Anna ?.. Donna Anna ?

DONNA ANNA *(se levant lentement, impassible.)* — Le soleil est couché ?

LUCIE *(tout en la soutenant, cherchant à l'entraîner vers la porte de gauche.)* Il le sera bientôt, Donna Anna... Voici l'heure du Rosaire !

(Deux serviteurs, dans le costume des paysans de Canali, font irruption dans la salle, haletants, couverts de sueur. Dans leur précipitation, ils ne songent pas à enlever leur bonnet rouge.)

1er Serviteur. — Le maître ?.. Où est-il ?

2me Serviteur. — Lucie, le temps presse !... Pour l'amour de Dieu, parle !.. Où est le maître ?

1er Serviteur. — Où est-il ?.. Parle !

Donna Anna *(lentement, se retournant et les dévisageant, ébahie et tremblante de colère.)* — Manants !.. Quelles sont ces manières ?.. Vos bérets !.. Depuis quand ne se découvre-t-on plus devant ses maîtres ?

(Les deux hommes confus, mais toujours agités, se découvrent.)

2me Serviteur. — Excusez-nous, madame... Mais ils sont là !

1er Serviteur *(appuyant.)*. — Les Français sont ici, madame !

Lucie *(qui tente d'éloigner Donna Anna)*. — Venez madame !.. Laissez-les, ces pauvres gens !

Donna Anna *(même jeu, les fixant avec une ombre de grandeur)*. — Les Français !.. Et fût-ce le grand Turc lui-même, est-ce une raison pour se présenter de la sorte ! *(A Lucie, se laissant entraîner)*. Non, mais voyez-vous cela !.. Parce qu'une poignée de Français doit passer ! *(arrivée à la porte, elle se retourne, lance un dernier regard foudroyant aux deux serviteurs interdits)*. Insolents !

(Elle se retire avec Lucie. Rumeur sourde derrière la porte du milieu.)

1er Serviteur *(écoutant)*. — Seraient-ils déjà là ?

2me Serviteur.. — Non, on dirait une dispute !

1er Serviteur. — Il faut quand même avertir le maître !

2me Serviteur. — L'avertir !.. L'avertir !.. Mais si encore, là, on ne nous reçoit pas ?

1er Serviteur. — Alors, tant pis pour eux !

(Ils entrent précipitamment dans la chambre du fond en refermant la porte. Un silence, puis un grand cri poussé par des bouches invisibles. Calme à nouveau très profond.)

Lucie *(revenant hâtivement de gauche ; elle tire une lettre qu'elle tenait cachée sous son tablier)*. — A présent, il faut la lui donner sans perdre une minute !

Orsato *(suivi des deux serviteurs, apparaît. Son visage reflète une sombre flamme ; une ride profonde creuse son front. Il parle avec*

rudesse et bouscule les deux hommes qui tremblent à côté de lui, — le Maître). — Ainsi, vous les avez vus ?.. Et ils étaient nombreux, je suppose... très nombreux ? Vous avez vu briller l'acier de leurs baïonnettes, entendu le pas de leurs chevaux, le cliquetis de leurs armes ?.. Mais parlez !.. Parlez donc, damnés de l'enfer !.. N'attendez pas que je vous arrache tout syllabe par syllabe !.. Et la porte de la ville ?.. La porte ?

LES SERVITEURS. — La porte... la porte ?.. Mais elle est fermée, seigneur !

ORSATO *(dans un cri).* — Fermée !.. Elle est encore... *(Bousculant subitement ses interlocuteurs.)* Et vous, alors, que faites-vous ?.. Qu'attendez-vous ici ?.. Où est votre poste ?

LES SERVITEURS. — Nous y courons, maître ! *(ils s'enfuient).*

ORSATO. — Allez ! *(Il parcourt la scène à grand pas, nerveux. Soudain, il aperçoit Lucie, et transporté de rage et de frayeur, s'approche d'elle, les mains derrière le dos. Il la dévisage avec un ricanement dans une sourde angoisse.)* Eh ! bien !.. Et toi ?.. Où est ta place ?.. Qu'as-tu à me regarder ?.. Je suis beau, n'est-ce pas ?.. Très beau à voir !..

LUCIE *(simplement, lui remettant la lettre).* — De la part de Rado Androvic !

ORSATO *(lui arrache le papier des mains, plonge ses yeux dans ceux de la servante, puis, changeant de ton, radouci, malheureux).* — Ma pauvre Lucie !.. Toi aussi tu m'apportes le malheur, hein ?

LUCIE. — Monsieur Androvic m'a dit seulement : « Je plains ton maître, car il est bien à plaindre ! »

ORSATO *(redevient calme tout à coup. Un reflet de l'ancien orgueil de sa race semble le soutenir. Avec hauteur, presque dans un sourire).* — Et qui est-il, lui, pour me plaindre ? *(Il décachette la lettre. Un instant, à sa lecture, son visage s'assombrit, ses paupières battent douloureusement ; mais il reprend son sang-froid, son grand air et, d'une voix ironique, en refermant le pli :)* Quel dommage que tu ne saches pas lire, Lucie !.. Tu comprendrais alors ce qu'il en coûte d'être Seigneur ! *(Montrant la lettre.)* Sais-tu ce qu'il dit ?.. Il m'invite à un bal, donné demain par la bourgeoisie et... par les autres, en l'honneur des Français ! *(Il s'arrête, sombre, en hochant la tête.)*

(Lucie s'est approchée de lui et, silencieuse, avec un tendre respect, lui baise la main).

ORSATO *(la regarde un instant, lance la lettre sur la petite table et, très calme, s'informe).* — Prie-t-elle encore ?

LUCIE *(haussant les épaules).* — Comme si vous ne la connaissiez pas, maître !.

(La porte du fond s'ouvre lentement).

ORSATO *(qui s'en aperçoit, est secoué par un léger tremblement subit. A Lucie).* — Dis-lui qu'elle vienne !

LUCIE. — Bien, Maître ! *(Elle se retire après un dernier et long regard.)*

(Par la porte du milieu, entrent les Patriciens. *Il y en a de tous les âges ; des grands et des petits, des gros et des maigres. des élégants et d'autres de mises négligées, mais ils portent tous l'empreinte d'une race habituée depuis des siècles à distribuer les sentences et les pouvoirs au gré de leur fantaisie. Une puissance millénaire et l'interminable lignée de mariages aristocratiques, leur donnent une individualité très spéciale et très marquée. Beaucoup sont étranges dans leurs manières, dans leurs gestes, dans leur accoutrement. Les vieux portent encore la perruque à queue ; les jeunes sont à la mode du jour : celle de l'Empire. Tous personnifient le type de toute une race, en ce moment surtout, où ils se trouvent isolés, sans témoins scrutateurs, sans la gêne des domestiques, du peuple, spécialement en ce moment, où une inexorable destinée déchire brusquement les voiles de leur âme, et les contraint à livrer le secret de leur existence épuisée. Chaque mouvement, chaque mot, chaque regard, a la valeur d'une sincérité absolue. Un ouragan s'est abattu, géant et destructeur ; après avoir fait trembler le monde ancien, il va déraciner le vieil arbre républicain qui se dépouille déjà de ses feuilles mortes et met à nu toute la misère de son tronc frappé par la foudre, jusqu'aux branches desséchées du sommet, qui se tordent dans un spasme suprême. — C'est l'Histoire qui va mouvoir maintenant les fils de nos pauvres marionnettes.*

Les Patriciens entrent par groupes en causant, en se disputant même ; quelques-uns ont leur chapeau à la main, d'autres le portent sous le bras. Presque tous ont de longues cannes à pommeau d'ivoire ou d'or.

Niko et Marko avancent presque en courant jusqu'à Orsato, resté debout, les bras croisés sur la poitrine, appuyé à la table de gauche.)

NIKO *(très vite, à voix basse).* — Le Recteur nous fait dire qu'il sait ce qu'il lui reste à faire !

MARKO *(même jeu)*. — Et qu'il aura l'attitude qu'il convient !

ORSATO *(ironique)*. — Que Dieu vous écoute et le protège !

DJIVO *(très grand, très fort, épaules voûtées. Tête difforme : yeux verdâtres, au regard provocateur, cheveux blancs, bouche dédaigneuse. La rougeur de sa face lui donne une expression sauvage et indomptée. Sa famille, et le peuple même, lui ont donné le surnom de :* « Djivo la Bête ! » *Seules, ses mains ont de la beauté ; elles sont blanches et soignées. Il s'approche d'Orsato, le regarde de travers et lui parle avec une naïveté étudiée, de sa voix saccadée et rauque, les mains derrière le dos)*. — Voyez, hein !.. Lequel avait raison ?.. Hé ! Hé ! Ils sont bel et bien arrivés, et même avant que nous l'espérions !.. C'était enfantin !.. Vous auriez dû penser, mon cher Orsato, qu'un homme qui a franchi le St-Bernard, fait une ballade sous... sous...

ORSATO *(toujours immobile, d'une voix tranchante)*. — ...sous les Pyramides, Djivo !

DJIVO *(un éclair dans les yeux, fouillant du regard les traits de son impassible interlocuteur ; avec un léger frémissement dans la voix)*. — Précisément ! sous les Pyramides !.. Alors, n'est-ce pas, peut tout ce qu'il veut et réussit en tout ce qu'il entreprend ! *(Changeant de ton et mettant dans sa voix un certain accent de bonhomie.)* Ne nous faisons donc pas d'illusions... D'ailleurs, à quoi bon, maintenant ?.. puisque tout serait inutile... puisque tout viendrait trop tard ?.. *(Murmures dans le groupe entourant Orsato. Après un nouveau regard aigu, Djivo poursuit plus haut et plus durement)*. *Tout* !.. J'ai dit *tout* ! *(Plus calme)*. Nous avons parlé, nous avons crié...

NIKCHA *(assis dans le fauteuil, souriant, le regardant avec son lorgnon)*. — A la *nôtre*, Djivo !

DJIVO *(s'échauffant un peu)*. — A la *mienne*, mon cher Nikcha !.. Oui, car je sais crier, hurler même, et en dire de grosses encore quand il le faut !

JONAS *(petit, l'air fourbe. De grosses lunettes cerclées d'or chevauchant, avec peu d'équilibre, sur son grand nez. S'adressant d'une voix flûtée et ironique à Nikcha)*. — Il ne manque pourtant pas de sincérité !

LUCIEN *(sec, raide, les yeux mi-clos. Prenant du tabac, il dit à part, mais assez haut, cependant, pour être entendu de ses voisins)*. — Malheureusement ! *(Rires)*.

DJIVO *(poursuivant)*. — Et je ne donne pas cependant un sou au bel esprit ! *(Plus calme, mais les yeux en feu)*. Et comme ça, nous resterons neutres, nous rangeant ainsi aux vœux du Sénat, que nous ratifierons !

BLAISE *(très grand, beau garçon, aux cheveux noirs)*. — Oui, parlons-en !.. Une belle *neutralité* !.. livrer les portes aux Français!

JONAS *(moqueur)*. — Afin qu'ils fassent une petite promenade sur le « Stradone » !

KARLO *(très fort, profil de César napoléonien. A Blaise, avec impétuosité)*. — Marmont nous a promis qu'il sortirait de Raguse. Si ce n'était cette promesse nous aurions tous pris le parti d'Orsato.

(A bout portant, l'un contre l'autre :)

MARKO. — Ha ! ha ! il croit encore aux Français !

LUKCHA. — Comme s'ils ne faisaient pas toujours des promesses !

NIKO. — Et des phrases !

JÉRÔME. — Et après... Que voulez-vous dire ?

IOMO. — Ne valent-ils pas mieux que les cosaques !

LUCAS. — Pour sûr ! Je préfère encore la promesse des Français aux menaces des Cosaques !

MARKO et BLAISE. — A combien les clefs, Messieurs les Chambellans ? !

(Orsato demeure immobile ; ses sourcils seuls se contractent douloureusement et ses yeux se ferment comme en proie à une vive souffrance.)

DJIVO *(irrité d'avoir été interrompu, frappant violemment le parquet de sa canne, d'une voix tonnante)*. — Nous recommençons encore ?.. Non !.. Non !. Assez, je vous en prie !.. Trois jours de discussion au Sénat, et notre séance d'aujourd'hui, chez Orsato, suffisent, il me semble ! *(se tournant vers Orsato, plus vite et presque confidentiellement)*. Donc, croyez à ce que je dis !.. Il n'est pas nécessaire de s'exalter parce qu'un bataillon de Français veut traverser la ville pour attaquer, plus tôt les Russes dans la baie de Cattaro ! *(Rumeur. Impatience.)* Et quand ils auront passé !

NIKCHA *(malicieusement, fixant Djivo à travers son lorgnon)*. — S'ils passent !

Djivo *(poursuivant, feignant ne pas l'avoir entendu).* — Nous reparlerons de ces projets, n'est-ce pas, Orsato ? *(Gêné par le silence absolu d'Orsato, d'un ton encore plus amical et en badinant.)* Chacun est libre de manifester son opinion comme il l'entend. Si nous nous sommes querellés un peu, Orsato, il ne faut pas y attacher trop d'importance...

Loukcha *(très élégant. Type de diplomate de carrière. A Jonas avec un sourire).* Pour Djivo, ça n'a jamais d'importance !

Djivo *(même jeu.)* Oubliez ça, comme nous l'oublions. Nous sommes ainsi faits, nous autres !.. Que voulez-vous, les mots viennent, on les dit, mais cela n'enlève pas notre façon de nous estimer !.. Alors ce qui est préférable est d'y mettre chacun du sien, et de faire la paix, tout simplement. Histoire de se retrouver comme nous disions : « compères de Puglia ». Ha ! ha !.. Me comprenez-vous ?

Mato *(très froid, très digne, les yeux fixés dans le vide, et mâchant des bonbons qu'il puise dans une bonbonnière dorée).* — Excusez-moi, Djivo, mais je ne vous comprends pas du tout !..

(Djivo, d'un pas lourd, s'approche de lui ; ils se mettent à causer. Marko, Blaise et Jonas entourent Orsato et discutent avec ardeur).

Savinien *(grand, très âgé, les yeux hébétés, la lèvre inférieure pendante, vaniteux. Il parle lentement à Paolo et à Tomo avec une grandiose indifférence.)* Certainement !.. Lorsque l'Empereur d'Autriche, François Ier, me fit prier, à Vienne, d'accompagner Napoléon en qualité de Chevalier d'honneur délégué de la Sérénissime République de Raguse, je répondis : *(se dandinant avec hauteur)* « Veuillez m'excuser, Sire, mais quiconque est né Patricien comme Nous, ne saurait accepter la fonction de Chevalier d'honneur auprès d'un homme qui n'est pas, par droit de naissance, notre pair. »

Iomo, Palo, Michel. — Oh !..

Antoine *(mal vêtu, avec un tic nerveux dans la figure.)* — Pas mal et très curieux !.. Mais pourquoi donc, ouvrons-Nous, à présent, Nos portes à qui n'est pas notre pair ?..

Savinien *(avec la même expression de fatuité et d'indifférence suprême, l'air toujours plus ensommeillé.)* — Pro primo : puisque l'on veut entrer à tout prix, nous préférons que ce soient les Français et non les Cosaques !..

Michel *(embonpoint respectable, extérieur campagnard, vue basse. Ingénument).* — Et pro Secundo ?

Savinien *(lui tournant le dos avec un long bâillement).* — Parce que ça me plaît !

(Rumeurs, causeries, rires. Michel demeure immobile, la bouche bée).

Orsato *(qui contemplait l'horloge, semble sortir d'une profonde léthargie. Calme, froid, avec une flamme dans les yeux, il paraît se ressentir de l'ardeur de ses propres regards, et s'étudie à en atténuer l'éclat. Il a parlé et déjà il plane au-dessus de tous).* — Et croyez-vous, vraiment, que nous soyons tous d'accord, et que même lorsque le Sénat aura dit : « Passez ! » nous serons contraints d'ajouter : « Faites selon votre bon plaisir ? »

(Coup sur coup, vite) :

Karlo. — La loi est formelle sur ce point !

Jérôme. — Et c'est ainsi que nous sommes devenus ce que nous étions !

Antoine. — Ça y est, entendez-vous ! Il va recommencer !

Michel. — Pour ne plus finir !

Lucas. — Maintenant surtout, !

Chichko *(grand obèse, asthmatique, à moitié endormi sur sa chaise, à Lucien).* — Quel raseur !

Vladislas *(jeune encore, à Tomo, impatiemment).* — Et dire que ma femme m'attend !.. Oh ! tu verras que nous n'arriverons jamais assez tôt pour voir l'entrée des troupes !

Djivo *(à Orsato, d'un ton jovial, mais avec une rage contenue, s'appuyant des deux mains sur sa canne).* — Naturellement : « Serviteurs ! » leur dirons-nous ! Et encore : « Soyez les bienvenus, messieurs les Français ! »... Tout en remerciant Dieu, toutefois, s'ils ne le prennent pas de travers !

Orsato *(sans prendre garde à l'interrupteur, d'une voix plus dure et plus tranchante).* — Alors, ce n'est rien tout ce que je vous ai montré ?.. Rien, les lettres de Sinivine où il me dit : « Ne vous rendez pas, nous sommes là ! »

Karlo *(riant).* — Ah ! ah ! ah ! *ils* sont là !

Jérôme, Palo, Tomo *(riant).* — Eux !.. les Cosaques !

Orsato *(frappant la table du poing, les dévisageant fièrement).* — ...Rien, les messages du Consul Fonton ?

DJIVO *(avec fureur, faisant descendre d'un grand coup sa canne sur le sol).* — Ce faquin !

(Rumeurs).

ORSATO *(la voix toujours plus haute).* — ...Rien, le courrier du Sultan qui veut nous défendre comme au jour du grand tremblement de terre de 1667 ?

(Criant ensemble) :

NIKO et MARKO. — Et il le fera !

BLAISE. — Mieux vaut le Turc que le Chrétien !

ORSATO *(poursuivant).* — ...Rien, encore, les lettres du Prince-Evêque de Monténégro ?

(Criant, croisant violemment les répliques) :

JÉRÔME, LUCIEN, DJIVO, MICHEL. — « *Gracca fides* ! »

NIKCHA. — On dit de même : Faux comme les Latins !

NIKO et MARKO *(applaudissant).* — Bravo !.. Bravo !

BLAISE. — C'est vrai ! C'est vrai !

LOUKCHA *(hurlant).* — Si en 72 nous avions reçu les Orthodoxes dans la ville, Lauriston, à présent, ne serait pas à nos portes !

(Grandes rumeurs).

ORSATO *(toujours implacable).* — ...Rien, n'est-ce pas que tout cela !.. Rien, les preuves que j'apporte !.. Cela ne suffit pas à vous convaincre !.. Il vous faut plus, beaucoup plus, parce qu'*il* est là, votre Dieu : Napoléon !.. Son nom est un monde !.. Quand vous le prononcez, vous croyez voir déjà la tempête destructrice, le torrent qui déborde, l'éclair qui tue !

KARLO *(impétueusement, face à face).* — Sommes-nous donc plus forts que Venise et que le Pape ?

TOMO *(de même).* — Et que le Très-Saint Empire Romain ?

NIKCHA *(qui jusqu'à cet instant, a été absorbé par la lecture d'un livre, d'une voix fêlée, stridente, ironique).* — Et que l'Espagne, de grâce !

ORSATO *(leur coupant la parole, rapide et passionné).* — Oui, nous sommes les plus forts — je le répète, — car derrière nous veille celui qui prépare le piège à votre Dieu...

DJIVO *(éclatant de rire)*. — Ha ! ha !.. Et qui donc ?.. Qui donc ?

ORSATO. — Celui qui nous fait dire : « Attendez !.. Je vous enverrai deux navires à Ombla ! »

DJIVO *(même jeu)*. — Et Fonton en ville ?

KARLO *(au milieu du tapage)*. — Ha ! ha !.. Deux caravelles !

ORSATO. — Oui, c'est la Russie !.. La Russie qui nous répète sur tous les tons : « Quand César sera à terre, vous aurez à faire à moi ! »

VOIX DIVERSES. — C'est vrai ?.. C'est vrai ?.. Allons donc !.. Ce n'est pas sérieux !.. Orsato, voyons !

(Violente rumeur et discussion autour d'Orsato).

NIKCHA *(à part, lisant avec Jonas, à haute voix, des vers contenus dans un très ancien petit livre ; il scande les syllabes avec onction, comme s'il savourait une boisson exquise)*. — Ah ! et que dis-tu de ceci : « *Non jam regnare pudebit. — Nec color imperii, nec frons erit ulla Senatus* ! » — Ah ! sublime !

JONAS *(sortant de son habit un petit volume encore plus usé, avec un sourire béat)*. — Ah ! non ! non ! non !.. Je sacrifie volontiers ton Lucain tout entier pour un seul de ces vers d'Ovide !.. Ecoute, tiens !..

(Et tout en récitant les vers du livre, ils remontent vers le fond de la scène).

LE 3me SERVITEUR *(trempé de sueur, entre en courant et se précipite vers Orsato)*. — Maître !

ORSATO *(avec un regard terrible, le prenant par les épaules et le serrant fortement)*. — Toi ?.. Qui es-tu ?.. Que veux-tu ?.. Parle !

LE SERVITEUR *(haletant)*. — Ils sont là, tous, devant les bastions, avec leurs chevaux, leurs canons !.. Le peuple accourt de partout pour les voir, pour les entourer !..

TOUS *(dans un cri)*. — Ah !

ORSATO *(dans un regard dément, pliant avec force l'homme jusqu'à terre)*. — Et le pont ?.. le pont ?

LE SERVITEUR *(tremblant d'angoisse)*. — On ne l'a pas abaissé, maître !

ORSATO *(avec un cri de joie, rejette le valet comme il le ferait d'une loque ; ce dernier s'enfuit. C'est le moment où la douleur brise*

une retenue si péniblement conservée, et le verbe vibrant d'Orsato s'élance, sonore, dans une belle flamme d'espoir et de lutte). — Ecoutez, vous tous !.. Ecoutez !.. Entre l'Etranger, leur tout-puissant Empereur et nous, les fils des vieux Républicains, les fils les plus anciens de la liberté, il y a encore un fossé, un abîme !... Le pont est encore levé !.. Savez-vous ce que cela veut dire ?.. Ah ! soit à jamais béni, verbe sacré de mon peuple !.. Nous pouvons encore clouer les chaînes de nos portes immaculées !..

NIKO, NIKCHA, MARKO, BLAISE.— Allons alors !.. Allons !

ORSATO. — Songez que nous pouvons encore demeurer les Maîtres !.. Etre libres !......

DJIVO *(à Orsato, frémissant de rage, face à face, brutal).* — Vas-tu clouer leurs canons ?

KARLO *(même jeu).* — Vas-tu chasser la liberté nouvelle qui frappe à nos portes ?.. La seule, la vraie ?

SAVINIEN *(plein de fiel, de même).* — Vas-tu nous faire bombarder ?

NIKO *(à Djivo furieux).* — Oui ! Oui !

MARKO *(à Karlo et Djivo).* — Seuls, huit jours de défense suffisent, et nous sommes sauvés !

PALO, MICHEL, ANTOINE *(riant).* — Huit jours ?.. ha ! ha ! ha !.. Pourquoi pas quinze ?

ORSATO *(allant de l'un à l'autre, dans une agitation fébrile).* — Et bien davantage, encore ! bien davantage !.. Le temps de permettre à nos montagnes de s'insurger et d'attendre que les gens des Bouches de Cattaro, ceux du Monténégro et les Russes, entourent la ville...

DJIVO *(hors de lui).* — ...et le temps de permettre qu'ils nous volent, qu'ils nous incendient !

ORSATO *(face à face à Djivo, haineux).* — Oui, cela sera aussi, et ils feront bien de le faire !.. Et ils feraient bien mieux encore de nous pendre tous aux marteaux de nos portes, nous qui venons en aide aux ennemis de notre liberté !

(Des rumeurs, du tapage, des cris. Autour d'Orsato, un cercle compact d'hommes qui gesticulent et l'interpellent furieusement).

LUKA *(timidement, à voix discrète, à Palo).* — Dit-on : « Excellence », à Lauriston ?

PALO (*type d'élégance parisienne, l'air très français*). — *Non, mon cher* !.. On n'appelle « Excellence » que Marmont.

VLADISLAV (*à Palo*). — Il faudra songer à faire des visites...

PALO. — Oh ! rien ne presse !.. Vous verrez !.. Ils viendront d'eux-mêmes !.. Et comme ils sont délicieux dans leurs conversations... et avec ça quels grands airs !.. Oh ! vous verrez !.. vous verrez !

DJIVO (*rompant le groupe autour d'Orsato, s'avance, le visage empourpré de colère, en frappant le sol de sa canne*). — Ah ! c'est ainsi !.. Ah ! tu veux disperser le Sénat !.. Ah ! tu veux faire appel à la bourgeoisie !

TOUS. — Oh !

DJIVO (*même jeu*). — Mais dis-le donc !.. dis que tu veux la Révolution !

ORSATO (*les bras croisés, s'approchant, le défiant de la voix et du regard*). — Et si je disais : « Je veux la Révolution ! » M'en empêcherais-tu, toi ?

DJIVO (*le défiant également du regard, tigre contre tigre*). — Oui !.. tant qu'il y a ici un Recteur et un Sénat, tant que nous avons décidé qu'on laisserait passer les Français, tant que nous sommes la majorité !

KARLO, JÉRÔME. TOMO, PALO, ANTOINE. — Oui !.. Oui !.. Il a raison !.. Bien dit, Djivo !

ORSATO (*encore plus dur, plus pâle, plus près de Djivo*). — Et qu'est-ce que ce *nous*, derrière lequel vous vous retranchez ?

DJIVO. — *Nous* ?.. Le Patriciat !.. *Nous*, la Force, le Gouvernement qui juge, l'Autorité qui décide ! Et ce « *Nous* » te culbutera, toi aussi comme les autres, si tu vas contre les lois de la République, contre ses arrêts !.. Entendez-vous ?

NIKO, MARKO, BLAISE. — Quelles sont ces manières ?.. On ne parle pas de cette façon !

LOUKCHA (*à Djivo*). — Djivo ! mais c'est la République qui meurt !

ORSATO. — Et qui dira à Djivo : « Djivo, tu peux vivre ! » si Djivo veut mourir ?

DIJVO (*furieux*). — Orsato !.. Prends garde !

ORSATO *(impassible, poursuivant).* — Comment notre sang royal pourrait-il se ranger au Sénat près des bourgeois à la Stulli, Boscovitch, Banduri, quand ceux-là ont le savoir et l'esprit que nous ne possédons plus ! *(Rumeurs. Exclamations. Orsato continue avec la brutalité impitoyable d'un juge.)* Et pourquoi allons-nous nous courber aux pieds des Sans-culottes couronnés ?.. Le savez-vous ?.. Dites un peu !.. *(Léger temps.)* Tout simplement parce que l'Empereur a faim et soif de la terre et de la liberté d'autrui : la première chose qu'il fait est d'acheter ceux qui en sont les Seigneurs !

(Coup sur coup) :

DJIVO, PALO, TOMO, MICHEL, VLADISLAS *(comme s'ils voulaient se précipiter sur Orsato. Ensemble).* — C'est une infamie !.. Tu mens !.. Tu es fou !.. Tu es fou !..

NIKO, MARKO, BLAISE, NIKCHA *(avec force et mépris à Djivo et à ses partisans).* — Eunuques impériaux !

SAVINIEN, ANTOINE, JÉRÔME, LUKA *(furieusement, aux partisans d'Orsato).* — Morlaques !.. Morlaques !

LOUKCHA *(criant à Djivo et à son entourage).* — Vous serez pires que les Esclavons de Venise !

(Grand tumulte. Injures, cris, des commencements de discours font vibrer l'atmosphère épaisse et dense. Mais la pendule sonne, et son tintement argentin fait taire subitement le bruit assourdissant des voix. Au dernier coup, le silence est complet, un silence lourd d'appréhensions, d'angoisses et d'amertumes. Les deux battants de la porte du milieu s'ouvrent d'un coup et, sur le fond sombre, se détache vivement la silhouette d'un homme rouge, — le Prince-Recteur de la République. Tous l'ont aperçu, et de tous sort une même exclamation, une exclamation presque d'effroi, mais vite réprimée : Le Recteur ! *Puis, le silence retombe, pesant et mortel. On dirait la chute d'un grand oiseau noir qui s'effondre tout à coup, les ailes brisées, exhalant, dans les ténèbres, le râle de son agonie.*

Le Prince Recteur de la République s'avance, paré de ses vêtements de cérémonie. Il porte le manteau ducal de damas rouge dont l'étole de velours noir descend de l'épaule droite jusqu'à terre. Au-dessous du manteau, s'aperçoit l'habit de cour Louis XV, en satin rouge, aux boutons de pierreries. Un flot de dentelles fines orne le col et les manchettes. Bas blancs, souliers vernis avec boucles de diamants, perruque poudrée. Le visage est rasé de près

et c'est ce qui en augmente encore la pâleur et l'aspect sénile. Comme traits caractéristiques de sa famille : lèvre inférieure pendante et violacée, yeux troubles et vacillants, bouche édentée. Il marche lentement, le dos courbé, les jambes traînantes; grand âge, grande faiblesse. Il s'appuie sur une canne au pommeau doré. De la rue, des voix montent et se mêlent au frémissement muet de cet instant fatal.)

LE PRINCE-RECTEUR DE LA RÉPUBLIQUE. — Vite !.. Vite !.. Enfin, ils vont les laisser entrer !.. Liberté !.. Egalité !.. Fraternité !.. Courons donc les voir !

TOUS *(dans un murmure empreint de pitié et de moquerie).*— Quel scandale !.. Il est sorti du Palais sans la permission du Sénat !.. Décidément, l'on voit bien que tout est fini !

LE PRINCE-RECTEUR *(ne paraît pas s'apercevoir de tout ce monde qui le contemple avec une stupeur mêlée d'effroi. Il semble absorbé par une pensée agréable sans doute, car un pâle sourire erre sur ses lèvres. Arrivé près de Nikcha, qui le lorgne effrontément, le Recteur le considère à son tour, presque absent, puis son sourire s'accentue, et, tout en hochant la tête, il désigne une lettre ouverte qu'il tient de la main gauche).* — Voici une lettre d'Antoine Sorgo, de Paris !.. Monsieur le Duc de Sorgo ! hé ! hé !.. Sa lecture en vaut la peine, croyez-le !.. Savez-vous de quelle façon elle débute ?.. Ecoutez-donc !.. Hé ! hé ! Ma femme n'en pouvait plus tant elle riait ! *(Il commence à lire lentement en s'aidant d'une loupe dorée qui pend à son gilet).* « Excellentissime Monsieur le Prince !.. Mon cher Balduin !.. Est-ce que vous n'êtes pas encore allé au diable ? [1] » — *(Exclamations, rires. Le Recteur s'interrompt pour partager l'hilarité presque générale, puis reprend).* — « La République est-elle donc encore en vie ? » Et cœtera, et cœtera! *(Branlant la tête avec un accès intermittent de toux et de rire).* Quel diable d'homme, tout de même ! *(Une pause. Puis il paraît se rappeler tout à coup une chose importante.)* Ah ! j'allais encore oublier ! *(Se tournant vers Karlo et Tomo.)* Je suis venu pour vous dire encore une fois ce que vous aurez à faire ! *(Orsato fait un pas malgré lui, comme si, d'un geste, d'un cri, il voulait chasser la vision de misère qu'il entrevoit. Le Recteur le regarde d'un air absent et distrait, puis reprend l'idée retenue par sa mémoire débile.)* Voici !.. Lauriston est arrivé devant « Porta Pille ». — Là, il trouve le commandant de faction ! — « Quelle est la réponse de la Si

[1] Historique.

gnoria ? » s'écrie-t-il. Melko le prie d'attendre et vient immédiatement me trouver... Alors moi,... *(il prend du tabac et époussette son jabot d'un geste familier.)* ...Alors moi, n'est-ce pas ? je m'habille rapidement et me rends ici pour vous avertir de la tournure des événements...

LUCIEN *(à Savinien, à la cantonnade).* — Vraiment !.. Il aurait pu tout aussi bien rester chez lui !

SAVINIEN *(contemplant toujours le Recteur d'un visage ahuri).* — En manteau !.. En manteau !

ANTOINE *(riant sous cape, à Savinien).* — Pauvre manteau !

ORSATO *(pâle de colère, angoissé, dans une exclamation de peine).* — Mais vous ne voudriez pas, Monseigneur, maintenant... ainsi !..

LE PRINCE-RECTEUR *(qui comprend de travers).* — Eh que vas-tu t'imaginer ?.. Je le recevrai au Palais dans la Salle du Trône, où vous vous trouverez tous en grande tenue. Pendant ce temps, Karlo et Tomo iront à l'entrée de la ville pour lui dire : « que nous protestons parce que nous entendons demeurer neutres et qu'en attendant ils peuvent passer ! »

TOMO et KARLO *(en s'inclinant).* — Nous sommes prêts à exécuter les ordres !

LE PRINCE-RECTEUR. — Dès que vous vous serez mis en route, j'ai recommandé que l'étendard de Saint-Blaise, notre vénéré Patron, soit arboré, et que les soldats et les gardes de la République forment une haie sur le chemin qu'*ils doivent parcourir !*

NIKCHA *(à Mato, à voix basse, moqueuse).* — Oh ! La belle fête !.. La belle fête !..

MATO *(de même, à Nichka).* — Il n'y manquera que les lampions !

LE PRINCE-RECTEUR *(s'inclinant profondément de droite et de gauche).* — Et à présent, Messeigneurs Excellentissimes, accompagnez-moi, afin que Lauriston sache bien à qui il a à faire ! *(Avec un sourire.)* Et quand ils seront *passés*, je répondrai au duc de Sorgo... Oui, textuellement ceci : « Nous sommes encore en vie, et le diable ne nous a pas encore emportés ! »... Hé !.. hé !.. *(Ce discours le conduit près de la grande porte. Là, il se retourne et s'incline, avec la même cérémonie, de tous les côtés.)* Messeigneurs ! *(Chacun salue. Le Recteur s'apprête à partir.)*

ORSATO *(dans une secousse violente s'échappe d'entre les amis qui veulent le retenir, et, courant à la porte du fond, il la referme d'un coup, la couvrant de son corps, immobile et superbe, en s'écriant d'une voix formidable).* — Halte !.. Non !.. On ne passe pas !

TOUS. — Orsato !

DJIVO *(brutalement, prêt à se jeter sur lui).* — Laisse-le partir !.. Veux-tu ?

ORSATO *(avec force).* — Non !.. Cette porte est à moi !.. Le maître, ici, c'est moi !.. Je la garde, c'est mon droit !

LE PRINCE-RECTEUR *(atterré, tremblant, recule. Avec une prière dans la voix, non sans grandeur).* — Orsato !.. Je suis ton Prince !

ORSATO *(dans un cri de douleur mêlé d'immense pitié).* — Et c'est parce que tu es mon Prince que je tombe à genoux devant toi ! *(Il avance et se jette aux pieds du Recteur).*

TOUS. — Ah ! sublime !.. Quel homme !.. Il est fou !.. Charlatan !

ORSATO *(même jeu. Sa voix est toute de pleurs et de feu; elle est le dernier soupir d'une liberté agonisante).* — Et tiens, je pose mes lèvres sur ton manteau royal, comme je les posais sur les vêtements de ma mère défunte, en te disant : « Seigneur, n'écoute pas nos mauvais propos, ne prête pas attention à nos lamentables figures ; mais à cet instant qui est suprême, songe que nous ne sommes pas tes égaux, mais tes serviteurs, tes esclaves !..

DJIVO *(hurlant au milieu de la stupeur générale).* — Ecoutez-le comme il blasphème !

ORSATO *(de plus en plus emporté, de plus en plus grandiose, comme s'il voulait réchauffer de tout son sang les âmes de glace qui le contemplent).* — Songe que nous oublions ce qu'ont souffert nos aïeux, dès l'instant où ils arrivèrent sur ces rochers arides et inhospitaliers !.. Songe que nos âmes ont perdu l'éclat qui leur venait des savants, des poètes, des navigateurs, des martyrs, qui, de ce pauvre nid, firent une acropole de liberté à tout un peuple d'esclaves ! *(Se cramponnant encore davantage à l'homme qu'il implore, jusqu'à ce que tous les visages, toutes les respirations, toutes les fibres des spectateurs frémissants s'incendient autour de lui.)* Et alors, ô Seigneur !.. Proclame hautement, du fond de ton âme superbe, que nous sommes encore les dignes fils de ces preux, de ces anciens, quoique nous n'en semblions plus que les vagues formes pâles et livides !.. Et lorsque tu auras compris

toute l'horreur de cet instant fatal, dis la seule, l'unique, la vraie parole de délivrance !

Le Prince-Recteur *(instinctivement ému, confus, ne comprenant pas la portée de cette harangue, cherchant à lire sur le visage de ses voisins le mot de ce cauchemar).* — Laquelle ?.. Laquelle ?

Orsato *(toujours à genoux).* — « Le maître, c'est moi ! »

Tous *(dans un cri).* — Grandiose !.. Terrible !.. Parle encore !.. Parle !..

Orsato *(se levant lentement, transfiguré par une vision de son âme).* — Et ordonne immédiatement que le pont ne soit pas baissé !.. Proclame que dans l'Etat il n'y a qu'un peuple et toi ! Toi seul !.. A nous, objets d'orgueil et de discorde, donne-nous le cachot !.. Fais sonner le tocsin et la cloche du Grand Conseil, et assieds-toi sur le trône, Toi, le Maître, Toi, le Souverain !.. Ah ! parle, ose, agis !.. Sois même Marino Faliero, s'il le faut, mais sauve la République !.. Sauve-la de l'étranger !.. Sauve-la de nous-mêmes !

Tous *(dans une tempête de haine et d'enthousiasme).*— Dehors !.. dehors !.. Sacrilège !.. Orsato, Orsato !.. Reviens à toi !

(Les amis d'Orsato se pressent, et cherchent à atténuer ce qui, à eux-mêmes, semble de la démence).

Orsato *(les dévisageant avec un regard terrible).* — Je vis !.. Je vis !.. Ne m'entendez-vous pas ?.. *(Il se dirige, fantômatique, vers le Recteur qui recule suivi de son entourage).* Quel est cet homme !.. Pourquoi porte-t-il ce manteau rouge, s'il n'a pas le sang qui efface tous les crimes ?.. S'il n'a aucune larme, aucune douleur !.. Si tout sent la misère, la fange !.. Pouah ! *(Il se secoue dans un accès de répulsion invincible, puis, joignant les mains, en lutte avec l'agonie de son âme, avec les pleurs que l'on sent et qui lui serrent la gorge).* Moi aussi je suis un mendiant, moi aussi je prie pour la liberté qui va mourir ! *(Tout à coup, avec les yeux perdus dans l'espace).* Ah ! oui !.. les voilà !.. les voilà !.. Ils ouvrent les portes, ils baissent le pont !.. Quelle foule !.. Ce sont d'abord ceux de France, une multitude d'uniformes couverts d'or, avides de gloire et d'amour !.. Et ensuite, là-bas, voici tous les autres... plus sombres, plus durs, plus sauvages. Et tous, tous veulent passer par ces portes !.. Ah !.. voyez, voyez comme ils se rient de nous !.. Entendez-vous ces voix railleuses :

— « Où est donc ta couronne ?.. Ha ! ha ! ha ! toi aussi tu es esclave comme nous... Comme nous ! »

(Le Recteur disparaît sans être vu par la porte du fond, suivi de Tomo, de Karlo, et de sa suite. Djivo et beaucoup de patriciens restent en scène, pâles et ricanants. De temps en temps, l'un d'eux jette un regard vers le balcon.)

ORSATO *(semble sortir d'un mauvais rêve. Il se met à scruter ceux qui sont autour de lui, groupés, avec une curiosité froide, soupçonneuse, cherchant une autre voie pour pénétrer dans le mystère de leurs âmes).* Et quand bien même !.. Qui est le pouvoir ?.. Toi, moi, nous !.. Nous, les Souverains !.. Devant notre liberté ancienne, le César des Romains cède le pas !.. A nous la mer, les bastions, les murailles, la terre !.. Et tout cela vit, existe, est !.. Allons donc !.. Qui de vous peut désirer que nos fils s'en aillent, humiliés et perdus, à la recherche d'un nom, d'un droit, d'un pouvoir, tant que nous sommes encore un Etat ! *(Il s'adresse en courant de l'un à l'autre, avec l'ardeur de la jeunesse, mais les yeux remplis d'inquiétudes, de questions et de craintes).* Et si cette terre libre encore doit périr, alors, partons !.. Nos vaisseaux nous attendent dans le port !.. Embarquons-nous avec l'étendard de St-Blaise, et l'image de notre patron !.. Déployons les voiles, et fuyons loin, ainsi que le firent nos pères !.. Ah ! béni soit-il, ce vol des voiles blanches !.. Allons !.. Allons, et les hirondelles et les mouettes nous diront : «Qui êtes-vous ?.. Que cherchez-vous, navigateurs errants ?» Et les voiles blanches répondront : « C'est Raguse en quête d'un autre rocher aride pour y abriter sa liberté ! » Conduisez-nous, nuages !.. Et vous, ailes puissantes et libres des oiseaux, conduisez-nous là-bas, à l'Hellade divine, au pays des Dieux !

(Tous entraînés, se rapprochent d'Orsato, tous sont émus. Djivo même, sans le vouloir, frémit ; la plupart ont des larmes dans les yeux).

ORSATO *(s'aperçoit de ces larmes. Une joie surhumaine illumine tout son être à la vue du miracle accompli par ses paroles).* — O larmes douces, larmes saintes, larmes divines, soyez bénies !.. Sauvés !.. Nous sommes sauvés !.. Vite, vite !.. Courez !

(Coup de canon au loin.)

TOUS *(sursautant).* — Le canon !

DJIVO *(confus, à voix basse).* — Oui, c'est le signal !

Orsato *(avec un soupçon terrible).* — Le signal ?.. De quoi ? *(Regardant autour de lui.)* Et le Recteur ?.. Et Tomo ?.. Et Karlo !.. Où sont-ils ? *(S'apercevant du mauvais sourire de Djivo qui, au milieu de ses amis, se dandine, appuyé sur sa canne.)* Où sont-ils ? *(Dans un éclair de révélation soudaine).* Ah ! les misérables ! *(Il veut se jeter sur Djivo. On le retient avec peine).* Traîtres !.. Lâches !

Djivo *(très calme, très froid).* — Tu ne dois vraiment pas te plaindre, Orsato !.. Nous t'avons permis de parler et même de parler trop ! *(Se tournant vers les autres d'un ton sec).* Le premier signal signifie : Lauriston reçoit nos délégués... *(Second coup de canon. Silence. Djivo poursuit, mais d'une voix plus sourde et mal assurée.)* Et le second, celui-ci : Les Français sont entrés !

Tous *(dans un soupir indéfinissable, dans un soupir où il y a de la frayeur, de la stupeur, du soulagement).* — Ah !

Orsato *(se contenant dans un effort suprême. Il est demeuré tout droit, immobile, au milieu de l'écroulement d'un monde. Dans l'éclat de ses yeux, dans le spasme de ses lèvres contractées, dans l'accent de sa voix saccadée, l'on perçoit encore l'écho de la tempête qui a terrassé son âme et son être, mais s'affirme, aussi, la volonté superbe qui sut dompter l'angoisse affreuse ; un sourire sarcastique, un geste d'adieu d'une politesse exquise, puis, d'un ton bas, naturel.)* — Veuillez m'excuser de vous avoir mis en retard!.. Je ne m'étais pas aperçu du temps qui s'était écoulé ! Je vous rends votre liberté !

Niko, Marko, Nikcha, Loukcha et Mato *(veulent lui serrer la main, l'embrasser, le réconforter d'un dernier regard, mais déjà son âme s'est éloignée d'eux tous).* — Orsato !.. Orsato !.. Mais alors !.. Qu'adviendra-t-il ?

Orsato *(très froid).* — Puisque nous n'avons pas voulu leur couper la tête ! *(Puis impétueusement, sous l'empire de sa douleur atroce, baissant les paupières, à voix suffoquée).* — Allez-vous-en !.. Partez !.. Partez !

Djivo *(s'approche de lui avec une sourde bonhommie, un peu perplexe).* — A présent qu'il n'y a plus rien à faire, plus rien à dire qu'à s'incliner, nous tâcherons de tout oublier, n'est-ce pas !.. Pour moi, c'est déjà fait, Orsato !

Orsato *(toujours de la même voix, les lèvres mi-closes).* — Sortez !.. Sortez !.. *(A Djivo qui veut l'interrompre.)* Tu es chez moi, entends-tu ?.. Et je te chasse !

DJIVO *(les yeux empourprés de colère, furieux, entre ses dents).* — Charlatan, va !

(Il sort en riant avec Savinien.)

NIKCHA *(à Orsato, tristement, ironique).* — Je me demande, Orsato, la mine que nous aurons demain !

ORSATO. — Malheureusement la même !

(Beaucoup d'entre eux lui serrent la main, d'autres sortent précipitamment. Alors toute la pièce s'emplit de murmures, de bruissements ; l'on entend les pas rapides qui traduisent bien la hâte de ces hommes à s'en aller pour ne plus se revoir).

LES PATRICIENS *(sortant en groupes, chuchotant).* — On ne peut nier qu'il parle bien !.. Mais quelle scène !.. Un peu trop théâtrale !.. Et peu digne d'un grand seigneur !.. Que voulez-vous, c'est un exalté comme sa pauvre mère !.. Croyez-vous que nous verrons le Général ? *(Les voix se perdent).*

CHICHKO *(qui jusqu'à présent a sommeillé, traînant sa jambe boîteuse, et s'appuyant sur le bras de Michel).* — Est-on assuré, au moins, que Napoléon abolira les fidei-commis ?

MICHEL. — Sans doute !.. C'est toujours son premier souci !

CHICHKO *(au moment de franchir le seuil, avec un regard mauvais à l'adresse d'Orsato).*— Alors, que nous chante-t-il, ce raseur !

(Ils sortent. Peu à peu, tous sont partis. Les portes du milieu sont redevenues muettes, grandes ouvertes, dans la pénombre).

ORSATO *(est resté seul. Il est très pâle, Une extrême lassitude se lit sur ses traits. Il se traîne péniblement jusqu'à la porte du fond, et, de là, son regard affolé semble fouiller le vide accablant qui l'entoure. Il prête cependant l'oreille au bruit des pas qui s'éloignent, il aperçoit le va-et-vient de la rue, il entend les cris des martinets inquiets. Puis, tout à coup, l'angoisse de cette lutte mortelle lui monte, débordante et écœurante, aux lèvres. Quelque chose lui serre la gorge, l'étrangle. Alors, d'une voix suffoquée).* — Non !.. Non !.. Je ne peux pas !.. Pourtant, tout est fini !.. Bien fini ! *(Avec un profond gémissement de tout son être, il s'écrie)* : Ah ! ma mère !

(Et son corps s'écroule lamentablement dans le fauteuil. Il cache son visage entre ses bras appuyés sur la table. Un sanglot plus fort le secoue, et, dans le silence funèbre de la maison agonisante, on n'entend plus qu'un râle déses-

péré, — un râle semblable à celui d'une bête que l'on égorge. Alors, sur le fond noir de la porte, se profile la silhouette d'une femme, — ombre étrange : THÉRÈSE DE PALMOTTA. *Elle est pâle et silencieuse. Les plis de sa robe noire retombent jusqu'à terre en enveloppant son corps élancé d'un manteau de douleur. Un fichu blanc est enroulé autour de son corsage empire, laissant à découvert son cou et ses bras aussi blancs et aussi polis que le marbre. Ses cheveux blonds légèrement poudrés, font à son front un diadème tragique. Le visage aux traits allongés et classiques, aux lèvres closes et aux yeux bleus, fait songer, dans ce cadre, à Marie-Antoinette de France, dont elle évoque le souvenir. Souvent on l'a nommée ainsi, et, aujourd'hui, plus que jamais elle semble personnifier la Reine, fatale et muette devant le destin accompli. D'un regard mystérieux, elle contemple, immobile, la fin d'un homme — la fin d'Orsato — naguère encore nommé le Grand. L'une de ses mains tient un livre de prières, l'autre, un mouchoir de dentelles, et toutes les deux sont retombées d'un air de lassitude, le long de ses voiles de deuil.)*

ORSATO *(toujours assis, relève la tête, sa face est ravagée par la plus atroce douleur).* — Rien, rien n'a servi !.. Ni mes prières, ni mes imprécations, ni mes pleurs !.. Ah ! Orsato qui pleure !.. Oui, tout a été en vain !.. Ils volaient autour de la flamme et ils se sont brûlés !.. Les ailes sont tombées !.. Ah ! cœurs infidèles !.. Et ce n'est pas même la raison, l'intérêt, la peur !.. Rien !.. Rien ! *(Avec une expression d'horreur comme s'il revoyait la scène.)* Non, pas même l'orgueil qui, lui, au moins, jusqu'à présent, couvrait ces chairs misérables !.. Je les revois encore... Et je continuerai à les voir jusqu'au jugement dernier !.. Là, sera ma punition ! *(En frémissant.)* Ah ! comme ils furent tous vils et nuls !.. Et comme ils doivent me haïr !.. Oui, je les voyais... Oui, je dévisageais la bassesse des pensées qui se dérobaient sous la dureté de leur front, et j'ai pu y lire ce qu'ils n'osaient pas avouer !.. Ah ! leurs regards, leurs silences, leurs sourires perfides !.. Tout en eux criait : « Pourquoi nous regardes-tu ?.. Pourquoi veux-tu nous dévêtir ?.. Nous sommes nus !.. Nous sommes nus ! » *(avec un tressaillement de tout son être).* Et moi, fou, stupide, je croyais !.. Mais quoi donc ? !.. Que ma parole pût ressusciter des morts ?.. Lazare !.. Lazare !.. *(Il se lève avec lenteur. La pendule sonne sept heures, les rayons du jour décroissent et illuminent le balcon tout entier. Il marche comme dans un rêve.) Lui*, non plus !.. *Lui* !.. *le Christ*, n'a pu éveiller les âmes de glace... Non, pas même lui ! *(Il baisse la tête*

tandis qu'un frisson parcourt tous ses membres. La perception de la réalité des choses le reprend, et, avec elle, toutes les misères. Sa voix s'éteint.) Me voilà seul, tout seul !.. Tous m'ont abandonné comme si j'étais, moi, le coupable de tout ça !.. Et Thérèse !.. Thérèse, — le seul homme dans cet opprobre, ma foi profonde !.. mon unique espérance ! — elle aussi m'abandonne, me fuit !

THÉRÈSE *(toujours immobile)*. — Je suis là !

ORSATO *(se tournant brusquement vers elle, foudroyé à l'aspect de cette apparition, après une pause, d'une voix profonde)*. — Comme tu es pâle !

THÉRÈSE *(qui s'appuie d'une main à l'encadrement de la porte)*. — J'ai vu la mort !

(Elle fait un mouvement pour rejoindre Orsato).

ORSATO *(la retenant en un geste de prière)*. — Oh ! non, n'avance pas !.. Tu arrives des profondeurs de ma pensée, de mes souffrances !.. *(A voix basse, sans la quitter du regard.)* Tu es belle et fière comme la Mort des héros !.. Tu as la même bouche silencieuse d'où ne coulent pas les baisers !.. Tu as les mêmes mains froides, de marbre, qui brisent les fleurs de la vie ! *(Désespéré, mais fort)*. Tu es la seule qui, dans cet instant, doit être là, sur le seuil de cette porte, à me regarder... à m'appeler à soi...

THÉRÈSE *(s'est approchée de lui, et, prenant ses mains, l'enveloppe du regard impénétrable)*. — *Elle* ou *Moi* ?

ORSATO *(assombri, retirant ses mains)*. — Pourquoi es-tu alors venue ?

THÉRÈSE *(lui pose la main sur l'épaule. Ils sont inondés du soleil couchant. A voix basse en indiquant la fenêtre)*. — Pour le saluer !

ORSATO *(tressaillant)*. — Oh ! le soleil qui s'en va !.. le soleil !

THÉRÈSE *(à voix basse)*. — Le Soleil de la Liberté !..

(Muets, ils contemplent les dernières flammes rouges qui meurent).

ORSATO *(après un silence)*. — Que sa mort est calme !

THÉRÈSE *(comme dans un rêve)*. — Ne ressuscitera-t-il plus ?

ORSATO. — Celui-là ?.. Non !.. Jamais !

THÉRÈSE *(en continuant à suivre, angoissée, du regard, la chute de l'astre, s'est éloignée d'Orsato, et s'est approchée du balcon, les mains tendues).* — Encore un rayon !..

ORSATO *(tout près d'elle, en cherchant, lui aussi, à se pénétrer une dernière fois de la clarté évanouissante).* — Un seul !

(Mais la dernière lueur disparaît ; alors tous les deux mêlent leur détresse dans un même et indéfinissable soupir) :

— Ah !......

THÉRÈSE *(en frissonnant).* — Parti !

ORSATO *(s'asseyant dans le fauteuil, l'air sombre et navré).* — Demain, il ne nous reconnaîtra plus !

(De très loin se lève un bruit comme un hymne chanté par une foule).

THÉRÈSE *(tressaille et fait un pas pour fermer la fenêtre, tout en jetant un rapide et douloureux regard à Orsato).* — Ah ! mon Dieu !

ORSATO *(lui aussi, perçoit cette clameur toujours grandissante. Il se lève, tout pâle, puis très doucement).* — Oui, ce sont Eux !

(La pâleur mortelle qui envahit son visage semble en effacer les derniers vestiges de la passion qui, tout à l'heure, l'enflammait. Le soleil est mort.)

THÉRÈSE. — Les Français !

(Le chant grossit toujours.)

ORS TO *(d'une voix grave et voilée)..* — Viens, ici, tout près de moi !

THÉRÈSE *(obéit. Elle est maintenant tout contre lui et presque cachée dans ses bras ; mais, tournant un regard de haine du côté de la fenêtre).* — Maudite chanson !

ORSATO *(attiré malgré lui par la majesté du cantique triomphal).* — Non !.. Ne la maudis pas... Ecoute !

(Et la Marseillaise, l'hymne immortel de la Révolution, s'approche, s'élance, éclate enfin grandiose et victorieuse sous le ciel doré du soir. Toute une armée la chante le long des rues de Raguse. Toutes les colombes et toutes les hirondelles, avec des cris et des vols apeurés, voltigent au-dessus de la ville morte. Orsato et Thérèse, plus muets et plus abandonnés que jamais, se serrent l'un contre l'autre, noyés dans la vague des sons grandioses. Des larmes coulent des yeux de Thérèse. Le chant s'éteint peu à peu au hasard des rues plus lointaines).

ORSATO *(absorbé par les souvenirs).* — Ah ! est-elle belle !

THÉRÈSE *(en s'éloignant lentement).* — La connais-tu ?

ORSATO. — Oui, je l'ai entendue à Paris quand tombait la tête du Roi ! *(Profondément.)* Comme aujourd'hui la nôtre !

THÉRÈSE *(le regard fixé devant elle, comme si elle mesurait le fond d'un abîme).* — Et nous, que sommes-nous, à présent ?

ORSATO. — Des esclaves !

THÉRÈSE. — Ah !.. Alors non !

ORSATO *(la fixant).* — A quoi penses-tu ?

THÉRÈSE *(impénétrable).* — Serons-nous heureux après ça ?

ORSATO. — Peut-être, — en oubliant !

THÉRÈSE *(sombre et grave).* — Qui le pourrait !

ORSATO *(la retenant, le regard fixé sur ses lèvres silencieuses ; anxieusement).* — Tu ne m'abandonneras pas, toi ?

THÉRÈSE *(très faiblement).* — Non !

ORSATO *(la tenant serrée contre sa poitrine, sans la quitter des yeux, bas, avec passion).* — Combien de douleurs, combien de luttes pour en arriver là, — et maintenant — sur le seuil de notre pauvre bonheur...

THÉRÈSE *(les lèvres tout près de celles d'Orsato, le regard plongé dans le sien).* — Je t'aime !

ORSATO *(qui, tout à coup, croit voir poindre dans les yeux de Thérèse l'ombre d'un secret douloureux, lui prend subitement la tête de ses deux mains, puis l'interroge, tel Œdipe le Sphinx).* — Et alors, pourquoi ne veux-tu pas ?.. *(avec angoisse en l'empêchant de proférer une parole.)* Oui, oui, je le vois, je le lis dans tes yeux, — Tu ne veux !.. Pourquoi ?.. Dis, pourquoi ?

THÉRÈSE *(le regard fixé dans les prunelles d'Orsato, d'une voix ferme).* — Nos enfants seront-ils aussi des esclaves ?

ORSATO *(très bas).* — Oui !

THÉRÈSE *(grande et effrayante à la fois).* — Alors... choisis !

ORSATO *(en tressaillant, terrifié par la pensée qu'il croit comprendre).* — Oui, c'est bien cela : Douce et fière comme la Mort ! *(il l'embrasse longuement, passionnément, sur le bouche, puis, triste et ferme).* Eh ! bien.. Non !

THÉRÈSE *(toute blanche, toute lasse, se délivre lentement de son étreinte. Avec un pauvre sourire, elle prend son livre de prières, et se*

dirige vers la porte. Arrivée sur le seuil, elle se retourne encore une fois, en demandant). — Veux-tu que je ferme la porte ?

ORSATO *(appuyé au fauteuil, sans la quitter du regard, en haussant les épaules avec un amer sourire).* — On ne les referme pas dans la maison du Mort !

THÉRÈSE *(d'un geste lent de la main le salue tristement, comme si en franchissant le bord de la tombe, elle voulait envoyer un suprême salut à l'ami resté sur l'autre bord du fleuve de la vie).* — Adieu !

(Orsato répond par un mouvement de la tête et demeure immobile, accablé de pensées).

LA VOIX D'UNE LAITIÈRE *(monte gaiement de la rue).*— Du lait ! du lait !.. Femmes, du lait bien frais !

LA VOIX DE DONNA ANNA *(lointaine et somnolente).* — Lucie !.. Lucie !

ORSATO *(affaissé dans le fauteuil, les bras croisés sur la poitrine).* — Et maintenant... quoi ?

(Le cri de la laitière se perd peu à peu dans la pénombre tiède du crépuscule de mai. L'atmosphère vibre des bruits des voix et des chansons qui accompagnent l'invasion accomplie. — La vie continue.)

IDO DE VOINOVITCH.

Raguse (Dalmatie), 1900.

LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DE LA S. D. N.

Quand l'éléphant apparut sur la terre, lit-on dans la fable hindoue, les petits animaux se réunirent pour commenter cet événement. J'ai vu une lance, déclara l'un d'eux ; moi, un câble, dit un autre ; moi, un bouclier, ajouta un troisième. Ils caractérisaient ainsi les défenses, la trompe et l'oreille du monstre qu'aucun n'avait réussi à voir tout entier.

Ce conte, où l'on pourrait découvrir une fine satire de notre impuissance à embrasser les grandes questions, revient à l'esprit quand on lit les jugements portés par les gazettes sur la Société des nations. On a l'impression que tous contiennent une part de vérité, mais que, dans leur raccourci synthétique, ils sont tous incomplets. L'Assemblée n'a pas résolu le problème du désarmement, donc la Ligue est impuissante, s'écrient avec désespoir les coryphées de la fraternité universelle ; elle n'a point été capable d'obtenir du Conseil communication des projets de mandats, ricanent les contempteurs du Covenant comme le réaliste *Pertinax* ; cela ne prouve-t-il pas que l'organisme est basé sur un programme utopique ? Et, résumant dans

un geste son sentiment, M. Mac Cormick, assiste quarante minutes à une séance et s'en va, en haussant les épaules... Il est vrai qu'il veut en trois semaines se former une opinion sur tous les problèmes européens.

Dans le camp des optimistes, on retrouve les mêmes déductions hâtives et partant fragmentaires. La Société des nations est une grande force *morale*, écrit M. Viviani, elle portera les conflits devant la conscience des peuples civilisés. Les débats sur la Pologne et l'Arménie permettraient en effet de croire que son rôle se bornera à cette tâche de publicité, mais est-elle condamnée à rester une sorte de tribunal, armée seulement de formules d'excommunication ? D'autres, au contraire, pensent que l'Assemblée se transformera progressivement en un véritable Parlement international où s'élaboreront des lois d'une portée universelle. Certaines manifestations tendraient à justifier cette vue anticipatrice, mais comment la concilier avec les déclarations de nombreux pays qui s'opposent à la création d'un super-Etat ?

Ainsi, plus on réfléchit, plus on se convainc qu'il est impossible de tirer de l'Assemblée l'horoscope de la Société des nations.

Mais, aussi bien, est-ce peut-être là un travail stérile. Pourquoi vouloir prédire l'avenir sur les données incertaines et innombrables du présent ? Et puis peut-on juger une œuvre qui doit être une réalisation continue en ne tenant compte que des résultats définis d'une première expérience ? N'y a-t-il pas d'autres éléments plus importants que les faits eux-mêmes ? Nous croyons qu'en général, on a mal compris le rôle de l'Assemblée qui vient de se séparer et qu'en l'appréciant uniquement sur ses actes, on ne lui rend pas entièrement justice : A côté du travail visible, concrétisé dans des résolutions ou des vœux, elle en a accompli un autre, moins facilement discernable, mais dont les effets, en se prolongeant dans le temps, pourront aboutir aux réalités de demain. Essayons de relever, au hasard des impressions, quelques-unes des tendances qui sont nées du contact de tant d'hommes divers par la race, la langue et les traditions.

* * *

Vue de l'extérieur, l'Assemblée ne révélait pas grand'-chose. Elle donnait l'impression d'une mer généralement tranquille, où, parfois, un léger remous annonçait une agitation cachée. Et tout ce qu'on pressentait sans pouvoir le préciser causait une certaine anxiété. En voyant, côte à côte, les représentants de quarante-et-un pays, dont les contrastes extérieurs marquaient déjà les divergences intellectuelles et sentimentales, on se demandait si cette réunion n'était pas une paradoxe politique; et je crois qu'il était impossible d'y assister sans ressentir une constante émotion; cet essai de collaboration mondiale était en effet d'une si prodigieuse nouveauté, qu'on ne pouvait le suivre en spectateur amusé. Je suis sûr que les plus blasés ont fini par prendre un frémissant intérêt aux débats, souvent monotones, mais qu'animait soudain une opinion un peu brutalement formulée et qui projetait une brusque lueur sur la vie profonde et secrète de l'Assemblée. Qui donc n'a pas reçu un petit choc au moment où M. Rowell, avec la franchise rude et saine du Canadien, vitupéra la politique européenne et déclara que son pays n'accepterait jamais un contrôle sur ses affaires intérieures ? Elles ont été nombreuses ces explosions rapides. Un jour, le bouillant délégué portugais, M. Costa, curieux mélange d'idéaliste démocrate et de politique impérieux, martèle des phrases vigoureuses contre les « résidus psychologiques et sociaux » dont ses collègues ne peuvent point se débarrasser. Une autre fois, le représentant de Cuba, dont la vie est plus aventureuse que celle d'un héros de Dumas père, sonne une fanfare martiale contre ceux qui repoussent les idées égalitaires. Et chaque fois que des paroles un peu vives, révélatrices de mécontentement personnel ou de tendances dangereusement exclusives, étaient prononcées sous la clarté rose des lustres, le regard se portait vers la place que M. Pueyrredon avait quittée dans un dessein orgueilleux et stérile.

Mais plus encore que les propos retentissants, la réserve de certaines délégations prêtait à l'inquiétude. Impossible de lire sur les visages fermés, aux sourires ambigus et bizarres, des Japonais et des Chinois, à la fois attentifs et lointains. Impossible de savoir ce que pensaient les représentants de l'Inde qui confiaient aux journalistes, dans une langue de poème fabuleux, que « l'Orient croyait au règne de l'harmonie entre les peuples et possèdait le sens profond de la fraternité humaine... »

On se demandait comment tous ces délégués, dont on voyait mieux les oppositions que les ressemblances, pourraient se rapprocher et trouver la méthode qui leur permît de faire un travail commun tout en conservant leur indépendance. La plupart étaient arrivés à Genève avec la pensée que cela ne serait guère possible ; et si ce préjugé s'était confirmé, l'Assemblée n'aurait été que la répétition inutile d'un congrès pacifiste. D'autres au contraire, et en particulier quelques Américains, étaient animés d'une ardeur impétueusement réformatrice et très fermement décidés à défendre leur programme hardi — et si cette tendance s'était affirmée, il est probable que la Salle de la Réformation serait devenue un lieu de disputes inutiles.

Ce double danger a été heureusement évité. Et c'est là le résultat du travail trop ignoré qui s'est accompli dans les commissions et surtout dans les sous-commissions. Dès qu'un contact personnel se fut établi entre les délégués, et qu'ils purent, par des discussions sur un problème précis, s'apprécier mutuellement, leurs préventions tombèrent et, l'orgueil personnel entrant en jeu, chacun apporta un zèle souvent passionné à défendre son point de vue : on ne fit jamais autant de politique que dans les salons des hôtels et les couloirs de la Réformation : n'est-ce pas le signe que les délégués prirent très au sérieux leur tâche et qu'ils se convainquirent de l'importance que pouvait acquérir la Société des nations? Chaque fonction suscita des convoitises. A peine les pourparlers pour la présidence et la vice-présidence des six commissions étaient-ils achevés, que commencèrent ceux pour l'attribution des sièges non permanents du Conseil.

On batailla d'abord pour le mode d'élection ; les titulaires d'alors n'éprouvaient aucun désir de se retirer ; les candidats trouvaient d'ingénieuses théories pour traduire ou pour voiler leurs ambitieux desseins. Les nations d'outre-mer soutenaient la répartition par continent, système que combattirent les Scandinaves. MM. Benès et Jonesco invoquaient la nécessité de faire place à un Etat de la petite Entente, mais chacun travaillait l'un contre l'autre, cependant que leurs collègues recevaient une mystérieuse feuille dactylographiée où il était dit que les pays possédant des minorités étrangères protégées par la Société des nations ne devaient point faire partie du Conseil... Et les conciliabules, mêlés souvent d'intrigues, durèrent pendant trois semaines, jusqu'au jour où, lancée par l'Angleterre entre tous les candidats officiels, la Chine enleva le fauteuil convoité.

Et cela n'est qu'un exemple de l'activité qui ne se manifestait pas aux yeux du public. Vous me direz que, si les délégués n'ont songé qu'à leurs pays respectif, les affaires de la Société n'ont pas dû beaucoup fructifier. Mais j'estime que ce déploiement d'intérêts personnels a été utile ; ce n'est pas en négligeant les particularismes que la Société des nations peut faire une œuvre féconde ; elle doit bâtir sur le réel ; et le réel, ce n'est pas l'idéalisme qui se traduit dans les discours, mais l'égoïsme qui se révèle dans les actes. Il fallait que cette première Assemblée pût nettement discerner les données du problème et connaître si chaque Etat apporterait devant elle ses revendications. Il s'agissait, en un mot, de savoir si la Société des nations deviendrait l'enceinte où se discutent, comme le dit le Pacte, toutes les questions qui affectent la paix du monde. Je crois que les premières constatations sont satisfaisantes ; dans un grand discours, le baron Hayaschi a parlé du principe de l'égalité des races que M. Wilson avait refusé d'admettre, mais que le Japon s'appliquera à défendre ; de son côté, M. Tittoni, interprète des pays consommateurs, a fait appel à la solidarité économique, cependant que M. Rowell a marqué avec quelque rudesse l'opinion des Etats producteurs ; puis M. Wellington Koo, après son élection au

Conseil, s'est enhardi à déclarer que certaines questions devraient être examinées, qui pourraient troubler les relations amicales que son pays entretient avec le monde. Cette allusion voilée aux influences étrangères qui s'exercent en Chine n'a pas passée inaperçue. Chacun a deviné également ce que visait M. de Karnebeek, le subtil diplomate hollandais, quand il demanda une interprétation précise de l'article relatif à l'enregistrement des traités ; il n'était pas très difficile non plus de mettre des noms sur les Etats dont parlait M. Rowell à propos de l'Albanie, « de ces Etats qui veulent se partager des territoires sans consulter leurs habitants ». Et, si cela vous amuse, cherchez les raisons pour lesquelles M. Viviani garda une main dans sa poche au moment où les délégués applaudirent le dernier discours de M. Motta ; ou bien demandez-vous pourquoi les Anglais ne s'associèrent pas à l'hommage rendu à M. Paderewski. Ce serait un jeu relativement aisé que de reconstituer la politique des Etats d'après les paroles et les attitudes de leurs délégués.

Mais nous n'avons donné ces quelques exemples que pour justifier notre appréciation : il semble que l'Assemblée sera saisie de tous les problèmes qui faisaient jusqu'à maintenant l'objet exclusif de négociations secrètes et qui ne se réglaient que dans le mystère des chancelleries. Or celles-ci, soit par ignorance, soit de propos délibéré, contribuaient souvent à les envenimer. On peut être satisfait de voir qu'ils seront portés devant l'opinion mondiale et discutés dans une réunion publique.

Mais, si l'Assemblée est appelée à jouer un rôle utile en facilitant la confrontation des idées et le libre examen des conflits, sa tâche ne doit point se borner là ; après avoir écouté les opinions des parties intéressées, il faut qu'elle trouve les solutions ; c'est en quoi consiste son œuvre constructive ; aussi attendait-on avec une vive impatience les premières manifestations de ce travail pratique. A vrai dire, on a été quelque peu déçu de l'insignifiance des résultats. Mais peut-être faut-il se garder d'en tirer une conclusion prématurée ; il y a un premier fait qui doit retenir l'attention : ces résultats ne reflètent certainement pas l'état d'esprit de l'Assemblée. Il y avait

plus de hardiesse dans les tendances qui s'y sont révélées que dans les décisions qu'elle a prises. D'où provient cette divergence ?

Il est évident qu'un obstacle énorme est constitué par la clause de l'unanimité. Il suffit qu'un seul Etat fasse opposition à un projet pour entraîner son échec. Ce système, qui sera peut-être nécessaire aussi longtemps que la Société n'aura pas acquis une force suffisante pour empêcher toute défection, a le gros désavantage de profiter uniquement aux minorités ; c'est, en dernière ligne, la délégation la plus tenace qui fait triompher son point de vue ; car si les autres veulent aboutir à une entente, elles sont obligées de consentir des sacrifices à l'opposant. Ainsi une résolution correspondra toujours exactement aux sentiments de la nation la plus conservatrice, tandis qu'elle ne reflétera qu'incomplètement ceux du pays le plus « progressiste ». Nous craignons que ce principe de l'unanimité ne soit un atout donné aux défenseurs de l'intangibilité de la souveraineté nationale. C'est certainement à lui qu'il faut attribuer le double échec de l'Assemblée quand elle a essayé de restreindre — ô combien légèrement, — l'exercice de cette souveraineté. La 6me commission avait longuement discuté la question des sanctions économiques ; plusieurs de ses membres étaient d'avis qu'il appartenait au Conseil de décréter le blocus contre un Etat qu'il jugerait coupable d'avoir enfreint le Pacte. M. Fisher, délégué anglais, disait notamment : « Le Conseil devrait décider si le Pacte a été violé et s'entendre avec les Etats dont la coopération serait requise ». Et M. Schanzer ajoutait : « Il y a quelque danger à permettre à chaque Etat de décider s'il y a lieu ou non d'appliquer le blocus ». Mais le délégué hollandais objecta : « La Hollande désire que chaque Etat ait le droit de décider pour lui-même s'il appliquera le blocus. » Et cette thèse négative fut celle que la Commission dut proposer à l'Assemblée afin de rallier l'unanimité.

Le même fait se renouvela dans la question du désarmement. La seule résolution d'une portée précise concernait l'invitation adressée aux gouvernements de ne pas augmenter au cours des deux années prochaines leur budget

militaire. Or, il a suffit d'une minorité conduite par la France pour que cette résolution se transformât en un vœu anodin. Notez que je ne cite pas ces exemples pour critiquer les opposants ; j'ai seulement voulu indiquer les résultats auxquels conduit l'application du principe de l'unanimité.

Mais il y a d'autres raisons qui ont empêché l'Assemblée d'accomplir un travail plus considérable. Et la plupart nous paraissent excellentes; à l'exception de M. Pueyrredon, disciple fidèle d'un président autoritaire et radical, tous les délégués ont compris qu'il était impolitique de créer du définitif avant que les Etats-Unis aient pris une décision. D'ailleurs, comment résoudre des problèmes essentiels, tel que celui de la limitation des armements, en l'absence d'une grande puissance ? C'eût été une tâche impossible Et puis l'Assemblée a eu la sagesse de marquer, non seulement par des paroles, mais par des actes, le désir qu'elle avait d'entrer en négociations avec l'Etat auquel elle doit son existence. Elle a ajourné toute interprétation précise du Pacte, bien que l'obscurité de certaines de ses dispositions aient entravé son activité ; elle a renvoyé à une commission l'étude des suggestions et des amendements ; elle a manifesté, à maintes reprises, qu'elle était prête à accepter des changements et même une restriction des pouvoirs de la Société des Nations (article 10). Si M. Mac Cormick avait voulu se renseigner moins dédaigneusement, il aurait pu apporter à son président d'intéressantes indications sur l'état d'esprit des membres de la Société et sur la possibilité de trouver un terrain d'entente.

Les délégués se sont donc mis d'accord sur ce que, dans les circonstances actuelles, il convenait de ne pas faire. Cette collaboration, en quelque sorte négative, a d'ailleurs exigé des sacrifices que les petits Etats ont fait avec bonne grâce. La plupart ont accepté le Pacte parce qu'ils étaient convaincus qu'ils pourraient le modifier selon leurs vues; on craignait même qu'un choc ne se produisît entre les anciens belligérants, décidés à maintenir le *statu quo*, et les neutres, désireux de réformer une œuvre à l'élaboration de laquelle ils n'avaient point été conviés. Un conflit eût été extrêmement dangereux par les répercussions

sentimentales qu'il aurait provoquées chez les peuples qui ont le plus souffert de la guerre. Dans les commissions, les débats furent souvent très vifs ; plusieurs délégations, notamment celles de l'Amérique, avaient apporté des propositions relatives à la constitution même de la Société. On connaît celles de l'Argentiue par la décision brutale que tira son délégué ; mais le Vénézuéla en formulait de semblables ; seulement son représentant n'imita point M. Pueyrredon ; il s'inclina silencieusement devant le désir des grandes puissances, et sa résignation se traduisit par ces mots mélancoliques et charmants : « Les grands coqs crient : je veux ; les petits coqs murmurent : je peux ».

Cet esprit de conciliation s'est fortement accru à mesure que le contact devenait plus intime, et c'est là le côté trop ignoré du travail de l'Assemblée : évidemment, ce sont les « petits coqs » qui en ont fait le plus souvent preuve. Mais pouvait-il en être autrement ? « Si les nations libres, qui se sont levées vengeresses et émancipatrices pour répondre au défi qui leur a été jeté, n'avaient pas été victorieuses, vous ne seriez pas à Genève, Messieurs, pour essayer de bâtir avec nous l'humanité sur le droit. » Ces paroles, par lesquelles M. Viviani termina sa réponse à M. Motta, indiquent un état d'esprit très respectable et dont les anciens neutres devaient tenir compte. Ce n'est pas en froissant des sentiments populaires qu'ils auraient accru l'autorité de la Société. Aussi ont-ils été bien inspirés en n'affirmant pas dès le début une attitude qui aurait pu être mal interprétée. Oui, à plusieurs reprises, ils ont dû, à contre-cœur, s'incliner devant le désir des grands Etats. Une sous-commisison n'a pas pu obtenir du Conseil communication de certains projets de mandats, car l'Angleterre avait de bonnes raisons de ne pas divulguer celui qui a trait à la Mésopotamie. A la demande de l'Angleterre également, la note allemande relative aux colonies n'a pas été soumise à l'Assemblée, mais renvoyée au Conseil. Dans une commission, M. Bourgeois a demandé que la commission du blocus ne soit pas permanente et n'intervienne pas dans les décisions du Conseil ; en outre, il a insisté pour que ses membres soient nommés par les Etats et non par l'Assemblée.

Et ce ne sont là que quelques exemples pris entre cent. Mais il est juste d'ajouter que les petits pays n'ont pas toujours été majorisés ; nous avons déjà montré que la résolution sur le blocus correspondait exactement au point de vue hollandais. Dans l'application des sanctions économiques, M. Motta a obtenu qu'elles ne soient pas décrétées contre les ressortissants de l'Etat coupable habitant les pays comme la Suisse où le pourcentage des étrangers est très élevé. Au sujet de la nomination des membres non permanents du Conseil, M. de Aguero, délégué de Cuba, a, par une savante manœuvre, triomphé de M. Balfour qui n'était pas partisan du système électoral adopté provisoirement par l'Assemblée.

Ainsi, tout en reconnaissant que ce sont les petites nations qui ont dû faire la plupart des sacrifices, on ne peut prétendre que les grandes puissances aient dirigé à leur gré l'Assemblée de Genève. L'accord ne s'est pas toujours réalisé à leur avantage ; assez souvent, dans des questions de procédure — et ce sont pour ainsi dire les seules qui aient été traitées — leurs représentants ont dû s'incliner devant la compétence et l'habileté des juristes des autres pays. Est-ce là le signe que les arguments de la raison commencent à battre en brèche ceux tirés du poids et du nombre ?

* * *

A côté de ce travail fécond et méconnu de rapprochement entre les délégués qui cimentera le nouvel organisme, il faut encore relever dans l'ordre moral la qualité des tendances qui se sont manifestées à l'Assemblée. Nous avons essayé de montrer pourquoi les résultats obtenus n'ont pas répondu à l'attente générale ; ils sont d'une nature différente, parce que l'Assemblée constituante a reconnu que, étant données la faiblesse juvénile et l'imperfection de la Société, il fallait d'abord consolider ce qui existait et ne pas engager l'avenir par des décisions prématurées. Mais, sans tracer un programme déterminé, elle n'en a

pas moins révélé le sens de son orientation ; et les perspectives qu'elle nous a ouvertes sont propres à ranimer le courage des idéalistes déçus. Il nous apparaît en premier lieu, que grâce à son action, la classification injuste et surannée des Etats se modifiera progressivement. Voyez le chemin parcouru depuis la première conférence de La Haye ; à Genève, le principe de l'égalité des nations devant la justice a été consacré, et le premier pas a été fait dans la voie de l'arbitrage obligatoire ; en outre, la distinction entre Etats à intérêts généraux et à intérêts limités commence à disparaître. Les vigoureuses paroles prononcées par plusieurs délégués ne resteront pas sans influer sur l'opinion populaire ; et c'est elle qui entraînera la transformation des conceptions politiques ; propagées partout, comme elles le sont aujourd'hui, les idées justes et hardies ne demeurent point stériles ; obstinément orientées dans le même sens, elles déterminent ces courants sentimentaux, contre lesquels aucun cabinet ne saurait gouverner. Et cette constatation suffit à infirmer la thèse de ceux qui tentent à discréditer la Société des Nations en rappelant l'exemple décourageant de la Sainte-Alliance.

La tendance démocratique est d'autant plus forte qu'elle se nourrit non seulement des idées, mais encore des intérêts des nations qui ne sont pas représentées durablement au Conseil ; on a constaté, à maintes reprises, que l'Assemblée, comme une plante jeune et qui prend conscience de sa vigueur, cherchait à étendre ses compétences. Dans un rapport présenté sur cette question, M. Viviani déclarait « qu'il n'était ni souhaitable, ni nécessaire de formuler quelles fonctions précises les deux organes devraient respectivement exercer ». Le problème reste donc entier, mais il est à prévoir que, sans adopter l'attitude d'un parlement, l'Assemblée cherchera à discuter le plus grand nombre possible de sujets. Elle marquera ainsi que les affaires intéressant la paix du monde ne sont pas l'apanage exclusif de quelques Etats. Notez qu'il ne s'agit nullement de limiter le rôle des grandes puissances. M. Pueyrredon, lui-même, qui réclamait l'élection du Conseil par l'Assemblée, nous disait : « L'Argentine s'engage à toujours voter pour elles ».

Mais il est souhaitable que la façon dont ce rôle est compris se modifie dans un sens plus respectueux des valeurs morales.

Et si les petits Etats ont été jadis parfois si brutalement traités, cela ne provenait-il souvent pas de l'ignorance où les grandes nations se trouvaient à leur égard ? Or, on a été surpris à Genève par la valeur de leurs représentants ; certains d'entre eux, dont quelques journaux ont ridiculisé avec plus d'esprit que de justice les visages basanés ou le parler impétueux, ont montré une science juridique que pourraient leur envier bien des diplomates européens. Et ce fut pour beaucoup de leurs « éminents » confrères une véritable révélation. Remarquez, en outre, que les délégués des petits Etats ont manifesté un tact remarquable, et qu'il ont, par là, servi plus utilement leur cause que ne l'a fait M. Pueyrredon. N'est-elle pas révélatrice de la conscience avec laquelle ils ont accompli leur tâche, l'attitude prise par M. Millen (Australie), qui s'est abstenu de voter en faveur de l'admission de la Bulgarie, ou celle de M. Doret (Haïti), qui n'a pas voulu admettre les états baltes parce que son pays ne pouvait point s'engager à les protéger en cas d'agression ?

Ce sont là, me direz-vous, des détails. Mais je vous ferai remarquer que, dans une œuvre qui se crée, toute indication peut avoir sa valeur. Et il n'est peut-être pas inutile de noter les effets moraux de ce premier travail international pratique.

Il s'est très nettement accompli sur le terrain du réel ; quelques esprits ont même trouvé que l'Assemblée s'était montrée trop peu audacieuse et que, par exemple, dans la question des admissions, elle avait été d'une circonspection égoïste. Il est certain qu'on peut critiquer son refus d'admettre la Géorgie et discuter ses décisions relatives aux pays baltes. Mais n'est-ce pas au fond très remarquable que les représentants des nations démocratiques et lointaines aient compris qu'ils devaient concilier leur désir de voir « s'universaliser » la Société avec les conjonctures actuelles ? L'Assemblée n'a voulu accepter que les Etats susceptibles de la renforcer ; elle a repoussé ceux qui,

dans sa pensée, auraient pu être une cause d'affaiblissement pour la Société, en l'obligeant, en cas de conflit, à une intervention dont elle n'est point capable à l'heure actuelle. Elle a montré ainsi un vif souci de sa conservation ; elle a su s'assigner une tâche qui ne dépassait pas ses moyens : c'est de la bonne politique.

Mais, tout en manifestant une prudence dictée par un sens très net de sa responsabilité, elle a néanmoins tenu à souligner, à maintes reprises, que la S. d. N. n'acquerrait toute sa force qu'en devenant universelle ; et pour marquer sa volonté de la diriger dans cette direction, elle a admis six Etats, dont l'Autriche et la Bulgarie. Le même jour, le délégué de Cuba invitait au dîner qu'il donnait en l'honneur des délégations le Comte Mensdorff-Pouilly, représentant du gouvernement autrichien. Cette attention mérite d'être relevée.

* * *

Je crois qu'il est permis de dire que la Société des nations sort fortifiée de sa première expérience ; la possibilité d'une collaboration est démontrée ; l'utilité d'une discussion courtoise et large des problèmes mondiaux l'est également ; les bienfaits moraux d'un travail en commun se révéleront au fur et à mesure que l'organisme se développera. Mais c'est seulement quand il possédera la force qui lui manque, et dont MM. Bourgeois et Viviani, par l'exemple douloureux de l'Arménie, ont montré l'impérieuse nécessité, qu'il sera en mesure d'accomplir toute sa tâche pacificatrice[1]. Nous serions curieux de savoir si lord Robert Cecil qui, à Paris, avait combattu les suggestions françaises, est disposé maintenant à les accepter. Quoi qu'il en soit, cette forme de la solidarité est dans la ligne de l'évolution naturelle ; l'Assemblée a très bien

[1] La *Revue de Genève* a déjà défendu cette thèse par la plume du colonel Feyler. Celui-ci y reviendra dans notre prochain numéro. Ajoutons que, d'après nos renseignements, lord Robert Cecil semble se rallier à l'idée d'une police internationale (N. D. L. R.).

compris qu'elle devait tout d'abord multiplier son activité internationale; elle a centralisé sous sa surveillance, ou sous sa protection, toutes les actions humanitaires : rapatriement des prisonniers, assistance aux enfants des régions dévastées par la guerre, campagne contre le typhus dans l'Europe orientale.

Elle a institué plusieurs commissions pour étudier les questions financières et économiques, celles qui ont trait au trafic des femmes, au commerce de l'opium, aux transports et aux communications; il sera temps, quand elles se réuniront, de préciser leurs programmes et leur utilité. Disons seulement que, sans devenir des rouages bureaucratiques, elles serviront, en travaillant dans des domaines précis, à tisser de nouveaux liens entre les Etats. La Société des Nations possède ainsi, grâce à l'Assemblée de Genève, des organes d'action; elle a en outre son budget et son tribunal; elle peut dorénavant s'acquitter de sa tâche administrative et judiciaire.

Sera-t-elle capable de jouer un rôle vraiment politique ? Il est très difficile de le dire; et nous croyons qu'à l'heure actuelle, il est préférable qu'elle s'abstienne de le faire. Le Conseil suprême l'a déjà chargée de régler des questions délicates sans lui donner les instruments nécessaires; en se fourvoyant dans des problèmes que seuls les gouvernements peuvent résoudre, elle risquerait, en révélant son impuissance, de diminuer son autorité morale, la seule force qu'elle possède. L'affaire arménienne a servi de pierre de touche; si la Société des nations veut prospérer, il faut qu'elle adapte sa sphère d'action à la puissance de ses moyens. La première Assemblée a permis de discerner la méthode qu'elle devait suivre, et ses travaux en portent la marque : l'impossibilité de réaliser une sorte de souveraineté internationale, avec des pouvoirs législatif et exécutif, et une superbureaucratie, ressort des débats de Genève. Malgré certaines apparences, nous ne croyons pas que la Société s'engagera dans cette voie où elle ne rencontrerait d'ailleurs que des mécomptes; la revision du pacte, décidée en principe par la première Assemblée, semble

devoir s'effectuer dans un sens plutôt restrictif. Mieux limitée dans ses attributions, la Société des Nations sera plus cohérente et partant plus apte à poursuivre, par étapes progressives, l'élaboration de cette loi internationale qui ne supprimera pas les souverainetés nationales, mais en préviendra les chocs brutaux, cause essentielles des guerres.

René PAYOT.

ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DE LA PSYCHANALYSE

II[1]

A peu près à l'époque où Breuer appliquait sa « talking-cure », Charcot poursuivait, à la Salpêtrière, ses recherches sur l'hystérie, qui devaient aboutir à une nouvelle conception de cette névrose. La conclusion à laquelle il parvenait n'était pas connue alors à Vienne. Mais lorsque, dix ans plus tard, Breuer et moi, nous publiâmes notre communication préliminaire sur le mécanisme psychique des phénomènes hystériques, inspirée par les résultats du traitement cathartique de la première malade de Breuer, nous étions en plein sous l'influence des travaux de Charcot. Nous fîmes alors de nos traumas psychiques les équivalents des traumas physiques dont Charcot avait établi le rôle dans le déterminisme des paralysies hystériques. Et l'hypothèse des états hypnoïdes de Breuer n'est qu'un écho des expériences du professeur français relatives à la production, pendant l'hypnose, de paralysies en tous points semblables aux paralysies traumatiques.

L'illustre clinicien, dont je fus l'élève en 1885-86, était peu enclin aux conceptions psychologiques. Ce fut

[1] Voir notre numéro de décembre 1920.

son disciple Pierre Janet qui tenta d'analyser de près les processus psychiques de l'hystérie et nous suivîmes son exemple, en faisant du dédoublement mental et de la dissociation de la personnalité le pivot de notre théorie. La théorie de Janet repose sur les doctrines admises en France relatives au rôle de l'hérédité et de la dégénérescence dans l'origine des maladies. D'après cet auteur, l'hystérie est une forme d'altération dégénérative du système nerveux, qui se manifeste par une faiblesse congénitale de la synthèse psychique. Voici ce qu'il entend par là : les hystériques seraient incapables de maintenir en un seul faisceau les multiples phénomènes psychiques, et il en résulterait la tendance à la dissociation mentale. Si vous me permettez une comparaison un peu grossière, mais claire, l'hystérique de Janet fait penser à une femme qui est sortie pour faire des emplettes, et revient chargée de boîtes et de paquets. Mais ses deux bras et ses dix doigts ne lui suffisent pas pour embrasser convenablement tout son bagage, et voilà un paquet qui glisse à terre. Elle se baisse pour le ramasser, mais alors c'est un autre qui dégringole. Et ainsi de suite...

Cependant, il est des faits qui ne cadrent pas très bien avec cette théorie de la faiblesse mentale. Ainsi on constate chez les hystériques certaines capacités qui diminuent, d'autres qui augmentent, comme s'ils voulaient compenser d'un côté ce qui était amoindri de l'autre. Par exemple, à l'époque où la malade de Breuer avait oublié sa langue maternelle ainsi que toutes les autres, sauf l'anglais, elle parlait celle-ci avec une telle perfection qu'elle était en état, quand on lui mettait dans les mains un livre allemand, de faire à livre ouvert une traduction excellente.

Lorsque, plus tard, j'entrepris de continuer à moi seul les recherches commencées par Breuer, je me formai bientôt une autre opinion de l'origine de la dissociation hystérique (dédoublement de la conscience). Une telle divergence devait se produire, puisque je n'étais pas parti, comme Janet, d'expériences de laboratoire, mais de nécessités thérapeutiques.

Ce qui m'importait avant tout, c'était la pratique. Le traitement cathartique, appliqué par Breuer, exigeait qu'on plongeât le malade dans une hypnose profonde puisque seuls les états hypnotiques lui permettaient de se rappeler les événements pathogéniques qui lui échappaient à l'état normal. Or je n'aimais pas l'hypnose : c'est un procédé incertain et qui a quelque chose de mystique. Mais, lorsque j'eus constaté que, malgré tous mes efforts, je ne pouvais mettre en état d'hypnose qu'une petite partie de mes malades, je décidai d'abandonner ce procédé et d'appliquer le traitement cathartique. J'essayai donc d'opérer en laissant les malades dans leur état normal. Cela semblait au premier abord une entreprise insensée et sans chances de succès. Il s'agissait d'apprendre du malade quelque chose qu'on ne savait pas et que lui-même ignorait. Comment pouvait-on espérer y parvenir ? Je me souvins alors d'une expérience étrange et instructive que j'avais vue chez Bernheim à Nancy ; Bernheim nous avait montré que les personnes qu'il avait mises en somnambulisme hypnotique et auxquelles il avait fait accomplir des actes divers n'avaient perdu qu'apparemment le souvenir de ce qu'elles avaient vu et vécu dans l'hypnose, et qu'il était possible de réveiller en elles ces souvenirs à l'état normal. Si on les interroge une fois réveillées sur ce qui s'est passé, elles prétendent d'abord ne rien savoir ; mais si on ne cède pas, si on les presse, si on leur assure qu'elles le peuvent, les souvenirs oubliés reparaissent sans manquer.

J'agis de même avec mes malades. Lorsqu'ils prétendaient ne plus rien savoir, je leur affirmais qu'ils savaient, qu'ils n'avaient qu'à parler, et j'assurais même que le souvenir qui leur viendrait au moment ou je mettrais la main sur leur front serait le bon. De cette manière, je réussis, sans employer l'hypnose, à apprendre des malades tout ce qui était nécessaire pour rétablir le rapport entre les scènes pathogènes oubliées et les symptômes qui en étaient les résidus. Mais c'était un procédé pénible et épuisant à la longue, qui ne pouvait devenir une technique définitive.

Je ne l'abandonnai pourtant pas sans en avoir tiré des conclusions décisives : la preuve était faite que les souvenirs oubliés ne sont pas perdus, qu'ils restent en la possession du malade, prêts à surgir, associés à ce qu'il sait encore. Mais il existe une force qui les empêche de devenir conscients. L'existence de cette force peut être considérée comme certaine, car on sent un effort quand on essaie de ramener dans la conscience les souvenirs inconscients. Cette force, qui maintient l'état morbide, on l'éprouve comme une résistance opposée par le malade.

C'est sur cette idée de résistance que j'ai basé ma conception des processus psychiques dans l'hystérie. La suppression de cette résistance s'est montrée indispensable au rétablissement du malade. D'après le mécanisme de la guérison, on peut déjà se faire une idée très précise de la marche de la maladie. Les mêmes forces qui, aujourd'hui, s'opposent à la réintégration de l'oublié dans le conscient sont assurément celles qui ont, au moment du trauma, causé cet oubli et qui ont refoulé dans l'inconscient les accidents pathogènes. J'ai appelé *refoulement* ce processus supposé par moi, et je l'ai considéré comme prouvé par l'existence indéniable de la *résistance*.

Mais on pouvait encore se demander ce qu'étaient ces forces, et quelles étaient les conditions de ce refoulement où nous voyons aujourd'hui le mécanisme pathogène de l'hystérie. Ce que le traitement cathartique nous avait appris nous permet de répondre à cette question. Dans tous les cas observés on constate ceci : un désir violent a été ressenti qui s'est trouvé en complète opposition avec les autres désirs de l'individu, inconciliable avec les aspirations morales et esthétiques de sa personnalité. Un bref conflit s'en est suivi ; à l'issue de ce combat intérieur, le désir inconciliable est devenu l'objet du refoulement, il a été chassé hors de la conscience et oublié. Puisque la représentation en question est inconciliable avec le « moi » du malade, le refoulement se produit sous forme d'exigences morales ou autres de l'individu. L'acceptation du désir inconciliable ou la prolongation du conflit auraient causé

un malaise intense ; le refoulement épargne ce malaise, il apparaît ainsi comme un moyen de protéger la personnalité psychique.

Je me bornerai à l'exposé d'un seul cas, dans lequel les conditions et l'utilité du refoulement sont clairement manifestés. Néanmoins je dois encore écourter cette histoire de maladie et laisser de côté d'importantes hypothèses. — Une jeune fille avait récemment perdu un père tendrement aimé, après avoir aidé à le soigner — situation analogue à celle de la malade de Breuer. Sa sœur aînée s'étant mariée, elle se prit d'une très vive affection pour son beau-frère, affection qui passa, du reste, pour une simple intimité comme on en rencontre entre les membres d'une même famille. Mais bientôt cette sœur tomba malade et mourut pendant une absence de notre jeune fille et de sa mère. Celles-ci furent rappelées en hâte, sans être entièrement instruites du douloureux événement. Lorsque la jeune fille arriva au chevet de sa sœur morte, en elle émergea, pour une seconde, une idée qui pouvait à peu près s'exprimer ainsi : *Maintenant il est libre et il peut m'épouser.* Il est certain que cette idée, qui trahissait à la conscience de la jeune fille l'amour intense qu'elle éprouvait sans le savoir pour son beau-frère, la révolta et fut immédiatement refoulée. La jeune fille tomba malade à son tour, présenta de graves symptômes hystériques, et, lorsque je la pris en traitement, il apparut qu'elle avait radicalement oublié cette scène au lit de mort de sa sœur et le mouvement haïssable et égoïste qui s'était emparé d'elle. Elle s'en souvint dans le traitement, reproduisit cet incident avec les signes de la plus violente émotion, et le traitement la guérit.

J'illustrerai le processus du refoulement et sa relation nécessaire avec la résistance par une grossière comparaison. Supposez que dans la salle de mes conférences, dans mon auditoire calme et attentif, se trouve pourtant un individu qui se conduise de façon à me déranger et qui, par des rires inconvenants, par son bavardage ou en tapant des pieds, me trouble. Je déclarerai que je ne peux continuer à professer ainsi ; sur ce, quelques auditeurs vigoureux se lèveront et, après une lutte brève, mettront le

personnage à la porte. Il sera « refoulé » et je pourrai continuer ma conférence. Mais, pour que le trouble ne se reproduise plus si l'expulsé essayait de rentrer dans la salle, les personnes qui sont venues à mon aide iront adosser leurs chaises à la porte et s'établir ainsi comme « résistance». Si maintenant l'on transporte sur le plan psychique les événements de notre exemple, si l'on fait de la salle de conférences le conscient, et du vestibule l'inconscient, voilà une assez bonne image du refoulement.

C'est en cela que notre conception diffère de celle de Janet. Pour nous la dissociation psychique ne vient pas d'une inaptitude innée de l'appareil mental à la synthèse ; nous l'expliquons dynamiquement par le conflit de deux forces psychiques ; nous voyons en elle le résultat d'une révolte active des deux constellations psychiques, le conscient et l'inconscient, l'une contre l'autre. Cette conception nouvelle soulève beaucoup de nouveaux problèmes. Ainsi le conflit psychique est certes très fréquent et le « moi » cherche à se défendre contre des souvenirs pénibles sans, pour cela, provoquer une dissociation psychique. Force est donc d'admettre que d'autres conditions sont encore requises pour amener une dissociation. J'accorde encore volontiers que l'hypothèse du refoulement constitue non pas le terme mais bien le début d'une théorie psychologique ; mais nous ne pouvons progresser que pas à pas, et il faut nous laisser le temps d'approfondir notre idée.

Qu'on se garde aussi d'essayer d'interpréter le cas de la jeune fille de Breuer à l'aide de la théorie du refoulement. L'histoire de cette malade ne s'y prête pas, parce que les données en ont été obtenues par l'influence hypnotique. Ce n'est qu'en écartant l'hypnose que l'on peut constater les résistances et les refoulements, et se former une représentation exacte de l'évolution pathogène réelle. Dans l'hypnose, la résistance se voit mal parce que la porte est ouverte sur l'arrière-fonds psychique ; néanmoins l'hypnose accentue la résistance aux frontières de ce domaine, elle en fait un mur de fortification qui rend tout le reste inabordable.

Le résultat le plus précieux auquel nous avait conduit l'observation de Breuer, était la découverte de la relation

des symptômes avec les événements pathogènes ou traumas psychiques. Comment allons-nous interpréter tout cela du point de vue de la théorie du refoulement ? Au premier abord, on ne voit vraiment pas comment. Mais au lieu de donner une déduction théorique compliquée, je vais ici reprendre notre comparaison de tout à l'heure. Il est certain qu'en éloignant le mauvais garnement qui dérangeait la séance et en plaçant des sentinelles devant la porte, tout n'est pas fini. Il peut très bien arriver que l'expulsé, amer et résolu, provoque encore du désordre. Il n'est plus dans la salle, c'est vrai : l'on est débarrassé de sa présence, de son rire moqueur, de ses remarques faites à haute voix ; mais à certains égards, le refoulement est pourtant resté inefficace, car voilà qu'au dehors l'expulsé fait un vacarme insupportable ; il crie, donne des coups de poings contre la porte et trouble ainsi la conférence plus que par sa précédente attitude. Dans ces conditions, il faudrait se féliciter que le président de la réunion voulût bien assumer le rôle de médiateur et de pacificateur. Il parlementerait avec le personnage récalcitrant, puis il s'adresserait aux auditeurs et leur proposerait de le laisser rentrer, prenant sur lui de garantir qu'il se conduirait mieux. L'on se déciderait à supprimer le refoulement, et le calme et la paix renaîtraient. Voilà une image assez juste de la tâche qui incombe au médecin dans la cure psychanalytique des névroses.

Exprimons-nous maintenant sans comparaison : l'examen d'autres malades hystériques et d'autres névrosés nous conduit à la conviction qu'ils n'ont pas réussi à refouler l'idée à laquelle est lié le désir insupportable. Ils l'ont bien, il est vrai, chassée de leur conscience et de leur mémoire, et se sont épargné, en apparence, une grande somme de souffrances, *mais le désir refoulé continue à subsister dans l'inconscient* ; il guette une occasion de se manifester et il réapparaît bientôt à la lumière, mais sous un déguisement qui le rend méconnaissable ; en d'autres termes, la pensée refoulée est remplacée dans la conscience par une autre qui lui sert de *substitut*, d'*ersatz*, et à laquelle viennent s'attacher toutes les impressions de malaise que l'on croyait avoir écartées par le refoulement. Ce substitut de

l'idée refoulée — le symptôme -- est protégé contre de nouvelles attaques de la part du « moi » ; et au lieu d'un court conflit, c'est maintenant une souffrance continuelle. A côté des signes de défiguration, le symptôme offre un reste de ressemblance avec l'idée refoulée. Les procédés de formation des substituts se trahissent pendant le traitement psychanalytique du malade, et il est nécessaire pour la guérison que le symptôme soit ramené par ces mêmes moyens à l'idée refoulée. Si l'on parvient à ramener le refoulé dans le plein jour de l'âme — ce qui suppose que des résistances considérables ont été surmontées — alors le conflit psychique né de cette réintégration, et que le malade voulait éviter, peut, sous la direction du médecin, trouver une meilleure solution que celle qu'offrait le refoulement. Une telle méthode parvient à faire évanouir conflits et névroses. Tantôt le malade convient qu'il a eu tort de repousser le désir pathogène, et il accepte totalement ou partiellement ce désir ; tantôt le désir lui-même est aiguillé vers un but plus élevé et, pour cette raison, moinssujet à objection (c'est ce que je nomme la *sublimation* du désir) ; tantôt l'on reconnaît qu'il était juste de rejeter le désir, mais on remplace le mécanisme automatique, donc insuffisant, du refoulement, par un jugement de condamnation morale rendu avec l'aide des plus hautes instances spirituelles de l'homme ; c'est en pleine lumière que l'on triomphe du désir.

Je m'excuse de n'avoir pas décrit de façon plus claire et plus compréhensible les principaux points de vue de la méthode de traitement appelée maintenant *psychanalyse.* Les difficultés ne tiennent pas seulement à la nouveauté du sujet. De quelle nature sont les désirs insupportables qui, malgré le refoulement, savent encore se faire entendre du fond de l'inconscient ? A quelles conditions le refoulement échoue-t-il, et se forme-t-il un substitut ou symptôme ? Nous allons le voir.

Siegmund FREUD.

(A suivre.) *(Traduit par Yves Le Lay.)*

LA RUSSIE DE WRANGEL

UN PEU DE LUMIÈRE SUR L'IMBROGLIO RUSSE

Instinctivement, l'homme est peu tendre pour ceux que ne favorise pas la fortune. Il va là où est le succès. Il se retire, comme le rat du radeau, de ce qui s'effondre. L'abandonnant, il éprouve encore le besoin d'en médire ou, mieux encore, de calomnier. Wrangel a connu ce sort. La bourgeoisie occidentale, les gens de saine raison, nous en ont donné le spectacle, piétinant, pour écouter des hurluberlus, ce qui représentait leur porte-paroles, la seule arme au service de la cause anti-bolchéviste.

Croyant avoir le droit que confère la connaissance du sujet, de parler d'un passé récent qui entrera, à n'en pas douter, pour contribution dans l'avenir, je me fais un devoir, auprès de l'opinion publique, de réhabiliter un loyal sur lequel des Russes, plus politiciens que Russes, plus sectaires qu'éclairés, auront dit toutes les sottises qu'une simple pudeur aurait dû leur faire garder au plus profond d'un entendement complètement faussé. Et puisque nous en sommes à les citer, qu'on me permette de dire ici que ces Russes, vivant douillettement loin de leur pays, n'en ont pu suivre l'évolution. Ils ne possè-

dent conséquemment aucune autorité pour exprimer une opinion à son endroit. Bien plus, l'auteur de ces lignes, pour revenir à peine de là-bas, leur dénie toute importance lorsqu'ils prétendent parler au nom des populations russes. Celles-ci sont beaucoup plus éloignées de leurs théories d'émigrés qu'elles ne l'étaient de Pierre Wrangel sur le compte duquel, sans le connaître autrement que par ouï-dire, ils se sont exprimés comme des inconscients. Tels ils étaient hier, tels sont restés les idéologues, incapables, en 1917, de barrer la route de Pétrograd aux énergumènes qui s'en sont emparés.

* * *

L'imbroglio russe est à ce point embrouillé qu'il est très naturel que l'Occident n'y puisse démêler grand'-chose et se laisse conduire par le premier venu. On s'y est abusé sur la signification des événements, à telles enseignes que la grande nation de l'est a semblé morte à nombre de gens à courtes vues. Sur cette erreur initiale, renforcée par la division coupable des Russes essaimés à l'étranger, on a vu s'échafauder des politiques d'au jour le jour dont les retours pourront être funestes à leurs auteurs. L'Angleterre et la Pologne seront peut-être à s'en apercevoir avant longtemps.

Au rebours de MM. Lloyd George et Pilsudski, disons vite que la Russie, entité monstre, est vivante et bien vivante et palpite, dans les souffrances sans nom que sont les siennes, sous la férule de quelques usurpateurs. Abandonnée brusquement par une armature gouvernementale qui lui fut une geôle et non une éducatrice, la grande masse de son peuple, confondant liberté et licence, a écouté, un instant, de mauvais bergers. Sans entraves et ne trouvant pour guides qu'une élite au langage abstrait, elle a touché aux limites de l'incohérence, mais pour revenir — ce qui est déjà fait — au seuil de la raison. On l'a voulu endormir d'un opium, le paradis communiste. L'expérience a échoué auprès d'elle, la révolution première l'ayant rendue propriétaire. Trois cent mille meneurs ou moutons de

compagnie, mettant la main sur les rares centres nerveux de l'empire qui se liquéfiait, l'ont alors emmurée dans un régime de terreur et de mort. Mais elle vit, cette masse de plus de cent millions d'individus; elle n'est même pas en léthargie : elle est en gestation. De l'effroyable creuset de Moscou sortira un peuple qui pèsera lourd dans les destinées du monde. Malheur à qui ne l'a compris, s'abusant sur des apparences, et a décidé de problèmes généraux sans se soucier de la Russie momentanément absente : la *Cour de Cassation russe* révisera ses arrêts.

Seulement la gestation est longue et douloureuse. La passivité du peuple russe lui fait subir avec une résignation fataliste d'oriental le joug d'oppresseurs que le gouvernement britannique a pris pour des porte-voix. D'aucuns, reprenant la terrible formule clemenciste — tout en agissant par une inlassable propagande auprès de leurs compatriotes asservis — ont cru trouver un remède au mal dans une non-intervention armée. Ils tiennent pour excellent, en répétant l'expression cynique de l'ancien Premier français, de « laisser cuire la Russie dans son jus ». Ce fut et c'est encore la théorie des menchéviks, des socials-démocrates et, enfin, des socialistes-révolutionnaires, mes amis — puis-je encore les appeler ainsi ? — Minor, Stalinsky, Soukhomline, Lébédef. Le gouvernement de Vladivostock, composé d'éléments d'extrême-gauche, adopta le même point de vue pour credo. Il n'en est pas moins tombé l'autre jour, peu après Wrangel.

D'autres, se trouvant sur place, et soulevés d'horreur et d'indignation par les excès des illuminés et des profiteurs du régime des commissaires du peuple, — aristocratie sanguinaire qui est la négation même des principes en vertu desquels elle tue, — ne purent attendre l'épilogue l'épée au fourreau. C'étaient des militaires. Ils avaient nom Alexéïef, Kornilof. Dès les premières phases de la tragédie, ces héros qui resteront dans l'Histoire à plus d'un titre, prirent sur eux la tâche ingrate de relever le flambeau de l'idée nationale, que l'on noyait déjà, délibérément, sous la dictature fatale d'un Kérensky, dans une mer d'internationalisme. Ces hommes sont décédés aujourd'hui et pas

une parole, dans la bouche des gens à chapelles, n'est venue sceller d'un adieu ému le cercueil de martyr que fermait sur eux le bourreau bolchévik. Oui, généraux du tsar, mais patriotes avant tout et, pour Kornilof, patriote républicain. L'un et l'autre sont morts sur le sol de leur patrie — le premier dans des conditions atroces — morts pour leur idée non de restauration, mais de relèvement, alors que pour vivre, Kérensky toujours fuyait, déguisé en matelot.

Un successeur leur vint, petit, trop petit pour de grandes choses. Pas plus que, maintenant, les socialistes impénitents russes ne voient que la Russie revient plus à droite, pas davantage il n'avait vu qu'elle avait évolué à gauche. Ennemi du maximalisme destructeur, il l'était tout autant de ce qui ne lui restituerait pas intégralement une Russie autocratique et monolithe, cependant morte à jamais. C'était Dénikine. Il voulut punir la Russie. La Russie l'absorba comme elle avait absorbé Charles XII et Napoléon. Mais ceux qui l'avaient suivi, non comme un fanion réactionnaire mais bien comme le seul chef luttant pour la délivrance du pays soumis à une minorité, la phalange infatigable qui, depuis Kornilof et son inoubliable expédition du Kouban, n'avait, une minute, laissé refroidir ses armes, chercha un nouveau capitaine [1]. De ses rangs, depuis longtemps, un nom montait, celui d'un jeune, d'un brave, d'un enthousiaste, un général de quarante ans, celui de Pierre Wrangel. Déçu dans ses espérances de voir fonder la Russie nouvelle sur des bases démocratiques, les seules à même de donner la victoire sur la démagogie, il avait quitté l'armée volontaire pour se retirer en Serbie. L'ordre de rappel, comme chef des forces antibolchévistes le toucha à Constantinople.

Il retourna où son devoir, lui semblait-il, l'appelait, dans cette petite Crimée, îlot minuscule, dernier bastion de la raison contre la folie rouge. Il y alla — il me le répéta bien souvent — non en justicier d'un peuple souverain,

[1] Nous conseillons à ceux de nos lecteurs que ce sujet intéresse — et ce doit être, croyons-nous, la totalité — de lire à ce propos le nouveau livre de l'auteur du *Dernier Romanof*, qui va paraître à la librairie académique Perrin et Cie sous le titre : *Dans les Ténèbres russes*. [N. D. L R.].

mais en libérateur d'un pays opprimé. Il prit une armée démoralisée et pillarde. En quelques mois, il en avait fait un instrument discipliné, adorant son chef qu'elle suivit toute — bien que composée, pour une part, d'éléments bolchéviks de la veille — dans la retraite, dans l'abandon de tous, sur la terre d'exil.

Wrangel. dont on aura tout dit, sauf la vérité, peut-être, se fit le continuateur de Kornilof. Il reprit la pensée première, toute de patriotisme, sans coloration politique, la dépouilla des erreurs qui s'y étaient glissées et la flamme brûla, pure à nouveau, dans ce petit port de Sébastopol vers lequel auraient dû être dirigés non seulement les regards, mais encore les efforts des nations, pour tant qu'elles ont tout à redouter du catéchisme de Lénine. Il fallait voir le but et, pour cela, faire taire les vaticinations d'incapables de nous donner mieux. Il fallait voir le but pour aider aux champions d'un monde qu'on dirait devenu valétudinaire à l'atteindre. Et cette aide, n'en déplaise aux détracteurs en chambre, n'aurait rien eu d'une compromission.

* * *

Là-dessus, il me paraît non seulement nécessaire d'essayer de convaincre les Russes incorrigibles censeurs de toutes les initiatives, ceux de 1917, notamment, qui n'ont vu dans la Russie, tout comme les bolchéviks, qu'un champ d'expériences sociales, mais aussi bien l'étranger dont la religion n'est pas toujours absolument faite — j'en prends Londres à témoin — sur la Russie des Soviets.

Pour se former un jugement exact sur l'idée que représentait la Russie du sud, j'ai dit *idée* et non *Etat* comme il en est tant surgi sur les confins de l'ancien fief de Nicolas II, pour comprendre l'importance qu'elle aurait dû avoir à nos yeux et l'attention, qu'en fonction de cette importance, nous nous devions de lui accorder, il convient tout d'abord de la situer vis-à-vis de la Russie tout entière. La discrimination était facile. La Russie du sud, sur les

bases que lui avait donné Wrangel fera partie intégrante, je m'en porte garant, de la conception de la Russie de demain, quelles que soient les modifications de détail que pourront subir ces bases. La Russie des Soviets, au contraire, bacchanale conçue, je l'ai dit, par des illuminés et entretenue par des profiteurs, n'est qu'un épisode de la fermentation russe. Ici et là, pourra-t-on objecter, nous n'avons à faire qu'à du transitoire. Je l'accorde, mais, comme on pourra le voir, le transitoire de Wrangel se raccrochait à un concept qui est définitif. Celui de Lénine est d'utopies, dont il a déjà fait bon marché, d'ailleurs, lesquelles ne laisseront pour seules traces que des souvenirs de cauchemar. Le premier avait pris comme pivot ce qui sera l'assiette de la Russie future : le paysan. Le second a bâti, en matériaux de songes, une tour d'ivoire pour inspirés dont le moujik — c'est à dire 80 % de la population — est exclu. Wrangel, enfin, s'était adressé à l'Entente, Lénine, lui, s'est adossé à l'Allemagne ; non pas à cette Allemagne que l'on souhaite voir s'assagir un jour, mais à celle qui traîne à sa remorque, pour les sacrifier ensuite, les auxiliaires dont elle a besoin. Cette dernière considération ne revenait-elle pas à dire que, même si la Russie de Wrangel n'eût pas satisfait à des exigences tâtillonnes, a priori, sans examen minutieux de sa structure, on devait aller à elle comme à une Russie saine et facteur d'ordre, l'autre n'étant que la complice de l'idée de revanche du Prussien.

De quel nom, alors, appeler l'indifférence générale, quand on ajoutera par surcroît que la fin n'avait nullement à justifier les moyens. La Russie telle que la voyait le général décrié, était toute de grand jour, sa formule toute occidentale. Ainsi qu'il a été dit, à l'encontre de ses prédécesseurs Dénikine et Koltchak, Wrangel ne se proposait d'aucune manière de tancer la Russie. Il la voulait libérer. Il savait que la République des Soviets n'était point une expression gouvernementale librement choisie, mais imposée, pour le malheur du monde, par les *heimatlos* partis du Café de la Rotonde, à Montparnasse, et arrivés à Pétrograd par les soins touchants de Berlin. Il savait que, seule, la Constituante peut valablement donner aux

Russes le gouvernement par eux désiré et c'est à la Constituante qu'il les voulait mener.

Le chemin qu'il s'était frayé pour cela, jusqu'au seuil de l'Ukraine, n'était, certes pas — et c'est ce que quelques-uns ne peuvent lui pardonner — parsemé de ces fleurs de rhétorique du marxisme allemand, bombes creuses et fumets de rôt avec lesquels ce que l'on est convenu d'appeler « l'intelligence » russe a fait faillite dès les premiers mois de la tourmente révolutionnaire.

A cette époque, on vint tenir au peuple des propos d'un libéralisme abstrait qu'il ne pouvait entendre. Il n'en retint qu'une chose : la latitude de s'adjuger les terres. De l'Eldorado maximaliste dont, ensuite, on lui offrit d'ouvrir les portes, il n'entrevit qu'un point : la défense de s'approprier le sol. *Entre les deux phases de la révolution russe, se place l'évolution de la classe paysanne.* Les émigrés, pour vivre à distance, ne l'ont peut-être pas nettement vu. Wrangel, pour lutter côte à côte avec le moujik, l'avait parfaitement compris. Le rural, détenteur de la terre dès les premiers coups de tocsin, entend la garder en dépit et contre les objurgations des séides de Trotsky-Bronstein. Il restera tout aussi sourd, parce que déjà conservateur, aux appels incompréhensibles pour lui des théoriciens de gauche.

Plein de cette vérité, Wrangel avait assis la réorganisation de son pays sur le paysan possesseur d'un bien qu'il cultive. Ce faisant, il prenait le contre-pied du système de Pierre-le-Grand, créateur d'une Russie bâtie par le faîte et comme élevée sur pilotis, pour ce qu'elle laissait un vide entre une minorité favorisée et le sol sur lequel vivait la masse. C'était par en bas que le novateur représenté comme réactionnaire voulait remonter l'édifice abattu. Plus véritablement démocrate que les avocats du peuple, il ne voyait pas bien pourquoi on s'acharnait, dans les milieux ultra-radicaux aussi bien que dans ceux de la droite, à parler en son lieu et place. A son sentiment, l'homme des campagnes russes, mûri par de cruelles démonstrations et les douleurs par elles engendrées, pouvait parler pour lui-même. Que demandait-il ? De la politique ? Que non pas. Il en était saturé. Il demandait

uniquement la paix et une sécurité pour lui et ses biens assurée par une sage et solide administration. Sans se laisser démonter par les parlottes de partis, la plaie de cette malheureuse Russie, Wrangel n'eut qu'un désir : répondre aux vœux des populations. Politicien réactionnaire, lui ? Mensonge. Il ne voulut être qu'administrateur.

A cet effet, pour sanctionner un état de choses contre lequel personne ne sera capable de revenir, il légalisa par une réforme agraire le partage des grandes propriétés. Le laboureur en personne, par la voix de ses délégués élus, décidait des répartitions définitives. Et je l'ai personnellement vu agir, en cette circonstance, avec sagesse et bon sens, établissant judicieusement une différence, pour les biens à leur laisser, entre le propriétaire de naguère travaillant à une bonne exploitation de son domaine et le grand seigneur qui ne demandait, pour s'exempter de soucis, qu'un revenu minimum à ses fermiers. Je l'ai vu agir avec dignité aussi, pour savoir ne pas être bénéficiaire d'un vol. On ne lui disait pas : prends, c'est à toi. On lui avait dit, au contraire : reçois, c'est justice, mais paie, c'est l'équité. Et il devait payer, en effet, ses acquisitions, en tablant comme norme, pour leur prix, sur la moyenne des récoltes. On lui accordait un long délai de vingt-cinq années, avec un système de prêts agraires, pour s'acquitter.

Dûment propriétaire, et sans que, pour cela, une démagogie ravalât sa moralité, le moujik allait devenir citoyen conscient. Une deuxième réforme l'amenait à ce plan.

Le tsarisme avait inauguré, au lendemain de l'abolition du servage par Alexandre II, une sorte de tutelle pour le rural, s'occupant pour lui et un peu avec lui de ses affaires propres, de ses besoins matériels et moraux, c'était ce que l'on appelait de ce terme intraduisible — parce que l'institution n'a pas d'équivalent dans nos contrées — les *zemstvos*. Institution bienveillante, sympathique, à laquelle la Russie est redevable de grands services et qui fut fort populaire dans les provinces, mais tutelle néammoins. Composé d'intellectuels en majo-

rité, le *zemstvo* ne pouvait donner au paysan l'impression que c'était là une émanation de lui-même. Modestement assis au bout de la table des réunions, il écoutait pérorer ses frères aînés se faisant ses défenseurs. Il se sentait l'objet des discussions, mais cette assemblée lui paraissait un patronage. « C'est une création de nos seigneurs », avait-il accoutumé de répéter. On le tenait paternellement en lisière, mais on le bridait tout de même. Wrangel d'un trait de plume, le sacra majeur.

Le *zemstvo*, avec le réformateur, c'était le moujik lui-même, ce moujik pondéré pour avoir charges et soucis de possédant. Le général déplaça l'institution ; du gouvernement, il l'installa au canton pour en faire l'assise de béton de la Russie telle qu'il la rêvait. Elle devint le *volostnoï zemstvo.* « C'est le soviet, disait en riant dans sa barbe le cultivateur, c'est le Soviet que nous donne notre bienfaiteur, mais sans les commissaires ! [1]» Sur ce premier échelon de la structure étatiste venait se greffer le *zemstvo de district*, à prérogatives plus larges, à compétence plus étendue. Il devenait le maître du rayon, le *self government* de l'arrondissement. Toute la vie cantonale ressortait de ses attributions. Les *zemstvos* de districts associés entre eux suivant des convenances économiques ou ethniques devaient donner, dans la pensée de Wrangel — car son expérience n'avait encore pu atteindre cette envergure, sauf chez les Cosaques — le *zemstvo de région.* Véritable parlement de province, ce dernier était appelé à jouir d'une entière autonomie. Ces chambres devaient constituer la représentation des parties de la Russie destinées, désormais, le général l'avait parfaitement admis, à s'administrer elles-mêmes, tel le Kouban, le Don, l'Ukraine, tels, pensait-il, ces allogènes qui, momentanément, ont proclamé leur indépendance pour s'immuniser contre le virus bolchéviste, la Géorgie, l'Azerbéidjan, les Baltes.

[1] L'auteur tient à la disposition des censeurs de Wrangel un certain nombre de documents rapportés par lui de Tauride et de Crimée qui démontrent sans réfutation possible l'accueil enthousiaste fait par les populations aux innovations du général. On a prétendu, entre autres calomnies, que les paysans ukrainiens le combattaient. Le signataire de ces lignes est à même de fournir les preuves patentes du contraire.

* * *

Voilà, très rapidement esquissée, la pyramide gouvernementale telle que l'avait conçue honnêtement celui qui, aujourd'hui, campe à Lemnos au milieu de ses soldats. Elle devait se terminer par une Diète centrale à laquelle restaient dévolues les grandes questions de la fédération, Armée, Postes, Finances, Politique extérieure. Cette Diète, au surplus, Wrangel ne la voyait que subordonnée aux décisions de la Constituante sur lesquelles il n'entendait pas anticiper. Par contre, son échelle de *Zemstvos* lui paraissait à établir et à réaliser, sans plus attendre, au fur et à mesure des possibilités, pour donner confiance aux populations et aux diverses nationalités. Car — fait à souligner — Wrangel ne comptait pas sur ses baïonnettes pour se frayer un passage vers Moscou. Par l'idée et l'idée mise immédiatement en pratique, l'idée représentant du tangible et du compréhensible pour le commun, il comptait fermement vaincre les doctrines inapplicables du communisme. Ce n'était nullement le vide par le sang que cherchait à produire le patriote, c'était la tache d'huile.

Il avait raisonné juste. La force, hélas, a primé la raison. Il est ridicule d'avancer que Wrangel a connu la défaite parce que son système faux n'avait point l'appui des habitants des villes et des villages. Son départ, préparé par les ouvriers dans les pleurs et les regrets de tous, vient infliger un démenti sans réplique à ses adversaires de tous les partis. Wrangel laisse où il a passé un souvenir qui sera durable. Je ne l'avance point gratuitement comme l'ont été les assertions de ses détracteurs. J'ai sur eux un avantage qui se passe de qualificatif : j'y étais. Wrangel a été vaincu par une force militaire recrutée de l'Oural aux frontières de Pologne et de la mer Blanche aux confins de Petite-Russie. Le défenseur des idées saines, encouragé *in extremis* par les bonnes paroles que se contentait de lui apporter de Paris M. de Martel, n'avait, lui, que 25.000 combattants à lui opposer. Vingt-cinq

mille hommes, parce que l'amour de la patrie est surtout oratoire chez beaucoup de Russes, parce que les Noskof qui s'intitulent généraux, les plumitifs innombrables qui se décernent le brevet de patriotes, vitupèrent à bonne distance tous les gens d'initiative, au lieu d'aller là-bas, avec eux, n'importe où, n'importe comment, afin, au lieu de nous fatiguer de leurs sarcasmes, de disputer leur patrie effroyablement mutilée à une bande infime de risque-tout. Vont-ils nous sauver par leurs palabres du péril qui nous menace de voir déferler sur nous la vague de folie dont sont victimes leurs frères ? Non. Wrangel, dans le dos duquel ils voulaient, en Crimée, venir faire de la politique, pouvait, lui au moins, retenir l'attention et briser l'unité des gens du Kremlin. A ce compte seul, il nous était sympathique. J'ai essayé ici de démontrer qu'il avait d'autres droits à notre soutien. Ses critiques n'ont à leur actif que de bien mauvaise besogne et je m'étonne qu'il se trouve des journaux français pour leur donner la facilité de l'accomplir. Ils n'ont même pas l'excuse d'œuvrer comme annalistes ou historiens, car leur prose n'est que l'expression de passions politiques ou d'une basse envie. Ils ont comparé Wrangel, représentant de la formule certaine de la Russie de demain, comme un nouvel essayiste à la manière de ses prédécesseurs abandonnés par ceux qu'ils croyaient sauver. Je leur donnerai la réponse d'un témoin impartial, le général Broussaud qui n'a quitté leur compatriote qu'à son arrivée à Constantinople. Le chef de la mission militaire française dans le sud de la Russie m'écrit : « Wrangel, acclamé jusqu'à la dernière minute, n'a été vaincu que par les armes. » J'ajouterai, afin que nul n'en ignore et pour prévenir de nouveaux diagnostics erronés, qu'il ne pouvait en être autrement. Les Russes de Russie, voire les anciens révolutionnaires dont je fus le confident, — avaient senti toute la vérité, toute la justesse d'un plan assis non plus sur l'intellectuel, mais sur la masse qu'ignore profondément cet intellectuel. Wrangel, ses ennemis en feront la constatation un jour par eux-mêmes, avait trouvé la vraie voie pour y engager la Russie nouvelle. Sa formule sera certainement à compter

comme l'une des formes définitives qu'adoptera le grand pays de l'est. Le tsarisme a donné Lénine, Lénine aura donné, pour l'équilibrer enfin, ce qui manquait au vaste empire, une bourgeoisie rurale. La Russie a de ces surprises, de causes à effets. « C'est ainsi que cuit le four russe », disait le professeur Pogodine. Wrangel, flaireur du vent, avait compris ce qu'il en sortirait : une Russie agrarienne. Une Russie socialiste à la Karl Marx ? Allons donc ! Si les émigrés d'aujourd'hui ne lui font pas violence, à l'instar des bolchéviks, leur patrie ne voudra pas plus les entendre qu'elle n'écoute les songe-creux qui la jugulent présentement. Si on la consulte librement, et non à la manière des premières élections, elle donnera raison à la vision que s'en était fait le novateur de Crimée. Elle ira peut être beaucoup plus loin qu'il se défendait d'aller lui-même. Pour aimer les Russes et leur cher pays, je leur dois cette vérité.

Charles RIVET.

POUVOIR DE FEMME

(Suite[1])

Je me souviens avec netteté de ces soirs d'hiver où, assis à l'écart dans le coin d'un café, nous nous livrions ensemble aux plus hautes spéculations philosophiques et morales. En Suède, comme dans d'autre pays, la jeunesse traversait alors une crise des plus graves. Dégoûtés du présent, épris de progrès et de liberté, nous rêvions de faire prévaloir un idéal nouveau, et de créer un avenir meilleur. On devine ce que fut pour moi la fréquentation d'un homme comme Brenner ; il fit plus que me distraire, il me consola, m'encouragea, me réconforta. Il devint non seulement mon conseiller et mon guide, mais encore mon confesseur : je mis mon âme à nu devant lui ; je lui parlais de mes projets d'avenir, de mes rêves et de mes ambitions, des livres que je comptais écrire, du rôle que j'espérais jouer dans le monde ; je lui avouais mes déceptions, mon dégoût du monde, que je croyais connaître alors mieux qu'aujourd'hui, et au milieu duquel je me sentais isolé et perdu ; je lui confessais même mes défaillances morales et les

[1]) Voir notre numéro de décembre 1920.

défaites de mon esprit dans sa lutte contre la chair. Parfois, un sourire mélancolique passait sur son visage expressif, quand je me laissais emporter par la passion ou la colère ; mais je n'en étais nullement froissé, car je savais qu'au fond il me comprenait et m'approuvait. Un jour, je lui dis combien j'étais heureux de l'avoir rencontré et de pouvoir m'ouvrir à lui, comme j'avais vainement cherché à le faire autrefois avec mon père. Celui-ci aussi avait souffert de la privation de cette intimité qui existait entre Brenner et moi ; mais, victime des préjugés de son temps, il n'avait pas eu le courage de faire les premiers pas et de devenir mon guide et mon ami. Je fus obligé de me rejeter sur mes camarades ; mais c'est à lui que je devais le privilège de pouvoir, pour la première fois, parler à cœur ouvert avec un homme d'âge mûr.

Hugo Brenner ne répondit pas à ma confession et se replia sur lui-même, comme il avait l'habitude de le faire quand il semblait craindre qu'on voulût s'imposer à lui, ou, simplement, lui arracher quelque confidence sur lui-même. Il se contenta de me dire : « Moi aussi, j'ai passé par là ! »

Il prononça ces paroles sur un ton sec et tranchant qui indiquait sa ferme résolution de ne pas se laisser questionner davantage et de ne pas en dire plus long ; mais le regard qui accompagnait ces paroles avait une expression de si chaude sympathie, qu'il me fut impossible d'être froissé de leur sécheresse. Je levai mon verre et je bus à sa santé ; je lui savais un gré infini de m'avoir épargné le regret de lui avoir fait des confidences sur moi-même qu'ils n'avait pas sollicitées.

Nous restâmes quelques instants silencieux, comme si notre esprit était émoussé par l'effort que nous venions de lui imposer, et comme si nous avions épuisé notre sujet. Une détente se produisit alors chez tous les deux, et nous nous mîmes à nous raconter de joyeuses histoires de jeunesse, de petites aventures intimes dont le défilé était interminable.

A partir de ce moment, la conversation prit un tour enjoué, un caractère de confiance cordiale qui n'est possible que lorsqu'on s'est sérieusement expliqués aupa-

ravant. Ces petites fêtes devinrent désormais un besoin pour nous et une habitude, et nous terminions régulièrement nos graves entretiens par de joyeux bavardages, comme on prend un fruit savoureux, ou un verre de bon vin à la fin d'un repas succulent. Une fois lancés dans les histoires et les réminiscences du passé, nous perdions toute notion de la réalité, et les heures s'écoulaient sans que nous nous en rendissions compte. Aux tables, autour de nous, les consommateurs payaient et partaient ; dans la salle, les becs de gaz s'éteignaient l'un après l'autre, de sorte qu'on ne voyait plus les nuages de fumée qui l'emplissaient, mais nous ne nous en apercevions pas ; nous bavardions comme des enfants, et nous ne reprenions conscience de la réalité que quand le maître d'hôtel venait nous avertir, le sourire aux lèvres, que nous étions les derniers clients et que nous empêchions le seul garçon qui restait encore d'aller se coucher. Nous nous levions alors et partions à notre tour.

Combien de fois nous est-il arrivé de déambuler longtemps encore, à travers les rues désertes, devisant gaiement, pendant qu'autour de nous l'immense cité était plongée dans le sommeil, et que seules les étoiles veillaient au firmament. J'ai gardé le souvenir d'un grand nombre de ces soirées qui étaient pour moi comme des haltes reposantes au milieu de l'existence fiévreuse et surmenée de la grande ville. Ce qui en augmentait encore le charme à mes yeux, c'était l'humour incomparable avec lequel Brenner considérait les hommes et jugeait la vie. Sans humour, l'esprit le plus brillant devient monotone et fatigue à la longue. Chez mon ami, au contraire, l'humour paraissait constituer le fond, l'essence même de sa nature. Il m'eût été impossible de dire si c'était un don naturel chez lui, car sur ce point, comme sur tous ceux qui le concernaient personnellement, il était d'une discrétion farouche. Plus d'une fois, cependant, j'eus l'impression, en l'entendant parler, que cet humour constituait la dernière étape d'un développement dont je ne pouvais qu'entrevoir les étapes antérieures, et que cette qualité que j'appréciais par-dessus tout, en lui, il l'avait acquise au prix des pires souffrances. Je

voyais en lui un poète qui a fait un poème de sa vie et qui donne dans sa personne ce que les autres nous donnent dans leurs livres. Il était son propre poète, comme il l'a dit lui-même un jour, et si je lui ai voué une sympathie aussi profonde, c'est que j'ai deviné qu'il avait derrière lui une existence infiniment riche et pleine qui avait fait de lui ce qu'il était.

Chapitre IV

Nos relations gagnèrent tous les jours en intimité et, un soir, Hugo Brenner se mit à me tutoyer. Je crus d'abord à une méprise de sa part ; mais comme il continuait, les soirs suivants, d'employer le *tu* amical et familier, je fus bien obligé de l'imiter et je m'y habituai rapidement. Aucun homme ne m'avait encore mis ainsi à l'aise avec lui, et ne m'avait témoigné une pareille sympathie. Cependant, Brenner évitait toujours avec le même soin de me faire aucune confidence sur lui-même. Nous nous fréquentions depuis plusieurs années déjà, et je ne savais même pas s'il était marié ou s'il l'avait été ; plus d'une fois je lui posai insidieusement une question à ce sujet, mais il se gardait bien de me répondre. Nous avions fort peu d'amis communs qui, à ce qu'il me semblait, ignoraient sa vie privée tout autant que moi-même, et je m'expliquais cette singularité en me disant qu'ils étaient sans doute trop fascinés par sa personnalité hors de pair pour se préoccuper des menus détails de son existence. Ce fut Madame Bohrn qui souleva le voile derrière lequel notre ami cachait sa vie et satisfit, jusqu'à un certain point, ma curiosité. J'avais deviné depuis longtemps qu'il occupait une grande place dans son cœur et qu'elle le connaissait mieux que personne au monde, et je résolus de l'interroger. Un soir donc, à une de ses réceptions mensuelles à laquelle, par hasard, Brenner n'assistait pas, je la pris à part et mis la conversation sur le chapitre de notre mystérieux ami. Quelques paroles d'elle suffirent pour me prou-

ver qu'elle était au courant de mes relations avec Brenner, qu'elle connaissait dans leurs moindres détails nos graves entretiens philosophiques et les histoires joyeuses que nous nous racontions pendant nos interminables promenades nocturnes, au sortir du café où nous avions passé la soirée ; je me rendis compte, également, qu'elle connaissait toute ma vie comme si je m'étais confessé à elle.

— Il ne vous faut pas en vouloir à Brenner de m'avoir parlé de vous comme il l'a fait, dit-elle en souriant. Je suis son amie et, tout ce qu'il sait, je le sais aussi. Mais cela ne va pas plus loin. Il est le meilleur ami que j'aie jamais eu et le cœur le plus noble que j'aie rencontré sur la terre. Il m'est impossible de vous raconter quoi que ce soit de sa vie, car il a horreur qu'on s'occupe de lui. Je suppose, cependant, que vous savez qu'il a été marié ?

Je fis un geste de dénégation.

Elle sourit et parut très surprise. « C'est étonnant, je croyais que tout le monde le savait ! Il faut que vous me promettiez de ne jamais y faire allusion devant lui. Ce fut une union très malheureuse, et rien ne lui serait plus agréable que si je pouvais le convaincre que toute cette douloureuse histoire est oubliée depuis longtemps. Il déteste d'être plaint ! »

Je ne pouvais me lasser de regarder Madame Bohrn pendant qu'elle parlait. Cette femme, déjà marquée par les années, et que j'avais vue si souvent chez elle, s'était peu à peu transformée, à tel point que j'avais de la peine à la reconnaître. Elle paraissait rajeunie et ses yeux avaient ce rayonnement que leur donne le bonheur. J'en fus tout bouleversé, comme si je venais de surprendre, bien malgré moi, le secret qui liait deux êtres l'un à l'autre. Elle dut avoir remarqué mon trouble et, voulant sans doute me faire oublier ce qui l'avait provoqué, elle se tourna subitement vers moi, sans me donner un mot d'explication, me tendit la main et planta ses yeux dans les miens. Jamais je n'ai rencontré un regard pareil ; il était franc et limpide comme celui d'un enfant, et plein de malice comme celui d'une jeune fille ; mais il avait, en même temps, quelque chose de

mélancolique où se révélait la femme à qui la vieillesse a apporté la résignation. Je fus comme ébloui par ce regard qui, sous la couronne de cheveux gris, avait comme un rayonnement d'auréole.

Quand je rencontrai Hugo Brenner, quelques jours après, j'évitai de faire allusion à mon entretien avec Madame Bohrn, mais je ne pus m'empêcher d'amener délicatement la conversation sur elle. A la manière dont il me regarda, je compris qu'il avait revu son amie depuis lors, et que toutes mes précautions étaient superflues. Il savait que nous avions longuement causé ensemble, mais je ne pourrais affirmer qu'elle lui eût raconté tout ce dont il avait été question entre nous.

Brenner commença alors à parler du caractère et de la personnalité de son amie, et il le fit sur ce ton calme et réfléchi qui lui était si familier. Il semblait éprouver une très grande joie à me la dépeindre. Cependant, il ne rapporta, contrairement à son habitude quand il parlait de quelqu'un, aucun trait de sa vie, pas même la plus petite anecdote ; par contre, il exprima, en termes d'une beauté incomparable, l'admiration dont il l'entourait et la pieuse tendresse qu'il lui avait vouée ; et son émotion était si profonde que la voix faillit lui manquer. Mais il évita soigneusement de me dire pourquoi il s'était ainsi attaché à cette femme, et même de quelle façon il l'avait connue.

Ce fut ce soir-là que j'allai pour la première fois chez Brenner. Je ne saurais plus dire comment cela arriva ; je me souviens seulement que nous avions déambulé longtemps dans la nuit et qu'il était très tard lorsque nous montâmes chez lui. Il occupait un appartement de deux pièces, au premier étage, situé dans un quartier désert, du côté de Humlegärden. Il ne me vint pas un seul instant à l'idée que j'allais avoir, enfin, la clef de l'énigme qui me tourmentait depuis si longtemps et savoir à quoi m'en tenir sur mon ami. Je n'éprouvais qu'une grande joie de cette preuve d'amitié qu'il me donnait en m'introduisant chez lui, et je le connaissais assez pour apprécier à son prix la confiance dont il m'honorait. Cependant, ce n'est pas sans une

certaine curiosité que je pénétrai dans ce sanctuaire où nul profane n'était admis.

La première chose que je remarquai en entrant, ce fut un portrait, placé sur le bureau, et tourné de telle façon qu'il m'était impossible de distinguer autre chose qu'un profil indécis de femme, ou plutôt de jeune fille ; puis, mon impression se modifia, et je crus reconnaître dans le portrait les traits de Madame Bohrn. Je m'assis, et, lorsque Brenner revint avec une bouteille de vin et deux verres, nous reprîmes le fil de la conversation un moment interrompu.

Je me souviens qu'il s'efforçait de m'expliquer les rapports entre la poésie et la vie, la vie et la mort, la réalité et le rêve, mais je n'écoutais ces explications que d'une oreille distraite. Je ne pouvais détacher ma pensée de tout ce milieu, inconnu pour moi, où je me trouvais transporté d'une façon aussi imprévue. Je passai en revue les meubles ; ils étaient en acajou massif, simples et un peu démodés, mais solides, confortables et disposés avec beaucoup de goût ; on sentait que celui qui habitait cet appartement l'avait arrangé avec amour, et que tout était calculé pour qu'il s'y plût. Les murs étaient garnis d'étagères, couvertes de livres bien reliés et rangés en ordre parfait. Aux endroits restés libres étaient suspendues des gravures de toutes les dimensions, très simplement encadrées ; en regardant de plus près, je constatai qu'elles représentaient toutes, sans aucune exception, des tableaux ou des dessins de Rembrandt. Je ne crois pas avoir jamais vu une collection aussi complète de reproductions d'œuvres de ce maître. Elles s'harmonisaient, d'ailleurs, admirablement avec la pièce qu'elles décoraient, comme avec l'homme qui était assis en face de moi.

Tout en admirant l'intérieur charmant de mon ami, je me disais qu'il était impossible qu'un homme seul l'eût arrangé avec autant d'art, et lui eût donné son caractère particulier de beauté et d'harmonie. Instinctivement mes yeux se portèrent vers le bureau sur lequel se trouvait le portrait, à l'ombre d'un grand abat-jour qui le cachait à moitié. Il me semblait que toute la chaleur

de la pièce rayonnait de ce petit portrait, placé dans un modeste cadre de verre biseauté ; il était le centre autour duquel tout le reste venait se grouper. C'est vers cette image, que je pouvais à peine distinguer, que devaient converger toutes les pensées de l'homme solitaire qui habitait là, et à qui il avait pris fantaisie de m'introduire dans cet asile paisible où une main absente avait tout ordonné avec tant de grâce et de distinction. A d'autres moments je me disais que sa solitude n'existait peut-être que dans mon imagination, et qu'il était probablement plus heureux que je ne le croyais.

Hugo Brenner étant sorti un instant pour aller chercher de l'eau de Seltz, je résolus de savoir à quoi m'en tenir sur ce portrait qui m'obsédait et, tout en me reprochant l'indiscrétion que je commettais, je me levai vivement et m'approchai du bureau. Celle dont l'image était devant moi n'était pas une femme, mais une jeune fille d'environ quatorze ans, une enfant encore. Le visage, d'un ovale très pur, avait infiniment de charme avec ses traits affinés et ses grands yeux chargés de mélancolie, qui rappelaient ceux de Brenner. Il y avait dans l'ensemble de cette étrange figure de jeune fille une expression indéfinissable, qui me fit songer involontairement à ce que le poète dit de ceux qui meurent jeunes. Il me semblait que je n'avais encore jamais vu le mélange de la femme et de l'enfant exprimé d'une façon aussi saisissante sur une photographie, et j'en ressentis une émotion telle que les larmes me montèrent aux yeux.

J'ignorais que Brenner avait eu un enfant de son mariage, mais je pressentais que l'histoire de cette petite fille, aux traits fins, aux yeux profonds et tristes, devait être intimement liée à celle de mon ami, et renfermer l'explication de sa destinée que j'ignorais encore, et que je me reprochais, parfois, de dramatiser à l'excès.

Quand Brenner rentra, j'arpentais la chambre comme un homme qui cherche la solution d'une énigme qui le torture, et il me fallut faire un effort sur moi-même pour revenir à la réalité.

— On se sent bien dans mon *home*, n'est-ce pas ? me dit-il en laissant errer son regard à travers la pièce ;

puis comme s'il avait craint d'en avoir trop dit, et d'avoir livré un peu de son secret qu'il gardait si jalousement, il ajouta :

— J'ai eu tout le temps nécessaire pour arranger mon intérieur tel que tu le vois, car il y a douze ans que j'habite cet appartement, et je ne le quitterai que les pieds devant.

Il prononça ces dernières paroles sur un ton presque jovial, puis il prit son verre et le vida d'un trait.

De nouveau ma pensée se reporta sur Madame Bohrn. Il me semblait que je sentais sa présence dans la chambre, que son âme planait au-dessus de nous, qu'elle remplissait tout ce qui nous entourait. Je ne veux pas dire par là que je croyais que Brenner n'avait arrangé avec tant de soin sa demeure que pour y recevoir commodément la femme d'un autre ; j'avais l'impression qu'il existait un lien mystérieux et profond entre elle et cette maison, et même entre elle et le portrait aux tons pâlis qui se trouvait sur le bureau.

Pendant que je rentrais chez moi, après une longue causerie à laquelle il me fut impossible, par exception, de prendre aucun intérêt, car mes pensées étaient occupées ailleurs, je me remémorais les paroles de Madame Bohrn :

« Il est le meilleur ami que j'aie jamais eu et le plus noble cœur que j'aie rencontré sur la terre. »

Chapitre V

Il vient dans la vie de presque chacun de nous, un moment où, sans rompre absolument avec le passé, nous nous en détachons sensiblement ; où de nouvelles relations, de nouvelles affections prennent peu à peu la place des anciennes et les rejettent dans l'ombre. Cela a lieu quand on devient amoureux et qu'on songe à se créer un foyer. Un sentiment unique, exclusif, remplit alors notre cœur, et tout ce qui n'est pas lui nous paraît sans importance et sans intérêt.

Moi aussi, je me fiançai un jour et, à partir de ce moment, je cessai de voir Hugo Brenner et finis même par l'oublier. Un matin, je le rencontrai par hasard, et à sa vue je me sentis gêné, car j'avais conscience de l'infidélité dont je m'étais rendu coupable envers lui; pardevers moi, j'espérais cependant, malgré tout, qu'il ne m'en garderait pas rancune. Effectivement, il vint à moi dès qu'il m'aperçut et, de loin, me lança un cordial bonjour ; puis, quand nous fûmes en présence l'un de l'autre, il me tendit la main, serra la mienne avec chaleur, et me dit à brûle-pourpoint, sur un ton jovial :

— Que comptes-tu faire cet été ?

Il faisait une magnifique journée de printemps, et peut-être le soleil, qui dardait impitoyablement ses rayons sur nous, l'incita-t-il à me poser une question qu'il ne se serait jamais permise autrefois. J'étais infiniment heureux qu'il ne parût pas m'en vouloir de ma conduite à son égard, et je lui répondis sur le même ton affectueux et cordial :

— Dimanche prochain, on publie pour la seconde fois mes bans à l'église et dans quinze jours je me marie; puis, je pars avec ma femme pour le Skaren, où nous comptons passer l'été.

Brenner était naturellement informé de mes fiançailles, mais nous nous étions trop peu vus pendant ces derniers temps pour qu'il pût savoir que mon mariage était aussi imminent. Il m'en témoigna une surprise joyeuse, posa ses deux mains sur mes épaules, et me dit avec un accent de vive sympathie.

— Tu as raison de te marier! J'aurais dû faire de même quand j'avais ton âge; bien des choses ne seraient pas arrivées...

En ce moment, je lui trouvai un air si jeune, et j'étais tellement surpris de la chaude et presque tendre sympathic qu'il m'exprimait, qu'il me semblait presque que ce n'était pas le même homme que j'avais connu autrefois.

En le voyant se départir ainsi de sa réserve habituelle, je sentis subitement ma timidité se fondre, et je m'enhardis à lui adresser, à mon tour, une requête

que je n'aurais pas osé formuler, s'il ne m'en avait pas facilité le moyen.

— Il faut que tu me promettes de venir me voir quand je serai installé chez moi ! lui dis-je.

Brenner ne me répondit pas immédiatement, mais retira ses deux mains qui reposaient toujours sur mon épaule et regarda dans une autre direction. Puis il glissa son bras sous le mien et m'entraîna avec lui.

— J'éprouve une grande sympathie pour toi, me dit-il, tout en cheminant à côté de moi, et je te la conserverai toujours. Je te sais aussi un gré infini de la patience que tu as eue avec un vieux solitaire original comme moi, mais je ne te promets pas de venir te voir, ce qui ne veut pas dire que cela n'arrivera pas un jour ou l'autre. A mon âge, on a ses habitudes, et ne on se sent pas disposé à y renoncer parce qu'il prend fantaisie à un jeune ami de se marier.

Nous nous séparâmes sur ces paroles. Le matin de mon mariage, je reçus une carte de Hugo Brenner avec ses félicitations et ses souhaits de bonheur.

Chapitre VI

Cependant Hugo Brenner ne vint jamais chez moi, et pendant les années qui suivirent, nous ne nous vîmes que rarement. Oublieux et ingrat comme le sont tous les hommes en général, et complètement absorbé par l'existence nouvelle que je venais de me créer et qui suffisait à mon bonheur, je me désintéressai de plus en plus, peut-être sans même m'en rendre compte, de nos bonnes réunions nocturnes d'autrefois. Brenner, de son côté, se tenait également à distance, et avec intention, à ce qu'il me semblait. Pour lui, un homme qui se marie n'existait plus pour ses amis et faisait le vide autour de lui. J'étais loin de soupçonner, alors, quelles expériences personnelles l'avaient amené à ce pessimisme désenchanté. Quant à moi, je fus entraîné à mon tour dans le tourbillon de la vie ; j'eus mes joies et mes soucis propres

et, chez moi, à côté de ma femme et de mon enfant, j'oubliai Hugo Brenner et sa mystérieuse et tragique destinée.

Cependant, je ne l'oubliai pas complètement. Je me souviens encore que, souvent, lorsque je me reportais au passé, vers nos années de jeunesse, son image s'évoquait devant mon esprit, et il m'arrivait alors d'éprouver le même besoin secret qu'autrefois de le comprendre, ou du moins de savoir quelque chose de précis sur lui, et de ne plus en être réduit aux suppositions et aux conjectures.

Parfois, même, j'avais le sentiment très net que c'est précisément ce besoin irritant de percer le mystère dont il s'enveloppait, qui, dès le début m'avait poussé plus que tout autre mobile à rechercher sa société. Plus tard, quand je fus à mon tour aux prises avec les difficultés de la vie, il m'arriva plus d'une fois de regretter de n'avoir pas à mes côtés l'ami exquis dont la sereine et harmonieuse personnalité semblait planer au-dessus de tout ce que les hommes appellent bonheur et malheur.

Un jour, le souvenir de Hugo Brenner s'évoqua à mon esprit avec une intensité toute particulière.

Je venais d'apprendre par un entrefilet de journal la mort de Madame Bohrn, et cette nouvelle m'avait profondément ému. De nombreuses années s'étaient écoulées depuis le temps où je faisais partie du petit cénacle que cette femme distinguée, au visage si jeune sous sa couronne de cheveux grisonnants, avait groupé autour d'elle, et la vie avait continué pour nous tous, avec ce qu'elle apporte à chacun de joies et de tristesses, d'épreuves et de bénédictions.

Je relus l'avis de décès une seconde fois, comme si j'espérais y trouver quelques renseignements sur celle que je me reprochais, tout bas, d'avoir négligée, et qui ne pouvait plus me pardonner.

« Morte dans sa soixantième année », disait le journal. Ainsi il s'était écoulé plus de dix années depuis que je ne l'avais revue. L'annonce mentionnait également qu'elle était veuve. Je le savais, mais je l'avais oublié comme le reste. Son mari était mort quelques années auparavant.

J'aurais voulu, à ce moment, faire une visite de condoléances à Madame Bohrn, mais la crainte de l'importuner m'en avait empêché. Je m'étais contenté d'envoyer, le jour des obsèques, une couronne et quelques mots de sympathie, et j'avais reçu en retour le carton cérémonieux et banal sur lequel la veuve m'exprimait ses remerciements.

Depuis lors, elle avait disparu de ma mémoire comme tant d'autres qui avaient tenu une place dans ma vie,

La nouvelle de sa mort que m'apporta le journal, ramena ma pensée vers le groupe d'amis, au milieu desquels j'étais si heureux de me trouver, jadis ; des visages aimés, oubliés depuis longtemps, reprirent vie et me sourirent de nouveau, surtout celui de Hugo Brenner.

Que pouvait-il bien être devenu ? Habitait-il encore son charmant petit appartement d'Ostermalm, dont il m'avait dit un jour, qu'il ne le quitterait que «les pieds devant ? »

Je ne savais absolument rien de lui, mais tous les souvenirs que l'annonce de la mort de Madame Bohrn avait réveillés dans mon esprit ne me laissèrent plus de répit. J'envoyai des fleurs à la maison mortuaire, et il me semblait que j'acquittais ainsi une dette envers celle qui n'était plus ; mais cet acte, tout banal, ne fit que raviver en moi les souvenirs. Je me trouvais alors dans une période de labeur acharné, et je me rappelle encore les efforts qu'il me fallut faire pour chasser cette obsession du passé qui me troublait dans mon travail, et qui m'irritait parce qu'elle me semblait absurde.

Chapitre VII

Un soir, le hasard voulut que je passe dans la rue où Brenner avait demeuré. Arrivé devant sa maison, je levai les yeux vers les fenêtres qui étaient éclairées, et je distinguai derrière les rideaux baissés la silhouette d'un homme qui arpentait la pièce. Je m'arrêtai malgré moi, et regardai, curieux de voir si ce va-et-vient ne cesserait pas ; et comme il continuait toujours, je fus pris d'un

irrésistible besoin d'y mettre fin. Je montai donc l'escalier, sans avoir bien conscience de ce que je faisais, et, quelques secondes après, je sonnai à la porte.

J'avais à peine entendu tinter la sonnette que je regrettai ma démarche. Que dirait Brenner, et comment lui expliquer pourquoi je montais chez lui ? je le savais à peine moi-même.

Une minute après, je me trouvai devant Hugo Brenner, qui fut fort surpris de me voir.

— En passant dans la rue, lui dis-je, avec une volubilité qui cachait mal mon émotion, je t'ai aperçu derrière les rideaux, et je n'ai pas pu m'empêcher de monter.

Il ne me souhaita pas la bienvenue, et j'eus l'impression que ma visite ne lui était ni agréable, ni désagréable. Tout son être trahissait une complète et souveraine indifférence. Tout semblait lui être étranger et reculé dans un lointain profond, et rien ne paraissait plus exister pour lui, en dehors de lui-même. Je devinai cela au son de sa voix, que je trouvai plus sourde qu'autrefois. En le suivant dans la chambre, je remarquai aussi que son dos s'était voûté. Quand je fus assis en face de lui, ce qui ne m'était pas arrivé depuis si longtemps, un sentiment d'infinie commisération m'étreignit le cœur : Hugo Brenner était devenu un vieillard. Son allure était toujours élastique et souple, mais ses cheveux et sa barbe étaient presque blancs ; le visage avait des rides, et ses yeux, qui avaient conservé leur regard doux et limpide, étaient enfoncés dans leurs orbites et voilés d'ombres toutes récentes.

Gustaf af GEIJERSTAM.

(A suivre.) *(Adapté du suédois par W. Bauer.)*

LES CHRONIQUES NATIONALES

ANGLETERRE

La Vie littéraire

L'état actuel de la littérature anglaise offre de grands points de ressemblance avec les conditions générales de notre vie nationale. La guerre une fois terminée et l'armée démobilisée, nous pensions entrer dans une ère de repos et de sécurité, qui serait aussi bien une période de renouveau et de vigoureux progrès. Les problèmes sociaux qui se posent allaient, pensait-on, être résolus : meilleure répartition de la richesse, réforme de l'éducation en vue de libérer intellectuellement les classes ouvrières, enfin amélioration générale des conditions d'existence, qui permettrait à ces classes de donner toute leur mesure. En littérature, également, on croyait voir poindre une ère nouvelle, où les jeunes écrivains recevraient du grand public une approbation judicieuse et encourageante qu'aucun de leurs prédécesseurs n'avait connue, ni d'ailleurs méritée. Ces espoirs nous soutinrent à travers 1919. Aujourd'hui que 1920 est écoulé, ils nous semblent quelque peu pitoyables... Il n'est pas même bien sûr que nous soyons aussi heureux que nous l'étions en 1913.

Envisageons d'abord le problème matériel. C'est de facteurs économiques que dépend entièrement, si ce n'est la création, du moins la diffusion des œuvres littéraires ; et le plus spontané, le plus idéaliste des écrivains ne saurait demeurer indifférent à l'appui que lui prêtent ses lecteurs. De tout temps nous avons constaté (sans vouloir nous l'avouer peut-être) que les livres étaient, aux yeux de ceux qui en achetaient, un article de luxe et l'un des premiers luxes à bannir en cas de renchérissement de la vie. Or, l'automne dernier, pour la première fois, les livres se trouvèrent avoir atteint le double des prix d'avant-guerre, hausse qui, en comparaison de celle d'autres articles, est encore très modérée. Le résultat a été indéniablement désastreux. Le public s'est abstenu d'acheter des livres, et cette diminution de la vente a atteint des proportions encore inconnues, même au premier automne de la guerre. Certains ouvrages, cependant, ont semblé répondre à un besoin, et nombre de gens jugèrent essentiel d'avoir lu les mémoires de Mrs. Asquith. Bien que, sociologiquement parlant, ce fait présente de l'intérêt, il a exercé un effet plutôt défavorable sur les conditions de la vie littéraire. La situation est grave ; à moins que les affaires ne s'améliorent, il sera de plus en plus difficile à un jeune auteur de publier ses œuvres, ou, s'il les publie, de les faire lire. Sous l'empire de facteurs purement économiques, nous sommes menacés d'un état de stagnation dans lequel l'étude et la discussion des œuvres littéraires (pratiquées de tout temps par un public très restreint) disparaîtront complètement.

Je dois néanmoins me garder d'exagérer l'importance de ce malheur. C'est là encore un mal curable, et de plus grandes calamités pourraient nous atteindre. Voyons un peu ce qu'est de nos jours la production littéraire. Pendant la guerre, le lieu commun de la critique était d'annoncer que le génie poétique de notre race s'était ressaisi. Les poètes « georgiens [1] » qui commencèrent à faire parler d'eux en 1912, — et dont Rupert Brooke est un exemple, d'ailleurs peu heureusement choisi — ont été surtout

[1] *Georgian poets.*

remarqués, et on considère qu'ils forment un groupe à part. Cette définition est inexacte ; pour parler strictement vrai, ces poètes sont ceux qu'a choisis M. Edward Marsh afin de les présenter dans sa revue anthologique *Georgian Poetry*. Le prétendu « groupe » n'a ni programme ni credo ; ses membres ne se connaissent pas tous et ne s'admirent pas toujours réciproquement. La communauté de goûts et de but qu'on leur attribue vient donc d'une conception personnelle de M. Marsh, plutôt que d'une tentative délibérée de leur part (ou de la sienne) de constituer une école. Comme de juste, après avoir reçu beaucoup d'éloges, ces écrivains devinrent le point de mire d'une critique assez acerbe. On leur a reproché leur fausse simplicité, leur dépendance trop étroite de leurs prédécesseurs, leur complaisance à « poétiser » sur des sujets trop banals et faciles : le ciel bleu, les champs verts, les oiseaux et les fleurs. Ils répliqueraient, je pense, (étant l'un de ces poètes, je dois me garder de répondre pour eux, car je n'en ai pas reçu mandat) ils répliqueraient que de vouloir faire rentrer tous leurs thèmes poétiques dans quelques catégories est aussi une simplification très artificielle, que leur inspiration est en réalité de source bien plus variée, et que si certains sujets semblent prédominer dans leur poésie, c'est tout bonnement qu'ils écrivent ce qu'ils sentent. Aux allégations visant le caractère trop restreint de leur œuvre, ils pourraient arguer qu'ils sont pour la plupart des hommes jeunes, qui n'ont pas encore accompli toutes leurs possibilités. Mais il n'est pas aisé de prendre la défense d'un « groupe » qui se refuse à se considérer comme tel, et qui se trouve ainsi incapable, lorsqu'il est attaqué dans son ensemble, de formuler une réplique collective. Les « poètes georgiens » sont représentés seulement par une vingtaine d'écrivains dont le seul lien commun est le fait que leur carrière littéraire a commencé sous le règne du roi George et que, parmi d'autres poètes de la même époque, ils ont été élus par M. Marsh comme dignes de figurer dans son anthologie. Leur âge varie entre vingt-cinq et cinquante ans. La réputation de quelques-uns d'entre eux, de Walter de la Mare, par exemple, est absolument incontestée. D'autres n'offrent encore que des promesses d'avenir et

sont un point d'interrogation. Ce qui est curieux, c'est le silence ou l'état stationnaire où sont demeurés depuis une année un certain nombre de ces jeunes auteurs encore problématiques. Il est possible que pour plusieurs d'entre eux l'inspiration ait été due uniquement aux émotions violentes et exceptionnelles de la guerre, et que leur carrière poétique soit définitivement close. D'autres, j'en suis convaincu, se sentent mécontents de ce qu'ils ont produit et méditent au lieu d'écrire, — changement d'occupation dont on aurait tort de vouloir dissuader un jeune poète. En somme, il est probable que nous n'avons pas encore entendu le dernier mot de ce qu'on a nommé avec quelque imprudence, la « renaissance de la poésie » ; peut-être, au lieu de pencher vers une fin prématurée, est-elle justement sur le point de s'épanouir.

Les poètes georgiens sont, je l'ai dit, sévèrement critiqués, mais leurs plus sérieux adversaires ne font aucune tentative pour fonder une école rivale. Tout ce que notre littérature possède, comme révolutionnaires, serait jugé très rétrograde par les derniers novateurs de France et d'Allemagne. Le dadaïsme n'a pas encore envahi notre pays et nous ne croyons pas qu'il ait chance de le faire. Nous avons, il est vrai, quelques poètes excentriques qui se complaisent dans les sujets paradoxaux ou les images extravagantes, et une école de poètes qui croient à l'abolition de la métrique. Ces deux sortes d'écrivains sont influencés par les modes du continent ; mais les uns comme les autres se montrent très peu hardis dans leurs innovations et, de plus, excessivement livresques. Or, à parler franc, prendre le contre-pied de tout ce qui s'écrit, c'est aussi bien faire de la littérature, dans le mauvais sens du mot, que de répéter purement et simplement ce qui s'est toujours dit.

Avant la guerre, on croyait partout que si l'Angleterre devait apporter une importante contribution aux arts d'imagination, ce serait dans le domaine du roman. Nous avions alors un groupe de jeunes romanciers, tous environ dans la trentaine, qui, s'ils ne produisaient pas des chefs-d'œuvre, faisaient du moins preuve d'indépendance, de sensibilité et de beaucoup d'intelligence. Six ans se sont

écoulés, et il faut reconnaître que ces écrivains, parmi lesquels on peut citer M. Compton Mackensie, M. Brett Young, M. Frank Swinnerton, M. D.-H. Lawrence, Miss Viola Meynell et plusieurs autres, n'ont pas réalisé de progrès notables. Il semble que quelque obstacle les sépare de leur but et qu'ils n'arrivent pas à s'exprimer comme ils le voudraient et comme on sent qu'on pourrait l'attendre d'eux. Du plus loin que je puis m'en souvenir, le roman anglais a toujours été sur le point de se perfectionner, à la veille de se libérer de cette négligence de forme qui frappe chez ses plus grands maîtres. Mais ce pas décisif n'est jamais fait. Je ne m'en explique point la cause. Peut-être faut-il admettre (bien que je me défie des explications basées sur telle théorie des caractéristiques nationales) qu'il y a dans le tempérament anglais quelque chose qui ne peut se soumettre aux exigences de la fiction en prose ; peut-être la race qui a produit le Roi Lear n'est-elle pas à même de produire aussi un Frédéric Moreau. Quoiqu'il en soit, nous possédons maintenant deux romanciers remarquables et productifs : M. Joseph Conrad, un Polonais, et M. George Moore, un Irlandais dont l'éducation littéraire s'est faite en France [1]. M. Thomas Hardy, que ne touche d'ailleurs pas la théorie précitée, a renoncé, il y a vingt-trois ans, au métier de romancier, parce que cette occupation lui déplaisait et il est devenu plus remarquable encore comme poète. Au reste, un nombre étonnant d'hommes et de femmes réellement doués s'adonnent au roman, pour n'obtenir par malheur que des résultats qui déçoivent. Quelques-uns ont écrit un ou deux livres excellents, mais bien peu d'entre eux ont prouvé qu'ils avaient réellement la vocation d'écrivains. Trop souvent leurs romans sentent l'effort et paraissent avoir été écrits par devoir. On ne peut se défendre de l'impression qu'il y a là beaucoup de dons mal utilisés. Faut-il en conclure que ces écrivains n'ont pas trouvé le genre qui leur est propre, ou qu'ils devraient s'abstenir d'écrire quoi que ce soit ? Je ne puis en décider.

[1] *La Revue de Genève* a publié une nouvelle de Conrad dans son premier numéro (juillet 1920) et des pages de George Moore dans son numéro d'octobre 1920 (N.D.L.R.)

J'ai fait allusion au début de cet article aux mémoires de Mrs Asquith. Fait assez triste, ils se sont imposés au public comme un ouvrage indispensable à posséder, et auquel on a épargné le sort des autres ouvrages parus cet automne, qui furent d'emblée condamnés à l'oubli. Ce livre est l'autobiographie d'une femme bien connue en tant qu'épouse de l'homme d'Etat qui a déclaré la guerre à l'Allemagne, mais qui a personnellement aussi sa place marquée dans notre société. Elle ne traite pas que d'événements politiques, mais rapporte encore ses observations et expériences personnelles à partir de sa première enfance. Ce livre rentre donc dans la catégorie des autobiographies du genre de celle de Gœthe et de Cellini, plutôt que dans la catégorie des narrations écrites par des témoins de grands événements. Elle peut revendiquer sa place en tant qu'œuvre littéraire et confession psychologique. J'ai lu récemment avec intérêt dans une nouvelle revue belge, la *Revue d'Occident*, l'affirmation que la biographie est un art typiquement et traditionnellement anglais. Et de fait, quelques-uns des livres les plus remarquables que nous ayons vu paraître dans ces deux dernières années sont des biographies. Nous avons eu les *Souvenirs* d'une musicienne, Dr Ethel Smyth. Bien qu'ils ne soient pas l'œuvre d'un écrivain expérimenté, ces mémoires sont écrits dans un style si vivant et si pittoresque qu'ils passent sans effort des sujets les plus élevés aux choses les plus ordinaires et les plus intimes, des réminiscences de l'auteur concernant Brahms, aux souvenirs relatifs à ses hôtesses ou à ses chiens — et que ce livre demeurera peut-être classique dans son genre. Il y a eu encore les *Mémoires* de W. N. P. Barbellion, brillant jeune scientiste atteint d'un mal incurable et qui tenait un journal de sa vie et de ses pensées; ce journal est plein de verve, d'humour original et de vues pénétrantes ou poignantes. Nous avons eu les *Mémoires* de Sir Jan Hamilton, le général qui échoua à prendre Constantinople en passant par Gallipoli, mais qui a écrit l'un des meilleurs livres de la guerre ; les *Mémoires* du colonel Repington, dont le succès a rivalisé avec la vogue scandaleuse du livre de Mrs Asquith. Ce

gentleman, autrefois officier dans un régiment d'élite, était devenu, au moment où la guerre éclata, collaborateur du *Times*. Son journal nous rapporte ses observations sur la guerre, vue de l'arrière, en même temps qu'il nous décrit tous les lunchs et toutes les soirées auquels l'auteur a assisté durant les années terribles. Ses opinions sur les questions militaires ne sont probablement pas d'une grande portée ; mais le portrait naïf qu'il fait de lui-même, personnage agité, vaniteux, satisfait de soi, et si absorbé dans son rôle d'intrigant qu'il ne s'aperçoit pas des réalités pénibles de la guerre, est une des peintures les plus fascinantes que j'aie jamais rencontrées.

Le livre de Mrs Asquith rappelle par certains côtés celui de Miss Ethel Smith, et accuse aussi une personnalité. Si celle-ci nous apparaît la plupart du temps superficielle, insensible et vaine, cela tient peut-être à la gaucherie de l'écrivain, qui se trahit de mainte autre façon. Son livre renferme beaucoup de choses intéressantes, mais il est composé avec négligence, sans grâce, ni charme, ni retenue. Le principal blâme qui a été émis contre ce livre et contre celui du colonel Repington n'a point été inspiré par le point de vue littéraire. Tous deux, a-t-on dit, représentent — de façon inconsciente, mais d'autant plus détestable — les classes dirigeantes anglaises comme des milieux frivoles, cupides, durs, inconséquents, insoucieux des intérêts du peuple qu'ils gouvernent. C'est là, disent encore les critiques, une façon grandement partiale et injuste de présenter les choses, mais elle l'emportera dans l'opinion publique, et il serait inutile maintenant de vouloir combattre ou effacer l'impression produite. Critique absolument juste et fondée. On se rappelle, à ce propos, les réflexions de Gœthe, quand il entendit raconter l'histoire de Marie-Antoinette et l'Affaire du Collier.

Edward SHANKS.

CHINE

Le Théatre chinois jadis et aujourd'hui

Tout ce que l'homme primitif pouvait goûter d'émotions esthétiques lui venait par la religion, — voilà pourquoi l'origine du drame est la même en tout pays. D'où sont-elles sorties, les tragédies d'Eschyle, de Sophocle et d'Euripide, de même que les comédies d'Aristophane ? Et les *Prophètes du Christ*, et, un peu plus tard, la *Représentation d'Adam*, au moyen âge, n'y voyons-nous pas, jusque dans les titres, un caractère religieux ?

Le développement prodigieux du théâtre chinois sous les Mongols a eu la même origine, il est vrai, bien lointaine. Mais, moins heureuse que l'Europe, la Chine ne possède qu'une seule littérature dramatique aux débuts obscurs et dont l'évolution fut, pendant des siècles, presque stationnaire. L'Europe en a possédé deux ; la tragédie des Grecs et les comédies latines, puis, après un immense intervalle, les drames liturgiques.

La dynastie des Mongols a été, par excellence, la dynastie du drame, tout comme celle des Tang, la dynastie de la poésie. L'éclat de ce nouveau genre fut tel que la plupart des sinologues, éblouis par cette beauté irrésistible, se plaisent à affirmer que la littérature dramatique fut inconnue en Chine avant les Yuan (1260-1361). Nous ne devons cependant pas oublier que Thespis précéda Eschyle, Adam de la Halle, Molière et Racine, et que Lope Rueda fut le prédécesseur de Lope de Vega. De même, le théâtre chinois existait longtemps avant

l'établissement du fameux collège des artistes de Tang Min Wang (713-756), où les sinologues contemporains placent son berceau.

Nous le répétons : c'est des cérémonies religieuses, de leur danse et de leur musique, que notre drame est né. Mais la danse et la musique n'auraient pu se développer, s'il n'y avait eu les prêtresses qu'on appelle *Vou*. On supposait que les dieux étaient descendus sur la terre pour communiquer avec les mortels par l'intermédiaire de ces êtres mystérieux, les *Vou*, et c'est pourquoi, tandis qu'on offrait des sacrifices aux dieux, les prophétesses dansaient et chantaient. Il y eut aussi des prophètes, mais il nous semble que les femmes étaient préférées ; dans nos livres classiques, le nom de *Vou* paraît beaucoup plus souvent que celui de *Sien*, appellation destinée aux prêtres.

Le culte des *Vou* survécut jusqu'à l'époque de la féodalité (658-249 a. C.), les superstitions ayant acquis alors le caractère de vraies croyances religieuses, surtout au centre de la Chine, où l'on appela ces prophétesses *Lin* et non plus *Vou*.

Bref, la fonction des *Lin* ou des *Vou* était purement religieuse. Leur devoir était de plaire aux dieux, mais bientôt cela ne suffit plus. Il fallut autre chose. C'est à cette époque que les *Yu* firent leur apparition : leur fonction était non plus de plaire aux dieux, mais aux hommes.

La comédie fut incontestablement la première forme de littérature dramatique chinoise, car déjà chez les *Yu* nous trouvons un élément comique et satirique qu'on rencontre également dans les *Grenouilles* d'Aristophane. Plus audacieux que le satiriste grec qui se contenta de ridiculiser les politiciens de son époque, les *Yu* attaquèrent même les rois et les princes. Confucius se vit obligé de mettre un de ces comédiens ou farceurs à mort, parce qu'il avait insulté le prince de Lou.

Une analogie frappante existe entre les *Yu* et les bouffons du moyen âge. Dans le *Livre de la Musique* ainsi que dans la *Généalogie de Confucius* on nous affirme que les *Yu* ne pouvaient être choisis que parmi les nains. Cette difformité corporelle, qui renferme un élément de comique spontané, secondée par des paroles burlesques et

des gambades excentriques, nous explique aisément le succès qu'ils avaient auprès des princes royaux et des hauts personnages de la cour.

L'influence des bouffons fut grande et salutaire en Chine. Shih Huang Ti (249-210), le constructeur de la grande muraille, se complaisait trop à l'architecture : le peuple s'en irritait. Mais alors Yu Tsain, bouffon de la cour, détourna l'empereur de ses funestes entreprises. Le successeur du grand monarque voulut, soit par caprices, soit afin de la rendre plus résistante, faire peindre ladite muraille, et ce fut encore Yu Tsain qui le supplia d'abandonner un pareil projet qui aurait tant coûté à l'empire !

L'histoire de Yu Mon est encore plus intéressante. C'était dans le royaume de Tsou ; la famille de Suen So Ngao était devenue pauvre parce que le roi avait oublié les fameux exploits de son chef, l'illustre général. Yu Mon, le bouffon, vêtu de l'armure du militaire défunt, chanta devant le palais royal, et l'ingrat Tsuang Wang ne put rester insensible au rappel de ce souvenir. Ce touchant épisode qui a été recueilli par l'historien de la *Biographie des Bouffons* n'est pas sans nous rappeler ce Will Sommer à qui « The King would ever grant what he would crave ».

De la bouffonnerie aux représentations dramatiques telles que nous les comprenons aujourd'hui, il n'y a qu'un pas. Tandis que le bouffon de cour, avec ses gambades, son accoutrement si comique et ses boutades, faisait pressentir ce qu'allait devenir le théâtre, son frère errant hors du palais royal, et dont le principal rôle était de divertir les villageois sur la place du marché, doit être considéré comme le premier-né des comédiens. Ce fut le cas en Angleterre et en France. Le jongleur, en France, fut d'abord un acrobate et un danseur de corde, mais bientôt on le confondit avec les troubadours, car, lui aussi, il commençait à raconter d'une façon émouvante les légendes amoureuses. C'est de son récit que sortit le dialogue. Un des exemples les plus anciens est celui de *Desputizon du Croisié et du Décroisié*, de Rutebeuf [1], jongleur errant

[1] Ward : *History of English Dramatic Literature.*

du XIIe siècle. Il s'agit d'un dialogue entre un « croisié » fervent et un « décroisié » par trop cynique. Plein de bon sens, celui-ci finit par convaincre le public qu'une pareille expédition ne pouvait être que puérile et funeste. Nous voyons ainsi qu'un jongleur, ayant trouvé un sujet d'actualité, sut le rendre tout à fait dramatique sous la forme d'un dialogue que la foule écoutait avec grand intérêt. Mais les jongleurs, en France, n'abandonnèrent pas l'acrobatie dont les tours amusaient si fort les villageois.

L'introduction de l'acrobatie, en Chine, est plus tardive. Elle remonte à l'époque où les Chinois prirent contact avec les Barbares. Elle fut importée dans le Céleste Empire en même temps que le bouddhisme. D'humeur voyageuse, l'empereur Han Vou Ti faisait sans cesse des tournées d'inspection et ne se lassait pas de chercher des distractions dans les luttes, dans les courses de taureaux, et dans les sports acrobatiques. L'épopée de la *Capitale d'Ouest*, de Tsang Hen, nous donne une juste appréciation de ce qui fut en vogue de son temps ; les bouffons de cour se mirent à apprendre l'acrobatie et même la magie.

D'après quelques stances de l'époque, le masque devait être déjà connu, mais ce ne fut que sous la dynastie de Tsi (679-502) qu'il fit son apparition officielle dans l'histoire. Le *Masque*, l'*Ivrogne* et le *Tigre* sont les trois pièces dramatiques qui furent créées à cette époque. La première est l'histoire d'un prince belliqueux, d'une bravoure sans égale, mais au visage efféminé. Il se voyait obligé de mettre un masque chaque fois qu'il se rendait sur les champs de bataille. Les villageois l'admiraient beaucoup : ils avaient même composé une mélodie à son intention. L'*Ivrogne* nous raconte la tragédie d'un alcoolique qui battait sans cesse sa pauvre femme dans la rue. Cette pièce devait contenir des scènes non seulement lamentables, mais extrêmement comiques. Le *Tigre* nous fait l'éloge de la vengeance. Un homme ayant été dévoré par un tigre, son fils retrouve l'animal et le tue à coups d'épée.

Beaucoup prétendent que, d'origine étrangère, la création du *Tigre* remonte à une époque fort lointaine et que les deux autres pièces ne sont également que des adaptations. Cette opinion a été soutenue par M. Wang Ko Vi,

l'auteur de l'*Histoire dramatique sous les Song et les Yuan*. Nous pensons, pour notre part, qu'il n'en est rien, puisque ni la thèse morale de ces pièces, ni leur structure, ni leur nature ne se ressemblent.

Mais dans toutes les trois on trouve la danse, le costume, la musique, peut-être la parole, bref, tout ce que demande un drame chinois d'aujourd'hui. Grâce à ces trois pièces, le théâtre chinois pouvait être considéré comme définitivement établi.

* * *

En fait, le théâtre chinois ressemble à l'opéra européen. Les premiers drames de la dynastie des Yuan étaient de simples opéras. Ils avaient pour principe de n'admettre sur la scène qu'un seul chanteur durant tout un acte. Cette restriction présentait tant d'inconvénients que bientôt on fut obligé de faire appel à l'intermède du bouffon pour permettre au chanteur de se reposer. Ces pièces prirent ainsi le caractère de l'opéra-comique et de l'opérette d'Occident.

Le théâtre chinois s'est divisé en deux écoles : le Tchou du Nord et le Tchou du Sud. Sous les Mongols, il atteignit l'apogée de son développement. Le commencement de la dynastie des Mandchous fut cependant un autre âge d'or pour le théâtre chinois. Partout on chantait le *Trône éternel* et l'*Eventail à fleurs de pêcher*. La décadence ne vint qu'avec l'insurrection des Taiping. Ceux-ci s'emparèrent de la ville de Nankin et en firent leur capitale. A la suite de combats incessants, les artistes du Sud se virent dans l'impossibilité de se rendre dans la capitale du Nord où ils avaient été jusque-là le plus applaudis. C'est alors que l'influence du Tchou ou Kueng Tchou commença à s'affaiblir dans le Nord.

Tandis que le Tchou ou Kueng Tchou tombait en désuétude, survint le Yi T'siang, plus connu sous le nom de Pang Tse de Yangtcheou, qui servait d'intermédiaire entre le Tchou et le Bi Huang, chanté aujourd'hui dans le théâtre chinois. La musique du Yi T'siang était fort

simple ; la flûte en était le seul instrument. En temps de guerre, on se contente de peu ; cela explique pourquoi le Yi T'siang put se maintenir jusqu'à l'arrivée du Bi Huang.

Le Yi T'siang se plaisait à chanter des amourettes, mais d'une façon si grossière que, souvent, elles offensaient la pudeur du public. Il donnait par exemple la comédie obscène qui se joue encore aujourd'hui et demeure populaire. Une autre comédie nous fait assister à la première rencontre de deux belles-mères, et elle est des plus désopilantes.

Le Bi Huang est originaire du Houpé ; il était déjà en vogue dans les provinces de Nganhoué et de Houpé avant les Taiping, et comme ceux-ci n'avaient jamais pu conquérir ces deux provinces, les chanteurs qui en provenaient pouvaient se rendre dans le Nord où ils étaient toujours bien reçus. Comparé au Kueng Tchou, le Bi Huang est beaucoup plus simple, au double point de vue musical et littéraire. Le Kueng Tchou était composé pour l'élite intellectuelle, le Bi Huang s'adresse surtout à la foule.

Toutefois, pendant que le Bi Huang continue à être applaudi, l'influence du Kueng Tchou n'a pas encore complètement disparu. Ses défenseurs prévoyaient même, il y a quelques années, sa renaissance prochaine, comme à l'époque où la Chine était à l'apogée de sa gloire, où le peuple chinois était indiscutablement le maître de l'Asie. D'après eux, il existerait une relation intime entre le prestige d'une nation et sa floraison théâtrale. Et il faudrait, à tout prix, souhaiter et encourager le retour du Kueng Tchou.

Mais le Bi Huang a eu, peu d'années après, un autre rival, le Ts'ing T'siang, dont l'origine se perd dans la nuit des temps. On raconte que Li She Ts'eng, le fameux chef de bandits à la fin de la dynastie des Ming, fit introduire, aussitôt après son arrivée dans la capitale, la musique de la province de Shensi, parce qu'il ne comprenait pas le Kueng Tchou. Une autre preuve que le Ts'ing T'siang était connu dans la capitale longtemps avant le Bi Huang, c'est que beaucoup de ses pièces ressemblent à celles de Kueng Tchou. D'autre part, le Bi Huang avait pris pour

modèle certaines pièces venant du Ts'ing T'siang. Malheureusement le Ts'ing T'sinag est d'une grossièreté répugnante et ne peut être goûté que par un certain public ou par quelque littérateur capricieux.

Il semblait que vers 1912, le « nouveau drame » allait éclipser le Bi Huang, mais tel ne fut pas le cas. Cependant, sous l'influence de l'Europe, le théâtre chinois se transformera tôt ou tard. La moralité qu'il acquerra de ce fait lui permettra peut-être de devenir un moyen pour répandre les idées occidentales.

SOONG TSUNG-FAUNG.

Professeur à l'Université de Pékin.

FINLANDE

Les Suédois de Finlande et la Question des Iles Aaland

Une certaine théorie du nationalisme qui, depuis le milieu du siècle dernier, a joué un rôle capital dans la politique européenne, n'a plus cours aujourd'hui, du moins sous sa forme ancienne. Nous entendons la théorie d'après laquelle, si un Etat englobe deux peuples de nationalités différentes, le plus puissant des deux ne saurait tolérer que le plus faible réclame des droits égaux aux siens ; car dans ce cas, l'Etat cesserait d'être « une nation », ce qui serait contraire au principe même de son existence. Le groupe le plus faible sera donc contraint d'abandonner sa langue, ses institutions, son individualité, et de se laisser absorber par la nationalité prédominante. Nul ne peut, il est vrai, changer son sang ; mais, dans l'esprit populaire, la langue maternelle d'un individu décide de sa race : langage et nationalité sont synonymes... Une telle théorie, dans son application pratique, s'est révélée notoirement défectueuse. Loin de fortifier l'Etat, les tentatives d'unification l'ont affaibli ; loin de créer l'harmonie, elles ont suscité la discorde. Les peuples n'aiment pas à changer de langage, et les obstacles mis au libre usage de leur idiome national ne font que renforcer l'amour qu'il leur inspire. La tolérance n'est donc pas seulement la plus humaine, mais encore la plus sage des politiques que puisse pratiquer l'Etat. Et l'opportunisme, tout autant que le besoin de justice, ont conduit à admettre ce principe nouveau que

les peuples qui, dans un Etat, constituent une minorité ethnique, ne doivent pas être opprimés, mais respectés, voire même autorisés à choisir leur régime.

Les relations de la Finlande et de la Russie, à la fin du siècle dernier et au début du présent, témoignent combien il est puéril de se laisser guider en politique par la théorie nationaliste que nous combattons. Toutes les tentatives de russification de la Finlande se sont heurtées à une résistance passive, qui les condamnait d'avance à l'échec. Maintenant que la Finlande a conquis sa liberté politique, elle doit résoudre un autre problème : celui des nationalités. Car elle est habitée par deux races distinctes, les Finnois et les Suédois, qui parlent des langues d'origine tout à fait différentes. Il s'est évidemment opéré entre eux des mélanges ; c'est pourquoi, ici encore, le langage d'un individu n'est pas une indication certaine de sa race. Le finnois est parlé par les sept-huitièmes au moins d'une population de trois millions d'habitants ; mais le rôle qui revient, dans le développement de la culture finlandaise, à chacune des deux nationalités, ne peut se mesurer à leur importance numérique. C'est par l'intermédiaire de la langue suédoise que la civilisation européenne a pénétré en Finlande, et la raison n'en est pas seulement que la Finlande formait une partie du royaume de Suède ; après la conquête de la Finlande par les Russes, en 1809, le suédois demeura la langue de la classe cultivée, et se trouva, après la disparition du latin, être le seul instrument d'enseignement supérieur dans les écoles et les universités. Lorsque, vers le milieu du XIX[e] siècle, le sentiment patriotique exalté devint en Finlande un facteur puissant de la vie populaire, il trouva sa plus haute expression dans la langue suédoise par la voix du poète Runeberg, l'un des plus grands, peut-être le plus grand poète qui ait chanté en Scandinavie. Toutefois, au cours du XIX[e] siècle, le finnois gagne en importance ; il devient une langue littéraire, et c'est de la poésie populaire finnoise qu'est tirée l'épopée nationale de *Kalevala* ; on voit se créer des écoles secondaires finnoises ; l'Université d'Helsingfors devient bilingue, et le finnois prédomine à la Diète et dans la vie administrative.

Mais si la langue suédoise a perdu son ancienne suprématie, elle conserve néanmoins une place importante. Elle est encore l'idiome familial de la plus grande partie de la classe cultivée. A l'Université d'Helsingfors, en 1916, la proportion d'étudiants parlant suédois par rapport à ceux parlant finnois était non pas de 1 à 7, mais de 1 à 3. D'ailleurs tout Finnois cultivé est sensé savoir le suédois. Alors que le finnois n'est parlé qu'en Finlande, le suédois maintient le contact avec la Suède, contact indispensable à une contrée de culture essentiellement scandinave, placée aux confins de la civilisation occidentale.

Les rapides progrès de l'influence finnoise ont toutefois inspiré aux Finlandais suédois quelque alarme au sujet de leur propre avenir. La Constitution finlandaise de 1919 reconnaît comme langues nationales à la fois le finnois et le suédois ; toutes les lois, toutes les ordonnances doivent être promulguées dans les deux langues, et les deux textes font également foi. La Constitution pose en principe que les intérêts spirituels de la population de langue suédoise ont droit au même appui de la part de l'Etat que ceux de la population de langue finnoise. Et elle établit que dans le cas où les frontières administratives des provinces viendraient à être modifiées, on tiendra compte de la distribution géographique des deux nationalités. Ces stipulations sont de caractère très général et n'ont encore qu'une valeur de programme. Elle demandent à être complétées par un ensemble de lois particulières qui règleront l'emploi des deux langues nationales dans la vie publique et dans les établissements d'instruction. Les Finlandais de langue suédoise réclament une législation qui leur garantisse pleinement le maintien et le libre développement de leur nationalité, et ils sont fermement résolus à insister sur ce droit. Il se produit actuellement parmi eux un très fort mouvement nationaliste qui s'étend à toutes les classes. Le suédois n'est plus considéré exclusivement comme la langue de la bonne société. Cette dernière s'est avisée qu'il existe sur les côtes de Finlande toute une population paysanne parlant comme elle, ce qui garantit à leur langage commun son avenir en Finlande.

D'autre part ces paysans et ces pêcheurs de la côte sont devenus plus conscients de leur nationalité, et leur attachement à la langue maternelle a été fortifié par la création d'« Instituts primaires d'adultes », d'associations de jeunes gens, de sociétés de musique, etc., et, de façon générale, par un contact intellectuel plus fréquent avec la classe cultivée. Cette dernière s'efforce, par d'autres moyens encore que l'éducation populaire, de sauvegarder sa vie nationale. Elle a créé un « Fonds » pour le développement des intérêts suédois et, grâce à l'initiative privée, une université s'est constituée récemment à Aabo. Enfin l'affermissement de la nationalité suédoise en Finlande a reçu le sceau définitif par la création d'une « Assemblée générale de la population finlandaise de langue suédoise » *(Svenska Finlands Folkting)* qui est chargée de veiller à ses intérêts politiques autant qu'à ceux de sa culture. Sans être une institution officielle, le *Folkting* n'en est pas moins en rapports étroits avec les représentants officiels de la Finlande suédoise à la Diète de la république. Les membres du *Folkting* sont élus au suffrage universel ; car tout Finlandais (aussi bien que toute Finlandaise) âgé de plus de vingt-quatre ans possède le droit de vote.

En novembre 1919, le *Folkting* a voté le projet d'une loi destinée à sauvegarder les intérêts nationaux des Suédois de Finlande. Il s'agirait d'englober dans quatre districts administratifs les régions habitées par la population suédoise, à savoir : 1° un district du sud, comprenant la partie méridionale de la province de Nyland, sur la côte du golfe de Finlande; 2° un district du sud-ouest, comprenant une partie du *mainland* de Finlande et un archipel assez étendu dans le voisinage d'Aabo : 3° les Iles Aaland, qui sont la continuation vers l'ouest du même archipel ; 4° enfin un district « ostrobothnien » s'étendant sur la rive est du golfe de Bothnie, dans le comté de Wasa. Le suédois serait la langue officielle de ces quatre districts. Les villes d'Helsingfors, Aabo et Wasa, qui comptent un grand nombre d'habitants parlant le suédois, constitueraient des districts à part, de caractère bilingue. D'autres villes moins importantes, de langue suédoise, seraient aussi considérées comme bilingues

si la minorité finnoise représente le 1/10me au moins de la population, ou s'élève au bas mot à 1000 habitants. Ces quatre comtés formeraient ensemble un corps autonome, la «Finlande suédoise», qui serait représentée par une Assemblée annuelle (*Fôrbundsdag*) et administrée par un Conseil (*Fôrbundsrat*) qu'élira l'Assemblée. Le chef du Conseil serait nommé par le Président de la république parmi trois candidats que proposera l'Assemblée. Un *folkting* composé de cinquante membres élus pour cinq ans veillerait sur les droits et les intérêts des ressortissants de cette Finlande et présenterait au gouvernement les vœux qu'ils émetteraient. La Finlande suédoise aurait aussi un envoyé auprès du gouvernement central ; celui-ci serait nommé par le Président de la république parmi trois candidats élus du Folkting. L'instruction publique serait sous la direction d'un Conseil spécial et les églises suédoises constitueraient un diocèse à part. A l'Université d'Helsingfors, à l'Ecole technique supérieure, et dans d'autres établissements du même genre relevant de l'Etat, l'enseignement serait donné en suédois aussi bien qu'en finnois. Les conscrits de langue suédoise formeraient des unités spéciales qui seraient instruites et commandées en suédois.

Les propositions du *Folkting*, si elles sont adoptées, apporteront aux Finlandais une large autonomie, qui ne s'exercera d'ailleurs que dans les limites de l'Etat. Ils continueront d'envoyer leurs représentants à la Diète de la république, comme ils l'ont toujours fait. Le règlement de toutes les questions importantes appartiendra comme devant à la Diête et au Président. Ils n'interviendront nullement dans les questions relatives aux impôts, aux douanes, à la politique extérieure, à l'armée, à la marine, etc... Les Finlandais suédois demandent simplement à diriger eux-mêmes leurs propres affaires et ne projettent aucunement d'attenter à la souveraineté de l'Etat ou de nuire à son unité. Ils voudraient que les rapports des deux peuples qui se partagent le pays fussent fixés de manière aussi définitive, aussi satisfaisante qu'ils le sont en Suisse, par exemple. Il est peu probable que leur projet rencontre de l'opposition à la Diète. Des pétitions plus modestes ont, il est vrai, été rejetées ; mais

il faut noter que les socialistes, le parti le plus largement représenté à la Diète, se sont déclarés disposés à reconnaître en tous temps aux Suédois de Finlande la pleine possession de leurs droits nationaux. La doctrine du philosophe hégélien Snellmann, selon laquelle un Etat devrait n'avoir qu'une langue, — d'où il s'ensuit que les Finlandais de la classe cultivée devraient volontairement renoncer à leur langue maternelle, — cette doctrine a eu pendant longtemps une grande emprise sur l'esprit des Finlandais ; espérons que les derniers vestiges de cette théorie seront balayés par les idées nouvelles sur les droits des peuples. Dans le cas présent, les aspirations des Finlandais suédois sont légitimes non seulement par les raisons qu'avancent d'autres minorités nationales, mais encore par le fait que le maintien de leur langue est de la plus grande importance pour la vie du pays dans son ensemble.

* * *

Les mêmes faits devraient être pris en considération dans la question des Iles Aaland. Les Iles Aaland appartiennent à la Finlande politiquement, géographiquement, du point de vue national et du point de vue de la culture. Comme l'a très bien démontré dans un savant essai le professeur C. V. Bonsdorff, les Iles Aaland ont appartenu jusqu'en 1809 (tant au point de vue administratif que judiciaire et ecclésiastique) « à la partie du royaume de Suède qui était dénommée Finlande ». En 1809, elles furent cédées à la Russie, en même temps et dans les mêmes conditions que le reste de la Finlande. Cette année-là, la Finlande fut « élevée au rang de nation », suivant l'expression d'Alexandre Ier, et, en obtenant de conserver la constitution alors en vigueur dans le royaume de Suède, elle devint de ce fait un Etat, quoique non souverain. Les mesures prises par l'Etat russe dès 1899 pour annihiler la constitution finlandaise n'avaient apporté à la situation du pays aucune modification, de droit ou de fait, de nature à transformer la Fin-

lande en une province russe. Par conséquent, la déclaration d'indépendance de la Finlande au mois de décembre 1917 ne comportait pas la création d'un nouvel Etat, mais simplement la suppression des restrictions mises antérieurement à sa souveraineté. Cette déclaration concernait aussi les îles Aaland ; et en reconnaissant sans réserve l'indépendance de la Finlande dès le début de janvier 1918, plusieurs puissances, et parmi elles la Russie et la Suède, ont reconnu la souveraineté de la Finlande sur toute l'étendue de son territoire.

On ne saurait davantage prétendre que des considérations d'ordre géographique puissent justifier une rectification des frontières dans le sens du transfert des Iles Aaland à la Suède. Ces îles ne forment qu'une partie du grand archipel (*skaergaard*) qui s'étend des côtes finlandaises jusqu'à la mer d'Aaland, et comprend un nombre presque infini d'îles et d'îlots de grandeur variée, séparés les uns des autres par des chenaux souvent très étroits. Cet archipel se divise en deux parties : le *skaergaard* d'Aabo et celui d'Aaland ; entre eux s'étend un canal nommé le *Skiftet*, où les îles sont moins fréquentes et séparées par des bras de mer plus larges. Ces bras de mer, cependant, ne sont point nettement délimités ; et il y en a aussi à l'intérieur même des deux sections principales. Le *skaergaard* d'Aaland est séparé de la côte suédoise par la mer d'Aaland, qui atteint la profondeur relativement considérable de 301 mètres, et ne renferme pas d'îles. Cette mer d'Aaland n'est que rarement gelée en hiver, tandis que la mer qui entoure le *skaergaard* d'Aabo et d'Aaland est prise par la glace durant la majeure partie de la saison froide.

Pour la Finlande, une frontière tracée au milieu de l'archipel serait une cause d'ennuis incessants et de faiblesse. Ne parlons pas des difficultés que susciterait à la surveillance douanière un trafic de contrebande ininterrompu des deux côtés de la nouvelle frontière, trafic qu'il serait impossible d'empêcher, même en y consacrant des efforts et des frais considérables. Bien autrement grave serait la position de la Finlande en cas de guerre — même sans être belligérante — si la même puissance était maî-

tresse des deux rives de la mer d'Aaland et d'une partie considérable du *skaergaard* du sud-ouest, actuellement finlandais : toute communication entre les côtes occidentales et méridionales du pays se trouverait ainsi coupée ; l'exportation et l'importation seraient rendues impossibles aux ports du golfe de Bothnie. Si la Finlande elle-même était au nombre des belligérants, sa position stratégique se trouverait compromise au plus haut point par une telle situation.

En ce qui concerne la nationalité des habitants, les îles Aaland ont, depuis les temps les plus reculés, été occupées par une population de race purement suédoise, parlant la langue suédoise. L'immigration finnoise a été infime. Mais il en est absolument de même dans les régions voisines du *skaergaard* d'Aabo et dans les régions étendues de la Finlande continentale : la population de langue suédoise s'étend sur une large zone de la partie méridionale du *skaergaard* d'Aabo et de la province de Nyland. Citons, au sujet des dialectes aalandais, un extrait de l'article du *Nordisk familjebok*, la grande encyclopédie publiée à Stockholm : « Comme on peut s'y attendre, en raison de la position géographique de cette province, les dialectes de l'Aaland présentent plusieurs points d'affinité avec la langue parlée en Suède... Néanmoins, l'aalandais appartient incontestablement aux dialectes finlandais... Le stock de mots n'appartenant pas au suédois de Suède semble être commun à l'aalandais et aux autres dialectes suédois de Finlande. En général le patois d'Aaland montre une parenté intime avec les dialectes de la Finlande occidentale (et avec ceux de l'Ostrobothnie). » Ainsi, la création d'une nouvelle frontière politique le long du *Skiftet* couperait en deux une seule et même population s'étendant sur tout ce district.

Du point de vue de la culture, également, les Aalandais s'identifient aux Suédois de Finlande. Ecoutons plutôt M. Otto Anderson, l'éminent *folkloriste* aalandais, critiquer le mouvement séparatiste qui agite son pays natal : « Depuis un quart de siècle, écrit-il, j'ai étudié de très près toutes les aspirations du peuple aalandais, sans avoir jamais observé la plus légère trace de mécontentement

relatif à la séparation d'avec la Suède, ni le moindre désir de lui être réuni... Au contraire, ce qui caractérise le développement de la culture nationale aalandaise, ce sont ses rapports avec la vie intellectuelle des Suédois de Finlande. Les instituteurs aalandais sont formés dans les écoles normales finlandaises. les Aalandais vont faire leurs études dans les écoles secondaires et supérieures et dans les universités de Finlande. D'autre part, les relations de l'Aaland avec la Suède ne sont pas plus actives que celles qui existent entre ce dernier pays et les autres régions suédoises de la Finlande. L'ancien délégué des Iles Aaland à la Diète de Finlande, M. Sundblom, actuellement chef du mouvement séparatiste, a, en diverses occasions, célébré publiquement et dans les termes les plus chaleureux, la fidélité des Iles Aaland à la patrie finlandaise et leur union avec les Suédois de Finlande. On trouve dans ses discours des déclarations comme celle-ci : « La race suédoise de Finlande est une et indivisible, elle n'a qu'un seul et même but. » Et pas plus tard qu'en juin 1917, il s'écriait à la fête suédoise de musique d'Helsingfors en saluant l'ère nouvelle de liberté et d'indépendance qui commençait pour la Finlande : « Nous, Suédois de ce pays, nous possédons un précieux patrimoine. Nous devons le conserver et l'augmenter. Notre devoir est de travailler avec enthousiasme et persévérance pour la patrie une et indivisible, qui est notre bien commun, et pour le progrès intellectuel de ses régions de langue suédoise. »

Peu de temps après, toutefois, l'attitude des Aalandais se modifiait. Ils exprimèrent le désir d'être « réunis » au royaume de Suède et de se voir autorisés — selon le principe de libre disposition des peuples — à décider de leur propre sort par la voie du plébiscite. Le gouvernement de Suède a défendu avec énergie leur cause, qu'il a prise en main et faite sienne. Il en a appelé à la Conférence de la Paix et l'a invitée à trancher la question —mais en vain. La cause fut alors renvoyée devant le Conseil de la Société des nations, sur l'initiative de Lord Curzon, en tant que « problème intéressant les relations internationales, mais menaçant malheureusement de troubler la bonne entente

entre les nations dont la paix dépend. » Au nom de son gouvernement, le représentent de la Finlande, M. Enckell a objecté que dans le cas présent, nulle guerre ou menace de guerre ne saurait exister, que le dissentiment qui s'est élevé entre la population des Iles Aaland et le gouvernement de Finlande n'a pas le caractère d'un différend d'ordre international, mais celui d'une crise d'ordre interne et que — en accord avec le Pacte de la Ligue des nations — ce différend porte sur une question que le droit international laisse à la compétence de la Finlande. Le Conseil chargea une commission internationale composée de trois juristes d'émettre un préavis sur la question et, se réglant sur l'opinion de ces juristes, se déclara compétent pour formuler tout jugement qui lui paraîtrait juste et convenable en la matière. Trois personnes ont donc été désignées pour fournir au Conseil « les éléments sur lesquels le Conseil pourra fonder une recommandation de nature à établir dans cette partie du monde, par un règlement soit définitif, soit provisoire, des conditions favorables au maintien de la paix ». Au moment où j'écris ces lignes, les juristes en question n'ont pas encore entièrement achevé leur tâche[1].

Les aspirations séparatistes des Aalandais sont donc de très fraîche date ; elles ont été grandement nourries par le sentiment d'insécurité qui résulte fatalement d'une période de guerre ou de révolution ; mais elles ont aussi leur source dans le désir des Aalandais de sauvegarder leur langue et leur nationalité suédoises. Ce vœu, nous l'avons vu, est partagé par les autres Suédois de Finlande ; mais la majorité d'entre eux sont convaincus qu'il peut être réalisé sans qu'il soit nécessaire d'effectuer un changement des frontières politiques et ils sont opposés à la démarche faite par les Aalandais.

Ils considèrent les tendances séparatistes de ces derniers comme un abandon de leurs amis naturels, de leurs frères de race, avec qui, de temps immémorial, ils ont partagé les bons et les mauvais jours. Les délégués du *Folkting*, dans un mémoire présenté au Conseil de la Ligue

[1] Ils viennent de revenir de là-bas et vont incessamment déposer leur rapport au secrétariat de la S. d. N. (N. D. L. R.).

des nations, ont démontré que la perte des Iles Aaland serait un coup cruel porté à la grande majorité des Finlandais suédois, car la Finlande ne saurait se passer des Iles Aaland. Cette perte causerait en outre un tort irréparable à la nationalité suédoise en Finlande. Les vingt-cinq mille Aalandais ne forment, il est vrai, que la quinzième partie de la population de langue suédoise ; mais cette nationalité étant déjà faiblement représentée, la défection des Aalandais diminuerait très sérieusement sa force et son influence.

Il pourrait se produire des conséquences plus graves encore. La nationalité suédoise en Finlande ne prospérera que si elle entretient d'une part des relations amicales avec les Finnois et si d'autre part elle reste en rapport intime avec la Suède. La perte d'Aaland troublerait profondément la situation des deux côtés. Tout particulièrement, elle ferait naître un sentiment d'amertume et d'hostilité chez les Finnois. La république pourrait être induite à entrer dans une combinaison politique anti-suédoise qui lui permettrait de venger le tort qui lui aurait été fait. Il y aurait à craindre aussi que ce sentiment d'hostilité contre la Suède ne se manifestât au sein de la majorité finnoise contre la population finlandaise de langue suédoise. De l'irritation naîtrait entre la Finlande et la Suède, et entre les Finnois et les Suédois de Finlande. Un pays de culture essentiellement scandinave serait ainsi séparé de ses alliés naturels à l'occident, et ce pont qui relie la Finlande et la Suède, et que la mission patriotique des Suédois de Finlande est de consolider et d'affermir, serait de ce fait ébranlé au point de menacer ruine. Et cependant, s'il est une partie du monde où des pays voisins sont destinés, de par leur évolution historique, à rester toujours en bonne amitié, c'est bien la région habitée par les quatre petites nations du nord.

Le *Folkting* se refuse à croire que le désir manifesté par les vingt-cinq mille Aalandais de se séparer de leur pays natal puisse justifier une mesure grosse de conséquences si funestes. Il soutient que le principe de libre détermination des nationalités, pour lequel il a le plus profond respect, ne peut pourtant pas signifier qu'une fraction de

nation ait le droit de suivre la route qui lui plaît au détriment de cette nation prise dans son ensemble. Il a déclaré expressément que dans le cas où la solution de la question serait remise à la décision de l'opinion publique, le plébiscite ne devrait pas être restreint aux Aalandais, mais que tous les Suédois de Finlande devraient être consultés, directement ou indirectement, par l'intermédiaire du *Folkting*.

Il a été promulgué une loi spéciale qui confère aux Aalandais une large autonomie, mais ils ont jusqu'à présent refusé d'en accepter le bénéfice. Le *Folkting* espère, toutefois, que leur attitude serait différente à l'égard d'une loi qui réunirait les Iles Aaland et les autres parties de la Finlande suédoise sous une même administration, analogue à celle décrite plus haut, et qui serait plus respectueuse de leurs droits. Une loi de ce genre serait de nature à leur donner toute la sécurité désirable. Il est raisonnable aussi de supposer que l'opinion publique changera également en Suède si des garanties suffisantes sont accordées à leurs frères de race de l'autre côté de l'eau.

Le *Folkting* a, par conséquent, exprimé l'espoir que si le Conseil de la Société des nations ne peut pas dès maintenant décider que les Aalandais demeurent Finlandais, il attendra toutefois avant de prendre parti que la Diète de la république ait définitivement réglé la situation de toute la nationalité suédoise en Finlande.

EDWARD WESTERMARCK.

Professeur à l'Université d'Aabo.

SUÈDE

La Suède pendant la Guerre

Pourquoi, à la lumière intense de la crise mondiale, la Suède a-t-elle semblé le représentant à peu près unique — en dehors de l'Allemagne et de ses alliées — de la réaction féodale du genre prussien ? Pourquoi a-t-elle paru conduite par un petit groupe d'esprits bureaucratiques opposés à la volonté de la majorité populaire ? Nous, Suédois, nous étions stupéfaits de nous trouver dans une situation pareille. Nous n'étions pas habitués à regarder notre pays comme l'un des plus arriérés de l'Europe en politique. Nos poèmes patriotiques ont toujours chanté avec de fières paroles la liberté du Nord : c'est une part de notre idéologie. Notre histoire garde comme son plus beau souvenir l'image de Gustave-Adolphe, le plus grand héros de la liberté protestante, Gustave-Adolphe qui donna sa vie pour les idées libérales de son époque, en combattant la réaction tyrannique de l'Anti-réforme. Nos institutions politiques ont aussi une noble tradition d'indépendance. Sir Courteney Ilbert,dans son étude admirable sur le parlement anglais, n'a trouvé que la diète de l'ancienne Hongrie pour la comparer au parlement de sa patrie, mais il oublie que, dès 1435, nous avons eu, nous aussi, une diète qui défendait notre indépendance nationale contre les oppresseurs étrangers. Et néanmoins, pendant toute la dernière guerre, jusqu'à l'automne 1917, ce furent des hommes qui espéraient tout de la victoire de l'Allemagne, qui gouvernèrent notre pays, au moyen de méthodes antiparlementaires !

Il faut en chercher l'explication, d'une part dans la constitution suédoise, aujourd'hui bien modifiée, et d'autre part dans les circonstances qui ont précédé immédiatement le grand conflit. Certes, les membres de la Deuxième Chambre étaient élus au suffrage universel; certes, les principes démocratiques avaient pénétré la grande masse du peuple. Au début de 1914, le pays avait un gouvernement résolument populaire et radical, dont le chef était un véritable homme d'Etat, Karl Staaff, mort aujourd'hui. Mais ce régime avait à lutter contre un vieux parti conservateur, traditionaliste, riche et énergique, composé de bureaucrates, d'agrariens et d'industriels, qui s'étaient retranchés dans la Première Chambre, laquelle émanait d'élections indirectes faites sur la base d'un cens ridiculement élevé.

Le ministère Staaff fut renversé au mois de février 1914 par un coup d'état des conservateurs, qui étaient parvenus à persuader la nation que le gouvernement ne s'occupait pas de la défense nationale avec une vigilance suffisante. Ainsi donc l'horrible excitation de l'Europe qui se manifesta juste avant la grande guerre, fit monter chez nous de jour en jour la température des sentiments nationalistes. Ajoutons que les milieux dirigeants reçurent sans doute des renseignements secrets de Berlin, où se préparait la catastrophe. Le ministère Staaff, auquel on reprochait son manque de germanophilie, et qui n'avait pas voulu faire construire des dreadnoughts en miniature, armés de canons du même calibre que celui des cuirassés allemands, fut remplacé, avec l'aide du roi, par le cabinet de M. Hammarskjöld, jurisconsulte éminent, très compétent en matière de droit international. conservateur rigide et doctrinaire, et qui s'appuya à la fois sur la docilité de la Première Chambre et sur la panique épouvantable qui naissait dans le pays devant l'orage menaçant. Dans le moment précis où M. Hammarskjöld essayait d'imposer à l'opinion son programme militaire, la guerre éclata, et cet homme qui, autrement, au bout de quelques semaines, aurait été obligé de renoncer à la tentative desésperée de gouverner contre la volonté du peuple, cet homme, dis-je, dut diriger nos destins à travers les épreuves dangereuses

de la guerre. Un changement de ministère pendant ce mois d'août était impossible, et malgré la dispute frénétique et haineuse qui se déchaîna jusqu'à la dernière heure, tous les Suédois se groupèrent loyalement autour de M. Hammarskjöld en « union sacrée » — phénomène qu'on a pu observer ici comme dans les pays belligérants.

Ainsi, grâce à un coup de main, sans doute facilité par les prodromes de la crise mondiale, la Suède, pendant les trois premières années de la guerre, fut gouvernée par un groupe anti-parlementaire et anti-libéral. Pour des raisons de politique extérieure — on craignait avant tout la victoire de la Russie — aussi bien que de politique intérieure, ce groupe identifia ses intérêts à ceux de la Prusse. Le cabinet Hammarskjöld, il est vrai, chercha, d'après ses propres déclarations, à mener une politique de neutralité, mais il n'avait aucun intérêt à faire taire les admirateurs bruyants et zélés de l'Allemagne qui tentaient par tous les moyens de s'imposer et réussirent en effet à persuader l'Europe qu'ils représentaient la nation. Celle-ci, en réalité, préférait de beaucoup une politique de neutralité stricte et éprouvait des sympathies générales pour les puissances occidentales qui luttaient contre l'impérialisme allemand. Il suffit d'observer que les deux hommes politiques les plus éminents du pays, Karl Staaff et Hjalmar Branting, se trouvaient de ce côté. Quant au parti conservateur, surpris par le retour de fortune que lui amenait la crise mondiale, il versa de plus en plus du côté germanique : au bout d'un an, nous comptions même un petit groupe « d'activistes », qui préconisait un « courageux ralliement » à l'Allemagne. Une politique loyale et vigoureuse aurait permis au gouvernement d'arrêter un tel mouvement rien qu'avec des arguments de bon sens : la liberté de la presse et de la parole est très grande en Suède. Mais, à l'inverse, le gouvernement favorisa, peut-être sans le vouloir, ces dispositions anti-ententistes en s'engageant dans des conflits pénibles avec l'Angleterre, à propos du blocus qu'exerçait ce pays. M. Hammarskjöld soutint avec une rigueur inflexible de théoricien les règles du droit des gens d'avant-guerre et refusa net de se conformer au désir

de l'Angleterre de contrôler nos importations. La conséquence en fut qu'on soupçonna fortement la Suède de faire passer des marchandises en Allemagne.

De toutes manières, l'importation fut arrêtée ; les Allemands y contribuèrent en coulant nos bateaux. Au commencement de 1917 la situation devint très sérieuse. Il fallut rationner le pain. M. Hammarskjöld entretint son différend avec l'Angleterre, et se permit même de dire des impolitesses au président Wilson. Mais il n'avait pas compté avec l'opinion publique ni avec son propre ministre des affaires étrangères. Au printemps il fut nécessaire de diminuer encore la ration de pain. L'attitude des masses finit par montrer à ce premier ministre obstiné qu'il ne fallait pas risquer d'attendre que cet arrêté entrât en vigueur. Il résigna son poste après une crise qui, en grande partie, fut provoquée par son ministre des affaires étrangères, M. K. A. Wallenberg, lequel n'avait pas cessé de réclamer une politique plus raisonnable à l'égard de l'Angleterre et de l'Entente. A M. Hammarskjöld succéda un ministère nettement conservateur qui envisageait comme certaine la victoire de l'Allemagne à la suite de la campagne sous-marine illimitée et de la grande offensive du printemps 1917. Mais à l'automne de la même année eurent lieu les élections. Elles servirent d'exutoire à toutes sortes de rancunes et de griefs accumulés. Pendant trois années une minorité qui voulait remplacer le régime parlementaire par le gouvernement bureaucratique d'un chancelier à l'allemande avait tenu la bride haute au peuple ; les finances étaient dérangées ; la Suède, pensait-on, avait failli être entraînée dans la guerre, et enfin, depuis des mois, le peuple n'avait plus mangé à sa faim ; le pain manquait et les prix augmentaient avec une rapidité vertigineuse, vu la pénurie des marchandises. Les élections furent la condamnation accablante du régime conservateur. Les socialistes et les libéraux mnltiplièrent leurs mandats, les conservateurs essuyèrent un rude échec, le roi fut obligé de s'adresser à l'opposition et d'appeler au pouvoir un ministère libéral-socialiste sous la direction de M. Nils Edén et dont, au début, faisait partie M. Hjalmar Branting.

De ce jour (octobre 1917) date une nouvelle époque dans l'histoire de la Suède. On se rattacha à la vieille tradition parlementaire d'avant 1914, mais on prit aussi la résolution de rendre la Constitution suédoise définitivement « safe for democracy » en abolissant, dans la Première Chambre, la représentation excessive de la minorité réactionnaire, sur laquelle le pouvoir royal pouvait fonder un gouvernement du caractère de celui de M. Hammarskjöld avec tout ce que cela comportait de risques pour notre existence nationale et pour notre tranquillité intérieure. Grâce à un gouvernement qui, pendant les mois les plus terribles de la guerre mondiale, au commencement de 1918, fit preuve d'une grande habileté, nous réussîmes à conclure un arrangement avantageux et loyal avec l'Angleterre, ce qui améliora tout de suite les conditions alimentaires et notre vie économique.

En même temps la Suède eut à subir une épreuve extérieure fort dangereuse. Des influences puissantes, ici et en Allemagne, agissaient pour nous entraîner dans une guerre civile contre la Finlande aux côtés de Guillaume II. Ce fut la dernière grande tentative des activistes ; il est sûr que seul le changement de régime qui venait d'avoir lieu évita à la Suède d'être entraînée dans la guerre aux côtés des vaincus, six mois avant la fin des hostilités.

La catastrophe allemande et la révolution furent ensuite d'une importance décisive pour le développement de la politique en Suède. Pendant ces semaines atroces où il sembla que le bolchévisme allait submerger toute l'Europe et que tout le système politique menaçait de se disjoindre, on vit se multiplier d'une façon extraordinaire les demandes d'une réforme radicale de la constitution suédoise. Toutes les personnes sensées comprirent que le moment d'agir était venu et que l'établissement d'un régime démocratique était le seul moyen d'échapper à l'anarchie, dont l'Allemagne et la Russie se montraient les affreuses victimes. Finalement, la question fut résolue sans désordres.

La Diète fut convoquée à l'extraordinaire et, d'un commun accord, tous les partis prirent la résolution

de transformer le mode d'élection à la Première Chambre. Le droit de vote des femmes fut en principe accepté. Ce nouveau régime s'imposa sans discussion, et l'histoire des deux années suivantes témoigna combien cette évolution rapide, il est vrai, mais parfaitement paisible, était juste ; et combien heureuse était la politique hardie et avisée qu'avaient entreprise les partis radicaux pendant l'automne 1918. Aussi la Suède n'a-t-elle connu aucune grande crise sociale depuis cette date.

Telle est l'histoire sommaire des changements politiques accomplis en Suède pendant ces dernières années. Comme tout les changements d'une telle nature, cette crise a des origines qui remontent à une époque lointaine. Elle signifie la victoire finale des efforts démocratiques du dix-neuvième siècle ; ces efforts étaient légitimes dans un pays qui a toujours reconnu la liberté des paysans, et jamais l'oppression féodale. On ne peut encore apprécier les conséquences de ces changements dans le domaine social et intellectuel. La civilisation suédoise va évidemment prendre de nouvelles formes, des classes nouvelles vont paraître au premier plan. Avant la guerre, et pendant la guerre elle-même, les classes dirigeantes étaient très nationalistes ; leurs conceptions philosophiques et sociales étaient celles d'une société de caractère industriel. L'issue de la guerre fut pour elles une énorme déception. Leur idéal s'écroulait et ells crurent leur existence menacée par l'anarchie qui se déchaîna en Allemagne, le pays de l'organisation politique et matérielle. Leur ancienne suprématie était définitivement perdue et de même l'espoir de la regagner. Certes la catastrophe est encore trop récente pour qu'on puisse en préciser les effets. Les courants intellectuels et littéraires n'ont pas encore eu le temps de s'affirmer à nouveau. Mais les événements de la politique intérieure, ces deux dernières années, ont détendu l'atmosphère. Le ministère de M. Edén a su gouverner le pays d'une manière adroite, selon les principes libéraux et d'accord avec les socialistes. Des réformes sociales ont été accomplies : ainsi par exemple on a introduit, la journée de huit heures, mais d'une manière modérée, en ménageant tous les intérêts. Les diffé-

rends sont devenus moins âpres et les rapports entre les partis se sont améliorés. Les récentes élections ont amené de nouvelles modifications et ont mis au pouvoir des éléments plus modérés. M. Branting, qui vient de jouer un grand rôle à l'assemblée de la Société des nations — et dont l'article qu'il a publié en novembre dans la *Revue de Genève* a été fort remarqué — a été écarté du gouvernement au profit d'un cabinet d'affaires. J'y reviendrai. Je n'ai voulu aujourd'hui que retracer l'évolution politique de la Suède pendant la guerre, et montrer qu'elle est à l'heure actuelle un des pays les plus heureux de l'Europe.

Anton BLANCK.

LA

CHRONIQUE INTERNATIONALE

INTERNATIONALISME ET CATHOLICISME

Benoît XV, dans son encyclique du 28 mai 1920, émettait le vœu que tous les Etats « se réunissent en une association, ou plutôt en une sorte de famille, apte aussi bien à conserver la liberté de chacun qu'à protéger l'ordre de la société humaine » ; et pour cette œuvre, il offrait aux Etats le « concours zélé de l'Eglise, modèle parfait de société universelle, et qui possède, par son organisation même et par ses institutions, une merveilleuse force pour unir les hommes ». Que l'Eglise, en se mettant ainsi à la disposition de la jeune Société des nations, ne fait qu'obéir à la logique de son dogme, à la logique de toute son histoire : c'est ce que nous voudrions montrer.

I

En 212 de notre ère, de par la volonté de l'empereur Caracalla, dans le monde dit civilisé, il n'y a plus un seul homme libre qui ne soit citoyen romain. Du fond des catacombes, les regards chrétiens s'élèvent vers la terre ; puissance souterraine encore, l'Eglise, déjà, commence de planer. Ses docteurs, ses papes, aperçoivent, presque à perte de vue, la vaste unité romaine, et puis, au-delà, quelque chose de mal défini, d'amorphe, de mouvant, la barbarie ; et ceci, plus tard, tuera cela. Mais pour l'instant l'œuvre romaine paraît indestructible ; par dessus la diversité des races et des peuples, la Rome impériale a construit une patrie unique. La jeune Eglise, par la voix de

l'Espagnol Orose, par la voix de l'Africain Saint Augustin, glorifiera, deux siècles après, comme un bienfait de Dieu, ce majestueux internationalisme romain.

Car elle voit, dans cette unité romaine, une première traduction, dans les faits, de cette idée d'unité humaine, que tout le dogme chrétien postule. L'Empire, de la Bretagne à l'Euphrate, réalise la fraternité civique de toute une partie de la famille humaine, de celle qui ne vit pas dans l'état de servitude. Assurément la fraternité chrétienne englobe, elle, les esclaves eux-mêmes, puis, au-delà même des frontières, tous les êtres humains, connus ou inconnus, pour lesquels, jusqu'au dernier, Jésus s'est immolé ; elle pénètre en profondeur jusqu'aux ultimes couches sociales, en largeur jusqu'aux extrémités du monde ; elle est plus ample, plus ambitieuse, plus humaine, plus adéquatement universelle, plus catholique, au sens grec du mot, que l'orgueilleuse unité romaine. Mais telle quelle, cette unité romaine est saluée par l'Eglise comme quelque chose d'auguste, de providentiel, comme l'instrument dont Dieu s'est servi pour aplanir les barrières devant la propagande chrétienne, pour élargir les routes sous les pas de ses apôtres. Rien de commun, d'ailleurs, entre l'internationalisme de l'Empire romain et certains internationalismes futurs ; la Rome des Césars ne prétend pas dissoudre en poussière l'humanité, mais au contraire faire œuvre d'architecte, et créer pour les hommes de toute langue, de toute latitude, des obligations envers une patrie nouvelle : la patrie romaine.

II

Mais un jour, aux portes de l'Empire, la barbarie cogna : elle s'infiltra, d'abord, et puis elle se rua ; et sur les décombres accumulés, des royaumes barbares surgirent. Alors Byzance, quelque temps durant, s'exhiba comme l'héritière de l'internationalisme romain : dupe d'un mot, dupe de ses propres pompes, Byzance ne parvint pas à duper l'humanité. Au-dessus de leur morcellement nouveau, les hommes sentaient survivre l'internationalisme romain ; mais ils en trouvaient la cime, non plus au Palatin, désormais désert, et pas davantage sur le lointain Bosphore ; ils la trouvaient au Latran, demeure du Pape, qui représentait pour eux la paternité de Dieu, et centre de cette Eglise qui, suivant le mot de saint Augustin, en rappelant à tous les hommes leur communauté d'origine, faisait d'eux une fraternité.

Vers le milieu du cinquième siècle, le pape Léon le Grand, célébrant dans sa ville de Rome, dans cette ville qu'il sauva d'Attila, la fête des apôtres Pierre et Paul, apostrophait dans un sermon Rome elle-même, et voici ce qu'il lui disait :

« Ce sont eux, c'est ce Pierre, c'est ce Paul, auxquels tu as dû
« d'être élevée jusqu'à cette gloire, d'être la nation sainte, le peuple
« élu, la cité sacerdotale et royale, et de devenir, par le siège sacré

« du bienheureux Pierre, la tête du monde, et d'exercer un rayonne-
« ment plus large encore en vertu de la religion divine qu'en vertu
« de la domination terrestre. Car encore qu'à la faveur de multiples
« victoires, tu aies étendu sur terre et sur mer le droit de ton empire,
« le domaine qui te fut soumis par la besogne des armes est cepen-
« dant moins vaste que cet autre domaine, sur lequel la paix chré-
« tienne t'a fait régner. »

Paroles décisives ; après avoir emprunté à ce fait international qu'était l'unité romaine les plus merveilleuses facilités pour la diffusion du nom chrétien, l'Eglise affirmait un autre genre d'unité romaine fondé par la « paix chrétienne » ; désormais l'internationalisme catholique rayonnait.

Mais la « paix chrétienne », suffisait-il de l'affirmer ? il fallait l'accomplir. Se penchant sur ceux d'entre les royaumes barbares qui étaient demeurés rebelles à l'hérésie d'Arius, l'Eglise s'occupa d'abord d'y réaliser la paix chrétienne entre les alluvions de populations qui successivement s'y étaient déposées, vieille population romaine, et populations barbares tour à tour implantées. Elles avaient beaucoup de mal à se coaguler, à ne faire, dans l'enceinte de chaque royaume, qu'un seul peuple. Mais la communion dans un même *credo*, et la notion chrétienne de la fraternité des âmes, agirent lentement à la façon d'un ciment. Romain de la veille et barbare de la veille, à force de s'entendre dire qu'ils étaient frères, se sentirent peu à peu, dans chaque royaume, membres d'une même organisation politique ; et, tout doucement, se prépara l'éclosion des patries. C'est ainsi que la première œuvre de l'internationalisme catholique fut d'aider l'humanité dissoute, — oui, dissoute par le fait de la chute de l'Empire romain, — à se classer et à s'ordonner, de nouveau, en un certain nombre de groupements. L'Eglise, qui baptise l'être humain lorsqu'il vient de naître, baptisait les groupements humains avant même qu'ils ne fussent nés, et lorsqu'ils ne faisaient encore qu'aspirer à naître ; il n'y avait pas de France avant le baptistère de Reims, et ce fut dans ce baptistère que commença la lente et progressive éclosion de la France. Le baptême des nations précéda leur naissance, et l'on vit, à travers l'histoire, l'Eglise élever sur les autels les divers personnages qui, dans chaque peuple, avaient aidé, tout à la fois, au développement de la vie chrétienne et aux progrès de l'esprit d'union fraternelle dans le cadre national ; un saint Etienne, un saint Canut, un saint Henri, un saint Ferdinand, un saint Louis.

Arrêtons-nous un instant sur cette première leçon d'histoire : car elle nous révèle un premier aspect de l'internationalisme catholique, sur lequel, tout de suite, il convient d'insister.

Il y a de nos jours un internationalisme niveleur : pour mieux unir les hommes il voudrait abolir leurs cadres naturels d'existence, les patries, et certains de ses adeptes, non parfois sans hypocrisie, considèrent comme une extension suprême de l'amour des hommes un régime dans lequel on n'aurait pas plus de devoirs envers le compatriote qu'envers le Hottentot ou le Papou. Tel n'est pas l'internationalisme catholique. L'Eglise connaît nos instincts altruistes, nos

instincts de sympathie humaine ; mais, puisqu'elle nous confesse, elle connaît aussi nos égoïsmes, elle les connaît pour lutter continuellement contre eux, jusqu'à la fin des siècles. Aimer l'humanité, c'est fort bien, mais l'Eglise sait que, pour que notre amour de l'humanité ait quelque chose d'actif et de charitablement efficace, pour qu'il cesse d'être une berquinade ou bien une comédie, il faut qu'il soit fixé, encadré, orienté. Adresser au Papou, ou bien au Hottentot, de platoniques déclarations d'amour, dire à la cantonade qu'on aime tous les hommes, c'est en définitive fort peu gênant. Ces hommes lointains, puisque vous les aimez tant, que n'allez-vous, bien vite, les prêcher comme missionnaires, ou bien les soigner dans quelque léproserie ? Mais c'est la glorieuse tâche d'une restreinte élite. Et ce mot de prochain, dont l'Evangile désigne nos frères humains, nous appelle tout d'abord, — nous la foule — à concentrer nos regards sur les plus proches de nous, sur ceux qu'unit à nous le lien de la patrie.

Le concitoyen, le compatriote, c'est le prochain visible, désigné à notre dévouement ; et l'idée de patrie, ainsi envisagée, est comme une forme contraignante du lien social.

Remarquons la force et la précision de ce mot : prochain. La Révolution supprima les liens entre gens du même métier, entre ceux qui, dans le domaine économique, étaient les uns pour les autres des prochains ; le programme social de l'Eglise vise à rétablir ces liens ; et c'est tant mieux pour la réalisation effective de la fraternité humaine. Mais il est une autre proximité, c'est celle du sol, de l'habitation, celle qui crée la communauté de traditions, de coutumes, celle qui résulte d'une longue histoire vécue en commun et faite en commun par des ancêtres qui étaient eux-mêmes des prochains. L'Eglise, aussi, tient à ces liens-là : elle sait que l'existence de la patrie nous permet et nous oblige d'acquitter, en fait, notre contribution envers cette vaste fraternité qu'est la race humaine ; que pour la bonne comptabilité de la dette sociale, ce cadre qui s'appelle la patrie est un élément indispensable ; et que le lien social cesserait d'avoir prise sur la grande foule des consciences du jour où elles se sentiraient de simples atomes, arbitrairement éparpillés dans une humanité incohérente et diffuse[1].

Cette interdépendance que définit saint Paul en disant que nous sommes membres les uns des autres est plus étroite, plus impérieuse et plus complexe, entre les citoyens d'une même patrie, qu'entre les myriades d'individus émiettés que seraient les citoyens du monde ; et c'est pourquoi l'Eglise, à titre de gardienne de la morale sociale, s'est toujours piquée de faire entrer la notion de civisme dans les leçons qu'elle enseigne aux hommes. Avec saint Ambroise, elle ressuscite, en les enrichissant du prestige de sa propre morale, les enseignements de Cicéron sur les devoirs envers la patrie[2].

[1] Qu'il nous soit permis de renvoyer à l'introduction de notre livre : *L'Idée de patrie et l'humanitarisme* (Paris, 1901).

[2] Thamin, *Saint Ambroise et la morale chrétienne au IVe siècle*, p. 230.

Avec les scolastiques, elle dessine ce syllogisme :

« La piété requiert que nous ayons une affection pour notre principe.

« Or le principe de la génération pour chacun de nous, c'est son père et sa patrie.

« Donc il faut qu'à l'endroit de ces deux êtres l'homme soit animé d'un bon vouloir. »

Avec Pie X, elle chante à chaque 30 mai, dans l'hymne de la fête de la Bienheureuse Jeanne d'Arc : « Jeanne, confiante en Dieu, plus vaillante de jour en jour, obéit aux ordres de ses voix, et volontiers elle se voue, chaste victime, pour sa patrie. » — Avec Benoît XV, enfin, dans ce même mois de mai 1920 où tendant ses deux mains à toute l'humanité, elle s'offre comme une collaboratrice pour la future Société des nations, l'Eglise élève aux cimes suprêmes de la sainteté, dans la personne de Jeanne d'Arc, l'héroïne par excellence de l'idée de patrie.

III

Mais cette Eglise qui baptisa les patries, et qui définit la vertu patriotique, et qui sanctionne, sur ses autels mêmes, l'héroïcité de cette vertu, sauvegarda toujours et proclama toujours, au dessus même des diverses patries, les exigences de la charité humaine, résultat du fait de la fraternité . . Revenons sur le terrain de l'histoire pour y ressaisir cet autre aspect de l'internationalisme chrétien. Ecoutons saint Léandre, évêque de Séville, parlant en 589 devant le troisième concile de Tolède : « Sainte Eglise de Dieu, réjouis-toi ! Sachant combien douce est la charité, combien délectable est l'union, tu ne prêches que l'alliance des nations, tu ne soupires qu'après l'union des peuples. Issues d'un même homme, unies par l'origine. l'ordre naturel veut que toutes les nations soient unies par la foi et la charité. » Trente ans s'écoulaient ; en face du monde chrétien l'Islam s'éveillait ; et ce n'était plus seulement l'ordre naturel qui exigeait que toutes les nations fussent unies *par* la foi, c'étaient les intérêts mêmes de la chrétienté qui allaient exiger que toutes les nations chrétiennes fussent unies *pour* la foi.

La vieille Rome impériale hantait, même sous la tiare et surtout sous la tiare, l'imagination des hommes ; la Papauté ressuscita l'Empire, avec l'espoir que la collaboration de ces deux cimes : le vicariat spirituel de Dieu et son vicariat temporel, assurerait à l'encontre du Musulman la cohésion du corps chrétien. Mais la belle lune de miel carolingienne fut vite oubliée ; la juxtaposition des deux moitiés de Dieu, au lieu de se tourner en coopération, dégénéra le plus souvent en conflit ; et ce conflit même habitua l'âme germanique à se dresser contre Rome ; la division de la chrétienté entre papes et antipapes fut, dès le onzième siècle, un prélude, d'origine germanique, à la grande déchirure du XVIe siècle ; et les vicissitudes du Saint-Empire, de ce même Saint-Empire qui devait être l'une des clefs de voûte de l'unité

chrétienne, préparèrent l'âme germanique à suivre la voix de Luther, et à détruire cette unité chrétienne.

Si attachée qu'elle fût au rêve d'un Saint-Empire, la Papauté n'en fut jamais captive, et il est curieux d'observer que les papes qui arborèrent avec le plus d'éclat l'idée de chrétienté, un Alexandre III, un Innocent III, furent en même temps ceux qui s'intéressèrent le plus activement, sur le versant italien des Alpes, aux progrès de cet esprit guelfe qui représentait l'insurrection populaire de l'esprit chrétien contre les maximes néo-païennes du césarisme germanique.

Ainsi échoua l'internationalisme médiéval, en tant qu'architecte d'un cadre politique. Tout en même temps cette papauté savait, par la vertu personnelle de ses démarches, et par ses conversations personnelles avec les diverses nations, maintenir l'idée d'une chrétienté unie, qui liait ses membres par certains devoirs et les protégeait par certains droits. Lasse de compter sur les empereurs, on vit la papauté, par la voix française d'Urbain II, et puis en empruntant l'organe de saint Bernard, de Foulques de Neuilly, de saint Pierre Thomas, donner aux divers peuples chrétiens conscience de leur vocation commune, la défense de la chrétienté contre l'Islam ; et la Papauté trouva dans l'âme française, pour son message d'internationalisme chrétien, le concours que le sceptre germanique se montrait impuissant ou rebelle à lui prêter. Dans ce message, où les empereurs ne cherchaient qu'un tremplin pour leur césarisme, les peuples, à certaines heures, écoutèrent et goûtèrent un ordre d'élan, qui commandait la fraternité des âmes pour le service du même Père divin.

La Paix de Dieu et les serments imposés aux chevaliers soustrayaient aux menaces de pilleries des gens de guerre la veuve et l'enfant, le clerc et le paysan, l'Eucharistie sur l'autel et le froment dans les sillons, et la Trêve de Dieu, durant certaines périodes nettement délimitées, prétendait faire tomber les armes des bras humains ; par ces deux institutions, l'Eglise, souvent sans succès, avait tenté de mortifier la fougue des énergies et des instincts. Les croisades, elles, orientèrent cette fougue ; elles enrôlèrent tous ensemble, au commun service d'une idée, d'une foi, ceux qui jusque-là, sous l'impulsion de certaines convoitises, s'armaient si volontiers les uns contre les autres. Et bien que l'histoire des croisades soit perpétuellement scandée par des retours offensifs de l'esprit de lucre et de brutalité, ces mobilisations de l'internationalisme chrétien purifièrent dans une certaine mesure l'idée que se faisaient les hommes du droit de la force.

IV

Mais parfois les croisades s'abrégeaient ou s'ajournaient, parce que les peuples chrétiens avaient envie de se battre entre eux, ou parce qu'ils se battaient. Les papes se proposaient ou bien essayaient de s'imposer, comme médiateurs, comme arbitres ; tantôt on les écoutait,

tantôt on les éconduisait ; les susceptibilités nationales contre la théocratie papale furent de bonne heure trop vives pour que l'arbitrage pontifical prit la régularité d'une institution et pour que la pratique de cet arbitrage fût même indiquée, dans la théorie thomiste de la guerre, comme un moyen de faire cesser le fléau.

La supplication liturgique : De la famine, de la peste et de la guerre, délivrez-nous Seigneur, était démentie par le plaisir même que les hommes trouvaient au cliquetis des armes. Des sectes surgirent, celle des Vaudois, celle des Albigeois, lointaines héritières de ce manichéen Faustus qu'avait déjà réfuté saint Augustin, et lointaines devancières d'une certaine pensée slave de la fin du XIXe siècle : elles prétendaient trouver dans l'Evangile l'interdiction pour les chrétiens de se défendre et même de résister au mal. L'Eglise sentit le péril ; ne pas s'armer contre le mal, c'est abandonner le monde, comme une proie passive, aux licences de la violence. Saint Thomas déclara qu'un particulier désireux de suivre certains conseils évangéliques peut bien renoncer à son propre droit, mais qu'un Etat, qui possède le pouvoir pour la défense de ses nationaux, manquerait au contraire à son devoir essentiel en abandonnant à la violence des étrangers ce qu'il a charge de protéger. Grand réaliste, et grand moraliste, saint Thomas lisait, un siècle après le canoniste Gratien qui déjà s'en était servi, *la Cité de Dieu*, de saint Augustin, et y puisait, pour *la Somme*, les premiers éléments d'un chapitre sur la guerre, où, descendant des rêveries abstraites sur un terrain plus concret, il se demandait avant tout : Faire la guerre est-il toujours un péché ? Et Saint Thomas définissait les trois conditions moyennant lesquelles une guerrre était juste : il fallait qu'elle fût déclarée par une autorité publique, par le « prince », et la conséquence de cette première condition, c'était la prohibition des guerres privées, ce fléau des temps féodaux ; il fallait que ceux que le prince voulait attaquer l'eussent mérité par quelque faute qui leur fût imputable et dont il résultait que la guerre était juste, et la conséquence de cette seconde condition, c'était la prohibition de toute guerre de rapine, de toute guerre de conquête, de toute guerre de vengeance. Il fallait enfin que l'intention du prince fût droite ; c'est-à-dire qu'il combattît non par cupidité, non par cruauté, mais pour promouvoir le bien ou pour éviter le mal. Et la guerre, d'après la conception thomiste, se présentait ainsi aux consciences chrétiennes comme un emploi de la force pour la suppression d'une injustice, pour la punition de cette injustice, pour la réaction nécessaire qui doit, au désordre résultant de l'iniquité, substituer l'ordre résultant de l'équité. Dans une guerre juste, ainsi définie, le butin ne devait pas être considéré comme une rapine ; mais les seules ruses permises par saint Thomas étaient celles qui dérobaient à l'ennemi les opérations projetées, mais non pas celles qui consistaient à lui affirmer un fait contraire à la vérité ou à violer à son endroit quelque promesse. Ainsi l'Eglise introduisait-elle dans l'enseignement scolastique de la morale sociale une première ébauche de la doctrine de la juste guerre. « Juste guerre » combien le mot avait changé de sens ! La juste

guerre, c'était pour les féciaux, au temps des vieux Romains, la guerre déclarée conformément à certains rites ; la juste guerre, c'était pour saint Thomas la guerre visant à venger la justice lésée, et conduite dans un esprit de justice. Les philosophes anciens, et spécialement Cicéron, étaient familiers avec l'auguste contemplation de la loi naturelle, « non point écrite mais innée » ; ils vouaient un culte à cette raison naturelle, « que ne peut changer, disaient-ils, l'autorité d'un Sénat » ; ils avaient admis, cependant, qu'on pût, pour l'intérêt national, entreprendre des guerres injustes. Halte là ! disait l'Eglise, par la voix de saint Thomas, et cette voix se prolonge jusqu'à travers le quatorzième et le quinzième siècle, où l'idée de nationalité, et les convoitises qu'elle suscitait, devenaient un des facteurs décisifs de l'histoire européenne. L'Eglise, en face de ces convoitises, avait à l'avance dessiné les premières lignes doctrinales d'un droit des gens chrétien. [1]

Georges GOYAU.

(A suivre.)

[1] Pour s'éclairer plus amplement sur ces questions et sur celles dont nous esquisserons ensuite certains aspects, il faut lire avant tout : Yves de la Brière, *Le Droit international chrétien*, dans les *Annales de l'Institut supérieur de Philosophie.* Louvain, 1920 ; et puis, pour les précisions de détail, *La guerre et la paix d'après le droit naturel chrétien*, par le P, Marcel Chossat (Paris, 1918) ; *Le droit de guerre d'après les théologiens et les canonistes du moyen âge*, par A. Vanderpol (Paris 1912) ; *La guerre devant le christianisme* par A. Vanderpol (Paris 1912) ; *L'église et la guerre*, par Mgr Batiffol, Paul Monceaux, Emile Chénon, A. Vanderpol, Louis Rolland, Frédéric Duval, l'abbé Tanquerey (Paris 1913) ; *Le concept de la guerre juste d'après les écrivains antérieurs à Grotius*, par Joseph Salvioli (Paris 1918).

REVUE DES REVUES

Revues Belges. — Parmi les revues belges qui nous arrivent, nous en distinguerons quatre aujourd'hui, qui nous paraissent correspondre à des programmes très différents. Voici d'abord le *Thyrse*, bi-mensuel, et dirigé par M. Léopold Rosy. Revue purement littéraire, qui donne des nouvelles, des poèmes en prose, de la critique d'art. On y trouve des fragments, des impressions, des notes brèves, rien de très lié, ni de très affirmé. Ce sont des tentatives, d'ailleurs souriantes et jeunes, une inspiration sincère, mais de souffle court, de la bonne volonté et des tâtonnements. Nous avons surtout goûté, dans les récents numéros, une juste étude de M. Charles Conrardy sur l'écrivain curieux qui s'appelle Franz Hellens, des vers délicats d'Albert Valentin, et un charmant poème, libre et fantaisiste, d'Albert Mockel, à la gloire de Paul Fort. Le *Thyrse* offrait un banquet à l'auteur des *Ballades*. Ce fut l'occasion de discours, de toasts improvisés, notamment par Louis Piérard, notre collaborateur, qui rendit justice au « bulletin lyrique » publié par Paul Fort pendant la guerre. Sous la même signature, le numéro de janvier a donné d'excellentes notes de voyage.

La *Terre wallonne* est un recueil catholique. Il ne nous semble pas valoir *Durendal*, qui paraissait avant la guerre, et qui, en même temps que sa ferveur chrétienne, dénotait beaucoup d'ardeur, d'enthousiasme même, et un sincère souci de la beauté. Ici nous trouvons des études un peu ennuyeuses, écrites d'un style gris, et une tendance à l'apologétique qui risque de déformer la réalité. Par exemple, le renouveau catholique en France est un fait incontestable, mais l'abbé Lacroix va trop loin, croyons-nous, lorsqu'il ne voit en France

que des catholiques. Dire que « cette école jalousement orthodoxe (le néo-thomisme) entraîne à sa suite les meilleurs esprits et règne virtuellement sur les destinées intellectuelles de la France », c'est un peu excessif. La destinée intellectuelle de la France ne tient pas, tout entière, à l'ombre de l'abbé Sertillanges. Si Ernest Psichari, « après s'être heureusement retiré du labyrinthe compliqué des doctrines relativistes mises à la mode par Renan », si « Emile Baumann, Amédée Guiard » ont mené « une triomphante offensive contre tous ceux qui veulent exiler des productions de la littérature l'âme humaine et le surnaturel », nous croyons que Renan demeure néamoins un personnage beaucoup plus considérable que Psichari ; M. Baumann est un romancier inégal ; quant à Amédée Guiard nous ne le connaissons pas. De même, M. Jean Valschaerts n'exagère-t-il pas le parti pris lorqu'il traite Anatole France de « pauvre philosophe » et dit qu'il a « tout juste réussi à donner des prétextes aux instituteurs primaires pour douter de tout ». Ce renouveau catholique, qui produit de belles âmes et de grandes œuvres, ne va-t-il pas, en se généralisant, susciter un certain nombre de primaires bigots qui feront regretter les primaires laïques de naguère ? Il est bien porté, aujourd'hui, d'être clérical. Le vent est aux conversions, comme il a été, en d'autres époques, au libéralisme. Mais on aurait tort de croire que le monde moderne renoncera à la liberté, consentira aux mots d'ordre absolus, aux consignes intellectuelles et esthétiques. Il est vrai que certains critiques de France donnent l'exemple à leurs coreligionnaires belges. Dans un récent numéro des *Lettres*, M. Gaston Baty accuse la Renaissance d'avoir fait divorcer l'homme d'avec la nature. Vraiment ? Et puisque « les artistes dessinent éperdument le corps », affirme-t-il, ce sont des « malfaiteurs » au même titre que les réformateurs et les humanistes. Certes, comme dit l'autre, le papier supporte tout, et il est dans la tradition de beaucoup de polémistes catholiques d'être injurieux. Mais, outre que ce n'est guère chrétien, est-ce très intelligent ?

Le *Flambeau* est une revue de politique et de littérature, surtout, nous semble-t-il, de politique. Nous y avons trouvé des souvenirs très curieux de M. Gérard Harry sur le cinquantenaire de la République française. L'auteur était à Paris comme enfant au moment de la guerre de 1870 et de la Commune. Il montre par contraste la magnifique tenue du Paris de 1914. Il trace un parallèle émouvant et exact entre Napoléon III renversé par un peuple qui voulait sauver l'honneur, se défendre mieux, et Guillaume II renversé par un peuple qui voulait capituler plus vite ; entre un vaincu pressé de s'acquitter des obligations auxquelles il avait souscrit, et cet autre vaincu soucieux de ne pas tenir ses engagements, de se dérober à son expiation, alors que la paix dont l'Allemagne se plaint « est infiniment bénigne en comparaison de celle qu'elle eût implacablement imposée à autrui si elle avait été victorieuse ». Nous nous associons à l'hommage que M. Gérard Harry rend au sang-froid, à la clarté d'esprit, à la décision dont la nation française donne l'exemple depuis six années. L'écrivain belge salue en elle un solide appui pour la

Belgique, pour l'Europe : on permettra à un écrivain suisse d'aboutir aux mêmes conclusions et de considérer la France d'aujourd'hui comme une colonne maîtresse de la civilisation. — Dans son numéro de décembre, le *Flambeau* donne un excellent article sur Spitteler, de M. Charles Beckenhaupt. « Un fait est certain, dit-il, l'œuvre de Spitteler émerge des flots de réalisme, de pessimisme et de sentimentalité chronique qui caractérisent notre époque. Elle avoue sa foi dans le génie de l'homme. »

Enfin nous en venons à l'*Art libre*, une publication d'extrême-gauche, pacifiste, antimilitariste, genre Barbusse, dont nous ne partageons à aucun titre la tendance générale. Mais des quatre revues que nous venons de mentionner, c'est la plus vivante et la plus riche de curiosités diverses. M. Paul Colin en est le principal critique. On constate, à le lire, combien il est nécessaire de toujours commencer par des définitions. Les hommes ne s'entendent pas faute de nomenclature. Ainsi, M. Colin loue le dernier livre de M. Romain Rolland d'être « pleinement révolutionnaire ». Mais il le loue également d'être individualiste. Est-ce que la révolution qu'on nous annonce n'est pas sur le modèle communiste, c'est-à-dire férocement anti-individualiste ? Alors ? Un des personnages de M. Rolland compose un livre de vers. Et M. Colin déclare que « ce mot bourgeois » (composer) « est le seul bon ici ». L'acte de composer, c'est-à-dire le choix, la mise en place, la construction, serait un acte bourgeois ? Comprenez-vous cela ? Plus loin, il affirme, à propos d'un ouvrage de M. Henri Lambert, que « le pacifisme sera révolutionnaire ou sera impuissant. » Ne cessera-t-il pas surtout d'être le pacifisme en devenant révolutionnaire ? Car la « révolution », nous savons ce que c'est, nous en avons des exemples sous les yeux : elle est guerrière. Nous suivons plus volontiers M. Colin dans l'éloge si juste qu'il fait de la *Confession de minuit*, de Georges Duhamel. Voilà un livre admirable, et il nous semble vraiment que la critique ne l'a pas assez tiré hors de pair, mis à son rang. Il se publie beaucoup de romans en France, des noms nouveaux apparaissent, toute une fécondité dont il faut attendre beaucoup : mais ce sont pour la plupart des tentatives, des promesses. *Confession de minuit* est une œuvre : la différence est essentielle.

Relevons encore dans l'*Art libre*, les articles de MM. Marcel Martinet F. S. Flint, Dirk Coster, Charles Vildrac. Le numéro de janvier est particulièrement riche en collaborations diverses et de tous pays. Il y a là une curiosité intellectuelle, une générosité, une variété de connaissances dont le mérite est grand.

NOTES

Nouveaux Collaborateurs. — Nous avons le plaisir d'annoncer l'entrée à la *Revue de Genève*, à titre de collaborateurs réguliers, de MM. Soong Tsung Faung (Chine), P. Milioukof (Russie), Edouard Westermarck (Finlande), Petco Staïnoff (Bulgarie) et Habibullah Khan Chahab (Perse).

Enfin, nous avons confié à M. Albert Cohen, qui vient de publier un très beau livre de vers, *Paroles juives*, une chronique juive. Celle-ci paraîtra parmi nos autres chroniques nationales. Nous estimons, en effet, que, pour bien comprendre notre temps, il convient de connaître objectivement les caractères ethniques d'Israël, ses aspirations, sa politique et les résultats qu'il obtient.

* * *

Un Ballet de Descartes. — En décembre dernier, la *Revue de Genève* a fait représenter par la troupe Pitoeff le ballet si curieux que nous avons publié dans notre numéro d'août. Donnée par invitation, cette soirée a réuni des délégués à l'Assemblée des nations, des journalistes de pays divers, des amis de notre revue. Il nous paraissait heureux, en effet, de mettre sous les yeux de tels hôtes, réunis à Genève pour une œuvre de paix, le spectacle où l'illustre philosophe, au sortir de la guerre de Trente Ans, maudit la guerre et ses profiteurs, célèbre la concorde, et aspire au bonheur humain. C'était une reprise, en 1920, de la première de 1649, à Stockholm. Les circonstances se ressemblaient trop pour ne pas donner à cette résurrection un caractère curieux d'actualité. Nous avons eu le plaisir de constater que notre tentative a été fort bien accueillie.

Georges Pitoeff n'a pas cherché à reconstituer la *Naissance de la Paix* telle qu'elle avait été représentée devant la reine Christine. Renonçant à toute exactitude historique, il a interprété l'œuvre ancienne librement, et dans l'esprit plutôt que dans la lettre. Au fond, les ballets de cette époque, divertissements costumés et dansés à l'occasion d'un événement public, correspondaient à ce qu'est de nos jours la revue de music-hall. C'était une commémoration de l'actualité. En habillant celui de Descartes strictement à la mode du XVIIe siècle, on l'aurait fixé dans le temps, on l'aurait empêché d'être une allusion à notre époque. Pitoeff l'a mis en scène comme une fantaisie afin de lui conserver sa vertu. Pas de pittoresque daté, mais du mouvement, des draperies, un héroïsme fabuleux, de la drôlerie décorative.

* * *

Grève des Typographes. — Nous nous excusons de faire paraître ce numéro avec quelque retard. Mais les typographes s'étant mis brusquement en grève, notre imprimerie a été fermée pendant une dizaine de jours. A l'heure où il y a tant de chômeurs, et qu'il faut plaindre, c'est merveille de voir des gens abandonner si aisément le travail.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu de Suisse :

Arnold Reymond : *Pascal et l'apologétique chrétienne* (Edit. de la Concorde, Lausanne).

Marie-L. Herking : *Charles-Victor de Bonstetten* (Edit. de la Concorde, Lausanne).

Délégation esthonienne : *Mémoire sur l'indépendance de l'Esthonie*, Genève.

E. Cuchet-Albaret : *Le Beau Château* (Payot, Lausanne).

Albert Cohen : *Paroles juives* (Kundig, Genève).

X. : *Compte rendu du Conseil général de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge* (Genève).

O. Nippold : *La Géorgie au point de vue du droit international* (Bureau de Presse géorgien, Berne).
Jean Martin : *Lettres de Géorgie* (Imprimerie du Journal de Genève, Genève).
Noëlle Roger : *Les disciples* (Payot, Lausanne et Genève).
Pierre Girard : *Le visage tourné vers le zénith* (Editions Sonor, Genève).
Benjamin Constant : *Adolphe*, avec une préface de M. Pierre Kohler (Editions Spes, Lausanne).
Marc Dufaux : *Quelques pages* (Edit. de la Revue romande, Lausanne).
Auguste Forel : *Le monde social des fourmis* (Kundig, Genève).

de Belgique :

Henri Lambert : *Le nouveau contrat social* (Lamertin, Bruxelles).

d'Angleterre :

Inayat Khan : *Songs of India* (The Sufi publishing Society, Londres).
» *Diwan* (The Sufi publishing Society, Londres).
» *Hindustani Lyrics* (The Sufi publishing Society, Londres).

de France :

Soumé Tcheng : *Souvenirs d'enfance et de révolution* (Payot, Paris).
Dr Mitkovitch : *Une voix serbe* (Payot, Paris).
M. Martna : *L'Esthonie* (Colin, Paris).
G. Gaillard : *Les Turcs et l'Europe* (Chapelot, Paris).
Y. Palat-Phélizon : *Les étapes du rêve* (Maison française d'art et d'édition, Paris).
K. Kawakami : *Le Japon et la paix mondiale* (Renouard, Paris).
K. Fr. Pedrick : *Du moyen de manifester la perfection* (Fischbacher Paris).
F. Larnaude : *La Société des Nations* (Imprimerie nationale, Paris).
Jean Royère : *Jean-Antoine Nau* (Douar des lettres, Tunis).
Emile Henriot : *Les Temps innocents* (Emile Paul, Paris).
Pierre Hamp : *Les chercheurs d'or* (Editions de la Nouvelle Revue française, Paris).
Knut Hamsun : *Victoria* (F. Rieder et Cie, Paris).
Thomas Hardy : *Les petites ironies de la vie* (F. Rieder et Cie, Paris).
Marthe de Libermont : *La dernière étape* (H. Floury, Paris).
Edouard Guyot : *H. G. Wells* (Payot, Paris).
Ernest Prévost : *Le livre épique* (Chapelot. Paris).
Ch. de Larivière : *L'Ukraine et la petite entente* (Comité de relations internationales, Marseille).
Omar Khayyam : *Les 144 quatrains*, traduits par Claude Anet et Mizzá Muhammad (Editions de la Sirène, Paris).
Louis Gillet : *La bataille de Verdun* (Van Oest et Cie, Paris et Bruxelles).
Waldo Franck : *Notre Amérique* (Editions de la Nouvelle revue française).
Stéphane Mallarmé : *Vers de circonstances* (idem).
Gobineau : *Mademoiselle Irnois* (idem).

161

LA REVUE DE GENÈVE

FÉVRIER 1921. N° 8.

DIRECTEUR: ROBERT DE TRAZ
ADMINISTRATEURS:
PAUL CHAPONNIÈRE; ALFRED NICOLE

POUR LA PUBLICITÉ, S'ADRESSER A
PUBLICITAS S.A., CORRATERIE, 15, GENÈVE

ABONNEMENTS: SUISSE: Un an, Fr. 36.—; Six mois, Fr. 19.—; Trois mois, Fr. 10.—. Prix du numéro, Fr. 4.— :: AUTRES PAYS: Un an, Fr. 44.—; Six mois, Fr. 23.—; Trois mois, Fr. 12.—. Prix du numéro, Fr. 4.50. :: La REVUE paraît le 15 de chaque mois. :: Reproduction et traduction des oeuvres publiées par la REVUE DE GENÈVE interdites pour tous pays. :: Les ouvrages envoyés pour compte rendu doivent être adressés à la REVUE DE GENÈVE en double exemplaire. —— Les manuscrits ne sont pas retournés. Les auteurs non avisés dans le délai de deux mois de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la REVUE où ils restent à leur disposition pendant un an. —— Toutes demandes de changements d'adresses doivent être accompagnés de 1 franc en timbres-poste ou mandat. :: :: :: :: :: ::

Les abonnés qui désireraient recevoir les numéros de LA REVUE DE GENÈVE *rognés* voudront bien nous en faire la demande.

ADMINISTRATION: 46, RUE DU STAND, GENÈVE
TÉLÉPHONE 93-11. CHÈQUES POSTAUX: I. 1778

La Revue de Genève

CHRONIQUES NATIONALES

Allemagne. — F. W. Förster. von Prittwitz-Gaffron.
Amérique latine — Robalino Davila. Alfonso Reyes. Ronald de Carvalho M. Oliveira Lima.
Angleterre. — C. E. Bechhofer. Edward Shanks.
Autriche .... Joseph Redlich.
Belgique .... Louis Piérard.
Bulgarie .... Petco Stainoff.
Chine ...... Soong Tsung Faung.
Espagne .... Ad. Salazar.
Etats-Unis .. John Erskine.
Finlande .... Edward Westermarck.
France .... — Daniel Halévy. Edmond Jaloux.
Grèce ...... André Andreadès.
Hollande .... Hermann Robbers.
Hongrie ... — Comte J. Andrassy. Frédéric Riedl.
Israël ...... Albert Cohen.
Italie ..... — Guglielmo Ferrero. Giuseppe Prezzolini.
Perse ...... Habibullah Khan Chahab.
Pologne ..... Jan Kucharzewski.
Portugal .... Comte de Penha-Garcia.
Roumanie ... N. Jorga.
Russie .... — Paul Milioukov. Nicolas Roubakine.
Serbie ...... Lazare Markovitch.
Suède ...... Anton Blanck.
Suisse ...... *Divers.*
Tchécoslovaquie ...... Hasbovec.
Ukraine .... Alexandre Choulguine

LA REVUE DE GENÈVE publiera dans ses prochains numéros des lettres inédites de Tolstoï; L'Esthétique du machinisme, d'Elie Faure; Les Pastorales basques, de G. Hérelle; Jock a la grace de Dieu, d'Arnold Bennett; L'Aventure du Commandant Rybkinoff, de Kouprine; L'Attitude de l'Allemagne vis-a-vis de la France, de Georges Bernhard; Les Mémoires d'un souverain déposé, de G. Ferrero; Beethoven, de H. von Hofmannsthal; L'Elfe de Lord Dunsany; Le Militarisme mexicain, de Blasco Ibanez; L'Ame du Peuple, de Just Havelaar; des poèmes de Logan Pearsall Smith; La Révolution et les bolchévistes, du Président Masaryk; La mission de la Hongrie, par le Comte Apponyi; Tonio Kröger, par Thomas Mann; etc., etc.

Dépositaires généraux de La Revue de Genève :

France : Pour la fourniture en gros, s'adresser aux Messageries HACHETTE, 111, rue Réaumur, à Paris (IIe).

Angleterre : Messageries HACHETTE, King William Street. 16, London W. C. 2.

Belgique : Dépôt principal, Agence DECHENNE, 14, Galerie du Roi, Bruxelles.

Hollande : Fransche Bœkhandel FEIKEMA, CAAERLSEN & Co, Singel 151-153, Amsterdam.

Hongrie : Librairie Ferdinand PFEIFER, ZEIDLER Frères, Budapest, IV Kossuth Lajos Utca 7.

Costa Rica : Trejos HERMANOS, Apartado 869, San José, Costa Rica.

Haïti : Madame J. J. MANIGAT. Entre la 16me et 17me rues, Avenue A. Cap Haïtien. H. AMBLARD, Port-au-Prince.

Pour l'Italie, on peut s'abonner sans frais chez M. Ulrich HŒPLI, Libraire, Galleria de Christoforis, Via Vitt. Emmanuele, Milan.

L'ÉPOUSE DE L'EMPEREUR

SOUVENIRS PERSONNELS

Ceci n'est point un panégyrique, ce n'est pas non plus un dénigrement. Je n'ai cherché ni à grandir ni à diminuer une personnalité aussi brillante qu'orageuse, dont les qualités et les défauts ont eu une tragique influence sur les destinées de notre pays. J'ai simplement reproduit avec sincérité ce que j'ai vu et entendu, ce que j'ai recueilli dans le journal de mon mari et dans ses conversations, comme dans les récits d'autres témoins également dignes de foi.

Lorsque Emile Ollivier a parlé dans ses ouvrages de l'impératrice Eugénie, ce fut constamment avec une commisération respectueuse, de délicats ménagements et des omissions généreuses. Sans amertume, il oubliait les insultes dont l'avaient poursuivi ceux qu'elle appelait ses paladins et l'hostilité qu'elle lui avait montrée elle-même aux jours de sa toute-puissance : il ne voulait pas contrister une vieillesse à laquelle Dieu n'avait pas encore assigné son terme.

Aujourd'hui ce scrupule miséricordieux n'a plus d'objet. Seule demeure l'histoire, systématiquement dénaturée, où

figure l'impératrice. Ceux qui ont aimé Emile Ollivier doivent-ils laisser cette légende continuer à courir et garder encore le silence ? Je ne le crois pas.

* * *

En 1865, j'étais avec ma famille à Compiègne, au moment où la cour y faisait son séjour d'automne. L'expédition du Mexique n'avait pas encore eu son horrible dénouement et la politique étrangère de Napoléon III ne nous avait pas menés à Sadowa; tout retentissait autour de moi d'admirations enthousiastes, et toutes les bouches célébraient le génie de l'empereur et la beauté de l'impératrice. Mes quinze ans avaient grande curiosité de voir cette beauté. Ils furent satisfaits. Un jour, au Rond-Royal, devant la porte qui fermait le parc réservé, je me trouvai près d'une élégante petite voiture qui venait de s'arrêter ; une femme la conduisait, qui avait à ses côtés une autre dame et, derrière elle, un groom. D'une voix gutturale, elle jeta un ordre impérieux ; la porte s'ouvrit et l'élégant équipage disparut à travers les massifs du parc. Désagréablement impressionnée par le son dur et rauque de la voix, j'avais cependant été frappée des traits charmants de la dame qui conduisait, et surtout des flexions délicieuses de son col de cygne lorsqu'elle répondait aux saluts empressés des promeneurs. On me dit que c'était l'impératrice et que toutes les Espagnoles avaient le même timbre de voix, et j'unis mon admiration à l'admiration générale.

Quelques jours après, invitée avec ma mère au spectacle de la cour, je pus contempler à l'aise, pendant trois heures, l'objet de cette admiration. Je ne fus pas aussi charmée. La robe de velours rouge qui découvrait largement de splendides épaules et la coiffure resserrée qu'ornait un diadème de diamants n'encadraient pas harmonieusement une beauté qui déjà demandait à s'envelopper d'un nuage plus vaporeux, et j'emportai un souvenir déçu, qu'un incident caractéristique vint fortifier.

L'empereur avait voulu qu'avant de quitter Compiègne, son fils réunît dans un grand goûter tous les enfants

de la ville qui faisaient partie de la Société de bienfaisance dite du Prince Impérial. A l'heure fixée par l'invitation, mères et enfants accouraient au Château dans leurs plus beaux atours et dans le frémissement de l'attente d'une grande joie. On leur ouvre une des vastes galeries, on les range contre la muraille, et, debout, les regards tournés vers la porte par laquelle devaient entrer l'enfant élu et ses parents, ils attendent. Près d'une heure s'écoule ; l'assistance déconcertée se regarde et ne dit rien. Enfin les deux battants de la porte cèdent ; le petit prince accompagné seulement du général Frossard, s'avance, et, assez gauchement, passe avec son revêche précepteur devant les petits Compiégnois en bredouillant quelques mots incompréhensibles. Puis il sort, la porte se referme et un chambellan annonce : « Vous pouvez vous retirer. » Les parents et les enfants qui avaient apporté là leurs cœurs en offrande s'en retournèrent offensés. Les gens du palais racontèrent que l'impératrice, que le goûter ennuyait, avait fait le matin une scène violente à l'empereur en lui déclarant qu'elle n'y paraîtrait pas, et c'était ce qui avait rendu impossible une plus aimable réception.

Cependant, peu après, la fantasque souveraine reconquit tout son prestige. Une épidémie cruelle de choléra sévissait à Amiens. Elle y courut. Un matin, accompagnée seulement par Mme Lebreton, sœur de Bourbaki, en robe sombre, les cheveux cachés sous une petite capote très simple, elle apparut à l'hopital d'Amiens sous la conduite de la sublime préfète, Mme Cornuau, qui, du matin au soir, portait sa charité dans les bouges contaminés. Un malade qui n'avait pas reconnu l'impératrice l'ayant appelée « ma sœur», une religieuse l'en avait doucement repris. «Laissez-le dire, ma sœur, s'écria la souveraine, il ne saurait me donner un plus beau nom. » Une auréole plus brillante que celle de sa beauté entoura pour moi dès lors cette jolie tête.

* * *

C'était en réalité ce qu'on appelle communément une mauvaise tête, c'est-à-dire capable d'héroïques élans, de promptes et hautes résolutions, de soudaines généro-

sités, mais aussi d'emportements inconsidérés, d'entêtements chimériques, de caprices innombrables. Quelqu'un qui l'a beaucoup connue l'a appelée Don Quichotte. Avec plus d'attraits et moins de douceur elle incarnait, en effet, quelques-unes des qualités chevaleresques du héros de la Manche, mais elle avait en certaines affaires un sens pratique qu'il n'avait pas. Ainsi son père, devenu par la mort du frère aîné le chef de la famille des Montijo, lui ayant laissé deux cent mille francs de rente, elle administra ce patrimoine avec un tel discernement qu'il était considérablement accru au 4 septembre, tandis que l'empereur était à peu près ruiné par ses libéralités.

Elle n'eut pas la même sagacité quand elle voulut gouverner les affaires de l'Etat. Rien dans les habitudes d'une éducation fantaisiste, qui en avait fait surtout la plus intrépide et la plus gracieuse des amazones, rien dans ses goûts ne la préparait à l'application assidue que demande la politique. Elle était spirituelle plus qu'intelligente. Sa compréhension, comme sa voix, manquait de la souplesse délicate qui pénètre, touche juste, enveloppe. « Elle voit toujours gros », a dit un observateur. Et c'était surtout par l'absence de cette finesse, apanage presque universel de nos femmes de France, qu'elle montrait n'être pas française. Mais elle avait des mots heureux, comme lorsque, à une revue à laquelle elle assistait d'une fenêtre des Tuileries, l'empereur, encore hésitant à l'épouser, à cheval sous cette fenêtre, lui dit : « Par où faut-il que je passe pour arriver à vous ? — Passez par la chapelle, Sire ! » répondit-elle. Mais elle se lassait vite des choses qui demandaient de la suite. Elle aimait pourtant qu'on la crût sérieuse et réussissait à merveille à en donner l'illusion pourvu que cela ne durât pas trop. Une de ses dames d'honneur m'a raconté qu'elle ne reçut jamais un personnage célèbre par ses actes ou par ses écrits sans s'être fait lire, pendant qu'on la coiffait, quelques pages de sa biographie ou de ses œuvres. Après quoi, avec une facilité d'assimilation remarquable et un à-propos d'autant plus séduisant qu'elle parlait avec agrément, chaleur et même éloquence, elle se parait de sa fraîche science.

Un des moyens de plaire auquel elle attachait grande importance était ses toilettes savamment étudiées ; et elle n'avait pas tort, car sa beauté, un peu journalière, en était presque toujours rehaussée. « Pourquoi, lui disait la princesse Mathilde, ne vous montrez-vous jamais avec le prince sur vos genoux à ce peuple qui l'aime tant ? — Et mes robes ! répliqua-t-elle, dans quel état seraient-elles ? »

Elle s'appliquait fort aussi à séduire par la grâce de son sourire et de son salut. Madame Cornu, sœur de lait de l'empereur, mauvaise langue et mauvais cœur, prétendait qu'elle l'avait surprise s'exerçant devant sa glace à ces inclinations ravissantes qui enchantaient le public. Si cela est vrai, je ne m'en plaindrai pas, car le salut de l'impératrice est resté un de mes très jolis souvenirs. Mais, dans toutes ces grâces plus ou moins voulues, on ne sentait pas la majesté aisée, simple et courtoise si naturelle à son époux: il y avait dans ses manières ou une tension de chose apprise ou trop de liberté. Involontairement on se rappelait le mot naïf de la princesse Clotilde qui, l'entendant se plaindre de la fatigue d'une longue journée officielle et lui demander comment elle pouvait si bien la supporter, lui répondit: « C'est que j'y suis habituée depuis mon enfance. »

Elle n'aimait pas la contrainte et c'en était une pesante pour elle que de s'astreindre à plaire à tous et partout. Souvent elle finissait par s'en dispenser. Le maréchal Le Bœuf nous a raconté que les invitations à Compiègne étaient une véritable épreuve pour les femmes d'officiers même supérieurs. L'impératrice exigeant qu'on fût très parée, elles dépensaient cinq ou six mille francs en toilettes; après quoi, saluées à l'arrivée, saluées au départ, elles n'obtenaient dans l'intervalle ni un mot ni une marque d'attention. Les personnes dont elle aima le plus s'entourer furent ses adorateurs attitrés, plus ou moins passionnés, dont les extases ou les impétuosités la charmaient sans jamais l'émouvoir au delà des convenances. Ils furent, dit-on, innombrables. Tel a été le baron de Goltz, ambassadeur de Prusse, dont le sentiment, de sincérité équivoque, servit en des années critiques les intérêts de son gouvernement de façon trop utile. Elle se plaisait aussi avec ceux

qui l'amusaient. Sans doute, parmi ses dames, étaient des femmes dignes de tous les respects comme l'exquise comtesse de Saulcy, l'excellente Mme Lebreton, etc., mais celles-là n'étaient point ses préférées. Mérimée, l'ami surtout de Mme de Montijo, fut à peu près le seul homme de rare distinction qu'on rencontrât dans son intimité. Son entourage ordinaire était surtout de jeunes femmes frivoles, d'aides de camp écervelés. Alors l'épouse irréprochable, la catholique fervente écoutait avec plaisir leurs chansons de café-concert et leurs propos grivois. Un jour, le maréchal Le Bœuf, assistant par hasard à une de ces conversations, ne put y tenir et s'écria : « Messieurs, vous oubliez que vous parlez devant Sa Majesté. »

Comment, avec cette étourderie d'allures, exerça-t-elle un tel ascendant sur l'empereur, si profond et si calme ? D'abord, elle était la mère de son fils qu'il adorait pardessus tout, mère vigilante, dévouée, qui n'avait pour son enfant que de nobles ambitions. Ensuite, malgré tant d'infidélités qu'elle n'ignora pas toujours, il admirait sa beauté, sa vertu incontestée, son esprit primesautier, sa vaillance intrépide, et il la respectait. Ces inconséquences, paraît-il, ne sont point rares; peut-être ne sont-elles souvent qu'apparentes. Une personne de la famille impériale m'a affirmé que l'impératrice, ayant couru de grands périls à la naissance du prince impérial et ne voulant plus s'y exposer, n'était pas sans responsabilité en son délaissement. Quoi qu'il en soit, le fils de la reine Hortense, le petit-fils de Joséphine, avait un cœur tendre, un besoin avide de douces affections et sa femme n'avait ni l'un ni l'autre. Non qu'elle ne fût bonne ; elle l'était beaucoup, et voulait l'être ; mais cette bonté ne s'attendrissait pas volontiers; elle devenait même parfois terrible, car, lorsqu'elle ressentait une blessure ou simplement une contrariété, elle éclatait en violences effarantes. Ces explosions étaient une de ses forces dans la vie conjugale. L'empereur, qui y apportait trop souvent une conscience troublée, les redoutait et elle obtenait par elles ce que patience et longueur de temps n'auraient su gagner. Alors le pauvre homme était désolé. « Croyez-vous, disait-il à une personne attachée au service de son fils, que Louis sera

aussi faible que moi ? — Oh ! non, il sera plutôt dur. — Ah ! tant mieux. » Mais parfois, se ressaisissant et revenant à son point de vue, il faisait le lendemain le contraire de ce qu'il avait concédé.

Malgré cela, au total, il restait, de toutes ces péripéties, une influence morale toujours grandissante de l'épouse sur l'époux. Il se faisait pardonner ses torts en la consultant, en l'écoutant, en l'admettant au conseil des ministres, et cet hommage rendu à sa capacité la consolait un peu de ses cuisantes mortifications. Deux fois il lui avait confié la régence, d'abord lorsqu'il alla en Algérie, puis pendant la campagne d'Italie. Ces régences furent courtes, sans incidents graves, mais entre les deux avait eu lieu l'attentat d'Orsini et elle y montra un si beau sang-froid, que l'empereur la tint pour une véritable femme d'Etat; de quoi elle-même était persuadée. Ce ne fut pas l'opinion de Louis Veuillot qui lui était bienveillant. Il chansonna doucement ses prétentions :

Notre Impératrice gentille
Voudrait avoir trop haut renom :
Elle est blanche, elle est de Castille
Mais Blanche de Castille, non.

* * *

Lorsque le duc de Morny mourut (1865), l'Empire libéral s'esquissait déjà. Ce grand politique était inquiet, il le dit à Emile Ollivier, de la politique étrangère de Napoléon III et il jugeait urgent d'établir, auprès du souverain omnipotent, le contrôle d'une Chambre plus active et de ministres plus responsables. Dès 1860 il avait obtenu le décret du 24 novembre qui rendait au Corps législatif une partie de ses attributions et, en 1864, il avait fait proposer par le gouvernement la loi la plus équitable, la plus humaine, la plus large qui ait jamais régi le le travail, la loi des coalitions. Emile Ollivier nommé rapporteur, la fit adopter par la Chambre. Cette victoire de l'opposition constitutionnelle donnait à l'ancien chef des Cinq un rôle prépondérant; la jalousie de

ses amis de la gauche en fut exaspérée. Eux qui, lorsqu'ils furent au pouvoir, maintinrent dans son intégralité la loi des coalitions, la déclarèrent alors un leurre, un piège, et ils exclurent Emile Ollivier de leur parti. Il ne s'en troubla pas. Il savait que d'autres projets libéraux, conçus dans le même esprit, étaient résolus par l'empereur et Morny, et la grande espérance qui animait sa politique le fortifiait contre la calomnie.

La mort soudaine de Morny fut le coup de foudre qui fracassa tout. Son successeur, Rouher, n'avait ni la même acuité de clairvoyance, ni la même fermeté de résolution. Sincèrement dévoué à la cause impériale, doué d'un superbe talent, il savait à merveille escamoter ou tourner les difficultés, et il le faisait avec d'autant plus d'aisance qu'il n'attachait aucune valeur à aucune opinion. Lui-même s'intitulait : le mandarin je m'en f... et il était bien loin de s'inquiéter comme son prédécesseur des périls de l'omnipotence impériale. Un tel caractère devait plaire par-dessus tout à l'impératrice. Tandis que parfois l'empereur grommelait après un beau discours du ministre d'Etat: «Il aurait tout aussi éloquemment soutenu le contraire», elle lui donnait son entière confiance et l'aidait de toute son influence à lui assurer la grande autorité qui lui mérita d'être appelé le vice-empereur.

Cependant, au lendemain de la mort de Morny et de la loi des coalitions, elle eut la curiosité de connaître celui qui avait entraîné Morny à son évolution libérale. Elle pensait qu'Emile Ollivier, rebuté par l'inintelligence et l'iniquité de son parti, se rallierait peut-être à celui de l'empire et que le concours de son éloquence et de sa loyauté serait précieux. Elle lui fit demander par son écuyer, le marquis de Pierres, de venir dîner chez elle en petit comité avec quelques autres députés. Il répondit qu'il accepterait si le dîner n'avait aucun caractère officiel. On lui affirma qu'il serait tout intime et que l'empereur, en voyage, n'y serait même pas. Il se rendit donc à l'invitation. La dame du logis lui fit un accueil où se sentait un léger embarras, mais qui voulait être aimable, et elle le plaça à côté de la plus belle personne de la cour, Mlle Bouvet. Puis, après le repas, dans un coin du salon, elle l'entretint longue-

ment, parlant beaucoup, avec facilité, vivacité, abondance, agrément, et cherchant plus à se faire connaître avantageusement qu'à connaître son auditeur. « On me fait passer, dit-elle, pour une femme qui ne lit que des romans, mais j'aime mieux cela. » Elle déclara avec une chaleur sincère « que la loi des coalitions serait l'honneur du règne », et elle raconta qu'à seize ans elle était socialiste, fouriériste, et qu'elle avait toujours gardé la passion de l'économie politique. Il lui répondit en lui disant, comme à une personne très grave, les bienfaits et les grandeurs de la liberté. Il sentit qu'elle ne les comprenait point, mais il emporta le souvenir d'un être très sensible aux idées généreuses, et lorsque, peu après, il entendit Victor Cousin en parler avec enthousiasme, comme d'une véritable héroïne de la Fronde, il n'y contredit pas.

L'impératrice, de son côté, avait compris qu'on ne conquerrait Emile Ollivier qu'en donnant satisfaction à ses idées, et elle n'y était guère disposée, mais elle avait vu qu'elle l'avait intéressé et n'en ressentait point de déplaisir. Elle dit au prince Napoléon qu'elle le trouvait charmant. « Je lui sais un gré infini, ajouta-t-elle, de m'avoir parlé simplement comme à une femme qu'on sait sympathique. » Désireuse de le revoir, elle lui en offrit l'occasion en lui proposant de faire partie d'une commission qu'elle présidait et qui s'occupait d'améliorer le sort des jeunes détenus. Il accepta.

Mais l'empereur aussi voulait le connaître. Au milieu d'un nouvel entretien une porte du salon s'ouvrit tout à coup, l'impératrice se leva, annonçant d'un ton un peu théâtral : « L'Empereur ! » Et Napoléon III entra. Il tendit cordialement la main au député de l'opposition et aborda tout de suite les questions brûlantes. Il dit ses objections actuelles à la liberté avec la simplicité noble et digne qu'il mettait en toutes choses, et il écouta très attentivement son interlocuteur, cherchant à le connaître et à pénétrer sa pensée plus qu'à se faire connaître lui-même. Il fut immédiatement conquis. Dès cette première conversation naquit en lui la sympathie qui devait devenir une sérieuse affection. « Ce n'est pas un ambitieux, dit-il au comte Walewski, c'est un honnête homme ». Emile Ollivier avait

ressenti le même attrait. Depuis qu'il était entré dans les luttes politiques, il n'avait pas rencontré d'âme plus haute, plus désireuse du bien public, plus animée de compassion pour les déshérités. « Que de bonnes choses nous ferions ensemble, pensait-il en sortant, si cet homme voulait bien fonder la liberté! » Mais l'empereur, abandonné maintenant à ses incertitudes et aux oscillations de Rouher, était encore loin de poursuivre son généreux élan. Il méditait en ce moment même les négociations qui allaient rendre la Vénétie à l'Italie et, en même temps, hélas ! donner à la Prusse la suprématie la plus dangereuse sur l'Allemagne.

L'année 1866, notre véritable année terrible, allait commencer. A l'ouverture des Chambres en janvier, l'empereur, qu'Emile Ollivier n'avait point revu, fit le discours le plus décourageant pour quiconque espérait la suite des réformes libérales : Tout était pour le mieux, il n'y avait rien à changer. — C'eût été peut-être vrai si l'empereur lui-même n'avait pris le soin de changer la carte de l'Europe.

Emile Ollivier manifesta son mécontentement. L'impératrice lui fit dire qu'elle voudrait en causer avec lui. Il répondit qu'il ne voyait pas quel résultat pouvait avoir cette conversation, mais qu'il était à ses ordres. Elle le reçut quelques jours après, mais il ne la convainquit pas et elle ne l'ébranla point. « Si pour être libres, dit-il, il faut, comme le veut l'empereur, que nous soyons tous vertueux, religieux, etc., ce sera bien long, Madame. » Elle sourit et on en était resté là. A un certain moment, une fenêtre du salon ayant été brusquement ouverte par le vent, ils se levèrent tous deux pour la fermer. Elle essaya d'y parvenir toute seule, mais n'y réussit qu'avec l'aide d'Emile Ollivier. Une Romaine eut peut-être vu là un présage ; l'impératrice n'était pas une Romaine et on ne pouvait pas dire d'elle *Domi mansit lanam fecit.* Elle fit seulement peu après supplier Emile Ollivier de ne rien faire qui le rendît impossible. Se rendre possible, c'est-à-dire ministrable, était le dernier souci d'Emile Ollivier et il ne tint aucun compte de la prière.

* * *

La bataille de Sadowa (août 1866) éclaira enfin l'empereur sur la situation que lui faisait en Europe sa politique. Le triomphe de la Prusse, alliée par ses soins à l'Italie, était son œuvre, et un voisin perfide et haineux s'érigeait maintenant, formidable, à côté de nous. Dans le même temps l'expédition du Mexique, à laquelle l'impératrice avait eu grande part, se terminait de façon à nuire très fort à notre prestige, La France frémissait d'inquiétude et demandait un gouvernement dans lequel un seul homme n'eut pas le pouvoir de nous créer de tels mécomptes et de tels périls. Le mouvement libéral qu'avait lancé Morny par peur de l'omnipotence de l'empereur, prenait corps et le Tiers-parti, dirigé par Emile Ollivier s'organisait dans l'ombre, en attendant de s'affirmer dans les séances publiques.

Les Chambres réunies, l'empereur se préoccupa de donner une satisfaction à l'opinion. Sous l'impulsion du comte Walewski se prépara un nouveau projet de réformes. Le seul concours que voulait l'empereur était celui d'Emile Ollivier. On raconta qu'il l'avait appelé, l'avait nommé ministre et lui avait accordé la liberté de la presse et du droit de réunion. J'habitais alors Marseille et je n'ai pas oublié la joie universelle qui accueillit cette nouvelle. Elle était prématurée. — Napoléon III avait, en effet, discuté ces projets avec le député de Paris et, à la fin de leurs délibérations, il lui avait écrit : « Mes inspirations me sembleront d'autant meilleures qu'elles seront plus conformes aux vôtres. » Mais il ne l'avait pas fait ministre et il lui avait dit : « Voyez l'impératrice ! » — « Voyez l'impératrice », c'est-à-dire : « l'impératrice est hostile, convertissez-la ! » — Emile Ollivier savait, en effet, par le comte Walewski que l'épouse de l'empereur, croyant son mari gravement malade, voulait maintenant réserver à l'avènement de son fils, c'est-à-dire à sa propre régence, le don joyeux des réformes libérales. Il savait aussi qu'on ne convertissait point l'impératrice lorsqu'elle avait un parti-pris. Néanmoins, il ne voulut pas refuser à l'empereur cette démarche et il se rendit chez elle.

Il la sentit, quoique aimable, absolument irréductible. « Précisément, dit-elle, parce que le gouvernement traverse une crise, ce n'est pas le moment de faire des concessions :

on les fera quand on sera de nouveau en pleine force. » Elle rappela avec orgueil qu'elle savait, à l'occasion, être intransigeante, et raconta qu'en 1859, pendant sa régence, le roi Jérôme l'ayant sollicitée de signer un décret de mobilisation de trois cent mille gardes nationaux pour faire face à l'invasion prussienne menaçante, elle avait répondu : « Jamais je ne signerai un pareil aveu d'impuissance... » Et elle ajouta : « Ce n'est pas moi qui aurais fait comme Marie-Louise et me serais enfuie devant l'ennemi. »

Dans cette lutte contre son mari et contre l'homme politique dont Rouher redoutait l'influence, elle était soutenue par le ministre d'Etat. Il persuada à l'empereur que les mesures libérales, en elles-mêmes excellentes, n'étaient pas encore opportunes et qu'il fallait les faire attendre. On en réalisa pourtant un semblant en les rognant le plus possible, et le dénouement de la comédie fut une croix de commandeur en diamants envoyée par les Tuileries à celui qu'on appela plus que jamais le vice-empereur.

En réalité, si des réformes étaient opportunes, c'étaient celles promises le 19 janvier. A ce moment, elles eussent gagné à l'empire des auxiliaires précieux, tandis qu'un mécontentement amer suivit la déception. Le groupe de jeunes gens d'intelligence et de talent, tels que Jules Ferry, Gambetta, etc., qui alors entouraient Emile Ollivier et qui adoptaient sa politique constitutionnelle, répudia violemment toute idée de modération, et, rejeté dans une opposition révolutionnaire, il se prépara en vue des élections prochaines, à constituer le bataillon des Irréconciliables. Emile Ollivier ne consentit pas à le suivre : il s'était promis de ne jamais combattre le combat révolutionnaire, et, malgré son échec, il demeurait convaincu que l'empereur reviendrait à lui.

* * *

Les conséquences des fautes du pouvoir personnel continuèrent à se dérouler. A peine l'exposition de 1867 s'ouvrit-elle que la cour apprit l'exécution de Maximilien. L'impératrice en fut violemment remuée ; souvent on la

surprit dans les larmes. Mais, toujours sûre d'elle, elle disait : « Maximilien a bien fait de ne point s'en aller. A sa place j'eusse agi de même. » L'empereur fut très triste.

Au milieu des rumeurs de fête qui remplissaient Paris, il prononça un discours troublé qui aggrava les inquiétudes du pays en lui signalant « les points noirs » de l'horizon.

Ces points noirs ne firent que grossir et se multiplier. L'année 1868 vit l'affaire du Luxembourg, nouvel insuccès de la politique impériale, qui jeta une ombre de plus sur l'avenir, et le procès Baudin qui, conduit maladroitement par le ministre de la justice, fournit à Gambetta l'occasion d'insulter impunément l'empereur. Puis, vinrent les élections de 1869, qui envoyèrent à la Chambre une opposition beaucoup plus nombreuse qu'on ne s'y attendait ; puis la révolte des Cent-seize, plus ou moins candidats officiels, qui réclamèrent le droit pour la Chambre d'intervenir plus efficacement. L'empereur se vit acculé ou à faire un nouveau coup d'Etat ou à céder aux désirs du pays. Il préféra contenter le pays. En réalité, il n'y avait jamais renoncé : il voulait seulement ne le faire qu'à coup sûr. Tout lui disait maintenant que l'heure avait sonné : il le comprit.

Justement, l'impératrice, en vue d'assister à l'inauguration du Canal qu'achevait son cousin de Lesseps avec l'aide puissante de Napoléon III, allait être absente plusieurs semaines; les négociations avec les libéraux se poursuivraient dans une parfaite tranquillité. L'impératrice n'avait pas compris la gravité du coup porté à la France et à l'empire par la politique italienne et prussienne de l'empereur : elle croyait qu'une bonne loi militaire suffirait à réparer le dommage, et, quoi qu'en aient dit les bonapartistes après 1870, elle était, comme l'empereur, comme le maréchal Niel, entièrement satisfaite de celle que la Chambre avait voté l'année précédente. Elle partit donc joyeuse pour Suez et s'amusa de tout son cœur. En Egypte elle organisa des cavalcades à ânes, à Constantinople elle tourna la tête au sultan. De jour en jour elle retardait son retour, et son époux, savourant la calme existence que ne troublaient plus des scènes trop fréquentes, disait à un de ses chambellans : « Hé, Laferrière ! encore un jour de paix. »



Ce fut naturellement à Emile Ollivier que le souverain s'adressa. La tâche qu'il lui proposait était beaucoup plus difficile qu'au 19 janvier 1867. Celui qui entreprendrait de fondre la liberté avec l'empire avait à lutter désormais à la fois contre la mauvaise humeur des bonapartistes dépossédés et contre les violences d'une opposition mise en goût par ses récents succès et persuadée qu'elle n'avait plus qu'une chiquenaude à lancer pour renverser l'empire. Mais l'ancien Cinq, fidèle à son constant programme, accepta résolument le double devoir de donner à son pays la liberté et de lui éviter le malheur d'une révolution. Il était convaincu que, malgré ses fautes, l'empire poussait encore dans la nation de fortes racines et qu'il ne s'agissait que de réconcilier d'une main souple et ferme une querelle d'amoureux. Sa foi dans la loyauté de l'empereur était entière. De plus en plus, à chacune de leurs entrevues, leur complet accord apparaissait et, sauf de très passagers dissentiments, la similitude de leurs idées généreuses, de leur dévouement au peuple les liait.

Le 28 décembre 1869 une lettre officielle de l'empereur, insérée au Moniteur, chargea Emile Ollivier de former le premier cabinet libéral. C'était un renouveau complet des usages jusque là employés. Le cabinet que forma Emile Ollivier fut appelé par le public le ministère des honnêtes gens; il y prit le portefeuille de garde des sceaux. Il avait hésité sur celui des affaires étrangères : « Tout est tranquille de ce côté, lui dit l'empereur, ce n'est point par là que viendront les difficultés, gardez-vous pour les affaires de l'intérieur. »

L'impératrice venait de rentrer de son superbe voyage. Elle ne manifesta aucun mécontentement. Au contraire, sentant son époux résolu, elle l'avait encouragé. Au mois d'août précédent elle avait vu à Toulon Emile Ollivier, en train de présider le conseil général, et elle l'avait invité à dîner sur le vaisseau qui l'emmenait en Corse avec son fils. Le député du Var et la souveraine, tous deux appuyés

au bastingage, avaient, après le dîner, longuement et agréablement causé, comme des gens du monde qui n'ont rien de grave à se dire. Elle affirma seulement qu'elle ne se mêlait pas de politique, qu'elle restait dans son rôle de femme et *ne voulait se lier avec aucun parti afin d'être libre de se concerter avec tous.* Ces derniers mots démentaient le parfait détachement auquel elle prétendait. Nous devions, en effet, constater bientôt qu'elle s'occupait toujours avec passion des affaires de l'Etat.

Tout d'abord elle fut aimable. L'explosion d'enthousiasme qui accueillit les nouveaux ministres déconcertait ses résistances. Puis le terrible incident du meurtre de Victor Noir par le prince Pierre Bonaparte, où Emile Ollivier domina avec une fermeté intrépide une formidable tentative d'émeute, la contraignit à reconnaître qu'un ministre libéral pouvait être un ministre énergique, et elle ne contredit pas l'empereur lorsque, la crise terminée, il dit à son garde des sceaux : « Sans vous, j'étais renversé ce jour-là. »

Elle fut d'une charmante bonne grâce avec moi quand j'allai lui présenter mes devoirs. Elle m'interrogea fort, d'un ton amical, sur mon mari et elle me raconta qu'à vingt ans elle admirait tellement Lamartine que, dans ses promenades, elle criait son nom aux bois, aux champs, aux montagnes. Enfin, après m'avoir ainsi entretenue environ une demi-heure, elle se leva et me congédia gentiment. Je l'avais trouvée aimable, mais elle ne m'avait paru ni d'une beauté exceptionnelle, ni d'un très grand air. Sa jupe courte qui découvrait ses jolis pieds et sa jaquette longue brodée d'or laissaient trop voir le défaut de ses jambes courtes et de son long buste ; ses cheveux n'avaient point l'air assez naturels et ses yeux étaient trop peints. Au dîner protocolaire qui suivit, je me présentai en toilette simple avec un décolletage carré qui découvrait un peu moins mes épaules que les corsages des autres dames. Elles en furent indignées, m'accusèrent de leur donner une leçon et m'appelèrent en dérision : Sainte Mousseline. En réalité, la mousseline de ma robe était une gaze de l'Inde de grand prix et la pensée d'en remontrer à ces dames était fort loin de mes dix-neuf ans. L'impératrice ne parut point partager ces

petites colères : à la messe des Tuileries, à laquelle j'assistai peu après, elle me reconnut et m'envoya du bout des doigts un gracieux baiser.

Pourtant il nous revenait des propos avertisseurs. Irritée de n'être plus admise au conseil des ministres, elle répondait avec humeur à ceux qui imploraient d'elle quelque grâce : « Adressez-vous aux ministres, moi je ne suis plus rien. » Elle disait encore avec le même dépit : « Je ne sais vraiment quel charme a Ollivier, l'Empereur en est amoureux. » Félix, le chef des huissiers du cabinet impérial racontait : « Le patron a une grande affection pour monsieur Ollivier, mais la patronne est pour lui comme une hyène. » Il lui était insupportable de voir à côté de son mari une influence autre que la sienne, parfois même plus forte, car ce que la sienne obtena t était presque toujours arraché, tandis que ce qu'obtenait Emile Ollivier dérivait du penchant naturel de l'empereur. Cependant, jusqu'au plébiscite, elle ne manifesta son amertume que dans l'intimité. Un soir même, à la suite d'un discours du garde des sceaux qui avait excité un véritable délire d'enthousiasme au Sénat, elle voulut se rendre à une soirée de la princesse Mathilde, où elle savait qu'elle le rencontrerait. Là, elle l'accapara, ne causant qu'avec lui tout le temps qu'elle demeura, et ceux qui la virent l'entretenir avec une animation pleine de chaleur et de grâce ne doutèrent pas qu'elle ne fût tout à fait conquise à sa politique.

Il en alla autrement après le résultat de la consultation nationale. Les sept millions et demi de voix que le pays avait, dans une entière liberté, donnés au gouvernement, parurent à la souveraine la sanction des anciens errements plus que celle des récentes nouveautés, et elle ne considéra plus Emile Ollivier que comme un intrus sans lequel on se fût fort bien tiré d'affaire : « Regardez-le ! fit-elle en le montrant un jour qu'il se trouvait dans le même salon, ne dirait-on pas qu'il croit nous avoir sauvés ? » Oui, certes, Emile Ollivier le croyait et il en était heureux, heureux pour l'empereur qu'il aimait, et plus encore pour son œuvre de rénovation patriotique, car les sept millions et demi de voix qui venaient de se prononcer avaient acclamé l'empire libéral plus que l'empire.

Le parti de l'impératrice, car il y en eut toujours un, quoi qu'on en ait dit, espéra de nouveau reprendre le pouvoir : la souveraine l'encourageait ouvertement, et ces messieurs venaient avec assiduité lui raconter les complots qu'ils tramaient à la Chambre dans le dessein de disloquer et d'enlever la majorité. Mais l'empereur, toujours plus attaché à son ministre, lui racontait aussitôt ces complots et le mettait en garde, et la Chambre, fidèle à l'empereur, gardait une majorité inébranlable. Le ciel paraissait sans nuages : appuyé aux sept millions de voix du plébiscite libéral, Emile Ollivier préparait de nombreux projets de lois qui ouvraient l'avenir et aussi des espoirs de réconciliations auxquelles certains irréconciliables se montraient disposés. Une visite de l'archiduc Albert, envoyé un peu auparavant par l'Autriche pour élaborer avec nous un plan de campagne contre la Prusse, n'avait point troublé notre quiétude. Nous fûmes conviés au dîner donné en l'honneur de l'archiduc et nous saluâmes la beauté resplendissante dont l'impératrice rayonna ce soir-là, mais nous ignorâmes entièrement le but du voyage de l'Autrichien. L'empereur, qui ne voulait point la guerre et qui ne la croyait point prochaine, y attachait peu d'importance. Il jugeait toujours que bien d'autres affaires plus graves s'imposaient à son attention et à celle de ses ministres.

Alors retentit le coup de tonnerre de la candidature Hohenzollern. Tout le pays bondit d'inquiétude et d'indignation. Cette candidature, si elle réussissait, mettait la France entre deux puissances allemandes, c'est-à-dire dans une des situations les plus périlleuses de son histoire. La Prusse l'avait ourdie de façon à ne nous laisser aucun moyen de la déjouer : le roi Guillaume à Ems, Bismarck à Varzin et les Cortès d'Espagne prêtes à se réunir et à élire le Prussien, tous échappaient à nos réclamations. Le gouvernement français saisit la seule ressource qui lui restât : il porta à la tribune, dans une déclaration forte et nette, sa résolution inébranlable d'empêcher par tous les moyens, même par la guerre, ce péril national. En même temps, voulant assurer à la paix le plus de chances possibles, l'empereur expédia à Léopold de

Hohenzollern, le candidat, avec qui il avait eu jusque-là des rapports d'amitié, un messager secret, M. Strat, chargé de lui faire comprendre quelles graves conséquences aurait son élection et d'obtenir le retrait de sa candidature.

La semaine suivante le messager revenait avec le désistement du prince Léopold, notifié par son père Antoine de Hohenzollern. La joie de l'empereur et celle d'Emile Ollivier furent profondes : la candidature ainsi retirée, c'était la sécurité retrouvée, la volonté de la France respectée, notre prestige accru, enfin c'était une de nos plus magnifiques victoires diplomatiques. L'empereur convint avec son ministre qu'il n'y avait plus rien à faire qu'à attendre en silence l'aquiescement à peu près certain de l'Espagne à la renonciation et il repartit tranquille pour Saint-Cloud où il villégiaturait. Là-bas, les dispositions étaient bien différentes. Comme on venait d'y apprendre que l'empereur allait se contenter du désistement notifié par le prince Antoine, le prince impérial, tout effaré, s'élance vers l'amiral Duperré, de service auprès de lui : « Venez ! venez ! crie-t-il, je ne sais pas ce qu'a maman ! » Elle avait une attaque de nerfs et criait : « La couronne de France est tombée en quenouille ! »

En ce moment, la voiture de l'empereur atteignait le château ; l'impératrice, accompagnée du Caron Jérôme David et de Paul de Cassagnac, se précipite vers lui, déclarant que cette solution, qu'il juge heureuse, n'est qu'une satisfaction illusoire et que la renonciation de Léopold ne vaudra que lorsque le roi de Prusse aura garanti que la candidature ne se renouvellera pas. Tous les trois assaillent l'empereur de leurs véhémences et lui arrachent la trop célèbre demande de garanties. Le duc de Gramont arrivé sur ces entrefaites, est renvoyé au Quai d'Orsay avec ce déplorable message, qu'on lui enjoint d'expédier immédiatement à notre ambassadeur à Ems. Jérôme David et Cassagnac le suivent, ivres de joie, criant à qui veut les entendre que cette décision s'est prise entièrement en dehors d'Emile Ollivier[1].

[1] Dugué de la Fauconnerie : *Souvenirs d'un vieil homme;* page 153.

Ce *coup* contre Ollivier remettait en question tout ce qui semblait terminé. Comment l'empereur, si correct jusque-là dans sa conduite constitutionnelle, avait-il commis cet acte de pouvoir personnel inutile, imprudent, dangereux ? Emile Ollivier en fut si troublé qu'il songea à donner sa démission, mais il n'était pas de ceux qui, pour un motif égoïste, retirent leur épingle du jeu, lorsque autour de lui on va se débattre dans les difficultés. Il pensa que les conséquences de l'acte insensé pouvaient encore être conjurées ; il se croyait sûr de ressaisir l'empereur, et il resta dans la bataille afin d'épuiser les dernières chances de paix.

En effet, le lendemain, sur son avis, il fut décidé au conseil des ministres que, si la demande de garanties n'obtenait pas de réponse favorable, on passerait outre et n'en ferait pas un *casus belli*. L'impératrice ne cacha pas sa colère. Au déjeuner, auquel participaient les ministres, elle affecta de ne pas répondre au garde des sceaux et finit par lui tourner le dos [1]. Au Corps législatif, son parti s'agitait, et Paul de Cassagnac vociférait contre le « ministère de la honte [2] ».

Mais le correctif adopté contre la folle démarche était arrivé trop tard. Le roi de Prusse, sollicité avec des instances maladroites par Benedetti, avait repoussé d'abord la demande de garanties, puis la visite de notre ambassadeur, et Bismarck, qui guettait un prétexte pour nous obliger à nous battre, s'était emparé de l'incident, et en avait fait la dépêche d'Ems. Cette dépêche fut affichée par son ordre sur les murs de Berlin, criée dans les rues et enfin expédiée aux cours étrangères. C'était le soufflet après lequel nul n'aurait pu comprendre que la France ne tirât pas l'épée.

[1] On a prêté à l'impératrice un propos qu'elle n'a pas tenu : « C'est ma guerre ». Celui à qui elle l'aurait adressé l'a démenti formellement, mais on lui a prêté aussi une parole pacifique qu'elle n'a pas prononcée. A la sortie d'une séance du conseil des ministres, s'adressant à M. de Parieu, elle lui aurait exprimé la satisfaction qu'elle aurait d'une intervention de l'Angleterre en faveur de la paix. Or, voici comment M. de Parieu a raconté la chose à Emile Ollivier (Lettre du 20 juillet 1871) : « M'étant attardé dans le salon d'attente à chercher mon chapeau, l'impératrice me prit à part. Je lui dis : « Il a été question d'une offre de lord Lyons qui « espère faire donner par le roi de Prusse la garantie pour l'avenir, spontanément. « Mon avis serait de tenter cette voie d'accommodement. » L'impératrice ne dit rien « et il me sembla que le lendemain j'étais boudé par les deux Majestés. »

[2] *Pays* du 13 juillet 1870.

Ceux qui se rappellent avec loyauté ces jours d'angoisse savent quel élan à peu près universel souleva notre pays sous l'outrage ; avec quelle indignation, quelle foi, on brûla de châtier le Prussien fourbe et insolent qui, depuis si longtemps, nous poursuivait de ses embûches. Comme naguère en 1914, l'air frémissait de patriotisme, tous les courages étaient debout et l'on sentait que nos soldats sublimes suivraient leurs chefs dans la mort comme dans la gloire, sans fléchir. Qui ne croyait notre victoire certaine ? Qui ne jugeait notre armée invincible et nos généraux, vieux combattants de Crimée et d'Italie, les premiers du monde ? Avoir résisté à cette flamme ardente, avoir essayé de la calmer et de sauvegarder encore la paix, c'était de l'héroïsme. Cet héroïsme, Emile Ollivier l'avait eu. Quoique sa confiance en notre armée fût absolue, il avait eu, jusqu'au jour où il avait fallu venger l'honneur, toutes les prudences, toutes les abnégations, et il pouvait dire avec une légitime fierté qu'il acceptait la guerre d'un cœur léger, c'est-à-dire sans remords et sans peur.

Marie-Thérèse OLLIVIER.

(A suivre.)

L'ALLEMAGNE ET LA DÉMOCRATIE
D'APRÈS LES IDÉES DE THOMAS MANN

C'est un livre curieux et significatif que ces *Considérations d'un ennemi de la politique*[1] écrites par M. Thomas Mann pendant la guerre ; et si l'on en juge par le nombre des éditions, il semble avoir éveillé en Allemagne pas mal d'écho.

M. Mann n'était connu jusque là que comme romancier[2]. Ecrivain d'un grand talent, l'un des meilleurs et des plus lus que l'Allemagne ait produits ces vingt dernières années, il se distingue par des dons qui ne sont pas spécialement germaniques : une psychologie très fine, un art très sûr de la composition, beaucoup de mesure et de tact dans l'humour, de concision, d'aisance et de relief dans le style. Il n'est du reste pas purement allemand, ayant par sa grand'mère maternelle du sang latin dans les veines[3], et il avoue lui-même qu'il se considérait avant la guerre comme un auteur européen autant que national.

[1] *Betrachtungen eines Unpolitischen,* Fischer Verlag. Berlin, 1919.

[2] M. Thomas Mann est né en 1875, à Lübeck. Nous espérons parler un jour plus longuement de son œuvre littéraire à peu près inconnue du public de langue française.

[3] Elle était brésilienne.

La guerre en survenant suspendit chez lui toute activité créatrice et le jeta dans un grand désarroi moral. C'est de cette crise qu'est issu le livre qui nous occupe ici, livre qui n'est pas une œuvre à proprement parler, comme il l'explique dans sa préface, mais une sorte de « mémorandum » écrit au jour le jour, d'examen de conscience où la pensée tâtonne et se répète, constituant en fin de compte un véritable « document que ne liront pas sans profit les hommes d'aujourd'hui et même ceux de l'avenir, quand ce ne serait que pour sa valeur symptomatique et historique ».

« Qui suis-je ? D'où suis-je venu ? Pourquoi suis-je comme je suis et n'ai-je ni le désir ni la faculté d'être autre ? » se demande Mann sous l'empire de l'angoisse que lui causent les événements. Homme de culture cosmopolite, universelle, il se croyait avant tout un bon Européen, et voici qu'il se découvre violemment patriote. Encore qu'indifférent à toute question de profit matériel pour son pays, il souhaite ardemment le triomphe de l'Allemagne; il ne peut souffrir qu'on l'attaque moralement; les façons de penser des peuples ennemis lui sont soudain devenues foncièrement étrangères, antipathiques. Il est donc allemand beaucoup plus qu'il ne le croyait, allemand avant tout, et allemands étaient aussi les trois grands esprits auxquels il doit sa formation spirituelle, les maîtres qui paraissaient au-dessus des bornes d'une nationalité : Wagner, Schopenhauer et Nietzsche.

En quoi donc la mentalité allemande s'oppose-t-elle à celle des nations de l'Entente ?

La guerre de 1914 n'apparaît pas à M. Mann comme le résultat d'un antagonisme d'intérêts matériels, de rivalités économiques, mais comme le choc de deux conceptions séculairement opposées de la vie, celle des peuples occidentaux et celle du germanisme. Elle est un des soulèvements, peut-être la dernière « protestation » de l'Allemagne contre l'idéal occidental qui paraît devoir l'emporter, et, réciproquement, une guerre d'intervention livrée par la civilisation à l'Allemagne récalcitrante.

Voyons en quoi consistent ces deux conceptions irréductiblement ennemies.

Le monde occidental incarne, pour M. Mann, la Civilisation laquelle s'oppose à la Culture représentée par l'Allemagne[1].

Les peuples civilisés sont ceux qui ont repris l'idée romaine de l'unité de l'Europe, et rêvent d'une uniformisation politique sur leur modèle qu'ils considèrent comme l'idéal. Ce qui les caractérise est le fait d'être profondément « policiés ». Chez eux la vie politique et sociale absorbe les principales forces de la nation ; elle tient dans sa dépendance toute existence artistique et spirituelle. Héritières de la philosophie du dix-huitième siècle, sorties des principes de Rousseau, les nations occidentales croient ou s'imaginent croire à la raison, au progrès, à l'amélioration du sort de l'homme par les institutions, à l'avènement de la justice, de la liberté, du bonheur terrestre. En un mot elles sont démocratiques.

L'Allemagne, elle, ne croit à rien de tout cela ; l'Allemagne ne croit qu'à la vie. Son peuple est profondément réfractaire à la politique. Il n'attache pas d'importance aux institutions extérieures. Il est le peuple, non de la civilisation, mais de la culture, le peuple de la vie intérieure, de la musique, de la métaphysique et de l'éthique, le peuple pessimiste qui ne se berce pas de vaine idéologie et ne s'enivre pas de rhétorique, le peuple anti-radical et par suite conservateur.

C'est pourquoi les Allemands qui veulent faire de l'Allemagne une démocratie sur le modèle occidental font complètement fausse route. Ils commettent un crime contre l'âme nationale, car, sans s'en rendre compte, ils travaillent ainsi à sa dénationalisation, à sa « dégermanisation ».

On a prétendu que l'Allemagne n'était pas mûre pour la démocratie ; il ne s'agit pas du tout d'une question de maturité, mais d'une question de convenance. La démocratie ne convient pas à l'Allemagne à cause de la répugnance de l'humanité allemande à l'égard de

[1] Mann reprend ici d'une façon plus explicite une théorie qu'il avait ébauchée dans un article, tout au début de la guerre, et qui, sous cette forme incomplète, lui avait valu les reproches indignés de Romain Rolland. Voir *Au-dessus de la mêlée Les Idoles*, et la réponse de Mann : *Betrachtungen eines Unpolitischen*, p. 136. Les *Considérations* ont été précédées d'un livre plus court, de même inspiration : *Friedrich und die Grosse Koalition.*

la politique. Déjà Nietzsche, Wagner, tous les grands Allemands, ont constaté cett inaptitude fondamentale. « La démocratie a dit Wagner, est en Allemagne une notion purement importée. Elle n'existe que dans la presse. » Le peuple allemand, indifférent aux luttes de partis de la politique intérieure, n'eût pas même dû être appelé à une politique extérieure de grande envergure. Sa force, son activité, son modernisme l'ont obligé à en avoir une. Bismarck le premier l'a engagé dans cette voie. Semblable à Hamlet, ce peuple qui n'était pas né pour l'action s'y voit forcé, et c'est en cela que réside le tragique historique de son destin.

Rien de ce qui constitue l'idéal démocratique ne convient à l'Allemagne. Elle n'est pas égalitaire ; l'Allemand est par sa nature aristocratique ; la fierté dans l'obéissance semble être aujourd'hui un sentiment « spécifiquement » germanique ; l'instinct humain de servir, que la conception politico-philanthropique de la dignité humaine a détruit chez les républiques occidentales, vit encore dans la masse allemande. Elle n'est point avide de pouvoir, et elle a raison. Considérez le suffrage universel : il repose sur une erreur profonde, car la volonté véritable d'un peuple peut être autre que la somme des volontés exprimées par la masse. A celle-ci s'oppose *Das metaphysische Volk*, la partie de la nation où réside sa vie spirituelle la plus haute, et qui porte la vraie volonté de l'ensemble. La masse n'est déterminée que par les intérêts immédiats de la génération présente, mais la volonté du « Peuple métaphysique » se confond avec son destin, et cette volonté s'exprime dans les grandes occasions (par exemple au moment des guerres) par des manifestations spontanées et non point par des bulletins de vote.

C'est une notion tout à fait allemande que celle qui consiste ainsi à ne pas confondre un peuple avec la masse des atomes qui le composent. De même il faut distinguer dans l'homme l'être métaphysique de l'être social, et cette distinction s'impose surtout pour l'Allemand.

Si l'Allemand répugne tant à la politique c'est qu'il est surtout un être métaphysicien. Sa conception

de la liberté est toute spirituelle; pour la transporter dans les faits, l'Allemagne devra nécessairement produire d'autres institutions que celles qui répondent à l'individualisme dénudé et abstrait de l'ouest et de ses « Droits de l'homme ». Luther, la Réforme, ont beaucoup contribué à détourner l'Allemagne de la vie politique en l'orientant exclusivement vers la vie intérieure. La politique lui est apparue comme un domaine inférieur de l'activité, où les compromissions s'imposent, où l'on ne peut ni réaliser la liberté, ni atteindre l'absolu.

L'Allemagne tendra donc à séparer la vie spirituelle de la vie nationale. Celle-ci sera confiée à l'État, lequel se chargera de toutes les questions d'ordre pratique, afin que la nation, elle, puisse consacrer son attention à ce qui est vraiment essentiel dans la vie. Leurs rapports seront ainsi les mêmes que ceux du chef de famille et de la maîtresse de maison. La politique devra en somme être réservée exclusivement aux spécialistes.

Actuellement, pour assurer sa grandeur et sa force, lui permettre de tenir son rang parmi les autres nations, l'Allemagne devra se résigner à adopter une sorte de « démocratisme d'opportunité ». Il est d'ailleurs légitime, en raison de la part qu'il a prise à la guerre, de faire une plus grande place au peuple dans la vie du pays. Néanmoins il est à désirer que l'Allemagne trouve en fait de régime politique quelque chose de nouveau, une forme « d'État populaire » qui convienne à son génie national et n'ait rien de commun avec « la république du bourgeois beau parleur », type français, que Mann hait par-dessus tout.

Le fait que le peuple allemand est réfractaire à la démocratie ne doit, cela va sans dire, aucunement être considéré comme une infériorité.

Les partisans de la démocratie ont coutume de la présenter comme un progrès. Il se peut qu'elle soit un stade inévitable dans l'évolution des peuples, mais il n'est pas vrai qu'elle représente un état social meilleur que ceux qui ont précédé. Le progrès n'existe pas ; et justement la pensée allemande, profondément pessimiste, s'en est depuis longtemps convaincue. Il existe un antagonisme irréductible entre l'individu et la société. Les

intérêts de l'un et de l'autre ne pourront jamais s'harmoniser ; ceux qui prétendent le contraire trompent grossièrement la foule. Ils font miroiter devant ses yeux leur rêve eudémoniste de bien-être général ; mais le bonheur, pour la masse, consiste sourtout à bien manger et à bien boire. Quel prix aurait la vie dans une société où cet idéal de « vache ruminante » serait réalisé ? Le vrai bonheur est chose purement relative et personnelle, indépendante des conditions matérielles, et « toute forme de vie humainement possible est en fin de compte acceptable ; la Vie telle qu'elle est la remplit, avec le mélange et la relativité de ses peines et de ses joies, de ses plaisirs et de ses souffrances ».

L'Allemand n'aura donc aucun enthousiasme pour les réformes qui sont la religion des peuples de l'ouest ; car l'anti-radicalisme est une des propriétés les plus distinctives, les plus décisives de son esprit. Seule la pensée peut être radicale. Le radicalisme en politique, la morale de l'utilité, le bonheur de l'individu érigé en but suprême engendrent infailliblement le mécontentement, la haine des classes, et un cercle vicieux où se touchent l'anarchie et la dictature.

Le « progrès des lumières », si cher aux descendants de la Révolution française, laisse également l'esprit allemand indifférent. *Fiat justicia, aut veritas, aut libertas, fiat spiritus — pereat mundus et vita*, s'écrie le rationaliste ; or l'Allemand sait que la vérité est parfois redoutable à la vie et son instinct profond le pousse à incliner la vérité devant la vie. Nietzsche le premier a mis en doute la valeur à l'égard de la vie des principes moraux les plus élevés, et de la vérité même, en mettant la psychologie la plus radicale au service d'une volonté anti-radicale et anti-nihiliste ; et de même Kant fait suivre sa philosophie théorique radicale, réduisant tout en miettes, d'une philosophie pratique où il ne s'agit plus de la vérité, mais de la vie.

Le régime démocratique prétend faire régner parmi les hommes la raison et les vertus sociales. Mais la perspective du rationalisme érigé en idéal fait horreur à Mann. La raison tue la passion ; elle stérilise, elle dissout

et dissocie. Où elle domine, l'art meurt et la psychologie et la littérature fleurissent. Rien ne saurait moins convenir à l'Allemagne qui est *das unliterarische Land*, la nation condamnée à ne pas s'exprimer, à la *Wortlosigkeil.* L'Allemagne hait la psychologie qui décourage la vie et l'art par le savoir. Elle est par excellence le pays conservateur, organisateur, reconstructeur. Quant à la vertu, elle appartient au domaine personnel et intérieur. Les prétendues vertus républicaines ne sont qu'une vaine et hypocrite phraséologie. Mann n'a pas assez de dégoût pour la Liberté, l'Egalité, et la Fraternité : *die grossen Abstrakta in der Phrygienmütze.* D'ailleurs que deviendrait une humanité où ne régnerait que la vertu ? L'art ne tarderait pas à y mourir et qui voudrait s'y résigner ? L'art ne se soucie aucunement de la vertu, or « l'art est une puissance irrationnelle, mais une puissance considérable, et l'attachement que les hommes ont pour lui prouve qu'ils ne veulent ni ne peuvent se contenter du rationnel, autrement dit de la célèbre équation en trois parties qui résume la sagesse démocratique : Raison = Vertu = Bonheur[1] ».

C'est pour des raisons analogues qu'il ne faut pas compter sur la disparition des guerres. La paix permanente est encore un des bienfaits que promettent à ceux qui l'adoptent les partisans de la démocratie ; mais, outre qu'il ne semble pas que les peuples soient plus pacifiques que leurs dirigeants, la guerre a des racines profondes dans la nature humaine. « L'homme ne ressent pas la civilisation, le progrès, la sécurité, comme un idéal sans restrictions ; il est hors de doute qu'il existe en lui un élément primitif héroïque qui est immortel, un profond désir du terrible[1] ». Une humanité dont la guerre disparaîtrait complètement serait une humanité diminuée, anémiée, privée de sa virilité. Les pacifistes gémissent au nom du sentiment d'humanité sur les souffrances causées par la guerre : Mann s'affirme ennemi

[1] Pag. 396. Toutes ces pages sur le rôle de l'art, éternellement destiné à maintenir dans le monde, en dépit de tout progrès, un élément d'insécurité, à conserver des possibilités spirituelles (telles que la guerre) qui sans lui mourraient, sont pénétrantes et profondes.

[1] Pag. 470.

de la brutalité, il est aussi pitoyable que quiconque. Pourtant l'humanitarisme comme le comprennent les nations démocratiques de l'Entente lui répugne profondément. Il y a une humanité « qui va de soi » et qu'on ne saurait que mettre en pratique dans la vie de tous les jours ; mais il y a aussi des cas graves, exceptionnels qui dépassent l'humanité de tous les jours. La sensiblerie philanthropique des pacifistes, sous prétexte d'humanité, aboutit à dépouiller la vie de tout sérieux, de toute dignité, de toute gravité et de toute responsabilité ; à lui enlever tout « accent tragique ». Celui qui honore, aime, accepte tout ce qui constitue l'humanité doit avant tout souhaiter qu'elle demeure complète. Il ne proscrira donc pas la guerre [1].

Tel est le procès qu'inspire à Mann l'idéal démocratique.

La trop sèche analyse que nous avons essayé d'en faire ne donne guère l'idée du patriotisme passionné, de l'accent d'orgueil et de révolte douloureuse, du sens aigu du tragique qui l'anime, non plus que de l'abondance de l'expression, et de la finesse de certains aperçus. Livre d'artiste à la sensibilité frémissante, autant que de philosophe, trop inspiré par les circonstances pour être juste, Mann lui-même le reconnaît. Pourtant il se défend d'avoir élaboré sa thèse pour les besoins de la cause ; la guerre l'a seulement amené à concevoir plus nettement et à coordonner des idées qui existaient en lui depuis longtemps. Ces idées du reste, il le répète, ne sont pas seulement les siennes : « Je sais, affirme-t-il, que mon aversion et ma protestation ne sont pas quelque chose de personnel, d'insignifiant, de passager, mais qu'en elles l'être national lui-même s'exprime à travers moi [2]. »

Nous n'avons pas à discuter ici du point de vue théorique les opinions de Mann sur la démocratie. Il nous a seulement paru intéressant d'attirer l'attention sur ce témoignage où s'exprime avec tant de force l'antipathie de l'âme germanique pour les grandes tendances directrices de l'occident. Les peuples de l'Entente se sont

[1] Les idées de Mann sur la guerre se rapprochent beaucoup de celles que M. Elie Faure développe dans *la Sainte Face* et *la Danse sur le feu et l'eau*.

[2] Préface, pag. 33.

fait de leurs ennemis, à la lueur des faits de guerre, une psychologie un peu simpliste ; il est bon d'entendre un Allemand lui-même dire sur ce sujet ce qu'il a sur le cœur. L'on peut cependant se demander jusqu'à quel point Mann a raison d'identifier comme il le fait ses répulsions personnelles avec celles de tous ses compatriotes, d'affirmer qu'elles constituent l'essence même du génie national. S'il assure à plusieurs reprises que la mentalité démocratique à la mode occidentale ne parviendra jamais à s'acclimater en Allemagne, il constate ailleurs que cette mentalité abhorrée y fait de grands progrès; et dans le monde nouveau qui naît autour de lui il se sent un homme d'hier. N'est-il pas du reste le poète des déclins, et l'attirance vers ce qui meurt ne constitue-t-elle pas un des principaux éléments de son talent, de sa personnalité ?

Nous ne saurions partager ses regrets. La lecture des *Considérations d'un ennemi de la politique* ne peut, en dépit de l'auteur, que confirmer dans leurs vœux ceux qui souhaitent voir les Allemands changer d'orientation dans cet ordre d'idées.

Mann met en relief avec insistance la tendance et l'aptitude de l'esprit allemand à séparer la vie spirituelle de la vie pratique, à confiner la morale dans le domaine de la vie intérieure et des rapports individuels ; de cette tendance dérivent en somme tous les autres traits qu'il relève. Vue très juste. N'est-ce pas dans cette dualité psychologique qu'il faut chercher ce qui déconcerte et induit sans cesse en erreur l'homme d'occident, Français ou Anglo-Saxon, quand il juge l'Allemand ? Seulement Mann nous présente cette disposition comme une qualité; il la trouve non seulement légitime, mais féconde, propice à la vie. Même après les événements que nous venons de traverser, il n'en aperçoit pas les dangers.

La grande guerre selon lui est un cataclysme comparable seulement aux bouleversements et aux révolutions cosmiques. Or l'Allemagne seule a paru capable de l'envisager ainsi, et elle a été profondément dégoûtée par l'instinct mesquin avec lequel ses ennemis ont misérablement faussé un événement catastrophique qui, comme tout ce qui est élémentaire, apparaissait comme

peu à sa place dans notre civilisation, pour en faire une affaire sentimentale et morale, disons même juridique, et y mêler des notions de culpabilité, d'innocence, de justice, etc. Et Mann ajoute : « Une bonne partie de mon patriotisme est issu et vient encore de la comparaison entre la conception allemande tragique des faits, et la conception juridico-moraliste de l'ennemi[1]. »

La guerre est un processus fatal qui se déroule « au delà du bien et du mal », de même que la politique est « régie par des lois mécaniques, placées en dehors de l'humanité, en dehors de la morale, et par conséquent ni bonnes ni mauvaises[2]. » Qui ne reconnaît que c'est la force et non le droit qui mène le monde ? Dès lors n'est-il pas révoltant et stupide de faire de l'Allemagne le bouc émissaire de toutes les nations, uniquement parce qu'elle a été en pensée et en paroles plus honnêtement pessimiste que ses ennemis, et incapable de s'enivrer comme eux de rhétorique sublime ?

Car l'incapacité des peuples occidentaux à séparer la philosophie de la politique, leur obstination à vouloir appliquer aux grandioses événements de la guerre leurs normes morales ordinaires, ne les empêche pas, en fait, d'agir de la même façon que l'Allemagne ; seulement ils ne veulent pas se l'avouer, soit que, comme l'Angleterre, ils possèdent la précieuse faculté psychologique de confondre et de concilier la morale et les affaires, l'humanité et l'art d'exploiter les peuples, la vertu et l'utilité ; soit que, comme la France, ils aient réussi à se persuader naïvement qu'ils étaient innocents. Mais, au fond, leur idéalisme n'est que mensonge ; leur façon d'avoir sans sans cesse à la bouche les mots de Vérité, Justice, Liberté, de traîner dans « les ruisseaux de la politique » ces hautes conceptions de l'âme humaine, inspire à l'esprit allemand la plus sincère répugnance ; leur vertueuse vanité, leur prétention à être seuls moraux, lui apparaît comme une « vaste blague », une « impudente farce ».

Il est frappant de voir Mann méconnaître ainsi complètement les manières de sentir et de penser étran-

[1] Page 195.
[2] Page 435.

gères au tempérament de sa race. Il les comprend si peu qu'il ne peut absolument pas admettre qu'elles soient sincères ; et par une étrange illusion d'optique, c'est du côté de l'Allemagne que lui paraît être l'honnêteté.

C'est qu'au fond il ne conçoit pas que les autres peuples soient dépourvus de cette faculté propre au cerveau germanique d'établir entre certains ordres de l'activité humaine des cloisons étanches. Réaliste, anti-idéaliste, l'esprit allemand explique et couvre après coup ses actes au moyen de concepts purement mystiques (guerre - catastrophe, *Noth*, *Metaphysisches Volk*) qu'il déclare trop profonds pour être analysables et dont l'obscurité lui permet de se tromper inconsciemment lui-même.

Cette façon de procéder est impossible à l'esprit français dont la logique n'épargne rien, passe impitoyablement tous ses concepts au même crible. Plus social que mystique, c'est dans la vie sociale qu'il attache le plus d'importance au respect des principes. Sa lucidité voit dans la justice, la véracité, la fidélité à la parole donnée les bases indispensables de toute vie sociale et internationale ; aussi l'indignation du peuple français devant un crime tel que la violation de la neutralité belge, a-t-elle été beaucoup moins factice, beaucoup plus sincère, plus spontanée et plus profonde que n'arrive à l'imaginer Mann. Sa politique, celle de ses représentants peut n'être pas toujours inattaquable en fait ; la nation dans son ensemble ne la veut et ne la conçoit que nette et honnête.

« La suffisance avec laquelle la démocratie celto-romaine, y compris la démocratie anglo-saxonne, juge de l'état de l'Allemagne, avec laquelle elle prétend améliorer ses conditions intérieures est enfantine, stupide jusqu'au grotesque, bête à faire dresser les cheveux sur la tête »,[1] s'écrie encore Thomas Mann ; et il s'égaie amèrement de l'accusation de barbarie portée contre son pays. Eh quoi ? Le progrès, le modernisme, la jeunesse, le génie, la nouveauté n'étaient-ils pas du côté allemand en 1914? L'Allemagne n'était-elle pas mieux gouvernée, ne jouissait-

[1] Page 325.

elle pas de plus de vraie liberté que la République française par exemple, où règnent la corruption, le scandale, le favoritisme, l'anarchie, toutes les tares de la démagogie ? Son conservatisme spirituel n'était-il pas au fond plus révolutionnaire que le conservatisme des « principes immortels » de ses ennemis ?

Non, le niveau moral de l'Allemagne n'était sans doute pas inférieur à celui des peuples de l'Entente en 1914. Si pourtant elle s'est déshonorée moralement par la guerre, n'est-ce pas pour avoir trop bien séparé sa vie spirituelle de sa vie politique, pour avoir abdiqué tout contrôle sur cette dernière ? Comment ne pas voir le danger qu'il y a pour tout un peuple à se désintéresser de la vie politique, à s'en remettre complètement du soin de ses intérêts et de ses relations extérieures à quelques individus ? Contre ce danger le seul remède est la démocratie, quels que soient par ailleurs ses inconvénients. Mais Mann ne veut pas qu'il soit dit que l'Allemagne ait eu des « maîtres » ; il affirme que ses dirigeants ne l'ont menée que sur la voie où elle voulait l'être. Alors donc il faut admettre que le peuple allemand tout entier était imbu de ce matérialisme, de cet amoralisme politique dont nous voyons aujourd'hui les fruits.

« La culture allemande est basée sur la sensibilité comme la culture française est basée sur la faculté de juger »,[1] a-t-on écrit jadis, justement à propos de Thomas Mann. Cette phrase s'accorde assez bien avec la thèse de son livre. Sans doute pour la richesse de la vie européenne faut-il souhaiter comme lui qu'il continue à en être de même ; mais pour la paix du monde sans laquelle cette vie ne serait pas possible, il est encore plus désirable que les Allemands apprennent à exercer davantage leur « faculté de juger », dans le domaine surtout où elle est indispensable : celui de la vie politique.

GENEVIÈVE MAURY.

[1] Lettre de M. Paul Amann. *Effort libre*, 1912.

ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DE LA PSYCHANALYSE

III[1]

Il n'est pas toujours facile d'être absolument exact, surtout quand il faut être bref. Aussi suis-je obligé de corriger aujourd'hui une erreur que j'ai commise dans mon précédent chapitre. Je vous avais dit que lorsque, renonçant à l'hypnose, on cherchait à réveiller les souvenirs que le sujet pouvait avoir de l'origine de sa maladie, en lui demandant de dire ce qui lui venait à l'esprit, la première idée qui surgissait se rapportait à ces premiers souvenirs. Ce n'est pas toujours exact. Je n'ai présenté la chose si simplement que pour être bref. En réalité, les premières fois seulement, une simple insistance, une pression mentale de ma part suffisait pour faire sortir l'événement oublié. Si l'on persistait dans ce procédé, des idées surgissaient bien, mais il était fort douteux qu'elles correspondissent réellement à l'événement cherché : elles semblaient n'avoir aucun rapport avec lui, et d'ailleurs les malades eux-mêmes les rejetaient comme inadéquates. La pression mentale n'était plus d'aucun secours, et l'on pouvait regretter d'avoir renoncé au procédé de l'hypnose.

[1] Voir nos numéros de décembre 1920 et janvier 1921.

Incapable d'en sortir, je m'accrochai à un principe dont la légitimité scientifique a été démontrée plus tard par mon ami C.-G. Jung et ses élèves à Zurich. (Il est parfois bien précieux d'avoir des principes !) C'est celui du déterminisme mental, en la rigueur duquel j'avais la foi la plus absolue. Je ne pouvais pas me figurer qu'une idée surgissant spontanément dans la conscience d'un malade, surtout une idée éveillée par la concentration de son attention, pût être tout à fait arbitraire et sans rapport avec la représentation oubliée que nous voulions repérer. Qu'elle ne lui fût pas identique, cela s'expliquait par l'état psychologique supposé. Deux forces agissaient l'une contre l'autre chez le malade ; d'abord son effort réfléchi pour amener dans la conscience les choses oubliées, mais latentes dans son inconscient ; d'autre part la résistance que je vous ai décrite et qui s'oppose au passage, dans la conscience, des éléments refoulés. Si cette résistance est nulle ou très faible, la chose oubliée devient consciente sans se déformer ; on était donc autorisé à admettre que la déformation de l'objet recherché serait d'autant plus grande que serait plus forte l'opposition à son arrivée dans la conscience. L'idée qui se présentait à l'esprit du malade à la place de celle qu'on cherchait à rappeler avait donc la valeur elle-même d'un symptôme. C'était un substitut nouveau, artificiel et éphémère de la chose refoulée et qui lui ressemblait d'autant moins que sa déformation, sous l'influence de la résistance, avait été plus grande. Pourtant il devait y avoir une certaine similitude avec la chose cherchée, puisque c'était un symptôme et, si la résistance n'était pas trop intense, il devait être possible de deviner, au moyen des idées spontanées, l'inconnu qui se dérobait. L'idée tombant dans l'esprit du malade est par rapport à l'élément refoulé comme une allusion, comme une traduction de celui-ci dans un autre langage.

Nous connaissons dans la vie psychique normale des situations analogues qui donnent des résultats semblables. Tel est le cas du *bon mot.* Les problèmes de la technique psychanalytique m'ont obligé à m'occuper ainsi de la formation du bon mot. Je vais vous en donner un exemple.

On raconte que deux commerçants peu scrupuleux, ayant réussi à acquérir une grande fortune au moyen de spéculations pas très propres, s'efforçaient d'être reçus dans la bonne société. Il leur sembla utile, à cet effet, de faire faire leurs portraits par un peintre très célèbre et très cher. Les deux spéculateurs donnèrent une grande soirée pour faire voir ces tableaux coûteux, et conduisirent eux-mêmes un critique d'art influent devant la paroi du salon où les portraits étaient suspendus l'un à côté de l'autre. Le critique considéra longuement les deux portraits, puis secoua la tête comme s'il lui manquait quelque chose, et se borna à demander, en indiquant l'espace libre entre les tableaux : « Où est le Christ ? » Analysons cette plaisanterie. Evidemment le critique a voulu dire : « Vous êtes deux coquins, comme ceux entre lesquels on crucifia Jésus-Christ ». Cependant, il ne l'a pas dit. Il a dit autre chose qui, au premier abord, paraît tout à fait étrange, incompréhensible, sans rapport avec la situation présente. On ne tarde pourtant pas à voir dans cette exclamation du critique d'art l'expression de son mépris. Elle tient lieu d'une injure. Elle a la même valeur, la même signification : elle en est le substitut. Certes, nous ne pouvons pas pousser trop loin notre parallèle entre le cas du bon mot et les associations fournies par les malades ; cependant il nous faut bien souligner la parenté que l'on constate entre les mobiles profonds d'un mot d'esprit et ceux qui font surgir une idée dans la conscience des malades au cours d'un interrogatoire. Pourquoi notre critique n'a-t-il pas exprimé directement sa pensée aux deux coquins ? Parce que, à côté de son désir de leur parler net, d'excellents motifs antagonistes agissaient sur lui. Il n'est pas sans danger d'insulter des gens dont on est l'invité et qui ont à leur disposition une nombreuse domesticité aux poings solides. Nous avons vu précédemment combien les tapageurs et ceux qui offusquaient les convenances étaient rapidement « refoulés ». C'est pourquoi notre critique d'art se garde bien d'être explicite, et il déguise son injure sous la forme d'une simple allusion. De même, chez nos malades, ces idées-substituts qui surgissent à

la place des souvenirs obscurcis, et dont elles ne sont qu'un déguisement.

Suivons l'exemple de l'école de Zurich (Bleuler, Jung, etc.) et appelons *complexe* tout groupe d'éléments représentatifs reliés ensemble et chargés d'*affect*. Donc, si pour chercher un complexe refoulé nous partons des souvenirs que le malade possède encore, nous pouvons réussir à condition qu'il nous apporte un nombre suffisant d'associations spontanées. Nous laissons parler le malade comme il lui plaît, conformément à notre hypothèse d'après laquelle rien ne peut lui venir à l'esprit qui ne dépende indirectement du complexe cherché. Cette méthode pour découvrir les éléments refoulés vous semble peut-être pénible ; je puis pour le moins vous assurer que c'est la seule praticable.

Il arrive parfois qu'elle paraisse échouer : le malade s'arrête brusquement, hésite et prétend n'avoir rien à dire, qu'il ne lui vient absolument rien à l'esprit. S'il en était réellement ainsi, notre procédé serait inapplicable. Mais une observation minutieuse montre qu'un tel arrêt des associations spontanées ne se présente jamais. Elles paraissent suspendues parce que le malade retient ou supprime l'idée qu'il vient d'avoir, sous l'influence des résistances qui revêtent la forme de jugements critiques. On évite cette difficulté en l'avertissant à l'avance et en exigeant qu'il ne tienne aucun compte de cette critique. Il faut qu'il renonce complètement à tout choix de ce genre et qu'il dise tout ce qui lui vient à l'esprit, même s'il pense que c'est inexact, hors de la question, stupide même, et surtout s'il lui est désagréable que sa pensée s'arrête à une telle idée. S'il se soumet à ces règles, il nous procurera les associations spontanées qui nous mettront sur les traces du complexe refoulé.

Ces idées spontanées que le malade repousse comme insignifiantes, s'il résiste au lieu de céder au médecin, représentent en quelque sorte, pour le psychanalyste, le minerai dont il extraira par de simples artifices d'interprétation, le métal précieux. Si l'on veut se faire rapidement une idée provisoire des complexes refoulés par un malade, sans se préoccuper de leur ordre ni de leurs rela-

tions, on se servira de l'expérience d'associations imaginée par Jung [1] et ses élèves. Ce procédé rend au psychanalyste autant de services que l'analyse qualitative au chimiste ; on peut s'en passer dans la cure des névroses, mais il est indispensable pour la démonstration objective des complexes et pour l'étude des psychoses, qui a été entreprise avec tant de succès par l'école de Zurich.

L'examen des idées spontanées qui se présentent au malade s'il se soumet aux règles principales de la psychanalyse, n'est pas le seul moyen technique qui permette de sonder l'inconscient. Deux autres procédés conduisent au même but : l'interprétation des rêves et celle des erreurs et des lapsus.

J'avoue que je me suis demandé si, au lieu de vous donner à grands traits une vue d'ensemble de la psychanalyse, je n'aurais pas mieux fait de vous exposer en détail *l'interprétation des rêves* [2]. Un motif personnel et d'apparence secondaire m'en a détourné. Il m'a paru déplacé de me présenter comme un « déchiffreur de songes » avant que vous ne sachiez l'importance que peut revêtir cet art dérisoire et suranné. L'interprétation des rêves est, en réalité, la voie royale de la connaissance de l'inconscient, la base la plus sûre de nos recherches, et c'est l'étude des rêves, plus qu'aucune autre, qui vous convaincra de la valeur de la psychanalyse et vous formera à sa pratique. Quand on me demande comment on peut devenir psychanalyste, je réponds : par l'étude de ses propres rêves. Nos détracteurs n'ont jamais accordé à l'interprétation des rêves l'attention qu'elle méritait ou ont tenté de la condamner par les arguments les plus superficiels. Or, si on parvient à résoudre le grand problème du rêve, les questions nouvelles que soulève la psychanalyse n'offrent plus aucune difficulté.

Il est à noter que nos productions oniriques — nos rêves — ressemblent intimément aux productions des maladies mentales, d'une part, et que d'autre part elles sont compatibles avec une santé parfaite. Celui qui,

[1] C.-G. Jung. *Diagnostische Assoziationstudien*, 1er vol., 1906.
[2] *Die Traumdeutung*, Vienne, 1900.

au lieu de chercher à les comprendre, se borne à s'étonner des illusions des sens, des idées bizarres et de toutes les fantasmagories que nous offre le rêve, n'a pas la moindre chance de saisir les productions anormales des états psycho-morbides. Il restera, dans ce domaine, un simple profane. Et il n'est pas paradoxal d'affirmer que la plupart des psychiâtres aujourd'hui doivent être rangés parmi ces profanes !

Jetons donc un rapide coup d'œil sur le problème du rêve.

D'ordinaire, quand nous sommes éveillés, nous traitons les rêves avec un mépris égal à celui que le malade éprouve à l'égard des idées spontanées que le psychanalyste suscite chez lui. Nous les vouons à un oubli rapide et complet, comme si nous voulions nous débarrasser au plus vite de cet amas d'incohérences. Notre dédain vient du caractère étrange que revêtent, non seulement les rêves qui sont absurdes et stupides, mais aussi ceux qui ne le sont pas. Notre répugnance à nous intéresser à nos rêves s'explique par les tendances impudiques et immorales qui se manifestent ouvertement dans certains d'entre eux. — L'antiquité, on le sait, n'a pas partagé ce mépris, et, encore aujourd'hui, le bas peuple reste curieux des rêves, auxquels il demande, comme les Anciens, la révélation de l'avenir.

Je m'empresse de vous assurer que ce n'est pas à des croyances mystiques que je vais faire appel pour éclaircir la question du rêve ; je n'ai du reste jamais rien constaté qui confirmât la valeur prophétique d'un songe. Cela n'empêche pas qu'une étude du rêve nous réserve une foule de charmantes surprises.

D'abord, tous les rêves ne sont pas étrangers au rêveur, incompréhensibles et confus pour lui. Si vous vous donnez la peine d'examiner ceux des petits enfants, à partir d'un an et demi, vous les trouvez très simples et facilement explicables. Le petit enfant rêve toujours de la réalisation de désirs que le jour précédent a fait naître en lui, sans les satisfaire. Aucun art divinatoire n'est nécessaire pour trouver cette simple solution ; il suffit seulement de savoir ce que l'enfant a vécu le jour pré-

[illegible]t. Nous aurions une solution très satisfaisante de l'énigme si l'on démontrait que les rêves des adultes ne sont, comme ceux des enfants, que l'accomplissement de désirs de la veille. Or c'est bien là ce qui se passe. Les objections que soulève cette manière de voir disparaissent devant une analyse plus approfondie.

Voici la première de ces objections : les rêves des adultes sont le plus souvent incompréhensibles, et ne ressemblent à rien moins qu'à la réalisation d'un désir. — Mais, répondons-nous, c'est qu'ils ont subi une défiguration, un déguisement. Leur origine psychique est très différente de leur expression dernière. Il nous faut donc distinguer deux choses : d'une part, le rêve tel qu'il nous apparaît, tel que nous l'évoquons le matin, vague au point que nous avons souvent de la peine à le raconter, à le traduire en mots ; c'est ce que nous appellerons le *contenu manifeste du rêve.* D'autre part nous avons l'ensemble des *idées oniriques latentes*, que nous supposons présider au rêve du fond même de l'inconscient. Ce processus de défiguration est le même que pour la naissance des symptômes hystériques. La formation des rêves résulte donc du même contraste de forces psychiques que dans la formation des symptômes. Le « contenu manifeste » du rêve est le substitut altéré des « idées oniriques latentes » et cette altération est l'œuvre d'un « moi » qui se défend ; elle naît de résistances qui interdisent absolument aux désirs inconscients d'entrer dans la conscience à l'état de veille; mais, dans l'affaiblissement du sommeil, ces forces ont encore assez de puissance pour imposer du moins aux désirs un masque qui les cache. Le rêveur ne déchiffre pas plus le sens de ses rêves que l'hystérique ne pénètre la signification de ses symptômes.

Pour se persuader de l'existence des « idées latentes » du rêve, et de la réalité de leur rapport avec le « contenu manifeste », il faut pratiquer *l'analyse des rêves,* dont la technique est la même que celle de la technique psychanalytique dont il a été déjà question. Elle consiste tout d'abord à faire complètement abstraction des enchaînements d'idées que semble offrir le « contenu manifeste »

du rêve, et à s'appliquer à découvrir les « idées latentes », en recherchant quelles associations déclanche chacun de ses éléments. Ces associations provoquées conduiront à la découverte des idées latentes du rêveur de même que, tout à l'heure, nous voyions les associations déclanchées par les divers symptômes nous conduire aux souvenirs oubliés et aux complexes du malade. Ces « idées oniriques latentes », qui constituent le sens profond et réel du rêve, une fois mises en évidence, montrent combien il est légitime de ramener les rêves d'adultes au type des rêves d'enfants. Il suffit en effet de substituer au « contenu manifeste », si abracadabrant, le sens profond, pour que tout s'éclaire : l'on voit que les divers détails du rêve se rattachent à des impressions du jour précédent et l'ensemble apparaît comme la réalisation d'un désir non satisfait. Le « contenu manifeste » du rêve peut donc être regardé comme la réalisation *déguisée* de désirs *refoulés*.

Jetons maintenant un coup d'œil sur la façon dont les idées inconscientes du rêve se transforment en « contenu manifeste ». J'appellerai « travail onirique » l'ensemble de cette opération. Elle mérite de retenir tout notre intérêt théorique, parce que nous pourrons y étudier, comme nulle part ailleurs, quels processus psychiques insoupçonnés peuvent se dérouler dans l'inconscient ou, plus exactement, *entre* deux systèmes psychiques distincts tels que le conscient et l'inconscient. Parmi ces processus, deux sont à noter : la *condensation* et le *déplacement*. Le travail onirique est un cas spécial de l'action réciproque des diverses constellations mentales, c'est-à-dire qu'il naît d'une dissociation mentale. Dans ses phases essentielles, ce travail est identique au travail d'altération qui transforme les complexes refoulés en symptômes, lorsque le refoulement a échoué.

Vous serez en outre étonnés de découvrir dans l'analyse des rêves, et spécialement dans celle des vôtres, l'importance inattendue que prennent les impressions des premières années de l'enfance. Par le rêve, c'est l'enfant qui continue à vivre dans l'homme, avec ses particularités et ses désirs, même ceux qui sont devenus inutiles. C'est d'un enfant, dont les facultés étaient bien différentes

des aptitudes propres à l'homme normal, que celui-ci est sorti. Mais au prix de quelles évolutions, de quels refoulements, de quelles sublimations, de quelles réactions psychiques, cet homme normal s'est-il peu à peu constitué, lui qui est le bénéficiaire — et aussi, en partie, la victime — d'une éducation et d'une culture si péniblement acquises !

J'ai encore constaté, dans l'analyse des rêves, et je tiens à attirer votre attention là-dessus, que l'inconscient se sert, surtout pour représenter les complexes sexuels, d'un certain symbolisme qui, parfois, varie d'une personne à l'autre, mais qui a aussi des traits généraux et se ramène à certains types de symboles, tels que nous les retrouvons dans les mythes et dans les légendes. Il n'est pas impossible que l'étude du rêve nous permette de comprendre à leur tour ces créations de l'imagination populaire.

On a objecté à notre théorie que le rêve serait la réalisation d'un désir, les rêves d'angoisse. Je vous prie instamment de ne pas vous laisser arrêter par cette objection. Outre que ces rêves d'angoisse ont besoin d'être interprétés avant qu'on puisse les juger, il faut dire que l'angoisse en général ne tient pas seulement au contenu du rêve, ainsi qu'on se l'imagine quand on ignore ce qu'est l'angoisse des névrosés. L'angoisse est un refus que le « moi » oppose aux désirs refoulés devenus puissants ; c'est pourquoi sa présence dans le rêve est très explicable si le rêve exprime trop complètement ces désirs refoulés.

Vous voyez que l'étude du rêve se justifierait déjà par les éclaircissements qu'elle apporte sur des choses qui, autrement, seraient difficiles à comprendre. Or, nous y sommes parvenus au cours du traitement psychanalytique des névroses. D'après ce que nous avons dit jusqu'ici, il est facile de voir que l'interprétation des rêves, quand elle n'est pas rendue trop pénible par les résistances du malade, conduit à découvrir les désirs cachés et refoulés ainsi que les complexes qu'ils entretiennent. Je peux donc passer au troisième groupe de phénomènes psychiques dont tire parti la technique psychanalytique.

Ce sont tous ces actes innombrables de la vie de tous les jours, que l'on rencontre aussi bien chez les normaux

que chez les nerveux, et qui se caractérisent par le fait qu'ils manquent leur but ; on pourrait les grouper sous le nom de *actes-méprises*, ou de *ratés*. D'ordinaire, on ne leur accorde aucune importance. Ce sont des oublis inexplicables (par exemple l'oubli momentané des noms propres), les *lapsus linguae*, les *lapsus calami*, les erreurs de lecture, les maladresses, la perte ou le bris d'objets, etc., toutes choses auxquelles on n'attribue ordinairement aucune cause psychologique, et qu'on regarde simplement comme résultats du hasard, produits de la distraction, de l'inattention, etc. A cela s'ajoutent encore les actes et les gestes que les hommes accomplissent sans les remarquer et, à plus forte raison, sans y attacher d'importance mentale : jouer machinalement avec des objets, fredonner des mélodies, tripoter ses doigts, ses vêtements, etc. [1] Ces petits faits, les *actes-méprises*, comme les *actes symptômatiques* et les *actes de hasard* ne sont pas si dépourvus d'importance qu'on est disposé à l'admettre en vertu d'une sorte d'accord tacite. Ils ont un sens et sont, la plupart du temps, faciles à interpréter. L'on découvre alors qu'ils expriment, eux aussi, des impulsions et des intentions que l'on veut cacher à sa propre conscience, et qu'ils ont leur source dans des désirs et complexes refoulés, semblables à ceux des symptômes et des rêves. Considérons-les donc ainsi que des symptômes ; leur examen attentif peut conduire à mieux connaître notre vie intérieure. C'est par eux que l'homme trahit le plus souvent ses secrets les plus intimes. S'ils sont habituels et fréquents, même chez les gens sains qui ont réussi à refouler leurs tendances inconscientes, cela tient à leur futilité et à leur peu d'apparence. Mais leur valeur théorique est grande, puisqu'ils nous prouvent l'existence du refoulement et des substituts, même chez des personnes bien portantes.

Vous remarquerez déjà que le psychanalyste se distingue par sa foi dans le déterminisme de la vie mentale. Celle-ci n'a, à ses yeux, rien d'arbitraire ni de fortuit ; il imagine une cause particulière là où, d'habitude, on n'a pas l'idée d'en supposer. Bien plus : il fait souvent appel à

[1] *Zur Psychopathologie des Alltagslebens*, Berlin, 1904.

plusieurs causes, à une *multiple motivation*, pour rendre compte d'un phénomène psychique, tandis que d'habitude on se déclare satisfait avec une seule cause pour chaque phénomène psychologique.

Rassemblez maintenant tous les moyens de découvrir ce qui est caché, oublié, refoulé dans la vie mentale : l'étude des associations qui naissent spontanément dans l'esprit du malade, celle de ses rêves, de ses maladresses, ratés et actes symptomatiques de toute sorte, ajoutez-y l'utilisation d'autres phénomènes qui se produisent pendant le traitement psychanalytique et sur lesquels je ferai plus tard quelques remarques quand je parlerai du « transfert », vous concluerez avec moi que notre technique est déjà assez efficace pour ramener dans la conscience les éléments psychiques pathogènes et pour écarter les maux produits par la formation de symptômes-substituts. Nous voyons, et nous nous en félicitons, que nos efforts thérapeutiques ont encore pour conséquence d'enrichir nos connaissances théoriques sur la vie mentale, normale et pathologique.

Je ne sais si vous avez eu l'impression que la technique dont je viens de vous décrire l'arsenal est particulièrement difficile. Je crois qu'elle est tout à fait appropriée à son objet. Pourtant, cette technique n'est pas évidente d'elle-même ; elle doit être enseignée, comme la méthode histologique ou chirurgicale. Vous serez peut-être étonnés d'apprendre que nous l'avons entendue juger par une quantité de personnes qui ne savent rien de la psychanalyse, qui ne l'emploient pas, et qui poussent l'ironie jusqu'à exiger que nous leur prouvions l'exactitude de nos résultats. Il y a certainement, parmi ces adversaires, des gens qui ont l'habitude de la pensée scientifique ; qui, par exemple, ne repousseraient pas les conclusions d'une recherche au microscope parce qu'on ne pourrait pas les confirmer en examinant la préparation anatomique à l'œil nu, et qui, en tout cas, ne se prononceraient pas avant d'avoir considéré eux-mêmes la chose au moyen du microscope. Mais la psychanalyse, il est vrai, est dans une situation spéciale, qui lui rend plus difficile d'obtenir l'approbation. Que veut le psychanalyste, en effet ? Ramener à la surface de la conscience tout ce qui en a été refoulé. Or, chacun

de nous a refoulé beaucoup de choses que nous maintenons peut-être avec peine dans notre inconscient. La psychanalyse provoque donc, chez ceux qui en entendent parler, la même résistance qu'elle provoque chez les malades. C'est de là sans doute que vient l'opposition si vive, si instinctive, que notre discipline a le don d'exciter. Cette résistance, du reste, prend le masque de l'opposition intellectuelle et enfante des arguments analogues à ceux que nousé cartons chez nos malades au moyen de la règle psychanalytique fondamentale. Tout comme chez eux, nous pouvons aussi constater chez nos adversaires que leur jugement se laisse fréquemment influencer par des motifs affectifs, d'où leur tendance à la sévérité. La vanité de la conscience, qui repousse si dédaigneusement le rêve par exemple, est un des obstacles les plus forts à la pénétration des complexes inconscients ; c'est pourquoi il est si difficile de persuader les hommes de la réalité de l'inconscient et de leur enseigner une nouveauté qui contredit les notions dont s'est accommodée leur conscience.

IV

Voyons maintenant ce que les procédés techniques que je viens de décrire nous ont appris sur les complexes pathogènes et les désirs refoulés des névropathes.

La première découverte à laquelle la psychanalyse nous conduit, c'est que, régulièrement, les symptômes morbides sont en connexion avec la vie amoureuse du malade ; elle nous montre que les désirs pathogènes sont de la nature des composantes érotiques, et nous oblige à regarder les troubles de la vie sexuelle comme une des causes les plus importantes de la maladie.

Je sais que l'on n'accepte pas volontiers cette opinion. Même des savants qui s'intéressent à mes travaux psychologiques inclinent à croire que j'exagère la part étiologique du facteur sexuel. Ils me disent : Pourquoi d'autres surexcitations mentales ne provoqueraient-elles pas aussi des phénomènes de refoulement et de substitution ?

Je leur réponds que je ne nie rien par doctrine, et que je ne m'oppose pas à ce que cela soit. Mais l'expérience montre que cela n'est pas. L'expérience prouve que les tendances d'origine non sexuelle ne jouent pas un tel rôle, qu'elles peuvent parfois renforcer l'action des facteurs sexuels, mais qu'elles ne les remplacent jamais. Je n'affirme pas ici un postulat théorique; lorsqu'en 1895 je publiai avec le Dr J. Breuer nos *Etudes sur l'hystérie*, je ne professais pas encore cette opinion ; j'ai dû m'y convertir après des expériences nombreuses et concluantes. Mes amis et mes partisans les plus fidèles ont commencé par se montrer parfaitement incrédules à cet égard, jusqu'à ce que leurs expériences analytiques les eussent convaincus. L'attitude des malades ne permet guère, il est vrai, de démontrer la justesse de ma proposition. Au lieu de nous aider à comprendre leur vie sexuelle, ils cherchent, au contraire, à la cacher par tous les moyens. Les hommes en général ne sont pas sincères dans ce domaine. Ils ne se montrent pas tels qu'ils sont : ils portent un épais manteau de mensonges pour se couvrir, comme s'il faisait mauvais temps dans le monde de la sensualité. Et ils n'ont pas tort ; le soleil et le vent ne sont vraiment pas favorables à l'activité sexuelle dans notre société; au vrai, aucun de nous ne peut librement dévoiler son érotisme à ses semblables. Mais lorsque les malades ont commencé à s'habituer à la cure psychanalytique, lorsqu'ils s'y sentent à l'aise, ils jettent bas leur manteau mensonger, et alors seulement ils sont en état de se faire une opinion sur la question qui nous occupe. Malheureusement, les médecins ne sont pas plus favorisés que les autres mortels quant à la manière d'aborder les choses de la sexualité, et beaucoup d'entre eux subissent l'attitude, faite à la fois de pruderie et de lubricité, qui est la plus répandue parmi les hommes de la classe « cultivée ».

Continuons à exposer nos résultats. Dans une autre série de cas, la recherche psychanalytique ramène les symptômes, non pas à des événements sexuels, mais à des événements traumatiques banaux. Mais cette distinction perd toute importance pour une raison spéciale. Le travail analytique nécessaire à expliquer et à sup-

primer une maladie, ne s'arrête jamais aux événements de l'époque où elle se produisit, mais remonte toujours jusqu'à la puberté et à la première enfance du malade; là, elle rencontre les événements et les impressions qui ont déterminé la maladie ultérieure. Ce n'est que si l'on découvre ces événements de l'enfance que l'on peut expliquer la sensibilité à l'égard des traumas postérieurs, et c'est en rendant conscients ces souvenirs généralement oubliés que nous acquérons le pouvoir de supprimer les symptômes. Nous arrivons ici aux mêmes résultats que dans l'étude des rêves, à savoir que ce sont les désirs inéluctables et refoulés de l'enfance qui ont prêté leur puissance à la formation des symptômes sans lesquels la réaction aux traumas postérieurs aurait pris un cours normal. Ces puissants désirs de l'enfant je les considère. d'une manière générale, comme sexuels.

Mais je devine votre étonnement, bien naturel d'ailleurs. — Y a-t-il donc, demanderez-vous, une *sexualité infantile* ? L'enfance n'est elle pas plutôt cette période de la vie où manque tout instinct de cette espèce ? — A cette question, je vous réponds par un non décisif. Non, l'instinct sexuel ne pénètre pas dans les enfants à l'époque de la puberté, comme, dans l'Evangile, le diable pénètre dans les porcs. L'enfant présente dès son âge le plus tendre des manifestations de cet instinct ; il apporte ces tendances en venant au monde, et c'est de ces premiers germes que sort, dans une évolution pleine de vicissitudes aux étapes nombreuses, la sexualité dite normale de l'adulte. Il n'est guère difficile de le constater. Ce qui me parait moins facile, c'est de ne pas l'apercevoir ! Il faut vraiment, pour être aveugle à ce point, une certaine dose de bonne volonté !

Le hasard m'a mis sous les yeux un article d'un Américain, le Dr Sanford Bell, qui vient à l'appui de mes affirmations. Son travail a paru dans l'*American Journal of Psychology* en 1902, c'est à dire trois ans avant mes *Drei Abhandlungen zur Sexualtheorie*. Il a pour titre *A preliminary study of the emotion of love between the sexes*, et aboutit aux mêmes conclusions que celles que je vous soumettais tout à l'heure. Ecoutez plutôt : « *The emo-*

tion of sex-love does not make its appearance for the first time at the period of adolescence, as has been thought. » L'auteur a travaillé dans le style américain, et rassemblé près de 2500 observations positives pendant 15 ans ; 800 ont été faites par lui-même. Au sujet des signes par lesquels ces tendresses se manifestent, il dit : « *The unprejudiced mind in observing these manifestations in hundreds of couples of children cannot escape referring them to sex origin. The most exacting mind is satisfied when to these observations are added the confessions of those who have, as children, experienced the emotion to a marked degree of intensity, and whose memories of children are relatively distinct.* » Mais ceux d'entre vous qui ne veulent pas croire à la sexualité infantile seront particulièrement étonnés d'entendre que, parmi ces enfants précocement amoureux un bon nombre se trouvent âgés seulement de 3, 4, ou 5 ans.

J'ai réussi moi-même, il y a peu de temps, grâce à l'analyse d'un garçon de cinq ans qui souffrait d'angoisses, analyse que son propre père a faite avec lui selon les règles [1], à obtenir une image assez complète des extériorisations somatiques et des productions mentales de la vie amoureuse de l'enfant dans un des premiers stades. Et mon ami le Dr C. G. Jung a traité le cas d'une fillette encore plus jeune, qui, à la même occasion que mon malade, — à la naissance d'une petite sœur — laissait deviner avec certitude presque les mêmes tendances sensuelles et les mêmes formations de désirs et de complexes. Je ne doute donc pas que vous vous habituiez à cette idée, d'abord étrange, de la sexualité infantile, et je vous cite comme exemple celui du psychiâtre de Zurich, M. E. Bleuler qui, il y a quelques années encore, disait publiquement qu' « il ne comprenait pas du tout mes théories sexuelles », et qui depuis, à la suite de ses propres observations, a confirmé dans toute son étendue l'existence de la sexualité infantile [2].

[1] *Analyse der Phobie eines fünfjährigen Knaben.* Jahrbuch f. psychoanalyt. Forschungen, I, 1909.

[2] Bleuler, *Sexuelle Abnormitäten der Kinder,* Jahrb. der schweiz. Gesellschaft f. Schulgesundheitspflege, 1908.

Si la plupart des hommes, médecins ou autres, se refusent à l'admettre, je me l'explique sans peine. Sous la pression de l'éducation ils ont oublié les manifestations érotiques de leur propre enfance et ne veulent pas qu'on leur rappelle ce qui a été refoulé. Leur manière de voir serait tout autre s'ils voulaient bien prendre la peine de retrouver, par la psychanalyse, leurs souvenirs d'enfance, les passer en revue, et chercher à les interpréter.

Cessez donc de douter ; et voyez plutôt comment se manifestent ces phénomènes dès les premières années[1]. L'instinct sexuel de l'enfant est très compliqué ; on peut y distinguer de nombreux éléments, issus de sources variées. Avant tout, il est encore indépendant de la fonction de reproduction, au service de laquelle il se mettra plus tard. Il sert à procurer plusieurs sortes de sensations agréables que nous désignons du nom de plaisir sexuel par suite de certaines analogies[2]...

Cette vie sexuelle de l'enfant, décousue, complexe, mais dissociée, dans laquelle l'instinct seul tend à procurer des jouissances, cette vie se condense et s'organise dans deux directions principales, si bien que la plupart du temps, à la fin de la puberté, le caractère sexuel définitif de l'individu est formé. D'une part les tendances se soumettent à la suprématie de la « zone génitale », processus par lequel toute la vie sexuelle entre au service de la reproduction, et la satisfaction des premières tendances n'a plus d'importance qu'en tant qu'elle prépare et favorise le véritable acte sexuel. D'autre part, le désir d'une personne étrangère chasse l'auto-érotisme, de sorte que, dans la vie amoureuse, toutes les composantes de l'instinct sexuel tendent à trouver leur satisfaction auprès de la personne aimée. Mais toutes les composantes instinctives primitives ne sont pas autorisées à prendre part à cette fixation définitive de la vie sexuelle. Avant l'époque de la puberté, sous l'influence de l'éducation, se produisent des refoulements très

[1] Freud, *Drei Vorlesungen z. Sexualtheorie*, Vienne, 1906.

[2] Ici et plus loin, nous supprimons un passage un peu scabreux pour des profanes. Notre revue, en effet, n'a pas sur ces sujets spéciaux la liberté d'expression d'une publication scientifique. Le texte intégral se trouvera dans le tirage à part de ces articles qu'éditera bientôt la Société d'éditions Sonor. (N. D. L. R.)

énergiques de certaines tendances ; et des puissances psychiques comme la honte, le dégoût, la morale, s'établissent en gardiennes pour contenir ce qui a été refoulé. Et lorsqu'à la puberté monte la grande marée des besoins sexuels, ceux-ci trouvent dans ces réactions et ces résistances des digues qui les obligent à suivre les voies dites normales et les empêchent d'animer à nouveau les tendances victimes du refoulement...

Il y a, en pathologie générale, un principe qui nous rappelle que tout processus contient les germes d'une disposition pathologique, en tant qu'il peut être inhibé, retardé ou entravé dans son cours. Il en est de même pour le développement si compliqué de la fonction sexuelle. Tous les individus ne le supportent pas sans encombre ; il laisse après lui des anomalies ou des dispositions à des maladies ultérieures par régression. Il peut arriver que les instincts partiels ne se soumettent pas tous à la domination des « zones génitales » ; un instinct qui reste indépendant forme ce que l'on appelle une *perversion* et substitue au but sexuel normal sa finalité particulière. Comme nous l'avons signalé déjà, il arrive très souvent que l'auto-érotisme n'est pas complètement surmonté, ce que démontrent les troubles les plus variés qu'on peut voir apparaître au cours de la vie...

La disposition aux névroses découle d'une autre sorte de troubles de l'évolution sexuelle. Les névroses sont aux perversions ce que le négatif est au positif ; en elles se retrouvent, comme soutiens des complexes et artisans des symptômes. les mêmes composantes instinctives que dans les perversions ; mais, ici, elles agissent du fond de l'inconscient ; elles ont donc subi un refoulement, mais ont pu, malgré lui, s'affirmer dans l'inconscient. La psychanalyse nous apprend que l'extériorisation trop forte de ces instincts, à des époques très lointaines, a produit une sorte de *fixation partielle* qui représente maintenant un point faible dans la structure de la fonction sexuelle. Si l'accomplissement normal de la fonction à l'âge adulte rencontre des obstacles, c'est précisément à ces points où les fixations infantiles ont eu lieu que se rompra le refoulement réalisé par les diverses circonstances de l'éducation et du développement.

Peut-être me fera-t-on l'objection que tout cela n'est pas de la sexualité. J'emploie le mot dans un sens beaucoup plus large que l'usage ne le réclame, soit. Mais la question est de savoir si ce n'est pas l'usage qui l'emploie dans un sens beaucoup trop étroit, en le limitant au domaine de la reproduction. On se met dans l'impossibilité de comprendre les perversions ainsi que la corrélation qui existe entre perversion, névrose et vie sexuelle normale ; on devient hors d'état de connaître la signification des débuts, si facilement observables, de la vie amoureuse somatique et psychique des enfants. Mais, quel que soit le sens dans lequel on se décide, le psychanalyste prend le mot sexualité dans une acception totale, à laquelle il a été conduit par la constatation de la sexualité infantile.

Revenons encore une fois à l'évolution sexuelle de l'enfant. Il nous faut réparer bien des oublis, du fait que nous avons porté notre attention sur les manifestations somatiques plutôt que sur les manifestations psychiques de la vie sexuelle. Le choix primitif de l'objet chez l'enfant, choix qui dépend de l'indigence de ses moyens, est très intéressant. L'enfant se tourne d'abord vers ceux qui s'occupent de lui ; mais ceux-ci disparaissent bientôt derrière les parents. Les rapports de l'enfant avec ses parents, comme le prouvent l'observation directe de l'enfant et l'étude analytique de l'adulte, ne sont nullement dépourvus d'éléments sexuels. L'enfant prend ses deux parents, et surtout l'un d'eux, comme objets de désirs. D'habitude, il obéit à une impulsion des parents eux-mêmes dont la tendresse porte un caractère nettement sexuel, inhibé il est vrai dans ses fins. Le père préfère généralement la fille, la mère le fils. L'enfant réagit de la manière suivante : le fils désire se mettre à la place du père, la fille, à celle de la mère. Les sentiments qui s'éveillent dans ces rapports de parents à enfants et dans ceux qui en dérivent entre frères et sœurs ne sont pas seulement positifs, c'est-à-dire tendres ; ils sont aussi négatifs, c'est-à-dire hostiles. Le complexe ainsi formé est condamné à un refoulement rapide ; mais, du fond de l'inconscient, il exerce encore une action énorme et durable. Nous pouvons supposer qu'il forme, avec ses dérivés, le *complexe central* de chaque

névrose, et nous nous attendons à le trouver non moins actif dans les autres domaines de la vie mentale. Le *mythe du roi Oedipe* qui tue son père et prend sa mère pour femme est une manifestation peu modifiée du désir infantile contre lequel se dresse plus tard, pour le repousser, la *barrière de l'inceste.* Au fond du drame d'*Hamlet,* de Shakespeare, on retrouve cette même idée d'un complexe incestueux, mais mieux voilé.

A l'époque où l'enfant est dominé par ce complexe central non encore refoulé, une partie importante de son activité intellectuelle se met au service de ses désirs. Il commence à chercher d'où viennent les enfants, et, au moyen des indices qui lui sont donnés, il devine de la réalité plus que les adultes ne le pensent. D'ordinaire, c'est la menace que constitue la venue d'un nouvel enfant, en qui il ne voit d'abord qu'un concurrent qui lui disputera des biens matériels, qui éveille sa curiosité pour la recherche. Sous l'influence d'instincts partiels, il va se mettre à échafauder un certain nombre de *théories sexuelles infantiles ;* il attribuera aux deux sexes les mêmes organes ; il conçoit le rapport des sexes comme un acte d'hostilité, une sorte de domination violente. Mais sa propre constitution encore impubère, son ignorance notamment des organes féminins, obligent le jeune chercheur à abandonner un travail sans espoir. Toutefois cette recherche, ainsi que les différentes théories qu'elle produit, influe de manière décisive sur le caractère de l'enfant et ses névroses ultérieures.

Il est inévitable et tout à fait logique que l'enfant fasse de ses parents l'objet de ses premiers choix amoureux. Toutefois il ne faut pas que sa *libido* reste fixée à ces premiers objets ; elle doit se contenter de les prendre plus tard comme modèles, et, à l'époque du choix définitif, passer de ceux-ci à des personnes étrangères. L'enfant doit se détacher de ses parents ; c'est indispensable pour qu'il puisse jouer son rôle social. A l'époque où le refoulement fait son choix parmi les instincts partiels de la sexualité, et, plus tard, quand il faut se détacher de l'influence des parents, influence qui a fait les principaux frais de ce refoulement, l'éducateur a de grands devoirs

qui, actuellement, ne sont pas toujours remplis avec intelligence.

Ces considérations sur la vie sexuelle et le développement psycho-sexuel de l'enfant ne nous ont éloignés, comme il pourrait le paraître, ni de la psychanalyse, ni du traitement des névroses. Bien au contraire, on pourrait définir le traitement psychanalytique comme une éducation progressive pour surmonter chez chacun de nous les résidus de l'enfance.

V

La découverte de la sexualité infantile et la réduction des symptômes nerveux à des composantes instinctives érotiques, nous ont conduit à quelques formules inattendues sur l'essence et les tendances des maladies nerveuses. Nous voyons que les hommes tombent malades quand, par suite d'obstacles extérieurs ou d'une insuffisance d'adaptation, la satisfaction de leurs besoins érotiques leur est refusée dans la *réalité.* Nous voyons alors qu'ils se *réfugient dans la maladie*, afin de pouvoir, grâce à elle, obtenir les plaisirs que la vie leur refuse. Nous avons constaté que les symptômes morbides sont une part de l'activité amoureuse de l'individu, ou même sa vie amoureuse entière ; et s'éloigner de la réalité, c'est la tendance capitale, mais aussi le risque capital de la maladie. Ajoutons que la résistance de nos malades à se guérir ne relève pas d'une cause simple, mais de plusieurs motifs. Ce n'est pas seulement le « moi » du malade qui se refuse énergiquement à abandonner des refoulements qui l'aident à se soustraire à ses dispositions originelles ; mais les instincts sexuels eux aussi ne tiennent nullement à renoncer à la satisfaction que leur procure le substitut fabriqué par la maladie, et tant qu'ils ignorent si la réalité leur fournira quelque chose de meilleur.

La fuite hors de la réalité pénible ne va jamais sans provoquer un certain bien-être, même lorsqu'elle aboutit à cet état que nous appelons maladie parce qu'il est préjudiciable aux conditions générales de la vie. Elle s'accomplit

par voie de régression, en évoquant des phases périmées de la vie sexuelle qui étaient l'occasion, pour l'individu, de certaines jouissances. La régression a deux aspects : d'une part, elle reporte l'individu *dans le passé*, en ressuscitant des périodes antérieures de sa *libido*, de son besoin érotique; d'autre part, elle suscite des expressions qui sont propres à ces périodes *primitives*. Mais ces deux aspects, aspect chronologique et aspect formel, se ramènent à une formule unique qui est : retour à l'enfance, et rétablissement d'une ère infantile de la vie sexuelle.

Plus on approfondit la pathogénie des maladies nerveuses, plus on aperçoit les relations qui les unissent aux autres phénomènes de la vie psychique de l'homme, même à ceux auxquels nous attachons le plus de valeur. Et nous voyons combien la réalité, malgré nos prétentions, nous satisfait peu ; aussi, sous la pression de nos refoulements intérieurs, entretenons-nous au-dedans de nous toute une vie de fantaisie qui, en réalisant nos désirs, compense les insuffisances de l'existence véritable. L'homme énergique et qui réussit, c'est celui qui parvient à transmuer en réalités les fantaisies du désir. Quand cette transmutation échoue par la faute des circonstances extérieures et de la faiblesse de l'individu, celui-ci se détourne du réel ; il se retire dans l'univers plus heureux de son rêve; en cas de maladie il en transforme le contenu en symptômes. Dans certaines conditions favorables il peut encore trouver un autre moyen de passer de ses fantaisies à la réalité, au lieu de s'écarter définitivement d'elle par régression dans le domaine infantile : j'entends que s'il possède le *don artistique*, psychologiquement si mystérieux, il peut, au lieu de symptômes, transformer ses rêves en créations esthétiques. Ainsi échappe-t-il au destin de la névrose et trouve-t-il par ce détour un rapport avec la réalité[1]. Quand cette précieuse faculté manque ou se montre insuffisante, il devient inévitable que la *libido* arrive, par régression, à la réviviscence des désirs infantiles, et donc à la névrose. La névrose remplace, à notre époque, le cloître où avaient coutume de se retirer toutes les

[1] Voir O. Rank, *Der Künstler*, Vienne, 1907.

personnes déçues par la vie ou trop faibles pour la supporter.

Je voudrais souligner ici le principal résultat auquel nous sommes parvenus, grâce à l'examen psychanalytique des nerveux : à savoir que les névroses n'ont aucun contenu psychique propre qui ne se trouve aussi chez les personnes saines, ou, comme l'a dit C.-G. Jung, que les nerveux souffrent de ces mêmes complexes contre lesquels nous aussi, hommes sains, nous luttons. Il dépend des proportions quantitatives, de la relation des forces qui luttent entre elles, que le combat aboutisse à la santé, à la névrose ou à des productions surnormales de compensation.

J'ai encore à mentionner le fait le plus important qui confirme notre hypothèse des forces instinctives et sexuelles de la névrose. Chaque fois que nous traitons psychanalytiquement un nerveux, ce dernier subit l'étonnant phénomène que nous appelons *transfert.* Cela signifie qu'il déverse sur le médecin un trop-plein d'excitations affectueuses, assez souvent mêlées d'hostilité, qui n'ont leur source ou leur raison d'être dans aucune expérience réelle ; la façon dont elles apparaissent, et leurs particularités, montrent qu'elles dérivent d'anciens désirs du malade devenus inconscients. Ce fragment de vie affective qu'il ne peut plus rappeler dans son souvenir, le malade le revit aussi dans ses relations avec le médecin ; et ce n'est qu'après une telle réviviscence par le « transfert » qu'il est convaincu de l'existence comme de la force de ses mouvements sexuels inconscients. Les symptômes qui, pour emprunter une comparaison à la chimie, sont les précipités d'anciennes expériences d'amour (au sens le plus large du mot), ne peuvent se dissoudre et se transformer en d'autres produits psychiques qu'à la température plus élevée de l'événement de «transfert». Dans cette réaction, le médecin joue, selon l'excellente expression de Ferenczi le rôle d'un *ferment catalytique* qui attire temporairement à lui les affects qui viennent d'être libérés.

L'étude du «transfert» peut aussi vous donner la clef de la suggestion hypnotique, dont nous nous étions servis au début comme moyen technique d'exploration de l'inconscient. L'hypnose nous fut alors une aide thérapeu-

tique mais aussi un obstacle à la connaissance scientifique des faits, en ce qu'elle déblayait de résistances psychiques une certaine région, pour amonceler ces résistances, aux frontières de la même région, en un rempart insurmontable. Il ne faut pas croire, d'ailleurs, que le phénomène du «transfert» dont je ne puis malheureusement dire ici que peu de chose, soit créé par l'influence psychanalytique. Le «transfert» s'établit spontanément dans toutes les relations humaines, aussi bien que dans la rapport de malade à médecin ; il transmet partout l'influence thérapeutique, et il agit avec d'autant plus de force qu'on se doute moins de son existence. La psychanalyse ne le crée donc pas ; elle le dévoile seulement et s'en empare pour orienter le malade vers le but souhaité. Mais je ne puis abandonner la question du «transfert» sans souligner le fait que ce phénomène contribue plus que tout autre à persuader non seulement les malades, mais les médecins, de la valeur de la psychanalyse. Je sais que tous mes partisans n'ont admis la justesse de mes suppositions sur la pathogénie des névroses que grâce à des expériences de «transfert», et je peux très bien concevoir que l'on ne soit pas convaincu tant qu'on n'a fait aucune psychanalyse ni constaté les effets du «transfert».

J'estime qu'il y a deux principales objections d'ordre intellectuel à opposer aux théories psychanalytiques. Premièrement, l'on n'a pas l'habitude de déterminer d'une façon rigoureuse la vie psychique ; deuxièmement, l'on ignore par quels traits les processus psychiques inconscients se différencient des processus conscients qui nous sont familiers. Les critiques les plus fréquentes chez les malades comme chez les personnes en bonne santé se ramènent au second de ces deux facteurs. On craint de faire du mal par la psychanalyse, on a peur d'appeler dans la conscience du malade les instincts sexuels refoulés, comme si cela faisait courir le risque d'une victoire de ces instincts sur les plus hautes aspirations morales. On remarque que le malade a dans l'âme des blessures à vif, mais on appréhende d'y toucher pour ne pas augmenter sa souffrance. Adoptons cette analo-

gie. Il y a, certes, plus de ménagement à ne pas toucher aux places malades si on ne sait qu'aggraver la douleur. Mais le chirurgien ne se laisse pas détourner d'attaquer la maladie dans son foyer même, quand il envisage que son intervention apportera la guérison. Personne ne songe à reprocher au chirurgien les souffrances d'une opération, pourvu qu'elle soit couronnée de succès. Il doit en être de même pour la psychanalyse, d'autant plus que les réactions désagréables qu'elle peut momentanément provoquer sont incomparablement moins grandes que celles qui accompagnent une intervention chirurgicale. D'ailleurs, ces désagréments sont bien peu de chose comparés aux tortures de la maladie. Il va sans dire que la psychanalyse doit être exercée selon toutes les règles de l'art. Quant aux instincts qui étaient refoulés et que la psychanalyse libère, est-il à craindre qu'en réapparaissant sur la scène ils ne portent atteinte aux tendances morales et sociales acquises par l'éducation ? En rien, car nos observations nous ont montré de façon certaine que la force psychique et physique d'un désir est bien plus grande quand il baigne dans l'inconscient que lorsqu'il s'impose à la conscience. On le comprendra si l'on songe qu'un désir inconscient est soustrait à toute influence ; les aspirations opposées n'ont pas de prise sur lui. Au contraire, un désir conscient peut être influencé par tous les autres phénomènes intérieurs qui s'opposent à lui. En corrigeant les résultats du refoulement défectueux, la cure psychanalytique répond aux ambitions les plus hautes de la vie intellectuelle et morale.

Voyons maintenant ce que deviennent les désirs inconscients libérés par la psychanalyse ? Par quels moyens peut-on les rendre inoffensifs ? Nous en connaissons trois.

Il arrive, le plus souvent, que ces désirs soient simplement supprimés par la réflexion, au cours de la cure. Ici, le refoulement est remplacé par une sorte de critique ou de condamnation. Cette critique est d'autant plus aisée qu'elle porte sur les produits d'une période infantile du « moi ». Jadis l'individu, alors faible et incomplètement développé, incapable de lutter efficacement contre le penchant impossible à satisfaire, n'avait pu que le refou-

ler. Aujourd'hui, en pleine maturité, il est capable de le maîtriser.

Le second moyen par lequel la psychanalyse ouvre une issue aux instincts qu'elle découvre, consiste à les ramener à la fonction normale qui eût été la leur, si le développement de l'individu n'avait pas été troublé. Il n'est, en effet, nullement dans l'intérêt de celui-ci d'extirper les désirs infantiles. La névrose, par ses refoulements, l'a privé de nombreuses sources d'énergie psychique qui eussent été fort utiles à la formation de son caractère et au déploiement de son activité.

Nous connaissons encore une issue, meilleure peut-être, par où les désirs infantiles peuvent manifester toutes leurs énergies et substituer au penchant irréalisable de l'individu un but supérieur placé parfois complètement en dehors de la sexualité : c'est la *sublimation*. Les tendances qui composent l'instinct sexuel se caractérisent précisément par cette aptitude à la sublimation : à leur fin sexuelle se substitue un objectif plus élevé et de plus grande valeur sociale. C'est à l'enrichissement psychique succédant à ce processus de sublimation, que sont dues les plus nobles acquisitions de l'esprit humain.

Voici enfin la troisième des conclusions possibles de la cure psychanalytique : il est légitime qu'un certain nombre des tendances libidineuses refoulées soient directement satisfaites et que cette satisfaction soit obtenue par les moyens ordinaires. Notre civilisation, qui prétend à une haute culture, rend en réalité la vie trop difficile à la plupart des individus et, par l'effroi de la réalité, provoque des névroses sans qu'elle ait rien à gagner à cet excès de refoulement sexuel. Ne négligeons pas tout à fait ce qu'il y a d'animal dans notre nature. Notre idéal de civilisation n'exige pas qu'on renonce à la satisfaction de l'individu. Sans doute, il est tentant de transfigurer les éléments de la sexualité par le moyen d'une sublimation toujours plus étendue, pour le plus grand bien de la société. Mais de même que dans une machine on ne peut transformer en travail mécanique utilisable la totalité de la chaleur dépensée, de même on ne peut espérer transmuer intégralement l'énergie provenant de l'instinct

sexuel. Cela est impossible. Et en privant l'instinct sexuel de son aliment naturel, on provoque des conséquences fâcheuses.

Rappelez-vous l'histoire du cheval de Schilda. Les habitants de cette petite ville possédaient un cheval dont la force faisait leur admiration. Malheureusement, l'entretien de la bête coûtait fort cher ; on résolut donc, pour l'habituer à se passer de nourriture, de diminuer chaque jour d'un grain sa ration d'avoine. Ainsi fut fait ; mais lorsque le dernier grain fut supprimé, le cheval était mort. Les gens de Schilda ne surent jamais pourquoi.

Quant à moi, j'incline à croire qu'il est mort de faim, et qu'aucune bête n'est capable de travailler si on ne lui fournit pas sa ration d'avoine.

SIGMUND FREUD.

(Traduit par Yves Le Lay).

L'ŒILLET ROUGE[1]

Ce fut en quittant les Marbois, chez qui nous venions de dîner, et tandis qu'Edmond de Mingam s'efforçait à me décrire la machinerie de son yacht, que je pris la décision de partir, coûte que coûte, au plus tard le lendemain matin. Je m'arrêterais n'importe où entre Marseille et Vintimille, pourvu que l'endroit me parût désert, et morne sous un ciel luisant. Laure éprouvait sans doute à se moquer de moi un plaisir toujours vif, mais, ce soir, elle avait dû rire avec plus de malice et plus de gaîté que jamais à la pensée de ma déconvenue

[1] L'auteur de cette nouvelle inédite, Paul Drouot, est mort pour son pays, le 8 juin 1915, sur le front d'Artois, à l'âge de 28 ans. Il était l'arrière-petit-neveu du général Drouot, que Napoléon appellait « le Sage de la Grande Armée ».

Paul Drouot, de son vivant, n'avait publié que des vers : *la Chanson d'Eliacin*, *la Grappe de raisin* et *Sous le vocable du chêne*, recueils d'une inspiration ardente, généreuse, et remplis à la fois de toutes les grâces et de toutes les inquiétudes de la jeunesse.

On a trouvé dans ses papiers un roman lyrique d'une grande beauté : *Eurydice deux fois perdue*, qui, sous sa forme inachevée, paraîtra prochainement en librairie; quelques poésies qui ont été réunies sous le titre *Les derniers vers de Paul Drouot;* le premier chapitre d'un roman, *Le Pavillon sur la rivière*, et deux nouvelles.

C'est l'une de ces deux nouvelles que nous publions ici.

De tous les jeunes gens que la guerre a emportés Paul Drouot est certainement l'un de ceux dont la perte reste la plus cruelle et la plus coûteuse. Tous ceux qui l'ont connu savent que Paul Drouot eût certainement été l'un des écrivains importants de sa génération. *L'œillet rouge*, comme *Eurydice deux fois perdue*, est digne, selon l'expression de Henri de Régnier, « de faire connaître Paul Drouot au delà du petit cercle d'amis et de lecteurs attentifs qui avaient senti en ses premiers essais la valeur de cette âme magnifique, de ce cœur généreux, de ce noble esprit ». (N.D.L.R.)

quand on allait se mettre à table sans elle, sans l'attendre, et que je commencerais peut-être à me douter qu'elle n'assisterait point à ce dîner très détestable. Laure de Mingam est brune, svelte, on la prendrait pour Proserpine, les cils baissés, mais du moment qu'ils se séparent et qu'elle fait la folle avec ses yeux de biche, c'est Laure, la seule, la merveilleuse Laure, Laure, mon amour...

Pourquoi m'a-t-elle choisi pour que je souffre ? Pourquoi, depuis six mois, tour à tour animée, silencieuse et taciturne, n'encourageait-elle ma passion que pour la décevoir, prenait-elle des engagements qu'elle s'empressait d'oublier et s'amusait-elle à nier, le lendemain, qu'elle eût promis, la veille, quoi que ce soit ?

Laure est libre, elle est veuve, et par moments j'ai cru... mais non, Laure est trop belle pour aimer un homme tel que moi.

Le front dans mes mains, je balbutiais ces paroles amères. Le rapide filait. J'avais acheté sur le quai de la gare un guide de la Côte d'azur. J'y lus le nom d'Entraygues et que cette petite localité est « dépourvue de toutes ressources ».

* * *

Mon guide datait, j'imagine, du temps des manches gigot, car je découvris sans peine dans Entraygues une pension de famille avec piano et vue sur la mer, ce qui me décida — la vue sur la mer — à occuper une humble chambre à l'étage le plus élevé. J'embrassais, depuis ma fenêtre, le vaste horizon qui s'étend du cap des Issambres à la pointe de Camarat.

Je me plais à croire que, l'été, Entraygues est un endroit charmant. Mais au mois de mars, en plein équinoxe ! Les barques n'osaient point se risquer hors de la jetée, déployer leurs voiles brillantes. Un vent glacé qui changeait sans cesse de direction, et de nom avec cela, tordait les pins, courbait les palmes, soulevait la

poussière des routes. Et quand il cessait de tonner, de siffler, de braire sous les portes, la pluie tombait du ciel obscur sur la mer sombre et plate. Pour peu qu'on éprouvât le désir de se promener, il fallait s'enfoncer dans les taillis humides, gagner la profondeur des bois. Je préférais le coin du feu.

Si j'étais venu, comme un autre, chercher dans la lumière ma consolation, j'aurais eu le droit de récriminer ; mais je n'avais rien à souhaiter que de sentir ma douleur croître et s'épanouir au soleil. A cela près qu'il se montra fort avare de ses rayons, j'obtins un résultat très honorable : c'est certainement à Entraygues que j'ai passé l'une des semaines les plus affreuses de ma vingt-et-unième année.

Un mot bref et désespéré que j'avais adressé à Laure était demeuré sans réponse. J'attendais, chaque jour, avec fièvre, que sonnât l'heure du courrier, je me précipitais au devant du facteur ; bientôt, je regagnais ma chambre, les mains vides, le tête basse. Je me jetais dans un fauteuil, je revoyais l'étroit boudoir, le divan couleur de mille roses, les murs pâles et éclairés, j'écoutais la conversation. Combien de fois alors j'ai réfréné l'envie de courir à la gare, de sauter dans un train, — ils n'étaient guère fréquents — ; et quand je regardais ma porte, j'avais besoin pour ne pas m'élancer vers la rue comme un fou, de me retenir à un meuble.

J'entendrai toujours le facteur : « Allons, ce sera pour *demaing* ! Elle vous écrira, votre petite ! » Ce soir-là, je n'avais pas eu le courage de remonter l'escalier, j'étais sorti n'en pouvant plus. Par les doux chemins détrempés, je marchais à grandes enjambées ; j'évitais les ornières avec l'adresse d'un somnambule ; je suivais ma pensée, comme si je l'eusse aperçue, vivante, et qu'elle me précédât.

Tomber à cinq heures, chez Laure, demain soir ? Elle ne me recevrait pas. Lui écrire ? Mon pauvre orgueil s'y opposait, ma dignité... Lui écrire... lui demander pardon, en somme, d'avoir fui ? Mon visage se crispa, ce qui eut pour immédiat effet de me rappeler à la réalité : des oliviers bordaient la route ; de chaque côté, balan-

cés par le vent, des anémones, des giroflées, des tulipes et des œillets formaient des parterres touffus ; je m'étais engagé dans une allée privée. J'allais revenir sur mes pas, quand un vieil homme, surgissant de derrière un arbre, me coupa la retraite, alors que je m'y attendais le moins.

— Si c'est pour acheter des fleurs, bien sûr ?

Sa physionomie soupçonneuse contrastait si bizarrement avec la gaîté de l'accent que je ne pus m'empêcher de sourire, en lui faisant signe que oui, que je venais bien pour cela. Il en parut surpris, je l'étais davantage. Un horticulteur, à Entraygues ! Voilà qui me tirait d'embarras tout à coup. Il me confia qu'il expédiait jusqu'à Londres et jusqu'à Berlin, que les particuliers ne l'intéressaient guère, que, d'ailleurs, il ne tenait pas à cette sorte de clientèle. Nous traversions des carrés d'œillets. Je me penchais, cueillant les plus clairs, les plus fermes, ceux qui ressemblent à la chair mate des épaules ; ma gerbe croissait à vue d'œil, nous étions deux à jeter sans cesse de nouvelles tiges par dessus les autres. Le bonhomme riait de me voir aller et venir, me baisser remuer, bondir. Je dansais, sans qu'il s'en doutât ni du transport qui m'animait. Je pressais, du bras, de la main, les belles fleurs contre ma bouche. Et j'allais me sauver ainsi en refusant qu'on les bottelât, plié en deux sur ma récolte, quand, avec une prestesse dont je ne l'eusse pas cru capable, le vieux jardinier, mis en joie par mes airs de gamin ivre, piqua au centre du bouquet un énorme œillet carminé, bordé d'un fin liséré rose.

* * *

Certes, il fallait que je fusse ivre. La nuit tombait. Je ne trouvais plus mon chemin. J'avançais quand même. Le vent secouait mon chapeau. Mais, contre moi, pas un pétale qui frémît, et pas une fleur qui tremblât, captives de ma longue étreinte, l'haleine suspendue, pâmées. Enfin les premières maisons d'Entraygues s'enlevèrent

en noir sur la mer encore lumineuse. Je longeais un mur délabré. Une odeur triste et pénétrante me fit soudain tourner la tête. Et je découvris, à l'abri d'un antique pin parasol, voilés d'eucalyptus bleuâtres, les tertres et les blanches tombes d'un cimetière abandonné. Je frissonnai de pitié et, pourtant, je pressai le pas comme si j'avais hâte de m'éloigner. Je dus même faire un brusque mouvement qui rapprocha de mon visage une touffe embaumée d'œillets, je fermai les yeux, j'aspirai...

Une voix, alors, une plainte, s'élevant dans la solitude, un cri, le soupir d'un enfant glaça mon cœur. Je trébuchai.

« Une fleur, gémissait la voix, une pauvre fleur, une fleur, passant, pour les morts. »

Je ne doutais pas un instant que je ne fusse le jouet d'une illusion et qu'il fallût l'attribuer aux nobles sentiments qu'ont développé en moi l'éducation religieuse et les soins d'une mère attentive. Tout de même, je m'arrêtai.

Ne suffisait-il pas que j'eusse éprouvé, jusqu'à l'hallucination, le désir secret d'orner ces tombeaux, sans que je fisse le geste, somme toute assez ridicule, de lancer en l'air un œillet charmant, pour qu'il retombât de l'autre côté du mur parmi les débris de couronnes et la poussière des morts ? D'ailleurs c'était à Laure qu'ils appartenaient tous, je les avais cueillis pour Laure et touchés tour à tour et baisés avec frénésie.

Le débat fut court, mais pressant. Tout à coup, je plongeai la main dans l'enchevêtrement des tiges et j'en cassai une, au hasard. L'œillet rouge glissa sur ma manche. Je le saisis, je le froissai, et je le projetai violemment, le plus loin possible, en arrière...

— A celle qui a tant souffert, à celle qui a tant aimé, qui fut belle et rendue plus belle par la douleur et par l'amour !

Ayant satisfait de la sorte à mes nerfs plus qu'à mon devoir, je repris le chemin d'Entraygues sans plus de scrupules, ni d'angoisse. J'employai toute ma soirée à

bourrer d'œillets trois paniers que j'expédiai à la même adresse. Je ne m'en remis à personne du soin de les porter au train. Il faisait complètement nuit. Une molle brise, le ponant, avait succédé au mistral. J'éprouvais un bien-être extraordinaire. Je m'abandonnais par avance au plaisir que j'allais goûter, en m'endormant, pour la première fois depuis mon arrivée, d'un sommeil calme, béni...

* * *

Il était environ deux heures du matin, quand je fus réveillé par un bruit insolite dont j'eus d'abord quelque peine à déterminer la direction et l'incertaine provenance. Je m'étais dressé sur le coude. Un long rai de lune frappait le plancher ; et je m'aperçus qu'il bougeait. En effet, ma fenêtre, ou plutôt mes volets devaient être ébranlés par quelque poussée du dehors que je m'expliquai mal, un vaste silence règnant jusque sur la mer assoupie. On eût dit que des mains maladroites, légères, tentaient d'écarter les panneaux de bois, y meurtrissaient leurs faibles doigts et, de guerre lasse, frôlaient le mur comme si elles eussent craint de m'effrayer en heurtant fort.

Je sautai à bas de mon lit. Ma respiration était des plus égales et mon cœur battait à coups réguliers. Je m'approchai de la fenêtre, j'en fis jouer l'espagnolette, chassai brusquement les volets, un flot de lune m'inonda. Et comme je clignais les yeux, je reçus en pleine poitrine, lancé de près, avec douceur, un énorme œillet, tout déchiqueté, et taché de boue. C'est en me baissant pour le ramasser que je reconnus, sans le moindre trouble, mais d'une âme, au contraire, infiniment sereine, l'œillet carminé, l'étrange œillet rouge bordé d'un fin liséré rose dont j'avais, quelques heures plus tôt, sur la route, brisé la tige. Je le conservai dans la main, tout en regardant, au-dessous de moi, le jardin plein d'ombre, la plage et la mer ; je ne voyais rien, car je souriais, comme fait celui qui écoute un chœur de voix fraîches...

*
* *

La matinée était fort avancée. Malgré que mes paupières fussent traversées de rayons, et mon front moite de sueur, je refusais de m'arracher à ce repos grisant qu'on ne goûte en sa source que parmi le bourdonnement des premières heures du jour. Je ne dormais pas si profondément que je n'entendisse, dans les couloirs, le va-et-vient des domestiques. Soudain, je tressautai. Je jaillis à mi-corps, plus que je ne bondis, hors de mes couvertures. On parlementait à ma porte. Je faillis crier «Laure... Laure... » Le parquet craqua. Il y eut un silence, trois petits coups frappés.

— Est-ce que vous pouvez me recevoir ?

Je m'exclamai, je barbottai, je fus stupide... Une seconde, je demandais... une seconde... Le temps de passer un veston... j'étais au lit...

— Et puis, après ?

Décidément, c'était bien elle.

— Après... ? Entrez, ma chère !

J'étais retombé sur mon oreiller. Je crispais les poings de bonheur. Laure, à Entraygues ! Laure, dans le midi !... Quoi de plus naturel ? Elle faisait une croisière en Méditerranée, sur le yacht d'Edmond, son beau-frère. Je n'étais pour rien là-dedans... Laure entra.

Elle entrait seule et je songeais à toutes les femmes, ses servantes. Elle s'avançait, piquante et superbe, enfantine et majestueuse. Je tremblais, je claquais des dents. Elle me fit la révérence.

— Mazette, vous vous mettez bien : une chemise tout en soie...

Elle s'était assise au pied de mon lit, elle me défilait sa petite histoire, Edmond, le yacht, la croisière, et ce soleil fou, dehors aujourd'hui. J'éclatais de rire, tout pâle, immobile. Ah ! je n'étais guère en état de trouver quelque chose d'autre !

Tout à coup, elle s'interrompit :

— Mais, qu'est-ce que vous fabriquez-là ?

Je pétrissais entre les doigts, sans y prendre garde, les pétales flétris d'un œillet foncé... Je me souvins... Laure se tut... un impercceptible changement s'opéra dans sa gaie physionomie.

— On vous a donné cette fleur ?

Je répondis « oui » gravement.

Alors je vis ses beaux soureils battre, le sang affluer à ses joues. Elle me regarda dans les yeux et elle fit :

— Donnez-la moi.

Paul DROUOT.

POUVOIR DE FEMME

(Suite[1])

Au début, la conversation se traîna péniblement comme cela arrive quand deux hommes, qui ont été amis, ont perdu contact et laissé le temps faire son œuvre dissolvante. Peu à peu, cependant, la glace se rompit, et il sembla, un moment, que nous allions reprendre nos intéressantes et chaudes discussions d'autrefois. Tout à coup, je m'aperçus que Hugo Brenner n'écoutait plus ce que je disais. Sa tête était retombée sur sa poitrine et ses yeux regardaient dans le vide. Il avait probablement oublié ma présence dans la chambre.

Un long et pénible silence suivit. Mon cœur se serrait dans ma poitrine, et mes yeux ne pouvaient pas se détacher de cet homme que je voyais effondré devant moi, foudroyé par un destin que j'ignorais. Bien que vieilli, il était resté beau, et sa figure avait une expression de gravité douloureuse telle, que ma présence dans la pièce m'apparut comme un sacrilège, et que j'aurais voulu disparaître silencieusement.

[1] Voir nos deux numéros précédents.

Un mouvement que je fis le réveilla brusquement.
— Vous avez trouvé que mon silence se prolongeait un peu, n'est-ce pas ? me dit-il.

Je fis un geste évasif et me demandai si je devais partir ou rester. Il me regarda de nouveau, comme s'il voulait parler ; mais la voix lui manqua ; sa poitrine haletait d'une façon effrayante et, un moment, je crus que je n'étais venu que pour le voir mourir. Puis il laissa retomber sa tête et ses bras sur la table, et se mit à sangloter comme un enfant.

Machinalement, je m'approchai de lui et posai une main sur son épaule. Aussitôt ses sanglots cessèrent, et, d'une voix où se révélait le conflit douloureux dont son âme était le théâtre, il clama : « On a beau se raidir contre le destin et cacher aux autres les blessures qui ne veulent pas se fermer : il arrive une heure où l'on fléchit sous le fardeau, où l'on est obligé d'ouvrir son cœur à quelqu'un, fût-il un étranger. Comment se fait-il que tu aies franchi, juste en ce moment, le seuil de ma maison ? Je n'en sais rien. J'ai arpenté cette chambre pendant des journées entières, cherchant à dresser le bilan de ma vie, mettant ce qui a été en regard du néant qui me reste ; mais je n'y parviens pas ! Je n'y parviens pas, parce que je ne suis pas un poète, parce que je me sens incapable de faire un livre avec mes larmes et mes souffrances, comme vous autres rimeurs, pour qui, selon l'expression d'un des plus grands d'entre vous, poésie est délivrance. »

Il s'arrêta un instant et porta la main à son front ; puis il continua sur un ton un peu plus calme : « Tu crois, peut-être, que j'ai toujours été tel que je suis maintenant, et j'ai remarqué plus d'une fois, jadis, combien tu étais surpris de me voir garder si jalousement le secret de ma vie. » Il sourit, et, dans ses yeux, je vis comme un pâle reflet de la malice dont ils pétillaient autrefois. « Eh bien, mon ami, poursuivit-il, je n'ai pas toujours été le grand taciturne que tu as connu ; j'avais, moi aussi, quand j'étais jeune, une nature expansive ; j'éprouvais le besoin de parler de moi, de livrer mon âme, de me confier à tout être pour lequel je ressentais une secrète sympathie, je recherchais la société d'autres hommes, afin de pouvoir

communier avec eux, et j'étais reconnaissant à celui qui faisait les premiers pas vers moi, et me donnait un peu de lui-même. Mais la vie a changé tout cela ; je me suis mis un masque sur le visage ; peut-être parce que je redoutais de souffrir en laissant voir mes blessures, et en les étalant devant des indifférents. Maintenant qu'elle est morte, celle à qui je pouvais tout dire, je veux te faire la confession de ma vie entière, comme il me sera impossible de la faire une seconde fois. Elle a été la femme d'un autre et ne m'a jamais appartenu. Je te prierai de ne pas m'interrompre pendant que je parlerai, et si tu es étonné que je puisse ainsi te raconter toute mon existence, je te répondrai que, pareil aux grands poètes, j'éprouve le besoin de me voir moi-même, tel que j'ai été, tel que je suis, et tel que j'aurais pu être. Je te livre ma vie, parce que je ne puis pas faire autrement. Quand mon récit sera terminé, tu pourras partir. Mais je veux que tu saches en même temps que tu m'auras rendu, en m'écoutant, le plus grand service qu'un homme puisse encore me rendre ici-bas.» Il se tut un instant ; huit heures sonnèrent à la grande horloge adossée au mur. Lorsque le silence se fut rétabli dans la pièce, Hugo Brenner commença le récit de sa vie.

DEUXIÈME PARTIE

Hugo Brenner

Chapitre premier

Il me semble étonnant que je me souvienne de tout avec une netteté pareille. Tant d'années se sont écoulées depuis lors ! Il y eut aussi, dans ma vie, un court âge d'or, où j'étais heureux parce que je n'avais fait encore aucune expérience pénible : ce fut lorsque je quittai l'Université et vins me fixer dans la capitale. J'étais jeune, je n'avais pas de soucis, et j'entrais dans la vie avec toutes

les espérances et toutes les illusions de mes vingt ans. Je venais de passer avec éclat mon doctorat en philosophie, et tout le monde me prédisait un brillant avenir.

Cependant la prédiction de mes amis et de mes protecteurs ne se réalisa pas dans le sens où ils l'avaient espéré, et cela résulta sans doute du fait que j'avais une tout autre conception de ce qu'on appelle un brillant avenir. Ce qui est certain, c'est que je vécus une année à Stockholm sans prendre pied nulle part. Il me serait difficile de dire quel but je poursuivais pendant cette année. Je jetai ma gourme, ce qui était quelque peu tard pour un homme de mon âge ; puis, fatigué de mon existence oisive, j'employai ce qui me restait de l'héritage paternel à faire un voyage à l'étranger, qui dura deux années entières.

Si j'avais espéré que les voyages développeraient mon esprit d'initiative ou mon énergie, je m'étais trompé du tout au tout. Je revins tel que j'étais parti, et mes camarades me reprochèrent, tout bas, de laisser systématiquement échapper toutes les occasions qui s'offraient à moi de faire mon chemin dans le monde. J'étais la négligence incarnée, et je poussais la franchise jusqu'à une limite où elle devient maladroite et dangereuse.

A trente ans, j'étais donc sans situation, comme un étudiant frais émoulu de l'Université, et cela parce que je ne me sentais pas en harmonie avec le monde, dont je faisais partie malgré tout. Cependant, il fallait vivre, et j'avais dépensé le modeste héritage que j'avais eu de mon père. J'étais forcé d'accepter les besognes qui se présentaient et c'est ainsi que je me suis confiné dans les humble travaux que tu connais et qui ont rempli une grande partie de mon existence. Je ne m'en suis, du reste, jamais plaint, car j'avais un idéal à moi ; quand mon récit sera terminé, tu pourras juger, par toi-même, jusqu'à quel point je l'ai réalisé.

Voilà l'homme ou plutôt le jeune homme que j'étais lorsque la vie s'empara de moi pour la première fois et me conduisit là où je n'aurais pas voulu aller. Cela arriva à propos d'une histoire d'amour qui n'avait rien de romanesque et qui débuta de la façon suivante :

Je rentrais un soir chez moi, assez tard, et, selon mon habitude, je suivais le trottoir tout en rêvassant, lorsque je fus subitement tiré de ma songerie par un grand vacarme que j'entendis à une centaine de pas devant moi. Je m'arrêtai, prêtai l'oreille, et distinguai deux voix d'hommes manifestement pris de boisson, et une voix de femme, étranglée, farouche, qui criait et implorait. Je m'approchai vivement et je vis dans l'obscurité une jeune fille serrée contre un portail fermé, et deux individus ivres, plantés devant elle, et lui barrant le passage.

A cette époque, je n'avais pas froid aux yeux, et mon premier mouvement fut de saisir par le collet celui des deux ivrognes qui était le plus près de moi, et de lui faire mordre la poussière ; puis de me rabattre sur le second, et de lui infliger le même sort. Au moment de porter la main sur un des deux malotrus, une autre idée me traversa l'esprit : pourquoi prendre au tragique une aventure aussi banale, qui pouvait se dénouer d'une façon plaisante. Donc, au lieu d'engager un pugilat en règle, je trouvai plus spirituel de faire comme si la jeune fille et moi nous étions de vieilles connaissances. Je m'approchai d'elle, mon chapeau à la main, et, sans me préoccuper autrement de ses agresseurs, je lui dis d'une voix très calme :

— Bonsoir, mademoiselle! comment se fait-il que vous soyez encore dehors à cette heure tardive ?

Mon intervention produisit immédiatement son effet. Maligne comme le sont toutes les jeunes femmes, la petite comprit aussitôt que c'était un moyen de salut qui s'offrait à elle ; et pendant que les deux fêtards s'éclipsaient prudemment, elle joua son rôle avec un sérieux imperturbable, et prit avec une aisance parfaite le bras que je lui offrais. Ce n'est que quelques instants après, quand nous nous arrêtâmes sous un réverbère, que nos regards se rencontrèrent pour la première fois. Comme nous étions tous les deux jeunes et bien tournés, et que nous n'avions aucune raison de faire des cérémonies, nous nous dévisageâmes franchement et partîmes d'un grand éclat de rire. Je vis devant moi deux yeux bleus, pleins de malice, une taille fine et svelte, et une petite

bouche toute ronde et à demi-ouverte, puis je remarquai qu'elle rougissait : ma destinée était fixée.

Lorsque je me réveillai, le lendemain matin, je me rendis compte que j'avais aliéné ma liberté. Le hasard m'avait donné une maîtresse et, dans la naïveté de mon cœur et mon inexpérience de la vie, je commençai déjà à me creuser la tête et à me demander comment je pourrais, avec mes modestes ressources, procurer un foyer à ma conquête de la veille.

Chapitre II

Après longue et mûre réflexion, je renonçai, cependant, à mettre immédiatement mon projet à exécution. Insouciant comme je l'étais, je me contentai de jouir de la bonne fortune qui m'était arrivée, sans me préoccuper des conséquences qu'elles pourraient avoir pour moi, et curieux, seulement, de savoir comment tout cela finirait. J'étais épris, mais pas assez, néanmoins, pour ne pas voir tout ce qui me séparait de cette gentille fillette qui, dans la journée, se tenait derrière le comptoir d'une pâtisserie, et qui, le soir, venait me rejoindre à un endroit convenu, ou frapper à la porte de ma chambre. Aujourd'hui, j'ai de la peine à m'expliquer mon emballement d'alors ; mais je me souviens fort bien que cette liaison me fut, au début, infiniment agréable et douce, pour la simple raison que j'avais une pauvre créature à protéger et à défendre ; je n'avais plus à penser à moi, seulement, mais à un autre être qui se trouvait seul dans la vie ; je me sentais, pour ainsi dire, charge d'âme, et cette pensée me grandissait à mes propres yeux. Aussi éprouvais-je une affection mêlée de gratitude pour cette jeune fille qui me donnait sa jeunesse, et mettait un rayon de soleil dans mon existence.

D'un autre côté, je n'avais pas tardé à me rendre compte de la sottise que je commettais en m'engageant dans une liaison de cette nature, et à m'apercevoir que la mentalité de Signe était tout autre que la mienne ; enfin que, sous

bien des rapports, un abîme nous séparait. Cela se manifestait d'une façon particulièrement pénible pour moi dans ses conversations. Ainsi, j'étais condamné à écouter tous ses potins sur ses amies et leurs amants, ses histoires de « messieurs » qui la suivaient dans la rue et lui faisaient des déclarations ; ses brouilles et ses fâcheries avec des connaissances dont elle avait à se plaindre ; bref, tous les enfantillages et toutes les niaiseries qui remplissaient sa pauvre petite cervelle.

Ses conversations m'écœuraient et m'humiliaient, en même temps qu'elles m'irritaient contre cette femme dont la joliesse physique cachait une si absolue indigence intellectuelle et morale, un si complet manque de tact. J'en étais tellement affecté parfois que, sous un prétexte quelconque, je restais plusieurs jours sans la voir. J'avais conscience que je m'enlisais lentement dans la fange, et j'écrivais à Signe des lettres où je lui disais que j'étais résolu à rompre avec elle et à ne plus la revoir. Mais le courage me manquait régulièrement au moment d'envoyer les lettres ; je les jetais dans la cheminée, et pendant que je les regardais disparaître dans les flammes, j'avais l'impression que toutes mes belles résolutions s'en allaient également en fumée, et que le bourbier me tenait.

Lorsque je la retrouvais après quelques jours de séparation pénible et l'entendais, la tête appuyée contre mon épaule, pleurer à chaudes larmes parce que son instinct de femme lui disait que j'avais eu l'intention de la quitter, elle me faisait pitié et me reconquérait. Je savais fort bien que cet instinct ne lui suggérerait jamais de se corriger des vulgarités choquantes qui me détournaient d'elle ; mais qu'il la pousserait, au contraire, à se cramponner fortement à moi et à ne pas me lâcher. J'en revenais toujours à mon idée du sauvetage moral que j'avais à accomplir, et de ma responsabilité à l'égard de la pauvre jeune fille, jetée dans le monde sans défense et sans soutien. Bref, je voulais être chevaleresque et je ne fus, hélas ! qu'un Don Quichotte ridicule. Je puis difficilement concevoir, aujourd'hui, que c'est vraiment moi qui ai commis toutes ces sottises, et si je tâche, en ce moment, de retracer cette période de mon existence sans la prendre trop au tragique,

il n'en est pas moins vrai que je ne me suis jamais fait illusion, autrefois, sur la gravité des résolutions que je prenais. Cette gravité se révéla pleinement à moi le jour où Signe m'annonça qu'elle était enceinte. La nouvelle me bouleversa. Subitement, je vis clair en moi-même, et me rendis compte que, malgré tout, je n'avais pas cessé de conserver l'espoir de rencontrer un jour une femme qui fût digne de moi, et avec qui je puisse fonder un vrai foyer. Ce beau rêve était détruit maintenant, et j'en fis mon deuil, courageusement et sans réserve. A partir de ce moment, je devins un autre homme, plus doux, plus calme ; mon insouciance naturelle fit place à un optimisme serein qui dissipa, peu à peu, mes inquiétudes et mes scrupules, en me peignant sous des couleurs agréables l'existence que je m'étais faite. Aujourd'hui, je me rends compte que si quelqu'un était venu, alors, trouver Signe dans la petite chambre meublée où elle préparait un modeste trousseau de bébé, et lui avait dit que son amant avait encore d'autres devoirs envers elle que de la traiter avec bonté et de pourvoir à son entretien et à celui de son enfant, elle aurait peut-être versé quelques larmes, car son état la rendait nerveuse et sentimentale ; mais elle n'aurait pas tardé à se reprendre et à rire de ces obligations morales auxquelles elle n'avait jamais songé, et auxquelles elle ne comprenait rien.

Il m'était arrivé un jour, au milieu d'un cercle d'amis, de faire le fanfaron du devoir, et de dire, sans attacher autrement d'importance à mes paroles : « Si jamais la destinée m'impose un devoir pénible, je saurai le remplir jusqu'au bout ! » Ce serment, fait à la légère, et un peu enfantin, était devenu comme la règle de conduite de ma vie. En ce moment, je voyais mon devoir nettement tracé devant moi ; mais j'entrevoyais en même temps le résultat auquel tout cet héroïsme aboutirait un jour.

Cependant je ne fis pas le pas décisif sans avoir longuement examiné la question sous toutes ses faces et passé par les plus cruelles perplexités, car ma raison était loin d'être d'accord avec ma conscience. J'allai même voir un ami et, bien qu'il me répugnât de mettre un tiers dans le secret de ma vie, je lui exposai la situation et lui demandai

conseil. Je fus déçu dans mon attente, car mon ami envisagea mon cas sous un point de vue tellement opposé au mien que je rompis l'entretien et me retirai, avec l'humiliation d'avoir livré ma vie à un étranger incapable de me comprendre. Le résultat de cette démarche fut que je gardai rancune de sa franchise à un ami d'enfance et que je cessai de le voir.

Dérouté par les conseils que je venais de recevoir et le cœur noyé de tristesse, je me rendis directement chez Signe et frappai à sa porte, bien qu'il fût déjà tard dans la nuit.

Effarée, les yeux brouillés de sommeil, elle vint m'ouvrir et me demanda, d'une voix haletante, s'il m'était arrivé quelque chose de fâcheux. Je pénétrai dans la chambre sans lui répondre et fermai la porte à clef. En dépit de mon calme apparent, mon émotion et ma surexcitation étaient extrêmes, et je sentais un frisson nerveux secouer tout mon corps. Signe se remit au lit, et pendant qu'elle arrangeait sa petite tête bouclée sur l'oreiller et attendait, la bouche entr'ouverte et les yeux dilatés, la terrible nouvelle qu'elle redoutait, je m'efforçais de refouler l'émotion qui m'empêchait d'articuler une seule parole.

Je la considérai, et la pauvre créature m'apparut, en cet instant, tellement frêle, tellement digne de pitié dans son isolement que je sentis l'indignation me monter au cœur à la pensée que tous les hommes, sans exception, seraient prêts à « lâcher » la malheureuse dans la situation où elle se trouvait, et à la livrer ainsi à une déchéance irrémédiable.

— Je suis venu te demander si tu veux bien consentir à devenir ma femme, lui dis-je d'une voix blanche.

— Dieu, que tu m'as fait peur, Hugo, répondit-elle.

Il n'y avait rien d'étonnant à ce que Signe n'eût pas deviné et compris sur le champ les mobiles qui avaient inspiré ma démarche insolite ; sa réponse, si peu en harmonie avec les sentiments que j'éprouvais à ce moment, produisit sur moi l'effet d'un coup de massue. Je ne lui laissai pas voir ma déception et me ressaisis aussitôt ; je m'agenouillai auprès du lit, pris la petite tête aux boucles blondes entre mes mains et commençai à parler.

Je lui exposai mes intentions et mes projets ; je lui déclarai que je ne pourrais jamais épouser une autre femme qu'elle, la mère de mon enfant ; et, en prononçant ces derniers mots, l'émotion me serrait la gorge ; puis je lui dis que j'étais convaincu qu'elle aussi m'aimait ; que je me montrerais toujours bon et affectueux envers elle ; enfin, je lui exposai ma situation matérielle et lui avouai qu'elle était des plus modestes. La tête appuyée contre sa poitrine, avec ses deux bras autour de mon cou, je lui ouvris toute mon âme, et je terminai en la priant instamment de devenir ma femme, comme si j'avais craint qu'elle me répondît par un refus.

Pas plus alors que dans la suite, Signe ne comprit grand'chose à ce que je lui disais. Elle ne parvenait surtout pas à se rendre compte que tout cela fût réel, et me demanda, à plusieurs reprises, si j'étais vraiment décidé à l'épouser. Je lui affirmai, tout en la couvrant de baisers, que telle était bien mon intention, et que rien ne pourrait m'y faire renoncer. Alors, seulement, elle cessa de douter ; elle jeta ses deux bras autour de mon cou et murmura en sanglotant : « Tu es le meilleur homme qu'il y ait sur la terre ! »

Et elle pleura, sinon de bonheur, du moins d'attendrissement et de joie. Comprends cela : elle se voyait arrachée tout d'un coup à son existence de fille pauvre et déchue, réhabilitée par un mariage honorable, assurée d'avoir du pain à manger. Son émotion était si profonde et si sincère qu'elle m'en apparut comme transfigurée, et si elle mit une certaine réserve dans l'expression de sa tendresse reconnaissante, c'est parce qu'elle sentait qu'elle ne méritait pas le bonheur qui venait de lui échoir.

Tu es peut-être surpris que je puisse évoquer tout ce passé avec un détachement aussi complet, et qu'il me soit même possible d'en parler. C'est que je vois maintenant celle qui fut ma femme telle que j'ai appris à la connaître dans la suite. Mais j'étais jeune alors, et un sang chaud circulait dans mes veines ! Aussi quand Signe se mit à me témoigner sa gratitude joyeuse par des caresses ardentes et passionnées, le vertige me prit à mon tour... Et lorsque je me retrouvai, la même nuit, seul dans ma chambre,

mon cœur exultait de bonheur et de fierté. Que m'importaient désormais l'opinion du monde et les jugements des hommes.

Chapitre III

Je me rends compte, maintenant, que j'appartiens à cette catégorie d'hommes, assez répandus dans le Nord. qui, pendant la plus grande partie de leur existence, paraissent vivre au jour le jour, sans but précis, livrés à la merci des circonstances, incapables d'aucun effort de volonté, et qui, à un moment donné, secouent leur torpeur et développent alors une énergie qui transporte des montagnes. Ils ressemblent à la nature des pays septentrionaux, durant les longs mois d'hiver engourdie et ensommeillée sous un manteau de neige et de glace; mais vienne le printemps, avec ses nuits claires et ses journées de soleil, elle se réveille, reprend vie et rattrape en quelques semaines le temps qu'elle a perdu pendant l'interminable saison des frimas.

Une fois ma résolution d'épouser Signe nettement arrêtée, je ne reculai devant aucun effort pour aboutir. Je m'occupai de trouver du travail et j'en trouvai. Ainsi, je travaillai à la réalisation de mes projets avec cette allégresse sereine que l'on éprouve lorsque toutes les hésitations et tous les doutes se sont évanouis, et que l'on sait où l'on va. Deux mois s'étaient à peine écoulés que j'avais loué, dans le quartier du sud, un appartement avec une vue magnifique, composé de trois petites pièces et d'une cuisine; acheté des meubles et organisé notre nouvel intérieur.

Puis nous nous mariâmes! Quelques camarades nous servirent de témoins et dînèrent avec nous chez Reisen, après la cérémonie. Tout cela s'était passé avec une facilité et une rapidité telles, que je me crus le jouet d'une illusion lorsque je me retrouvai seul avec ma jeune femme, dans notre appartement, le soir de nos noces.

On était en plein hiver. De nos fenêtres on plongeait sur le lac, aux eaux miroitantes qui étincelaient, la nuit, comme si on les avait saupoudrées d'une poussière lumi-

neuse. La lune brillait dans un ciel sans nuage et versait des flots de clarté sur la cité endormie qui s'étendait à nos pieds, dans un lointain infini, comme si ses rumeurs et ses fièvres ne devaient jamais monter jusqu'à nous. Les toits des maisons, couverts de neige, scintillaient ; et, autour de la lune, il y avait un cercle lumineux qui ressemblait à une couronne nuptiale.

Signe était dans le ravissement. Elle allait et venait à travers le petit appartement, et ne se lassait pas d'admirer tous les objets qui le garnissaient et qui étaient, maintenant, sa propriété. Elle regardait la vaisselle, toute simple, écoutait sonner la pendule, enlevait des étagères les petits bibelots pour les voir de près. Quand elle avait fini de faire le tour des pièces, elle recommençait. Elle était profondément émue et rayonnait de bonheur.

Assis près de la fenêtre, je la regardais aller et venir et manifester sa joie. Cette joie était mon œuvre, mais il me fut impossible de m'y associer et de me mettre à l'unisson de ma femme. Je me sentais étranger à ce foyer créé par moi. Je souriais au bonheur de Signe, je répondais à ses questions, je faisais des efforts pour partager son enthousiasme, que je trouvais bien naturel ; mais je cherchais autre chose que ce que cette heure m'apportait. Pour la première fois, j'entrevis alors, avec une netteté absolue, l'avenir qui m'attendait et je compris que j'avais gâché ma vie ! Ce fut le soir de mes noces que les écailles tombèrent de mes yeux.

Pendant que j'étais assis à la fenêtre, perdu dans une songerie, les réalités qui m'entouraient cessèrent insensiblement d'exister pour moi, et un passé déjà bien lointain s'évoqua tout à coup devant mon esprit, avec une netteté extraordinaire. Je me retrouvai au milieu d'une épaisse forêt, par une radieuse journée d'été. Un torrent, profondément encaissé entre des rives abruptes, roulait ses eaux impétueuses par-dessus les rochers arrondis, sur lesquels tournoyaient de petits ronds d'écume blanche. L'air était tout embaumé de senteurs de résine, et les rayons du soleil filtraient discrètement à travers la ramure épaisse des pins.

J'étais jeune, alors ; je n'avais pas encore quitté l'Université, et je venais de connaître, pour la première fois, la douleur. J'avais perdu ma mère, et cette épreuve m'avait profondément affecté. Mais j'étais jeune et, à vingt ans, on ne connaît pas les chagrins éternels.

Je n'étais pas seul dans la forêt. A mes côtés cheminait dans le sentier une jeune fille qui avait les yeux fixés sur moi pendant que je parlais. Je l'aimais à cause de la sympathie qu'elle me témoignait dans ma peine, et de la part qu'elle y prenait. Cette jeune fille droite et franche et toute frémissante de vie représentait à mes yeux l'idéal même de tout ce que l'homme recherche chez la femme.

Toute cette scène revivait à mon esprit avec une netteté de plus en plus grande, à tel point qu'il me semblait entendre le timbre de sa voix pendant qu'elle me parlait, et celui de la mienne qui lui répondait.

Elle m'avait consolé, et me questionnait maintenant sur mes projets d'avenir.

— Que comptez-vous faire lorsque vous aurez passé vos examens, me demanda-t-elle.

— Je ferai comme les autres, je me chercherai une situation.

— Pas comme les autres, murmura-t-elle.

— Pourquoi, pas comme les autres ?

Elle ne répondit pas, éclata de rire et pencha sa haute silhouette vers moi, Je faillis la prendre dans mes bras, l'étreindre sur mon cœur et la retenir pour toujours ; mais la timidité de la jeunesse et le sentiment de la responsabilité qui paralysent les élans de l'amour, m'en empêchèrent. Il me fut même impossible de dire un seul mot ; les paroles expiraient sur mes lèvres, et je regardai dans une autre direction. Je savais, en effet, que si je parlais, j'en dirais plus que je ne voulais dire. Qu'étais-je, moi ? Quel avenir avais-je devant moi ? De quel droit serais-je entré dans sa vie pour y jeter le trouble ? Née sur un grand domaine dont elle devait être un jour l'unique héritière, elle était jeune, belle, riche. Le hasard m'avait mis sur sa route. J'étais venu à la campagne avec l'intention de rattraper, pendant les vacances d'été, le travail que j'avais négligé à Upsal au cours d'un hiver trop

mouvementé. Mais je me sentais si petit, si humble, si peu de chose à côté d'elle ! Je maudissais les barrières qui s'élevaient entre nous, mais j'avais conscience que je ne possédais ni l'énergie ni les moyens de les abattre.

Cependant je ne réussis pas à faire violence à ma nature et elle finit par l'emporter. Nos rencontres devinrent plus fréquentes ; notre intimité grandit peu à peu, au point que nous n'eûmes plus de secrets l'un pour l'autre. Alors j'imposai silence à mes scrupules et m'abandonnai sans réserve à un sentiment qui exaltait tout mon être. Nous nous voyions très souvent, et dans les derniers temps de mon séjour, presque chaque jour. Aucune parole ne saurait exprimer ce que fut pour moi cette jeune fille au regard franc, à l'âme haute, au jugement sain et droit, et le bien que je reçus d'elle.

Devant elle, je pus, pour la première fois de ma vie, ouvrir mon cœur et parler librement, et je me confiai à elle comme je ne l'avais encore fait à personne. Je lui confessai tout, mes timidités, mon manque de courage, ma peur de l'effort et de la lutte ; je lui avouai que mon unique ambition était de fonder un foyer où je puisse vivre en paix, dans le bonheur d'une affection partagée. Je le répète : tout cet été fut pour moi, qui n'avais fréquenté jusqu'alors que des camarades et n'avais eu que peu d'amis, un délicieux et bienfaisant bain de soleil, qui transforma ma nature, la rasséréna et la purifia. Avec l'amour qui enivrait mon cœur, je retrouvais la santé du corps, la joie de vivre, le goût de l'action. Nous nous rencontrions journellement, et personne ne venait nous surveiller et nous gêner. La mère de la jeune fille, qui, depuis la mort de son mari, administrait le domaine avec une activité et une intelligence toutes viriles, laissait une entière liberté à sa fille, qu'elle avait formée à son image et qui, dans la droiture de son cœur, agissait comme bon lui semblait, sans soupçonner même le mal.

Nous passâmes ensemble la soirée des adieux. Tête nue, vêtue d'une robe claire, elle suivait, à côté de moi, le sentier noyé d'ombre ; les flots du torrent miroitaient au clair de lune, et, autour de nous, tout était enveloppé de ténèbres et de silence.

Involontairement, et sans même nous rendre compte, nous nous tutoyions. Elle avait posé sa main sur mon bras, et nous cheminions côte à côte, silencieusement, car notre émotion était trop forte pour parler. Arrivés à la grande allée, où les tilleuls projetaient des ombres fantastiques, nous nous arrêtâmes pour nous dire adieu. Je la baisai sur le front, et elle laissa glisser sa main gauche sur ma joue pendant que sa droite reposait dans la mienne :

— Ne m'oublie jamais ! Promets-le moi ! lui dis-je.

Je n'étais plus maître de moi et je ne savais plus ce que je disais. Elle plongea ses yeux dans les miens : « T'oublier », me répondit-elle, très calme, et avec un accent dans la voix qui protestait hautement contre une pareille éventualité.

Alors, je me détournai et partis. Je ne la regardai pas une seule fois de plus, car mon cœur aurait débordé.

...Je revoyais toute cette scène, le soir de mon mariage, alors que j'étais accoudé à la fenêtre de ma chambre, et que mes yeux erraient par-dessus l'immense cité qui sommeillait au-dessous de moi, sous son manteau d'hiver. Je dus me faire violence pour revenir à la réalité. Etait-ce bien moi qui étais assis là, et qui étais marié ? Et elle, qui m'attendait dans la pièce voisine, qui était-elle ? Que voulait-elle de moi, et qu'avais-je à faire auprès d'elle ?

Alors, un sentiment d'infinie détresse s'empara de moi à la pensée que, sans le vouloir, sans même m'en douter, j'avais trompé quelqu'un ! Avais-je vraiment commis une trahison, ou bien était-ce seulement dans ma propre vie que quelque chose s'était brisé, ou allait se briser ? J'avais cru agir en honnête homme en épousant Signe, et le sentiment du devoir accompli avait légitimé ma conduite à mes propres yeux. Je ne regrettais rien et j'éprouvais une secrète fierté d'avoir bravé l'opinion du monde et d'avoir fait ce que peu d'hommes auraient eu le courage de faire.

Mais, à cette heure, après ce retour rapide vers un passé radieux, toutes ces pensées qui m'avaient autrefois soutenu et réconforté, furent impuissantes à ramener le calme dans mon cœur bouleversé. Emporté par le flot

de mes songeries douloureuses, j'oubliai qui j'étais, et ce qui m'était arrivé. Je me voyais sur le bord d'un abîme plein de ténèbres, devant lequel je frissonnais d'effroi.

Tout à coup, j'entendis une voix qui m'appelait, et je sursautai, comme un homme que l'on réveille brutalement d'un sommeil profond.

— Est-ce que tu ne viens pas te coucher, je suis si lasse...

C'était la voix de Signe, lourde de sommeil, qui m'appelait de la pièce voisine. Mes yeux s'ouvrirent subitement, et je contemplai ma situation sous son vrai jour ; je me vis, moi ; je vis mon petit logis avec son modeste mobilier, acheté hâtivement, à droite et à gauche, au rabais ; je compris que tout ce que j'avais fait, que tout ce dont j'étais fier, n'était que mensonge, duperie et banqueroute lamentable. Je le compris comme si, étendu sur mon lit de mort, j'avais vu, dans une image d'horreur, passer ma vie devant moi !

Et je pénétrai dans la chambre de ma femme, le sourire aux lèvres ; je m'agenouillai auprès du lit, posai la petite tête blonde sur mon épaule, et baisai les lèvres roses avec une tendresse passionnée, comme si je voulais me faire pardonner une faute secrète.

Chapitre IV

Tous ces souvenirs, qui remontaient à plusieurs années en arrière, s'étaient éveillés en moi alors que je m'y attendais le moins, au moment où je prenais possession de ma nouvelle installation, et venaient me rappeler que j'avais une fois aimé dans ma vie, que j'avais été aimé, peut-être, et que j avais passé à côté du bonheur.

Tu n'es pas sans avoir deviné, déjà, qui était cette jeune fille dont l'image se dressa subitement devant moi, le soir de mes noces ; mais tu auras de la peine à comprendre qu'il me fut possible de chasser, pendant de longues années, cette image de ma pensée et de me libérer

des souvenirs que je viens d'évoquer, au point que je ne regrettai même pas le bonheur que j'avais perdu par ma faute. Et je n'eus pas de grands efforts à faire pour atteindre ce résultat. Le besoin de se sentir, ou, au moins de se croire heureux, est si profondément ancré dans le cœur de l'homme qu'il a la faculté de transformer le monde au milieu duquel il vit, de le voir dans une lumière qui l'idéalise et en supprime les laideurs. Est-ce que tu n'as jamais constaté cela ? Ou bien n'as-tu pas encore fait cette expérience parce que tu n'as pas encore connu l'épreuve ? Regarde autour de toi et dis-moi combien il y a d'hommes qui comprennent leur propre vie ? Et combien y en a-t-il qui la supporteraient, s'ils la voyaient telle qu'elle est ? Faut-il s'en réjouir ou le déplorer ?

Je me rends compte, maintenant, que, lorsque j'eus réussi à refouler les souvenirs du passé et à m'en libérer, je jouis pleinement du bonheur présent, et que je vis mon foyer, ma femme, ma vie entière, tout autrement que mes amis ne les voyaient. Il me fallut du temps pour constater que personne autour de moi ne partageait mon optimisme et mes illusions; et je puis dire que, tant que j'eus un bandeau sur les yeux, je fus un homme relativement heureux.

Ce bonheur, je le reconnais, était bien médiocre et bien terre à terre ; et dans cette période terne et grise de ma vie, je ne trouve rien qui vaille la peine d'être raconté. Les rêves et l'idéal de ma jeunesse avaient disparu. Deux êtres, sains de corps et d'esprit, s'unissent, satisfont ensemble aux exigences de la nature, procréent de beaux enfants, qui en procréeront à leur tour, après eux, et perpétueront la race : voilà ce qui constituait pour moi le mariage idéal, et, celui-là, je l'avais réalisé ! Distinction de manières, culture intellectuelle, élévation morale, goûts esthétiques, en un mot, tout ce qui élargit la vie et y met de la beauté, et dont j'avais paré, jadis, la femme de mes rêves, tout cela n'existait plus pour moi. J'étais uni à une femme saine et simple, qui m'était dévouée, m'admirait, se pliait à toutes mes fantaisies, uniquement parce qu'elle portait

dans son sein un enfant dont j'étais le père. Que pouvais-je souhaiter de plus ?

Mais j'avais beau me bercer de sophismes pour me cacher mes déceptions, ce bonheur-là ne me suffisait pas, et j'aspirai secrètement à autre chose. Je désirais, inconsciemment, peut-être, que ma femme s'associât également à ma vie morale et intellectuelle ; qu'elle devînt la confidente de mes pensées ; qu'elle fût, en un mot, ma compagne dans le sens supérieur du mot. C'est pour cela que je m'efforçai de refaire, ou plutôt, de faire l'éducation de Signe. Je visitai avec elle des musées, je la conduisis au théâtre, au concert, je lus avec elle les chefs-d'œuvre de la littérature. Je croyais avoir ouvert devant elle un monde nouveau, et je me figurais, dans ma naïveté, qu'elle m'en était reconnaissante. Je vois encore l'expression de ses yeux quand elle essayait de me suivre dans mes lectures ou dans des explications qui dépassaient sa petite mentalité d'enfant du peuple, et je suis sûr que ce qui la touchait par-dessus tout, c'est la peine que je me donnais pour l'instruire car elle y trouvait une certaine satisfaction d'amour-propre ; quant au reste, elle le considérait comme une corvée inutile et fastidieuse. Quand Signe était assise à côté de moi, le soir, et cousait de menus objets pour l'enfant que nous attendions, l'espoir de ma paternité prochaine emplissait mon cœur d'un immense bonheur, et c'est probablement ce sentiment qui idéalisait et auréolait à mes yeux la médiocrité de mon existence.

Mon mariage avait fait le vide autour de moi ; on se détournait de nous parce qu'on ne jugeait pas du même point de vue que moi les raisons qui m'avaient décidé à épouser Signe, et qu'on ne me pardonnait pas une pareille mésalliance. Mes jeunes camarades, eux-mêmes, se tenaient sur une réserve significative et je ne tardai pas à m'apercevoir qu'ils n'aimaient pas à venir chez moi ; je me sentis plus isolé encore lorsque je me rendis compte qu'ils me plaignaient tout bas. Quand il m'arrivait d'entrer, le soir, au café où nous nous réunissions d'habitude, personne ne me parlait de ma femme, ni ne me demandait de ses nouvelles ; quand on m'invitait, il

n'était jamais question d'elle ; quand je recevais une visite, Signe disparaissait aussitôt à la cuisine et nous laissait seuls.

J'essayai vainement de la corriger d'une habitude que je trouvais plus humiliante encore pour elle que pour moi, et j'étais loin de penser que sa façon d'agir lui paraissait, au contraire, toute naturelle. Elle était en effet si peu développée au point de vue moral que les sentiments que je lui inspirais, elle les aurait éprouvés pour n'importe quel homme qui eût été le père de l'enfant qu'elle allait mettre au monde. Nous étions mariés depuis quelques mois à peine que j'avais deviné, déjà, cette singulière mentalité ; et tout me disait que je voyais juste. Cependant, je m'obstinais à ne pas me rendre à l'évidence, car je ne pouvais admettre que celle qui était ma femme eût, à mon foyer, l'attitude d'une servante en face de son maître. Je ne négligeai aucune occasion de piquer son amour-propre : je le faisais à cause de moi-même, parce que je voulais à tout prix que celle que j'avais associée à ma vie se sentît placée sur le même pied que moi, et fût mon égale. Je m'en suis expliqué plus d'une fois avec elle, et sais-tu ce qu'elle me répondait ?

— Comment peut-tu supposer que je puisse jamais oublier qui je suis et qui tu es ? Il faudrait que je fusse folle pour oublier cela !

Ce sont ses paroles textuelles, et tu en concluras sans doute qu'elle avait plus de bon sens que moi.

Elle s'imaginait qu'en l'épousant, j'avais fait d'elle une obligée, et qu'elle avait contracté une dette de reconnaissance dont elle croyait s'acquitter en restant à sa place. Or elle ne concevait pas qu'elle pût avoir d'autre place dans la maison que celle d'une servante ; et comme elle avait eu à lutter, dès sa plus tendre enfance, contre la pauvreté et la misère, elle fut comme prise de vertige en voyant que, désormais, elle n'avait plus à redouter la faim et que son avenir était assuré. Le bonheur le plus grand qu'elle pût rêver, c'était de vivre aux côtés d'un homme qui lui était infiniment supérieur ; et elle aurait facilement supporté que je me

montrasse dur ou indifférent à son égard, s'il m'avait été possible d'envisager notre union comme elle la comprenait. Mais c'était trop me demander ! Je voulais la traiter comme mon égale, l'élever au-dessus des préjugés et des critiques des hommes ; je voulais la forcer à être ce qu'elle n'était pas, ce qu'elle ne pouvait pas être. Aujourd'hui, je me rends compte que je le voulais pour me justifier et me relever à mes propres yeux ; pour oublier que, au plus profond de mon âme, j'avais honte d'elle comme de moi-même.

Chapitre V

J'ai appris, à mes dépens, que le pire malheur qui puisse arriver à un homme, c'est d'unir sa vie à une femme dont il a à rougir. C'est pour lui la déchéance certaine, irrémédiable. Mais il n'y a pas de vérité qu'on oublie plus facilement quand le sang parle, et le sang ne parle jamais plus haut que lorsqu'on tient pour la première fois, dans ses bras, un petit être qui vous doit la vie.

Je sais que les philosophes psychologues prétendent que c'est là un sentiment spécifiquement féminin, et que, seul, l'amour maternel compte. Quant à moi, je suis convaincu qu'ils sont légion les hommes qui, devant le berceau où repose leur enfant, se sentent aussi émus, aussi profondément heureux que la mère qui l'a mis au monde. Quoi qu'il en soit, je ne crois pas qu'une femme ait jamais éprouvé plus de tendresse que je n'en ressentis dès le premier jour de sa naissance, pour la petite fille dont tu as vu, jadis, le portrait sur mon bureau, et qui reçut à son baptême le nom de Marguerite. Je sais fort bien que tu as regardé ce portrait lorsque tu es venu pour la première fois chez moi ; je l'ai compris à l'expression de ton visage ; et j'ai été heureux, alors, que tu eusses deviné par toi-même que ce n'était pas une femme, mais une enfant qui avait scellé ma destinée.

Avec la naissance de la petite, les rapports entre ma femme et moi se modifièrent complètement. J'ai gardé un souvenir précis, vivant, de ces premières années qui furent si heureuses. Notre humble logis était devenu, grâce au bébé qui y était entré, un vrai foyer. Signe était l'épouse active et diligente qui dirigeait mon intérieur, en même temps que la mère dévouée qui donnait le sein à mon enfant. Quant au reste, je l'avais oublié comme par enchantement. J'avais oublié ce qu'était ma femme, et de quelle façon elle était entrée dans ma vie. Je ne voyais que la petite, je ne pensais qu'à elle, et, en dehors d'elle, rien n'existait pour moi. Elle était le sujet de toutes nos conversations, et nous absorbait complètement. Si quelqu'un venait nous voir, il était tout naturel que Signe ne parût pas : elle était obligée de rester auprès de son enfant ! Quant il m'arrivait, parfois, de sortir le soir, je comprenais qu'elle ne m'accompagnât pas : son devoir de mère la retenait à la maison. Grâce à ma fille, j'avais recouvré tout à coup ma liberté, et j'en jouissais infiniment.

Mais c'est à ma fille que je dus les jouissances les plus profondes, les plus pures. J'étais heureux de la voir grandir, se développer ; heureux, surtout, de savoir qu'elle existait. Dès le premier jour de sa naissance, j'ai tenu un journal où je notais ses moindres faits et gestes ; au début je n'avais rien de bien saillant à y consigner, et celui qui aurait jeté les yeux sur ces notations n'aurait pas pu s'empêcher de sourire de tous les enfantillages auxquels je me suis arrêté. Aussi ne les ai-je jamais montrées à personne, en dehors de l'amie qui n'est plus. Mais avec le temps mes observations gagnèrent en importance comme en étendue, et finirent par devenir de véritables récits. Ce journal embrasse un espace de douze années. Il a été pour moi un asile sûr où je me réfugiais aux heures de tristesse et de découragement, et où je trouvais l'apaisement et un courage nouveau.

Mais pendant que j'écrivais le journal de sa vie, ma petite fille grandissait et je devenais son meilleur ami. C'est avec moi qu'elle jouait ; c'est avec moi qu'elle racontait tout ce que les enfants gardent habituellement

pour eux, jusqu'à ce qu'ils trouvent un ami de leur âge à qui ils puissent en faire la confidence. Les premières années de mon mariage se passèrent comme si je n'avais pas été marié ; il me semblait que j'avais simplement reçu à mon foyer un petit ami qui se pelotonnait contre moi, me disait tout ce qui lui passait par la tête, me caressait quand j'étais préoccupé, riait avec moi quand j'étais content ; qui montrait dans sa manière enfantine autant de raison qu'une grande personne, et qui, quand il me voyait triste ou déprimé, n'avait de cesse que la joie et la gaieté eussent reparus sur mon visage. Pendant cette période de ma vie, j'ai été un homme vraiment heureux. Ma femme, mon mariage, mon intérieur, ma vie en général, tout cela me préoccupait fort peu. Je suivais ma route solitaire mais lumineuse, conduit par la main d'un petit enfant.

Chapitre VI

Mais il vint un jour où mes yeux se dessillèrent, où ma personne, mon foyer, ma vie tout entière se montrèrent à moi tels que les autres les voyaient depuis longtemps. Cela n'arriva pas subitement ; ce fut une révélation lente et progressive, et la période où je commençai à avoir des doutes fut atroce. Pendant que ma petite fille et moi, nous nous serrions étroitement l'un contre l'autre, Signe vivait sa propre vie et je ne m'en rendais pas compte. Je remarquais bien qu'elle se retirait de nous, et je crus deviner parfois, à la manière dont elle nous regardait, qu'elle avait compris que cette tendresse qui nous unissait tous deux la séparait de nous. Signe se lassa de son existence effacée, et fit valoir ses droits d'épouse ; elle qui s'était jusqu'alors systématiquement confinée dans une ombre discrète, elle manifestait maintenant les exigences les plus extravagantes. Elle ne trouvait rien d'assez bon pour elle, elle critiquait tout. Elle devenait inquiète, nerveuse; agressive ; un malaise sourd enveloppait mon foyer, gâtant nos joies les plus innocentes

et menaçant notre bonheur que je croyais avoir solidement établi.

Rien de tout cela ne m'échappait ; mais je m'obstinais à fermer les yeux, à ne pas voir, et je me trouvais satisfait si je pouvais rester dans ma chambre, à jouer et à bavarder avec mon enfant qui grandissait, et devenait une petite fille intelligente et bonne.

Je me doutais, certes, que le sol était miné sous moi ; mais il s'écoula un long temps avant que je ressentisse pour la première fois ce coup au cœur qui me disait, de façon à ne pouvoir plus me faire illusion, que mon foyer, mon pauvre et triste foyer, ne méritait même plus ce nom.

Je ne me souviens plus à propos de quoi une scène avait eu lieu, un jour, entre Signe et moi ; il nous arrivait si souvent, maintenant, de nous disputer, qu'aucun détail précis de toutes ces querelles n'est resté dans ma mémoire. Mais je la vois encore, debout devant moi, dans mon cabinet de travail, la figure congestionnée par la colère, et je l'entends me crier d'une voix rauque et étranglée :

— Pourquoi m'as-tu épousée ?

Je ne trouvai pas un mot de réponse ; mes yeux regardaient fixement cette femme que je croyais, littéralement, voir pour la première fois ; mais je ne parvenais pas à comprendre ce qui se passait.

— Tu ne réponds pas, continua-t-elle. Naturellement, tu ne daignes pas répondre. Un monsieur comme toi trouve qu'il est au-dessous de sa dignité de répondre à une pauvre femme comme moi, qui a eu le tort de se laisser prendre à tes belles paroles ! Ah, si j'avais pu prévoir ce qui m'attendait, si j'avais su quel homme tu es, je t'aurais envoyé promener de belle façon. Et dire que j'aurais pu en avoir dix qui valaient mieux que toi. Te voilà fixé maintenant.

Tout cela était si nouveau, si inattendu pour moi, que je ne comprenais toujours pas.

— Que veux-tu dire ? Est-ce que nous ne sommes pas bien ici, lui demandai-je enfin, en lui montrant du geste notre petit intérieur.

— Non, me répondit-elle, avec un éclat de rire effronté. J'en ai assez de cette cambuse, avec son mobilier de misère qui est resté ce qu'il était quand nous sommes entrés ici ! Crois-tu que j'aurais jamais consenti à t'épouser, si j'avais su que je devais passer ma vie à faire le souillon et à te servir de domestique ? Si tu t'es figuré cela, permets-moi de te dire que tu t'es mis le doigt dans l'œil, et que tu ne me connais pas.

Je la poussai dehors et fermai la porte à clef. J'étais comme hébété, et je ne comprenais qu'une chose, c'est que le malheur venait de fondre sur moi, et qu'il me fallait sauver mon enfant.

Chapitre VII

Nous vécûmes ensemble encore une année entière. Ce fut, je m'en souviens, un temps de transes et d'angoisses ininterrompues, où chaque pas que je faisais n'avait d'autre but que d'acquérir des certitudes sur mon malheur et de savoir en quoi il consistait. Je me rappelle cette année avec une netteté extraordinaire ; je vois tout ce qui l'a remplie, non pas comme ma propre vie mais comme si, à force d'en lire le récit dans un livre, je l'avais appris par cœur.

Marguerite était alors dans sa onzième année. Un soir, peu avant Noël, elle était assise dans mon cabinet et lisait, tandis que, de mon côté, j'essayais de rassembler mes idées en vue du travail qui devait nous donner du pain.

Tout à coup, l'enfant leva ses yeux de dessus son livre et me dit :

— Où est Maman ?

— Elle est allée voir des amis, lui répondis-je.

— Pourquoi reste-t-elle si longtemps ? poursuivit-elle.

— Elle ne tardera sans doute pas à rentrer, lui répliquai-je pour la tranquilliser.

J'essayai, ensuite, de lui faire reprendre sa lecture, et je crus y avoir réussi. Je me remis également à mon

travail, machinalement ; mais je ne parvenais pas à mettre aucune suite dans mes idées. Ma pensée était absente, mes nerfs surexcités, et j'écoutais fébrilement tous les bruits qui venaient de l'escalier, ou montaient de la rue.

Dans cette tension à l'excès de tout mon être, je finis par oublier où j'étais, et que Marguerite se trouvait près de moi ; et je ne repris conscience de la réalité que lorsque je sentis une petite main effilée d'enfant caresser mes cheveux, et que j'entendis une voix me dire :

— Pourquoi pleures-tu, Papa ?

Je tressaillis et répondis :

— Je ne pleure pas, mon enfant, tu le vois bien ?

— Mais tu es triste ! — Sa figure prit une expression de gravité douloureuse, impossible à décrire, et quand elle vit que mon visage ne s'épanouissait toujours pas, elle me dit, lentement, en scandant les mots, comme si elle avait mûrement réfléchi aux conséquences de l'aveu qu'elle allait me faire :

— Je n'aime plus maman ; elle n'est pas bonne pour toi.

— Il ne faut pas parler ainsi, lui répondis-je.

Mais au même moment j'entendis la clef grincer dans la serrure de la porte d'entrée, et, poussé par je ne sais quel instinct, peut-être simplement pour ne pas rencontrer le regard de ma fille, je me précipitai dans le vestibule.

Alors j'entendis quelqu'un descendre vivement l'escalier. Au même moment la porte d'entrée fut violemment refermée, et je vis Signe se dresser devant moi dans l'obscurité. J'allumai le gaz, sans prononcer une parole ; nos regards se croisèrent, et je crus distinguer dans les yeux de Signe comme une ironie provocante.

— Qui est-ce qui vient de descendre l'escalier ? lui demandai-je d'une voix étranglée.

Elle me jeta un nom quelconque, sans le moindre embarras, et je sentis qu'elle jouissait de voir le désarroi où je me trouvais.

— Qu'est-ce qu'il venait faire ici.

— Je l'ai rencontré dans la rue, et il m'a accompagnée chez moi.

— Pourquoi n'est il pas entré ?

— Je crois qu'il était pressé. Il voulait simplement m'éclairer dans l'escalier. Nous habitons un tel taudis, qu'il n'y a même pas un bec de gaz dans le corridor.

Je sentais qu'elle mentait ; mais je ne pouvais pas croire que ce que je pressentais fût réellement vrai. J'étais comme paralysé de tous mes membres, tandis que mon sang bouillait dans mes veines. Alors Signe éclata de rire. Je l'entends encore me dire, pendant qu'elle suspendait sa jaquette au porte-manteau.

— Est-ce que tu serais jaloux ?

— Tais-toi, lui dis-je en baissant la voix, pour que Marguerite ne nous entende pas. — Tais-toi, et va dans ta chambre.

Je revins dans mon cabinet. Une clarté effrayante s'était subitement faite en moi.

Ma fille était toujours assise à la table, et regardait avec de grands yeux dilatés du côté de la porte que je fermai à clef derrière moi. Elle ne me posa aucune question, et ne bougea pas, comme si elle ne m'avait pas vu revenir.

— Maman est rentrée, fis-je.

Elle me répondit par un simple mouvement de la tête, et son regard, que je rencontrai au même moment, était celui d'une femme plus que d'un enfant. J'étais debout devant elle, moins maître de moi qu'elle ne l'était d'elle-même, ne sachant ni si je devais parler, ni ce que je devais dire. Tout à coup, elle se leva, jeta ses bras autour de mon cou et se mit à sangloter désespérément.

Une angoisse inexprimable s'empara de moi. Pourquoi mon enfant pleurait-elle ? Que s'était-il donc passé ?

Lorsque je la sentis un peu calmée, je lui dis doucement :

— Veux-tu que Papa te déshabille ce soir, comme il le faisait quand tu étais toute petite ?

— Oui, me répondit-elle en serrant contre moi son petit corps encore tout secoué par les sanglots ; puis, approchant ses lèvres de mon oreille, elle murmura :

— Surtout, ne répète pas à Maman ce que je t'ai dit tout à l'heure.

Je ne compris pas sur le moment ; mais, quand, un peu plus tard, ses paroles me revinrent à la mémoire, je fus pris d'un nouveau soupçon, encore plus atroce que le premier. Il me semblait que je marchais au bord d'un précipice qui allait m'engloutir, moi et tout ce qui m'était cher ; et, cette nuit-là, je dormis tout habillé sur mon canapé.

Gustaf af GEIJERSTAM.

(Adapté du suédois par W. Bauer.)

(A suivre.)

LES CHRONIQUES NATIONALES

BULGARIE

La Démocratie paysanne au Pouvoir

La Bulgarie est le seul pays qui possède un gouvernement paysan. Avant la guerre de 1912, le nombre des députés ruraux au Parlement bulgare n'avait jamais dépassé la dizaine, tandis que, au lendemain de l'effondrement de l'alliance balkanique, leur nombre montait à 53 ; aujourd'hui, après la catastrophe de 1918, ils ont la majorité au Parlement avec leurs 109 sièges.

Ce n'est d'ailleurs pas un phénomène propre à la Bulgarie ; il se manifeste aussi, peut-être d'une façon moins intense, en d'autres pays des Balkans et du centre européen, où la population agricole jouit d'une réelle indépendance économique et politique. Il ne faut cependant pas confondre le mouvement paysan avec le mouvement agraire qui se manifeste dans les grands Etats et qui a déjà depuis longtemps des représentants nombreux aux assemblées législatives. Le parti agraire en Allemagne, en Hongrie, en Pologne et ailleurs défend les intérêts des gros propriétaires fonciers, autour desquels se groupent parfois de petits propriétaires terriens et des

paysans. Néanmoins, ce sont les premiers qui forment le noyau même de ces partis agraires : les hobereaux en Prusse, les *schliachts* en Pologne, les magnats en Hongrie, les boyards *(tchekois)* en Roumanie. Ces mêmes pays ont vu souvent les paysans sans terre et les fermiers se soulever pour obtenir le partage des trop vastes domaines agricoles.

En Bulgarie comme en Serbie, les grandes propriétés n'existent presque pas. Dans l'ancienne Serbie, il n'y avait qu'un seul domaine vraiment considérable, aux environs de Chabatz, tandis qu'il n'y a dans toute la Bulgarie que 33 propriétaires qui possèdent plus de 500 hectares, l'immense majorité de la population possédant moins de 15 hectares. C'est donc une véritable classe paysanne qui forme la grande majorité de la population (83 %), qui possède des terres, et qui est par conséquent indépendante, d'une part, des fermiers et, d'autre part, des bourgeois citadins. Elle sent sa force en face de ces derniers, qui, surtout depuis la guerre, se trouvent fort mal en point, vu la baisse du change, la cherté de la vie et le renchérissement de la main-d'œuvre.

Le mouvement paysan en Bulgarie s'appuie donc sur cette masse de ruraux propriétaires qui forment la majorité des électeurs. Il ne réclame, à vrai dire, aucune réforme agraire, aucun partage du sol, car ici le morcellement des terres est complet. Le mouvement paysan est donc plutôt un mouvement politique qui vise à la domination des paysans dans l'administration et au gouvernement. C'est une démocratie à outrance qui, à l'instar des autres doctrines de classe, veut imposer la dictature des paysans. Il faut y voir une conséquence des guerres balkaniques. On n'ignore pas que c'est le paysan qui a fait la guerre, qui en a supporté toutes les peines. Pendant ce temps les gens des villes, pour la plupart des intellectuels, étaient officiers ou se faisaient affecter aux services de l'arrière. D'où une première cause de dissentiment entre la ville et la campagne. Dans les tranchées, les paysans rassemblés de tous les coins du pays, ont compris qu'ils étaient la grande force de l'Etat aussi bien en temps de guerre comme

soldats qu'en temps de paix comme électeurs. Ils n'entrevoyaient donc l'Etat qu'à travers leur haine contre tous ceux qui les obligeaient à rester indéfiniment mobilisés, alors que, même pour le dernier tambour, il était clair que la guerre contre l'Entente, impopulaire dès le commencement, était perdue d'avance. La première guerre balkanique avait porté malheur au pays. Le soldat paysan était dégoûté de cette diplomatie, de cette grande politique qui, d'après lui, étaient la cause du malheur national. Il croyait que la guerre avait mal tourné à cause des politiciens qui ne connaissaient pas même de loin les peines du soldat et du paysan. Ce raisonnement finit par séduire tous ces paysans en uniforme.

L'âme mystique des Slaves qui se convertit au bolchévisme en Russie pour manifester sa haine de la guerre, ici aussi, au sud du Danube, n'était soutenue par aucune tradition nationale ferme, par aucune éducation politique.

Ces citoyens, dont la tradition de liberté n'avait pas plus de trente-cinq ans environ, sombrèrent vite dans le désenchantement, aussi vite qu'ils s'étaient enflammés, à la manière de tous les Slaves du Sud dont l'enthousiasme est sans mesure. Ils abandonnèrent les tranchées, rentrèrent tout droit dans leurs villages, pleins d'animosité contre la guerre, contre la diplomatie et les fonctionnaires, contre les villes et contre tous les partis qui avaient gouverné jusqu'alors.

Le mouvement paysan fit donc son véritable début après la guerre, comme un mouvement d'anciens combattants, comme une jacquerie dans le pays ruiné par une catastrophe nationale, dans le pays qui, pour la seconde fois, subissait le rude contre-coup de la grande politique. Dans les pays vainqueurs, aucun mouvement d'anciens combattants n'a pu prendre de telles proportions, car la victoire était complète, et la voix des mécontents se perdait dans les clameurs du triomphe.

En Allemagne, où la population rurale est infime, les ouvriers ont fourni le contingent des révoltés. Ils ont imposé, en novembre 1918, leur volonté au pays.

En Autriche-Hongrie, l'autre pays vaincu, le mécontentement s'est traduit par la désagrégation de l'empire : l'enthousiasme pour la liberté dans les pays qui s'en détachèrent couvrit les cris de détresse des malheureux de Vienne et de Budapest.

En Bulgarie, ce sont les paysans mécontents qui l'ont emporté.

* * *

Le gouvernement bulgare se compose aujourd'hui de dix ministres, tous agriculteurs ou anciens instituteurs de village. Jamais ils n'avaient songé qu'un jour ils devraient assumer la lourde charge et la responsabilité encore plus lourde des destinées du pays. Et par conséquent ils ne s'étaient point préparés au rôle difficile d'homme d'Etat. Chose curieuse, même le ministre des affaires étrangères ne parle aucune langue étrangère. Cela n'empêche cependant pas ce gouvernement d'être fort, et c'est là un fait heureux et rare dans les Balkans : dans tous les autres Etats voisins sévissent des crises parlementaire (en Roumanie), politique (en Yougoslavie), dynastique (en Grèce). Le gouvernement bulgare a derrière lui un parti, l'*Union rurale*, très bien organisé, très discipliné, qui forme l'armature du régime au milieu de l'éparpillement des partis bourgeois et socialiste.

Une fois au pouvoir, le parti paysan avait à appliquer le programme intégral sur lequel il avait fait les élections. Il était contre la guerre, contre les enrichis des villes, contre les gros traitements des fonctionnaires, contre les lourds impôts fonciers, contre les citadins qui sont propriétaires campagnards, contre les négociants en blés, contre les privilèges aux industriels, contre les banques, contre les sociétés par actions. Et il a fait voter des lois dans ce sens, des lois assez mal étudiées. Le programme rural, comme d'ailleurs le programme de tous les mouvements extrémistes, était composé de négations. En critiquant, en détruisant pour ainsi dire tout,

on n'avait pas une idée claire de ce qu'on allait rebâtir. D'ailleurs, pour cette construction, les intellectuels manquaient ; leur absence apparut dans la suite comme la faiblesse principale du régime. En effet, de par leur doctrine politique, les paysans écartaient tous les intellectuels, tous les avocats, tous ceux qui, à leurs yeux, ne fournissaient pas, croyaient-ils, un travail productif. En répétant les paroles de Turgot, ils affirmaient que seul le paysan produit, seul le paysan a le droit de gérer les affaires de l'Etat. Donc la terre seule doit être prise en considération et favorisée par des réformes utiles. Voilà le principe qui unissait tous les ruraux dans leur lutte contre la ville et les capitalistes des villes. Le gouvernement paysan chercha à l'appliquer.

Il fit voter de nombreuses lois, souvent très hardies. La législation paysanne est aussi prodigue qu'imprécise. En deux mois seulement, du 28 octobre au 28 décembre 1920, la majorité fit voter 25 lois. On sembla attacher plus d'importance à leur nombre, au bruit qu'elles allaient faire chez les électeurs, qu'à leur étude. La loi sur la prestation obligatoire du travail est la plus connue à l'étranger. Elle n'est pas une invention bulgare, car elle existait déjà en Russie soviétique. Son but est de faire travailler au profit de l'Etat les citoyens qui, auparavant, avaient été employés aux travaux improductifs de la caserne. Les jeunes gens, à la place du service militaire, feraient des travaux d'utilité publique, des routes, des bâtiments publics, etc. ; on prévoyait même l'enrôlement des jeunes filles. En théorie, une telle loi, vu les temps que nous traversons, pourrait avoir de très bons résultats. Malheureusement, l'Entente vient d'interdire aux Bulgares d'avoir des « bataillons du travail », parce que, a-t-on dit à Paris, c'était une armée camouflée. La grande réforme du gouvernement paysan en Bulgarie risque, par conséquent, de dégénérer aujourd'hui en une simple corvée temporaire, sans système et sans raison, dont le seul but serait peut-être « d'embêter et de faire travailler les bourgeois ». Une autre réforme dite de « la propriété du

travail », qui n'est pas encore consacrée dans son ensemble par une loi, tend à ne laisser à un propriétaire foncier que 30 hectares au maximum. Mais comme une telle mesure ne pourrait être appliquée sans provoquer des protestations de la part même des paysans, le principe de la propriété du travail est quelque peu abandonné, d'autant plus que la capacité du travail dans l'agriculture moderne ne pourrait jamais être limitée à une superficie de 30 hectares. Pour commencer, on a cependant voté l'expropriation de toutes les terres au-dessus de 30 hectares qui appartiennent à des citadins. Contre ceux-ci, il est facile d'agir.

Par une loi récente le gouvernement paysan a exproprié, à des prix dérisoires, toutes les grandes maisons de rapport dans les villes et même dans les villages, pour y installer les services de l'administration. C'est là plutôt un procédé électoral qu'une véritable loi d'utilité sociale. On a voté, d'autre part, des impôts sur le capital en même temps que sur le revenu du capital ; ainsi le législateur paysan a cherché à frapper les banques et les sociétés par actions. On a monopolisé le commerce des blés et des grains, en éliminant le commerce particulier. Par contre, on a encouragé les coopératives de toute espèce. En un mot, on a voté en sept mois une foule de lois pour protéger les paysans et pour entraver le travail des capitaux, de l'industrie et du commerce.

* * *

Le mouvement paysan n'est pas bolchéviste. Certes, il en a l'air par certains traits et surtout par l'hostilité qu'il témoigne au capital. Ceci a fait dire à d'aucuns que le régime paysan en Bulgarie n'est qu'un « bolchévisme blanc ». Toutefois, si l'on examine la composition actuelle du parti, l'on comprend aisément que les paysans, enrichis par la guerre, tiennent à l'ordre économique actuel, tout en cherchant à en bénéficier surtout eux-mêmes. On est allé dernièrement même plus loin : un

ministre bulgare, M. Dasksloff, membre du gouvernement de M. Stamboulisky, au nom du conseil des ministres, a jugé utile de convoquer les directeurs des banques du pays et leur déclarer solennellement que le gouvernement met fin à toute campagne contre les capitaux, qu'il veut les protéger et permettre leur emploi dans l'industrie et le commerce ; il a ajouté que les mesures contraires qui avaient été prises jusqu'à présent étaient dues uniquement à la mentalité des mécontents d'après-guerre « aux yeux desquels il fallait jeter un peu de poussière pour éviter les révolutions et les crises morales », mais que cette période transitoire était déjà passée. En effet, le principe de la propriété privée avec toutes ses conséquences, forme le pivot du régime paysan. Le paysan arrivé au pouvoir aurait préféré devenir lui-même capitaliste des villes. C'est l'éternelle histoire des jacqueries. D'ailleurs le gouvernement bulgare, formé exclusivement de paysans, est en lutte constante avec les communistes du pays et il a même fait voter une série de mesures dirigées contre le mouvement bolchéviste. Les paysans reprochent aux communistes de vouloir asservir les propriétaires terriens à une dictature d'ouvriers des villes et des intellectuels, de vouloir enlever au paysan le produit intégral de son travail au profit des ouvriers. De leur côté, les communistes qui voient dans l'organisation rurale un adversaire redoutable, reprochent au mouvement agricole d'être une « oligarchie de l'ignorance paysanne », une « réaction démagogique à la solde des capitalistes et des paysans enrichis par la guerre». Pour eux la prestation obligatoire du travail est une corvée, un nouveau servage destiné à ligotter les militants communistes.

Les partis bourgeois, après s'être alliés pendant de longs mois aux paysans, s'en sont séparés et ont entrepris la lutte contre les exagérations de leur exclusivisme. Ils constatent que le régime paysan au point de vue économique n'a pas eu des conséquences heureuses, car le commerce et l'industrie, et en général la vie économique du pays, furent paralysés. Les capitaux se sont en allés, les milieux commerciaux et financiers ont pro-

testé avec vigueur, les puissances étrangères se sont émues pour leurs propres capitaux placés en Bulgarie; et le gouvernement s'est vu obligé d'envisager un recul. Les paysans eux-mêmes ayant stabilisé maintenant leurs bénéfices, voudraient que l'on s'arrêtât dans cette proscription du capital.

Le gouvernement des paysans est aussi accusé par l'opposition bourgeoise de pauvreté intellectuelle. Elle affirme que la représentation agricole au Parlement est au-dessous de la moyenne. Cependant on ne peut nier que le parti agrarien est une force, une force de l'ordre. On est en général d'avis que si le gouvernement paysan pouvait adjoindre à l'organisation de son *Union rurale* les chefs intellectuels de certains partis bourgeois, il constituerait un rempart solide contre la poussée bolchéviste. Les partis bourgeois sont trop divisés pour jouer ce rôle tout seuls.

Les pays vaincus et même certains vainqueurs ont traversé, après la guerre, une crise grave. Plusieurs ont connu des guerres civiles, des coups d'Etat et des révolutions qui ont ébranlé leur solidité politique. La Bulgarie, grâce à ce mouvement paysan qui était à la fois révolutionnaire, démagogique et conservateur, réussit à traverser la période anormale sans grandes secousses. Les révolutions ne peuvent être faites sans danger pour l'existence de l'Etat que dans les grands pays. Un petit Etat, et surtout un Etat balkanique, entouré comme toujours de tant d'appétits hostiles, ne peut pas se permettre impunément un tel luxe.

L'avènement des masses au gouvernement a été caractérisé par les mêmes traits que toute prise du pouvoir par une démocratie extrémiste. L'exemple des paysans bulgares et le bruit de leurs projets ont exercé une certaine influence sur les paysans voisins : serbes, roumains et turcs ; il y a eu même un écho plus lointain chez les Croates de Raditch et jusqu'à la Tchécoslovaquie. On ne peut cependant pas dire qu'ils aient réussi à créer un Etat purement paysan, tel que l'avaient annoncé les protagonistes de la réforme. Au contraire : ce gouvernement de classe, après une expérience de huit mois

se voit obligé d'emprunter de plus en plus les méthodes éprouvées des autres gouvernements démocratiques de l'Europe qui ont créé la civilisation contemporaine. Dans cette voie, grâce à son énergie et s'appuyant sur son organisation solide, il pourrait avoir certainement plus de succès.

L'expérience gouvernementale des paysans n'est pas encore finie, mais son avenir, tel qu'il a été tracé plus haut, se dessine nettement. Elle restera tout de même un des plus curieux essais sociaux en marge du bolchévisme que l'on ait entrepris après la guerre pour enrayer la révolution. Elle a atteint son but tout en nous fournissant des enseignements très précieux sur l'inefficacité du régime de classe et sur les dangers qu'une démocratie extrémiste ferait courir à la civilisation et à la bonne marche des affaires de l'Etat

Petco STAINOV.

HONGRIE

La Hongrie a-t-elle voulu la Guerre ? — La Crise intérieure. — Notre avenir.

C'est en traitant du passé immédiat que je commencerai ces chroniques de Hongrie.

Je baserai cette brève étude sur trois axiomes que je n'ai jamais manqué de mettre en valeur : d'abord la nation hongroise n'a point voulu la guerre, ensuite elle s'est vaillamment battue, enfin, dès qu'il y eut une lueur d'espoir, elle s'est efforcée de conclure la paix. Mais, hélas, il me faudra encore tenir compte du découragement qui, vers la fin de la guerre, s'est emparé du patriotisme hongrois et qui, se transformant au moment de la débâcle en désespoir, aggrava le désastre jusqu'à la révolution.

I

Le fait que nous n'avons pas voulu la guerre est prouvé par la déclaration que Etienne Tisza, président du conseil des ministres de Hongrie, fit au conseil des ministres de Vienne le 7 juin 1914 : « Nous devons, dit-il, faire valoir certaines exigences vis-à-vis de la Serbie, mais ne présenter d'ultimatum que si la Serbie refusait de faire droit à ces exigences. Que les conditions soient dures, mais qu'elles ne soient pas impossibles à remplir. » Même preuve dans le mémorandum qu'il adressa au

souverain, le 8 juillet, et dans lequel il répéta à propos des conditions de l'ultimatum : « qu'elles soient sévères, mais non comminatoires ». Si la Serbie reculait, il ne fallait pas lui couper la route de la retraite. Le président du conseil de Hongrie, dans ce même mémorandum, refusa de partager la responsabilité de l'agression qui se préparait. S'il y eut alors des Hongrois pour considérer que l'occasion était bonne d'humilier la Serbie, leur opinion n'était pas représentative. Seule compte celle de Tisza, chef responsable de la politique étrangère de la Hongrie, et qui disposait d'une majorité considérable. Dans tout le pays, pas un seul homme politique ne souhaitait la guerre universelle, ni ne pensait qu'il fallait, au moyen de la Triple-Alliance, briser la puissance mondiale de l'Entente.

Pourquoi, du reste, aurions-nous couru un risque aussi colossal ? En aucun cas la guerre universelle ne devait profiter à la Hongrie, Etat faible, et qui ne pouvait sauvegarder ses intérêts que par l'équilibre européen.

La victoire même aurait procuré à nos alliés et aux militaristes autrichiens une prépondérance telle que, chez nous, personne de sensé ne l'aurait voulu provoquer.

Nul désir d'annexion ne nous poussait à une pareille aventure. Dans le conseil des ministres austro-hongrois du 17 juillet Tisza fit adopter la proposition : « La monarchie n'est inspirée par aucune intention de conquête et, à part la rectification de frontières nécessaire au point de vue stratégique, elle ne veut pas annexer de territoire. »

En Autriche, certains milieux rêvaient de conquérir toute la Serbie, toute la Roumanie, et de réunir les Slaves du sud et les Roumains sous le sceptre des Habsbourgs. Les Hongrois n'y songèrent jamais ; ils demandaient tout au plus que, par l'addition de territoires à peine habités, leurs frontières stratégiques pussent être rectifiées. Cela nous fut plus d'une fois reproché par les fidèles de la *Gross-Oesterreich* (Grande-Autriche). L'espoir de voir s'ouvrir pour nous d'immenses possibilités économiques et coloniales, la perspectives d'assurer

enfin la suprématie de notre race sur des rivaux détestés, tous ces motifs impérialistes restèrent étrangers à l'âme hongroise, soucieuse seulement de protéger son foyer. Bien qu'appartenant au camp adverse, nous ne cessâmes, ni avant ni pendant la guerre, d'entourer les nations d'occident de la plus grande estime et de la plus vive reconnaissance. Ce qui démontre le mieux que nous n'éprouvions point de haine, c'est la manière dont nous traitâmes nos prisonniers.

Notre résolution de vider notre différend avec la Serbie était de la légitime défense. Nos cercles politiques étaient persuadés que les Serbes voulaient réaliser, à tout prix et par tous les moyens, leur union nationale, c'est-à-dire couper la Hongrie de la mer et la dépouiller de ses propriétés légitimes. Pendant la guerre, l'Entente glorifia par des livres et des discours cette volonté opiniâtre des Serbes, si bien qu'il est aujourd'hui superflu de prouver longuement cette vérité historique.

Je suis le premier à m'incliner devant l'esprit de suite, l'habileté et le patriotisme incontestable des Serbes, mais personne ne peut prendre en mauvaise part que nous, Hongrois, nous nous soyons opposés, même par les armes, à une pareille tentative qui menaçait nos intérêts et nos droits. C'est par là et uniquement par là que nous avons contribué à provoquer la guerre universelle. Et nous n'avons aucun motif d'en rougir. En tendant à nos ennemis, en signe de réconciliation, notre main hier encore ensanglantée, nous pouvons, la conscience tranquille, dire que la nation hongroise n'a pas voulu l'effroyable catastrophe et qu'elle accepte sans honte et même avec fierté la responsabilité morale qui lui incombe. Nous avons commis des fautes graves dans notre ancienne politique étrangère ou, pour parler plus exactement, de graves fautes de politique étrangère ont été commises en notre nom par les bureaucrates mal contrôlés qui dirigeaient les affaires de la monarchie ; mais, néanmoins, au point de vue moral, notre conscience est pure. J'y insiste ; aucun des belligérants n'eut moins de visées de conquêtes, ne ressentit moins de haine et ne se borna plus strictement à se défendre.

Inutile de m'attarder sur la deuxième des assertions que j'ai énumérées en débutant : la vaillanee du soldat hongrois est bien connue. Le sentiment que tout notre avenir était en jeu, que le devoir imposait des sacrifices et que nous n'étions pas responsables de la guerre, aussi bien que la vigueur, le courage de nos hommes expliquent leur bravoure. Malgré de nombreux exploits, l'armée austro-hongroise montra bien des lacunes dans son organisation et dans son commandement, mais on ne peut les imputer aux Hongrois ; au contraire elles venaient en grande partie du fait que ceux-ci ne jouaient pas dans l'armée commune le rôle qui leur revenait, et qu'ils n'étaient pas assez nombreux dans la sphère du haut commandement.

Je ne m'attarderai pas non plus sur ma troisième affirmation. Lorsque Maekensen eut vaincu la Serbie, nous avions atteint en réalité notre but de guerre. Tout le monde aspirait à la paix. J'étais moi-même d'avis (fin de 1915) que les puissances centrales proposassent la paix. Le 7 décembre 1915, au parlement de Budapest, je soulevai la question de la paix. Tisza répondit que, bien qu'il eût préféré que je n'abordasse pas cette question, il était d'accord avec ce que je venais de dire. Déjà à ce moment il fut clair que la Chambre unanime souhaitait conclure la paix et arrêter l'effusion du sang. Il ne dépendit pas de nous que l'humanité eût encore tant à souffrir avant de pouvoir déposer les armes.

Toutefois on ne nous en sut aucun gré. Comme nous nous étions vaillamment battus aux côtés de nos alliés, nos ennemis ne crurent point que nous n'avions pas voulu la guerre et virent dans notre désir de paix une simple ruse diplomatique. Ils pensèrent nous infliger un châtiment mérité en formulant des exigenees intolérables et d'une sévérité sans exemple. De tous les peuples belligérants, nous avons perdu le plus de territoire et avons été le plus durement traités.

Il est donc naturel que la nation hongroise n'admette pas un tel jugement, qu'elle en appelle à l'histoire et même à la conseience de ses anciens ennemis, convaincue que, tôt ou tard, mais inévitablement, le carac-

tère insoutenable de la paix qui nous a été dictée finira par être reconnu. Nous ne faisons pas d'excuses, nous ne sommes point des brebis repentantes, nous demandons et réclamons l'estime des autres nations, car nous savons que nous la méritons. Si nous n'avons pas devancé notre temps, nous ne sommes pas restés en arrière. Aucun des peuples qui ont pris part à la guerre n'a le droit de nous reprocher notre conduite. Nous sommes prêts à tendre avec eux vers un idéal supérieur, capable d'empêcher les guerres futures. Mais nous ne pouvons admettre qu'on nous reproche de ne pas l'avoir réalisé dans le passé, alors qu'aucune autre nation n'a même tenté de le faire.

II

Je vais entrer maintenant dans quelques détails.

L'insuffisance de notre vie politique tenait à ce que le système dualiste (Cour, armée, diplomatie en commun avec l'Autriche) ne fut jamais populaire. Ce système ne pouvait plaire à la masse, car il mutilait en quelque sorte notre expression nationale, il exigeait de nous un renoncement. Jamais, malheureusement, les institutions communes ne s'inspirèrent des sentiments de notre nation. En fait le système dualiste provoqua toujours des conflits. La situation n'était ni satisfaisante, ni définitive. En Hongrie l'opinion était persuadée que Vienne voulait reprendre ce qu'après Sadowa, en 1867, elle nous avait concédé. Des souvenirs historiques chargés d'amertume entretenaient dans le peuple un sentiment de défiance. Il croyait voir une offense préméditée là où il n'y avait en réalité qu'une interprétation malheureuse de la loi.

A Vienne, on soupçonnait du séparatisme dans notre désir naturel de prendre en mains notre organisation militaire et de la pénétrer de notre esprit national. L'armée que nous imposait la rivalité des armements en Europe, devint une cause de troubles intérieurs. Ailleurs, pour faire accepter les charges militaires toujours croissantes,

les gouvernements s'appuyaient sur le patriotisme. Chez nous la difficulté était que le patriotisme le plus exalté s'opposait à l'augmentation de l'armée, ou plutôt, faisait dépendre cette augmentation d'une réforme dans le sens national, à laquelle le roi ne voulait pas souscrire. La divergence entre la politique du roi et la politique qui répondait aux instincts réels du peuple hongrois faussa toute notre existence publique.

Sous prétexte que la victoire de l'opposition aurait entraîné une crise grave, la majorité et le gouvernement luttaient par tous les moyens pour imposer leur manière de voir, dans l'intérêt de la paix intérieure. Le pouvoir gouvernemental fut toujours plus centralisé, l'influence de l'administration se fit de plus en plus sentir dans les élections. C'est ainsi que s'explique comment, de 1867 à 1918, le parti gouvernemental n'échoua qu'une seule fois aux élections générales et que, même dans ce cas, le roi ne fut pas disposé à accepter le programme du parti victorieux. Un conflit éclata qui se termina par un malheureux compromis. L'opposition, il est vrai, prit le pouvoir[1], mais pour un temps éphémère, et, l'appui du roi lui manquant, ne put réaliser son programme ni établir l'harmonie entre la couronne et les nationalistes. Ce n'est que grâce au prestige et au grand tact de François-Joseph, au loyalisme monarchiste des Hongrois, qu'une telle situation n'aboutit pas avant la guerre à une catastrophe.

Le règne de François-Joseph rappelle beaucoup celui du roi de France Louis-Philippe. Chacun de ces deux souverains était un homme supérieur. La vie parlementaire en France présente bien des pages admirables et même glorieuses, comme le parlementarisme hongrois au temps de François-Joseph. Les discours de Deák, d'Andrássy, des Tisza, d'Apponyi, de Széll, de Szilágyi,

[1] Le comte Jules Andrássy fut le chef de l'opposition avec le comte Albert Apponyi en 1904-1905 et dans la période de 1911-1917, mais il convient d'ajouter que le comte Andrássy resta toujours sur la base du Compromis de 1867, tandis que le comte Apponyi évolua jusqu'aux principes de 1848, c'est-à-dire qu'il réclama entre l'Autriche et la Hongrie la seule communauté du souverain. Quand l'opposition prit le pouvoir, il reçut le portefeuille de l'intérieur dans le cabinet Wekerle. (N. D. L. R.)

comme ceux de Thiers, de Guizot, de Broglie, de Casimir-Périer, eussent fait honneur à tout parlement et peuvent prendre place à côté des morceaux d'éloquence de Palmerston, de Russell, de Peel, de Gladstone et de Disraéli. Sous ces deux monarques, le gouvernement et la nation fournirent un travail considérable, mais aucun des deux régimes ne jeta dans le pays de profondes racines, ni se rendit populaire ; chacun resta toujours une création conventionnelle. Le grand avantage du parlementarisme, à savoir que l'opposition n'est pas dirigée contre le roi, mais exclusivement contre le gouvernement et que la responsabilité du gouvernement couvre le roi, ce grand avantage ne put être atteint ; le roi resta au premier rang de la lutte, aussi bien Louis-Philippe que François-Joseph, de sorte qu'aucun régime ne connut plus de tempêtes. Le culte de l'argent y fut néfaste à la morale. Aucun des deux régimes ne permit d'organiser le progrès. Les classes dirigeantes, chez nous aussi bien sous Louis-Philippe et Guizot, méconnurent la vérité fondamentale qu'il est impossible d'arrêter la victoire de la démocratie et qu'une résistance inflexible ne la vainc pas, mais la renforce. Le danger d'une démocratie trop radicale ne peut être conjuré que par des réformes qui satisfont aux besoins du moment et par des institutions qui élèvent les masses et les associent à l'Etat. En France comme chez nous, une politique progressiste ne put s'affirmer. Le droit électoral hongrois fixait des limites si étroites qu'aucun démocrate-socialiste n'entra à la Chambre. On ne put obtenir d'élargir le système dans un sens démocratique, bien que le roi lui-même eût fait à plusieurs reprises les promesses les plus précises, bien que le gouvernement eût mentionné dans son programme le suffrage universel. L'exaspération des masses s'en accrut, en même temps que leur méfiance envers l'Etat et les classes dirigeantes.

La question nationaliste s'envenima aussi peu à peu. Le but de la politique hongroise — quoi qu'en disent nos ennemis et quoi qu'en disent ceux des Hongrois qui, pour se justifier, ne craignent pas de souiller le passé de leur race — ne fut jamais l'assimilation par la force. Le *corpus*

juris millénaire de la Hongrie ne renferme aucune loi assurant à la race magyare un avantage, un privilège ou un monopole quelconques. Autrefois, les titulaires des droits politiques étaient les gentilhommes, mais ceux-ci admettaient dans leurs rangs des étrangers. De fait, les célébrités les plus connues à l'étranger, les Hunyadi, les Zrinyi, de même que beaucoup d'autres des plus illustres familles, n'étaient pas de race hongroise.

En 1848, lorsque les privilèges de la noblesse furent abolis et que l'égalité civile fut étendue à tous les citoyens, cette réforme ne fit aucune différence entre Hongrois et non-Hongrois. Quelle que fut sa race, tout citoyen put aspirer à n'importe quelle fonction. La base du droit électoral fut la terre et l'impôt, indépendamment du langage et de l'origine. Les lois d'exception comme les Anglais en promulguèrent contre les Irlandais, les Russes et les Turcs contre les Arméniens, les Allemands contre les Polonais, de telles lois furent toujours inconnues du Code hongrois. Relevons cependant, comme exception à l'égalité absolue, que le hongrois, étant la langue officielle, jouissait de certains privilèges. Il est vrai que les « nationalités » protestaient contre cette primauté, mais d'une manière théorique, et nul conflit sérieux ne serait né d'une telle divergence, si le privilège hongrois avait été exercé partout avec tact et modération.

Les griefs des « nationalités » ne s'adressaient pas à nos principes, mais à nos procédés politiques. L'administration ne respecta pas davantage la liberté, les convictions et le droit individuel des ressortissants des « nationalités » que ceux des Hongrois de l'opposition. Comme en Angleterre jusque vers 1870, comme en France sous Louis-Philippe et Napoléon, nos mœurs politiques admettaient la pression officielle et l'influence de l'argent, avec cette circonstance aggravante qu'en Angleterre les tribunaux exerçaient au moins un pouvoir de contrôle, que la société était plus indépendante du gouvernement,et qu'il n'existait pas d'administration publique assez centralisée pour assurer toujours, dans les luttes électorales, la prépondérance au gouvernement. En France la pression administrative ne favorise pas toujours un seul parti,

et on y voit, grâce à de fréquents changements de cabinet, des clans très divers assumer le pouvoir.

La revendication la plus sérieuse de l'opposition nationaliste était l'extension des droits politiques et l'assainissement des élections. Je dois noter que cette opposition n'était pas, alors, aussi acharnée qu'on le croit à l'étranger. Depuis 1849 jusqu'à nos jours, non seulement il n'y eut jamais en Hongrie de mouvement révolutionnaire inspiré par le nationalisme, mais il n'y eut même pas d'obstruction à la Chambre, bien que ce procédé se répandît de plus en plus dans les mœurs parlementaires de tous pays. Par exemple dans le *Reichsrath* autrichien les représentants des races hostiles ne se firent pas faute de recourir à ce redoutable expédient. Chez nous, la lutte pour les réformes démocratiques fut toujours plus intense que la lutte des « nationalités ».

Pour notre malheur, plus se rapprocha l'éventualité de la mort de François-Joseph et de l'avènement de l'énigmatique François-Ferdinand, héritier du trône, plus s'assombrit la situation politique en Hongrie. Les tendances opposées, les intérêts divers, s'efforcèrent de s'affirmer avant le pénible moment de la crise. Deux méthodes se trouvèrent en présence : l'une voulait prévenir le conflit prévu en renforçant les prérogatives de la monarchie aux dépens de la nation hongroise ; l'autre voulait, avant la mort du vieux souverain, assurer les libertés constitutionnelles de la Hongrie de sorte qu'elle pût, lors du changement dynastique, résister aux exigences excessives du trône.

Quelques mois avant l'attentat de Sérajévo, la nouvelle loi militaire fut imposée à la Chambre, au milieu de scènes sauvages, sous la pression de la majorité. L'opposition avait été exclue de vive force. Immédiatement après, dans cette même Chambre que cernait un cordon de soldats, les députés votèrent une loi électorale qui ne tenait pas le moindre compte des nécessités démocratiques. Quant à l'opposition, elle était de nouveau réduite au silence.

L'enthousiasme patriotique soulevé par la guerre relégua pour un certain temps ces questions au second

plan. Mais les remous d'une politique intérieure troublée, là défiance et la haine mutuelles, rendirent difficile l'harmonie exigée par le danger commun. L'ancienne majorité continua à dominer. Cependant lorsque le cours des événements fit surgir de nouvelles difficultés, les divergences des partis se réveillèrent d'elles-mêmes et s'envenimèrent comme autrefois.

Les discussions sur l'armée revêtaient avant la guerre un aspect surtout théorique ; elles prirent un caractère d'urgence pratique, et l'idée d'une armée hongroise autonome s'imposa avec une force irrésistible. Les masses, elles, devenues plus conscientes, déclarèrent que la question du suffrage universel devait être résolue immédiatement, comme elle l'avait été en Angleterre, en Allemagne, en Italie et en Roumanie. Le roi Charles IV, résolu à briser avec les traditions de ses ancêtres, proposa lui-même à son gouvernement la création d'une armée hongroise ; mais ce projet ne pouvait être réalisé pendant la guerre, et la promesse royale, forcément différée, ne suffit pas pour rétablir le calme dans les esprits. En matière de droit électoral, le roi voulut congédier le gouvernement qui n'allait pas assez loin dans les réformes démocratiques, bien qu'il fût maître de la Chambre. Mais comme le nouveau cabinet qui, lui, appartenait à la minorité n'en appela pas au pays qui l'aurait soutenu, la tentative ne réussit pas et, là encore, le peuple considéra qu'il avait été dupé.

La conséquence fut que nos rapports se gâtèrent avec les « nationalités ». Non pas cependant, je le répète, au point que le prétendaient nos ennemis. La majorité des « nationalités » a, pendant la guerre, fait son devoir et combattu à nos côtés avec un entier dévouement. Ce n'est pas dans nos rangs qu'on a vu la fraternisation avec l'ennemi, comme chez les Tchèques et les Ruthènes de Galicie. Sans parler des Croates, nous devons reconnaître avec gratitude que les régiments slovaques et roumains se sont bravement battus.

Au début de la guerre, Albert Apponyi et moi-même au nom de l'opposition toute entière, nous offrîmes notre appui au gouvernement. Plus tard, toutes les « nationa-

lités » ayant voix à la Chambre se vantèrent sans cesse de leur fidélité. Je n'en citerai qu'un exemple. Lorsque nous entrâmes en conflit avec la Roumanie, la déclaration suivante fut faite à la Chambre, le 26 juin 1917, au nom du parti nationaliste roumain : « Pendant un millénaire le peuple roumain de Hongrie a, en solidarité fraternelle avec les Hongrois, défendu sa patrie *(vivats à droite)* contre tout ennemi du dehors et, au cours de la guerre actuelle, ainsi qu'en font foi tous les observateurs compétents, les soldats de nationalité roumaine ont prouvé avec héroïsme *(très bien, très bien, à droite)* leur fidélité au trône et à la patrie hongroise *(vive approbation sur tous les bancs, applaudissements à gauche)* et ceux qui restèrent dans leur foyer consentirent, de concert avec tous les peuples de Hongrie, à tous les sacrifices pour notre armée, et dans l'intérêt de la victoire définitive » *(vive approbation sur tous les bancs.)*

Néanmoins, la situation générale se gâtait de plus en plus. Les partis étant incapables de partager le pouvoir et de s'accorder sur un programme collectif, les luttes intestines d'avant-guerre se déchaînèrent.

Telle était, dans toute sa triste anarchie, la situation des cercles dirigeants, à l'instant où il aurait fallu lutter contre les influences désorganisatrices de la guerre. Qui s'étonnerait qu'au milieu de ces difficultés, il fût impossible de résoudre le problème intérieur ? Qui pourrait être surpris que, sans concorde, il ne fût pas possible de dissiper l'esprit d'amertume et de sédition né de la souffrance des tranchées et des privations du blocus ; de discipliner la grossièreté morale produite par la tuerie, le pillage, la destruction quotidienne ; de réfréner la haine du soldat contre l'enrichi de l'arrière ; de contrebalancer le désespoir devant l'inutilité des hécatombes et des victoires, devant l'acroissement automatique du nombre des ennemis ?

Ces forces subversives étaient tenues en échec avec bien de la peine, lorsque Wilson éveilla la croyance qu'une paix équitable et éternelle nous serait accordée dès que, brisant avec notre système politique, nous établirions un véritable régime démocratique. Ce n'était point contre

les peuples, mais seulement contre les autocrates qu'était dirigée la lutte, nous disait-on à l'instant même où tous nos éléments révolutionnaires, pacifistes et défaitistes, bien pourvus d'argent, redoublant d'énergie, travaillaient en secret, parmi nous, au triomphe de l'Entente.

Lorsque la catastrophe devint évidente et qu'avec une rapidité tenant du drame, l'écrasement de la Bulgarie suivit l'échec de l'offensive allemande à laquelle étaient attachés tant d'espoirs, l'explosion se produisit. Nous étions assez nombreux, même en cette dernière minute, à vouloir tenter d'empêcher la débâcle, ou du moins de la retarder pour nous permettre de négocier avec l'adversaire. Aujourd'hui encore je crois que le succès n'eût pas été impossible. Il est déplorable que nos hésitations aient permis à l'hystérie de la guerre de se transformer en anarchie, lorsque précisément la plus grande concorde, la plus grande prévoyance et la plus sévère discipline eussent été indispensables.

Qui peut s'étonner que l'avalanche ainsi déclanchée ne s'arrêtât pas à mi-chemin, mais roulât jusqu'à l'abîme ? Telle une automobile, dont le volant et le frein sont brisés, écrase aveuglément jusqu'à ce qu'elle se fracasse contre une force supérieure, ainsi la révolution s'acharna à détruire jusqu'à ce qu'elle fût détruite elle-même.

En outre le rétablissement de l'ordre fut rendu difficile par l'inexorable attitude des vainqueurs. La nation aux nerfs épuisés crut devenir folle, elle tomba dans un désespoir exclusif de toute sagesse, lorsqu'elle vit ses adversaires victorieux résolus à la saigner vivante, à la dépouiller des possibilités de vie matérielle en même temps que de l'honneur. Appuyés sur leurs armées, ils déclarèrent que notre existence millénaire était usurpatrice, et que le démembrement de notre patrie était exigé par le Droit, la Liberté et le Progrès.

Comme partout nos chefs révolutionnaires essayèrent d'endiguer le mouvement qui les avait amenés à la surface, et qui les entraînait. Mais l'attitude de l'Entente les empêcha de réussir. A peine le nouveau gouvernement venait-il de se constituer que Franchet d'Espérey l'humilia jusqu'à terre et lui enleva l'illusion d'obtenir une paix

acceptable. Le colonel Vyx[1] continua cette politique d'exigences onéreuses. Ainsi, dès les premiers pas, la Hongrie indépendante fut soumise à l'outrage ; le communisme international s'empressa d'en profiter.

Ce que la première révolution, qui comptait sur l'appui de l'Occident et avait utilisé le sentiment national, n'avait pu atteindre, la nouvelle révolution sociale voulut le tenter à l'aide de l'Orient. Mais cette tentative était vouée à l'échec, car c'était une chimère de faire triompher l'Orient désorganisé, anarchique, de l'Occident victorieux. Une minorité insignifiante voulut créer une dictature : quoiqu'elle fut sans aucune expérience politique, elle entreprit, sur la base d'utopies, de réorganiser un pays en décomposition. Là où l'activité économique avait cessé, où personne ne voulait plus travailler, elle tenta d'introduire le communisme. Seule la révolution universelle, le suicide de l'Europe, si sa folie avait suivi la nôtre, eût pu sauver les soviets de Budapest ; cette catastrophe ne s'étant pas produite, ce fut aux soviets à disparaître. Et il fut déplorable que l'Entente ne permît pas aux éléments anti-révolutionnaires hongrois d'abattre le bolchévisme, mais qu'on en chargeât les Roumains, qui, loin de profiter de l'occasion pour créer entre nos deux peuples d'utiles sympathies, nous traitèrent en ennemis et nous dépouillèrent de nouveau. Plus tard encore, les principaux meneurs bolchévistes purent s'échapper grâce à l'intervention des missions de l'Entente.

Je viens de retracer brièvement l'époque malheureuse de notre destruction. Une autre fois je traiterai de nos essais de relèvement et de reconstruction. Pour terminer, je voudrais indiquer les difficultés de notre avenir immédiat, au dedans comme au dehors.

Au dedans, nous devons chercher la concorde, alors que la guerre et la révolution ont tout fait pour exciter les classes les unes contre les autres. Il faut réhabituer notre peuple au travail. Il faut rétablir la discipline là où l'indiscipline a mené ses orgies, là où le respect du

[1] Le colonel français Vyx a été le chef de la Mission militaire interalliée à Budapest, de la mi-novembre 1918 jusqu'au coup d'Etat bolcheviste de Bela Kun (21 mars 1919). Il quitta alors Budapest. (N. D. L. R.)

droit a été ébranlé. L'équilibre du budget doit être retrouvé, alors que le taux du change baisse de jour en jour, que l'habitude de l'épargne a été remplacée par l'insouciance, par le goût de l'aventure et du risque. Il faut améliorer les mœurs là où la moralité politique, la probité commerciale se sont évanouies.

La Hongrie est forcée d'accepter la paix, bien que nul Hongrois ne la considère comme juste et durable. Dans l'intérêt de la paix universelle et dans notre propre intérêt bien compris, nous devons nous rapprocher des peuples contre lesquels nous n'avons que des griefs récents. Nous devons convaincre le monde que, quelque injuste et amère qu'elle soit, nous voulons respecter la paix ; toutefois il ne nous est pas possible de renoncer à la solidarité intellectuelle, sentimentale et économique qui nous lient aux pays qu'on nous a arrachés. Il ne nous est pas possible de renoncer à l'espérance de faire partager au monde, un jour, cette manière de voir. Celui qui nous enlèverait cet espoir tuerait du même coup la Hongrie, dont le cadavre empesterait alors l'Europe.

Que personne ne nous jette la pierre parce que nous n'avons pas encore réussi à résoudre nos difficultés. Nulle autre nation, ayant passé par les épreuves de la guerre et de la révolution, n'aurait pu mieux faire en un an. Notre volonté est forte ; notre décision, inébranlable. Peut-être nous sommes-nous souvent égarés ; nous trouverons la vraie route. Nous avons une confiance absolue dans notre avenir ; nous savons que, vis-à-vis de nous-mêmes et de l'humanité, nous avons des devoirs sacrés, auxquels nous ferons honneur. Nous ne demanderons de l'Europe que la justice et, dans les limites de la paix actuelle, le droit de libre disposition.

Comte Jules ANDRÁSSY.

RUSSIE

Diverses méthodes employées contre les Bolchévistes. — La Réunion de la Constituante a Paris.

I

Au moment où je vous envoie cette première chronique, un congrès des membres de l'Assemblée Constituante russe, dissoute par les bolchévistes le 5 janvier 1918, vient de finir ses séances à Paris [1]. Pour la première fois, après trois ans de séparation, le parti socialiste qui est plus modéré que les autres, celui des « socialistes révolutionnaires », s'est décidé à siéger avec le parti radical-démocrate dit de la « liberté du peuple », mieux connu sous son sobriquet de « cadets » (constitutionnels-démocrates). Dans l'histoire de la lutte contre les bolchévistes, c'est une date qui peut devenir le début d'une période nouvelle. Jusqu'à présent les « socialistes révolutionnaires » se déclaraient neutres dans la guerre des « généraux blancs » contre les armées rouges de Trotsky, tandis que les partis bourgeois contribuaient de toutes leurs forces à la lutte sur tous les fronts, lutte insuffisamment soutenue par nos anciens alliés. Il fallait des événements extraordinaires pour que, de deux côtés, on

[1] On sait que notre collaborateur y a joué un rôle de premier plan. (N.D.L.R.

comprît la nécessité de retrouver un langage commun et de dresser un programme d'ensemble.

C'est la catastrophe de Crimée, la défaite du général Wrangel à la mi-novembre 1920, suivie de la retraite de son armée de 150,000 hommes, qui a déclanché cet important revirement politique. A la lumière de la grande calamité nationale les uns ont ouvert définitivement les yeux sur les causes fatales de leurs erreurs et de leurs insuccès, tandis que les autres ont senti qu'il leur fallait maintenant abandonner leur attitude d'expectative pour assumer à leur tour des responsabilités.

Les hommes politiques bourgeois ont compris que la longue série des débâcles, celles de l'amiral Koltchak, des généraux Dénikine, Judenitch et Wrangel, ne s'explique pas seulement par l'insuffisance du secours allié, ni par quelque erreur de stratégie. Dénikine, dont le succès militaire fut le plus complet, se trouvait, au milieu de ses conquêtes mêmes, de plus en plus affaibli. Il devait y avoir des raisons au fait que la population des territoires affranchis, qui recevait les armées nationales en libératrices, se détournait d'eux et même quelquefois redevenait bolchéviste après quelques semaines du régime de « l'armée volontaire ». Ces raisons étaient faciles à saisir pour quiconque se trouvait sur place. Les autorités militaires se réservaient la gestion ou le contrôle des affaires civiles, que ce fût en Sibérie, au sud de la Russie, dans les pays baltiques ou dans les régions de l'extrême nord de la Russie, et répétaient toujours quatre grandes fautes qui finissaient par leur aliéner entièrement les sympathies populaires. Au point de vue agraire, tout d'abord, si important dans un pays agricole comme la Russie, et où les paysans se sont déjà appropriés toutes les terres seigneuriales, les généraux préconisaient des solutions ambiguës qui avaient l'air de favoriser les anciens propriétaires nobles, — quelquefois ceux-là mêmes qui venaient en personne, à la suite de l'armée volontaire, récupérer leur patrimoine. Puis, on voyait trop souvent les pires représentants de l'ancienne bureaucratie du temps de tzarisme reprendre leurs postes dans l'administration et recommencer les anciennes pratiques

qui les avaient rendus à la fois célèbres et détestés. Leurs préjugés centralistes et étroitement nationalistes empêchaient toute solution au problème des nationalités qui venaient de se détacher de l'ancien Empire. De telles méthodes envenimaient les relations avec les Etats limitrophes nouvellement nés, qui, eux aussi, combattaient les soviets et pouvaient devenir ainsi des alliés utiles dans une lutte commune contre le bolchévisme. Enfin, la reconstruction de la vie économique dans les régions libérées était retardée ou même devenait impossible à cause des exigences fiscales des autorités militaires et du favoritisme injuste qui entravait les initiatives individuelles. C'est ainsi que toutes les couches de la population, l'une après l'autre, devenaient neutres ou hostiles à l'égard de l'armée volontaire, bientôt isolée au milieu de ses victoires.

Le gouvernement du général Wrangel voulut tirer une leçon de la défaite du général Dénikine. Le nouveau programme fut : la terre aux paysans, l'autonomie aux allogènes, une bonne administration et la liberté du commerce pour tous. Hélas, ce n'était qu'une façade à l'usage des Alliés[1]. A l'intérieur, la situation était tout autre. « La politique de la gauche » fut confiée, pour la réaliser, « aux mains de la droite ». Telle était la formule jésuitique, acceptée officiellement. Le pire est que même cette formule paraissait trop radicale à l'entourage du général Wrangel. D'Alexéiev à Dénikine, de Dénikine à Wrangel, les représentants du libéralisme, au quartier général comme dans le gouvernement, devenaient de plus en plus rares. A vrai dire, ils n'avaient jamais prédominé. Mais on avait compté avec eux tant que les souvenirs de la révolution de mars 1917 étaient encore frais. Peu à peu, même les plus modérés des acteurs de cette révolution ne furent plus tolérés par les militaires de l'ancien régime. Quant aux socialistes, jusqu'aux plus apprivoisés, ils étaient tous des «traîtres», dignes d'être pendus. Les éléments du *self-government*

[1] Nous avons fait entendre dans notre dernier numéro un autre son de cloche : à nos lecteurs de comparer. (N. D. L. R.)

démocratique local furent éliminés et remplacés par des assemblées primaires de paysans et de propriétaires fonciers, la presse d'opposition étouffée, et les moindres velléités de liberté de la parole sévèrement poursuivies par la censure. A la tête du gouvernement un ancien ministre du tzar dirigeait la « politique de la gauche ». Un théoricien du nationalisme et de la centralisation outrée fut appelé à négocier avec les régions limitrophes qui aspiraient à l'indépendance. Dans la réforme agraire, l'influence croissante des anciens propriétaires fonciers se faisait sentir sous les formes les plus radicales. Quant à la vénalité de l'administration, aux abus de la police secrète, dirigée par un des plus notoires policiers du tzar, — c'était pire que jamais. La propagande ouverte pour des pogroms par le clergé et pour la restauration monarchique par les officiers achevait ce tableau.

On se tut tant que l'espoir d'un succès militaire, grâce à l'armée vraiment régénérée par le général Wrangel, subsista. Malheureusement, ici encore, le manque d'expérience politique et la prédominance de l'élément militaire se firent sentir. On agissait comme si l'Europe entière était la base prête à couvrir la retraite, et d'où, après un repos, l'armée pourrait être envoyée sur un autre front. L'ignorance complète de la mentalité véritable de l'Europe apparut seulement quand l'armée se trouva disloquée dans les environs de Constantinople. Et jusqu'à présent on semble ne pas avoir encore compris que, le dernier territoire russe anti-bolchéviste évacué, c'est la fin de toute une période de la lutte armée contre le bolchévisme.

Or, ce qui n'était pas facile à comprendre à Sébastopol et à Constantinople, fut tout de suite compris à Paris, par les éléments plus avancés de l'émigration russe. On comprit que, désormais, il n'y avait plus même de gouvernement de fait à faire reconnaître par nos anciens alliés. Certes, les débris des institutions russes aujourd'hui à l'étranger, et qui tirent leur origine du gouvernement provisoire de la Russie révolutionnaire pré-bolchéviste, continueraient à être tolérés. Mais où chercher le symbole de cette vraie Russie, qui gémit

et qui se débat sous le joug de Lénine ? Fallait-il laisser le monde choisir entre la réaction et la tyrannie bolchéviste ? Le choix, embarrassant pour les uns, eût été peut-être trop facile pour les autres. Il était donc nécessaire de montrer à l'opinion d'abord, aux sphères dirigeantes ensuite, qu'entre les deux extrêmes de la restauration et du bolchévisme, la vraie Russie nationale, celle des éléments sains et réellement démocrates, n'est pas entièrement étouffée. Cette troisième Russie, il lui fallait donner une organisation, une voix qui puisse être entendue par tous ceux qui n'ont pas désespéré de voir un jour notre patrie forte et régénérée.

Voilà l'origine politique et psychologique de la réunion des membres de l'Assemblée Constituante à Paris, que j'ai mentionnée au commencement de cette chronique. Il me reste à vous dire à quoi cette initiative a abouti.

II

Ce serait très long de conter en détail comment le socialisme modéré et les partis bourgeois avancés qui avaient collaboré pendant la révolution de 1917 et même au commencement de la lutte contre les bolchévistes. en 1918, s'étaient détachés les uns des autres, étaient devenuse nnemis. En deux mots, ce qui les divisait, c'était le procédé de combat, la *dictature militaire.* L'origine de cette divergence sur la méthode est ancienne, puisqu'elle remonte au temps de la conspiration du général Kornilov, en septembre 1917. Avant que l'idée de la dictature s'appliquât à la lutte armée contre la tyrannie bolchéviste, on pensait l'appliquer à la lutte politique contre la faiblesse et les erreurs du gouvernement révolutionnaire de Kérensky. C'est là que les deux camps se sont opposés, en attendant de devenir irréconciliablement hostiles. L'avènement du bolchévisme, au commencement de novembre 1917, était la suite inévitable de cette querelle intérieure ; ensuite, au lieu de s'apaiser, la querelle s'exaspéra lorsque le « conspira-

teur » acharné contre le gouvernement révolutionnaire légitime de Kérensky, Kornilov, fut devenu le chef reconnu de tous ceux qui combattaient Lénine (décembre 1917). C'était un « dictateur militaire », comme tous ses successeurs. Or les partis socialistes ne voulaient admettre qu'un « Directoire » élu, pour diriger la guerre contre les bolchévistes. Tant que la lutte armée des « dictateurs » durait, aucune réconciliation n'était possible; pour le grand malheur de la cause nationale, le front commun manquait. Loin de soutenir la lutte, les socialistes se déclarèrent « neutres », et leur hostilité passive fut pour beaucoup dans l'attitude des populations libérées envers leurs libérateurs. De son côté, le commandement militaire, non seulement ne fit rien pour se les concilier, mais leur donna des raisons plus que suffisantes pour justifier leur conduite.

La lutte armée s'étant terminée en Crimée, le dernier des « dictateurs militaires » passa dans l'histoire. Dès lors la réconciliation des deux ailes de l'opinion avancée russe devenait possible. Le groupe parisien « cadet » facilita l'entente en exposant les causes de l'insuccès de la dictature militaire comme elles sont relatées ci-dessus. Le 21 novembre 1920, ce groupe lança un appel pour inviter les autres groupes démocratiques russes à s'unir entre eux et à former un comité national qui défendrait les intérêts russes à l'étranger. Quelques membres du parti socialiste révolutionnaire, représentant les nuances diverses de ce parti, répondirent en adressant aux membres de l'Assemblée Constituante de 1918 une invitation à se rendre à Paris, le 8 janvier, pour se concerter sur les mesures à prendre en vue de « la défense de l'honneur, de la dignité et du patrimoine de la Russie ». Les « cadets » acceptèrent à condition qu'on n'essayât pas de ressusciter la Constituante de 1918, de mauvaise mémoire, à condition aussi qu'ils ne fussent pas majorisés par les socialistes révolutionnaires, et enfin qu'on tentât de former un comité sur une base plus large qu'en 1918. En plus de ces deux partis, les socialistes-populistes, les musulmans de la Russie intérieure et les Cosaques, membres de la Constituante, prirent part aux

délibérations de la conférence, comme représentants dûment accrédités par leurs groupes. Une trentaine de membres de la Constituante ne purent se rendre à Paris. Il n'y eut que trois abstentions motivées.

La glace fut rompue dès les premières séances. Ces adversaires politiques de la veille apprécièrent leur sincérité réciproque et la session s'acheva dans une atmosphère de confiance absolue. Ainsi fut-il possible d'aller ensemble beaucoup plus loin qu'on ne le pensait au début. Si certaines résolutions adoptées ont le caractère d'un compromis, plus ou moins heureux, il faut se rappeler que, hier encore, les points de vue étaient trop différents pour qu'on pût espérer arriver à l'accord complet. D'autant plus que les extrémistes de chaque parti s'opposent toujours et qu'il faudra un certain temps pour qu'une entente générale s'établisse.

Ces réserves faites, il faut reconnaître que les résultats acquis sont très importants. Deux points principaux, celui de la lutte continuelle contre les bolchévistes et celui de la défense des intérêts et de l'intégrité territoriale de la Russie, réunirent l'adhésion de tous. La tyrannie de la minorité bolchéviste fut condamnée en un langage qui se trouvait particulièrement énergique dans les déclarations du parti socialiste-révolutionnaire. On protesta aussi avec vigueur contre les désannexions du territoire russe, en soulignant et en acclamant la politique des Etats-Unis toujours opposés au démembrement de la Russie.

Il ne faut pas en conclure que la conférence s'insurgea contre les nouveaux Etats nés sur les ruines de l'ancien empire. On reconnut, au contraire, la légitimité de leurs désirs d'autonomie et l'on constata que s'ils avaient abouti à une rupture complète avec la Russie, c'est le régime soviétiste qui en a été la cause. La résolution votée par la Conférence exprime la conviction que, après le retour à l'état normal, la gravitation naturelle des Etats limitrophes vers l'unité économique, financière et politique, se fera sentir. C'est seulement alors qu'il sera temps de discuter les nouveaux liens juridiques à établir, d'un commun accord, entre les parties intéres-

sées. La Conférence suggéra qu'on choisisse la forme d'une union fédérative. Mais elle se refusa à envisager l'emploi de la force pour arriver à ce résultat, qui devra être librement poursuivi dans l'intérêt de tous.

Les principes fondamentaux une fois énoncés, l'intérêt de la Conférence fut surtout concentré sur la défense des intérêts nationaux, quis ont compromis tant que la place de la Russie reste vide dans la famille des nations. La reconnaissance internationale du pouvoir soviétique fut déclarée inadmissible puisque ce pouvoir ne repose pas sur l'adhésion du peuple russe. Pour la même raison, les traités conclus et les obligations contractées par le gouvernement bolchéviste furent déclarés inexistants pour le futur gouvernement de la Russie rétablie. Les accords commerciaux furent classés dans la même catégorie. Il va sans dire qu'une exception fut faite pour les dettes du trésor russe contractées avant l'avènement de Lénine. L'acquittement de ces dettes, comme le règlement des obligations nées de la guerre et du démembrement de l'ancien empire, devront être assurés par une conférence internationale, à convoquer après le rétablissement du gouvernement légal. Certes, le texte de la résolution n'est pas très clair, mais il ne s'agit évidemment ni de mettre en doute le principe même du paiement des dettes, ni d'en confier le règlement à une commission dont les attributions rappelleraient la commission de la dette ottomane, égyptienne ou grecque.

Ce n'est qu'en troisième lieu que se manifesta l'idéologie socialiste, à propos de la guerre civile en Russie. Le « blocus » et l'« intervention » faisaient depuis longtemps les frais de la polémique entre les journaux des partis. Condamner le « blocus » et l'« intervention », tel était l'ultimatum posé aux partis bourgeois de la Conférence. La réponse une fois donnée, on pourrait ensuite marcher ensemble.

Or, la solution du conflit menaçant fut facilitée pour deux raisons. D'abord, ni le blocus, ni l'intervention n'existaient plus et il n'était point probable qu'ils puissent redevenir actuels, tant que l'état d'esprit en Europe resterait ce qu'il est maintenant. En second lieu, la nouvelle tactique des « cadets » refusait implicitement

de poursuivre la lutte armée dans sa forme ancienne. D'ailleurs, même quand tous les partis russes, sans exception, invoquaient en 1918 l'aide des Alliés pour combattre les Allemands à l'extérieur ou à l'intérieur de la Russie, des précautions avaient été prises pour que cette aide ne devienne pas une « intervention ». Quant au blocus, la résolution proposée par les socialistes-révolutionnaires eux-mêmes reconnaissait que, pendant ces trois dernières années, le blocus n'avait été qu'un état de fait; en demandant son abolition, elle espérait voir le peuple finir par comprendre que ce n'était pas tant le blocus, mais la politique économique des bolchévistes qui provoquait la misère et la détresse du pays.

Dans ces circonstances, condamner le blocus et l'intervention était possible aux partis bourgeois. A la seule exception qu'on ne prétendît pas dicter aux gouvernements de l'Europe leur conduite en cas d'agression bolchéviste. Mais, même dans ce cas-là, il y avait deux éventualités qu'il fallait condamner sévèrement d'avance. C'était d'abord celle de l'asservissement économique de la Russie sous prétexte d'une lutte contre les bolchévistes, comme M. Keynes le conseillait dans son livre fameux. C'était ensuite l'hypothèse que les éléments de la droite extrême obtiendraient, en cas d'une invasion heureuse de la Russie, la restauration de l'ancien régime. Nulle divergence d'opinion parmi les membres de la Conférence quant à ces deux formes d'« intervention » à venir.

La quatrième et dernière série des travaux de la Conférence devait consister dans l'étude du statut nouveau des citoyens russes vivant à l'étranger, et aussi des mesures à prendre pour prévenir les abus, protéger les droits, subvenir aux frais d'entretien d'un million et demi de réfugiés russes, classés comme prisonniers de guerre, internés ou réfugiés tout simplement. La Conférence reconnut que cette étude était encore à faire et elle en confia le soin à une commission exécutive composée de neuf membres, qui siégea après la clôture.

Etait-ce là, en même temps, l'organisation que désiraient les « cadets » et tant de Russes, lorsqu'ils pensaient

former un comité national ? Comme la Conférence ne voulait, ni ne pouvait élargir sa base, on consentit à ajouter aux fonctions exécutives de la commission un rôle d'étude : elle réunirait les données nécessaires pour fonder un vrai comité dans une forme plus parfaite et définitive. Pourtant cette tâche ne devait pas entraver les multiples fonctions et pouvoirs dont la commission est investie par la Conférence. Au moment où j'écris ces lignes, la commission s'est déjà mise à l'œuvre.

Tels sont les résultats des travaux des trente-trois membres de la Constituante réunis pour deux semaines à Paris. Il n'est pas facile de prédire, dès aujourd'hui, quel en sera le sort. La polémique sévit encore dans les journaux au sujet de nos délibérations, des résolutions et des mesures adoptées. Pourtant ce ne sera pas une vaine prétention de ma part de dire que, si toute autre alternative est pour le moment exclue, si la lutte doit être continuée maintenant dans l'intérieur de la Russie, si, enfin, en ce cas, une union des groupes démocratiques est nécessaire, aucun autre chemin que celui qu'on a tenté n'est possible. Nulle autre organisation, sauf celle qui unit des éléments vraiment démocratiques, ne pourrait avoir assez d'autorité pour être entendue par l'opinion publique en dehors de la Russie.

Les preuves ne nous manquent pas que la Conférence a éveillé tout de suite l'attention générale, dans les cercles étrangers comme dans les cercles russes. Quarante-deux représentants de la presse mondiale assistaient aux séances de la rue de Poitiers. Nous recevions des télégrammes de sympathie de toutes parts, et surtout d'Amérique.

Une nouvelle conférence va se tenir, celle des membres des *Zemstvos* et des Municipalités russes, qui, eux aussi, auront à s'organiser pour venir en aide à la nombreuse émigration russe. Entre cette nouvelle tentative et la Conférence des membres de la Constituante, l'union est faite sur le principe du suffrage universel. On se propose dès aujourd'hui de faire cause commune. Voilà déjà la base élargie.

* * *

Ma chronique est devenue assez longue, et je ne veux pas toucher cette fois à un autre côté de la question, que M. Charles Rivet vient d'effleurer dans son article de la *Revue de Genève* : savoir la situation présente de l'armée évacuée du général Wrangel et l'attitude prise par le général lui-même envers tout ce qui n'appartient pas à son entourage. On peut juger des sentiments et des idées de son milieu par l'article de M. Rivet. C'est lui qui a été le premier à communiquer au monde dans ses excellents articles du *Temps*, quelques traits du véritable état de choses en Crimée, lors de la récente catastrophe. Son témoignage aussi, dans la défense qu'il prend du général Wrangel, est très intéressant ; quoique cette défense soit inévitablement unilatérale et, partant, comme disent les Anglais, *misleading*.

Paul MILIOUKOV.

LA CHRONIQUE INTERNATIONALE

INTERNATIONALISME ET CATHOLICISME

(Suite[1])

V

Mais au seizième siècle, deux voix sonores s'insurgèrent, et furent écoutées. Machiavel, apologiste de la raison d'Etat, émancipa les caprices du « prince », glorifia la violence et la ruse aux dépens de la justice, et légitima la souveraineté du plus fort, la prépondérance du plus astucieux. Et puis, Luther, témoignant par son propre exemple qu'il n'est pas bon, ainsi que le dira plus tard Bossuet, de se mépriser tout entier, convainquit si bien les consciences germaniques de la dépravation foncière de la nature humaine, et de la non valeur de la raison naturelle, et du caractère pécheur de tous les actes humains, que ces consciences s'habituèrent à séparer complètement le domaine de la morale, où théoriquement Dieu règne, et le domaine de la politique, où pratiquement l'homme s'agite, avec sa nature inévitablement pécheresse ; et certains philosophes ont pu se demander si ce dualisme, qu'accentua plus tard la philosophie de Kant, n'expliquerait pas en quelque mesure les aberrations de l'Allemagne de Guillaume II.

A l'instant même où ces deux instituteurs de l'humanité nouvelle, Machiavel et Luther, sapaient ainsi, directement ou indirectement, le droit des gens médiéval, que se passait-il à Rome, à la cime du vieil

[1] Voir notre numéro de janvier.

internationalisme chrétien ? Quelque chose de neuf, et de pénible : le rôle international de la papauté même semblait péricliter ; la politique de Jules II, les circonstances nouvelles créées dans la péninsule italienne, donnaient à plusieurs papes successifs, vis-à-vis du monde chrétien, l'apparence de chefs d'Etats, tout au moins autant que de chefs d'Eglise ; et la papauté se trouvait empêtrée dans les conflits seigneuriaux et nationaux, plutôt avec l'inquiétude d'un partenaire qu'avec la sérénité d'un juge, et plutôt comme représentante d'un intérêt territorial, d'ailleurs légitime, que comme représentante de l'idée souveraine de justice. Enfin François 1re s'alllait avec le Grand Turc : fornication politique dont au demeurant les résultats, près de quatre siècles durant, furent fort avantageux pour les intérêts catholiques en Orient ; mais de par cette alliance, le roi dit très chrétien s'esquivait des anciens cadres de la chrétienté ; le vieux *corpus christianorum*, démembré d'ailleurs, bientôt, en *corpus catholicorum* et *corpus evangelicorum*, avait cessé d'exister.

Mais la pensée catholique, elle, continuait d'être au travail. Là-bas, à Salamanque, sous la robe blanche des Frères Prêcheurs, François de Vitoria travaillait [1]) ; sans s'attarder à pleurer sur ce cadre médiéval dont les ruines jonchaient le sol, il ébauchait, en regardant l'avenir, les traits audacieux d'une organisation juridique embrassant l'humanité tout entière, et sanctionnant ce fait indestructible qu'est l'interdépendance des Etats. Ce grand homme, déjà, s'élevait à l'idée d'une loi objective internationale, que les divers Etats devaient faire respecter. Il n'admettait pas qu'entre deux peuples la différence de religion pût être la cause d'une juste guerre, mais il professait hautement que dès lors qu'il y avait, chez les Indiens, des innocents à défendre contre la pratique des sacrifices humains et l'anthropophagie, les offensives espagnoles étaient légitimes. De là résultait à ses yeux la légitimité de ces offensives, et non pas d'un prétendu droit de conquête qu'auraient pu exercer les Espagnols sur le territoire des Indiens, réputés privés de raison. Plus de trois siècles avant la conférence africaine de Berlin de 1885, Vitoria affirmait le respect de l'indépendance des peuplades barbares et de leur souveraineté rudimentaire. Mais du jour où cette souveraineté violait les lois suprêmes de la morale, il devenait légitime qu'une juste guerre lui infligeât un châtiment. Vitoria considérait chacune de ces collectivités appelées Etats comme un soldat du droit, chargé d'une police mondiale, et remplissant ces obligations de police avec la conviction d'un chevalier. Toutes les guerres d'ailleurs — et nous retrouvons ici la philosophie de saint Thomas — devaient pour être justes, aux yeux de Vitoria, se dérouler comme une revanche de la justice lésée, comme le redressement d'une injustice ; et Vitoria n'admettait pas que le belligérant justicier, dans la fixation du traité de paix, s'écartât d'une modération chrétienne, et qu'il fît souffrir les sujets pour les fautes des princes.

[1] Outre les ouvrages d'ensemble cités plus haut voir, sur Vitoria, l'étude de J. Barthélemy dans le livre collectif : *Les fondateurs du Droit International* (Paris 1904).

Une procédure juridique mise à la disposition d'un Etat offensé contre l'auteur de cette offensive injuste, procédure qui d'ailleurs doit cesser dès que l'offenseur fournit pleine satisfaction, voilà ce qu'est la guerre, encore, aux regards de Suarès, l'illustre théologien donné par l'Espagne à la Compagnie de Jésus. Il y eut au delà des Pyrénées, durant la Grande Guerre, un congrès pour le troisième centenaire de Suarès ; les divers pays catholiques y furent représentés. Et dans l'une des séances du congrès, deux Allemands que l'on prit tout d'abord, à tort, pour des Allemands catholiques, firent leur apparition ; ils voulaient eux aussi, rendre hommage à ce jésuite. On les entendit raconter qu'à Berlin il y avait depuis lontemps une rue Suarès. Et c'est vrai, il y a là-bas une rue Suarès ; mais ce que les deux congressistes omettaient de dire : c'est que le Suarès qui donna son nom à l'une des rues de leur capitale était un des hauts fonctionnaires du roi de Prusse Frédéric Ier . . . L'autre Suarès, le Jésuite, s'insurgeait à l'avance, dès le début du dix-septième siècle, contre les maximes d'un récent pangermanisme, lorsqu'il écrivait : « Cela a été l'erreur des nations païennes, de croire que le droit des nations reposait sur la force des armes, et de penser que l'on pouvait entreprendre la guerre uniquement pour s'enrichir ou s'illustrer. Cela, au regard de la raison naturelle, c'est tout-à-fait absurde. » Suarès, lui, considérait l'état de guerre, non plus comme la pratique arbitraire de la force brutale, mais comme un état de droit, dominé par les préceptes d'une justice rigoureuse préceptes dont l'application même devait être tempérée par l'esprit de charité ; et pour soumettre à un surcroît d'épreuve les idées personnelles du prince sur la justice de sa cause, Suarès exigeait qu'avant de déclarer la guerre, il consultât les assemblées représentatives. Voilà le point d'arrivée des spéculations théologiques sur la guerre ; et ces spéculations, si l'on regarde de près, laissent encore derrière elles certaines indécisions, même certaines ténèbres. Est-il absolument impossible que de part et d'autre, en conscience, chacun des belligérants fasse une juste guerre ? C'est un point sur lequel les théologiens divergent. Et la doctrine d'après laquelle le vainqueur exerce légitimement une sorte de juridiction sur le vaincu, n'inclut-elle pas l'hypothèse aventureuse d'après laquelle la victoire appartiendrait nécessairement à celui des belligérants qui se défend contre une injuste guerre ou qui a entrepris une guerre juste, c'est-à-dire à celui des belligérants qui avant de prendre les armes, avait la justice de son côté ? C'est là un point que Suarès, non plus que ses devanciers, n'a pas touché : il reste évidemment dans la théologie de la guerre des lacunes à combler, à supposer qu'elles puissent être comblées [1].

Théoricien de la guerre, comme Vitoria, Suarès, comme Vitoria encore, envisageait, au-dessus et au-delà des limites de la chrétienté, l'idée d'une société internationale, objet et justification du droit des gens.

[1] Voir, au sujet de Suarès, l'étude de L. Rolland dans le livre déjà cité : *les Fondateurs du Droit International.*

« La raison d'être de ce droit des gens, dit-il formellement, « c'est que le genre humain, quoique divisé en peuples et en royaumes « divers, possède toujours une certaine unité, non seulement spéci- « fique, mais aussi quasi politique et morale, indiquée par le précepte « naturel d'amour mutuel et de miséricorde, qui s'étend à tous même « aux étrangers. C'est pourquoi, bien que chaque cité parfaite, répu- « blique ou royaume, soit en elle-même une communauté parfaite, « avec ses membres définis, néanmoins une quelconque d'entre elles « est, en quelque mesure, membre également de cette universalité, « en tant qu'elle appartient au genre humain, Jamais, en effet, ces « communautés ne peuvent se suffire si pleinement à elles-mêmes, « qu'elles n'aient besoin d'une aide mutuelle, et de société, et de com- « munication entre elles, tantôt pour améliorer leur bien-être et pour « accroître leurs avantages, tantôt même pour une nécessité et un « besoin moral. »

Ainsi s'énonce, dans le livre de Suarès, le principe théologique de la Société des nations : de même que saint Thomas professe que l'individu humain est un être social, et que cette définition est à la base de toute la doctrine sociale de l'Eglise, de même on pourrait dire que d'après Suarès le groupement national, à son tour, est, au regard du reste de l'humanité, un être social. Mais dans la société de tous ces êtres sociaux, quelque conflit peut se dessiner, quelque crise éclater. Y a-t-il, pour les résoudre, un autre moyen que la guerre ? Suarès examine, il entrevoit l'arbitrage, il regarde de près. Pour un cas très spécial, Suarès le préconise et est tout près de l'imposer : c'est lorsque dans un conflit le droit apparaît probable de part et d'autre ; alors Suarès, s'il était confesseur d'un prince, l'obligerait vraisemblablement, en conscience, à ne pas déchaîner la guerre, mais à recourir à des arbitres. Quant à généraliser davantage l'institution de l'arbitrage, Suarès ne s'y montre guère enclin.

« Sans violer le principe de contradiction, écrit-il, on peut conce- « voir une Société universelle des nations où chacun des Etats, renon- « çant à son droit natif de se faire justice par les armes, aurait « pris l'engagement de s'en remettre à un arbitre qui déciderait « définitivement du droit de chacun et aurait en mains les moyens « de coaction nécessaires pour assurer l'exécution de ses sentences. « Bien que l'on puisse admettre que cela n'est pas illogique, cela ne « paraît pas possible dans l'état des mœurs. ».

Le machiavélisme avait fait son œuvre : l'idée d'enchaîner la souveraineté absolue de l'Etat par l'obligation d'accepter un arbitrage fût apparue aux hommes politiques de la Renaissance comme une offense à cette souveraineté. Même lorsqu'il s'agit d'un conflit entre des princes catholiques, ce n'est qu'avec une certaine discrétion que Suarès estime possible pour le Pape d'évoquer leurs différends, et obligatoire pour les princes d'obéir à sa décision. « On éviterait par là bien des maux », observe-t-il. Mais il se hâte d'ajouter : « Il arrive que le Pape n'interpose pas son autorité de peur qu'il ne survienne de plus grands maux encore. » Parole mélancolique, et qui jette une lueur fâcheuse sur les conséquences politiques qu'avait eues pour l'Europe chrétienne la déchirure de la robe sans couture. Confrontez d'ailleurs avec l'étude de Frédéric

Duval sur les arbitrages et médiations des papes au Moyen-Age [1] le savant et pénétrant travail que vient de publier M. l'abbé Auguste Leman, sur *Urbain VIII et la rivalité de la France et de la maison d'Autriche de* 1631 *à* 1635 [2] : vous y verrez à quelles difficultés de tout genre se heurtait, dans l'Europe du XVIIme siècle, l'effort d'un pape pour empêcher ou pour abréger l'effusion du sang. L'effacement de la papauté dans les congrès qui précédèrent la paix de Westphalie ne fut que la conséquence du nouvel esprit des princes et des peuples. En vain Vitoria et Suarès avaient-ils donné l'exemple d'un fort beau rajeunissement de la pensée théologique, en esquissant pour la société humaine tout entière, et non plus seulement pour le monde chrétien, les assises d'un droit des gens : dans les conseils des Etats, on pensait, comme le juriste protestant Gentilis, que les questions de politique internationale ne regardaient nullement le magistère spirituel. Les rapports qu'elles avaient avec l'idée de justice n'inquiétaient plus les esprits. « Taisez-vous, théologiens ! ce sont là choses qui ne vous regardent pas, » disait Gentilis [3] ; et beaucoup de gouvernements catholiques pensaient comme lui.

VI

La spéculation juridique continuait d'évoquer, dans les rapports internationaux, certaines obligations issues du droit naturel ; mais, Puffendorf mis à part, tous les grands spécialistes de droit international attachent désormais une aussi grande importance, et souvent une importance plus grande, à ce que Grotius appelle le « droit des gens volontaire, le droit des gens arbitraire, » c'est-à-dire l'ensemble des règles qui régissent usuellement les rapports entre nations [4]. Et ce droit des gens volontaire, arbitraire, cette coutume des nations permet, dans le domaine des rapports internationaux, certains actes que le droit naturel prohibe, mais dont la prohibition ne s'adresse qu'aux consciences individuelles. Au nom du droit naturel, l'âme profondément chrétienne du protestant Grotius définira certains tempéraments à observer dans la conduite des hostilités, et précisera, par exemple, qu'en conscience l'appréhension des biens ennemis par le vainqueur n'est légitime que jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû ; mais d'autre part il constatera que le droit des gens volontaire, que la coutume, tient pour juste la dévolution au vainqueur de tous les biens ennemis ; et Grotius ne s'insurgera pas expressément contre cette

[1] Dans l'ouvrage collectif cité ci-dessus : *l'Eglise et la Guerre.*

[2] Fascicule XVI des *Mémoires et Travaux Publiés par des Professeurs des Facultés Catholiques de Lille.* (Lille et Paris, 1920.)

[3] Voir, sur Gentilis, l'étude de H. Nézard dans le livre : *Les Fondateurs du Droit International.*

[4] Voir l'étude de J. Basdevant sur Grotius dans le livre : *Les Fondateurs du Droit International.*

coutume, qui a pour lui la valeur d'un acte des volontés humaines. Ainsi cheminent dans son œuvre, se côtoyant parfois, se bousculant souvent, un droit international issu de certains principes rationnels et un droit international issu de la coutume ; l'un supérieur à la volonté humaine, l'autre créé par cette volonté, et Grotius admet, Grotius désire, que le premier de ces droits prenne quelque influence sur le second ; mais en fait il est tout près de reléguer ce droit naturel dans le domaine du for intérieur, de la conscience. Et c'est là, moralement parlant, un recul sur Suarès, un retard sur Vitoria. Car à la faveur de ce dualisme introduit dans le droit international, la raison d'Etat, se sentant de moins en moins gênée par les prescriptions souveraines de la morale, pouvait tenir à la morale le langage même que Gentilis tenait à la théologie, et l'inviter à se taire dans un domaine «qui ne la regarde pas». Ainsi fit-elle, au XVIIIme et au XIXme siècles.

« La raison d'Etat comme principe et fin dernière, l'intrigue pour moyen, la force pour loi, voilà tout ce qui reste du droit public. » C'est ainsi que Sorel résumait son coup d'œil sur l'Europe du dix-huitième siècle. Un siècle plus tard, cette Europe bismarckienne dont nous ne voyons plus aujourd'hui que les décombres eût mérité la même définition. Les souverainetés nationales, souverainetés des monarchies bourboniennes et des imitatrices que partout elles rencontraient, souveraineté du despotisme éclairé, souverainetés plus juvéniles et plus turbulentes issues, au XIXe siècle, du principe des nationalités, considérèrent volontiers la politique comme une question de forces, où le magistère de la morale et de son représentant l'Eglise n'avait point à s'immiscer ; et les travaux de droit naturel que publiait au milieu du XIXe siècle le Jésuite Taparelli, et qui contenaient sur le droit des gens chrétiens de remarquables pages, ne trouvaient pas d'échos dans les conseils des Etats. Quel indiscret que ce jésuite et surtout quel importun ! Il venait demander que tout les conflits entre nations fussent réglés par voie d'arbitrage, et qu'un tribunal permanent fût institué auquel tous seraient obligés de recourir. Oui, il demandait cela, cinquante ans avant la Haye.

Mais, chose étrange et vraiment injuste, au lieu de prêter attention à ce qu'avait autrefois dit l'Eglise et à ce qu'elle continuait de dire, les penseurs ou les rêveurs qui tant au XVIIIe siècle qu'au XIXe, opposaient à l'esprit de conquête et au droit de la force certains programmes de pacifisme et certain idéal d'internationalisme humanitaire, se montraient fort ignorants ou fort indifférents à l'égard du vieux droit des gens chrétiens. Chez l'abbé de Saint-Pierre, vous chercheriez en vain la hantise du grand passé catholique. L'internationalisme révolutionnaire, tel que le définit, au temps de la Législative, un équivoque personnage tout droit arrivé d'outre-Rhin qui s'appelait Anacharsis Clootz, n'est qu'un dévergondage d'individualisme. «Un souffle a fait disparaître les corporations particulières», écrivait-il dans sa *République Universelle*, un souffle fera disparaître les corporations nationales. Le genre humain vivra en paix lorsqu'il ne formera qu'un seul corps : la nation unique ;

toutes les nations ne constitueront plus qu'un seul peuple, une république universelle, l'humanité, qui sera à elle-même son propre Dieu... » Vous retrouveriez ce genre de rêves dans l'enquête qu'instituait cent ans plus tard, en 1899, la revue *l'Humanité Nouvelle :* rien de commun entre l'internationalisme organisé et organisateur qu'avait conçu la vieille Eglise, et ces malfaisantes utopies d'un internationalisme désorganisé, émietté, plus destructeur que constructeur, hostile sur la terre à toute contrainte, hostile à Dieu dans son ciel. Ceux qui soustrayaient à toute règle morale les entreprises nationales, et ceux qui projetaient au contraire d'anéantir l'idée de patrie, faisaient également figure d'insurgés contre l'autorité du vieil idéal chrétien.

Un document pontifical, en 1864, rappela très opportunément certains principes de droit international auxquels il semblait qu'un peu partout les consciences saines dussent faire bon accueil ; ce document, c'était le *Syllabus;* le *Syllabus* fut calomnié bafoué. Non, déclarait Pie IX, ce n'est pas chose licite, et c'est au contraire « une impudence de confondre le droit avec la prépondérance matérielle de la force » ; et l'humanité de 1914, lorsqu'elle entendra, stupéfaite, les allégations de la pensée allemande et du militarisme allemand, dira : C'est une impudence ! sans se douter qu'elle ne fera ainsi que répéter la proposition 19 du *Syllabus*, empruntée à une allocution consistoriale de 1862. Non, reprenait Pie IX, il est faux de « prétendre qu'une injustice de fait, couronnée de succès, puisse être sans dommage pour la sainteté du droit » ; et l'humanité de 1914 ne fera qu'adhérer à cette proposition 61 du *Syllabus*, tirée d'un discours papal de 1861, lorsqu'elle démasquera les subtils et brutaux sophismes par lesquels l'Allemagne tentera de concilier avec un respect théorique pour le droit la consécration même de l'iniquité. Pie IX continuait d'écouter parler le monde de son temps : il entendait dire, il lisait dans la presse, que « la violation des serments les plus saints, que toute action criminelle répugnant à l'éternelle loi naturelle elle-même, non seulement échappe à tout reproche, mais est même absolument licite et mérite d'être exaltée par de suprêmes éloges, quand elle est accomplie, dit-on, pour l'amour de la patrie. » Cela est faux, s'insurgeait Pie IX, qui signifiait que, « par cette argumentation impie, toute honnêteté, toute vertu, toute justice, sont complètement abolies... » Ces paroles pontificales de 1849, reproduites en partie dans la proposition 64 du *Syllabus*, n'étaient-elles pas une traduction anticipée de la conscience humaine de 1814, protestant contre la violation de la Belgique ? Pie IX, encore, voyait les hommes d'Etat, les publicistes politiques, déclarer qu'un Etat n'a pas le droit d'intervenir pour protéger un autre Etat contre une injuste agression ; et cette maxime d'indifférentisme moral, qualifiée « principe de non intervention », à laquelle depuis six ans l'Angleterre, l'Italie, la Roumanie, les Etats-Unis, ont tour à tour infligé de solennels démentis, était condamnée par la proposition 62 du *Syllabus*, extraite d'une allocution

consistoriale de 1860. Et voilà certes un fait curieux, que cette harmonie définitive entre les protestations morales de l'humanité durant la grande guerre et les revendications morales du vieux *Syllabus*. C'est que l'Eglise, parlant tenacement au nom de la saine raison naturelle, au nom de la morale éternelle, est assurée, par dessus et par delà les ironies éphémères, de devancer les temps, et de les dominer.

L'opinion du monde, un instant fascinée par le double prestige de Bismarck et de la force, avait longtemps méconnu ce qu'il pouvait y avoir d'émancipateur dans les protestations de Pie IX en faveur de l'intégrité du droit. Mais un jour vint — ce fut sous Léon XIII — où Bismarck fut amené par les nécessités de sa politique extérieure, et peut-être, aussi, par des habiletés de politique intérieure, à solliciter, d'accord avec l'Espagne, la médiation du Pape dans l'affaire des Carolines. Pour la première fois depuis longtemps, la papauté était appelée à dire son mot dans un conflit entre deux nations. Et tout de suite, Léon XIII, dans l'accomplissement de cette besogne, réapprit au monde que le pape médiateur ne se distinguait pas du pape docteur. Ce fut, on ne l'a pas assez remarqué, le trait caractéristique de son verdict, de trancher le différend politique en étudiant, la théologie en mains, les données du problème. L'Espagne avait, la première, abordé jadis dans les îles Carolines, elle les avait, à plusieurs reprises, fait évangéliser. Mais l'Allemagne objectait : ces îles, depuis un siècle ou deux, restent sans maître ; elles ne sont pas à proprement parler, occupées, l'Espagne n'y est pas installée, donc je m'y installe. Léon XIII, dans cette compétition, fit intervenir la théorie catholique du droit de propriété. De même que ses prédécesseurs avaient fréquemment insisté près des grands propriétaires des Etats romains pour qu'ils cessassent de laisser en friche les terres qui nominalement leur appartenaient, sous peine d'être déchus de leur droit de propriété, de même, en reconnaissant, à l'encontre du chancelier allemand, les droits antérieurs de l'Espagne à la possession des Carolines, il insista pour que l'Espagne fît un usage effectif de ce droit de domaine politique et pour que cette possession cessât d'être abandonnée, inutilisée[1]. La sentence papale au sujet des Carolines ne marque pas seulement la rentrée de la papauté dans le jeu des affaires humaines, mais la rentrée de la doctrine morale et sociale de l'Eglise dans le règlement de ces affaires.

Des souffles nouveaux passaient sur le monde : les deux Conférences de La Haye, en 1899 et 1907, au lieu de persister à considérer le droit international comme une codification empirique des usages reçus entre nations, s'érigeaient en puissance d'opinion, chargée de corriger les usages, de les perfectionner, et de ressusciter certains principes justiciers, et de jeter les fondements de certaines organisations justicières. La Papauté n'entra pas à La Haye, et ce fut la grande douleur de Léon XIII ; mais la façon dont les spéculatifs de La Haye

[1] Voir la série d'articles publiés dans *les Nouvelles Religieuses* en 1918, sur cet épisode du pontificat de Léon XIII.

concevaient le statut futur des rapports entre nations visait à ramener le monde, — qu'ils en eussent ou non conscience — vers les souveraines préoccupations morales dont s'imprégnait jadis le droit des gens chrétien.

On sait le reste, et comment l'Allemagne de 1914 jeta le défi à ces préoccupations morales, et à ce vieux droit des gens, et aux décisions mêmes qu'elle avait signées à La Haye. Mais la victoire du droit ouvrit aux aspirations humaines un domaine dans lequel l'Eglise, encore, avait elle-même devancé les temps : domaine où les juristes travaillent, où les imaginations s'enflamment, où les intrigues politiques creusent peut-être, d'ores et déjà, certains travaux de mines, domaine au sol mouvant, à l'atmosphère embuée, mais sur l'horizon duquel cependant, chrétiens que nous sommes, l'obscurité des nuages ne doit jamais nous cacher les premières splendeurs de l'arc-en-ciel : c'est le domaine de la Société des nations[1]. Le fait de l'interdépendance des Etats, qui est le point de départ de cette Société, nous avons vu comment l'affirmait, dès le début du XVII[e] siècle, le jésuite Suarès. En lisant, sous une forme encore bien timide, dans l'article 16 du pacte de la Société des nations, que les membres de la Société constitueront des forces armées pour faire respecter par les Etats délinquants les engagements de la Société, les idées du dominicain Vitoria sur le rôle de police mondiale que doivent exercer les Etats nous reviennent à la mémoire. L'article 8 du même pacte, consacré aux armements, évoque en nos pensées le souvenir des éloquentes lignes de l'encyclique *Praeclara*, dans lesquelles Léon XIII, en 1894, rappelait avec douleur les charges de la paix armée, plus apparente que réelle ; le souvenir, aussi, de certaine allocution consistoriale de 1889, dans laquelle Léon XIII signalait la multiplication menaçante des armées, et la nécessité de « chercher à la paix un fondement plus ferme et plus en rapport avec la nature ». Ce fondement, le voilà désormais défini, et partiellement organisé. Les articles 13, 14 et 15 du Pacte des nations ont trait à la solution des différends par voie d'arbitrage : il y a là un premier essai de code de procédure pacifique, sommaire encore et nécessairement incomplet. En tête de ce petit code et faisant avenue vers lui, on pourrait sans grande peine concerter une curieuse préface, signée du sceau même de Saint-Pierre. Elle s'ouvrirait par l'allocution de Léon XIII, faisant des vœux en 1899 pour que la conférence de La Haye, cette conférence dont il était évincé, fût suivie « d'un effet complet et universel » et pour qu'on fit l'expérience de « résoudre les litiges entre nations, au moyen de forces purement morales et persuasives » ; on y lirait, ensuite, la lettre de Pie X au délégué apostolique de Washington, en 1911, accordant son adhésion et le secours de son autorité au projet de traité d'arbitrage obligatoire que le président Taft songeait à conclure entre la France, l'Angleterre et les Etats-Unis, et l'on cons-

[1] On trouvera tous les documents dans Georges Scelle, *Le Pacte des Nations et sa liaison avec le Traité de Paix*, (Paris, 1919).

taterait que par cette lettre la Papauté prenait le pas, dans la voie de l'arbitrage obligatoire, sur les deux Conférences de La Haye, que le veto de la délégation allemande avait à cet égard paralysées. Puis à quatre ans de distance, en 1915, succéderait le vœu qu'émettait Benoît XV, en pleine guerre, pour « qu'une fois l'empire du droit rétabli, les Etats décidassent de confier dorénavant la solution de leurs différends, non plus au tranchant de l'épée, mais aux raisons de justice et d'équité, étudiées avec le calme et la modération nécessaires » et le déroulement de cette auguste préface nous acheminerait vers un paragraphe final où Benoît XV encore, aurait la parole, et qui reproduirait le point fondamental de la célèbre note d'août 1917.

« Le point fondamental, signifiait-il à la chrétienté dépeuplée, doit « être qu'à la force matérielle des armes soit substituée la force « morale du droit, d'où résulte un juste accord de tous pour « la diminution simultanée et réciproque des armements, selon « des règles et des garanties à établir, dans la mesure nécessaire et « suffisante pour le maintien de l'ordre public en chaque Etat, et « pour la substitution aux armées d'une institution d'arbitrage « avec une haute fonction pacificatrice, selon des règles à concerter « et des sanctions à déterminer contre l'Etat qui se refuserait, soit « à soumettre les questions internationales à un arbitrage, soit à en « accepter les décisions. »

Qu'on me pardonne ce projet de préface : si lointain que puisse paraître l'avenir, j'aime que les papes en aient été les préfaciers.

Je me rappelle qu'il y a juste vingt-cinq ans, au moment où le ministère de M. Léon Bourgeois déposait devant le Parlement certains projets de lois sociales, le très regretté cardinal Langénieux, dans une *interview* qu'il voulut bien me donner pour le *Figaro*, marqua d'un trait sûr, avec preuves à l'appui, les convergences frappantes qui existaient entre le vieux programme social de l'œuvre des cercles catholiques d'ouvriers et l'effort législatif du nouveau ministère de gauche. Et voici qu'aujourd'hui les paroles pontificales font l'effet d'illuminer et de consolider les échafaudages d'architecture internationale dont M. Léon Bourgeois fut l'un des plus éminents architectes avant d'en être le suprême gardien. Mais déjà, au delà même de ces échafaudages, Rome dessine d'autres routes vers de plus lointains horizons, inaccessibles sans doute pour nos générations à nous : lisez, par exemple, au sujet du désarmement, au sujet de la suppression de la conscription, la façon dont le « point fondamental » d'août 1917 est commenté par le Cardinal Gasparri, le 7 octobre de la même année, dans sa lettre à Mgr. Chesnelong. [1] On a dit de l'Eglise que parce qu'éternelle elle est patiente ; patiente, en effet, pour les réalisations, mais impatiente en revanche, lorsqu'il s'agit d'exposer aux intelligences et aux consciences l'intégrité d'un idéal, dût-il n'être réalisable que dans un tardif avenir.

[1] On trouvera tous ces documents dans la collection des *Nouvelles Religieuses*, des années 1918, 1919 et 1920, et dans la brochure de L. Gonthier : *Les Papes et la Société des Nations* (Lyon, 1920).

Ce parallélisme entre les initiatives pontificales et les aspirations de la jeune Société des nations aboutira-t-il un jour à une collaboration dûment organisée. ? [1] Déjà, dans la Société, certaines voix l'ont réclamée, et non pas seulement des voix catholiques : les suggestions de Bruxelles, de Louvain, ont trouvé des échos jusqu'à Bâle, jusqu'à Genève. Voilà vingt ans bientôt que l'Association internationale pour la protection des travailleurs, présidée par M. Millerand, accueillit dans ses assises périodiques un délégué de cette puissance papale qui, par la plume de Léon XIII, écrivant à Gaspard Decurtins, réclama jadis une législation internationale du travail. Excellent précédent pour la jeune Société des Nations qui dans l'article 23 de son pacte envisage des organisations internationales « en vue de maintenir des conditions de travail équitable et humain, » et qui ne saurait méconnaître — le père Sertillanges a lumineusement établi ce point. — [2] le parfait accord existant entre les principes du traité de Versailles sur le régime international du travail et les affirmations sociales de Léon XIII et de ses commentateurs. Ainsi se multiplient les points de contact, je dirai presque de compénétration, entre cette ébauche d'internationalisme organisé, issue du traité de Versailles, et le supranationalisme catholique.

Une grande tâche s'offre, désormais, aux juristes catholiques, aux spécialistes catholiques de droit international : ils n'ont qu'à se courber sur l'étude du passé de l'Eglise, sur l'étude de ces prescriptions et aspirations médiévales qui ont subitement cessé de paraître archaïques ; ils trouveront, dans ce lointain même, des lumières pour nos lendemains et nos surlendemains, et en même temps ils aideront l'Eglise à remplir, dans l'élaboration de cet avenir, la mission qu'elle tient de son fondateur, celle qu'elle tient de son histoire. Le livre de M. Eugène Duthoit : *Aux Confins de la Morale et du Droit Public*, celui de M. Louis Le Fur *Guerre juste et Juste Paix*, témoignent qu'ils sont outillés pour cette besogne, et qu'ils y sont disposés. C'est aux juristes qu'il appartient de reprendre l'œuvre qu'avaient entreprise avant la guerre le regretté M. Vanderpol et ses collègues de la Société Gratry, d'étudier le vieux droit des gens chrétiens, de l'adapter aux besoins nouveaux. Qu'avec leur science, avec leur technique, avec leur langage, ils fassent, dans le domaine du droit international, la besogne qu'accomplissaient, il y a 35 ans, dans le domaine de l'économie politique, les sociologues catholiques réunis à Fribourg : ils amasseront ainsi les éléments d'où sortirait peut-être quelque jour un document pontifical qui serait pour le droit des gens ce que fut l'Encyclique *Rerum novarum* pour le droit ouvrier.

Léon XIII, dans son encyclique de 1888 aux évêques brésiliens, après avoir cité les textes capitaux de l'Apôtre Paul sur la fraternité humaine, continuait :

[1] Voir le P. Yves de la Brière, *La Société des Nations* (Paris, 1918).

[2] Sertillanges, la *Doctrine catholique et les clauses du travail dans le Traité de Paix* (Paris, 1919).

« Ce sont là vraiment des pages d'or, pages glorieuses, pages
« salutaires ; grâce à leur efficace, non seulement la race des hommes,
« recouvre ses titres d'honneur avec un surcroît d'éclat, mais quel que
« soit leur pays, leur langue, leur rang, les voilà tous unis entre eux,
« très chrétiennement, par le lien d'une fraternelle entr'aide. Ce
« furent là comme des greffes divines qui réussirent à merveille et
« qui furent fécondes en promesses, fécondes pour le bonheur public,
« lorsque au cours du temps, l'effort de l'Eglise se poursuivant, la
« Société des Etats *(Societas Civitatum)* renouvelée à la ressem-
« blance d'une famille, se resserrera, chrétienne et libre. »

Le travail que nous invoquons des juristes en vue de révéler à la conscience collective de la prochaine Société des nations les lumières et les énergies de l'idéal chrétien ne serait qu'un nouvel épisode dans la culture de ces greffes divines dont parlait avec tant d'éloquence, au sujet de la vieille *Societas Civitatum*, le pape Léon XIII.

Georges GOYAU [1].

Voir aux *Notes*, à la fin du numéro.

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

Un typographe irrévérencieux a ajouté au bas de la dernière page du Journal officiel de l'Assemblée de la Société des nations l'épitaphe suivante :

Un peu d'espoir,
Un peu de rêve,
Et puis bonsoir.

Est-ce un adhérent de la IIIe Internationale, un de ces jeunes gens qui arborent déjà dans les rues de Genève l'insigne de Moscou, la faucille et le marteau en sautoir adoptés par la République fédérative des Soviets ? N'est-ce pas plutôt simplement un frondeur sans idée bien arrêtée que laisse sceptique l'Internationale bourgeoise constituée par la Société des nations, et qui rêve de l'Internationale ouvrière sans trop savoir dans quelle partie du monde elle trouvera sa formule ?

Quoi qu'il en soit, pendant qu'à Genève l'Assemblée de la Société des nations tenait sa première session, jetait les fondements d'un nouvel édifice, faisait place dans son sein à de nouveaux états adhérents, le socialisme errait de capitale en capitale, cherchant sa voie entre la IIe Internationale qui n'a plus la confiance unanime et la IIIe Internationale qui effraye même les extrémistes. Les congrès nationaux se multiplient pour examiner les 21 conditions posées par Moscou. La Belgique, la Tchécoslovaquie ont adhéré à la IIe Internationale, la Suisse, la France voient se scinder leurs forces socialistes mais alors qu'en Suisse les partisans de la IIIe Internationale ont été mis en minorité par 350 voix contre 213, en France, l'adhésion sans réserve à la doctrine de Moscou a obtenu 3208 voix, l'adhésion avec réserves 1022, et les motions opposées n'ont réussi à grouper que 397 et 44 voix. Divisés également les socialistes italiens, qui ne peuvent se résoudre à exclure de leur parti les dissidents. On parle, en outre, d'une nouvelle Internationale, la IIe et demi ou la IVe,

qui chercherait à se constituer à Vienne le 22 février prochain. C'est une réunion préliminaire à Berne, au début du mois de décembre, qui a décidé la convocation de cette conférence, et Vienne a été choisie comme siège, en raison de la place prépondérante des délégués autrichiens dans la discussion.

Autant l'ancien parti socialiste appa- raît divisé, autant, au contraire, le groupe syndicaliste s'affirme puissant et homogène. Des réunions professionnelles continuent à se tenir. ainsi le Comité international des mineurs à Bruxelles, au milieu de décembre, où a été agitée une fois de plus la question de la nationalisation des mineurs et celle des heures de travail, Conférence internationale des mineurs à Londres le 25 janvier, Comité exécutif de la Fédération internationale des employés à Paris, à la même date, etc. A Londres s'est tenu, à la fin de novembre et au début de décembre, le Congrès international des ouvriers de chemin de fer où l'Allemagne, la France, la Hollande, le Luxembourg, la Suède, le Danemark, l'Autriche et la Belgique ont envoyé des délégués, représentant 1,357,000 membres. Les questions de salaires et des heures de travail ont fai principalement l'objet des discussions.

A Hambourg s'est tenu, les 1er et 2 décembre, un Congrès international des ouvriers du bâtiment, où étaient représentés l'Italie, la Suisse, la Belgique, l'Espagne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, les Pays balkaniques, la Hollande, l'Angleterre et l'Allemagne. Le problème de la reconstruction économique des régions dévastées a été abordé et l'on a constaté que les fédérations française et allemande des ouvriers du bâtiment avaient, sur cette question, des vues absolument identiques. Il a été décidé qu'elles entreprendraient une action commune, dont les grandes lignes seront précisées lors d'une nouvelle Conférence, qui se tiendra en pays neutre.

Les efforts pour grouper les travailleurs agricoles de tous pays deviennent de plus en plus accusés. Le Dr Heim, député bavarois, est à la tête de ce mouvement. On préconise Vienne comme siège central de l'« Internationale verte ». Une dizaine de pays se déclarent prêts à entrer dans cette Internationale.

Le 1er décembre s'est réunie à Berne la Conférence européenne des horaires des trains, groupant 121 délégués. Il a été question du passage de l'heure normale à l'heure d'été et de la date du retour à l'heure normale. On a décidé d'introduire, à titre d'essai, un horaire annuel, dont l'application commencera le 1er juin 1921, pour prendre fin le 31 mai de l'année suivante. Le cadran de 24 heures n'a pas encore fait la conquête de l'Europe ; les représentants allemands ont exprimé la crainte que les populations allemandes ne s'y soumettent pas.

A Prague s'est tenue, au milieu de janvier, une Conférence internationale pour l'amélioration des communications télégraphiques et la révision des tarifs. L'Italie, la Yougoslavie, la Hongrie, l'Allemagne, la Pologne, la Bulgarie, l'Autriche et la Roumanie étaient représentées.

A Nuremberg s'est tenue, à la fin de décembre, une Conférence internationale des tramways et des chemins de fer à voie étroite pour la mise en commun des expériences faites dans le domaine pratique. Le Danemark, l'Autriche allemande, la Finlande, la Hollande, la Suisse, la Norvège, la Suède, la Hongrie et l'Allemagne étaient représentées.

Après la Commission du Danube, c'est la Commission internationale de l'Elbe qui commence ses travaux à Dresde, le 24 janvier. Sous la présidence d'un représentant allemand du ministère des affaires étrangères siègent des délégués allemands, anglais, français, italiens, belges et turcs.

Le Congrès mondial de la presse, qui devait se tenir à Sydney, a été ajourné *sine die.*

* * *

A quelque cent kilomètres de Genève, dans un décor austère de noirs sapins et de rocs escarpés, à près de 1000 m. d'altitude, s'élève un vaste édifice aux lignes sobres, ne couvrant pas moins de cinq hectares et dont les toitures fortement inclinées pour éviter l'accumulation des neiges, comptent quarante mille mètres carrés d'ardoise. A l'intérieur de cette énorme construction, des salles portent des noms de pays, salle de France, salle d'Italie, salle d'Allemagne, salle de Bourgogne. Pendant neuf siècles cet édifice, élevé au milieu d'un désert, a été le siège d'un centre international important, et au début du XXe siècle encore, bien que situé sur territoire français, il était occupé principalement par des Allemands et des Autrichiens.

Depuis une quinzaine d'années, il est vide. Ses hôtes, expulsés du territoire français, se sont réfugiés en Espagne et les salles nues de la Grande-Chartreuse attendent encore de recevoir une affectation nouvelle. L'Université toute voisine de Grenoble a conçu l'ingénieuse idée de les utiliser pour y fonder un séminaire international d'études. Elle se propose d'y installer des laboratoires de zoologie, de botanique et de géologie alpines et d'y constituer une bibliothèque scientifique modèle. Les cellules des Chartreux, si propices à la méditation, ne le seraient pas moins à l'étude, et les salles, aux noms des pays où se tenaient jadis les chapitres généraux de l'ordre cartusien, deviendraient des salles de conférences ou de cours. L'Université de Grenoble, qui a toujours été particulièrement hospitalière aux étudiants étrangers, entend ouvrir largement ce monastère laïque à toutes les races, à tous les pays, à toutes les idées.

A l'occasion du 75me anniversaire de la section des Beaux-Arts de l'Académie de Belgique, nombre d'académiciens étrangers se sont rendus à Bruxelles le 3 décembre. Un projet de statuts a été élaboré en vue de la création d'une Académie internationale des Beaux-Arts. Ces projets seront soumis aux académiciens des différents pays et

définitivement discutés et adoptés au cours d'une nouvelle réunion internationale, qui se tiendra à Bruxelles pendant la présente année.

Un des phénomènes sociologiques les plus remarquables qui se manifestent depuis quelques années est la participation plus ou moins raisonnée de l'enfance et de la jeunesse au mouvement international. L'idée de faire appel aux sentiments généreux de l'enfant et de l'adolescent n'est pas neuve: les facilités que présentent pour l'organisation de manifestations ou de collectes le réseau des établissements d'enseignements primaire et secondaire ont été employées dans maints pays, mais ces jeunes forces n'étaient guère mises à contribution, avant les hostilités, qu'en vue d'un résultat d'une utilité nationale. Pendant la guerre, les Etats belligérants ne se sont pas bornés à avancer de plusieurs années la limite d'âge initiale du service militaire, ils se sont efforcés d'associer l'enfant à l'effort national, moins pour obtenir un résultat immédiat, de rendement problématique, que pour préparer le moral du futur auxiliaire, et en faire, en attendant, l'instrument d'une manifestation patriotique.

L'institution du *boy-scout*, créée par sir Baden Powell dans l'Empire britannique et copiée presque aussitôt dans un grand nombre de pays, a rendu des services notables pendant la guerre au point de vue national, principalement en secondant les organisations de secours aux blessés. Et voici que ces sociétés nationales sans lien entre elles, sans secrétariat commun, répondant à l'appel de sir Baden Powell, leur père spirituel, ont pris part, il y a quelques mois, à une manifestation internationale en Grande-Bretagne, qui a eu le succès que l'on sait. Demain sans doute surgira à Londres ou à Genève un bureau international qui assurera la liaison entre ces sociétés, facilitera les visites mutuelles et, suivant l'influence qu'il saura acquérir, pourra devenir un facteur important du mouvement international [1].

La création de sections cadettes de la Croix-Rouge marque une autre étape dans cette voie. La *Junior Red Cross* créée par la Croix-Rouge américaine à la fin de la guerre est un trait de génie. Huit millions d'enfants répondant à l'appel de ces maîtres en propagande que sont les Américains se sont enrôlés sous la bannière de la Croix-Rouge et, ce qui est typique, c'est que le plus clair de leur activité s'exerce en faveur de l'étranger. Les vêtements confectionnés par les fillettes, les meubles simples et robustes assemblés par les garçons viennent vêtir les populations éprouvées de la plus grande partie de l'Europe, garnir les pauvres logis des régions dévastées; les sommes considérables amassées cent à cent aux Etats-Unis, décuplées, centuplées par l'inflation des changes, vont, distribuées judicieusement, soulager des infortunes en vingt pays divers, France, Belgique, Italie,

[1] Ces lignes étaient écrites quand nous est parvenu le premier numéro du *Jamboree*, revue internationale du scoutisme, publiée provisoirement en quatre langues : français, anglais, italien et espagnol par le nouveau bureau international de Londres.

Albanie, Yougoslavie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, pays Baltique, Arménie, Chine ou Sibérie, au nom des enfants des Etats-Unis.

A l'instar de la grande société américaine, les autres sociétés de la Croix-Rouge commencent à fonder des sections cadettes, mais toutes n'ont pas la souplesse et l'énergie voulues pour mener à bien cette extension de leur recrutement. Les sociétés nationales de la Croix-Rouge sont d'ailleurs loin de pouvoir être considérées sur le même plan. Seules les plus puissantes et les neutres ont une action internationale efficace. La plupart se conforment à la politique gouvernementale de leur pays pour accentuer dans tel ou tel sens leur action à l'étranger, mais toutes acceptent le principe de l'activité internationale à côte de l'activité nationale, et cette acceptation est du meilleur augure pour l'avenir.

Sous l'uniforme kaki du *boy-scout* ou sous le drapeau de la Croix-Rouge, les enfants s'engagent peu à peu dans la voie nouvelle de l'entr'aide internationale, en passant par l'étape de l'entr'aide nationale. Des voix s'élèvent, qui ne connaissent pas de frontières, pour leur recommander cette solidarité. C'est le pape Benoît XV dans son encyclique du 1er décembre 1920 en faveur des enfants des pays éprouvés par la guerre faisant appel aux enfants aisés, ce sont les Unions chrétiennes des jeunes gens dont l'activité pendant la guerre a été considérable. Sous l'emblème du triangle rouge une alliance qui s'étend aujourd'hui à 45 pays a depuis longtemps à Genève le siège de son Comité universel. La plus puissantes de ces unions, *l'American Y. M. C. A.* vient de transférer à Genève son quartier général européen précédemment fixé à Paris, et le Bureau de la Fédération chrétienne universelle d'étudiants l'a suivie. A Hambourg, pendant ce temps, se tenait une conférence de la jeunesse travailliste, groupant des représentants hollandais, suédois, belges, danois et allemands, prodrome d'une nouvelle internationale.

Dans le courant du mois de janvier a été installé à Bruxelles, dans le Palais d'Egmont, l'Institut international du commerce récemment fondé. Les Etats fondateurs sont la Belgique, le Brésil, la Chine, l'Espagne, la France, la Grèce, le Japon, le Luxembourg, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Yougoslavie, le Salvador et la Tchécoslovaquie.

Le Bureau international de l'espéranto qui était installé à Berne, a été transféré à Genève, 12, Boulevard du Théâtre. Les délégués de l'association espérantiste universelle viennent d'élire le nouveau comité central avec M. Ed. Stettler, de Berne, comme président et directeur de l'organe officiel et M. H. Jacob comme secrétaire général. Ce bureau ne s'occupe pas de propagande. Ses six employés travaillent à centraliser les services des délégués de l'association dans 1350 villes de 63 pays du monde et à éditer les annuaires qui permettent au public d'employer pratiquement l'espéranto partout.

*
* *

Le Congrès de l'Union postale universelle à Madrid s'est terminé le 30 novembre 1920 et a eu pour résultat l'établissement de 7 accords internationaux différents.

C'est d'abord une nouvelle convention postale universelle qui groupe les signatures de 65 Etats, sans compter les puissances coloniales ; puis des arrangements concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (50 Etats) ; le service des mandats-poste (47 Etats) ; l'échange des colis postaux (57 Etats) ; le service des recouvrements (30 Etats) ; les abonnements aux journaux et publications périodiques (32 Etats) ; les virements postaux (23 Etats). La presse s'est peu intéressée à ces conventions applicables seulement à partir du 1er janvier 1922, ou plus tôt au gré des pays contractants, à condition que ceux-ci en informent le Bureau international à Berne. Le franc pris pour base des taxes postales s'entend du franc or conforme au poids et au titre des monnaies d'or établies par la législation en vigueur dans les divers pays qui ont adopté cette unité monétaire.

Le public ne retiendra de ces conventions que ce qui touche à sa bourse, à savoir les nouvelles taxes qu'il aura à payer dans chaque pays, eu égard au cours du change.

Indépendamment des arrangements cités plus haut, les procès-verbaux font état d'une convention particulière entre les pays de l'Amérique du nord et de l'Amérique du sud, fixant à 20 centimes la taxe des lettres échangées entre eux.

La convention postale universelle et les arrangements connexes ont été enregistrés au Secrétariat de la Société des nations le 17 janvier dernier. C'est sur un registre de grande dimension, superbement relié en maroquin que sont calligraphiés les caractéristiques de chaque traité, accords, notes diplomatiques, etc. 80 traités ont été enregistrés jusqu'à ce jour ; des certificats d'enregistrement sont détachés d'un registre à souche non moins luxueux et sont délivrés aux Etats contractants. Mais ce que le public appréciera avant tout, c'est le recueil des traités publié par la Société des Nations en supplément à son journal officiel ; 4 fascicules ont déjà paru, imprimés en français et en anglais. C'est dans ce recueil que prendront place les diverses conventions postales dont nous avons parlé ci-dessus.

Etienne CLOUZOT.

Calendrier des Réunions et Expositions internationales pour 1921

Lausanne : Congrès international antialcoolique. Londres : Union internationale contre la tuberculose. 2 février, Paris : Fédération catholique internationale des œuvres. 22 février, Vienne : Conférence socialiste internationale. Mars, La Haye : Congrès international antimilitariste. 10 mars, Barcelone : Conférence internationale des transports et du transit. 30 mars–10 avril, Genève : Xe Conférence internationale des Croix-Rouges et Exposition internationale de la Croix-Rouge. 1-3 avril, Paris : IIIe Congrès d'hygiène scolaire de langue française (Belgique, Canada, France, Luxembourg, Suisse). 11–13 avril, Genève : Congrès des œuvres de secours aux enfants des pays éprouvés par la guerre. 18-25 avril : Congrès international des ouvriers du transport. Avril, Copenhague : Réunion du Comité central de l'Alliance coopérative internationale. 30 avril–28 juin, Gand : Exposition internationale d'architecture. 8–27 mai, Buenos-Ayres : Exposition internationale de laiterie. 10-16 mai, Genève : Congrès international d'hygiène ; Mai-juin, Pittsburg : Exposition internationale de peinture. Juin, Genève : Assemblée générale de l'Union des associations pour la Société des nations. Juillet, Bruxelles : Congrès international de la protection de l'enfance. 27-29 juillet, Vienne : Congrès de la Fédération internationale des employés. Août, Bâle : Congrès international coopératif. Septembre, Paris : Conférence internationale des poids et mesures, Octobre, Genève : Conférence internationale du travail. Novembre, Londres : Conférence internationale de la pomme de terre. Mai 1922, Rome : Congrès eucharistique international.

REVUE DES REVUES

Revues françaises. — Le dernier numéro des *Marges* est excellent. L'article de M. Robert Maurice sur Keats a, dans le style, quelque chose d'étrange et de brusque, et l'on se convainc qu'à son exemple il ne faut parler de poésie que d'une manière elliptique. D'ailleurs, les lyriques actuels, qu'ils s'inspirent de l'austérité savante et subtile de Mallarmé ou qu'ils penchent vers le dévergondage vagissant de ceux dont il ne faut pas même prononcer le nom, ne cherchent-ils pas à être les poètes de l'ellipse ? Ainsi, Valéry, ou ce curieux, décevant et poignant Drieu la Rochelle... Mais revenons aux *Marges*, où l'on trouve encore de charmantes *Impressions d'Italie*, d'André Castagnou, et des *Impressions sur Tolède*, de Camille Pitollet qui, dans un autre registre, ne leur cèdent en rien. Nous n'avons lu de M. Pitollet que des bouts d'articles, ici ou là, qui tous avaient de l'accent, du caractère un peu âcre, un goût de fumée, dirons-nous, qui éveillait l'imagination. A-t-il écrit autre chose ? Très bonnes pages de François Fosca, de Guy Lavaud, et un remarquable article de Claude Berton sur Sarah Bernhardt. Il n'était pas facile de dire des choses intelligentes, et même nouvelles, sur l'extraordinaire actrice, sur la « grande figure », auprès de laquelle la Comédie française, le Conservatoire devraient, avec respect, prendre les leçons qui leur sont nécessaires. Et Sarah Bernahrdt a beau avoir promené dans ses tournées des pièces médiocres de Rostand et de Sardou, elle a été partout l'ambassadrice du génie français, elle a rehaussé en tous lieux le prestige de son pays.

C'est de prestige également que s'occupe la *Civilisation française*, une très bonne petite revue, rédigée par des universitaires, et où

nous avons beaucoup goûté *Le cordial malentendu*, signé F., et qui est d'une finesse psychologique de premier ordre. Mais c'est décourageant aussi. Vous ouvrez des revues importantes, vous y lisez, signés de noms illustres, des pages navrantes d'ennui et de sottise et qui, néanmoins, procurent à leurs auteurs, d'une façon en quelque sorte mécanique, de la gloire et de l'argent. Personne ne proteste contre cette médiocrité, personne ne semble même l'apercevoir. Tandis que ces pages-ci, dix fois plus intelligentes, mesurées et délicates, sont lues par vingt personnes, et signées d'une initiale. Quel désordre !

L'*Amour de l'art* a consacré son dernier numéro à Cézanne. Beaucoup de reproductions, des articles d'Emile Bernard, de Joachim Gasquet, d'Elie Faure, et des indications curieuses de Maurice Denis, d'après lesquelles Cézanne devrait beaucoup aux Napolitains, Génois et Bolonais du XVIIe ; il n'aimait ni les primitifs, ni Ingres, mais les excès de l'italianisme. « Alors que tous les académismes ont de la raideur, rien n'est souple comme l'académisme baroque. Cet art tout gonflé des sucs les plus capiteux, riche des développements les plus divers, est aux antipodes de l'art sec et constipé de certaines théories cubistes ou post-cubistes. Aucune influence ne serait, semble-t-il, plus allègrement acceptée d'une époque comme celle-ci, qui n'aime rien tant que l'artifice, le paradoxe et la liberté ; qui veut à tout prix du nouveau, se soucie peu de la nature, se passionne pour les abstractions, et souffre profondément de son manque de virtuosité et de son ignorance technique. »

Le numéro suivant de l'*Amour de l'art* est consacré à l'Exposition de peinture internationale qui s'est tenue récemment à Genève. Texte de René Arcos.

Nous avouons que l'*Esprit nouveau* nous jette dans de grandes angoisses. Par exemple, l'article d'Ozenfant et Jeanneret sur le *Purisme* : nous n'y avons rien compris. Quand les auteurs nous assènent sur la tête que « la sensation supérieure d'ordre mathématique ne peut naître que du choix d'éléments primaires à résonnance secondaire » ou que «l'élément puriste est comme un mot plastique dûment formé, complet, à réactions précises et universelles », nous en demeurons abrutis. L'art est-il donc si difficile à définir ? Ou plutôt, le difficile de l'art n'est-il pas dans les opérations simples, l'observation, la rêverie, la composition, bien plutôt que dans l'idéologie ? Faut-il enfin donner une formule avant une œuvre ? Que les « puristes » montrent beaucoup de tableaux : et ce sera aux autres à dire ce qu'est le purisme. Nous le suggérons à MM. Jeanneret et Ozenfant en toute naïveté, mais nous nous empressons d'ajouter que leur revue est pleine d'intelligence et de nouveauté. Il faut la suivre avec grand soin. Elle ne vaut pas seulement par elle-même, elle est représentative du temps présent. Notre époque, qui a l'air anarchique, est en réalité pleine de logiciens et de doctrinaires. C'est le propre des périodes qui succèdent à des catastrophes. Elles sont des *Restaurations*. Aujourd'hui, en politique, en religion ou en art, la théorie

intellectuelle règne en maîtresse, on définit, on construit, on simplifie. Des sensualistes et des sensibles comme Romain Rolland, Claudel, Suarès, prennent un aspect démodé. Duhamel, parce qu'il laisse parler son cœur, obtient la faveur du grand public, toujours en retard et peu préoccupé d'être à la page, mais encourt la réprobation des augures. Nous entrons dans une période glacée. L'humanité a tant détruit depuis quelques années qu'elle a besoin d'un hiver pour réparer ses forces. Elle se concentre sur elle-même, renonce aux bienfaits des autres saisons, aux libres épanouissements, à l'allégresse, aux extases. Cela durera dix ans, vingt ans ; vingt ans de repliement transi, avec quelques beaux ciels hivernaux, des effets de neige, ici ou là un blé hâtif sortant du sol gelé. Et puis ce sera l'éclatement universel d'un nouveau printemps.

Nous exagérons sans doute : c'est pour nous faire entendre. Mais l'*Esprit nouveau* témoigne bien de ce sourd travail confus et caché de l'hiver ; les germinations s'y préparent, on y trouve des espérances magnifiques mêlées à des choses tristes et ennuyeuses. L'art de F. Léger, par exemple, commenté par M. Raynal, nous paraît une de ces choses, mortelles de tristesse, écrasantes d'ennui. En revanche les articles de Le Corbusier-Sangnier nous paraissent admirables. Jamais un architecte ne nous avait fait rêver comme celui-ci. Et d'une rêverie qui s'appuie sur le réel. Ajoutons que cet échafaudeur d'hypothèses vraisemblables trouve des formules qui, dans leur netteté claire, portent elles aussi à la méditation. Nous aimons beaucoup ceci : « Le plan est à la base. Sans plan il n'y a ni grandeur d'intention et d'expression, ni rythme, ni volume, ni cohérence. Sans plan il y a cette sensation insupportable à l'homme d'informe, d'indigence, de désordre, d'arbitraire. » Et plus loin : « Le plan nécessite la plus active imagination. Il nécessite aussi la plus sévère discipline. Le plan est la détermination du tout ; il est le moment décisif. Un plan n'est pas joli à dessiner comme le visage d'une madone ; c'est une austère abstraction ; ce n'est qu'une algébrisation aride au regard. Le travail du mathématicien reste tout de même une des plus hautes activités de l'esprit humain ». Le voilà bien, ce souci d'abstraire qui est celui de notre époque, le besoin de commencer par le début, le plan, donc de concevoir, bien plutôt que d'agir encore. Fût-ce au risque d'une confusion. Car il y a des confusions même parmi les gens disciplinés, comme celle des cubistes qui mêlent la mathématique et la peinture.

Et nous le retrouvons ce souci, et cette méfiance de la libre expansion, dans l'enquête récente que la *Renaissance* vient de mener sur le romantisme et le classicisme. Sauf un homme aussi nuancé, aussi souple que Gide, sauf un autre homme que son doctrinarisme n'empêche pas d'être joliment intelligent et qui est plus complexe qu'il ne veut le laisser voir (c'est de Paul Bourget qu'il s'agit) tout le monde se proclame fervent de classicisme. L'entraînement est tel, la mode si exigeante, que les moins adroits prêtent à sourire. Ainsi, par exemple, M. Louis Bertrand écrit que le romantisme, c'est « la clef

des champs ». « Plus de règles, plus de traditions ». « Le romantisme est donc bien la liberté absolue dans l'art, c'est à dire quelque chose de très voisin de l'anarchie. » Voyons, voyons. Est-ce que la *Légende des siècles*, les *Nuits* ou la *Mort du Loup* ne sont pas composées d'après des règles ? Représentent-elles la liberté absolue dans l'art ? Où est l'anarchie là-dedans ? Mais on commence par définir un romantisme pur, absolu, arbitraire, et qui n'a jamais existé, au nom duquel on condamne des œuvres qui n'ont jamais ressemblé à cette définition. C'est un procédé de discussion qui peut vous procurer la faveur des gens pressés, mais qui ne s'imposera pas aux esprits libres et tranquilles. Voici encore M. Marcel Boulenger. Il déclare qu'il relit « sans cesse » les écrivains classiques et jamais « les poètes délirants, romantiques ou autres — sinon par devoir pour me documenter. » Et il cite Mme de Sévigné, la Bruyère ou Montesquieu comme ses auteurs de chevet. Là encore, un peu de sang-froid s'il vous plaît. M. Boulenger relit-il vraiment « sans cesse » l'*Esprit des lois* ? Et vraiment ne lit-il que « par devoir » la *Maison du Berger* ou *La lettre à M. de Fontanes* ? Alors, plaignons-le. Car il est victime de l'esprit de système et du désir aveugle de suivre la mode. Il ajoute encore qu'à l'idée de revoir Montesquieu parmi les ombres, il meurt — le mot y est — il meurt d'émotion, (quel romantisme, Seigneur !) tandis que la conversation d'un Michelet ne l' « attire pas vers la tombe ». N'empêche que le lyrique, ardent, douloureux et magnifique Michelet doit tenir sous les cyprès une conversation singulièrement belle. Et n'étant nous-même que fort peu romantique, incliné au contraire vers le classicisme par toute notre éducation protestante, nous comptons toutefois aller nous incliner avec respect devant cette ombre émouvante.

Certes, nous comprenons mieux la comtesse de Noailles, son désir de saisir ce qui est vivant chez tous les poètes, et sa vénération pour les plus grands. Ils le méritent. Car, enfin, ne confond-on pas dans cette enquête le romantisme théorique et le romantisme historique ? Qu'on écarte celui-là, qu'on préfère une autre doctrine, nous nous l'expliquons. Mais il est un peu puéril de contester que Lamartine, Hugo, Vigny, Musset, Chateaubriand, aient apporté, dans une littérature épuisée, un magnifique renouveau. Et Balzac et Baudelaire, faut-il aussi les vouer à l'exécration ? Est-ce là « la demi-barbarie » dont parle dédaigneusement Pierre Benoît. Edmond Jaloux nous paraît montrer plus de bon sens, de vérité et de force. Il échappe à cette sorte de censure qui règne aujourd'hui dans les milieux littéraires, et qui risque de stériliser les plus beaux dons et les plus heureuses promesses.

La *Revue Musicale* que dirige M. Henry Prunières ne ressemble point aux revues musicales de France ou d'ailleurs : elle est consacrée aux compositeurs. Au lieu d'accumuler les élogieux comptes-rendus de deux ou trois cents concerts qui, à tout prendre, n'intéressent qu'une seule personne : le virtuose descendu de son estrade, elle donne des articles de fonds des meilleurs critiques et historiens de la

musique. Elle appelle des collaborateurs qui, sans être du métier, parlent au nom de l'art : Maurice Barrès, André Suarès ; elle est illustrée d'excellents portraits sur bois. Ses chroniques et notes forment un tableau synthétique de la vie musicale, et son supplément donne un choix d'oeuvres inédites de compositeurs français et étrangers. Certes les amateurs qui, devant leur piano, ont voulu déchiffrer les pièces dédiées par Eric Satie, Bela Bartock ou Malipiero à la mémoire de Debussy, n'en ont pu joindre deux notes, mais la grâce aimable des œuvres de Couperin leur rendra la foi. La *Revue Musicale* qui vient de faire un très heureux début, réservera, nous l'espérons, une place aux compositeurs inconnus que décourage si fort l'actuelle impossibilité de faire entendre leurs œuvres.

Dans le *Mercure de France* du 1er février nous trouvons un curieux et vivant article de Paul Rival sur *Un acteur tragique* : *Gabriele d'Annunzio.* Le poète de Fiume est un instinctif ouvert à toutes les sensations qui le visitent, un esclave de ce qui passe en lui comme une harpe est l'esclave du vent. « Pour saisir... il faut se rendre sourd à l'orchestre du monde. Il faut renoncer à l'instant, renoncer aux jouissances d'aujourd'hui pour travailler sur les apports d'hier, il faut ordonner, classer, même au prix d'un dessèchement, trouver la loi mathématique, évaluer, penser, c'est-à-dire peser. Peser, c'est le secret de la maîtrise humaine. Connaître et non jouir. » La guerre a été pour d'Annunzio une magnifique occasion de jouissance ; elle est venue à point pour renouveler une inspiration qui s'atrophiait. « Et d'Annunzio se bat. Pour l'Italie peut-être, sûrement pour lui-même. Le héros de cette guerre, le héros inconnu se cache sous un uniforme gris-vert... A d'Annunzio il faut des œuvres héroïques. Soldat divers, oiseau des nues, dragon de l'eau. Il jette des cris sonores à travers l'Adriatique : Eïa, eïa, alalà ! ». Mais la guerre finit. Où donc réveiller un tintamarre ? A Fiume, magnifique piédestal ou tréteau, à Fiume où il va jouer le condottiere ou le Prométhée et obtenir l'univers comme auditoire à son lyrisme. M. Rival trace de la petite ville adriatique un tableau coloré : cortèges dans les rues bombardés de fleurs, relevés de garde d'une stricte discipline ; la nuit, les bandes d'arditi détroussent les bourgeois, le jour pillent les banques croates ; femmes et filles sont livrées aux plaisirs de ces cinq mille mâles. Tout de même les Fiumains la trouvent mauvaise. Mais il faut au poète un finale d'opéra, le bruit du canon, l'odeur du sang qui coule. Et ce sont les lamentables journées de novembre. Quelle aventure extraordinaire, belle par certains traits, horrible aussi, où se mêle un comique fastueux et énorme. Mais qui sait ? Les héros de l'histoire romaine sont peut-être aussi, plus souvent que nous ne l'imaginons, de tragiques farceurs. — Dans le même numéro du *Mercure*, relevons un bon article d'Elie Moroy sur l'exposition internationale d'art moderne à Genève, et la *Gazette d'hier et d'aujourd'hui* du délicieux « Maurice Boissard ». Paul Léautaud est au *Mercure* le collaborateur qu'on lit en premier, comme Gourmont naguère.

Dans la *Nouvelle revue française*, des pages de Marcel Proust. Ce n'est pas une nouvelle, c'est comme d'habitude chez cet auteur, un *thème*, un thème développé à la manière d'un musicien. Musique et bergsonisme, Proust est le psychologue du symbolisme. Le numéro s'achève par des notes toujours copieuses et intéressantes, où nous voyons des comptes rendus anglais fait par un Anglais, et allemands fait par un Allemand, selon le principe que nous nous efforçons d'appliquer ici. Cette fois, nous goûtons surtout les critiques de Roger Allard, qui sont d'une délicatesse et d'une justesse excellentes. Nous aimons moins l'éloge que fait M. Félix Bertaux de *Notre Amérique*, par W. Frank, qui nous a paru un livre obscur et prétentieux.

Dans le *Divan*, dont, depuis des années, Henri Martineau a fait une publication remarquable d'intelligence et de goût, signalons des vers charmants de Daniel Thaly.

NOTES

Internationalisme et Catholicisme. — Heureux d'avoir fait entendre, sur une question capitale, la parole d'un apologiste aussi qualifié que M. Georges Goyau, nous ne pouvons nous empêcher cependant de relever un ou deux points. En ne citant que des théoriciens catholiques du droit international — et c'était la condition même du sujet qu'il avait choisi — l'auteur a été amené, involontairement, à leur donner un aspect caractérisé de précurseurs qu'ils n'auraient sans doute pas au même degré si l'on déroulait, à côté d'eux, les efforts parallèles des théoriciens protestants et laïques. Voir par exemple le livre si curieux publié par la *Civilisation française* et qui groupe des documents significatifs, de Sully à Montesquieu, de Rousseau à Quinet. — Les thèses du *Syllabus*, vantées par M. Goyau, ne nous paraissent pas « devancer » les temps ; on n'avait pas attendu le message pontifical de 1864 pour distinguer le droit de la force : si le *Syllabus* fut « bafoué » c'était pour de tout autres thèses qu'il contenait à côté de ces vérités de bon sens. Ne les confondons donc pas. — M. Goyau nous expose à la louange de la Papauté, qu'elle avait protesté par avance, en 1849 déjà, contre la violation de la Belgique ; il est regrettable toutefois qu'elle n'ait pas appliqué sa théorie, en 1914, au cas concret ; sa position en droit international serait aujourd'hui plus assurée, plus souveraine. — Enfin la collaboration entre la Société des nations et le Vatican nous paraît hautement désirable, comme elle l'est entre tous les hommes de bonne volonté. Mais il ne faut pas oublier que la première, tout au moins dans son programme, est universelle, tandis que le

second, de par son programme, ne l'est pas. Le pape représente tous les catholiques, ce qui est considérable ; la Société des Nations veut représenter tous les peuples, ce qui l'est encore plus. Si l'Eglise romaine réclame une voix au chapitre, il faudra donner place aussi bien au protestantisme, à l'orthodoxie, au mahométanisme, etc. Que les églises collaborent à une entente générale, nous le souhaitons vivement, mais à égalité, sans privilèges.

* * *

Nécrologie. — Nous avons appris avec un profond regret la mort soudaine du prince Alexis Lobanov-Rostov, qui, haut personnage de l'empire russe, familier du tzar, avait dû fuir sa patrie, et s'était réfugié à Genève. Désireux de s'occuper, le prince était venu offrir son concours à notre administration, et l'avait aidée dans son lourd travail de propagande et de lancement. Il portait beaucoup d'intérêt à la revue, il en aimait les idées générales, la méthode, l'ambition, et il pensait qu'elle a un rôle considérable à jouer. Sa sympathie, son zèle nous étaient précieux, et le souvenir de cet ami de la première heure sera fidèlement conservé par nos mémoires.

* * *

Conférenciers. — Deux de nos collaborateurs ont fait récemment à Genève et à Lausanne des conférences qui ont remporté le plus vif et le plus légitime succès. M. G. Ferrero a parlé sur le troisième siècle de notre ère, et M. Albert Thibaudet, qui s'est fait également entendre à Neuchâtel et à Berne, a montré l'influence de la philosophie contemporaine sur la littérature.

Sous le patronage de la *Revue de Genève*, M. Valéry Larbaud a donné une causerie sur Samuel Butler. Son exposé, à la fois déférent et malicieux, le parallèle si curieux qu'il a tracé entre Epicure et l'écrivain anglais, ses lectures de textes, les morceaux de musique qu'il a fait interpréter au piano, les reproductions de tableaux butlériens qui ont circulé dans l'assistance — tout, dans cette heure si courte, a enchanté un public choisi, amateur déjà de *Barnabooth* et d'*Enfantines*.

* * *

Errata. — Par suite d'une erreur survenue à la dernière minute, une partie des exemplaires de notre dernier numéro donne au grand poète de Voïnovitch le prénom d'*Ido* ; c'est *Ivo* qu'il faut lire. Rectifions encore, page 40, ligne 29 : « si *nous* n'étions pas », au lieu de : « si vous... » ; page 53, ligne 9, ce n'est pas le Prince-recteur qui dit : « Vite, vite, enfin ils vont... etc. », ce sont des voix dans la rue. —

Dans la chronique finlandaise, autre erreur : la loi destinée à protéger les intérêts suédois, loin de ne se heurter à aucun obstacle à la Diète, soulèvera, au contraire, des contestations, et il faut donc lire, page 132 : « Il est très probable que leur projet rencontrera de l'opposition à la Diète ; des pétitions plus modestes ont été rejetées. Mais... etc. ».

* * *

Correspondance. — Nous avons reçu la lettre suivante :

« Paris, le 26 janvier 1921.

« Monsieur le Directeur,

« Dans le numéro du 5 décembre de la *Revue de Genève*, au sujet de Freud et de la Psychanalyse, votre collaborateur, M. Claparède, me met en cause et me cite deux fois.

« Je regrette que l'auteur de l'article ait reproduit seulement deux phrases tronquées de mon livre sur la *Névrose d'Angoisse*, sans donner la justification du jugement que je me suis fait sur les idées de Freud, et que ces phrases semblent résumer.

« Il y a déjà assez d'affirmations tendancieuses dans l'article de M. Claparède sur la prétendue méconnaissance, par le corps médical français, de cette question de la Psychanalyse, pour que je vous demande de vouloir bien redresser sur ce point la religion de vos lecteurs. De ce que, en France, la théorie de Freud n'a pas été accueillie avec l'enthousiasme qu'elle a rencontré dans les pays de langue allemande, et aussi de sa vulgarisation tardive, votre collaborateur infère, et donne cette impression au lecteur, que notre jugement, défavorable, manque de fond. Avec cette légèreté « bien française », n'est-ce pas, nous avons dédaigné, sans la comprendre, une conception qui ne serait pas moins que géniale, et nous dénigrons, dans Freud, un des plus grands noms de la science contemporaine ! Je voudrais que vos lecteurs entendissent un autre son de cloche :

« Nous connaissons la Psychanalyse depuis longtemps et assez de spécialistes, ne fût-ce que ceux d'origine alsacienne, comme moi-même, lisent l'allemand, pour s'être mis au courant de bonne heure, et avant même l'exposé assez complet de Regis et Hesnard (qui, entre parenthèses, sont moins férus de Freud que M. Claparède le laisse supposer.)

« Si l'ouvrage dont M. Claparède a cité les deux phrases que je lui reproche d'avoir mis au service de sa thèse, n'est pas considérable par la valeur, on ne peut lui refuser de l'être, du moins, par la masse, la documentation et le travail consciencieux qu'il représente. Dans ce volume j'ai eu à examiner la synthèse de Freud, et la valeur de sa méthode thérapeutique essayée pendant des années sur mes propres patients, non seulement par moi-même, mais, parfois, par ceux qui se targuent d'être ses élèves, ses adeptes, ou ses continuateurs. J'ai donc consacré à la psychanalyse des pages dont les unes exposent

la théorie de Freud et les autres la critiquent en détail, et avec les raisons ou les preuves pragmatiques qui, à mon avis, permettent de la rejeter.

« Trop de sciences sont accablées du poids de théories, généralement confuses — car ce qui est mal conçu est toujours obscur — pour que les techniciens ne se montrent pas sévères à l'endroit du fatras des spéculations infécondes. Une belle et bonne théorie, telle que celle de la relativité, de votre génial Einstein, se consolide toujours dans l'expérimentation. *Je souhaiterais que vos lecteurs puissent lire les pages, dans leur entier, que j'ai consacrées à Freud.* Ils verraient que ce n'est pas sans raisons nombreuses et valables, que je me refuse à être de ses adeptes.

« Recevez, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

« Dr Francis HECKEL. »

* * *

Nous avons soumis cette lettre à M. Edouard Claparède, qui nous répond :

« Genève, 4 février 1921.

« Mon cher Directeur,

« Je ne vois rien dans les arguments du Dr Heckel, dont vous avez bien voulu me communiquer la lettre en me demandant d'y répondre, qui contredise ce que j'ai cherché à montrer, à savoir que les théories de Freud rencontraient dans les milieux médicaux une résistance extraordinaire. C'est une constatation de fait. J'avais dit que je ne pouvais entrer dans la discussion même des théories.

« Si M. le Dr Heckel lit l'allemand, comment peut-il prétendre que la théorie de Freud a été accueillie avec enthousiasme dans les pays de langue allemande, alors qu'elle y a été l'objet d'attaques acharnées, plus encore qu'en France où la psychanalyse a été, somme toute, plus ignorée que critiquée.

« Phrases tronquées ? Je puis affirmer que rien dans le contexte ne change le sens des deux fragments que j'ai reproduits. Mais qu'on en juge plutôt, voici le passage dans son intégrité :

« Bien que Freud ait prétendu n'avoir qu'un prédécesseur dans ses recherches, en Joseph Breuer, qui employait déjà, sous le nom de *méthode cathartique* une investigation psychologique presque identique mais appliquée pendant l'hypnose, il est utile de rappeler que débarrassée de son obscurité, de sa pompe et de sa grandiloquence, cette psychoanalyse de Freud est employée depuis les temps les plus reculés par les aliénistes de tous pays, lorsqu'ils cherchent à reconstituer par l'anamnèse et l'interrogatoire précis l'évolution d'un délire. C'est la méthode idéo-génétique classique. — Il n'est pas besoin d'insister longuement pour remarquer qu'il n'y a rien de nouveau dans la méthode de Freud, sinon l'amplification, sans solide étayage, d'un petit point de technique, d'une forme d'anamnèse, qu'il eût été préférable de laisser à une place plus modeste. »

« La question telle qu'elle se pose ici, n'est pas de savoir si, oui ou non, la théorie de Freud explique la névrose d'angoisse. Ce qui est intéressant, c'est de noter la violence des réactions qu'elle suscite. Le Dr Heckel ne peut pourtant pas dénier à Freud une certaine valeur clinique : n'est-ce pas celui-ci qui, le premier, a isolé du fouillis des psychopathies, cette névrose d'angoisse dont le Dr Heckel reconnaît bien la réalité clinique, puisqu'il lui consacre un gros livre. On ne peut, dès lors, s'expliquer le jugement exceptionnellement méprisant qu'il porte sur son devancier.

« Le Dr Heckel nous dit enfin qu'il a essayé « pendant des années » sur ses propres patients la méthode thérapeutique de Freud. Est-il sûr de ne pas se faire illusion ? Il a écrit en effet dans son livre : « Si le tact et la discrétion sont inconnus des Austro-allemands, il n'en est pas de même dans les nations civilisées où l'application de ces procédés a rencontré une résistance prohibitive. » Je ne puis me résoudre à croire que le Dr Heckel n'appartienne pas à une nation civilisée.

« Bien cordialement à vous,

« Ed. CLAPARÈDE. »

Nous ajoutons pour notre part que nous avons constaté que l'article de notre excellent collaborateur avait suscité beaucoup de sympathie et d'intérêt dans les milieux cultivés. (N. D. L. R.).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu d'Egypte :

Victor Ad. Romano : *Poèmes* (Mizrahi, Alexandrie).

de Cuba :

Fernando de Soignie : *Cronicas de Sangre* (Imprenta del Ejercito, la Havane).

d'Italie :

F. T. Marinetti : *Les mots en liberté futuristes* (Poesia, Milan).

de Belgique :

Schmitz et Nieuwland : *L'invasion allemande* (Van Oest & Cie, Bruxelles).

de Suisse :

Henri Drummond : *La plus grande chose au monde* (Jeheber, Genève).

J. Grauer-Frey : *Aufgaben und Richtlinien des Völkerbundes* (Schweiz. Sonntagsblätter, Zurich).

Paul-M. Turull : *Vers l'avenir* (Atar, Genève et Paris).

Pasteur Krafft-Bonnard : *Et l'Arménie ?* (Imprimerie Jent, Genève).

Daniel Baud-Bovy : *De Saint-Pierre à Saint-Gervais* (Editions Boissonnas, Genève).

de France :

René Boylesve : *Le dangereux jeune homme* (Calmann-Lévy, Paris).

Edmond Jaloux : *La fin d'un beau jour* (Renaissance du livre, Paris).

Camille Le Mercier d'Erm : *Léda* (Les Gémeaux, Paris).

Ambroise Vollard : *Le père Ubu à la guerre* (Crès, Paris).

Jules Bernex : *A l'Ombre de la Coiffe blanche* (Librairie de France, Paris).

F.-G. de Maigret : *Le Club du bonheur* (Grasset, Paris).

Pernette Gille : *Un amour* (Albin Michel, Paris).

Divers : *Les Français à la recherche d'une Société des nations* (A la Civilisation française, Paris).

Shakespeare : *Mesure pour mesure*, traduction de Guy de Pourtalès (Société littéraire de France, Paris).

Henri Ghéon : *Le pauvre sous l'escalier* (Editions de la Nouvelle revue française, Paris).

LA REVUE DE GENÈVE

MARS 1921. N° 9.

DIRECTEUR : ROBERT DE TRAZ

ADMINISTRATEURS:
PAUL CHAPONNIÈRE; ALFRED NICOLE

ABONNEMENTS: SUISSE: Un an, Fr. 36.—; Six mois, Fr. 19.—; Trois mois, Fr. 10.—. Prix du numéro, Fr. 4.— :: AUTRES PAYS: Un an, Fr. 44.—; Six mois, Fr. 23.—; Trois mois, Fr. 12.—. Prix du numéro, Fr. 4.50. :: La REVUE paraît le 15 de chaque mois. :: Reproduction et traduction des oeuvres publiées par la REVUE DE GENÈVE interdites pour tous pays. :: Les ouvrages envoyés pour compte rendu doivent être adressés à la REVUE DE GENÈVE en double exemplaire. —— Les manuscrits ne sont pas retournés. Les auteurs non avisés dans le délai de deux mois de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la REVUE où ils restent à leur disposition pendant un an. —— Toutes demandes de changements d'adresses doivent être accompagnés de 1 franc en timbres-poste ou mandat. :: :: ::

Les abonnés qui désireraient recevoir les numéros de LA REVUE DE GENÈVE *rognés* voudront bien nous en faire la demande.

ADMINISTRATION: 46, RUE DU STAND, GENÈVE
TÉLÉPHONE 93-11. CHÈQUES POSTAUX: I. 1778

La Revue de Genève

CHRONIQUES NATIONALES

Allemagne	F. W. Förster. von Prittwitz-Gaffron.
Amérique latine	Robalino Davila. Alfonso Reyes. Ronald de Carvalho M. Oliveira Lima.
Angleterre	C. E. Bechhofer. Edward Shanks.
Autriche	Joseph Redlich.
Belgique	Louis Piérard.
Bulgarie	Petco Stainoff.
Chine	Soong Tsung Faung.
Espagne	Ad. Salazar.
Etats-Unis	John Erskine.
Finlande	Edward Westermarck.
France	Daniel Halévy. Edmond Jaloux.
Grèce	André Andreadès.
Hollande	Hermann Robbers.
Hongrie	Comte J. Andrassy. Frédéric Riedl.
Israël	Albert Cohen.
Italie	Guglielmo Ferrero. Giuseppe Prezzolini.
Perse	Habibullah Khan Chahab.
Pologne	Jan Kucharzewski.
Portugal	Comte de Penha-Garcia.
Roumanie	N. Jorga.
Russie	Paul Milioukov. Nicolas Roubakine.
Serbie	Lazare Markovitch.
Suède	Anton Blanck.
Suisse	*Divers.*
Tchécoslovaquie	Hasbovec.
Ukraine	Alexandre Choulguine

LA REVUE DE GENÈVE publiera dans ses prochains numéros des lettres inédites de Tolstoï; L'Esthétique du machinisme, d'Elie Faure; Les Pastorales basques, de G. Hérelle; Jock a la grace de Dieu, d'Arnold Bennett; L'Aventure du Commandant Rybkinoff, de Kouprine; L'Attitude de l'Allemagne vis-a-vis de la France, de Georges Bernhard; Les Mémoires d'un souverain déposé, de G. Ferrero; Beethoven, de H. von Hofmannsthal; L'Elfe de Lord Dunsany; L'Ame du Peuple, de Just Havelaar; des poèmes de Logan Pearsall Smith; La mission de la Hongrie, par le Comte Apponyi; Tonio Kröger, par Thomas Mann; etc., etc.

Dépositaires généraux de La Revue de Genève :

France : Pour la fourniture en gros, s'adresser aux Messageries HACHETTE, 111, rue Réaumur, à Paris (IIe).

Angleterre : Messageries HACHETTE, King William Street 16, London W. C. 2.

Belgique : Dépôt principal, Agence DECHENNE, 14, Galerie du Roi, Bruxelles.

Hollande : Fransche Bœkhandel FEIKEMA, CAAERLSEN & Co, Singel 151-153, Amsterdam.

Hongrie : Librairie Ferdinand PFEIFER, ZEIDLER Frères, Budapest, IV Kossuth Lajos Utca 7.

Costa Rica : Trejos HERMANOS, Apartado 869, San José, Costa Rica.

Haïti : Madame J. J. MANIGAT, Entre la 16me et 17me rues, Avenue A. Cap Haïtien. H. AMBLARD, Port-au-Prince.

Pour l'Italie, on peut s'abonner sans frais chez M. Ulrich HŒPLI, Libraire, Galleria de Christoforis, Via Vitt. Emmanuele, Milan.

LA RÉVOLUTION ET LES BOLCHÉVISTES[1]

Les bolchévistes sont pour la révolution coûte que coûte : les socialistes occidentaux et surtout les « social-démocrates » s'opposent aux méthodes révolutionnaires russes. Aussi les bolchévistes les attaquent-ils avec violence, leur reprochant de se borner à réformer la société et de ne reconnaître ni la nécessité ni la légitimité d'un bouleversement par la force. Lénine lui-même, Radek et d'autres vouent une inimitié spéciale à Kautsky. Mais, à côté de Kautsky et de Bernstein, presque tous les chefs socialistes du monde entier ont été mis à l'index bolchéviste, non seulement les Russes comme Plekhanoff et Martoff, mais aussi Otto Bauer, Frédéric Adler, Hilferding, Ledebour et d'autres, sans oublier l'Allemand Scheidemann, ni, parmi les Français, Longuet ; en Angleterre tout le *Labour Party* et évidemment les Fabiens ; en Italie, Turati; en Amérique, Hillquit. — en vérité tout le monde. Lénine les condamne tous comme opportunistes et « social-patriotes », parce qu'ils ont falsifié les doctrines de Marx et transformé les principes révolutionnaires

[1] Voir aux *Notes*, à la fin du numéro.

marxistes en un réformisme bourgeois ; il leur reproche aussi leur peur, leur lâcheté personnelle, — alors que certains de ces hommes, aux dépens de leur vie, ont combattu le tzarisme et passé des années dans les prisons et en Sibérie.

Marx et Engels, il est vrai, ont cru que la révolution finale et la chute du capitalisme étaient imminentes : dans leur manifeste communiste ils ont déclaré l'Allemagne à la veille d'une révolution bourgeoise, à laquelle succéderait immédiatement une révolution prolétarienne. Plus tard ils reconnurent que leurs vues sur la situation mondiale étaient fausses, et ils ajournèrent à plusieurs reprises la révolution, pour abandonner enfin tout à fait cette idée. Marx, comme Engels, délaissa de plus en plus l'idée révolutionnaire, jusqu'au moment où en 1895, Engels, peu de temps avant sa mort, légua au prolétariat allemand son testament politique : il lui donnait le conseil, conforme à l'esprit de Marx, de renoncer au moyen du coup de force, et, en revanche, de lutter avec d'autant plus d'ardeur sur le terrain électoral. Une fois la majorité acquise dans le peuple et au Parlement il serait facile de réaliser alors la dictature temporaire du prolétariat.

Avant 1848 et peu après, Engels fut radical, animé de l'esprit révolutionnaire contre l'absolutisme prusso-allemand, autrichien et russe ; mais son idéal, très abstrait, réclamait la liberté politique sous la forme républicaine. Il parlait alors de la révolution d'une façon assez obscure, sans avoir encore analysé scientifiquement cette idée. Nous connaissons par exemple sa lettre à Marx, en 1851, dans laquelle il considère la révolution comme un phénomène naturel *(naturphaenomen)* qui suit les lois de la physique ; il emploie des expressions telles que « la force matérielle de la nécessité », qui trahissent chez lui l'absence de critique sociologique. Plus tard Engels et Marx s'occupèrent du problème d'une façon plus approfondie, ainsi qu'en témoignent divers articles et brochures qui y sont consacrées. La Commune de Paris donna une nouvelle impulsion à l'étude des différentes révolutions. Le parti « social-démocratique » étant organisé, Marx

et Engels s'occupèrent de définir peu à peu le socialisme scientifique. Ils distinguèrent de plus en plus nettement le socialisme des diverses formes de l'anarchie, et acceptèrent le point de vue de l'évolutionnisme darwinien.

En 1883, dans une lettre adressée à Bernstein, Engels déclara très clairement que les socialistes pouvaient et devaient s'attendre à une république bourgeoise ; c'était adopter nettement l'idée de l'évolution. Dans la préface à la 5me édition du *Manifeste communiste*, en 1890, Engels écrivait les paroles si souvent citées : « Pour la victoire finale des idées contenues dans ce manifeste, Marx comptait purement et simplement sur l'évolution intellectuelle de la classe ouvrière qui devait nécessairement naître de l'union de l'action et de la discussion. » Et lors de sa critique du programme d'Erfurt (accepté en 1891) il enseignait lui-même que dans les pays où le peuple est représenté et possède une majorité au Parlement, — en Angleterre, en Amérique et en France — on peut de l'ancien régime passer, sans trouble intérieur, au nouveau ; il considérait la république démocratique comme une forme sociale favorable à la dictature du prolétariat. On voit que Engels répétait mot pour mot les paroles de Marx. Enfin, en 1895 (dans l'introduction à *Luttes de classes en France de 1848 à 1850*, de Marx), il fit l'analyse complète de la révolution, dont nous avons parlé, et il se déclara pour la tactique parlementaire.

Marx commença donc, en 1848 et durant l'époque réactionnaire qui suivit la révolution, par être un révolutionnaire romantique ; quand il arriva à la conception du socialisme scientifique, il se forma une autre idée de la révolution qu'en 1848, et enfin on remarque encore un nouveau changement dans le premier volume du *Capital*. C'est en cela que diffèrent le premier et les autres volumes du *Capital*. Les bolchévistes agissent sans honnêteté scientifique lorsqu'ils se réfèrent toujours au Marx de la première époque. Durant la période de sa plus grande lucidité politique, Marx considéra que, au moins dans des pays tels que l'Angleterre, l'Amérique ou la Hollande, on pourrait réaliser la révolution sociale sans recourir au coup de force. Il le déclara d'une façon expresse en

1872, dans son discours à Amsterdam, donc après la Commune de Paris. Etant donné l'importance de ce passage, je cite l'original :

Der Arbeiter muss eines Tages die politische Gewalt in der Hande haben, um die neue Organisation der Arbeit zu begründen. Er muss die alte Politik umstürzen, welche die alten Institutionen aufrechterhält wenn er nicht, wie die alten Christen, die solches vernachlässigt und verachtet hatten, auf das Reich von dieser Welt verzichten soll. Aber wir haben nicht behauptet, dass die Wege, um zu diesem Ziel zu gelangen, überall dieselben seien. Wir wissen, dass man die Institutionen, die Sitten und das Herkommen der verschiedenen Gegenden berücksichtigen muss, und wir leugnen nicht, dass es Länder gibt, wie Amerika, England, und wenn ich eure Einrichtung besser kennte, würde ich vielleicht hinzufügen Holland, wo die Arbeiter auf friedlichem Wege zu ihrem Ziele gelangen können. Doch nicht in allen Ländern ist dies der Fall.

L'ouvrier doit avoir, un jour, le pouvoir politique en mains pour donner une nouvelle base à l'organisation du travail. Il doit renverser la vieille politique qui maintient les vieilles institutions, s'il ne veut pas renoncer au règne de ce monde comme les premiers chrétiens qui le négligèrent et le méprisèrent. Mais nous n'avons pas affirmé que les moyens pour atteindre ce but devraient être partout les mêmes. Nous savons qu'on doit prendre en considération les institutions, les us et les coutumes des différentes régions et nous ne nions pas qu'il y a des pays comme l'Amérique, l'Angleterre et, si je connaissais mieux vos institutions, j'ajouterais peut-être la Hollande, où les ouvriers pourraient arriver à leur but de manière pacifique. Cependant, ce n'est pas le cas de tous les pays.

Quant à Engels, nous l'avons dit, il déclara que, même en Allemagne, la révolution n'était pas nécessaire.

Donc c'est à tort que les bolchévistes se réfèrent à Marx et à Engels, puisque ceux-ci abandonnèrent l'idée de la révolution à l'époque vraiment socialiste et scientifique de leur carrière. On est même indigné de voir combien les bolchévistes évitent de citer les opinions de Marx et d'Engels, ce qui prouve qu'ils ne sont capables d'aucune réflexion politique. Marx et Engels considèrent tout au plus la violence comme un moyen auxiliaire qui compléterait et terminerait la dissolution du régime capitaliste, lui-même déjà travaillé à l'avance par des

réformes économiques ; cette révolution intérieure provoquée par l'évolution économique est tenue par Marx et Engels pour principale et décisive. A part cela, c'est de l'éducation des ouvriers qu'ils attendent un changement profond de l'ordre social. Lénine, par contre, considère la révolution en armes comme le moyen principal et constructif, qui, même dans une Russie illettrée, à demi-capitaliste et même pas du tout capitaliste, amènera le régime communiste final.

Alors que Marx et Engels se plaçaient à un point de vue scientifique et évolutionniste, les bolchévistes se placent à un point de vue absolutiste et qui n'a rien de scientifique. Pour eux, la révolution à titre de protestation, de punition, d'avertissement, ne suffit pas, elle doit être constructive, créatrice, elle doit remplacer l'ancienne administration de l'Etat par une administration nouvelle. Tandis que les bolchévistes s'enthousiasment pour une révolution du type ancien, barbare, celle des époques absolutistes, habituées à la violence, Marx et Engels conçoivent l'idéal de la révolution moderne.

Lénine, il est vrai, s'attend à l'effondrement du capitalisme dans le monde entier, mais c'est justement là qu'il se trompe : son opinion sur l'évolution de l'humanité en général et de chaque nation en particulier est utopiste, sa philosophie de l'histoire est fausse. Lui et ses amis annoncèrent à plusieurs reprises la date de la catastrophe finale en Europe, et ce fut toujours en vain ; ils reculèrent de plus en plus l'époque de la banqueroute attendue, mais jusqu'à présent, c'est inutilement qu'ils repoussent dans l'avenir cet espoir. Il est vrai que Lénine parle quelquefois d'une façon un peu plus conforme aux faits. Dans sa polémique, il déconseille aux communistes de s'emparer du pouvoir tant que le prolétariat n'aura pas atteint, grâce à la lutte, un certain degré d'éducation politique, qui n'est pas le même pour tous les pays et varie selon les circonstances. Il lui arrive de déclarer : « Seuls les chefs politiques du prolétariat (dans chaque pays) qui réfléchissent et ont de l'expérience sauront reconnaître exactement ce degré. » Et,

plus loin, il continue : « La tactique doit avoir pour base l'évaluation nette et sérieusement objective de toutes les classes de la société dans tel ou tel Etat (en comparaison de ce qui se passe dans le monde) et des Etats environnants, aussi bien que l'expérience des mouvements révolutionnaires. »

* * *

Les bolchévistes sont victimes d'un romantisme et d'un mysticisme révolutionnaires ; la révolution est pour eux une révélation, et, pour la plupart, dans le vrai sens du mot, un fétiche. Une telle idée flatte leurs conceptions intellectuelles et morales encore embryonnaires. Aussi la révolution devient-elle à leurs yeux le but suprême ; ils sont incapables d'une besogne administrative, ils rêvent à de prétendus hauts faits ou même tout simplement à de grands gestes et à de vaines paroles. De là leur haine de la contre-révolution qu'ils définissent d'une façon arbitraire. Les bolchévistes sont des Russes, et Lénine continue à affirmer qu'ils ne sont pas en mesure de travailler comme les nations occidentales. Ici Lénine a plus raison qu'il ne le pense : les Russes conservent encore leur ancien préjugé aristocratique qui dédaigne le travail et l'effort ; et les bolchévistes représentent ce niveau inférieur de culture, où la brutalité règne dans sa plénitude. Voilà pourquoi le programme de Marx et Engels diffère de la réalité bolchéviste.

Les bolchévistes se sont formés en exil, ils ont vécu hors la loi, ils ont utilisé les méthodes de toutes les sociétés secrètes. Ils ont grandi dans cette tradition de la révolution russe, en son origine terroriste et anarchiste, et ils ne peuvent pas se défaire de son empreinte. Ce point de départ explique les défauts de l'administration bolchéviste, — qui est, à vrai dire, une improvisation administrative, — de ce dilettantisme gouvernemental, de ce manque de plan d'ensemble

réfléchi à l'avance, de l'absence de continuité et de déduction. Aujourd'hui même, Radek recommande aux socialistes de l'Europe occidentale de créer des organisations secrètes et illégales. Voilà encore une différence entre l'Europe et la Russie. Les socialistes européens sont plus positifs, ils savent travailler avec calme et créer. Aussi considèrent-ils la révolution d'une façon réaliste, sans mysticisme ni romantisme.

* * *

Du point de vue européen, la révolution bolchéviste n'était pas nécessaire. Puisque le tsarisme était déchu et que le gouvernement socialiste libéral s'était constitué, — la Constituante, élue par 36 millions d'électeurs, eut une majorité socialiste (639 sur 703) — les bolchévistes auraient pu se contenter de former un parti politique, avec un programme de réorganisation administrative et éducative. Leur rôle eût été celui d'une opposition au Parlement. Il est vrai que le gouvernement Kerensky a commis des fautes, néanmoins elles ne donnaient nullement le droit à Lénine d'en commettre d'autres («des milliers de fautes», dit Radek). Mais les bolchévistes ne savent pas et n'ont jamais su travailler. Ils savent forcer à travailler (leur régime a introduit la servitude de la bourgeoisie, la bourgeoisie étant définie arbitrairement, et aussi la servitude des ouvriers), ils savent combattre, tuer et mourir, mais ils ne savent pas travailler avec application et continuité. C'est pourquoi leur révolution a eu et persiste à avoir un caractère politique et non économique et social. Ils l'ont accomplie surtout en profitant de la défaite de l'armée tsariste. Dès que Lénine eut déclaré que la guerre devait être arrêtée à tout prix, les masses militaires vinrent à lui. Les soldats étaient de deux sortes : d'une part ceux qui avaient vu pendant trois ans les horreurs d'une guerre malheureuse, soldats fatigués et démoralisés par la défaite ; d'autre part les recrues d'une nou-

velle armée indisciplinée ; tous acclamèrent l'ultra-pacifisme de Lénine. C'est grâce à eux que Lénine a vaincu et non parce qu'il a compris à la manière de Marx la situation mondiale du capitalisme et du socialisme.

Un seul chef, ou seulement quelques-uns, suffisent à déterminer la nécessité de chaque révolution. Cette ultime décision ne relève pas seulement de considérations historiques (savoir si le moment est bien choisi), mais aussi de la conscience. En effet, car déclancher une révolution entraîne la vie ou la mort pour beaucoup d'hommes. On ne peut s'y résoudre que s'il n'y a vraiment pas d'autre issue et que si la révolution est le dernier moyen et le plus nécessaire de défendre la liberté et d'assurer un avenir meilleur.

Avant la guerre, et pendant de nombreuses années, je me suis occupé de la révolution ; on m'objecta plusieurs fois que je traitais là un problème purement académique. Ce n'était pas exact, car c'était et c'est toujours un problème à l'ordre du jour, ainsi que le prouve la suite des événements. Mes considérations sur la révolution au point de vue moral (et dernièrement encore dans mon livre sur la Russie) prouvent que j'avais apprécié avec exactitude la situation mondiale. Je m'attendais à de profonds changements, j'ai pressenti que, moi-même, je serais appelé à décider de la nécessité et de la légitimité d'un coup de force. Le destin a répondu à ma prévision — j'ai organisé notre mouvement national et j'ai dirigé notre révolution.

Comme je l'ai répété à plusieurs reprises, la responsabilité ne m'a point paru légère. Mes souffrances morales ont été grandes, car il s'agissait de juger si notre révolution, vu les circonstances générales, triompherait, et si la victoire vaudrait le sacrifice de vies humaines. Ajoutez qu'un chef doit éviter de courir des risques personnels et fuir le danger de laisser ses partisans sans conseil et sans guide. J'ai quitté ma famille et elle fut persécutée ; mais j'avais tenu compte de ce malheur et pris quand même ma décision.

Par un étrange hasard je me suis trouvé aux centres même du soulèvement bolchéviste, à Pétrograd, à Mos-

cou et à Kiew, sous la pluie des projectiles. A Moscou, j'ai vécu pendant dix jours à l'hôtel Métropole ; des balles et des éclats de shrapnells frappaient mes fenêtres. De même plus tard à Kiew. Je n'ai pas eu peur pour moi, j'ai pu m'en rendre compte pendant ces événements sanglants, mais j'ai souffert jour et nuit à l'idée de décider de la vie des autres, et lorsque je recevais des nouvelles de la mort et des supplices de mes fidèles soldats. Aussi puis-je parler de la révolution non seulement en théoricien, mais en homme qui en connaît la terrible réalité.

La vie des autres doit nous être sacrée, l'homme doit respecter la personnalité de son prochain. Ce principe est à la base de la vie des individus et de la société, et il doit déterminer les règles de la révolution et de la guerre. La révolution doit être une entreprise défensive et non pas une agression usurpatrice. Elle doit s'efforcer de détruire le moins d'existences possible. Voilà encore ce qui sépare la culture primitive des Russes de la nôtre, occidentale : ils sacrifient trop de vies dans leurs guerres et dans leurs révolutions. J'ai vu de mes propres yeux des crimes bolchévistes où se manifestait une brutalité purement barbare, souvent bestiale, et j'ai été horrifié de l'inutilité évidente de ces massacres. Dans sa polémique contre Kautsky, Lénine l'accuse, comme il accuse tous les adversaires de la révolution bolchéviste, d'avoir peur ; la peur, prétend-il, est le principal motif de leur aversion pour les méthodes révolutionnaires à la russe. Je partage l'opinion de Kautsky, non pas par peur, mais parce que je connais la situation de la Russie et de l'Europe. J'affirme en pleine conscience de cause, après de longues réflexions, que les bolchévistes sont dans une erreur fatale. D'abord ils ne comprennent pas que le progrès des nations européennes et leur morale repoussent déjà la violence et par conséquent les guerres et les révolutions agressives ; le point de vue humanitaire européen n'admet que les guerres et les révolutions dont le caractère défensif est évident. Enfin les bolchévistes ne comprennent pas que leur pays dans son état arriéré, n'est pas faite pour le régime commu-

niste, et qu'elle n'est pas faite non plus pour le réaliser par la révolution.

En Europe, nous sommes en mesure d'opérer paisiblement les transformations sociales nécessaires. Nul besoin pour nous d'une révolution violente, encore moins d'un terrorisme à la manière russe.

T. G. MASARYK.

LE MILITARISME MEXICAIN[1]

Il me semble à propos de commencer par une anecdote. On raconte que, dans la seconde décade du XIX[e] siècle, lorsque le roi Ferdinand VII détruisit en Espagne le régime constitutionnel pourr établir la monarchie absolue, il y avait à Madrid un acteur comique fort mauvais, exécrablement mauvais. Le public, exaspéré par cette absence totale de qualités artistiques, se disposait à l'assaillir de pommes cuites sur la scène ; mais lui, malin, dès qu'il pressentait la bourrasque, il allait au devant du danger.

— Vive le roi absolu ! criait-il avec enthousiasme. Mort aux libéraux !

[1] Dans les derniers mois de l'année 1919, M. Vicente Blasco Ibanez, le grand écrivain espagnol, partit pour l'Amérique du Nord, où il voulait faire un long voyage d'études littéraires et politiques. Tous ceux qui connaissent ses ouvrages, notamment la *Cathédrale* et *Les quatre Cavaliers de l'Apocalypse*, savent que, pour lui, la littérature n'est pas un simple passe-temps d'esthète, et qu'elle a aussi pour fonction essentielle de travailler au progrès humain par la diffusion des idées de liberté, de justice et de bonne organisation sociale.

Blasco passa au Mexique les mois de mars et d'avril 1920. Déjà la révolution y grondait sourdement. Elle éclata presque aussitôt après le retour du célèbre voyageur à New-York. Comme Blasco est très connu et très goûté aux Etats-Unis, surtout pour *Les quatre Cavaliers de l'Apocalypse* (*Los cuatro jinetes del Apocalipsis*, Valencia, 1916. Traduction française publiée chez Calmann-Lévy, Paris, 1917) ce beau livre de généreuse propagande écrit pendant la guerre contre l'agression allemande et en

Et soudain se rétablissaient le calme et le silence. Qui aurait osé s'attaquer à un homme qui poussait de tels cris ? Ç'eût été interprété comme un crime de lèse-majesté.

C'est à peu près ce qu'ont fait contre moi certaines personnes qui ont un intérêt égoïste à soutenir le gouvernement mexicain d'aujourd'hui ; et c'est ce que feront par la suite tous ceux, très nombreux, qui croiront utile à leur carrière de soutenir le gouvernement et d'attirer ainsi sur eux sa gratitude.

Il attaque l'Amérique latine ! crient-ils comme l'acteur. Il discrédite des hommes qui parlent la même langue que lui, qui appartiennent à la même civilisation que lui !

J'ai un long passé littéraire qui me défend surabondamment contre les clameurs puériles. Au cours des vingt dernières années, j'ai assez écrit pour la défense des nations hispano-américaines, j'ai assez parlé en divers pays de ce que fut et de ce qu'est la civilisation d'origine espagnole dans le Nouveau Monde pour qu'il ne serve à rien de défigurer ma pensée et de m'attribuer des choses que je n'ai pas dites et que je ne dirai jamais.

L'Amérique latine, qui comprend la nation mexicaine, est une chose ; et la tourbe des aventuriers à revolver, qui exploite et qui déshonore le pauvre peuple mexicain, est une autre chose. Je défendrai toujours l'indépendance et la dignité des nations qui parlent ma langue maternelle et qui ont un peu de mon sang dans les veines ; mais si cette tourbe de « guérilleros » qui pèsent mortellement sur le malheureux Mexique, emploie, pour exprimer ses égoïsmes et ses ambitions, l'idiome qui est le mien, ce n'est pas une raison pour que je la défende.

faveur de la France brutalement assaillie, les reporters accoururent de toutes parts et l'interrogèrent sur les graves événements qui commençaient à s'accomplir dans le pays qu'il venait de quitter. Il leur donna plusieurs interviews retentissantes. Mais bientôt les directeurs des principaux journaux américains, du *New-York Times*, de la *Chicago Tribune*, etc., l'invitèrent à substituer aux interviews des articles originaux qui rendraient plus sûrement et plus exactement sa pensée. Blasco écrivit donc en vingt jours dix articles sur *le Militarisme mexicain*, articles qui, traduits en anglais à mesure qu'il les écrivait, furent télégraphiés dans toute l'Union et parurent dans des centaines de journaux. Ces articles, réunis en volume sous leur forme primitive, ont été publiés récemment chez un éditeur espagnol (*El Militarismo mejicano*, editorial Prometeo, Valencia ; in-16 de 250 pages), et l'auteur a bien voulu permettre à la *Revue de Genève* de reproduire quelques pages de ce livre qui joint au mérite littéraire un puissant intérêt d'actualité. — G. H.

Par cela même que je suis Espagnol et que j'aime l'Amérique latine, j'ai cru nécessaire de combattre ce militarisme qui cause un mal horrible à tous ceux de notre race. Si le Mexique d'Obregon, de Villa et de tant d'autres était à la plus lointaine extrémité du continent américain, là-bas, du côté de la Terre de Feu, on pourrait vivre sans s'occuper de lui. Mais il confine aux Etats-Unis, qui sont aujourd'hui la nation la plus puissante du monde ; mais, par ses rapacités révolutionnaires, il a porté préjudice à l'Angleterre, à la France et à d'autres pays qui dirigent l'opinion du monde ; et cela se répercute en diminution de prestige pour nous tous qui, en raison de notre origine, sympathisons avec ce peuple déshérité.

L'humanité ne sait pas la géographie et, dans ses jugements sur les peuples, elle généralise d'une façon périlleuse. Pour la plupart des gens, le pauvre Mexique, avec ses dix années de révolutions sans fin, est l'égal d'autres nations tranquilles, progressives et animées de l'esprit moderne, comme l'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Uruguay, etc. Tout cela, en bloc, c'est ce que l'on appelle l'Amérique latine !

Pour mettre fin à ces lamentables confusions, il faut dire la vérité.

I

La Situation du Mexique

Quand on parle du Mexique et des choses absurdes qui s'y passent, beaucoup de personnes s'imaginent que c'est une nation à demi sauvage, qui ne sait vivre qu'en se livrant à la violence, et qui méconnaît les devoirs auquels tout peuple civilisé est tenu de satisfaire. Mais penser ainsi, c'est se tromper entièrement. D'ailleurs cette erreur n'a rien d'extraordinaire. Les nations, si éclairées qu'elles soient, ignorent presque toujours la véritable nature d'une nation voisine. Il y a comme une nécessité pour tous les peuples de se méconnaître et de se calomnier

réciproquement. Je ne m'étonne donc pas que le Mexique soit mal connu. Les Mexicains — y compris ceux qui vivent dans les hautes sphères gouvernementales — ne connaissent pas mieux les autres pays.

Le Mexique est une nation aussi civilisée que n'importe quelle autre de l'Amérique où l'on parle espagnol ; mais c'est une nation extraordinairement disgraciée. Depuis cinquante ans, son histoire peut se résumer de la façon suivante : ceux qui ont entrepris de lui donner une physionomie moderne n'ont pas su ou n'ont pas voulu compléter leur œuvre ; et ceux qui ont succédé aux précédents, non seulement n'ont pas achevé cette œuvre de civilisation mais encore, par fanatisme politique, ont détruit une grande partie de ce qu'avaient fait leurs prédécesseurs.

Je n'ai jamais admiré le général Porfirio Diaz. C'était simplement un tyran. L'ordre qu'il maintint pendant trente ans fut le résultat d'une série de fusillements sans témoins et d'attentats à la liberté individuelle. Pendant ces trente ans, il a peut-être tué plus de gens, d'une manière sourde et occulte, qu'il n'en est mort depuis dans toutes les batailles de la révolution. En outre, alors que, grâce à son pouvoir dictatorial, il pouvait obtenir que l'instruction publique fît un grand pas chez ce peuple d'illettrés, il préféra le laisser dans l'ignorance.

Cela est indubitable en ce qui concerne l'ordre moral et politique du Mexique ; mais quant à l'ordre matériel, la justice m'oblige à reconnaître que la nation mexicaine n'a pas eu un seul gouvernement comparable à celui de Diaz.

Toutes les choses importantes qui, au Mexique, présentent un caractère moderne, sont l'œuvre de Diaz. Les grands édifices des villes, les travaux d'assainissement, les chemins de fer, les ports, les établissements d'instruction pour les classes aisées, tout date de son époque. On est étonné quand on voit ce qui se construisit ou ce qu'au moins on commença de construire au temps de ce tyran. Il laissa endormi l'esprit de son peuple ; mais pourtant il sut donner à ce peuple l'apparence d'une nation.

Et il faut lui reconnaître encore un autre mérite. Le Mexique est un pays qui a hérité des Indiens une ten-

dance à haïr l'étranger et à le fuir par une sorte de rétractibilité irrésistible, ou même à exercer des hostilités contre lui, dans les cas où il le peut. Diaz, au contraire, sut reconnaître que son pays serait d'autant plus grand et plus civilisé qu'il aurait plus de contact avec le reste du monde.

Son glorieux prédécesseur, Benito Juarez — pour qui tout homme d'idées républicaines éprouve de la sympathie — eut un grand défaut. Comme il était Indien, une invincible impulsion de race le rendit défiant à l'égard des étrangers et le porta à éviter tout contact avec eux. Après l'aventure impériale de Maximilien, il craignit pour sa patrie l'influence extérieure, et il s'efforça de maintenir l'isolement géographique dans lequel elle vivait. Les plages continuèrent à être des plages sans ports, et au nord de la République continua de s'étendre un désert qui forme une barrière presque infranchissable entre les Etats-Unis et le plateau, centre de la vie mexicaine.

Porfirio Diaz fit le contraire. Il créa des ports qui mirent son pays en relations plus fréquentes avec l'Europe ; il construisit des voies ferrées qui établirent d'étroits rapports entre ce pays et l'Union. Il se préoccupa d'augmenter la richesse publique en favorisant l'établissement de nouvelles industries, en protégeant l'exploitation minière, en donnant son appui direct à la découverte des puits de pétrole, grand événement advenu dans les dernières années de sa présidence.

Pendant cette période, le Mexique n'eut pas de liberté, mais il eut la paix et la richesse. Un groupe d'hommes intelligents, que le public surnomma par blague les « scientifiques », se mit aux ordres de l'ancien guérillero transformé en dictateur, et collabora avec lui. Il y eut un ministre qui resta trente ans de suite au ministère. Le peuple, comme c'était naturel, trouva très longue cette tutelle : car c'est à peine si l'on rencontrerait des exemples d'une telle durée dans les annales des monarchies absolues. Et la révolution survint ; et tout le pays — les uns par amour de la liberté, les autres par désir de voir quelque chose de nouveau, après une stabilité si longue — se lança, comme autrefois, dans les aventures révolutionnaires.

Aujourd'hui, après dix années, les observateurs commencent à se rendre compte que ce qu'on appelait la révolution mexicaine a servi à fort peu de chose. Il n'y eut pas plus de liberté sous Carranza que sous Porfirio Diaz ; mais, par contre, la paix et la prospérité firent complètement défaut.

Matériellement, les gouvernements révolutionnaires n'ont rien fait de nouveau. Tout ce qui existe aujourd'hui existait déjà sous le gouvernement de Diaz ; mais à présent tout cela est vieux, presque en ruine, comme un édifice qui se délabre quand il n'y a personne qui en prenne soin et qui répare les dégradations causées par le temps.

Au surplus, le pays n'a pas gagné en moralité. Au temps du général Diaz, le peuple se plaignait, comme aujourd'hui, de l'insuffisante honnêteté de ses gouvernants, et il appelait voleurs les « scientifiques », comme il appelle maintenant voleurs les révolutionnaires. Peut-être le peuple avait-il raison. Je n'ai pas vu de près les hommes qui à cette époque étaient les dirigeants. Mais il semble qu'une fatalité pèse sur le Mexique quant à l'appétit de l'argent chez ceux qui le gouvernent.

Si réellement les « scientifiques » furent des voleurs, du moins se distinguèrent-ils de ceux d'aujourd'hui par une circonstance qui mérite qu'on en tienne compte. Ils étaient des voleurs qui construisaient, tandis que ceux d'aujourd'hui sont des voleurs qui détruisent. Les premiers s'abstinrent de faire main basse sur la propriété individuelle, et, s'ils s'enrichirent, ce fut avec les commissions touchées sur de grands travaux publics, utiles pour le pays. En outre, ils grandirent lentement, ils mirent trente ans à devenir riches. Ils n'étaient pas pressés ; ils pouvaient voler prudemment et dignement : leur gouvernement avait la vie longue.

Les voleurs d'aujourd'hui ont pratiqué le vol à tir rapide, le vol-mitrailleuse : leurs années étaient comptées, et la nécessité s'imposait à eux de faire vite fortune.

Il faut voir le tableau qu'offre actuellement le Mexique. Des anciens chemins de fer il ne subsiste que les voies. Le gouvernement de Carranza s'empara d'eux sans rien

payer aux compagnies qui en étaient propriétaires, et il les exploita durant plusieurs années en empochant les recettes sans renouveler le matériel. Il reste quelques centaines de wagons très vieux et un certain nombre de locomotives rapiécées et asthmatiques, qui servent tantôt pour conduire à destination des voyageurs peu pressés, tantôt pour que les insurgés puissent entretenir leur prodigieuse habileté de dynamiteurs de trains. Les wagons-lits sont des nids à punaises, et l'électricité, rebelle au fonctionnement, est souvent remplacée par une paire de bougies.

Beaucoup de gares ne sont qu'une simple maisonnette de bois, près de ruines noires ; ces ruines sont l'ancienne gare, incendiée il y a quelques années par les révolutionnaires. Un peu plus loin, on aperçoit des douzaines de wagons dont les squelettes montrent leurs ferrures tordues et fuligineuses, et qui semblent frémir encore de l'explosion qui les a éventrés.

De jour en jour le trafic des ports diminue, et dans des villes qui furent prospères, comme Vera-Cruz, les cargos se chauffent au soleil en attendant un chargement.

Cette terre mexicaine, une des plus fertiles de la planète puisqu'elle peut donner jusqu'à trois récoltes par an, produit à peine pour les besoins du pays. L'agriculture, au lieu d'être en progrès, a rétrogradé. L'éleveur cesse d'élever parce qu'il ne veut pas nourrir du bétail que lui mangeront ou que lui vendront les révolutionnaires. Le cultivateur se voit tout à coup abandonné par ses hommes de journée : ceux-ci renoncent à travailler la terre et croient meilleur pour eux de prendre une carabine et d'aller se joindre, soit à Villa, soit à Carranza, et maintenant à Obregon.

Les seules industries du pays qui exportent, ce sont les mines, où l'on travaille peu, le *henequén* [1], que produit le sol du Yucatan, et les puits de pétrole de Tampico. Comme il n'y a pas d'autres richesses existantes, la main des gouvernants s'appesantit sur elles. Par exemple,

[1] Nom mexicain de l'agavé blanc, dont les fibres sont la matière d'un grand commerce.

les pétroliers, qui sont en majeure partie américains, ont dû payer à Carranza, sous forme d'impôts variés, jusqu'à 40 pour 100 de leur production journalière. Certain général, lieutenant d'Obregon, reconnaît dans un de ses écrits que l'impôt payé par les pétroliers est formidable. Si les pétroliers cessaient de payer pendant un trimestre, le gouvernement du Mexique ne pourrait plus vivre financièrement, car cet impôt est l'unique rentrée sur laquelle il compte, la seule qui soit saine et positive.

De plus, le peuple est accablé de toutes sortes de contributions, et le ministre des finances, non content encore, organise de temps à autres un vol scandaleux, qu'on n'a jamais vu pratiquer dans aucun pays et qui paraît incroyable.

Supposons qu'un jour le gouvernement des Etats-Unis ou de n'importe quel autre pays civilisé lance un papier-monnaie en le déclarant de cours forcé. Tout le monde l'accepte. Ensuite ce gouvernement, pour le cas où quelqu'un pourrait concevoir des doutes, déclare à plusieurs reprises que la dette représentée par ce papier est sacrée, et qu'elle sera payée religieusement lorsque viendra le moment opportun. Puis, un beau jour, le même gouvernement décrète soudain que ce papier ne vaut rien, que l'Etat ne reconnaît pas l'engagement pris, qu'il ne paiera pas un centime quand on le lui présentera. Et tout le pays est ruiné.

Est-ce que cela ne paraît pas incroyable ? Eh bien, c'est ce qui est arrivé deux fois au Mexique. Le gouvernement de Carranza a fait deux émissions de papier-monnaie, qu'il a lui-même lancées dans la circulation et qu'ensuite il s'est lui-même refusé à reconnaître : vol financier encore plus irritant que ceux que commettent les chefs de partisans en campagne, et plus désastreux pour l'ensemble de la nation.

En dernier lieu, quelques semaines avant la révolution qui l'a renversé, ce gouvernement voulut faire une troisième émission de papier-monnaie, sans oser toutefois en déclarer le cours forcé ; mais personne ne voulut le prendre : on savait bien que, finalement, ce papier ne vaudrait rien.

C'est vraiment un triste contraste que l'on observe au Mexique entre ce qu'est le pays et ce qu'il pourrait être s'il était passablement gouverné.

Le campagnard, avec son chapeau de paille grand comme un parapluie et enveloppé dans son *puncho*[1] rouge, demeure accroupi, d'un air pensif, quoique peut-être il ne pense à rien. Si vous repassez près de lui quelques heures plus tard, vous le trouvez encore dans la même position : il n'a pas bougé, il n'a rien fait. S'il a mangé, c'est une galette de maïs, qui constitue son unique aliment. Et cet homme souffre physiquement de la faim, il est en proie à l'anémie morale, dans un des empires les plus riches du monde. Le sol qui le porte renferme de l'argent, de l'or, du pétrole, et sa superficie pourrait fournir 90 pour 100 des produits agricoles de toute la terre.

Ne croyez pas que c'est un paresseux ; ne croyez pas que c'est un de ces rêveurs incapables d'agir. Non ; le travailleur mexicain est intelligent et laborieux, lorsqu'on lui donne les moyens de travailler bien et avec profit.

Cet homme n'est qu'un désabusé, un fataliste qui s'abandonne à son malheur. Depuis dix ans il verse son sang, de combat en combat, toujours pour la liberté ; et néanmoins il n'a jamais été libre. Ceux qui gouvernent aujourd'hui son village et sa province ont les mêmes vices que ceux qui les gouvernaient au temps du général Diaz. On a fait croire à cet illettré que tout ce qu'il y avait de biens au Mexique allait être partagé ; et il a vu qu'en effet on confisquait les propriétés des riches, mais il n'a pas vu qu'on les répartît entre les pauvres. Aux riches qui l'étaient par l'héritage ou par transmission, de nouveaux riches ont brusquement succédé, qu'il avait connus autrefois comme des compagnons de misère.

« Tout cela n'est que mensonge ! » Et les Mexicains, pénétrés de cette conviction, demeurent impassibles en attendant le cours des événements, ou ils passent au parti des aventuriers qui ont changé rapidement de condition sociale. Dans ce dernier cas, leur désir est que per-

[1] Capote américaine qui ressemble un peu à une chasuble et qui se passe par la tête

sonne ne reste longtemps le maître, que les gouvernements se succèdent vite et qu'une révolution se produise chaque année, pour qu'ainsi tout le monde puisse jouir à son tour des douceurs et des profits du pouvoir.

II

Les Généraux

Ce qu'il y a de plus terrible dans l'histoire du Mexique, ce qui, à mon avis, est la cause majeure de sa situation anormale, c'est que ce pays a toujours été gouverné par des généraux, ou, pour mieux dire, par de rustiques chevaucheurs experts dans la science du *machete*[1], qui se sont improvisés généraux.

Le militarisme est plus fort dans le Mexique d'aujourd'hui qu'il ne l'était naguère dans l'Allemagne de Guillaume II. Mais il semble que le militarisme allemand est mort ou qu'il agonise, tandis que le militarisme mexicain est en pleine jeunesse et donnera beaucoup de fil à retordre.

D'ailleurs je n'ai pas l'intention d'assimiler le militarisme mexicain au militarisme allemand. Le militarisme allemand se basait sur la tradition, sur la hiérarchie, sur l'ordre, et il pouvait se vanter des victoires de 1870. Le militarisme mexicain n'a pour base que le désordre, l'improvisation, fruit de la témérité, l'insurrection, moyen sûr de réussir ; il ne compte dans son histoire qu'une série de guerres civiles, de fusillements de citoyens, de destructions de villes et de chemins de fer ; et on ne sait pas encore ce dont il serait capable en ce qui concerne l'intelligence et l'habileté professionnelles, s'il avait à défendre son pays contre une agression étrangère.

Les généraux allemands avaient créé pour toujours un empereur qui se perpétuait héréditairement de père en fils. Les généraux mexicains créent de temps à autre

[1] Sorte de large couteau avec leque on travaille la canne à sucre.

un empereur républicain, à l'image de leurs désirs et de leurs ambitions : hier Carranza, « le premier chef », « le respectable maître »[1], sauf à le renverser et à le « suicider » plus tard ; aujourd'hui Obregon, le chef de parti qui est familier avec tout le monde, qui adule et qui caresse tout le monde ; demain un autre, quel qu'il soit, pourvu qu'il promette de donner ce que n'a pu donner son prédécesseur : car les demandes dépassent les ressources de la nation.

Il y a quelques années, il n'existait pas au Mexique d'autres généraux que ceux de l'armée régulière : des militaires de profession, pareils à ceux de tous les autres pays. Mais aujourd'hui il y a des généraux créés par Carranza, des généraux faits par Villa, des généraux fabriqués par Zapata, sans compter les généraux de Félix Diaz.

Généraux et colonels sont presque tous des jeunes gens scandaleusement jeunes, et ils ont conservé en grande partie l'agressivité et l'esprit batailleur du temps de l'école primaire. A l'époque de Porfirio Diaz, il y eut de petits employés, de simples ouvriers, des vagabonds à mauvaise tête, qui s'enrôlèrent dans les troupes de la révolution et qui obtinrent le petit aigle doré, insigne du généralat. Ceux de plus haute condition furent de simples étudiants. Et, pêle-mêle avec des généraux d'origine urbaine, figurent les généraux sortis du *rancho*[2], les rustres illettrés qui se délectent à écouter leurs camarades citadins et qui se pâment aux mots de « liberté », de « démocratie », de « partage des biens », mots qu'il ne comprennent guère, mais qui éveillent en eux un frisson sacré.

Tous ces généraux s'enorgueillissent de leur humble extraction, la rappellent comme un titre d'honneur : ce sont des généraux socialistes, et quelques-uns vont même jusqu'à singer les bolchévistes. Mais que leurs camarades d'un grade inférieur se gardent bien de manquer à la subordination : en pareil cas, le « citoyen général » ordonne en toute tranquillité d'âme une centaine de fusillements, pour rétablir la discipline.

[1] Noms par lesquels les partisans de Carranza avaient coutume de designer le président.

[2] Ferme où on fait de l'élevage.

Presque tous haïssent l'uniforme, et il y en a beaucoup qui ne l'ont jamais endossé. Ils portent l'aigle doré sur un revers de leur habit ou sur leur énorme chapeau de feutre, et c'est tout.

Mais non, je me trompe. Ils ont encore un autre signe distinctif : le revolver.

Je me rappelle avoir vu, quand j'étais jeune, qu'en Espagne, en France et en d'autres pays européens, les généraux, lorsqu'ils étaient vêtus en civil, portaient sous leur gilet une ceinture rouge, marque de leur grade, et il leur suffisait de montrer les extrémités de cet insigne pour se faire reconnaître.

Le général mexicain porte aussi une ceinture, mais elle est de cuir, et c'est un ceinturon-cartouchière garni d'un demi-cent de cartouches, avec le revolver dans sa gaîne. Quand on rencontre à Mexico un monsieur qui porte déboutonnés les derniers boutons de son gilet, pour faire voir le ceinturon et les cartouches, il n'y a pas de doute : c'est un général ou un colonel de la révolution, qui promène son pistolet.

Et quelles armes ! Qui n'a pas vu les revolvers des guerriers mexicains, n'a rien vu. Tout ce qu'a pu inventer l'imagination délirante d'un armurier allemand, on le trouve au Mexique : pistolets-mitrailleuses, pistolets dont l'étui de métal sert de crosse et qui peuvent se transformer instantanément en carabines ; pistolets qui ont un calibre de pièce d'artillerie et des projectiles explosifs. J'ai quitté le Mexique sans avoir vu de pistolets qui jouent un morceau de musique au moment où le coup part ; mais des gens bien informés m'affirment qu'il y en a dans le pays.

Les disputes entre ces guerriers toujours armés ne laissent pas d'être dangereuses pour eux et pour le public. Le mieux qui puisse arriver, c'est qu'un général en tue un autre à dix heures du matin, dans une confiserie de la Grande Avenue, et que personne ne l'en châtie. Mais quelquefois ils se mettent à tirailler l'un contre l'autre au milieu d'une promenade publique, et la fête continue tant qu'ils n'ont pas épuisé l'un et l'autre leurs munitions; l'affaire d'une demi-heure! Le malheur est que, de

temps en temps, ces rencontres ont des conséquences : un homme est tué, mais c'est presque toujours un passant qui ne s'est pas sauvé assez vite en voyant deux généraux se regarder de travers.

L'impartialité m'oblige à dire que les généraux ne sont pas les seuls à porter le revolver dans les rues de Mexico. Presque tout le monde y considère cet ornement comme un accessoire indispensable. Depuis le commencement de la révolution, on vit là en plein roman-feuilleton. Les fabricants de films n'ont point besoin de se fatiguer beaucoup les méninges ; il leur suffit de lire chaque jour les gazettes : vols, assassinats, violation de domicile, crimes commis par des hommes masqués. C'est la ville de la célèbre « bande de l'automobile grise » : une bande de cambrioleurs que le public mexicain a toujours cru dirigée par des généraux, et dont le chef, selon l'opinion du vulgaire, aurait été l'un des candidats actuels à la présidence de la République. L'unique différence entre les militaires et les civils est que les premiers portent ostensiblement le revolver, tandis que les autres le dissimulent un peu.

Le revolver sert à tout. Au Mexique, chaque fois que je fus invité à une partie de campagne, mes compagnons, lorsqu'il y avait une bouteille à ouvrir, exhibaient leur revolver :

— C'est bien simple.

Et, militaire ou civil, un des convives frappait sur la capsule métallique de la bouteille avec la gâchette de son revolver chargé, jusqu'à ce qu'il l'eût fait sauter.

Bien plus : Carranza lui-même, le Président de la République, portait sous sa jaquette noire, de coupe sévère, un gros pistolet avec son approvisionnement de cartouches.

Pauvre don Venustiano ! Il connaissait bien son époque et son monde ; il se savait entouré de gens sujets à « faire demi-tour », et se doutait bien qu'un jour il aurait à défendre sa vie. Ce qu'il ne soupçonnait pas, c'est que ceux-là mêmes qui étaient chargés de le garder, le réveilleraient une nuit au cri de « Vive Obregon ! », déchargeraient leurs armes sur lui à brûle-pourpoint, et prétendraient faire croire ensuite qu'il s'était suicidé.

Carranza se suicider ! Lui, l'homme le plus tenace qui fût jamais, et si têtu qu'à cet égard ses adversaires le comparaient à une mule ! Pour nous qui l'avons connu, cette supposition du suicide est la chose la plus absurde et la plus impudente que l'on pouvait inventer.

III

L'Armée mexicaine

En d'autres temps, le Mexique eut une armée régulière et bien organisée, pareille à celle des autres pays. Mais la révolution commencée par Madero la disloqua, et celle dont Carranza fut le chef la détruisit complètement. L'armée que l'on appelait fédérale, et qui était l'œuvre de Porfirio Diaz, fut anéantie comme une institution nuisible, et on alla jusqu'à fermer les écoles d'officiers. Avoir été officier fédéral fut considéré comme une marque infamante parmi les révolutionnaires triomphants.

L'armée d'aujourd'hui, ce sont les vieilles bandes révolutionnaires qui ont pris peu à peu une apparence de régiments et qui ont à leur tête les guérilleros d'hier métamorphosés en colonels. Dans la capitale et dans les plus grandes villes, on voit quelques-uns de ces régiments habillés à peu près d'un uniforme, encore que les individus dont ils se composent ne présentent jamais une parfaite identité d'aspect. Les jours de gala, leurs officiers se chamarrent de cordons et de dorures plus que les militaires de n'importe quelle autre partie du monde. Mais, dans le reste de la République, les soldats sont de simples campagnards au grand sombrero, avec, en croix sur la poitrine, des cartouchières pleines de cartouches, et armés d'un fusil. La baïonnette n'existe pas dans l'armée mexicaine. Les bataillons des villes l'ont bien comme complément de leur uniforme, mais ne savent qu'en faire. A quoi pourrait-elle servir ? Au Mexique, les

batailles sont de longues tirailleries qu'ensuite chaque général interprète à sa guise et qu'il transforme en sublimes inspirations stratégiques et en mouvements tactiques dignes de Napoléon. Le chef qui a le plus de cartouches et qui peut faire durer le plus longtemps la fusillade, est celui qui s'attribue la victoire.

Obregon fut un Joffre, un Foch contre Villa, lorsqu'il eut derrière lui le port de Vera-Cruz. C'était par là qu'arrivaient les convois de munitions envoyés des Etats-Unis dont le gouvernement s'obstinait à faire triompher Carranza, si oublieux et si ingrat depuis. Et, comme Villa ne comptait pas sur la protection des Américains du Nord et ne recevait pas de munitions, il dut fuir, défait par Obregon, le grand stratège manchot.

L'armée mexicaine est des deux sexes, et l'on ne sait pas qui sont les plus vaillants, les hommes ou les femmes.

Le Mexicain ne va nulle part sans sa femme. Il est sentimental, amoureux, prompt à tromper son épouse légitime avec une autre, mais l'épouse légitime est la compagne de ses malheurs et de ses joies, l'associée dans la vie dure, et il a besoin de son aide et de ses conseils.

Lorsque vous voyagez dans un train mexicain, soyez sûr que la femme du mécanicien et celle du chauffeur sont là, à demi-cachées dans un wagon, comme aussi celles des employés qui contrôlent les billets et visitent les freins. Survient-il quelque accident à « leur homme », si, par exemple, on l'insulte, vous voyez soudain apparaître une femme qui pleure à chaudes larmes ou qui attaque l'ennemi avec les ongles et avec les dents. Il faut que le Mexicain ait toujours avec lui « sa vieille », petit nom d'amitié qu'il donne à sa femme, même lorsqu'elle n'a que vingt ans.

C'est ce qui se passe aussi à l'armée. Chaque soldat y est accompagné d'une femme qui suit le régiment, très souvent avec plusieurs marmots.

En temps de paix, si vous êtes dans la capitale, vous pouvez voir un détachement qui, fusil sur l'épaule, va relever une sentinelle ou se dirige vers un poste extérieur. Faites bien attention. Sur le trottoir voisin s'avance,

marchant du même pas que les soldats, un groupe de femmes enveloppées dans leurs mantes noires : des femmes au teint cuivré, d'une maigreur extrême, comme si la perpétuelle agitation d'une vie sans repos ne leur permettait pas de prendre de l'embonpoint. Elles ont toutes un panier au bras, et autour d'elles trotte un essaim de moutards pieds nus et le ventre à l'air. Ces petits sourient aux soldats et regardent avec respect l'officier, sorte de Dieu redoutable dont la présence les empêche de s'accrocher à la main paternelle.

Dans les alentours des casernes, à certaines heures du jour, les seuils des portes et les rebords des trottoirs se couvrent de femmes qui s'assoient, serrées les unes contre les autres et en file bien régulière. Avec leurs mantes noires et leurs vêtements blancs, elles font penser à des pingouins alignés sur une arête rocheuse, dans l'Océan glacial. Toutes ces femmes, qu'on désigne par le sobriquet de « soldates », ont à leurs pieds un panier qui contient le repas de « leur homme ».

Et partout, soit en pleine rue, soit dans les gares de chemins de fer, soit dans les champs, le soldat, assis par terre en compagnie de sa femme et de ses enfants, mange avec une lenteur majestueuse.

Ces femmes sont sales et souvent vêtues de haillons : leur misérable existence ne se prête guère aux soins minutieux de la personne ; mais toujours on est émerveillé de la propreté et même de l'art ingénu qu'elles mettent à servir les repas. Il y a dans le panier une nappe à bordure de couleur et à franges, qu'elles étendent sur le sol. Les pots et les assiettes sont de terre, avec des grecques peintes qui rappellent la poterie des Aztèques. Après que le soldat a mangé, il se lève, met ses buffleteries en ordre et prend son fusil. Les petits nettoient avec le dos de la main ce qui leur pend au nez et baisent dévotement la main droite de leur papa, qui les bénit. Si l'on est en temps de révolution :

— Adieu, leur dit-il en les quittant. Qui sait si je reviendrai ?

Les petits ne comprennent pas ; mais leur mère sèche et cuivrée, enveloppée dans sa mante noire, hoche la tête

avec une résignation fataliste. Mourir ! Il est si facile de mourir, dans un pays où les bouleversements sont continuels ! Ainsi s'en fut l'homme qu'elle avait avant celui-ci, et jamais il ne revint. Ainsi encore disparut un troisième, qui avait été le premier.

Car les « soldates », qu'on surnomme aussi « galettes », sont d'une fidélité inébranlable ; mais, quand leur homme est mort ou qu'il les a répudiées, elles consentent sans la moindre hésitation à s'unir avec un autre. Que peut faire en ce monde une pauvre « soldate » sans un soldat ? Ni l'amour ni la beauté ne sont pour rien dans ces unions. Ce qui fait le prix d'une femme, c'est son habileté à trouver des vivres et à les servir, sa force de résistance au travail et à la fatigue. Ceux qui meurent lèguent leurs compagnes à ceux qui restent en vie. Comme l'armée mexicaine est composée d'hommes de tous les âges, on y rencontre des soldats de quinze ans unis avec des « galettes » qui pourraient être leurs mères et même leurs grand'mères. Et l'on y voit aussi de vieux soldats à la face hérissée de poils blancs, qui reçoivent leur dîner d'une jouvencelle qui pourrait être leur petite-fille, et que leur a laissé en héritage un compagnon d'armes tué dans un combat.

Mais c'est à la guerre, en pleine campagne, que la « soldate » prouve tout le pouvoir de résistance et d'abnégation qu'elle possède. Beaucoup de chefs mexicains ont voulu la supprimer ; mais finalement ils durent transiger avec elle et rechercher son appui. Que faire dans une armée qui n'a ni administration ni service sanitaire, où l'on confie au hasard le ravitaillement des troupes et la guérison des blessés et des malades ? C'est la « soldate » qui se charge de suppléer à ces lacunes. Non seulement elle soigne son compagnon, mais il arrive souvent qu'elle vient au secours du chef lui-même.

— As-tu quelque chose à manger ? demande le capitaine à l'un de ses hommes, quand on fait halte dans une marche.

La situation de l'officier est pire que celle du soldat. L'officier n'a pas de « galette ».

— Non, mon capitaine. Mais l'« Indienne » viendra dans un instant, et je suis sûr qu'elle apportera quelque chose.

« L'Indienne », c'est un autre surnom d'amitié dont se sert le soldat, quand il est fatigué de dire « ma vieille ».

Pendant les marches, les « soldates » sont à l'avant-garde, avec une avance de plusieurs kilomètres sur les troupes, de façon que « l'homme », en arrivant, trouve le feu allumé et le repas préparé. Les bourgs et les villages craignent plus les femmes de soldats que les soldats eux-mêmes, quoique ceux-ci n'aient que de vagues notions sur le respect de la vie et de la propriété. Les « soldates » cheminent des jours entiers avec un moutard à chaque main, et un autre encore invisible qui attend le moment de se montrer ; et elles portent en outre sur leur tête un paquet de couvertures et de coussins que surmonte souvent un perroquet. Et cette femme, qui paraît si encombrée de son bagage, est redoutable. Partout où elle passe, il ne reste pas un fruit sur un arbre, pas une plante potagère dans un champ, pas une poule dans une cour, pas un cochon dans une porcherie. Elle emporte tout avec elle et, derrière elle, la terre reste sèche et nue comme après un vol de sauterelles.

Dans les contrées stériles où d'autres mourraient de faim, elle trouve de quoi manger ; dans les localités qui ont été mises à sac sept fois dans une semaine elle exécute un huitième pillage et invente le moyen d'y découvrir ce qu'il lui faut.

Quelquefois, tandis qu'elles marchent à plusieurs kilomètres en avant de leurs hommes, elles rencontrent les « soldates » de l'ennemi qui se portent contre ceux-ci pour les exterminer. Si les deux bandes ne sont pas pressées par la faim, si un pillage récent a satisfait leurs besoins, alors elles s'émeuvent d'une noble haine politique, et femmes et enfants se battent à coups de pierre et de bâtons, en attendant l'heure où les hommes se battront à coups de fusil. Mais presque toujours les « soldates » de l'un et de l'autre parti manquent de quelque chose, et, en pareil cas, de fraternels échanges se font entre les deux groupes. Il faut bien vivre. Entre chrétiens, on ne doit pas toujours se battre. Et celles qui n'ont pas de vivres donnent de l'argent à celles qui en possèdent.

Mais il y a des cas où l'argent perd toute valeur. Ce que les unes exigent en échange de leurs comestibles, ce sont des cartouches : leurs hommes sont à court de munitions, tandis que ceux qui défendent le gouvernement en ont en abondance. Alors la « soldate » acheteuse rebrousse chemin de plusieurs kilomètres pour aller trouver son homme.

— Elles ne veulent pas d'argent, lui dit-elle. Elles disent qu'elles ne donneront de vivres qu'en échange de cartouches.

Cela ne le surprend pas : dans la même situation, il agirait de même.

— Tiens.

Et il remet à sa femme une poignée de cartouches, dont une le tuera peut-être une heure plus tard.

Ce qu'il faut avant tout, c'est manger. Voilà la chose certaine. Quant à la mort, elle reste problématique.

Au Mexique, il n'y a pas à craindre qu'une révolution échoue faute de soldats. Elle peut échouer faute d'armes, faute d'argent, faute d'entente entre ceux qui la dirigent ; mais des hommes, elle en trouve toujours.

Dès qu'on chuchote qu'il y aura peut-être une révolution, les ouvriers des fermes commencent à délaisser le travail. Nombreux sont ceux qui préfèrent souffrir la faim et la soif dans des contrées désertes, mais avec une carabine au poing, et libres d'imposer leurs caprices quand ils descendent dans un lieu habité.

En outre, il y a la grande masse des passifs, des résignés, qui ne craignent pas la mort et qui constituent la majorité du peuple mexicain. Ceux-ci ne vont pas à la révolution ; on les y amène.

— J'étais bien tranquille dans mon rancho, disent beaucoup de vieux guerriers. Mais on m'a pris ma vache, on m'a pris mon cheval ; et alors j'ai dit à ces hommes : « Puisque vous prenez tout ce que je possède, donnez-moi un rifle et je m'en irai avec vous. » Ma vieille a été de la même opinion. Que pouvions-nous faire d'autre ?

Et ainsi la guerre civile acquiert un nouveau combattant et une nouvelle « soldate ».

L'inconscience de ces soldats est étonnante. Ils se battent et meurent sans savoir pourquoi, tandis que les journalistes à la solde des généraux parlent pompeusement de « l'enthousiasme des troupes révolutionnaires » et des « sacrés principes qu'ils défendent ».

Dans la seconde période de la révolution, lorsque Villa allait d'un côté, Carranza d'un autre, et le gouvernement surgi de la convention d'Agnas Calientes d'un autre encore, il y eut un moment où de nombreuses troupes ne surent ni pour qui ni pour quoi elles combattaient. Avant d'engager la bataille, les soldats hésitaient à pousser le même vivat que le jour précédent, parce qu'ils craignaient qu'en quelques heures la situation eût changé et que ceux du groupe voisin les prissent pour des ennemis.

— Aujourd'hui, qu'est-ce que nous sommes ? demandait un combattant à son camarade, en tirant les premiers coups de fusil.

— Je n'en sais rien, répondait le camarade. Je le demanderai à notre capitaine.

Le capitaine n'en savait pas plus qu'eux.

Lorsque le Mexicain ne se laisse pas volontiers convertir en soldat, on l'y oblige indirectement. Je sais un général qui a la réputation, parmi ses admirateurs, d'être un grand improvisateur de recrues.

Il se met en campagne, m'a-t-on dit, avec une ordonnance et quelques fusiliers, et au bout d'un mois il a recruté cinq cent hommes, au bout de deux mois cinq mille hommes. si bien qu'il ne tarde pas à rassembler une véritable armée.

Un soir que je dînais avec le général en question, il me révéla quelques-uns de ses secrets d'organisateur. Je me rappelle un de ses plus beaux succès. Il était venu dans un district minier pour y lever des troupes. On y gagnait alors de bonnes journées ; il y avait beaucoup de travail, et personne ne voulait être soldat. Alors le général ordonna de détruire les entrées des mines, sous prétexte que les propriétaires étaient les ennemis du peuple ; et, le jour suivant, il eut trois cents volontaires, la semaine suivante, plus de mille. Il était très fier de cet exploit.

Tels sont les guérilleros mexicains. Dans le roman que je prépare, l'*Aigle et le Serpent*, j'expliquerai plus au

long les singulières contradictions de leur psychologie. Il n'est pas rare d'en rencontrer qui se montrent à la fois sentimentaux et cruels, qui s'attendrissent et qui fusillent, qui aiment la famille et le foyer, mais qui ne sont contents que lorsqu'ils vagabondent par monts et par vaux à la défense d'une révolution. Leur manière de faire la guerre est étrange ; mais il faut ajouter qu'ils tuent ou se font tuer avec une parfaite indifférence. Les « soldates » aussi, ces pauvres bêtes de somme, montrent à certains moments une valeur héroïque. Quand elles voient les hommes tomber blessés, elles les soignent comme elles peuvent ; puis, quand leur homme est mort, elles prennent son fusil et continuent à tirer.

* * *

Les gens qui ont intérêt à défigurer ce que je dis, me reprochent de peindre un Mexique où il n'y a que des grotesques et des voleurs.

C'est vrai, je peins ces types-là ; mais je déclare que ces hommes sont ceux qui gouvernent, et j'ajoute que derrière eux, modestement dans l'ombre, il y en a d'autres qui sont le vrai Mexique, celui que je respecte et dont je désire le triomphe.

Le Mexique possède des hommes éminents, des civils et des civilisés, qui n'ont jamais été généraux, mais qui ont illustré leurs noms dans les arts de la paix. Quelques-uns d'entre eux, par amour de la terre natale, sont demeurés dans leur pays, quoiqu'ils tâchent d'y passer inaperçus et de se faire oublier par la politique. Les autres, bien plus nombreux, ont fui cette ambiance mortelle et vivent aux Etats-Unis, à Cuba ou en Europe. Jamais je ne parlerai contre eux : ils sont l'unique espérance de salut et de régénération qui reste au pauvre Mexique pour quand il se sentira fatigué de l'anarchie militaire et tombera d'épuisement, après la danse frénétique des révolutions. Qu'y a-t-il de commun entre les ministres d'autrefois, qui ébauchèrent la prospérité de leur patrie, les écrivains, les historiens, les médecins, les avocats illustres nés au Mexique, et le tortueux don Pablo Gonzalès,

le déséquilibré Obregon, le vieux voleur de bestiaux Villa et toute sa tourbe de généraux à revolver ? Critiquer les crimes de ceux-ci et se moquer de leurs ridicules, ce n'est pas dire que le Mexique manque d'hommes pour être bien gouverné, avec désintéressement et amour du progrès.

L'une des raisons pour lesquelles je respecte les Mexicains partis pour l'étranger et mets en eux ma confiance, quoique je ne connaisse pas personnellement la plupart d'entre eux, c'est précisément parce qu'ils vivent à l'étranger, parce qu'ils ont voyagé et parce qu'ils possèdent un esprit large et international. Cet esprit manque déplorablement au Mexique, et peut-être n'existe-t-il point sur la terre d'autre peuple aussi réfractaire à l'étranger, aussi prompt à la sauvagerie dans les relations internationales.

L'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Uruguay, etc., dépensent de grosses sommes en propagande pour attirer l'étranger. Ces peuples savent qu'en fin de compte l'étranger est tout profit pour le pays qui le reçoit, puisqu'il y laisse ses capitaux, son travail et presque toujours ses enfants. Au contraire, le pauvre Mexique paie des sauvages pour qu'ils soient députés, et pour qu'ils disent : « Pas d'étrangers chez nous ! » Le peu de progrès matériel et moderne qu'on y voit, ce sont les étrangers attirés par Porfirio Diaz qui l'ont réalisé. L'industrie qui s'y soutient encore, ce sont les étrangers qui la soutiennent. Malheureusement le nombre des étrangers diminue, et moins il y en aura, moins il y aura de paix et de sécurité.

Dans les autres républiques hispano-américaines il s'est produit aussi autrefois de grandes révolutions, et il y en a même quelques-unes où il s'en produit encore aujourd'hui. Mais les habitants du pays se cognent entre eux et laissent de côté l'étranger. Ce n'est point ainsi que cela se passe au Mexique. La populace des campagnes à laquelle ceux que l'on appelle « révolutionnaires » ont enseigné la haine de l'étranger, commence, lorsqu'elle se soulève, par attaquer les commerçants. « Mort aux Espagnols ! » Ce cri, elle le lance non seulement par antipathie historique, mais plus encore parce que la majorité des commerçants sont Espagnols. D'ailleurs cela ne l'empêche pas d'attaquer aussi les Nord-Américains, les Français et

les Italiens établis dans la ville. L'important, c'est que l'ennemi ait un comptoir et une caisse garnie d'argent. Et puis, quand on a massacré les Espagnols et nettoyé la caisse, on prend la campagne pour défendre les principes sacro-saints de la révolution.

J'ai passé une grande partie de ma vie à batailler inutilement pour renverser la monarchie dans mon pays et pour y implanter la république. Je suis allé je ne sais combien de fois en prison pour des écrits trop audacieux, publiés dans les journaux, et pour des tentatives de révolution armée. J'ai été condamné au bagne par un conseil de guerre et j'y ai passé un an et demi, parce que j'avais protesté contre la guerre entre l'Espagne et les Etats-Unis et parce que j'étais partisan de l'indépendance de Cuba. Tant que j'ai été un homme politique, j'ai vécu dans une pauvreté d'ascète. Je n'écrivais pas de livres, je consacrais tout mon temps à la cause à laquelle je m'étais voué, et je ne pouvais gagner d'argent. Jamais je n'ai eu le profit d'un emploi quelconque. Je n'ai pas exercé d'autre charge que celle de député, et j'ai été député sept fois dans un pays où cette fonction est gratuite et où l'on ne touche pas un centime pour siéger à la Chambre. Je suis donc un révolutionnaire, et c'est précisément pour cela que je ne puis transiger avec cette fausse révolution mexicaine où tous les chefs sont devenus riches, et où ceux qui n'y ont pas réussi sont prêts à s'enrôler dans de nouvelles insurrections, avec l'espoir d'avoir leur tour.

Quant à moi, je ne m'effraie point de voir les révolutions détruire, pourvu qu'ensuite elles sachent reconstruire. Mais cette révolution-là n'a consisté qu'à toujours briser, à tout saccager, et à s'approprier les morceaux sur lesquels on a pu faire main basse, sans se mettre en peine de produire ensuite quoi que ce soit de nouveau pour remplacer ce que l'on avait détruit. Si toutes les révolutions du monde devaient ressembler à celle du Mexique, je crois vraiment que je serais capable de devenir conservateur.

V. Blasco IBANEZ.

(*Traduction de G. Hérelle.*)

L'ÉPOUSE DE L'EMPEREUR[1]

SOUVENIRS PERSONNELS

On ne savait pas l'empereur malade. Pendant toute cette année, il n'avait eu que des indispositions qui paraissaient sans gravité. Cependant, sous la menace du conflit avec la Prusse, Emile Ollivier avait couru chez le maréchal Le Bœuf et l'avait interrogé sur l'état physique de celui qui devait commander les batailles. Le maréchal répondit qu'il avait lui-même interrogé l'impératrice et qu'elle l'avait tout à fait rassuré en lui affirmant que l'empereur n'était affligé que de légers rhumatismes dont il ne souffrait nullement pendant les chaleurs. Elle ne parla point de la consultation récente des docteurs Sée et Nélaton qui avaient conclu que l'empereur avait la pierre, c'est-à-dire était hors d'état d'aller à l'armée. Elle ignorait, a-t-on dit, cette consultation dont le rapport, qui ne lui avait pas été communiqué, aurait été jeté dans un tiroir par le docteur Conneau et oublié. Etrange insouciance !

Du reste elle ne paraissait pas inquiète : « Avouez-le, dit-elle avec orgueil à la princesse Mathilde, il y a eu peu

[1] Voir notre numéro de février.

de souveraines qui aient été trois fois régente. — Dieu veuille que cela vous porte bonheur», répondit la princesse troublée. Puis, regardant son cousin qui se traînait, à quelque distance, d'un pas de malade, elle s'écria : « Et c'est cet homme-là que vous envoyez à la guerre ? — Qu'y faire ? répondit l'impératrice impatientée, le vin est tiré, il faut le boire. »

Malgré son ignorance de la maladie de son mari, elle fit demander à Nélaton un jeune chirurgien, le docteur Augé, qui suivrait l'empereur et lui donnerait ses soins. En même temps, elle fit mettre parmi les bagages une voiture de parc où l'on entrait sans portière et qui devait servir à la visite des campements, car, depuis six mois, l'empereur, autrefois si bon cavalier, ne montait plus à cheval. Un observateur perspicace, qui a vu beaucoup l'impératrice,[1] a dit : « Il lui plaisait d'être la souveraine. » De son côté, Augustin Filon raconte qu'elle était particulièrement irritée contre son mari depuis quelques années[2]. Ces deux assertions expliquent peut-être bien des énigmes douloureuses.

L'empereur partit pour Metz le 28 juillet. C'était six ou sept jours plus tard qu'il n'aurait fallu, car nous avions sur les Prussiens une avance de plus de dix jours à laquelle le maréchal Le Bœuf attachait une extrême importance. Nous la gaspillions sans paraître nous en soucier. La tristesse de ceux qui assistaient à ce départ était indicible. « Il semblait, a dit un serviteur, qu'il y eût un cercueil dans la maison. » Tandis que l'impératrice criait en pleurant à son fils : « Louis, fais bien ton devoir », l'empereur embrassait Emile Ollivier en lui disant : « Je compte sur vous. » Puis il adressait un adieu affectueux à chacun et montait dans le wagon qui, du parc de St-Cloud, devait aller se rattacher au train de la gare de l'Est. L'impératrice s'était opposée au passage en voiture à travers Paris où on eût été salué d'une ovation populaire plus grandiose encore que celle du départ pour l'armée d'Italie. Elle avait allégué des objections puériles :

[1] M. Lavisse.

[2] Elle ne se serait réconciliée avec l'empereur qu'à Wilhelmshöe.

la véritable était l'impossibilité pour le Commandant en chef de supporter, même en voiture, la fatigue d'un défilé d'apparat à travers sa capitale.

Aucune des précautions dont elle jugeait nécessaire d'entourer son mari ne semble l'avoir troublée. Et cependant « donner à l'armée un tel chef, c'était en réalité ne lui en donner aucun et la livrer d'avance en proie, quelque prête qu'elle fût, à un ennemi vigoureusement commandé ». Qui ne sait que le général en chef est, à peu près, tout l'artisan de la victoire, et « qu'une armée de moutons conduite par un lion est, selon le dicton, plus redoutable qu'une armée de lions conduite par un mouton ! » Qui ne se rappelle qu'un Villeroi a suffi à mettre la France sur le bord de l'abîme et un Villars à la sauver ? Qui, enfin, ignore combien nos armées, si magnifiques pourtant, fléchissaient dès qu'elles n'étaient plus animées par le souffle et l'action de Napoléon ?

A Metz, le pauvre empereur demeura immobile. Comme les ouvriers sans ardeur qui rejettent la faute de leur inertie sur leur outil, il se lamenta du désordre de toutes choses et de la confusion inévitable par lesquelles débute une entrée en campagne. « Il semblait attendre qu'un miracle fit tomber toutes les armes de toutes les mains. Incapable de se mouvoir et même d'assister en spectateur à la moindre bataille, il s'ingéniait à ce qu'il n'y eût point de bataille », et il écrivait à Emile Ollivier : « Nous avons tout intérêt à traîner les choses en longueur. » L'angoisse des ministres était cruelle. Rassurés par les assurances optimistes de l'impératrice, complètement trompés sur la santé de l'empereur, ils ne pouvaient comprendre la raison d'une immobilité qui nous faisait perdre les plus sérieux avantages, et ils se désolaient autant que l'armée qui ne demandait qu'à marcher.

Etions-nous, comme on l'a dit, irrémédiablement condamnés à la défaite ? Cela a été soutenu dans la pensée d'exonérer l'empereur et surtout l'impératrice. Ce que j'ai entendu dire à bien des généraux de cette guerre, c'est que nous étions assez prêts pour vainere si nous avions été bien commandés. Notre premier engagement, celui de Sarrebruck (2 août) le prouva. Si, au lieu de nous arrêter

dès la frontière franchie, nous nous étions lancés sur le territoire prussien nous aurions jeté chez l'ennemi en formation un désarroi dont on ne peut dire les conséquences. On se contenta d'une sorte de fantasia qui ne parut faite que pour mettre en valeur l'intrépidité très réelle du jeune prince au feu.

L'empereur avait essayé de monter à cheval, mais ses souffrances l'avaient obligé à descendre et à attendre, assis sur un talus, qu'une voiture vînt le chercher. Il revint à Metz encore plus résolu à une immobilité expectante. Un de nos officiers supérieurs, en apprenant que nous allions en rester là, ne put retenir ses larmes :

« Nous sommes perdus ! dit-il. Notre inaction en ces jours décisifs a été notre premier et plus grave revers. Et la cause de cette inaction funeste ne fut pas notre infériorité numérique, car, pendant tout ce temps, nous avons été en forces supérieures : ce fut le commandement de l'armée entre les mains d'un chef dont les qualités de bravoure et d'intelligence étaient anéanties par une infirmité des plus déprimantes [1]. »

Les défaites qui suivirent achevèrent d'écraser le pauvre empereur. Aucune, pourtant, n'était irrémédiable : Wissembourg n'avait engagé que peu de troupes, Wœrth, beaucoup plus malheureux, avait fait éclater une telle valeur de nos hommes et de leurs chefs que c'était la défaite triomphante à l'envy des victoires, enfin Forbach n'avait pas abandonné le terrain à l'ennemi. L'empereur qui, d'abord, avait télégraphié à Paris : « Tout est perdu », se ressaisit et envoya une nouvelle dépêche affirmant : « Tout peut encore se réparer. » — « Tout peut encore se réparer, Sire », répétait le maréchal Le Bœuf. Et il indiqua le mouvement à faire qui eût assuré une revanche immédiate. « C'était, a dit le prince Napoléon, une idée digne de Napoléon Ier ! ». Mais Napoléon III, repris par ses souffrances, se sentit de nouveau incapable de toute action et il y renonça sans même la tenter.

[1] Emile Ollivier : *L'Empire libéral*, t. XV.



Dans son journal de jeunesse, Emile Ollivier, ayant vu au théâtre l'impératrice nouvelle mariée, avait écrit : « Ce n'est sûrement pas une femme supérieure qui saurait, au besoin, retenir de sa main un Empire penché sur l'abîme.» Cette impression allait se justifier. Tout d'abord, tout alla au mieux. La régente, épanouie dans son rôle dominateur, ne cherchait qu'à satisfaire ses ministres et à se tenir d'accord avec eux sur toutes les questions. « L'impératrice, dit Emile Ollivier, dirigeait notre conseil avec une gravité pleine de bonne grâce, d'intelligence et d'application. Quand elle n'était pas au courant des affaires qui se traitaient, elle s'en faisait instruire, et, avec sa facilité d'assimilation, en parlait comme si elle ne les eût jamais ignorées. »

Mais lorsque les mauvaises nouvelles commencèrent, il n'en fut plus de même. La cour avait accueilli avec un triomphe exagéré le petit succès de Sarrebruck, elle accueillit avec un effroi non moins exagéré l'échec de Wissembourg. La dépêche, reçue le 5 au soir par l'impératrice, ne fut communiquée que le lendemain à midi aux ministres : on avait cru qu'une meilleure nouvelle viendrait entre temps l'effacer. La population parisienne, très sage et très calme, s'impatientait néanmoins d'ignorer les événements qu'elle sentait dans l'air, et les ministres durent lui révéler la triste nouvelle dès qu'ils la connurent eux-mêmes. Ce fut dans le monde de la Bourse et dans celui des politiciens un violent émoi, mais il eût été plus violent encore si l'on eût différé davantage la communication. La régente voulut adresser aux Parisiens une proclamation, et l'amiral Jurien de la Gravière en apporta l'esquisse au garde des sceaux. Une phrase annonçait que, « si les circonstances devenaient critiques, l'impératrice se ferait tuer au milieu du peuple de Paris. » Le garde des sceaux la biffa en disant : « Ce sont des choses qu'on fait et qu'on ne dit pas. » Heureusement pour la régente, celle-là ne fut pas plus dite qu'elle ne fut faite.

En réalité, le peuple de Paris comprenait alors, comme il l'a compris durant les années terribles de la dernière guerre, que travailler contre le gouvernement pendant que l'ennemi avance sur le territoire, c'est aggraver un malheur par un autre malheur, et la tâche des ministres résolus à maintenir l'ordre était plus facile qu'on ne le croit aujourd'hui sur les récits inexacts de ceux qui nous ont montré, le 7 août 1870, une France soulevée par la colère. Augustin Filon, envoyé le matin par l'impératrice au garde des sceaux, le trouva dormant d'un paisible sommeil. « Il me parut, dit-il, plein d'énergie et de ressources. » Je puis ajouter : et de confiance. Ni les revers, ni la révolution ne l'épouvantaient. Certes, il savait qu'il y avait à Paris des agitateurs de toutes catégories qui ne demandaient qu'à profiter des mauvais jours, mais ils étaient en petit nombre et, sans verser une goutte de sang, sans faire de coup d'Etat, il suffirait d'agir contre eux par les mesures légales dont savent se servir les gouvernements fermes, tels que le fut récemment notre gouvernement de la défense nationale.

Emile Ollivier, convaincu que le peuple ne demandait qu'à être protégé contre ces perturbateurs, était décidé à prendre ces mesures. Mais auparavant, il voulait faire revenir l'empereur. Quoique satisfait de la régente, et rendant justice à son énergie, il comprenait qu'il n'avait pas assez sa confiance pour tenter avec elle des actes décisifs. Sa confiance, elle la donnait aux anciens conseillers de l'Empire qu'elle venait de rassembler autour d'elle comme membres du Conseil privé, qui ne cherchaient qu'à abonder dans son sens. De plus, elle n'était pas aimée du peuple comme l'empereur ; elle n'avait pas son habitude des justes et sages résistances, ni sa foi absolue en son droit et en sa mission, ni sa lumineuse tranquillité qui ne s'effrayait jamais d'un péril imaginaire. Enfin, l'empereur à Paris, ce n'était pas seulement l'appoint indispensable au ministère, c'était l'empereur hors de son armée, ayant passé son commandement à un chef plus vigoureux[1] et ne paralysant plus de son

[1] C'était Mac-Mahon que le ministère du 2 janvier aurait préféré.

impotence les ardentes aspirations de ses troupes. De tous côtés, tant de Paris que de Metz, on criait au garde des sceaux : « Qu'il quitte l'armée ! qu'il revienne aux Tuileries. » L'intérêt du pays, plus encore que l'intérêt de la dynastie était si évidemment attaché à ce retour qu'Emile Ollivier, lorsque le matin du 8 août, il se rendit chez l'impératrice, pour le lui proposer, ne doutait pas qu'elle n'y consentît immédiatement.

* * *

Le Corps législatif et le Sénat se réunissaient le lendemain 9 août ; il fallait que l'empereur fût rappelé avant la séance de la Chambre. Il n'y avait pas de temps à perdre. Le ministre de l'intérieur, Chevandier de Valdrôme [1] et le préfet de police Piétri, accompagnaient le garde des sceaux. Ils exposent la vérité à la régente et disent les exigences d'une situation maintenant aggravée par les défaites de Wœrth et de Forbach. Demander le retour de l'empereur à la tête de son gouvernement, ils ne se le dissimulaient pas, c'était demander la fin de la régence. Cette considération allait-elle faire hésiter l'impératrice ? Emile Ollivier ne l'avait pas cru un instant. Mais elle, effarée, sanglotante, s'écrie avec horreur : « Lui, revenir ! c'est impossible avant une victoire. — Mais, Madame, il n'y aura pas de victoire s'il ne revient pas. » Cette réponse, trop irréfutable, l'atterre. Elle reste quelque temps sans paroles, puis, reprenant possession d'elle-même, elle feint de discuter d'un esprit libre, écoute les arguments de ses interlocuteurs, paraît s'y rendre et annonce qu'elle va télégraphier leur avis à l'empereur. Elle écrit en effet une dépêche et la remet à chiffrer, mais en faisant comprendre qu'on ne se hâte point. En même temps elle se garde de rien révéler d'une autre dépêche qu'elle a reçue le matin même du secrétaire de l'empereur (Franceschini Piétri), qui l'avertit que, « de son propre mouvement, Sa Majesté ne se sentait pas en état de soutenir une campagne et

[1] Quelque légèrement qu'on en ait parlé, Chevandier de Valdrôme était un homme d'une grande valeur d'action et de résolution.

que ses amis croyaient qu'il devait rentrer à Paris. » L'impératrice appelle à la rescousse les membres du Conseil privé, Rouher, Schneider, Persigny, etc... Elle leur cache, comme aux ministres libéraux, la dépêche de Piétri. Tout d'une voix, ils décident que, même si l'empereur quitte le commandement, il ne doit pas rentrer à Paris.

C'était un échec décisif pour le ministère du 2 janvier. Jusque là, quoique préférant ses anciens serviteurs, la régente paraissait comprendre qu'elle ne pouvait se séparer de ceux qui avaient la confiance de l'empereur. Mais, maintenant, vient d'éclater entre elle et eux un de ces dissentiments qui ne peuvent se résoudre que par la soumission impossible de l'un ou de l'autre, ou par une séparation. Elle accepte la séparation et, toute la nuit qui précède l'ouverture de la Chambre, elle travaille avec Augustin Filon à choisir les noms qu'elle pourra mettre à la place de ceux d'Emile Ollivier et de ses collègues.

Dans le même temps, ses amis pourchassent les députés qui vont se réunir et s'évertuent à organiser une majorité contre le ministère. Ce n'était pas facile. Ils parvinrent à détacher quelques membres de la droite en leur faisant comprendre que, s'ils exécutaient Emile Ollivier comme le bouc émissaire de leurs ardeurs chauvines, ils détourneraient sur sa tête toutes les colères patriotiques. Mais la plupart répugnaient à cette lâche manœuvre. On essaya donc d'un moyen moins dégradant, et l'ancien écuyer de l'impératrice, M. de Piennes vint demander au garde des sceaux de se déclarer indigne de rester au pouvoir en donnant sa démission. « Cet acte d'abnégation, disait-il, tirerait la régente et le pays, d'une situation désespérée — Je ne pense pas, répondit le ministre, que ma démission sauverait le pays et la régence. Si la Chambre me juge indigne, qu'elle me renverse. Je ne me condamnerai pas moi-même alors que je n'ai rien fait que de régulier et de juste. » On le prévint alors que la Chambre était dans une telle exaspération contre lui que, s'il osait y reparaître en qualité de ministre, on l'assassinerait. On vint même me prier de l'en avertir, de quoi je me gardai fort. Toujours calme, il répondait à ces avertissements : « Je n'en crois rien,

la Chambre a approuvé tous mes actes, elle n'a rien à me reprocher. »

Loin de l'assassiner, la Chambre n'osa pas même le renverser suivant les rites parlementaires. On craignit qu'en un scrutin régulier il se découvrît qu'un trop grand nombre de voix lui restait fidèle. L'exécution fut anonyme ; aucun nom ne la signa, et ce fut par un simple assis et levé qu'elle se fit au milieu des vociférations des meneurs de l'intrigue et des violents de la gauche, impatiente de se délivrer du seul homme de gouvernement qu'elle redoutât.

Lui, toujours maître de lui-même, ferme et dédaigneux n'avait pas même essayé de se défendre. Qu'aurait-il pu dire ? Dénoncer l'influence néfaste de l'empereur à l'armée, l'entêtement insensé de l'impératrice à refuser de le laisser revenir ? C'était de ces sortes de choses qu'il ne savait pas faire Du moment que l'impératrice se dressait contre lui, il ne pouvait rien que se laisser renverser. Il lut jusqu'au bout, sans trouble, sa dernière déclaration ministérielle et, lorsque le vote par assis et levé lui eût donné son congé, il offrit sa démission. Elle fut aussitôt aceptée, et il s'en alla comme ceux dont on a dit « qu'ils sont descendus et ne sont pas tombés du pouvoir ».

Il ne revit pas l'impératrice. Le seul signe de vie qu'elle lui donna fut la lettre officielle, très sèche, par laquelle elle le pria d'annoncer à la Chambre que le général Palikao, était chargé de former le nouveau cabinet. Cependant, lorsque le ministre des finances, Segris, vint lui demander quelques signatures de liquidation, elle lui exprima des regrets. « M. Ollivier, dit-elle avec émotion, a été si bon pour nous. »

L'empereur sentit profondément quel soutien il avait perdu : « Ils sont fous à Paris, dit-il, ils ont renversé Ollivier ! » Il écrivit à son ministre de prédilection une lettre affectueuse qui disait entre autres : « Vous m'avez donné tant de preuves de dévouement que je m'étais habitué à compter sur vous pour imprimer aux affaires une marche ferme, exempte de faiblesse. J'espère que nos relations continueront à être aussi intimes que par le passé. »

* * *

L'empereur éloigné de sa capitale, Emile Ollivier écarté du pouvoir, c'était un encouragement puissant à la révolution jusque là facile à maîtriser. Le ministère sans vigueur et sans capacité qui avait remplacé le ministère du 2 janvier facilitait sa tâche à l'opposition et, en essayant de l'amadouer par des concessions inintelligentes, ouvrait un peu plus chaque jour la porte par laquelle l'émeute entrerait dans la place. Cependant, il restait à l'Empire une chance de salut considérable. L'armée de Mac-Mahon, arrêtée à Châlons, pouvait se replier sur Paris, et là, ravitaillée par tout ce qu'elle trouverait d'hommes et de ressources, ayant pour chef un héros assagi par une récente expérience, elle livrerait une de ces batailles qui sauvent les nations. C'est devant Paris, nous venons de l'éprouver encore par notre admirable bataille de la Marne, que la France envahie repousse l'envahisseur. Mac-Mahon brûlait de livrer ce grand combat.

Mais avec son armée il traînait après lui l'empereur dépouillé de son commandement et relégué parmi les bagages, et l'empereur, ainsi ramené par Mac-Mahon, reviendrait donc encore à Paris. La régente ne le permit pas. Pourtant ceux qui étaient autour d'elle, fidèles à l'Empire, comprenaient maintenant combien était sage la décision de rappeler Napoléon III aux Tuileries. Rouher, envoyé à Châlons par l'impératrice, pour le dissuader de revenir s'en retourne convaincu que c'est pourtant le seul parti à prendre ; le général Schmidt, vieil ami de la famille impériale, supplie la régente de ne plus s'y opposer. Elle répond à tous avec violence : « Non, je ne veux pas qu'il revienne, il ne reviendra pas. »

Le général de Palikao vient à son aide et lui offre le moyen d'éloigner à la fois l'Empereur et l'armée. Au lieu de se diriger sur Paris, Mac-Mahon s'en ira vers le nord à la recherche de Bazaine dont on ne sait plus rien ; il le retrouvera, il le rejoindra, unira ses troupes aux siennes et tous deux ensemble écraseront les armées prussiennes.

Soutenir un tel plan, c'était tenter Dieu et poursuivre la plus folle chimère qui soit jamais sortie d'un cerveau militaire. La régente l'accueillit avec exaltation, Palikao le télégraphia à Mac-Mahon en ordres impératifs qui ne permettaient pas la discussion et l'impératrice enjoignit à l'empereur de continuer à la suite du maréchal son voyage lamentable. « La vérité est qu'on me chasse, dit-il, les larmes aux yeux, au prince Napoléon, on ne veut pas de moi à l'armée, on n'en veut pas à Paris. »

Sa femme eut-elle conscience du martyre auquel elle le soumettait, de ses humiliations constantes, de ses tortures morales, alors qu'il se laissait traîner ainsi, ne comptant plus pour rien, ni dans l'action, ni dans les conseils ? Elle lui adressait des dépêches très-dures que Filon lui demandait, sans être écouté toujours, d'adoucir. On eût dit qu'elle le regardait comme coupable des angoisses qu'elle s'était créées elle-même. En apparence ferme comme un roc, elle était en réalité une âme en désarroi. Elle alimentait son agitation intérieure par la lecture assidue des rapports de police qui souvent, comme on sait, font de faits sans importance des événements graves ; elle répétait : « Si l'empereur revient, ce sera la révolution immédiate. » Et, inconséquente, elle ajoutait : « Je ne m'occupe pas de la dynastie, je ne m'occupe que de la France. » Mais s'opposer, par peur de la révolution, aux seules résolutions qui pouvaient encore sauver le pays, qu'était-ce sinon sacrifier la France à la dynastie ?

Cette crainte de la révolution la hantait. Lorsque, à la tombée de la nuit, elle se hasardait avec une de ses dames à faire quelques pas dans la partie réservée du jardin des Tuileries, il lui semblait entendre alentour des clameurs de populace, et cependant le peuple de Paris ne manifestait aucune hostilité et, en ces jours même, il avait aidé la police à réprimer deux tentatives d'émeute. L'impératrice n'avait pas voulu le voir : les fureurs des tricoteuses, le sort de madame de Lamballe lui remplissaient la mémoire de visions affreuses et, en même temps, une autre inquiétude moins tragique, se mêlait à ces souvenirs d'effroi. Dans ses jours heureux elle avait dit : « Ce n'est pas nous qui nous en irons en fiacre,

comme Louis-Philippe ! » Maintenant, la possibilité d'une fuite en fiacre la terrifiait. Elle confia cette obsession à un grand d'Espagne de ses amis, le duc de Ripalda. Il lui promit sur l'honneur que, si elle était obligée de partir, il serait là, et que, par ses soins, elle ne partirait qu'avec dignité et decorum. L'événement, sans doute, le gagna de vitesse, car il ne fut pas là, mais sa promesse avait un peu réconforté l'impératrice. Du reste l'effarement de son entourage était déplorable. Chargé d'envoyer en lieu sûr les objets précieux, il avait cxpédié tous les chiffons et tous les joyaux, et avait laissé dans les tiroirs du cabinet de l'empereur une masse de lettres intimes, que le gouvernement du 4 septembre eut le triste courage de publier sous le titre : « Papiers secrets de la famille impériale ».

Toute la force de l'infortunée était concentrée dans sa résistance au retour de son mari. Bien que la marche vers Bazaine eût été décidée, Mac-Mahon, hésitant encore à se mettre en route, fit une nouvelle tentative auprès du gouvernement de la régence pour en obtenir de changer le fatal itinéraire. Une injonction impérieuse de marcher lui répondit. Alors, troublé par la crainte de manquer de chevalerie envers un camarade dans la détresse, découragé d'ailleurs par la passivité stoïque de l'empereur, le maréchal froisse avec colère l'insolente dépêche et dit à ses officiers : « Hé bien, allons, messieurs, nous faire casser la g.... » Et il donna l'ordre du départ.

Pendant quelques jours le silence fut gardé sur cette marche invraisemblable. Les Prussiens la jugeant impossible ne s'en inquiétaient pas. Enfin, le journal d'Ernest Dréolle, *Le Public*, la divulgua et le renseignement fit le tour de la presse. Les amis du gouvernement et les patriotes furent plongés dans la stupeur ; les observateurs du métier ressentirent une secousse prophétique à l'annonce de cette marche au milieu de trois armées prussiennes en train d'exécuter un large mouvement enveloppant. Nul ne douta qu'un effondrement effroyable ne fût au bout de cette stratégie affolée. L'attaché militaire

de l'ambassade d'Autriche l'annonça à son gouvernement en termes si saisissants que Metternich chargea Klindvorth, un de ses agents secrets, d'aller donner lecture de ce rapport à l'impératrice. La malheureuse femme se voila la face de ses mains en s'écriant : « Ah ! ne le dites à personne[1]. »

Le lendemain ce fut son mari qui le lui dit : « Quartier Impérial, 2 septembre 1870. Ma chère Eugénie, il m'est impossible de te dire ce que j'ai souffert et ce que je souffre. Nous avons fait une marche contraire à tous les principes et au sens commun ; cela devait amener une catastrophe. J'aurais préféré la mort à une capitulation si désastreuse, et cependant, c'était le seul moyen d'éviter une boucherie de soixante mille hommes. Je suis désespéré. »

Le désespoir de la régente s'exprima par des imprécations que Filon regrette d'avoir entendues et que M. Lavisse préfère ne pas répéter. J'imiterai leur réserve. Quelque part qu'elle ait eue aux douleurs qui déchirèrent nos cœurs, la détresse de l'infortunée est maintenant extrême. De l'abîme où elle a poussé l'empereur et la France, délaissée par ses ministres qui n'ont pensé qu'à leur propre sécurité, elle voit la révolution s'installer, sans obstacles, toutes portes ouvertes, à la place des rois et des empereurs, les nouveaux souverains ramasser dans la rue le pouvoir qu'aucune main ne tient plus, et, comme l'a dit naguère une grande feuille républicaine[2], « la troisième république naître de la défaillance du régime impérial, plus que de la volonté exprimée de la nation ».

Elle-même est réduite avec la fidèle Mme Lebreton au seul secours de deux ambassadeurs étrangers, le prince de Metternich et le chevalier Nigra, qui, ne sachant que faire pour elle, l'ont jetée dans le fiacre qu'elle abhorre. Ce fiacre la conduit dans l'unique asile auquel elle croit pouvoir se fier et de là, elle passera en Angleterre sur le yacht d'un Anglais obligeant. Quel départ !

[1] Emile Ollivier : *L'Empire libéral*, t. XVII.

[2] Le *Journal*, 5 septembre 1920.

* * *

Le 9 janvier 1873, l'empereur mourait sur la terre d'exil, inconsolé du désastre de Sedan, dont le souvenir déchira son cœur jusqu'à son dernier soupir. Emile Ollivier ressentit de cette mort une douleur dont on trouve l'expression émouvante dans ses lettres de cette époque. Leur malheur commun, l'admirable hauteur d'âme, sous les injures et les calomnies, du souverain qui avait si noblement secondé son œuvre de liberté, l'avaient plus étroitement encore attaché à lui. Jusqu'à la fin, leurs relations étaient restées affectueuses ; l'empereur témoignait qu'il n'oubliait pas la droiture et la loyauté de son ministre. Un jour, le marquis de Lavalette l'ayant attaqué devant lui, il prit la parole avec vivacité et dit : « Je ne permets pas qu'on attaque Emile Ollivier. Je l'aime ; ses intentions étaient bonnes, les événements seuls l'ont empêché de les réaliser ; tout ce qu'on dit contre lui retombe contre moi. » Et lui qui, en général, parlait peu, continua ainsi pendant vingt minutes. Une autre fois, à quelqu'un qui rabaissait l'éloquence de l'orateur et lui préférait celle de Rouher, il riposte avec un accent pénétrant : « Oui, Rouher a un grand talent, mais Ollivier, c'est le poète de la parole. » Vers la fin de sa vie, comme on n'arrivait pas à le décider à un acte qu'on croyait utile, Rouher s'écriait : « Ah! que ne peut-on chercher Ollivier ! Lui seul a encore de l'influence sur son esprit. »

Emile Ollivier ne connut que plus tard ces traits touchants[1]. Il ne les avait pas attendus pour dire en public ses propres sentiments. Dans son discours de réception à l'Académie française (mars 1874), après avoir mis en relief une appréciation élogieuse de Napoléon III par Lamartine, il avait ajouté : « S'il l'avait connu davantage, s'il avait éprouvé son grand cœur, son esprit formé de charme et de justesse, la douceur de sa majesté paisible ;

[1] Ils lui furent racontés en 1882 à Rome par le prince Charles Bonaparte qui en avait été témoin.

s'il était devenu le confident de ses pensées uniquement tournées au bien public et au soulagement de ceux qui souffrent, s'il avait été le témoin de la loyauté avec laquelle il a fondé et mis en pratique les institutions les plus libres que notre pays ait encore connues, s'il l'avait contemplé modeste pendant la prospérité, auguste après l'infortune, il aurait fait mieux que de lui rendre justice, il l'eût aimé. »

Selon l'usage, huit jours avant la séance, le discours fut lu devant une commission tirée au sort. Le sort complaisant y avait mis le duc de Broglie, président du conseil avec d'autres ennemis de l'Empire, parmi lesquels Guizot. Celui-ci, que l'empire libéral avait comblé de ses faveurs, déclara que ce passage provoquerait les manifestations les plus dangereuses et que, s'il n'était pas supprimé, la lecture en séance publique ne pourrait pas avoir lieu. Guizot, dans son zèle, alla même jusqu'à insulter l'ancien ministre dont il avait brigué les bonnes grâces. Emile Ollivier refusa de retirer le passage dangereux; la séance fut interdite. Mais le *Figaro* publia le discours et le public lui fit un succès triomphal.

Jamais, depuis sa chute, Napoléon III n'avait été loué avec tant de courage et d'éclat. L'impératrice en témoigna chaudement sa reconnaissance. Elle voulut aussi châtier les insultes de Guizot. Dans les papiers de l'empereur se trouvait une lettre du fils du doctrinaire qui remerciait Napoléon III d'une somme de cinquante mille francs accordée à sa prière pour payer une dette de jeu. Souvent déjà, l'empereur sollicité de publier cette lettre, avait refusé disant : « Monsieur Guizot est un de ceux qui illustrent la France, je ne veux pas le diminuer. » L'impératrice n'en jugea pas de même. Tous les journaux publièrent la lettre de Guillaume Guizot, qui apprit au public la magnanimité de Napoléon III et à Guizot sa honte paternelle. Ce fut, dit-on, pour son orgueil d'homme politique et de père, un coup mortel.

Mais la vieille antipathie entre la souveraine déchue et l'ancien ministre persistait. Depuis la mort de l'empereur, la thèse du parti bonapartiste était que la liberté seule avait perdu l'Empire, comme si c'était la liberté

qui avait fait 1866 et conduit nos armées à Sedan. Le chef de cette polémique, Cassagnac, parlait d'Emile Ollivier comme d'un malfaiteur, et reprenant, à l'usage de l'impératrice, le système du bouc émissaire l'accablait d'accusations calomnieuses. Le prince Napoléon, qu'il traitait aussi indignement, se plaignit un jour. « Rien, lui répondit l'impératrice, ne me décidera à me séparer de Cassagnac : c'est mon paladin. » Emile Ollivier ne s'était pas senti atteint par les outrages du paladin, mais il déplorait qu'entre les mains de pareils défenseurs l'Empire ne parût plus être qu'un ramassis de tapageurs, réclamant le régime de 1852 avec ses menottes, son bâillon et ses sbires. Il le fit dire plusieurs fois au prince impérial. Le jeune prince le remercia chaque fois courtoisement, mais l'impératrice n'en conçut qu'une plus violente rancune.

La tyrannie qu'elle exerçait sur son fils était illimitée. Lorsqu'elle alla avec lui à Rome pour le présenter au pape, elle exigea qu'il n'eut aucun rapport avec le Quirinal. « Ce serait, disait-elle, jouer ta couronne. » Pourtant, une invitation à dîner étant arrivée, le prince accepta. Sa mère exigea que ce fût à la condition de rentrer à dix heures, mais une conversation intéressante avec la princesse de Piémont ayant entraîné le prince, il ne rentra qu'après minuit. Une scène déchaînée l'accueillit et l'impératrice lui déclara que, « s'il recommençait, elle se jetterait par la fenêtre. » Le roi Victor-Emmanuel, s'il connut cette scène, ne dut pas être surpris. « J'aime l'empereur, disait-il au prince Napoléon, quoiqu'il m'ait parfois bien ennuyé : sans lui nous ne serions pas ce que nous sommes. Mais elle, elle porte malheur à tout ce qu'elle approche. Quand elle vient vers toi, fais cela ! » Et il faisait le geste contre la *jettatura*.

Un peu plus tard, un de nos amis alla à Chislehurst visiter le fils de Napoléon III. Il l'entretint de l'intérêt qu'il aurait à demander son concours à celui dont J.-J. Weiss disait que « son courage valait une armée de cent mille hommes ». A peine a-t-il parlé, qu'une des portes de l'appartement s'ouvre impétueusement et l'impératrice hors d'elle crie : « Jamais, tant que je serai là, nous ne recourrons à Emile Ollivier. »

Ni elle ni son fils ne recoururent en effet jamais à l'ami de Napoléon III. Le « petit prince » comme l'appelait le peuple de Paris, enfui d'Angleterre, disait-on, pour échapper aux intolérances maternelles, s'en alla tomber sous les coups des nègres d'Afrique, et l'impératrice demeura seule et désolée parmi l'écroulement de ses affections et de ses ambitions.

* * *

Si l'impératrice Eugénie s'était contentée de la royauté que lui assuraient sa charmante beauté, son vif esprit, le prestige de sa haute vertu, la séduction de ses mouvements de cœur ; si elle n'avait point prétendu à gouverner l'Etat et à diriger les armées, si elle ne s'était point aveuglée sur elle-même au point de se croire supérieure à tout et à tous, elle n'aurait eu qu'une place de choix dans l'histoire de nos souveraines. Cette place, qu'elle n'a pas su conquérir en ses jours prospères, le malheur la lui a donnée. Il l'a faite douce envers les hommes et envers les choses, sincèrement détachée des glorioles, oublieuse des rancunes, magnanime et secourable envers ceux qu'autrefois elle avait poursuivis de ses colères, grande enfin comme elle avait souvent voulu l'être et comme certaines âmes le deviennent dans les épreuves, sans efforts et sans tapage. S'intéressant à tout ce qui mérite de l'intérêt, elle ne sortait d'une vie de retraite consacrée à de pieux souvenirs que pour chercher à travers le monde les enseignements de la science humaine, les hautes émotions fortifiantes et les actes de générosité à accomplir. Lorsqu'en 1883 le prince Napoléon, qui avait été souvent très injuste envers elle, fut, après un manifeste violent contre la République, mis en prison, elle accourut à Paris pour partager son sort s'il y avait lieu. La République aurait pu se fâcher. Elle eut l'esprit de ne paraître point s'apercevoir de l'acte vaillant et, peu après, libéra le captif. L'impératrice, après la mort du prince, témoigna à ses enfants une sollicitude pleine de magnifi-

cence et s'associa à leur destinée autant qu'il était possible à son veuvage.

Un jour, me promenant au Bois avec une amie, je lui fis remarquer deux dames en deuil qui suivaient à pied un des trottoirs d'une grande allée. « Voyez donc, m'écriai-je, le beau port, la belle démarche que ceux de la dame de droite ! » Lorsque notre voiture dépassa les promeneuses, je regardai encore : la dame de droite était l'impératrice. Je la savais à Paris, mais ni mon mari, ni moi, nous ne pensions la revoir. Elle désira un jour nous rencontrer. Le comte Primoli arrangea chez la princesse Mathilde un déjeûner où nous fûmes réunis. Nous revîmes avec une indicible émotion la souveraine découronnée. Vêtue d'une austère robe noire, ses cheveux blancs entourant sa tête marquée des stigmates de la douleur, elle avait une majesté qui nous frappa. Elle causa avec cette liberté d'esprit et cette animation qui était un de ses charmes. Après le repas, elle emmena Emile Ollivier dans un coin du salon et lui parla longuement des témoignages de fidèle souvenir qu'il avait donnés à l'empereur. Puis elle m'appela auprès d'elle et m'entretint quelques instants. J'étais profondément remuée. Je pensais au fils dont elle portait le deuil et à celui que je n'avais plus, et je fondis en larmes. Elle me parla de la guerre et me dit : « Je ne la voulais point. » La stupeur m'ôta la parole, je ne répondis rien. Elle dit aussi : « Je ne voulais pas la chute d'Ollivier. » Cette fois, je m'écriai : « Votre Majesté n'avait pas tort, car s'il eût été au pouvoir à ce moment, ce n'est qu'en passant sur son corps que l'émeute serait arrivée jusqu'à elle. » J'aurais pu ajouter : « Et il n'eût pas envoyé l'empereur à Sedan. »

Nous revîmes rarement l'impératrice. Les souvenirs que nous évoquions réciproquement étaient trop douloureux. Jamais, néanmoins, elle ne manqua, lorsque quelque événement attrista ou adoucit notre existence, de s'y associer par un message sympathique. Lorsque je perdis celui qu'elle avait tant méconnu, elle prit part à mon deuil avec des accents émus.

Ses erreurs ont aggravé nos malheurs et leurs conséquences ont cruellement pesé sur notre pays. Mais Dieu et

les armées de la France ont effacé ces blessures, et nos âmes, endolories, ne se penchent plus qu'avec une mélancolique commisération sur les épreuves de l'épouse de Napoléon III. Sa destinée fut cruelle. Si, malgré ses bons vouloirs et sa noblesse d'âme, elle a fait beaucoup souffrir, que n'a-t-elle pas souffert elle-même ?

Marie-Thérèse OLLIVIER.

TRIVIA

Logan Pearsall Smith est né aux Etats-Unis en 1865. Il fit ses études à Harvard, puis vint en Europe et fut étudiant à Oxford — la vieille Université dont le nom revient souvent dans ses pages et dont il a évoqué la vie dans le premier de ses ouvrages : *The Youth of Parnassus*, publié en 1894.

Habitant l'Angleterre depuis nombre d'années, il fit paraître en 1901 quelques-uns des morceaux de *Trivia*, réunis en un petit volume qui passa presque inaperçu. Au contraire, l'ouvrage publié dans son intégralité, en 1918, suscita un intérêt manifeste, et connut la consécration des éditions multiples, tant en Angleterre qu'en Amérique.

Ces poèmes en prose mettent Logan Pearsall Smith au premier rang des prosateurs anglais, et il tient fort à ce titre de « prosateur ». En dehors d'une plaquette de poèmes et d'un ouvrage historique : *Vie de Sir Henry Riotton, ambassadeur d'Angleterre à Venise au temps de Shakespeare*, il s'occupe surtout de la prose anglaise. Il publie en 1902 un livre sur *The English language*, en 1918 un *Choix de Sermons du poète John Donne*, puis en 1919 un *Trésor de la Prose anglaise*, sélection d'extraits des prosateurs anglais depuis Chaucer jusqu'à Bernard Shaw.

Enfin, il a fondé avec Robert Bridges, le poète lauréat, la S. P. E., *Society for Pure English*, dont il est secrétaire, et qui se propose « de résoudre les questions de linguistique dans leurs rapports avec le langage commun ».

Ce souci constant de la « belle prose » et de ses rapports avec la langue quotidienne, s'exprime dans une notice placée par Logan Smith en tête de la première édition de *Trivia :*

« L'auteur de *Trivia* estime que certains aspects de la vie quotidienne demandent, pour leur expression parfaite, une forme littéraire spéciale. Il s'est donc efforcé de trouver cette forme particulière pour traduire maintes de ces sensations, de ces impressions de chaque jour, qui sont notre bagage commun, mais que négligent en général la poésie moderne ou la prose anglaise telle qu'on l'écrit communément. »

Cette forme littéraire, cet instrument particulier, c'est la langue fluide et subtile de L. P. Smith. Prose souple, colorée, et d'une classique précision, qui flâne et s'attarde, regarde au ciel, descend sous la terre, se grise de fleurs et de parfums, jouit des mille joies de l'air et des eaux, est tout harmonie et rythme, et qui brusquement, comme les rues des grandes villes ou les sentiers de la forêt, tourne court, s'emplit de bruits discordants, fait un coude inattendu : une hardiesse de pensée ou d'expression vient couper une période toute classique, un mot populaire ou franchement « trivial » sert de conclusion au plus aérien des poèmes.

Forme particulière d'humour par quoi L. P. Smith se révèle bien anglais. Mais avant d'appartenir à sa race, il appartient à l'humanité, et « les sensations, les impressions de chaque jour » qu'il a traduites, font bien partie « du bagage commun des hommes ». Ses mots, ses accents, ses mouvements, sont bien ceux de tous les pays, et partout les hommes pourront le revendiquer comme l'un des leurs; tel de ses morceaux peut évoquer un souvenir de Keats, de Verlaine, de Whitman, de Mallarmé, de Heine... Ne nous hâtons pas de conclure à sa filiation littéraire, et de rechercher les influences qu'il a subies. Tentative puérile et vaine; Logan Smith est *well read*, sans doute, comme telle jeune postière qu'il nous montre plongée dans ses lectures, mais il a fermé ses livres avant d'aborder sa page blanche; poète, il chérit les poètes, mais c'est dans la « déplaisante substance grise de son cerveau », qu'il a élaboré les matériaux de son précieux édifice. Ce fervent de la prose est un poète subtil; s'étonnerait-on qu'il s'apparente à ceux qui ont regardé avant lui dans le cœur des hommes ?

Mais mieux vaut sans doute ne pas chercher trop loin dans ses intentions et dans ses préférences. L'œuvre de L. Pearsall Smith traduit une réserve un peu hautaine, orgueil peut-être de poète, qui ne s'enferme plus dans une tour d'ivoire désuète, mais qui se déroberait, de façon plus moderne, aux regards trop curieux de la foule... Ne le regardons pas de trop près; nous allons le voir s'enfuir dans le brouillard « pour disparaître, Lecteur, à ta vue et m'évanouir dans le lointain, en inclinant mon parapluie contre le vent ».

PHILIPPE NEEL.

Le Courrier de l'après-midi

Le bureau de poste du village, avec sa pendule et sa boîte aux lettres, sa buraliste perdue dans des récits d'amours seigneuriales et de princières infortunes, et l'épicier à face blême, aux aguets de l'autre côté de la rue, derrière la porte de sa boutique, est la scène, dans ma vie, d'une crise quotidienne, à l'heure où chaque après-midi j'y viens, par les sentiers de campagne, pour réclamer mon courrier à cette jeune femme cultivée. J'attends toujours bonnes nouvelles et chèques, et puis surtout, il y a cette Fortune magique qui s'approche, et dont chaque jour peut m'annoncer l'arrivée. Quelle peut être cette étrange félicité, et d'où elle viendra, je n'en sais rien, mais le matin je descends bien vite pour en trouver l'avis sur la table ; j'ouvre les dépêches avec une terreur délicieuse, et la nuit je crie : « La voici ! » quand j'entends des roues s'approcher sur la route. Ainsi heureux dans mon espoir de bonheur, et peu préoccupé de tout autre intérêt ou ambition, je vis dans ma maison paisible et ordonnée, où je vivrai peut-être de même jusqu'au bout. Faut-il croire que j'attends seulement les appels suprêmes, et l'ultime révélation ? Je ne saurais le dire.

Le Blé

Le Vicaire, une ou deux fois rencontré dans mes courses à travers champs, m'a dit le plaisir que lui causait mon intérêt pour la culture. Toutefois, ajoutait-il, il comprenait mal mon sentiment pour le blé.

Eh bien, cette tendresse particulière pour le blé que je n'ai pu expliquer clairement au Vicaire, n'est chez moi qu'une espèce d'étonnement. En traversant naguère un champ que j'avais vu jaunir derrière les arbres, je fus ébloui par l'éclat de la vaste nappe d'or. Sous l'intensité bleue du ciel, je me baignais dans cette intensité de jaune

qui faisait paraître si ternes les chênes et les boqueteaux, et tout le fond du paysage anglais. Je n'avais jamais songé à la gloire du blé, non plus qu'imaginé, dans mes lectures, qu'un pays si éloigné du soleil pût produire chose aussi riche, aussi prodigue, aussi hardie, que cette opulence d'or vermeil, jaillie de la terre éclatée, comme d'une mer de flammes souterraines. Et je me souvins que pendant des milliers d'années, le Blé avait été la source de toute richesse, l'opulence thésaurisée dans des cités fameuses et de glorieux empires ; je revis tous les temps de la culture du blé : les bœufs blancs à la charrue, les vastes granges, le grain vanné dans les cours, l'eau éclaboussée par la roue des moulins, ou les ailes qui tournent paresseusement au vent ; les champs de blé pendant la moisson, les gerbes et les javelles étalées sous la pourpre du couchant ou la faucille de la lune ; toute cette beauté, dans le paysage du Nord, cette beauté antique, passionnée et biblique des pays du Sud.

Les Étoiles

En me battant, une nuit sombre, contre pluie et vent pour retourner chez moi, je fus forcé par une rafale soudaine et plus violente que les autres, de chercher un refuge derrière un arbre. Mais bientôt l'Occident se déchira, et d'entre les nuages dispersés, le ciel fit pleuvoir la lumière de ses Etoiles.

Je fus stupéfait de leur splendeur, et de l'éclat doux dont elles emplissaient la Nuit. Je me remis en route accompagné par elles. Arcturus me suivait ; perdu un instant dans un arbre touffu, il n'apparaissait plus que par éclairs, mais il émergea tout à coup, triomphant, et Maître du Ciel Occidental. De la route où je marchais, dans le silence de mes pas, ma pensée m'emportait parmi les Constellations ; j'étais l'un des Princes de l'Univers Etoilé ; en moi s'agitait quelque chose qui n'était insignifiant ni médiocre, ni de moindre importance.

Mon Portrait

Mais, après tout, je ne suis pas une amibe, je ne suis pas un simple sac et un estomac ; je suis doué de discernement, sais monter à bicyclette, et chercher un train dans l'indicateur ; en somme, je suis et me targue tranquillement d'être un être humain, ce chef-d'œuvre de la Nature, un homme policé, mangeur de viande et raisonnable.

De quelles collisions et quelles conflagrations d'astres, de quels déluges, quels carnages et quels efforts monstrueux, l'Univers n'a-t-il pas payé mon achèvement ; de quelles époques stellaires, et de quels évènements cosmiques, ne suis-je pas le couronnement et la gloire ?

Où donc trouver une Esplanade, Alpe ou Terrasse pour ma statue sublime ; perspective de Palais et d'Arches Triomphales, pour le fond de mon Portrait ; Escalier de marbre, dressé contre le Soleil couchant, qui ne soit pas trop étroit et trop vil, pour que je m'arrête, en un geste large, sur ses degrés à balustrade ?

Lord Arden

« Si j'étais lord Arden..., fit le vicaire, je fermerais ce grand château ; il est trop vaste ; qu'est-ce qu'un jeune homme non marié... ? »

« Si j'étais lord Arden... » interrompit la femme du vicaire, et le ton de Mrs. La Mountain disait combien peu elle prisait ce jeune gentilhomme, « si j'étais lord Arden, je vivrais sur mes terres, pour m'acquitter de mes devoirs envers mes dépendants et mes voisins. »

« Si j'étais lord Arden... » commençai-je, mais tout à coup un éclair traversa mon esprit : « Et si j'étais vraiment ce jeune lord fabuleusement riche ? » J'oubliai totalement mes interlocuteurs ; ma mémoire se peuplait du nom de morts célèbres pour leurs fastueux plaisirs,

et pour les orgies criminelles dont ils avaient souillé leurs palais ; ils bâtissaient des pyramides, des obélisques et des tombeaux d'un demi-arpent pour flatter leur Orgueil. Mon imagination s'enflammait à la pensée de ces audaces. « Si j'étais lord Arden ! » criai-je....

Fins humaines

Vraiment, j'étais impressionné, dans l'avenue que nous arpentions de haut en bas, par les paroles du Vicaire, par ses avis pondérés et mûrement pesés. Il me parlait de professions diverses, et me citait nombre de ses contemporains qui avaient connu le succès : tel occupait un siège au Parlement, et obtiendrait un siège au Conseil, le jour où son parti arriverait au pouvoir ; tel autre était Evêque, et possédait un siège à la Chambre des Lords; un troisième, avocat, devait être bientôt, croyait-on, porté au Banc de l'Ordre.

Mais en dépit de mes bonnes intentions, et de mon réel désir de trouver (avant qu'il soit trop tard), une carrière à mon goût, je reste toujours à la merci d'imaginations folâtres. « Fauteuils de premier rang, me disais-je, Sièges épiscopaux, judiciaires ou parlementaires, — la fin de toute ambition humaine et de toute sérieuse maturité, ne serait-elle donc qu'un banc pour s'asseoir ? »

Coquillages vides

Ils gisent, comme des coquillages vides, sur les rives du Temps, les vieux mondes que l'esprit de l'homme construisit un jour pour les habiter et déserta par la suite. Commandés par la terre, et tout imprégnés de ciel, ces petits univers des Grecs et des Hébreux nous font sourire, nous qui avons peu à peu bâti dans notre pensée l'immense Cosmos moderne où nous vivons, l'énorme Création de granit, conçue selon des proportions si démesurées que ses créateurs mêmes en éprou-

vent parfois de l'épouvante. La course du grand Soleil tourbillonnant nous déconcerte, et l'idée des distances entre les étoiles fixes nous casse la tête.

Mais si l'être éphémère qui imagina les sphères et les espaces éternels doit habiter en étranger leurs immensités glacées, quelle éblouissante splendeur vient pourtant s'allumer pour lui, et illuminer ces formidables demeures. Un palais moins immense lui serait maintenant une prison, et il ne craint pas de laisser sa pensée en reculer encore les limites ; il rêve de faire craquer qulque jour ce vaste Mausolée et de rejeter loin de lui la Création matérielle, comme une coquille trop étroite pour son insolent génie.

Vertige

Non, je n'aime pas cela, je ne puis y acquiescer ; j'ai toujours trouvé fort regrettable que des penseurs et des moralistes sérieux comme nous s'en aillent valser dans l'espace, avec un tel manque de dignité. Est-il admissible que je sois, à mon âge, avec mes dictionnaires, mes draps de lit, et ma boule d'eau chaude, lancé à travers le ciel, à l'inimaginable allure de dix-neuf milles à la seconde ? Je le répète : je n'aime pas du tout cela ; cet univers de manèges astronomiques me fait tourner la tête.

Que Dieu passe son éternité, qui trouverait aisément un bien meilleur emploi, à fouetter des Systèmes Solaires innombrables, et s'amuse comme un grand enfant, avec totons et toupies, n'est-ce pas là scandale regrettable ? Je voudrais savoir ce qu'en pensent, au fond de leur cœur, tous nos Monothéistes tournoyants ?

La Pleine Lune

Un soir, tout à coup, très bas au-dessus des arbres, nous vîmes la large face amoureuse et indécente de la pleine lune. Cet étalage me fit rougir, et sentir que je n'avais pas le droit d'être là. « Après tant de millions d'années, elle devrait avoir honte ! » m'écriai-je.

Pasteurs

Somme toute, j'aime les pasteurs; ils ont, de l'Univers, une conception noble; ils croient à l'Ame et au Bonheur éternel. Certains d'entre eux même, me suis-je laissé dire, croient aux Anges, à ces Anges qui guident nos pas, et volent çà et là, autour de nous, invisibles dans l'air.

A l'Église

« Car la Plume », déclara le Vicaire; et dans le silence sententieux qui suivit, je sentis que j'aurais offert n'importe quel poids d'or pour détourner, ou pour retarder la solennelle, inévitable, et pourtant — à mon sens — atterrante affirmation, que: «la Plume est plus puissante que l'Epée ».

En Chaire

Le Vicaire possédait certains goûts littéraires; dans sa jeunesse, il avait écrit une ode à la lune, et il aimait parler des difficultés que lui suscitait, semaine après semaine, la composition de ses homélies.

Et moi, je sentais que si je composais et prêchais des sermons, je ne saurais jamais me confiner aux sujets rebattus du Vicaire; j'annoncerais la colère de Dieu; je ferais sonner la trompette dernière aux oreilles de ma congrégation damnée; le ciel éclaterait, et le monde se résoudrait dans les éclipses et les tremblements de terre, au grand jour du Jugement. Puis je réconforterais leurs cœurs avec ces hautes et incompréhensibles doctrines, situées hors du domaine de la raison: les Prédestinations, Election, Co-existences, et Co-éternités de l'incompréhensible Trinité. Avec quelle sainte véhémence je tonnerais contre toutes les formes de l'erreur doctrinale, contre toutes les hypothèses exécrables des grands Hérésiarques. Que d'iniquités anciennes, savantes et désuètes, à dénoncer encore; que de vertus splendides et négligées à

exalter; la Pauvreté apostolique, et la Virginité, ce joyau précieux, cette pure guirlande, si prisée au ciel, mais si rare, dit-on, sur la terre.

Car, dans la chaîne des Croyances et des Morales, ce sont les pics les plus hautains qui brillent seuls à mes yeux, avec une vraie splendeur ; c'est vers ces Alpes radieuses que, si j'étais son pasteur, je voudrais mener paître mon troupeau.

Questions complexes

Les temps sont graves, remarquait le Vicaire, et les Anglais se trouvent en face de questions bien complexes. Pourtant les questions qui m'intéressaient à cette époque auraient sans doute, pour la plupart, paru au Vicaire poussiéreuses et imaginaires. Je me préoccupais surtout, j'en ai peur, des complexités de mes propres pensées, de leurs courses vagabondes, de leurs transformations singulières, de la façon qu'elles avaient de peupler de nymphes des bois les forêts anglaises, ou de muer les vergers anglais, contemplés peut-être à l'aube ou sous un rayon attardé du soleil, en jardins des Hespérides. Parfois c'étaient de simples noms qui m'obsédaient : « Magalat, Galgalat, Séraïm », épelais-je ; étaient-ce là les noms des mages de l'Orient, ou bien Atos, Satos et Paratoras ? Quels étaient les noms des Nymphes qu'Actéon vit se baigner avec Diane, et ceux des chiens qui chassèrent à mort ce téméraire indiscret ? Ladon, Harpya, Laelaps, Onesitrophos, comme d'aucuns les appellent, ou comme le disent d'autres bouquins authentiques, Boreas, Omelampus, Agreus, Aretusa, Gorgo ?

Où ?

Moi qui m'agite, moi qui respire, et qui place un pied devant l'autre, qui regarde la lune croître et décroître, et qui diffère de répondre aux lettres, où trouverai-je le Bonheur, que promettent les rêves et la voix des merles, que chuchotent les vagues, et que les orgues des rues, autour de Paddington, chantent doucement ?

Se cache-t-il dans quelque île des mers du Sud, au loin là-bas dans quelque oasis perdue au milieu des déserts et des montagnes desséchées, ou seulement dans ces jardins immortels, imaginés par les poètes chinois, au delà des grands palais froids de la Lune.

Eux

Leur goût est exquis. Ils vivent dans des palais du grand Siècle, dans un monde d'ivoire et de porcelaines précieuses, entre de vieux murs de briques et des pilastres de pierre. Je les vois dans des salons blancs ou sur des pelouses bleues hantées par les oiseaux. Ils parlent doucement de moi, et leurs yeux me cherchent. Du portrait ridicule et amoindri que me renvoie de moi-même le miroir du monde, je me détourne, pour chercher joie et consolation dans l'image reflétée par le miroir bienveillant de leurs yeux.

Qui sont-Ils ? Dans quel paradis, ou dans quel palais Les trouverai-je jamais ? Je puis courir par toutes les rues, et tirer toutes les sonnettes du monde ; jamais je ne Les trouverai. Rien pourtant n'a pour moi de valeur que dans la gloire de leur approbation ; pour Leur venue, que je ne verrai jamais, je construis et je plante ; pour Eux seuls j'écris, dans mon cœur, ce petit livre, qu'ils ne liront jamais.

Dans l'Omnibus

Dans l'intérieur de cet omnibus bondé, le large visage de la femme qui me faisait face, m'apparaissait si tristement, si incroyablement sordide, que j'interposais entre nous la pensée du Kilimanjaro, ce géant des montagnes d'Afrique, les pentes herbeuses et les verts royaumes Arcadiens des rois nègres, d'où émerge son cône sombre, les immenses forêts obscures et peuplées d'éléphants qui revêtent ses flancs, et, tout en haut, la blanche cime de neige, glacée dans son isolement éternel, au-dessus des palmiers et des déserts de l'Equateur Africain.

Terreur

Un silence pesa tout à coup sur notre conversation, une de ces pauses troublantes où l'on garde un sourire figé, en se creusant la cervelle pour trouver une remarque et combler le trou inopportun. Ce ne fut qu'un moment. « Mais suppose, me disais-je avec une inquiète curiosité, suppose qu'aucun de nous n'ait trouvé un mot à dire, et que nous soyons indéfiniment restés assis en silence ? »

C'est la terreur de ce quelque chose, de cette chose ignorée et formidable, qui nous fait tout oser pour empêcher de mourir la flamme vacillante de la conversation. Ainsi, dans une forêt inconnue, les voyageurs gardent-ils, la nuit, leurs feux allumés, par crainte des bêtes sauvages qui rôdent dans l'ombre, toutes prêtes à bondir.

Le Peuplier

Il y a dans le Sussex un grand arbre, dont le nuage de feuilles légères flotte très haut dans le ciel d'été. La grive y chante, et les merles remplissent de l'éclat d'or de leur voix l'heure somptueuse des soleils déclinants. Le rossignol y trouve son cloître de verdure, et sur les branches pend quelquefois comme un énorme fruit la Lune, couleur de citron. Par l'août torride, quand le monde tout entier se pâme de chaleur, il y a toujours un souffle de brise dans cette fraîche retraite, et toujours un murmure, pareil au murmure des vagues, parmi les feuilles aux tiges fines.

Mais le possesseur de cet arbre vit à Londres, et lit des livres.

Providence

Mais Dieu me voit ; Il connaît ma belle nature, et la pureté que je conserve parmi toutes sortes d'horribles tentations. Et voilà pourquoi, comme je le sens jusqu'au

fond de mes os, il y a une Providence spéciale qui veille sur moi, un Ange envoyé expressément du ciel pour écarter tout danger de mes pas. Car jamais je ne trébuche ou ne dégringole dans les escaliers, comme les autres hommes; je ne suis pas renversé aux carrefours par les voitures ou les omnibus ; le vent le plus féroce n'emporte pas mon chapeau.

Et si jamais me menacent grosse perturbation ou puissance cosmique, je crois que Dieu les voit : « Arrêtez ! crie-t-il de son Trône ineffable, ne touchez pas à mon Elu, à mon Agneau favori, à mon Bien-aimé. Fichez-lui la paix, vous dis-je ! »

Longévité

« Quand vous serez aussi âgée que moi... » disais-je à la jeune fille en satin rose. « Mais je ne sais pas votre âge », répondit ingénument la jeune fille en satin rose. Cela marchait très bien entre nous.

« Oh! je suis infiniment vieux, et mes souvenirs remontent à l'éternité des temps. Je sors du Moyen-Age. Je suis le Sauvage primitif dont nous sommes tous descendus ; je rends un culte aux Démons, et crois à la puissance des Astres; nu, sacré et tatoué, je danse sous la Lune nouvelle, je suis un habitant des cavernes, un contemporain des Mastodontes et des Mammouths ; issu du pléiosthène et du néolithique, je suis plein des désirs et des terreurs des grandes forêts pré-glaciaires. Mais tout cela n'est rien : j'ai des millions d'années de plus ; je suis un Singe des forêts, un Babouin vieilli avec tous ses instincts ; je suis un quadrupède pré-simiesque ; j'ai d'énormes griffes, des yeux qui voient dans l'ombre, et une longue queue prenante. »

« Bonté divine ! » s'écria avec terreur la jeune fille en satin rose. Elle se détourna, et pendant le reste du repas causa en sourdine avec son autre voisin.

Logan Pearsall SMITH.

POUVOIR DE FEMME

(Suite[1])

Chapitre VIII

Le lendemain matin, je me rendis de bonne heure dans un bureau de placement pour engager une domestiques, car nous nous en étions passés jusqu'alors. Dans ma détresse, je pensais moins à moi-même qu'à mon enfant. Si ce que je pressentais maintenant était vrai, il me fallait, au moins, sauver ma petite fille.

Au bureau de placement, l'affaire fut vite réglée ; je n'avais, d'ailleurs, pas de grandes exigences ; mon but était simplement de trouver une personne qui restât à la maison, de sorte que Marguerite ne fût jamais seule.

Je me disposai ensuite à me rendre à mon travail, mais la nuit que je venais de passer m'avait brisé ; je me sentais une immense lassitude dans tous les membres, et le cerveau vide. Je téléphonai donc à mon bureau que j'étais souffrant, et entrai dans un restaurant pour me réconforter un peu.

[1] Voir nos numéros de décembre 1920, janvier et février 1921.

En sus des travaux littéraires dont j'étais chargé, et que tu connais, j'avais accepté, alors, un emploi dans une compagnie d'assurances ; je n'étais occupé que quelques heures dans la matinée, et j'avais un traitement modeste, mais fixe. Ces fonctions qui, depuis un an, m'obligeaient à passer toutes mes matinées hors de chez moi, m'inquiétaient maintenant : mon imagination me représentait tout ce qui pouvait s'être passé pendant cette année, alors que j'étais assis, sans défiance, dans mon bureau.

La fin de l'année approchait : Marguerite m'avait dit, le matin : « Dans huit jours, c'est Noël ! » Et sa figure avait eu une expression si rayonnante que je l'avais quittée avec la conviction qu'elle avait oublié les incidents de la veille. En me mettant à table, j'étais dans un état de prostration tel qu'il me fut impossible de rassembler deux idées ; cependant, je réussis peu à peu à secouer ma torpeur et à me ressaisir, et je me mis à réfléchir. Je ne pouvais m'illusionner sur la double scène de la veille, la crise de larmes de Marguerite, et la présence d'un étranger dans mon escalier. Mais une nuit sans sommeil, passée sur un canapé, trouble le cerveau et brouille les idées, et tout cela m'apparaissait à cette heure comme quelque chose de vague et de confus. Tout à coup, les paroles de Signe : « Est-ce que tu serais jaloux ? » et l'accent avec lequel elle les avait prononcées me revinrent à la mémoire et, soudain, la lumière se fit dans mon esprit, aveuglante, implacable ! Mais ce n'est pas là ce qui me préoccupait en ce moment. L'infidélité de ma femme ne portait atteinte qu'à ma dignité d'homme, et c'est surtout à mon enfant que je pensais, à ma petite fille que j'avais vue sangloter de douleur. Au souvenir de cette scène, mes yeux se troublèrent et mon cœur cessa de battre dans ma poitrine. Je me vois encore, fouillant du regard la salle, dans l'espoir d'apercevoir à une table quelqu'un que je connusse assez pour pouvoir aller à lui, et lui confier ma peine ; mais il n'y avait que des inconnus autour de moi. Je cherchai, alors, parmi mes amis et connaissances ; différents noms surgirent dans ma mémoire ; je les prononçai à mi-voix, mais je ne trouvai

personne à qui je me sentisse le courage d'aller demander un conseil ou une consolation. Il s'était fait un tel vide autour de moi depuis des années, que je n'avais plus une affection, plus une sympathie à laquelle je pusse faire appel dans ma détresse. Il me semblait que j'étais seul au monde, et, dans cette heure où tout croulait autour de moi, cet isolement avait quelque chose de poignant. Mon accablement était tel que j'étais incapable de penser, encore moins d'agir, et je tremblais à l'idée seule de me lever et de rentrer chez moi, car je sentais que mes forces m'abandonneraient en chemin.

Je ne sortis de mon hébétement que lorsque le garçon vint m'apporter l'addition. Je tressaillis sous son regard comme s'il m'avait surpris au moment où j'allais m'esquiver sans avoir payé, et je lui donnai un pourboire exagéré pour me réhabiliter à ses yeux. Lorsque je fus dans la rue, je m'aperçus qu'il faisait chaud, mais tout mon être était glacé et je grelottais. Machinalement, sans savoir pourquoi je marchais, ni où j'allais, je pris la direction de mon quartier. Je me souviens encore que je choisis les rues les plus écartées, les plus solitaires, pour être sûr de ne rencontrer aucune personne de ma connaissance ; l'idée seule que j'aurais à saluer quelqu'un, à enlever mon chapeau ou à prononcer quelques paroles, m'affolait.

Il me fallut un temps assez long pour regagner mon domicile. En montant l'escalier de ma maison, je fus obligé de m'arrêter un instant et de rassembler toute mon énergie pour entrer chez moi, tellement j'étais convaincu qu'une catastrophe allait se produire, où je sombrerais infailliblement. Cependant, il est rare que le malheur arrive aussi vite qu'on le redoute. En pénétrant chez moi, je ne trouvai rien d'anormal ni d'inquiétant. La bonne était arrivée pendant mon absence ; c'était une créature courtaude et massive, avec des cheveux filasses, des yeux bleus inexpressifs et une physionomie flegmatique et insignifiante, un de ces êtres falots qui sont résignés à tout et ne redoutent rien, parce que rien n'est capable de les émouvoir. Tout le monde était réuni dans la cuisine ; Signe et la servante buvaient du café et semblaient être, déjà, une paire d'amies. Marguerite était assise près d'elle,

tenant un bol de lait à la main. Elle paraissait contente, mais à un regard que nous échangeâmes à la dérobée, je devinai qu'elle n'avait rien oublié de ce qui s'était passé la veille.

J'entrai dans mon cabinet, et je m'assis à ma table de travail. Je restai là longtemps, la tête entre mes mains, perdu dans une songerie sans fin, cherchant à résoudre l'énigme de ma vie et me demandant vainement pourquoi je n'avais pas une seule âme au monde auprès de qui trouver un refuge.

Chapitre IX

Je m'en allais à la dérive ! Les journées s'écoulaient, vides et mornes, Noël et le Jour de l'an passèrent sans que je m'en aperçusse même. J'ai gardé de ces deux semaines qui suivirent les fêtes comme une impression de long et pénible cauchemar, que je m'efforçais vainement de secouer, car toute énergie et toute volonté étaient éteintes en moi. Je vivais dans une continuelle fièvre de suspicion, et les visions les plus atroces hantaient mon imagination, au dehors aussi bien que chez moi. Je n'avais même pas un moment de répit quand j'étais seul avec Marguerite, et je remarquai qu'elle s'était rendu compte de ce qui se déroulait en moi et en souffrait secrètement.

Elle restait souvent des heures entières à bavarder dans mon cabinet, à me raconter ce qui s'était passé à la pension, ce qu'elle avait vu dans la rue, à me rappeler tous les mille plaisirs innocents que nous avions goûtés ensemble, et qui étaient toujours nouveaux pour nous. Puis, tout à coup, elle s'arrêtait dans son joyeux babil et me disait :

— O, papa, tu n'écoutes même pas ce que je dis.

— Mais si, mon enfant, j'écoute et j'entends chacune de tes paroles, répondais-je d'une voix hésitante.

Mais l'enfant n'était pas dupe, elle devinait que mes pensées étaient loin d'elle, aussi clairement que je voyais la peine que lui causait ma distraction. Je faisais des efforts

désespérés pour arriver à réagir et à chasser les visions sinistres qui m'obsédaient, mais je n'y réussissais pas ! Je sortais alors et m'en allais errer, pendant des heures entières, à travers les rues de la ville ; ou bien j'entrais dans un café, bondé de consommateurs, je m'asseyais à une table isolée, et m'abandonnais à d'interminables et douloureuses songeries.

Chapitre X

C'est alors que se produisit l'événement qui a changé toute ma vie, et dont le souvenir est fixé dans ma mémoire d'une façon indélébile.

Je traversais un jour le pont du Nord, et j'étais en train de me demander si je rentrerais chez moi ou si je déjeunerais au restaurant, lorsque j'aperçus devant moi un visage que je reconnus aussitôt, un visage aux traits fins et délicats, jeune encore, bien que le temps l'eût marqué de son empreinte; j'aperçus une silhouette de femme, grande et svelte, et cette femme me souriait, et son sourire me réchauffait le cœur, en même temps qu'il me bouleversait. Alors je me sentis transporté à plusieurs années en arrière ; et je revis, ainsi que je l'avais vu au soir de mon mariage, tout cet été radieux que j'avais oublié depuis si longtemps. Tout cela me parut très naturel : je sentis une main de femme presser la mienne, et, comme en rêve, j'écoutai Elsa me parler pendant que nous cheminions l'un à côté de l'autre.

— Accompagne-moi chez moi, me dit-elle, il y a une éternité que nous ne nous sommes vus !

Je pouvais à peine lui répondre, et ma voix avait un timbre si étrange que je ne la reconnaissais plus moi-même. Je ne me rappelle plus ce que je dis alors à Elsa ; je me souviens seulement que je lui demandai si elle était mariée.

— Quelle question ! me répondit-elle. J'ai deux petits garçons, deux amours ; il n'y en a pas de plus beaux dans toute la Suède ! Et tu ne le sais pas ? Moi je sais

que tu es marié, et que tu as une petite fille. Elle doit être grande déjà ?

— Tu as toujours demeuré à Stockholm ?

— Toujours. Au commencement, je pensais chaque jour recevoir ta visite, comme autrefois. Ne te voyant pas venir, je me disais : Eh bien, j'attendrai, il viendra bien une fois ou l'autre.

Et j'entendis de nouveau son bon rire, franc et sain, que j'aimais tant autrefois. Nous nous sentîmes immédiatement à l'aise ensemble, comme si nous ne nous étions jamais perdus de vue.

Sa bonne humeur me gagna peu à peu, et, cependant, je n'oubliai pas un seul instant mes préoccupations personnelles ; j'étais impatient de lui en parler, et je savais que je lui ouvrirais mon cœur dès que l'occasion s'en présenterait. Pour le moment, je me contentai de marcher silencieusement à côté d'elle et de jouir de sa présence, heureux de savoir qu'elle était là, et qu'elle ne m'avait pas oublié.

Nous arrivâmes ainsi chez elle, et, pour la première fois depuis de longues années, je pénétrai dans un intérieur élégant. Tout d'abord, mon cœur se serra, car je ne pouvais m'empêcher de penser à mon pauvre mobilier défraîchi et banal ; je songeai à mes gravures, à mes objets d'art, à tout ce que tu vois ici. Tout était resté emballé au fond d'une caisse, comme si j'avais craint de montrer mes trésors, comme si j'avais eu conscience qu'ils n'étaient pas à leur place au foyer que je m'étais créé. Je revoyais tout cela en pensée, et, en même temps, je me laissais aller à admirer la maison d'Elsa, les pièces hautes et spacieuses, meublées avec goût. Deux petits garçons, un peu moins grands que ma fille, entrèrent et me donnèrent la main, et Elsa me laissa quelques instants seul avec eux. Je m'approchai de la fenêtre. Sur la plaine immense, bordée à l'horizon par un rideau de sapins verdoyants, fondaient les dernières neiges de l'hiver ; tout concourait à me rasséréner et à m'apaiser.

Lorsqu'Elsa revint et m'annonça que son mari avait téléphoné en son absence qu'il ne rentrerait pas déjeuner, je trouvai la chose toute naturelle.

— Quel dommage ! dit-elle ; j'aurais été si heureuse de vous présenter l'un à l'autre ! Ce sera pour une autre fois.

Ces paroles m'affectèrent péniblement, car elles me rappelaient qu'elle appartenait à un autre ; et cependant je bénis le hasard qui retenait Charles Bohrn loin de la maison. En ce moment, il ne devait pas y avoir de tiers entre nous, pour que nous pussions évoquer librement notre passé commun et renouer des liens qui n'auraient jamais dû se relâcher !

Le repas fut pour moi une corvée que je subis avec résignation, et j'attendis impatiemment le moment de nous lever de table. Je n'avais qu'une pensée : me retrouver seul avec Elsa. Je suis sûr qu'elle n'ignorait rien de ce qui se passait en moi, et je devinais sa secrète et profonde sympathie sans qu'elle eût besoin de parler.

Quand nous eûmes fini de déjeuner, Elsa renvoya les enfants, et nous allâmes tous les deux dans son salon. Aucune parole humaine ne saurait exprimer ce que fut pour moi l'heure que je vécus là ! Nous demeurâmes quelques instants silencieux, l'un à côté de l'autre, comme si nous avions éprouvé quelque gêne, et senti qu'il ne fallait pas mettre trop brusquement le présent en contact avec le passé. Ce fut Elsa qui rompit la première le silence :

— Il y eut un temps où nous nous aimions bien, toi et moi ; tu t'en souviens encore ?

J'inclinai la tête et souris ; mais j'étais trop plein de mes propres pensées pour évoquer avec elle nos chers souvenirs d'autrefois.

Devinant avec son instinct de femme affinée les sentiments qui s'agitaient au-dedans de moi, et comprenant l'impérieux besoin que j'éprouvais de me confesser elle me dit :

— A ton tour, maintenant, de me raconter ta vie, toute ta vie !

Alors, je commençai ma confession. Cela ne fut pas facile, et il se peut qu'il n'y eût aucune suite, et, souvent, même pas de sens dans ce que je disais. Je lui parlai de Signe, de mon enfant, de moi et de ma pauvre vie, irrémédiablement gâchée ; je lui racontai tout, comme

je viens de te le raconter, et je lui dis bien des choses encore que j'ai passées sous silence, aujourd'hui, parce que le temps miséricordieux me les a fait oublier depuis. Pendant que je parlais, le feu s'éteignit dans la cheminée, et la nuit arriva. Elsa alluma une petite lampe, « pour voir mon visage », disait-elle. Elle resta tout le temps assise à côté de moi, et quand j'arrivai à la fin, à l'aveu douloureux entre tous, elle mit sa main dans la mienne et l'y laissa reposer. Lorsque j'eus terminé, je la sentis m'attirer vers elle. Epuisé par l'effort que m'avait coûté cette confession de ma misère, défaillant d'émotion, je glissai à terre, la tête appuyée sur ses genoux. Alors mes larmes coulèrent et je la bénis de m'avoir laissé pleurer à mon aise.

Je ne saurais dire combien de temps je suis resté ainsi prostré à ses pieds. Charles Bohrn entra sur ces entrefaites et nous trouva tous deux dans l'attitude que je viens de te décrire. Je ne le vis pas ; mais je sentis Elsa se lever, et je l'entendis dire tout bas à son mari : — Ne le dérange pas ! Ils ont dû se retirer ensuite dans une pièce voisine, car lorsque je me relevai j'étais seul.

Au bout d'un moment, la porte s'ouvrit de nouveau, et ils entrèrent tous deux dans le boudoir. Un homme que je ne connaissais pas me serra dans ses bras comme l'aurait fait un vieux camarade, pendant qu'Elsa nous regardait tous deux avec son sourire clair et pur.

C'est ainsi que je fis la connaissance du banquier Charles Bohrn.

Chapitre XI

Vers huit heures, je rentrai chez moi. Je n'étais plus le même homme. Bien que je lui eusse affirmé que l'on ne serait pas inquiet de mon absence, Elsa avait envoyé un message aux miens pour les prévenir que je ne rentrerais que tard. Mais mon cœur était trop lourd, j'éprouvais le besoin d'être seul pour pouvoir réfléchir à tout ce que cette journée venait de m'apporter de bonheur

inespéré, et le savourer librement. Je ne me sentais plus seul ! En réalité, je ne l'avais jamais été ; je me l'étais simplement figuré, pendant que je vivais ces années sinistres où je m'enlisais lentement. Un être, d'une beauté morale incomparable, n'avait cessé de penser à moi avec une pieuse affection, et j'avais trouvé un foyer où je pourrais me réfugier aux heures de tristesse et de découragement.

Je me vois encore, parcourant la longue distance qui sépare l'avenue Walhalla du quartier de Södermalm où je demeurais. Une immense joie soulevait mon âme, et il me semblait que tout s'associait à mon bonheur. La ville, les parcs, le lac, tout me paraissait transfiguré, et j'avais l'impression que je cheminais à travers un océan de lumières et de couleurs, et que toute cette splendeur était à moi. Je songeais, tout en marchant, à mon foyer et à ceux que j'allais y retrouver, mais cette pensée était exempte d'amertume. Je pensais à Signe, et je me rendais compte que je m'étais trompé en m'imaginant qu'elle changerait avec le temps. Non, elle n'avait pas changé ; elle était restée ce qu'elle avait toujours été ; c'est moi qui commençais à voir clair, et je l'aurais comprise bien plus tôt si je ne m'étais mis volontairement un bandeau sur les yeux. J'éprouvais encore une secrète rancune contre elle ; mais, dans cette rancune, il y avait aussi de la colère contre moi-même, qui avais vécu dans l'aveuglement. Tout en départageant les responsabilités, je sentais mon cœur se remplir, peu à peu, d'indulgence pour elle ; je réfléchissais à l'attitude que je prendrais, et me demandais, non sans inquiétude, de quelle manière je pourrais lui faire comprendre que j'étais disposé à lui pardonner.

Pendant que je gravissais l'escalier, je ressentis une sourde angoisse au cœur, comme si une voix intérieure m'avertissait d'un danger. Tout à coup, j'entendis du bruit au-dessus de moi ; il me sembla que la porte de mon appartement venait de s'ouvrir ; l'escalier était plongé dans l'obscurité et je m'arrêtai pour écouter. Un pressentiment traversa mon esprit ; je sentis toutes mes belles résolutions s'évanouir et une vieille rancune contre

Signe, contre la femme vampire qui suçait mon sang, me remonter au cœur. Je me rappelai, en même temps, qu'Elsa avait téléphoné chez moi que je ne rentrerais que fort tard, et j'en tirai la conclusion que tu peux deviner. En quelques bonds, je fus sur le palier ; je saisis la poignée de la porte et criai, en me plaçant devant l'entrée : « Qui est là ? » Personne ne me répondit. J'allumai un tison, et je vis devant moi un homme, qui m'était inconnu. Nous nous regardâmes quelques secondes, sans proférer une parole ; puis l'inconnu, visiblement mal à l'aise, esquissa un vague salut et disparut dans l'escalier.

Je pénétrai dans l'antichambre, et fermai doucement la porte d'entrée à clef. Devant cette brutale révélation de mon infortune, et, bien que je tremblasse de tous mes membres, j'étais parfaitement maître de moi et savais que, cette fois, j'allais en finir.

J'entrai directement dans ma chambre. Un simple coup d'œil suffit, je n'eus pas besoin d'explications. Je poussai le verrou de la porte pendant que Signe criait :

— Ne me tue pas ; frappe-moi tant que tu voudras, mais ne me tue pas.

— Tais-toi, lui dis-je, et lève-toi !

Elle obéit machinalement et commença à s'habiller. Je m'effondrai sur une chaise ; il me semblait que j'étais ivre. Je ne dis pas un mot, et ce fut Signe qui rompit le silence. Au milieu de ses larmes, elle me confessa son ignominie, rejetant la faute tantôt sur moi, tantôt sur ces « cochons d'hommes » qui sont toujours aux trousses des femmes. Ce sont là ses paroles textuelles.

J'écoutai cela sans éprouver autre chose qu'un immense dégoût.

— Depuis combien de temps cela dure-t-il ?

— Je n'en sais rien, me répondit-elle ; il y a longtemps que je te trompe ; mais ce n'est que depuis quelques mois que cela m'est arrivé fréquemment.

Alors je me levai, je la jetai sur le lit et la frappai à poings fermés. Elle reçut mes coups sans proférer aucune plainte. Puis je me détournai d'elle et quittai la chambre. J'entrai dans mon cabinet où je trouvai Marguerite. C'est elle qui me préoccupait par-dessus tout, et c'est

à cause d'elle que je m'étais montré si dur envers sa mère. L'enfant vint à moi, l'air étonné, et, en la voyant, je poussai un soupir de soulagement, comme si j'avais redouté qu'il ne lui fût arrivé un malheur.

— Tu es déjà rentré, papa ? me dit-elle.

— Oui, répondis-je brièvement, je suis venu te chercher. Nous allons tous les deux faire une promenade en voiture, ce soir, et bien nous amuser.

Je lus clairement dans les yeux de l'enfant qu'elle ne me croyait pas ; mais elle ne me fit aucune objection. Elle ne s'inquiéta pas de sa mère, ne me posa, du reste, aucune question, et me regarda, silencieuse et intriguée, pendant que je l'aidais à boutonner son manteau neuf, un cadeau de Noël. Puis elle me prit la main, et nous descendîmes doucement l'escalier de cette maison, où nous ne devions plus revenir.

Chapitre XII

Une fois dans la rue, je montai dans une voiture et me fis conduire à l'hôtel ; je pris une chambre spacieuse et bien exposée, et commandai à dîner :

— Ce soir, nous allons nous distraire, n'est-ce pas, ma chérie ?

Mais je remarquai qu'elle restait perplexe. Alors je ne me sentis pas le courage de jouer la comédie plus longtemps et de continuer à traiter ma fille comme une enfant. Je lui demandai, sans aucun détour, comme si j'avais devant moi une personne de mon âge :

— Est-ce que cela te ferait de la peine de ne plus jamais retourner à la maison ?

Ma question la troubla, car elle ne comprenait toujours pas.

— Et maman, est-ce qu'elle habitera maintenant seule chez nous ? fit-elle.

Je lui répondis que je n'en savais rien encore ; qu'en tout cas je ne rentrerais plus à la maison et que je serais heureux si mon enfant restait avec moi. J'en avais assez

dit pour qu'elle fût fixée. Elle grimpa sur mes genoux, mit ses deux petits bras autour de mon cou et commença à pleurer doucement.

Mais je sentais que dans ses larmes il y avait autre chose que de la tristesse.

Nous restâmes ainsi un long moment, et sans faire aucune allusion à Signe. Je suis convaincu que les enfants comprennent à peu près tout, et si nous en doutons, c'est que nous oublions que nous avons été jeunes aussi. Je plains les petits qui n'ont d'autre moyen de montrer leur supériorité sur nous qu'en gardant le silence et en se soumettant à notre volonté.

Mais pendant que ma petite fille était assise près de moi, sa langue se délia peu à peu, et j'entrevis ce qui s'était passé à mon foyer.

— Elle m'enfermait chaque soir quand tu étais parti et me menaçait de me battre si je te le disais.

— Tu ne savais donc pas que j'aurais pris ta défense ?

L'enfant réfléchit un instant, puis répondit simplement :

— Je n'y avais pas pensé.

Je la soulevai à bras tendus et la considérai. Sa figure avait quelque chose de grave et en même temps d'éveillé, comme si elle avait été habituée, depuis longtemps, à penser par elle-même et à ne chercher protection qu'en soi. Je la contemplai longuement, et je devinai que tout ce que j'avais souffert n'était rien à côté de ce qu'elle avait dû endurer. Je n'osais pas songer à l'avenir. Il me semblait qu'à une enfant qui avait passé par des épreuves pareilles, on avait volé sa jeunesse, et que sa vie était flétrie à jamais. Tout le temps, j'avais sur les lèvres la terrible question que je ne me sentais cependant pas le courage de formuler :

— Pourquoi t'enfermait-elle ? Est-ce que tu le sais ? Est-ce que tu peux te l'expliquer ?

Soudain, elle me dit :

— Comme je vais être heureuse, maintenant ! Tu as toujours été si bon pour moi !

Alors je me rendis compte que, dans ma petite fille, je possédais un trésor plus précieux que si j'avais fondé

une famille telle que je l'avais rêvée au temps de ma jeunesse. J'avais un petit ami féminin, qu'aucune passion en opposition avec ma tendresse ne serait capable de me ravir, parce que je ne lui demanderais jamais rien, et serais heureux de tout lui donner.

— Tu m'aimeras toujours, n'est-ce pas ? lui dis-je. Elle devina certainement tout ce qu'il y avait dans ma question car elle inclina la tête avec gravité, comme si j'avais exigé d'elle un serment.

Après cela, nous dînâmes pour la première fois tous deux seuls, et puis je la couchai dans le grand lit d'hôtel où elle disparaissait presque, lui tenant la main jusqu'à ce qu'elle fût endormie.

Cette chambre d'hôtel, avec son mobilier banal et sa fausse élégance, m'apparut tout à coup sous un jour nouveau ; elle m'apparut comme un sanctuaire. Il me semblait que je venais d'avoir la révélation de ce qu'est un véritable foyer. Je restai encore longtemps debout, jouissant de ce calme et de cette solitude, comme si je n'avais jamais connu la douleur. Le passé n'existait plus pour moi ; le présent l'avait réduit à l'état de souvenir vague et lointain. Enfin je me couchai à mon tour et m'endormis.

Mon sommeil fut traversé de cauchemars affreux. Je rêvai que j'étais retourné dans mon ancienne demeure. Des formes étranges, fantastiques, y circulaient, des crocodiles avec des visages humains, des serpents avec des têtes de cheval et des cheveux de femme, des chiens avec des yeux de chat, des vaches avec des groins de porc, des éléphants avec des gueules énormes et qui ressemblaient à des sphinx égyptiens. Il me semblait que tous ces monstres s'étaient réunis là pour dévorer un petit enfant, et, sans me préoccuper d'eux, je courus à travers les chambres de l'appartement pour chercher l'enfant. Ce n'était pas Marguerite que je cherchais, mais un autre enfant qui devait être là, et que je ne parvenais pas à trouver.

Alors, je découvris tout à coup une autre bête que je n'avais pas aperçue jusqu'alors. C'était un vautour qui planait à la place où le lustre était suspendu, autre-

trefois. Je vis distinctement son long cou nu, avec son collier de plumes ; et ses yeux insondables, habitués à contempler les espaces, me regardaient fixement. Je compris que c'était le vautour qui avait dévoré l'enfant. Hâtivement, fièvreusement, j'arrachai les rideaux, puis j'allumai un tison et y mis le feu ; ce qui avait été mon ancien foyer fut réduit en cendres, pendant que les monstres disparaissaient dans les flammes et la fumée. Enfin, je vis tout à coup un long cou de girafe émerger du brasier, et deux yeux, remplis d'une inexprimable tristesse, fixer les miens. Je reconnus que c'étaient les yeux d'Elsa, qui me disaient avec une indignation douloureuse : «Malheureux, qu'est-ce que tu viens de faire ! »

Chapitre XIII

A mon réveil, Marguerite dormait encore, et je la laissai dormir, heureux de la savoir près de moi et de sentir qu'elle jouissait d'un repos si nécessaire à une enfant de son âge. Lorsqu'elle s'éveilla à son tour, elle promena autour d'elle des regards étonnés. Puis, elle ferma les yeux, comme si quelque souvenir douloureux lui revenait à la mémoire. Je vis fort bien qu'elle m'avait aperçu et qu'elle ne faisait semblant de dormir que pour se donner le temps de me cacher son trouble. Je me sentis ému devant le spectacle de cette âme d'enfant, si tendre, où se révélait un pareil empire sur soi-même. Soudain elle me regarda, se redressa vivement dans le lit et dit :

— Quelle heure est-il ? Est-ce que je ne vais pas à l'école ?

— Non, pas aujourd'hui, tu iras demain, lui répondis-je.

Alors elle s'étendit de nouveau et savoura le bonheur d'avoir congé. Un peu plus tard, quand elle fut habillée et que nous eûmes déjeuné, je sortis avec elle et me rendis tout droit chez Elsa.

Mon amie ne parut nullement surprise de me voir arriver chez elle à cette heure matinale. Je ne lui laissai

pas le temps de me questionner et, dès qu'elle revint de la nursery où elle était allée conduire Marguerite, je lui racontai tout ce qui s'était passé chez moi.

La crise de larmes et de désespoir de la veille ne se reproduisit pas. Je me sentais un homme, maintenant ; je savais ce que je voulais et j'étais résolu d'agir. C'était Elsa qui avait opéré cette transformation et je ne le lui cachai pas. Je lui ouvris mon âme avec une sérénité complète, comme si nous ne nous étions jamais perdus de vue un seul jour. Quand j'eus terminé, Elsa se leva et sortit vivement ; quelques instants après elle revint avec Marguerite, s'assit en face de moi et attira l'enfant vers elle. Peu habituée aux caresses maternelles, Marguerite regardait avec une timidité un peu farouche cette femme élégante dont elle ne m'avait jamais entendu parler et qui me traitait comme un frère.

— Tu resteras maintenant avec moi, tu veux bien n'est-ce pas ? dit Elsa à ma fille.

Marguerite nous regarda l'un après l'autre, l'air perplexe et ne sachant que répondre. Elle rougit et éclata de rire. Lorsque je vis ma fille sur les genoux d'Elsa, un sentiment étrange m'entra dans le cœur, et je fus obligé de me détourner pour cacher mon émotion. Je songeais à tout ce qui aurait pu être, et à quoi il m'était interdit de penser désormais...

Mon amie avait deviné ce que j'éprouvais ; mais il y avait tant de simplicité et de droiture en elle, elle savait si bien, grâce à son meilleur instinct de femme, s'élever au-dessus des situations les plus délicates et les dominer, qu'elle ne fut nullement troublée par mon accès de sentimentalisme.

— Je suis heureux qu'elle m'ait prise en affection, dit-elle. Et maintenant, va à ton travail et reviens à midi. Nous prendrons bien soin de la petite.

Elle me tendit la main et je m'en allai, le cœur plus léger qu'il ne l'avait été depuis de longues années. Au moment de sortir, je me retournai et les regardai toutes les deux, et ce fut à mon tour de sourire lorsque je vis Elsa rougir subitement comme une petite fille.

Chapitre XIV

Si cela n'avait dépendu que d'elle, Elsa aurait gardé Marguerite comme son enfant adoptive. Elle m'en fit un jour la proposition en présence de son mari, et il me semblait que cette solution m'aurait débarrassé de graves soucis. Comment pouvais-je élever une petite fille, la suivre dans son développement, l'entourer des soins et des directions qu'une femme seule peut donner ? Cette pensée était ma préoccupation constante, et j'éprouvais de véritables angoisses en songeant aux responsabilités que j'assumais. Mais ce fut Marguerite qui fit à la proposition d'Elsa une résistance énergique, à laquelle j'étais loin de m'attendre.

Un jour, mon amie demanda à l'enfant, devant moi, si elle voulait venir habiter chez elle, et celle-ci lui répondit immédiatement sur un ton brusque :

— Non !

— Et pourquoi non ? lui demandai-je.

Je l'attirai près de moi et lui expliquai combien elle avait besoin d'une mère avec qui elle pût causer de tout ; j'essayai même de lui démontrer qu'il était presque impossible à un homme d'élever une petite fille. Toutes mes raisons furent impuissantes à la convaincre; sa résolution était bien arrêtée.

— Je veux rester avec Papa, disait-elle simplement.

Elsa eut plus vite que moi l'intuition de ce qui se passait dans l'âme de l'enfant ; elle l'attira près d'elle, l'embrassa et lui dit :

— Tu as raison, ma chérie, de n'écouter que la voix de ton cœur. Tu resteras avec ton Papa.

Jamais je n'oublierai l'expression de bonheur et de gratitude avec laquelle Marguerite la regarda.

— Je ne peux, cependant, pas laisser Papa tout seul ! dit-elle.

Ses yeux se dilatèrent et sa bouche se contracta comme sous l'impression d'une douleur qu'elle ne con-

tenait qu'à force de volonté. Mais la nature ne tarda pas à l'emporter, et l'enfant éclata tout à coup en sanglots convulsifs, d'une violence telle que, pendant quelques instants, elle ne versa pas une seule larme ; mais peu à peu les nerfs se détendirent, et elle put pleurer, enfin, pleurer abondamment. Pendant cette scène, Elsa sortit pour nous laisser seuls avec notre douleur.

Une fois calmée, Marguerite mit ses deux bras autour de moi et me dit avec un accent passionné :

— Je ne veux pas que tu parles avec d'autres de ce qui nous occupe, toi et moi ; promets-moi de ne pas le faire ?

Je la compris ; mais je tentai, cependant, de résister à cette exigence, comme si j'avais pressenti un danger pour l'avenir dans cette tendresse jalouse qui donnait tout et exigeait tout.

— Tu ne veux pas que j'en parle avec...?

— Si, si ! interrompit-elle, mais seulement après en avoir parlé avec moi ; promets-le moi ?

Lorsque je lui en eus donné l'assurance, elle redevint gaie et heureuse. Mais je me rendis compte de l'immense peine que je lui avais causée et, en même temps, du risque que lui faisaient courir cette sensibilité frémissante, cette facilité à être meurtrie. Car dès l'instant où nous eûmes quitté tous deux notre foyer, elle s'était mise dans la tête de se consacrer entièrement à moi. Elle voulait être mon ami, aplanir les difficultés de ma route, m'entourer de ses soins et de son affection, m'attendre, quand j'étais dehors, accourir au devant de moi quand je rentrais ; en un mot, être tout pour moi.

Tel est le rêve qu'avait fait sa tendresse, et cette tendresse n'était comparable à aucune affection humaine, parce qu'il s'y mêlait une sympathie mystérieuse pour des souffrances qu'elle devinait sans les comprendre complètement.

C'est ainsi que mon enfant se révéla tout à coup à moi, et cette révélation me remplit d'une joie immense. Pendant les jours qui suivirent, la certitude de l'avoir

bien comprise grandit encore en moi, et j'ai connu alors les joies les plus pures qu'un cœur d'homme puisse éprouver. Elle ne pouvait pas me regarder sans que son regard fût comme transfiguré ; quand elle s'approchait, son être tout entier prenait une expression de douceur, et il lui arrivait souvent de se pencher vers moi et de m'embrasser la main. C'était pour me témoigner sa gratitude de lui permettre de vivre pour moi.

Pendant ce temps, Signe quitta la Suède et s'embarqua pour l'Amérique. J'avais demandé mon divorce et je l'avais obtenu sans difficulté ; tout le monde était, depuis longtemps, fixé sur son compte et me plaignait tout bas. Je n'ai plus jamais entendu parler d'elle et son souvenir s'est complètement effacé de ma mémoire, bien que je lui fusse redevable du trésor qui embellissait ma vie.

Ma femme, c'était le passé, un passé mort et enseveli à jamais, et je me faisais l'effet d'un homme qui a été à deux doigts de la tombe et que le médecin proclame enfin hors de danger.

Chapitre XV

Je louai un petit appartement et y emménageai avec Marguerite ; c'est celui où tu te trouves en ce moment. Il ne se compose pas de deux pièces comme tu pourrais le croire, mais de trois. Dans ma chambre à coucher il y a une porte cachée par une tenture qui conduit à une jolie pièce claire dont les rideaux sont toujours tirés. C'est la chambre de ma fille. Rien n'y a été changé ; elle est restée telle qu'elle était quand elle l'a quittée. Je n'ai jamais eu le courage de déménager à cause de tous les souvenirs qui me sont chers par-dessus tout au monde !

Un père qui vit seul avec sa fille est à même de constater à chaque instant à quel point la différence des sexes détermine celle des goûts et du caractère, et

comme, sous l'enfant, perce déjà la femme. D'aussi loin que je me souvienne, Marguerite a toujours été pour moi la créature féminine ! Elle l'était alors que, toute petite encore, elle se mirait gravement dans la porte en cuivre du poële ; elle l'était, un peu plus tard, quand elle me priait de « jouer avec elle au Papa et à la Maman », et elle n'a cessé de l'être jusqu'au jour où elle prit la résolution de demeurer à mes côtés, solitaire, parce qu'elle m'aimait plus que tout au monde.

C'est à cette place qu'elle m'attendait, tous les jours, à midi, pour se jeter à mon cou dès que j'avais enlevé mon pardessus. C'est ici que, durant les longs après-midi, elle était assise, silencieuse, jouant ou lisant pendant que je travaillais. Elle pouvait rester là, pendant des heures, à me regarder quand elle ne se croyait pas observée.

Nous avions à notre service une vieille fille qui dirigeait notre ménage, et qui, d'ailleurs, est encore chez moi. Mais c'était Marguerite qui veillait toujours à ce qu'il y eût des fleurs dans la maison, qui me faisait faire mes plats favoris, qui ordonnait tout de telle façon que j'eusse une vie agréable et douce. Elle agissait déjà comme une femme, alors qu'elle n'était qu'une enfant. Je crois que si, un jour, l'amour était entré dans son cœur, elle l'en aurait arraché sans hésiter. Je le crois pour cette raison que je ne l'ai jamais vue caresser un enfant, pas même un petit bébé. Je suppose que les natures de femme les plus fortement trempées réservent toutes leurs tendresses pour les leurs.

Cette petite femme avait une délicatesse d'âme telle que la moindre dissonance dans la vie la froissait. Je la vois encore quand sa mère disait un mot vulgaire ou riait trop bruyamment : elle me jetait alors un regard rapide pour savoir si je ne pensais pas comme elle. Et quand je lui caressais ensuite les cheveux, elle rougissait de gratitude parce que je la traitais comme une grande personne, et non comme une enfant. Il y avait en elle un besoin d'harmonie complète, de perfection absolue : elle ne pouvait supporter la moindre tache sur ce qu'elle aimait, et cette disposition ne fit que

grandir avec les années, comme si la vie, au lieu d'amortir sa sensibilité, l'avait rendue, plus impressionnable et plus aiguë. Une parole inconsidérée, derrière laquelle elle soupçonnait de l'indifférence ou de la colère, suffisait pour lui sceller les lèvres. Tout son être se contractait alors, et elle se réfugiait dans un mutisme farouche.

Mon plus grand bonheur était de lui procurer quelque plaisir. Lorsque je lui apportais un cadeau, ou, simplement, lorsque je lui faisais la surprise de l'emmener avec moi au théâtre ou en excursion, il y avait chez elle une véritable explosion de gratitude, et ce qui la rendait si heureuse, c'était moins le cadeau reçu ou le plaisir entrevu, que le fait que j'avais pensé à elle. Quand je lisais dans ses yeux sa joie de me voir content, les larmes en montaient aux miens. Malgré cela, elle était prête à renoncer à tout plaisir dès qu'elle soupçonnait que je ne l'approuvais pas entièrement.

Je me souviens qu'étant enfant encore, elle possédait déjà le grand art de se taire, et quand quelqu'un l'avait blessée ou lui était antipathique, elle pouvait très bien dissimuler ses sentiments, tant elle avait de maîtrise sur elle-même. Elle savait haïr comme elle savait aimer et se dévouer, sans mesure. Je crois qu'elle détestait sa mère moins à cause d'elle que de moi. Les souffrances que nous avons endurées ensemble développèrent chez elle cette nature toute d'affection et de sacrifice, et qui se consumait elle-même. Ce qui exaspérait encore l'intransigeance de sa tendresse pour moi, c'est sa profonde résolution de me procurer un peu de ce bonheur que la vie m'avait refusé. Le passé, dont nous parlions rarement ensemble, pesait toujours sur nous avec ses souvenirs douloureux ; mais ce n'en est pas moins à lui que nous étions redevables de notre intimité. Nous étions comme deux naufragés qui ont réussi à s'échapper du navire au moment où il sombrait, et, au milieu de notre bonheur si nouveau, si inespéré pour nous, ce passé de souffrances et d'humiliations formait le fond sur lequel toute notre existence se déroulait.

Margnerite parlait rarement du passé, et quand cela lui arrivait elle se servait toujours du mot « autrefois ».

qu'elle prononçait avec un accent tout particulier. Il semblait qu'elle craignît de troubler mon repos en évoquant le souvenir de ce qui avait été ; mais elle y pensait beaucoup, je le sais maintenant, beaucoup plus que je ne le supposais alors. Un jour que je la trouvai perdue dans ses pensées, elle m'avoua qu'elle avait réfléchi à la destinée de sa mère. Elle eut de la peine à prononcer ce mot, et rougit comme si elle avait dit quelque chose de laid.

— Il faut que je te le demande, me dit-elle : est-ce que maman était une mauvaise femme ?

Je savais qu'il était inutile de chercher à la tromper, je caressai ses cheveux avec ma main, pour atténuer l'impression de mes paroles, et répondis :

— Je crois bien qu'elle l'était, mon enfant ; mais malgré cela, tu ne dois pas la condamner.

— Etait-elle une de ces femmes que je rencontre dans la rue, le soir, et qui me disent de vilains mots, quand je passe à côté d'elles ?

— Est-ce que cela t'est arrivé ?

— Oui, une fois. Madeleine m'a dit qu'il fallait se garder d'elles. Est-ce que Maman était une de ces femmes-là ?

Je m'assis à côté d'elle et essayai de la tranquilliser. Sa question me bouleversait, mais je ne voulais rien en laisser paraître.

— Pourquoi me demandes-tu cela ? lui dis-je.

— Je veux le savoir ! s'écria-t-elle ; je veux que tu me dises si Maman était une de ces femmes.

— Je ne le sais pas moi-même d'une façon sûre, ma chérie ; mais je le crains, lui dis-je.

— Comment as-tu pu l'épouser ? continua-t-elle vivement.

Je compris que c'était là qu'elle voulait en venir ; j'étais très maître de moi et surpris de me voir si calme. Je la pris sur mes genoux et me mis à rire, pour atténuer son indignation.

— Il ne m'est pas possible de te le dire, pas plus maintenant que plus tard, lui répondis-je ; je me suis trompé ou, plutôt, c'est ma destinée qui l'a voulu. Mais je tiens à ce que tu saches que j'aimais ta mère quand je

l'ai épousée. A cette époque, elle n'était pas ce qu'elle est devenue plus tard.

Je sentais, à mesure que je lui parlais, que son corps, qui s'était contracté et raidi, se détendait et qu'elle se calmait peu à peu.

— Est-ce que tu as réfléchi à tout cela, mon enfant ? finis-je par lui dire.

— Oui, depuis longtemps et bien souvent, me répondit-elle. Et, de nouveau, je vis dans ses yeux comme un reflet de ses anciennes terreurs ; puis elle m'embrassa et redevint presque gaie.

— C'est si pénible de soupçonner un tas de choses, et de ne rien savoir de précis, dit-elle. Tu ne peux pas te figurer comme je te suis reconnaissante de me traiter en grande fille, et de ne pas chercher à m'en faire accroire, comme le font tant de Papas.

Puis elle essuya ses yeux avec son petit mouchoir, et sourit, comme si rien ne s'était passé.

Elle avait alors seize ans.

Gustaf af GEIJERSTAM.

(Adapté du suédois par W. Bauer.)

(A suivre.)

LES CHRONIQUES NATIONALES

ÉTATS-UNIS

Leur état d'esprit actuel

La plupart du temps ce sont les intellectuels qui font comprendre un pays aux autres hommes. Mais en ce moment ce ne sont pas les intellectuels qui dirigent l'opinion aux Etats-Unis. A cette heure critique, l'attitude de l'Amérique vis-à-vis de la Société des nations dépend de la mentalité moyenne des citoyens. Nos amis de France ou de Grande-Bretagne qui voudraient que nous jouions notre rôle dans le monde, luttent contre cette mentalité sans souvent se l'expliquer ; c'est que de tels problèmes se sont posés trop vite, et notre caractère s'est trop soudainement révélé à nous pour que nous puissions le comprendre sans y consacrer beaucoup d'efforts et beaucoup de temps. Comment donc les étrangers nous comprendraient-ils ? Si nous ne saisissons pas encore les causes ni le sens de nos propres émotions, de nos pensées personnelles, tâchons tout au moins de dresser très franchement la liste des symptômes psychologiques que nous présentons à l'observateur.

Tous ceux qui connaissaient l'Amérique d'avant-guerre savent bien que les élections de novembre n'ont pas signifié une opposition irréductible à la S. d. n. Les hommes politiques, dans le trouble de la campagne, ont voulu créer l'impression que l'enjeu de la lutte, c'était la part de l'Amérique dans la Ligue. Au contraire, la seule chose qui soit évidente aux yeux de tous les Américains c'est que nous avons, en fin de compte, un rôle à jouer, et qu'aucun pays ne peut échapper au rôle qui lui est destiné. Nous avons eu quelques jugements à prononcer sur l'administration de M. Wilson, mais ces jugements étaient sans rapport avec la S. d. n. A l'égard de celle-ci telle que M. Wilson l'a présentée, nous avions quelques préjugés qui étaient, comme tous les préjugés, d'ordre beaucoup plus instinctif que rationnel. Peut-être l'Européen ne sait-il pas assez que les Etats-Unis sont presque entièrement fondés sur l'instinct d'échapper aux affaires du vieux monde. Nous sommes tous des émigrés, et le seul héritage que nous possédions en commun c'est notre disposition à tourner le dos à l'Europe. Avant de nous décider à entrer dans la guerre, il nous a fallu surmonter ce préjugé traditionnel. Notre manière de voir persiste à l'égard de la S. d. n. dont l'Américain diviserait volontiers le programme en trois : 1. Rendre la guerre désormais impossible, 2. reconstruire le monde dévasté, 3. fixer les frontières européennes. S'il avait été possible de faire la Ligue par étapes, les Américains, sans exception, se fussent enthousiasmés pour le premier de ces buts, et cela malgré l'accroissement de notre flotte et telles autres manifestations bizarres de nos armements d'après-guerre, manifestations, à mon avis, plus politiques que militaires, et mieux faites pour démontrer la nécessité de la S. d. n. que pour intimider aucun ennemi. Les Américains ne veulent pas de nouvelles guerres et ils ne veulent pas s'y préparer. Le sentiment pacifiste s'accroît tous les jours et je suis sûr que ce premier article du programme pourrait servir de base à un véritable accord entre les Etats-Unis et leurs Alliés.

Le deuxième but à atteindre est également considéré avec beaucoup de sympathie par les Américains. Tous con-

tinuent à donner de l'argent pour aider à rétablir l'Europe : le chiffre de ces dons, vraiment formidable, indique non seulement de la générosité envers les misères humaines, mais aussi la conviction qu'un des premiers besoins du moment est de reconstruire le système social et industriel. Il semble cependant aux Américains que la S. d. n. n'a pas encore suffisamment envisagé ce besoin. Ce n'est pas exclusivement la faute des diplomates qui ont établi son programme, c'est la faute de tout le monde. Mais, si convaincus que nous soyons de l'urgence de cette tâche, nous estimons, et les meilleurs amis de la S. d. n. en tout premier lieu, que ce serait une erreur de s'embarquer dans n'importe quel projet de reconstruction sans discuter d'abord les méthodes pratiques. Peut-être les inspirateurs de la S. d. n. ont-ils des idées fort sages sur la procédure pratique, mais la masse des citoyens américains ne connaît qu'une seule suggestion qui nous vienne d'Europe : c'est la bonne idée de M. le professeur Keynes, l'économiste anglais dont le livre a été lu partout aux Etats-Unis, et qui dit que puisque les Allemands ne peuvent pas payer les frais de la guerre, il faut que les Américains les payent. Ajoutons que les Américains sont froissés non pas qu'on leur propose une si coûteuse opération, mais qu'on les place au même niveau que les Allemands. Et ceux qui considèrent le problème plus profondément voient avec clarté qu'il s'agit de beaucoup plus que des frais de la guerre ; que, pour reconstruire le monde entier, l'Europe et l'Amérique, il faut établir dès maintenant un plan bien étudié de coopération durable. Un seul versement, quelque généreux fût-il, ou une seule indemnité payée par un pays aux autres, ne suffiraient pas aux nécessités continuelles de l'avenir.

Quant au troisième but que nous avons indiqué, les Américains ne s'y intéressent pas du tout. Au contraire, ils haïssent l'idée de se mêler à des problèmes qui leur sont étrangers, et l'importance que M. Wilson a attachée à cette partie du programme, a refroidi les sympathies de ses compatriotes pour ses propositions. Pendant la discussion du traité de paix, M. Wilson nous a donné deux exemples de ses théories de délimitation. Il a pris le parti

du Japon dans la question du Shantoung et il s'est posé comme dictateur à l'égard de l'Italie au sujet de Fiume. Ces deux exemples ont été très malheureux. Le Shantoung est devenu pour la plupart des Américains le symbole de l'injustice : quant à Fiume, ils n'y ont rien compris.

Voilà donc des courants contradictoires qui circulent à travers l'opinion publique. Mais le débat d'idées générales suscité par la guerre a provoqué la naissance d'autres préjugés également contradictoires qui maintenant ajoutent à notre confusion. La guerre nous a montré fortement la solidarité des Etats-Unis et du monde, et nous avons eu la vision d'une coopération fondamentale, sans toutefois entrer dans le détail organique de cette coopération. Mais en même temps la guerre nous a suggéré l'idée de *self determination*. Vers la fin du conflit, c'est même sur cette idée que l'idéalisme produit par la guerre s'est concentré. Or, il y avait là antinomie : impossible de collaborer à une fédération et en même temps de s'attacher à la *self determination*. Avec notre bon sens américain, nous y avons vu le même problème que dans notre Guerre Civile : c'est la question d'un gouvernement fédéral ou d'un gouvernement indépendant. Lors des élections, les partisans de la S. d. n. ont tâché de défendre les deux idéals en même temps ; mais ils n'ont pas convaincu les électeurs que le moment était venu, que les hommes étaient là qui réaliseraient cette fusion.

Le principe de *self determination* a été considérablement renforcé, à notre grande consternation, par les appels que nous ont adressé divers peuples qui en ce moment désirent se « déterminer ». Pendant la guerre, très naturellement, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et les autres Alliés nous ont envoyé des missions pour plaider leurs causes. Malheureusement l'habitude s'est conservée, et elle n'est pas faite pour nous sortir de nos difficultés. Au moment où nous désirons conclure un arrangement avec la Grande-Bretagne, nous recevons des députations improvisées, mais très influentes, de l'Irlande; nous avons aussi reçu des appels de l'Inde et des autres peuples qui s'imaginent souffrir d'une injustice. Tout cela nous a fait réfléchir. Est-ce le rôle des Etats-Unis de se mêler des

affaires de ses Alliés ? Evidemment non. Mais est-ce le rôle des Etats-Unis de garantir le droit de *self determination* aux petits peuples ? Selon M. Wilson, oui. En ce cas nous devrions étudier la valeur de chacun de ces appels et, comme l'a fait un journal radical de New-York, nous devrions, par exemple, constituer un comité d'enquête pour savoir si l'Irlande est vraiment opprimée, ou si les Indous doivent être affranchis de la Grande-Bretagne. Ensuite que faudrait-il faire ? Une croisade contre nos amis ? Suivant la même logique, faudrait-il que l'Angleterre organise une croisade pour nous obliger à concéder la *self determination* aux nègres ou aux habitants des Philippines ? Avant la guerre nous formions le rêve que les Etats-Unis fournissent un refuge aux opprimés du monde entier. Une justice hospitalière, voilà quel était notre idéal. Nous hésitons aujourd'hui beaucoup à le changer contre l'idéal de croisades innombrables. De plus nous soupçonnons que la charge considérable de ces croisades ne nous laisserait plus de loisir pour nous déterminer nous-mêmes.

Tous ces appels en faveur de *self determinations* ont eu pour effet de désunir ce mélange de races qui constitue notre démocratie. Quand les Irlandais plaident pour leur pays, les Américains de race irlandaise deviennent immédiatement moins américains que celtes. Quand ce sont les Juifs de Pologne qui crient à l'aide, les Américains d'origine juive éprouvent plus fortement d'où ils viennent. En même temps, les Américains dont les pères étaient polonais ou anglais se mettent sur la défensive à l'égard des Irlandais et des Juifs, et le mieux que nous puissions espérer, c'est de garder dans le conflit une espèce de neutralité d'âme. Nos mains sont ainsi liées en face des problèmes les plus urgents du monde.

Si l'effet de ces appels est d'opposer une partie des Américains aux autres, la guerre, elle, a eu l'effet de fondre ensemble presque tous nos préjugés contre l'Europe. Comme je l'ai déjà dit, il y a au fond de l'esprit américain une grande satisfaction d'avoir échappé au vieux monde : il a fallu la surmonter pour que nous puissions entrer dans la guerre ; mais elle est revenue chez beau-

coup d'Américains et même plus forte qu'auparavant. C'est là un de ces points de vue un peu délicats, difficiles à expliquer, et qui ont exercé une influence profonde sur les événements internationaux. Les Américains sont habitués à être critiqués par l'Europe. Pendant si longtemps, nous avons été les enfants cadets de cette civilisation ! Nous avons eu la prudence, je crois, d'écouter toujours les jugements souvent dénués de tact des voyageurs qui nous exposaient leurs idées en vue de nous améliorer. Néanmoins, dans ce domaine, l'Amérique a été toujours un peu sensible. Nous sommes une nation faite en grande partie des éléments les moins éduqués de l'Europe ; ce ne sont pas tous les émigrés qui nous ont apporté l'érudition des *Pilgrim Fathers* ou la culture raffinée de la colonie virginienne. Nous avons fait de notre mieux pour remplir notre place dans le monde, convaincus de la supériorité de l'Europe dans des matières où nos aïeux n'avaient aucune compétence. Jamais nous n'avons rêvé que l'Europe pût avoir besoin de nous ; à vrai dire c'est que jamais aucun voyageur européen, avant la guerre, ne nous avait exprimé une pareille idée. Or, après 1914, les missions officielles et nos amis personnels de l'autre côté de l'Atlantique nous ont appelés à sauver la civilisation. Je crois qu'il est impossible pour un Européen de se figurer les hautes considérations spirituelles qui ont amené, si lentement que ce fût, les Etats-Unis à se ranger aux côtés des Alliés. Enfin, nous étions reçus dans le monde ! Mais, sitôt après la guerre, la critique habituelle a recommencé : nous n'y avons pas été moins sensibles qu'autrefois parce que la guerre nous avait enseigné beaucoup de nos faiblesses. Cependant nos défauts nous étaient exposés sur un ton intime, comme si nous appartenions maintenant à la famille. Il a semblé à la moyenne de nos compatriotes que les critiques de nos mœurs et de nos habitudes, ainsi que les comparaisons très claires que l'on établissait entre notre jeunesse un peu fruste et la maturité de la vraie culture voulaient dire : « Maintenant que nous allons vivre ensemble pour toujours, il faut que nous nous adaptions les uns aux autres, afin d'assurer notre confort mutuel. » L'Amérique,

un peu trop susceptible, et conservant une vague nostalgie de la vie moins compliquée d'antan, a répondu : « Est-ce bien la peine ? Et, d'ailleurs, je n'avais pas l'idée que nous étions fiancés ; ce n'est pas moi qui ai fait la demande. »

Ajoutons qu'en même temps qu'il recommençait à critiquer les Etats-Unis, le vieux monde a retrouvé la conviction qu'il n'avait pas besoin de nous, qu'il n'en avait pas même eu besoin pour la guerre. Peu de livres sur la guerre ont indiqué que l'arrivée de l'Amérique avait été essentielle à la victoire. Presque tous ceux qui nous ont accordé des louanges généreuses sont français. D'un autre côté, on nous a dit que, même sans notre aide, peut-être les Alliés auraient-ils été victorieux. L'Amérique ne se froisse pas d'un tel jugement, mais elle pense : « Somme toute, si nous n'avons pas éte nécessaires à la victoire, peut-être ne le sommes-nous pas davantage à la Société des nations. »

J'ai tâché de décrire avec justesse cette attitude parce qu'à mon avis elle explique pour beaucoup l'hésitation des Etats-Unis pendant ces derniers mois. Je n'excuse pas et je ne défends pas ce point de vue ; je crois simplement qu'il est un fait et un fait trop peu considéré. Peut-être n'ai-je pas bien exprimé la nuance de notre préjugé ; il n'implique aucun ressentiment à l'égard de nos Alliés et de leurs critiques ; dans les émotions de la guerre, nous avons nous-mêmes fait des critiques. Mais enfin l'Amérique tend à croire en ce moment que son ingérence dans les affaires européennes ne serait pas entièrement bienvenue.

Et la guerre a même profondément changé l'attitude des Américains envers les affaires et la vie industrielle. Jusqu'à maintenant nous savions bien qu'il existait des choses supérieures aux affaires, dont nous étions un peu pauvres, et qui étaient les seules grâces de l'esprit. Pendant quatre ans, le monde a détruit les moyens de soutenir une existence spirituelle. Avant d'avoir des loisirs pour pratiquer les arts, il faut que nous ayons de l'argent. Le changement essentiel que nous a apporté la guerre, c'est les nouvelles conditions sociales qui ont rendu le travail égal et nécessaire pour tous. Peut-être

étions-nous la grande démocratie bourgeoise du monde, mais maintenant les autres pays sont dans le même cas, sans avoir les avantages de la technique que donne l'habitude. Nous savons bien que, sur une échelle absolue des valeurs, le travail de l'ingénieur n'est pas égal au travail d'un peintre, d'un poète, d'un mathématicien, mais puisque nos besoins du moment sont particulièrement ceux que peut satisfaire un ingénieur, pour le moment l'ingénieur ou tel autre travailleur dans les choses matérielles jouissent d'une situation supérieure. Naturellement cette conception est plus naturelle aux Américains qu'aux autres personnes qui n'ont pas éprouvé de préoccupations matérielles, et, parfois, le monde s'adresse encore à nous avec les accents d'une philosophie qui ne correspond plus à nos circonstances. Par exemple, Rabindranath Tagore nous a fait, il y a quelques années, une série de discours dans lesquels il nous a enseigné avec un charme plein de finesse la philosophie anti-matérialiste de sa race. Nous avons eu l'impression qu'il nous jugeait beaucoup trop plongés dans la matière. Peut-être avait-il raison ; mais maintenant il fait une tournée aux Etats-Unis pour rassembler des fonds destinés à son université des Indes. Comme il le dit, pour construire une université, même la plus spirituelle, il faut des fonds. Il espère que son projet sera bienfaisant, non seulement pour les Indes, mais pour tout le monde civilisé. Les étudiants américains, assure-t-il, pourront visiter cette université et acquérir là-bas la vision d'une civilisation qui n'est fondée sur l'argent.

Tout cela nous fait réfléchir. Nous sommes d'accord avec Tagore quand il pense que la civilisation importe plus que l'argent ; il faut ajouter aussi que sans doute il obtiendra l'argent nécessaire à son université. Mais je ne crois pas que beaucoup de nos étudiants suivront ses cours. Peut-être, encore une fois, n'auront-ils pas raison, mais je suis en train de décrire nos préjugés.

C'est contre tous ces courants que luttent en ce moment les intellectuels. Il y a des milliers de jeunes soldats et d'officiers qui ont rapporté en Amérique des souvenirs de France, d'Angleterre et d'Italie, et qui désirent réaliser avec ces nations un rapprochement durable. Il y a des mil-

liers d'Américains qui, à côté de leur admiration profonde pour leur propre pays, ont toujours gardé le sens de ce que le vieux monde peut nous apprendre. S'il m'est permis, maintenant, de parler pour ceux-là de mes compatriotes, je crois que nous avons cessé de penser que la vraie ligue de l'humanité puisse se faire par des moyens uniquement politiques. Elle est avant tout une question d'éducation. Si l'Europe a vraiment besoin de nous, que les enfants européens étudient les caractéristiques ou les mérites, s'il en est, de ma patrie ; nous remettons cette tâche entre les mains du vieux monde. D'un autre côté, nous avons déjà commencé une espèce d'inventaire pour savoir quelles sont les lacunes de notre préparation à la carrière internationale. Depuis notre retour de France, nous avons accordé plus d'attention à l'étude de l'histoire, des mœurs et de la langue des autres pays ; nous avons commencé à critiquer les brutalités de manières qui rendent les Américains gauches et incompréhensibles pour des Européens. Dans tous les ports et dans les grandes villes, nous avons un enseignement d' « américanisation », c'est à dire des cours très élémentaires de science sociale, d'histoire et de langue américaines. Tous ces cours ont pour but de raffermir l'unité de notre pays, et de lui donner le sens de ses responsabilités envers les autres peuples. Dans notre armée nous avons établi un système pédagogique qui prolonge au bénéfice des soldats réguliers l'éducation que nous avons donnée à notre troupe en France pendant l'armistice. Quelques tentatives ont été faites pour suspendre entièrement l'immigration pendant un ou trois ans ; jusqu'à présent le bon sens du peuple a insisté pour que l'accès du pays reste ouvert, mais pour que nous installions un service régulier d'inspection et d'éducation afin de connaître exactement quelle est l'état de notre civilisation. Nous avons conscience que tout cela prendra du temps et qu'en face des difficultés qui se présentent il faut agir vite. C'est cette conscience qui pousse certains des nôtres à offrir aux enfants des régions dévastées et aux autres infortunés tout ce qu'ils possèdent. Et c'est avec la conscience de ce même besoin de coopération que jusqu'aux petits enfants de nos écoles donnent leur sou

pour rebâtir les écoles françaises qui ont été détruites. Mais pour que notre gouvernement puisse représenter un peuple uni dans l'Association des nations, nous comprenons qu'il faut du temps, parce que la difficulté, comme au début de la guerre, est ici d'ordre psychologique, et que les préjugés des hommes, qu'ils soient justes ou stupides, sont plus inébranlables que la ligne Hindenburg.

John ERSKINE

Professeur à l'Université de Columbia.

FRANCE

Défections du Bloc national et du Parti socialiste. — Effritement du Syndicalisme. — Anatole France rallié aux Soviets. — Pierre Hamp et Elie Faure.

Défection partout. Au dehors, naguère : Wrangel et Vénizelos tombent ; au dedans : la coalition conservatrice du 16 novembre se défait. Le pays lui avait donné mandat de gouverner. Elle en a mollement usé ; le pays se détourne.

L'élection de M. Millerand à la présidence de la République a sans doute marqué son heure la plus éclatante ; sans doute a-t-elle aussi marqué l'heure de son déclin. Ne le savait-il pas, cet étonnant parlementaire qui triomphe aujourd'hui, M. Briand, et qui fut pour Millerand le plus ardent, le plus ingénieux des partisans ? M. Briand, qui n'est pas toujours de premier ordre quand il gouverne, quand il ne gouverne pas et manœuvre entre les partis, est de tout premier ordre. Il n'est jamais violent, jamais aigre. Son opposition même est caressante. Il écarte ses rivaux, il les pousse hors la lice et volontiers les achemine vers ce palais de l'Elysée, où on s'enlise si bien. Et tout à coup on s'aperçoit que c'est lui l'homme nécessaire. Millerand faisait le difficile au seuil de la maison funèbre : «Si j'entre à l'Elysée, disait-il, ce sera pour mieux gouverner... » Briand le poussait toujours, et il entrait. Briand pensait certainement : « Si fort que soit Millerand, les routines de la fonction seront plus fortes que lui. »

Après six mois le voici justifié peut-être. M. Millerand a essayé de gouverner à l'américaine, par l'intermédiaire d'un ministre attentif à sa direction. L'expérience méritait qu'on la tente, mais elle a donné des résultats négatifs. Il y a tant de différence du parlementarisme américain au nôtre, et les transplantations d'usage sont chose si délicate ! Le député américain sait que son vote ne peut avoir aucune action sur la durée d'un ministère. Il renonce donc à se mesurer avec lui. Il s'installe dans une salle vaste et commode, il siège derrière un petit bureau et travaille, écoutant à peine les discours d'affaire qu'on prononce à côté de lui. Point de coude à coude, point de débats, point de magnétisme. Chez nous, au contraire, c'est la disposition du théâtre ou du cirque, et c'en est l'atmosphère. Chacun de nos présidents du conseil engage un dialogue avec une assemblée, et l'histoire de son ministère, c'est ce dialogue même. Il faut, pour tenir l'emploi, un premier rôle, un homme énergique et rusé, ardent à défendre sa vie à tout instant aussi menacée que celle du prêtre de Némi. Je me souviens qu'un Américain me dit un jour : « Je n'ai jamais compris pourquoi vos ministères tombent. » La question me parut naïve, et, souriant, je commençai bravement ma réponse. Je m'aperçus vite que la naïveté était toute dans mon assurance, et qu'il n'était pas commode d'expliquer la chute de nos ministères. L'une des raisons, devais-je l'avouer ? c'est que les Français sont difficiles en matière de conversation et qu'ils renversent leurs ministres quand ceux-ci ont laissé percer à jour leurs trucs, et commencent à ennuyer.

Or, M. Leygues n'a jamais eu de maîtrise dans le dialogue. Qu'était-il ? On n'a jamais su. Le délégué de Millerand, ou le chef responsable ? Les vieux usages ne fonctionnaient plus, et celui qu'on essayait fonctionnait mal. Millerand avait l'autorité, mais il n'avait pas le pouvoir. M. Leygues avait le pouvoir, mais il n'avait pas l'autorité. Il est d'ailleurs probable que les rapports étaient aussi gauches et difficiles entre M. Leygues et Millerand qu'entre la Chambre et M. Leygues. Ainsi est-il advenu que ce ministère, dont on attendait de la

force et de la décision, n'a montré que faiblesse et indécision. Il y avait une question militaire ; quel était l'avis du gouvernement ? On ne l'a jamais su. Une question fiscale ? Elle est ajournée. Une question diplomatique, cilicienne, syrienne ? Silence. Un problème des réparations ? Désordre et contradictions. Tel fut le ministère que la Chambre a renversé par un vote quasi-unanime, vote qui, par conséquent, n'exprime rien que son mécontentement et sa lassitude.

Alors revient M. Briand, et avec lui l'esprit de l'ancienne politique, tout le passé qu'on voulait écarter.

* * *

Défection du Parti socialiste : il est rompu. Faut-il regretter cette rupture ? Le point de vue parlementaire et politique n'est pas celui où je me place. Je pense aux dispositions morales de la classe ouvrière, du pays, et à la fonction intellectuelle qui était celle du Parti. Ce Parti, qu'était-ce donc ? Je le définirai d'un mot : c'était l'œuvre de Jaurès, et son reflet. C'est lui qui l'a créé et qui l'a soutenu. Il est mort, le Parti se défait. Voici vingt ans, le socialisme français était divisé en sectes dont quelques-unes avaient grand caractère : les guesdistes, par exemple, ou les allemanistes déjà bien près de notre syndicalisme. Jaurès, âme unitaire s'il en fût, résolut de vaincre ces sectes, et de les unir dans un vaste ensemble. Il y parvint. Je n'ai pas oublié le très ancien congrès où il réussit cette victoire : c'était en 1899, je crois. Jaurès était alors dans la plénitude de sa force, dans la jeunesse de son prestige. On peut dire, sans exagérer je crois, qu'il combattit trois jours et trois nuits. Les sectaires criaient contre lui ; le vieux Lafargue, gendre de Marx, furieux, les menaient assaillir la tribune, et Jaurès, jamais en défaut, les dominait par son verbe étonnant. Nous vîmes là, de nos yeux modernes, les hommes du cinquième, du sixième siècle de notre ère, et les emportements du Concile de Nicée. Ce Parti, qu'a-t-il valu ? Ce que valait Jaurès même. Il a eu ses dé-

fauts: l'incertitude doctrinale, la mollesse du caractère. Il a eu quelques-unes de ses qualités, de ses mérites : il a été tolérant ; grâce à lui, la situation du socialisme français a été un peu relevée vis-à-vis le socialisme allemand, et Jaurès, puis Hervé, ont eu l'autorité de soutenir quelques dialogues utiles dans les Congrès. Mais il n'a jamais osé dénoncer, ni même ébranler, l'hégémonie des organisateurs marxistes de Berlin.

Il a été tolérant, disais-je, et j'y reviens. C'était la qualité éminente de Jaurès, ce fut sa qualité première. Par lui-même, le Parti a peu fait, il n'a pas été grand. Mais il a laissé vivre, il a laissé grandir autour de lui. C'est à partir de 1900 que nos syndicats, nos coopératives, dont les groupements avaient été jusqu'alors entravés par l'intervention des sectes et la tradition des querelles, ont pu fonder des fédérations qu'on espère définitives. La plus importante de ces fédérations, la C. G. T., s'était constituée tout à fait en dehors du parti, et même en hostilité contre lui. Jaurès n'a jamais pris garde aux copieuses insultes qui lui étaient adressées ; il s'est appliqué à respecter, à favoriser l'organisation différente, et son esprit en est aujourd'hui récompensé, car nulle part il n'est mieux admiré, nulle part le meilleur de lui-même (qui est très bon) n'est mieux continué que dans les milieux du syndicalisme ouvrier; par un Merrheim, diraisje volontiers, rude adversaire des jours anciens.

Et voici la question grave qui se pose aujourd'hui : la défection du parti socialiste n'ira-t-elle pas entraîner la défection des groupements économiques, de la Confédération générale du travail ? L'émiettement, l'abaissement va-t-il se propager jusque là ? Le néfaste génie d'Après-guerre y introduira-t-il son fanatisme et sa bêtise? Les sectaires communistes, dans chaque syndicat, ont formé des groupes séparés, des « noyaux » (« noyauteurs » est le nom qu'ils se donnent), et ils travaillent à pousser des hommes à eux dans les fonctions syndicales, à diriger le mouvement syndicaliste. Ils y réussiront peut-être. Que tireront-ils de leur victoire ? Des effets positifs très médiocres, je crois, et je ne les crains guère. Mais leurs effets destructeurs, exercés à l'intérieur des organi-

tions même, pourront être considérables, et réduire nos syndicats au point de faiblesse et d'inexpérience où ils se trouvaient voici quinze ans. Aveugle qui s'en réjouit ! Beaucoup de syndicats avaient sérieusement travaillé. Voici, par exemple, celui des chauffeurs de taxi. Il a deux millions en caisse, il a institué des secours de chômage, il a acquis, il entretient un sanatorium. Or ses dirigeants sont menacés par l'attaque des communistes. Les communistes vainqueurs sauront-ils administrer ces biens réels qui leur seront transmis ? La responsabilité les transformera-t-elle ? C'est fort possible, mais il y faudra plus d'un jour. Partout où ils s'installent, on voit les effectifs syndicaux décroître et le désordre commencer. Il importe de suivre ces obscurs combats dont l'issue avance ou recule la civilisation même.

* * *

Défection d'un esprit : Anatole France a fait savoir et laissé imprimer dans l'*Humanité* qu'il approuvait les votes du Congrès de Tours et se ralliait à la majorité communiste. O France ! Nous tous qui atteignons bientôt la cinquantaine, nous pouvons lui redire les vers charmants de son ami Plessis :

O poète, c'est toi, c'est ta mémoire agile,
Qui, se jouant aux vers relus et médités,
D'abord me fit connaitre Euripide et Virgile,
Et m'ouvrit le trésor des deux antiquités.

C'est toi qui me menas vers le docte Racine...

Où mène-t-il aujourd'hui ce pauvre peuple qui ne l'a jamais lu, ne le lira jamais, mais croit innocemment à la grandeur de son esprit et se fie aux choses qu'il dit ? Et pourquoi le mène-t-il ainsi ? Il y a en cet incomparable artiste un manque de caractère intellectuel, devenu un manque de caractère tout court qui n'a cessé de le débiliter. France n'a jamais eu l'énergie de ses dons. Il cause, écrit, nous écoutons, et voici nos

mains toutes pleines de perles. Mais ce sont des perles qui fuient, dignes pourtant d'une parure, d'un ensemble éclatant qui est demeuré dans les limbes. Je suis exigeant, me direz-vous peut-être. Je le sais ; mais c'est France lui-même qui en ses beaux instants m'a enseigné le vrai niveau de l'exigence. Aujourd'hui, me dit-on, Rappoport le terrorise. Ah! si vous connaissiez Rappoport ! Je souhaite qu'au moins vous eussiez vu l'image que Vàn Dongen en a fait et montrée au Salon d'Automne. Rappoport a sa beauté. Mais elle n'est pas racinienne. C'est une beauté préhistorique, velue ; elle nous rappelle nos puissantes parentés animales, et peut-être nous y rappelle. Qu'y a-t-il derrière ce front ? Que cherchent ces yeux aigus ? Que faut-il à ces mâchoires ? Quel est cet homme ? Un lecteur de Karl Marx ou un fourrier de Gengis-Khan ? « Plus un homme est laid, dit un proverbe espagnol, plus il est beau. » Rappoport est bien beau. Il parle en frappant du poing sur la table du maître qui s'inquiète pour ses bibelots et écoute l'être étrange.

* * *

— Lisez le livre de Pierre Hamp, m'a-t-on dit. — Quel livre ? — *Les Chercheurs d'or.* — Qu'est-ce à dire, et ces chercheurs d'or, quels sont-ils ? — Ceux qui travaillent à Vienne, ceux qui spéculent sur la misère et la tragédie viennoises...

Je l'ai lu. C'est peut-être un chef-d'œuvre, tel que notre temps en comporte, un chef-d'œuvre sans art et sans grâce, un breuvage âpre et râpant. Vous savez qui est Pierre Hamp, j'espère ; vous connaissez sa singulière histoire : Pierre Hamp a fait tous les métiers, et ce rude homme les ferait encore ; il a été cuisinier, chemineau, chef de gare, bureaucrate, maintenant il est dans les affaires ; mais quoiqu'il soit et quoiqu'il fasse, il garde toujours en lui un invincible attachement au peuple et à la réclamation socialiste. Et les lettres que j'oubliais : ce praticien, ce socialiste, ne néglige jamais sa vocation

d'homme de lettres. Cuisinier, il écrivait déjà. Demain je le vois assez bien créant un trust, mais toujours socialiste et toujours écrivain.

Défection d'un empire, défection d'une civilisation ancienne et fine. Cette Vienne que nous avons connue si plaisante et si noble, les avilissements de la misère l'ont défigurée. Pierre Hamp a vu cette misère et il a eu le courage de la dire tout entière. Je doute que sur ce sujet on ait rien écrit qui vaille ce petit livre burlesque et brutal. Quatre hommes d'affaires se rencontrent pour explorer et détrousser d'accord la grande ville ruinée. Point d'autre sujet. Un Normand parisien, un Juif, un Américain, un Tchèque ; et, faisant autour d'eux l'empressé, un aristocrate aux abois qui les fournit de jolies filles et leur apporte les bibelots dont il négocie la vente. Le fond est tragique et le quintette au premier plan est enlevé de haute verve. Voici le puritain, avec son rire court et funeste; voici le Parisien et sa blague abondante, cynique ; voici le juif, sa répartie fantasque et basse ; quant au Tchèque, il n'a pas d'esprit. Il faut des siècles d'expérience, de douleur méditée, ressassée et recuite pour donner un style au rire d'une race.

Je ne vois pas que la presse ait beaucoup parlé de ce livre, je ne crois pas qu'on le lise beaucoup. C'est un sujet qui ne plaît pas. Vienne n'est pas si loin de Paris qu'il semble ; la tragédie viennoise est le point extrême d'une tragédie qui a le monde entier pour théâtre. Pierre Hamp le sait, le lecteur s'en doute, et c'est assez pour ne pas l'attirer. Pourtant la lecture est prenante, savoureuse.

J'ajoute qu'une sombre et forte odeur juive s'élève de ce livre. Pierre Hamp voit le judaïsme partout. Biblique la guerre : Guillaume II l'a déclaré la main sur le vieux livre. Biblique la paix : Wilson l'a dictée la main sur le vieux livre. Et les ruines de la paix, s'ajoutant aux ruines de la guerre, donnent matière à la spéculation juive. Pierre Hamp, qui n'est pas un antisémite, qui se garde d'en prendre l'apparence, dédie son livre aux frères Boneff, « juifs, qui ont vécu pour les ouvriers et sont morts pour la France ». Les frères Boneff

étaient assurément de dévoués camarades et de bons écrivains. Mais si le judaïsme est partout, dans le fanatisme guerrier et dans le fanatisme pacifique, dans l'exploitation et dans la révolte, où n'est-il pas? Défection de l'ancienne Europe !

* * *

M. Elie Faure vient de publier le quatrième, le dernier tome de son Histoire de l'Art. Entendre leur histoire est un besoin des hommes, et chaque génération aime qu'un des siens la lui traduise. Il y faut un grand savoir, beaucoup d'ardeur, une vive sympathie intellectuelle. M. Elie Faure possède ces dons, et son travail conquiert un vaste auditoire. Son succès me rappelle celui que rencontra Romain Rolland il y a une quinzaine d'années : Michelet a formé pour longtemps un public sensible aux résonnances de sa voix.

M. Elie Faure est historien. Il a le sens de l'aventure humaine. Mais il néglige les sanglants empires, et de cela, peut-être, le public, lassé, meurtri par la bagarre politique, lui sait gré. Ces sanglants, ces tristes empires laissent après eux dans leur course un sillage de lumière : ce sillage, tracé par l'esprit et par l'art, c'est l'objet que M. Elie Faure veut saisir. Rubens — Greco — Claude Gelée — Watteau — Reynolds — David — Delacroix... Les voici racontés, et voici, mêlées au récit, les images des mondes plus beaux qu'ils nous ont découverts. Les dieux ont envoyé des statues aux hommes afin de les civiliser, assure une légende mexicaine. M. Elie Faure admire ce mythe que ni les Grecs ni les Indiens n'ont connu. N'est-ce pas la légende de son travail même ? L'histoire est dure et rebutante, mais en marge de sa chronique sont tracées les images divines qui consolent le regard et font lentement entrer en l'homme les inclinations, les pensées, les joies divines ; les inclinations, les pensées, les joies qui civilisent.

Mais il me vient un doute. L'œuvre de M. Elie Faure a-t-elle vraiment cette direction, cette vertu ? et où nous mène enfin son récit romantique ? La civilisation ne peut être l'œuvre ni du hasard ni de la fatalité. Elle est chose conçue, voulue et construite par l'homme, ou conseillée par les dieux bienfaisants... Or, la part des dieux est nulle dans l'œuvre de M. Elie Faure et la part de l'homme très petite. M. Elie Faure est naturiste et panthéiste, et la pensée de l'homme le séduit d'autant plus, lui semble d'autant plus grande qu'il la devine liée à des forces plus instinctives, plus aveugles, plus innombrables, et que, pour cette raison même, il appellerait, je crois, plus profondes. A proportion qu'un artiste, qu'un siècle, raisonne davantage son art, y exerce avec plus de force sa conscience et sa volonté, M. Elie Faure l'aime moins.

Au XVIIe siècle, il méconnaît Versailles « livre calligraphié » ; au XIXe, Ingres ; et au XXe, en nos temps où il s'avance hardiment, il exalte Matisse et Bonnard, il néglige Bourdelle et Denis. Où nous mène son récit ? disais-je tout à l'heure. Cette question n'a pas de sens pour M. Elie Faure. Il ne nous mène pas, il n'y prétend pas. Et si nous nous demandons, par exemple, quel avenir nous préparent les innovations d'un Bonnard, M. Elie Faure répondra à nos doutes par un acte de foi dans la puissance de la nature. « On m'a dit, écrit-il, que Bonnard était une expression de décadence. Mais les décadences fermentent, et le ferment des décadences construit le monument futur. » M. Elie Faure croit-il vraiment que le ferment soit constructeur ? Le constructeur, n'est-ce pas l'homme au contraire, lorsqu'enfin révolté par les forces qui l'altèrent et l'entraînent, il arrête les fermentations ou les fait servir aux fins qu'il s'assigne ? Je note d'ailleurs que M. Elie Faure, malgré son optimisme foncier, éprouve des inquiétudes sur les conditions de la peinture moderne :

" J'ai peur, écrit-il, que la multiplication des talents à laquelle on assiste aujourd'hui marque la fin de la grande école française du XIXe siècle. D'ailleurs, la peinture et la sculpture sont peut-être destinées à disparaître dans leur forme et leur destination actuelles.

La complexité de l'âme et des moyens de l'homme d'aujourd'hui s'accroît de jour en jour. Qui peut prévoir la destinée d'un instrument tel que le cinématographe par exemple ? Comme la peinture symphonique a succédé à la peinture mélodique en teintes plates, on peut se représenter une sorte de symphonie cinématographique succédant à la symphonie immobile réalisée par les Vénitiens, les Hollandais, les Espagnols et les Français. Imagine-t-on la puissance d'exaltation lyrique que pourrait donner à l'esprit une succession d'images colorées peintes par un Michel-Ange, ou un Tintoret, ou un Rubens, ou un Rembrandt, ou un Goya, ou un Delacroix, et précipitées dans le drame du mouvement, de la durée par un appareil enregistreur ?

Pourquoi pas ? L'idée est plausible, et le seul fait qu'on puisse la considérer, qu'il soit possible à un écrivain écouté de l'exprimer, explique le désarroi de nos jeunes artistes. Que voient-ils, quel objet occupe leur vue ? Une humanité sans repos, sans usage et sans forme; une nature remuée, blessée, défigurée par cette humanité. Et quelle est leur technique ? Ils ne le savent plus. La multitude des hypothèses scientifiques, les variations de la technique industrielle sollicitent leur esprits en tous sens et font qu'ils doutent de leurs outils même.

Les théories sur la décomposition de la lumière ont fait divaguer, voici trente ans, les pointillistes. Les théories sur l'espace à N dimensions n'ont pas été sans influence sur les insanités aujourd'hui périmées du cubisme.

« Un grand mystère s'accomplit, écrit M. Elie Faure, nul ne sait où il nous mène. » Faut-il consentir à cette ignorance, et presque l'aimer comme semble faire M. Elie Faure ? Ce grand mystère, qui sait s'il ne nous mène pas à l'anéantissement de tout ce que nous avons aimé ? Le monde moderne est-il si prometteur ? J'en crois M. Elie Faure lui-même, et la description qu'il essaye pour conclure son histoire :

Voici les hautes cheminées comme des colonnes de temples, les vivantes bêtes d'acier avec un cœur, un intestin, des nerfs, des yeux, des membres, les os de fer articulés comme un squelette, le tournement, le glissement, le va-et-vient mathématique des courroies, des bielles, des pistons, les routes rigides qui luisent et s'étendent et s'entre-croisent à l'infini, la ronde silencieuse des coupoles astronomiques suivant le mouvement des cieux, les halls géants, les

façades nues des usines, cathédrales dédiées au dieu cruel qui ne connaît pas d'autre loi que la production à outrance. Voici les industries de guerre d'accord avec les industries de paix, et bouillant avec elles dans le sanglant creuset de l'avenir, les monstres marins de métal, les insectes gigantesques qui volent avec un bourdonnement dur, les canons qui jettent le drame à vingt lieues, les dragons cuirassés qui rampent comme des chenilles, crachant la flamme et le poison... Tout cela net, sans ornement, tranchant, catégorique, ayant la pureté et l'innocence de la fonction indifférente au bien, au mal, à la morale, de la fonction naissante douée d'un appétit féroce, inassouvissable et joyeux.

Ainsi l'œuvre s'achève. Qu'est-ce à dire, et consentirons-nous à devenir nous-mêmes *féroces, inassouvissables, joyeux* ? Tout autre était la leçon des statues jadis envoyées par les dieux. Elles nous recommandaient silencieusement l'art des satisfactions infinies, réglées et bienfaisantes. Ce souvenir, l'effacerons-nous ? Au terme de l'histoire de l'art que M. Elie Faure écrit, devons-nous entendre ce conseil et constater cette défection ?

Daniel HALÉVY.

HOLLANDE

NOS RELATIONS AVEC LA BELGIQUE. — LA LITTÉRATURE NÉERLANDAISE MODERNE.

Ce petit coin de l'Europe, nommé Pays-Bas, on l'envie dans les autres contrées plutôt qu'on ne l'aime peut-être. Presque partout, la haine couve en secret si ce n'est ouvertement, et on lui en a voulu de s'être tenu indemne de la grande frénésie — *saevis tranquillus in undis* — quoiqu'il se trouvât au beau milieu des belligérants. Les pays plongés dans le deuil et la misère ont dû réprimer plus d'une imprécation à l'adresse de ces Hollandais froidement égoïstes. La Hollande, prétendait-on, ne profitait-elle pas encore de la guerre, selon son ancienne habitude ?

Est-ce vrai, nous sommes-nous enrichis ? Je n'en sais rien. Ce que je sais, c'est que les milieux intellectuels, les artistes et les savants hollandais n'ont en rien profité de la guerre, qu'ils en ont même souffert profondément.

La haine contre les Pays-Bas prétendus égoïstes et calculateurs ne s'est montrée nulle part aussi féroce qu'en Belgique, notre voisine la plus proche et notre compagne la plus naturelle. Cela s'explique. Les sentiments des Belges s'expriment en général assez vivement ; d'autre part nous pouvions nous attendre à leur ressentiment, surtout aux premiers mois de la guerre. Les Belges, pour une très grande partie, sont des Flamands, c'est-à-dire nos frères de race. Sauf quelques petites

différences, ils parlent notre langue ; ils ont beaucoup de traditions en commun avec nous et nous avons presque la même histoire. Entre nos arts et nos littératures — témoins significatifs de l'âme d'un peuple — il existe une affinité indéniable. Ce serait même une sottise que de distinguer entre les arts et la culture de Flandre et de Hollande avant le XVIIe siècle. En ces temps-là, il n'y avait que les Pays-Bas, ces contrées plates au bord de la mer. De nos jours encore, est-ce que les livres flamands modernes n'ont pas paru presque tous en Hollande, et, qui plus est, leurs éditions ne se sont-elles pas vendues pour la plupart en Hollande ? Nos conceptions intellectuelles sont les mêmes, elles l'étaient avant la guerre. C'était, pour un Anglais ou un Allemand, se montrer déjà bien fort en géographie que de ne pas placer Anvers chez nous. Car Anvers était et est encore bel et bien une ville néerlandaise — n'en déplaise à la politique.

Mais voilà la Belgique attaquée, incendiée, ravagée, Anvers assiégée et prise; et nous nous tînmes à l'écart. Finis les congrès aux discours émus sur la fraternité hollando-flamande. Nous abandonnâmes nos frères à leur sort ; nous restâmes en paix derrière nos comptoirs et dans nos cafés, tandis qu'eux se trouvaient dans les tranchées. Quelle irritation chez les Flamands ! Et lorsqu'on raconta — c'était un mensonge heureusement — que nous avions laissé passer les Allemands à travers le Limbourg...

Cependant, lorsqu'Anvers capitula et que les réfugiés belges inondèrent notre pays, lorsque ces milliers et milliers de malheureux bénéficièrent de notre hospitalité et qu'une noble rivalité se fit jour en vue de les secourir à qui mieux mieux, lorsqu'ainsi le cœur fraternel parla à voix haute, le ressentiment aurait dû disparaître. Les Belges auraient dû comprendre que la Hollande ne pouvait faire autrement — et même dans leur propre intérêt — que de se tenir à l'écart de la guerre. Où auraient-ils trouvé ailleurs un refuge et un soutien ? Que serait devenue toute l'Europe, si les Allemands avaient occupé la Hollande, s'ils s'étaient emparés de nos ports, de nos

rivières ? Inutile d'approfondir cette question à présent. Néanmoins certains Belges devraient l'envisager, surtout ceux qui ont profité largement de l'amitié hollandaise et qui conservent pourtant au cœur de la haine pour nous. On n'aime guère ce qu'on ignore, dit un proverbe hollandais ; la *Revue de Genève* part du point de vue vraiment humain qu'il faut faire la connaissance l'un de l'autre, afin d'éprouver de l'intérêt et de l'affection réciproques. Eh bien, nombre de Belges, et parmi eux beaucoup d'intellectuels, ont eu l'occasion de connaître à fond la Hollande. Et pourtant...

Je n'ai pas la moindre envie de relater les difficultés politiques qui se sont élevées entre les Pays-Bas et la Belgique, à propos de l'embouchure de l'Escaut et des fameux « Wielingen ». Nos diplomates sont là pour celà, et ils doivent vivre, eux aussi, bien mériter de la patrie et collectionner des décorations... Mais je vous assure que la majorité de mes compatriotes ne voient pas quel intérêt énorme peuvent avoir ces problèmes, et qu'en tous cas ils ne s'en soucient guère. Du moins tant qu'il ne s'agit pas de céder une parcelle du territoire authentiquement néerlandais, comme le Limbourg par exemple. Car personne chez nous ne l'admettrait. On doit comprendre quelle perte nous ferions là. Nous cèderions nos seuls gisements miniers, contre la volonté expresse des habitants, et pour la seule raison que certains Belges, enivrés par la victoire, ont jeté dessus des regards avides ! D'ailleurs ces velléités impérialistes de quelques-uns de nos voisins ne doivent pas être prises au sérieux et tous les Belges qui pensent tranquillement et raisonnablement s'en moquent comme nous autres.

Il se pose en Hollande des questions autrement plus inquiétantes, plus dangereuses pour le bien public. C'est d'abord l'état de notre change qui jette le plus grand trouble dans nos relations avec l'étranger ; c'est la hausse du prix de la vie, qui reste toujours un sujet d'angoisse pour 90 % des Néerlandais ; c'est la profonde misère des intellectuels, c'est la crise toujours plus aiguë du logement. Par-dessus tout, c'est l'incertitude de l'avenir, le pressentiment plus ou moins vague, mais qui ne fait défaut à

personne, que de grands changements vont se produire et que nul ne sait où nous allons.

Le petit groupe de nos communistes prétend volontiers avec un accent de triomphe que la « bourgeoisie » a peur de la révolution (on sait que la « bourgeoisie », c'est tous ceux qui ne sont pas bolchévistes !). Il va sans dire qu'ils ont raison jusqu'à un certain point, car l'héroïsme est rare, et la peur rapide à se répandre. Mais d'autre part il faut reconnaître que presque tout le monde chez nous a la conviction qu'en Hollande on n'ira jamais si loin, vu le naturel tranquillement raisonnable des Hollandais, qui est presque de la prudence calculée. Cependant, même parmi les gens qui gagnent beaucoup d'argent, il y en a qui voudraient échanger leur existence surchargée, trop agitée d'aujourd'hui, contre quoi que ce soit de différent ; parmi les intellectuels, qui sont loin d'être des communistes, l'admiration pour notre état social est un phénomène extrêmement rare. C'est que pendant la guerre l'injustice sociale, les excès pernicieux de l'individualisme et du commercialisme se sont montrés avec trop de netteté cruelle. De grands changements et, aussitôt que possible, une démocratie réelle; la suppression des guerres (que l'on a considérées comme des jugements de Dieu tandis qu'elles ne sont qu'une violation du droit); un contrôle sévère des bénéfices excessifs (et pas seulement des bénéfices de guerre) ; des facilités également accordées à tous dans le domaine de l'instruction ; la socialisation, du moins provisoire, de la production nécessaire à nos besoins quotidiens; des améliorations sociales légitimes — voilà ce que nous attendons en Hollande, aussi bien que dans les autres pays de l'Europe. Et des milliers de gens attendent ces réformes, qui pourtant ne désirent point une révolution violente ni un massacre de « riches », ni la tyrannie du prolétariat; en un mot, qui ne souhaitent pas la république soviétique à la russe ! Les communistes s'imaginent à tort être les seuls à éprouver des « sentiments sociaux » et l'amour des autres hommes. Leur présomption est insupportable. Et il faut les connaître, du moins quelques-uns ! Non, vraiment, on ne trouve pas chez ces gens plus de fraternité

réelle ni moins de dureté et de suffisance que dans les autres partis.

Dans tout l'univers, le grand conflit a porté un coup décisif aux théories froides et cruelles du XIXe siècle, qui prêchaient un « laisser-aller » et un « chacun pour soi » impitoyables. Les horreurs de la guerre ont éveillé un esprit de charité qui s'est manifesté de façons très différentes. Il a suscité des actes de dévouement et une sincère pitié. Hélas, les écrivains, les artistes en Hollande passent la plus grande partie de leur vie dans les soucis d'argent, et ils ne peuvent guère témoigner de leur esprit charitable qu'en paroles. Celles-ci équivalent parfois à des actes. Si l'on veut chercher le miroir d'un peuple, c'est dans la parole vivante, prononcée avec émotion, dans la parole franche et sincère qu'on le trouvera. Je suis assez littérateur pour savoir que les paroles sincères n'appartiennent pas toutes à la littérature, mais on pourrait renverser la chose en disant : toute littérature véritable se compose de paroles vivantes et sincères. Voilà pourquoi l'étude de la littérature s'impose toujours quand il s'agit de connaître l'âme d'un peuple et l'évolution qu'elle accomplit.

Passons donc en revue les lettres néerlandaises d'il y a vingt ou trente ans ; nous finirons avec la littérature contemporaine et tâcherons d'indiquer les différences qui séparent ces générations. Qu'on n'exige pas de moi toutefois un exposé complet ! Que cette première chronique hollandaise soit une simple ébauche de la culture hollandaise ; les chroniques suivantes en seront le développement.

* * *

Si l'époque de 1880 a marqué pour les autres pays un certain renouvellement et un rafraîchissement des idées, de l'art et de la littérature, la littérature hollandaise, elle, a connu à cette date une véritable transformation. Durant les vingt dernières années du siècle précédent, elle a présenté l'exemple d'une renaissance et d'un

épanouissement uniques jusque-là. On avait pu observer des signes avant-coureurs, tels des jours tièdes de février ; il y avait eu un grand précurseur, pareil à une bourrasque de printemps et qui sent la mer ; mais ce fut vers 1880 seulement que la vie nouvelle éclata tout entière, fraîche et radieuse. Quelle différence entre les années d'après 1880 et celles qui avaient précédé ! Alors la littérature hollandaise semblait vraiment sur le point de périr. Il est vrai qu'en Flandre vivait un grand poète, le prêtre Guido Gezelle, paisible, méconnu, oublié ; c'était une âme pleine de rythme et de chansons, de ferveur et d'amour. Cependant ce poète magnifique n'a connu la gloire et l'influence sur les jeunes que longtemps après 1880, en Flandre aussi bien qu'en Hollande. Entre 1870 et 1880 on n'entendit ici que des échos mourants d'un romantisme de second ou troisième plan.

Le vrai, le grand romantisme, la Hollande ne l'a connu qu'avec cet auteur étrange : Willem Bilderdijk (1756-1831), savant et visionnaire, prophète et réactionnaire ; et après lui avec Multatuli (Edouard Douwes Dekker, 1820-1887), penseur et prophète lui aussi, qui n'a jamais su se résigner à être appelé faiseur de phrases et poète, car il se voulait avant tout réformateur et moraliste révolutionnaire. Mais ce fut lui qui apprit à ses successeurs comment s'exprimer avec liberté et franchise, en foulant aux pieds toutes les règles prétendues classiques. Avec quelle violence il a déblatéré contre le langage poétique de Bilderdijk et de ses contemporains !

Qui donc écrivait en Hollande cinquante ans avant 1880 ? Certes, nous pouvons citer Staring qui a donné quelques petites poésies d'une tendresse intime, à côté de beaucoup de recueils d'épigrammes spirituelles et de contes rimés ; ensuite Potgieter et Busken Huet, prosateurs excellents, fins critiques ; Hildebrand (Nicolaas Beets) et Klikspaan (Kneppelhout), qui importèrent chez nous l'humour anglais, après l'avoir « hollandisé » ; et puis les bons auteurs du roman historique : Oltmans, Van Lennep, Schimmel, J. A. Alberdingk

Thijm et — *last not least* — Geertruida Bosboom-Toussaint. Le roman historique, nous en avions à revendre ; d'ailleurs, il n'était pas sans mérite ! Et, cependant, c'est à ces écrivains que je pense quand je parle d'un romantisme de second ou troisième plan. On jouit de ces livres avec autant de calme que leurs auteurs en éprouvaient en les écrivant ; on ne frissonne pas, on ne s'enflamme pas d'un joyeux enthousiasme. Même le poète sensible et mort jeune, P. A. de Génestet, n'éveille pas de telles émotions ; sa pruderie hollandaise et sa toge de pasteur l'ont toujours gêné. Il en est de même avec Carel Vosmaer et Allard Pierson, nobles esthéticiens et littérateurs philosophes, mais grands écrivains, non pas !

De quoi d'ailleurs s'occupaient ces esprits, entre 1870 et 1880 ? Multatuli, malade et las, faisait imprimer de temps à autre encore quelques *Idées :* Potgieter, profondément déçu par son entourage qui tombait de plus en plus dans l'insignifiance, Potgieter se taisait et mourait ; Busken Huet, fuyant la Hollande hébétée et endormie pour s'installer à Paris, ne se souciait guère de ses compatriotes ; Beets, absorbé par ses études théologiques et sa poésie médiocre, n'aimait même pas qu'on lui rappelât sa jeunesse malicieusement spirituelle. Alberdingk Thijm, Pierson et Vosmaer étaient seuls à soutenir la lutte ; ils critiquaient et enseignaient, incapables de créer la beauté eux-mêmes. Juste avant 1880, un jeune poète commença à chanter. On l'a appelé quelquefois le saint Jean-Baptiste du mouvement littéraire moderne ; à présent, c'est le Nestor de notre littérature : Marcellus Emants, qui habite la Suisse aujourd'hui. Plus tard, on vit que ce n'était pas dans l'extase poétique, mais dans le roman psychologique, un peu froid, mais puissant et quelquefois poignant, qu'il trouvait sa voie.

Cette faiblesse et ce malaise, l'insignifiance relative de notre littérature d'avant 1880 n'étaient pas un phénomène inexplicable. Les lettres hollandaises de ce temps donnaient une image très exacte de la vic sociale. Tout était engourdi, suranné dans ce petit pays qui se trou-

vait pourtant au beau milieu des grands empires vivants de l'Europe. Même la Révolution française n'y avait pénétré que très peu. Toutefois il ne faut pas oublier que la Hollande avait conquis sa liberté depuis deux siècles déjà, et qu'il ne s'agissait pas ici d'aussi grands contrastes sociaux qu'en France ; de l'époque napoléonienne, ce pays-ci n'avait éprouvé que la tyrannie. Après la fondation du royaume néerlandais en 1813, sous le règne paternel de Willem Ier, « l'esprit public » s'était quelque peu assoupi. Un peu d'agitation en 1830 et en 1848, et de nouveau un repos absolu, un contentement de soi dans la paresse. Multatuli en éprouva de la fureur et du désespoir, il crut n'avoir provoqué aucun changement ; et pourtant ses coups avaient porté. Ce ne furent pas ses soi-disant disciples (qui, pour la plupart, lui étaient antipathiques), mais quelques jeunes gens inconnus qui le comprirent et se résolurent à continuer son œuvre de délivrance, fût-ce dans une direction un peu modifiée.

Le XIXe siècle chez nous sentait le renfermé, tout y était moisi ; un esprit mercantile fort plat, un égoïsme grossier, une mesquinerie bourgeoise, un protestantisme à moitié mort régnaient en Hollande, lorsque le docteur ès lettres Willem Doorenbos, qui professait au lycée d'Amsterdam, eut la chance d'y avoir quelques élèves qui suivaient ses leçons d'histoire avec enthousiasme. Doorenbos, écrivain dans l'âme, connaisseur de la plus grande littérature européenne, leur rappela les grands poètes nationaux du XVIIe siècle, Vondel, Hooft et Breero, mais il leur fit connaître aussi les poètes importants de l'étranger. Les fondateurs du « mouvement *Nieuwe Gids* » (revue des jeunes) ont toujours, pour cette raison, vénéré ce maître authentique. Ce furent Jacques Perk et Willem Kloos, Frank van der Goes et Frederik van Eeden, tous nés en 1859 et 1860, auxquels se joignirent bientôt les plus jeunes : Karel Alberdingk Thijm (pseudonyme : L. van Deyssel) né en 1864, Herman Gorter (1864) et Albert Verwey (1865). Ils fondèrent cette « sublime confrérie » (van Deyssel) auxquels appartenaient aussi des jeunes peintres, tel que Jacobus van Looy (1855) qui allait montrer que son

œuvre littéraire pouvait égaler sa peinture, qu'elle la surpasserait peut-être. De même, Hélène Swarth (1859), poète lyrique d'une grande importance, Ary Prins (1860) créateur visionnaire de la vie médiévale, et Arnold Aletrino (1858) romancier médecin d'une grande sensibilité, on les compte en général parmi les auteurs du *Nieuwe Gids*, quoiqu'ils s'en tinssent un peu éloignés à cause de leur domicile ou de leur profession. Tels sont les noms, voyons les œuvres.

La Hollande spirituelle a connu dans ces années de 1880 à 1900, je le répète, une nouvelle Renaissance, ni plus ni moins. Certes, il n'est à l'avantage de personne d'être comparé, du fait de ce glorieux nom, aux plus grands héros que l'humanité ait produits, tels que Vinci et Michel-Ange ; pourtant le mot de Renaissance caractérise exactement la révolution intellectuelle de la Hollande. Cette renaissance de l'esprit néerlandais fut sensuelle et visuelle, elle fut à l'extrême individualiste et passionnée, tout comme la grande Renaissance elle-même. Kloos a caractérisé cet art comme l'expression de l'émotion la plus individuelle, et van Deyssel, dans la belle prose rythmée de ses critiques lyriques, ne faisait que répéter : L'art, c'est de la passion. C'en était fait maintenant de la banalité des « rimailleries du foyer », de la littérature en guise d'amusement. Pas un adversaire ne pouvait tenir contre le violent outrage et la mordante ironie de ces jeunes artistes pleins de feu. Et si le public hollandais commença à gronder, à rire, à injurier, on sentit tout de même que ces jeunes avaient le droit d'outrager et de railler, parce qu'ils étaient poussés par un désir impétueux de beauté et que vraiment ils n'exigeaient pas moins d'eux-mêmes que des autres.

Tout comme les grands artistes de la Renaissance italienne, ces jeunes poètes hollandais s'étaient découverts, ils avaient trouvé leur personnalité splendide et vivante, ils avaient célébré l'individu et ses trésors de vie intérieure, de sentiment et d'inspiration, l'abondance de ses impressions, la puissance de contempler profondément et de comprendre complètement le monde extérieur. Jacques Perk, l'auteur d'un recueil de sonnets, *Mathilde*, possé-

dait le don sublime de l'artiste de manifester en beauté ses propres souffrances ; sa douleur d'amour lui devint un moyen de purification ; la femme périssable de sa passion devint la beauté impérissable de son adoration. Il mourut avant qu'il pût être question d'un mouvement littéraire proprement dit, avant la fondation de la revue *Nieuwe Gids*, par Willem Kloos, son ami, semblable à lui en esprit, admirateur lui aussi de l'ancienne poésie grecque et de la poésie anglaise moderne. Le langage humain a rarement exprimé d'une façon aussi belle le désir et l'orgueil superbe du poète, sa richesse illimitée et sa solitude profonde, que dans les sonnets de Willem Kloos. La conscience d'immenses ressources intérieures et, d'autre part, l'isolement fatal et douloureusement accepté, ces deux sentiments où s'étaient plongés avec délices les hommes de la renaissance antérieure, les Romantiques, surtout en Allemagne, se montraient avec une égale intensité chez ces jeunes écrivains hollandais. Malgré leurs extases, leur désir fervent de beauté, malgré leur bonheur, pourrait-on dire paradoxalement, ces jeunes gens étaient d'humeur sombre. Ils pensaient beaucoup à l'envers des choses et ils chantaient souvent la mort. La mort joue un grand rôle par exemple dans le conte bleu symbolique de Frederik van Eeden, *Kleine Johannes* (Petit Jean), qui fut la première nouvelle du *Nieuwe Gids*. La mort y est représentée non pas effrayante, mais pitoyable et douce, presque une consolatrice. Une telle œuvre, qui me semble la plus précieuse et la plus pure de van Eeden, est imprégnée pour ainsi dire du bonheur éprouvé en pleine nature. Le petit Jean n'est pas seulement un enfant solitaire, il est aussi un enfant heureux et comblé, grâce à une vie intérieure intense et passionnante. Ce livre charma les cœurs sensibles en Hollande et procura beaucoup d'amis au *Nieuwe Gids*.

L'exaltation et la mélancolie de ces jeunes artistes ne s'exprimaient pas seulement par le lyrisme. Le plus grand prosateur, le critique véhément du mouvement, van Deyssel, admirait les naturalistes français et son œuvre épique se rattachait plus ou moins à eux. De

même pour Frans Netscher, pour Ary Prins au début de sa carrière, et pour Herman Heyermans. Cependant le naturalisme proprement dit n'a jamais prospéré en Hollande. L'esprit hollandais est de nature réaliste, mais il répugne à tout fanatisme théorique, et entraîné dans un sens, il se redresse et reprend volontiers sa voie personnelle. Les grands contes en prose de van Deyssel *Een Liefde* (Un amour) et *De Kleine Republick* (la petite république) offrent l'exemple d'un réalisme hollandais, vraiment personnel et mêlé d'autre chose encore : des sensations lyriques, comme on en chercherait vainement dans Zola. Dans ses efforts pour retracer avec toujours plus de précision ses sensations les plus nuancées et apparemment les plus fugaces, van Deyssel surpassa bientôt tous les autres. Herman Gorter, poète de *Mei*, notre plus beau poème de la nature, aussi surprenant et exquis par la forme suggestive et toujours nouvelle, que profond par la pensée philosophique, Herman Gorter lui aussi tâcha d'égaler van Deyssel dans sa recherche de l'expression extra-personnelle des sensations. Un art pareil doit aboutir à une impasse. Le poète sublime aussi bien que le prosateur magnifique finirent par être inintelligibles ; tous les deux durent vaincre leur tendance à chercher avec une acuité désespérée la nouveauté de l'expression, et s'efforcèrent de se renouveler. Van Deyssel, le virtuose aux aspects divers, s'inspira alors de son admiration pour Maeterlinck et, approfondissant sa conception de vie, inclina au mysticisme ; Gorter se mit à l'étude « de Dante et de la chimie », comme Kloos l'a dit pour se moquer ; il devint un marxiste convaincu, et combattit son propre art « bourgeois » et celui de ses camarades.

En attendant, les rangs des jeunes artistes se renforcèrent beaucoup. Erens et Hofker (pseudonyme Delang) firent preuve d'un talent au souffle court, mais délicat tout de même. (Le souffle court est une caractéristique de ce groupe ; on y craignait trop de forcer l'inspiration ; l'ouvrage fragmentaire passait pour une vertu, c'était le temps de la «tranche de vie».) Albert Verwey, de six ans plus jeune que Kloos, avait marché

sur les traces de son ami, aussi vite que son naturel de Hollandais paisible et philosophe le lui permettait. Et du fond de l'Italie où il faisait de la peinture, Jac. van Looy avait envoyé ses premiers articles au *Nieuwe Gids*. Bien que l'œuvre de van Looy, par toutes sortes de qualités typiques de langue et de style, appartienne au mouvement du *Nieuwe Gids*, il est un de ces artistes considérables qui renferment tout un monde et qu'on ne saurait caser sous une seule rubrique. Réaliste et fortement visuel autant que lyrique, romantique, symbolique et fantaisiste, ainsi seulement on pourrait le caractériser. Van Looy, au fond, ne fait jamais autre chose que décrire ce qu'il voit — sa nature de peintre ne se démentit jamais, — mais il voit en artiste original, avec une intensité ardente et une imagination infinie. S'il est avant tout un homme richement doué, c'est aussi un magicien qui sait faire fleurir tout ce qu'il touche. Que son œuvre ne fût pas comprise d'abord, qu'on ne l'appréciât pas assez, qu'on l'écartât comme quelque chose de trop étrange et de trop difficile, c'est à la honte des lecteurs hollandais paresseux de la fin du siècle passé.

Les artistes du *Nieuwe Gids*, les « hommes de 1880 », malgré l'admiration et la vénération d'un petit groupe de jeunes intellectuels, ne sont jamais devenus tout à fait populaires. La transition d'une généralité si terne et si indifférente à une vie individuelle si intense fut excessive pour le grand public. D'ailleurs, il faut le reconnaître, ces jeunes écrivains cherchaient l'anormal, l'exceptionnel, ils fuyaient la généralité, ils détestaient presque la popularité. Ils avaient pour axiome que l'écrivain goûté par la foule ne saurait jamais être un artiste pur et véritable. L'époque elle-même devait changer, de nouveaux courants se produire dans le monde pour que ce cercle d'artistes — encouragé par le *Nieuwe Gids* — modifiât ses conceptions. Le socialisme, mais plus encore une chose qu'on ne pourrait indiquer par aucun « isme », un développement d'humanité nouvelle, l'ouverture des jeunes esprits hollandais, apportèrent le revirement d'idées qui empêcha le mouvement littéraire, d'abord tenu trop fièrement à l'écart, de se raréfier. Remplis de vénération

pour leurs prédécesseurs (les hommes du *Nieuwe Gids*) quelques jeunes poètes et prosateurs se mirent au travail et, ne cherchant plus avant tout une expression individuelle, se donnèrent tels qu'ils étaient ; des hommes aimant les hommes, auxquels rien d'humain ne pouvait être étranger, qui voulaient tout comprendre et qui, à leur tour, furent compris par tous. Ils osèrent écrire de nouveau de « gros livres », ils osèrent de nouveau « bien composer ». On redécouvrit que la composition était un élément de l'art, et le mouvement littéraire en fut complété.

En 1889 déjà, quatre années seulement après le premier numéro du *Nieuwe Gids*, Louis Couperus publia *Eline Vere*, notre premier roman moderne de grande allure, étude délicate de personnages comme il n'en pouvait exister vingt ans plus tôt. Couperus, auteur d'une facilité et d'une fécondité merveilleuses, s'est surpassé depuis cet ouvrage dans des genres divers, mais *Eline Vere* restera toujours son acte de délivrance. On doit considérer Couperus, romancier, et Jac. van Looy, visionnaire d'une grande intensité, comme les précurseurs les plus importants de nos prosateurs modernes.

Marcellus Emants, dont le premier ouvrage puissant *Een Nagelaten Bekentenis* (Une confession d'outre-tombe) parut en 1894 (il avait déjà quarante-huit ans) devrait peut-être être cité comme le troisième... Cependant je ne crois pas que son influence ait été aussi grande que celle des deux autres ; non seulement parce qu'il est venu plus tard, mais aussi parce que son réalisme très intellectuel et quasi glacial manquait de la chaleur qui entraîne. Plus tard encore, en 1901, Emants donna son roman *Inwÿding* (Initiation), son livre le plus puissant, où son flegme semble enfin se fondre un peu, où l'on sent par-ci, par-là, l'ardeur d'un cœur d'homme.

Sur ces entrefaites, des artistes plus jeunes se mirent à écrire ; Johan de Meester donna en 1890 son petit roman *Een Huweÿlk* (Un mariage). Frans Coenen commença à publier ses contes mortellement tristes, mais sensibles et pleins d'une grande commisération, au vrai sens du mot ; et l'auteur de cette chronique lui

aussi fit paraître ses premiers essais d'écrivain qui tout d'abord voulait être simple et humain. Il s'y ajouta un renfort inattendu, venu du Sud, une floraison soudaine et véhémente des lettres flamandes ; nous fîmes la découverte de Gezelle et nous lûmes la revue des jeunes Flamands : *Van nu en straks* (A présent et dans l'avenir), les considérations critiques de Gustaaf Vermeylen, les sonnets rares mais noblement passionnés de Prosper van Langendonck, la prose moitié réaliste, moitié romantique de Cyriel Buysse, les premières manifestations printanières de Styn Streuvels.

On vit alors quelle brillante floraison littéraire avait commencé en 1880 pour les Hollandais et les Flamands. Cette végétation magnifique, mais d'abord terrifiante par sa nature extraordinaire, cet art du *Nieuwe Gids*, transplanté dans les jardins fertiles de la vie totale semblait atteindre enfin son complet épanouissement. « La poésie, écrit un historien connu des lettres néerlandaises, s'est enfin tournée vers la vie et vers la société. » C'était d'une part une calomnie, d'autre part une louange prématurée. La poésie du *Nieuwe Gids* s'était tout de suite tournée vers la vie, mais vers la société elle ne se tournait encore que fort imparfaitement. P. C. Boutens et Henriette Roland Holst, grands poètes tous les deux, qui commencèrent à publier leurs poésies en ce temps, possèdent indubitablement l'amour des hommes, tandis que leur conception de vie est large autant que profonde, mais cette profondeur jointe à une expression extrêmement personnelle, nullement simple, fut cause que, dans les premières années, on ne les comprit pas partout, même dans les milieux littéraires. Herman Gorter voulut alors composer de la poésie prolétarienne ou socialiste. Mais sa manière, quoique moins ultra-sensitiviste que dans les premières années, resta la même... et les prolétaires furent les derniers à l'entendre ! Albert Verwey, lui aussi, bien qu'il semblât s'être renouvelé après un long silence, dans son recueil *De Nieuwe Tuin* (le Nouveau jardin, 1898), où il se tournait avec toute sa joie vers « la vie », ne fut pas capable de faire tourner vers lui le peuple vivant. Van Eeden trouva une appro-

bation plus générale, presque de la popularité, mais ce n'était pas à cause de ses meilleures qualités. Chez lui quelque chose d'onctueux et d'infatué et une attitude vaniteuse de prophète semblèrent charmer la foule. Le pathétique vaguement religieux est toujours assuré de trouver chez nous un grand public.

Cependant quelques écrivains conquirent bientôt la renommée, du moins dans la partie la plus intellectuelle du public. A cette époque, on se mit à lire, à goûter les meilleurs ouvrages des artistes du *Nieuwe Gids*, dont les recueils et les livres s'imprimèrent quelquefois seulement alors. Le poème *Mei*, de Gorter, n'avait pa, tardé à devenir le livre de chevet des jeunes, avides de poésie. Les *Essais* de van Deyssel commencèrent à paraître et furent loués par le journal *Algemeen Handelsblad*, organe par excellence de la bonne bourgeoisie d'Amsterdam et des environs ; *Proza*, de van Looy, et *Een Koning* (Un Roi) de Ary Prins, excitèrent une admiration enthousiaste dans le petit groupe croissant de personnes sensibles à la littérature.

Mais les premières années du XXe siècle devaient s'écouler avant que l'union se fît entre le peuple hollandais et ses écrivains, et avant qu'un contact, un rapprochement de part et d'autre pût être constaté.

La fondation de salles de lectures publiques, toujours plus nombreuses en plusieurs villes néerlandaises, dans les villages mêmes, y a contribué indubitablement. Entre 1910 et 1920, des dizaines de livres, vers et prose, ont paru qui, bien qu'on ne puisse en général les ranger dans la littérature populaire, ont su toucher le cœur de milliers et de milliers de personnes. Je citerai *Geertje* de Johan de Meester, *De Jordaan* de Quérido, mon *Roman van een Gezin*, *Voor de Poort* de Top Naeff et *Armoede* de Ina Boudier-Bakker, *Beatrijs* de Bouteus, les recueils de poésies de Adama van Scheltema, *Sprotje* de Margo Scharten-Antink, *de Onafhankeljike Vrouw* (La femme indépendante) de Ada Gerlo (Annie Salomons), *Orpheus in de Dessa* de Augusta de Wit, *Een Zwerver verliefd* (Vagabond amoureux) de Arthur van Schendel. On pourrait y ajouter quelques livres de grands Flamands :

Vlasschaard de Stijn Streuvels, *Het Ivoren Aapje* (Petit singe d'ivoire) de Herman Teirlinck. *Pallieter* de Felix Timmermans, d'une gaîté un peu forcée, a eu plusieurs éditions en peu de temps. Encore plus largement populaires furent les pièces dramatiques de H. Heyermans, qui ont une tendance socialiste. Jac. van Looy, au contraire, dut attendre un commencement de popularité jusqu'à la publication de son *Jaapje*, ce livre délicieusement intime, écrit pendant la guerre parce que l'auteur voulait oublier ces années de misère dans le souvenir de sa jeunesse depuis longtemps passée. Cependant l'œuvre puissante d'Adriaan van Oordt, son roman historique *Warhold* attend toujours... une seconde édition ! Néanmoins, ils se firent de plus en plus rares, ces livres littéraires qui, bien que de premier ordre, semblent s'adresser au seul connaisseur. Parmi eux, on peut citer les vers de J. H. Leopold et de Andries de Hoghe, la prose somptueuse de Karel van de Woestijne et les sombres romans sensitivistes de van Oudshoorn.

Ce nouvel état de choses est dû surtout au sentiment social qui se développa parmi les intellectuels, de même qu'à l'instruction plus grande du peuple (qui cependant ne nous a encore donné que très peu d'écrivains de quelque importance). Jusqu'ici, nous ne voyons encore rien d'intentionnel dans cette évolution vers l'art « universellement humain » et universellement intelligible. Il n'y a pas de bon poète ni de bon prosateur néerlandais écrivant pour le peuple... si ce n'est Adama van Scheltema qui pourtant n'y réussit que fort rarement, bien que ses chansons simples et directes méritassent une certaine popularité. Et pourtant... il y a Speenhoff, le poète-chansonnier ! Il écrit et chante pour le peuple, celui-là, et il réussit presque toujours. Un don admirable, sans doute ! Mais peut-on l'appeler pour cela un grand poète ?

De même notre plus grande femme-poète, la communiste passionnée, Henriette Roland Holst-van der Schalk, apôtre de l'amour chrétien plus encore que réformatrice sociale peut-être, en tout cas une figure de la plus grande importance dans notre littérature et notre vie

intellectuelle, avec toute son œuvre n'a jamais pu devenir un poète populaire... Peut-être n'a-t-elle jamais essayé. Son partisan van Collem, esprit aussi passionné mais moins fin, y réussira peut-être !

Les auteurs néerlandais d'aujourd'hui n'écrivent donc pas pour le peuple, mais en renonçant à la satisfaction intime que produit l'expression la plus individuelle d'une émotion aussi individuelle que possible, ils se sont enrichis et agrandis, ils sont devenus plus universels.

La guerre a sans doute contribué fortement à la création de cet esprit nouveau et à son développement. Dans ces années-là, on en est venu à éprouver presque de la honte d'avoir attaché une importance si particulière à des nuances sentimentales tellement individuelles. L'humanité, voilà la grande devise de nos jours, et à côté de celle-là, mais pas assez, à mon avis, la simplicité. Les fanfreluches élégantes et les tortillages obscurs nous empêchent encore de pénétrer profondément dans maint esprit. Qu'il y en ait d'autres qui, à côté d'une revendication d'humanité, formulent des thèses de morale et de religion, en ces temps-ci, cela ne doit pas nous étonner. Comment font-ils — et ce sont en premier lieu Dirk Coster et Just Havelaar dont je veux parler, — je m'en occuperai dans une chronique suivante[1].

Herman ROBBERS.

[1] La *Revue de Genève* publiera bientôt un essai philosophique de Just Havelaar.

LA

CHRONIQUE INTERNATIONALE

L'INTERNATIONALISME DE LA CROIX-ROUGE

Le 13 février 1919, presque au lendemain de l'armistice, les cinq Croix-Rouges alliées de France, d'Angleterre, d'Italie, du Japon et des Etats-Unis répondant à une circulaire du Comité International de Genève envoyée au mois de novembre précédent, déclaraient accepter le principe d'une Conférence internationale à Genève, *trente jours après la signature de la paix*. Un pareil délai paraissait alors suffisant pour ramener dans les esprits la tranquilité nécessaire, avant d'aborder la discussion des nouvelles tâches de la Croix-Rouge. Hélas ! on était loin de compte. Ce n'est pas moins de vingt mois après la paix de Versailles (sans parler d'autres paix moins considérables) que la Conférence envisagée dès 1918 va se réunir, et le Comité International seul peut se rendre compte de l'audace d'un pareil geste dans une Europe encore profondément troublée.

Laissons de côté les traités qui ont eu tant de peine à voir le jour, et dont quelques-uns, comme le traité de Sèvres, sont déjà remis en discussion. Et laissons de côté

le désarmement, dont le progrès à cette heure se borne à quelques déclarations platoniques de la Société des nations. La démobilisation même est à peine achevée. Nul ne sait quand seront rendus, rentrés ou détruits les derniers canons, les derniers obus, les dernières mitrailleuses. Chacun semble garder par devers soi la pensée de s'en servir le plus tôt possible. Ici et là, les champs de bataille fument encore, volcans à peine éteints, dont on attend tous les jours de nouvelles éruptions. Et partout les ruines se dressent menaçantes, comme aux jours où, transformées en forteresses, elles abritaient les plus terribles engins de destruction.

Mais si la liquidation matérielle de la guerre est laborieuse, que dirons-nous de sa liquidation morale ? Ici, quelque paradoxal que cela paraisse, on commence seulement à se rendre compte de la portée du désastre. Les belligérants restent profondément divisés. Jamais encore les liens de solidarité, d'estime ou d'affection qui doivent unir les membres de la grande communauté humaine, n'avaient été tranchés d'une façon aussi barbare. Jamais des méfiances aussi tenaces, des rancunes aussi vives, des haines aussi sanglantes n'avaient été le fruit de la guerre. C'est aussi que jamais guerre n'aura laissé de souvenirs plus atroces, tant par les masses d'hommes engagées dans la mêlée, que par l'énormité des crimes et par la variété des souffrances qui l'ont accompagnée. Aujourd'hui même, ces souffrances se répercutent encore indéfiniment dans le corps et dans l'âme des victimes.

Il en faut donc prendre son parti comme d'une chose logique et naturelle ; deux ans et demi après l'armistice, l'âme de l'humanité crucifiée reste à vif ; il n'y faut toucher qu'avec les plus grandes précautions. Nul, je crois, n'en est plus convaincu que le Comité International de la Croix-Rouge. Et pourtant les tâches sont là qui ne peuvent plus attendre. Il faut préparer l'avenir par des ententes graduelles, qui rapprochent, partout où cela se peut sans blesser les susceptibilités légitimes, partout où cela devient indispensable pour le bien de l'humanité, les belligérants d'hier, ennemis ou alliés, sans parler des neutres qui ne se sont au moins jamais tenus à l'écart des œuvres de bien-

faisance. Et qui donc, à cette heure, serait capable de présider à une entreprise aussi délicate, si ce n'est le Comité International de la Croix-Rouge ?

Je ne suis point ici pour vanter sa compétence ou constater son autorité. L'une et l'autre ont fait leurs preuves et se sont accrues pendant la guerre, cela ne fait aucun doute. Je n'en veux citer comme exemple qu'un détail. On n'a pas oublié la protestation du Comité international de la Croix-Rouge contre l'emploi des gaz asphyxiants en date du 6 février 1918. Il est incontestable que le Comité est quelque peu sorti de ses attributions dans cette affaire. Néanmoins, chose remarquable, aucun des gouvernements belligérants ne paraît avoir songé à s'en étonner ; bien plus : aucun n'a négligé de répondre au Comité sur le ton de la plus grande déférence. N'était-ce pas implicitement reconnaître à cette institution d'origine si modeste un pouvoir nouveau nécessaire et comme surgi des circonstances ?

Aujourd'hui, sans doute, le Comité International de la Croix-Rouge ne songe pas à faire état de cet incident pour imposer ses services et augmenter ses compétences. Son autorité, moins que jamais, n'a besoin de témoignages extérieurs. Elle est toute dans son caractère, tel qu'on peut le définir d'un seul mot : *internationalisme.* Mais ce terme même, en parlant du Comité de Genève, demande à être expliqué, afin qu'on ne croie pas à une vertu quelconque, à je ne sais quelle étiquette occasionnelle qui ne correspondrait à rien de profond dans son existence.

En effet, on parle beaucoup d'internationalisme en ce moment. Le terme et la chose sont à la mode. Et l'on ne saurait assez s'en réjouir, puisque en somme l'internationalisme, autant que le patriotisme, est la grande leçon de la guerre. La solidarité morale et matérielle des hommes, par delà les oppositions et les rivalités nationales, voilà ce que la catastrophe a fait apparaître dans une lumière aveuglante. On n'aurait pas cru auparavant que l'humanité pût tant souffrir dès que les conditions normales de la vie internationale sont supprimées. De là, tant d'entreprises nouvelles qui cherchent à profiter de cette expérience, et dans lesquelles les gouvernements et les individus se

trouvent d'accord pour exercer toutes les reprises possibles sur les nationalismes exaspérés par la lutte, à commencer par la Société des nations, le Bureau international du Travail, la Ligue des Croix-Rouges, etc. Il faut souhaiter que ces institutions rendent à l'humanité angoissée les services qu'on en attend. Mais quelle n'est pas ici la supériorité du Comité International de la Croix-Rouge, dont l'internationalisme n'est point une improvisation récente, un essai soumis encore à toutes sortes d'aléas, mais une expérience décisive déjà vieille de plus d'un demi siècle.

Un peu d'histoire ici ne sera pas inutile. Il vient d'y avoir cinquante-sept ans en effet, ne l'oublions pas, que cinq citoyens genevois, autorisés par la Société genevoise d'utilité publique, Henry Dunant, Louis Appia, Gustave Moynier, le général Dufour et le docteur Maunoir se constituèrent en *Comité International de la Croix-Rouge*. Ce titre, ils ne le tenaient de personne, je veux dire d'aucun pouvoir extérieur, d'aucune puissance établie. Pour le prendre, ils n'avaient eu à consulter que leur cœur et la tradition genevoise.

Celle-ci, toute pénétrée d'œcuménisme par la Réforme, n'a cessé d'entretenir dans la petite ville isolée au centre de l'Europe l'intérêt de la chose universelle. Ardent patriote d'une part, le Genevois ne s'en est pas moins senti de tout temps quelque chose comme un citoyen du monde. C'est un fait étrange, par exemple, qu'on trouve des Genevois mêlés à presque toutes les révolutions modernes, comme acteurs ou comme apôtres : tels Albert Gallatin aux Etats-Unis, Jean-Pierre Vieusseux en Italie, Jean-Gabriel Eynard en Grèce, et en France, Clavière, Dumont, Du Roveray qui furent parmi les inspirateurs de la Révolution de 89, ou James Fazy qu'on voit entrer l'un des premiers dans l'Hôtel de Ville de Paris en juillet 1830. Aucun n'est un simple aventurier, mais tous brûlent de la flamme libératrice empruntée au foyer national et qu'ils promènent tout naturellement à travers le monde. C'est pourquoi l'un d'eux, par exemple, Etienne Clavière, a soin de faire inscrire en 1787, dans le procès-verbal d'une société gallo-américaine fondée par Brissot, que « M. Etienne Clavière, citoyen exilé de Genève, n'est admis à cette

société qu'en tant qu'elle s'occupe du bien général des hommes [1] ».

Mais des Genevois sont aussi, pour la même raison, à l'origine de toutes les entreprises humanitaires. Le même Clavière figure en 1788 parmi les fondateurs de la *Société des Amis des Noirs.* Un peu plus tard, Simonde de Sismondi lui fait écho par ses brochures contre la traite des nègres qui furent apparemment pour quelque chose dans la fameuse *Déclaration des huit cours* jointe, le 8 février 1815, au procès-verbal du Congrès de Vienne. Plus tard encore, un Genevois, Jean-Jacques de Sellon, obsédé par l'idée du respect de la vie humaine, a fait campagne pour l'abolition de la peine de mort et pour l'arbitrage international, tandis que ses appels répétés déterminaient la fondation de la première société pacifiste du continent. Henry Dunant enfin, avant d'être l'initiateur de la Croix-Rouge par son *Souvenir de Solférino* (1862), est le principal pionnier, en Europe tout au moins, de l'Union Chrétienne de Jeunes Gens, qui, aujourd'hui encore, a son centre universel à Genève. Et je ne parle pas du plus grand de ces internationalistes humanitaires, Jean-Jacques Rousseau, dont la pensée, à cette heure même, continue à couvrir de son ombre toutes les avenues du progrès politique et social !

Constatons donc que chez les Genevois, l'internationalisme est une vieille habitude, presque une douce manie. Citoyens d'un petit Etat sans territoire, qui tire toute sa grandeur des idées, ils lui doivent la forme même de leur esprit, tout obsédé par des rêves de justice et de bonheur universels. L'internationalisme des Genevois n'est qu'un prolongement naturel de leur patriotisme. Ajoutons que pour être plus moral que matériel, il n'est point, tant s'en faut, dépourvu de sens pratique. Hardiment parti dans le rêve, il ne s'avance que prudemment dans la réalisation. L'enthousiasme certes ne lui fait point défaut, mais le bon sens tout aussitôt le tempère. Car le Genevois est également fils du négoce. Aussi calculateur qu'inspiré, ses œuvres portent la double marque du penseur et de l'homme d'affaires.

[1] Cf. Ed. Chapuisat, *Souvenir des choses d'autrefois*, Paris, 1920, p. 67.

Tel est l'internationalisme de Genève, constitué par une lointaine tradition locale, dont il serait facile de montrer le rapport avec les institutions politiques et religieuses. Et voilà pourquoi les cinq citoyens genevois dont je parlais tout à l'heure, n'ont pas hésité, dans leur première réunion de 1863, à prendre le titre de *Comité International de la Croix-Rouge*, qui devait être pour eux moins un honneur qu'une charge. Ce nom, du reste, comme je l'ai montré ailleurs[1], n'apparaît au grand jour qu'une année après, entre la Conférence de 63 et le Congrès de 64, et il ne sera tout à fait officiel que beaucoup plus tard. Mais qu'importe si, par cela même, il apparaît plutôt comme un acte de foi que comme une affirmation de l'orgueil local.

Bientôt, du reste, les circonstances obligèrent les initiateurs de la Croix-Rouge à dégager toutes les conséquences d'un pareil titre et surtout à en préciser la signification. De la sorte, il apparut tout aussitôt que le premier caractère de cet internationalisme était d'être universaliste. Par quoi il fallait entendre que son rayonnement devait s'étendre sur le monde entier, que la Croix-Rouge s'adressait à tous les hommes indistinctement, et qu'elle ne saurait faire de différence entre les peuples, si petits, si lointains, si barbares ou demi-civilisés qu'ils fussent. Et comment pourrait-il en être autrement, si l'institution genevoise s'annonce entre autre comme une école de haute civilisation pour tous les hommes, si son message, comme celui de l'Evangile même, est fait pour réveiller toutes les âmes engourdies, tous les cœurs endurcis. On sait assez que sur ce terrain la distance n'est jamais bien grande d'un peuple à l'autre et que telle nation réputée ou qui se croit civilisée, peut se révéler tout d'un coup, dans la tempête de la guerre, aussi barbare que n'importe quelle peuplade africaine.

Dans la Croix-Rouge donc, nul préjugé de culture, de couleur ou de race. De là vient que tout de suite le Comité International s'est efforcé d'attirer à lui les nations des cinq parties du monde. On en trouve la preuve dans les

[1] *Le berceau de la Croix-Rouge*, Genève, Jullien, 1918, p. 181.

démarches que dès le printemps 1864, soit Henry Dunant, soit Conrad Kern, ministre de Suisse à Paris, firent auprès des ambassadeurs de Perse et du Japon pour les rallier à l'institution naissante. Leurs successeurs n'eurent qu'à persévérer dans la même voie. A l'heure actuelle, comme on sait, pas moins de quarante-trois nations possèdent des sociétés affiliées au Comité international genevois, pas moins de cinquante-cinq gouvernements ont apposé leurs signatures au bas de la Convention de Genève. Qui oserait dire qu'aucun de ces peuples, si retardé soit-il, est indigne de figurer dans une pareille assemblée et n'ajoute pas quelque force à l'organisme commun ?

En un régime pareil, l'égalité devient le complément naturel de l'universalité. Ni le nombre, ni la puissance, ni la richesse n'assurent ici des privilèges spéciaux. On ne cite pas un seul cas de pression violente exercée du dehors sur le Comité International. Aussi bien, celui-ci n'est-il pas défendu par sa modestie même ? Ces quelques citoyens genevois recrutés par cooptation et qui n'attendent aucun avantage personnel de leur rôle, ne sont-ils pas la meilleure digue opposée aux jalousies et aux rivalités internationales?

Universel et égalitaire, l'internationalisme du Comité de Genève reste encore essentiellement neutre. Ne craignons pas d'insister sur ce point, car les malentendus sont fréquents. Dès le début, le Comité International a été l'objet d'imputations désagréables. Pendant la guerre du Schleswig en 1865, on a cherché à exciter les Danois contre lui en le déclarant favorable à la cause allemande. D'autre part, on lui a reproché de ne pas élever la voix pour protester contre les excès des belligérants, notamment contre le bombardement de Sonderbourg. On trouvait à Madrid, à Paris — c'est Dunant qui le rapporte — que le Comité International, en raison même de son pouvoir sur l'opinion devait « savoir exactement la vérité et ensuite parler pour dire cette vérité en bien ou en mal, rétablir les faits ou stigmatiser une manière d'agir aussi odieuse ».

Est-il besoin d'observer qu'une telle conduite eût engagé le Comité International dans des complications inextricables, surtout à un moment où la Convention de Genève n'existait encore qu'à l'état de vague projet.

Il ne pouvait alors être question pour le Comité de Genève que de surveiller et d'encourager l'organisation sanitaire des armées. Plus tard, le champ de ses protestations a été strictement délimité par la législation internationale. Ainsi conditionnée, son intervention n'a jamais fait défaut. On l'a vu au courant de la dernière guerre. Dans le cas des gaz asphyxiants même, le Comité International n'a pas hésité, comme nous l'avons vu, à franchir la limite de ses compétences. Mais ces protestations ont toujours été dirigées contre des faits, non contre des personnes ou des peuples.

Le besoin d'une neutralité stricte, condition d'une activité vraiment efficace, s'est fait sentir dès le début de l'institution. A la veille de cette même guerre du Schleswig, qui devait être, pour le Comité International, la première épreuve de son pouvoir, les principes s'affirment sans équivoque : « M. le général Dufour, disent les procès-verbaux, insiste sur le devoir qui nous incombe actuellement, *afin de conserver notre cachet d'impartialité et d'internationalité*, d'envoyer deux délégués, l'un en Allemagne, l'autre en Danemark. » Il n'était donc pas question de favoriser aucun des belligérants. Nous savons aussi avec quels scrupules les délégués s'appliquèrent à respecter cette formule, au point que l'un d'eux, le docteur Louis Appia, souffrira de sentir le brassard blanc à croix rouge du Comité International trop intimement mêlé au brassard blanc des ambulances prussiennes, « association heureuse pour ce moment-là, dit-il dans une lettre, mais qu'il importe de dissocier après, en vue de sauvegarder le principe relevé de la neutralité ».

Austère mot d'ordre qui n'a cessé d'être observé par le Comité International, et lui a permis d'accomplir jusqu'à notre époque sa tâche délicate. Il faut savoir ce qu'une telle consigne a coûté de sacrifices à ces cœurs d'hommes. Que de fois le silence ne leur a-t-il pas été intolérable ? Que de fois leur sympathie ou leur indignation n'a-t-elle pas dû s'abstenir d'un geste ou d'une parole qui aurait soulagé leur conscience ? Ceux-là seuls qui les ont vus de près peuvent en témoigner. Du reste, les soupçons ne leur ont pas été épargnés pour cela, ni dans un camp, ni dans

l'autre. Mais ils ont pu se consoler en se disant que telle est la rançon ordinaire de toute entreprise philanthropique à longue portée.

Sur un autre terrain encore, la neutralité du Comité International de la Croix-Rouge s'est toujours affirmée : en matière religieuse. Certes, il n'est pas question de nier que les origines de cette institution soient chrétiennes et protestantes. Plusieurs pasteurs s'agitent autour de son berceau préparé de loin par la Société Evangélique de Genève. Henry Dunant même est une âme très pieuse nourrie d'ésotérisme prophétique. Il est un moment où la Croix-Rouge a risqué, sinon de se confondre, du moins de s'unir étroitement avec l'Union Chrétienne de Jeunes Gens, comme en Amérique. Mais il a suffi que Gustave Moynier l'ait fait passer par le baptême de la Société d'utilité publique de Genève pour qu'elle se soit immédiatement laïcisée. Son symbole même : la croix rouge empruntée aux armes de la Confédération suisse, n'a jamais eu la moindre signification religieuse. Dès lors, toute arrière-pensée confessionnelle étant écartée, rien n'a empêché protestants et catholiques de collaborer partout à l'œuvre commune, comme c'est encore le cas aujourd'hui. On sait que pendant la dernière guerre, le pape n'a pu s'empêcher de témoigner publiquement son approbation au Comité International. Et je n'insiste pas sur des témoignages plus récents de la bonne volonté pontificale.

Mais mieux encore, grâce à sa neutralité religieuse, le Comité International n'a jamais été embarrassé pour faire appel à des peuples non chrétiens, dont quelques-uns même, comme les Turcs, ont pu se choisir des emblèmes plus conformes à leurs traditions particulières. Ce n'est certes pas un des petits miracles de la Croix-Rouge que d'avoir pu associer dans une mission charitable des peuples de confessions aussi variées. Quelle victoire lointaine pour la civilisation chrétienne qui fut son point de départ !

Or, cette neutralité si large et si généreuse, elle est encore, pour l'internationalisme du Comité de Genève, le signe d'un parfait désintéressement. Par quoi je n'entends pas seulement le désintéressement pécuniaire. Nul n'ignore que les membres du Comité International de la

Croix-Rouge, sauf apparemment leurs frais de voyage, n'ont jamais reçu un sou pour leurs services. Plutôt ont-ils puisé dans leur propre poche afin d'alimenter l'œuvre dont ils supportaient toute la responsabilité, sans le moindre secours des autorités suisses, cantonales ou fédérales. Ils ne faisaient ici que suivre l'exemple des fondateurs de l'entreprise, en particulier d'Henry Dunant, lequel a pu se vanter d'avoir dépensé 50,000 francs en frais de propagande. Le *Souvenir de Solférino* lui-même, qui n'a jamais été mis dans le commerce, est l'effet d'une libéralité de l'auteur.

Quant au personnel du Comité International, de création toute récente, il travaille encore aujourd'hui pour un salaire dérisoire. Et l'on sait que certains délégués sont depuis longtemps sur la brèche et travaillent dans des postes périlleux, sur les confins de la révolution sociale ou de la contagion mortelle. Ceux qui ont dit que les Genevois sont intéressés ne se sont pas trompés. Mais ils ont oublié d'ajouter qu'il n'y a pas de bourse plus largement ouverte aux œuvres philanthropiques que la bourse genevoise, d'activité civique ou sociale plus gratuite que l'activité genevoise.

Mais ce désintéressement-là, qui fait une des forces du Comité International, n'est rien auprès de son désintéressement politique. Le danger principal des grandes entreprises humanitaires, c'est d'être détournées de leurs fins particulières et de devenir un instrument aux mains des diplomates. Machiavel ici guette sans cesse saint Vincent de Paul. L'appétit des gouvernements ne dédaigne pas d'emprunter quelquefois la table des anges. C'est aux anges à se défendre avec leurs ailes, ou tout au moins à dénoncer la supercherie. Or il est bien évident que le Comité International de Genève offre ici plus de garantie que n'importe quelle institution similaire. Citoyens d'un petit pays sans ambition politique et sans visée territoriale, ses membres sont en outre préservés plus que personne contre l'influence des pouvoirs politiques. Genève n'est même pas capitale de la Suisse. Si le Comité International, par son existence même, a rendu service à la Confédération, comme on l'a vu dans des circonstances récentes, ce sont uniquement

des services moraux et en aucun cas matériels. Encore n'a-t-il pas eu à faire le moindre geste pour les rendre. Une telle activité est aussi loin que possible de ses préoccupations. C'est en parlant de tous ses membres qu'on peut répéter le mot d'Etienne Clavière, « citoyen de Genève qui ne s'occupe que du bien général des hommes ».

Voilà la vraie devise du Comité International. Est-il une meilleure définition de son rôle à l'heure actuelle, une plus authentique justification de celui auquel il peut prétendre dans les difficiles conjonctures que nous rappelions en commençant cet article ?

Simple bureau régulateur, constitué sur des bases très modestes, mais aussi déjà sur des principes inflexibles et longuement éprouvés, comme il l'était en 1914, le Comité International de la Croix-Rouge s'est trouvé si bien adapté à sa fonction, que la guerre l'a transformé automatiquement en un vaste organisme, plus que cela en une espèce de gouvernement moral.

Lui-même a dû faire un effort considérable pour s'élever jusqu'à cette nouvelle dignité. Personne ne peut dire qu'il se soit montré inférieur à son devoir. Cependant les tâches s'accumulaient sur ses faibles épaules : l'Agence des prisonniers de guerre, la surveillance des camps de captivité, la protection des internés civils. Et avec cela faire communiquer les Croix-Rouges d'une dizaine de nations belligérantes, contrôler l'application de la Convention de Genève, régler les échanges de blessés et de prisonniers, seconder ou provoquer les œuvres d'internement en pays neutres, que sais-je encore ?...

Puis est venue la liquidation de la guerre. Et l'on a bien vite constaté que l'activité du Comité International ne pouvait plus s'arrêter, ne pouvait plus même être ralentie. Partout, jusqu'en Extrême Orient, ses agents sont encore à l'œuvre. En novembre 1918, le Comité ne prévoyait guère que l'assistance aux mutilés de guerre. Mais on a vu surgir successivement le rapatriement des prisonniers, entreprise d'une complication inouïe par ce temps de révolution sociale et qui ne sera peut-être pas de longtemps achevée. Il y a eu, il y a la lutte contre les maladies contagieuses répandues dans l'Orient dévasté.

Il y a eu, il y a le ravitaillement des populations affamées et misérables. Il y a eu, il y aura pour des mois, pour des années sans doute, l'œuvre de secours aux enfants des pays ravagés. Il y a, depuis quelques semaines, l'organisation des camps de travail pour les réfugiés russes en Europe occidentale. Tous les jours, une brèche dans l'édifice humain se découvre, appelant un secours nouveau qui rend nécessaire le patronage ou la collaboration du Comité International.

Et ainsi, tout naturellement, s'opère la transition des œuvres de guerre aux œuvres de paix, sans qu'il soit possible au Comité International de rompre la chaîne, de tracer des limites à ses compétences, tant il se trouve désigné par les circonstances, par la voix publique et surtout par son caractère, pour passer des unes aux autres. On ne saurait dire du reste qu'il soit entièrement pris au dépourvu.

Déjà Henry Dunant avait prévu cette extension indéfinie à toutes sortes d'œuvres humanitaires de l'internationalisme de la Croix-Rouge. Dès la première séance du Comité International, le 17 février 1863, il demande « qu'on fasse bien comprendre au public que le sujet dont nous nous occupons est beaucoup plus vaste... Les comités devront être permanents et toujours animés d'un véritable esprit de charité internationale ; ils devront faciliter l'envoi des secours de diverses natures, aplanir les difficultés de douane, empêcher les dilapidations de tous genres, etc. » Et dans une note de la troisième édition, l'auteur du *Souvenir de Solférino*, précise son idée : « Ces sociétés pourraient même rendre de grands services pendant des époques d'épidémie ou dans des désastres comme des inondations, des incendies ; le mobile philanthropique qui leur aurait donné naissance, les ferait agir dans toutes les occasions où leur action pourrait s'exercer. »

Tout ceci pouvait paraître encore bien vague et bien présomptueux à une époque où la Croix-Rouge existait à peine. D'ailleurs, la prudence commandait au Comité International de modérer ses premières ambitions, méthode dont on a pu constater l'heureuse influence par la suite. Mais l'impulsion initiale n'en a pas moins gardé sa valeur généralisatrice. Après que tant de Congrès, avant la guerre,

ont essayé de faire intervenir la Croix-Rouge dans la lutte contre les maladies contagieuses, la tuberculose en particulier, ou se sont efforcés de la porter au secours des calamités publiques, après que la dernière guerre surtout a dégagé la pleine signification et mis en lumière les services du Comité International de la Croix-Rouge, il est temps enfin de faire passer le noble principe de l'internationalisme, qu'il personnifie à un degré si éminent, des œuvres de guerre dans les œuvres de paix.

Alexis FRANÇOIS.

A la veille de la Conférence universelle dont parle notre excellent collaborateur et qui se tiendra à Genève du 30 mars au 7 avril, nous croyons intéressant de préciser comment le Comité international de la Croix-Rouge, dès l'armistice, a déployé une activité de paix aussi bienfaisante que l'avait été son activité de guerre. Tout d'abord, prolongeant l'œuvre admirable de son *Agence de secours aux prisonniers*, il s'occupa de rapatriement. Car l'armistice et les conventions préliminaires de paix réglaient le sort des prisonniers de toutes les armées belligérantes, mais oubliaient simplement les Russes, dont deux millions étaient en captivité. A partir de janvier 1919, le C. I. C. R. envoya des missions à Berlin, à Prague, à Varsovie, à Vienne, à Budapest. C'est le plan de rapatriement dressé par la mission de Berlin qui a été approuvé et appliqué par la Société des nations.

Puis, sans désemparer, le C. I. C. R. s'attaqua à un autre problème de l'après-guerre, celui des épidémies. Ses délégués, qui étaient répandus de la Baltique à la mer Noire, virent les gouvernements, les sociétés privées, les populations elles-mêmes s'adresser à eux et les conjurer de venir à leur aide. La mission du C. I. C. R. en Pologne organise la désinfection, recueille des orphelins, transmet à Genève des informations de toute nature qui sont ensuite communiquées aux Croix-Rouges d'Occident et, dans certains cas, aux gouvernements. A Vienne, la mission parvient à faire collaborer les organisations de secours accourues de tous pays ; la mission

de Budapest, sous le régime communiste d'abord, s'occupe des détenus, protège les étrangers, règle même les transports, puis, la Hongrie revenue à un régime d'ordre, se consacre aux enfants.

De Berlin, la mission du C. I. C. R. détache des délégués à Stettin, Riga, Baltischport, Narva, Björko. D'après les journaux, un de ces délégués vient même de pénétrer dans la Russie soviétiste. Une autre mission est à Vladivostock, qui parvient à faire évacuer vingt mille prisonniers de la Sibérie centrale.

Enfin, le C. I. C. R. a des représentants à Prague, en Roumanie, à Constantinople où se trouvent les malheureux Russes de Wrangel. Et l'on a vu ses délégués en Serbie, en Bulgarie, en Grèce, au Caucase. Partout, on peut le dire, où gémissent dans l'abandon les victimes de la guerre, surgit l'homme de Genève. Il n'a pas de mandat officiel, il n'est pas le représentant d'une puissance politique, il agit au nom de la fraternité humaine.

Nous souhaitons vivement que le C. I. C. R. soit mis en mesure, moralement et matériellement, d'étendre toujours davantage son œuvre magnifique. Il est peu d'institutions plus utiles, aujourd'hui, et qui montrent plus de générosité, de dévouement et de foi, avec tant de modestie. *(N. D. L. R.)*

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

La limitation à huit heures par jour et 48 heures par semaine des heures de travail dans toutes les entreprises industrielles, décidée en novembre 1919 à Washington, a soulevé dans son application des difficultés plus ou moins grandes suivant le corps de métier envisagé. La question est particulièrement ardue en ce qui concerne les travailleurs agricoles et les gens de mer. La situation des premiers fera en grande partie l'objet de la troisième Conférence internationale du travail qui se tiendra à Genève en octobre prochain. Les seconds ont vu leur cas débattu à la IIe Conférence internationale du travail à Gênes, du 15 juin au 10 juillet dernier, sans qu'une décision soit intervenue, patrons et employés n'ayant pu parvenir à se mettre d'accord. En août 1920, la Fédération internationale des gens de mer tint son Congrès à Bruxelles, maintint ses revendications, et faillit, sur la proposition de la délégation belge, décréter une grève générale pour les faire prévaloir. Toutefois, sur la proposition de la délégation française, on décida, avant de déclancher la grève, de faire appel à l'intervention du Bureau international du travail.

A la suite des démarches faites auprès de lui, M. Albert Thomas se mit en rapports avec la *Shipping Federation*, association internationale des armateurs, et le résultat des négociations fut la convocation à Bruxelles le 24 janvier dernier, d'une conférence maritime internationale où employeurs et employés étaient représentés.

Une des difficultés de la question réside dans la diversité des emplois. Gens de mer est une appellation très générale qui englobe en tous cas trois catégories distinctes : marins, chauffeurs, cuisiniers et stewards. Le 24me Congrès annuel de l'Union internationale des marins tenu à Philadelphie le 10 janvier avait déjà insisté sur l'interdé-pendance de ces professions qui doivent être ou complètement unies, ou complètement séparées.

A Bruxelles, la discussion des heures de travail du personnel du service général eut lieu sur les mêmes bases que pour les marins et les chauffeurs. Il fut décidé de confier pour chaque catégorie

l'examen des détails techniques, en vue d'une réduction possible des heures de travail, à deux comités constitués comme suit : 4 représentants des armateurs, 4 représentants des marins et les secrétaires des deux fédérations internationales intéressées.

Ces comités se réuniront dans le délai d'un mois pour élaborer le rapport qui sera soumis à une nouvelle Conférence, convoquée par le directeur du Bureau international du travail, à la condition que les deux parties auront le droit de soumettre des questions et des propositions à l'examen des comités, que ceux-ci s'engagent à étudier et sur lesquelles ils auront l'obligation de rapporter.

Nos précédentes chroniques ont insisté sur la puissance du syndicalisme. Une étude publiée le 16 février dernier par le Bureau international du travail vient donner corps à ces considérations. L'effectif des syndicats qui était évalué en 1914 à 13,222,000 adhérents se serait élevé en 1919 à 32,680,000. Les syndicats confessionnels ne sont généralement pas compris dans ce total, seuls les syndicats chrétiens allemands (2 millions d'adhérents) ont été pris en considération. Ces derniers syndicats tiennent d'ailleurs fréquemment des congrès internationaux tel le Congrès international des travailleurs chrétiens du bâtiment, tenu les 25 et 26 janvier à Francfurt sur le Main, le Congrès international des travailleurs agricoles chrétiens, qui doit se tenir les 10 et 11 mars à Coblence.

La querelle continue entre Amsterdam et Moscou à qui présidera aux destinées de ces 30 millions de travailleurs, Zinovieff déniant à Edo Fimmen le droit de parler au nom des camarades syndiqués et l'accusant de représenter uniquement un petit groupe de bureaucrates « qui prête son appui à la bourgeoisie contre les travailleurs dans toutes les questions fondamentales ». Reste à savoir si le premier Congrès universel des syndicats ouvriers rouges convoqué à Moscou le 1er mai prochain par Zinovieff pourra soutenir la comparaison avec le Congrès tenu à Londres en décembre dernier, sur l'initiative du secrétaire général de l'Internationale d'Amsterdam. Les revirements récents constatés en France depuis le Congrès de Tours permettent d'en douter.

A Vienne, le Congrès socialiste international, tenu du 23 au 26 février, visait à rassembler les partis qui ne voulaient pas adhérer à l'Internationale communiste de Moscou, partis socialistes français (Jean Longuet) et autrichien (Frédéric Adler), socialistes indépendants d'Allemagne, *Independent Labour Party* d'Angleterre, parti socialiste suisse, parti menchevik russe hors de Russie, parti social-démocrate de Tchécoslovaquie, marxistes de Grèce, etc. Suivant la décision prise dans la séance de clôture, peuvent seuls être admis dans l'Union internationale des partis socialistes, les partis qui repoussent toute assistance donnée à la guerre impérialiste. Un comité exécutif de la nouvelle Union a été nommé.

Du 9 au 14 janvier s'est tenu à Glasgow, dans le hall St-Andrews, une Conférence internationale des étudiants chrétiens. 37 pays étaient représentés. L'Allemagne s'était récusée. Le Congrès se proposait

d'aborder tous les problèmes du jour, politiques, économiques, religieux ou ethnographiques. « Christ et les besoins de l'humanité en 1921 » était le thème fondamental des débats. Le vicomte Edward Grey parla sur «la nécessité et la possibilité d'un monde nouveau», Miss Maud Royden sur « les relations entre nations chrétiennes », le Rev. Talbot, évêque de Winchester ,sur « le mouvement des étudiants chrétiens ». Il fut question de l'Asie, de l'Afrique, des relations entre les races et de la Société des nations, de la supériorité de l'esprit sur la matière et de l'impossibilité de prendre le matérialisme pour base de la reconstruction de l'Europe.

Les échanges d'étudiants commencent à reprendre. Des étudiantes des universités américaines ont décidé de faciliter l'échange international des étudiantes en assurant sur un fonds d'épargne le voyage, les frais d'étude et l'entretien de chaque bénéficiaire. Sont envisagées les universités de Paris, Oxford, Cambridge, Genève et les facultés de médecine de Fribourg en Brisgau, Leipzig et Vienne.

A Amersfoort, en Hollande, est ouverte depuis quelque dix ans une école internationale de philosophie où pendant l'été sont donnés des cours de vacances. La paix qui règne dans les calmes paysages du pays de Spinoza est, paraît-il, propice aux méditations philosophiques et professeurs et étudiants allemands s'y rendent à l'envi.

A Paris, la nouvelle Ecole internationale de droit international a ouvert ses portes le 5 janvier. M. Léon Bourgeois y doit enseigner la morale internationale, l'un des buts de l'Ecole étant de développer l'influence des idées de justice et de morale sur la formation du droit international.

A Londres, s'élève au nord du British Museum une nouvelle annexe de l'université de Londres. La construction sera achevée en mars. Elle donnera asile entre autres à l'Institut britannique d'affaires internationales.

L'idée d'un institut des questions internationales a pris naissance à Paris à la Conférence de la paix en 1919. Experts, politiciens, journalistes de tous les pays alliés avaient l'habitude d'échanger leurs informations et opinions. L'avis unanime était de perpétuer autant que possible un commerce si fructueux. Pour commencer on décida de fonder une branche britannique et une branche américaine et l'on espère que la France suivra cet example.

La crise de la vie chère peut-elle être résolue par les coopératives ? Un Comité international s'est réuni à Londres le 12 janvier pour étudier les possibilités d'établissement d'un magasin coopératif de gros international. Il existe 23 sociétés coopératives de gros prêtes à échanger des marchandises. Le bureau de Manchester offre ses bons offices pour toutes les communications mais les négociations engagées par correspondance n'ont donné lieu à aucune affaire importante. Sur 56 articles offerts et demandés deux seulement ont abouti à des transactions. Les acheteurs voudraient pouvoir se rendre compte sur place de la qualité des produits offerts. Une exposition des pro-

ductions des usines coopératives du monde entier sera organisée à Copenhague en avril prochain à l'occasion de l'assemblée générale du Comité central de l'Alliance coopérative internationale mais il est à craindre que la question du change n'entrave les opérations.

Parmi les opérations internationales que la guerre n'a pas réussi à interrompre radicalement se placent au premier rang celle des compagnies d'assurance.

Voici qu'on demande à Copenhague la tenue d'un congrès international à Londres en vue de régler les problèmes de la réassurance et de créer une organisation internationale dans une capitale neutre ou ententiste pour remplacer l'*Internationaler Transport Versicherungs Verband.*

La circulation internationale est encore loin d'avoir repris son cours normal. Sans parler des formalités de passeport qui restent des plus sévères dans maints pays, les facilités offertes jadis par les compagnies de chemin de fer d'accorder des billets circulaires internationaux ne sont pas rétablies. Dans la première quinzaine de février des compagnies anglaises, belges, françaises, hollandaises, luxembourgeoises et les chemins de fer fédéraux suisses et d'Etat italien ont envoyé des délégués à Bruxelles pour étudier la réorganisation des billets circulaires. La question des relations avec les puissances centrales sera abordée plus tard. L'application de la nouvelle convention n'est pas possible encore pour cette saison.

Le trafic aérien par contre semble devoir être avant tout international. Les frontières politiques ne peuvent prétendre mettre en cage les avions géants dont la raison d'être réside dans la possibilité de grands voyages accomplis dans un minimum de temps. Conçoit-on par exemple une compagnie de navigation aérienne qui se limiterait à la Suisse et s'interdirait d'en franchir les limites. La Suisse avec ses lacs à proximité immédiate des grandes villes si favorables à la descente des hydravions et des nouveaux engins amphibies qui se posent indifféremment sur terre et sur eau est appelé à garder dans le trafic aérien international le caractère de plaque tournante de l'Europe qu'on se plaît à lui reconnaître dans le trafic ferroviaire. Déjà on parle d'une ligne aérienne Prague-Genève-Lyon qui assurerait au service postal et aux passagers une avance de 48 heures sur les courriers actuels. La poste aérienne fonctionne normalement entre Londres et Paris, Stockholm et Berlin, etc. Une société internationale de navigation aérienne vient d'être fondée à Dantzig. Elle assurera les communications postales avec Varsovie, Lwow et Cracovie, et plus tard avec Helsingfors.

Dans le monde sportif le mouvement international est marqué par le 33me congrès international de l'Union cycliste internationale. tenu à Paris le 5 février. L'Angleterre, la Belgique, la France, la Hollande, l'Italie, le Luxembourg, la Suisse, la Tchécoslovaquie étaient représentés. Les membres du congrès ont décidé la suppression du championnat d'Europe. Le championnat du monde sera couru dans la patrie d'Ellegard à Copenhague en juillet prochain.

Une concurrence à l'espéranto se dessine à Berlin (15 février). Il s'agit d'un langage chiffré international. L'inventeur du système Timerio, l'architecte Tiemer, traduit tout simplement les mots en nombres. Les notions étant les mêmes dans tous les pays du monde, il suffit d'unifier leur expression en suivant l'exemple des mathématiciens, des chimistes qui depuis des siècles s'entendent à travers les mêmes formules. Les mots les plus usuels du langage courant n'exigent guère au delà des 200 premiers nombres. Viennent ensuite 6800 nombres suivant l'ordre alphabétique allemand correspondant à autant de mots qui par l'adjonction de signes additionnels portent le nombre des notions clairement exprimées à près de 12,000. Il n'y a plus qu'à appliquer les mêmes nombres aux mots correspondants dans chaque langue quelle qu'elle soit pour avoir l'instrument idéal de transmission de la pensée.

Certes l'idée du langage chiffré n'est pas neuve et les archives diplomatiques regorgent de dépêches chiffrées accumulées depuis le XVIe siècle. Mais jusqu'ici les nombres n'avaient été employés qu'à dissimuler la pensée et non à la répandre, et rien ne semble s'opposer à première vue à une application pratique immédiate du système Timerio, sinon pour traduire Gœthe, du moins pour faciliter les relations épistolaires en style télégraphique.

Etienne CLOUZOT.

Calendrier des Réunions et Expositions Internationales pour 1921

Lausanne : Congrès international antialcoolique ; Londres : Union internationale contre la tuberculose ; Mars, La Haye : Congrès international antimilitariste ; Mars, Dusseldorf : Congrès international des syndicats des ouvriers textiles ; 10 mars, Barcelone : Conférence internationale des transports et du transit ; 10-11 mars, Coblenz : Congrès des travailleurs agricoles chrétiens ; 15 mars, Paris : Première conférence internationale des bourses des grains ; 30 mars-7 avril, Genève : X^e^ conférence internationale des Croix-Rouges et Exposition internationale de la Croix-Rouge ; Avril, Copenhague : Réunion du Comité central de l'Alliance coopérative internationale ; 1-3 avril, Paris : IIIe congrès d'hygiène scolaire de langue française (Belgique, Canada, France, Luxembourg, Suisse) ; 7-9 avril, Genève : Congrès des œuvres de secours aux enfants des pays éprouvés par la guerre ; 15 avril, Nice : Concours hippique militaire international ; 18-25 avril, Genève : Congrès international des ouvriers du transport ; 30 avril-28 juin, Gand : Exposition internationale d'architecture ; Mai-juin, Pittsburg : Exposition internationale de peinture ; 1er mai, Moscou : Premier congrès universel des syndicats ouvriers rouges ; 8-27 mai, Buenos-Ayres : Exposition internationale de laiterie ; 10-11 mai, Rome : Fédération internationale des syndicats chrétiens ; Juin, Genève : Assemblée générale de l'Union des associations pour la Société des Nations.: 27 juin-1er juillet, Londres : Congrès de la Chambre de commerce internationale ; Juillet, Bruxelles : IIe Congrès international de la protection de l'enfance ; Juillet, Copenhague : Championnat du monde de cyclisme ; 27-29 juillet, Vienne : Congrès de la Fédération internationale des employés ; Août, Bâle : Congrès international coopératif ; 30 août, La Haye : Congrès de l'International Law Asssociation ; Septembre, Paris : Conférence internationale des poids et mesures ; Septembre, Long Island : Championbnat international de golf ; 5 septembre, Vienne : Congrès de la Fédération internationale des Typographes ; 6-13 september, La Haye : Premier congrès universel d'aviculture ; Automne, Riga : Exposition internationalr d'agriculture ; Octobre, Genève : Conférence internationale du travail ; Novembre, Londres : Conférence internationale de la pomme de terre.

REVUE DES REVUES

REVUES ANGLAISES. — Il est peu de revues plus intéressantes que l'*Athenaeum* ; on y sent un goût scrupuleux pour les beautés littéraires, un sens aigu de l'analyse, une curiosité multiple. Ces Anglais, qu'on dépeint volontiers comme toujours « insulaires », sont très préoccupés au contraire de suivre le mouvement des idées à l'étranger. En se bornant aux livres écrits dans leur langue, ils connaîtraient déjà la moitié du globe : quelle tentation de s'enfermer dans son propre univers lorsqu'il est beaucoup plus vaste que la coquille de noix dont rêve Hamlet. Mais pas du tout : ils publient des quantités de traductions, notamment de l'allemand, du russe et des langues scandinaves. *The Athenaeum* est un exemple de ce grand désir de s'informer.

Cette excellente revue, qui, depuis avril 1919, était redevenue une publication hebdomadaire, fusionne avec *The Nation* dont elle constituera la partie littéraire. Ses collaborateurs réguliers demeurent J. Middleton Murry, Katherine Mansfield, J. W. N. Sullivan, Edward J. Dent, Edmund Blunden. On peut regretter au premier abord de voir une revue purement littéraire cesser son existence personnelle et s'amalgamer avec une autre, dont le caractère politique est très marqué, mais la rédaction nous prévient qu'elle partage le programme de la *Nation*. « L'*Atheneaum* s'est attachée et s'attachera fermement à l'idée que la reconstruction de l'Europe sera accélérée par cette sorte d'internationalisme qui est de l'essence même de l'art et de la science. Nous sommes pour la paix et la réconciliation dans le monde, parce que c'est la seule atmosphère où les arts et les sciences peuvent s'épanouir, et nous considérons comme un véritable danger cette

confusion moderne du chauvinisme politique et de la critique littéraire et scientifique. » Dans ses récents numéros, nous avons surtout goûté une évocation fort impressionnante des *Héros chinois*, par Stella Benson, une analyse des *Poems* de Wilfred Owen, par Middleton Murry, et, du même poète et critique, un compte rendu de divers ouvrages consacrés à John Keats, à l'occasion du centenaire de sa mort. On sait qu'au poignant soupir de Keats : *I shall be with the English poets after my death*, Matthew Arnold a répondu par ces mots qui consacrent une gloire désormais immortelle : *He is ; he is with Shakespeare.* Middleton Murry ajoute : *Keats is also with us.* Keats est peut-être le premier poète anglais qui, à la façon d'un Baudelaire, se soit entièrement dévoué à son art ; il voulait être un grand poète ou mourir ; la destinée l'a pris doublement au mot. Dans son existence trop courte il a su néanmoins réaliser cette haute figure de l'homme qui résume et achève en soit toute l'expérience humaine. Son idéal n'est pas que de beauté, mais aussi de vérité, de vérité sublime, on l'entend bien. Et le pathétique de son amour pour Fanny Brawne tient à ce qu'il exigeait d'une jeune fille innocente et insuffisante de symboliser son idéal. Peut-être aurait-il admis qu'elle déçût son amour ; il lui fut insupportable qu'elle trahît à ses yeux la poésie.

The Fornightly review est une copieuse et savante publication, qui vous donne de quoi lire, et sur bien des sujets. Relevons, dans ses derniers fascicules, un article de M. Sisley Huddleston sur la Société des nations, de tendance optimiste, mais sans aveuglement. La Ligue, dit-il *is the organism of international morality*, elle implique pour ses membres l'engagement de ne pas recourir à l'arbitraire. Encore faut-il que sa loi soit reconnue par tous. Une autre ligue, qui comprendrait par exemple la Russie, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Turquie, pourrait fort bien créer une moralité différente. Une pareille opposition les rendrait toutes deux inefficaces. La Société des nations actuelle doit donc devenir générale le plus tôt possible. D'ailleurs elle correspond à une nécessité ; elle représente le plus haut principe de notre temps, et elle est destinée à modifier du tout au tout le cours de notre civilisation. Dans un ordre d'idée d'analogue, Sir Charles Walston examine l'attitude des Etats-Unis envers l'organisation dont le siège est à Genève. L'auteur de l'article considère que nous sommes placés devant l'alternative suivante : affermir la Société des nations, ou bien poursuivre, comme avant 1914, la course aux armements. Cette dernière hypothèse impliquerait l'obligation, pour les Etats-Unis d'Amérique, du service militaire général (probablement sur le modèle suisse, comme le préconisait Roosevelt) et une augmentation énorme de la marine de guerre. Les Américains, qui sont pratiques, préféreront la première solution, à condition qu'on modifie le pacte selon leurs vœux. Sir Charles Walston suggère, à la place d'un Conseil et d'une Assemblée dont les rapports sont mal définis, un jury supranational, élu proportionnellement à la population des Etats. Ce ne serait pas une cour de justice, mais simplement « une cour d'équité ». Ses membres ne seraient pas nécessairement des juristes, et, à coup

sûr, pas des délégués des gouvernements. — On voit dans ce même sommaire combien les Etats-Unis préoccupent l'Angleterre. A un article qui raconte ce qu'ils étaient lors des visites que leur fit Dickens, en 1842 et 1862, succède un autre article sur le programme naval américain, et un quatrième sur le pétrole considéré comme un « irritant » entre les deux pays. Sur ce point, M. Sydney Brooks montre, avec énergie et clarté, que leur amitié réciproque n'est pas facile à établir. L'Angleterre est, de l'autre côté de l'eau, l'objet d'une campagne de calomnies extraordinairement bien organisée. « Si les Américains consentaient — ce qu'ils ne feront d'ailleurs pas — à conclure une alliance avec un autre pays, la Grande-Bretagne serait le dernier qu'ils prendraient en considération. » Dans le monde actuel, ces deux puissances sont rivales. Et parmi tous leurs motifs de controverse, le problème du pétrole est le principal. Sur ce terrain c'est l'Angleterre qui mène l'offensive. C'est une question d'existence pour elle puisqu'elle ne produit que 3 % de cet aliment de tout moteur, industriel ou militaire. Ce que le charbon a été pour elle au XIXe siècle, l'essence doit l'être au XXe. Aussi a-t-elle organisé dans le monde le relevé et l'exploitation de toutes les sources possibles. Pendant ce temps, la consommation des Etats-Unis augmente tous les jours et ils peuvent mesurer déjà l'époque où leurs sources à eux seront épuisées. Ils cherchent fiévreusement à en trouver d'autres, et ils se heurtent aux Anglais. M. Sydney Brooks souligne avec beaucoup de bon sens que les gouvernements ont le plus grand tort de se disputer des monopoles de matières premières. De quel droit, sinon du droit des plus forts, l'Angleterre, l'Amérique, et, depuis le traité de San Remo, la France et l'Italie se partageraient-ils, à l'exclusion de tous les autres peuples, la propriété du pétrole ? S'il leur paraît nécessaire au point de vouloir l'accaparer, pensent-ils donc qu'il n'est pas nécessaire aux autres ?

Si l'on s'intéresse à ces questions de grande politique, il faut lire *The round Table*, une revue qui est consacrée aux intérêts de l'empire britannique. On s'explique mieux certaines manières de raisonner des dirigeants anglais. Nous sommes trop portés à croire qu'ils ne considèrent que l'Europe. Non, ils considèrent l'Europe en fonction du monde. Leur échelle des problèmes et des solutions est beaucoup plus étendue que celle des gens de Paris, de Berlin ou de Rome. Seuls, avec les bolchévistes et le Vatican, ils ont une politique à plusieurs horizons et à longues échéances... Nous avons lu avec un vif intérêt l'article, non signé, intitulé *The Migration of the races*. C'est qu'il nous était déjà arrivé de suggérer à un spécialiste des questions internationales que, puisqu'à tout bouleversement historique a toujours succédé une migration, il était probable qu'après la guerre un appel d'air analogue allait se produire, et qu'il serait peut-être indiqué de chercher à le régler, et même d'organiser systématiquement des déplacements de peuples. « Il y a vingt millions d'Allemands de trop », a dit un jour M. Clemenceau. Pourquoi ne pas les transporter dans l'Amérique du sud. Notre spécialiste des questions

internationales nous avait écouté avec un sourire de supériorité, sans vouloir nous prendre au sérieux. Or, à notre grande joie, nous avons récemment appris que, sous l'égide de la Société des nations, de semblables migrations, sur une petite échelle, il est vrai, étaient organisées entre Grecs et Bulgares. De même, il serait vaguement question de ramener en Afrique des quantités de nègres d'Amérique. L'auteur anonyme de *The round Table*, beaucoup plus sérieux et documenté que nous, prévoit des migrations prochaines d'Européens, se chiffrant par millions. Il souhaite que l'on gouverne ces courants quand ce ne serait que pour protéger l'intégrité morale des Dominions. Le *new emigrant* de demain, ce passager des troisièmes classes risque en effet d'apporter des principes, des mœurs de l'Europe centrale ou méridionale dans les sociétés anglo-saxonnes dont il faut préserver le caractère. Et cette intégrité morale et politique qui subsiste au milieu et au-dessus des cent races d'un magnifique empire, il faut voir comme *The round Table*, à juste titre, s'en préoccupe. *White Australia, South Africa and the Empire, India through Indian eyes, French and English in Canada*, tous ces titres sont significatifs.

Passons à une autre revue qui, comme la précédente, ne paraît que quatre fois par an, mais qui traite de matières bien différentes. *The Hibbert journal* s'occupe de religion, de théologie et de philosophie. Nous y trouvons un grand désir d'asseoir la Société des nations sur une base morale, et aussi des articles qui s'apparentent à certains des nôtres. *A League of churches* rappelle *La Fédération œcuménique des Eglises* (Revue de Genève, Septembre 1920). *Croce's philosophy of history* peut être mis en rapport avec la belle étude sur Dante de Croce (*Revue de Genève*, décembre 1920). Nous avons lu avec intérêt l'essai de Romolo Murri sur Giovanni Gentile, et la critique railleuse et pleine de bon sens que G. G. Coulton fait du dernier livre d'Hilaire Belloc *Europe and the faith*. Tout le numéro, qui contient encore bien d'autres morceaux étendus ainsi que des comptes rendus analytiques, est d'une grande richesse intellectuelle.

Citons encore *The New World*, bonne revue de littérature comparée, où nous remarquons une étude sur Prague, par M. Arne Novak, *The decay of British reviewing*, par E. H. Lacon Watson, et *The war and the destiny of art*, traduction d'un essai de M. Jules de Gaultier qui est un philosophe remarquable, même traduit.

Le *London Mercury* est un organe important, d'une belle tenue, où tout est à lire. A la différence de la plupart des autres revues anglaises, il n'attache aucune importance à la politique, mais, en revanche, se voue tout entier à l'art et à la littérature. Il groupe des écrivains de grand talent, et tous préoccupés de beauté. Dans son dernier numéro nous avons beaucoup aimé des vers exquis de W. B. Yeats. Nous en essayerions bien une traduction, même approximative, s'il était possible de fixer ce rayon subtil de lumière et d'ombre qu'est un poème anglais. Mais nous comptons cependant, bientôt, demander à des traducteurs ingénieux de tenter l'aventure. La poésie a tenu jusqu'ici très peu de place dans la *Revue de Genève*. Ce n'est pas,

Dieu ! qu'elle nous fût indifférente. Rien, à vrai dire, ne nous est indifférent. Notre idée serait de publier des poèmes par brèves anthologies, c'est-à-dire non pas un seul auteur, mais plusieurs, représentés chacun par une ou deux pièces seulement, exposer ainsi des choix, réunir des groupes de France, d'Italie, d'Allemagne, d'Angleterre, tour à tour. Pour les poètes autres que les français, nous pensons donner leur texte original en regard de la traduction, afin que le lecteur sente le frémissement de l'un passer à l'autre, et qu'une référence perpétuelle lui permette de les éclairer réciproquement. C'est là un des nombreux projets que nous comptons réaliser si nous en avons les moyens.

Mais revenons au *London Mercury*. M. Joseph Conrad lui donne les préfaces qu'il a écrites pour cinq de ses romans qui vont être réédités. Il est du plus haut intérêt d'écouter un auteur, surtout tel que celui-là, se commenter lui-même. Ainsi, on lui avait reproché la longueur de *Chance*, dont l'histoire, lui disait-on, aurait pu être réduite à deux cents pages. Il répond qu'il aurait pu la diminuer plus encore et la rédiger sur une feuille de papier à cigarette. « Toute l'histoire de l'humanité pourrait être écrite sur ce type, si toutefois on la considérait avec le détachement qu'il faut. » Mais il se refuse à être aussi détaché vis-à-vis de ses héros. Nous connaissons un directeur de revue qui disait à un romancier : « Votre roman est très bien, je le publierai, mais diminuez-le au moins d'un bon tiers. » On songe à ce vieux Shylock et à ses prélèvements en nature. M. Conrad a bien raison de s'y opposer, et de conserver au roman anglais l'admirable privilège d'être long. Comment un artiste véritable s'arrêterait-il tant qu'il y a encore quelque chose à dire, nous entendons bien quelque chose d'essentiel ? Le romancier-né n'est-il pas obsédé par les êtres qu'il conçoit ? Il ne voit pas qu'un ou deux aspects de chacun, il les voit au total, il les connaît en dehors du livre, dans le passé qui précède l'histoire qu'il conte. N'est-ce pas Tourguénieff qui établissait avec soin la biographie complète de tous ses héros ? Plus loin, M. Conrad explique d'une manière passionnante le travail de son imagination à propos d'une phrase prononcée au hasard, par un ami, d'une anecdote lue dans un livre, et dont le choc détermine en lui la naissance de ses personnages. Tout de suite s'organisent dans son esprit leurs rapports réciproques, et cet enchevêtrement d'influences qui alimente la vie morale. Et ces êtres inventés et réels, il les voit avec une telle évidence que *The Secret Agent*, par exemple, a passé, chez les réfugiés révolutionnaires d'Amérique, pour avoir été écrit par quelqu'un qui les connaissait à fond : or M. Conrad n'a jamais rencontré de tels extrémistes. Sur la base de cette confidence, de même qu'en étudiant Balzac, on peut se demander si l'observation immédiate du grand romancier n'est pas toujours d'ordre général ; il regarde avec exactitude la vie dans son ensemble, mais le caractère individuel de ses types, c'est à son intuition qu'il les doit. Il constate, hors de lui, ce qu'est l'amour ou l'ambition, mais l'amant et l'arriviste, il les compose dans son imagination.

Plus loin, notre collaborateur, M. Edward Shanks, consacre une importante étude à M. Walter de la Mare, le poète des paradis perdus, des grands désirs tendus vers l'impossible et l'inimaginable, que nous espérons faire connaître un jour à nos lecteurs. Et nous nous sommes attardés sur les compte-rendus des théâtres londoniens avec la curiosité d'un homme qui les a beaucoup aimés jusque dans leurs enfantillages, jusque dans leur absurdité intellectuelle qu'habille une fastueuse mise en scène. Hélas, au St-James's on joue *Daniel*, de M. Louis Verneuil ! Ces choses aussi lamentables passent donc le Canal ! Il est vrai que trois Shakespeare tiennent l'affiche ainsi qu'un Ben Jonson, mais pas sur de grands théâtres du West End. *Antoine et Cléopâtre* a été joué, mais à Oxford, par les étudiants. Et les auteurs modernes, les nouveaux, où sont-ils ? Manquent-ils, ou est-ce le public qui fait défaut ?

R. T.

*
* *

Revues hongroises. — Du silence et de la torpeur où l'époque karolienne, l'occupation militaire étrangère d'une grande partie du pays, et surtout le régime soviétiste les a plongées, les revues hongroises s'éveillent peu à peu. Il y en a qui gardent quelque influence soporifique de ce sommeil forcé, mais la plupart renaissent à une vie nouvelle et fraîche. Certaines sont de nouvelles venues. Cet effort a quelque chose d'héroïque. Des revues en Hongrie, — dans le pays qui a peut-être le plus souffert des conséquences de l'armistice et de la paix, des revues à Budapest, — une ville dont la misère n'est surpassée que par celle de Vienne, des revues hongroises, — alors que la classe intellectuelle, décimée par la guerre, pleure la perte des universités, des académies, des sociétés d'art et de littérature arrachées à la mère-patrie...

Pour commencer par les plus jeunes, nous citerons le premier numéro de la *Független Szemle* (Revue indépendante). Ses collaborateurs, pour la plupart, n'ont pas été précisément des adversaires acharnés de la dictature du prolétariat en Hongrie et sont maintenant au ban des autres revues. Ils étalent ici un esprit indépendant et critique qu'ils ont su fort bien cacher pendant le triste règne de Béla Kun, alors qu'ils avaient pourtant quelque voix au chapitre. Nous souscrivons néanmoins pleinement à leur programme : « L'avenir du peuple hongrois est dans sa culture. Les ouvriers de cette culture doivent avoir une âme nourrie d'idées morales. Cette âme collective croit qu'une résurrection suivra le calvaire magyar, et que cette résurrection ne pourra être que l'œuvre de la collaboration réunie de toutes les forces magyares. » L'étude de M. Georges de Kiràly, érudit et critique distingué, d'idées avancées, mériterait un examen. Il traite de la littérature de Budapest, ou plutôt du caractère « budapestique » de la littérature hongroise contemporaine. Sa thèse est que,

contrairement aux affirmations répandues, notre littérature ne s'est pas «sémitisée» puisque ses meilleurs noms sont des Magyars de pure race, tels Ady ou MM. Babits, Kosztolànyi, Laczkò, Möricz, Deszo Szabò, Arpàd Tòth. Ce ne sont que les révélateurs, les administrateurs et les mécènes de l'école moderne, c'est-à-dire MM. Hatvany, Ignotus, Fenyoe, Arthur Elek et *tutti quanti* — qui sont juifs. D'accord. Mais nous croyons que M. Kiràly va trop loin en affirmant que l'esprit juif est complètement étranger à la littérature hongroise de nos jours, et que ce prétendu esprit juif est simplement « l'esprit commun aux grandes villes européennes ». Parmi les écrivains de second plan, il y a certainement en Hongrie pas mal de juifs et parmi ceux-ci tous n'ont pas de racines aussi profondes dans le sol hongrois que, par exemple, M. Ernô Szép, auteur de pièces essentiellement magyares, mais il y en a beaucoup d'autres qui furent bercés, quelque part aux confins de Hongrie et de Galicie, dans le langage yiddish. Ceux-ci ont naturellement quelque chose de sémite dans l'esprit, dans le style, la mentalité, les conceptions morales. La conclusion de l'étude est un peu inattendue, mais non sans justesse : « Ce ne sont pas les juifs qui menacent notre culture, ce sont plutôt les différentes restrictions qui gênent son développement et qui sont contraires au principe de la liberté traditionnelle hongroise ». Il est certain que le renouveau de la vie intellectuelle et artistique vraiment hongroises doit se faire sans influence étatiste, venue d'en haut. Il doit trouver son inspiration dans les couches profondes de la nation elle-même. C'est ce qu'un article de l'*Aurora* développe également. L'*Aurora* est la revue du prélat Sandor Giesswein, député chrétien-social, champion de l'idée internationale et membre assidu des congrès pacifistes. Cette revue — politique, sociale, scientifique et même un peu littéraire — touche à tous les sujets de la vie moderne, dans un cadre assez exigu. L'article en question veut démontrer que si l'on veut avoir en Hongrie une presse dépourvue d'influence juive, on n'y arrivera pas par des mesures gouvernementales, mais par l'action spontanée et indépendante de la société chrétienne dans tous les milieux de Hongrie. La presse magyare devra se baser sur le nombre toujours croissant de lecteurs magyars. Pour agrandir leur nombre, il faut que la classe paysanne — si intelligente et si aisée — s'en mêle. L'article de M. Giesswein sur la fraternité magyaro-polonaise et sur son importance européenne (barrière contre le bolchévisme moscovite) rencontrera une approbation unanime. J'ai moins aimé l'étude de M. Pàl Auer sur la première Assemblée de la Société des nations qui est, j'imagine, un pâle reflet des articles de journaux allemands. Il n'a pas su démêler l'importance de ce premier congrès des nations et surtout il n'a pas su voir nos problèmes spéciaux en relation avec la Société des nations : les « bons offices » du Conseil pour rectifier nos frontières provisoires selon les promesses du Conseil Suprême, la question de la Ruthénie des Carpathes (c'est une de nos provinces détachées) dont les « vœux » seront écoutés et dont « l'organisation » sera étudiée par le Secré-

crétariat général, mais il a oublié surtout de parler de la protection de nos minorités magyares qui — éparpillées en quatre pays — sont placées sous la garantie de la Société des nations. Il faut dire tout cela et bien haut.

Le *Nyugat* (Occident) est une revue purement littéraire. C'est le *Mercure de France* et la *Nouvelle Revue Française* réunis dans notre littérature moderne. Ady a grandi avec lui et le *Nyugat* surtout par Ady. Naguère il a commis pas mal d'erreurs, par la faute d'un certain esprit de coterie et d'un certain snobisme. Mais depuis sa nouvelle apparition, il est comme changé. On voit encore figurer sur sa couverture, parmi les membres du comité de rédaction, des revenants, mais ils ont cessé d'être des collaborateurs. On voit à leur place, heureusement, les noms suivants : Laczkò, Kosztolànyi, Rozvànyi, Szabò Lörinc, Mòricz, Schòpflin Aladàr, Babits, Toth Arpàd, etc. Pour donner une idée de cette belle revue, je citerai son dernier numéro. M. Laczkò y analyse, un peu hâtivement, la personnalité et l'œuvre du cardinal Pàzmàny, grande figure de la contre-réforme hongroise, jésuite, théologien, patriote magyar et prosateur. Pàzmàny — en qui Bossuet et Bourdaloue semblent se réunir et dont on a fêté récemment le quatrième centenaire, — est étudié encore dans un autre article, celui de M. Kosztolànyi, qui traite de sa langue, si riche et si profonde. En passant, il fait des remarques très justes d'ordre général. Il dit entre autres : « Le hongrois est une langue pour la poésie, comme le français est une langue pour la prose. Nos meilleures œuvres littéraires, celles qui atteignent un niveau européen, sont écrites en vers. » Ceci ne veut pas dire que nous n'ayons pas d'œuvres en prose dignes des plus grandes littératures, mais on comprendra mieux pourquoi la littérature hongroise n'est pas mieux connue hors de Hongrie. Dans cette même livraison, beaucoup de poésies originales, une traduction en vers merveilleux de *The ancient mariner* de S. T. Coleridge, par M. L. Szabó, une autre du vieux poète germano-latin Gryphius en vers hongrois de l'époque, le commencement d'une étude très nourrie et qui promet beaucoup de M. Gyergyai sur Flaubert, et la suite du roman magistral de M. S. Móricz, *Sois bon jusqu'à ta mort.* Des notes sur une traduction hongroise de Dante, sur Wundt et sur des expositions d'art à Budapest, etc.

L'*Egyetemes Philologiai Közlöny* (Revue philologique générale) offre quelquefois des articles d'un intérêt tout à fait général. (Soit dit en passant, elle gagnerait beaucoup à être plus au courant des grandes questions qui se posent aujourd'hui à l'érudition et à la philologie de l'Europe occidentale ; mais nous savons la réponse, décourageante et vraie : « Un bon livre français d'érudition coûte le quart de ce que gagne en un mois un professeur d'université en Hongrie »). Dans sa dernière livraison, cette revue a publié une étude aussi agréable à lire que bien documentée sur *Bessenyei et la pensée française*, par M. Sàndor Eckhardt, auteur du meilleur livre sur Rémy Belleau. Georges Bessenyei (1747-1811), l'initiateur de l'ère

moderne et de l'influence française sur la littérature hongroise, se révèle dans ses traités philosophiques comme le principal représentant en Hongrie du rationalisme et du sensualisme franco-anglais. Il apprend l'histoire dans l'*Essai* de Voltaire et surtout dans l'*Histoire* de Millot. En métaphysique, il parvient à se former une sorte de déisme qui se nourrit des arguments de Voltaire et de Rousseau aussi bien qu'il s'inspire des raisons de Clarke, de Féneon et de Formey. En politique, le penseur hongrois est pessimiste comme Hobbes, mais il fonde l'Etat sur un contrat entre le souverain et son peuple. Loin de vouloir changer la constitution, il se donne à tâche de lui fournir une charpente philosophique et il applique avec fruit la méthode analytique de Montesquieu au régime de monarchie constitutionnelle qui est celui de son pays. Cette étude approfondie démontre clairement combien l'esprit français et hongrois sont apparentés et se complètent facilement. Elle comporte en outre un enseignement : souhaitons que les Hongrois suivent la méthode française de recherches philosophiques qui est bien mieux adaptée à leur mentalité que la méthode germanique, qui a toujours ses adorateurs aux environs du Danube et de la Tisza !

Le *Uj Magyar Szemle* (Nouvelle Revue Hongroise) est notre *Revue de Paris*. Son dernier numéro débute par un article du comte Apponyi qui restera. Il se pose la question suivante : quelles sont les institutions sociales et politiques et les traditions de la vie publique en Hongrie qui ont bien fonctionné jusqu'ici, quelles sont celles qui n'ont pas rempli leur rôle et pourquoi ? Le comte Apponyi donne la réponse décisive : Nos institutions constitutionnelles répondent en général à nos exigences, bien qu'elles n'aient pas encore suffisamment évolué. Par contre, le développement de notre vie sociale n'est pas ce qu'il devrait être. En analysant les facteurs principaux de la constitution hongroise, il se prononce pour le maintien de la royauté hongroise, mais après l'avoir épurée de toutes les modifications étrangères qui datent de l'époque habsbourgeoise. Il demande le rétablissement de la Chambre Haute qui devra comprendre — en éliminant complètement les privilèges de la naissance — les représentants de toute la nation. Il étudie en outre la réorganisation des autorités régionales.

Ce numéro est d'une réelle richesse, et montre ce qui occupe de nos jours les esprits en Hongrie. Nous y trouvons les notes très personnelles de M. Etienne Apàthy, professeur à l'Université de Kolozsvàr et haut commissaire hongrois en Transylvanie après la débâcle. Il raconte ses efforts héroïques (qui faillirent lui coûter la vie, puisque les occupants de la Transylvanie n'ont pas respecté le caractère diplomatique de sa mission) mais, hélas, inutiles en vue de sauver l'union de Transylvanie avec la mère-patrie hongroise. M. Irinyi étudie les causes multiples de la débâcle de l'armée austro-hongroise à la fin d'octobre 1918 d'après les sources surtout autrichiennes qui nous paraissent trop favorables à l'Autriche et négligent les autres facteurs de la désorganisation. D'autres articles parlent des

pertes humaines que la Hongrie a faite pendant la grande guerre (voici le chiffre des morts : 771,880 hommes), du peuple ruthène, des tentatives de socialisation en Allemagne, des origines de l'armée rouge de la Russie soviétique ; puis une étude excellente de M. Horvàth sur les lieds du grand poète hongrois Petöfi, des nouvelles, des vers.

Mais qu'on nous permette, pour finir, une question. Pourquoi le *Uj Magyar Szemle* ne se double-t-elle pas d'une *Nouvelle Revue Hongroise* en français pour offrir à l'Europe tout ce que le génie hongrois lui cache, pour communiquer à l'Europe ce que les Hongrois se disent entre eux ? Ils devraient se souvenir de ce dicton national : « La mère même ne comprend pas son enfant muet. » Que ceux qui parlent le français en Hongrie, suivant la noble tradition des comtes Fekete, des Pétzeli, des comte Teleki et des autres écrivains hongrois d'expression française, retrouvent leur plume française d'autrefois !

Zoltán BARANYAI.

NOTES

La Révolution et les Bolchévistes. — A propos de l'article que M. Masaryk nous donne dans ce numéro, il nous semble utile de rappeler la forte personnalité de son auteur et l'émouvante aventure de sa destinée. M. Masaryk est né en 1850, il a fait des études universitaires, il a professé successivement à Vienne et à Prague. Mais ce professeur était tourné vers l'action. Pendant des années, il a instruit, il a surtout modelé à son image des milliers de jeunes gens. Il n'y a de patrie que là où il y a des hommes ; Masaryk a donné des hommes à la sienne. Et, réciproquement, il ne s'est pas borné à agir, mais il a toujours nourri l'acte par la pensée. Fondateur de revues, philosophe, critique, il a su définir la nationalité tchèque, en dégager les traditions profondes. D'une sagesse tantôt prudente, calculatrice même, tantôt follement audacieuse, il a toujours retrempé son idéalisme dans le réel. Ne reconnaît-on pas à ce signe le chef véritable ?

Au Reichsrath, comme député, il a organisé l'opposition tchèque, il l'a dotée d'une doctrine. Dans Vienne, vaste capitale futile, il évoqua les hautes figures persécutées de Jean Hus, Chelcicky, Comenius. Il ne devait pas tarder à suivre leurs exemples. Condamné à mort au début de la guerre, il s'enfuit en Hollande, en Italie. Le gouvernement autrichien emprisonne sa famille, n'importe. Il proclame auprès des gouvernements et des peuples alliés que l'antique royaume de Bohême veut renaître. A Paris, il fonde le Conseil national provisoire qui traite ouvertement avec l'Entente, il enrôle une armée tchèque, il multiplie la propagande, il organise, au pays même, une opposition toujours plus irréductible. Lors de la révolution russe, il part pour Pétrograd et Moscou, et crée une seconde armée tchèque dont les exploits relèvent de la légende. Puis, le 28 octobre 1918, le but de toute une vie. de toute une race est atteint : la Bohême déclare son indépendance. Et M. Masaryk est nommé, par un peuple unanime, chef de l'Etat.

Pour le soutenir dans cette existence dramatique et passionnée, il n'y a pas que le patriotisme, il y a aussi une haute vertu morale. Alors que tant d'hommes politiques de notre temps sont médiocres et opportunistes, Masaryk a du caractère. Son opiniâtreté naît de sa conscience. C'est un chrétien décidé, au langage plein de force biblique. Un jour, à Chicago, il a exprimé sa philosophie de l'histoire : pour lui, César et Jésus luttent dans les aventures humaines; César, c'est l'autorité illégitime, le prétendu droit divin, l'orgueil, Jésus, c'est la liberté, la vertu spirituelle, la justice.

Devant une telle résolution politique et morale qui n'est pas seulement celle de son président mais celle du peuple tchèque entier, on ne peut s'empêcher de juger assez puériles les hypothèses des publicistes qui regrettent l'ancienne Autriche-Hongrie, et souhaitent qu'elles se rétablissent sous une forme ou sous une autre. Puéril aussi le reproche que l'on adresse à M. Wilson d'avoir « balkanisé » l'Europe centrale. Avec ou sans Wilson, la Tchécoslovaquie serait née. Son esclavage avait assez duré, il était devenu assez fécond pour susciter les héros et les apôtres de la libération. Les chancelleries, les théoriciens doctrinaires n'ont rien à voir dans ce magnifique sursaut.

Enfin, rappelons que c'est à Genève que fut prononcée une des paroles les plus significatives de la révolution tchèque. Le 6 juillet 1915, on y célébrait le cinq centième anniversaire de la mort de Jean Hus. A cette occasion, M. Masaryk, prenant la parole après Ernest Denis et M. Lucien Gautier, prononça un discours que les journaux qualifièrent d'historique. Pour la première fois, il affirmait publiquement l'indépendance prochaine de la Tchécoslovaquie. « Tous ceux des Tchèques, concluait-il, qui connaissent l'histoire de leur nation doivent aujourd'hui choisir entre l'idée autrichienne et l'idée tchécoslovaque. » Vienne était désormais prévenue. L'an dernier, une plaque commémorative fut inaugurée par les représentants de la Bohême à la salle de la Réformation où s'était déroulé cette cérémonie. (Voir Edmond Barde : *Journal de Genève*, 22 août 1920).



L'Affaire de Vilna. — C'est une affaire bien étonnante, selon qu'on la considère à l'endroit ou à l'envers.

Regardons l'endroit : La Lithuanie et la Pologne ayant consenti à un plébiscite sous l'égide de la Société des nations, le Conseil de celle-ci prie le gouvernement suisse d'accorder le passage aux troupes qui feront la police du plebiscite. A l'étonnement général, le gouvernement suisse refuse son agréement au projet, en arguant de sa neutralité. Une campagne de presse est immédiatement déchaînée contre lui, surtout dans les journaux francais et belges. On lui reproche de manquer à tous ses devoirs de membre de la S. d. N., de mettre en doute la compétence politique du Conseil, de se refuser à « causer » avec celui-ci, de subir une pression allemande. On dénonce un vaste complot pangermaniste, on menace de transférer dans un autre pays le secrétariat de la Ligue, pour lequel Lyon se met sur les rangs... Et comme le Conseil fédéral ne sait pas se servir de la presse, il se tait, il n'oppose rien à cette campagne qui prend de vastes proportions.

Regardons maintenant l'envers de la question, la doublure sombre qu'on ne présente pas au jour. Loin d'être d'accord, la Pologne et la Lithuanie ne voulaient pas du plébiscite, et le Conseil de la Société des nations, moins bien informé, chose extraordinaire, que le modeste gouvernement de Berne, a dû y renoncer. Le Conseil fédéral ayant reçu la demande officielle de passage s'était empressé d'exposer ses hésitations à l'ambassade de France, mandatrice de la Société des nations, de lui communiquer ses renseignements et de lui demander à être éclairé : donc, contrairement au reproche, il a cherché à « causer ». De plus, s'il a seulement excipé de sa neutralité, formellement reconnue par l'accord de Londres, pour refuser le passage par son territoire, il a aussi obéi à un autre motif qu'on n'a dit nulle part et qui ne manque pas de poids : c'est que les cheminots suisses, qui sont socialistes comme tous les cheminots du monde, auraient refusé d'assurer le service des trains de troupes.

Le fait est là. Aujourd'hui, la politique extérieure d'un Etat n'est plus entièrement aux mains de son gouvernement. Les organisations ouvrières prétendent régler à leur goût les affaires internationales. On le voit pour l'Angleterre dont l'attitude envers la Russie est commandée par les *trade-unions*. On l'a vu pour la Belgique, l'été dernier, lorsque celle-ci refusa de faire passer le ravitaillement destiné à la Pologne. On l'a vu en bien d'autres circonstances, en Italie, en France. Et si nous revenons à l'affaire de Vilna, n'y a-t-il pas un autre Etat, non neutre, qui, pressenti avant la Suisse, a refusé de fournir son contingent, et, si l'on en croit certains bruits, a même refusé de laisser passer les trains destinés au plébiscite lithua-

nien ? Cet Etat, si rétif, personne ne l'accuse. La Suisse qui agit de même et qui s'appuie, de plus, sur l'argument très fort de sa neutralité reconnue, on l'accable.

Nous ne sommes pas de ceux qui soutiennent à tout prix le Conseil fédéral. Nous constatons avec trop d'évidence, hélas, ses faiblesses, son manque de doigté, sa méfiance de l'opinion publique, son ignorance comique de la presse. Mais dans l'affaire Vilna, devant les critiques violentes et si curieusement orchestrées qui se sont déchaînées contre la Suisse, nous n'avons pu nous empêcher de murmurer : *Selon que vous serez puissant ou misérable...*

* * *

Les Quatorze Points. — M. Wilson vient de quitter le pouvoir. Beaucoup de gens accablent l'homme des « quatorze points ». Ces « quatorze points » sont la source de tous les malaises actuels. Ces « quatorze points » ont stérilisé la victoire des Alliés, qu'ils dépouillaient. Par quelle aberration a-t-on pu les accepter à l'époque ? Il faut aujourd'hui renoncer à cette phraséologie humanitaire qui ne repose sur rien de réel...

Notre mémoire n'est pas très bonne. Ne nous rappelant plus bien la teneur de ces « quatorze points » abominables, et songeant que peut-être plusieurs de nos lecteurs les ont oubliés, nous les avons recherchés pour les transcrire ici à nouveau :

1° Condamnation de la diplomatie secrète. 2° Revendication de la liberté des mers. 3° Suppression des barrières économiques, dans une mesure modérée. 4° Réduction des armements. 5° Respect des indigènes aux colonies. 6° Evacuation par l'Allemagne des territoires russes. 7° Evacuation et restauration de la Belgique. 8° Evacuation et restauration de la France et réparation du tort de 1870. 9° « Réajustement » des frontières italiennes. 10° Autonomie des peuples de l'Autriche-Hongrie. 11° Evacuation de la Serbie et de la Roumanie ,accès de la Serbie à la mer. 12° Liberté de passage dans les Dardanelles. 13° Constitution d'un Etat polonais. 14° Vœu en faveur d'une Société des nations.

Eh bien, à franchement parler, et sauf la première clause qui est chimérique, il nous semble que ces « quatorze points » que personne ne relit, sont clairs, pratiques, conformes à l'intérêt général, et que, loin d'anéantir la victoire des Alliés, ils aidaient puissamment à la réaliser. Où est donc l'idéologie là-dedans ?

On a également mené grand tapage contre M. Wilson parce qu'il avait imposé l'armistice aux armées alliées et interdit la dernière offensive préparée par le maréchal Foch. Nous ignorons si l'armistice a été prématuré. Mais nous savons aujourd'hui — voir, entre autres, les documents publiés par M. Mermeix — que c'est le maréchal Foch lui-même qui l'a imposé. Au Conseil supérieur de la guerre,

un seul membre s'y est opposé, et a réclamé, mais en vain, l'exécution de l'offensive de Lorraine : c'était le colonel House, parlant au nom de M. Wilson.

Par simple esprit d'exactitude historique, il nous semble bon de rappeler les faits ci-dessus, au moment où M. Wilson qui a commis des fautes nombreuses, mais a subi des calomnies plus nombreuses encore, rentre dans la vie privée.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu de France :

Eugène Montfort : *La Chanson de Naples* (Flammarion, Paris).
F. G. de Maigret : *Le Club du bonheur* (Grasset, Paris).
Carlos Reylès : *Dialogues olympiques* (Grasset, Paris).
Georges Duhamel : *Elégies* (Mercure de France, Paris).
Gaston Chérau : *Valentine Pacquault* (Plon, Nourrit, Paris).
Georges Eugène Bertin : *L'âme d'un Français* (Sansot, Paris).
Paul Morand : *Tendres stocks* (Edit. de la Nouvelle revue française, Paris).
Rabindranath Tagore : *La Corbeille de fruits* (Edit. de la Nouvelle revue française, Paris).
Charles Vildrac : *Chants du désespéré* (Edit. de la Nouvelle revue française, Paris).
Jules Romains : *Le voyage des amants* (Edit. de la Nouvelle revue française, Paris).
Charles du Bos : *Notes sur Mérimée* (Collection des Trente, Paris).
Gottfried Keller : *Sept légendes* (Rieder et Cie, Paris).
Ossid-Lourié : *La Révolution russe* (Rieder et Cie, Paris).
Claire Géniaux : *...le sort le plus beau* (Flammarion, Paris).

d'Allemagne :

Herbert Oczeret : *Strindberg* (Xenien-Verlag, Leipzig).
Mæcker : *Vom Kaiserheer zur Reichswehr* (Kœller, Leipzig).

de Suisse :

Charles Ladame : *Enfantines* (Revue romande, Lausanne).

LA REVUE
DE
GENÈVE

AVRIL 1921. N° 10.

DIRECTEUR : ROBERT DE TRAZ

ADMINISTRATEURS:
PAUL CHAPONNIÈRE; ALFRED NICOLE

ABONNEMENTS: SUISSE: Un an, Fr. 36.—; Six mois, Fr. 19.—; Trois mois, Fr. 10.—. Prix du numéro, Fr. 4.— :: AUTRES PAYS: Un an, Fr. 44.—; Six mois, Fr. 23.—; Trois mois, Fr. 12.—. Prix du numéro, Fr. 4.50. :: La REVUE paraît le 15 de chaque mois. :: Reproduction et traduction des oeuvres publiées par la REVUE DE GENÈVE interdites pour tous pays. :: Les ouvrages envoyés pour compte rendu doivent être adressés à la REVUE DE GENÈVE en double exemplaire. —— Les manuscrits ne sont pas retournés. Les auteurs non avisés dans le délai de deux mois de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la REVUE où ils restent à leur disposition pendant un an. —— Toutes demandes de numéro-spécimen et de changements d'adresses doivent être accompagnées :: :: de 1 franc en timbres-poste ou mandat. :: ::

Les abonnés qui désireraient recevoir les numéros de LA REVUE DE GENÈVE *rognés* voudront bien nous en faire la demande.

ADMINISTRATION: 46, RUE DU STAND, GENÈVE
TÉLÉPHONE 93-11. CHÈQUES POSTAUX: I. 1778

La Revue de Genève

CHRONIQUES NATIONALES

Allemagne	F. W. Förster. von Prittwitz-Gaffron.
Amérique latine	Robalino Davila. Alfonso Reyes. Ronald de Carvalho M. Oliveira Lima.
Angleterre	C. E. Bechhofer. Edward Shanks.
Autriche	Joseph Redlich.
Belgique	Louis Piérard.
Bulgarie	Petco Stainoff.
Chine	Soong Tsung Faung.
Espagne	Ad. Salazar.
Etats-Unis	John Erskine.
Finlande	Edward Westermarck.
France	Daniel Halévy. Edmond Jaloux.
Grèce	André Andreadès.
Hollande	Hermann Robbers.
Hongrie	Comte J. Andrassy. Frédéric Riedl.
Israël	Albert Cohen.
Italie	Guglielmo Ferrero. Giuseppe Prezzolini.
Norvège	Johan Bojer.
Perse	Habibullah Khan Chahab.
Pologne	Jan Kucharzewski.
Portugal	Cte de Penha-Garcia.
Roumanie	N. Jorga.
Russie	Paul Milioukov. Nicolas Roubakine.
Serbie	Lazare Markovitch.
Suède	Anton Blanck.
Suisse	*Divers.*
Tchécoslovaquie	Hasbovec.
Turquie	D. Basri-bey.
Ukraine	Alexandre Choulguine

LA REVUE DE GENÈVE publiera dans ses prochains numéros des lettres inédites de Tolstoï; Les Pastorales basques, de G. Hérelle; L'Aventure du Commandant Rybkinoff, de Kouprine; L'Attitude de l'Allemagne vis-a-vis de la France, de Georges Bernhard; Les Mémoires d'un souverain déposé, de G. Ferrero; Beethoven, de H. von Hofmannsthal; L'Elfe de Lord Dunsany; L'Ame du Peuple, de Just Havelaar; La mission de la Hongrie, par le Comte Apponyi; Tonio Kröger, par Thomas Mann; Walter Pater, par Georges Moore; L'Ami des jeunes filles, par Edmond Jaloux; Baudelaire, par Charles du Bos; etc., etc.

Dépositaires généraux de La Revue de Genève :

France : Pour la fourniture en gros, s'adresser aux Messageries HACHETTE, 111, rue Réaumur, à Paris (IIe).

Angleterre : Messageries HACHETTE, King William Street, 16, London W. C. 2.

Belgique : Dépôt principal, Agence DECHENNE, 14, Galerie du Roi, Bruxelles.

Hollande : Fransche Bœkhandel FEIKEMA, CAAERLSEN & Co, Singel 151-153, Amsterdam.

Hongrie : Librairie Ferdinand PFEIFER, ZEIDLER Frères, Budapest, IV Kossuth Lajos Utca 7.

Costa Rica : Trejos HERMANOS, Apartado 869, San José, Costa Rica.

Haïti : Madame J. J. MANIGAT, Entre la 16me et 17me rues, Avenue A. Cap Haïtien. H. AMBLARD, Port-au-Prince.

Pour l'Italie, on peut s'abonner sans frais chez M. Ulrich HŒPLI, Libraire, Galleria de Christoforis, Via Vitt. Emmanuele, Milan.

ESTHÉTIQUE DU MACHINISME

I

Vous croyez savoir certaines choses. On vous les a dites, ou vous les avez lues, ou votre bon sens vous prévient qu'elles sont. Mais vous ne les savez pas tant que vous n'avez pas senti, en les voyant, en les touchant, leur présence sanglante serrer votre cœur. Ainsi de l'amour. Ainsi de la guerre. Ainsi de la naissance et de la mort de l'enfant.

J'ai visité une usine. Je savais. J'avais lu *Germinal.* J'avais lu Ruskin. J'avais lu les livres de Hamp. J'avais traversé les grandes gares, les grands docks. J'avais même entrevu des soutiers au fond d'une cale. Cependant, je ne savais pas, avant d'avoir visité cette usine. Il y a beau temps qu'on m'avait convaincu de la laideur et de la cruauté du « machinisme », l'outil impersonnel, impassible, insensible, substitué à l'outil vivant qui prolonge le cœur par la tête, le bras, le poing. J'avais vu des crânes scalpés, des ventres arrachés, des poumons que la poussière brûle, des yeux que le feu vide de leur eau, des mains atrophiées et paralysées par le plomb, les lèvres gercées du verrier

par où entre la vérole. Mais je n'avais pas visité cette usine. Je n'avais pas « vu » l'ennui. J'ai vu l'ennui. J'ai surpris, à mon passage, les regards mauvais qu'on jette à celui qui vient du dehors quand il veut, retourne au dehors quand il veut. Hier l'homme, la femme, — l'enfant ! — vivait là dix heures, douze heures, pour enfoncer, toutes les sept secondes, le même boulon dans le même trou, pour mettre, toutes les sept minutes, la même goutte d'huile dans la même articulation, pour jeter, tous les quarts d'heure, la même pelletée de charbon dans la même gueule de four. Cela dure aujourd'hui huit heures. N'est-ce pas trop de six ? N'avez-vous pas joui, vous qui jadis profitiez de toute la lumière qui s'écoule entre les deux crépuscules pour tirer d'un panneau de chêne une grappe de raisin, vous qui, toute la nuit, plié jusqu'à la courbature sur l'angle de votre bureau, couvrez votre papier de signes, jets de flamme échappés du cœur, n'avez-vous pas joui de cette fatigue enivrante que procure la création et qui est le témoignage splendide de la dignité de l'intelligence ? Vous qui vivez de ce travail ou qui avez pénétré l'âme de ceux qui vivaient de ce travail, comprenez-vous que ce n'est pas contre le travail que le travailleur s'insurge, mais contre l'absence de travail ? Contre l'ennui ? Que vous aurez beau accroître son salaire, l'associer à vos bénéfices, proportionner sa récompense à ses besoins et à son effort, que rien en lui, en nous, ne rétablira l'équilibre tant que l'ennui persistera ? Qu'il a voulu huit heures pour dormir, huit heures pour fuir l'ennui ? L'avilissement, l'abrutissement, la honte de l'ennui ? Le spectacle morose d'une vie intérieure vide qui mène à la dégradation de l'être ou à la rage, la révolte, la justification sociale du meurtre et de la destruction ?

C'est un phénomène effroyable que la « classe ouvrière » ait cessé d'être l'ensemble des hommes exerçant un métier manuel, le métier qui ennoblit l'homme, pour devenir un groupement de maudits avilis par ce métier. Que ce groupement grandisse, même au sein de la richesse. Que la machine ait frappé même le paysan, qui ne se sert plus de ses mains pour semer et labourer, ni de ses pieds pour fouler la vendange. Que les besoins créés par la

machine, les procédés créés par la machine, — automobile, train emportant vers le motif, ignorant les chardons de la route et le pain gagné sur la route, photographie, compas, couleur prête d'avance, — aient fait du « travailleur intellectuel » même une prostituée exerçant son métier sans amour pour satisfaire, de 14 heures du jour à 3 heures de la nuit, les caprices les plus tyranniques et les plus extravagants. Regardez bien. La « classe ouvrière » gagne de jour en jour en importance sociale ce qu'elle perd de jour en jour en valeur professionnelle. C'est un phénomène effroyable. Mais il peut devenir divin. Connaissez-vous une révolution pareille depuis que saint Paul, renversant les conditions de l'héroïsme, proclama la noblesse de l'esclave à l'heure même où l'intelligence et la richesse triomphaient.

Incroyable malentendu ! La machine, aux yeux de presque tous les hommes, représente le « Progrès ». Or, le progrès n'est pas ailleurs que dans la connaissance, et la connaissance n'est autre que l'approfondissement ininterrompu de l'amour. Et la machine tue l'amour. Sortez de là, si vous pouvez. Sortez-en autrement que par le drame, qui seul peut recréer l'amour par le moyen le plus sanglant. Toujours, toujours c'est une mystique nouvelle qui sort de la révolte et de l'ennui. Toute civilisation repose sur la science et la joie de celui qui œuvre de ses mains. Dès qu'il ne peut plus lui offrir que son ignorance et sa tristesse, il exige qu'elle se renouvelle par la lame de fond de la barbarie et de la foi.

II

J'ai comparé, après bien d'autres, le métier d'un manœuvre d'aujourd'hui — et nous sommes devenus presque tous des manœuvres — au métier du travailleur manuel des temps les plus proches de ceux qui ont vu naître la science et les applications industrielles de la science. Il y a, de l'un à l'autre, l'abîme infranchissable de celui qui aime son métier à celui qui ne l'aime pas. Et l'ouvrier

athée du XVIII[e] siècle est ainsi bien plus loin de l'ouvrier athée du XX[e] que de l'ouvrier croyant du XIII[e]. Avez-vous songé à cela ? Et si oui, avez-vous songé que l'ouvrier du XX[e] siècle, comme nous tous, — peut-être un peu moins que nous tous, et là est toute l'espérance — vit quand même selon les idées politiques, sociales, philosophiques de l'ouvrier du XVIII[e] ? Liberté, Egalité, Démocratie, Justice, Progrès indéfini de l'homme. C'est sur un pont ruiné que nous voudrions franchir l'abîme alors que, des bâtisseurs de cathédrales aux architectes d'Aix, de Bordeaux, de Trianon et de la place Louis XV, le pont était encore solide, dense, continu, et que si nos idées changeaient ce n'était que pour mieux comprendre et goûter les paysages et les incidents révélés par notre marche sur le tablier du pont. Quand on constate que ses planches sont vermoulues, c'est la Révolution qu'on incrimine. Mais non. Ce qui a ruiné le pont et rendu l'abîme sensible, c'est la science. Le XVIII[e] siècle l'a lancée, mais elle a dépassé de loin ses prévisions les plus extravagantes. Interpréter désormais le monde selon le XVIII[e] siècle est aussi impossible que de l'interpréter selon le christianisme, ou le paganisme, ou le fétichisme. C'est vouloir faire rentrer l'homme dans le ventre maternel. La science a fait le monde plus différent depuis cent ans qu'il ne différait, il y a cent ans, de sa plus lointaine aurore. Comme nous ne pouvons détruire la science, il faut en tirer parti.

Le cadre idéologique de la société ne peut plus enfermer la science, les applications de la science, l'immense bouleversement des esprits, des besoins, des mœurs que la science et les applications de la science imposent. Voilà le fait. Il est terrible. Que l'homme, dans ce chaos, reste identique à lui-même, un sexe, un estomac, une âme, c'est entendu. Mais c'est précisément pour rester identique à lui-même et répondre aux questions et aux exigences de son sexe, de son estomac, de son âme, qu'il doit ordonner ce chaos. Sinon, loin de l'accroître, la science ruinera la civilisation. Je ne crois pas, d'ailleurs, que cette catastrophe soit nouvelle, et contraire aux lois même de notre développement. La civilisation, continue dans son esprit.

est discontinue dans ses formes. Tout instrument nouveau qu'elle imagine en compromet les habitudes, en brise le rythme parfois. Mais c'est par lui qu'elle persiste, si elle sait s'en servir.

Avant la science, avant du moins ce que nous appelons *la science*, c'est-à-dire l'adoption d'une méthode exclusiviste qui nous a permis de fixer, par séries convergentes d'approximations progressives, un grand nombre de lois de continuité et de constance dans l'univers *matériel* et d'en tirer des conséquences *matérielles* que nous avons utilisées pratiquement, la science et l'art se confondaient. Ils se confondaient en profondeur, dans notre organisme spirituel dont ils exprimaient, par des moyens et non par des méthodes différentes, les aspirations. Ils étaient fonction de son unité même, et rapportaient à cette unité tous les aspects vivants du monde. C'est toute la civilisation chinoise. C'est toute la civilisation égyptienne. C'est toute la civilisation grecque même jusqu'aux sophistes qui ont employé la logique à séparer l'art de la science et par là ont précipité la ruine du monde antique afin que le monde nouveau trouvât tout à rebâtir. Aristote, Archimède, Euclide, Hipparque dissèquent l'agonisant, arrachent la connaissance intime au domaine de la foi pour l'installer dans la raison pure et par là tuer l'enthousiasme. Toutes les fois, depuis toujours, que la science ou un rudiment de la science apparaît, le même phénomène se fait jour. L'art japonais a disparu à l'instant même où la science occidentale a pénétré au Japon. La voix de la musique allemande a été étouffée sous le corset de fer de l'organisation industrielle. Mais ce sont là des exemples trop secs, trop immédiats, trop faciles : le phénomène est bien plus général. Dans le monde moderne l'antagonisme entre l'art et la science a commencé, pour le plus grand malheur des deux, avec la Renaissance d'Occident, s'est accentué de siècle en siècle pour prendre un caractère tragique quand la méthode, définitivement organisée, a aspiré dans les rouages du machinisme toutes les activités et presque tous les esprits. Pour le plus grand malheur des deux, je le dis bien, car la science y a perdu l'animation humaine, l'élan intuitif et sensuel qui la

maintenait vivante dans l'unité de l'esprit. Et l'art le squelette rationnel, la connaissance intime de la matière, de sa structure et de ses lois qui lui interdisait de sortir de cette unité bienfaisante pour s'égarer dans les sentiers mesquins de la virtuosité technique ou les habitudes abjectes du sentimentalisme larmoyant.

Je sais bien que cette séparation ne s'est pas effectuée sans lutte, ce qui d'ailleurs témoigne du danger qu'y pressentaient les esprits. Songez aux cadavres ouverts, à la pourriture scrutée, à Vinci dessinant des élytres d'insecte, étudiant le vol de l'oiseau, à Uccello ramenant, dans ses toiles noires et pourpres, le flottement des étendards et le choc des lances à des combinaisons géométriques, songez aux théorèmes plastiques de Brunelleschi, de Donatello, de Piero della Francesca. Le caractère tendu et douloureux de la Renaissance italienne, de Masaccio à Michel-Ange, vient de l'effort qu'elle n'a cessé de tenter pour trouver l'accord absolu de la science et de l'art, du monument moral qui s'effondrait et de l'enquête analytique qui s'annonçait universelle et impossible à retarder. Le cœur de Michel-Ange est le théâtre de la dernière et de la plus difficile victoire que l'unité chrétienne ait remportée. Après lui, Pascal excepté, peut-être, et Milton, le drame formidable qui torture les esprits penche d'un autre côté. Cette unité perdue et qui se désagrège d'heure en heure, ce n'est plus dans le christianisme, c'est dans l'individualité libérée par une raison encore toute imprégnée des illusions de l'enfance, et toute réchauffée par l'interprétation imaginaire de l'Histoire, du Ciel, des Continents, des Mers qui se découvrent, que persiste un paradis dramatique dont les peintres de Venise, Cervantès, Shakespeare, Rubens, Rembrandt, Mozart, Watteau, Sébastien Bach, Beethoven forcent les portes d'airain. Les grands systèmes constructifs, celui de Copernic, celui de Spinoza, celui de Newton, celui de Leibnitz, celui de Laplace, celui de Lamarck vont tous, en prenant un autre départ, vers un horizon identique. Ils sont le pressentiment profond de ce que la science accueillant, dans une humilité magnanime, les illuminations de l'hypothèse délivrée de l'expérience

étroite et de l'observation mesquine, peut accepter des moyens et des fins de l'art pour apporter à l'art le support métaphysique sans lequel il se traîne dans l'anecdote et le détail.

III

En fait, de nos jours, la séparation est complète. L'art du XIXe siècle, la science du XIXe siècle ont poursuivi leur enquête en se tournant le dos. Enquête féconde, il est vrai, puisque l'analyse a conquis à la peinture la lumière, au roman la psychologie, à la science le laboratoire et l'outil industriel. Mais dont la science et l'art mourront, s'ils n'arrivent pas à se joindre, la lumière ayant dissocié la forme, la psychologie ayant disloqué le lyrisme, le laboratoire et l'industrie ayant détruit le métier. Dont ils meurent en ce moment, prenez-y garde, dans les âmes, avant de mourir dans les objets où ils ne se prolongent que par des moyens mécaniques qui vivent sur la vitesse acquise mais s'épuisent peu à peu. Parce que l'art disparaît de la science, un garçon de laboratoire peut faire, avec un microscope, le diagnostic d'un mal caché, et le soigner, du dehors. Mais il ne peut y découvrir, comme le clinicien d'autrefois, le drame organique profond que lui révélaient l'intuition, l'observation, la connaissance morale et sociale des hommes, la science lentement acquise, l'introspection, pour lui permettre de le suivre, de le comprendre, de le combattre sans perdre de vue ses liens subtils avec l'hérédité, le milieu, les conditions de métier et de vie, la nature physique et spirituelle de qui le porte et le transmet. Parce que la science disparaît de l'art, un professeur d'Académie peut construire un palais à grand renfort d'argent, d'épures, satisfaire la vanité ou l'avidité du client. Mais il ne sait plus pénétrer la vraie destination de l'édifice, mais il perd le souci de la constitution intime et du grain de ses matériaux, mais il ne connaît plus les vertus propres, les moyens propres, les réactions spéciales vis-à-vis du travail à faire de chacun de ses ouvriers. Mais il ne se doute plus que l'utilité coïncide avec

l'harmonie qu'il dédaigne, alors pourtant qu'elle répond à la connaissance intuitive d'une géométrie secrète qui enferme les nombres obéissants dans quelques masses simples et quelques courbes continues que l'ornement rompt et disloque s'il ne sait pas les souligner.

Cet antagonisme croissant a pris presque partout la forme d'une inimitié sourde entre le savant qui n'aime plus et l'artiste qui ne sait plus. Allons plus loin. C'est à lui qu'il faut imputer les malédictions dont on accable ici l'isolement monstrueux de l'artiste dans une tour d'ivoire qu'il ne sait même plus meubler, et là la cruauté horrible de la science qui, par l'industrie et la guerre, force l'homme à marcher dans son sang et sa cervelle pour aller il ne sait où. Mais qu'on ne s'y trompe pas, c'est l'unité qu'on pleure, c'est la souffrance de sa perte qu'on trahit quand on accuse, comme un mauvais ouvrier gâchant et manquant son ouvrage, le redoutable outil qui a fini de la détruire, mais qui seul peut la recréer. La science n'est pas plus cruelle que l'art, ni que la religion même. Nous avons tout accepté de la religion, et de l'art, nous accepterons tout de la science, comme nous acceptons tout de la vie quand, dévastés, saignants, à bout de larmes, nous sentons naître en nous la joie d'un ordre inconnu, d'une unité nouvelle conquis sur le drame intérieur et le chaos environnants. L'industrie broyeuse d'enfants et de femmes, la guerre tueuse d'hommes ? Soit. Avez-vous compté les victimes qu'il fallut entasser dans les rades de Mycale et de Salamine, égorger sur les promontoires, noyer au fond des golfes de Sicile et du Péloponèse, pour que Phidias conquît sur la fureur des hommes la magnanimité de décorer un petit temple, pour qu'Eschyle puisât dans les tragédies de l'adultère l'harmonie du drame lyrique, pour qu'Aristophane distillât son rire de la sottise des partis ? Avez-vous fouillé les ossuaires des cryptes de la cathédrale pour y chercher les os qu'on avait broyés sur la roue, savez-vous combien d'enfants, de femmes sont morts dans le fossé du rempart pour que le poème ogival de pierre et de verre emportât dans le ciel, aussi haut que leur confiance, la prière des vivants ? Vous savez bien que quand les chevaux du

prophète venaient boire l'eau froide que les kalifes enfermaient sous les palmes et les coupoles, leur sabot laissait sur ses berges de marbre des traces de sang. Il y a l'Assyrie, les Aztèques, il y a l'Inde. Il y a les aqueducs et les routes des Romains qui progressaient dans les embûches des forêts et les fièvres des marécages. Il y a les républiques italiennes qui tendaient, au-dessus des pavés sanglants, l'esprit comme un arc. Inutile d'aller plus loin. La civilisation est un drame terrible. Ce qui distingue ses grands moments de ses dissolutions et de ses défaillances, c'est le courage à en accepter les risques et la puissance à conquérir sur ses désordres la sérénité du cœur.

En dépit de son rôle actuel, la science, comme l'art, n'est qu'un instrument destiné à créer l'unité du monde. Ernest Hello l'a parfaitement vu dans cet admirable chapitre de l'*Homme* où il revendique la science comme appartenant au Christ. Qu'on ne m'oppose pas le bûcher de St-Dominique, la sorcière de Michelet. Si l'Eglise brûlait les savants, ce n'est pas que leur science fût opposée, dans son principe, à l'esprit de l'Eglise, c'est que la science était en opposition apparente avec l'esprit de l'Eglise. Cuvier ne pouvant pas brûler Lamarck, il le ridiculisait, ce qui tue plus sûrement l'idée que de supplicier le corps. Hello a raison, certes, mais précisément il suffit que l'unité du monde ait été une fois chrétienne pour qu'elle ne puisse le redevenir. Quand une plume de fer a déchiré les pages d'un poème, ce n'est pas pour récrire le même. Une religion, le christianime comme les autres, est une explication poétique, plus ou moins grandiose et durable, de l'unité. Mais cette explication, tout en gardant sa beauté propre, use peu à peu son pouvoir à susciter l'énergie de la masse et à souder autour d'elle les cœurs. Le prêtre, qui est l'agent le plus actif de la récitation et de la diffusion du poème, est aussi le plus actif de sa dissociation. Tant qu'il croit il le fortifie, dès qu'il profite il le perd. L'artiste et le savant depuis quatre siècles, l'ingénieur depuis un siècle ont joué ce rôle-là. Plusieurs fois ils ont ébauché le poème, plusieurs fois ils l'ont détruit. Quelques-uns, nous l'avons vu, pour l'usage d'un cœur profond qui se refusait aux apparences et aux constatations médiocres,

ont même imaginé une épopée complète, cathédrale intérieure, foule unanime tenant toute entre ses parois. Aussi éloignés des masses qu'ils se tiennent, eux qui ont relevé les temples dans la force solitaire de leur foi désintéressée, la nécessité de revivre et de recréer jettera dans leur sillage les masses qui les ignorent, mais dont l'esprit qu'ils sèment a remué le mysticisme probablement à leur insu. Et cela parce que les masses, un jour, car c'est leur loi, réagissent au nom de la faim qu'elles ont et de l'amour qui leur manque contre l'artiste abêti par l'art sentimental, le savant rétréci par la science expérimentale, l'industriel avili par l'argent. Un poème est un état d'équilibre enthousiaste entre l'homme mobile ou l'humanité mobile et les éléments mobiles de l'univers qui les emplit et les entoure. Comme leurs rapports se modifient sans cesse, cet état d'équilibre se traduit par un nouveau poème qui diffère du précédent. Mais les poèmes qui constituent la substance même de l'Histoire ont un caractère commun dans tous les temps, chez tous les peuples, dans le cœur de tous ceux qui les créent ou les vivent. Ce caractère est l'unité.

IV

La science, qui a détruit un poème, refait donc un autre poème — une autre unité — comme l'intelligence grecque, rencontrant la passion juive, a refait un nouveau poème après avoir ruiné l'ancien. Car il faut le contact d'un intelligence arrivée à l'extrémité de ses conquêtes et d'une passion contenue au bord de son désir. La machine, surgissant au cœur de la mystique unanime des foules qui sont ses victimes, comme les esclaves, jadis, supportant tout le poids de la culture antique, constituera le plus puissant des instruments de la nouvelle unité. Remarquez tout d'abord son action formidable sur les notions les plus solides où s'accrochait l'intelligence : matériellement et moralement, elle a supprimé la distance, elle a supprimé le temps. Elle a fait entrer la durée dans les dimensions

de l'espace. Elle a anéanti l'opacité des choses. Elle décompose, recompose, ralentit, précipite, transforme le mouvement. Elle effectue la synthèse des corps. Elle atteint, en bouleversant ses rythmes et ses habitudes, la nature même de l'esprit... Voici qui est nouveau, je pense, et puisque la mystique du bonheur — la seule, la vraie, l'éternelle mystique — annonce un terrible réveil, voici qui est bien fait pour changer radicalement l'équilibre moral du monde à la faveur de ce réveil.

Bien peu d'entre nous, au fond, ont accepté la machine. Et dans tous les cas les rapports spirituels nouveaux qu'elle révèle, les rapports moraux dont elle peut changer les conditions, les rapports esthétiques qu'elle renouvelle avec une franchise et une précision si tranchantes qu'elles doivent tuer l'art, ou l'accaparer. Il ne s'agit pas, Ruskin, de maudire la machine. Car tu n'ignores pas ce que l'anathème a produit : contre elle, tu as fait appel à l'innocence de l'homme, et des hommes, pour t'obéir, ont singé l'innocence même dont tu invoquais les traces matérielles pour les faire rougir d'exister. Il ne s'agit pas de maudire la machine. Elle est. On ne la chasserait pas plus facilement de l'Histoire que le geste de Prométhée ou la parole de Jésus. Il s'agit de s'en emparer. Et nous ne nous en sommes pas encore moralement ni même effectivement emparés. C'est elle qui nous tient. Elle nous réduit en servage. Je ne l'ai pas inventé. Nous obéissons aux moindres exigences de son appétit monstrueux. Elle a fait descendre notre âme de notre cœur dans nos entrailles. Et cela parce que nous n'avons pas encore autorisé notre esprit à s'emparer des notions qu'elle modifie pour leur demander d'imprimer à notre éducation traditionnelle une direction qui ne lui permette plus d'hésiter entre les grands souvenirs d'une mystique agonisante et la haine de ces souvenirs. De l'une et l'autre part pauvre attitude, qui nous aveugle ou qui nous avilit. Je consens, pour délivrer l'homme des parties basses de la machine, à travailler dans une usine une ou même deux heures par jour, comme j'ai peiné des mois dans une caserne, comme j'accepte l'heure où le train doit m'attendre, le rythme de l'emploi qui me nourrit, comme je paie le loyer ou l'impôt. Et peut-être pas pour longtemps :

nous commencerons seulement à posséder la machine quand son automatisme, en réduisant le nombre des bras qu'elle exige, aura réparti sur nous tous un peu de sa tyrannie, quand ce prolongement terrible de l'intelligence qui broie l'ordre social au profit de quelques individus, entrera dans l'ordre social pour lui subordonner l'ardeur de tous les individus.

Attention ! Ceci semble paradoxal, et je ne sais si je saurai me faire comprendre. La conquête de la machine par l'homme, conquête qui doit aboutir à la revanche de l'homme sur la machine et à l'asservissement définitif de la machine jusqu'ici maîtresse de l'homme, a commencé pour quelques-uns. Il est des machines étranges, dont les boyaux, les artères, le cœur, directement rivés à l'homme par ses nerfs, tous ses sens, sa volonté, sa passion même, grandissent l'homme dès qu'il est digne de grandir. Ce sont ces machines mobiles qui exigent de sa part, en échange de leur puissance, le don d'une puissance égale pour mâter leur caprice, leur révolte, diriger leur violence aveugle, soustraire leur inertie même aux lois de la vitesse et de la pesanteur. L'automobile a ouvert cette veine immense, le sous-marin, l'avion surtout ont révélé les trésors d'énergie, d'adresse, d'intelligence et d'imagination qu'elle nourrit, le cinématographe, par un retour inattendu de notre invention poétique, y a commencé la conquête, sur la science, d'un art nouveau à exploiter, en lui permettant de combiner à l'infini, dans un miraculeux espace où tient et se meut la durée, les formes, les gestes, les masses et les valeurs en mouvement. C'est le premier contact intime de notre dynamisme spirituel avec le dynamisme mystérieux de la matière, depuis que le premier nomade anima la première flamme et que le premier pêcheur de la Polynésie ou des Cyclades frappa la mer de la première rame et déploya le premier bout d'étoffe à la brise qui se levait. C'est aussi ce jour-là, je pense, que le despotisme de la machine a commencé son recul. Et c'est en combinant les conquêtes que notre esprit a faites à la faveur de ce recul avec l'automatisme croissant des organes de la machine, que nous forcerons la machine à refaire l'équilibre intellectuel et social qu'elle est venue

bouleverser. Elle est encore hors de nous. Elle fera partie de nous.

J'ai pensé à ces choses, un jour, en regardant, dans une exposition de peinture, un « tableau » fort singulier fait de combinaisons géométriques, ou pseudo-géométriques, de rouages de métal réels, de sections de solides matériels ou figurés. Et aussi, un autre jour, en essayant de pénétrer le sens d'une succession kaléidoscopique du même geste, immobilisée sur la toile pour y transporter la sensation visible, et non plus symbolique, du mouvement. Il m'a semblé, ces jours là, que ceux qui se réclamaient le plus évidemment des notions neuves que le mouvement transformé et les outils nouveaux du mouvement nous dictent, en étaient à peine effleurés. Ils imitaient, au même titre que les plus sages parmi les bons élèves des ateliers officiels. Ils imitaient avec affectation des formes neuves, au lieu d'imiter avec résignation des formes vieilles. Ils restituaient ces idées et ces formes sans les avoir digérées. Ils combinaient des images qui ne faisaient pas partie d'eux. Ils imprimaient à ces images des rudiments de rythme que les battements de leur cœur ne faisaient pas passer dans les mouvements de leurs doigts. Ils se trompaient. Il convient de se pénétrer des nécessités organiques à quoi répondent des machines, les besoins qu'elles satisfont et des lois vives que relèvent leur conception et leur fonctionnement. Le jour où le rythme de la machine sera fonction de notre esprit, nous laisserons à leur place les bielles et les pistons, nous ne verrons plus des fragments de machines sur nos tableaux et nos statues, nous n'entendrons plus des halètements de machines dans nos symphonies et nos poèmes : seulement des profils purifiés, des contours nets, des mouvements précis, des gestes catégoriques associés en combinaisons absolument imprévisibles, mais débarrassées de nouveau du sentimentalisme anecdotique et de l'incident pittoresque, exprimeront l'éternel sentiment de l'homme dans un langage que la fréquentation familière de la machine aura transformé. Phidias n'a jamais essayé de faire passer dans ses statues la métaphysique d'Anaxagore. Mais il en était imprégné. C'était la sienne. Et parce que c'était la sienne, il n'y songeait pas plus, quand il travaillait

le marbre, qu'à la forme de sa main ou à l'énergie de son cœur. Sans que lui-même s'en doutât elle passait dans le marbre comme la forme de sa main et l'énergie de son cœur.

Et cependant, faut-il négliger ces symptômes, même quand ils affectent ces allures tapageuses, même quand ils ne révèlent qu'un désir intéressé ou puéril d'étonner ou d'indigner ? Il y a, dans cet appel à la machine, aux formes extérieures de la machine, aux modifications infligées à notre conception ancienne de l'espace et de la durée par l'action de la machine, une indication saisissante. Ces manifestations se confondent parfois avec un mouvement plus général, ou en dérivent, ou suivent une évolution parallèle, ou se solidarisent avec les groupes qui tentent de le propager. Tout entières, la peinture et la sculpture sont entraînées vers des recherches qui se qualifient elles-mêmes de « constructives », qui tendent à restituer à la forme son sens architectural et qui vont, pour la retrouver, jusqu'à supprimer les reflets qui dansent sur elle, l'atmosphère qui l'enveloppe, ses apparences extérieures même, afin de la restituer selon ses dimensions et ses volumes abstraitement envisagés. Un besoin universel de redonner à l'œuvre d'art, à la société, à l'esprit, l'aspect monumental qui marque leurs grandes époques nous tourmente. Il ne s'apaisera en nous que quand nous l'aurons satisfait. Et d'abord, n'est-ce pas, quand nous l'aurons accepté. Quand il aura quitté les théories et les systèmes pour s'épandre organiquement de la profondeur de nos âmes dans les expressions esthétiques et sociales que nous prétendons en donner.

V

Or la machine, à l'heure actuelle, est la seule forme construite. Et construite organiquement, en partant du centre invisible des fonctions complexes à remplir pour aboutir à l'efflorescence tangible des organes à utiliser. Je dis *la seule*, qu'il s'agisse d'architecture, de peinture, de sculpture, de littérature, d'ordre politique ou social. Seule,

au milieu des ruines, complète, dure, redoutable, définie par tous ses profils, assise entre des plans catégoriques, résistante, attaquante, vivante par sa masse même et ses saillies, elle donne à l'esprit avide d'ordre la sécurité. Remarquez, dans le domaine de l'architecture elle-même, signe extérieur d'un style social solide et fortement organisé, le rôle qu'à commencé à jouer la machine depuis à peu près cent ans. Elle est la seule architecture. Dès que la machine est apparue, l'architecture a fléchi. On a cru qu'elle était perdue. Elle n'était que remplacée. Remplacée au début par un organe embryonnaire, croissant impitoyablement pour envahir de ses rigides ou mouvantes constructions le monde condamné à payer son tribut au monstre qui exigeait que des hommes passent tous les jours de leur vie sous terre pour en tirer le charbon nécessaire à sa nourriture, que d'autres hommes soient lentement brûlés vivants pour forger ses os et ses muscles, et qui broyait, rien qu'en marchant, des cervelles humaines dans ses articulations. Devant la bête de métal taillée pour le vent et la course, avec sa poitrine sonore, ses flancs effilés, ses membres durs jouant dans leurs jointures silencieuses, parfois ses grandes ailes immobiles qui la bercent dans les hauteurs, la maison des hommes perdait son échelle, se couvrait d'ornements grotesques, embrouillait ses profils, disloquait ses proportions. Avec le monstre, la tanière du monstre seule gardait les proportions logiques, arrêtait les profils nécessaires, supprimait l'ornement parasite, retrouvait l'échelle perdue. Quand l'ingénieur agissait, quand n'intervenait pas l'« artiste », le métal, le ciment armé, parfois même la vieille pierre ressuscitaient, sur un rythme nouveau, la franchise auguste des lignes, la continuité musicale des courbes, la nécessité fonctionnelle des masses qui déterminent l'harmonie par la plus étroite, la plus innocente, la plus sincère adaptation. Le monstre et les lieux qu'habite le monstre, les routes qu'il parcourt, ses relais, permettaient à ceux qui l'acceptent et renoncent à le vêtir d'oripeaux empruntés à des espèces mortes, d'entrevoir la beauté que son accord définitif avec l'intelligence imprimerait un jour au visage rajeuni du sol.

On voit déjà des arches gigantesques franchir d'un seul élan le gouffre, comme le jet de la pensée entre deux contradictions. On voit des locomotives puissantes effacer toutes leurs saillies pour mieux maîtriser l'orage, le col court, le poitrail tendu, les viscères cachés dans le tronc cylindrique, les bielles, les pistons articulés comme les figures d'une danse, silencieux, précis, rythmiques comme elles, obéissant comme elles à la combinaison secrète du vertige du mouvement et de l'ordre de l'esprit. On voit les automobiles dont le vernis noir miroitant évoque les boîtes d'harmonie ou ces laques orientaux qui semblent condenser les transparences liquides des sources ombragées de pins, supprimer automatiquement tout ce qui peut entraver leur essor vers la conquête du temps, bander leur forme continue autour de leur cœur métallique, incorporer à l'unité intransigeante de leur masse la silhouette même de l'homme comme un organe essentiel. On voit l'aéroplane s'ordonner comme un grand insecte autour du corselet brillant et de l'hélice vrombissante qui vrillent l'air et l'y balancent comme pour retrouver la justification de notre intelligence dans les formes que la nature organise pour le vol. Le sous-marin répète, dans l'obscurité de l'abîme, cette obéissance ingénue à la structure rationnelle que ses besoins imposent à l'animal. Le canon, pour se soumettre à sa fonction mathématique de distribuer exactement la mort à quatre lieues, laisse ses hausses et ses freins déterminer sa forme cruelle comme un théorème de fer. L'usine en mouvement répète, par le vol des courroies, l'immense va-et-vient des bielles, la ronde imperturbable des volants, la légèreté gigantesque, la précision rythmique de tous ses organes en jeu, quelque chose comme la subordination à la même pensée centrale des lignes de la nef ogivale s'équilibrant et se répondant sans arrêt, la musique sourde et lointaine qu'évoque, à l'imagination captée, la gravitation des cieux. Fonction plus riche encore en ressources insoupçonnées, l'écran lumineux associe à la forme terrestre, la forme humaine et animale brisant incessamment leurs architectures mouvantes dans les passages continus des valeurs qui naissent et meurent, pour révéler la symphonie visible dont les échanges

combinés de la lumière et de la vie animent l'espace entier... Et remarquez, à propos de cet instrument merveilleux qui souligne le caractère et la personnalité de tous les peuples, de tous les hommes qui s'en servent, remarquez que la machine même trahit, aussi bien qu'un tableau, l'âme de son constructeur. Une marque d'automobile se reconnaît à cinq cents mètres. A côté d'un navire de guerre allemand, un navire de guerre italien, par exemple, semble auprès d'un puissant pachyderme, quelque félin nerveux, effilé, qui rampe et s'efface. Les cheminées d'usines ont la vigueur trapue, le jet svelte ou les proportions mesurées des colonnes de temples, des femmes ou des arbres du pays.

La science de l'ingénieur, probablement comme en Egypte, en Grèce, et certainement comme à Rome, ramènera à ses conditions nécessaires d'équilibre le métier de l'artiste qui perd pied et barbotte dans l'enlisement sentimental. La machine n'est pas faite d'abord pour être vue. Elle est faite d'abord pour être utile. Elle sert nos terribles jeux. Elle est jeu. La machine ne ment pas. La machine ne peut mentir. Non seulement elle introduit peu à peu dans nos besoins la connaissance de la matière, de ses qualités anciennes, d'autres qualités inconnues qu'on ne lui soupçonnait pas, des moyens d'utilisation que cette connaissance impose, mais aussi elle réapprend à subordonner toutes les formes extérieures à la tâche qu'elle accomplit. Si elle n'est pas logiquement et rationnellement construite, la machine ne marche pas, ou marche mal. Sa beauté, cette beauté sobre et probe, qui tient de l'animal vivant ne se sachant pas regardé et de la cadence imprimée à la vie des formes par le cheminement mécanique des astres, est une fonction nécessaire de sa plus obéissante et immédiate adaptation. Elle est le noyau dur autour de qui, concentriquement, doit s'organiser peu à peu l'ordre intellectuel qui s'annonce et dont la mystique nouvelle, si elle veut se maintenir et hiérarchiser ses valeurs, ne pourra pas se passer.

VI

Ainsi, comme toujours, l'introduction d'un élément nouveau dans l'univers matériel et moral de l'homme a rompu, mais doit rétablir l'équilibre toujours instable qui est le but constant de son effort. On me dira qu'il n'y eut jamais, le feu excepté peut-être, d'élément de cette importance introduit dans cet univers. Mais le feu est bien loin pour que nous puissions connaître ce qui s'est passé ce jour-là. Presque aussi loin, plus loin peut-être que la hache de silex qui dut bouleverser de fond en comble l'organisation rudimentaire des premières sociétés. Peu importe, d'ailleurs. Les apparences seules rendent l'instrument scientifique très différent des moyens antérieurs d'investigation et de conquête autour de qui les civilisations ont tour à tour gravité. Tous les systèmes cosmiques, toutes les explications synthétiques du monde, paganisme, brahmanisme, bouddhisme, christianisme, islamisme, ont produit ces ruptures et ces rétablissements d'équilibre dont le machinisme nous offre aujourd'hui un tragique exemple. En quoi diffère-t-il vraiment de ces mouvements passionnés créés par l'égoïsme et l'antagonisme des classes, qui traduisaient la redoutable variation des relations de l'homme à l'homme, de l'esclave au profiteur, des besoins populaires aux disciplines aristocratiques, du ventre à la tête, et qui s'organisaient en religion autour du choc des armes, des migrations dans les chariots de guerre et les trirèmes et de la rumeur des métiers ? La « civilisation » dont l'Occident est si fier lui inflige en réalité l'effroyable vertige où ce flottement de valeurs qui caractérise les chutes de civilisation ne permet plus à l'homme, pour en bâtir une nouvelle, que l'organisation d'une mystique capable de servir de contrepoids à l'élément dont la pesanteur entraîne l'esprit à l'abîme. Le « progrès » de l'Occident, qui a accru jusqu'à l'aveuglement son dédain pour les civilisations orientales, n'est qu'un passage redoutable entre deux états d'équilibre. Remarquez qu'au XVIIIe siècle, par

exemple, à l'heure où la musique allemande jette aux hommes le cri d'alarme qui les prévient du danger, la décadence de l'Europe est à peu près aussi profonde que celle de l'Asie. La veille encore, toutes les civilisations de la terre étaient dans un état de développement très comparable. Il n'y a pas cinquante ans d'intervalle entre le grand Shah Abbas, le grand Mogol Akbar, le grand Shogun Yeyas et le grand Roi Louis XIV qui couvrent la Perse, l'Inde, le Japon, la France des monuments les plus magnifiquement stylisés qui aient jamais défini l'activité et les tendances de ces contrées ou régnaient cependant quatre religions dissemblables. La différence n'éclate qu'un siècle à peine après eux, parce que la dissociation plus rapide de sa mystique permet à l'Occident de s'emparer d'un instrument d'analyse qui va bientôt le déchirer. Cet instrument n'arrête pas la décadence, il la précipite au contraire, mais l'esprit, tenu en éveil par la brûlure de ses plaies et rejeté dans la solitude affreuse de son paradis dévasté, scrute les matériaux des ruines qu'il a faites pour y chercher un point d'appui. Il n'est point vrai que la machine soit la civilisation. Mais il est vrai que l'homme peut se servir de la machine pour recréer une civilisation dont l'aube du développement spirituel est encore à naître. La science, et par la science la machine, a été comme le bâton que le noyé saisit et entraîne au fond de l'abîme, mais dont il s'aide, dès qu'il touche ce fond, pour en escalader les bords.

Cette analogie essentielle du machinisme scientifique avec les éléments économiques et intellectuels qui ont ruiné toutes les civilisations pour en recréer d'autres et faire passer presque toujours la domination spirituelle de l'oppresseur à l'opprimé en renversant les valeurs qu'avait imposées l'oppresseur, doit nous mener plus loin dans l'appréciation de son rôle. Il supprime l' « artiste » par deux voies, d'abord en développant les qualités logiques de l'esprit, ensuite en libérant le sentiment perverti par le faux art. Mais il recrée l'art peu à peu. Les grandes époques d'art ne connaissent pas l' « artiste » : le sculpteur de tombe égyptien, le maçon de Rome, l'imagier français, le décorateur, le brodeur,

le céramiste indou ou persan ou chinois sont des ouvriers, rien de plus. Enfin, en abaissant la culture générale pour instaurer le règne étroit du technicien et en rejetant, par sa cruauté, les foules vers la mystique du bonheur, le machinisme crée, du même coup, une barbarie nouvelle qui sera la matière ardente de la société à refaire et le noyau compact d'une jeune aristocratie qui trempera dans la bataille le courage inexorable de lui dicter ses valeurs.

Elie FAURE.

JOCK A LA GRACE DE DIEU

L'histoire qu'on va lire se passa, voici bien longtemps, vers 1850, à Bursley, pendant la foire de la St-Martin. A cette époque triste et terrible, les habitants des Cinq villes prononçaient Bursley « Bosley » comme une chose toute naturelle, et n'avaient pas encore découvert que l'enfer est un mythe, ni inventé les plaisirs, pas même les demi-congés. La St-Martin occupait alors une place très importante dans l'année, car c'était à ce moment qu'on fixait les salaires des ouvriers potiers jusqu'à l'année suivante et que ces derniers s'embauchaient aux meilleures conditions possibles. Aujourd'hui encore les ménagères comptent le temps par la St-Martin. Elles disent : « Il y aura sept ans à la St-Martin que le bébé de Sally est mort de convulsions.» Ou bien : « C'était l'année où il y a eu de la pluie et de la grêle pendant toute la St-Martin. » Et beaucoup d'entre elles ne savent pas du tout pourquoi c'est la St-Martin et non pas la St-Jean ou la Pentecôte qu'elles ont toujours au bout de la langue.

La foire était une des deux grandes occasions de saoulerie de l'année ; l'autre était les veillées des morts. Et

il était bien qu'il en fût ainsi, car l'ivresse aide puissamment à signer des contrats. Un pauvre sot, sous son influence, signe n'importe quoi avec fierté et, quand il a signé, il n'y a plus à y revenir. Aussi les patrons chapeautés de castor avaient-ils le sourire devant l'ivresse de la St-Martin et l'encourageaient-ils avec de bonnes tapes familières dans le dos. Les petits garçons eux-mêmes s'en fourraient jusque là, vautrés dans le ruisseau avec leurs aînés. Mais ce bon vieux temps héroïque est passé pour toujours.

C'était le vendredi avant la St-Martin, à la tombée de la nuit. Au centre de la ville, sur le terrain vague qui s'étendait au nord des Abattoirs et dans l'espace compris entre eux et le nouvel Hôtel de Ville encore inachevé, les forains, hommes, femmes, enfants, faisaient la toilette de leurs baraques, préparaient leur thé, donnaient à boire à leurs chevaux, fourbissaient les barres de cuivre de leurs roulottes, brossaient leurs costumes, enfonçaient des chevilles de tentes dans le sol durci, allumaient les premières lumières de la soirée, bavardaient, se querellaient, se lavaient, tout cela sous la pourpre sombre du ciel et pour l'ébattement d'une petite réunion de badauds, grands et petits, qui restaient là, obstinément, les mains dans les poches ou dans les manches et ne manquant rien de ce spectacle plein de promesses.

Or, au milieu de ce qui, en moins de vingt-quatre heures, allait devenir la foire, on apercevait quelque chose de curieux et de piquant. C'était le groupe formé par trois pasteurs dissidents, en cravate blanche et chapeau à larges bords, en train de causer de façon animée avec le gros Mr. Snaggs, le propriétaire du Théâtre Snaggs, le théâtre de la ville, construit en bois et qu'on appelait le Caveau des Massacres, en raison du caractère sanguinaire de ses programmes. Pour une fois Mr. Snaggs et les pasteurs dissidents étaient du même avis. Tous les quatre s'élevaient contre la présence à la foire d'une certaine baraque. Il ne s'agissait pas des manèges, si primitifs que même un petit enfant de nos jours en ferait fi, ni des tirs, ni des jeux de noix de coco, ni des comptoirs de marchands de bière à l'aspect si formidablement bachique, ni des rings de boxe où des jeunes gens à l'esprit aventureux pouvaient pour

rien se faire casser les dents et pocher les yeux, ni des baraques de phénomènes où l'on montrait en vie et presque nues, à quiconque pouvait dépenser un penny, des créatures des deux sexes déformées et infirmes. Ce qui provoquait l'opposition de Mr. Snaggs et des ministres de la religion, c'était le théâtre, dans lequel on présentait à la nature un miroir plus ou moins fêlé et terni[1].

Les objections de Mr. Snaggs avaient un caractère professionnel. Il estimait que lui seul avait le privilège de fournir de l'art dramatique à la ville; que, parmi tous les gens susceptibles de le faire, lui seul était respectable et que ses concurrents n'étaient que des arrivistes, des gens déloyaux et sans mœurs. Et les pasteurs dissidents, écoutant sa voix décidée et claironnante, et fixant les yeux sur son magnifique gilet de moleskine, n'étaient pas loin d'être convaincus que cette institution abhorrée du théâtre pouvait bien devenir respectable et que Mr. Snaggs l'avait rendue telle. En tous cas le Caveau des Massacres, solide sur son antiquité de trente ans, prenait, par comparaison avec cette baraque au fragile clinquant, un air de dignité et de bon aloi. Du reste Mr. Snaggs jouait fréquemment *la Bouteille*, de Cruickshank, et ce drame ne constituait-il pas un sermon contre l'intempérance autrement impressionnant que n'importe lequel de ceux que l'on prononce en chaire ? Les pasteurs dissidents écoutaient avec déférence les explications que leur donnait Mr. Snaggs sur ce qu'ils auraient dû faire et qu'ils n'avaient pas fait pour faire aboutir leur campagne contre le théâtre à la foire, campagne qui durait depuis plusieurs années sans succès — beaucoup, disait-on, en raison de la jalousie secrète de l'Eglise d'Angleterre.

— Si vous aviez eu un peu de culot, leur déclarait-il avec intrépidité, vous seriez allés tout droit chez le maire et vous lui auriez dit... Houch !

Après avoir produit l'étrange onomatopée grossièrement représentée par ce dernier mot, il cracha avec un air de dégoût, puis, sans prendre congé le moins du monde, s'éloigna pesamment vers le haut de la ville, laissant sa phrase inachevée.

[1] Allusion au passage fameux où Hamlet déclare que le but de l'acteur doit être de présenter un « miroir à la nature ».

— C'est curieux comme Mr. Snaggs se sauve quand il m'aperçoit, dit une voix alerte au timbre agréable et clair, derrière les pasteurs. Et pourtant, sauf qu'une fois, avant ma conversion, je l'ai envoyé d'un coup de poing en bas d'un escabeau devant son propre théâtre, je ne lui ai jamais fait de mal et ne lui ai souhaité que du bien . . . Messieurs !

Un homme d'une quarantaine d'années, plutôt petit et frêle, aux mains et aux pieds menus, très leste d'allures, salua les trois pasteurs.

— Mr. Smith ! dit l'un, s'inclinant avec raideur.

— Mr. Smith ! dit un autre.

— Frère Smith ! dit le troisième qui était le pasteur de Jock Smith en sa qualité de desservant de la Chapelle de Bethesda à laquelle celui-ci appartenait et où il s'était mis récemment à prêcher à titre de prédicateur local.

Jock Smith, herboriste, serra les mains avec une vivacité qui n'était pas exempte de gêne. Il était gêné parce qu'il savait qu'il était un des types les plus populaires, une des attractions de la ville et que les gens, partout où il allait, le regardaient et se le montraient du doigt. Et il était à la fois fier et honteux de sa notoriété.

D'ailleurs une bande d'enfants en guenilles l'avaient suivi et, sans se laisser intimider par la présence des pasteurs, les petits effrontés se répétaient en sourdine, l'un à l'autre :

— Jock à la grâce de Dieu ! Jock à la grâce de Dieu !

C'était le plus jeune de quatorze enfants et lorsqu'il eut un mois sa mère le porta à l'église pour le faire baptiser. Le pasteur était le célèbre Rappey, un sportsman qui, dit-on, engagea un jour la Bible de l'église pour avoir de quoi organiser un combat d'ours. Rappey demanda quel était le nom de l'enfant. La mère répondit qu'elle était au bout de sa liste et lui serait reconnaissante de lui en suggérer un. Là-dessus Rappey se mit à lui réciter tous les noms les plus grotesques de la Bible, tels que Aholibamah, Kenaz, Ieam, Baalhanan, Abiasaph, Amram, Mushi, Libni, Nepheg, Abihu. Et la mère se mit à rire, secouant la tête. Alors Rappey continua : « Shimi, Carmi, Jochebed. » Et, à l'ouïe de ce dernier nom, le rire de la mère ne connut plus de bornes. « Jock à la grâce de Dieu ! » dit-elle entre

deux accès, et Rappey, la prenant malicieusement au mot avait baptisé l'enfant Jock à la grâce de Dieu avant même qu'elle eût eu le temps de protester. Et, dorénavant, le petit enfant devait rester marqué comme un être à part.

Il vécut de façon à mériter son nom. Il s'échappa de chez lui deux fois et, après avoir été successivement marin et soldat, revint capable de faire voltiger un rasoir et s'établit barbier à Bursley. Il devint sur le champ le barbier le plus fameux des Cinq Villes, en raison de sa langue et de ses poings. Ce fut lui qui, ayant rasé le côté gauche du visage d'un insolent lieutenant de dragons (après les grandes émeutes de 1845, que deux mille soldats n'avaient pu réprimer), poussa celui-ci hors de sa boutique, tout barbouillé de mousse de savon, le fit knock-out dans Cock Yard et le jeta enfin par la grande porte sur la place du Marché avec une moitié de barbe et de moustache. Ce fut lui qui introduisit la teinture pour cheveux à Busley. Cette tentative aurait peut-être réussi, si un soir que Jock prit de l'encre rouge pour de la teinture, le Président du Comité des Pompes Funèbres de Bursley n'était pas sorti de sa boutique avec un toupet vermillon, devant sa femme qui l'attendait et l'accueillit par cette cinglante exclamation : « Ah ! quel idiot ! »

Un peu plus tard Jock à la grâce de Dieu abandonna le rasoir et se mit à la musique pour laquelle il avait toujours été brillamment doué. C'était un vrai musicien, et il jouait du piano et du cornet à piston, non pas seulement avec les mains et la bouche, mais avec tout son corps aux mouvements agiles et expressifs. Il gagnait bien sa vie dans les cabarets et les Réunions amicales, car personne ne jouait du piano comme lui, qu'il s'agît d'hymnes ou de gigues. Il se servait de son cornet à piston dans un orchestre de Moorthorne, le village de mineurs qui se trouve à l'est de Bursley. Et, au cours de ses voyages nocturnes pour aller à Moorthorne ou en revenir en compagnie de son instrument chéri, il avait eu plus d'une rencontre avec des mineurs en maraude et avait rendu la route dangereuse pour les poltrons. Ces visites à Moorthorne avait eu comme résultat la fondation à Bursley d'un club de boxe dont on l'avait fait président dans le but de défendre l'honneur de Bursley

menacé sur la place du Marché par des mineurs de Moorthorne qui venaient en visite.

Puis survint sa conversion religieuse, formidable événement à la suite duquel il abandonna les cabarets. Comme il lui était impossible de vivre avec ce que lui rapportaient les Réunions amicales, il s'était de nouveau établi, pour la cinquième ou sixième fois, et avait ouvert une boutique d'herboriste. C'était un métier qui convenait à ses mains délicates et à son amour pour l'humanité. Enfin, et tout récemment, il s'était élevé à la dignité de prédicateur local. Ses deux premiers sermons avaient enthousiasmé les fidèles, bien qu'il se fût trouvé des critiques pour l'accuser d'avoir recours à des effets de théâtre. Il lui arrivait parfois des accidents, comme en témoignait ce qui venait de se passer en cet après-midi même de la veille de la St-Martin. Il avait tenu le piano à la répétition du grand concert annuel des Chanteurs de Bursley. Ceux-ci, décidés à battre tous les records, avaient fait venir de Manchester une soprano au nom étranger. En apercevant le petit homme à l'air important et minable à la fois, l'artiste avait eu un instant de terrible anxiété. Mais dès que Jock, après avoir jeté un coup d'œil négligent sur la musique qu'il n'avait jamais vue auparavant, eût attaqué les premiers accords, en disant : « Qu'est-ce que vous dites de la mesure, Missis ? » elle se sentit rassurée. Lorsque sa romance fut terminée, elle fut tellement enflammée par le talent dont avait fait preuve ce pianiste local qu'elle avait bondi de l'estrade et était allée tout simplement l'embrasser de bon cœur. C'était une grosse dame vibrante. Il aimait les grosses dames ; le baiser était d'ailleurs agréable et le compliment qu'il représentait énorme. Mais quelle calamité pour un prédicateur local au passé chargé que d'être ainsi embrassé en pleine répétition par une soprano venue de Manchester ! Il se rendait compte qu'il lui faudrait faire oublier ce baiser, et aussi le reproche qu'on lui adressait d'aimer les effets de théâtre.

Il y avait donc là une raison et une très bonne raison pour rechercher délibérément la société des pasteurs au milieu du champ de foire. Il avait besoin d'une protection contre les mauvaises langues.

* * *

— Je ne sais pas trop, dit-il aux pasteurs, en faisant des gestes et en tortillant ses petits pieds, je ne sais pas trop si je suis d'avis d'empêcher cette troupe de gagner sa vie ; ou tout au moins de lui interdire de jouer.

Il savait qu'il venait de dire quelque chose de déplacé, quelque chose qu'il n'avait pas du tout l'intention de dire quand il était venu se joindre au petit groupe. Il savait que, loin de se protéger il était en train de s'exposer au danger. Mais peu lui importait. Lorsque, comme dans le cas présent, il était emporté par une idée, rien n'aurait pu l'arrêter. D'ailleurs il avait conscience d'être plus intelligent, plus malin qu'aucun de ces ministres de la religion et même que n'importe qui dans la ville! Son savoir-faire, sa fertilité en ressources avaient toujours, à eux seuls, suffi à lui faire surmonter toutes les difficultés — qu'il s'agît de boxe ou du baiser d'une soprano !

— Voilà d'étranges principes, frère Smith ! dit le pasteur de Jock.

Les deux autres firent « Heu ! Heu ! » en appliquant l'un contre l'autre les bouts de leurs doigts.

— Non point ! répondit Jock, avec un sourire persuasif. Au lieu de les faire mourir de faim, envoyez ces gens-là à la maison du Seigneur ! Prêchez-leur l'Evangile et peut-être alors changeront-ils eux-mêmes de façon de vivre. Ou peut-être même mettront-ils leur talent d'acteurs au service de Dieu. Puisqu'il y a des pièces contre l'ivrognerie, pourquoi n'y en aurait-il pas contre le Diable et pour célébrer Jésus-Christ, notre Divin Rédempteur ?

— Au revoir, mes Frères ! dit l'un des pasteurs en s'en allant. Il lui était impossible de mieux exprimer l'horreur que lui inspiraient les sentiments de Jock.

A cette époque les églises et les chapelles n'étaient pas tellement vides que les pasteurs fussent obligé de battre le rappel des fidèles. Avoir un banc à l'église était considéré comme un privilège. Et ceux qui négligeaient les moyens d'obtenir la Grâce avaient du moins la bonne grâce d'en

avoir honte. De plus les acteurs ambulants n'étaient pas, en dépit des exhortations de John Wesley, considérés comme susceptibles de salut. Essayer de les arracher à leur juste perdition était une idée trop folle pour pouvoir venir à des chrétiens sérieux. Enfin suggérer un rapport entre Jésus-Christ et une pièce de théâtre c'était vraiment quelque chose de monstrueux ! Il fallait être Jock à la grâce de Dieu pour avoir des idées pareilles.

— Je trouve, mon ami . . . commença le second pasteur.

— Regardez-moi cette brave femme ! s'écria Jock à la grâce de Dieu, l'interrompant. Il tendait la main droite d'un geste dramatique dans la direction d'une grosse dame d'aspect agréable qui, assise sur un escabeau à trois pieds, était tranquillement en train de peler des pommes de terre devant une des baraques les plus resplendissantes. Regardez-moi cette figure ! Est-ce qu'elle ne révèle pas de la vertu ? Est-ce qu'elle ne vous donne pas d'espoir pour le salut de celle à qui elle appartient ?

— Aucun, répondit tristement le pasteur de Jock. Cette femme — elle s'appelle Clowes — a une réputation bien établie. Ses huit enfants, elle les a tous élevés dans les traditions de son métier. J'ai pris mes renseignements. Les filles aînées sont actrices et mariées à des acteurs et même les plus jeunes des enfants apprennent à se tenir sur les planches. Sa troupe est la plus grande des Midlands.

Jock à la grâce de Dieu fut incontestablement refroidi par ce renseignement.

— Raison de plus dit-il avec obstination, pour la sauver ! Elle et tous les siens !

Les deux pasteurs ne voulaient pas qu'elle fût sauvée. Ils aimaient se représenter le théâtre comme étant hors de leur atteinte. Ils se rappelaient un temps, avant leur ordination et même après, où ils désiraient ardemment voir l'intérieur d'un théâtre et coudoyer le vice. Et ils se réjouissaient de savoir que le théâtre existait toujours avec son vice et ses âmes perdues. Mais Jock à la grâce de Dieu, emporté par son enthousiasme, soupirait sincèrement après l'abolition de toutes les formes de péché.

— Et qu'est-ce que vous feriez pour la sauver, mon frère ? demanda froidement son pasteur.

— Ce que je ferais ? J'irais lui demander de venir à la chapelle dimanche, elle et les siens. J'irais le lui demander gentiment et en le prenant à la plaisanterie. Et je saurais bien la décider, pour la plus grande gloire du Seigneur.

Les deux pasteurs poussèrent un soupir. Ils avaient au fond du cœur la même pensée, à savoir que les brandons arrachés au feu (comme Jock) ont une tendance désagréable à pousser la piété, comme auparavant le vice, jusqu'aux extrémités les plus désagréables et les plus embarrassantes.

* * *

— Voilà des belle pommes de terre, Missis !

— Ouais !

La grosse dame, dont la robe fripée semblait soumise dans sa partie supérieure à une tension considérable, jeta sur Jock un coup d'œil négligent. Puis, attirée peut-être par l'évident désir de plaire qu'exprimait son visage, elle eut un sourire empreint de facile amabilité.

— Mais si vous attendez qu'elles soient prêtes, je crains que ça ne vous fasse souper tard.

— Ces pommes de terre ne sont pas pour le souper, dit Mrs. Clowes. Elles sont pour le dîner de demain. Il n'y aura pas le temps de les peler demain. Kezia ! appela-t-elle d'une voix perçante.

Une petite fille au corps mince se montra entre les lourds rideaux de la tente principale du campement de Mrs. Clowes.

— Amenez Sapphira aussi !

— Ce sont vos enfants ? demanda Jock.

— Oui. Et j'en ai six de plus, sans compter mes petits enfants et mes gendres.

— Ce n'est pas étonnant qu'il vous faille un plein seau de pommes de terre !

Kezia et Sapphira apparurent dans l'ombre. Elles pouvaient compter seize ans à elles deux. Elles étaient malpropres, mal peignées, gracieuses et tout à fait gentilles.

— Jumelles ? demanda Jock.

Mrs. Clowes fit un signe affirmatif.

— Emportez-moi ce seau ! Et attention à ne pas laisser tomber l'eau. Ici Kezia ! Prenez ce couteau. Et apportez-moi l'autre seau.

Les enfants emportèrent le seau pesant en trébuchant, avec une obéissance empressée. Leur mère souleva sa forme puissante, fit tomber des pelures demeurées dans des endroits cachés de son énorme tablier et se rassit avec calme.

— Vous les faites marcher avec une main de fer, Missis, dit Jock.

Elle sourit avec bonne humeur et haussa ses vastes épaules, ce qui demandait une vigueur peu commune.

— Je les fais trotter, répondit-elle. J'en ai douze pour ma part, sans compter les deux bébés. Il faut être tout le temps derrière leur dos.

— Et je parierais que vous n'avez pas trente-cinq ans !

— Hou ! Vous vous trompez.

Sapphira apporta l'autre seau en le faisant balancer. Puis, l'ayant posé par terre avec un cliquetis de l'anse, elle s'échappa en courant.

— Vraiment ? murmura Jock avec intérêt. Et, retournant le seau d'un geste distrait, il s'assit sur le fond avec un calme qui égalait celui de Mrs. Clowes.

L'obscurité était maintenant presque complète. Les lumières des baraques se répondaient l'une à l'autre de chaque côté du Champ de Foire. Bientôt un jeune homme vint en suspendre une au-dessus de l'estrade à balustrade de Mrs. Clowes qui se mit à cligner des yeux. Derrière la baraque on entendait le bruit confus du bavardage des hommes, des jeunes filles et des garçons, auquel se mêlaient des plaintes d'enfant. A quelques yards de Mrs. Clowes se trouvait une botte d'avoine. Un poney, venu de quelque part, s'avança de côté avec un faux air d'innocence puis, l'ayant flairée avec précaution, se mit à en arracher des poignées. On entendait par moments un grand cri étrange traverser la place. Le ciel était plein de mystère. A l'ouest, on voyait se détacher nettement la silhouette noire de la flèche merveilleuse du nouvel Hôtel de Ville de laquelle se détachait un ange gigantesque.

Jock à la grâce de Dieu était profondément impressionné par cette scène et la présence de cette femme à son côté. C'était un être romanesque et sa compagne lui semblait magnifique. Il en était tout vibrant.

— Et qu'est-ce que vous allez raconter ? demanda-t-elle d'un ton malin. Regardez-le donc sur mon seau !

Pour Jock une raillerie était un défi.

— Puisque je suis assis sur votre seau, Missis, répondit-il, je dois vous dire que vous êtes beaucoup trop belle pour vous en aller en enfer pour l'éternité.

Elle en resta abasourdie, mais son métier lui avait enseigné l'art de se remettre promptement.

— Vous appartenez à cette bande des méthodistes, dit-elle avec un sourire méprisant et tranquille. Il me semblait bien que je vous avais vu parler avec des cravates blanches.

— C'est vrai, reconnut-il.

— Et je suis bien sûre que vous vous croyez très fort.

— Mon Dieu, déclara-t-il avec assurance, je sais faire une épissure, raser, guérir les verrues et les furoncles et apprécier une belle femme aussi bien que n'importe qui dans cette ville. Et je ne parle pas de la boxe que j'ai abandonnée depuis ma conversion.

— J'ai été belle autrefois, dit Mrs. Clowes, détournant la conversation d'une façon plus apparente que réelle. Mais j'ai été prise par la graisse. J'ai joué Portia. A présent tout ce que je peux faire, c'est le rôle de Maria Martin de *Belladonna.*

— La graisse ! protesta Jock. La graisse ! Je ne voudrais pas qu'on vous sortît une once de graisse pour cinquante guinées.

Il avait l'air tellement enthousiasmé que Mrs. Clowes rougit.

— Qu'est-ce que c'est que cette histoire d'enfer ? interrogea-t-elle. Je suis une femme seule et j'y pense souvent.

— Vous seule ! protesta de nouveau Jock. Avec tous ces gosses ?

— Ouais !

Il y eut un silence.

— Ecoutez-moi, Missis ! s'écria-t-il en sautant sur ses pieds. Il faut que vous veniez là-bas, à la chapelle de Bethesda, dimanche matin, pour y entendre la parole de Dieu. Ça sera votre salut.

Mrs. Clowes secoua la tête.

— Nenni !

— Et vous amènerez vos enfants, insista-t-il.

— Si encore c'était vous qui prêchiez... ! dit-elle, détournant les yeux.

— Ce sera moi qui prêcherai, répondit-il d'une voix orgueilleuse et forte. Et je parierais un dollar de battre n'importe qui de cette ville en chaire.

Il s'oubliait. C'était là un accident qui lui arrivait souvent.

* * *

La chapelle de Bethesda était pleine le dimanche matin, en partie parce que c'était la St-Martin et en partie parce que le prédicateur était Jock à la grâce de Dieu. Le fait qu'il eût été choisi pour prêcher dans la chapelle principale de la secte à l'occasion d'une fête aussi importante témoignait des progrès déjà faits par lui dans l'estime du cercle restreint d'experts qui aidait le pasteur à établir sa liste trimestrielle de prédicateurs. En ce qui concernait le grand public, il était sûr d'être bien accueilli par lui. Environ seize cents personnes s'étaient entassées dans la chapelle et il n'y avait pas une place vide dans la nef et les galeries. L'emplacement réservé aux choristes et aux joueurs de contre-basse avait lui-même reçu des visiteurs en surnombre. Et pas une fenêtre n'était ouverte. A cette époque, les gens ne s'étaient pas encore avisés que l'air ne constitue pas une menace pour l'existence. L'assemblée tout entière étouffait et ne détestait pas cette sensation, car, en vertu d'une loi mystérieuse, il semblait que la transpiration aidât à l'émotion religieuse. Un grand nombre de femmes s'éventaient et, parmi celles-ci, se trouvait une très grosse personne, rouge comme une pivoine, d'environ quarante ans, en magnifique toilette

jaune et capote rouge et noire, portant sous un bras un gros garçon et une petite fille et sous l'autre un autre gros garçon et une autre petite fille. La splendeur de ce groupe familial formait un contraste assez singulier avec l'aspect minable des places gratuites où un commissaire l'avait installé.

En chaire, et dominant toute l'assemblée, se trouvait Jock à la grâce de Dieu qui était en sueur comme tout le monde. Il avait, en redingote, un air assez majesteux qui contrastait violemment avec son aspect négligé et pauvre de tous les jours. Ses yeux brillaient ; ses bras se levaient en des gestes irrésistibles. Il fit une pause qui produisit un grand effet, puis, levant un verre de sa main gauche, y trempa ses lèvres. C'était le signal qu'il était arrivé à sa péroraison. Ses péroraisons étaient célèbres. Et ce matin-là tout le monde sentait — il le savait lui-même — que toutes celles qu'il avait faites jusque-là allaient être surpassées. Il avait pris pour sujet la colère divine et le caractère transitoire de la vie humaine ici-bas. « Oui, annonça-t-il d'une voix qui se faisait de plus en plus tonitruante, tout disparaîtra. Et, comme un vain rêve qui se dissout de lui-même, les tours couronnées de nuages, les palais magnifiques, les temples solennels, le globe terrestre lui-même . . . Oui, je le dis en vérité, tout ce qui lui appartient s'anéantira, confondu dans la même insubstantialité et sans laisser la moindre trace. »

Il avait baissé la voix en prononçant les derniers mots. Après un silence dramatique, il ajouta, comme dans un souffle, levant les sourcils et dirigeant son regard droit sur la grosse femme en jaune : « Nous sommes faits de la même étoffe que nos rêves et notre pauvre petite vie est baignée de sommeil. Que Dieu étende sur nous sa miséricorde ! Hymne 442. »

L'effet fut prodigieux. Les hommes poussèrent des soupirs et les femmes se mirent à pleurer, tant la réaction était violente. Jock était orateur ; il empoignait son public.

Il savait bien, et tout le monde savait bien, qu'aucun prédicateur professionnel des Cinq Villes ne pouvait aussi bien que lui faire ce qu'il voulait d'un auditoire. Car,

lorsqu'il était vraiment transporté, on pouvait presque voir des vagues d'émotion passer sur les visages levés vers lui, comme des vagues de vent sur un champ de blé.

Et, ce matin-là, il avait été transporté.

* * *

Mais dans la sacristie, après l'office, il trouva des ennemis sous la forme de Mr. Brett et de Mr. Hanks, délégués l'un au service de la chapelle et l'autre à celui de la propagande. Tous deux étaient, comme Jock, prédicateurs locaux mais, malheureusement, la sainteté de leur vie ne les protégeait pas contre les ravages de la jalousie. Aucun d'eux n'était capable d'émouvoir un auditoire, ni même de remplir une chapelle de village.

— Frère Smith ! dit Jabez Hanks en fermant la porte de la sacristie. C'était un homme grand, à longue barbe grise, sans moustache. — Frère Smith, nous avons eu, mon frère que voici et moi l'inspiration de vous demander quelque chose.

— Demandez ! répondit Jock.

— Est-ce que c'est bien vous qui avez trouvé ces expressions : les « tours couronnées de nuages », « le vain rêve qui se dissout de lui-même », etc. ? Je vous le demande en toute civilité.

— Et en toute civilité je vous réponds que oui.

— Parce que, continua malicieusement Jabez Hanks, j'ai là *les Beautés de Shakespeare*, de Dod, et j'y trouve exactement les mêmes mots dans une pièce de théâtre appelée *la Tempête.*

Jock pâlit un peu en voyant Jabez Hanks ouvrir son livre.

— Il est possible qu'ils appartiennent aussi à Shakspeare, répondit-il sur un ton dégagé.

— Il y a une quinzaine, j'ai commencé à avoir des soupçons, à la chapelle de Moorthorne, dit Jabez.

— Des soupçons de quoi ?

— Que vous citiez Shakspeare en chaire.

— Et est-ce qu'on ne peut pas citer dans un sermon ? Mais dites, Jabez Hanks, je vous ai entendu citer Matthew Henry à tire-larigot.

— Vous ne m'avez jamais entendu citer une pièce de théâtre en chaire, Frère Smith, répondit Jabez Hanks majestueusement. Et, tant que je serai délégué à cette chapelle, de telles pratiques n'y seront pas tolérées.

— Vraiment ? demanda Jock sur un ton de défi.

— C'est profaner le Temple du Seigneur, voilà ce que c'est. Vous prétendez que vous êtes contre les théâtres de la Foire, et voilà que vous venez nous réciter des pièces dans une chaire chrétienne. Vous, contre les théâtres, allons donc ! Est-ce qu'on ne vous a pas vu parler une heure entière à une de ces drôlesses d'actrices, vendredi soir ? Et regarder en cachette, hier soir, entre les toiles de la baraque ? Et maintenant . . .

— Maintenant, quoi ? demanda Jock, s'approchant sur la pointe élastique de ses pieds et levant les yeux vers la haute stature de Jabez.

Celui-ci reprit haleine.

— . . . Et maintenant vous introduisez vos belles créatures dans la maison du Seigneur ! Vous, un serviteur du Christ, vous . . .

Jock à la grâce de Dieu interrompit cette phrase d'un coup de son poing intrépide qui eut apparemment pour effet de soulever Jabez par le menton et de le laisser tomber à la façon d'une masse, comme si ses vêtements s'étaient subitement transformés en un sac rempli de foin.

— Bien le bonjour, frère Brett, dit-il, prenant son chapeau et faisant claquer la porte.

Il s'en alla par les derrières de la chapelle et arriva par des issues détournées à Aboukir Street, qu'il remonta en affectant une magnifique tranquillité jusqu'au coin de Trafalgar Road, à l'endroit où se trouvait et se trouve encore le grand hôtel du Dragon. Les fidèles de plusieurs chapelles étaient en train de se disperser lentement aux alentours de ce coin fameux et il dut saluer plusieurs de ses propres auditeurs. Puis, soudain, il aperçut Mrs. Clowes et ses quatre enfants entrer dans le bar de l'hôtel.

Après avoir hésité une seconde, il suivit la petite flottille bariolée et son bâtiment convoyeur.

Le bar était presque rempli de gens des deux sexes. Mais Mrs. Clowes et ses enfants étaient les seules personnes de l'assistance qui fussent allées à l'église ou à la chapelle.

— Voilà le prédicateur, maman! murmura Kezia en rougissant.

— Hé! dit Mrs. Clowes, se tournant vers Jock avec un air très aimable. Je n'aurais pas cru vous rencontrer ici, Mister! Il faisait si chaud dans cette chapelle que nous étions tous morts de soif... Quatre bocks et une pinte, s'il vous plaît. (Ceci au garçon.)

— Et une pinte pour moi aussi, dit Jock avec la décision du désespoir.

Ils s'assirent familièrement. Imaginez cette mère emmenant ses enfants au cabaret et leur faisant boire de la bière, un dimanche surtout, et juste après le sermon! Imaginez ce prédicateur local allant droit de la sacristie au même endroit pour y boire en compagnie d'une artiste foraine! De tels phénomènes étaient tout simplement et totalement inconcevables! Et pourtant ils étaient réels pour Jock; il les aidait à se produire; il y jouait même un rôle actif! Et, en dépit des énormités de sa conduite, Mrs. Clowes lui apparaissait comme une femme des plus agréables et des plus convenables, pleine de bonté et de qualités maternelles — sans parler de ses attractions personnelles. Et ses enfants, qui se cachaient chacun derrière un gobelet, étaient très bien élevés.

— Ça me fait du bien, dit Mrs. Clowes, engouffrant sa bière. Et on a besoin de quelque chose pour se remonter un jour comme aujourd'hui! Nous avons joué *Belphégor*, *la Sorcière* et une arlequinade, hier soir. Et aucun de ces enfants n'est allé se coucher avant minuit et demi. Mais j'avais décidé de les amener à la chapelle ce matin. Et je ne suis pas fâchée d'y être allée. Hé, Mister, quel Virginius vous auriez fait! Je n'ai jamais entendu prêcher comme ça — il est vrai que je n'ai pas entendu beaucoup prêcher!

— Et vous n'entendrez jamais plus rien de pareil, dit Jock. Et si, grâce à ce sermon, j'ai sauvé une âme, Missis...

Il la regarda fixement et se mit à boire.

— Peut-être bien que vous en avez sauvée une, répondit-elle, baissant les yeux.

*
* *

Moins d'une semaine plus tard, à la tombée de la nuit, une roulotte quitta la ville de Bursley, se dirigeant par la route de Moorthorne vers Axe-in-the-Moors, métropole des landes sauvages qui séparent le Staffordshire septentrional du Derbyshire. Cette roulotte était la dernière de la caravane de Mrs. Clowes et elle quittait la foire presque la dernière. Grâce à l'intérêt populaire qui s'attachait à la carrière publique de Jock à la grâce de Dieu, carrière à laquelle Mrs. Clowes se trouvait, on ne savait trop comment, associée, le théâtre de celle-ci avait eu plus de succès, était resté ouvert plus longtemps, avait brûlé plus d'huile de naphte et avait fait plus d'argent qu'aucune des autres attractions de la foire. Les autres roulottes qui faisaient partie de l'entreprise de la grosse dame (il y en avait trois en tout) étaient parties en avant avec les aînés de ses enfants, ses gendres, belles-filles, petits-enfants et le lourd matériel de tentes et de piquets employé pour la baraque. Mrs. Clowes, qui traitait toujours ses affaires elle-même, par habitude, formait l'arrière-garde quand on quittait une ville. Et il arrivait qu'en raison de la négligence qu'elle apportait à régler ce qu'elle devait aux autorités municipales pour l'eau, le terrain et autres commodités nécessaires, elle restât plusieurs milles en arrière de sa tribu.

La roulotte de la patrone, encore qu'on ne puisse la comparer aux magnifiques véhicules des forains de nos jours, n'en était pas moins un vaste et majestueux spécimen du genre et représentait ce qu'on pouvait alors acheter de mieux. La partie antérieure se composait d'un salon-cuisine et l'autre formait dortoir. Dans ce dortoir Kezia, Sapphira et leurs jeunes frères étaient en train de dormir

profondément. Dans le salon-cuisine était assise Mrs. Clowes, chaudement vêtue, tenant les rênes de sa main droite et de l'autre un livre broché en mauvais état. C'était la fameuse pièce intitulée *le Joueur*, et Mrs. Clowes était en train d'apprendre le rôle de Dulcibel. Ce n'était pas un rôle pour ses moyens physiques, mais Hephzibah, sa fille prolifique, à laquelle il appartenait par prescription, ne pouvait vraiment plus le jouer et serait même dans l'impossibilité de monter sur les planches pendant un mois au moins. Et la saison n'était pas encore finie, car le public de cette époque avait plus d'endurance que celui d'aujourd'hui.

Les mains négligentes de Mrs. Clowes laissaient flotter les rênes qui passaient par l'intervalle ménagé entre les deux battants de la porte maintenus écartés. En jetant de temps à autre un regard par cet intervalle, elle pouvait apercevoir le miroitement de la lampe sur le flanc du cheval. Les seuls bruits perceptibles étaient ceux des sabots, des roues sur la route humide, parfois un choc de porcelaine dans un râtelier, quand la voiture descendait violemment dans une ornière, et le murmure régulier de sa propre voix, tandis qu'elle apprenait par cœur les tirades grandiloquentes de Dulcibel.

Puis elle entendit un nouveau bruit, mais ne s'en aperçut qu'après qu'il eût été répété plusieurs fois. C'était le cri d'une voix humaine sur la route.

— Missis !

Elle ouvrit toutes grandes les portes de la roulotte et jeta au dehors un coup d'œil prudent. Jock à la grâce de Dieu était là, naturellement, inévitablement, marchant sur le bord de la route, à la hauteur de la queue du cheval ! Il allait d'un pas agile, car c'était un excellent marcheur, mais il respirait fort et vite, car il avait monté à la course la pente raide d'un coteau pour rattraper la roulotte.

Il avait aux mains un paquet et un bâton et, sur la tête, un magnifique, mais pesant chapeau de castor.

— Je vais du même côté que vous, Missis, dit-il.

— Apparemment, répondit-elle avec la prudence qui convenait.

— Est-ce que vous pouvez me prendre ? demanda-t-il.

— Avec plaisir. Et le visage de Mrs. Clowes se transforma avec la rapidité de l'éclair de manière à justifier ces paroles.

— N'arrêtez pas. Ce n'est pas la peine ! cria-t-il.

En un instant il eut sauté avec aisance à l'intérieur de la roulotte et se trouva assis à côté de la patronne sur l'escabeau des enfants.

— En voilà un chapeau pour voyager ! s'écria-t-elle.

Jock l'enleva, l'examina avec amour et le remit.

— Je n'ai pas pu le laisser, dit-il avec un soupir. Puis il ajouta sur un autre ton : Missis, nous nous sommes pas mal vus cette semaine et pourtant voilà que nous nous séparons sans nous dire adieu, sans souffler mot de l'état de votre âme !

Mrs. Clowes souleva son énorme poitrine et secoua les rênes.

— J'ai eu bien des ennuis dans ma vie ! remarqua-t-elle mystérieusement.

— Racontez-moi ça, Missis !

Et voici qu'au bout d'un instant, captivée par son sourire, elle lui parlait avec la plus grande familiarité des maladies de ses plus jeunes enfants, des escapades de sa fille âgée de quinze ans, du caractère maussade d'un de ses gendres, des canailleries qu'un autre commençait à commettre, des périls qui menacent la vie des petits enfants, de la nécessité enfin de repeindre la grande roulotte et de se procurer de nouvelles toiles peintes pour le devant de la baraque. Tous les soucis que peut connaître une reine de la grand' route y passèrent !

— Et je suis si grosse ! ajouta-t-elle, et je n'ai pas encore quarante ans — il s'en faut de deux ans — et je suis grand'mère !

— Je le savais ! s'écria Jock.

— Si je n'étais pas une masse de graisse...

— Vous êtes la plus belle masse de graisse que j'aie jamais vue, et vous pouvez m'en croire ! interrompit-il.

*
* *

Puis des bruits déconcertants montèrent du vaste monde, en avant de la roulotte. Le cheval s'arrêta. La double porte fut forcée de l'extérieur, et une forme sombre avec des yeux qui paraissaient tout blancs dans un visage noirci remplit l'entrée. La roulotte avait traversé le village de Moorthorne peuplé de mineurs et c'était un de ceux-ci, adonné à la maraude aux alentours, qui venait d'apparaître. Lorsque les mineurs se mettaient à faire du brigandage, la nuit, ils ne prenaient pas la peine de se laver la figure après le travail. La poussière de charbon leur venait utilement en aide car elle leur donnait une ressemblance précieuse avec le diable.

Jock à la grâce de Dieu bondit, comme projeté par une catapulte.

— C'est toi, Jock ? cria le mineur stupéfait.

— Oui, mon vieux ! répondit brièvement celui-ci.

Et il envoya au brigand un coup de poing au menton qui le fit tournoyer dans l'obscurité. D'autres voix résonnèrent dans la nuit. Jock se précipita vers la porte, tirant un pistolet de sa poche. Et Mrs. Clowes, tremblante comme une feuille, entendit des détonations. Le cheval se mit à galoper. Les rênes échappèrent des mains de sa conductrice, mais Jock s'en empara et le fouettant avec les bouts, le fit accélérer son allure.

— Je vous ai sauvée, Missis ! dit-il au bout d'un moment. Je lui ai envoyé un beau marron sous le menton, le même que celui que j'ai décoché à Jabez, dimanche. Mais a-t-on idée d'une femme qui s'en va errer toute seule sur les routes la nuit, avec une bande d'enfants ?... Et ils auraient dormi même pendant la bataille de Trafalgar, ajouta-t-il.

Mrs. Clowes se mit à pleurer.

— Ah ! vous pouvez le dire ! murmura-t-elle. Et ce n'est pas la première fois qu'on s'est mis après moi !

— Vous n'êtes qu'une gosse, malgré toute votre graisse et vos petits enfants ! dit Jock. Séchez vos yeux ou c'est moi qui vais le faire pour vous !

Elle sourit au milieu de ses larmes. C'était une invitation pour lui de mettre sa menace à exécution.

Et, tandis qu'il lui essuyait les yeux, elle demanda :

— Jusqu'où allez-vous ? Jusqu'à Axe ?

— Ouais ! et plus loin ! Est-ce que je suis capable de faire un acteur, je vous le demande ? Est-ce que je sais me battre, je vous le demande ? Est-ce que vous pouvez vous passer de moi, je vous le demande, seule comme vous l'êtes ? Et votre âme, qu'il faut que je sauve !

— Mais votre boutique de Bursley ?

— Voilà mon baluchon, dit-il, et voilà mon plus beau chapeau. Et j'ai de l'argent et un pistolet dans ma poche. La seule chose que j'aie complètement oubliée, c'est mon cornet à piston. Mais je le ferai venir et j'en jouerai à mon mariage. Je suis Jock à la grâce de Dieu.

Et pendant que la roulotte s'en allait lourdement dans la nuit noire à travers la lande sauvage et désolée ; pendant que les enfants dormaient à poings fermés à l'arrière ; que la vaisselle cliquetait sans relâche dans les râteliers et que la lampe se balançait, le petit homme mince, agile, aux cheveux gris s'arrangea, tout en tenant les rênes, pour prendre dans ses bras la vaste et aimable créature qu'il désirait. Et la roulotte se mit à véhiculer un roman magnifique.

Arnold BENNETT.

(Traduction de Maurice Lanoire.)

RAMAGES

A RAMÓN GÓMEZ DE LA SERNA.

Suivre, sur une tapisserie, le dessin entrelacé, sans commencement ni fin, des ramures vertes, les perdre, les retrouver, sauter de l'une à l'autre, en détacher ses yeux pour un pur rêve d'air et de vide, recommencer.....

Et que ce babillage informe soit enfin le chant ou le murmure de la toute liberté, pareil à cette effusion ingénue de l'âme des oiseaux perdus dans ces ramures,... leurs ramages.....

Les Vitres striées

Dans le tramway, je regarde, assis sur ma banquette, la vitre striée à travers laquelle le paysage de la Seine m'apparaît, indéfiniment déformé. Les branches d'arbres ont des zigs-zags d'éclairs, les figures, à peine happées par le rectangle clair, s'étirent, comme apparues dans les miroirs forains qui font rire.

Et d'abord cela amuse. Puis on se lasse... Et des idées, des idées tristes vous viennent...

Penser que l'on pourrait ainsi laisser passer, en le trouvant grotesque, le visage de la femme la plus attendue, de la seule, si Elle se trouvait debout sur quelque refuge, de l'autre côté de cette vitre ! Pauvre visage ! fragilité des belles choses ! On l'imagine devenu affreux, tout *ondé*, simplement par l'interposition de ce verre...

Mais n'y a-t-il pas, pour séparer les âmes, des malentendus aussi définitifs que ces vitres striées ? Ils passent ainsi, tout le long de la vie, posant sur chaque objet et d'abord sur l'âme adverse ce léger masque ridicule. On sent bien qu'un peu de courage suffirait pour briser l'absurde cristal, un simple coup de poing. Mais il faudrait se lever de la place où s'accagnarde notre paresse, il faudrait tenter le geste inconforme. Peur du scandale...

L'Éternel vaincu

Lorsqu'un homme n'en peut plus d'une situation par trop injuste, et qu'il éclate, et qu'il dit enfin, avec violence, son fait à l'imbécile qui lui a nui toute l'existence, il est rare qu'une fois sa colère passée, il ne présente à l'imbécile — dont la stupeur offusquée l'impressionne — toutes ses excuses « pour un moment d'emportement. »

Mais il a bien tort.

Car l'imbécile ne fait que prendre un nouvel avantage sur lui, et que se confirmer plus encore dans la solidité de sa situation d'imbécile.

Si tu as raison, cher honnête homme, mon frère, si souvent brimé et bafoué, si tu as raison, c'est précisément au moment de ta colère. Mais tel est le scandaleux prestige du calme et de la maîtrise de soi (attitude d'autant plus facile aux imbéciles qu'ils n'ont presque rien à dompter en eux-mêmes), tel est ce révoltant prestige que tu t'imagines avoir été trop loin, et que tu te repens. Coupable faiblesse. Car la situation fausse dont tu souffrais continue, désormais aggravée d'un malentendu à jamais insoluble, puisqu'il faudrait, pour la dénouer, de nouveaux accès, aussitôt arrêtés par un air de tête de l'imbécile, un air supérieur, un air *calme*, voulant dire : « Mon cher, vous me l'avez déjà faite. Ne seriez-vous qu'un exalté ?... »

La Résignation du Stylographiste

Il avait expérimenté toutes les sortes possible de stylographes : les gros, les petits, les minces, les interminables, ceux à qui l'ami de Marcel Proust a donné son nom de « Cygne » comme ceux que je dirais « Ondins » (Waterman), sans compter tous les types économiques, dont le corps est de cuir bouilli et le bec quelque incertain succédané de l'or. Avec chacun, il avait eu une déception particulière, avec tous il avait eu celle-ci : que l'encre ne coulait jamais dans le canal. Il fallait secouer sans cesse l'instrument pour amener cette fameuse encre au bout de la plume. Et comme le pauvre scripteur (je dis scripteur parce que je pense qu'il faut réserver le mot *écrivain* pour les occasions où la chose écrite présente en soi quelque importance, — ce qui limite singulièrement l'usage de ce dernier vocable) et comme, dis-je, le pauvre scripteur était fort soigneux, ayant gardé de son temps d'écolier modèle le fétichisme des objets de son travail, il ne pouvait se résoudre à faire comme *ils* font tous : c'est-à-dire vivre au milieu d'une constellation sans cesse renouvelée de taches d'encre, constellation qui rend pareil à un « négatif » du firmament l'entourage immédiat (table, plancher, tapis, documents, livres, bibelots) de tout stylographiste. Il prenait donc des précautions minutieuses pour ne rien gâter, installant à sa droite, lorsqu'il travaillait, une feuille de papier sacrifiée et tâchant de circonscrire aux limites de ce rectangle les pâtés qu'il était obligé de faire.

Autre supplice, moral cette fois. Car si le stylographiste vulgaire, pareil à un Louis XV de l'aniline, secoue son stylo dans toutes les directions, sans s'inquiéter des suites, il a du moins cette satisfaction d'ignorer ce qu'il perd du précieux liquide par cette aspersion incessante.

Mais lui, sur cette fatidique feuille, il en pouvait noter le noir déluge. Au lieu de vingt-cinq mille mots promis par la quatrième page des journaux pour un seul chargement, c'est à peine s'il en pouvait aligner mille. Vingt-

quatre mille mots gisaient donc là, sous la forme de pastilles liquides, absolument perdus pour l'idéal.

C'était plus que n'en pouvait supporter ce neurasthénique. Il ne renonça point au stylo, parce que nulle plume au monde ne rend (comme aisance, douceur, égalité d'humeur, docilité, perfection), ce que donne une bonne plume une fois trouvée de stylo. Mais il acheta un encrier et, — hérésie ! — trempa la plume de son swan dans de l'encre, qu'il acheta spéciale par politesse.

Bien entendu, entre autres conséquences de cette décision sévère, il ne peut plus voyager. Car on ne se déplace pas avec un encrier. Alors, oui, il écrit comme il veut, sans secousses et sans taches, mais il ne bouge plus de chez lui.

Génération indéfinie

N'êtes-vous point frappés par ce que prennent tout à coup d'immortel, de fécond, de foisonnant, certaines paroles, certains *tours* de pensée d'un auteur ? Certes, ces paroles, ces formes, on les trouvait exquises, mais rien ne faisait prévoir qu'elles deviendraient ainsi, de préférence à tant d'analogues ou de différentes, les *mères* d'autres, puis d'autres, puis d'autres, à l'infini. Ainsi ce qui s'est passé pour certains laforguismes. On les retrouve, multipliés sans mesure chez les derniers représentants des écoles actuelles, chez ceux qu'on appelle sommairement les cubistes. Et j'estime même que les traces ici de Laforgue sont bien plus profondes, sinon plus apparentes, que celles, dont on a tant fait cas, de Rimbaud.

C'est l'histoire de la cellule qui a eu de la chance, qui, dans la foule innombrable des cellules mâles, a rencontré les circonstances favorables et devient le générateur d'une famille puissante, elle-même protégée par de mystérieux destins contre les désastres et les périls qui menacent toute chose vivante. La littérature n'est que l'histoire de ces « chances » biologiques.

La Déception de Candaule

Elle était très belle. On ne l'avait jamais cru. Toujours, l'admiration publique allait, — comme c'est sa pente — à des graillons somptueusement vêtus, dont on disait, avec cette sottise panurgique propre aux gens du monde : « C'est une bien jolie femme ! » La vraie belle femme passait ainsi, inaperçue et cela irritait son amant qui, un soir, de dépit, dans une fête, lui arracha sa robe, et elle apparut toute nue, vraiment splendide.

Il s'attendait à un cri d'admiration unanime. Il s'imaginait que la beauté est une évidence.

Mais les gens ne comprirent pas mieux sa beauté nue qu'ils ne l'avaient comprise vêtue. Simplement furent-ils offusqués par cette action insolite, à laquelle d'ailleurs les femmes présentes, par leur silence obstiné, firent en sorte de ne pas donner les proportions d'un scandale.

Les Seins

Les romanciers ne décrivent jamais le sein d'une femme sans le présenter comme une chose ferme et ronde, parfaite. Pudeur charmante. Embellissement de leurs souvenirs. Et les plus réalistes ici s'effarent devant la vérité. Ils mentent aussi effrontément que les lyriques les plus fous. La vérité est que les femmes, non seulement n'ont presque jamais de beaux seins, mais qu'elles ne savent même pas ce que c'est. Il faut voir de quoi sont fières celles qui en sont fières... C'est affligeant.

Il y a une très grande indulgence de notre part dans cette surestimation des charmes de nos compagnes. Et si jamais il me fallait une preuve de la *bonté* qui fait le fond de l'âme masculine, je la trou-

verais dans cet aveuglement à demi volontaire. C'est comme si nous les prenions dans nos bras, les pauvres abîmées, en fermant à demi les yeux et en leur disant : « Allons, allons ! ne vous en faites pas. *Ils* sont très bien !.. »

Quant aux romanciers dont je parlais tantôt, leur attitude dans la question prouve que, malgré tout ce qu'on en dit, et leurs propres théories sur l'exactitude de l'observation, la conscience de l'analyse et autres solennelles balivernes ils sont irréductiblement, des poëtes lyriques, des transfigurateurs.

Le Panthéisme

Les romanciers parlent aussi beaucoup de la vie universelle, de la communion avec la nature. Ils ont raison. Mais vous remarquerez que ces grands élans exigent certaines conditions climatériques somme toute assez exceptionnelles. Il faut qu'il fasse chaud, et parfaitement beau, et qu'on soit à la campagne, et qu'on n'ait pas d'ennuis d'argent. Un homme qui, même en parfaite santé, vit dans une chambre chauffée par un radiateur, tandis qu'au dehors le temps est gris, celui-là, je le défie bien de sentir couler dans ses veines le sang de « la vie universelle ».

Au fond, sauf de très rares instants, cette vie universelle à laquelle pourtant nous participons sans cesse, nous sommes toujours en état de réaction contre elle, de défiance, de lutte. Nous vivons enfermés dans la solitude de notre condition humaine, hostiles à la nature. Et c'est peut-être l'effort suprême des civilisations les plus hautes, leur chef-d'œuvre, de nous permettre, au prix d'ailleurs de mille cruautés sociales, ces moments de communion, ces moments d'émotion supposée primitive. L'homme primitif est toujours traqué, l'animal combien plus encore !... Son cœur ne bat, semble-t-il, que de terreur.

Déperditions

Dans le plus petit bouis-bouis, examinez avec soin le spectacle et vous serez étonné de tout ce qui se perd là, chaque soir, de talent et d'efforts, sans que presque personne s'en doute. Et plus l'on monte haut dans l'échelle de l'activité humaine, plus ce phénomène est saisissant. Eternels sacrifiés que les artistes ! Quand on pense à ce que leur a coûté la mise au point de la moindre chose qu'ils « présentent », et comment les accueille, distrait, blasé par incompétence, malveillant, le public toujours à moitié endormi... Le contraste est terrible.

Tout n'est ainsi que pertes, gaspillages, gâchages. Oh ! ces professeurs qui ont pris tous leurs diplômes et qui enseignent des enfants de quatrième à boulettes de papier mâché et à lézards ! Oh ! ces artistes !... Et aussi, si l'on veut, ces amants merveilleux et sensibles, dépensant des trésors intérieurs pour des sottes qui ne les écoutent ni ne les regardent !

L'Amour et la Danse

L'amour et la danse semblent avoir des correspondances fort étroites, encore que bien subtiles. Mais on ne saurait, sans erreur, les comparer complètement l'un à l'autre.

Ceux qui aiment vraiment danser et qui ont éprouvé toutes les déceptions que réserve la recherche du complémentaire idéal me comprendront si je dis, brutalement, qu'il est plus facile de trouver quelqu'un pour faire l'amour que quelqu'un pour faire la danse.

Non qu'on puisse faire l'amour avec n'importe qui. Mais enfin, on peut se contenter d'à peu près fort agréables, et notre bonne volonté, aidée par les complaisants mirages de notre vieux compère le Génie de l'Espèce,

met au point bien des divergences. La danse est autrement exigeante.

C'est que la Nature, toujours un peu hâtive, n'y regarde pas de si près pour arriver à ses fins. Bien au contraire, elle tire parti des contrastes mêmes, elle en joue, et c'est là sa virtuosité suprême. Pour ce pauvre résultat auquel elle tend toutes ses forces : un enfant moyen, composante inerte des énergies les plus violentes opposées, tache gris-sale obtenue par la fusion des plus purs éléments du prisme, elle fait se rapprocher, à grand renfort parfois de larmes et de drames, les brunes et les blonds, les grands et les petites, les bons garçons et les filles acariâtres. Mais l'enfant que font ensemble le danseur et la danseuse est aussi idéal qu'Astrolabe, c'est un être intouchable, évanoui aussitôt que créé, encore qu'il ait été quelques instants d'une réalité absolue. Que reste-t-il, la musique achevée, d'un beau tango, d'une valse parfaite ? Matériellement rien. Et pourtant, demandez aux deux artistes qui les ont créés, dans un moment d'inspiration, d'une inspiration, après tout analogue à celle qui prélude aux chefs-d'œuvres des autres techniques, s'ils n'en gardent pas le souvenir ému.

Eh bien ! pour le réussir, cet enfant inconstant et éphémère, il a fallu que ces deux êtres fussent réunis par des convenances magnétiques innombrables, échappant à toute analyse, dont l'accord est cent fois plus rare que celui de l'amour.

Et c'est peut-être là ce qui explique l'inquiétude et la nervosité qui constitue le fond secret du caractère des danseurs, malgré l'allégresse légère que leur donne l'excitation de leurs exercices quotidiens. Ils ont tant de peine à s'apparier ! Et quand ils y ont réussi, il semble que toutes les forces sociales se coalisent contre eux, absolument comme elles le font pour les couples d'amour. Tout s'ingénie à les dissocier : les différences de fortune, de caste, que sais-je ? la jalousie de ceux qui les entourent. Leurs heures de liberté ne coïncident jamais. Demandez à un de ces sylphes de salon le nombre de soirées parfaites qu'il a passées, de toute sa carrière, je veux que ce soit le bout du monde s'il en avoue seulement huit ou dix.

LES PAS DANS LES PAS

Quelle fatigue de retrouver, sous la plume d'un auteur qui débute, et à qui l'on voudrait tant témoigner de la sympathie, ces éternels étonnements devant la découverte de l'amour et de la nature, dans les mêmes formes, ou si peu changées ! Poèmes en prose ! poème en proses, tout ne sera-t-il donc, éternellement, qu'un motif de poèmes en prose ?... On s'est à soi-même depuis longtemps interdit ces jeux, comme trop faciles. On s'est donné pour règle de ne commencer qu'à partir d'un peu plus loin, tout cet en-deçà étant supposé connu, étant sous-entendu.

Fatigue ! Fatigue aussi devant cette quasi certitude qu'on n'osera point dire (car on a quelque scrupule précisément d'ouvrir l'ère des sévérités nécessaires par l'exécution de ce bon jeune homme, si pareil à nous-même jadis, et donc si désarmé, si fragile, si écorché — nous ne sommes pas Hercule pour nettoyer des écuries d'Augias gardées par un palefrenier si innocent), qu'on n'osera point dire :

— Non, non, attendez d'avoir vécu, vous verrez un jour que tout cela c'était du papier gaspillé.

Il pourrait si bien répondre :

— Mais vous-même, Monsieur ?...

Et à votre tour :

— Hélas ! mais c'est justement parce que moi-même j'ai commis cette erreur sans trouver personne pour m'en dissuader...

Discussion inélégante, sans fin, stérile ! On cède. Mais la question demeure intacte. C'est elle qui sépare les générations. Et il faut qu'elles soient ainsi séparées. Un homme qui s'acharne à suivre le mouvement des jeunes, sans jamais le critiquer et simplement parce que c'est la nouveauté, me fait irrésistiblement penser à un rhétoricien qui continuerait à suivre, aussi, les cours de huitième, pour savoir ce qui fait vibrer l'imagination des élèves de cette classe. Pense-t-il que

les gosses l'en estimeraient pour cela ? Ils riraient bien, au contraire.

Tout cela, c'est de la sénilité qui se donne le change. Il faut avoir le courage de passer son année dans la classe de son âge et de ne pas toujours avoir les yeux fixés sur la porte de communication avec la classe précédente. Disons-nous donc, tout simplement, que c'est une pièce condamnée. Le présent seul, notre présent, a quelque chose à nous apprendre.

Ante Porcos

Pourquoi les gens à côté de qui nous nous laissons aller à penser tout haut, dans certaines circonstances, sont-ils presque toujours des sots ou des « mufles » ?

Je dis « à côté de qui » exprès, car il est remarquable, en effet, qu'à ce moment-là, nous ne les regardons pas. Leur vue directe, de face, gèlerait nos confidences. N'empêche que ces confidences, nous les leur faisons, leur avouant ainsi des choses que nous avons, pendant des années, hésité à dire à ceux que nous estimons, que nous aimons le plus.

Perversité ? Oui. Mais pourquoi ?

Faut-il voir dans cette démarche, dont l'inexplicable et le bizarre nous irrite tellement nous-mêmes à la minute expresse où nous y consentons, une forme, ultra secrète, de la pudeur ? Tous ces trésors, ne les jetons-nous pas ainsi devant des pourceaux qu'afin d'être absolument sûrs que personne jamais n'aura l'idée de les prendre pour des trésors ?

Unilatéral

Les femmes, qui trouvent si naturel de s'adresser à leur amant lorsqu'elles éprouvent la tentation d'en aimer un autre (« Protège-moi contre moi-même, c'est

ton rôle, ô mon frère ! Tu vois clair dans l'innocence foncière de ma psychologie, si explicable, si fatale »), n'admettent jamais la réciproque, l'autre, l'infâme autre, l'ennemie, ne pouvant être, n'est-ce pas ? qu'une femme indigne du moindre intérêt. Nous n'avons qu'à déjouer les ruses de cette intrigante, et à ne pas prendre, hypocrites que nous sommes, pour de l'amour, les appels de notre vile sensualité masculine.

Francis de MIOMANDRE.

HEURES D'AVANT-GUERRE

L'ESPRIT DE 1914

En juillet 1914, je séjournais avec ma famille aux bains de mer de Saint-Lunaire, en Bretagne. Nous fréquentions presque exclusivement des Français et des Anglais, parmi lesquels de nombreux officiers. Apparemment, la situation générale n'était considérée comme alarmante ni en Angleterre ni en France, puisqu'aucun de ces officiers n'avait été rappelé.

L'ultimatum de Vienne éclata comme une bombe dans notre cercle paisible et désireux de repos. Il n'y eut, dès lors, plus qu'un sujet de conversation : Y aurait-il, n'y aurait-il pas de guerre mondiale ? A ma grande surprise, les journaux français comme les journaux anglais — les seuls que nous eussions sous la main — s'efforçaient, en dépit du ton provocant de l'ultimatum, de mettre au point tranquillement la situation. La population des campagnes bretonnes était dans un terrible état d'effervescence et d'angoisse. Les larmes plein les yeux, une pauvre femme me demanda : « Monsieur, croyez-vous une guerre possible ? Ça ne devrait pas être permis chez des peuples civilisés. C'est trop horrible, et puis, finalement, tous les peuples en souffriront. »

— Les étrangers cultivés paraissaient moins en peine ; ils comptaient encore sur le bon sens universel. Les Anglais citaient le livre réputé de Norman Angell : *La Grande Illusion.* Ils tenaient toute participation de l'Angleterre à une guerre pour absolument exclue « à moins que, — ne manquaient-ils pas d'ajouter — la neutralité de la Belgique ne fût pas respectée. » Les Français espéraient beaucoup de l'empereur d'Allemagne, espoir basé principalement sur ses anciens discours pacifistes. Que l'Allemagne pût avoir une part quelconque à l'ultimatum posé par l'Autriche, qu'elle pût même l'approuver, c'était là une idée qui ne venait à l'esprit de personne.

Moi-même, ayant envisagé sérieusement la situation, j'écrivis immédiatement à mon journal une lettre où je déplorais le fait de ne pas me trouver sur place et de ne pas pouvoir dénoncer comme elle le méritait l'insolence autrichienne. J'exprimais le ferme espoir que la rédaction du journal, aussi bien que les autres organes de la gauche allemande, s'opposeraient à toute connivence avec la politique agressive de Vienne.

Ma confiance fut notablement ébranlée lorsque aussitôt après l'expédition de la lettre, je reçus moi-même une lettre d'Allemagne, d'un partisan de la gauche, qui s'exprimait avec enthousiasme sur l'ultimatum et sur l'état d'esprit qu'il avait provoqué à Berlin. « Voilà enfin un langage viril ! » s'écriait-il avec admiration.

Le ton extrêmement modéré qui continuait à régner dans les feuilles françaises les plus chauvines et dans les journaux anglais réputés les plus *jingo* me décida à en rester à mon projet primitif, qui était de faire en Irlande un voyage d'étude. Le 28 juillet, je partis de St-Malo pour me rendre à Londres, où je retrouvai des amis qui arrivaient d'Allemagne. Mais après délibération, nous jugeons risqué de partir pour l'Irlande avant que la situation soit éclaircie, et nous décidons d'attendre à Londres la suite des événements.

Les 28 et 29 juillet, le ton de la presse anglaise nous parut plutôt rassurant. Nous constatâmes en particulier avec satisfaction que les journaux qui passaient pour le plus décidément hostiles à l'Allemagne usaient d'un

ton très modéré. Le *Daily Mail* ne faisait point exception. Les éléments radicaux du parti libéral avaient même organisé une campagne en faveur de la paix.

Le 30 juillet nous allâmes à la Chambre des communes et parlâmes avec différents députés. L'entretien que j'eus avec Joseph King, alors député radical-libéral, actuellement membre du parti ouvrier, reste pour moi inoubliable. M. King, spécialiste en matière de politique étrangère, s'est toujours distingué par son pacifisme. Il déclara qu'alors même qu'une grande guerre éclaterait sur le continent, l'Angleterre se tiendrait en dehors de l'action. « Nous avons à la Chambre des communes, dit-il, une majorité pacifiste assurée, composée de libéraux et de membres du parti ouvrier. A supposer même que certains membres du Cabinet fussent sympathiques à la guerre, ils ne trouveraient pas au Parlement la majorité nécessaire. » King s'arrêta soudain, puis reprit avec un visage grave : « Il est vrai qu'il y aurait un cas où l'Angleterre serait forcée d'intervenir : si l'Allemagne venait à violer la neutralité de la Belgique. L'Angleterre ne saurait voir Anvers entre des mains allemandes. Moi-même, quoique pacifiste convaincu, je me déclarerais peut-être dans ce cas pour la guerre. Mais le gouvernement allemand ne sera pas assez fou pour provoquer ainsi le monde entier ».

Le 31 juillet, après lecture des journaux du matin, mon ami et moi décidâmes de quitter l'Angleterre le soir même. La situation nous paraissait menaçante. Je télégraphiai à Saint-Lunaire à ma femme de partir immédiatement et de venir me rejoindre à Bruxelles. A ma consternation, elle me répondit qu'elle restait encore là-bas, trouvant ma nervosité peu motivée. Comme elle me l'expliqua plus tard, son insouciance s'appuyait sur les informations que lui donnaient ses relations anglaises et françaises qui, le 31 juillet encore, se refusaient à croire à un sérieux danger de guerre.

Je partis pour Bruxelles, résolu, une fois là-bas, à insister auprès de ma femme pour qu'elle quittât la France. Mais le télégramme que je voulus envoyer à mon arrivée ne put être expédié.

Le 1er août, une anxiété terrible régnait à Bruxelles. Dès l'aube, et jusque tard dans l'après-midi, les troupes mobilisées traversèrent continuellement la ville. La nouvelle que l'Allemagne avait réclamé du Luxembourg l'autorisation de laisser ses armées passer par le Grand-Duché inquiétait vivement les Belges, qui craignaient pour leur propre neutralité. Une feuille populaire, le *Petit Bleu*, inséra un article intitulé « Honte à la Barbarie ! Vive la France ! » Le gouvernement fit aussitôt confisquer cette feuille. La presse cléricale, par sympathie pour l'Autriche, s'exprimait sur un ton manifestement favorable à l'élément germanique. Quant à la presse libérale, elle se montrait neutre, non sans laisser percer une légère nuance de sympathie pour la France.

Le 2 août, l'excitation était quelque peu tombée. Rien de nouveau ne survenant, l'espoir de conserver la paix se ranimait. Je passai l'après-midi et la soirée au Club allemand, où se réunissent, à Bruxelles, tous les Allemands qui ont quelque influence sociale et politique. Une attente fiévreuse travaillait les esprits et provoquait un incessant va-et-vient d'arrivants et de partants. A côté de la grande question de la guerre, la question de la neutralité belge était au premier plan. Les uns doutaient, les autres ne doutaient pas qu'elle pût être sauvegardée. L'humeur des assistants variait à tout instant, selon les dernières nouvelles reçues. On se tranquillisa lorsque parvint de l'ambassade allemande l'information que l'Allemagne n'avait nullement déclaré la guerre à la Russie. On s'inquiéta de nouveau en apprenant que l'ambassade de France avait donné l'assurance absolue que la neutralité belge serait respectée, tandis que l'ambassadeur allemand à Londres s'était exprimé en termes évasifs. Tout à coup, un monsieur entre et annonce : « On ne touchera pas à la neutralité belge. J'arrive de l'ambassade, on y est tout à fait calme et rassuré. » Un industriel allemand déclara avec un soupir soulagé : « Dieu soit loué ! Je n'ai jamais cru l'Allemagne assez insensée pour se mettre exprès sur le dos une armée de 200,000 hommes. La mobilisation a bien mieux marché qu'on ne le supposait. Dans ma fabrique, vingt-huit hommes

ont reçu vendredi soir l'ordre de mobilisation, et samedi matin de bonne heure, ils étaient déjà sous les armes. N'avez-vous pas remarqué la bonne tenue des troupes qui traversaient la ville ? Le bruit doit en être sûrement revenu à Berlin. Bonne affaire, qu'on parle si raisonnablement à l'ambassade ! »

Sur ces paroles optimistes, quelques jeunes gens commandèrent du champagne.

Le 3 août, peu après six heures du matin, je fus réveillé par une grande rumeur venant de la rue. Courant à la fenêtre, je vis qu'on vendait des suppléments de journaux. Je m'habillai en hâte et allai en acheter un. Il renfermait l'ultimatum de l'Allemagne à la Belgique et la réponse négative du gouvernement belge.

Ainsi c'était la guerre ! — Les rues se remplissaient d'une foule dense. Je m'y mêlai. On était extrêmement monté contre l'Allemagne ; partout se formaient des groupes où l'on tenait des harangues politiques. Face à un grand attroupement, un homme montrait une carte d'Europe et criait : « L'Allemagne doit disparaître de la carte ! Nous mourrons plutôt que de devenir prussiens. Nous ne pouvons rien contre eux sur le champ de bataille, mais nous saurons faire la guérilla ! » Et l'auditoire, soulevé d'une révolte passionnée, applaudissait. Nulle part on n'observait la moindre trace d'enthousiasme guerrier, mais partout des visages sombres et résolus.

Je me rendis compte que je devais partir immédiatement, si toutefois je pouvais encore espérer quitter librement la Belgique. A l'hôtel, on s'efforça avec la plus grande courtoisie de me faciliter le départ. La première, et non la moindre difficulté, c'était que la monnaie d'argent semblait s'être subitement envolée et que le papier n'était accepté nulle part. Malgré tout, je me trouvai enfin heureusement installé dans un train qui partait pour la Hollande. A la frontière, tout le monde reçut ordre de descendre, et l'on passa à pied d'un pays dans l'autre.

Dans le train hollandais se trouvait une bande de jeunes Allemands qui revenaient d'Angleterre. Ils étaient visiblement enflammés d'ardeur guerrière et chantaient des chants patriotiques.

A la station-frontière de Goch, je touchai le sol allemand. De là, mon voyage devint excessivement lent et entrecoupé d'arrêts continuels. Il me fallait voyager dans des trains militaires, où l'on ne m'acceptait que parce que j'arrivais de l'étranger. Tous les trains que nous croisions étaient bondés de soldats. Sur les wagons, on pouvait lire des inscriptions à la craie de signification plus ou moins philanthropique, telles que :

Jeder Schuss ein Russ,
Jeder Stoss ein Franzos.
(Un Russe pour chaque balle, un Français à chaque coup !)

ou :

Serbien muss sterben.
(La Serbie doit mourir !)

Chose singulière, bien que les Juifs fussent mobilisés tout comme d'autres, on voyait aussi des inscriptions antisémites, par exemple :

Alle Schnapsjuden an den Galgen.
(Au gibet, tous les sales Juifs !)

A Goch, où avait lieu le premier long arrêt, un groupe d'employés étaient assis dans la salle d'attente. Tout en s'adonnant à de copieuses libations de bière, ils fixaient les futures conditions de paix : « La Belgique et les pays baltiques à l'Allemagne ; la Serbie disparaît de la carte ; la France paye 30 milliards ! »

A Wesel, je me trouve, près de la gare, en présence d'un énorme rassemblement. Des silhouettes rappelant les apaches de Montmartre circulent dans la foule. Elles chuchotent : « ...partout des espions... ayez l'œil ! Vite le lacet au cou... mieux vaut en prendre un de trop qu'un de trop peu. »

Soudain, grande jubilation dans la foule : un employé a annoncé que 18,000 Français sont faits prisonniers. Un soldat crie : « 18,000 prisonniers. Ce n'est rien ! Ce sont des morts qu'il nous faut ! » Mais un autre employé s'approche et déclare qu'il y a erreur ; le télégraphe a indiqué un zéro de trop.

A Oberhausen, où nous avons encore un arrêt considérable, je lie conversation avec un soldat de faction qui

fait les cent pas sur le quai. Je lui demande quel est son office. « Guetter les espions », me répond-il. « De chaque train on en fait descendre des quantités, et parmi eux, bon nombre de femmes. » Je demande ce qu'on en fait : « La plupart du temps on les laisse de nouveau courir parce qu'on n'a pas de preuves suffisantes, malheureusement. » Je lui demande encore à quoi il reconnaît les espions. Sans hésiter, il repart : « Ils ont des yeux inquiets et un air si sombre ! »

A Gutersloh, mon voyage de retour faillit être interrompu de force. Pendant l'arrêt d'une heure, j'avais remarqué sur le quai de la gare un vieux monsieur en habit noir et cravate blanche qui se rengorgeait majestueusement et paradait sur le quai d'un air souverainement important. J'ignorais totalement quelles pouvaient être ses attributions, et appris seulement plus tard que c'était un *Oberlehrer* [1] investi des fonctions de policier de la gare. Le vieux monsieur rabrouait vertement un jeune homme : « Quand je vous parle, retirez au moins vos mains des poches ! » Je souris. L'*Oberlehrer* s'en aperçoit, il appelle le chef de gare. « Cet individu s'est moqué de mes ordres ». — « Je vous arrête, » me dit alors le chef de gare. Déjà on m'emmène. Mais les soldats qui se sont trouvés avec moi dans le train et avec lesquels j'ai fait bonne amitié, élèvent des protestations bruyantes : « C'est avec des bêtises comme ça que vous nous tirez le moral en bas ! » — Effrayés, les gendarmes me relâchent.

A Minden, monte dans le train un capitaine qui, dans le civil, est garde général des forêts sur le domaine des chasses impériales de Rominten. Il raconte qu'après un long voyage de la Prusse orientale jusqu'à Minden, il est arrivé assoiffé et a demandé un verre d'eau à son hôtesse. Mais cette eau était tiède. A ses questions, la bonne femme a répondu : « Nous faisons bouillir toute l'eau que nous employons ; il paraît que les Français ont empoisonné les canaux ». Là-dessus, il avait voulu prendre un bain pour se rafraîchir. Mais l'établissement de bains était fermé et une sentinelle était postée devant. Il demanda le pourquoi

[1] Maître de collège ou école secondaire.

de cette mesure, et le soldat répondit : « C'est qu'il y a tellement d'espions qui rôdent par là ! »

Nous arrivons de nuit à Hanovre. Devant la gare, des milliers de gens se pressent dans une agitation indescriptible. Des avions français sont venus, paraît-il, mais ils ont été bombardés. Quelques instants plus tard, la police fait placarder un avis : les prétendus avions se trouvent n'avoir été que des nuages.... On recommande donc de ne pas tirer à la légère. Un officier de uhlans s'apprête à quitter la gare. Soudain, il reçoit un coup à la tête, son képi vole dans les airs. Il devient blanc comme un linge. Un coup de pied le jette à terre, et la foule se met à le piétiner. Mais un autre officier arrive, le relève, et l'attire en lieu sûr. Je demande à l'homme qui a abattu le képi pourquoi il a fait cela. « Parce que je l'ai pris pour un espion; il a le teint si brun, et il mettait tellement de temps à sortir ses papiers ! Il y a maintenant des quantités d'espions qui circulent déguisés en officiers. »

Tard dans la soirée (c'était la nuit du 4 au 5 août) on distribue un supplément de journal qui renferme la déclaration de guerre de l'Angleterre. A côté de moi, une dame élégante le lit, et murmure en pâlissant : « Mon Dieu ! nous sommes perdus... L'Angleterre n'a jamais été vaincue ! »

Durant tout le trajet de Hanovre à Berlin, il n'est question dans notre compartiment que d'histoires d'espionnage et des forfaits de l'ennemi. Chaque nouvel arrivant apporte des récits à faire frémir. Les uns parlent de fontaines empoisonnées, les autres de farine empoisonnée, d'autres encore de bacilles du choléra malignement propagés. Et les fauteurs de tous ces crimes — ce sont toujours les Français. Seule l'histoire des automobiles transportant 80 millions de roubles en or de Stuttgart à Berlin est mise sur le compte des Russes. A Stendhal, une paysanne d'aspect aisé monte dans notre compartiment. Elle affirme avoir vu la veille, à la gare, retirer deux bombes des corsages respectifs de deux Françaises. Interrogée par moi sur la dimension de ces bombes, elle avoue que ce n'est pas elle, mais une amie qui a assisté à la scène. Celle-ci est d'ailleurs une femme digne de toute confiance !

Arrivé à Berlin, je me rends au cercle que fréquente habituellement l'élite de mes amis politiques. Tous sont des pacifistes et d'intransigeants démocrates, tous, sans exception, des hommes imbus de l'idée que la plus grande vertu démocratique c'est la défiance, et qui, fidèles à ce principe, ont accueilli jusque là avec un profond scepticisme chaque geste du gouvernement conservateur.

Je trouve tous ces hommes enthousiasmés par l'idée de la guerre et pleins d'une foi véritablement enfantine. Ils croient à la légende de l'Allemagne attaquée, à celle des espions déguisés en officiers et en infirmières, aux automobiles russes chargées de roubles, aux bombes françaises jetées par des avions sur Nuremberg. Ils croient à tout ce que répand l'Agence Wolf. Et moi, je vais d'étonnement en étonnement...

J'arrive de l'étranger : je suis donc au courant de ce qui se passe dans les deux camps. Je viens de constater que ni en France, ni en Angleterre, ni en Belgique, on ne désire le conflit, qu'en aucun de ces trois pays ne règne la moindre excitation guerrière. Je me sens donc effrayé, indigné même de l'intensité de haine, de l'absence de tout sens critique qui se révèlent partout à moi en Allemagne. Ma conscience est libre de tout désir de guerre, et je crains fort que dans cette lutte le bon droit ne soit pas du côté de ma patrie.

J'exprimai à haute voix cette opinion au milieu de ceux que j'avais tenus jusqu'en juillet 1914 pour mes compagnons de pensée. Mais en août 1914 tous ces amis se dressèrent contre moi comme un seul homme, les uns incompréhensifs, les autres remplis d'amertume. Et certains d'entre eux étaient irrités à tel point que je sentis qu'en exprimant encore ma manière de voir je m'exposerais à être dénoncé sous l'inculpation de haute trahison. En effet, les hommes qui, en août 1914, avaient conservé leur sang-froid, risquaient à tout instant la prison.

Je compris alors que pour un pacifiste allemand qui tenait à le rester aussi, à le rester plus que jamais pendant la guerre, de cruels jours d'épreuve avaient commencé.

Hellmut von GERLACH.

POUVOIR DE FEMME

(Suite[1])

Chapitre XVI

Durant cette époque, je menais une existence en partie double. Pendant que, chez moi, je vivais dans une intimité si complète avec mon enfant, je retrouvais la même intimité, douce et confiante, au foyer de mes amis Bohrn. C'était quelque chose de si nouveau pour moi que cette parfaite communauté de sentiments avec deux êtres qui m'admettaient en tiers dans leur vie, et m'associaient à toutes leurs joies et à toutes leurs peines ! Je savourais ce bonheur sans réserve et sans scrupule ; il ne me vint pas un seul instant à l'idée que je pusse être autre chose qu'un malheureux, meurtri par la vie, et qui se contentait de ce que d'autres, mieux partagés, voulaient bien lui donner de leur superflu.

Tu sais tout ce qu'on a raconté sur Charles Bohrn, sur la maîtresse qu'il entretenait et les nombreuses liaisons éphémères qu'on lui prêtait. A cette époque,

[1] **Voir nos numéros de décembre 1920, janvier, février et mars 1921.**

je vivais très isolé, et les potins et les scandales de la ville n'arrivaient pas jusqu'à moi. Je ne pouvais oublier que, lors de notre première rencontre, Bohrn m'avait surpris dans une attitude qui était de nature à l'indisposer contre moi ou, du moins, à mettre une certaine gêne dans nos rapports, s'il n'avait pas eu un caractère d'une noblesse et d'une générosité rares. Charles Bohrn était une nature vraiment exceptionnelle, inaccessible à tout sentiment vulgaire et mesquin. Il s'est toujours comporté à mon égard en ami franc et loyal, et n'a cessé de me témoigner une chaude sympathie; je la mets sur le compte de la pitié que lui inspiraient mes infortunes. Aucune des légères désillusions que la vie ne manque pas d'apporter avec elle, n'a été capable de ternir, à mes yeux, cette rayonnante loyauté d'âme qui était le fonds même de son caractère. Je n'ignore pas combien on a critiqué sa conduite et plains sa femme, mais je sais également que celle-ci ne s'est jamais plainte elle-même, bien qu'elle possédât, à un haut degré, le don de voir et de comprendre : rien ne le prouve mieux que son attitude envers moi. En général, les femmes ne choisissent pas elles-mêmes ceux à qui elles accordent leur amitié ; ceux-ci ont été presque toujours les amis de leurs maris avant de devenir les leurs. Elsa, au contraire, était du petit nombre de celles qui savent choisir leurs affections et les conserver ; elle vivait sa vie personnelle, à son foyer comme dans le monde, et si on l'avait forcée de renoncer à une relation ou à une amitié qui lui était chère, elle l'eût considéré comme une atteinte à sa dignité. Son mari s'en rendait fort bien compte ; il savait qu'un des traits les plus admirables du caractère de sa femme, c'était cette indépendance d'âme absolue, unie à une droiture impeccable ; et c'est pour cela que, loin de prendre ombrage de l'amitié qu'Elsa me témoignait, il l'approuvait et l'encourageait.

Je te parle de Charles Bohrn en ma qualité d'ami, et je suis convaincu que, seul, un ami peut comprendre réellement un autre homme, et lui rendre justice. La vie a fait de moi son débiteur, et ma dette envers lui m'a moins pesé que celle que j'ai pu contracter envers d'autres,

qui m'ont obligé. Il représentait à mes yeux le type même du Suédois avec ses défauts et ses qualités, ses qualités surtout. Je le vois toujours avec sa petite taille, son embonpoint marqué, ses mouvements pleins de vivacité, sa figure joviale et épanouie. Tout ce qui me choquait chez d'autres, me paraissait presque naturel chez lui, et me trouvait indulgent. Ses yeux, légèrement enfoncés dans leurs orbites, disaient sa joie de vivre, tandis qu'ils avaient, à certains moments, une expression triste et voilée, comme ceux d'un enfant. J'ai rarement vu un homme dont les instincts purement physiques contrastassent aussi étrangement avec ses qualités intellectuelles, qui étaient de premier ordre, et que j'admirais d'autant plus qu'il n'en tirait pas vanité. Je l'ai vu souvent dans des situations où j'ai pu constater, non sans étonnement, combien peu il cherchait à se faire valoir lui-même, et ce n'est qu'après l'avoir longtemps pratiqué que je me suis rendu compte qu'il le dédaignait, non par habileté ou calcul, mais parce qu'il était, en ceci comme en tout, un prodigue incorrigible. Bien qu'il fût homme d'affaires, il n'y en avait pas moins un sentimental en lui ; et s'il se tenait, parfois, sur la réserve en ce qui le concernait lui-même, c'est tout simplement parce qu'il dédaignait de se montrer aux autres sous son vrai jour. Elsa m'a dit, une fois, que cette tendance de son caractère lui avait été très préjudiciable dans sa jeunesse. Je le crois sans peine, et suis convaincu qu'elle considérait ce défaut apparent comme une qualité de plus. Je me hâte d'ajouter que Charles Bohrn était, en même temps, un homme de volonté, et que, quand il avait pris les rênes en mains, il conduisait sans aucune défaillance.

Je l'ai vu dans son bureau, dans des moments de presse, alors que la besogne débordait et qu'on ne savait où donner de la tête. Il ressemblait à un capitaine qui tient lui-même le gouvernail de son navire, pendant que la tempête fait rage autour de lui. Il aimait la lutte, parce qu'il avait conscience d'en sortir victorieux. Cependant, je ne crois pas que la carrière qu'il avait embrassée fût celle de son choix. Il était entré dans les affaires,

moins par vocation que parce qu'il appartenait à une vieille famille où l'on était banquier de père en fils ; mais, du jour où il prit la direction de la maison, il se donna tout entier à sa tâche. Il aimait son métier de manieur d'argent, parce qu'il le mettait en mesure de dominer les hommes et d'imposer sa volonté. Je crois que cela constituait pour lui, à certains moments, le charme et l'intérêt souverain de la vie ; je dis à certains moments, car l'existence de cet homme extraordinaire n'était faite que d'à-coups et de contradictions, et il donnait satisfaction, tour à tour, aux instincts les plus opposés de sa nature. C'est ainsi que, dans les périodes de crise, ou quand il préparait quelque grand coup, ses passions physiques se déchaînaient également, et l'entraînaient aux pires écarts ; puis, lorsque la crise était passée et le calme revenu, il revenait à son foyer. complètement transformé, et se consacrait aux siens, comme si rien, en dehors d'eux, n'existait plus pour lui. Sa vie oscillait ainsi d'un extrême à l'autre, et je me suis souvent demandé ce qu'un homme de tempérament pareil serait devenu le jour où la vieillesse l'aurait forcé à renoncer au travail et au plaisir.

Cependant, je ne me souviens pas qu'il ait jamais produit sur moi l'impression de quelqu'un qui se surmène. Il se couchait tard, se levait de bonne heure, et se dépensait physiquement avec autant de prodigalité qu'il en mettait à semer son argent ; il était né « grand seigneur » et, s'il est devenu et resté banquier, c'est parce que cela le dispensait d'apprendre l'économie. Très au courant de la situation de sa maison, il l'était certainement beaucoup moins de ses dépenses personnelles ; il avait la prétention de les inscrire régulièrement, et il le faisait, en effet ; mais, après sa mort, nous découvrîmes qu'il n'avait jamais pris le temps d'en faire le compte.

Enfin, il était aussi prodigue de son intelligence qu'il l'était de ses forces physiques et de son argent.

Tel était l'homme qu'Elsa me fit connaître et dont je devins l'ami. La longue intimité où j'ai vécu avec lui m'a fait comprendre le prestige qu'une nature d'une telle envergure devait exercer sur une femme délicate

et raffinée comme elle, dont la vie intérieure était d'une richesse incomparable, et qui jugeait les autres avec cette haute sérénité qu'elle conserva devant son miroir, le jour où celui-ci lui montra les premiers cheveux blancs de sa chevelure, et les premières rides sur son visage.

Chapitre XVII

En dépit des satisfactions de toute sorte et du bonheur très réel que procurait à Elsa sa vie si riche, si pleine, aux côtés d'un homme comme Bohrn, il ne lui en arrivait pas moins, parfois, de soupirer après quelque chose d'autre, quelque chose de plus haut. Ses rêves de jeune fille flottaient devant son regard limpide, comme des nuées de papillons blancs par-dessus des prairies verdoyantes. Mûrie par les années et les expériences, elle souriait maintenant de ces rêves et de ces chimères dont sa jeunesse s'était délectée ; mais elle n'en était pas moins heureuse de les évoquer parfois, et de les faire revivre pour quelques instants. Il lui arrivait, aussi, lassée de la ville et des obligations mondaines qu'elle lui imposait, de se réfugier en pensée à la campagne, dans ces montagnes où elle avait vécu sa jeunesse heureuse ; elle revoyait les vieux arbres qui bruissaient près de la maison paternelle, les étendues de neige, les prairies remplies de fleurs, et les immenses forêts de bouleaux, aux frondaisons légères, qu'elle avait aimé parcourir quand elle était jeune fille.

A quoi peut bien rêver un cœur de femme, dans l'instant où nous autres hommes, nous nous figurons avoir réalisé jusqu'au moindre de ses désirs ? Il rêve, précisément, à ce que nous soupçonnons le moins, et c'est cette ignorance où nous sommes de ses secrètes aspirations qui creuse lentement, entre deux êtres qui croient se comprendre, un abîme illimité.

Je me rendis compte de tout cela pendant le temps où je vécus avec Elsa dans une intimité telle que je n'aurais jamais pu supposer qu'elle fût possible entre

un homme et une femme. Chaque jour nous rapprocha l'un de l'autre, et, sans m'expliquer comment elle fit, elle occupa dans ma vie une place qui semblait être toujours restée vide. C'est en prenant sa part de mes tristesses et en me réconciliant avec l'existence, qu'elle me laissa entrevoir, pour la première fois, ce qu'était la sienne. Je puis dire que je vécus, alors, une double vie, et non pas seulement parce que mon existence était partagée entre mon foyer à moi, et celui de mes amis ; je menai une double vie dans un autre sens, parce qu'il me semblait que mon être était coupé en deux.

Dans les premiers temps qui suivirent mon départ de la maison, je ne ressentais pas ce déchirement. Je croyais, alors, que le passé était mort sans retour ; je me sentais heureux et fort, parce que le souvenir de tout ce que j'avais souffert s'était évanoui comme un mauvais rêve. Mon divorce et l'installation de mon nouveau foyer m'absorbaient ; il me fallait, en outre, gagner de l'argent pour nous assurer, à mon enfant et à moi, un avenir exempt de soucis matériels. Je retrouvai toute mon énergie d'autrefois. Je travaillai avec acharnement jusqu'à ce que j'eusse atteint le résultat auquel j'aspirais.

Mais lorsque je me vis seul avec ma petite fille dans notre nouvelle demeure, et que je n'eus plus, pour occuper et distraire mon esprit, que des traductions ou la mise au net d'une des nombreuses publications qui portent mon nom, le passé ressuscita devant moi. Il vint sous la forme d'une image sombre qui me rappelait une figure humaine, parce que deux yeux étaient plantés au milieu. Ces yeux attachés sur les miens me demandaient :

— Où as-tu été pendant toutes ces années ?

— Loin, très loin, répondais-je.

Les yeux continuaient à m'interroger :

— Et maintenant, est-ce que tu es rentré chez toi ?

Tout mon être frissonnait et je répondais :

— Je n'en sais rien !

— Tu vois bien, continuaient les yeux interrogateurs, tu vois bien que tu ne sais même pas cela ; et,

d'ailleurs, tu ne le sauras jamais ; car tu es à moi et je viens te réclamer !

Et l'ombre grandissait, au point de remplir toute la pièce où je me trouvais et de faire la nuit autour de moi ; au milieu de l'obscurité, la flamme de la lampe apparaissait comme un simple point lumineux. L'ombre surgissait quand je me trouvais seul et que le jour baissait. Elle me forçait, à quitter ma table de travail et à arpenter la chambre ; et pendant cette absurde marche forcée, je ne pensais à rien ; je sentais seulement que l'ombre remplissait peu à peu mon être intérieur, de telle sorte qu'on n'y apercevait plus qu'une flamme solitaire et vacillante. Il me semblait que cette flamme était ma propre vie et que l'ombre voulait l'éteindre. Je me rendais compte qu'elle s'éteignait, je me sentais mourir. « Ma fille ! Ma fille ! que va devenir ma fille ! » clamais-je alors dans mon angoisse. Et je pénétrais doucement dans la chambre de Marguerite, je tombais à genoux devant son lit, le cœur chaviré, et, me penchant par-dessus l'enfant, je sentais sur ma joue sa respiration calme et régulière.

Mais sur le mur, au-dessus du lit de ma fille, l'ombre apparaissait de nouveau et ses yeux de mystère flambaient.

— Tout n'est pas encore éteint en toi, disaient-ils, tu trouves encore le temps long.

C'était mon passé qui revenait ainsi et dressait devant moi le terrible « pourquoi ? » auquel personne ne peut répondre, ni pour soi, ni pour les autres. J'étais jeune encore, et je me sentais plein de vigueur et de sève. Par un sacrifice aussi absurde qu'inutile, j'avais gâché ma vie, et j'allais disparaître bientôt sans avoir connu une seule des joies que mon cœur avait rêvées. J'avais bien une enfant qui m'adorait, et dont le regard suffisait pour me transporter de bonheur. Mais qu'est-ce qu'un enfant ? un morceau de nous-mêmes qui se blottit contre nous tant qu'il éprouve le besoin d'être choyé et protégé, et qui nous tourne le dos et suit sa propre route, dès que la vie l'appelle. J'avais des amis... Ah, les amis ! ils nous font comprendre mieux

que tout le reste à quel point nous sommes seuls ici-bas ; et c'est au jour de l'épreuve que cette solitude se révèle à nous dans sa tragique réalité. J'avais une femme... et cette femme avait été une vulgaire courtisane et avait déshonoré mon nom et mon foyer! Ma vie m'apparaissait comme une banqueroute générale, et je ne voyais plus qu'une chose, c'est que j'étais seul, abandonné de Dieu et des hommes, condamné à me consumer dans une détresse muette, sans une âme à qui je pusse avouer les tourments qui me dévoraient.

Malheur à celui qui est seul ! Aucun homme ne peut vivre toujours, aucun ne peut mourir dans l'isolement. C'est une épreuve contre nature ! J'ai entendu des gens vanter la solitude comme le bien suprême ; je ne les crois pas. Ce sont des vantards ou des insensés, et dans leurs radotages mêmes je vois la preuve que nous avons le besoin profond d'un autre. Dans la détresse de mon cœur, je m'en pris à Dieu, et des paroles de blasphème tombèrent de mes lèvres, sans que je trouvasse la paix. Je lus le livre de Job, et il me sembla que les souffrances et la lutte avec l'Eternel du vieux patriarche biblique étaient comme le symbole de mes propres luttes et de mes propres révoltes.

Pendant que je traversais cette douloureuse crise intérieure, mon existence extérieure se déroulait avec sa régularité ordinaire, et personne ne se doutait de ce qui se passait en moi. Je faisais mon travail ni mieux ni moins bien que d'habitude, seulement je l'expédiais plus rapidement. Il me semblait que quelqu'un était derrière moi et me talonnait, afin que je fusse libre quand mes tristes pensées viendraient me visiter. Je jouais avec ma petite fille, je lui faisais des lectures, et après qu'elle s'était couchée et que je l'avais embrassée, j'éprouvais comme une sensation de bien-être en me retrouvant enfin libre. J'allais voir Elsa et son mari, ou bien Elsa seule ; je les écoutais parler et je savais que je leur répondais. Mais c'est avec un véritable soulagement que j'entendais la porte de leur maison se refermer derrière moi, et je ne respirais que lorsque j'étais dans la rue, où l'ombre m'attendait pour m'accompagner chez

moi. Parfois, mon découragement était si grand, que je fus tenté d'attenter à mes jours, et j'éprouvais une âpre volupté à me dire qu'il ne dépendait que de moi que toute cette tragi-comédie prît fin. Elsa, qui était en général si perspicace, ne se doutait nullement de ce qui se passait en moi, et son aveuglement me paraissait inexplicable. Mon cœur se révoltait en la voyant si indifférente, et j'en venais à la haïr. J'ai passé un hiver entier dans cet état ; à la fin, j'étais à bout de force ; je croyais que tout allait se briser en moi.

Un soir, j'étais assis dans le boudoir d'Elsa et, à travers la porte entr'ouverte, j'entendais les cris des enfants qui jouaient dans l'antichambre. Nous étions seuls ; Elsa attendait son mari, qui tardait à rentrer. Tout à coup, la sonnerie du téléphone carillonna dans une pièce voisine, et elle sortit.

Au même moment je sentis mes yeux se voiler subitement et une immense et mystérieuse mélancolie envahir mon âme. Toute ma haine, toutes mes colères, toutes mes rancunes, toutes mes angoisses s'étaient évanouies. Ce n'était pas une délivrance effective, mais je sentais que j'étais à bout et que je ne pourrais pas supporter plus longtemps cette affreuse tension où je vivais, et qui ne cessait même pas la nuit. J'eus l'impression que j'étais pris d'un étourdissement et que je tombais à la renverse, inerte et hébété. Je n'avais pas perdu connaissance et, cependant, je ne me rendais pas compte de ce qui venait de se passer et ne me souvenais de rien. Tout à coup j'entendis la voix d'Elsa et sentis sa main me tirer par le bras ; j'ouvris les yeux et regardai autour de moi ; une sueur froide baignait mon visage.

— Qu'est-ce que tu as, Hugo ? Est-ce que tu ne te sens pas bien ? me dit-elle.

— En effet, je ne me sens pas bien, murmurai-je. Je ne suis plus le même homme, Elsa. Les chagrins dont je souffrais, autrefois, étaient de ceux qui se guérissent, et j'en ai guéri. Mais j'ai mis mes forces à une épreuve trop rude. Je me sens paralysé et mes membres se refusent à me porter.

Je levai les yeux, et, de nouveau, je vis dans les siens qui me fixaient une interrogation muette.

— Ne me regarde pas ainsi ! Cela me fait mal, lui dis-je. Elle détourna les yeux sans rien me répondre, sans esquisser même un geste de surprise. Je sentais, confusément, qu'elle me comprenait et sympathisait avec moi ; mais cela me laissait complètement indifférent. Néanmoins, je commençai à parler de moi et Elsa me répondit. Je finis par écouter ce qu'elle disait, et une légère détente se fit. Malgré cela, je m'imaginais qu'elle devait me mépriser, et je le lui dis. Alors elle éclata de rire et me traita d'enfant capricieux et malade. Je sentais qu'elle avait raison, mais j'étais résolu à ne lui laisser aucun pouvoir sur moi. Je déclinai donc sèchement son invitation à dîner, me levai et partis en prétendant que j'avais eu mes nerfs et que j'avais fortement exagéré.

A la maison, je trouvai Marguerite qui était revenue de sa leçon de piano et m'attendait. Elle avait préparé le dîner et mis le couvert dans ma chambre ; il y avait des fruits et des fleurs sur la table. Lorsque j'entrai et qu'elle vit ma figure s'éclairer, elle se mit à danser de plaisir. Pour la première fois, depuis longtemps, je me rendis compte qu'il y avait à côté de moi un être qui sentait et qui vivait. Ce n'était qu'une intuition obscure, comme si j'étais trop faible encore pour le comprendre tout à fait. Lorsque je me retrouvai seul, ma détresse se fondit en un torrent de larmes, et je me mis au lit, rompu de fatigue.

Chapitre XVIII

A partir de ce jour, j'allai tous les jours voir Elsa ; je prenais le chemin de sa maison dès que je sentais que la solitude devenait dangereuse. Elsa me vint en aide mieux qu'un médecin, car elle chargea sur ses propres épaules le fardeau de mes souffrances, et me rendit à la santé. Il me serait impossible de dire comment elle s'y prit, et quels remèdes elle employa.

Ce n'est ni en un jour, ni en une semaine, ni en un mois que ma guérison s'opéra ; elle demanda un temps très long — et je n'étais pas un malade facile. Sa patience et son dévouement étaient sans limites. Elle me procura des distractions, me rendit le goût du travail, m'emmena avec elle au concert et dans le monde. Je guéris parce que je la sentais vivre et souffrir avec moi, et de cela je lui garde une reconnaissance éternelle. Son pouvoir sur moi était absolu. Toute parole qu'elle prononçait me paraissait quelque chose de parfaitement naturel, que je savais d'avance qu'elle dirait, et qui ne pouvait être dit que dans les termes où elle le formulait. Quand nous nous trouvions ensemble dans le monde, je n'avais pas besoin de regarder Elsa pour deviner ses pensées : elles venaient à moi quand ses yeux rencontraient les miens, je savais ce qu'elle allait dire, avant même qu'elle eût ouvert la bouche. Chaque mouvement de son corps m'apaisait, et rien ne me rendait heureux, quand nous nous trouvions seuls, comme de garder le silence et de sentir à quel point il nous était doux, à l'un et à l'autre, d'être réunis. Il est arrivé, même, qu'elle entrât à l'improviste dans une salle remplie de gens qui causaient bruyamment, et où je me trouvais. Je ne l'entendais pas à cause des conversations ; je ne la voyais pas davantage et, cependant, je sentais sa présence, comme un courant électrique.

Ce fut précisément à cette époque qu'Elsa me parla souvent d'elle. Il est probable qu'elle vit là un moyen de m'arracher à moi-même, et de détourner le cours de mes tristes pensées. Quand elle me faisait des confidences, elle ne ressemblait en rien à tant de gens qui, en se racontant eux-mêmes, ne se livrent jamais entièrement. Elsa, au contraire, parlait avec une liberté d'esprit absolue et comme si personne ne l'entendait. Et je suis convaincu que si j'ai recouvré mon équilibre moral, je le dois, en grande partie, à cette sérénité presque joyeuse, à cette sincérité exempte de coquetterie, avec lesquelles elle me révélait sa vie.L'ombre qui m'avait tourmenté si longtemps, s'évanouit enfin ; mais je n'étais pas encore au bout de mon calvaire.

Chapitre XIX

Ce qui me reste à te raconter est plus près de moi ; mais il s'est passé tant de choses dans un espace de temps relativement court que je n'oserais affirmer que l'ordre dans lequel je fais défiler devant toi les événements soit rigoureusement exact, au point de vue chronologique. Cela n'a, d'ailleurs, aucune importance. Je sais que tout cela a existé une fois, et n'est plus. Cela me suffit.

C'était par un après-midi de février, et je m'en souviens en ce moment, parce que la fête d'Elsa tombait quelques jours plus tard ; Marguerite était sortie avec quelques amies pour aller patiner à Nybrovicken, où il y avait un orchestre qui jouait. J'étais donc seul à la maison lorsqu'Elsa arriva. Elle s'assit là, sur ce canapé, à sa place habituelle.

— Qu'est-ce que tu as, lui demandai-je en l'apercevant, car j'avais remarqué qu'elle n'était la même qu'à l'ordinaire.

— Que veux-tu que j'aie ? me répondit-elle ; et elle essaya de détourner la conversation. Mais plus je l'observais, plus j'étais convaincu qu'un nuage avait passé dans sa vie ; et cependant sa figure n'avait pas pâli et, dans ses yeux, il n'y avait pas trace de larmes versées. Elle n'avait pas besoin de parler pour me mettre au courant de ce qui lui arrivait : je lisais dans son cœur.

Tout à coup, elle me dit :

— N'est-il pas étrange que nous nous soyons retrouvés, toi et moi ? Pendant les longues années où nous ne nous sommes pas vus, je n'ai pas eu une fois de tes nouvelles ; et cependant, je n'étais pas surprise de ton silence, tellement j'étais sûre que ce n'était pas par indifférence, ou parce que tu m'avais oubliée. Maintenant, je suis infiniment heureuse de t'avoir, car il y a si peu de gens qui me tiennent vraiment à cœur !

Un immense apaisement se produisit en moi. Elle avait une nature si droite que personne n'aurait jamais eu l'idée de chercher derrière ses paroles plus

que ce qu'elle voulait dire ; et, quelque heureux que j'eusse été moi-même, à ce moment, de prêter à son aveu une signification qu'elle ne lui donnait pas, je ne me mépris pas un seul instant à son sujet.

Et cependant, j'eus le courage de lui répondre :

— Sais-tu pourquoi nous sommes si heureux de nous retrouver tous les deux seuls ? Je crois que cela vient de ce que nous n'avons rien à nous reprocher, alors, surtout, que nous nous sentons encore jeunes.

Elle fit un mouvement de la tête et me sourit. J'étais allé chercher un flacon de liqueur et je bus à sa santé.

— Cela n'empêche pas que nous sommes vieux, Hugo, moi surtout, me dit-elle. Toi, tu es beaucoup plus jeune que moi, bien que tu ne veuilles pas en convenir.

En disant cela elle se mit à rire, et paraissait parfaitement heureuse.

Nous demeurâmes ainsi longtemps, riant et bavardant, puis soudain silencieux ; et je sentais tout mon être se rasséréner et s'épanouir. Marguerite entra et s'assit sur les genoux d'Elsa. Je réussis à décider celle-ci à rester et à dîner avec nous ; et pendant le repas, ma fille était assise entre elle et moi. Ce fut Elsa qui prépara le thé. Quand Marguerite alla se coucher, Elsa entra avec elle dans sa chambre ; lorsqu'elle revint, elle reprit sa place sur le canapé et elle riait de contentement. Sans y faire une allusion directe, nous comprîmes que nous venions de jouer, pour ainsi dire, au papa et à la maman, et cela nous avait été très doux. Elsa resta encore quelques temps avec moi, et quand elle partit, je la raccompagnai. Revenu chez moi, j'entrai dans la chambre de ma fille. Mon foyer me paraissait comme transfiguré par le passage de mon amie.

Alors je vis avec stupeur que Marguerite était encore éveillée, et je remarquai qu'elle avait pleuré.

Bouleversé, je demandai à l'enfant la cause de son chagrin, mais elle refusa de me répondre, et je devinai, à son silence, qu'il était profond.

— Nous avons été si heureux, tous, ce soir ! fis-je.

— Oui, murmura-t-elle.

— Est-ce que tu verrais avec peine que j'aie parfois un peu de bonheur ?

Alors elle jeta ses bras autour de mon cou et m'étreignit avec une violence telle que je sentis son cœur battre contre ma poitrine.

— Pourquoi ne peux-tu pas te sentir aussi heureux quand tu es seul avec moi ? me dit-elle d'une voix que les sanglots étouffaient.

Cette scène est restée graveé dans ma mémoire, et, aujourd'hui encore, je la vois distinctement dans ses moindres détails. Sur le moment, les paroles de ma fille empoisonnèrent le bonheur que je venais de goûter et me replongèrent dans les ténèbres.

Je poussai un immense soupir de soulagement lorsque je la vis, enfin, endormie, et que je n'eus plus à me contraindre devant elle.

Chapitre XX

Je vois dans mon souvenir le soleil briller ; un soleil doux et trompeur de février, qui fond la neige et ne fait paraître le ciel si bleu que parce qu'on l'a vu, pendant de longs mois, chargé de nuages sombres. C'est par une de ces journées ensoleillées qui annoncent le printemps, que je revis Elsa pour la première fois, après la soirée que je viens de te raconter. Comme elle était libre, elle accepta d'aller avec moi à la campagne.

Nous étions quelque peu grisés par les premiers effluves doux qui flottaient dans l'air, et nous traversâmes d'un pas alerte le parc de Haga. Sur les grands arbres, tout étincelants de lumière, les dernières neiges fondaient et des gouttelettes d'eau nous aspergeaient.

Soudain, Elsa me dit :

— Tu m'as fait tant de bien, l'autre jour !

Elle glissa son bras sous le mien, et je remarquai que sa figure avait une expression singulière, faite de tristesse et de bonheur.

— Vraiment ! hasardai-je.

— Oui, répondit-t-elle d'une voix très douce. Tu m'as fait du bien, rien que parce que tu étais près de moi, sans t'en douter toi-même ; tu m'as consolée et réconfortée.

Ainsi mes pressentiments ne m'avaient pas trompé ; elle venait d'avoir un grand chagrin quand elle était arrivée chez moi, et nous l'avions oublié tous les deux dans le courant de la soirée.

— Mes pensées, mes sentiments, mes actes, je te confie tout, Elsa, et je n'ai pas de secret pour toi, lui dis-je.

— J'agis de même à ton égard. Je viens de t'en donner la preuve, me répondit-elle.

Alors mon cœur déborda, et je donnai libre cours aux sentiments qui le remplissaient ; et pendant que je parlais, ma voix avait un timbre que je ne reconnaissais pas. J'étais très calme et ne songeais pas aux conséquences que mes paroles pourraient avoir. Je parlais, parce que je ne pouvais faire autrement.

— Permets-moi de te faire ma confession complète, Elsa. J'ai été malade, car les épreuves que j'ai traversées étaient au-dessus des forces humaines. Le passé revenait ; et pendant un certain temps, j'ai cru que je ne verrais plus, comme les autres, le soleil briller et les prés reverdir. Même à l'égard de ma fille qui m'aime plus que sa propre vie, plus, peut-être, que nous ne le comprenons, toi et moi, je me montrais sec et froid. J'avais besoin de m'ouvrir à un autre être, et je ne trouvais personne à qui me confier. Ce fut toi qui me consolas, et ta simple présence opéra ce miracle. Oui, il me suffit de savoir que tu étais là, près de moi, pour renaître à la vie. Est-ce que tu peux te rendre compte de ce que je veux dire, ou bien ne veux-tu pas comprendre ? Peux-tu te représenter la situation d'un homme qui a été marié, qui a même un enfant, et qui n'a jamais connu l'amour ? Si j'avais aimé une femme, et si j'avais été aimé d'elle, j'aurais trouvé que ma part était belle, même si cet amour avait brisé mon cœur et dévasté ma vie, et j'aurais vaillamment supporté mon épreuve. Tu aurais été mon amie et ma sœur ; je me serai édifié

un sanctuaire avec mes souvenirs, où j'aurais pu te prier d'entrer et de fléchir le genou avec moi. Je n'en serais jamais venu à éprouver pour toi les sentiments que tu m'inspires maintenant. Mais je n'ai plus aimé depuis que je t'ai dit adieu sous l'allée de tilleuls ! Et voici que je te retrouve de nouveau ! Est-il étonnant que tout ait subitement changé? Ce n'est que par toi que je vis, Elsa ! Je n'ai pas de souvenirs, je n'ai rien qui puisse me consoler du bonheur perdu ; la seule chose que je me rappelle, c'est qu'un jour j'ai rêvé de me sacrifier pour quelqu'un ; mais mon sacrifice a tourné contre moi, et ne m'a valu que du dégoût et des humiliations sans nombre.

Pendant que je parlais, Elsa avait toujours son bras suspendu au mien ; sa main chercha la mienne et la pressa fortement. Cependant je ne me mépris pas sur la signification de ce geste.

— Je t'ai dit tout cela, continuai-je d'une voix étranglée, non parce que j'espère tirer un avantage quelconque de cet aveu, mais parce que je veux que tu le saches, comme tu sais tout ce qui me concerne. Est-ce que tu me comprends ?

Pour toute réponse, elle me pressa de nouveau la main et nous poursuivîmes notre route. Cependant, ses yeux avaient une expression particulière que je ne pouvais pas m'expliquer.

— Je t'aime si profondément, me dit-elle enfin, que je ne pourrais pas me résigner à te perdre !

— Pas autant qu'un autre, cependant ! ripostai-je.

Ces paroles venaient à peine de tomber de mes lèvres que je les regrettai.

Elsa regarda dans une autre direction et ne répondit pas.

Devant cette attitude, il me vint une pensée, une idée diabolique qu'une puissance mystérieuse, plus forte que ma volonté m'obligea d'exprimer, et je lui dis, sur un ton glacial, d'une voix sifflante :

— Si tu m'aimes, Elsa, ou si tu m'aimais, est-ce que tu pourrais te résoudre à tout quitter et à me suivre ?

Elle planta ses yeux dans les miens et répondit :

— Non, Hugo, je ne suis pas femme à faire cela; un sacrifice pareil serait au-dessus de mes forces parce qu'il serait indigne de moi.

Je savais d'avance ce qu'elle me répondrait, et c'est pour cela que ses paroles ne m'attristèrent nullement ; et elle n'eut pas besoin de s'expliquer pour que je comprisse que l'aveu de ma secrète tendresse était inutile, et que, depuis longtemps déjà, elle l'avait lu dans mon cœur.

Nous cheminâmes silencieusement l'un à côté de l'autre ; autour de nous, la forêt sommeillait encore, mais sous les sapins, la vie commençait à s'éveiller, et, dans les branches au soleil,gazouillait un oiseau solitaire.

— Ne trouves-tu pas que c'est beau qu'en dépit de ce qui existe entre nous, nous n'ayons rien à cacher, dit Elsa tout à coup.

En prononçant ces paroles, elle me regarda avec ses grands yeux limpides, où se reflétait sa noblesse d'âme ; et, sous ce regard, je me sentis presque heureux. Je savais, sans qu'elle eût besoin de m'en donner l'assurance, que rien n'était modifié entre nous.

— Est-ce que tu as remarqué qu'il s'est opéré un grand changement chez Marguerite ? dis-je à brûle-pourpoint.

— Non !

— Elle est jalouse ! ajoutai-je en riant.

Aussitôt Elsa dégagea son bras du mien, et sa figure prit une expression grave.

— Jalouse ! Et de qui ?

— De toi, naturellement !

J'avais parlé de ma fille uniquement pour changer le sujet de la conversation. Tout était dit entre nous, et ce que nous aurions pu ajouter encore était superflu.

Elsa devint songeuse et murmura :

— Pauvre petite !

Nous rentrâmes en ville. Tout en marchant aux côtés d'Elsa, je pensais moins au cri de pitié qui lui avait échappé pour mon enfant qu'à moi-même, et je me disais : « Il est étrange que, pour la première fois que j'aie parlé, aujourd'hui, d'amour, ce fût à une femme qui ne devait

jamais être mienne, alors que je n'avais jamais rien dit de pareil à celle qui avait été, pendant de longues années, la compagne de ma vie. Et je compris que l'interdit qui pesait sur moi ne serait jamais levé.

Chapitre XXI

Il était midi lorsque nous nous séparâmcs, Je l'avais à peine quittée depuis quelques minutes, quc je rencontrai Charles Bohrn. Le pardessus boutonné, ses gants à la main, il suivait le trottoir et paraissait préoccupé. Nous cheminâmes quelques instants côte à côte, puis il me proposa de déjeûner dans un restaurant.

— Je crois qu'Elsa sera enchantée de n'avoir personne à la maison, aujourd'hui, ajouta-t-il, c'est jour de grand nettoyage.

— Elle ne m'a rien dit, répondis-je, je l'ai rencontrée tantôt.

Il me regarda de côté :

— Est-ce que tu as causé longtemps avec elle, me demanda-t-il.

— Oui, nous nous sommes rencontrés par hasard, et nous avons fait une promenade ensemble.

Ces paroles banales, que je crois entendre encore, me parurent comme une profanation des chers souvenirs que cette journée m'avait laissés, et j'en éprouvai une secrète humiliation.

Charles Bohrn me renouvela son invitation à déjeûner, et je l'acceptai, heureux de n'avoir pas à rentrer chez moi et de n'être pas obligé de rester seul en face de ma fille, dont je redoutais les regards scrutateurs.

Nous nous rendîmes au restaurant « Lylla Rydberg », et nous nous assîmes à une table, près de la fenêtre, dans l'étroite salle du rez-de-chaussée, bien connue de tous les Suédois, à cause de ses meubles verts et de sa grotte de stalactites à l'éclairage multicolore ; nous avions baissé les rideaux, car le soleil avait disparu à l'horizon, et il faisait sombre dehors.

A mesure que le repas s'avançait, je constatais que la bonne chère et les vins de choix refoulaient peu à peu les impressions que ma conversation avec Elsa avaient laissées en moi, et je me disais : Je suis un vieillard ; j'ai trouvé le repos, et rien ne saurait désormais le troubler.

Au même moment, Charles Bohrn leva ses yeux et me dit sur un ton qu'il s'efforçait de rendre aussi naturel que possible :

— De quoi avez-vous parlé ? Est-ce que vous aviez quelque chose de particulier à vous dire ?

— Non, répondis-je ; et au même moment, je pensai que je lui mentais, et que ma conscience ne me le reprochait pas.

— Nous avons parlé de choses que nous savions depuis longtemps.

Charles Bohrn se tut un instant, et, à sa figure, je vis qu'il lui en coûtait de me questionner davantage ; cependant il ajouta :

— Est-ce qu'elle t'a parlé de moi ?

— De toi ? répondis-je avec un geste de surprise, qui était une dénégation ; mais, en même temps, je me rappelai le trouble que j'avais remarqué, la veille, chez Elsa, quand elle était venue chez moi, et la façon dont elle m'avait, le matin même, remercié.

— A vrai dire, je n'ai pas cru un seul instant qu'elle le ferait, ajouta Charles, cela lui ressemble si peu ; mais je n'ignore pas qu'elle n'a pas de secret pour toi, et il est possible que même une femme comme elle éprouve, à un moment donné, le besoin de se confier à quelqu'un. Cette fois elle n'aurait que trop de raisons de le faire.

Il prononça ces dernières paroles d'un ton grave qui ne lui était pas habituel, et ses yeux avaient une expression voilée qui trahissait son trouble intérieur. Je lui demandai, tout ému, pourquoi il était tellement préoccupé et il me répondit avec beaucoup de calme :

— Tu es le seul homme à qui je puisse faire cette confession, car je sais que tu l'aimes et que tu m'aimes aussi.

Il n'en dit pas davantage et parla d'autre chose ; ce ne fut qu'un peu plus tard, quand nous fûmes commo-

dément installés dans des fauteuils, dans la grotte à peine éclairée, qu'il continua sa confession.

— Tu es sans doute au courant de tout ce que l'on dit de moi dans le monde. On prétend qu'Elsa est trop bonne, trop indulgente à mon égard, ce qui est vrai. Je ne suis pas le mari que je devrais être. Je suis un homme comme tant d'autres. J'ignore pour quelle raison on s'occupe plus de moi que de M. X. ou de M. Z ; cela vient probablement de ce que je possède moins que d'autres, l'art de dissimuler. Cependant, tu aurais tort de croire que je prends la chose à la légère. Je n'ai pas l'intention de me justifier ; je voudrais simplement te dire où j'en suis, et comment tout cela est arrivé.

Je suis entré dans la vie à une époque où l'on croyait, chez nous, qu'un jeune homme doit jeter sa gourme et connaître la femme. Cette manière de voir était admise comme un axiome par mes camarades et par le monde, en général ; elle n'avait qu'un défaut, c'est qu'il fallait la tenir cachée, et n'en parler à aucun prix devant les femmes et les enfants ; les garçons eux-mêmes ne devaient pas y être initiés avant d'avoir atteint l'âge de la raison. Or, au moment même où les passions livrent au jeune homme les assauts les plus furieux, on lui enlève subitement le bandeau des yeux, et il découvre que cette chasteté qu'on lui a tant prônée quand il était jeune, on ne l'exige plus guère de lui, maintenant qu'il est un homme. Heureux de n'avoir plus à lutter contre la nature qui réclame ses droits, il s'empresse de faire usage de sa liberté conquise, et il se rue aux lieux où le vice a établi sa demeure. Au début, le soulagement purement physique qu'il ressent est si grand qu'il en a comme le vertige, et qu'il ne voit que le bonheur d'être libéré des servitudes d'autrefois. Mais, à mesure que les années le mûrissent, l'attrait de ces plaisirs frelatés diminue et il arrive un moment où ils lui donnent la nausée. Alors, il fonde un foyer à lui et il commence avec enthousiasme une nouvelle vie, qui l'affranchira définitivement. Pendant plusieurs années, il est heureux parce qu'il aime, et il s'imagine qu'il n'a plus à s'occuper du passé. Malheureu-

sement, nous sommes tous prisonniers de notre passé. Aucun de nos actes antérieurs ne se perd : ils se réunissent en faisceau et deviennent l'enfer qui, tôt ou tard, nous réclame. Alors, les yeux de l'homme arrivé aux confins de l'âge mûr, se dessillent de nouveau et découvrent avec terreur qu'il s'est abusé lui-même, que les autres l'ont trompé, et que le mariage n'est nullement le port sûr dont on lui a parlé, et où l'on trouve le repos définitif. Entraîné par la vie fiévreuse de la grande ville, surmené par le travail, talonné par l'ambition et le besoin de jouir, il sent alors les instincts et les passions d'autrefois se réveiller ; il est malheureux et désemparé... comme je le suis en ce moment.

Il s'arrêta un instant et parut réfléchir, puis il continua :

— Je suis un homme pratique, et les spéculations philosophiques ne sont pas mon fait ; cependant, j'ai réfléchi souvent et longuement à ce dont je viens de te parler, mais je n'ai jamais réussi à y voir clair. Si je n'aimais pas Elsa comme je l'aime, je ne souffrirais pas autant.

Cette confession franche et douloureuse me bouleversa ; tout ce que je venais d'apprendre de la vie commune de mes deux amis était nouveau pour moi, et je me faisais l'effet d'un criminel en face de cet homme qui avait eu le courage de pareils aveux.

— Est-ce que tu n'as jamais essayé de parler de tout cela avec ta femme ? lui demandai-je; elle te comprendra peut-être et pourrait te venir en aide.

— Tu crois ? me répondit-il en réfléchissant à ce que je venais de dire, et sa voix s'adoucit. J'aurais dû le faire plus tôt ; maintenant il est trop tard.

Il s'arrêta un instant, puis continua sur son ton habituel :

— Je t'ai demandé, tantôt, si Elsa t'avait parlé de moi. Il m'est arrivé, en effet, ces jours-ci, une histoire, quelque chose de stupide, naturellement. Je sais qu'Elsa est au courant de tout, mais elle ne m'en a pas soufflé mot. Quel malheur que nous ne puissions pas nous expliquer avec franchise !

Je ne répondis rien ; je songeais en moi-même à cet étrange pouvoir du silence, qui tantôt unit les cœurs, tantôt les sépare. Charles Bohrn me dit :

— A quoi penses-tu ?

— A rien de particulier ! répondis-je machinalement.

— Il se peut, poursuivit-il avec sa vivacité habituelle, il se peut que cette sincérité, cette franchise qui devraient régner entre mari et femme et que je n'ai pas su pratiquer à l'égard d'Elsa, empêche bien des malentendus et des malheurs de se produire, surtout quand on est plus jeunes. On me dit que, de nos jours, les rapports entre époux sont plus confiants qu'ils ne l'étaient de mon temps, et je veux bien le croire. Ce dont je suis sûr, c'est qu'il est infiniment plus nécessaire aux jeunes gens de savoir se dominer que les littérateurs modernes ne le croient généralement. Quant à moi, je suis résolu à l'enseigner à mes garçons avant qu'il ne soit trop tard; et je n'hésiterai pas un seul instant à me citer moi-même comme exemple pour les mettre en garde contre les dangers qui les menacent. En agissant ainsi, j'espère créer entre eux et moi des rapports bien plus cordiaux, que si j'essayais de leur faire accroire que j'ai toujours été un petit saint !

— Tu as raison, répondis-je ; mes expériences personnelles sont assurément toutes différentes. Mon sang était sans doute moins ardent que le tien, et j'ai eu moins de tentations à affronter ; aussi mes aventures de jeunesse n'ont-elles presque rien de commun avec les tiennes. Dois-je le regretter ou m'en féliciter ? Je n'en sais rien; mais il est probable que si j'avais vécu quelque peu, ma destinée aurait été tout autre qu'elle n'a été.

Tout à coup, les yeux de Charles Bohrn redevinrent brillants, et, avec cette faculté qu'il avait de se dédoubler, il s'écria sur un ton qui n'avait plus rien de tragique :

— Tout cela, c'est comme un couteau à deux tranchants; par quelque côté qu'on le prenne, on risque de se couper les doigts! Le bon Dieu seul sait ce qu'il faut dire à ses petits et ce qu'on doit leur cacher.

Je le regardai et je me rappelai ce qu'il m'avait dit, quelques instants auparavant, de son aptitude aux spéculations philosophiques ; et, cependant, c'est en philo-

sophe avisé et ironique qu'il venait de constater à quel point lui-même, et, avec lui, l'humanité tout entière, subissent cette tyrannie étrange de la chair, qui engendre tant de farces et tant de drames ; et, en le voyant devant moi, avec sa carrure large et robuste, son visage ouvert qui respirait la bonté et la franchise, avec toutes ses qualités qui révélaient un homme dans toute l'acceptation du mot, je me sentis pris pour lui d'une sympathie profonde, et je ne pus m'empêcher de reconnaître qu'il méritait bien, en dépit de ses défauts, le bonheur d'être le mari d'Elsa.

Nous changeâmes de sujet de conversation et parlâmes de choses moins graves. Tout à coup, Charles Bohrn tira sa montre et dit :

— Je veux aller à l'Opéra, ce soir ; on donne la *Flûte enchantée.* J'ai besoin d'entendre de la musique. Je vais téléphoner à Elsa de venir me prendre ici.

Sans attendre ma réponse, il se leva et sortit.

A travers la porte restée ouverte, j'entendis sa conversation avec sa femme. Celle-ci fit d'abord quelques objections, dont il eut vite raison. Lorsqu'il revint, il avait l'air rayonnant.

— J'avais besoin de la voir, me dit-il ; la musique n'était qu'un prétexte.

Elsa arriva peu de temps après, et quand son mari sortit pour aller prendre les billets, elle me dit :

— Charles t'a parlé ?

— Oui, lui répondis-je, surpris du ton calme et naturel de ses paroles.

— Avec moi, il ne le fait jamais.

Ses yeux se mouillèrent ; le timbre de sa voix avait eu une expression d'infinie mélancolie, que je n'ai jamais rencontrée chez aucun être humain.

— Il ne se confie jamais à moi quand il a des ennuis comme ceux de ces derniers jours. Il ne se doute pas à quel point je le comprendrais, et pourrais peut-être lui venir en aide, même maintenant.

Je saisis sa main, heureux qu'à défaut de son mari, elle pût, au moins, parler avec moi. Alors elle sourit, et, tout en dégageant sa main, elle me dit :

— Au début, cela n'allait pas si facilement !

Bohrn étant revenu, nous sortîmes tous les trois du café. Il avait plu, et la lumière des réverbères scintillait dans les flaques d'eau qui noyaient les rues. Mes amis insistèrent pour que je les accompagnasse au théâtre, mais je ne croyais pas avoir le droit de troubler leur intimité, et je rentrai chez moi.

J'étais d'ailleurs trop ému par tout ce que j'avais vu et entendu durant cette journée, pour désirer autre chose que la solitude, qui, à partir de ce jour, devint de plus en plus, le grand bonheur de ma vie.

Chapitre XXII

En arrivant chez moi, je constatai qu'il n'y avait de lumière ni dans le corridor ni dans ma chambre, et je ne vis personne venir au devant de moi. Il régnait dans le petit appartement un calme si profond que je m'arrêtai, l'oreille aux aguets, attendant qu'un bruit quelconque vînt troubler ce silence qui me présageait un malheur.

— Tu es là ? criai-je.

Personne ne me répondit. J'entrai dans mon cabinet de travail. Alors je vis que la porte de la chambre de Marguerite n'était pas complétement fermée, et j'aperçus, à travers l'ouverture, une raie lumineuse s'étendre à mes pieds sur le parquet. Je m'arrêtai devant cette traînée de lumière, comme si j'avais conscience d'avoir oublié ou négligé celle qui était ce que je possédais de plus cher au monde. Je n'entendais toujours pas de bruit, et je restais comme figé devant la porte; j'étais tellement convaincu qu'un malheur était arrivé en mon absence que je ne me sentais pas la force de pénétrer dans la petite chambre. En quelques secondes, je revécus toute ma vie avec mon enfant, pendant ces derniers temps. Je me trouvai criminel de l'avoir laissée de côté, d'avoir pensé à moi plus qu'à elle. Soulagé par ce rapide *mea culpa*, je poussai la porte, et j'aperçus Marguerite assise à une petite table, le dos tourné à l'entrée.

Elle ne m'entendit pas pénétrer dans la pièce, et de la place où j'étais, je pus voir la table et une partie de sa figure. Celle-ci avait une expression de grande douceur, nuancée de tristesse, et ses lèvres remuaient comme si elle se parlait à elle-même. Elle avait devant elle une minuscule armoire à glace ancienne, en acajou, garnie de cuivres giselé. C'était son armoire aux souvenirs. Elle y conservait tous les objets qu'elle avait reçus et auxquels elle tenait. Elle les avait tous sortis sur la table, et était occupée à les ranger de nouveau dans le petit meuble. Je me rappelai avec tristesse qu'ils lui avaient été donnés par moi, d'une année à l'autre, et je me souvins qu'elle m'avait dit un jour qu'elle ne mettrait jamais parmi ses chères reliques quelque chose dont une personne étrangère lui aurait fait cadeau. Ce trésor, je pouvais l'apercevoir de la porte contre laquelle j'étais appuyé. Il y avait là des fleurs, de petits colifichets, des jouets-miniatures, des bouts de papier sur lesquels j'avais griffonné quelques vers, une petite broche, une épingle et d'autres menus objets que j'avais oubliés depuis longtemps, et qu'elle avait soigneusement conservés. Et, en la voyant assise, tout affairée, devant la table, je trouvai qu'elle ressemblait moins à une fillette de quatorze ans qu'à une femme déjà faite.

Enfin, elle leva les yeux et m'aperçut ; mais elle ne fut pas effrayée et ne bougea pas de sa place. Elle me regarda en souriant et continua de ranger, de ses petites mains fines, ses richesses.

— J'étais assise là, et je pensais à toi, me dit-elle.

J'essayai de sourire en m'approchant d'elle ; mais je sentais que cela ne me réussissait pas. Je me trouvais si petit, si pauvre à côté de mon enfant qui m'avait tant donné et que je n'avais pu payer de retour. Elle remit la minuscule armoire à sa place, me suivit dans le salon, et alluma la lampe. En la voyant aller et venir dans l'appartement avec son air de ménagère diligente qui veille à tout, je me demandai de quelle façon j'avais tenu le serment que je m'étais fait à moi-même, le jour où nous emménageâmes ici, de ne vivre que pour elle, et de la dédommager ainsi du tort que je lui avait causé en

lui donnant comme mère une femme que nous devions oublier l'un et l'autre. Pendant que ma conscience me reprochait de n'avoir pas tenu mes promesses, je sentis une sourde colère me monter au cœur contre la destinée qui m'imposait des sacrifices plus grands que ceux qu'elle exige des autres.

Chapitre XXIII

J'héritai, à cette époque, d'une petite somme d'argent que me laissa un parent éloigné, mort sans héritiers directs. Je crois qu'aucun évenement de ma vie ne me surprit autant que ce modeste héritage, qui arriva fort à propos, car il me permit de procurer de temps en temps un plaisir à ma fille, ce qui m'était impossible auparavant.

Mon premier soin fut d'acheter un piano à Marguerite. Un piano est un des rares meubles qui ont la vertu de transformer complètement un intérieur. Je fis placer le nôtre dans la chambre de l'enfant, et je confesse qu'il lui arriva, parfois, de me mettre de mauvaise humeur, parce qu'il me dérangeait dans mon travail. Que ne donnerais-je, hélas ! pour l'entendre encore, maintenant qu'il s'est tu à jamais ! Depuis sa plus tendre enfance, Marguerite trouvait que la musique est ce qu'il y a de plus beau au monde. Je me souviens que lorsqu'elle entendit pour la première fois un concert, elle pâlit, saisit ma main et se serra contre moi, comme si elle se trouvait en présence d'un danger. Jusqu'à notre entrée dans notre nouvelle demeure (elle avait alors onze ans), elle n'entendit que rarement de la musique. A partir de ce moment, je l'autorisai à rester assise à côté de moi, pendant qu'Elsa était au piano ; je me rendais compte que la musique transfigurait son regard et tous ses mouvements. Le premier opéra qu'elle entendit fut le *Freischutz*, et l'impression qu'il produisit sur elle fut telle, que je me refusai longtemps, malgré ses instances, à la conduire de nouveau au théâtre. Les morceaux spécialement écrits pour les enfants la laissaient indifférente, et elle n'était empoignée

que quand elle entendait de la vraie musique. Ce n'était que quand tout était fini qu'elle respirait profondément, comme si elle se sentait délivrée d'un enchantement mystérieux, et tout son être en était comme idéalisé. Nous la regardions alors, Elsa et moi, et le langage muet de nos yeux, qui échappait à l'enfant, nous disait que nous nous comprenions. Lorsque je l'interpellais, elle se contentait de me répondre à mi-voix : C'est si beau !

Charles Bohrn avait une affection toute particulière pour Marguerite, et celle-ci la lui rendait pleinement, parce qu'il était rempli de prévenances délicates et ne la traitait jamais en petite fille. Un jour, il lui demanda la permission de lui faire cadeau d'un piano ; mais elle refusa énergiquement, sans motiver son refus. J'eus beau insister de mon côté et lui dire que ce cadeau n'avait rien de désobligeant pour moi, et que je l'autorisais à l'accepter : elle ne voulut rien entendre et persista dans son refus. Le jour où je pus lui en acheter un avec mon argent, sa joie ne connut plus de bornes. Elle était surtout heureuse d'avoir attendu jusqu'à ce qu'il me fût possible de lui faire ce cadeau moi-même.

La tendresse dont elle m'enveloppait, opéra de véritables miracles, et ce fut elle qui, sans s'en rendre compte, eut raison de ce qui restait en moi du vieil homme. Ce fut mon enfant qui finit par prendre la première, la grande place dans mon cœur, et cette victoire elle la dut à son amour, qui fut plus fort que tout le reste. Certes, mon affection pour Elsa et son mari n'avait en rien diminué ; mais elle n'en passa pas moins, insensiblement, au second plan. Un amour sans espoir ne peut pas flamber éternellement et finit par se consumer lui-même ; d'un autre côté, quelque profonde que fût ma tendresse pour Elsa, je n'étais pas homme à édifier mon bonheur sur les ruines de celui d'un ami.

Marguerite n'avait pas tardé à se rendre compte du changement qui s'était opéré en moi, en sa faveur. Elle devenait chaque jour plus tendre, plus joyeuse. La légère réserve qu'elle avait observée jusqu'alors à l'égard d'Elsa, et que toute femme qui aime éprouve d'instinct vis à vis de celle en qui elle soupçonne une

rivale, fit place à une adoration sans bornes, qui s'étendait à tout ce que mon amie disait, pensait et faisait. Cependant, son bonheur le plus grand était d'être avec moi, et rien ne la rendait heureuse comme quand je restais à la maison, après le dîner, et lui consacrais ma soirée.

Sa joie de posséder un piano ne saurait se décrire. Je crois qu'elle aimait son instrument comme un être d'essence supérieure. Je lui avais acheté beaucoup de musique, en même temps que différents recueils de mélodies faciles et de chants populaires. Elle les chantait presque tous et les apprenait par cœur quand elle était seule.

Un jour, je survins à l'improviste pendant qu'elle chantait, et je vis que les larmes lui montaient aux yeux ; elle me supplia de ne jamais révéler à personne ce dont je venais d'être témoin. Pendant longtemps, elle se refusa à se faire entendre devant moi. Le jour où elle consentit à me chanter quelque chose, elle le fit avec cette décision et cette spontanéité qui se retrouvaient dans tous les actes de sa vie. Elle se mit simplement au piano, alluma les bougies, et commença de chanter ; seulement, tout son répertoire y passa.

Elle chantait d'une voix claire et pure, avec une extrême simplicité et sans la moindre affectation, mais elle y mettait un sentiment dont rien ne saurait donner une idée.

Quand elle eut fini elle vint à moi et grimpa sur mes genoux.

— Tu me promets de n'en parler à personne, me dit-elle ; c'est pour toi seul que je chante.

Je le lui promis solennellement et je tins parole.

Dans la suite j'eus le bonheur de l'entendre souvent, et je ne me lassais pas de l'écouter. Quand elle avait terminé, ses yeux rayonnaient d'une joie secrète. En dehors de moi, personne ne savait rien de tout cela, et c'est précisément ce qui la rendait si heureuse.

Gustaf af GEIJERSTAM.

(Adapté du suédois par W. Bauer.)

(La fin au prochain numéro.)

LES CHRONIQUES NATIONALES

ALLEMAGNE

A Propos de Musique

Le mot du philosophe grec : La guerre est mère de toute chose, rentre dans la catégorie de ces apophtegmes souvent employés et plus souvent encore mal compris qui ont fouetté le sentiment national, exacerbé par la guerre, et qui l'ont porté à l'extrême chauvinisme. En admettant même que la guerre ait pu développer, chez l'homme certaines facultés, il demeure indéniable qu'elle a fait œuvre destructrice en trop de domaines. En littérature, peut-être, pourrait-on parler d'une action inspiratrice de l'événement guerrier. Des livres comme le *Feu* de Barbusse, en France, ou comme *Une race (Ein Geschlecht)* de Fritz von Unruh — pour ne citer que ces deux-là — ne seraient pas les poèmes troublants et excitants qu'ils sont, si leurs auteurs n'avaient pas « vécu » la guerre. Mais ces chercheurs d'expressions nouvelles ont échappé à la fournaise et l'on ne peut guère parler, chez eux, que d'une influence dans un sens purement négatif. En ce qui concerne la « littérature de guerre » propre-

ment dite, il est certain qu'elle fournira au chercheur, dans l'avenir, des éléments intéressants, lorsqu'il s'agira pour lui de tenter une histoire de la suggestion en masse.... Personne par contre ne songera sans doute à classer ces produits dans le domaine de la littérature proprement dite.

En parlant du développement de la musique allemande moderne, nous devons toujours avoir présent à la mémoire que nous avons à faire ici à des évolutions, à des modifications sur lesquelles les événements extérieurs n'ont aucune influence. Elles obéissent, en effet, aux seules lois immanentes de la conception artistique. On parle couramment, aujourd'hui, de l'« expressionisme » dans l'art. La tendance expressionniste, dans les arts plastiques, est familière à la critique. Elle y est cataloguée. En poésie, nous distinguons toujours plus nettement les poètes qui ont été les précurseurs de cet expressionisme et ceux qui y sacrifient maintenant sans réserves. En musique, l'expressionisme est plus difficile à saisir. Pour une raison toute extérieure, d'abord : jusqu'ici nous n'avons entendu, en Allemagne, qu'assez peu de musique expressioniste et la majeure partie du public observe une attitude d'expectative, elle demeure même assez étrangère aux œuvres de Franz Schrekker et d'Arnold Schönberg, pour ne nommer que deux des représentants les plus en vue de la tendance moderne.

En Allemagne, cela ne fait pas de doute, on suit avec attention, par la parole et par la plume, ce mouvement expressionniste, et çà et là on tente même d'extraire des manifestations isolées de cet expressionisme, en littérature, en peinture et en musique, l'idée commune et fondamentale, la doctrine de l'expressionisme. On a beaucoup écrit à ce sujet et il ne saurait être question, dans cette brève esquisse, d'exposer le problème dans son ensemble et de prendre position. Arnold Schering [1] a publié sur l'expressionisme dans la musique un fort intéressant article ; nous

[1] Voir le livre paru en 1920 à Leipzig (chez Seemen) et intitulé : *Introduction à l'Art actuel (Einführung in die Kunst der Gegenwart)*. Il contient six conférences qui s'adressent à un public étendu et qui traitent de la littérature, de la musique et des arts plastiques modernes en Allemagne, avec beaucoup de finesse.

y renvoyons d'autant plus volontiers que Schering, tout en rendant pleine justice aux talents vigoureux qui se manifestent dans le nouveau mouvement musical, en Allemagne et en France, s'efforce toujours de caractériser l'expressionisme, dans la musique allemande moderne, comme un phénomène transitoire, une sorte de préliminaire, une recherche de nouvelles formes d'expression. Le jugement pondéré de l'historien devrait le mettre en garde contre une dangereuse partialité. Et pourtant ne voyons-nous pas une personnalité aussi notable, au caractère aussi fermement marqué que Hans Pfitzner [1] décerner à cette nouvelle tendance le qualificatif de «musique de l'impuissance»? Cette attitude d'hostilité par principe, cette méconnaissance à l'égard des valeurs très réelles que la musique allemande moderne a fait surgir, spécialement en ce qui concerne l'orchestration, n'est point une manifestation isolée, d'ailleurs. Il nous semble, toutefois, qu'elle perd de vue la nécessité qu'il y a précisément, pour l'art, de chercher de nouvelles formes expressives. Et ce n'est pas seulement sur le terrain bien délimité de la critique musicale que se heurtent les opinions. Bien plus, voici que l'on parle de considérer cette nouvelle « esthétique de la musique » comme une question de doctrine artistique. Tels les nominalistes et les réalistes du moyen âge, les partisans et les adversaires de la nouvelle théorie se combattent avec acharnement. Or, le fait que l'on entend instaurer avec l'expressionisme musical une ère nouvelle, non seulement dans la technique, mais encore dans l'inspiration, donne au problème de la musique allemande contemporaine une singulière importance, d'un intérêt général. Il convient de le constater, sans tenir compte de l'attitude

[1] Nous renvoyons le lecteur aux deux importantes publications de Hans Pfitzner : *La nouvelle esthétique de l'impuissance musicale (Die neue Aesthetik der Musikalischen Impotenz)* et *Le danger des futuristes (Futuristengefahr)*, ce dernier publié à l'ocasion de l'*Esthétique* de Busoni. Les deux ouvrages en question ont paru aux éditions *Süddeutschen Monatshefte* à Munich.

Paul Bekker a pris position contre Pfitzner dans plusieurs articles publiés par la *Gazette de Francfort* et dans une brochure intitulée : *Ce que représente, dans le monde, la musique allemande (Weltgeltung der deutschen Musik)* parue chez Schuster et Löffer. à Berlin. Le spirituel critique de la *Gazette de Francfort* est l'un des zélés champions de l'art nouveau. Il a publié sur Franz Schrekker une forte suggestive monographie, très fouillée ; nous ne saurions trop en recommander la lecture à ceux qui veulent s'occuper de critique en matière d'opéra moderne. (L'ouvrage en question est intitulé : *Franz Schrekker*, étude pour servir à la critique de l'opéra moderne. Il a paru chez Schuster et Löffer à Berlin. 2me mille).

de la critique ou du goût du public à son égard. Nous sommes entrés dans une époque où les arts et les sciences travaillent davantage qu'auparavant à s'assurer des bases philosophiques. Cela ne saurait faire aucun doute. Tout semble l'indiquer, la tendance à considérer les choses au point de vue purement historique ou psychologique fait place à une tendance synthétique. Si cette tendance n'est point nouvelle — un homme de l'envergure d'Henri Wölfflin l'a implantée depuis longtemps dans l'histoire de l'art, — il n'en reste pas moins que la récente évolution a transformé l'histoire des artistes en une histoire de l'art.

Une analyse des œuvres musicales à caractère expressionniste corroborerait ce que je dis plus haut. Et ce n'est point par hasard que Antoine Wildgans, le bon poète autrichien, a dit ce qui suit, alors qu'il assuma la direction du Burgtheater de Vienne — sanctuaire des vieilles traditions. Parlant des tâches qui attendent l'art des jeunes, il a déclaré que pour imparfait et conditionné par le temps qu'il soit encore, cet art nouveau s'efforce, précédant les temps, de travailler pour l'avenir. La simple réalité ne suffit plus à la jeune école qui a trop de respect pour elle-même et pour l'humanité pour se borner à considérer cette part de la vie qui est hasard et simple contingence. Ce qu'elle recherche, ce à quoi elle vise, c'est bien plutôt ce qui est éternel dans l'homme et dans sa destinée. Ainsi elle tend de nouveau avec ferveur au caractère symbolique. Ceci, traduit en langage esthétique, signifie : « Elle a la ferme volonté d'atteindre au grand style. »

Une telle caractéristique nous paraît définir de façon excellente le sens de l'art nouveau. Et ce sera la tâche non seulement de l'avenir, dans un examen historique et rétrospectif, mais surtout du présent, de relever parmi les productions de nos jours les œuvres marquées de ce caractère symbolique qui est le propre de toute création poétique. Donnerons-nous encore à cet art une appellation spéciale ? Cela n'a qu'une importance secondaire. L'on constatera peut-être que l'expressionnisme ramènera aux principes de tout grand art, lorsque, sous les appellations de « cubisme » ou de « futurisme », il aura jeté sa gourme. Quant à faire ici le prophète, à vouloir indiquer les voies dans les-

quelles s'engagera la musique allemande moderne, ce serait oiseux. Dans cette modeste esquisse, nous avons simplement voulu donner cours à l'opinion que la musique allemande de l'époque actuelle, par les efforts incessants qu'elle fait pour créer de nouvelles possibilités d'expression, engendre, elle aussi, ou plutôt libère des forces qui amèneront l'évolution musicale vers de nouvelles conclusions, en passant par le naturalisme, l'impressionisme et l'expressionisme.

Erich von PRITTWITZ-GAFFRON.

ANGLETERRE

Critiques et Romanciers : T. S. Eliot, J. Middleton Murry, Francis Brett Young, Katherine Mansfield.

Il y a, je le crains, quelque danger à écrire sur les affaires anglaises dans une revue paraissant en pays étranger, et d'une langue différente. L'on pourra être enclin à donner comme traits caractéristiques du peuple auquel on appartient des traits qui sont le bien commun de l'humanité civilisée, sur toute la surface du globe. J'étais sur le point de dire que nous sommes — tout au moins cette partie d'entre nous qui se peut qualifier de littéraire — une race étonnamment consciente d'elle-même, enclins à être trop orgueilleux de ce que nous considérons comme nos qualités propres, et peut-être un peu trop humbles en ce que nous regardons comme nos défauts personnels. Durant ces derniers mois, nous avons examiné de nouveau avec une bonne dose d'humilité ce que l'on a souvent déclaré être un de nos défauts particuliers : notre inaptitude à la critique littéraire d'un ordre supérieur et d'une fécondité suffisante. La pensée désintéressée, la pensée pour elle-même, nous répète-t-on, n'est point une occupation à laquelle l'Anglais-type se livre aussi volontiers que le Français-type, par exemple. Le génie français est critique, le nôtre ne l'est pas. Sur ce point on paraît universellement d'accord. D'aucuns y voient une raison de se féliciter, alors que d'autres le déplorent. Quant à moi, je ne suis

point certain que cette assertion soit exacte, à moins d'y ajouter quelques compléments. Je sais de bonne source, par exemple, qu'un professeur à la Sorbonne, parlant récemment de littérature, déclarait à ses auditeurs que Shakespeare ne s'adressait qu'aux Anglais et Goethe qu'aux Allemands, alors que Racine plaisait également à tout le monde : il était, par conséquent, le seul génie international de l'Europe. Voilà, la chose est claire, une constatation que son auteur n'avait point soumise à la critique, et à laquelle il n'avait pas consacré quelques instants de « pensée désintéressée ». Si, *mutatis mutandis*, un professeur anglais avait avancé la même allégation, on n'eût pas manqué d'en faire état pour prouver notre incapacité en matière de critique. Tel qu'il est, ce fait renforce mon idée que les hommes qui pensent librement sont, un peu partout, une rareté. Peut-être sont-ils plus rares en Angleterre qu'ailleurs ; peut-être aussi sont-ils moins respectés chez nous qu'ailleurs lorsqu'ils se manifestent.

Quoiqu'il en soit, notre attention a été récemment attirée, de différents côtés, sur un fait : bien que nous écrivions beaucoup au sujet des livres, la plus grande partie de nos louanges ou de nos sévérités n'ont aucun caractère d'appréciation critique, étant souvent, et c'est plus triste encore, des jugements portés tout à la fois en parfaite ignorance de cause et sans goût. On a discuté cette question dans un certain nombre de volumes et dans pas mal de périodiques ; à maintes reprises on a tenté de découvrir et de définir les vrais principes de la critique. La difficulté est que des discussions de ce genre, invariablement, aboutissent à des masses de théories si admirablement échafaudées et si logiques qu'inévitablement l'essence indéfinissable de la littérature leur échappe. La nouvelle impulsion, cependant, s'est manifestée dans plusieurs collections d'œuvres critiques, d'intérêt et de valeur, même lorsque les théories que certaines avancent ne sont pas toutes d'une grande utilité pratique. Mentionnons parmi ces ouvrages les *Essais à propos de livres* de M. A. Clutton-Brock *(Essays on books)*, l'*Art des lettres* de M. Robert Lynd *(The Art of Letters)*, le *Bois sacré* de M. T. S. Eliot *(The Sacred Wood)* et enfin

les *Aspects littéraires* de M. J. Middleton Murry *(Aspects of literature)*.

Parmi ceux-ci, M. Eliot (un Américain domicilié en Angleterre) est très préoccupé de notre faiblesse critique et très désireux d'établir de nouvelles théories en matière de critique. Pour autant que je saisis ce qu'il dit à ce sujet, il n'aurait jamais existé de parfait critique, à l'exception d'Aristote. Il manque évidemment à la partie la plus importante de sa tâche en ne nous faisant pas comprendre ce qui, à son point de vue, constitue la marque distinctive de la bonne littérature, ce que doit rechercher le critique, ce qu'il doit mettre en évidence. Cela, M. Murry le fait ; selon lui, le critique est un homme qui applique à la littérature, de façon désintéressée, le critère « anthropocentrique » : à lui de discerner les poètes dont les œuvres aident l'humanité à vivre « une bonne vie ». Bonne vie dans le sens esthétique et non point dans celui que comporte un code moral limité dans le temps et l'espace.

Les écrivains dont nous venons de parler sont des critiques de la jeune école, plus ardente. MM. Clutton-Brock et Lynd, plus âgés, se contentent de discourir sur les livres et les auteurs, à différents points de vue. M. Clutton-Brock se préoccupe peut-être avant tout de l'effet qu'a un livre sur le caractère du lecteur alors que M. Lynd, lui, veut montrer la lumière qu'un livre jette sur le caractère de l'auteur. Ni l'un ni l'autre de ces deux écrivains ne possèdent ce qu'on pourrait appeler une méthode de critique logique et bien formulée ; tous deux, cependant, aident à comprendre les livres dont ils traitent. Peut-être un tel résultat est-il en fin de compte la seule pierre de touche du critique : l'on ne devrait rien écarter, comme « non critique », de ce qui y répond en quelque mesure.

* * *

M. J. Middleton Murry était jusqu'il y a quelques semaines, le directeur de l'*Athenaeum*. Cette revue, comme l'a signalé le mois dernier la *Revue de Genève*, a cessé de

vivre de son existence propre, après une carrière de près d'un siècle. Fondée en 1828, elle tomba bientôt aux mains de Charles Wentworth Dilke, l'ami de Keats, qui assit le nouveau journal sur des bases solides et le consacra entièrement à la littérature, à l'érudition et aux arts. A part un ou deux brefs intervalles durant lesquels il modifia son caractère, sans succès d'ailleurs, l'*Athenaeum* a suivi depuis lors les mêmes voies. La guerre elle-même, durant laquelle ce journal, d'hebdomadaire qu'il était devint mensuel, puis trimestriel — si j'ai bonne mémoire — ne réussit pas à le faire disparaître. Moins d'un an après la fin du conflit, il reparaissait, rajeuni et fortifié, sous la forme d'un hebdomadaire dirigé par M. Murry. C'était en 1919, alors que tous nous croyions que la littérature allait être encouragée plus largement et plus effectivement par le public anglais. Et voici qu'ensuite de la dépression dont j'ai parlé dans ma dernière lettre, l'*Athenaeum* a cessé d'être un journal vivant de sa propre vie. Il paraît comme supplément à la *Nation*, une feuille politique, d'opinions radicales avancées, dont il forme la partie littéraire. En ce qui me concerne je suis d'autant plus disposé à regretter la disparition de l'*Athenaeum* que j'étais rarement d'accord avec ce qu'il disait. M. Murry, en effet, semblait considérer comme sa mission de dissiper la trop grande confiance de beaucoup de gens dans les splendeurs de notre littérature contemporaine. L'application de ses critères était, à mon avis, souvent trop arbitraire et ses jugements parfois fort inconsidérement rendus. Je ne puis cependant me dissimuler qu'une âpre critique, même quand elle touche à la discourtoisie, est un élément sain et excellent dans la vie littéraire d'un pays. Elle n'a pas entièrement disparu, comme je l'ai expliqué, et j'ai confiance qu'elle ne disparaîtra pas entièrement. M. Murry, en effet, est un écrivain trop vigoureux et trop original pour que son influence ne compte plus pour rien. Mais la disparition de l'*Athenaeum*, en tant que journal distinct et indépendant, avec sa longue histoire et ses belles traditions, fournit matière à réflexions mélancoliques.

*
* *

Le mois passé nous avons vu un de nos jeunes auteurs les plus intéressants parmi ceux qui promettent, faire un pas en avant. M. Francis Brett Young qui a déjà écrit sept romans, sans compter un volume de vers et un recueil de ses impressions de guerre, nous a donné un huitième roman : *Le diamant noir (The black Diamond)*. Dans son livre de guerre, *En marche sur Tanga (Marching on Tanga)* il nous a décrit ce qu'il a vu et ressenti alors qu'il appartenait, en qualité de médecin militaire, à l'armée du général Smuts dans l'Afrique orientale allemande. Le volume en question avait ceci de remarquable qu'il était un des rares ouvrages de guerre qui eussent un intérêt indépendant du sujet. Extrêmement bien écrit, vivant et convaincu, ce livre est débordant de poésie et de sentiment. M. Brett Young n'a pas été moins original et moins entreprenant dans ses romans. Il ne s'est jamais proposé, comme le font tant de ses confrères, d'écrire, année après année, le même volume. Chacune de ses œuvres est une tentative nouvelle, pleine de fraîcheur, et qui stimule l'esprit — mais désappointe, parce que l'auteur n'a pas encore écrit le livre que ses dons indéniables permettent d'espérer. Le dernier volume qu'il a publié, cependant, répond davantage à notre attente que les précédents. M. Brett Young, autrefois, réussissait le mieux dans les descriptions poétiques un peu nébuleuses et ténues peut-être, de paysages. Lorsqu'il avait à compter avec la dure et parfois sordide réalité de la vie — comme c'est le cas dans son *Young physician (Jeune médecin)*, par exemple — ses dons poétiques semblaient l'abandonner et laisser son style un peu froid et incolore. Il possédait, presque à la perfection, la technique du réalisme. Ses descriptions de la vie de tous les jours étaient exactes et montraient une observation aiguë, mais il leur manquait la magie du sentiment poétique qui distinguait ses autres ouvrages. Dans le *Diamant noir* il a usé de sa méthode

réaliste, mais il s'en est servi au lieu de s'y asservir. Son héros est un « galibot ». Natif de la « contrée noire », il quitte cette région pour se rendre dans le Stropshire et sur les confins du pays de Galles. L'auteur nous décrit ses aventures, que l'on qualifierait volontiers, au premier coup d'œil, de quelconques, mais qui sont tout imprégnées de poésie. Je me permets de prédire que M. Brett Young écrira de meilleurs livres, plus mûrs, d'une conception plus vaste que celui-ci, et que ce qu'il produira durant les dix ou quinze prochaines années donnera raison à ceux qui lui ont fait crédit depuis six ou sept ans.

* * *

Des qualités du même genre se retrouvent dans *Bliss (Félicité)*, un volume de nouvelles dues à la plume de Miss Katherine Mansfield et dont on a beaucoup parlé récemment. Nous avons toujours témoigné de l'intérêt à la nouvelle anglaise, et tour à tour nous avons loué nos prouesses et déploré notre incapacité, dans ce domaine. Voici quelques années, M. H. G. Wells, dans la préface du volume contenant ses meilleures nouvelles, faisait remarquer qu'autrefois nous eûmes un groupe d'écrivains réellement remarquable en ce genre, mais que cette floraison avait presque complètement passé. Lui-même était l'un des plus brillants de ces auteurs ; et si l'on me demandait de citer la meilleure nouvelle en anglais, je crois bien que je choisirais, en fin de compte, son *Pays des aveugles (The Country of the Blind.)* (A ce propos, je ne sais si quelqu'un a jamais fait remarquer la curieuse ressemblance qu'a ce petit chef-d'œuvre avec une histoire de Rémy de Gourmont, qui d'ailleurs lui est notablement inférieure.) Sur ce point là, donc, l'autorité de M. Wells est incontestable. Ayant fait moi-même d'innombrables tentatives pour découvrir des auteurs de bonnes nouvelles, je suis obligé d'admettre que, pour le moment du moins, ils sont malheureusement rares. Miss Mansfield fait ici fort hono-

rable exception. Elle aussi use à la perfection du procédé réaliste. Parfois même elle ne fait rien de plus : certaines de ses histoires n'étant que la mise en œuvre, pleine d'adresse, d'une observation minutieuse, des descriptions d'un « serré » presque miraculeux. Elle est capable de faire beaucoup mieux, ainsi que l'on peut s'en rendre compte d'après les meilleures de ses nouvelles. La plus belle, à mon sens, est *Prélude*, description d'une couple de jours dans la vie d'un ménage de Nouvelle-Zélande, description pleine de beauté, de sentiment et de haute signification.

Edward SHANKS.

BRÉSIL

Le Roman au Brésil

Jusqu'au milieu du XIXe siècle, la littérature brésilienne s'est limitée aux productions poétiques, aux premières recherches historiques, aux itinéraires des explorateurs et aux livres religieux, écrits surtout par les jésuites. La richesse d'une terre récemment découverte, avec ses forêts luxuriantes, ses mines d'or et de diamants éblouirent les colons européens. Leur première pensée fut d'entonner les louanges du merveilleux paysage qui les séduisait par sa sauvage majesté. Ainsi, la poésie a été le langage spontané des Brésiliens aux temps coloniaux, une poésie sans mesure et sans règle, primitive et rustique, où s'exprimaient les voix de la nature. Les cieux rayés de pourpre, les mers aux reflets changeants, les jungles pleines de fleurs et de fruits étranges, la variété et l'opulence de la flore et de la faune tropicales accaparèrent l'attention, reléguant à un plan secondaire les actions proprement humaines. Si bien que Sebastiao da Rocha Pitta, un des plus anciens historiens, au lieu de faire l'apologie des *bandeirantes* qui croisaient dans tous les sens le continent sud-américain, ne sut voir que les beautés naturelles du Brésil.

Ce n'est qu'avec Manoel de Macedo et José de Alencar, la société brésilienne étant déjà formée, que la fiction prit une physionomie propre. C'est à Joaquim Manoel de Macedo qu'appartient la première place parmi les fondateurs du roman national. Dans l'immense galerie de ses personnages,

il s'en trouve quelques-uns comme la *Moreninha* (La Brunette) et le *Moço Louro* (Le jeune homme blond) qui sont encore vivants dans la mémoire de tous les Brésiliens.

Macedo comprit admirablement le sentimentalisme de notre âme populaire, et raconta, au moyen d'intrigues fort simples, son histoire ingénue. Il conta ses anecdotes, sans sel ni sang, avec l'innocence d'un calme bourgeois, fonctionnaire public et chef d'une nombreuse famille. Il ne descendit pas aux thèses scabreuses des naturalistes, comme Aluizio de Azevedo ; il pénétra encore moins dans la conscience d'autrui, comme faisait Machado de Assis avec un air de timide indifférent et sceptique, et il ne s'éleva jamais au délicieux lyrisme de José de Alencar. Il resta entre deux courants, ni très bas ni très élevé. Ses amourettes se terminent ordinairement par le mariage, après toutes les formalités d'une cour honnête, surveillée par des sœurs âgées et célibataires ou de très vieilles tantes...

Macedo n'aimait guère les scandales ou les crimes sensationnels ; sa plume bonasse et catholique avait de la pudeur, une pudeur presque féminine. Ses hardiesses ne dépassaient pas certaines considérations de bon sens vulgaire et pratique, de ce bon sens qui est l'apanage des « personnes d'expérience » qui se vengent d'être vieilles et valétudinaires en donnant des conseils, en contrariant des volontés, en pestant contre les « innovations » et les modes « audacieuses et immorales ». Sur ce terrain il était passé maître ; si l'on nous permet cette expression, Macedo fut un écrivain de salle à manger, le peintre de la famille brésilienne, austère et sérieuse, attachée à certains préjugés séculaires qui datent de la vie patriarcale des grandes fermes seigneuriales. Son style est coulant, agréable, souple et léger. Il lui manque seulement un certain coloris ; et s'il est toujours correct dans le dessin de ses personnages et dans ses descriptions, sa langue n'est pas des plus pures.

Le coloriste par excellence fut José de Alencar, dont l'œuvre compte les pages les plus admirables de toute notre littérature romantique. Le *Guarany* et *Iracema*, toutes proportions gardées, représentèrent chez nous

ce qu'avaient été en France les premiers épisodes lyriques de Chateaubriand. On n'avait jamais vu autant d'intensité, d'émotion, d'élégance de style, de grâce dans les idées et de charme dans les récits. L'« indianisme » d'Alencar est vraiment épique. Ses Indiens parlent comme la nature les enseigna, ils aiment, vivent et meurent ainsi que les plantes et les animaux. Ses passions ont la soudaineté et la violence des ouragans. Alencar possédait à un haut degré le génie du pittoresque. Ses romans, pour nous servir d'un mot de Chateaubriand sur *Atala*, sont des poèmes descriptifs et dramatiques où la trame de l'intrigue est presque toujours un prétexte à peindre la nature. Alencar était, avant tout, poète ; la vie courante pour lui était sans saveur, si bien qu'il réussit rarement à en décrire les côtés prosaïques comme, par exemple, Manoel de Macedo. Son imagination ne s'éveillait que dans l'exotisme ; ses figures banales dans le monde, dans la rue, se transforment dans les bois, parmi les rumeurs des ravins et des cataractes, à l'ombre des grands arbres silencieux ; là, elles prennent un aspect de légende, grandissent soudain, deviennent mythiques, pareilles aux forces élémentaires dont elles surgissent comme par miracle. Alencar, qui était un esprit sceptique et une intelligence pénétrante, essaya de se rapprocher du goût public, en écrivant quelques nouvelles de mœurs bourgeoises ; elles sont inférieures, malgré tout, au reste de son œuvre. Comme Walter Scott, il avait besoin de larges toiles, parce que ses pinceaux étaient ceux d'un grand décorateur et non d'un portraitiste ou d'un peintre de genre. Les sujets historiques, les thèmes rustiques, tout ce qui s'éloignait enfin de cet « éternel quotidien » dur et méchant, avaient ses préférences. Son intuition aiguë des choses, un peu pessimiste, mais profonde, compensait l'infériorité de son analyse psychologique. Nous avons appris avec lui à avoir du style, c'est-à-dire à envisager le roman comme une œuvre d'art, et non comme un simple divertissement, un jeu capricieux de situations, ou une poignée d'anecdotes piquantes. Si ses qualités de lyrique subtil et imaginatif ne suffisaient pas, Alencar devrait être loué d'avoir donné à notre littérature le sens et le scrupule de la forme.

A côté de Macedo de Alencar, se détache le nom d'un écrivain qui mourut au début de sa carrière littéraire, à la publication de son premier ouvrage. Nous voulons parler de Manoel Antonio de Almeida et de ses *Mémoires d'un sergent de milices.* L'auteur de ce livre avait l'étoffe d'un parfait nouvelliste, maître de ses sujets, observateur sagace du milieu où il vivait, apte à conduire sûrement les fils d'une intrigue, à dessiner avec fermeté des types sociaux. Manoel de Almeida est un disciple de Balzac, non seulement par l'aisance avec laquelle il développait les situations, mais aussi par la force du tempérament. Ceux qui voudraient connaître les mœurs des classes populaires de Rio de Janeiro au commencement du siècle dernier n'auraient qu'à ouvrir son œuvre. Les *Mémoires* sont comme ces premières épreuves photographiques, sans retouches, qui sont réelles dans les parties belles comme dans les laides.

Avec Bernardo Guimaraes, nous eûmes le début du roman régional, que, plus tard, un de nos meilleurs conteurs, Affonso Arinos, développa d'une façon presque définitive. Bernardo Guimaraes raconta les impressions de sa vie de provincial, perdu dans les solitudes du plateau central au milieu de paysans, de vachers et de grands propriétaires de fermes de l'intérieur. Poète par nature, il sentit plus qu'il n'analysa les choses du monde. *Mauricio* (Maurice), *Escrava Isaura* (L'esclave Isaure), *E Seminarista* (Le Séminariste) et l'*Ermitao* (L'ermite) révèlent les étapes variées de l'écrivain, tantôt curieux des mulctiers, tantôt des nègres, tantôt des petites intrigues de la vie rurale. Ses types n'ont pourtant pas une physionomie marquée, tandis que ses descriptions de paysages sont agréables et fines. Il savait peindre la nature enchanteresse, il évoquait avec une tendresse voluptueuse les tapis veloutés de nos prés, la masse imposante des montagnes revêtues d'épaisses forêts et la soyeuse rumeur des feuillages remués par le vent tiède de la savane, sous le ciel irisé des tropiques.

Franklin Tavera et Escragnolle Taunay furent aussi des descriptifs. Tous les deux continuèrent la tradition champêtre de Bernardo, celui-là avec plus de vigueur, celui-ci avec plus de sobriété et d'élégance. Comme José

de Alencar, Tavora avait le don du pittoresque et le sentiment de la nature américaine magnifique et mystérieuse, placée entre la civilisation et la barbarie. Sa force d'observation est remarquable. La physionomie de l'homme, celle des milieux du nord-est brésilien sont mises en relief dans son œuvre. Paysans, laboureurs, vachers, campagnards mal dégrossis, tous ces gens qui habitent l'*hinterland* de notre pays, sont reproduits fidèlement par le romancier du Ceara. Sans avoir les vertus d'un grand coloriste, Tavora donnait néanmoins une vue nette de nos scènes tropicales. *O Caballeira* (Le chevelu) où il étudia le *cangaceiro*, ses habitudes et son naturel spécial de guerrier nomade ; le *Matuto* (Le Rustre) où il peignit la vie de la campagne et les mœurs de l'indigène du nord, ainsi que *Lourenço* (Laurent) et *A Casa de Palha* (La Maison de paille) sont les preuves, vérifiables encore aujourd'hui en divers lieux, de sa parfaite compréhension de l'existence rustique dans les contrées reculées du Brésil.

Le style de Taunay n'a pas la même vibration que celui de Tavora, il est plus souple et subtil, plus étudié sans être affecté, parce que l'auteur de *Innocencia* (Innocence) et de la *Retraite de la Lagune* était un écrivain de race, discret, épuré et naturel. Taunay joignait admirablement la finesse de goût d'un Européen à l'opulence méridionale de l'Américain ; avec les couleurs délicates de l'Ile de France il nuança les tons violents de la nature brésilienne. Né et éduqué au Brésil, il sentit de bonne heure la nécessité de créer ici une littérature vraiment nationale, mais sans les exagérations d'un régionalisme étroit. Ses romans démontrent ce souci qui fut sa préoccupation favorite d'homme de lettres. Son nationalisme était sincère, il lui venait du cœur, de son cœur de soldat, car Taunay combattit dans les rangs de notre armée, donnant son sang et son énergie, son intelligence et son corps pour la grandeur de sa patrie. Il ne se contenta pas de l'existence facile des villes, il s'enfonça dans les parages les plus reculés de nos frontières occidentales ; il ne se fit pas bachelier, il se fit guerrier, et, comme militaire, prit part à la guerre du Paraguay et à l'expédition de Matto-Grosso qu'il devait rendre à jamais célèbre dans sa *Retraite de la Lagune*. Ce livre

écrit en français et aussitôt traduit en portugais, est un admirable poème en l'honneur du soldat brésilien, et le meilleur titre de gloire pour son auteur.

Avec *Innocencia*, le roman d'amour commença à perdre cet accent purement sentimental que lui avait imprimé Macedo. Taunay dessina les passions avec moins de désordre et plus de naturel et d'émotion. Certains lui ont reproché la sobriété de l'imagination et la discipline de l'esprit, sans se rendre compte que l'artiste connaissait la juste mesure des choses et évitait, exprès, les digressions emphatiques, le bavardage inutile et la prolixité insipide. On lui reprocha aussi l'influence française, comme si cette influence n'était pas commune à tous nos écrivains du dernier siècle. Nous tous qui pensons et écrivons, aussi bien au Brésil que dans le reste de l'Amérique latine, nous avons naturellement subi des influences étrangères et, principalement françaises, espagnoles et italiennes. A l'ombre de ces trois littératures s'est développée la nôtre, depuis que nous nous sommes libérés de la pensée portugaise de Lisbonne ou de Coimbre. Avant nous, Cooper aux Etats-Unis, Chateaubriand en France avaient tourné leurs regards vers les savanes et les forêts du Nouveau Monde, celui-là avec plus de sincérité et celui-ci avec plus d'artifices, mais tous les deux pourtant avec un pareil enthousiasme. Ce n'est pas nous qui avons découvert l'Indien dans son village, ni le bandit dans sa caverne. Ceux qui, les premiers, parlèrent de l'Indien, comme Rocha Pitta et Santa-Rita Durao, se limitèrent à les décrire sommairement, à la façon des vieux chroniqueurs jésuites, comme des créatures infimes, qui semblaient sans histoire et sans traditions, puisqu'ils ignoraient les prières chrétiennes et qu'ils adoraient le tonnerre et les tempêtes... Nos indianistes finirent cependant par prendre une autre direction. De même Taunay, qui, sous le charme des maîtres français, sut rester brésilien, tout en gagnant cette grâce de style qui, depuis Montaigne jusqu'à M. Anatole France, n'a heureusement pas abandonné le « doux pays de France » et constitue une de ses plus remarquables qualités.

Pendant la période de notre romantisme, deux tendances donc prédominèrent : la tendance bucolique et india-

niste d'Alencar et la tendance anecdotique, descriptive ou réaliste de Macedo. Entre ces deux courants évolua le roman national, oscillant de la forêt à la ville, parmi l'Indien, le paysan, le bourgeois des classes moyennes, le commerçant, les petits employés et les militaires.

Après Macedo et Alencar, le plus grand effort littéraire, dans le domaine du roman, fut fait par Machado de Assis et Aluizio de Azevedo. Il manquait aux premiers, malgré leur lyrisme, surtout celui d'Alencar, une certaine force d'observation, qu'un milieu social plus large et plus varié pouvait, seul, leur donner. Macedo, comme nous l'avons vu, n'était pas un connaisseur de l'âme humaine, il ne possédait pas cette intuition des valeurs universelles si nécessaire à tout écrivain digne de ce nom. Il était plus peintre qu'architecte, c'est-à-dire plus habile à copier qu'à construire. Ses fables sont spontanées, vraisemblables, naturelles, mais elles ne sont pas supérieures; elles intéressent, mais n'ébranlent pas. Ses types ne dépassent guère, pour ainsi dire, le niveau du régionalisme. Ce sont des créatures pauvres d'énergie intérieure et médiocres d'esprit. Ils défilent devant nous comme des ombres chinoises, sans relief ni consistance logique. Ils ne méditent pas, ne s'inquiètent guère, vivent de la vie passive des cailloux qui roulent dans le lit changeant des ravins.

Les personnages d'Alencar sont de vraies apparitions de légende, traînant de longs manteaux de pierreries fabuleuses ; ils ne plongent pas leurs racines dans la vie réelle et fuient toute catégorie humaine; ils sont mythiques, extraterrestres. Pour Alencar, la réalité n'était pas ce fleuve tranquille dont nous parle le dolent Héraclite, toujours renouvelé, toujours remplacé par de multiples et différentes eaux. C'était une création de sa fantaisie, un monde né de sa propre exaltation, où toutes les choses se reflétaient capricieusement, comme un rayon de soleil sur les facettes d'un miroir poli. Voilà pourquoi, généralement, il y a dans l'œuvre d'Alencar un tumulte continuel, un chant sonore de trompe sauvage, plus caractéristique d'un grand poète épique que d'un écrivain ami de la réalité, capable de l'observer sans les préjugés de son lyrisme grandiose. Ainsi donc. si Macedo est un aimable narrateur

d'anecdotes simples et ingénues, et Alencar un poète doué d'une grande force d'imagination, ni l'un ni l'autre ne peut être considéré comme vrai romancier. Il manque à leurs personnages, trop éphémères chez le premier, trop irréels chez le second, ce caractère d'humanité qui est si frappant dans les créations d'un Dickens, d'un Balzac ou d'un Tolstoï. M. Pickwick, le père Goriot ou Pierre Besukow sont des types à travers desquels il n'est guère difficile d'apercevoir la sinistre lueur de la tragédie universelle.

Pourrons-nous pourtant envisager le roman de Machado de Assis et Aluizio de Azevedo d'après ce criterium humain et universel ? Ne seraient-ils pas presque aussi éloignés d'une pareille conception que leurs prédécesseurs ? A l'exception de Machado de Assis, nous croyons que tous les romanciers brésiliens du XIXe siècle ne purent atteindre de très hauts sommets. Les uns, comme Bernardo Guimaraes, Tavora ou Taunay, n'allèrent guère au delà du pittoresque des formes, des grâces de l'intrigue, de ce qui pourrait s'appeler la vérité quotidienne ; les autres, comme Manoel de Almeida, Julio Ribeiro ou Paul Pompeia, restèrent, chacun à sa façon, au bord de l'océan des choses, satisfaits du spectacle qui s'offrait à leur contemplation, sans chercher, dans le dédale profond des causes, la raison des phénomènes auxquels ils assistaient.

Aluizio de Azevedo, pour citer le plus doué de tous nos romanciers d'observation, est un admirable annotateur de petits drames, de scènes de mœurs particulières à une certaine classe de la société brésilienne de la fin du second empire, la même que l'on voit avec plus de pudeur ou de dissimulation, pleurer ou sourire dans la galerie de Manoel de Macedo. Pour Aluizio, l'homme était cet animal instinctif de Vogt, supérieur aux autres produits de la faune terrestre, grâce à une sécrétion philosophique pompeusement appelée âme ou pensée...

Sa conception de l'humanité est purement mécanique, tous les phénomènes sociaux se réduisant à une formule d'extension et de mouvement, de masse et de vitesse, de matière et d'énergie. Aussi y a-t-il dans son œuvre, comme dans celle de presque tous nos naturalistes, un certain air de fatalité inconsciente ; le cadre est trop

étroit pour contenir l'infinie, la subtile gradation des valeurs individuelles. L'esprit reste abasourdi par tous ces personnages qui s'agitent devant nous, sans révéler la nature secrète de chacun d'eux. Aluizio est un impressionniste qui dessine parfois avec difficulté, mais qui sait colorer avec précision et impétuosité.

Cette technique linéaire, cette science profonde du dessin des personnages tristes ou rieurs, nobles ou triviaux de la vie, aucun, jusqu'à présent, dans notre littérature, ne l'a eue autant et aussi pénétrante que Machade de Assis. Sans posséder cette baguette magique avec laquelle Balzac faisait crier, gémir, hurler, ou, simplement rire et geindre tous les fabuleux figurants de la Comédie Humaine, notre romancier a su manier les crayons, les sanguines, les acides et les burins avec lesquels il dessinait ou gravait ses portraits aigus et ses eaux-fortes ironiques. Il ne serait pas un sculpteur de grandes masses, mais quel sensible imagier, quel profond ciseleur de bas-reliefs nous dévoile son œuvre !

Ce qui l'intéressait ce n'était pas l'homme lancé dans la multitude, mais la multitude elle-même reparaissant dans la synthèse compliquée de chaque âme, prise isolément. Contrairement à Balzac, dont la puissance d'imaginer allait chercher partout, dans la douleur comme dans la joie, dans la misère comme dans la splendeur, des motifs à de longues enquêtes et à des divagations interminables, Machado limitait ses choix.

Ses types ne sont pas vulgaires; les plus grossiers, comme le célèbre mendiant de *Quincas Borba* ont leur philosophie. Celui-ci savait regarder le firmament « sans arrogance ni bassesse », comme s'il disait au ciel : « Après tout, tu ne me tomberas pas dessus...» Toutes les créatures de Machado, le prudent Don Casmurre, l'ironique Braz Cubas, ou le « professeur de mélancolie » de son délicieux *Apologue*, ont une intuition très semblable des hommes et des choses. Pour eux, la vie est un effort inutile, une beauté sans profit direct, qui ne se donne pas entièrement ou qui se donne suffisamment pour que nous nous lassions d'elle à la première caresse ou au premier coup reçu. Peut-être y a-t-il même un peu de cynisme dans leurs attitudes.

Bras Cubaz, par exemple, et pour résumer ces diverses créations en une seule, connaît et applique, d'abord contre les autres, ensuite contre lui-même, tous les venins de la perversité. Dans son fameux délire il se représente successivement tantôt sous la lourde apparence d'un barbier ventru de mandarins, tantôt comme un initié, un pratiquant des secrets de l'Eternité, capable de dévoiler les siècles futurs et d'éclairer les siècles passés. Il est vrai que tout finit, vision des temps et course monotone des âges, à la porte de la chambre d'un moribond, dans un simple jeu de pattes de chat avec une boule de papier... Mais, cependant, ce jeu ne rappelle-t-il pas tous nos systèmes métaphysiques, tout l'ingénu empirisme de nos conclusions éphémères sur le monde connu et inconnu ? Et voilà la subtile sagesse des héros de Machado : croire à l'apparence des choses, tout en se moquant d'elles. Ses personnages n'essaient pas de s'élever au-dessus d'un aimable scepticisme ; ils rappellent, pour nous servir d'une heureuse image de Descartes, certains lierres qui, ayant entouré jusqu'au faîte le tronc sur lequel ils s'appuient, reviennent satisfaits à la promiscuité des basses herbes, contents d'eux-mêmes et de leur voyage.

Quoiqu'il lui manquât le secret des grands ensembles mouvementés, et jusqu'à un certain point, du mouvement même, Machado nous montra dans ses romans certains aspects de l'âme. En bon psychologue, il ne tenta pas de contrarier le cours irrésistible. Il ne croyait pas au « moment heureux » ni au « moment malheureux », il croyait aux deux, et suivait leur réalité. Son raisonnement était toujours en fonction du temps et de l'espace immédiats, parce qu'il acceptait toutes les choses, vivantes ou mortes, bonnes ou mauvaises, honnêtes et malhonnêtes, avec cet imperturbable accueil des miroirs et des tableaux... Il ressort de son œuvre un sentiment de constante préoccupation pour la beauté ou pour la laideur terrestres, et une rare compréhension de la triste inutilité à laquelle les contingences quotidiennes réduisent le cœur et l'intelligence de l'homme. Ses romans dévoilent un esprit inquiet, qui, à chaque instant, s'observe à travers les autres, et corrige avec un sourire ou une larme, l'image que la vie lui met sous les yeux.

Après Machado de Assis, notre roman entra en une période d'indécision et de tâtonnement. M. Graça Aranha[1], lui-même ne parvint pas, peut-être à cause de sa peu nombreuse production, à le ranimer chez nous. Le *Chanaan*, dont l'apparition fut saluée avec un enthousiasme exceptionnel est plutôt un superbe essai, ponctué d'idéologies ardentes, qu'un roman dans la vraie acceptation du terme. Le problème que s'est proposé le romancier est de ceux qui intéressent le plus la formation ethnique et politique de notre pays, car il traite des éléments immigrés qui composent notre race. A ce point de vue, le *Chanaan* peut être considéré comme un roman américain par excellence, le seul peut-être dans ce genre. Ses figures centrales sont typiques. *Milkau* est un universitaire d'Iéna ou d'Heidelberg, lâché dans les épaisses forêts de notre pays. Parmi le murmure des arbres gigantesques de la forêt brésilienne, il pense lyriquement aux questions ethnologiques, au « libre génie de la Germanie » dans son pouvoir d'expansion et dont l'essence mystérieuse pourrait seule s'expliquer « par les images et expressions incertaines d'une vague et symbolique métaphysique ». Lentz est un représentant de la Germanie chevaleresque du Moyen-Age et, en même temps, un ruskinien capable de s'insurger contre le règne de la machine, qui « plonge l'homme dans un abrutissement encore pire que celui du sauvage. » Maria est une créature instinctive, très au-dessous ou très au-dessus de la normale. L'auteur en a peint exprès les caractéristiques d'une façon confuse et incertaine. Il n'y a donc pas dans le *Chanaan*, cet humanisme, ce souffle éternel et supérieur d'humanité que l'on aimerait voir sous la plume d'un écrivain comme Graça Aranha. C'est plutôt un admirable prétexte trouvé par l'auteur pour mettre en relief la finesse de son esprit, si bien démontrée dans une série délicieuse de tableaux et paysages peints avec un art incomparable.

L'œuvre de M. Coelho Netto, malgré son immense intérêt, ne présente pas sous ce rapport, de grands avantages sur celle de ses devanciers. M. Coelho Netto peut

[1] La *Revue de Genève* publiera prochainement un essai de M. Graça Aranha. *(N.D.L.R.)*

être classé parmi nos meilleurs descriptifs, son style est quelque fois excessif, mais quand même luxueux et brillant, des plus luxueux et brillants que nous ayons eus. Ses romans et nouvelles, presque tous de caractère régional, renseignent sur notre vie et nos coutumes ; ce sont des pages chaudes, d'un grand coloris et d'un puissant idéalisme. Sa vision néanmoins est plus particulière que générale, et l'enchantement des formes nuit parfois à son imagination créatrice. Sur ce point, M. Coelhe Netto se rapproche d'un de nos plus grands écrivains : nous voulons parler d'Euclydes da Cunha. Dans son œuvre, la terre, pour ainsi dire, domine l'homme. Artiste avant tout, M. Coelho Netto est un passionné de notre nature, qu'il sait traduire avec une intense vibration.

Ce n'est pas le cas pour M. Afranio Peixoto. Après Machado de Assis, il est la plus belle espérance du roman proprement humain au Brésil. Joignant à une solide expérience des valeurs sociales, une culture scientifique vaste et variée, il a su éviter le péril des romans à thèse, à la façon des naturalistes, de même que les simples anecdotes de mœurs, sans élévation ni originalité. Dans son excellente trilogie : *Esfinge* (Sphinx) *Maria Bonita* (La Belle Marie) et *Fruta do Mato* (Fruit du Bois) le premier volume est encore le meilleur de ses ouvrages. M. Peixoto montre toutes les vertus de son esprit : finesse psychologique, subtilité de critique, méthode constructive des personnages et des situations, amour des longues analyses, sans oublier aussi sa singulière faculté de se placer derrière ses héros, pour leur souffler parfois à l'oreille une ironie distraite, comme hésitante. Paulo, une des principales figures du *Sphinx*, est, simultanément, un sensible et un intellectuel ; il a toutes les lâchetés d'un sensible et tous les reculs voilés d'un intellectuel. Il se montre parfois un *pensoroso* légèrement audacieux. Ainsi, il sait répondre à la femme désirée : « Dans toutes les choses belles il y a une innocente, et pour cela même délicieuse, méchanceté... Une fleur, un oiseau, une femme quand ils sont jolis ne peuvent nous être indifférents. Il y a un désir de parfum, d'essor, de rapprochement qui nous trouble, nous inquiète et nous fait souffrir... » Quelque fois il se révèle, nous ne

dirons pas pédant, mais théoricien savant, défaut qui nous semble ternir un peu la grâce et le naturel de ses personnages. La femme a les honneurs de la meilleure partie de son premier roman. C'est le sphinx, autour duquel nous sommes plus ou moins des Oedipes désillusionnés. Dans les doutes de Paulo en face de Lucia, M. Peixoto a voulu montrer ce que vaut la pensée des hommes, faite de théorèmes et d'abstractions, de calculs et de règles positives, devant la sinueuse merveille de cet éternel féminin, léger comme un parfum, mais aussi, pénétrant, inlassable, insinuant comme un parfum qui abuse de son immatérialité pour torturer en nous le désir sans le satisfaire. Presque toutes les femmes dans sa galerie se ressemblent par les sentiments et les gestes. Les unes ont les défauts des autres. Leurs qualités sont si rares qu'elles se répètent moins aisément dans ces exemplaires humains, où l'instinct animal se mélange, comme un vice élégant, aux élans du cœur. M. Afranio Peixoto est un subtil connaisseur de la géométrie féminine : il suit toujours la ligne courbe...

Pour ses personnages, l'amour est en général un conte bref mais intense. Il conviendrait à bon nombre d'eux l'épitaphe gravée sur le tombeau d'un danseur de la décadence romaine : « Il dansa deux jours et il plut... » Ce qui singularise pourtant le tempérament de M. Afranio Peixoto, c'est le grand mouvement de son œuvre. Cette qualité, rare chez Machado, est primordiale dans ses romans. Possédant un style plus malléable, plus riche même, que son illustre prédécesseur, M. Peixoto sait profiter de ce don pour animer ses tableaux. Le paysage de *Braz Cubas*, *Don Casmurro* ou *Quincas Borba* est pauvre, presque stérile. Le romancier se contente d'un coin de plage, d'un simple jardinet, d'un groupe d'arbres ou du faîte d'une montagne tachant l'azur du ciel. M. Peixoto, au contraire, ne cache pas son penchant pour la nature, même quand il se plaint de son indifférence, la nature ne l'émouvant guère, mais ne l'intimidant pas. Et voilà la radicale divergence de ces deux écrivains : l'un fut sec, quelquefois sévère, toujours serein même quand il cherchait à dissimuler sa douleur, l'autre est aimable, poli, et, comme un voluptueux artiste, sensible aux moindres

blessures de la vie. Celui-là était plus attentif aux choses, celui-ci s'extasie plus facilement devant elles. Tous les deux, pourtant, dominent le roman brésilien d'aujourd'hui, le premier avec plus de finesse et d'amertume, le second avec plus de variété et de mouvement.

Parmi les romanciers de la génération actuelle, il faut encore citer M. Xavier Marques, Mme Julia Lopes de Almeida, M. Lima Barreto et M. Alcide Maya. Le premier excelle dans le roman historique et connaît à fond les traditions d'héroïsme de notre race ; il sait les peindre avec grâce et sobriété. Les nouvelles de Mme Lopes de Almeida sont fort goûtées ainsi que ses études de mœurs. M. Alcide Maya est un de nos plus vigoureux romanciers régionaux et M. Lima Barretto rappelle, par sa satire aiguë mélangée à un sentiment très vif des valeurs humaines et sociales, ainsi que par son style sec et précis et par son art sans artifice, un Sterne plus ému ou un Gorki moins rude.

Nous pourrions encore citer nombre de romanciers brésiliens, mais ceux dont nous avons déjà parlé étant les plus représentatifs, donnent une idée du développement du roman au Brésil.

Notre littérature, malgré les influences étrangères dont peut-être elle ne s'est pas encore libérée, est entrée dans une phase autonome, car elle reflète parfaitement les caractères distinctifs de notre nationalité. Elle montre que l'homme n'a pas encore dompté la terre qui s'étend sur des millions de kilomètres carrés autour de lui, mais le rôle qu'il joue au milieu de cette immense Nature, ses luttes, ses batailles, ses combats pour la vaincre et la posséder entièrement, sont dignes d'être décrits avec enthousiasme. Cet enthousiasme ne manque heureusement pas à la littérature brésilienne.

Ronald de CARVALHO.

Rio-de-Janeiro. 1921.

ISRAËL

Vue d'ensemble sur la Question juive et le Sionisme

La douleur juive n'a pas de cesse depuis dix-huit siècles.

Le malaise que cause la présence de groupes juifs parmi des majorités non-juives se traduit par une hostilité qui, selon les pays et les âges, va de l'insulte à l'oppression légale et au massacre.

Les causes de l'antisémitisme sont nombreuses.

Israël, race naïve et volontaire, a cru à sa mission de peuple élu. Ardent coureur tendu vers la cité terrestre, il n'a pas voulu s'arrêter aux frais repos de l'Evangile. Il s'est véhémentement opposé à la révolution religieuse qu'un des plus grands parmi ses fils a tentée il y a près de vingt siècles. Le rejet du messie porteur de paix a été la première cause des souffrances juives.

La situation économique anormale imposée aux Israélites a aggravé encore les préventions injustes et les visibles haines.

Une cause d'ordre ethnique semble de primordiale importance aux théoriciens de l'antisémitisme. Israël disent-ils, est l'impénétrable étranger, l'aveugle porteur d'un idéal ennemi. Une triste discipline charnelle a maintenu dans son âme une dure religion où prédomine la volonté, une conception historique et presque politique du divin, un monothéïsme maigre et brûlant, ennemi du

polythéïsme symbolique et plastique des peuples indo-européens, un matérialisme abstrait, un mysticisme terrestre qui répugnent à la sensibilité aryenne. Malgré son génie d'adaptation passionnée, le peuple juif semble aux antisémites profondément réfractaire à la civilisation des peuples chrétiens, héritiers des disciplines grecques et romaines et du patrimoine germanique. Ses ennemis voient en lui un danger auquel il faut parer par tous les moyens.

* * *

Nous étudierons, dans une prochaine chronique, la « théorie » antisémite et en apprécierons la valeur.

Bien ou mal fondé, l'antisémitisme est plus violent que jamais.

Il nous déplaît de devoir rappeler les horribles souffrances infligées aux populations juives pendant ces dernières années. Nous ne nous arrêterons pas sur le « boycottage » économique et social, les expulsions, les massacres organisés de Russie, de Roumanie, d'Ukraine et de Pologne.

Dans ces contrées l'antisémitisme est encore plus puissant qu'il ne paraît de prime abord. Il est artificiellement contenu et ne révèle pas son entière intensité. Des raisons de politique internationale obligent les gouvernants à brider momentanément les instincts populaires.

En Autriche, les dernières élections ont marqué un progrès très sensible du groupe chrétien-social, parti ouvertement anti-juif. En Hongrie et en Allemagne, l'antisémitisme est l'arme facile de la réaction militariste. Il se développe assez rapidement en Tchécoslovaquie, en France, aux Etats-Unis, en Italie et même en Angleterre.

On n'a pas manqué, dans tous ces pays, de tirer parti du bolchévisme. De ce que quelques juifs rénégats se trouvent avec de nombreux «camarades» chrétiens à la tête du mouvement communiste, les antisémites concluent hardiment que tous les Juifs — ou presque — sont bolchévistes. Ils oublient de remarquer que, s'il y a des Israélites à la

tête du gouvernement des Soviets, il y en a aussi qui dirigent les destinées capitalistes des gouvernements d'Angleterre, de France ou d'Italie.

* * *

L'émancipation civile et politique n'a pu résoudre la question juive.

Un humanitarisme de principe, non une sympathie spontanée, a rompu les chaînes des ghettos, mornes patries de l'exil. De nombreux Juifs se sont rués vers la civilisation occidentale, jusqu'alors interdite. Ivres de disparaître, ils se sont ardemment assimilés. Ils ont aimé leurs nouvelles patries avec toute la sincérité possible, et parfois avec une exagération un peu ridicule. Ils leur ont pris la langue, les mœurs et les plus profondes aspirations.

Mais beaucoup n'ont pu accepter ce suicide moral. Ils n'ont pas voulu entrer dans la cité chrétienne, ou n'ont pu y demeurer. L'apostasie leur répugnait. Ils avaient conscience d'appartenir à un peuple vivant, dont l'œuvre temporelle n'était pas encore achevée et qui devait dédier sa pureté à la poursuite d'un idéal traditionnel.

D'ailleurs, dans les pays qui avaient libéré les Juifs, l'antisémitisme ne désarmait pas. La situation des Israélites devenait plus fausse que jamais. On rappelait durement leur nationalité aux assimilés qui avaient cru ingénument à une libération véritable. On leur faisait reproche d'accaparer et de corrompre les domaines de la politique, des finances et des arts. On leur faisait grief de leur trop souple faculté d'assimilation.

Aux Juifs fiers, on reprochait par contre de rester un peuple étrange sur une terre étrangère.

* * *

Quelques nobles esprits d'entre les Juifs trouvèrent la vraie solution. Ils comprirent que le peuple errant ne pourrait revivre une vie saine que par le retour à la

terre, à la terre de ses ancêtres cette terre, qu'il réclame depuis dix-huit siècles, dans ses prières obstinées.

Un mouvement philanthropique de colonisation palestinienne naquit en Russie vers 1882, lors des grandes persécutions.

Mais ce n'est qu'en 1895, en pleine affaire Dreyfus, que Théodore Hertzl préconisa une solution large et définitive dans un livre intitulé *L'Etat Juif*. Il convoqua en 1897 un congrès universel qui prit pour programme « la création en Palestine d'une résidence garantie par le droit public ».

Les souffrances juives étaient trop fortes, la nostalgie de Sion trop puissante pour ne pas donner au nouveau mouvement une immédiate extension. Herzl parvint rapidement à intéresser l'opinion publique. Il entama des pourparlers avec le sultan de Turquie. Il négocia avec le gouvernement anglais. Cependant, malgré des efforts tragiques, il n'obtint pas des résultats très importants.

A sa mort, et sous l'influence des masses russes impatientes, le sionisme évolua et poursuivit des buts immédiats, moins politiques que « pratiques ».

Mais la guerre vint. Depuis 1914 de grands changements sont survenus dans le mouvement sioniste. Il est devenu nettement politique. Il a su entrer en pourparlers avec les gouvernements alliés, au moment propice. La guerre a détruit les grands centres de vie juive. Les communautés de Russie et de Pologne sont en ruines. Les Juifs des pays anglo-saxons ont dû assumer la direction du mouvement. Enfin, un courant sympathique au sionisme s'est dessiné dans les milieux de l'Entente, particulièrement en Angleterre.

Il est certain que les Alliés avaient intérêt à rendre une vie indépendante à la nation juive. L'appui des milieux israélites n'était pas à négliger. Ils étaient puissants en Amérique, spécialement dans l'entourage du Président Wilson. Il rentrait en outre dans la politique anglaise d'avoir près du canal de Suez une nation amie, sentinelle sur la route des Indes.

Il ne faut cependant pas omettre la part réelle d'idéalisme qui trouvait place dans ce mouvement. Les milieux

anglo-saxons, familiers de l'Ancien Testament, connaissaient Israël. Ils aimaient en lui le peuple élu, la race étrange qui leur avait donné le dieu printanier porteur de la tendre nouvelle.

Le sionisme compte de sincères amis parmi les protestants de langue française. On peut citer, entre beaucoup d'autres, le pasteur Durlemann, l'économiste Charles Gide et le théologien Maurice Vernes, professeur à la Sorbonne. Ce dernier nous écrivait récemment : « Mes relations intimes avec un groupe de militants sionistes m'ont donné la très rare satisfaction de découvrir des âmes ardentes et enthousiastes... J'estime que nous avons le plus grand besoin du levain juif qui aidera puissamment à faire lever la pâte. »

* * *

Le 2 novembre 1917, M. Balfour lança la fameuse proclamation par laquelle il déclarait que « l'Angleterre était favorable à l'établissement en Palestine d'un foyer national juif ». Cette proclamation fut suivie par des déclarations analogues des gouvernements français, américains, italien et japonais.

Le 24 avril 1920, le Conseil Suprême siègeant à San Remo décida que l'Angleterre recevrait de la Société des Nations le mandat sur la Palestine.

Cette décision fut suivie presque immédiatement par la nomination d'un Juif, Sir Herbert Samuel en qualité de haut-commissaire. Lors de la signature de la paix avec la Turquie, la déclaration Balfour fut incorporée dans le traité.

On n'avait pas résolu à San Remo deux questions d'importance. Elles sont maintenant réglées en principe, sinon dans tous les détails. Nous voulons parler des frontières de Palestine et du mandat confié à l'Angleterre.

Les sionistes n'ont pas obtenu les frontières qu'ils désiraient. Cependant, telles qu'elles sont, elles permettent

d'établir en Judée quatre à cinq millions de Juifs. Ainsi que nous l'avons appris de source très sûre, des arrangements interviendront bientôt entre l'Angleterre et la France, qui accorderont à la Palestine l'accès aux eaux du Litany et du Yarmouk.

En ce qui concerne le mandat, il nous est possible d'en indiquer les points importants. Le projet de mandat reconnaît de façon explicite le droit historique du peuple juif sur la Palestine. Ce n'est qu'une formule, mais pour laquelle le sionisme a lutté depuis quarante ans. Si elle ne constitue pas une proclamation de l'état juif, elle est du moins l'annonce d'une ère nouvelle.

La puissance mandataire est tenue, aux termes du projet, de favoriser par une législation appropriée l'immigration juive et l'établissement d'un foyer national. L'organisation sioniste est reconnue comme organe chargé de diriger l'immigration. L'administration de la Palestine aura l'obligation de s'entendre avec elle au sujet de certains travaux d'ordre public.

C'est beaucoup et c'est peu.

Beaucoup, si l'on pense à l'état peu brillant du sionisme en 1915.

Peu, car le mandat est rédigé en termes très vagues. Il nécessitera une interprétation de l'administration anglaise. L'œuvre juive de reconstruction est donc laissée à la merci des hauts fonctionnaires britanniques. Pour le moment les sionistes peuvent commencer leur travail en Palestine. Sir Herbert Samuel pratique à leur égard une neutralité bienveillante. Mais un autre haut-commissaire pourra être nommé qui n'aura pas les mêmes dispositions.

C'est pourquoi il est regrettable que le projet n'accorde à l'organisation sioniste aucune part à l'administration du pays et aucun droit en ce qui concerne la nomination du haut-commissaire.

Les sionistes ne peuvent donc se déclarer entièrement satisfaits par un mandat qui ne contient pas de suffisantes garanties pour l'avenir et ne leur permet pas une action continue.

* * *

Quoiqu'il en soit, la situation politique en Palestine est bien plus favorable que la situation économique. Le travail juif commence parmi d'énormes difficultés.

La Palestine, terre pauvre de tout temps, a été particulièrement éprouvée depuis 1914. Elle se trouve actuellement dans la situation paradoxale d'avoir besoin de nombreux pionniers et de ne pouvoir les recevoir en nombre suffisant. Il faut tout d'abord fonder des institutions d'assistance, établir des abris, construire des routes et des maisons, reboiser, dessécher des marais, intensifier les travaux d'irrigation et d'aménagement hydro-électrique. A cet effet, un grand emprunt vient d'être lancé par l'organisation sioniste. Les Juifs d'Amérique en souscriront la plus grande part. Ce *Fonds de Reconstruction* sera géré par un Conseil économique composé entre autres de Sir Alfred Mond, membre du cabinet britannique et du baron James de Rothschild.

Les tâches préliminaires menées à bien, l'immigration et la culture du sol pourront être entreprises sur une grande échelle.

Les dirigeants actuels attachent une grande importance à l'œuvre immédiate de colonisation intellectuelle. Plus de douze mille jeunes gens suivent les cours des écoles juives de Palestine. Leur langue maternelle est l'hébreu. Une génération de Juifs fiers se lève. Déjà sur les routes de Judée, la rude langue retentit et les vieux chants hébraïques scandent les travaux des nouveaux Hébreux.

Mais les sionistes ne se bornent pas à travailler en Palestine. Ils persévèrent dans l'œuvre entreprise durant la guerre. Une de leurs tâches principales sera de gagner à leur cause la Société des nations, cour d'appel destinée à trancher les différends éventuels entre la population juive et la puissance mandataire. Comme nous l'avons dit, le projet est conçu en termes imprécis. Les sionistes devront demander à la Société des nations une interprétation du mandat.

* * *

Il y a en Palestine deux populations. L'une est composée de la majorité arabe. Elle est docile et ne demande qu'à vivre sa lente vie paresseuse. Elle se considère heureuse lorsque l'administration veut bien lui construire quelques écoles, quelques hôpitaux ou l'arracher des mains d'un *effendi* trop rapace.

L'autre population est formée par une minorité de Juifs slaves. Ceux qui sont nés en Palestine ou qui y résident depuis longtemps constituent un élément d'ordre et de progrès. Mais les nouveaux arrivés sont absolument étrangers au pays. Leurs lévites, leurs papillottes, leurs mines inquiètes jurent bizarrement avec le calme décor oriental. A l'encontre des Arabes, ces Juifs impressionnent défavorablement, par leur aspect et par leurs mœurs, les fonctionnaires anglais. Ces derniers auront la tâche ingrate de résoudre les nombreux problèmes posés par l'arrivée des fils du ghetto.

Le plus délicat est le problème social.

Il y a des déséquilibrés parmi ces échappés des pogroms. Leurs pères, traqués par le cosaque ou le policier, vécurent dans un état de terreur continuelle. Eux-mêmes ont connu des heures douloureuses qui ont achevé de déranger leur esprit naturellement inquiet. Leur vitalité puissante, longtemps comprimée, fusera peut-être en activité désordonnée. L'esprit critique de ces fils du Talmud, leur goût des interminables discussions trouveront libre champ dans les difficultés du début. Ce petit groupe de fiévreux et de remuants attirera sans doute l'antipathie de l'administration sur *toute* la population juive. Nous souhaitons qu'il y ait des fonctionnaires au sens politique assez avisé pour comprendre qu'il faut supporter une réaction inévitable, qu'il faut faire confiance à ces Juifs ombrageux dont la puissance de création est immense, qu'il faut ménager un « matériel humain » aussi précieux.

On peut prévoir qu'une grande partie de l'administration anglaise reportera sa sympathie sur la population

arabe. Celle-ci lui laisse une entière tranquillité, ne la force à aucune initiative et ne dérange pas les habitudes de routine chère à toute administration. C'est pourquoi il est à craindre qu'une distinction « quantitative » ne soit établie entre Arabes et Juifs. Ces derniers étant la minorité, l'administration aura peut-être tendance à conclure qu'ils présentent moins d'intérêt que la population arabe.

Le Dr Weizmann nous déclarait, dans un récent entretien, qu'il espérait beaucoup en la Société des nations. Elle a l'impartialité voulue et dispose du recul nécessaire pour voir la situation dans son ampleur et n'être pas influencée par de passagères difficultés. Elle se persuadera qu'il est nécessaire d'établir une distinction essentielle, « qualitative » entre les deux populations de Palestine.

Il n'est pas dans l'intention des sionistes de prendre la place des Arabes. La tâche des Juifs sera de rendre la Palestine capable de nourrir un plus grand nombre d'habitants. Nous reconnaissons le droit de la population arabe à demeurer en Judée. Mais nous croyons pouvoir affirmer que la minorité juive est, pour le moins, aussi intéressante que la majorité arabe.

La question juive est d'ordre international. De la situation faite à la minorité israélite de Palestine dépend le plus ou moins grand afflux des Juifs persécutés de l'Europe orientale. Et c'est par la création d'une résidence nationale que pourra être résolu le problème juif dans le monde entier. Avec l'exode des éléments inassimilables, disparaîtra le principal argument de l'antisémitisme. Ainsi la réalisation du sionisme aura d'heureux résultats pour les antisémistes ; et pour les Israélites assimilés qui pourront enfin accomplir leur idéal et disparaître en paix, mêlés aux autres peuples.

D'autre part, la minorité juive possède seule assez de foi en la Terre Sainte et assez de génie réalisateur pour faire refleurir ce pays que l'indolence des derniers occupants a transformé en désert. La jeune ville de Tel-Aviv et les nombreuses colonies juives sont les prémices de l'œuvre féconde.

Enfin, les Juifs ont un droit éminent sur la terre que leurs pères n'ont abandonnée « qu'après la plus belle résistance qui ait jamais été faite par les faibles contre les horreurs de la conquête[1] ». Ils n'ont jamais perdu l'espoir du retour. En terre étrangère, ils ont répété chaque matin la vieille prière :

Sois loué, Eternel, qui rebâtiras Jérusalem !

Les Juifs rebâtiront Jérusalem. Ils reprendront contact avec la terre ardente où leurs patriarches élurent Dieu, où leurs prophètes rêvèrent de sauver les hommes.

Alors se réaliseront les grandes paroles du poète juif :

.....Et parmi le miel de tes abeilles,
Le lait de tes brebis, le raisin de tes vignes,
Tu verras se dresser, convalescente et jeune,
Ta fierté, Israël.

* * *

Les antisémites reprochent à la Société des nations d'avoir été créée par les Juifs pour de mystérieux et redoutables desseins. Tandis que l'antisémitisme mise sur la carte nationaliste, les Juifs internationaux miseraient sur la « Société Anonyme des Nations[2] ».

Sous sa forme exagérée et malveillante, cette assertion contient une part de vérité.

Les ardents poètes politiques d'Israël avaient eu depuis longtemps la souriante vision de la cité fraternelle emplie du chant des forges pacifiques.

La Société des nations est une tentative de réaliser le vieux rêve naïf. Ce n'est pas par hasard que les deux hommes politiques, qui ont le plus activement présidé à la construction de l'édifice, sont des puritains imbus d'esprit judaïque.

[1] I. de Sarcley, *Les derniers jours de Jérusalem*.
[2] G. Batault, *Mercure de France* du 1er février.

En vivifiant la lettre du projet, en accordant une interprétation large et bienveillante du mandat, les hommes de Genève rempliront une dette vis-à-vis du peuple juif.

Nous regardons avec confiance vers la Société des nations. Elle ne peut pas ne pas sentir qu'un devoir lui incombe de protéger le petit peuple auquel elle doit peut-être d'exister.

Elle lui rendra le pays de ses pères.

Israël guérira ses blessures au soleil de Judée et reprendra sa sainte tâche.

Il dédiera sa force renaissante aux nations et saura leur montrer sa reconnaissance.

Albert COHEN.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le Chemin de Moscou

Si la Société des nations constitue le seul espoir du monde dans un avenir meilleur de paix et de fraternité universelle, il est malheureusement vrai que la forme actuelle de la Société est encore bien incomplète. Les Etats-Unis qui avaient pris l'initiative de cette idée généreuse, ont cru devoir refuser d'y entrer. De plus, sans parler de l'Allemagne, qui sera admise dès qu'elle aura donné des preuves réelles de son esprit pacifique, la plus grande et la plus importante partie de l'Europe est en dehors de la Société des nations. Privés des 180 millions de Russes qui constituent le seul espoir de vitalité de notre pauvre Europe affaiblie par la guerre et une histoire plusieurs fois millénaire, nous manquons de bras et de terre. Sans le grand réservoir russe notre civilisation européenne, usée et vieillie, serait destinée à périr faute d'apports nouveaux, comme la civilisation antique. Sans la Russie, l'Europe ne peut pas vivre sinon à titre de simple colonie des Etats-Unis. Or, c'est précisément la Russie qui semble actuellement la plus éloignée de tous les pays occidentaux. Il est entendu que le gouvernement actuel russe rend impossible l'établissement de relations normales ; il est également entendu que l'entrée de la Russie dans la Société des nations demeure aussi longtemps une impossibilité que les dirigeants actuels de Moscou représenteront le peuple russe. Mais il ne faut pas uniquement songer à la minute qui passe : il faut songer à l'avenir.

La crise de croissance que traverse le peuple russe est terrible, mais elle n'est nullement éternelle. Les quelques années de domination bolchéviste, quelque terribles qu'elles soient pour les victimes innocentes, ne constituent qu'une seconde dans la vie d'une nation. La Russie est un pays agricole. Par la révolution, elle est devenue un pays de petits propriétaires. La toute-puissance de Lénine et des commissaires du peuple s'arrête, d'après l'unanimité de tous les témoignages recueillis, devant la plus humble isba du moujik qui, nouveau chouan d'une espèce différente, refuse de donner son blé aux ouvriers de la ville. De là, la haine du paysan chez tous les bolchévistes. « Le paysan a cinq fois moins de voix que l'ouvrier », a déclaré Lénine à M. Guest. « La Liberté est une superstition bourgeoise. Il faut en finir avec la résistance paysanne par tous les moyens. » Mais les 900.000 acolytes de Lénine sont impuissants contre l'océan paysan des 180 millions de moujiks.

Dans un an, dans dix ou dans vingt ans, la Russie redeviendra ce qu'elle a toujours été, savoir un immense pays de petits propriétaires agricoles, plutôt aisés. Elle sera, comme tous les pays agricoles, démocratique et conservatrice, presque réactionnaire, et c'est alors que se posera le problème russe dans toute sa gravité. Il serait puéril de se dissimuler que l'Europe a perdu toutes les sympathies du peuple russe. Anglais, Français et Allemands sont confondus aujourd'hui dans une même haine par tous les Russes, même nullement bolchévistes. Cette évolution de leurs sentiments surprend les Occidentaux qui ne comprennent rien à la mentalité russe et les fait accuser la Russie d'ingratitude. Il serait peut-être mieux d'essayer de comprendre une évolution si surprenante que de récriminer sur une prétendue ingratitude. Nous autres Occidentaux avons tout fait pour nous aliéner les sympathies de la Russie.

Après le renversement du régime tsariste, nous avons, par une série d'erreurs funestes, facilité l'avènement des communistes en poussant maladroitement le gouvernement Kérensky à une offensive aussi inutile au point de vue militaire, que funeste au point de vue politique.

Mais c'est surtout après l'établissement de la dictature du prolétariat que nous avons multiplié les fautes. Dans le désir très légitime de renverser un régime dont les horreurs ne sont plus discutables, l'Europe a fait la seule chose qu'il ne fallait pas faire dans une situation aussi troublée : elle a fait du zèle. Méconnaissant totalement le caractère grave de la maladie qui ne peut être guérie que par un traitement clinique lent et continu, l'Europe a cru pouvoir détruire le régime bolchéviste par des interventions chirurgicales. En subventionnant des généraux réactionnaires, en poussant la Pologne à des offensives vers les cités saintes de la Russie, l'Europe a réussi ce que jamais Lénine n'a osé rêver : les éléments militaristes tsaristes, tout en exécrant le régime abhoré des commissaires du peuple, se sont ralliés à la cause communiste dans laquelle ils voyaient, à tort ou à raison, la représentation de la patrie menacée. Il s'est passé en Russie la même chose que sous la Révolution française, au cours de laquelle beaucoup de nobles nettement antirépublicains s'engageaient dans les armées républicaines pour combattre l'invasion ennemie.

Si les puissances occidentales ont tout fait pour maintenir Lénine au pouvoir, elles ne réussiront tout de même pas à consolider ce régime. Le gouvernement bolchéviste est destiné à mourir dans un délai plus ou moins long et la grave question qui se pose est la suivante : *Que deviendra l'Europe en face d'une grande Russie consolidée, démocratique et conservatrice, paysanne et prospère, qui s'inspirera politiquement des sentiments de désaffection qui animent la nation russe envers l'Europe et spécialement envers les puissances de l'Entente* ? Cette situation sera particulièrement pénible à la France, pour laquelle les Russes conservateurs ou libéraux éprouvent actuellement une aversion particulièrement forte. Une Russie amie est une nécessité pour la France. Si jamais une Russie reconstituée s'alliait à une Allemagne impérialiste, reprenant ainsi la politique traditionnelle des rois de Prusse et de Bismarck, non seulement la France, mais toute l'Europe seraient sérieusement menacées.

Une politique clairvoyante s'impose. Il faut travailler à remonter le courant de désaffection russe envers la France et préparer le terrain pour une entente future. Or, la réalisation de cette idée si simple se heurte pratiquement à des difficultés énormes. Si l'on fait abstraction de quelque prosélytes bolchévistes qui se sont faits les apôtres du paradis léniniste et dont l'autorité diminue de jour en jour, tous les hommes politiques français et anglais se heurtent en Russie, même dans les milieux non-bolchévistes, à une méfiance très nette. Aucune action entreprise de ce côté ne pourra donner des résultats appréciables. Toujours les Russes verront dans les Français et les Anglais des hommes qui ont lâché sur le sol de la Sainte Russie les armées polonaises et qui ont préparé l'invasion de la patrie.

Pour renouer les relations intellectuelles interrompues par les événements, il faut avoir recours à des personnes qui ne se heurtent pas de prime abord à une méfiance et à une hostilité difficiles à surmonter. De toutes les nations européennes, seule la République tchécoslovaque a su garder en Russie les sympathies auxquelles la parenté de langue et de mentalité lui donne un droit indiscutable. Très vite les hommes d'Etat tchécoslovaques ont reconnu que le système des interventions armées en Russie, loin de menacer le régime bolchéviste, ne pourrait que consolider la dictature de Lénine. Depuis des années ils ont mis en garde les puissances de l'Entente contre les conséquences néfastes de leur politique sans suite et sans coordination, dont le résultat tangible a été le maintien au pouvoir des communistes pendant trois ans. Très nettement aussi les Tchécoslovaques ont désapprouvé les promenades militaires polonaises sur territoire russe qui ont réveillé le sentiment national et permis à Lénine de faire l'union sacrée de tous les Russes pour la défense du pays. Le gouvernement et la presse tchécoslovaques ont enfin toujours déploré la paix de Riga qui crée un irrédentisme russe et livre des territoires nettement moscovites à la domination polonaise, en empêchant ainsi toute réconciliation entre la Pologne et la Russie.

Cette politique explique pourquoi les Russes regardent vers Prague comme vers un centrc intellectuel d'où peut venir la lumière et peut-être la libération spirituelle de la tyrannie communiste. Le gouvernement de Prague a tenu à conserver à la République tchécoslovaque ce caractère d'asile où tous les hommes politiques russes peuvent, en pays slave, exposer librement leurs opinions et leurs idées sur les moyens de reconstituer une Russie forte, grande et démocratique, nécessité absolue pour l'existence paisible de tous les Etats slaves.

C'est à Prague que Kérensky peut librement proclamer ses idées et ses vues, c'est à Prague que Wrangel et les partisans de la droite trouvent dans certains milieux tchécoslovaques aide et appui, et c'est encore dans la capitale tchécoslovaque que les socialistes révolutionnaires, et même les communistes, peuvent en toute liberté exposer leurs idées, à condition de respecter les lois du pays dont ils sont les hôtes. S'inspirant des plus nobles traditions de l'histoire britannique, le gouvernement tchécoslovaque a maintenu ce droit d'asile pour tous les Russes, bien que des hommes politiques en Europe occidentale, inconscients de la gravité du problème, eussent accusé la Tchécoslovaquie, à tour de rôle, de favoriser la réaction tsariste, les révolutions communistes, les partisans de Milioukoff, de Dénikine et de Wrangel.

La vérité est tout autre. Le peuple tchécoslovaque a compris, que dans l'intérêt du monde slave et dans celui de l'Europe tout entière, il était nécessaire que les Russes conservassent au moins un sentiment d'affection et d'amitié pour un pays européen qui, le jour de la régénération venu, pourrait renouer par sesbons offices les relations entre la Russie et le reste de l'Europe.

En dépit de toutes les attaques stupides, notre gouvernement est resté fidèle à la tradition libérale. Actuellement, Prague est devenu, grâce aux hasadrs de l'histoire et au libéralisme tchécoslovaque, le grand centre intellectuel et moral non seulement de la République, mais aussi de tout le monde slave. Le gouvernement soviétique, non reconnu par nous, a tenu à y envoyer comme représentant officieux, chargé du rapatriement

des prisonniers de guerre, un de ses diplomates les plus modérés, M. Gillerson, sans doute pour donner le change sur ses intentions belliqueuses. Le gouvernement soviétique publie en outre à Prague, en langue russe, un journal de propagande *La Pravda*, destiné surtout à gagner à la cause bolchéviste les Russes de Prague.

Le gouvernement de Wrangel était représenté à Prague par le général Léontieff, comme chef de la mission militaire, et par M. Rafalsky, qui se chargeait des affaires consulaires et diplomatiques.

Toutefois l'influence de ces deux groupements a toujours été limitée à un très petit nombre de personnes. Si Prague est devenu le centre intellectuel du monde russe non bolchéviste, le mérite en revient surtout aux socialistes-révolutionnaires qui ont condamné toujours les interventions militaires et qui espèrent le renversement du régime de la dictature léniniste par les forces intérieures de la Russie. Ces socialistes-révolutionnaires, qui se sont placés sur le terrain de la démocratie, ont compris que le régime soviétique n'a pu se maintenir jusqu'ici que grâce à l'appui des paysans, qui sentaient que la victoire des généraux réactionnaires menacerait leur propriété rurale, prise de force au début de la révolution. Les socialistes-révolutionnaires savent que dès qu'un gouvernement non bolchéviste donnera aux paysans des garanties formelles quant à l'inviolabilité de la propriété rurale, le régime bolchéviste s'écroulera immédiatement par le soulèvement des paysans.

S'inspirant de ces idées, les socialistes-révolutionnaires ont créé à Prague un journal, la *Volia Rossii*, qui est devenu le grand organe de toute la Russie démocratique. Opposé à l'idée de la dictature du prolétariat, adversaire résolu de tout retour à l'ancien état agraire, ce journal défend l'idée de la libération russe par une révolution intérieure. Sa rédaction est formée de quatre membres de la Constituante russe, (MM. Minor, Zenzinow, Soukhomline et Slonime) et de M. Lébédieff, ancien ministre du gouvernement Kérensky.

L'importance de cet organe dépasse de beaucoup celui d'un journal local. La *Volia Rossii* est devenue le

centre de ralliement de tous les Russes démocrates. Sa diffusion et son tirage en font un des organes les plus importants de la presse européenne. Dans tous les pays limitrophes de la Russie, il est très répandu et les nombreux exemplaires qui pénètrent même en Russie soviétique apportent l'espoir d'un avenir meilleur à tous ceux qui, opprimés par la terreur rouge, pensaient ne jamais sortir de l'enfer. C'est par cette action lente, mais sûre que les socialistes-révolutionnaires russes souhaitent provoquer un jour le revirement intérieur qui déclanchera inévitablement le mouvement paysan irrésistible, et balaiera d'un jour à l'autre les dirigeants actuels.

Tous ces hommes sentent très bien que leur action bienfaisante ne peut se développer que sous le régime libéral de la République tchécoslovaque. Si la *Volia Rossii* paraissait à Paris, les masses russes verraient dans cet organe, à tort ou à raison, un journal réactionnaire, partisan des généraux tsaristes. Prague est déjà actuellement le seul endroit du monde d'où l'on peut exercer une influence antibolchéviste en Russie, sans se compromettre irrémédiablement aux yeux des paysans.

Cette situation privilégiée de la République tchécoslovaque aura une importance encore plus grande le jour où, la Russie une fois reconstituée, l'Europe vieillie essaiera de renouer les relations indispensables avec elle.

L'Europe cherchera un jour le chemin de Moscou. Il est utile de constater qu'il passe par Prague. La France devra particulièrement s'en féliciter, car le peuple tchécoslovaque dont l'amitié pour elle n'a pas besoin d'être prouvée, cherchera avant tout à combler le fossé que la fatalité de l'histoire et la stupidité des gouvernements ont creusé entre Paris et Moscou. Ce sera le plus grand service que le peuple tchécoslovaque reconnaissant aura rendu à la France et à la civilisation européenne tout entière.

Jan STAVNIK.

LA
CHRONIQUE INTERNATIONALE

LA FORCE MILITAIRE
DE LA S. D. N.

Dès ses premicrs pas, la Société des nations s'est heurtée à l'obstacle qu'oppose à ses bonnes intentions l'absence de tout moyen matériel d'action. La question arménienne et celle de l'admission des Etats baltes dans la Ligue a mis nettement cette insuffisance en lumière. Lorsqu'il s'est agi de voter, M. Viviani a eu beau jeu pour attirer l'attention des acceptants sur la responsabilité dont ils seraient chargés. Plus que n'importe quelles autres nations, a-t-il pu dire en résumé, les Etats baltes sont exposés, actuellement, à des menaces d'agressions violentes. Or, l'article 10 du Pacte de Paris impose aux membres de la Société la protection des Etats agrédis. Quels sont ceux qui se déclarent prêts à envoyer leurs forces militaires dans la Russie du Nord ?

Ainsi posée, et il n'était guère possible de la poser différemment, la question était résolue ; les Etats solliciteurs furent éconduits, non sans regrets, mais écon-

duits tout de même ; et le vote a abouti à ce résultat paradoxal que la Société des nations, créée pour prévenir les maux de la guerre, les écarter de ses adhérents, et même pour en préserver le monde, est obligée de fermer ses portes aux nations les plus exposées à les subir.

Ultérieurement, quand il s'est agi de l'admission de l'Arménie, on a vu la Suisse se prononcer affirmativement, presque seule des Etats européens. Ne peut-on pas dire que ce vote a confirmé le paradoxe ? Car son geste ne conduit la Suisse qu'à témoigner de ses bons sentiments, sans aucune responsabilité effective quelconque. Son statut international particulier la dispense de l'obligation de l'article 10. L'Arménie fut-elle sa voisine, elle serait autorisée à interdire le passage des troupes de secours par son territoire. A côté d'elle, on a vu le Pérou, l'Uruguay, le Vénézuéla. Ils savent que la charge d'une intervention ne les atteindrait pas non plus. En définitive, la demande de l'Arménie, comme celle des Etats baltes, a été admise par des nations sans responsabilité effective, tandis que les autres démontraient par leur refus qu'elles ne se sentaient pas en mesure de l'assumer.

Cela fait, des orateurs remplis de talent ont prononcé des discours admirables sur la nécessité de l'universalité de la Société des nations. La contradiction n'en subsiste pas moins entre leur désir et le moyen pratique de le réaliser. Plus nombreux et divers seront les Etats membres de la Société, plus s'accroîtront les risques d'intervention commune contre les agressions dont tel d'entre eux pourraient être menacé ; et plus étendu sera le rayon territorial de la Société, gagnant des régions lointaines, difficilement accessibles à des armées, plus compliquée deviendra la tâche des quelques Etats auxquelles leurs ressources permettraient d'intervenir. De là, finalement, ce dilemme : universalité, mais alors force matérielle commune, capable de prévenir les risques accrus ; ou absence de force matérielle, mais alors Société des nations composées des Etats que leurs affinités préservent déjà de partie des risques, ou encore les moins

exposés, ou les mieux à même de se défendre par eux mêmes.

Je sais l'argument qu'on m'opposera. La Société des nations vise à être une autorité morale; la conception du pacte est une conception anglo-saxonne; elle ne cherche pas la logique absolue; elle attend de l'évolution des esprits et des temps la soumission des ambitions particulières, c'est à dire nationales, à cet intérêt général qu'est le maintien de la paix.

Il me semble que, sans témérité, on peut répondre, sur le premier point, que l'autorité morale de la Société des nations ne grandira guère si l'on s'aperçoit trop souvent, comme dans les cas cités ci-dessus, qu'elle reste incapable de défendre précisément les nations qui en auraient le besoin le plus pressant; et, sur le second point, qu'en cette matière la conception anglo-saxonne est une erreur, si même elle existe.

Liquidons cette deuxième réponse avant d'aborder l'autre. La conception de l'absence d'une armée n'est nullement anglo-saxonne; elle est simplement celle de nations qui ne courent pas de grands dangers immédiats du fait des armées d'autrui. La preuve qu'il n'y a pas là de principe, ni de foi dans une autorité morale qui les dispenserait d'entretenir une force armée, est fournie par l'importance de leurs flottes de guerre. Elles ne se contentent pas, pour assurer leur sécurité, de la confiance dans le bon droit, ni de la défense passive de la mer qui les entoure; elles y ajoutent bel et bien une organisation de défense active; elles sillonnent cette mer de vaisseaux formidables en nombre croissant. Les Anglo-saxons de la Grande-Bretagne entretiennent la marine la plus puissante du monde, une armée navale qui vaut, dans l'exécution de ses missions, l'armée de terre allemande d'autrefois; et ceux des Etats-Unis besognent ferme pour les égaler. Quant aux forces de terre, si ces Etats insulaires s'en passent, c'est qu'ils comptent sur celles d'autrui pour défendre, le cas échéant, leurs intérêts et leur existence, au moins jusqu'au moment où ils auront pu se mettre en mesure de fournir leur appoint. A ce moment, ils interviennent à leur tour, avec le risque d'arriver trop

tard, risque qui ne diminue qu'en raison de l'héroïsme et de l'esprit de sacrifice déployés par leurs alliés courus à la peine et au danger dès la première heure. Il n'est pas inutile d'insister sur cette situation qui est la véritable situation de fait.

Si l'on en vient maintenant à l'autorité morale de la Société des nations, on est fondé à soutenir que non seulement cette autorité n'est pas accrue par l'absence de force militaire, mais qu'elle court grand péril d'en être diminuée. On a déjà allégué la décision prise au sujet des Etats baltes. Or, ce n'est qu'une manifestation entre plusieurs autres.

D'abord le pacte lui-même. On lui reproche beaucoup de n'avoir pas supprimé le droit à la guerre. Il reconnaît en effet ce droit dans certains cas déterminés.

On sait que le mode le plus ordinaire de conciliation des différends entre Etats, membres ou non de la Société, est l'enquête du Conseil exécutif. Cette enquête prononce sur le cas, c'est-à-dire que le Conseil communique une « recommandation » aux parties, leur suggérant la façon de régler leur différend. Mais l'une ou l'autre, ou toutes les deux, peuvent ne pas admettre la recommandation. Dans cette hypothèse le pacte stipule qu'elles ne recourront pas à la guerre avant un délai de trois mois du moment où la recommandation leur a été communiquée. C'est reconnaître que passé ce délai, et si aucun arrangement d'autre sorte n'est intervenu pendant qu'il courait, la guerre est autorisée. Le pacte a prévu une réserve toutefois. Dans le cas où la recommandation recueille l'unanimité des membres du Conseil, les Etats sociétaires se sont engagés à ne pas se joindre à la guerre de l'Etat non soumis contre celui ou ceux qui auraient accepté la la recommandation. Si les voix se sont partagées, aucune réserve n'opère plus qui empêche la guerre d'un seul de s'étendre à plusieurs.

Pourquoi ces licences ? M. F. Larnaude, doyen de la Faculté de droit de Paris, particulièrement renseigné puisqu'il a participé à l'élaboration du pacte, a expliqué que l'on avait probablement voulu réduire à leur minimum les cas dans lesquels il y a une obligation proprement

dite à la charge des signataires du pacte [1]. Car il est clair qu'en l'absence d'une armée dépendant d'elle, la Société serait obligée de recourir à celles de ses membres pour faire respecter à l'égal d'un prononcé d'arbitrage la « recommandation » du Conseil.

« Evidemment, ajoute M. Larnaude, ce ne sont pas là les meilleures parties du pacte. » Oui, évidemment ; mais on ne voit pas trop comment elles pourraient être améliorées en l'absence d'une force armée dont la présence engagerait l'Etat réfractaire à se soumettre plutôt que de tenter le sort toujours incertain des armes. Dans tous les cas, on sera porté à admettre qu'en pareille occurrence, l'autorité morale de la Société des nations ne joue guère. Pour peu, en outre, que l'Etat estimé fautif l'emporte sur celui dont le juste droit a été reconnu, le tableau sera complet, et l'autorité morale d'une Société des nations condamnée par son impuissance se relèvera difficilemeut de son discrédit.

Les guerres dans lesquelles la Société sera personnellement impliquée comme gardienne du droit ne seront pas plus favorables à son autorité morale, si sa cause a le dessous faute de ressources. Ces guerres sont celles de l'article 10 du pacte, protection d'un membre de la Société contre une attaque extérieure, et celles des articles qui stipulent la contrainte contre un Etat en rupture de pacte. On reconnaîtra pourtant qu'il serait désirable qu'un prononcé d'arbitrage rendu en exécution des procédures de la Société, ou un arrêt de la Cour permanente de justice internationale, ne demeurent pas lettre nulle. Ce serait le triomphe du désordre international. Or, la plupart des chances sont contre la Ligue.

En voulez-vous la preuve ? Voyez que de façons à demandé la constitution de ce pauvre petit détachement de 1500 soldats chargé d'empêcher les Polonais et les Lithuaniens de se prendre aux cheveux à Vilna à l'occasion du plébiscite qui devait décider de l'appartenance de la région. On a ramassé des compagnies du sud au septen-

[1] *La Société des Nations*. Conférences faites à MM. les officiers du Centre des hautes études militaires. de l'Ecole supérieure de guerre et de l'Ecole supérieure de marine, page 18.

trion, en Espagne et en Norvège, en Belgique, au Danemark et ailleurs. La Suède était disposée à marcher aussi, mais il fallait une loi de son Parlement qui l'autorisât à aligner ses 150 ou 200 hommes. Si c'est ainsi que la Société devrait manœuvrer dans un moment critique, on voudrait être son adversaire pour lui faire voir comment une guerre est plus expéditive, et comment elle tranche le nœud gordien aux nez et barbe de qui le regarde en faisant des salamalecs.

Même dans des cas analogues à celui de Vilna, lorsque par exemple une mesure de police préventive serait de nature à éviter entre voisins de ces menus actes d'hostilité d'où naissent parfois de plus graves conflits, la promptitude de l'exécution deviendrait une sauvegarde de l'autorité morale de la Ligue ; elle montrerait mieux que des discours ce dont cette dernière est capable pour le maintien de la paix.

Et le cas de l'Arménie ! Il y faut toujours revenir car il est un des plus typiques. Voilà un peuple en train de disparaître, tout simplement. Il disparaît devant les guerres qu'on lui fait. Le monde entier proclame son désir de le sauver. Il faudrait 60,000 hommes, a dit M. Nansen. Il n'en faudrait même pas autant, affirmaient des milieux informés ; les Arméniens seraient en mesure de fournir eux-mêmes leurs forces de police ; mais ils auraient besoin d'assistance pour les organiser et les mettre en œuvre.

Quand chacun eut témoigné ainsi de son intérêt pour la nation martyre, on renonça à l'admettre dans la Ligue protectrice de la paix, celle-ci ne pouvant agir que par la parole. Puis on se tira d'affaire en priant M. Wilson, qui était en Amérique, de manifester lui aussi son autorité morale, à titre d'étai.

Entendons-nous. Je ne prétends pas que celle de la Société des nations doive être niée, loin de là. Je ne prétends surtout pas que lorsque des résultats favorables à la paix auront été quelquefois obtenus, elle ne tende pas à se développer, encouragée par une opinion publique heureuse des bénéfices qu'elle en retire. Mais je prétends que la force matérielle est aussi indispensable, que sans

elle l'autorité morale reste précaire, à la merci d'un incident, à la merci du premier méchant venu ; je prétends qu'en montrant cette autorité capable d'agir pour la victoire de ses principes, la force matérielle la complète, la rend plus solide, la couvre contre des entreprises d'esprits mal intentionnés, et que ce serait utile tout particulièrement au moment des premiers pas de la Société qui sont les pas les plus difficiles.

Reste à examiner comment cette force devrait être constituée.

Le problème est très complexe. La gendarmerie internationale doit être telle, c'est-à-dire recrutée, formée, instruite, entraînée, et enfin commandée de telle façon que son intervention soit prompte et décisive. Mais, si elle doit être composée de contingents nationaux tirés des quatre points cardinaux, son intervention ne sera certainement pas prompte, et si elle dépend d'Etats peu disposés à agir dans tel cas qui ne les intéresserait pas directement, son intervention sera non seulement lente, mais entachée d'une réserve qui sera loin de la rendre décisive. A ces difficultés s'ajoute celle, fondamentale, du coût de l'instruction, car la perspective d'actions à diriger le cas échéant contre un Etat puissant, ou une coalition d'Etats puissants, parait, à première vue, imposer le maintien permanent d'une troupe nombreuse donc très chère.

Ce dernier point mérite très particulièrement de retenir l'attention, et c'est pourquoi je l'ai qualifié de fondamental. Il serait contradictoire, au moment où de toute part l'économie internationale réclame un désarmement, et où la Société des nations se présente comme le principal moyen de l'obtenir, il serait contradictoire de greffer sur les budgets de guerre nationaux un superbudget international. Il est indispensable, en conséquence, de faire marcher de pair la réduction des dépenses militaires des membres de la Société des nations avec la constitution de la gendarmerie internationale. La Société déchargeant ses Etats d'une partie des guerres qu'ils sont exposés à affronter, elle reprend à sa charge les dépenses de préparation y afférentes. Elle peut le faire avec bénéfice pour

la communauté, je crois. On a calculé que les dépenses militaires représentaient actuellement le 20 % des dépenses totales des nations civilisées. Que l'organisation d'une force internationale autorise, par exemple, une économie de 10 % aux Etats, et que d'autre part, le coût de cette force représente le 2 ou 3 %, l'économie serait déjà des plus appréciables.

Elle résulterait de la circonstance que la gendarmerie internationale n'exigerait nullement un effectif correspondant à la somme de ceux dont les armées nationales seraient diminuées. La gendarmerie internationale ne serait, dans la plupart des cas, voire même, à vues humaines, dans la totalité des cas, qu'un appoint de force fourni par la Société à ceux de ses membres qui y auraient droit. Dans le cas de l'article 10 du pacte, agression extérieure contre un Etat de la Société, celui-ci mettrait en mouvement, cela va de soi, ses propres forces de défense et la gendarmerie internationale lui viendrait en renfort, avec d'ailleurs les forces nationales des Etats co-associés, soit en raison de l'engagement social qui leur impose le tous pour un, soit, simplement, qu'ils s'estimeraient spécialement intéressés à la défense de l'Etat agrédi. Dans les cas de rupture du pacte pareillement, rupture poussée jusqu'aux actes d'hostilité armée par l'Etat rebelle, la gendarmerie internationale serait un appoint ; car ici encore, les nations menacées par l'Etat réfractaire ne laisseraient pas de se mettre en garde. Quelles que soient les hypothèses, on aboutit toujours à cette situation de fait, d'un ou plusieurs Etats qui, portant une atteinte aux dispositions du pacte, trouvent nécessairement en face d'eux les Etats protégés par ces dispositions, donc fidèles à la Société et à qui celle-ci procure le renfort de son effectif.

Mieux seront observées les prescriptions des articles 8 et 9 du pacte sur la surveillance de la fabrication des munitions et articles de guerre, et sur les échanges d'informations au sujet des programmes militaires et navals, plus la tâche de la gendarmerie internationale se trouvera simplifiée, moins nombreux pourront être ses effectifs et moins coûteuse elle deviendra.

Une autre économie, indirecte celle-là mais non moins appréciable, résulterait des interventions de la gendarmerie internationale pour séparer pendant qu'il en est encore temps des adversaires prêts à en venir aux mains. On suppose ici des cas analogues à celui de Vilna, mais plus graves, plus menaçants pour le repos des peuples. Ils appartiennent bien au programme pacifique de la Société des nations. Pas plus que les précédentes, ces interventions ne réclameraient des effectifs comparables aux millions d'hommes économisés sur les armées nationales, même si l'on suppose la séparation d'adversaires aussi formidables que les Français et les Allemands. Qu'on se reporte aux derniers jours de juillet 1914, au moment où le gouvernement de Paris donnait l'ordre à ses troupes de couverture de se replier à dix kilomètres de la frontière et où les chefs allemands, soucieux de provoquer la déclaration de guerre, envoyaient leurs patrouilles les attaquer quand même jusque là. Quelques divisions internationales auraient suffi pour marquer la situation et confondre les mensonges. Tout l'échafaudage de fourberie sur lequel la déclaration de guerre allemande s'est appuyée se trouvait compromis. C'était un grand gain pour le maintien de la paix.

Transportons l'hypothèse en Serbie. Croit-on qu'en présence de divisions internationales, n'y en aurait-il eu que deux ou trois, l'Autriche-Hongrie n'aurait pas réfléchi avant de commencer un bombardement de Belgrade qui aurait constitué une agression contre ces divisions ? Plutôt que de se mettre à dos la Société des nations, n'aurait-elle pas jugé préférable de prêter l'oreille aux tentatives répétées de médiation de Sir Ed. Grey, alors surtout que la Chancellerie de Berlin, à défaut du parti militaire, marquait une tendance à faire machine en arrière ?

C'est de cette façon-là que la Société des nations fera le mieux valoir l'autorité morale qu'elle doit acquérir, et qu'elle peut acquérir sans aucunement concurrencer les armements de l'Europe actuelle.

Si ce premier point est admis, le reste, recrutement, formation, instruction, commandement, pose encore des

problèmes délicats, problèmes d'un caractère technique et politique aussi, qui demanderaient une étude approfondie, sortant du cadre d'une simple chronique de revue. Mais il est certain que si la future gendarmerie internationale n'a pas besoin d'être une force considérable pour remplir utilement ses missions, ce reste devient plus facile à élucider.

Colonel FEYLER.

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

Le manifeste des 93 est peut-être oublié en Allemagne. Il ne l'est pas chez les Alliés. Il pèse encore lourdement sur la reprise des relations internationales entre savants des pays hier ennemis et empêche la tenue des congrès internationaux. Ce n'est pas le seul obstacle à ces réunions. Le manifeste des médecins de Lille dénonçant le traitement infligé à leurs femmes et à leurs enfants emmenés comme otages a renforcé les griefs des savants alliés contre les savants des puissances centrales.

Les étudiants suivent l'exemple de leurs maîtres. Dans un referendum, les membres de l'Association générale des étudiants de Bruxelles ont décidé, le 19 mars, par 721 voix contre 52, de maintenir l'article de leurs statuts aux termes duquel l'admission des puissances centrales dans la Confédération internationale des étudiants ne pourra être possible qu'au moment où les puissances en question auront été admises dans une Société des nations. En conséquence, les délégués belges au congrès de Prague ont reçu mandat de s'opposer à l'admission des puissances centrales dans la Confédération.

Ainsi, tandis que les gouvernements ont renoué les relations diplomatiques, que les travailleurs syndiqués se réunissent dans les congrès internationaux, que les conférences techniques convoquées par la Société des nations à Bruxelles, à Barcelone, voient siéger côte à côte des délégués de tous les pays, l'élite intellectuelle et scientifique se tient sur la réserve et ne se départ pas de l'attitude qu'elle s'est fixée. Ce refus délibéré de travailler avec les ex-ennemis est d'autant plus significatif qu'avant la guerre l'internationalisme scientifique était poussé à un très haut degré. Les académies s'honoraient de ne connaître aucune frontière et d'élire membres étrangers les personnalités les plus marquantes de tous pays. Nombre de sciences ne peuvent progresser si elles n'ont une base largement internationale, sinon même universelle. L'astronomie,

la météorologie, la géodésie, et combien d'autres exigent la collaboration la plus étroite entre tous les centres scientifiques. Que deviennent des travaux tels que la carte du ciel ou la carte de la terre au millionième si les hommes se refusent à une action concertée.

Rien n'est plus typique à cet égard que le IIme Congrès de pathologie comparée qui devait se tenir à Rome aux derniers jours de mars 1921 et qui a été ajourné *sine die* quand les organisateurs italiens se sont rendu compte de l'impossibilité de réunir dans des séances scientifiques, aussi bien qu'à des banquets et à des réceptions, des Allemands et des Français. On ne lira pas sans intérêt la note communiquée par des savants français à leurs confrères italiens :

« Le Comité français du IIme Congrès international de pathologie comparée, qui doit avoir lieu à Rome, en 1921, dans sa séance du 5 janvier 1921, à la Faculté de médecine :

« Considérant que les savants français ne pourront accepter de participer à des congrès auxquels seraient invités de savants allemands que lorsque ceux-ci auront proclamé, par un acte public, qu'ils répudient toute solidarité avec le gouvernement et avec les chefs militaires de l'Allemagne de 1914, dans les actes anti-sociaux commis par eux pendant la guerre (manifeste des 93 intellectuels, enlèvement et déportation des femmes et jeunes filles de Lille en 1916, déportation des femmes de professeurs comme otages au camp d'Holzminden en 1917 et 1918, etc.);

« Décide, à l'unanimité des membres présents (et des absents qui ont fait connaître leur opinion par lettre), qu'il est dans l'obligation de s'abstenir d'assister au IIme Congrès international de pathologie comparée si les sujets des puissances centrales y sont invités, se conformant ainsi à la décision prise à Londres, en octobre 1918, sur l'initiative de la Royal Society, et à Bruxelles, en juillet 1919, où a été faite la ratification des décisions par les délégués académiques des diverses nations alliées (Belgique, Brésil, Etats-Unis, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Grèce, Italie, Japon, Pologne, Portugal, Roumanie, Serbie). »

Voici la réponse du Comité italien ;

« Au cours de son travail préparatoire, le Comité d'organisation a dû reconnaître, à son regret, que, même dans le champ de la science, on est encore loin d'avoir rétabli l'entente cordiale qui seule peut assurer le concours de tous les savants qui s'intéressent à la pathologie comparée, de manière à rendre utile et profitable un congrès international.

« Notre Comité, voyant l'impossibilité de réunir le congrès au prochain mois d'avril, bien décidé, d'autre part, à persister dans ses efforts tendant à renouer les rapports scientifiques internationaux, sans aucune exclusion, a décidé de remettre le IIme Congrès de pathologie comparée à une époque qu'il espère pouvoir préciser prochainement. »

« E. PERRONCITO. »

Le deuxième congrès de pathologie n'est pas le seul à soulever pareil conflit. Les Allemands ont été avertis que leur admission au prochain congrès international ophtalmologique dépendra de leur soumission à une décision de la Commission inter-alliée qui doit examiner dans quelles mesures les ophtalmologistes allemands ont pris part aux atrocités de la guerre. La *Deutsche Medizinische Wochenschrift* proteste contre cette mesure et déclare que les savants allemands ne participeront pas au congrès.

Dans la lutte contre la tuberculose, la scission entre savants alliés et savants allemands s'est traduite, comme il a été annoncé ici même, par la création d'une nouvelle association internationale qui doit tenir son congrès, à Londres, du 26 au 23 juillet. Or il existe à Berlin, depuis 1902, une association internationale contre la tuberculose à laquelle adhéraient 26 pays différents, et qui avait tenu des réunions internationales à Berlin en 1902, à Copenhague en 1904, à Rome en 1912. M. Léon Bourgeois, ancien président de cette association, et M. Franz Bumm, de Berlin, ancien président de son conseil d'administration, ont déclaré au secrétaire général chargé de l'administration, M. Gotthold Pannwitz, que, à leur avis, l'Association internationale contre la tuberculose, siégeant à Berlin, n'existait plus. M. Pannwitz s'insurge contre cette déclaration et proteste en des circulaires trilingues auprès des vingt-six sociétés affiliées et des 1200 membres de l'association, demandant à tout le moins une ultime réunion du conseil pour déclarer l'association dissoute et décider de l'emploi des fonds restant en caisse.

Enfin, la Xme Conférence internationale de la Croix-Rouge qui se tient en ce moment à Genève (30 mars-8 avril) compte deux défections notables : la Belgique et la France. La Croix-Rouge française envoie des rapports sur les questions portées au programme, mais se refuse à envoyer des délégués siéger, à Genève, à côté des délégués allemands, si ceux-ci ne déclarent pas au préalable répudier les doctrines qui ont érigé en système les violations de la Convention de Genève[1]. C'est, on le voit, le même point de vue que celui auquel se sont placés les médecins français refusant de participer au deuxième congrès de pathologie. Le plus surprenant est que la décision prise à Londres, en octobre 1918, sur l'initiative de la Royal Society et qu'invoquent les Français pour ne pas rencontrer les Allemands à Rome, n'empêche nullement les représentants du gouvernement et de la Croix-Rouge britanniques de venir à Genève siéger à côté des représentants de la Croix-Rouge allemande. En Angleterre, en effet, les décisions de la réunion d'octobre 1918 ne sont pas prises pour article de foi. Le *Times* du 8 mars publie une violente diatribe contre ces quelques diplomates de la science qui se sont réunis à la veille de l'armistice,

[1] Voir aux *Notes*, un renseignement à ce sujet *(N. D. L. R.)*

quand tout le monde, à l'exception d'eux-mêmes, savait pertinemment que la guerre était près de finir :

« Ils ont décidé, bonnes gens, qu'il était désirable que les nations en guerre avec les puissances centrales renient les conventions existantes, qui sont la base des associations internationales scientifiques, et que de nouvelles associations, reconnues utiles aux progrès de la science et à son application soient fondées sans délai par les nations en guerre avec les empires centraux, en envisageant la coopération éventuelle des nations neutres.

« Puis vint l'armistice et après un intervalle assez long pour que des relations impersonnelles avec les anciens ennemis aient déjà été renouées, le traité de paix fut conclu. De ce moment, les Allemands décidèrent de se retirer de la plupart des conventions scientifiques.

« Néanmoins, en ce qui touche les alliés et les neutres, les conventions subsistèrent. Le même groupe de diplomates amateurs convoqua une conférence à Bruxelles plus nombreuse que la précédente, mais également sans caractère représentatif. Cette conférence s'attacha à détruire ce qui restait de la coopération internationale. En premier lieu les délégués se retirèrent de toutes les conventions, puis ils exclurent les puissances centrales et, en troisième lieu, les neutres. Ayant ainsi créé le chaos, ils procédèrent à l'élaboration d'un plan de «sur-organisation», presque pathétique dans son incompétence stérile. La base de ce merveilleux édifice est un Conseil international de recherches. Ce Conseil prétend être le corps suprême en toute matière de science pour coordonner les efforts internationaux, prendre l'initiative des nouvelles unions internationales, diriger l'activité internationale et négocier avec les gouvernements. Sa constitution doit rester en vigueur pendant dix ans et subordonner toutes unions ou associations à ses statuts. La clause fondamentale est que la participation doit être limitée d'abord aux pays alliés. Les pays neutres peuvent être admis s'ils obtiennent une majorité favorable d'au moins les trois quarts des pays déjà représentés. Il paraît que les anciens pays ennemis peuvent être admis s'ils obtiennent la majorité des trois quarts; mais il y a doute sur l'interprétation de cette règle. En toute occurrence, le plan dressé perpétue pour dix ans la division des nations en groupes de guerre avec la réserve que les anciens neutres sont invités à renoncer à leur neutralité et à se joindre au groupe scientifique allié. Le siège légal de ce nouveau corps suprême doit être à Bruxelles où les fonds sont rassemblés, et des assemblées générales convoquées tous les trois ans. Un comité exécutif de cinq membres, «Big Five», dirige les affaires du conseil de recherches dans les intervalles des assemblées. Toutes les branches de la science sont invitées à former des unions internationales en accord avec les statuts du Conseil. Le Conseil est actuellement en activité et plusieurs unions internationales subordonnées ont été fondées, mais à quel point ces dernières ont-elles fait preuves de vitalité ? C'est ce qu'il est difficile de dire. Les statuts déclarent qu'un pays peut s'affilier au Conseil international de recherches ou à n'importe quelle autre association en dépendant, par l'intermédiaire de sa principale académie, de son conseil national de recherches ou de quelque autre institution nationale ou fédération d'institutions, ou même par l'in-

termédiaire du gouvernement. Il est par conséquent dans le pouvoir d'une association, sans mandat direct d'hommes de science, d'associer formellement leur pays à ce conseil.

« Les biologistes de la Grande-Bretagne, par exemple, ont formellement refusé de se rallier à une union biologique internationale pour la double raison qu'une organisation complexe entraverait plutôt qu'elle ne faciliterait la coopération et que cette constitution perpétuerait les divisions internationales qui doivent disparaître d'elles-mêmes avec le temps. Mais les promoteurs du projet font des efforts pour créer un conseil national qui pourrait s'introduire dans le nouvel édifice par une porte dérobée.

« Rien de précis n'a encore été publié en ce qui concerne l'action dans les autres pays, mais l'évidence éclate de la fragilité de ce plan de « sur-organisation ».

* * *

La Société des nations continue, en vertu de l'article 24 du Pacte, à s'intéresser à l'activité des Bureaux internationaux.

Le Comité international des poids et mesures a déjà examiné en séance, le 20 octobre 1920, s'il y aurait pour lui opportunité à être placé sous l'autorité de la S. d. N. Il n'a pas qualité par lui-même à se prononcer sur cette question. C'est la conférence générale qui doit se tenir en automne prochain à Paris qui en décidera.

Le Bureau hydrographique international fondé en principe par la Conférence hydrographique de Londres de 1919 (24 juin-16 juillet) a pour but d'assurer une liaison étroite et permanente entre les services hydrographiques des Etats associés. Son personnel est réduit au strict minimum, 3 directeurs, 1 secrétaire, 1 dessinateur et 2 dactylographes. Son budget s'élève à peine à 250.000 francs or qui, réparti entre 21 Etats au prorata de leur puissance maritime, ne grèvera pas bien lourdement leur budget. Le prince de Monaco offre un local au nouveau bureau. La S. d. N. prendra-t-elle sous son autorité cette nouvelle institution qui ne fera pas grand bruit, mais fera du bon travail et dont les ressources sont d'ores et déjà assurées ? Non, assure-t-on, parce que la principauté de Monaco ne fait pas partie de la S. d. N. On se refuse à croire cette objection sérieuse et l'on veut espérer que cet obstacle sera surmonté.

Parmi les bureaux projetés, il en est un proposé par l'Association française pour la Société des nations qui, s'il avait été adopté, aurait pu prendre une importance comparable à celle du Bureau international du Travail. Il s'agit du Bureau international pour les relations intellectuelles et l'éducation, dont l'idée a été soumise au Secrétariat le 8 juillet 1920. Le projet, dont l'auteur est M. Julien Luchaire, chef de cabinet du ministre de l'instruction publique en France, ne semble pas avoir rencontré tout le succès qu'il méritait.

L'Assemblée (18 décembre 1920) aussi bien que le Conseil (mars 1921) ne se sont pas encore prononcés sur l'éventualité d'une convention internationale et par conséquent d'un bureau officiel, se bornant à un encouragement platonique aux initiatives privées. Sans doute la S. d. N. s'est-elle trouvée embarrassée entre deux projets concurrents, celui de Paris et celui de Bruxelles. A Bruxelles, en effet, l'Union des Associations Internationales a lancé une université internationale que la S. d. N. semble confondre à plaisir avec les projets de l'organisation internationale du travail intellectuel.

Il ne serait pas impossible que le Bureau international du Travail adopte les grandes lignes du projet et en fasse une des branches de son activité.

A Barcelone, s'est ouvert le 10 mars une conférence générale des communications et du transit convoquée par la Société des nations ; cette conférence à laquelle 44 pays sont représentés est présidée par M. Gabriel Hanotaux. Les décisions qui sont prises seront analysées dans une prochaine chronique.

Le Secrétaire général de la Société des nations a adressé le 12 mars à tous les Etats membres de la Société une lettre dans laquelle il leur rappelle la résolution de l'assemblée invitant le conseil à instituer une « commission internationale de blocus » qui serait chargée d'étudier l'application de l'art. 16 du pacte. Cette commission doit être composée de huit membres au plus dont la moitié au moins seront des représentants des Etats qui n'ont pas de représentation permanente au Conseil. Celui-ci a décidé, lors de sa dernière session à Paris, d'inviter les gouvernements de Cuba, d'Espagne, de Norvège et de Suisse à nommer des représentants qui, avec les représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et du Japon, formeront la commission internationale du blocus.

Entre temps (22 février), M. Albert Thomas a écrit à Sir Eric Drummond pour le prier d'attirer l'attention du Conseil et de la Commission internationale du blocus sur les avantages qu'il pourrait y avoir à ce que le Bureau international du Travail pût se tenir en contact étroit avec cette commission dans ses travaux à examiner à 'avance la répercussion éventuelle — sur l'action de l'organisation internationale du travail — de toute procédure qui pourrait être proposée en application de l'article 15 du Pacte.

Le Secrétaire général de la Société des nations répondit qu'il regrettait que cette lettre ne lui fut pas parvenue avant que fut prise la décision constituant la Commission, mais qu'au surplus cette commission avait pleine liberté de référer au Bureau international de toute question présentant un intérêt particulier pour ce bureau.

L'Union inter-parlementaire a transféré le siège de son bureau à Genève (14, rue de l'Ecole-de-Médecine) et a commencé la publication d'un bulletin qui paraîtra tous les deux mois. Le transfert de ce Bureau est « une expression de la conscience des rapports intimes qui, de l'avis des autorités de l'Union, doivent exister entre

celle-ci et la Société des nations ». Cette dernière, de son côté, suit avec sympathie les travaux de l'Union inter-parlementaire et lui a prêté un local pour la tenue de son Conseil le 9 avril, mettant même à sa disposition un personnel d'interprètes et de dactylographes.

L'Union inter-parlementaire comprend 16 groupes : Etats-Unis, Allemagne, Japon, Grande-Bretagne, France, Italie, Espagne, Belgique, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Danemark, Norvège, Australie, Canada. Un groupe nouveau a été formé au sein de la diète finlandaise et le groupe roumain a été reconstitué.

La réunion d'une conférence inter-parlementaire en 1920 a été empêchée par l'attitude des groupes belge et français qui se sont refusés provisoirement à participer à des réunions où seraient représentés des groupes des Etats centraux, tant que ces Etats ne seraient pas encore admis comme membre de la Société des nations. Le Conseil de l'Union s'est résigné à ajourner la Conférence de 1920, mais il y a eu unanimité pour penser qu'un second ajournement serait absolument inacceptable. Il faut qu'une Conférence se réunisse en 1921 sinon l'Union inter-parlementaire aura cessé d'exister réellement.

Le Conseil a pris position par rapport à l'attitude des groupes belge et français, dans une résolution extrêmement conciliante. Cette résolution exprime une pleine compréhension des sentiments des parlementaires belges et français, mais elle insiste, d'autre part, sur le caractère absolument international de l'Union, caractère dont celle-ci ne peut se départir sans perdre son utilité.

* * *

La crise industrielle qui sévit dans la plus grande partie du monde civilisé ne préocupe pas seulement les gouvernements et les employeurs, les ouvriers syndiqués manifestent nettement leur intention de s'occuper du problème qui les touche très directement ; ils l'envisagent au point de vue le plus général et non pas seulement pour leur intérêt particulier. Ils veulent déterminer les causes profondes du chômage et sont amenés ainsi à étudier des questions économiques qu'on n'est guère habitué à voir traiter par des organisations ouvrières. La répartition internationale des matières premières est leur première revendication, et ce que le congrès de Londres en novembre dernier avait réclamé fait l'objet principal d'une circulaire que vient de lancer la Fédération syndicale internationale à ses comités centraux.

A l'instar de la Société des nations et du Bureau international du Travail, l'Union syndicale organise des enquêtes dans les pays où la situation est la plus critique. Une délégation composée d'un Hollandais, d'un Espagnol, d'un Belge et d'un Tchécoslovaque, secrétaires généraux des confédérations générales du travail dans chaque

pays, parcourt les régions dévastées de la France et examine sur place où en sont les travaux de reconstruction.

Une autre mission s'est rendue en Autriche, une troisième dans le bassin de la Sarre, une quatrième devait aller enquêter sur la situation économique en Haute Silésie, mais le visa des passeports lui a été refusé par la commission inter-alliée.

Il ressort de ces différents faits que l'Internationale ouvrière n'entend se désintéresser d'aucun des grands problèmes que soulèvent les questions de réparations et de relations entre les pays.

A Berne, s'est réuni, dans la deuxième quinzaine de mars, le Comité central de la Fédération internationale des ouvriers sur Métaux. Le Comité a dénoncé les tendances des employeurs et des gouvernements à réduire les salaires et à tourner la loi qui garantit la journée de huit heures aux ouvriers.

La Fédération internationale des Ouvriers sur Métaux groupe un total de trois millions et demi de membres réparti en 17 pays : l'Amérique, l'Angleterre, la France, la Belgique, le Luxembourg, l'Italie, l'Autriche, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Suisse, l'Allemagne, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande, la Pologne et la Hongrie.

La question russe est venue en discussion, mais tout en saluant la révolution russe et en assurant le prolétariat russe de tout son appui, le Comité exprimait ses regrets que les dirigeants communistes russes se livrent à des insultes et provoquent, par leurs calomnies, la discorde et les disputes dans les rangs de la classe ouvrière organisée.

Le Comité a déclaré que les organisations des métallurgistes ne peuvent être simultanément membres de la Fédération internationale des ouvriers sur métaux et de l'Internationale communiste de Moscou, écartant ainsi toute éventualité d'entente avec les organisations soviétistes.

Toujours dans la vie ouvrière, on signale des tentatives faites au Danemark pour constituer une association internationale des ouvriers jardiniers. Des syndicats de douze pays parmi lesquels la France, la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark et la Suède, se sont déclarés favorables à ce projet ; des mesures ont été prises pour la convocation prochaine d'une conférence internationale.

* * *

Près de la « Cote 304 » et du « Mort Homme », dans le village d'Avesnes, ou plus exactement entre les trous de grenades et entrées des tranchées qui désignent la place où quelques centaines de personnes vivaient en paix jusqu'au moment de la bataille de Verdun, un groupe de jeunes gens et d'hommes plus âgés se sont occupés de construire des maisons et fermes pour les habitants du village

revenus. Ce groupe est formé par des Suisses, Hollandais, Français, Belges, Anglais, et même quelques Allemands. C'est le Groupe international d'Avesnes, une sous-section du Service international centralisé à Bilthoven (Hollande). Le Secrétaire de ce groupe est le pacifiste suisse Pierre Ceresole. Dans une proclamation de ces pacifistes qui travaillent de leurs mains, il est dit : « Les gens d'Avesnes ont acquis la certitude pendant la guerre, que les différents peuples auxquels ils appartiennent ne peuvent vivre à la longue en bonne intelligence, tant qu'ils ne sont pas unis par la loi du dévouement et de la solidarité. Ils ont la certitude qu'une paix durable entre les peuples ainsi qu'entre les individus n'est possible que si elle est basée sur une entr'aide réciproque allant s'il le faut jusqu'au sacrifice, comme on le prêche depuis longtemps déjà chez tous les peuples au nom du Christ, sans qu'un seul d'entr'eux songe à le mettre en pratique. »

Le périodique allemand *Vivos Voco* auquel nous empruntons cette communication explique encore ce qui suit au sujet du groupe. « Les membres déclarent leur activité libre de toute contrainte politique. Pendant la guerre ils ont été des réfractaires pour des raisons de conscience, comme leurs camarades d'Angleterre adeptes de la secte des Quakers. Un assez grand nombre de ces « *conscientious objectors* ", qui ont été soumis au régime des « *training camps* " sont occupés actuellement à des travaux de reconstruction dans différentes parties des régions dévastées ou se sont mis à la disposition de l'œuvre de secours aux enfants des Quakers pour l'Europe centrale. La pacification est pour eux avant tout un travail pratique de paix. La paix est rétablie, du moins formellement, il s'agit maintenant de la transformer de sa forme diplomatique en réalité créatrice. »

* * *

Les transports aériens internationaux tendent de plus en plus à s'organiser normalement. Du 25 au 28 février s'est tenue à Bruxelles une conférence internationale des principales compagnies de transports aériens, en vue de prendre des mesures pour le développement de ces transports, dès le retour de la bonne saison.

Une des mesures adoptées est la réduction considérable des tarifs, surtout pour les passagers, de façon à les rapprocher des prix maxima payés en chemins de fer pour des parcours internationaux.

La ligne Paris-Bruxelles-Amsterdam sera ouverte le 14 avril, avec prolongation ultérieure vers Copenhague par Brême et Hambourg.

Il n'est pas douteux que la plus grande rapidité des services aériens qui vont en moyenne deux ou trois fois plus vite que le chemin de fer, créera à ce dernier une concurrence très sérieuse le jour où ces services seront parfaitement organisés.

*
* *

Le 22 février, s'est tenu à Kovno un congrès international de bactériologistes et de vétérinaires pour la lutte contre la peste bovine qui sévit en Russie et menace d'envahir les Etats européens. Le congrès a décidé d'interdire l'entrée dans les pays baltiques du bétail et du fourrage provenant de Russie et de renforcer les règlements sanitaires des stations frontières.

Etienne CLOUZOT.

Calendrier des Réunions et Expositions Internationales pour 1921

Paris : Conférence internationale des télégraphes et téléphones ; 28 mars-6 avril, Prague : Congrès international des étudiants ; 30 mars-7 avril, Genève : X^e^ conférence internationale des Croix-Rouges et Exposition internationale de la Croix-Rouge ; 1-3 avril, Paris : IIIe congrès d'hygiène scolaire de langue française (Belgique, Canada, France, Luxembourg, Suisse) ; 7-9 avril, Genève : Congrès des œuvres de secours aux enfants des pays éprouvés par la guerre ; 12 Avril, Copenhague : Réunion du Comité central de l'Alliance coopérative internationale ; 15 avril, Nice : Concours hippique militaire international ; 18-23 avril, Genève : Congrès international des ouvriers des transports ; 23-24 avril, Berne : Exposition canine internationale ; 27-28 avril, Coblence : Congrès international des travailleurs agricoles chrétiens ; 30 avril-28 juin, Gand : Exposition internationale d'architecture ; Mai-juin, Pittsburg : Exposition internationale de peinture ; 8 mai, Strasbourg : Exposition canine internationale ; 8-27 mai, Buenos-Ayres : Exposition internationale d'industrie laitière ; 10-11 mai, Rome : Fédération internationale des syndicats chrétiens : 19 mai, Anvers : Conférence internationale des officiers de marine ; 23 mai, Paris : Congrès de la Fédération internationale des ouvriers du textile ; 28 mai-5 juin, Prague : XIIIe exposition internationale de l'automobile ; Juin, Genève : Assemblée générale de l'Union des associations pour la Société des Nations ; Juin, Prague : Olympiade ouvrière ; Juin, Munich : Congrès de la Fédération internationale des pelletiers ; 20-25 juin, Folkestone : 32me Congrès des hygiénistes ; 25 juin, Londres : Concours hippique international ; 27 juin-1er juillet, Londres : Congrès de la Chambre de commerce internationale ; 30 juin, Genève : Conférence internationale contre la traite des femmes ; Juillet, Bruxelles : IIe Congrès international de la protection de l'enfance ; Juillet, Copenhague : Championnat du monde de cyclisme ; 1er juillet, Moscou : Premier congrès universel des syndicats ouvriers de la IIIe internationale ; 26-28 juillet, Londres : Union internationale contre la tuberculose ; 27-29 juillet. Vienne : Congrès de la Fédération internationale des employés ; Août, Bâle : Congrès international coopératif ; 30 août, La Haye : Congrès de l'International Law Asssociation ; Septembre, Paris : Conférence internationale des poids et mesures ; Septembre, Long Island : Championnat international de golf ; 5 septembre, Vienne : Congrès de la Fédération internationale des Typographes : 6-13 september, La Haye : Premier congrès universel d'aviculture ; Automne, Riga : Exposition internationale d'agriculture ; Octobre, Genève : Conférence internationale du travail ; Novembre, Londres : Conférence internationale de la pomme de terre ; Février 1922, Bâle : Exposition internationale de l'automobile.

NOTES

Nouveaux Collaborateurs. — Nous avons le plaisir d'annoncer l'entrée à la *Revue de Genève,* à titre de collaborateurs réguliers, de M. Johan Bojer, le grand romancier scandinave, qui rédigera la chronique norvégienne, et de Dukogjin Basri-bey, qui nous donnera des chroniques turques.

*
* *

Deux abstentions. — La Conférence internationale de la Croix-Rouge qui vient de se tenir à Genève avec un plein succès, et sur laquelle nous aurons sans doute l'occasion de revenir, a été attristée par l'absence volontaire des Croix-Rouges française et belge qui n'ont pas voulu se rencontrer avec la délégation allemande. Nous croyons savoir ce qui suit :

La Croix-Rouge française, pour se rendre à la Conférence, avait posé comme condition que les Allemands exprimeraient un désaveu total des méthodes de guerre employées par leur pays, et qui ont été trop souvent, en effet, une offense scandaleuse aux principes de la Croix-Rouge. Les Allemands y avaient consenti, sous forme d'une lettre adressée à leurs adversaires. Ils demandaient seulement qu'on ne la produisît pas en séance publique. Les Français se déclarèrent satisfaits, et l'on s'attendait à leur venue à Genève, lorsqu'ils firent tout à coup savoir, à la suite de la Conférence de Londres, qu'ils se refusaient définitivement à rencontrer des Allemands.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu de Suisse :

Fréd. Boissonnas : *L'Image de la Grèce*, 2 vol. (Editions d'art Boissonnas, Genève).

Guillaume Fatio : *Genève, siège de la Société des nations* (Editions d'art Boissonnas, Genève).

Auguste Lemaître : *Le Symbolisme dans les rêves des adolescents* (Editions Forum, Neuchâtel et Genève).

Divers : *L'indépendance de la presse suisse* (Editions Forum, Neuchâtel et Genève.

Fred.-Philippe Amiguet : *Autres pays* (Edit. de la Licorne, Lausanne).

de France :

Jean Schlumberger : *La mort de Sparte* (Nouvelle revue française, Paris).

Jean Schlumberger : *Un Homme heureux* (Nouv. revue française, Paris).

Louis Codet : *La fortune de Bécot* (Nouvelle revue française, Paris).

Arnold Bennett : *Amour profane, amour sacré* (Bernard Grasset, Paris).

Albert Houtin : *Le père Hyacinthe* (Emile Nourry, Paris).

Lieut.-colonel E. Mayer : *La guerre d'hier et l'armée de demain* (Garnier frères, Paris).

G. Reynoard : *Septicisme ou retour à la foi ?* (Société française d'imprimerie et de librairie, Paris).

Joachim Gasquet : *Le bûcher secret* (Librairie de France, Paris).

Théodore-Wesley Koch : *Les livres à la guerre* (Honoré Champion, Paris).

Marquis de la Tour-du-Pin : *Vers un ordre social chrétien* (Nouvelle librairie nationale, Paris).

Jules Bertaut : *Une amitié romantique* (Renaissance du livre, Paris).

George Meredith : *Shagpat rasé* (Nouvelle revue française, Paris).

Comte de Comminges : *Addy* (Grasset, Paris).

des Etats-Unis :

Pierrepont B. Noyes : *While Europe waits for peace* (Macmillan Co, New-York).

d'Italie :

Paul Colin : *La Belgique après la guerre* (Rassegna Internazionale, Roma).

d'Allemagne :

Arthur Holitscher : *Drei Monate in Sowiet-Russland* (Fischer, Berlin).

Jacob Wassermann : *Mein Weg als Deutscher und Jude* (Fischer, Berlin).

LA REVUE
DE
GENÈVE

MAI 1921. N° 11.

DIRECTEUR : ROBERT DE TRAZ
ADMINISTRATEURS :
PAUL CHAPONNIÈRE ; ALFRED NICOLE

ABONNEMENTS : SUISSE : Un an, Fr. 36.— ; Six mois, Fr. 19.— ; Trois mois, Fr. 10.—. Prix du numéro, Fr. 4.— :: AUTRES PAYS : Un an, Fr. 44.— ; Six mois, Fr. 23.— ; Trois mois, Fr. 12.—. Prix du numéro, Fr. 4.50. :: La REVUE paraît le 15 de chaque mois. :: Reproduction et traduction des oeuvres publiées par la REVUE DE GENÈVE interdites pour tous pays. :: Les ouvrages envoyés pour compte rendu doivent être adressés à la REVUE DE GENÈVE en double exemplaire. —— Les manuscrits ne sont pas retournés. Les auteurs non avisés dans le délai de deux mois de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la REVUE où ils restent à leur disposition pendant un an. —— Toutes demandes de numéro-spécimen et de changements d'adresses doivent être accompagnées :: :: de 1 franc en timbres-poste ou mandat. :: ::

Les abonnés qui désireraient recevoir les numéros de LA REVUE DE GENÈVE *rognés* voudront bien nous en faire la demande.

ADMINISTRATION : 46, RUE DU STAND, GENÈVE
TÉLÉPHONE 93-11. CHÈQUES POSTAUX : I. 1778

La Revue de Genève

CHRONIQUES NATIONALES

Allemagne : F. W. Förster. — von Prittwitz-Gaffron.
Amérique latine : Robalino Davila. — Alfonso Reyes. — Ronald de Carvalho — M. Oliveira Lima.
Angleterre : C. E. Bechhofer. — Edward Shanks.
Autriche .... Joseph Redlich.
Belgique .... Louis Piérard.
Bulgarie .... Petco Stainoff.
Chine ...... Soong Tsung Faung.
Espagne .... Ad. Salazar.
Etats-Unis .. John Erskine.
Finlande .... Edward Westermarck.
France : Daniel Halévy. — Edmond Jaloux.
Grèce ...... André Andreadès.
Hollande .... Hermann Robbers.
Hongrie : Comte J. Andrassy. — Frédéric Riedl.
Israël ...... Albert Cohen.
Italie : Guglielmo Ferrero. — Giuseppe Prezzolini.
Norvège .... Johan Bojer.
Perse : Habibullah Khan Chahab.
Pologne ..... Jan Kucharzewski.
Portugal .... Cte de Penha-Garcia.
Roumanie ... N. Jorga.
Russie : Paul Milioukov. — Nicolas Roubakine.
Serbie ...... Lazare Markovitch.
Suède ...... Anton Blanck.
Suisse ...... *Divers.*
Tchécoslovaquie ...... Hasbovec.
Turqwe .... D. Basri-bey.
Ukraine .... Alexandre Choulguine

LA REVUE DE GENÈVE publiera dans ses prochains numéros des lettres inédites de Tolstoï et de Benjamin Constant; L'Aventure du Commandant Rybkinoff, de Kouprine ; L'Attitude de l'Allemagne vis-a-vis de la France, de Georges Bernhard; Les Mémoires d'un souverain déposé, de G. Ferrero; Beethoven, de H. von Hofmannsthal; L'Elfe de Lord Dunsany; L'Ame du Peuple, de Just Havelaar; Tonio Kröger, par Thomas Mann; Walter Pater, par Georges Moore; L'Ami des jeunes filles, par Edmond Jaloux; Baudelaire, par Charles du Bos; La Technique du Geste, par E. Jaques-Dalcroze; etc., etc.

Dépositaires généraux de La Revue de Genève :

France : Pour la fourniture en gros, s'adresser aux Messageries HACHETTE, 111, rue Réaumur, à Paris (IIe).

Angleterre : Messageries HACHETTE, King William Street. 16, London W. C. 2.

Belgique : Dépôt principal, Agence DECHENNE, 14, Galerie du Roi, Bruxelles.

Hollande : Fransche Bœkhandel FEIKEMA, CAAERLSEN & Co, Singel 151-153, Amsterdam.

Hongrie : Librairie Ferdinand PFEIFER, ZEIDLER Frères, Budapest, IV Kossuth Lajos Utca 7.

Costa Rica : Trejos HERMANOS, Apartado 869, San José, Costa Rica.

Haïti : Madame J. J. MANIGAT, Entre la 16me et 17me rues, Avenue A. Cap Haïtien. H. AMBLARD, Port-au-Prince.

Pour l'Italie, on peut s'abonner sans frais chez M. Ulrich HŒPLI, Libraire, Galleria de Ch istof… is, Via Vitt. Emmanuele, Milan.

LA

MISSION DE LA HONGRIE

Mon intention est de montrer ici le rôle que la Hongrie a tenu et doit encore tenir, toute mutilée et éprouvée qu'elle soit, dans l'évolution de l'Europe orientale. Par là le problème hongrois, qui semble n'être que celui d'une petite nation insignifiante, s'élargit et se révèle dans son importance réelle ; c'est par là qu'il peut intéresser tout le monde, parce qu'il est par là un des problèmes de notre civilisation.

Pour bien l'expliquer, il me faut remonter à ses origines.

De la chute de l'empire romain jusqu'à l'arrivée des Hongrois, aucune race ne réussit à fonder une société politique stable sur le territoire qui était hier encore la Hongrie. Par les ressources qu'il offrait, ce territoire attirait pourtant l'immigration qui venait d'Orient, et, par son unité géographique naturelle, par le système de montagnes qui l'entoure, il constituait une avancée de l'Europe, disons : de la civilisation occidentale. Il fallait y tenir une garnison énergique et dévouée, sous peine d'être constamment exposé à l'invasion de tribus barbares.

La Revue de Genève

CHRONIQUES NATIONALES

Allemagne.	F. W. Förster. von Prittwitz-Gaffron.	*Hongrie...*	Comte J. Andrassy. Frédéric Riedl.
Amérique latine...	Robalino Davila. Alfonso Reyes. Ronald de Carvalho M. Oliveira Lima.	*Israël......*	Albert Cohen.
Angleterre.	C. E. Bechhofer. Edward Shanks.	*Italie.....*	Guglielmo Ferrero. Giuseppe Prezzolini.
Autriche....	Joseph Redlich.	*Norvège....*	Johan Bojer.
Belgique....	Louis Piérard.	*Perse.....*	Habibullah Khan Chahab.
Bulgarie....	Petco Stainoff.	*Pologne.....*	Jan Kucharzewski.
Chine......	Soong Tsung Faung.	*Portugal....*	Cte de Penha-Garcia.
Espagne....	Ad. Salazar.	*Roumanie...*	N. Jorga.
Etats-Unis..	John Erskine.	*Russie....*	Paul Milioukov. Nicolas Roubakine.
Finlande....	Edward Westermarck.	*Serbie......*	Lazare Markovitch.
France....	Daniel Halévy. Edmond Jaloux.	*Suède......*	Anton Blanck.
Grèce......	André Andreadès.	*Suisse......*	*Divers.*
Hollande....	Hermann Robbers.	*Tchécoslovaquie......*	Hasbovec.
		Turquie....	D. Basri-bey.
		Ukraine....	Alexandre Choulguine

LA REVUE DE GENÈVE publiera dans ses prochains numéros des lettres inédites de Tolstoï et de Benjamin Constant; L'Aventure du Commandant Rybkinoff, de Kouprine ; L'Attitude de l'Allemagne vis-a-vis de la France, de Georges Bernhard; Les Mémoires d'un souverain déposé, de G. Ferrero; Beethoven, de H. von Hofmannsthal; L'Elfe de Lord Dunsany; L'Ame du Peuple, de Just Havelaar; Tonio Kröger, par Thomas Mann; Walter Pater, par Georges Moore; L'Ami des jeunes filles, par Edmond Jaloux; Baudelaire, par Charles du Bos; La Technique du Geste, par E. Jaques-Dalcroze; etc., etc.

Dépositaires généraux de La Revue de Genève :

France : Pour la fourniture en gros, s'adresser aux Messageries HACHETTE, 111, rue Réaumur, à Paris (IIe).

Angleterre : Messageries HACHETTE, King William Street. 16, London W. C. 2.

Belgique : Dépôt principal, Agence DECHENNE, 14, Galerie du Roi, Bruxelles.

Hollande : Fransche Bœkhandel FEIKEMA, CAAERLSEN & Co, Singel 151-153, Amsterdam.

Hongrie : Librairie Ferdinand PFEIFER, ZEIDLER Frères, Budapest, IV Kossuth Lajos Utca 7.

Costa Rica : Trejos HERMANOS, Apartado 869, San José, Costa Rica.

Haïti : Madame J. J. MANIGAT. Entre la 16me et 17me rues, Avenue A. Cap Haïtien. H. AMBLARD, Port-au-Prince.

Pour l'Italie, on peut s'abonner sans frais chez M. Ulrich HŒPLI, Libraire, Galleria de Ch istof..is, Via Vitt. Emmanuele, Milan.

LA
MISSION DE LA HONGRIE

Mon intention est de montrer ici le rôle que la Hongrie a tenu et doit encore tenir, toute mutilée et éprouvée qu'elle soit, dans l'évolution de l'Europe orientale. Par là le problème hongrois, qui semble n'être que celui d'une petite nation insignifiante, s'élargit et se révèle dans son importance réelle ; c'est par là qu'il peut intéresser tout le monde, parce qu'il est par là un des problèmes de notre civilisation.

Pour bien l'expliquer, il me faut remonter à ses origines.

De la chute de l'empire romain jusqu'à l'arrivée des Hongrois, aucune race ne réussit à fonder une société politique stable sur le territoire qui était hier encore la Hongrie. Par les ressources qu'il offrait, ce territoire attirait pourtant l'immigration qui venait d'Orient, et, par son unité géographique naturelle, par le système de montagnes qui l'entoure, il constituait une avancée de l'Europe, disons : de la civilisation occidentale. Il fallait y tenir une garnison énergique et dévouée, sous peine d'être constamment exposé à l'invasion de tribus barbares.

Charlemagne, après sa victoire sur les Avares, y établit un poste militaire ; les événements prouvèrent bien vite que c'était insuffisant. Il y fallait un peuple, capable de mettre de l'ordre dans les masses chaotiques qui s'entre-choquaient sur ce terrain, d'y organiser une société politique, un Etat, dont la vitalité serait un moyen permanent de défense. Arrivés vers la fin du IXe siècle, les Hongrois surent accomplir cette tâche. Ils occupèrent d'abord toute cette unité géographique naturelle, située entre les Carpathes et les grands fleuves du sud, ils créèrent l'ébauche d'un Etat qui s'est maintenu à peu de choses près dans le même cadre pendant dix siècles et, après un siècle de tâtonnements, ils se convertirent au christianisme, sous l'inspiration de ce grand homme d'Etat qui fut notre premier roi : saint Etienne.

Ce fut le moment fatidique pour la Hongrie, et une heure qui n'était pas sans importance pour l'Europe. Les nouveaux venus, gardiens d'un des postes géographiques les plus importants de notre civilisation, embrasseraient-ils le christianisme sous sa forme occidentale ou orientale ? Ils étaient sollicités des deux côtés ; des missionnaires venus de Byzance faisaient concurrence à ceux que Rome et l'Allemagne nous avaient envoyés. De quel côté pencherait la balance ? La Hongrie deviendrait-elle membre de la famille occidentale, ou tributaire de la civilisation décadente byzantine ? Le coup d'œil de saint Etienne décida de la question ; il vota pour Rome, c'est-à-dire pour l'occident, dont les frontières furent ainsi avancées vers une bonne ligne de défense, bien dessinée, bien garnisonnée. En même temps la vocation mondiale de la nation hongroise était fixée. Représenter dans l'Europe orientale la force défensive et expansive de l'esprit occidental, c'est-à-dire d'un type de civilisation supérieure, voilà la tâche qui nous est échue. L'avons-nous accomplie, devons-nous la continuer, y sommes-nous toujours destinés ou passera-t-elle à d'autres nations ? Telles sont les questions qui se posent. Mais d'abord il nous faut examiner en quoi elles consistent, Si non nous resterions dans le vague de la phrase. Que signifient donc, au fond, l'esprit occidental, sa défense et sa propagation ?

L'esprit occidental est le produit d'une évolution à l'origine de laquelle on trouve la culture gréco-latine, le christianisme dans sa conception romaine et protestante, et les institutions germaniques. Chacun de ces facteurs dota l'esprit occidental de quelques-uns de ses traits distinctifs, qui se développèrent dans des proportions inégales et souvent changeantes, imprimant par là un caractère spécial à chaque époque d'une évolution qui est encore loin d'être terminée. On peut pourtant définir l'esprit occidental comme étant caractérisé surtout par la reconnaissance plus ou moins consciente et parfaite des principes suivants : respect de l'individu comme tel, dignité du travail, de tout travail, égalité humaine de la femme, distinction des pouvoirs temporel et spirituel. La place me manque pour développer cette idée, je me borne ici à constater deux choses : D'abord que l'absence de ces idées ou de l'une d'elles, ou leur affaiblissement général, caractérisent l'esprit oriental. Ainsi, même le christianisme sous sa forme orthodoxe est entaché de la confusion des deux pouvoirs. Lorsque, vers la fin du VIIIe siècle l'empereur byzantin Léon d'Isaure écrivit au pape Grégoire que lui, l'empereur, était maître de l'Eglise autant que de l'Etat, et que le pape lui répondit : « Non, vous n'avez rien à voir dans les affaires de l'Eglise, de même que moi, je ne peux réglementer celles du palais, (l'Etat), » c'étaient l'esprit oriental et l'esprit occidental qui manifestaient leurs opinions sur un des principes les plus importants. La seconde remarque qui s'impose, c'est que l'esprit occidental est une source de progrès, car il met en mouvement toutes les énergies et développe toutes les libertés. De fait, tout progrès humain lui est dû, et les nations imbues de l'esprit oriental ne progressent que par les emprunts qu'elles font à la civilisation de l'occident. Il serait intéressant de multiplier les exemples et les preuves à l'appui de cette thèse. J'ajouterai seulement que nous autres qui sommes établis depuis des siècles sur les confins de l'occident et de l'orient, qui avons souvent éprouvé — si j'ose ainsi dire : sur notre corps — le choc de ces deux civilisations, et qui les avons vues en conflit à l'intérieur

de nos frontières, nous sommes très qualifiés pour en discerner les traits caractéristiques.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs de ces définitions, je ne pense pas que la supériorité de l'esprit occidental et, par conséquent, sa vertu civilisatrice, puissent faire l'objet d'un doute. Sa défense et la propagande en sa faveur est donc une mission importante qui donne une place éminente, dans la famille des peuples, à la nation qui en est chargée sur le terrain disputé. C'est cette place que la Hongrie a prise en se donnant, dès le moyen âge, des institutions faites pour lá défense et la propagande. Ces institutions lui assurèrent une force de résistance et une cohésion exceptionnelles. Il convient donc de les examiner aussi brièvement que possible.

* * *

Ce qui distinguait la constitution médiévale de la Hongrie de celles des pays environnants, c'était la prééminence du droit public, l'apparition précoce de l'idée de l'Etat, à une époque où cette idée était à peine connue ailleurs. L'influence des conceptions de droit privé se faisait sentir dans l'organisation des pouvoirs publics partout où triomphait l'esprit germanique ; c'est le trait saillant de tout le moyen-âge et — sous une forme modifiée et adoucie — de l'époque suivante, jusqu'au XVIIIe siècle. Le pouvoir et les droits qu'il conférait étaient considérés, non comme une fonction publique, mais comme la propriété privée de celui qui les détenait ; le lien de fidélité qui unissait le chef féodal à son vassal était un lien tout personnel. En Hongrie, au contraire, le pouvoir suprême fut envisagé dès les débuts comme une délégation de la communauté, faite dans l'intérêt de tous. Selon des récits qui sont légendaires peut-être au point de vue de la critique, mais qui expriment assurément l'esprit de la nation, le premier grand chef, Arpad, fut investi du commandement suprême vers la fin du IXe siècle par les chefs de tribus réunis en conseil, et les limites de sa com-

pétence furent fixées avec une précision étonnante. A côté de ce pouvoir militaire et exécutif, le pouvoir judiciaire reçut une organisation spéciale dont les traces se retrouvent dans les institutions de l'ère chrétienne. Après la conversion au christianisme, saint Etienne remania toutes ces institutions de main de maître. Il rattacha ses conceptions aux anciennes traditions nationales et, voulant se conformer aux grands principes sur lesquels reposait alors la société chrétienne, ce n'est pas au droit féodal de ses voisins allemands qu'il fit des emprunts, mais bien aux capitulaires de Charlemagne. Or ceux-ci représentent la dernière tentative de fonder l'Etat médiéval sur le droit public, au lieu d'en faire une dépendance du droit privé. L'organisation donnée au pays par saint Etienne était un type de centralisation administrative, une concentration des pouvoirs sans pareille dans l'histoire. Il le fallait afin de dompter les instincts violents d'une nation encore peu chrétienne dans l'âme, et afin de pouvoir tenir tête aux tentatives réitérées de voisins puissants qui voulaient réduire la Hongrie au rang de vassale. A mesure que l'âme de la nation s'acclimatait à l'atmosphère nouvelle, ces institutions se modifièrent ; le conseil royal et les assemblées judiciaires des grands jours se développèrent en assemblées législatives et les préfectures royales — les comitats — en corps de *self-government* local aux attributions très étendues. Dès le commencement du XIIIe siècle, le pouvoir législatif est partagé entre le roi et les représentants de la nation, c'est-à-dire des privilégiés, élus plus tard par les assemblées primaires des comitats. Une chambre haute composée des prélats, de certaines grandes familles et des grands dignitaires du royaume se sépara bientôt de l'assemblée unique qui existait au début. Mais le pouvoir royal resta le pivot de cette constitution née de la coutume, et qui fonctionna selon la coutume et les précédents, comme la constitution anglaise. La grande préoccupation est toujours de conserver à la royauté et à tous les pouvoirs organisés leur caractère de droit public, malgré les infiltrations de l'esprit féodal qui ne pouvaient manquer de se produire. Notre plus ancien document de droit constitutionnel,

la bulle d'or du roi André II, édictée sept ans après la *magna charta* anglaise, vise surtout ce but. Tandis que la charte anglaise tend à faire cesser les empiètements du pouvoir royal sur les libertés des sujets, la bulle d'or a pour objet au contraire de rétablir ce pouvoir dans sa conception d'origine, d'en purifier l'exercice de certains mélanges de féodalisme qui s'y étaient glissés. Ainsi, il est interdit au roi de donner en ferme les revenus du pays, de faire des donations à charge du domaine public, etc. Le quatorzième siècle est rempli par le règne de deux grands rois appartenant à la dynastie des Anjou de Naples ; avec eux tout un courant d'esprit féodal menace d'inonder le pays. Mais le second d'entre eux, Louis le Grand, né et élevé en Hongrie, a compris le génie de la nation et, sous sa main, les institutions importées de l'occident — les grands fiefs, l'organisation militaire attachée à la propriété terrienne — se transforment et s'adaptent à l'esprit du droit public dont le règne devient dorénavant incontesté.

Ce n'est pas le roi, c'est la sainte couronne, c'est-à-dire une conception spéciale au génie hongrois, résumant en un terme l'ensemble des pouvoirs publics, le roi et la nation, c'est la sainte couronne — synonyme de l'Etat — à laquelle appartient la haute propriété de la terre hongroise ; c'est à elle, non à la personne du roi, que fidélité et obéissance sont dues. Le roi est la tête, tous les privilégiés — aujourd'hui tous les citoyens — sont les membres. De même que la tête ne peut pas exister sans les membres, le pouvoir royal n'est pas concevable sans la collaboration de la nation. Le grand jurisconsulte du XVIe siècle, Verbicz, exprimant la conviction universelle, définit le pouvoir royal comme étant donné au roi par délégation de la communauté, et exercé par lui au nom de l'autorité de la communauté. *Communitatis nomine et auctoritate.* Cette royauté forte et efficace, qui donne au pays la concentration de pouvoirs dont plus que tout autre il avait besoin dans sa situation géographique, et qui est pourtant tellement dépendante des libertés publiques que ces deux principes n'en faisaient qu'un, est véritablement le chef-d'œuvre de ce génie politique que tous les connaisseurs veulent bien reconnaître à notre peuple. La cérémonie

du couronnement — qui remonte dans toutes ses parties essentielles au XIIIe siècle — en est le symbole fidèle. C'est la Diète qui décrète le couronnement du nouveau roi à chaque avènement ; elle ne peut le refuser à celui que les lois de l'hérédité appellent au trône, pas plus que celui-ci ne peut s'y dérober. Mais c'est la représentation nationale qui couronne, après avoir reçu du nouveau roi les déclarations constitutionnelles qui seront confirmées par serment. La couronne elle-même est posée sur la tête du roi par le primat de Hongrie et un représentant de la Diète : délégation du peuple, consacrée par la divinité. Peut-on s'étonner, dans ces conditions, de l'attachement instinctif de tout notre peuple à l'institution de la royauté hongroise — j'insiste sur cette définition spéciale : royauté hongroise. Car ce n'est pas d'une foi monarchique abstraite ni d'une pensée de droit divin qu'il s'agit ici, mais d'une institution particulière, en laquelle, mieux qu'en tout autre, la nation hongroise se reconnaît elle-même. Notre peuple est d'ailleurs évolutionniste par excellence ; l'esprit révolutionnaire est absolument exclu de sa mentalité, je le dis en dépit des mouvements insurrectionnels qui traversent surtout les derniers quatre siècles de notre histoire. Car je n'appelle pas révolution l'acte d'un peuple qui prend les armes pour la défense de ses libertés légales ; j'appelle révolution la tentative de rompre avec le passé et de reconstruire la société sur des bases nouvelles, purement rationnelles. Rien de plus contraire au génie hongrois que cette mentalité-là. L'évolution permet les réformes les plus hardies et les plus radicales, et nous savons que nous avons à en faire ; mais jamais nous ne perdrons le fil de la continuité qui nous rattache au passé, c'est-à-dire aux racines de notre existence nationale.

Je voudrais ici indiquer en deux ou trois traits les rapports de notre évolution constitutionnelle avec le progrès démocratique. Je n'hésite pas à constater que l'attachement des privilégiés au système des privilèges dura longtemps, trop longtemps, dans notre pays. Cela s'explique par les obstacles que d'abord l'invasion turque, plus tard les conflits constitutionnels avec des souverains étrangers, apportèrent à notre évolution. Encore faut-il

ajouter que le régime du privilège était mitigé par le grand nombre des privilégiés et la facilité d'entrer dans leurs rangs. Mais il a duré trop longtemps, je l'admets. Lorsque pourtant l'heure de l'abolition des privilèges sonna, elle fut accomplie par les privilégiés eux-mêmes, sans aucune pression de la masse. Voilà une gloire exceptionnelle, car, en règle générale, aucune classe privilégiée ne renonça nulle part à conserver sa situation sans avoir la main forcée. Aujourd'hui le principe démocratique avec toutes ses conséquences politiques et sociales ne fait plus chez nous même l'objet d'une discussion.

Je crois en avoir assez dit sur nos institutions pour faire comprendre comment la Hongrie a réussi à remplir le cadre de son unité géographique avec une organisation nationale forte et résistante, plus occidentale par certains détails que l'Occident lui-même. A l'ombre de ses institutions se développa une culture complexe, qui garde malgré les influences étrangères auxquelles une petite nation ne peut ni ne doit se dérober, la saveur du sol, et qui se rattacha néanmoins à la grande famille occidentale par ses méthodes techniques et son respect de l'individualité. Nos musiciens, nos peintres, notre littérature, les hommes illustres que nous avons donnés à la science sont là pour le prouver. Il en est de même de la vie économique. L'esprit occidental, avec ses idées de probité et de solidité, avec ses spécialisations et ses vues d'ensemble, règne dans nos grandes entreprises commerciales et financières, dans l'administration de nos banques et de nos transports. Et c'est là le véritable signe de notre mission occidentale. Il ne suffit pas qu'une élite de jeunes gens qui ont fait leurs études en France, en Suisse, en Belgique ou en Angleterre, se soit inoculé l'esprit occidental ; il faut que cet esprit ait pénétré toute la société, les humbles, les simples, ceux-là même qui n'en ont point conscience, qui n'en connaissent pas les formules, mais qui les respirent pourtant, comme on respire l'air dans lequel on vit, sans avoir pour cela besoin de connaître la théorie de sa composition chimique.

A ce titre, je ne vois que la Hongrie qui puisse accomplir, comme elle l'a accomplie par le passé, la misssion de défendre et de propager la civilisation occidentale vers l'orient. Et des faits douloureux sont là pour prouver qu'en reculant les frontières de la Hongrie on a reculé d'autant celles de l'occident.

Mais ceci toucherait déjà à l'actualité politique ; je préfère m'abstenir. Je pose pourtant la question : la Hongrie mutilée comme elle l'a été par le traité de Trianon, réduite à un tiers de son territoire et de sa population, peut-elle encore suffir à la tâche ? N'est-elle pas trop affaiblie par les immenses pertes qui lui ont été infligées ? Peut-elle en général penser à autre chose qu'à elle-même ?

Je commence par cette dernière question et je réponds : penser à soi, c'est penser à sa vocation. Quand je pense à moi-même, c'est que je considère mentalement la tâche que j'ai à accomplir et que j'y mesure ma force et mon effort ; car cette tâche c'est la meilleure part de « moi-même », celle qui constitue mon titre à l'existence. A plus forte raison ne peut-on établir de distinction entre une nation et ses aptitudes et sa vocation ; moins encore qu'un individu, en a-t-elle le choix ; elle remplit sa mission en développant ses qualités, elle y réussit ou elle périt.

Mais nous, nous réussirons, j'en suis sûr. Nous luttons contre des difficultés atroces, mais nous nous disons ce que disait la mère romaine à son fils qui se plaignait d'avoir une épée trop courte : « *Adde gressum* ». Ajoute un pas ; ajoutons un effort.

Aujourd'hui, c'est encore l'heure des ténèbres ; au sortir d'une affreuse guerre, on fait la paix pour la continuer plutôt que pour la finir, on s'inspire des ressentiments du passé plutôt que des perspectives de l'avenir et rien ne semble plus éloigné qu'une véritable réconciliation. Mais déjà je vois poindre à l'horizon les premières lueurs d'un jour meilleur ; ce que nos intelligences ne savaient pas atteindre, nos besoins le mettront à notre portée ; plus l'antagonisme des sentiments semble incurable, plus les solidarités économiques s'imposent, et l'exigence des nécessités finira par triompher de la permanence des haines. Mais puisque fatalement on doit en arriver là, ne vaudrait-

il pas mieux hâter un peu cette évolution et y mettre, pour l'honneur de la race humaine, un peu de bonne volonté ?

Elle va venir à son tour, cette bonne volonté ; on lui facilite son œuvre par cette institution dont le siège est précisément dans la ville où paraît cette revue, par la Société des nations, ébauche imparfaite encore dans sa forme présente, mais pleine de promesses et d'espérances, battue en brèche par les passions qui cherchent à y pénétrer, mais destinée à leur résister par la hauteur des idées qui forment ses remparts. Nous croyons à cette institution qui devra, qu'on le veuille aujourd'hui ou non, s'élever aux hauteurs où les injustices sont dévoilées et les vrais besoins des peuples reconnus : alors, l'ère de toutes les réparations sera ouverte.

Combien de temps faudra-t-il attendre jusqu'à ce que ce jour, qui sera celui de mon pays, arrive ? Je n'en sais rien, mais je sais qu'aujourd'hui le temps marche vite, et moi-même qui porte le fardeau de cinquante ans de luttes politiques, j'espère au moins parvenir au sommet de quelque mont Horeb d'où je puisse entrevoir la terre promise : une Hongrie reconstruite dans une humanité reconstituée.

Comte Albert APPONYI.

LES PASTORALES BASQUES

Les Basques nomment pastorales, *phastoralak*, des pièces de théâtre qui se jouent de temps à autre — en moyenne deux ou trois représentations par an — dans la vallée de la Soule (région de Mauléon et de Tardets), dans le Pays de Mixe (région de Saint-Palais) et dans le Pays de Cize (région de Saint-Jean-Pied-de-Port).

Ce théâtre est essentiellement rural. La scène est construite sur la place publique d'un village, ou même d'un hameau de la montagne ; elle se compose d'un plancher de sept ou huit mètres de côté, soutenu par trois rangées de barriques mises debout. Pour tout décor, il y a une toile de fond faite avec des draps de lit, qu'ornent des bouquets de fleurs et des guirlandes de feuillage. Deux et quelquefois trois portes, ménagées dans cette toile de fond, représentent deux ou trois *mansions* caractérisées par des emblèmes. A la porte de droite, une glorieuse couronne, suspendue au linteau et qui se balance dans la partie supérieure de la baie, indique la demeure des Bons ; à la porte de gauche, un pantin cornu et peint en rouge, qu'on appelle l'« idole » et qui est le diable en personne, indique la de-

meure des Mauvais ; quant à la porte du milieu, très rarement ouverte aujourd'hui, c'est celle du palais ou de l'église.

Des gradins de planches brutes, juxtaposés à la scène sans qu'aucune barrière les en sépare, reçoivent les spectateurs généreux qui veulent payer leur place ; et il y a en outre sur la scène même, comme au XVIIme siècle, des sièges destinés aux notables qui honorent de leur présence la solennité dramatique. Mais partout ailleurs l'accès du théâtre est libre et gratuit, et le commun des assistants se másse dans l'espace qui s'ouvre devant la scène comme un large parterre.

La représentation d'une pastorale est toujours donnée par la « jeunesse » du village où elle s'organise. Les jeunes gens de ce village, à l'exclusion de tout étranger, forment à cet effet une sorte de société temporaire, dont tous les membres, riches ou pauvres, maîtres ou domestiques, sont parfaitement égaux, avec mêmes droits et mêmes obligations. Les rôles sont distribués à chacun selon ses aptitudes physiques et intellectuelles, sans aucun égard à la condition sociale des individus. Les frais incombent à la troupe, qui ne reçoit jamais de subvention municipale. Si la recette (prix des places payantes, produit des quêtes, vente à l'enchère des « sauts basques ») ne couvre pas la dépense, les acteurs se cotisent pour payer de leur poche le déficit. S'il y a du bénéfice, les sociétaires l'emploient à boire ou à manger ensemble au cabaret.

Malgré leur nom de « pastorales », les pièces jouées n'ont rien de champêtre. On peut classer les éléments divers de ce riche répertoire en sept cycles, d'après les sources auxquelles les sujets ont été puisés : 1° Ancien Testament (*Abraham*, *Joseph*, *Judith et Holopherne*, etc.) ; 2° Nouveau Testament (*Saint Jean-Baptiste*, *l'Enfant prodigue*, *Saint Pierre*, etc.) ; 3° Hagiographie (*Saint Alexis*, *Saint Martin*, *Sainte Engrâce*, etc.) ; 4° Antiquité profane (*Œdipe*, *Astyage*) ; 5° Chansons de geste (*Charlemagne*, *Les quatre fils Aymon*, *Roland*, etc.) ; 6° Romans d'aventures (*Hélène de Constantinople*, *Robert le Diable*, *Geneviève de Brabant*, etc.) ; 7° Histoire légendaire (*Clovis*, *Saint Louis*, *Jeanne d'Arc*, etc.)

Très abondante, comme on le voit, cette littérature dramatique est peu connue. C'est à peine si quelques articles ont été publiés sur le théâtre basque par MM. Wentworth-Webster, basquisant anglais, et Julien Vinson, professeur à l'Ecole des langues orientales vivantes ; mais ces articles, brefs et un peu superficiels, ont paru dans des recueils d'érudition ou dans des ouvrages d'histoire locale qui n'arrivent pas aux mains du grand public. Les textes, écrits dans une langue difficile, n'ont jamais été ni traduits, ni même imprimés, et ils se conservent sous forme de cahiers sales, déchirés, à moitié pourris, dont les villageois font de mauvaises copies nouvelles, à mesure que les anciennes tombent en lambeaux. Quelques bibliothèques publiques ont hospitalisé un certain nombre de ces manuscrits : il y en a une cinquantaine à la Bibliothèque nationale de Paris, une trentaine à la Bibliothèque municipale de Bordeaux, une quinzaine à la Bibliothèque municipale de Bayonne.

Si les lecteurs de la *Revue de Genève* s'étonnaient d'y trouver un article sur le théâtre basque, voici la raison qui justifierait ou qui excuserait cette publication inattendue. Jusqu'à présent, la langue et la littérature basques n'avaient jamais été enseignées en Europe dans aucuu établissement d'enseignement supérieur. Or, le 10 janvier 1920, — date mémorable dans l'histoire des études basques, — M. J. Saroïhandy, suppléant de M. Morel-Fatio, a fait au Collège de France sa première leçon sur la grammaire de cette langue et sur cette littérature; et au cours de l'année 1921, il expliquera et commentera des morceaux choisis empruntés aux trois dialectes qui se parlent dans la Soule, dans le Labourd et dans la Basse-Navarre. Pour la Soule, ce sont les pastorales qui fourniront ces morceaux.

Telle est l'occasion qui s'est offerte d'expliquer ici ce que sont les pastorales basques, c'est-à-dire de faire connaître la technique de ces pièces, les ressorts moraux qui y produisent l'action dramatique, et l'histoire sommaire de ce théâtre villageois.

I

La Technique des Pastorales

Toutes les pastorales sont précédées d'un prologue et suivies d'un épilogue ; et, lorsque l'une ou l'autre de ces parties manque dans un manuscrit, c'est que ce manuscrit est incomplet ou mutilé. Mais d'ailleurs les pastoraliers considèrent le prologue et l'épilogue comme indépendants de la pièce elle-même, puisqu'ils les copient à un endroit quelconque du « cahier », parfois tous les deux au commencement, parfois tous les deux à la fin. C'est sans doute afin de mieux marquer cette indépendance que le copiste de *Pierre de Provence* a retourné son cahier à l'envers pour y écrire le prologue.

Le nom du prologue est en basque *lehen pherediquia*, ou en français « premier sermon ». Toutefois il n'est pas rare de trouver encore d'autres dénominations, par exemple *lehen prologoua*, « premier prologue », « première entrée », mais presque jamais « prologue » tout court.

Le prologue est toujours assez long, et il se divise immanquablement en trois points, dont la rédaction peut bien différer d'une pastorale à l'autre, mais dont la substance demeure invariable.

1° Salut à l'assistance. — Trois ou quatre « versets »[1] pour remercier les spectateurs d'être venus et pour réclamer leur bienveillante attention. Prologue d'*Abraham* :

Je vous salue humblement, honorable compagnie. Que Dieu vous donne le bonjour et sa sainte grâce !

Quoique très incapable, je viens aujourd'hui devant vous pour vous parler d'une histoire véritable.

Notre sujet sera une partie de la vie d'Abraham, s'il vous plaît à tous de nous prêter attention.

Ce n'est pas nous, c'est la pièce qui le mérite. Ici donc je commence.

1 Les versificateurs basques appellent « verset » la strophe dramatique, qui s'écrit à volonté sous la forme d'un distique ou sous la forme d'un quatrain.

2° Exposition du sujet. — Dans *Jean de Paris*, l'utilité de cette exposition est indiquée en ces termes :

Je vous explique d'abord quel sera le sujet de la pièce. Si vous ne m'écoutez pas en ce moment, tout à l'heure vous ne pourrez pas comprendre.

D'ordinaire, il faut au pastoralier trente ou quarante versets, et même davantage, pour faire à l'auditoire le récit des faits dont le drame est la mise en œuvre. Dans les pièces religieuses, ce récit préliminaire s'écarte peu de la tradition biblique, évangélique ou hagiographique ; mais pour le corps de la pièce, le dramaturge paysan prend beaucoup plus de libertés.

3° Annonce de l'arrivée des acteurs. — Quelquefois, comme dans *Abraham*, un seul verset :

Je prends congé de vous, compagnie honorable, et je vais chercher mes compagnons.

Plus souvent deux ou trois versets, comme dans la *Destruction de Jérusalem* :

Maintenant que je vous ai expliqué le sens de notre matière point par point, nous allons représenter tout cela devant vous.

Avec votre permission, je vais chercher les acteurs, mes camarades. Nous ferons tout notre possible pour vous donner satisfaction.

Le nom de l'épilogue est en basque *asken pherediquia*, ou en français « dernier sermon » ; mais les manuscrits fournissent encore d'autres dénominations, dont quelques-unes font voir jusqu'où peut aller chez certains pastoraliers l'ignorance de notre langue : *asken conclusioñia surtida*, « dernier prologue », « dernier dialogue », « dernière consultation », « dernière *consulsion* », etc.

L'épilogue, beaucoup plus bref que le prologue, ne compte le plus souvent qu'une vingtaine de versets. Il se divise, lui aussi, en trois points, toujours les mêmes.

1° Remerciements et excuses. — Dans *David* :

Bonnes gens, voilà notre pièce finie. Nous vous remercions de l'attention que vous nous avez prêtée,

Et nous serions contents si nous avions eu le bonheur de vous intéresser et de vous distraire.

Malgré la beauté du sujet, nous nous sommes mal acquittés de notre tâche. Excusez-nous, et, au lieu de nous faire une mauvaise réputation, dites partout que nous avons joué très bien.

Dans *Mustapha le Grand Turc,* des excuses analogues sont présentées sous une forme plus originale et plus malicieuse :

Il ne faut pas divulguer les fautes que nous avons commises. Nous vous prions de nous faire au contraire une bonne réputation.

Dites partout que nous avons très bien joué. Nous en ferons autant, quand ce sera votre tour.

En publiant nos fautes, vous ne vous enrichiriez pas, ni n'en tireriez aucun avantage.

S'il existe une personne qui n'ait jamais failli, qu'elle se présente bien vite pour réparer nos erreurs.

2° Moralité de la pièce. — Les spectateurs doivent « profiter des bons exemples » que la représentation leur a mis sous les yeux. Dans *Sainte Engrâce* :

Profitez bien de notre sujet d'aujourd'hui. Nous avons voulu vous instruire de notre mieux.

Pourrait-on assez admirer la belle vie de Sainte Engrâce ? Il nous est permis de dire bien haut qu'elle était élue de Dieu.

Je vous prie humblement, Mademoiselle sainte Engrâce, d'être aujourd'hui notre institutrice.

Et dans *Saint Roch* :

Bonnes gens, nous devons imiter saint Roch, le prier qu'il intercède pour nous auprès de Dieu.

Si nous agissons honnêtement, si nous ne dérobons pas le bien d'autrui, ce sera la meilleure œuvre.

Si nous avons la crainte de Dieu, nous n'aurons pas envie de mal faire.

3° Congé. — C'est parfois un rapide adieu, en un seul verset, comme dans *Hélène de Constantinople* :

Je finis, peuple admirable, et je reste votre serviteur. Bonne nuit. Je vous engage à aller tous souper chez vous.

Mais presque toujours on y trouve en outre une invitation pour le bal public qui va suivre la représentation :

Afin de vous récompenser de votre bonne attention, je vous convie tous à danser sur cette place.

La plupart des pastorales sont en une seule « journée », quelques-unes en deux ; et il y en a au moins une qui semble en avoir eu trois.

Les deux « journées » d'*Hélène de Constantinople* nous sont parvenues sous leur forme intégrale, avec le pro-

logue général, avec les prologues et les épilogues spéciaux de chaque « journée », avec l'épilogue général qui termine l'ensemble. Mais d'autres pièces qui avaient deux « journées », par exemple *Joseph* et *Clovis*, ont perdu la moitié de leur texte ou ont été condensées en une seule « journée ».

Quant à la pièce en trois « journées » que paraissent avoir constituée les pastorales de *Néron*, de *Sainte Véronique* et de la *Destruction de Jérusalem*, elle a subi de telles pertes et elle est dans un tel état de désordre qu'il est impossible d'affirmer avec certitude qu'elle a eu primitivement la forme d'une trilogie.

La rédaction des pastorales, comme celle des mystères français du moyen-âge, est continue et ne comporte aucune division en actes et en scènes. Et pourtant il faut bien que, soit pendant les répétitions, soit pendant la représentation, l'impresario paysan qui instruit et dirige les acteurs ait des points de repère au moyen desquels il puisse se reconnaître dans l'interminable kyrielle des versets. Ces points de repère sont de gros chiffres qui, inscrits de place en place dans le texte, numérotent les épisodes du drame depuis le premier jusqu'au dernier. *Clovis* a 42 numéros ; *Sainte Marguerite*, 78 ; *Saint Jacques le Majeur*, 94. En somme, cela ne diffère pas beaucoup de ce qu'est le numérotage des scènes dans les pièces modernes, sauf que, dans celles-ci, la série des numéros recommence à chaque acte.

En un sens, on pourrait dire que toutes les pastorales basques traitent le même sujet, puisqu'elles représentent toutes la lutte éternelle du Bien contre le Mal, l'éternel conflit entre Satan et Dieu. Tel est le fond, toujours identique, des nombreuses pièces du répertoire, quel que soit d'ailleurs l'argument particulier de chacune d'elles. Au surplus, les pastoraliers, sans tenir aucun compte de l'histoire et de la géographie, donnent uniformément aux champions de Dieu le nom de Chrétiens et aux champions de Satan le nom de Turcs. Pour eux, les Hébreux du temps d'Abraham, les Thébains du temps d'Œdipe, les Mèdes du temps d'Astyage sont des Chrétiens, c'est-à-dire des

Bons, des Fidèles; et le roi de Perse Cyrus, le pharaon Nabuchodonosor, les Maures qui guerroient contre Charlemagne, les Anglais qui se battent contre Jeanne d'Arc sont des Turcs, c'est-à-dire des Mauvais, des Infidèles.

Les sujets spéciaux de chaque pièce sont toujours développés sous la forme d'une « histoire », c'est-à-dire d'une longue succession de faits. Selon les cas, l' « histoire » est une chronique ou une biographie.

Jeanne d'Arc, quoique son titre semble annoncer une biographie, est surtout une chronique. Cette pièce met en scène la querelle des Bourguignons et des Armagnacs, la démence qui prend Charles VI dans la forêt du Mans, le testament par lequel le roi fou lègue la France au roi d'Angleterre, l'avènement de Charles VII au trône, la guerre soutenue par le nouveau roi contre le roi d'Angleterre qui prétend recueillir le legs de Charles VI, la prise de Paris par les Anglais, le siège d'Orléans, la vocation de Jeanne d'Arc, l'arrivée de la Pucelle à Bourges, la victoire de Patay, le sacre de Charles VII à Reims, le procès de Rouen et la mort de Jeanne sur le bûcher, l'expulsion définitive des Anglais et la réhabilitation de Jeanne.

Saint Martin, comme la plupart des pastorales hagiographiques, est surtout une biographie et représente la longue suite des aventures édifiantes dont ce saint est le héros. Très pieux dès sa tendre jeunesse, Martin s'enfuit de chez ses parents parce qu'ils veulent le contraindre à adorer les faux dieux. Il s'enrôle comme soldat dans l'armée de Julien l'Apostat. Il donne son manteau à un pauvre. Il renonce à la vie militaire et se retire près de l'évêque de Poitiers. Il revient dans son pays, où il est arrêté par des voleurs ; mais Dieu le délivre. Il fonde un monastère à Tours. Il est élu évêque malgré lui. Il éteint par ses prières le feu que le diable a mis au couvent et à l'église. Il meurt en odeur de sainteté, et un chœur d'anges vient chanter à ses obsèques.

Avec des sujets de cette sorte, que devient le précepte aristotélique résumé par Boileau dans la formule fameuse : « Qu'en un lieu, qu'en un jour, un seul fait accompli . . . » ?

L'unité de temps est évidemment impossible, puisque la nature même de ces « histoires » est qu'elles s'étendent

sur un grand nombre d'années. Non seulement le protagoniste d'une pastorale peut être « enfant au premier acte et barbon au dernier », mais il arrive souvent que la pièce commence avant sa naissance et se prolonge après sa mort. Le premier épisode de *Saint Jean-Baptiste* est la visite faite par Marie à Elisabeth enceinte. *Saint Jacques le Majeur* se termine par la représentation de miracles accomplis par le saint neuf cents ans après sa mort. Dans *Sainte Engrâce et saint Jean Guérin*, le mariage d'Engrâce a lieu en 304, la mort de Jean Guérin en 898, l'invention des reliques de la sainte en 1389, de sorte que le drame embrasse une durée de 1085 ans.

L'unité de lieu n'est pas moins nécessairement sacrifiée, puisque les événements d'une longue vie obligent les personnages à des déplacements nombreux et que les faits des « histoires » s'accomplissent en divers pays. Dans *Roland*, par exemple, la scène change au moins une cinquantaine de fois, et les héros de ce drame font perpétuellement la navette entre la France, la Palestine et l'Espagne. Voici la liste des lieux pour les principaux épisodes :

Sur un champ de bataille, en Palestine. — A Jérusalem, chez le gouverneur. — Sur un champ de bataille. — A Jérusalem, chez le patriarche. — En France, à la cour de Charlemagne. — En Palestine, chez le patriarche. — Sur un champ de bataille — Chez le roi Larmirant. — Dans les prisons du roi Larmirant. — Près de Jérusalem, au camp de Charlemagne. — Au pont de Mantible. — Chez le roi Larmirant. — Près de Jérusalem, au camp de Charlemagne. — Chez le roi Larmirant. — Près de Jérusalem, au camp de Charlemagne. — Dans une chambre de torture. — En Espagne, chez Marcerius, roi maure de Saragosse. — Au camp de Charlemagne. — A Roncevaux. — A Valcarlos. — A Roncevaux.

Quant à l'unité du sujet, les pastoraliers ne la méconnaissent pas moins que les deux autres, et il ne saurait en être autrement. Lorsque la pièce est surtout une chronique, les faits ne s'y relient les uns aux autres qu'en vertu de leur ordre chronologique, et, lorsqu'elle est surtout une biographie, ils se groupent d'une façon lâche et fortuite autour de la personnalité du protagoniste, sans former

un ensemble bien cohérent. Ni dans l'un ni dans l'autre cas il n'existe de réelle connexion entre la multitude des anecdotes qui constituent la substance même du drame, et jamais l'intérêt ne se concentre sur une situation, sur une passion, sur un conflit moral. Mais les pastoraliers basques ont poussé à l'extrême le mépris de cette unité du sujet que les dramaturges les plus libres font profession de respecter au moins dans une certaine mesure. En voici de stupéfiants exemples. La pastorale de *Saint Pierre apôtre*, comprend aussi l'histoire du pape Vigile, élevé au pontificat en 537. La pastorale de la *Destruction de Jérusalem* comprend aussi l'histoire de Saint Clément, pape et martyr, quoique cette histoire n'ait aucun rapport avec l'autre sujet. Et il existe un manuscrit où le pastoralier a non pas seulement rapproché, mais fondu en une seule « histoire » les trois « histoires » de *Moïse*, de *Josué*, de *Judith et Holopherne*.

Une autre règle de l'art dramatique aussi inconnue des pastoraliers que la précédente, est celle de la séparation des genres. Le comique et le tragique se mêlent continuellement dans les pièces souletines. Il suffira d'en rapporter ici deux exemples.

Dans *Abraham*, les bergers d'Abraham et de Loth, costumés en bergers basques et en bergers béarnais, donnent à l'assistance le divertissant spectacle de la vie dans la montagne et des querelles suscitées par la rencontre des troupeaux à la limite des finages. Ils arrivent sur la scène en tricotant[1], s'asseoient sur le plancher comme sur le gazon d'un haut plateau, deux d'un côté, deux de l'autre, et engagent une conversation amicale. Ils s'entretiennent de leur profession, et chaque couple se vante de la mieux connaître que l'autre. Puis ils débitent des hâbleries : celui-ci affirme qu'il boirait le lait de cent brebis, qu'il mangerait dix moutons, et qu'il acquerrait ainsi une force invincible ; celui-là répond qu'il mangerait dix bœufs, qu'il boirait plusieurs tonnes de lait, et qu'ensuite il ne craindrait pas toute une bande de brigands. Après quoi, ils

[1] On sait que les bergers pyrénéens occupent leurs loisirs à des ouvrages de tricot.

se lèvent, se mettent à danser d'une façon burlesque. Pendant qu'ils dansent, Satan disperse leurs moutons. Quand ils s'en aperçoivent, ils se reprochent mutuellement de mal garder leurs bêtes et de les laisser paître sur des territoires interdits. La querelle s'envenime ; ils frappent le sol avec leurs bâtons, s'empoignent aux cheveux, se renversent, se roulent à terre; et, quand ils sont fatigués de ce brutal corps à corps, ils se séparent en annonçant qu'ils se plaindront à leurs maîtres.

Dans *Jean de Calais*, il y a un épisode dont le comique est macabre. Deux fossoyeurs, Brana et Bardana, apportent sur un brancard le corps d'un homme qui était leur débiteur et qu'ils sont chargés d'enterrer. Ils déposent le brancard à terre et prononcent une diatribe contre les procureurs, les notaires, les huissiers, les juges qui, au lieu de faire rendre justice aux pauvres gens, les grugent et les dépouillent ; et ils déclarent que, si on ne leur paie pas le montant de leur créance, ils laisseront là ce cadavre sans sépulture, pour que les chiens et les corneilles le dévorent. Sur ces entrefaites arrive Satan, à qui les fossoyeurs offrent aussitôt de vendre leur mort. Satan accepte ; mais, comme il leur avoue qu'il n'a pas d'argent pour payer, ils tombent à bras raccourcis sur ce diable pouilleux et le chassent. Au même instant survient Jean de Calais, qui leur dit que ce corps déjà corrompu va engendrer la peste, et qui leur ordonne de l'enterrer. Ils lui répondent que, s'il craint la peste, il n'a qu'à leur payer la dette du défunt, qui monte à cent francs. Jean de Calais accepte le marché, verse la somme. Mais tandis que les fossoyeurs se partagent l'argent reçu, Satan revient en catimini et dérobe les pièces d'or.

A quelle intention ou à quel goût répondent ces intermèdes comiques ? Ne sont-ils intercalés dans l'histoire grave que pour distraire un moment les spectateurs ? Comme il y a presque toujours dans ces intermèdes un âpre esprit de satire, peut-être n'est-il pas trop téméraire d'induire de cette particularité que le pastoralier, plus ou moins consciemment, a voulu établir un contraste entre la vulgarité, la grossièreté, la bassesse de la vie réelle, et la beauté du monde idéal où évoluent les personnages de la pièce tragique.

II

Les Ressorts moraux de l'Action dramatique

Les grands ressorts moraux des pastorales sont la religion, la guerre et l'amour.

1° *La religion.* — Cette source d'inspiration ne fait défaut à aucune pastorale, et on a pu dire sans exagérer beaucoup : « Dans toutes les pièces de ce répertoire, ce ne sont que génuflexions, prières, invocations, cantiques. La liturgie même y trouve une place, puiqu'on y célébre des baptêmes, des mariages, des ordinations, des funérailles.» Mais il y a manière et manière de concevoir la religion et de la mettre en œuvre. A cet égard, il y a de grandes différences d'un cycle à l'autre.

Bien entendu, les cycles de l'Ancien et du Nouveau Testament font à la religion une très large place. Beaucoup de surnaturel, incessante intervention de Dieu, des Anges, des Démons et des Saints. Certaines pastorales de cette classe sont de vraies collections de miracles : dans *Daniel*, l'esprit prophétique du protagoniste, la fournaise ardente, la métamorphose de Nabuchodonoser en bête, la fosse aux lions, le « Mane, Thecel, Pharès », etc. ; dans *Saint Pierre*, le châtiment de Saphira et d'Ananias, la guérison d'Æneas, la conversion du centurion Corneille, la résurrection de Tabithe, l'apôtre tiré de prison par l'ange, le concours thaumaturgique de Simon et de Pierre, la source qui jaillit au fond du cachot, etc. Ce sont, si l'on peut dire, de grands miracles que Dieu lui-même accomplit, soit pour punir les crimes des hommes, soit pour confondre l'imposture des Infidèles, soit pour faire resplendir sa propre gloire.

Dans le cycle hagiographique, la religion preud déjà un autre aspect. Le miracle, encore très fréquent, s'y rapetisse, et sert moins à glorifier Dieu qu'à établir le prestige des Saints et de leurs reliques. Qui pis est, dans bien des cas,

ce n'est plus, semble-t-il, Dieu même qui opère ; ce sont les reliques. Aussi acquièrent-elles une valeur inestimable, et les garde-t-on comme des trésors. En ce qui concerne l'esprit religieux, il prend désormais deux formes principales : le dévouement absolu à l'Eglise, pour le triomphe de laquelle les Fidèles doivent lutter sans trêve, et l'apologie enthousiaste de la vie ascétique. Ce que les pastorales hagiographiques proposent à la pieuse admiration des spectateurs, c'est la constance des martyrs qui persistent à confesser leur foi sous la dent des peignes de fer et dans les bains d'huile bouillante ; ce sont les jeunes filles qui se font instruire à l'insu de leurs parents dans la religion chrétienne *(Sainte Marguerite)* ; les jeunes garçons qui quittent clandestinement leur famille pour se vouer à Dieu (*Saint Martin, Saint Jean Calybite)* ; les riches seigneurs qui distribuent leurs biens aux pauvres pour vivre eux-mêmes dans l'indigence, ou pour fonder des monastères, ou pour se consacrer à la garde des malades *(Saint Alexis, Saint Julien, Saint Roch)* ; les reines qui préfèrent aux vanités et aux plaisirs du monde les humbles devoirs de la pitié et de la charité *(Sainte Elisabeth de Portugal)*.

Dans le cycle des chansons de geste, la religion change encore une fois de caractère. Dieu y devient pour les preux un allié sur l'assistance duquel ils comptent aux moments difficiles. Pour décider Clovis à se convertir, Clotilde lui dit :

> Si vous l'adorez (le vrai Dieu), contre tous vos ennemis vous tiendrez toujours tête.
> Si vous l'adorez, vous n'aurez jamais de malheur et vous ne perdrez jamais la bataille.

Dans *Roland*, pour appeler Dieu à l'aide, il y a dix invocations : du patriarche à Dieu ; du patriarche à Jésus ; de Charlemagne au Roi du ciel ; d'Olivier au Seigneur Jésus-Christ ; de Fiérabras à Jésus ; de Guy de Bourgogne à Dieu ; de Richard de Normandie au Sauveur ; de Charlemagne au Dieu du ciel ; de Roland à Dieu ; de Roland à la Vierge. Mais d'ailleurs les preux, par réciprocité, ne marchandent à Dieu ni le secours de leur épée ni l'éloquence de leur langue, et, le cas échéant, ils cessent pendant quelques minutes de pourfendre les mécré-

ants et s'efforcent de les convertir en leur exposant les principes du christianisme. Il y a dans *Roland* quatre expositions de ces principes, faites par Guy de Bourgogne à Floripe, par Charlemagne à Larmirant, par Fiérabras à Larmirant et par Roland au géant Ferragus.

Dans le cycle du roman d'aventures, la religion se dégrade jusqu'à n'être plus qu'un artifice littéraire destiné à rendre plus intéressante une très profane intrigue. Par exemple, dans *Hélène de Constantinople* et dans *Célestine de Savoie*, Dieu intervient pour sauver la vertu de ces princesses en foudroyant ou en submergeant le navire qui les porte, tandis que la clémence des flots permet aux belles naufragées de gagner doucement le rivage. Quant à Palopius, chevaleresque amant de Célestine, un ange le soutient par les cheveux et le conduit ainsi dans une île déserte.

2° *La guerre.* — Elle joue un rôle important dans tous les cycles, l'élément guerrier y a toujours un étroit rapport avec l'élément religieux. Pour donner une idée de l'abondance des épisodes militaires qui encombrent certaines pastorales, il suffit d'énumérer ceux qui se trouvent dans *Roland :*

Trois défis solennels : celui du Turc Clarion, adressé au patriarche de Jérusalem et à Guy de Bourgogne ; celui du géant Fiérabras, adressé aux Pairs de France ; celui du géant Ferragus, adressé à Charlemagne ;

Trois combats singuliers : celui d'Olivier contre le géant Fiérabras ; celui de Richard de Normandie contre le géant Galafras ; celui de *Roland* contre le géant Ferragus ;

Sept batailles rangées : celle que les Turcs livrent aux Chrétiens défenseurs de Jérusalem ; celle que les troupes amenées par Charlemagne en Palestine livrent aux Turcs ; celle que les Turcs livrent aux Chrétiens pour venger Fiérabras ; celle que les envoyés de Charlemagne livrent aux envoyés de Larmirant ; celle que les prisonniers chrétiens, délivrés par Floripe, livrent aux soldats chargés de les reprendre ; celle que l'armée de Charlemagne livre à l'armée de Larmirant ; et enfin la bataille de Roncevaux.

3° *L'amour.* — C'est l'élément moral le plus tard venu dans la série des cycles. Les pastorales bibliques, évangéliques et hagiographiques n'en parlent guère que comme d'une débauche et d'un vice. Par exemple, dans *Abraham*, les deux bourgeois de Sodome se vantent, l'un d'avoir eu neuf cents bonnes fortunes, l'autre d'en avoir eu onze cents; et la dame Catilie se fait un plaisir d'augmenter encore d'une unité ces statistiques amoureuses. Dans *Joseph*, la femme de Putiphar est affolée de luxure. Dans *Judith et Holopherne*, le général est tué par Judith après qu'il vient d'assouvir ses appétits crapuleux. Dans *Saint Jean-Baptiste*, Hérode est uni incestueusement à Hérodiade, etc. Même lorsque l'amour se présente sous la forme honnête du mariage, les saints lui préfèrent la continence ; et s'il leur arrive de prendre femme, ils emploient la nuit de leurs noces à faire vœu de chasteté.

C'est seulement dans le cycle des chansons de geste que l'amour commence à faire belle figure avec Inigo, fille d'Halihatan, roi Maure de Barcelone, dont le cœur se partage entre les preux Oger et Roland *(Charlemagne)* ; avec Claire, fille d'Yon, roi de Bordeaux, qui, passionnément dévouée à son mari Renaud, s'efforce de le sauver des embûches qu'Yon dresse contre son gendre (*Les quatre fils Aymon)* ; avec Floripe, fille du Turc Larmirant, amoureuse jusqu'au crime de Guy de Bourgogne *(Roland)*. De ces trois femmes au cœur ardent la plus curieuse est Floripe, qui, toutes proportions gardées, et dans la mesure où une héroïne populaire peut ressembler à la création d'un grand poète, rappelle certaines femmes de Gabriel d'Annunzio. Voici comment elle raconte aux Pairs les circonstances dans lesquelles elle s'est éprise de Guy de Bourgogne :

Il y a environ huit ans, j'étais à Rome, et c'est là que j'ai connu Guy de Bourgogne.

Lorsque je vis ce seigneur qui, l'épée à la main, n'avait pas son pareil dans la joute,

Je demeurai on ne peut plus contente de lui, et, à partir de ce moment, je garde pour lui dans mon cœur un secret amour.

Cet amour est devenu si fort qu'il l'emporte sur tout le reste. Pour sauver Guy, elle n'hésite pas à trahir son

propre père; et, lorsqu'elle a rendu leurs armes aux prisonniers chrétiens, elle leur explique avec une audacieuse franchise la raison de sa conduite :

Ce que j'ai fait pour vous, vous le savez. Soyez-moi fidèles, je vous en conjure !

Je vous renverrai en toute sécurité, de sorte que vous puissiez retourner en France, et je vous donnerai même de l'or.

Là-bas, vous saluerez de ma part Guy de Bourgogne, et vous lui direz l'amour que j'éprouve pour lui :

Que j'aurais grand plaisir à partager sa vie, et que je lui donnerais plus de trésors que n'en possède le roi Charlemagne.

O noble compagnie, je vous en conjure, dites-lui que je l'aime plus que moi-même !

Convertie subitement au christianisme par fureur d'amour, elle ne met pas moins de violence dans son prosélytisme religieux que dans sa passion profane; et, lorsque son père Larmirant, prisonnier des Chrétiens, refuse de renier Mahomet, elle s'écrie avec un zèle parricide que « ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de le brûler tout de suite ».

Le cycle des romans d'aventures ne connaît plus ces grandes passions héroïques. Ce que l'on y demande à l'amour, c'est moins d'être fort que d'être étrange, et de se développer dans des conditions extravagantes ou même abominables. Richard de Normandie épouse le diable d'enfer qui, pour le séduire, s'est métamorphosé en gente demoiselle. Antoine de Constantinople veut à toute force épouser sa propre fille, qui se soustrait par la fuite à cette infâme union. L'intendant Golo se venge par une odieuse calomnie de Geneviève de Brabant, qui a repoussé ses propositions criminelles. Célestine de Savoie se travestit en homme pour courir le monde avec le beau Palopius. Dorimène, mariée au vieux roi Candahar, le trahit avec le jeune prince Osman, et, à la scène finale, la reine adultère, le roi trahi, leur enfant innocent, l'amant coupable, la dame d'honneur, tout le monde périt par le poison ou par l'épée.

Outre les cycles mentionnés dans les pages précédentes, il y a un cycle de l'Histoire légendaire dont il convient de dire encore quelques mots. L'histoire a-t-elle fourni au théâtre basque de nouveaux éléments d'inspiration ? Les pastoraliers y ont-ils trouvé un quatrième ressort dramatique ?

Non. Les pastorales qui appartiennent à ce dernier cycle sont presque aussi étrangères à l'histoire véritable que celles dont les sujets sont de pure imagination. Pour les unes comme pour les autres, le dramaturge souletin s'est documenté de la même façon, c'est-à-dire dans les livrets populaires répandus depuis la fin du XVme siècle par le colportage, et le moindre de ses soucis a été de conformer son drame à la vérité historique.

Mais, si les pastoraliers n'estiment guère l'histoire, ils l'ignorent encore davantage, et leur ignorance aboutit à d'extraordinaires confusions et à d'absurdes anachronismes. Dans *Astyage*, le roi de Perse conclut une alliance avec le roi de Valachie. Dans *Mustapha*, les principaux personnages sont le Grand Turc, un sophiste, un empereur romain, le pape Jules, Charles roi de France, les ducs de Bourbon, d'Orléans, de Chartres et de Richelieu, Turgot, etc. D'ailleurs, comme on l'a fait observer avec raison, presque tous ces grossiers et ridicules anachronismes se rencontrent déjà dans les livrets où les pastoraliers ont puisé la matière de leurs œuvres. Et on pourrait alléguer encore, à leur décharge, que, pour eux, la plupart de ces noms sont vides de toute signification historique : ce sont des noms quelconques et pris au hasard, comme on dit qu'aujourd'hui nos romanciers vont quelquefois prendre dans le Bottin ceux dont ils baptisent leurs créatures.

L'un des anachronismes les plus fréquents de la littérature populaire est celui qui attribue l'usage de l'artillerie à tous les peuples bien avant l'invention de la poudre. Les pastoraliers n'ont pas manqué de le commettre. Dans la *Destruction de Jérusalem*, Domitien fait tirer le canon par ses artilleurs. Dans *Saint Eustache*, Eustache met en joue avec son fusil le cerf miraculeux,. Dans *Hélène de Constantinople*, la princesse Ladine abat d'un coup de carabine un certain Zitero, qui prétendait l'empêcher de faire évader des prisonniers chrétiens.

Nombreux sont les aristarques d'occasion qui trouvent ces bévues ineptes. Mais peut-être Schweitzer se montre-t-il plus judicieux et plus fin lorsqu'il écrit à propos de Hans Sachs : « Faut-il l'avouer ? Toutes ces imperfections, les méprises comme les naïvetés de ce théâtre primitif,

loin d'être choquantes, sont un charme de plus pour le lecteur de nos jours. »

III

Histoire sommaire du Théatre basque

On ne connaît ni documents ni témoignages anciens relatifs aux pastorales ; mais un examen attentif du répertoire permet de faire sur le passé de ce théâtre des conjectures qui équivalent presque à des certitudes.

Et d'abord, ne résulte-t-il pas avec évidence de toutes les explications données précédemment sur la technique des pièces, qu'elles dérivent de la dramaturgie du moyen âge et que, par leur forme, elles sont de véritables « mystères » ? Si l'on en doutait, voici une preuve péremptoire de cette origine médiévale. Quoiqu'on ne donne plus aujourd'hui à ces pièces le nom de « mystère », tombé en désuétude, ce nom s'est conservé dans quelques prologues et dans quelques épilogues. Par exemple, le prologueur de *Saint Jean-Baptiste* annonce au public :

> Nous voulons représenter aujourd'hui un mystère, s'il vous plaît, Messieurs et Mesdames, d'écouter avec attention.

Mais ce n'est pas à dire que toutes les pièces que nous possédons, ni même peut-être aucune d'entre elles sous la forme où elles nous sont parvenues, remontent au XVe ou au XVIe siècle. A chaque copie nouvelle, à chaque représentation nouvelle, les scribes et les impresarios ont remanié et rajeuni les textes. Ajoutons qu'on n'a jamais cessé d'en composer : il y en a une qui est imitée de *l'Esther* de Racine ; une qui est l'histoire de *Thamas Kouli-Khan* ; une qui met sur la scène *Napoléon empereur*. De nos jours encore la Soule a son dramaturge, J. Aguer, dit Burguburu, auteur de trois pastorales historiques et cantonnier au village de Tardets.

Il est vraisemblable que les premiers auteurs de ces drames villageois ont été des hommes d'église. Cette hypothèse explique bien les caractères que nous avons déjà

constaté dans beaucoup de pastorales, surtout dans celles qui paraissent être les plus anciennes : la singulière prédominance de l'inspiration religieuse, la préoccupation constante d'édifier l'assistance et de lui donner de pieux enseignements, la surabondance des discours théologiques et des expositions de la foi chrétienne. De plus ou sait qu'autrefois les représentations étaient accompagnées d'exercices de dévotion, commençaient souvent par le chant du « Veni creator », et se terminaient presque toujours par celui du « Te Deum ». Mais les laïques ne tardèrent pas à se piquer d'émulation, et ils entreprirent à leur tour de composer des pastorales. Dès le XVIIIe siècle, autant qu'on en peut juger par les ex-libris mis sur les manuscrits, la laïcisation était complète : ces ex-libris ne nous font connaître que des maîtres d'école, des tisserands, des forgerons, des cultivateurs, des cordonniers, des garde-forestiers, des plâtriers, etc.

S'il est hors de doute que le théâtre basque se rattache par ses origines au théâtre médiéval, on ne voit point toutefois avec autant de clarté comment s'opère le rattachement. La faute en est à l'insuffisance de nos connaissances sur l'histoire des théâtres ruraux qui sont nés un peu partout au moyen-âge et qui ont survécu aux mystères.

Pour des raisons nombreuses, mais qu'il serait trop long d'exposer ici, le système théâtral des mystères a rendu possible et même facile la diffusion de l'art dramatique jusque dans les bourgs, dans les villages et dans les hameaux. Au XVe et au XVIe siècle, on donnait des représentations dans les plus petites localités. Quoique les historiens du théâtre n'aient jamais daigné entreprendre des recherches spéciales sur une question si modeste, on ne laisse pas de connaître 158 représentations rurales, signalées fortuitement dans des livres dont les auteurs se proposaient un tout autre objet. Au premier abord, ce chiffre paraît faible ; mais, quand on songe que, le plus souvent, les bourgs et les villages ne possèdent point d'archives anciennes, et que d'ailleurs une représentation villageoise n'est pas un fait assez mémorable pour qu'il doive nécessairement laisser des traces dans les papiers

publies, on finit par s'étonner qu'un heureux hasard ait mis sous les yeux des historiens tant de renseignements qu'ils ne cherchaient pas. De plus, il subsiste tout un répertoire de théâtre écrit aux environs de l'an 1500 : ce sont les six mystères provençaux que l'abbé Guillaume, archiviste des Hautes-Alpes, a eu la chance de découvrir au Puy-Saint-Pierre, au Puy-Saint-André, à Névache et à Saint-Martin-de-Queyrières, villages des environs de Briançon. Ces pièces ont été représentées au XVIe siècle dans les petits villages où l'on en a trouvé les manuscrits, et l'examen attentif des didascalies prouve que la scène sur laquelle on les a représentées était pour le moins aussi rudimentaire que la scène basque d'à présent.

Lorsque les mystères périrent, vaincus par le classicisme, — et le classicisme triompha dès le règne de Henri IV, — ce vieux théâtre, que méprisaient désormais les citadins, garda longtemps encore la faveur des campagnards, surtout dans les provinces reculées et dans les régions montagneuses. On continua de jouer des mystères, et même d'en fabriquer, pour l'amusement des populations rurales. L'ancien théâtre se survécut ainsi à lui-même, en beaucoup d'endroits où n'avaient pas encore pénétré les idées nouvelles.

Les pastorales basques sont une de ces survivances, peut-être la plus remarquable de toutes, quoique la moins connue. Quelques autres ont été étudiées dans de savants ouvrages : les mystères bretons, dans *le Théâtre celtique* d'A. Le Braz ; les drames et les comédies des « chambres de rhétorique », dans *le Théâtre villageois en Flandres*, de Vander Straeten ; les « maggi » de l'Apennin toscan, dans *la Rappresentazione drammatica del contado toscano*, d'Alessandro d'Ancona[1]. Il est prouvé que ces trois théâtres ruraux sont nés au XVe siècle et qu'ils ont été florissants jusqu'à la fin du XVIIIe. Mais la Révolution française, en modifiant profondément dans l'Europe entière l'état des esprits, leur a porté un coup mortel, et ils ont fini de mourir tous les trois vers 1850. Le théâtre basque, lui, résiste encore : depuis 1900, une trentaine de

[1] Ce remarquable travail a pris place au tome II, pp. 235-340, des *Origini del theatro italiano*, 2 vol. in-8°, 1891.

représentations ont été données dans la vallée de la Soule, et la dernière a eu lieu à Laguinge, le 19 avril 1914.

Bien entendu, la guerre mondiale a interrompu ces divertissements. Vont-ils reprendre, maintenant que la paix est faite ? Cela est douteux. Dès avant la guerre, le théâtre basque montrait quelques symptômes de maladie : les jeunes gens ne s'y intéressaient plus, et les vieillards osaient à peine avouer qu'ils y prenaient encore plaisir. La pénétration des chemins de fer et des tramways, l'invasion toute récente du tourisme automobile, l'émigration de plus en plus fréquente des garçons et des filles vers les villes, opéreront bientôt dans le Pays basque les transformations morales auxquelles il avait échappé jusqu'ici. Voilà déjà plus de six ans qu'on n'a pas joué de pastorales, et, comme la jeunesse est décimée et que presque toutes les familles sont en deuil, il est bien certain qu'on ne recommencera pas à en jouer avant plusieurs années. Cela fera quelque dix ans d'interruption. Mais, après dix ans, il est à craindre que la désaffection ne soit complète et irrémédiable.

Quand le théâtre basque sera mort, — et peut-être l'est-il déjà, — les hommes intelligents qui lui pardonnaient volontiers sa maladresse et qui goûtaient son archaïsme, éprouveront un sentiment de tristesse. Durant quatre ou cinq siècles, ce théâtre a été l'honnête passe-temps et la nourriture intellectuelle d'un petit peuple singulier, qui a toujours vécu confiné dans ses montagnes et qui a gardé avec un amour jaloux ses vieux usages et ses antiques traditions. Comment ne regretterait-on pas des spectacles qui, malgré leur peu de valeur littéraire, tendaient à élever l'esprit des populations rurales et à l'orner de nobles imaginations et de bienfaisantes réminiscences ?

Et puis, avec le théâtre basque, c'est tout un monde dont le dernier vestige disparaîtra.

G. HÉRELLE.

LA MAISON DE CRÈVE-CŒUR

ET

LE MANOIR DU CAVALIER[1]

Où est située la Maison de Crève-Cœur

La Maison de Crève-Cœur n'est pas seulement le titre de la pièce qui suit cette préface. C'est aussi l'Europe cultivée, oisive, de l'avant-guerre. Quand cette pièce fut commencée, pas un coup de canon n'avait encore été tiré. Seuls les diplomates professionnels et quelques amateurs dont la marotte est la politique étrangère, savaient que les canons étaient chargés. Un écrivain de théâtre russe, Tchekov, avait donné quatre études dramatiques pleines d'attrait de la « Maison de Crève-Cœur », dont trois, *Le Verger des Cerisiers*, *L'Oncle Vanya* et *La Mouette*, avaient été jouées en Angleterre. Tolstoï, dans ses *Fruits des Connaissances* nous avait montré cette maison avec un féroce mépris. Tolstoï ne gaspilla aucune sympathie à son égard : pour lui, c'était la maison où l'Europe étouffait son âme. Il savait que, dans cette atmosphère surchauffée de salon, notre grand énervement et notre frivolité livraient le monde à l'empire de la ruse et de l'énergie ignorantes et

[1] Préface d'une pièce de même titre, que Bernard Shaw qualifie de « fantaisie à la manière russe sur des thèmes anglais ».

sans âme, avec toutes les conséquences effroyables qui l'ont maintenant submergé. Tolstoï n'était pas un pessimiste : il n'était pas d'humeur à laisser la maison debout s'il pouvait l'abattre sur la tête de ses jolis et aimables épicuriens. Aussi mania-t-il la pioche de grand cœur. Il traita le cas de ses habitants comme on traite un cas d'empoisonnement par l'opium, en s'emparant brutalement des malades et en leur faisant faire de violents exercices jusqu'à ce qu'ils soient bien réveillés. Tchekov, lui, plus fataliste, n'avait aucune foi dans la capacité de ces gens charmants à se tirer d'affaire. On devait, pensait-il, les vendre par autorité de justice et les jeter à la dérive. En conséquence, il n'hésitait pas à exploiter et même à flatter leur charme.

Les Habitants

Les pièces de Tchekov rapportent moins d'argent que les balançoires ou les chevaux de bois. Aussi, en Angleterre, où les théâtres ne sont rien autre que des affaires commerciales ordinaires, elles n'obtinrent qu'une couple de représentations par la *Stage Society*. On regarda avec étonnement, puis on dit : « Comme c'est bien russe ! » Mais ces pièces ne me frappèrent pas de cette manière-là. De même que les pièces d'Ibsen, si intensément norvégiennes, s'adaptaient exactement à toutes les classes moyennes et aux professions libérales des faubourgs d'Europe, de même ces pièces si intensément russes, s'adaptaient à toutes les maisons de campagne d'Europe, où les plaisirs de la musique, de l'art, de la littérature et du théâtre ont supplanté la chasse à courre, la chasse à tir, la pêche, le flirt, le vin et la bonne chère. Ce sont les mêmes gens charmants, la même absolue futilité. Ces gens charmants lisaient ; certains d'entre eux écrivaient même. Et ils étaient les seuls esprits cultivés qui avaient socialement l'occasion d'être en contact avec nos politiciens, nos administrateurs et nos propriétaires de journaux ; les seuls qui avaient quelque chance de partager ou d'influencer leur activité. Mais ils reculaient devant un tel contact. Ils détestaient

la politique. Ils n'avaient nul désir de réaliser l'Utopie pour le commun peuple. Ils désiraient seulement réaliser leurs romans et leurs poèmes favoris, dans leur propre existence. Et quand ils le pouvaient, ils vivaient de leurs revenus sans scrupules, sans rien faire pour les gagner. Les femmes, lorsqu'elles étaient encore jeunes filles, se donnaient l'apparence d'étoiles de café-concert ; plus tard, elles adoptaient les types de beauté imaginés par la génération précédente de peintres. La seule partie de notre société où il y avait des loisirs pour la haute culture, elles s'en emparaient, et elles y faisaient le vide économique, politique et, autant qu'il leur était possible, moral. Alors la Nature, qui abhorre le vide, le remplissait immédiatement de plaisirs sexuels et de toutes espèces de satisfactions raffinées. La maison devenait le lieu le plus délicieux qui fût, aux moments de détente. Mais en d'autres moments, quel désastre. Pour les premiers ministres et leur séquelle, c'était une véritable Capoue.

Le Manoir du Cavalier

Où nicheraient nos ministres, sinon ici ? A la Maison de Crève-Cœur, il y avait cependant l'alternative du Manoir du Cavalier. Celui-ci consistait en une prison pour chevaux, avec annexe pour les dames et les messieurs qui les montent, qui s'en servent pour chasser, qui parlent d'eux, qui les achètent et les vendent, et leur consacrent les neuf-dixièmes de leur vie, partageant le dernier dixième entre la charité, l'Eglise (substitut de la religion véritable) et la propagande électorale conservatrice (un substitut de la politique véritable). A la vérité, les deux maisons se touchent par certains côtés. Ainsi on rencontrait, languissant dans les écuries, misérablement chagrins, les exilés de la bibliothèque, de la salle de musique et de la galerie de tableaux. Ainsi, de robustes cavalières, qui s'endormaient au premier accord de la musique de Schumann, naissaient dans le jardin de Klingsor, où elles étaient horriblement déplacées. Cependant, il arrivait parfois

qu'on rencontrât des crève-chevaux et des crève-cœurs qui tiraient le meilleur parti des deux mondes. Toutefois ces deux mondes vivaient en général séparément. Ils s'ignoraient pour ainsi dire l'un l'autre. Aussi la camarilla ministérielle avait-elle à choisir entre la barbarie et Capoue. Et de ces deux atmosphères, il est difficile de dire laquelle était la plus fatale à la science et à l'art du gouvernement des hommes.

La Révolution sur la Planche

La Maison de Crève-Cœur était très familiarisée avec les idées révolutionnaires sur le papier. Elle se prétendait avancée et libre-penseuse. Elle n'allait presque jamais à l'église et n'observait point le dimanche, sauf en guise d'amusement supplémentaire aux *week-ends* Quand vous y passiez quelques jours, du vendredi au mardi, vous trouviez dans la bibliothèque de votre chambre à coucher, non seulement des œuvres de poètes et de romanciers, mais celles de biologistes révolutionnaires et même d'économistes. S'il n'y avait pas eu au moins quelques pièces de moi et de M. Granville Barker, et quelques romans de MM. H. G. Wells, Arnold Bennett et John Galsworthy, la maison n'aurait pas été dans le mouvement. Comme poètes, vous aviez Blake et, à côté de lui, Bergson, Butler, Scott Haldane et les poèmes de Meredith et de Thomas Hardy. Bref, d'une manière générale, on avait là toute la littérature qu'il faut pour former l'esprit du parfait socialiste moderne ou de l'évolutionniste créateur. C'était une curieuse expérience que de passer un dimanche à parcourir ces livres et de lire ensuite, le lundi matin dans son journal, que le pays avait été à deux doigts de l'anarchie parce qu'un nouveau ministre de l'intérieur ou un chef de police, n'ayant dans sa tête aucune idée que son arrière-grand-père n'eût dû s'excuser d'avoir, avait refusé de « reconnaître » quelque puissante Trade-Union, telle une gondole qui refuserait de reconnaître un vaisseau de 20,000 tonnes.

Bref, le pouvoir et la culture étaient dans des compartiments séparés. Les barbares n'étaient pas seulement, littéralement parlant, ceux qui étaient en selle, mais ceux qui étaient sur le banc ministériel de la Chambre des Communes. Il n'y avait personne pour redresser leur ignorance incroyable de la pensée moderne et de la science politique, sauf des parvenus du comptoir qui avaient passé leurs jours à s'emplir les poches au lieu de s'emplir l'esprit. Néanmoins, les uns et les autres étaient habitués à manier l'argent et les hommes, en tant qu'il s'agissait d'acquérir l'un et d'exploiter les autres. Bien que ce fût là une habileté aussi peu recommandable que celle du baron voleur du moyen-âge, elle qualifie les hommes pour entretenir une propriété ou une affaire selon la vieille routine, sans nécessairement y comprendre quoi que ce soit, tout comme les commerçants de Bond Street et les domestiques entretiennent la société mondaine sans rien connaître en sociologie.

Le Verger des Cerisiers

Les habitants de la Maison de Crève-cœur n'ont jamais pu et n'ont jamais voulu rien faire de cette sorte. La tête aussi pleine des *Anticipations* de M. H. G. Wells, que celles de nos dirigeants présents étaient vides même des anticipations d'Erasme ou de sir Thomas Moore, ils refusaient la corvée de la politique. Et d'ailleurs, eussent-ils changé d'avis, ils auraient fait piètre besogne. Ce n'est pas qu'il leur fût permis de se mêler des affaires publiques, car en nos jours de suffrage universel, ce n'est que par accident qu'on est pair héréditaire, la seule qualité qui permît l'entrée au parlement à n'importe qui, handicapé par un bagage sérieux de culture moderne. Mais s'ils avaient eu cette permission, leur habitude de vivre dans le vide les aurait rendus impuissants et impropres aux affaires publiques. Même dans leur vie privée, ils étaient souvent d'inutiles dissipateurs de leur héritage, comme les personnages du *Verger des Cerisiers* de Tchekov. Ceux qui vivaient de leurs revenus sans entamer leur capital ne le faisaient

en réalité que grâce à leurs notaires et à leurs agents d'affaires. Ils sont en effet incapables d'administrer une propriété ou de faire marcher une affaire sans les conseils continuels de ceux qui l'ont appris pour ne pas mourir de faim.

Ce qu'on appelle la démocratie ne peut apporter aucun correctif à une telle situation. On dit que les peuples ont le gouvernement qu'ils méritent. Il serait plus juste de dire que tout gouvernement a le corps électoral qu'il mérite. Les orateurs ministériels peuvent en effet édifier ou débaucher à volonté un corps électoral ignorant. C'est pourquoi notre démocratie se meut dans un cercle vicieux de capables et d'incapables, réciproquement.

Les longs Crédits de la Nature

Dans les questions de santé publique la Nature ne nous oblige malheureusement pas à pratiquer une hygiène au comptant. Elle nous démoralise par de longs crédits et d'imprudents excédents de notre actif, puis elle nous arrête avec cruauté par des banqueroutes catastrophiques. Prenons par exemple la simple hygiène domestique. Toute une génération citadine peut la négliger totalement et scandaleusement, sinon avec une impunité absolue, du moins sans aucune de ces conséquences malignes que quelqu'un penserait à faire remonter jusqu'à sa véritable origine. Dans un hôpital, deux générations d'étudiants en médecine pourront tolérer la saleté et la négligence. Puis, sortis de là, tandis qu'ils font de la pratique générale, ils peuvent répandre la doctrine que l'air pur est une billevesée et l'assainissement une imposture imaginée pour faire gagner les plombiers. Mais brusquement la Nature prend sa revanche. Elle frappe la ville d'une maladie pestilentielle et l'hôpital d'une épidémie de gangrène, massacrant à droite et à gauche, jusqu'à ce que la jeunesse innocente ait payé pour la vieillesse coupable et que le compte soit balancé. Ensuite, elle se rendort et accorde une nouvelle période de crédit, qui aura le même résultat.

Eh bien, c'est précisément ce qui vient d'avoir lieu dans notre hygiène politique. La science politique a été aussi témérairement négligée par les gouvernements et les corps électoraux, de nos jours, que l'a été la science sanitaire aux jours de Charles II. Dans les rapports internationaux, la diplomatie n'a été qu'une affaire puérile et désordonnée d'intrigues familiales, de brigandage commercial et territorial, de torpeurs de pseudo-bonté, nées de la paresse, et de spasmes d'activité féroce nées de la terreur. Dans les îles que nous habitons, nous nous en sommes tirés. La nature nous a accordé un plus long crédit qu'à la France, à l'Allemagne ou à la Russie. Pour les centenaires britanniques, morts dans leur lit en 1914, toute crainte d'avoir à se cacher sous terre, en plein Londres, pour se garer des bombes de l'ennemi, semblait plus invraisemblable que la crainte de voir apparaître une colonie de cobras et de serpents à sonnettes dans les jardins de Kensington. Charles Dickens, dans ses ouvrages prophétiques, nous a mis en garde contre beaucoup de dangers qui depuis se sont réalisés. Mais il n'a pas fait l'ombre d'une allusion au danger d'être massacrés sur le seuil de nos portes par un ennemi étranger. La Nature nous avait ouvert en réalité un très long crédit, et nous en avons abusé autant que possible. Mais quand enfin elle a frappé, ce fut excessif. Pendant quatre années, elle a frappé nos premiers-nés et entassé sur nous des fléaux dont l'Egypte n'avait jamais rêvé. On aurait pu les prévenir tous, tout comme on l'aurait pu pour la grande peste de Londres. Et ils ne nous ont accablés que parce que nous ne les avons pas empêchés de nous atteindre. Ils n'ont pas été détruits par notre victoire. Maintenant encore, la terre éclate sous le poids des cadavres des vainqueurs.

Le Méchant Demi-Siècle

Il est difficile de dire si l'indifférence et la négligence sont pires que les fausses doctrines ; mais la Maison de Crève-cœur et le Manoir du Cavalier souffraient malheu-

reusement des uns et des autres. Durant le demi-siècle qui a immédiatement précédé la guerre, la civilisation s'en allait au diable avec rapidité, sous l'influence d'une pseudo-science aussi désastreuse que le plus noir calvinisme. Le calvinisme enseignait que, puisque nous sommes sauvés ou damnés par prédestination, rien de ce que nous pouvons faire ne peut changer notre sort. Pourtant, comme le calvinisme n'apprenait en rien à l'individu s'il avait tiré un bon ou un mauvais numéro, il pouvait espérer son salut et apaiser sa crainte de la damnation en se conduisant comme on pouvait attendre que se conduise un des élus plutôt qu'un des réprouvés.

Mais vers le milieu du XIXe siècle, les naturalistes et les physiciens assurèrent au monde, au nom de la Science, que le salut et la damnation ne sont que des bêtises, et que la prédestination est la vérité centrale de la religion. Il en était ainsi parce que les êtres humains sont les produits de leur ambiance, et que leurs péchés et leurs bonnes actions sont des réactions chimiques et mécaniques sur lesquelles ils n'ont aucun contrôle. Des fictions comme l'intelligence, le choix, le but, la conscience, la volonté et ainsi de suite, ne sont, enseignaient-ils, que de pures illusions. Celles-ci sont engendrées parce qu'elles sont utiles dans la lutte que la machine humaine soutient continuellement pour maintenir son ambiance dans des conditions favorables. Ce processus implique incidemment la destruction ou l'asservissement impitoyable des rivaux afin de s'assurer l'approvisionnement nécessaire à l'existence et qu'on prétend être limité. Nous avons enseigné cette religion à la Prusse ; et la Prusse perfectionna notre enseignement si bien que nous nous trouvâmes bientôt obligés de détruire la Prusse pour empêcher que la Prusse ne nous détruisît. Et ceci vient précisément de se terminer par une destruction réciproque si étendue qu'il est douteux qu'elle puisse être réparée de notre vivant.

On peut se demander comment une croyance si sotte et si dangereuse ait jamais pu être acceptée par des gens intelligents. Je répondrai plus longuement à cette question dans mon prochain volume de pièces qui sera entièrement

consacré à ce sujet. Pour le moment, je dirai qu'outre de meilleures raisons, il y avait celle-ci qui est évidente : une pareille fausse science ouvrait la carrière scientifique à des hommes sans intelligence, et toutes les autres carrières à d'impudents fripons. Il leur suffisait d'être actifs. A la vérité, cette raison était extrêmement puissante. D'ailleurs, quand elle apparut, la nouvelle doctrine scientifique qui est associée au nom du grand naturaliste Charles Darwin, fut une réaction contre une théologie barbare et pseudo-évangélique qui était un obstacle intolérable à tout progrès scientifique. Elle fut de plus accompagnée de magnifiques découvertes en physique, en chimie et dans cette morne méthode de l'évolution que les chercheurs ont appelée la sélection naturelle. Quoi qu'il en soit, un seul résultat moral était possible : la suppression de la conscience dans les affaires humaines, ou, comme l'a exprimé avec véhémence Samuel Butler, de « l'esprit de l'univers ».

L'Hypocondrie

Pourtant, la Maison de Crève-cœur, avec Butler et Bergson, et Scott Haldane à côté de Blake et d'autres poètes majeurs sur les rayons de ses bibliothèques (pour ne pas citer Wagner et les poètes lyriques), n'était pas aussi complètement aveuglée par le matérialisme stupide des laboratoires que l'était le monde inculte du dehors. Mais comme c'était une maison oisive, c'était une maison hypocondriaque, où l'on courait toujours après des remèdes et des régimes. Elle cessait de manger de la viande, non pour des motifs plausibles à la Shelley, mais pour se débarrasser d'un croquemitaine appelé Acide Urique. Elle allait même jusqu'à se faire arracher toutes les dents pour exorciser un autre démon appelé Pyorrhée. Elle était superstitieuse et s'adonnait aux séances de tables tournantes, de matérialisation, de clairvoyance, de chiromancie, de contemplation du cristal et autres choses similaires. Les astrologues et toutes les espèces de thérapeutes diplômés y fleurissaient.

au point qu'on pouvait se demander si jamais l'histoire en avait enregistré autant que durant ce demi-siècle de course à l'abîme. Les docteurs et chirurgiens diplômés avaient fort à faire pour soutenir la concurrence des non-diplômés. Ils n'étaient pas assez habiles pour faire appel à l'imagination et à la sociabilité des habitants de Crève-cœur au moyen des arts de l'acteur, de l'orateur, du poète ou du causeur séduisant. Alors ils se rejetaient vulgairement sur la terreur de l'infection et de la mort. Ils prescrivaient des inoculations et des opérations. N'importe quelle partie du corps humain qui pouvait être amputée sans amener nécessairement la mort, ils l'amputaient.

Et la conséquence était que souvent on mourait, sans nécessité, naturellement. Partant de choses insignifiantes comme la luette et les amygdales, ils en arrivèrent aux ovaires et à l'appendice, jusqu'à ce qu'enfin nul intérieur ne fût intact. Ils expliquaient que l'intestin était trop long et rien ne rendait un enfant d'Adam mieux portant que de faire le court-circuit du pylore en le rattachant directement à l'estomac, après avoir enlevé une longueur du bas intestin. Leur théorie mécaniste leur enseignait que la médecine relevait du laboratoire chimique et la chirurgie de l'atelier du menuisier. Elle leur enseignait aussi que la science (et par là ils voulaient dire la pratique de leur métier) était si importante qu'aucune considération des intérêts de n'importe quelle créature individuelle, grenouille ou philosophe, et encore moins les vulgaires lieux-communs de la morale sentimentale, ne pouvaient peser un seul moment dans la balance contre la chance la plus vague d'une nouvelle découverte scientifique. Et alors ils opéraient et vivisectionnaient, inoculaient et mentaient dans des proportions stupéfiantes. Ils réclamaient et obtenaient d'exercer légalement sur les corps de leurs concitoyens de tels pouvoirs, que ni roi, ni pape, ni parlement n'auraient jamais osé en réclamer de pareils. L'Inquisition elle-même était une institution libérale à côté du Conseil général de médecine.

Ceux qui ne savent pas vivre doivent se faire un mérite de mourir

La Maison de Crève-cœur était bien trop paresseuse et superficielle pour se dégager du charme néfaste de ce palais enchanté. Elle rhapsodiait sur l'amour, mais elle croyait à la cruauté. Elle avait peur des gens cruels, mais elle voyait que la cruauté du moins était efficace. La cruauté faisait des choses qui rapportaient de l'argent, tandis que l'amour ne faisait rien, sinon prouver la force de cette maxime de La Rochefoucauld : « Très peu de gens deviendraient amoureux s'ils n'avaient jamais rien lu sur l'amour. » Bref, la Maison de Crève-cœur ne savait pas vivre. Il ne lui restait donc qu'à se glorifier de savoir du moins mourir : talent mélancolique, que la guerre lui donna bientôt pratiquement des occasions illimitées de déployer. C'est ainsi que les premiers-nés de la Maison de Crève-cœur furent frappés ; et les jeunes, les innocents, ceux en qui reposait tout espoir, expièrent la folie et l'indignité de leurs aînés.

Le Délire de la Guerre

Seuls, ceux qui ont vécu une guerre de premier ordre, non sur le champ de bataille, mais chez eux, sans perdre la tête, sont à même de comprendre l'amertume de Shakespeare et de Swift, qui avaient tous deux passé par cette expérience. L'horreur de Peer Gynt dans l'asile d'aliénés, quand les fous, exaltés par l'illusion du talent et des visions splendides de l'aurore du millénium, le couronnèrent empereur, était terne en comparaison. Je ne sais s'il est des gens qui ont conservé leur tête intacte, en dehors de ceux qui devaient la conserver parce qu'ils avaient à conduire la guerre. Je n'aurais moi-même pas conservé la mienne (pour autant que je l'ai conservée) si je n'avais immédiatement compris qu'en ma qualité d'écrivain et

d'orateur public, j'étais, moi aussi, dans l'obligation publique très sérieuse de regarder la réalité en face. Ceci, cependant, ne m'épargna pas un degré considérable d'hyperesthésie. Il y a eu naturellement de ces gens heureux pour lesquel la guerre n'avait aucune signification: toutes les questions politiques et générales se trouvaient en dehors de leur petit cercle d'intérêts. Mais le civil ordinaire, conscient de la guerre, était devenu fou. Le symptôme principal de sa folie était cette conviction que l'ordre entier de la nature était renversé. Tous les produits alimentaires, s'imaginait-t-il, étaient maintenant falsifiés. Toutes les écoles devaient être fermées. Aucune annonce ne devait plus être envoyée aux journaux, dont de nouvelles éditions devaient paraître et être achetées toutes les dix minutes. Les voyages devaient être interdits, ou, comme c'était impossible, fortement entravés. Tout souci d'art, de culture, et autres choses semblables devaient être écartés comme une intolérable affectation. Les galeries de tableaux, les musées et les écoles devaient être immédiatement réquisitionnés pour les travailleurs de la guerre. Le British Museum lui-même n'y échappa que de l'épaisseur d'un cheveu. La vérité de tout ceci et de beaucoup d'autres choses encore, qu'on ne voudrait pas croire si je les rapportais, peut être prouvée par un exemple typique de la folie générale : les hommes étaient possédés par l'illusion qu'ils pouvaient gagner la guerre à force de donner de l'argent. Et non seulement ils souscrivaient des millions à des « Oeuvres » de toutes espèces, sans but apparent, et à des organisations volontaires ridicules qui s'efforçaient faire ce qui était visiblement du ressort des autorités civiles et militaires, mais encore ils donnaient de l'argent au premier voleur dans la rue qui avait la présence d'esprit de prétendre qu'il (ou elle) «quêtait» pour la destruction de l'ennemi. Des escrocs avaient la hardiesse de prendre des emplois. Ils affichaient l'étiquette de «Ligues anti-ennemies» et ils empochaient tout simplement l'argent qui leur arrivait de tous côtés. Vêtues de manière séduisante, de jeunes femmes pensaient qu'elles n'avaient rien d'autre à faire qu'à parader dans les rues, une « boîte à quêter » à la main, et de vivre splendidement de leurs quêtes.

Nombre de mois s'écoulèrent avant que — premier signe du retour à la raison — la police ne traînât en prison un secrétaire « anti-ennemi », et avant que les quêtes passionnées des « journées de drapeau » ne fussent soumises à une sorte de règlement.

La Folie des Tribunaux

La démoralisation n'épargna pas les tribunaux. Des soldats étaient acquittés, même pour des accusations pleinement prouvées de meurtre volontaire. Il en fut ainsi jusqu'à ce qu'en fin de compte, les juges et les magistrats se décidèrent à annoncer que ce qu'on appelait la « Loi non écrite » — c'est-à-dire qu'un soldat pouvait faire impunément tout ce qui lui plaisait dans la vie civile — n'était pas la loi du pays, et que la croix de Victoria ne comportait pas l'indulgence plénière perpétuelle. Malheureusement, la folie des jurys et des magistrats ne se manifestait pas toujours par l'indulgence. Toute personne assez infortunée pour être accusée d'un acte quelconque n'avait pas la moindre chance d'acquittement si cet acte n'avait pas la saveur du délire guerrier, quelque raisonnable et salutaire qu'il pût être. On voyait aussi un certain nombre de personnes qui avaient des scrupules de conscience à l'égard de la guerre. Elles la considéraient comme criminelle et contraire à l'esprit chrétien. L'Acte du Parlement sur le service militaire obligatoire avait étourdiment exempté ces personnes, leur demandant seulement de prouver la sincérité de leurs convictions. Ceux qui le firent furent mal avisés quant à leur intérêt personnel, car ils furent persécutés avec une sauvage logique, en dépit de la loi. Par contre, ceux qui ne prétendaient avoir aucun scrupule quant à la guerre, et qui avaient non seulement reçu leur instruction militaire dans le corps d'instruction des officiers, mais encore qui avaient proclamé publiquement qu'ils étaient tout prêts à prendre part à une guerre civile pour défendre leurs

opinions politiques, ceux-là, dis-je, étaient autorisés à bénéficier de l'Acte sous prétexte qu'ils n'approuvaient pas cette guerre particulière. Mais, pour les chrétiens, aucune pitié. Dans des cas où la preuve qu'ils avaient été tués à force de mauvais traitements était si flagrante que le verdict aurait certainement été celui de « meurtre volontaire » si les préventions du jury du coroner avaient été de l'autre côté, leurs bourreaux étaient déclarés sans reproche. Il n'existait qu'une vertu, la pugnacité, qu'un vice, le pacifisme. C'est là une condition essentielle de la guerre, mais le gouvernement n'avait pas le courage de légiférer en conséquence ; et sa loi était mise de côté pour céder le pas à la loi de Lynch.

C'est en France que l'illégalité légale a été portée à son comble. Le plus grand homme d'Etat socialiste, Jaurès, a été tué d'un coup de revolver par un monsieur qu'irritaient ses efforts pour empêcher la guerre. M. Clemenceau, à son tour, reçut un coup de revolver d'un autre monsieur d'opinions moins populaires, mais il eut la chance d'en être quitte en passant deux jours au lit, par mesure de précaution. Le meurtrier de Jaurès fut audacieusement acquitté : le prétendu meurtrier de M. Clemenceau fut particulièrement trouvé coupable. Il n'y a pas de raison de douter que la même chose se serait produite en Angleterre, si la guerre avait commencé par une tentative heureuse d'assassiner Keir Hardie, et s'était terminée par une tentative malheureuse d'assassiner M. Lloyd George.

Le long Bras de la Guerre

Les épidémies qui sont l'accompagnement habituel des guerres, furent cette fois nommées « influenza ». Qu'elles fussent réellement dues à la guerre, c'est douteux, car elles sévirent le plus fortement loin des champs de bataille, notamment sur la côte occidentale de l'Amérique du Nord et dans les Indes. Pourtant, l'épidémie morale, qui était indubitablement due à la guerre, reproduisit

ce même phénomène. On aurait pu supposer que la fièvre guerrière aurait sévi le plus furieusement dans les pays qui étaient directement sous le feu, et que les autres auraient été plus raisonnables. On aurait pardonné à la Belgique et à la Flandre, si elles avaient soulagé leurs sentiments d'une façon plus emphatique que par un haussement d'épaules accompagnant ces mots : « C'est la guerre ». En effet, là, sur d'immenses surfaces, pas une pierre n'était, littéralement parlant, laissée debout, pendant que les armées ennemies, après de terribles bombardements préliminaires, avançaient et reculaient tour à tour. L'Angleterre était demeurée inviolée depuis tant de siècles qu'une attaque de ses foyers avait cessé d'être plus croyable qu'un retour du Déluge. Mais, lorsqu'elle sut enfin ce que c'est que se cacher dans ses caves et ses stations souterraines, ou trembler dans son lit pendant que les bombes éclataient, que les maisons s'effondraient et que les canons anti-aériens distribuaient les shrapnels impartialement sur amis ou ennemis, au point que certains étalages de Londres, autrefois pleins de chapeaux à la mode, étaient pleins de casques d'acier, on comprend qu'elle ne put guère garder son sang-froid et sa bonne humeur. Des femmes et des enfants tués et mutilés, des demeures brûlées et ruinées excusent bien un langage violent et provoquent une fureur sur laquelle bien des soleils descendront avant qu'elle soit apaisée. Pourtant, ce fut dans les Etats-Unis d'Amérique où, du fait de la guerre, nul n'eut jamais le sommeil troublé, que la fièvre guerrière dépassa tout sens et toute raison. Dans les tribunaux européens, nous vîmes l'illégalité vindicative ; dans les tribunaux américains, ce fut de la folie délirante. Ce n'est pas à moi qu'il appartient de rapporter les extravagances d'un allié : je laisse cela à quelque candide Américain. Je dirai seulement ceci : pour nous qui, assis dans nos jardins d'Angleterre, sentions les canons de France dans une vibration de l'air aussi perceptible que l'est un son perceptible ; pour nous, à Londres, qui étudiions, le cœur serré, les phases de la lune dans leurs relations avec les probabilités que nos maisons soient encore debout et nous-mêmes encore vivants le lendemain matin ; pour nous, dis-je, les comptes rendus,

dans la presse, des jugements que les tribunaux américains distribuaient à des jeunes filles comme à des vieillards, pour avoir exprimé des opinions qui soulevaient en Angleterre des tonnerres d'applaudissements en d'immenses auditoires, et les renseignements plus confidentiels sur les méthodes employées par les Américains pour émettre leurs emprunts de guerre, étaient si stupéfiants qu'ils chassaient momentanément de notre tête tous les canons et toutes les possibilités de raids aériens.

Les Gardiens enragés de la Liberté

Non contents de ces abus haineux de la loi, les maniaques de la guerre s'élevèrent furieusement contre toutes les garanties constitutionnelles de liberté et de bien-être. La loi habituelle fut remplacée par des Actes en vertu desquels des journaux furent saisis et leurs presses détruites par de simples descentes de police, « à la russe », et des personnes arrêtées et fusillées sans aucun simulacre de jugement par le jury, ou de publicité de procédure ou de témoignage. Bien qu'il fût absolument nécessaire que la production fût accrue par l'organisation la plus scientifique et l'économie du travail, et bien que rien ne fût mieux prouvé que la durée et l'intensité excessives du travail réduisent fortement la production au lieu de l'accroître, les lois du travail furent suspendues et les hommes et les femmes imprudemment surmenés jusqu'à ce que la diminution de leur capacité de rendement devînt trop éclatante pour être ignorée. Remontrances et avertissements se heurtaient à l'accusation de germanophilie ou à cette formule : « Souvenez-vous que nous sommes en guerre maintenant. » J'ai dit que les hommes agissaient comme si la guerre avait renversé l'ordre de la nature et comme si tout était perdu au cas ou nous ne ferions pas exactement le contraire de tout ce que nous avions jugé nécessaire et utile de faire en temps de paix. Mais la vérité était encore pire. La guerre ne change pas à ce point l'esprit des hommes. Ce qui se produisit, à dire vrai,

c'est que la mort et la destruction physique — seule réalité que tout fou peut comprendre — arrachèrent les masques de l'éducation, de l'art, de la science et de la religion, de notre ignorance et de notre barbarie, et nous firent nous glorifier grotesquement de la licence accordée soudain à nos passions les plus viles et à nos terreurs les plus abjectes. Depuis que Thucydide a écrit son Histoire, on a dit que, quand l'ange de la mort sonne sa trompette, tous les semblants de civilisation s'envolent de la tête des hommes dans la boue, tels des chapeaux sous un coup de vent. Mais quand cette parole se réalisa parmi nous, le coup n'en fut pas moins terrifiant parce que quelques étudiants en histoire grecque ne s'en montrèrent pas étonnés. En fait ces étudiants se jetèrent eux-mêmes dans l'orgie d'une façon aussi éhontée que les illettrés. Le prêtre chrétien qui se joignait à la danse guerrière, sans même se débarrasser préalablement de sa soutane, le respectable directeur d'école, qui expulsait le professeur d'allemand en l'insultant et en usant à son égard de violences corporelles, et qui déclarait qu'aucun enfant anglais n'apprendrait plus jamais la langue de Luther et de Gœthe, étaient encouragés par les répudiations les plus impudentes de toute forme de civilisation et de toutes les expériences politiques. Elles émanaient, ces répudiations, de personnages qui étaient précisément les gardiens accrédités de la culture, en leur qualité de professeurs d'universités, d'historiens, de philosophes et d'hommes de science. Il était brutalement naturel et peut-être nécessaire, dans des buts de recrutement, que le militarisme allemand et l'ambition dynastique allemande fussent peints par les journalistes et les recruteurs en noir et en rouge, comme des dangers européens (ce qu'ils étaient en effet), et qu'on donnât à supposer que notre militarisme et notre constitution politique étaient millénairement démocratiques (ce qu'ils ne sont certainement pas). Mais on en vint à accuser frénétiquement la chimie allemande, la biologie allemande, la philosophie allemande, et même l'art de l'ingénieur allemand, d'être de malveillantes abominations, opposées à la chimie britannique et à la chimie française. Les uns étaient le ciel et

les autres l'enfer. Il était clair que ceux qui articulaient ces divagations barbares n'avaient jamais ni compris, ni aimé les arts et les sciences qu'ils professaient et qu'ils profanaient. Ils n'étaient que les descendants épouvantablement dégénérés des hommes des dix-septième et dix-huitième siècles, qui, eux, ne reconnaissaient aucune frontière nationale dans le grand royaume de l'esprit humain, et avaient maintenu avec hauteur, et même ostentation, le comité européen de ce royaume au-dessus des rancœurs du champ de bataille. Arracher la Jarretière de la jambe du Kaiser, effacer les ducs allemands de la liste de nos pairs, changer le nom de famille illustre et devenu historique du Roi en celui d'une localité sans tradition, n'était pas une besogne très digne. Mais effacer les noms allemands des listes britanniques de la science et de l'art, c'était confesser qu'en Angleterre, le peu de respect accordé à la science et au savoir n'est qu'une affectation qui cache un sauvage mépris pour l'un et pour l'autre. On sentait que l'image de saint George et du Dragon, qui figure sur notre monnaie, devrait être remplacée par celle du soldat enfonçant sa lance dans le corps d'Archimède. Mais à ce moment-là, il n'y avait plus de monnaie : seulement des coupures de papier, où dix shillings s'appelaient une livre avec autant d'assurance que ces gens qui déshonoraient leur pays s'appelaient des patriotes.

LES SOUFFRANCES DE CEUX QUI SONT SAINS D'ESPRIT

La détresse mentale que suscitait le vacarme obscène de ces carmagnoles et de ces folies, n'était pas le seul fardeau qu'avaient à supporter, pendant la guerre, les gens sains d'esprit. Il y avait aussi l'émotion causée par les listes des pertes et qui choquait même le sens économique. Beaucoup de douleur était épargnée aux gens stupides, aux égoïstes, aux esprits étroits, endurcis et peu imaginatifs. « Le sang et la destruction seront choses si habituelles que les mères se contenteront de sourire

lorsqu'elles verront leurs enfants écartelés par les mains de la guerre », ainsi disait une prophétie shakespearienne qui fut bien près de se réaliser. En effet, lorsque presque chaque maison eut à pleurer un fils égorgé, nous aurions tous perdu la raison si nous avions dû attacher à nos douleurs et à celles de nos amis la valeur qu'elles ont en temps de paix. Il devint nécessaire de leur donner une valeur fausse ; de proclamer ces jeunes vies dignement et glorieusement sacrifiées pour racheter la liberté de l'humanité, au lieu de l'être pour expier l'insouciance et la folie de leurs pères, et l'expier en vain. Nous allâmes même jusqu'à prétendre que c'étaient les parents et non les enfants qui avaient fait ce sacrifice, si bien qu'à la fin, les journaux comiques furent amenés à railler ces vieux hommes gras et bien portants, confortablement installés dans leurs fauteuils de clubs, en train de se vanter d'avoir *donné* leurs fils à leur pays !

Nul ne se plaignait de ces calmants apportés à une douleur personnelle aiguë. Mais en réalité, ces calmants ne faisaient qu'emplir d'amertume ceux qui savaient que ces jeunes hommes avaient les dents agacées parce que leurs parents avaient mangé les raisins verts de la politique. Imaginez-vous alors ce que pensaient ces jeunes gens eux-mêmes ! Beaucoup d'entre eux n'avaient aucune illusion quant à la politique qui avait conduit à la guerre : ils accomplissaient, les yeux ouverts, un devoir horrible et répugnant. Des hommes essentiellement doux et essentiellement sages, abandonnaient volontairement une œuvre réellement précieuse à accomplir, allaient passer des mois à apprendre à « marcher par quatre » dans la cour d'une caserne et à percer des sacs de paille, sous l'œil du public, de façon à savoir tuer et mutiler d'autres hommes aussi doux qu'eux-mêmes. Ces hommes qui étaient peut-être, en tant que classe, nos officiers les plus capables (tel Frederick Keeling), n'étaient pas dupes un seul instant du mélodrame hypocrite qui consolait et stimulait les autres. Ils abandonnaient leur œuvre de création pour travailler péniblement à une œuvre de destruction, tout comme ils auraient pris leur tour à la pompe d'un navire en train de sombrer. Ils ne faisaient

pas comme certains de ces *consciencious objectors*, qui s'abstenaient parce que le navire avait été négligé par ses officiers et sabordé par ses naufrageurs. Il fallait que le navire fût sauvé, Newton dût-il pour cela laisser là son calcul intégral et Michel-Ange, son marbre ! Aussi jetèrent-ils là les outils de leurs métiers bienfaisants et ennoblissants, et saisirent-ils la baïonnette tachée de sang et la bombe meurtrière, s'efforçant de pervertir et leur instinct divin de l'exécution artistique parfaite, pour utiliser ces instruments diaboliques, et leur faculté économique d'organisation, pour pratiquer la ruine et le massacre. Car il y avait ce côté ironique à la tragédie, que les talents mêmes qu'ils étaient forcés de prostituer rendaient cette prostitution non seulement efficace, mais même intéressante. Il en résulta que certains d'entre eux montèrent rapidement en grade. Ils devinrent de véritables artistes dans l'art de la guerre, avec un goût croissant pour cet art, malgré eux, comme Napoléon et tous les autres fléaux de l'humanité. Pour beaucoup d'entre eux, par contre, il n'y eut pas cette consolation. Ils « tinrent bon » en haïssant jusqu'au bout leur besogne.

Le Mal sur le Trône du Bien

La détresse des gens paisibles, dispensés de répandre le sang de leurs propres mains ou d'assister à la destruction sous leurs propres yeux, étaient si aiguë qu'ils ne se souciaient guère de parler de leurs souffrances personnelles. Néanmoins, même lorsqu'on était bien à l'abri chez soi, il n'était pas aisé pour ceux qui avaient à parler ou à écrire sur la guerre, de se débarrasser de leur conscience et de s'inspirer du mal inévitable au lieu d'un idéal de vie. Je puis répondre au moins pour une personne qui trouve extrêmement pénible le changement de la sagesse de Jésus et de saint François en la morale d'un Richard III et en la folie d'un Don Quichotte. Mais il fallait que ce changement se produisît. Nous en avons tous pâti, sauf ceux chez qui ce n'était pas du tout un

changement, mais seulement un soulagement pour leur hypocrisie.

Pensez aussi à ceux qui, tout en n'ayant ni à écrire ni à combattre, n'avaient pas d'enfants à perdre et savaient pourtant l'irréparable perte pour le monde de ces quatre années de la vie d'une génération vouée à la destruction. Il est à peine une œuvre importante de l'esprit humain qui n'eût avorté ou n'eût été détruite en enlevant leurs auteurs à leur travail naturel pendant quatre années critiques. Non seulement les Shakespeare et les Platon étaient irrémédiablement tués, mais une grande partie des meilleures récoltes des survivants dut être semée dans le sol stérile des tranchées. Et ceci n'est pas une considération purement britannique. Pour l'homme vraiment civilisé, pour le bon Européen, le massacre de la jeunesse allemande était aussi désastreux que le massacre de la jeunesse anglaise. Les imbéciles se réjouissaient des « pertes allemandes. C'étaient aussi nos pertes à nous. Imaginez qu'on se réjouisse de la mort de Beethoven parce que le boxeur Bill Sykes lui a asséné un coup mortel !

Faire des Efforts pour avaler un Moucheron et avaler un Chameau

Mais la plupart des gens ne pouvaient comprendre ces tristesses. Il y avait une exaltation frivole dans la mort, en elle-même. Au fond, cela décelait une incapacité à comprendre que ces morts étaient des morts réels et non pas des morts de théâtre. Chaque fois qu'un avion ennemi venait lâcher des bombes et que l'une d'elles déchirait en morceaux une mère et son enfant, le public éclatait soudain en de furieuses imprécations contre les « Huns », ces assassins ! Il réclamait une vengeance sauvage et complète ; et pourtant, il avait lu dans le journal, avec un parfait contentement d'esprit, le récit de milliers d'événements semblables. A de pareils moments, il devenait évident que les morts qu'on n'avait pas vus ne signifiaient pas plus que les morts feintes qu'on voyait sur l'écran

du cinéma. Parfois il n'était pas même nécessaire d'être réellement témoin de la mort : il suffisait qu'elle se produisît dans des circonstances suffisamment inaccoutumées et à proximité, pour toucher au vif d'une manière presque aussi sensationnelle et efficace que si elle avait été réellement visible.

Par exemple, au printemps de 1915, il y eut un massacre effroyable de nos jeunes soldats, à Neuve Chapelle et au débarquement de Gallipoli. Je n'irai pas jusqu'à dire que nos civils aient eu du plaisir à lire des nouvelles aussi émouvantes, en prenant leur déjeuner du matin. Mais je n'ai pas remarqué, soit dans les journaux, soit dans les conversations, l'expression d'un autre sentiment que le sentiment habituel : le film du front se développe splendidement, et nos gas sont les plus braves d'entre les braves. Soudain nous parvint la nouvelle qu'un transatlantique, le *Lusitania*, avait été torpillé, et que plusieurs passagers de première classe bien connus, notamment un directeur de théâtre renommé et l'auteur d'une farce populaire, avaient été noyés parmi les autres. Les autres, c'était par exemple sir Hugh Lane ; mais comme il n'avait rendu de grands services à son pays que dans le domaine des beaux-arts, on n'attacha pas grande importance à cette mort-là.

Immédiatement, une fureur indescriptible s'empara du pays entier. Des hommes qui jusqu'alors avaient gardé leur raison, la perdirent. « Tuer des passagers de première classe ! Et puis quoi encore ! » telle fut l'essentiel de toute leur agitation ; mais c'est là une phrase bien trop triviale pour donner la plus faible idée de la rage qui nous possédait. Pour moi, qui avais l'esprit plein des sacrifices affreux que nous avaient coûté Neuve Chapelle, Ypres et le débarquement de Gallipoli, tout ce bruit au sujet du *Lusitania* me semblait presque une cruelle impertinence, bien que je connusse personnellement les trois victimes les plus célèbres, et que je comprisse, mieux peut-être que la plupart des gens, le malheur de perdre un homme tel que Lane. J'éprouvai même une satisfaction farouche, très compréhensible pour tous les soldats, dans ce fait que les civils, qui trouvaient la guerre

un si beau sport britannique, avaient maintenant une idée réelle de ce qu'elle était pour les vrais combattants. J'exprimai librement mon impatience et je découvris que mes impressions très sincères et très naturelles étaient considérées comme un paradoxe monstrueux et cruel. Quand je demandai à ceux qui me regardaient bouche bée s'ils n'avaient rien à dire au sujet de l'holocauste de Festubert, ils ouvrirent la bouche encore plus grande qu'auparavant, ayant totalement oublié cet épisode, ou plutôt ne se l'étant jamais figuré. Ils n'étaient pas plus dépourvus de cœur que moi ; mais cette grande catastrophe était trop grande pour qu'ils s'en fissent une idée, tandis que la plus petite catastrophe était juste à leur mesure. Je n'en étais pas surpris. N'avais-je pas vu une assemblée politique voter, exactement pour la même raison, un crédit de trente mille livres sterlings sans un mot, puis passer trois séances spéciales, prolongées jusque dans la nuit, sur un détail de sept shillings dépensés en rafraîchissements !

De petits Esprits et de grandes Batailles

Personne ne pourra comprendre les bizarreries du sentiment public durant la guerre, s'il n'a pas constamment à l'esprit que la guerre n'existait pas dans toute sa grandeur pour le civil d'intelligence moyenne. Il ne pouvait même pas concevoir une bataille, encore bien moins une campagne. Pour les habitants des faubourgs, la guerre n'était rien de plus qu'une querelle de faubourg. Pour le mineur et le manœuvre, ce n'était qu'une série de combats à la baïonnette entre champions allemands et champions anglais. Son énormité la faisait échapper à la compréhension de la plupart d'entre nous. Ses épisodes devaient être réduits aux dimensions d'un accident de chemin de fer ou d'un naufrage pour qu'elle pût produire quelque effet sur nos esprits. Pour nous, les bombardements de Scarborough et de Ramsgate étaient des tragédies colossales, et la bataille du Jutland une simple ballade.

Ces mots « après complète préparation d'artillerie » des communiqués du front, ne signifiaient rien pour nous. Mais quand nos baigneurs apprenaient qu'un vieux monsieur, à déjeuner dans un hôtel pour *week-ends* au bord de la mer, avait été interrompu par une bombe tombant dans son coquetier, leur colère et leur horreur ne connaissaient plus de bornes. Ils déclaraient que ceci créerait un nouvel esprit dans l'armée ! Ils ne soupçonnaient pas que les soldats aux tranchées avaient, pendant plusieurs jours, ri aux éclats, en se disant que cela ferait du bien aux « réformés » qui étaient restés à la maison de prendre une idée de ce que l'armée avait devant elle. Parfois, l'étroitesse de vue de ces gens était pathétique. Par exemple, un homme travaillait chez lui, insoucieux de l'appel « pour préparer le monde à la démocratie ». Son frère était tué au front. Immédiatement il laissait là son travail et partait en guerre, comme s'il s'agissait d'une querelle de famille avec les Allemands. Parfois c'était comique. Un homme qui avait été blessé et qui avait droit à sa réforme, tenait à retourner dans les tranchées, bien décidé à retrouver le Hun qui l'avait blessé, et à le payer de retour !

Il est impossible d'estimer quelle proportion d'entre nous, en khaki ou non, se faisait une idée réelle de la guerre et de ses antécédents politiques à la lumière d'une philosophie quelconque de l'histoire. Je doute que cette proportion fût même aussi grande que celle de nos mathématiciens supérieurs. Mais il ne peut y avoir de doute qu'elle ne fût prodigieusement dépassée par le nombre des gens ignorants et enfantins. Souvenez-vous qu'il fallait que ces gens fussent stimulés pour consentir aux sacrifices exigés par la guerre. Ceci ne pouvait se faire en faisant appel à une pratique qu'ils ne possédaient pas et à une compréhension dont ils étaient incapables. Quand l'armistice me donna enfin la liberté de dire la vérité sur la guerre, lors des élections générales qui suivirent, un soldat déclara à un candidat que je soutenais : « Si j'avais su tout cela en 1914, on ne m'aurait jamais vu en khaki. » Et c'est précisément pour cela, bien entendu, qu'il avait fallu lui bourrer le crâne avec un de ces romans de chez la portière, dont aurait bien ri n'importe quel

diplomate. Ainsi, la confusion naturelle due à l'ignorance fut encore accrue par une confusion propagée exprès, faite de contes de croquemitaine et de stupidité mélodramatique, qui finalement se dupa elle-même. Elle rendit impossible, en effet, d'arrêter la guerre avant que nous fussions parvenus à écraser l'armée allemande et, ainsi, à renverser sa monarchie militariste. Mais en même temps, on commit cette faute très grave : la ruine du centre de l'Europe, résultat qu'aucun Etat européen n'avait les moyens de se permettre.

(A suivre.) G. Bernard SHAW.

(Traduction française avec autorisation de l'auteur par Augustin et Henriette Hamon.)

LES CONDITIONS DU « RAPPROCHEMENT »

(RÉFLEXIONS D'UN OCCIDENTAL)

Dans la crise où se débat l'Europe, devant les convulsions, les banqueroutes financières, le désarroi des idées et des mœurs, chacun sent qu'il n'est de remède profond, vraiment efficace, que le rétablissement de la communauté européenne disloquée par la guerre, plus encore l'établissement de la communauté universelle ; car, plus encore qu'avant la mêlée des peuples, le monde est devenu un. C'est pourquoi on recommence à parler du rapprochement des nations, même des nations hier ennemies. Les démocrates de France et d'Allemagne se reprennent à souhaiter le « rapprochement franco-allemand », ce rapprochement que naguère on croyait toucher du doigt. M. Hermann Fernau le préconisait ici même [1] comme le seul moyen de salut. Les internationales se reconstituent : internationales socialistes et syndicalistes, coupées chacune en deux tronçons par le veto de Moscou ; internationale catholique, que la politique de Benoît XV a su maintenir dans le conflit au détriment de la mystique chrétienne, et qui cherche, sous la direction de l'Eglise, à opposer une digue aux inter-

nationales révolutionnaires. Société des nations enfin, en butte aux mêmes sarcasmes qui poursuivent dans sa retraite le chef d'Etat qui lui a donné la vie, mais à l'édification de laquelle ses partisans ne renoncent pas.

Mais aujourd'hui comme hier, aujourd'hui plus qu'hier si l'expérience ne doit pas être vaine, il faut regarder en face les conditions du rapprochement. Et ces conditions, pour aller tout de suite au fond, ne sont pas principalement politiques, elles sont philosophiques et culturales. On aura beau imaginer les combinaisons les plus ingénieuses, porter des toasts ou clamer des discours, si les contractants ne sont pas au même niveau, s'il n'y a pas accord essentiel sur les principes vitaux, sur les façons de sentir et de juger, les ordres du jour et les traités ne seront que paroles sonores ou chiffons de papier. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait entente sur tous les détails, là est le jeu des diversités nationales et individuelles ; mais que l'on conçoive de la même façon les conditions de la vie en société, les idées de justice et de dignité individuelles et collectives, cela est indispensable pour faire en commun du travail profitable. Manque de cette base, tout est caduc.

Rappelons-nous. Avant 1914, entre partisans du rapprochement franco-allemand, on croyait être sûr de s'entendre. On prononçait les mêmes mots : pacifisme, socialisme, démocratie ; on croyait qu'ils avaient des deux côtés même contenu, sur les rives de la Sprée comme sur celles de la Seine. On rudoyait les intrus comme Charles Andler, qui criaient casse-cou. Et quand la catastrophe est survenue, on s'est aperçu, non seulement qu'il y avait une énorme disproportion entre les partisans de ce rapprochement en France et en Allemagne, mais encore que ces mots, socialisme et démocratie, qu'on croyait identiques, étaient les véhicules de traditions historiques opposées et de philosophies qui ne concordaient pas. Les socialistes allemands ont traité d'«idéologies bourgeoises» surannées les conceptions démocratiques des socialistes français. Ils ont joint à la fiévreuse volonté de puissance qui grisait tout le peuple germanique l'impérialisme de classe du marxisme. Un Ostwald lui-même a révélé au monde stupéfait comment un «pacifiste», un «démocrate» d'outre-Rhin entendait les

Etats-Unis d'Europe : toutes les nations courbées sous la houlette de l'Allemagne, seul pays capable de les « organiser » ! On a vu comment.

— C'est le passé, dira-t-on, c'était l'hypnose guerrière. Soit, mais pourtant n'oublions pas. Et sachons faire notre profit. Aujourd'hui qu'on recommence à parler de rapprochement franco-allemand, les mêmes questions se posent, et de la même façon. Ce rapprochement ne peut s'opérer que sur les bases de la démocratie, car seuls les principes démocratiques peuvent instituer entre les peuples les rapports de liberté et d'égalité morale, nullement incompatibles avec la discipline et les inégalités de fait, sans lesquels aucune collaboration ne peut désormais se concevoir entre individus comme entre peuples. L'internationale catholique apporte un autre principe : l'unité de foi religieuse ; mais cette foi n'étant plus et ne pouvant plus être considérée comme universelle, l'internationale « catholique » ne l'est plus de fait ; elle poursuit des fins particulières et ne pourra collaborer avec les autres internationales que dans la mesure où leurs principes seront communs. Quant aux autres internationales, socialiste et syndicaliste, ou elles s'uniront aussi par ce qu'il y a de commun dans leurs principes, et qui est démocratique, ou elles se combattront au nom d'autres principes posés comme absolus et absolument réfractaires aux principes démocratiques, telle l'idéologie bolchéviste. Il y a des socialismes, des syndicalismes nationaux, des religions nationales, comme il y a des particularismes de classes et des diversités individuelles. Ces diversités sont à la base, enfoncées dans le concret ; mais pour qu'une vie sociale soit possible, pour faire mentir le mot de Stendhal : différence engendre haine, il faut évidemment que pardessus ces particularités physiologiques les esprits s'entendent sur des principes communs, politiques et moraux.

On aperçoit donc la signification complète de la démocratie. Elle n'est pas seulement politique ; elle est encore et surtout philosophique. Elle est une « mystique », la mystique de la liberté et de l'égalité ; mieux encore, la mystique de la justice, qu'elle travaille à insérer progressivement dans tous les domaines, politique et social, et

dont elle vise à faire la règle morale de l'individu. Assurément ces réalisations ne sauraient jamais être parfaites ; ceux qui craignent que l'avènement de la justice soit celui de l'immobilité et du néant peuvent se rassurer, la vie ne se lassera pas plus d'enfanter indéfiniment des antagonismes que la raison d'essayer de les résoudre. Mais cet effort de discipline rationnelle de tous les impérialismes, c'est précisément la noblesse de l'esprit humain ; si on y renonce il n'y a qu'à se laisser emporter par le flot trouble de toutes les volontés de puissance individuelles ou collectives. Que cette discipline rationnelle soit considérée comme un commandement divin ou comme le plus haut effort de la sagesse humaine, cela au fond n'importe pas si tous les esprits sont d'accord sur ses principes. Mais l'accord sur les principes, voilà ce qu'il faut poser à la base. Au-dessous de la raison, dans la zone des sensibilités brutes, il y a la foule des diversités naturelles qui ne se sont encore soumises à aucune discipline. Au-dessus de la raison — car la raison n'est pas tout, et il faut bien se garder de la prendre pour un absolu — reparaît la zone des diversités irréductibles, dont le mystère offre à la pensée et à l'art une perpétuelle énigme et un perpétuel enchantement. Mais entre ceci et cela, entre les diversités brutes et les diversités purifiées, il y a le filtre qui n'arrête pas le courant, mais le purifie, et qui porte l'empreinte de la noblesse humaine : la raison. Parmi l'écoulement des diversités la raison fixe les principes communs de la science et de l'action, appuyés sur ce qu'il y a de constant dans l'expérience et d'universel dans les esprits. C'est en ce sens, éminemment cartésien, qu'on peut appeler la démocratie le régime de la raison.

Rêver la démocratie universelle, c'est donc, sans méconnaître les diversités ou les inégalités foncières des individus et des groupes, et les régimes particuliers qui doivent en résulter, croire qu'une certaine assimilation est ou sera possible un jour entre ces individus et ces groupes, parce qu'ils ont en commun la qualité d'hommes effectivement ou virtuellement raisonnables. Passer tout de suite à la limite, réclamer dès maintenant l'assimilation complète des hommes de toute race, de toute couleur,

même de toute classe, est sans aucun doute une folie, parce que c'est méconnaître puérilement le travail de différenciation des siècles, des climats, des institutions. L'assimilation doit être lente, prudente et progressive, surtout quand il s'agit des races les plus arriérées. Mais affirmer, à la façon des antidémocrates, que cette assimilation rationnelle, qui encore une fois n'empêche pas les différences ultimes, est à tout jamais impossible, c'est un acte de foi vraisemblablement moins fondé que le précédent, et dont on peut croire que l'histoire le démentira. En ce qui concerne en particulier l'Europe, et dans l'Europe les sociétés occidentales, les ressemblances se précisent. Quelles que soient leurs diversités, ces sociétés vivent dans la même zone tempérée, sont soumises aux mêmes influences mi-maritimes, mi-continentales, ont été nourries par les mêmes traditions de culture gréco-romaine, de spiritualité chrétienne et d'esprit révolutionnaire, qui ont abouti au même processus historique de déchéance de l'absolutisme et de lente naissance des institutions libres. Les mêmes inventions techniques, le même industrialisme les ont enfin travaillées. Leurs principes de civilisation sont communs ; ce sont précisément ceux qu'on nomme les principes de la civilisation occidentale, qui commandent les rapports des individus, des classes, des peuples. C'est parce que ces principes ont été méconnus que le conflit s'est déchaîné, et tant que les diversités resteront les plus fortes, les conflits resteront menaçants. Il semble donc que tout rapprochement sincère et durable entre les peuples hier ennemis doive prendre pour base ces principes communs de raison et de justice, c'est-à-dire ces principes démocratiques, expression la plus haute de la civilisation occidentale.

* * *

Or, si nous en croyons des écrivains qui prétendent exprimer la pensée germanique, l'Allemagne d'aujourd'hui, l'Allemagne d'après-guerre, serait aussi réfractaire que celle de 1914 à cette philosophie et à cette critique démo-

cratiques, M. Thomas Mann, dont la *Revue de Genève* a récemment exposé les idées [1], et qui se donne pour l'interprète de « l'être national » allemand, dresse contre elles un réquisitoire ardent. Il ne s'arrête pas à la surface, à des objections de détail ; il va jusqu'au fond, à l'opposition métaphysique. C'est toute la Culture, incarnée par la Germanie, qu'il oppose à la Civilisation des sociétés d'Occident. Et la Civilisation, c'est bien pour M. Mann l'ensemble des principes rationalistes et démocratiques, l'avènement des citoyens à la vie politique conformément à la philosophie des droits de l'homme, l'établissement progressif de la liberté et de la justice d'abord par le régime parlementaire, puis par les institutions qui l'élargissent et introduisent la vie démocratique dans la production comme dans la cité. C'est la philosophie du dix-huitième siècle et celle de Rousseau, convergentes sur bien des points malgré de fortes oppositions, et qui persistent sous toutes les corrections que leur a apportées l'expérience du dix-neuvième siècle.

L'Allemagne, au contraire, foyer de la Culture, dirait *non*, suivant M. Mann, à ces principes et à ce progrès politique. Elle ne voudrait ni de la liberté à l'anglaise, ni de l'égalité française, ni du suffrage universel, ni de tous les modes de participation à la vie politique dont les Occidentaux s'enorgueillissent. Contre tous ces peuples qui ne peuvent s'élever plus haut que les recettes et les manipulations politiques, elle serait le peuple métaphysique, *das metaphysische Volk*, le peuple qui atteint l'absolu non par des additions de suffrages, mais par les disciplines ineffables que sont la musique, la poésie intuitive, la vie intérieure délivrée du discours. Au niais optimisme des partisans du progrès, elle opposerait le pessimisme tragique qui se nourrit des contradictions dont est fait le cœur des choses. Gardienne de cette vision de l'existence, elle serait aussi supérieure aux superficielles nations occidentales que l'art sublime est supérieur au vain jeu des concepts analytiques et juridiques. Et pour maintenir cette supériorité elle n'hésitera pas plus demain qu'hier

[1] N° 8, Février 1921. Article de Mlle Geneviève Maury.

à déclencher la guerre sacrée et salubre, «élément primitif, héroïque... profond désir du terrible». Entre ces deux conceptions du monde, qu'on ne parle donc pas d'un compromis. Il y a incompatibilité radicale : ceci doit tuer cela. Et c'est la tragique Allemagne, *das unliterarische Land*, qui ne peut s'exprimer absolument que par la guerre, qui tuera les pays des prétendues « lumières », de la dégoûtante phraséologie humanitaire, des *grossen Abstrakta in der Phrygienmütze.*

Ces propos ne sont pas nouveaux. Nous les avons entendus pendant la guerre, qui ponctuaient la dévastation des bibliothèques et des cathédrales. C'était le leit-motiv des Sombart, des Houston Chamberlain, des Harden (première manière) et de tant d'autres, le hallali de l'« héroïsme » allemand contre le « mercantilisme » et le « démocratisme » des Alliés. C'était Mann lui-même qui célébrait déjà dans la *Kultur* «la sublimation du démoniaque» *(die Sublimierung des Dämonischen)*, «au-dessus de la morale, de la raison, de la science». On pouvait alors les expliquer par l'ivresse guerrière. Qu'on les voie réapparaître dans l'Allemagne de la défaite, de l'Allemagne terrassée par la révolte que de telles prétentions ont soulevées contre elle, de l'Allemagne qui ne se croit ni vaincue ni fautive, c'est la plus grave menace de guerre qui puisse peser sur l'Europe si troublée d'aujourd'hui.

Mais n'examinons pas pour le moment ce problème. Prenons corps à corps l'idée centrale de M. Thomas Mann, celle qui, si elle était fondée, rendrait impossible toute collaboration entre les deux peuples et nous obligerait à laisser toute espérance au seuil de ce nouvel Enfer que serait l'Europe de demain. Est-il vrai qu'entre la pensée germanique, telle que l'a définie l'auteur des *Considérations d'un antipolitique*, et la pensée qu'il appelle lui-même occidentale, il n'y ait aucun point commun, aucune possibilité de contact, rien d'autre qu'une hostilité irréductible ? N'a-t-on pas été frappé au contraire, en lisant la brève analyse qui précède, et l'analyse plus complète de Mlle Geneviève Maury, par l'évocation de vieilles connaissances que l'on saluait au passage ? C'est le cas de l'auteur de ces lignes. En suivant dans la *Revue de Genève* l'exposé

des « Considérations » de M. Mann, il entendait presque à chaque ligne, non pas précisément « l'inflexion des voix chères qui se sont tues » (le pauvre Verlaine est ici bien loin !), mais l'écho de voix rudes, puissantes, aussi impérieuses que celle de Thomas Mann, et dont quelques-unes sont bien de chez nous.

Ecoutons-les.

Et tout d'abord, ces attaques contre la démocratie, cette critique de l'individualisme, du suffrage universel, des abstractions juridiques, ces sarcasmes contre les droits de l'homme ne sont pas pour nous choses nouvelles ; nous les entendons tous les jours. Chaque matin M. Charles Maurras les reprend dans l'*Action Française*, en les accrochant aux faits qui lui paraissent le mieux pouvoir les « illustrer ». Et M. Maurras ne nous cache pas qu'il continue la tradition des « maîtres de la contre-révolution », maîtres français, grands noms de la pensée du dix-neuvième siècle, Comte, Taine, Renan, le Taine des *Origines* et le Renan de la *Réforme*. Cette critique de la démocratie, le théoricien du « nationalisme intégral » n'a donc pas eu besoin de l'emprunter à l'Allemagne : il l'a trouvée chez nous. Il est vrai que Taine et Renan ont fortement subi l'empreinte de la pensée germanique, mais cela prouve déjà qu'il n'y a pas irréductibilité foncière entre les deux génies. M. Maurras d'ailleurs, s'il tient le peuple de l'« ubris » pour incurablement barbare — jugement de valeur très différent de celui de M. Thomas Mann ! — attribue comme lui à l'excellence des institutions monarchiques, à l'éloignement du peuple allemand pour la politique démocratique, à sa fidélité dynastique, la longue résistance de la Germanie contre le monde entier coalisé. Les considérations proprement politiques de l'auteur allemand ne sont donc pas pour trop surprendre un Français de notre temps.

Les ressemblances, pourtant grandes, s'arrêtent là. Métaphysiquement un Maurras et un Thomas Mann sont aux antipodes ; ils sont de sensibilités radicalement hétérogènes. L'auteur d'*Anthinea* est un Grec, un païen ; il est aussi, et se proclame avec orgueil, Romain. Toute la

culture humaniste revit dans ce Provençal, si près aussi de Machiavel. C'est enfin un politique, qui met au premier rang de ses préoccupations le maintien et la force de l'Etat, et à qui répugne toute mystique si elle n'est immédiatement canalisée dans une institution positive. Tout ce qui est d'essence germanique, romantisme littéraire ou métaphysiques fumeuses, lui fait horreur ; personne, à ce point de vue, n'est plus « Français » que ce partisan décidé de la force, mais d'une force dure et sèche qui n'éprouve le besoin de s'entourer d'aucune brume idéologique. Le germanisme d'un Thomas Mann doit lui donner le même dégoût que le christianisme slave ou juif. C'est au contraire ce germanisme métaphysique qui est l'essentiel aux yeux de l'auteur des *Considérations d'un antipolitique*. La force n'est pour lui que la manifestation de la Vie inconsciente, aveugle et divine, mère des choses. Elle est de même nature que le Vouloir-vivre de Schopenhauer, que la Volonté nietzschéenne de puissance. Il répugne à l'exprimer par le langage, à la réglementer par des constitutions. Il est l'ennemi de tout ce qui est écrit, contractuel, figé. Il est le Musicien en face de l'Artiste plastique, le serviteur du trouble Divin devant l'athée lucide et décidé.

Soit. Mais cette haine du contrat, de l'écrit, du fini, ce sentiment du sacré, du super-rationnel, du tragique, cela non plus n'est pas nouveau pour des Français : n'avez-vous pas reconnu Joseph de Maistre ? J'ignore si l écrivain allemand a pratiqué le penseur savoyard ; nous n'avons en tout cas pas besoin de franchir le Rhin pour rencontrer la théorie de la guerre divine et les attaques les plus violentes contre les constitutions écrites, l'égalité contractuelle et toute la philosophie du dix-huitième siècle : il n'y a qu'à lire l'auteur des *Soirées*. « Jamais une société n'est sortie d'une délibération » ; « toute constitution écrite est nulle » : est-ce du Thomas Mann ? C'est du Maistre. Et aussi cette doctrine que le vrai patriotisme consiste à servir, à servir sans ratiociner, sans marchander, sans disputer sur les droits, doctrine que Mann considère comme « spécifiquement » germanique. Les attaques contre le suffrage qui divise, qui brise l'héréditaire et mystique unité nationale : du Maistre encore. Il est inutile enfin,

car personne ne l'a oubliée, d'insister sur la fameuse théorie de la guerre divine, de la guerre qui « accomplira le décret ». La guerre est un scandale pour la raison, incompréhensible, monstrueuse ; c'est pour cela qu'elle est divine, divine parce qu'absurde ; et la guerre démoniaque de celui-ci répond à la révolution « satanique » de l'ancêtre. Le pessimisme de de Maistre a contredit bien avant celui de Mann l'optimisme du dix-huitième siècle. Non, l'auteur allemand n'a rien inventé, sinon cette idée fausse que la Germanie est exclusivement marquée du signe d'élection que l'écrivain français voyait sur la France, et bien avant eux les prophètes d'Israël sur le peuple juif. S'il y a rencontre, et non imitation, n'est-ce pas encore l'indice que les deux génies ne sont pas réfractaires ?

Veut-on d'autres exemples, dans un camp bien opposé à celui de Joseph de Maistre ? Un autre écrivain français, au dix-neuvième siècle, a donné dans ces intempérances de pensée et de langage ; c'est Proudhon, le Proudhon du premier volume de la *Guerre et la Paix*. Proudhon lui aussi, avant d'avoir — du moins il le croyait — définitivement exorcisé la guerre par l'économie politique, la proclamait divine et se déclarait sur ce point d'accord avec Joseph de Maistre. Lui aussi haïssait l'arbitrage, les contrats purement politiques comme le *Contrat social*, la démocratie diviseuse, « atomique » ; lui aussi criblait de sarcasmes, à ses heures, le suffrage universel, cette « merveille des merveilles », qui prétend atteindre l'être collectif par des additions de votes qui sont autant de renonciations. Le Proudhon mystique, le Proudhon guerrier, on sait qu'il était le maître, d'une part des syndicalistes d'*Action française*, de l'autre de M. Georges Sorel et de ses disciples révolutionnaires, qui se sont mêlés quelque temps aux premiers. Depuis qu'ils se sont séparés, l'auteur des *Réflexions sur la Violence*, dans de bien curieuses « exégèses proudhoniennes », n'a rien trouvé de mieux que de prétendre que Proudhon était « moins un Français qu'un Germain »[1]. Allemand, Proudhon, ce paysan franc-comtois ivre de dialectique, de liberté et d'égalité ! Rousseau

[1] *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, p. 447.

dans sa tombe a dû se sentir vengé, lui que Proudhon, précisément, n'avait pas tenu pour une tête française : juste retour des choses d'ici-bas ! Il faut, pour porter un aussi extraordinaire jugement sur Proudhon, oublier toute la *Justice*, et cet esprit moraliste, rationaliste, politique, qui le fait détester de Marx. Mais il reste vrai que celui-ci a bien essayé de l'« infecter d'hégélianisme », et que la théorie de « l'être collectif » a des affinités germaniques aussi bien que maistriennes. Tout le positivisme français est d'ailleurs, de ce point de vue, une réaction contre la superficielle philosophie des « lumières » exclusivement critique. Nouvelle preuve que les « races » n'élèvent pas, entre les idéologies, une infranchissable barrière.

Si l'on remonte enfin à la philosophie pure, les ressemblances ne sont pas moindres. Les maîtres de M. Mann sont Schopenhauer, Wagner, Nietzsche, les philosophes de la vie, de la force et de la puissance, les romantiques allemands. Mais ces penseurs n'ont pas été sans action sur la sensibilité et la pensée françaises. Sans revenir sur l'influence qu'ont exercée Wagner et Nietzsche, on a reconnu, dans la critique que fait M. Thomas Mann du discours impuissant à traduire la réalité, dans son éloge de l'impossibilité de s'exprimer, de la *Wortlosigkeit*, les thèses capitales de Bergson, la supériorité de l'« intuition » sur l'analyse, pour atteindre l'absolu. L'élan vital de l'*Evolution créatrice*, qui projette partout ses éclats, est dans la droite ligne du Vouloir Vivre et de la Volonté de Puissance, comme l'était auparavant la doctrine de la Vie la plus intensive et la plus extensive possible de Guyau, que Nietzsche avait étudiée de si près, pour la confronter avec sa *Wille zur Macht*. Qui sont les maîtres et les disciples? Y a-t-il influence ou rencontre ? Il n'est pas ici question de le chercher. Il importe seulement de noter les points communs, les affinités, comme il faudrait d'autre part étendre ces affinités à la pensée anglo-saxonne, retrouver le goût mystique de la force chez Carlyle — si germanisé — et la primauté de la vie et de l'action chez William James et les pragmatistes. Si d'ailleurs on veut dépasser le rationalisme, établir la supériorité du sentiment sur la pensée analytique et de la foi sur la raison, il n'est pas besoin

non plus d'aller en Allemagne. Au dix-septième siècle français le mystique Blaise Pascal, né à Clermont-Ferrand, s'élevait déjà contre le rationalisme cartésien, « inutile et incertain », et opposait à l'ordre de la science l'ordre de la charité et du cœur, qui est infiniment plus élevé. Et au siècle suivant le Genevois Jean-Jacques Rousseau — Français lui aussi quoiqu'on en dise — en même temps qu'il continuait Descartes par le rationalisme du *Contrat social*, réhabilitait le sentiment qui s'était desséché dans l'atmosphère des salons, et préparait ainsi le renouveau romantique. Il n'est donc pas nécessaire de franchir les frontières pour trouver de ces pathétiques conflits, et s'ils se rencontrent dans d'autres civilisations avec des visages nouveaux, ces différences ne sont pas assez grandes pour faire oublier la ressemblance des problèmes et des solutions.

* * *

Des réflexions qui précèdent, on peut, semble-t-il, tirer la conclusion. A moins d'admettre — comme n'hésitent pas d'ailleurs à le faire des théoriciens pangermanistes — que tout ce qui est héroïque ou génial est allemand par définition, et que Pascal, Rousseau, de Maistre, Proudhon, Maurras, Bergson, James — l'Auvergnat, le Savoyard, le Provençal, le Franc-Comtois, le Genevois, le Français, l'Anglais, l'Italien, l'Américain — sont des citoyens de la Grande Allemagne ; comme étaient allemandes, avant Joseph Bédier, les chansons de geste et les cathédrales ; à moins d'aller jusqu'au bout de cette logique démente, il faut reconnaître que ce qui est proclamé par M. Thomas Mann et ses émules « spécifiquement » germanique se rencontre ailleurs, et en France même. Aujourd'hui encore, après la guerre, chez tels écrivains comme M. Elie Faure [1], on retrouve de lyriques attaques contre la raison et la morale, qui « est à la foi ce que la calligraphie est au style », d'enthousiastes apologies des coups d'Etat et des « Lois

[1] Aux ouvrages cités par M[lle] Maury dans une note de son article, on pourrait ajouter le *Napoléon*, en cours de publication dans la *Grande Revue* et d'où sont extraites les phrases citées au texte.

profondes, souterraines, organiques, supérieures à la Loi écrite », qu'on croirait sorties de la plume de l'auteur des *Considérations d'un antipolitique*. Revoici la doctrine de la guerre divine, de la guerre qui est d'une immoralité si grande (la remarque est faite sans aucun sens péjoratif, puisque l'écrivain méprise la morale) « qu'il convient de se demander si elle doit être mise à la charge des hommes, et non à la charge de Dieu ». O de Maistre et Proudhon, vous n'avez pas conservé de disciples qu'outre-Rhin ! Non, entre les deux esprits, il n'y a pas impossibilité de contact...

Cette impossibilité est d'autant moins soutenable qu'à les bien prendre ces deux esprits, ou ce que l'on est convenu d'appeler de ce nom, correspondent à deux aspects complémentaires de l'éternel problème philosophique. S'il fallait enfermer toute la pensée française dans le vêtement dénommé rationalisme, ce serait un vêtement bien étriqué et rigide. Avant la raison il y a la vie, avant la pensée réfléchie l'action : bien que ce ne soient pas là des nouveautés on peut savoir gré au germanisme de nous le rappeler avec insistance. Et ne nous offusquons pas non plus de cet éloge de la force : nous savons fort bien qu'on ne peut éliminer la force des choses humaines et qu'elle est parfois nécessaire. Les institutions, les textes sont nécessairement figés et dépassés dans une certaine mesure à l'instant qu'ils sont écrits ; il y a dans toute vie, individuelle ou collective, un élément d'arbitraire qu'il est impossible d'éliminer entièrement. Ce n'est pas Joseph de Maistre ni Thomas Mann, c'est le moins mystique des écrivains français, Anatole France, qui écrivait jadis (à propos, sauf erreur, du président Magnaud) : « la loi est morte, mais le juge est vivant ». Et ce n'est pas d'aujourd'hui qu'Antigone s'insurgeait contre Créon au nom de la loi non écrite, et que l'Evangile a proclamé qu'il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. L'exemple d'hier prouve enfin qu'en pleine crise, dans les révolutions et dans les guerres, pour sauver la démocratie il faut parfois violer la démocratie. L'illégalité, la dictature, quand on va bien au fond des choses, apparaissent parfois, même à des « Latins », comme de tragiques nécessités.

Mais ce qui peut seulement justifier la force, c'est d'abord son emploi très rare, exceptionnel, c'est ensuite la fin au service de quoi on l'admet. Antigone pouvait se rebeller contre Créon, les chrétiens contre les abus du pouvoir temporel : c'est toute la noblesse humaine qu'ils dressaient au-dessus de la pharisaïque loi écrite. Quand l'état de guerre, hier, imposait pour un temps silence à la légalité démocratique, c'était parce qu'il y allait du salut de la justice et des idées les plus hautes de la civilisation. Pareille fin ne pouvait être invoquée par l'envahisseur. Sa force, à lui, n'était que la volonté de puissance, toute brute et toute nue, ou ne s'autorisant que d'une supériorité purement économique qui n'empêcherait pas, même au milieu de la richesse matérielle, le monde de redevenir barbare. Ce qui épouvante chez les penseurs germaniques de ce temps, dont Thomas Mann est un exemple type, c'est que la violence ne se justifie que par elle-même, ou par une métaphysique incommunicable. Aucune fin vraiment humaine ne l'éclaire. On assiste alors au débordement d'atrocités dont nous sommes encore crucifiés. Un Proudhon voulait certes la guerre, mais la guerre loyale, égalisée, ayant pour fin la justice ; que l'on compare cette doctrine à celle du grand Etat-Major allemand, d'un de Moltke et d'un Bernhardi ; on verra où est la « bestialité » et la grandeur humaine. Et qu'on examine l'irrationalisme des penseurs français : aucun ne fait fi de la raison, ne crie raca sur elle. Pascal ne veut pas appuyer la foi sur elle seule, mais il utilise d'abord toutes ses ressources. Il en est de même de Bergson, bien moins ennemi de l'intelligence que certains de ses disciples ; de Renouvier, un des pères du rationalisme en même temps qu'un des philosophes de la croyance, etc. Même si leurs conclusions dernières dépassent la raison, c'est la marque commune des penseurs d'Occident de se soumettre à la raison. Telle est la démarche d'une pensée policée, le cachet de la Civilisation.

Il s'agit donc de savoir, pour la possibilité d'un rapprochement et la constitution d'un esprit européen, si la Culture germanique veut se soumettre elle aussi à la discipline des civilisations occidentales. On ne peut pas dire

qu'elle en soit incapable ; un Gœthe est la preuve parfaite du contraire. Nietzsche lui-même a été toute sa vie le théâtre de la lutte entre l'esprit dionysien et l'esprit apollinien, entre la trouble ivresse de la force et la lumière méditerrannéenne ; tantôt l'une, tantôt l'autre l'emportait. S'il a d'abord cru que la culture allemande pouvait seule continuer le tragique dionysien de la Grèce antique, il n'a pas tardé à se déprendre de cette illusion, à proclamer dans *Humain, trop humain* qu'« être bon Allemand veut dire se dégermaniser », ou dans *Ecce Homo* qu'il ne croit qu'à la culture française et tient « pour un malentendu tout ce qui, en dehors d'elle, se décore du nom de culture ». Et quelque réserve qu'il faille faire sur le fond de leurs systèmes, il sied de ne pas oublier que les philosophes des Allemagnes, un Leibniz et même un Kant, se plaçaient au point de vue de la raison universelle. Ce n'est qu'avec les métaphysiciens du XIXe siècle, de la Prusse devenue puissante et de l'Empire visant à l'unité, que s'est épanoui ce monstrueux subjectivisme dont on a vu l'aboutissement. Pourtant, même chez ces penseurs, on ne refuserait pas d'admirer la profondeur métaphysique, si elle consentait à se soumettre d'abord aux disciplines rationnelles, au lieu de les dédaigner lourdement ou superbement. Mais si, avec Thomas Mann et les intellectuels pangermanistes d'aujourd'hui, la pensée allemande estime que la Culture doit tuer la Civilisation et subjuguer le monde, ce sera le triomphe d'une conception qu'on ne peut pas qualifier d'un autre mot que barbare, puisqu'elle s'enorgueillit de se soustraire aux règles que l'humanité civilisée considère comme la fleur de la sagesse. Qui sont les plus nombreux dans l'Allemagne pensante d'aujourd'hui, les amis de la Civilisation ou ceux de la Culture ?

* * *

Le plus grave problème — pratiquement — n'est d'ailleurs pas là ; il est politique. Les penseurs allemands admettraient-ils les disciplines intellectuelles de l'Occident, la possibilité de la collaboration entre les peuples n'en

serait pas assurée. Car de la même autorité de la raison se réclament deux disciplines sociales opposées. L'une est aristocratique et monarchique. Elle divise l'humanité en troupeaux et pasteurs, en maîtres et sujets, en peuples dominateurs et peuples esclaves, les uns privés de droits parce qu'ils sont jugés dépourvus de raison, les autres investis de tous les pouvoirs au nom de leur supériorité humaine ou divine. C'est la doctrine de Nietzsche, qui, tout antichrétien qu'il soit, et peut-être parce qu'antichrétien, rejoint sur ce point l'Eglise et Platon, de même que cet autre païen, Charles Maurras. C'est aussi la doctrine d'Ostwald, qui appuie l'hégémonie politique sur un positivisme scientifique et industriel, comme le font chez nous les purs économistes. Nouvelle preuve que la discipline politique n'est pas exclusivement affaire de climat. Un Mann et un Maurras, si différents qu'ils soient par ailleurs, se rencontrent ici dans la haine commune de la démocratie.

L'autre est précisément la discipline démocratique, qui se prétend elle aussi, et à plus juste titre que la première, rationnelle. Car de déterminer quels sont, dans une société, les individus doués de raison et ceux qui en seraient privés, c'est une entreprise bien téméraire ! Il est plus vraisemblable que tous les êtres à face humaine ont en commun ce minimum de raison que Descartes appelait bon sens, et qui fonde un minimum de droits dont on ne peut plus, dès lors, les dépouiller. Tel est le fondement de la démocratie, fondement rationnel quelles que soient les inégalités qui viennent recouvrir ce caractère universel. Thomas Mann et les Nietzschéens ont raison à ce point de vue de voir dans le rationalisme la caractéristique philosophique de la démocratie ; mais ils l'interprètent de la façon la plus fantaisiste et en tirent des conclusions qui n'y sont aucunement contenues. Car ce rationalisme social ne prétend pas plus exprimer le dernier mot des choses par le bulletin de vote et l'arbitrage que la pensée ne prétend entièrement s'analyser par le langage. Il reste vrai qu'au-delà de la raison, du droit et de l'égalité s'ouvre la vaste zone des diversités irréductibles qui ont droit à être respectées, et qui parfois sont antagonistes ; mais que les mécanismes démocratiques cherchent à donner l'approximation la plus rapprochée

possible de la raison collective, de même que le langage doit s'efforcer de serrer de très près l'insaisissable vie intérieure, c'est un résultat qui n'est pas négligeable. Et c'est une noblesse de participer à cet effort politique qui forme la volonté générale, comme c'est une noblesse de travailler à exprimer le mieux possible la pensée par le langage. S'élever à la politique, s'est donc un effort analogue à celui qui consiste à s'élever à l'idée claire et distincte. Tant que des peuples mépriseront ce double effort, ils ne pourront pas espérer se comprendre.

Qu'on cesse enfin de souder la démocratie, comme on s'obstine à le faire, aux dogmes du progrès fatal et de l'optimisme en honneur au dix-huitième siècle. Les doctrines de l'évolution, en rattachant l'homme à ses origines animales, ont définitivement ruiné la théorie de l'état de nature, de même que les sciences expérimentales ont assoupli le rationalisme et que la grande industrie a contraint de mettre au point l'individualisme révolutionnaire. On ne voit pas non plus pourquoi l'utilité serait la seule morale démocratique : la règle sociale commune n'est forcément liée à aucune justification métaphysique. La poursuite de la justice, avec tout ce qu'elle peut impliquer de sacrifice, n'a que peu de rapports avec un plat utilitarisme. Autant de points qu'on ne peut ici qu'indiquer, mais desquels il apparaîtra peut-être que le procès philosophique de la démocratie, valable contre quelques exagérations du dix-huitième siècle (quelle doctrine ne commence pas par des mythes et des illusions ?) ne peut plus être soutenu contre un rationalisme amendé par l'expérience, mais dont les principes restent debout. C'est entre l'organisation autocratique de l'Europe et l'organisation démocratique, seule digne du nom de rationnelle, qu'aujourd'hui comme hier il faut choisir.

Cette conception démocratique, qu'on peut appeler la conception occidentale, on ne peut pas dire non plus que les Germains y soient réfractaires par essence. M. Thomas Mann s'abuse — espérons-le — quand il présente sa philosophie comme l'expression de « l'être national » allemand. Un Fœrster, un Hermann Fernau prouvent

qu'il y a en Allemagne des démocrates, au sens où nous l'entendons. Mais combien sont-ils ? On sait bien qu'en France, malgré la campagne persistante contre l'« impérialisme français » et les péchés de nos diplomates, l'esprit démocratique l'emporte aujourd'hui comme hier, et qu'il n'y a pas cinq Français sur cent, comme a pu le dire M. Briand à M. Lloyd George, qui désirent pratiquer une politique annexionniste. Mais comment oublier ce qu'écrivait ici même M. Hermann Fernau, que la révolution allemande « n'a absolument rien changé à l'esprit et aux méthodes » de la politique extérieure allemande, et que les démocrates sont aujourd'hui outre-Rhin « les hommes les plus détestés » ? Ce n'est certes pas l'attitude de M. Simons à Londres qui peut faire revenir de ce jugement. Et alors il faut bien le demander : qui représente le mieux l'esprit allemand, Thomas Mann ou Hermann Fernau ?

On ne peut ici que poser la question, mais il faut la poser. On en comprend la tragique importance si l'on ne veut pas, au moment où se pose de nouveau la question du « rapprochement », s'exposer à une nouvelle duperie. Oh ! ce n'est pas à dire que les peuples et surtout les gouvernements alliés soient sans reproche ! Ils ont trop souvent prêté le flanc, dans l'élaboration des traités et la politique qui a suivi, à des accusations d'impérialisme pour qu'on puisse voir en eux des représentants parfaits de l'esprit occidental. Mais il faut pourtant distinguer entre ces accusations, et voir clair dans ces attaques. Il ne faut pas non plus perdre de vue le contenu spirituel et moral de la démocratie. On voit s'amorcer, dans les pays alliés et en France même, sous le couvert de la « démocratie », tant de campagnes étranges, où la simple justice est flétrie du nom de vengeance, où l'élémentaire restauration des ruines prend figure de représailles, et où l'agresseur d'hier, quand il s'agit de réparer, est présenté comme la victime d'une nouvelle affaire Dreyfus, qu'on ne saurait trop s'élever, au nom de la démocratie véritable, contre une telle adultération. Démocratie peut avoir deux sens. On peut voir simplement en elle un régime infra-rationnel : le laisser-aller des instincts, des appétits, des intérêts, l'universelle compétition que ne discipline aucun pouvoir fort, aucun

idéal moral, et que domine la ploutocratie. C'est ce que nous voyons trop souvent aujourd'hui, aussi bien dans les monarchies parlementaires que dans les républiques bourgeoises. Une démocratie ainsi entendue n'a rien à répondre à ses critiques, sauf ceci qu'ils n'offrent pas mieux qu'elle. Mais la démocratie a heureusement un contenu spirituel plus riche. Elle est le régime, on l'a vu, non de la force brute, mais du droit que possède tout être raisonnable à participer à la formation de la volonté générale et à exprimer ensuite librement le mystère de sa personne. Cette seconde conception suppose un effort constant, chez tous, pour écouter la raison, comme le disait Jean-Jacques, dans le silence des passions. Cet effort ne peut-être obtenu, dans la carence présente des pouvoirs temporels, que par la pression d'un esprit public nourrissant constamment les consciences de justice et les baignant d'héroïsme. Mais si, comme nous le voyons aujourd'hui, toutes les forces de la presse travaillent, dans tous les pays, à désagréger ce qui reste de l'héroïsme d'hier, et à substituer le goût du profit au sens de la justice, dans ce cas les formes de gouvernement, quelles qu'elles soient, ne représenteront qu'une affreuse misère morale, vernissée d'hypocrisie.

* * *

La question est plus grave encore si, s'élevant au-dessus du cas particulier du rapprochement franco-allemand, on envisage le rapprochement autrement large de l'Occident et de l'Orient, de l'Europe et de l'Asie. Le même numéro de la *Revue de Genève* qui publiait l'article de M. Hermann Fernau nous apportait une curieuse chronique de M. Ernest Robert Curtius sur les « influences asiatiques dans la Vie intellectuelle de l'Allemagne d'aujourd'hui ». On nous y apprenait que la jeunesse intellectuelle allemande incline à conclure à la banqueroute définitive des idées d'Occident, qu'un des livres les plus lus outre-Rhin est celui d'Oswald Spengler, *La décadence de l'Occident*, que Dostoïevsky y est plus goûté que Gœthe et Nietzsche même, et que

« l'idéal des Karamazov, vieil idéal asiatique empreint d'occultisme, devient peu à peu l'idéal européen, tend à engloutir l'esprit occidental ». Le succès, qui n'est pas seulement allemand, de Rabindranath Tagore, s'ajoute à celui de la mystique taoïste. Ce n'est plus au triomphe de la force que vise ce mouvement, mais à celui du renoncement, de la vie purement contemplative. Mais dans les deux cas on constate le même dédain de la politique, le même mépris des idées occidentales, des « idées de 89 » et de leurs succédanés. Dans les deux cas on veut rendre à l'Allemagne l'hégémonie spirituelle, en lui attribuant la conscience métaphysique qui rejoindrait ici non plus la volonté de puissance, mais la volonté d'anéantissement. Et il faut poser une nouvelle interrogation. Qui représente aujourd'hui l'Allemagne, Hermann Fernau, Thomas Mann, ou le comte Hermann Keyserling ?

En face de ce nouveau problème, l'attitude de ce qu'on peut appeler l'esprit occidental reste la même qu'à l'égard du précédent. Il ne serait pas plus intelligent de nier les possibilités d'enrichissement et de renouvellement que le mystique Orient peut donner à l'Europe qu'il ne le serait de nier les bienfaits de la collaboration de la pensée germanique avec la pensée des peuples latins. Il y a dans les vieilles cosmogonies bien des légendes, bien des mythes, depuis l'éternel retour ou l'éternel devenir jusqu'à la réincarnation des âmes, dont les imaginations poétiques s'enchanteront toujours et dont certains peuvent passer, à condition de ne pas y regarder de trop près, pour des anticipations de la science moderne. Le « lobe » oriental, intuitif et mystique de nos cerveaux, pour reprendre une expression de Renan employée par Mæterlinck dans les *Sentiers dans la Montagne*, peut féconder le lobe occidental, celui de la raison, de l'intelligence critique et des principes juridiques. Et il est invraisemblable, à condition de s'accorder du temps et de l'espace, que l'Europe pourra rendre en discipline à l'Asie ce qu'elle en aura reçu en renouvellement d'inspiration. Il n'y a pas, quoi qu'en ait dit M. René Quinton, d'intelligence qui puisse se flatter d'être absolument différenciée. Beaucoup de Français sont, sur ce point, Allemands ou Slaves, et inversement. Il y a une certaine

exaltation du classicisme qui est romantisme pur, et ce qu'il y a d'éternel dans le romantisme est entré dans le trésor de la beauté classique.

Mais bien que l'Europe ne soit, géographiquement, que l'extrémité ténue du massif continent asiatique, et qu'elle risque d'être, du point de vue de la quantité, écrasée sous cette masse, c'est dans cette extrémité que sont nées, non les plus puissantes, ni peut-être les plus sublimes, mais les plus parfaites inventions humaines. C'est en Occident que se sont édifiées les cités les mieux réglées, que s'est élevée très haut la science, qu'ont fleuri les plus nobles réalisations du génie politique et de l'art. Un climat tempéré, un ciel limpide, la plus heureuse proportion entre les terres et les eaux, entre les plaines et les montagnes, en sont les premiers facteurs. Il y en a d'autres, et la liberté humaine se joue dans ce cadre harmonieux qui lui fournit, sans l'écraser, les éléments de sa libération. Voilà qui n'épuise pas la force créatrice de la vie, mais qui fixe l'image de la civilisation. Les hommes d'Occident ne la peuvent concevoir que sous les traits de la raison.

Prêtons ici l'oreille au réquisitoire. Cet éloge n'amènera sur beaucoup de lèvres qu'un sourire ironique ou douloureux. Cette orgueilleuse civilisation, à quoi a-t-elle abouti ? Les campagnes dévastées et les foyers détruits : voilà ses œuvres. Et Tagore, messager de l'Orient, anathématise l'esprit de l'Occident, esprit de nationalisme étroit et de haines surchauffées. « L'Europe a cultivé les haines depuis de longues années jusqu'à ce qu'elles soient devenues denses, fortes et hautes. Elle a grandi dans son orgueil, elle y a soumis toutes ses habitudes intérieures et extérieures. Non seulement elle ne peut pas oublier qu'elle est l'Occident, mais elle saisit chaque occasion de le hurler à la face des autres pour les humilier. » L'Europe est le continent qui manque de mesure, qui ne poursuit qu'une civilisation toute matérielle. « L'homme se réduit au minimum pour faire une plus grande place à l'organisation ; il tourne en dérision ses sentiments humains parce qu'ils sont capables de résister à ses machines... » Aussi Tagore se détourne-t-il de ce nationalisme, de cet

industrialisme et de ce mercantilisme. Il veut « que l'homme s'efforce de tout son pouvoir d'amour et de clarté à faire un grand ajustement moral qui comprendra le monde entier, l'ensemble des hommes, et non seulement des fractions de groupes ou de nationalités. » Il se tourne donc vers la jeune Amérique qui, n'étant ni découragée, ni blasée, justifiera en Orient la civilisation occidentale Il a surtout confiance en l'Inde, le pays de l'universel, qui « n'a jamais eu réellement le sens du nationalisme » et où les instincts sociaux imposent des restrictions aux appétits. « Ces idéaux sociaux créent le monde humain... La liberté politique ne nous donne pas la liberté quand notre esprit n'est pas libre... Les peuples qui ont acquis leur liberté politique ne sont pas nécessairement libres, mais simplement puissants [1] ».

Ce « message » non plus n'est pas nouveau. Nous l'avons entendu d'une autre bouche, il y a bien peu de temps. Cet appel au frein, à la mesure, Guglielmo Ferrero le lançait à l'Europe en 1913, dans son dialogue *Entre les deux mondes*. Mais c'était à son retour d'Amérique, où il avait vu, contrairement à Tagore, l'épanouissement sans limite de la civilisation mécanique la plus admirable à la fois et la plus effrayante. C'est aux traditions de la vieille Europe, à la raison gréco-romaine, à la sagesse d'une longue expérience que l'historien demandait des limites. Et il est très vrai que la liberté politique ne suffit pas à tout, qu'elle ne peut empêcher, quand elle est une politique uniquement nationale, le plus redoutable impérialisme. On voit assez à quelle nation pense le poète hindou. Mais elle est déjà un premier frein : l'individu qui acquiert le sens de sa dignité de citoyen ne tolérera plus à son égard les abus du pouvoir. Et, quand il acquiert le sens de la justice, il ne tolère pas plus les empiètements sur la liberté des autres nations qu'il n'accepte d'être lui-même brimé. Raison, liberté, justice : ce sont des idées d'Occident, lentement, douloureusement élaborées, et qu'il faut faire passer avant l'amour comme avant la force, pour que l'une et l'autre soient humaines. Si l'Europe

[1] *Nationalisme*. Textes notés dans une conférence faite à Genève par M. Léandre Vaillat, *Revue hebdomadaire*, 16 avril 1921.

est ensanglantée, c'est parce qu'elle y a été infidèle, parce qu'elle a piétiné ces fruits de sa sagesse, parce que la volonté de puissance matérielle a été plus forte que l'esprit. Mais le remède est en elle, élaboré par elle : elle n'a qu'à le retrouver. Et quand l'Europe se sera retrouvée, quand elle se sera clarifiée par la raison et la justice, elle s'ouvrira toute grande à l'amour, au message de l'Orient.

La vie de l'humanité pensante est faite de l'intime pénétration des deux esprits. L'Occident a accueilli le messianisme de Judée. Il l'a fait passer au crible de la raison grecque, puis de la discipline romaine. Et celles-ci ont si bien tamisé, tamisé que de l'esprit du Christ ou des prophètes d'Israel il n'est parfois plus rien resté. Excès, contre quoi proteste tout ce qui reste de chrétien dans le monde. Mais l'œuvre était nécessaire. Le vieux mysticisme juif peut s'épanouir. Il n'est plus dangereux. Il est encadré.

Le messianisme nous revient par la prédication tolstoïenne et l'influence de Dostoïevsky. Heureuse diversion qui, à des hommes enfiévrés de haine, parle d'amour. Mais attention ! Voici les microbes destructeurs, la non-résistance, l'immolation de ce qu'il faut sauver. Le filtre opère. La vague mystique se heurte à quelque chose de net, de déterminé, de raisonnable : le sens occidental de la Justice. Attention encore ! Il ne s'agit pas de vider la justice de tout amour, mais de faire que l'amour ne soit pas duperie, que le sacrifice hausse l'humanité au lieu de l'abêtir. La justice satisfaite, le mysticisme de l'amour peut déferler. Il n'est plus dangereux. Il est encadré.

Ainsi, devant les progrès de l'illuminisme slave comme de la brutalité germanique, la raison d'Occident réagit. Elle dresse le rempart de ses institutions, de sa critique, de sa pensée élégante, claire et forte. Elle n'est ni à l'origine ni à la fin des choses, mais sans elle on n'est rien. M. Romain Rolland annonçait il y a quelque temps que le centre intellectuel de l'humanité ne resterait pas à Paris, qu'il se déplacerait vers le lointain Orient. M. Romain Rolland a raison. Il faudra mieux connaître les sages du Gange, de la Chine, du Japon ; mais il faudra aussi assimiler leur sagesse. C'est l'office de l'Occident. Longtemps encore ce

sera la mission de la raison hellénique de clarifier les mythes de Judée. En face de l'Orient mystérieux et redoutable l'Occident n'a pas fini d'accomplir sa fonction.

C'est pourquoi il est un peu tôt peut-être d'annoncer sa fin. Il est incontestable que ses principes subissent une éclipse. Mais c'est parce que le monde est las, en plein désarroi, au-dessous de la raison et de la justice, et qu'il répugne à faire l'effort viril de s'y hausser. Au lieu d'annoncer sa mort, de l'insulter ou de l'amollir, il faudrait, d'abord, ne pas le trahir.

Georges GUY-GRAND.

POUVOIR DE FEMME

(Suite et fin[1])

Chapitre XXIV

Soudain, la santé de Marguerite me préoccupa sans que j'eusse des raisons spéciales d'être inquiet. Elle n'était pas réellement malade, mais il y avait quelque chose qui ne me semblait pas naturel. J'allai donc avee elle chez un médecin qui l'ausculta avec le plus grand soin. Quand il eut terminé son examen, il prononça quelques phrases banales, me dit que l'enfant avait besoin d'être fortifiée, et me pria de revenir le lendemain. Je retournai chez lui le jour suivant. Nous avions à peine échangé quelques paroles que je compris qu'une catastrophe était suspendue sur ma tête. Le médecin me questionna longuement sur l'enfant, sur son caractère, ses dispositions, ses goûts, sa nature intime, et, surtout, sur les circonstances au milieu desquelles elle avait grandi. Aucun point ne fut laissé dans l'ombre. Lorsque j'eus fini de le renseigner, je vis sa figure prendre une expression grave et soucieuse,

[1] Voir nos numéros de décembre 1920 à avril 1921.

et je l'entendis me dire, avec un accent de secrète commisération que je n'oublierai jamais : « Je suis désolé d'avoir à vous informer qu'il vous faut renoncer à conserver longtemps votre fille ; elle a une grave lésion au cœur. La seule chose à faire c'est de la fortifier. J'espère qu'il n'y a pas de danger immédiat. Faites tout ce qui est en votre pouvoir pour empêcher qu'elle ne se rende compte de son état, et, surtout, évitez-lui les émotions, de quelque nature qu'elles soient ; la moindre secousse peut amener une catastrophe ! »

Il m'écrivit une ordonnance pour le cas où elle aurait une crise. Je le quittai, sans pouvoir même le remercier de la sympathie qu'il avait témoignée à un inconnu. Dans ma détresse, je me rendis directement chez mes amis Bohrn. En peu de mots, je les mis au courant de tout, et je restai auprès d'eux pendant les heures qui m'étaient nécessaires pour rassembler mes forces, avant de rentrer chez moi. J'ai reçu beaucoup de témoignages de leur bonté et de leur affection, mais ils comblèrent la mesure ce jour-là, et, en voyant à quel point ils prenaient leur part de ma douleur, il me semblait invraisemblable et monstrueux que j'eusse jamais entrevu seulement la possibilité d'entrer dans leur vie en détruisant leur foyer. J'avoue que ces pensées ne firent que traverser mon esprit comme un éclair, et que je ne m'y arrêtai pas longtemps. Seule mon enfant me préoccupait, et, tout en rentrant chez moi, il me semblait que je souffrais moins de l'atroce vérité que je venais d'apprendre que je n'étais impatient de revoir mon enfant, de m'asseoir à côté d'elle.

En pénétrant dans mon appartement, j'eus l'impression que tout y était changé ; ma petite fille elle-même m'apparut sous un jour nouveau. Pendant ces deux heures, l'idée que je m'étais faite d'elle, jusqu'alors, s'était si complétement modifiée, qu'il me semblait que j'avais toujours su ce que le médecin venait de me révéler ; n'était-ce pas pour cette raison que Marguerite était devenue ce qu'elle était maintenant ?

Nous déjeûnâmes, et, vers le soir, nous décidâmes d'aller faire une promenade. Nous nous rendîmes jusqu'à Soder, et traversâmes des quartiers et des rues que nous

n'avions pas revus depuis le temps où nous avions demeuré de ce côté et tant souffert, tous les deux. Marguerite avait pris cette direction parce qu'elle voulait contempler le spectacle étrange du lac, éclairé par d'innombrables lumières qui paraissaient l'embraser. Nous dînâmes dans un petit restaurant d'où la vue s'étendait sur la ville, sur laquelle flottait une brume dorée.

Pendant toute la soirée, je ne cessai un seul instant de penser à tout ce que j'avais souffert à quelques pas de là ; mais il ne se mêlait aucune amertume à cette évocation du passé ; sans lui, je ne serais pas devenu un homme, et je n'aurais pas le bonheur de posséder l'enfant chérie que je tenais par la main.

Je ne sais à quoi Marguerite songeait car elle parla fort peu. Il me semblait, cependant, que ses pensées suivaient le même cours que les miennes, et, la voyant pleine d'entrain et de gaîté, je m'abandonnai sans réserve au bonheur de la voir heureuse.

Elle ne se doutait pas que j'avais arrangé toute cette promenade pour ne pas rester en tête à tête avec elle, et pour ne rien lui laisser voir de ce qui se passait en moi.

Chapitre XXV

Mon petit héritage était arrivé à propos, et je bénissais le parent éloigné qui me l'avait laissé, car il me permettait de procurer toutes sortes de douceurs et de plaisirs à ma fille.

Les étés précédents, mes vacances se bornaient à quelques excursions à la campagne, ou bien à de rares visites chez des amis, aux jours de fêtes. Marguerite, de son côté, passait tous les ans quelques semaines chez Elsa, dans sa magnifique propriété dans les montagnes, où mon amie revivait en pensée les temps heureux de son enfance et de sa jeunesse.

Marguerite n'aimait pas à me quitter, et cette année nous ne fûmes pas obligés de nous séparer. Je louai une jolie maison de campagne, très loin, au fond des Skären,

et nous nous réjouîmes comme des enfants d'aller en prendre possession. Le séjour d'été que j'avais choisi se composait d'une maison peinte en rouge, avec vérandah, d'un jardin à moitié abandonné, planté de vieux pommiers moussus et de groseilliers gigantesques, qui, faute de soins, étaient retournés à l'état sauvage. La maison était située tout au bord de l'eau, et de la vérandah on avait vue sur une immense baie, où le soleil se couchait derrière la forêt de sapins qui couvrait l'île.

Marguerite avait eu, avant notre départ, deux de ces crises contre lesquelles le docteur m'avait mis en garde ; et, cependant, rien de spécial ne paraissait les avoir provoquées. Elles se traduisaient simplement par un arrêt du cœur. J'avais suivi, chaque fois, les prescriptions du médecin et senti la vie revenir dans son corps, raidi et inerte.

Lorsque Marguerite se réveilla pour la première fois de cette courte léthargie, je remarquai qu'elle se considérait elle-même avec stupeur ; elle promenait autour d'elle de grands yeux étonnés, sans me poser aucune question ; mais à la seconde crise, je vis clairement que ces malaises l'inquiétaient, et qu'elle cherchait à se les expliquer.

— Qu'est-ce que cela, papa ? me dit-elle ; pourquoi ai-je l'impression que mon cœur cesse de battre ?

— Ce n'est rien, mon enfant ! lui répondis-je ; le docteur prétend que cela vient de ton anémie.

Mais je voyais au regard scrutateur qu'elle attachait sur moi qu'elle ne me croyait qu'à moitié. Et je me demandais, à cette époque déjà, si la préoccupation de la mort n'est pas aussi dangereuse que la certitude même qu'on va mourir.

J'y pensais pendant que le petit vapeur nous emportait, le long de rives admirablement boisées, vers notre villégiature. Jamais je n'avais vu Marguerite aussi rayonnante. Son petit réticule à la main, elle était assise à côté de moi et s'extasiait devant tout ce qu'elle voyait. C'était le second voyage en mer un peu long qu'elle faisait. Le déjeûner à bord, le café, que nous

prîmes sur le pont, les habitants des Skären qui rentraient chez eux après avoir vaqué à leurs affaires en ville, les citadins qui partaient pour la campagne avec leurs chiens, leurs cages et leurs volées d'enfants, tout était nouveau pour elle et la ravissait ; elle observait les mouettes qui passaient au-dessus du bateau, la vapeur qui sortait de la cheminée, pareille à des nuages, et allait se déchirer aux arbres du rivage, les tourbillons d'écume que soulevait l'hélice. Elle bavardait sans interruption, énumérait ce que nous allions faire, une fois arrivés, les arrangements qu'elle projetait, la durée de notre séjour à la campagne... Je ne me souvenais pas de l'avoir jamais vue aussi nerveuse, aussi loquace, et sa surexcitation ne laissait pas que de m'inquiéter. J'avais toujours présente à l'esprit la recommandation que m'avait faite le docteur de lui éviter les émotions trop vives. Toute sa vie antérieure n'avait-elle pas été une longue série de secousses et d'émotions, capables de ruiner la santé d'une grande personne, et à plus forte raison, celle d'une enfant ! Cette pensée me remplissait le cœur d'amertume et de haine contre la malheureuse qui avait gâché ma vie et qui était cause du mal implacable de ma fille. Mais je savais également que si Marguerite avait acquis cette maturité précoce, cet affinement de tout son être, c'était d'avoir souffert avec moi, et qu'elle était devenue femme alors que son corps était encore enfantin.

Elle était debout, près de moi, appuyée au bastingage. Son enchantement ne faiblit pas un seul instant pendant les trois heures que dura la traversée ; et, quand nous approchâmes du but, elle fut attristée de voir que le voyage touchait à sa fin.

Mais l'instant d'après, cette ombre s'était de nouveau dissipée. Debout près de moi, sur le petit débarcadère, elle regardait le bateau virer lentement et repartir à toute vapeur. Elle riait aux éclats en voyant l'eau déferler jusqu'à nous mouiller presque les pieds. Puis, tandis que nous gravissions l'étroit sentier qui conduisait à notre demeure, sa figure avait une expression que je ne lui avais jamais vue ; elle se retournait à chaque pas, comme

si elle était étonnée de contempler tant de merveilles et impatiente d'en prendre possession.

— Trouves-tu que c'est aussi beau que tu te l'imaginais ? lui demandai-je.

Elle se contenta de faire un mouvement de la tête et posa sa main sur mon épaule.

A l'entour de la maison, les pommiers étaient en fleurs et l'air était rempli du parfum des grands lilas. Je la vois encore, lâchant mon bras dans une allée, et marchant toute seule devant moi. Il me semblait que la terre que ses pieds foulaient était sacrée, et un mystérieux et douloureux pressentiment me dit que c'était ici le lieu où elle mourrait. Cependant, cette pensée elle-même ne réussit pas à gâter le bonheur que j'éprouvais en ce moment. Lorsque nous entrâmes sous la vérandah, nous la trouvâmes également parfumée des senteurs des lilas. Nous fîmes tous deux le tour des pièces, et quand nous eûmes tout passé en revue et dîné, elle resta quelques instants debout, sur le seuil, et contempla la splendeur du soleil couchant qui embrasait les eaux calmes de la baie.

— Je suis lasse, dit-elle. Puis elle alla se coucher. Je n'éprouvai, quant à moi, aucune envie de dormir ; longtemps encore, je restai debout, à fumer ; et je me demandai avec stupeur comment moi, qui étais né dans un pays de montagnes et de forêts, j'en étais arrivé à trouver du charme à ces Skären toujours battus des flots.

Chapitre XXVI

Nous étions au milieu de l'été et nous nous sentions revivre tous deux au sein de cette belle nature des Skären. Nos journées se seraient écoulées dans une uniformité heureuse, si mes affaires ne m'avaient fréquemment appelé à la ville. Jamais je ne me suis rendu compte, comme alors, que la condition du bonheur, c'est d'avoir le moins d'événements possible dans sa vie.

L'époque du solstice s'écoula, et juillet avec ses nuits claires et lumineuses, arriva enfin. C'est le mois que j'ai toujours préféré, parce qu'il n'éveille en nous que de la joie, tandis que les autres nous font désirer ce qui n'est pas encore, ou regretter ce qui va finir ; c'est le mois qui me reste le plus cher, bien qu'il ait dévasté ma vie.

Je me souviens de nos excursions en bateau, tantôt par des journées calmes, tantôt par le gros temps, où le vent déchaîné mettait les vagues en fureur et couvrait d'écume le pont du navire. Je me souviens d'autres journées également, où la pluie nous obligeait de rester à la maison, où l'eau tombait à larges gouttes des arbres et des buissons, où la terre prenait de nouvelles forces pour faire mûrir les moissons et les fruits. Je me souviens des premiers soirs où l'on alluma la lampe ; je sortais dans le jardin, rien que pour contempler du dehors la lumière qui brillait au crépuscule, entre les bouleaux plantés devant la maison. Mais, ce dont je me souviens le mieux, ce sont les longues soirées que je passais, seul, après que ma fille était allée se coucher ; pendant des heures entières j'arpentais le débarcadère ou la terrasse devant la maison, et je restais en contemplation devant le spectacle de la nature sur laquelle la nuit descendait lentement. Tous les contours s'effaçaient, toutes les couleurs s'estompaient, et les étoiles, elles-mêmes, rayonnaient d'une lumière moins éclatante.

Ces impressions sont restées gravées dans ma mémoire, mais les événements eux-mêmes n'y ont laissé aucune trace. Du reste, ils se réduisirent à bien peu de chose. Au milieu de ce qui m'entourait, je ne voyais qu'une petite fille, presque une femme, avec de longs cheveux, aussi noirs que les miens jadis, et qui retombaient en grosses tresses sur son dos. Ses yeux étaient devenus plus profonds encore, et sa voix avait des sons nouveaux.

Je savais qu'elle s'en irait bientôt et qu'elle me laisserait seul, et c'est pour cela que je la comprenais si bien ! Quelque effort qu'il me fallût faire pour ne rien lui révéler du secret qui me rongeait le cœur, je restai maître de moi. Je la revois toujours aller et venir, comme baignée d'une lumière douce et sereine.

Mes pensées étaient remplies de ce qui devait arriver un jour, et, cependant, je ne me le représentais rarement comme une réalité ; je ne pouvais pas y croire ! Parfois, aussi, je me disais qu'il devait y avoir un Dieu de miséricorde qui aurait pitié de moi et me la laisserait. Cependant, je compris de plus en plus, — et il est difficile d'en arriver là — que ce n'était pas pour moi seul qu'elle vivait et respirait. Devant sa vie se dressait la même énigme, douloureuse et poignante, qui se dresse devant la mienne, et devant celle de tous les hommes.

Chapitre XXVII

Puis vint un jour qui ne sortira jamais de ma mémoire.

J'avais reçu, dans la matinée, une lettre d'Elsa qui m'invitait à venir passer plusieurs semaines chez elle, à la campagne. Elle me disait que dans quelques jours, elle se rendrait avec son mari à Stockholm, et me priait de les y rejoindre avec ma fille, qu'ils emmèneraient ensuite seule avec eux, dans le cas où je ne pourrais pas les accompagner immédiatement. Pensant que ce voyage ravirait l'enfant, je lui lus toute la lettre de mon amie, et quand j'eus fini, je levai les yeux vers elle en souriant, espérant voir sa figure également rayonnante. Ce fut le contraire qui arriva. Elle évita mon regard, et je vis sur son visage une expression de tristesse profonde, comme si un grand malheur venait de se produire.

— Est-ce que tu désires que j'y aille ? me demanda-t-elle.

— Certainement, répondis-je avec quelque hésitation. Je pensais que cela te ferait plaisir.

Alors elle jeta ses bras autour de mon cou et dit :

— Je te suivrai partout où tu voudras.

Au premier abord, je ne sus que lui répondre ni comment je devais interpréter ses paroles ; et pendant toute la matinée, je réfléchis à cette scène sans parvenir à me l'expliquer. Lorsque nous nous retrouvâmes, à midi, il y avait dans la manière d'être de Marguerite quelque

chose qui m'ouvrit subitement les yeux. Il me semble la voir encore, assise à côté de moi, sous la vérandah. Elle essayait de paraître gaie. Mais son regard avait quelque chose de résigné, comme si elle avait fait un grand sacrifice. Elle détournait les yeux de moi, et rien ne remuait dans son petit visage impassible. Des afflux de sang, qui se renouvelaient sans cesse, coloraient ses joues, pour les laisser ensuite d'une pâleur extrême. On aurait dit que son âme se manifestait ainsi et parlait à son insu, même dans le silence. Pendant que je la regardais, je compris subitement. J'étendis vivement ma main vers elle, et saisis la sienne.

— Je croyais que cela t'ennuyait de passer ainsi tout l'été seule avec moi ?

J'avais prononcé ces paroles en riant, pour qu'elle ne pût pas se méprendre sur le sens que j'y attachais. Elle se leva vivement, et, d'un bond, fut sur mes genoux. Elle jeta ses bras autour de mon cou et m'étreignit avec violence.

— M'ennuyer quand je suis seule avec toi ? dit-elle, mais c'est cette solitude à nous deux qui m'a rendue si heureuse.

Je ne pouvais pas entendre si elle pleurait ou si elle riait ; c'était probablement l'un et l'autre ; mais ses paroles me prouvèrent que j'avais eu raison de provoquer une explication.

— Alors, ton rêve était de vivre ici, tranquille, sans aller voir personne, sans recevoir de visite, de rester tout l'été, jusqu'à ce que l'automne nous oblige à rentrer en ville ? Est-ce que je t'ai bien comprise ?

A chaque mot que je disais elle se serrait plus étroitement contre moi, et murmurait, ses lèvres collées à mon oreille : « Oui. » « Eh bien, s'il en est ainsi, nous restons ! » lui dis-je. Et sa joie finit par me gagner moi-même.

Elle soupira profondément, comme si un poids immense qui pesait sur son cœur lui avait été subitement enlevé. Je la quittai alors, pour aller m'étendre dans mon vieux fauteuil sous les bouleaux du parc, et faire ma sieste habituelle ; elle ne me suivit pas comme elle en avait

coutume, et se rendit seule dans le jardin où elle disparut. Je lus mes journaux et m'assoupis de temps en temps. Dans mon sommeil, il me semblait la voir venir vers moi, se pencher sur moi, et puis s'en aller de nouveau. Lorsque je me réveillai enfin, et regardai autour de moi, je l'aperçus qui traversait la vérandah avec une brassée de fleurs, et entrait dans la maison.

Je restai longtemps dehors, sans m'arrêter autrement à ce qui venait de se passer entre nous ; ce n'était, somme toute, qu'un épisode dans notre vie si riche d'intimité heureuse, où rien ne me paraissait nouveau ni extraordinaire. Un silence profond régnait dans la maison et enveloppait toute la nature. Le soir arrivait lentement ; les rayons du soleil se profilaient obliquement sur les eaux de la baie, dont aucun souffle ne ridait la surface. Tout à coup, j'entendis Marguerite plaquer quelques accords sur le piano et commencer à chanter. Elle entonna une mélodie qu'elle savait être une de mes préférées. J'éprouvais une infinie douceur à penser qu'elle était satisfaite de l'existence qu'elle avait à mes côtés, et, soudain, un irrésistible besoin de contempler sa chère figure s'empara de moi. Je me levai et entrai dans la maison.

Quand Marguerite m'aperçut, elle s'arrêta un instant de chanter, puis continua aussitôt. J'étais debout devant la porte et je voyais en plein sa figure qui était rayonnante et comme transfigurée. Pendant qu'elle chantait, elle se tournait de temps en temps vers moi et me souriait. Soudain je la vis pâlir et sa figure se contracta. Elle essaya de porter ses mains à son cœur, mais elles n'arrivèrent pas jusque là et restèrent comme suspendues en l'air, inertes et à demi fermées. Je me précipitai, mais elle s'abattit sur le parquet comme une masse, avant que je pusse arriver jusqu'à elle et la retenir dans mes bras.

Je la relevai et la portai sur mon lit. Vainement je me penchai sur elle, dans l'espoir de l'entendre parler, ou, au moins, respirer encore. Tout était fini...

Au dehors, le soleil couchant dorait la baie, et les hirondelles tournoyaient joyeusement autour de la

fenêtre. Mes yeux voyaient bien tout cela, mais mon âme était vide sauf d'une seule pensée : j'étais seul... tout était fini...

Quand je sortis de mon hébétement, je la vis étendue devant moi. Quelqu'un avait dû lui détendre les doigts et lui fermer les yeux, dont l'expression hagarde était effrayante. Elle reposait là, telle que je l'avais vue cet été ; il n'y avait pas une ombre sur ses traits, et le soleil couchant n'arrivait pas davantage jusqu'à elle. La douce et sereine lumière qui rayonnait d'elle. l'accompagnait jusque sur son lit de mort.

Chapitre XXVIII

Toutes ces choses sont passées depuis longtemps... passées, mais non pas oubliées ! Le temps les a estompées, mais les moindres détails restent fixés dans mon esprit. Je me souviens que je ne quittai pas la maison peinte en rouge aussi longtemps que le corps de mon enfant y reposa. Tout ce qui devait être fait fut accompli ; mais je ne me rappelle plus comment, ni par qui. Je sais que dans mon chagrin je n'oubliai rien, et même que je défendis à qui que ce fût de toucher aux fleurs qu'elle avait mises dans ma chambre. Elles restèrent toutes à l'endroit où elle les avait placées, et elles embaumaient encore lorsqu'on descendit le corps par le petit chemin jonché de branches de sapin jusqu'au bateau à vapeur.

Trois jours et trois nuits s'écoulèrent à partir du moment où la mort était venue nous séparer. Je passai de longues heures, tantôt dans la vérandah, d'où la vue était si belle, tantôt sur le débarcadère que j'arpentais dans tous les sens, écoutant le bruit des vagues sur le rivage ; ou bien je me promenais dans l'étroit sentier qui conduisait à l'escalier de la maison. Là, je me sentais près d'elle, comme autrefois, quand elle dormait dans sa petite chambre, les fenêtres grandes ouvertes. Maintenant je n'avais plus besoin de les fermer avant d'aller me coucher... Pendant que j'allais et venais ainsi, je parlais

avec moi-même, mentalement, et cependant j'entendais tout ce que je me disais comme si j'avais exprimé mes pensées à haute voix. Je parlais d'elle, qui était morte, et de tout ce qui m'était arrivé. Je ne m'adressais pas à elle, et, cependant, chacune de mes paroles était une caresse qui devait, me semblait-il, arriver jusqu'à son âme.

Maintenant la mort est venue, disais-je, et tout est transformé. Ce qui autrefois me paraissait insignifiant ou laid, n'existe plus. A côté de l'Amour ou de la Mort, rien n'est grand, rien n'est petit. Là-bas, sur la terre étrangère où je l'ai envoyée, parce que je voulais me débarrasser d'elle, vit une pauvre femme solitaire. Que m'a-t-elle fait ? Aux yeux des hommes, elle est une créature indigne, mais en présence de ce qui s'est passé ici, elle ne l'est pas ! Les hommes m'ont approuvé de l'avoir frappée et chassée, et moi, je l'ai haïe et maudite parce qu'elle a ruiné ma vie. Aujourd'hui, je n'éprouve plus aucune joie à penser que les autres me donnent raison ; tout ce qu'ils peuvent me dire, ce ne sont que des mots vides de sens ! Les seules paroles qui comptent sont prononcées par la mort, qui transfigure tout, comme elle a transfiguré ma petite fille qui ne peut plus me répondre. Si la femme devant qui j'ai, jadis, verrouillé ma porte, surgissait tout à coup de la forêt, là-bas, et apparaissait telle que je l'ai connue, je n'implorerais pas son pardon. Pardonner est chose inutile. D'ailleurs, pourquoi les hommes devraient-ils se pardonner mutuellement leurs torts ? Est-ce que la Mort n'est pas la grande Réparatrice ! Si celle qui fut ma femme, arrivait en ce moment, je la conduirais dans la chambre où repose notre enfant, sans lui dire une seule parole. Car elle fut la mère de ma petite fille, et elle me l'a donnée, jadis, pour que je veille sur elle. Puis, je voudrais qu'elle repartît et je la laisserais s'en aller, sans lui dire un seul mot ; car je sais qu'elle ne comprendrait rien à ce qui se passe ici. Mais je n'en serais pas indigné comme autrefois !

Pourquoi lui en voudrais-je de n'être pas comme moi, et m'en attristerais-je ? Ici, je me sens au-dessus de tout. La colère, elle aussi, n'est qu'un vain mot ; comme tout

le reste, elle garde le silence en présence de ces dures réalités auxquelles nous devons les plus hautes félicités et les pires détresses, et qui s'appellent l'Amour et la Mort. Quand elles élèvent la voix, toutes les autres se taisent.

Il est étrange que les hommes trouvent la vie banale, et que tous, nous la voyions rarement telle qu'elle est réellement. La Mort apporte toujours avec elle quelque chose de nouveau qui nous rappelle l'au-delà. Pour ma fille, qui dort dans cette chambre, il n'y a rien eu de nouveau, rien à changer. Elle est morte en pleine jeunesse, en plein bonheur. Elle a simplement pris son vol pour s'en aller ailleurs ; mais son âme exquise m'a transformé en un autre homme. Je me rends compte que rien ici-bas, pas plus les hommes que les événements, ne saurait m'émouvoir ou m'indigner désormais. Ma fierté, qui, autrefois, me maintenait debout, est brisée; mes passions, mes espoirs, mon ambition, tout ce qui, jadis, faisait ma vie, tout s'est évanoui, ou, du moins, s'est changé ; tout cela, je le mettrai au tombeau sans une larme de regret, en même temps que j'y enfermerai mon bonheur, qui fut tellement grand que toutes les félicités humaines pâlissaient à côté de lui.

Chapitre XXIX

Lorsqu'on eut hissé le cercueil à bord du bateau à vapeur, je m'assis sur le pont, et, les yeux fixés sur la maison peinte en rouge et sur les bouleaux qui l'entouraient, je sentis s'évanouir lentement tout cet été, qui avait commencé dans l'allégresse et qui finissait dans la solitude et le deuil. Quand ma chère petite île eut disparu à l'horizon et que je ne distinguai plus rien de ce que j'y avais aimé, je me retournai. Une grande paix était entrée en moi, et je me disais, malgré tout, supérieur à la destinée qui m'avait broyé. Les passagers me regardaient à cause de mes vêtements de deuil, et le capitaine avait mis le pavillon en berne. Tout cela me causa une

vive émotion, mais je me raidis pour ne pas la laisser éclater, et je réussis à me dominer.

Quand j'arrivai à la maison, je fis placer le cercueil dans la chambre à côté de celle-ci et qui est fermée à clef. Alors seulement je me rendis compte que je n'avais communiqué la mort de Marguerite à personne, pas même à mes amis Bohrn. Je ne m'en inquiétai nullement. Je me rappelai que, le matin du jour où mon enfant était morte, j'avais reçu une lettre d'Elsa, dans laquelle elle me disait qu'elle viendrait sous peu en ville avec ses enfants, et me donnait rendez-vous chez elle.

Je ne savais plus quel jour elle devait arriver ni ce que sa lettre était devenue ; mais un instinct secret me commandait d'aller là où, pendant ces dernières années, j'avais toujours été si bien accueilli.

Arrivé chez mes amis, la servante m'annonça qu'ils étaient sortis et qu'ils ne tarderaient pas à rentrer ; elle parut surprise de me voir en noir, mais ne me posa aucune question, et je pénétrai dans la maison pour attendre le retour de Charles Bohrn et de sa femme. Je traversai l'appartement, et me dirigeai vers le boudoir d'Elsa où j'avais vécu des heures si poignantes et si douces. Il y régnait une demi-obscurité comme dans les autres pièces ; les vitres étaient badigonnées en blanc, et les rideaux baissés. Il faisait frais ; un léger courant d'air arrivait par les fenêtres de l'antichambre qui était ouverte. C'est dans cette petite pièce que je sentis de nouveau, comme autrefois, mais d'une façon plus sereine, que la Douleur peut nous grandir, nous purifier, nous emporter au-dessus de toutes les misères, nous montrer que nos peines et nos luttes ne sont rien, à côté de la grande certitude que la Mort apporte avec elle. Il y a une chose, cependant, impossible à la Douleur. Elle ne peut pas détruire le besoin de tendresse qui est au fond de notre cœur, et se substituer à lui; et ce besoin, auquel la Mort peut un instant imposer silence, se réveille un jour.

Je sentais tout cela pendant que j'étais assis dans le petit salon, et que je me rappelais que j'avais confessé à Elsa la détresse de mon cœur et la banqueroute de

ma vie. Je le sentais avec une force telle que la pensée que j'étais au seuil de la vieillesse, et que j'allais disparaître bientôt sans avoir eu ma part de cette tendresse à laquelle tout mon être aspirait, me révolta. A ce moment, l'effroyable tension dans laquelle j'avais vécu ces derniers jours céda, et ma douleur, la seconde grande douleur de ma vie, celle à côté de laquelle tout ce que j'avais souffert jusqu'alors n'était rien, éclata.

Mon existence entière passa devant moi comme des ombres dont je n'avais pu saisir et retenir aucune, et les années qui me restaient encore à vivre ne me parurent pas devoir différer de celles qui s'étaient déjà écoulées. Mais je me redressai, résolu à tenir tête; je ne voulus pas rester éternellement un vaincu; je réclamai ma part de bonheur et me jurai à moi-même de l'obtenir, coûte que coûte.

Tout à coup, j'entendis une porte s'ouvrir et se fermer et un bruit de voix, parmi lesquelles je reconnus celle d'Elsa, arriva jusqu'à moi. Quelques secondes après, mes amis étaient devant moi. Ils me tendirent la main et me dirent qu'ils venaient de chez moi et qu'ils avaient vu ma petite fille. Ignorant ce qui s'était passé, ils étaient simplement entrés dans sa chambre et l'avaient vue étendue sur son petit lit blanc tout couvert de fleurs, calme comme si elle dormait. Ce fut un soulagement de n'avoir pas à leur annoncer mon malheur et à donner des explications. Ils étaient devant moi, me tenant la main et sanglotant, et j'étais seul à ne pas verser une larme. Je ne sentais qu'une chose, c'est qu'ils éprouvaient une immense sympathie pour leur ami affligé et il me semblait que leurs larmes m'attachaient désormais à eux par des liens indestructibles.

Alors je vis Elsa prendre ma tête entre ses mains, et je sentis ses lèvres se poser sur mon front. Je n'étais plus un jeune homme, et, cependant, je compris que ce baiser était plus fort que ce que la Mort me faisait pressentir.

— Quel malheur que je n'aie pas été auprès de toi, dit-elle; pourquoi n'as-tu pas écrit ?

Et je lus dans ses yeux tout ce qu'elle n'avait pas voulu me dire autrefois. La mort de ma fille l'avait bouleversée à tel point qu'elle ne fut plus maîtresse d'elle-même et que ses paroles, comme le rayonnement de son visage, me révélèrent ce secret qu'elle avait si bien gardé.

— Ta fille était tout ce qui te restait au monde ! dit-elle avec un accent de tendresse infinie, et sa main caressait ma tête, comme si j'étais un enfant.

Enfin, je rompis le silence où je m'étais renfermé jusqu'à ce moment, et, pour la seconde fois, je libérai mon cœur.

Au début l'émotion m'étranglait et les paroles sortaient avec peine de ma gorge ; mais je ne tardai pas à me ressaisir. Les yeux attachés à ceux d'Elsa et de son mari, je clamai ma détresse ; je leur dis tout ce que les hommes croient qu'un ami ne peut pas dire à son ami.

Je ne me souviens plus de ce que Charles Bohrn me répondit, et il est probable que j'étais trop surexcité pour entendre. Mais je me souviens qu'Elsa prit sa main, quand il s'arrêta, et la baisa. Aucun de nous n'aurait été en mesure de dire comment tout cela était arrivé ni ce qui allait en résulter, pas plus que nous n'entrevîmes, un seul instant, la possibilité d'une séparation, d'une union nouvelle, ou d'une modification quelconque à l'existence que le destin nous avait faite. Nous parlions comme des enfants, qui ignorent ce qui est bien et ce qui est mal. Et moi, qui ne suis plus, maintenant, qu'une pauvre épave humaine, je puis dire que, ce jour-là, j'ai entrevu le ciel.

Tu te demanderas peut-être comment il nous a été possible de nous élever à de pareilles hauteurs ? C'est que, au-dessus de nos têtes, nous sentions planer, sous la forme d'un enfant, l'ange de la Mort, dont nous entendions les battements d'ailes ; c'est aussi parce qu'Elsa et Charles Bohrn étaient exceptionnels et que je n'étais pas indigne d'eux.

Chapitre XXX

Je terminerai ici le récit de ma vie, où, comme tu l'as vu, les joies et les tristesses, les félicités les plus hautes et les pires laideurs se sont si étrangement entremêlées, et je suis heureux d'avoir pu aller jusqu'au bout de ma confession. Tu nous as vus ensemble, Elsa, son mari et moi, et tu sais maintenant qu'on n'a pas toujours le droit de rire de ce qu'on appelle « un ménage à trois ».

Les années qui suivirent furent pour les uns et les autres des années de bonheur. Puis, survint la longue maladie de Charles Bohrn et sa mort. Je veillai avec Elsa auprès de son mari, et je l'ai pleuré avec elle, aussi longtemps qu'elle a vécu. Et quand elle mourut elle-même...

Mais cet événement est encore trop près de moi pour que je me sente le courage d'en parler.

Dans le long récit que je viens de te faire, tu as pu entendre le grondement de la dernière tempête qui m'ait assailli. Désormais, rien ne saurait plus m'atteindre ici-bas. Mais jamais je n'aurais pu me confesser à toi comme je l'ai fait, si tu n'étais venu juste à cette heure. Quand tu as vu mon ombre se profiler sur les rideaux, j'allais et venais dans ces pièces où il me semble que tout ce que j'ai aimé demeure encore vivant. La porte de mon sanctuaire était ouverte, et je l'ai fermée pour te faire entrer. J'arpentais la chambre comme j'arpentais jadis l'étroit sentier devant la maison où ma petite fille dormait son dernier sommeil, et, comme alors, je me parlais à moi-même. Ce n'étaient pas les mêmes paroles, mais elles avaient le même sens.

Devant la Mort, toutes les voix humaines se taisent, même celle du cœur qui a soif d'amour et de bonheur. Elle dévaste notre vie, mais en faisant la solitude autour de nous, elle nous procure le seul bonheur que rien n'est capable de nous enlever et de détruire. Je suis un vieillard. Je sais que désormais rien ne

saurait plus m'atteindre ni m'émouvoir, et qu'aucun appel de la terre ne pourra plus couvrir la grande voix de l'Au-Delà que j'ai entendu.

Conclusion

Hugo Brenner s'arrêta. Je l'avais écouté, sans perdre un seul mot, et j'avais remarqué avec stupeur à quel point il se transformait à mesure qu'il parlait. Au début, il était embarrassé, s'interrompait fréquemment ; le timbre de sa voix était rude, et il riait de temps en temps, comme s'il cherchait à dissimuler la passion qui jaillissait de cette confession comme une flamme d'un brasier. On aurait dit qu'il rougissait de livrer ainsi sa vie à un étranger, et qu'il craignait ma compassion. Mais à mesure qu'il avança dans sa confession, sa gêne disparut et il parla sans hésitation, d'une voix pleine et ferme. Lorsqu'il eut terminé, il demeura longtemps silencieux ; puis, il se dirigea vers une vieille armoire, placée dans un coin obscur de la chambre, et, au bout de quelques minutes, il revint vers moi avec une bouteille qu'il plaça sur la table, en me disant :

— C'est un vin rare et très vieux. Nous allons vider cette bouteille ensemble et boire à mes souvenirs. Ne me refuse pas, sous prétexte qu'il est tard. Autrefois tu ne craignais pas de passer une nuit blanche !

Puis il versa la liqueur aux reflets d'or dans de petits verres anciens, finement taillés, leva le sien vers la lumière de la lampe, le choqua contre le mien, et le vida d'un trait.

Nous restâmes ensemble jusqu'à ce que l'aube parût. Tant de souvenirs avaient été évoqués dans cette chambre, tant de graves problèmes que la vie dresse devant l'homme y avaient été soulevés et discutés, qu'il me semblait être dans un lieu sacré. Et, pourtant, la conversation était descendue des hauteurs où elle avait plané, et nous nous entretenions maintenant sur le ton le plus calme de choses toutes simples, presque banales. Hugo Brenner se montra gai et enjoué comme je l'avais rarement vu.

L'énigme qui se posait devant mon esprit à son sujet finit par être résolue. En le voyant devant moi, avec sa haute taille légèrement voûtée, avec l'expression un peu hautaine de son visage franc, tout voilé de tristesse, je compris que, pour la première fois peut-être de sa vie, il avait honoré un étranger de sa confiance, en lui ouvrant son cœur et en lui racontant sa vie. Mais, je devinai, en même temps, qu'en se mettant ainsi en scène lui-même, il n'avait parlé que parce qu'il ne pouvait faire autrement. Il en avait conscience lui-même, et c'est pour cela que, loin de se sentir gêné d'être sorti de la réserve qu'il observait d'ordinaire dans tout ce qui concernait sa vie intime, il était si calme maintenant, et avait repris son air un peu distant d'autrefois.

Tel est le poète, pensai-je en moi-même. Les hommes qui lisent ses œuvres sont étonnés parfois et choqués, en l'entendant parler de lui-même et des événements les plus intimes de sa vie avec franchise et sans aucune réserve. Ils ignorent qu'il a lutté, refoulé pendant des années ses sentiments au-dedans de lui ; mais, qu'à un certain moment, son cœur déborde, et que sa confession éclate alors, malgré lui, avec la puissance irrésistible d'une force de la nature.

Après les Philistins viennent les plumitifs de toute sorte, les pédants au cœur sec, les critiques sans flamme, qui emboîtent le pas aux premiers, prennent des airs effarouchés en présence de la grande passion qu'ils ne connaîtront jamais, crient au scandale, ameutent toute la tourbe des médiocres qui n'ont ni vices ni vertus, et tombent à bras raccourcis sur le poète, coupable d'avoir livré sa vie à la foule. Mais celui-ci, après s'être donné lui-même parce qu'il ne pouvait faire autrement, a conscience de la folie qu'il a commise, et son cœur se serre à la pensée que, si quelques âmes d'élite le comprennent, il s'est livré aux bêtes.

— Pourquoi, n'es-tu pas devenu poète ? dis-je tout à coup à Brenner.

Il regarda dans une autre direction et répondit :

— Pour la raison que je serais incapable d'une demi-sincérité, et que je ne me sens pas la force de livrer toute

mon âme et de tout dire. Dans ces conditions, je n'aurais jamais été qu'un dilettante. Or, tu sais que j'ai ces gens-là en horreur, dans la poésie comme dans la vie.

Puis il remplit une dernière fois les verres, et, après avoir trinqué cordialement, nous les vidâmes sans proférer une parole.

Lorsque je pris congé de lui, je lui serrai la main silencieusement; je savais que tout autre geste lui aurait déplu. Au moment de franchir sa porte, je ne pus m'empêcher de me retourner et de le regarder encore. Debout dans sa chambre, la dernière chose que je vis de lui, ce fut un sourire.

Gustaf af GEIJERSTAM.

(Adapté du suédois par W. Bauer.)

LES CHRONIQUES NATIONALES

FRANCE

Les Tendances modernes dans les Arts appliqués

Paris.

Il n'est guère de question plus actuelle en France que celle des arts appliqués. Non pas que la préparation de la fameuse exposition internationale des arts décoratifs ait fait un seul pas en avant, ni même que la date en soit déjà arrêtée. Mais de tous les problèmes soulevés par la remise en marche de l'industrie après la guerre, celui de l'orientation des métiers d'art est un des plus essentiels.

Lourdement handicapée vis-à-vis des nations rivales par la rareté des matières premières, la cherté de la main d'œuvre, la dépréciation des changes, la France ne peut se relever qu'avec les articles de luxe, où le goût et l'élégance, qui ne coûtent rien à produire, décuplent la valeur d'un objet.

L'art est peut-être à l'heure présente la seule exportation qui lui soit réellement permise.

Cherchons donc, dans cette foire aux arts charmants qu'on appelle Paris, à démêler les tendances, souvent

opposées et disparates, qui se manifestent dans l'ébénisterie, le travail du fer ou du cuivre, la céramique, la verrerie, l'orfèvrerie, la décoration des tissus, et tant d'autres genres de produits destinés à environner de beauté notre vie quotidienne.

L'enquête a son intérêt, non seulement pour les nationaux qui ne se connaissent pas toujours eux-mêmes, mais aussi pour les étrangers, qui, avant de se mettre à l'œuvre, prennent assez volontiers le vent de la mode française. Elle vient d'autant plus à son heure que les cinq années de bouleversement sans nom, que la guerre a imposées à la France, ont fait dans son art décoratif une profonde coupure. Les tendances de 1921 ne sont plus celles de 1914, encore moins celles de 1900, époque légendaire du trait en éclair, du décor tentaculaire et du « modern style ».

* * *

Un guide nous manque, et c'est grand dommage. L'architecture, art-mère d'où découlent ou devraient découler tous les autres arts, ne nous donne aucune directive. Depuis sept ans, nous construisons au petit bonheur. Tout ce que les difficultés économiques autorisent, c'est d'élever des édifices du maximum de vide avec le minimum de dépenses. On réserve l'esthétique pour des temps meilleurs. Plans et projets abondent, depuis les moindres reconstitutions de villages dévastés, jusqu'au gigantesque palais des expositions agricoles, qui doit coûter un demi-milliard et ne soulève d'enthousiasme que dans les bureaux ministériels. Mais il est impossible de prédire si, à la reprise normale des travaux, les architectes novateurs, préparés à l'emploi des matériaux modernes et des formes logiques de construction, l'emporteront sur leurs compères, imbus des méthodes brillantes et superficielles de l'Ecole. En attendant, les uns comme les autres sont empêchés d'exercer sur l'industrie cette influence de la commande impérative qui, à toutes les époques, a déterminé ce que nous appelons l'évolution des styles.

Les mêmes raisons économiques ont arrêté les fabricants dans la production de modèles nouveaux. Ils vivent sur ceux d'avant-guerre, sans paraître plus disposés qu'en 1914 à renoncer à la copie ou à l'interprétation du passé. Cependant l'unanimité n'est plus aussi absolue dans la résistance au modernisme. Si les intransigeants du faubourg Saint-Antoine s'agitent d'autant plus qu'ils voient tous les jours des défections éclaircir leurs rangs, beaucoup de leurs confrères perdent de leur assurance en l'omnipotence des styles. Ils ne sont pas encore convertis, mais ils s'inquiètent et cherchent leur voie. Plusieurs, notamment dans les tissus, sont franchement ralliés aux tendances modernes et s'en trouvent bien. Le truisme, si difficile à faire admettre, que lorsqu'on veut avoir de l'art il faut s'adresser aux artistes et non aux dessinateurs à tout faire, gagne du terrain. Pour ne parler que d'une des dernières tentatives, la série de tissus commandés par la maison Bianchini frères à Raoul Dufy est une audace que personne n'eût osé envisager avant la guerre.

Les avertissements d'ailleurs ne manquent pas aux industriels et ils auraient mauvaise grâce à ne pas ouvrir les yeux sur ce qui se passe à leur porte. Les artistes-décorateurs se sont lassés de se voir systématiquement refuser toute part de collaboration. Puisque les fabricants ne voulaient pas de leurs modèles, ils les ont d'abord fait exécuter eux-mêmes, en pièces uniques ou à petit nombre pour des mécènes. Puis ils ont trouvé des capitaux et sont devenus à leur tour des industriels. Sue et Mare ont fondé la Compagnie des Arts français, Joubert et Mouveau la maison Dim, Dufet et Burean la firme Mam. La Société Maurice Dufresne a son hôtel à deux pas des Champs-Elisées. Brandt, Szabo, Jean Dunand œuvrent dans de véritables ateliers de ferronnerie. Lalique a une usine à Combes-la-Ville et une maison de vente au centre de Paris. Follot, Ruhlmann, Jallot, Groult, Francis Jourdain ont leurs hôtels. Sans doute ces maisons d'art s'adressent à une clientèle de choix. Mais on commence aussi à en trouver d'accessibles aux bourses modestes et voilà que les magasins de nouveauté ouvrent leurs rayons au modernisme. En vérité, il faudrait

être aveugle pour persévérer dans le pastiche et le vieux neuf.

A côté de ces producteurs ayant pignon sur rue, les « isolés » — eux qui n'ont à compter que sur leurs propres forces — n'ont perdu ni en nombre ni en mérite. Chaque saison de nouveaux talents se font jour au Salon des Artistes décorateurs, aux expositions du Musée Galliera, à la Société nationale, au Salon des artistes français, au Salon d'automne. Toutes les matières, toutes les techniques, trouvent des metteurs en œuvre de plus en plus habiles. Sans doute tout n'est pas également à retenir dans cette production. Il y a du bon, du médiocre et du pire. On aimerait surtout, au milieu de tant de preuves d'originalité, d'imagination, d'entente de la forme et du décor, à trouver un peu moins d'individualisme — j'allais dire de « narcissisme ». — Le fil conducteur manque pour se reconnaître dans cette exubérance de belle production. Mais c'est affaire à la postérité de rechercher dans un demi-siècle ou davantage les éléments communs à ces talents, en apparence si divergents, et d'en tirer les caractéristiques du style XXe siècle. Nous, les contemporains, n'avons qu'à regarder, amusés ou intéressés, ces jeunes et sincères efforts de nouveauté, à en retenir ce qui émeut notre sensibilité ou ce que nous pensons pouvoir adapter à notre usage.

Ne nous y trompons pas. Cette diversité et cette abondance sont une force, et nulle part peut-être aussi active qu'en France. Les vainqueurs du tournoi, ceux dont je parlais tout à l'heure et qui ont vu leurs efforts couronnés par des succès de gloire et d'argent, sont en partie perdus pour la recherche désintéressée et passionnée. Ils ont désormais, comme tout industriel, une clientèle à entretenir, un genre à soutenir, qui est pour ainsi dire leur raison sociale et leur marque de fabrique. Mais que de combinaisons inattendues, que de formes heureuses, que de techniques ingénieuses s'élaborent dans cette chaudière en ébullition qu'est le clan des isolés ! Quels concours inestimables éditeurs et fabricants en pourraient tirer, s'ils savaient, s'ils voulaient y puiser ! En vérité, Paris est peut-être la seule ville du monde où

il y ait une telle variété d'artistes œuvrant eux-mêmes et où l'on se préoccupe autant de leur donner l'occasion de se produire.

* * *

L'Etat fait-il, en revanche, ce qu'il faut pour les encourager ?

La simplicité des régimes démocratiques, si louable sous tant de rapports, ne remplace pas la volonté toute puissante d'un souverain, intéressé à rehausser le prestige de sa couronne par l'éclat des arts. Le temps des grandes bâtisses de François Ier et de Louis XIV, qui constituaient à Fontainebleau ou à Versailles des chantiers royaux permanents où tous les arts se donnaient la main, est révolu. Révolu aussi le temps des fermiers généraux. Nos modernes financiers, qui pourraient faire si grand en semant un peu d'or sur le terrain de l'art moderne, réservent leurs puissantes facultés d'achat pour les enchères retentissantes de l'hôtel Drouot. Finies aussi les commandes fastueuses que Napoléon Ier prodiguait aux industries de luxe dès qu'une crise se manifestait. Son neveu chargeait la maison Christofle de lui confectionner un service en ruolz pour les Tuileries, et nos présidents de la République se contentent modestement des réserves du Garde Meuble. Il n'y a peut-être à présent que deux exemples de commandes officielles confiées à des créateurs originaux : à l'Hôtel de Ville, le cabinet du président du Conseil municipal, réalisé par Selmersheim, et, rue de Valois, le salon d'attente du directeur des Beaux-Arts, meublé par Léon Jallot. C'est un peu maigre.

Les manufactures nationales elles-mêmes sont restées longtemps indifférentes au mouvement. Elles ont vécu sur leur gloire passée. Depuis quelques années, cependant, elles semblent s'éveiller. Gustave Geffroy, avec une réussite inégale, mais une belle volonté d'art, a mis sur le métier aux Gobelins des cartons de peintres modernes. Jean Ajalbert infuse un sang nouveau à la vieille manufacture de Beauvais et fait appel aux décorateurs les plus savoureux de la jeune école. Mais c'est peut-être à Sèvres que le

nouvel administrateur, C. Lechevallier-Chevignard, fait la meilleure besogne. Depuis longtemps il ne sortait plus de notre grande manufacture nationale de porcelaines que des pièces pour cadeaux officiels ou pour récompenses de concours, de ce fameux bleu de Sèvres qui était devenu la tarte-à-la-crème de la fabrication. Confinée dans ses gloires céramiques d'autrefois, elle restait en dehors des réalités et de la vie. Désormais les portes de ce conservatoire des arts de la terre et du feu sont ouvertes au modernisme. Non seulement des expositions renouvelées présentent aux visiteurs les œuvres des céramistes et des verriers du dehors, Massoul, Mayodon, Rumèbe, Marinot et les autres, mais les ateliers eux-mêmes accueillent les modèles de nos meilleurs décorateurs, Rapin, Jaulmes, Serrières, Malo-Renault, Nam. C'est un renouvellement d'un rare bonheur, et qui permet les plus vastes espoirs pour le jour prochain où la manufacture, ayant recouvré l'autonomie qui avait fait sa force au XVIIIe siècle, deviendra un véritable établissement industriel, sans rien perdre de sa belle tenue artistique.

Un autre symptôme d'esprit nouveau en fait de conceptions administratives, c'est la réforme que la Ville de Paris va appliquer à son enseignement professionnel. Une refonte complète, proposée par M. Deville, président de la commission des Beaux-Arts, va faire entrer les écoles techniques dans la voie des réalités industrielles et les affranchir de l'enseignement pédagogique et livresque où elles tendaient fâcheusement à s'enliser. A quelques rares exceptions près, les élèves qui sortaient des écoles Boulle, Bernard Palissy, Germain Pilon, Dorian, Estienne, munis de diplômes et de récompenses, n'étaient rien moins que recherchés par les employeurs qui leur préféraient des apprentis formés à l'atelier. La réforme prévoit un enseignement technique donné par des praticiens en exercice, qui continueront, en dehors de leurs heures de leçons, l'exercice de leur profession. L'enseignement d'art général et en l'air fera place à l'étude de l'art en fonction précise du métier enseigné. Le dessin n'ira pas sans l'exécution matérielle du projet, pas plus qu'un objet ne sera exécuté sans avoir auparavant été dessiné ou modelé par l'élève.

Des stages en usine complèteront l'apprentissage et réaliseront de bien près ce fameux atelier-école dont on parle depuis si longtemps sans arriver à le mettre sur pied.

Nul doute que l'exemple de la Ville de Paris et l'intérêt des résultats obtenus n'entraînent l'Etat dans la même voie. Nous verrons disparaître, ou renaître sous une meilleure forme, l'Ecole nationale des arts décoratifs, institution hybride et sans objet défini. Nous assisterons à la réforme de cette centaine d'écoles pratiques et d'écoles professionnelles, auxquelles on reproche non sans raison de n'être ni pratiques ni professionnelles, et qui pourraient rendre les mêmes services que cette admirable Ecole des arts industriels de Roubaix, fruit d'une louable initiative régionaliste, dont la direction de Victor Champier a fait un modèle d'enseignement pratique pour les arts du tissage.

* * *

En attendant ces fruits promis, contentons-nous de jeter un coup d'œil sur la récolte d'à présent, en cherchant pour quelles raisons certaines industries d'art ont été entraînées plus rapidement que les autres vers le renouvellement des modèles, et pourquoi certaines catégories d'objets fabriqués à tendances modernes ont conquis le grand public tandis que d'autres ne sont pas sorties d'une clientèle de mécènes.

A coup sûr le mobilier moderne a rallié à sa cause tous les gens de goût. Il le doit à la logique, à l'équilibre, à l'élégance heureuse des créations de nos décorateurs, revenus du « modern style » et du style naturiste à l'école de la tradition. Il le doit certainement aussi à la présentation heureuse des « ensembles » exposés depuis dix ans au Salon des artistes décorateurs et au Salon d'automne. Le meuble, disposé avec son accompagnement de tapis, de tentures, d'appareils d'éclairage, de vases, d'objets d'art, éveille d'autant plus la sensibilité des visiteurs qu'il évoque davantage l'intimité d'un intérieur. On peut même dire que sur ce point nos décorateurs dépassent parfois la mesure, et que la multiplication des petits cous-

sins, des abat-jour, des éclairages mourants, ne remplace pas la présentation sincère de beaux meubles sans artifice de mise en scène. Est-ce à dire toutefois que les sympathies du public se traduisent par des commandes aussi importantes et aussi nombreuses qu'on pourrait le souhaiter ? On ne saurait l'affirmer. Même en tenant compte de l'élévation générale des prix dans les articles d'ameublement, les meubles modernes sont chers, trop chers pour les honnêtes gens qui aimeraient à vivre dans un décor aimable mais ne disposent que d'un budget limité. Quant aux mortels heureux qui ne comptent pas avec la dépense, le plus grand nombre se fournit en ancien ou en vieux neuf avec l'espoir de retirer plus tard une plus-value de leurs achats, ou tout au moins de retrouver leur mise de fonds.

Tout cela, nos décorateurs ne l'ignorent pas. Mais eux qui, ayant maison montée, pourraient fabriquer en série des meubles excellents avec des matériaux honnêtes et peu coûteux, continuent à se restreindre au modèle précieux et quelque fois unique, objectant, non sans apparence de raison, que l'éducation du public n'est pas encore faite et que, même à bon marché, leurs productions originales seraient délaissées pour le Louis XV, le Louis XVI ou l'Empire de pacotille. Cependant, si personne ne commence, comment saura-t-on s'il existe une clientèle toute prête pour le meuble moderne à prix abordable ?

Voyez plutôt comme le grand public a franchement adopté les dessins et les coloris modernes dans le papier peint et la cretonne d'ameublement ! La vogue est manifeste. Elle tient non seulement au charme des modèles, mais à leur prix relativement modéré. Du jour où les magasins de nouveauté se sont décidés à ouvrir leurs rayons aux in pressions de goût nouveau, la clientèle a acheté. Pourquoi ? Parce qu'on lui a montré du moderne à son usage, du moderne à portée de sa main. Auparavant elle n'en avait vu que dans les expositions artistiques.

Même succès pour la soierie, — la soierie de vêtement en particulier, — où les élégantes, si timorées quand il s'agit de mobilier, ne reculent devant aucune audace de coloris ni de dessin. Les gros bataillons des reproducteurs de style gardent encore l'avantage. Mais pour com-

bien de temps ? Et d'ailleurs comment leur en vouloir ? Nous avons un si beau patrimoine à exploiter avec la soierie lyonnaise du XVIIIe siècle !

Le verre et le cristal, la faïence et la porcelaine, ont été portés par notre école française de céramistes à un niveau artistique dont il n'est pas, je crois, d'exemple depuis un siècle. Mais il faut convenir que, de tous les arts appliqués, ceux du feu ont certainement rencontré le plus d'appui dans la littérature. Depuis trente ans, nos esthètes n'ont pas cessé de disposer des verres émaillés, des grès flammés, des porcelaines à grand feu, des pâtes de verre, des poteries émaillées, — non sans les confondre dans une touchante incompréhension des techniques ! — sur un coin d'étagère ou dans une vitrine à bibelots. Cette vogue relativement restreinte, mais continue, a entretenu un courant de vente. Aucun céramiste, à ma connaissance, n'a fait fortune, mais ils n'ont pas éteint leurs fours, et c'est beaucoup. On aimerait cependant, pour eux, comme pour les « meubliers », à leur voir cuire de temps à autres des objets d'usage, des services de table ou de gobeleterie, par exemple, qu'on casse et qu'on remplace, et qui sont aussi indispensables à la beauté d'un intérieur qu'un petit pot de Gallé ou de Mettey. Tout au plus pourrait-on citer une grande maison de l'avenue de l'Opéra qui édite des services de Drésa et de Marcel Goupy. Follot vient de dessiner de savoureux modèles courants, mais c'est pour la manufacture de Wedgwood, le Sèvres anglais ! Ce n'est pas encore demain que nous remplacerons les services de goût si moderne et de prix si tentant dont nous inondaient avant la guerre la Belgique, l'Allemagne et l'Autriche !

L'avance est plus marquée dans l'appareillage électrique. Certes, aux premiers jours où l'ampoule féerique permit de disposer les foyers lumineux dans toutes les directions, les industriels tentèrent d'adapter les anciens appareils à flamme verticale au nouvel usage. Mais ils durent promptement baisser pavillon devant l'étonnante floraison de modèles imaginés par les décorateurs. L'usage nouveau demandait des formes nouvelles. Le bon sens l'emporta sur la routine. Quand la nécessité de tamiser la lumière

à travers une matière translucide amena l'emploi de vasques ou d'abat-jour en pâte de verre et en verre dépoli, l'appareil d'éclairage moderne était né. Les virtuoses du fer forgé, du cuivre, du bronze, du bois même, rivalisèrent d'ingéniosité et leurs créations se répandirent dans les intérieurs élégants. Tous les métaux ouvrés profitèrent de ce débouché.

Ils profitèrent aussi, mais dans une moindre mesure, des arrangements intérieurs conçus par la petite phalange des architectes modernistes avant la guerre. Le fer forgé dans les grilles d'ascenseur, les vitrines, les agencements de magasins ou de banques, le bronze pour la serrurerie d'appartement, reprirent un peu du terrain que leur avait enlevé la fonte au siècle dernier. Mais le cuivre relevé au marteau, que des maîtres comme Jean Dunand ont porté à un si haut point de perfection, est resté un art de décor et de vitrine.

Quant aux métaux précieux, on aurait peine à y trouver trace de tendances nouvelles. Nos grands orfèvres, avec une maîtrise qui ne démérite pas de celle de leurs devanciers, s'inspirent des chefs-d'œuvres de Ballin, des Germain, de Meissonnier, de Forty, de Thomire ou d'Odiot. Seul le bijou, sous l'influence fécondante d'un Lalique, a vu naître un courant abondant d'originalité. Encore le bijou « art nouveau » parait-il bien délaissé. Ses formes capricieuses et parfois agressives l'ont fait reléguer dans les vitrines. La parure contemporaine appartient à la perle, au diamant, aux pierres précieuses. Le diamant est roi. Encore faut-il savoir gré à nos joailliers de la rue de la Paix ou de la plaee Vendôme d'avoir su trouver pour leurs parures des dessins lisibles et heureux et jusqu'à un certain point originaux, bien que puisés dans les épaves artistiques de tous les temps et de tous les pays.

* * *

Ainsi, dans tous nos arts, des tendances nouvelles se manifestent. On peut dire dès à présent que l'intérieur moderne est réalisé. Faut-il en conclure que le jour est

proche où le règne de l'ancien et du vieux neuf ne sera plus qu'un souvenir ? Ce serait faire preuve d'un optimisme bien complaisant. Mais cet avènement d'un art de notre temps pourrait être singulièrement hâté si nos artistes décorateurs à côté de la production précieuse et rare, — qu'il faut conserver comme on persiste à élever des purs sangs reproducteurs — se tournaient résolument vers l'outillage moderne. Qu'on le veuille ou non la machine continuera à tourner. Fournissons-lui de beaux modèles, et elle ne fera plus laid. La masse des acheteurs a des capacités d'achat limitées. Le plafond atteint — et il l'est maintenant — elle prendra n'importe quoi en n'importe quelle matière pourvu que le prix ne dépasse pas ses ressources. Les lamentations des poètes et des snobs n'y changeront rien. Allons-nous laisser aux margoteurs le choix des modèles de vente courante ? André Mare envisage les meubles en tôle. Et pourquoi non, si on sait donner aux nouveaux matériaux les formes et le décor qui leur conviennent? Le ciment armé n'a-t-il pas fini par acquérir droit de bourgeoisie ? Tous nos regrets n'y feront rien. Il faut que l'art appliqué absorbe l'âme collective d'une époque. Plus que jamais nous vivons dans l'âge du fer.

Henri CLOUZOT,

Conservateur du Musée Galliera.

ITALIE

1821 — 1921

Florence.

Il y a un siècle, en 1821, une révolution éclatait au Piémont. Des officiers qui avaient servi dans l'armée française sous Napoléon et qui, en 1814, avaient passé au service du roi de Piémont, mécontents de la situation obscure et oisive à laquelle la politique pacifique de la Sainte Alliance les condamnait, s'étaient entendus avec des étudiants et des libéraux. La révolution, dont le signal serait donné par l'armée, devait demander une constitution, la guerre à l'Autriche, la libération de l'Italie. Le militarisme de l'Empire s'unissait aux doctrines libérales et au sentiment national qui commençait à naître, pour retrouver une situation plus brillante que celle que lui avait assurée la monarchie absolue, rétablie en 1814 sur ruines du régime napoléonien, et pour déchirer les traités de 1815.

La révolution fut écrasée sans trop de difficultés. Le nouveau régime était encore trop solide. Mais le grave de l'affaire fut que le prince de Carignan, chef de la branche cadette de la maison de Savoie, avait eu connaissance du mouvement qui se préparait et l'avait encouragé, au moins à ses débuts. Il se compromit à tel point qu'il dut, après l'échec de la révolution, quitter la cour et le Piémont ; chercher un refuge chez son beau-père le grand-duc de Toscane, à Florence, où il vécut dans la somptueuse villa de Poggio Imperiale ; aller expier sa faute en Espagne, dans la guerre pour le rétablissement de la monarchie

légitime ; et attendre avec patience un pardon qui ne fut pas donné sans conditions. Mais la politique de la branche cadette de la maison de Savoie qui, en 1831, devait succéder à la branche aînée éteinte avec Charles-Félix, était créée. Si le prince de Carignan, le futur Charles-Albert, en avait fait un premier essai malheureux en 1821, lui-même et ses successeurs devaient la reprendre dans des conditions plus favorables. Cette politique consistait à ne pas attaquer de front, comme le faisait la Sainte-Alliance, les idées révolutionnaires, mais à s'en servir, sans y croire, pour gouverner et pour agrandir le royaume ; à convertir les partis extrêmes en éléments d'un ordre plus ou moins artificiel et en instruments d'une action diplomatique et militaire à larges vues.

Charles-Albert avait succédé à Charles-Félix en 1831. Jusqu'à 1848 cependant, il fut trop surveillé par l'Autriche pour pouvoir penser à prendre sa revanche de 1821. Il dut s'efforcer d'être un bon roi, selon le modèle de la Sainte-Alliance. Mais à peine la monarchie de Juillet tombée à Paris, il n'hésita pas un instant : le 4 mars il octroya la Constitution et trois semaines après il déclara la guerre à l'Autriche. Il renouvelait l'alliance entre le militarisme, le libéralisme et le nationalisme, qui avait été le programme de 1821.

Sa tentative échoua à Novare. Même avec l'aide de la révolution, le Piémont était trop petit pour battre l'empire d'Autriche. Mais son fils continua sa politique ; et cette fois il réussit. Il brisa net avec la vieille noblesse absolutiste du Piémont, qui, après 1789, avait été le fidèle soutien de la dynastie légitime. Il ne brisa pas entièrement avec l'Eglise, mais il accepta entièrement le principe révolutionnaire que la politique devait être exclusivement laïque. Il gouverna avec la noblesse et la haute bourgeoisie libérales contre la noblesse et le clergé partisans de l'absolutisme ; il s'astreignit à être un souverain constitutionnel avec une Chambre et un Sénat, des institutions électives à base de suffrage restreint, une presse relativement libre ; il n'eut ni une telle horreur des idées républicaines qu'il ne pût se servir du mouvement de Mazzini et de l'épée de Garibaldi pour ses fins; ni une telle peur du Diable

qu'il dût s'arrêter sur le chemin de Rome. Il réussit ainsi à chasser l'Autriche de la Lombardie et de la Vénétie, à conquérir toute l'Italie, à fonder un grand royaume et à créer une grande armée. Militarisme, libéralisme, nationalisme : l'alliance de 1821 avait donné un demi-siècle après les grands résultats qu'on en avait espérés à ses débuts.

Le roi Humbert continua cette politique. Comme Victor-Emmanuel II avait gouverné avec la Droite, c'est à dire avec la noblesse et la haute bourgeoisie libérales contre le parti absolutiste, le roi Humbert gouverna avec la Gauche contre la Droite. La Gauche était un parti composé d'éléments différents, où se trouvaient nombreux les anciens républicains ralliés à la monarchie après 1860, et qui, au nom du peuple et des doctrines démocratiques, attaquait la Droite et sa politique comme trop peu libérales et favorables aux masses. Elle accentuait en somme le mouvement politique issu de la doctrine de la souveraineté du peuple, dont le libéralisme de la Droite représentait la première incarnation. Elle recrutait ses adeptes dans les classes moyennes et intellectuelles. Le roi Humbert s'appuya sur ce parti pour démocratiser encore davantage la constitution, en élargissant à plusieurs millions de citoyens le droit de suffrage, et pour faire en même temps l'alliance dynastique avec les Empires germaniques, pour augmenter l'armée et la marine, pour ébaucher la constitution d'un empire colonial. Il y eut sous son règne une tentative de politique vigoureuse qui devait donner à l'Italie une influence plus grande en Europe, comme puissance militaire. Qui fut le ministre choisi pour cette politique ? Crispi, ami et élève de Mazzini, rallié après 1860, et qui avait gardé beaucoup de relations dans les milieux républicains et d'extrême gauche.

Humbert n'eut pas le succès de son père. La fin de son règne fut même très troublée. C'est presque une loi, pour tous les mouvements issus de la révolution française, de procéder par vagues successives et plus larges, qui cherchent à se submerger. A la Droite libérale avait succédé la gauche démocratique. Mais voici, sous le règne de Humbert, se lever deux vagues successives, le radicalisme et le socialisme, la première qui cherchait à submerger la Gauche

et la Droite, et la seconde qui voulait submerger même le radicalisme. Le radicalisme accusait la Gauche de trahir les intérêts du peuple, comme la Gauche avait accusé la Droite ; et il était accusé du même crime par le socialisme. Il s'en suivit, dans les dernières cinq ou six années du règne de Humbert, une grande confusion, au milieu de laquelle la politique traditionnelle de la branche cadette sembla vaciller. Il y eut un moment où, épouvanté, le roi Humbert aurait voulu faire une politique vraiment conservatrice. Mais on ne peut jouer avec les principes et conserver intacte leur vigueur. Quand le roi Humbert chercha les instruments d'une politique de conservation, il ne les trouva plus, ou il les trouva bien rouillés...

Monté sur le trône dans des circonstances tragiques, Victor-Emmanuel III retourna résolument aux traditions de sa famille. Les circonstances pouvaient sembler difficiles ; mais il sut choisir l'homme qui saurait adapter la politique de la branche cadette à ces circonstances. Cet homme fut M. Giolitti. Issu d'une famille de bonne bourgeoisie piémontaise, né à une époque où en Piémont la monarchie était encore une idole presque sacrée, M. Giolitti est parmi les hommes politiques de l'Italie un des rares qui gardent encore dans le cœur un sentiment sincère et fort de dévouement pour la maison de Savoie. Ajoutez à ce sentiment le patriotisme de la génération dont la jeunesse s'est déroulée sous le règne de Victor-Emmanuel II, et une complète indifférence pour les principes et les doctrines de la démocratie moderne. Ne les sentant pas, il pouvait s'en servir froidement comme un moyen de gouvernement, dans l'espoir sincère, et parfois illusoire, de travailler au bien de son pays, qu'il aime, et de servir la dynastie, qu'il respecte encore.

M. Giolitti réussit en effet à s'entendre avec les radicaux et les socialistes, et à faire, soit avec leur concours, soit avec leur tolérance, une politique militariste et nationaliste, dans la mesure où cette politique était possible durant les quatorze premières années du siècle. Il appela au pouvoir les radicaux, et il tenta d'y appeler les socialistes, avec lesquels il fut toujours en très bons termes ; mais jamais la politique étrangère ne fut un mystère plus impénétrable,

une affaire de cour et de cabinet dont le peuple ne devait rien savoir, que sous son gouvernement. Si la Triple alliance, sous le règne de Humbert, avait été toujours l'objet d'attaques très fortes de la part de l'Extrême Gauche, il la renouvela deux fois après avoir appelé l'Extrême Gauche au pouvoir, sans discussion, dans le plus strict secret, et à des conditions qui, même aujourd'hui, demeurent fort obscures. Il donna le suffrage universel aux masses qui ne le réclamaient point, et bien que tous les partis, les socialistes compris, en eussent peur; il jeta la clef de l'Etat dans la rue, avec l'espoir que les amis la ramasseraient et viendraient la lui rapporter. Mais il conquit la Tripolitaine, en portant le dernier coup à la paix du monde, déjà chancelante ; il augmenta l'armée et la marine tant qu'il put. Si l'armée et la marine se trouvèrent mal préparées quand la guerre éclata, la faute en est, beaucoup plus qu'à sa politique, à l'absurdité du système militaire moderne, qui exige des peuples l'impossible. En somme il travailla pour sa part, avec un zèle inconscient, et d'accord avec les hommes qui ont gouverné l'Europe entre 1900 et 1914, à préparer la grande catastrophe. Il est vrai que, quand la guerre mondiale éclata, il s'effraya, il recula, il comprit que la dynastie et l'Italie allaient risquer ensemble leur existence dans l'effroyable aventure ; et il tâcha d'empêcher l'intervention. Mais l'Italie était entraînée à la guerre par tout le mouvement politique qui avait commencé avec la révolution de 1821, et dont il avait été le dernier habile et heureux artisan. Le royaume d'Italie ne s'était-il pas formé, grâce à la politique de la branche cadette, en exploitant, après 1848, les discordes et les luttes des grandes puissances de l'Europe ? Ses intérêts les plus vitaux n'étaient-ils pas liés indissolublement à ces discordes et à ces luttes ? Comment aurait-il pu les briser d'un jour à l'autre pour s'enfermer dans une neutralité qui n'était possible qu'aux puissances demeurées neutres dans les luttes du dernier demi-siècle ? M. Giolitti ne put arrêter un mouvement qu'il avait lui-même contribué à déclancher ; il risqua même d'être broyé...

Les erreurs de ses successeurs, l'incapacité incomparable de M. Nitti l'ont sauvé et ramené au pouvoir. En rentrant

au palais Braschi, il trouva, après une longue guerre, l'Etat désorganisé profondément par l'esprit révolutionnaire soufflant de deux côtés, les socialistes et les nationalistes. Il ne faut pas oublier, pour juger la situation actuelle, la genèse des troubles qui tourmentent aujourd'hui le pays. Jusqu'au mois de juin 1919, l'Italie avait été tranquille. Dans son ensemble, l'ordre avait été maintenu, jusqu'au jour où le ministère Orlando ayant été renversé à la suite de ses échecs au Congrès de la paix, le Roi appela M. Nitti et le chargea de constituer un nouveau ministère. Les nationalistes crurent pouvoir reprendre la tradition des journées de mai, et ils cherchèrent à empêcher la constitution du cabinet en organisant de violentes démonstrations dans les grandes villes. L'intention d'épargner au pays ce désastreux ministère était louable ; mais le moyen était nettement révolutionnaire. Le premier signal du désordre avait été donné. M. Nitti put constituer son ministère ; mais il était à peine installé qu'aux premiers jours de juillet un autre mouvement révolutionnaire se déclanchait dans les milieux socialistes, d'une étendue et d'une portée beaucoup plus vastes. D'un bout à l'autre de l'Italie, pour faire baisser les prix de la vie, on envahit et pilla les magasins, on porta des masses énormes de marchandises aux Bourses du travail où elles furent vendues à des taux infimes ; on obligea les autorités à taxer tous les prix de la façon la plus capricieuse. Ce furent quelques jours d'un désordre affreux, pendant lesquels l'Italie assista à un premier essai — heureusement très court — de dictature du prolétariat.

Mais l'autre parti ne tarda pas à rattraper son concurrent ; et il fit, au mois de septembre, l'expédition de Fiume. L'expédition de Fiume pourra être considérée comme le véritable commencement de la révolution italienne, si toute cette agitation devait aboutir à une révolution. Pour la première fois dans l'histoire du royaume, des fractions de l'armée se révoltaient contre le gouvernement. La répercussion sur les élections générales fut formidable. Les socialistes y remportèrent un triomphe étourdissant qui donna le vertige en même temps aux masses et à une partie de leurs chefs. On crut la révolution

imminente ; les rancunes, les mécontentements, les désirs de révolte que la longue et brutale compression de la guerre avait accumulés dans les masses éclatèrent, paralysant complètement un gouvernement faible, indécis, mené par la légèreté et l'incapacité. Ce fut, pendant des mois, un désordre général ; grèves, violences, émeutes, bagarres, obstructions, pillages, incendies, coups de feu. Les cheminots en arrivèrent à refuser de transporter des gendarmes et des troupes, ou le matériel de guerre dont la destination leur semblait suspecte ! M. Nitti laissait faire, les bras croisés.

L'explosion fut si violente que, pour quelques mois, la bourgeoisie sembla paralysée autant que le gouvernement. Mais, peu à peu, la réaction commença. La révolution blanche s'organisa en face de la révolution rouge. Des *Fasci* commencèrent à surgir en différentes villes, la plupart en relation avec l'affaire de Fiume qui traînait lamentablement. Leur but principal semblait être, au commencement, de soutenir par tous les moyens la malheureuse entreprise de d'Annunzio. Mais bientôt ils entamèrent une lutte acharnée, à coups de gourdin et de revolver, avec les socialistes et les communistes. Quand, au mois de juin de 1920, M. Giolitti fut rappelé au pouvoir par l'effondrement du ministère Nitti, il trouva l'agitation révolutionnaire des communistes en plein développement et le mouvement des *fasci* dans la première phase d'organisation. Le pays était en gestation de deux révolutions.

Soit qu'il ne voulût, soit qu'il ne pût, M. Giolitti ne fit rien pour arrêter ces deux mouvements. M. Giolitti a amélioré sous plusieurs points de vue la situation désastreuse laissée par M. Nitti ; il a commencé la réorganisation des finances, il a conclu la paix. Mais, en ce qui concerne l'ordre public, il s'est rangé à une politique d'attente passive, en laissant les deux mouvements révolutionnaires se développer et s'exciter mutuellement. Le mouvement socialiste alla d'extravagance en extravagance jusqu'aux occupations des fabriques, en octobre 1920. Mais quand, en novembre 1920, on procéda dans toute l'Italie aux élections municipales, les socialistes se heurtèrent à des blocs conservateurs, qui leur opposèrent une résis-

tance beaucoup plus tenace que dans les élections politiques. Le résultat fut que les socialistes gardèrent à peu près les positions conquises dans les élections politiques de 1919, mais ils ne les améliorèrent pas beaucoup. Comme, en 1919, ils avaient conquis presque un tiers des mandats parlementaires, en 1920 ils s'emparèrent à peu près d'un tiers des municipalités. Mais après les élections municipales, et par l'effet d'incidents qui accompagnèrent l'entrée en fonction des nouveaux conseils, à la suite, surtout, d'un terrible massacre dont le Conseil municipal de Bologne fut le théâtre, le mouvement *fascista* se déclancha dans toute sa violence révolutionnaire.

Partout les membres des *fasci* se jetèrent en avant pour remplacer l'action de l'autorité absente ou hésitante, en allant parfois beaucoup plus loin que l'action officielle même la plus énergique. Ils firent des perquisitions et des arrestations ; ne pouvant saisir les journaux révolutionnaires, ils brûlèrent leurs imprimeries; ils attaquèrent et détruisirent les Chambres du travail ; ils troublèrent de toutes les manières, en jouant à l'occurrence du revolver, les réunions, les manifestations, la propagande du parti socialiste ; ils s'acharnèrent à rendre la vie impossible aux principaux députés en les persécutant et en les menaçant de toutes les manières. Ils organisèrent enfin ce qu'ils appellent les « expéditions punitives » ou les représailles. Quand, dans une ville, une violence de caractère révolutionnaire était commise, les *fascisti* accouraient et ils exerçaient des représailles, le plus souvent sur la Bourse du travail de l'endroit, sur le Cercle socialiste et sur les hommes les plus en vue du pays. Naturellement, comme il arrive avec toutes les représailles, des innocents payaient presque toujours pour les coupables.

Le gouvernement n'a fait aucune tentative sérieuse pour enrayer le mouvement. Il faut d'ailleurs reconnaître qu'il lui aurait été difficile d'enrayer le mouvement des *fascisti* sans remettre à l'ordre les socialistes ; et qu'il n'aurait pas pu tenir tête à ces deux mouvements illégaux sans proclamer l'état de siège. Or il a reculé devant cette mesure extrême, pour des raisons différentes dont les unes sont sérieuses et graves, les autres valent moins. Il ne lui

restait donc qu'à observer l'épuisement naturel du mouvement. M. Giolitti a attendu que toutes ces violences aient engendré un profond malaise dans le pays et un sens assez général de dégoût pour les attitudes révolutionnaires des socialistes ; il a dissous la Chambre.

* * *

Quelle est la signification profonde de ces élections ? Le hasard les fait tomber tout juste un siècle après la révolution de 1821. C'est un hasard, en quelque sorte, symbolique. Ces élections seront une nouvelle application de la politique de la branche cadette, commencée avec la révolution de 1821 ; la plus compliquée et peut-être la plus risquée de ces applications.

Qu'avaient fait, jusqu'en 1914, le gouvernement et la dynastie ? Les épaules fortement appuyées à une Europe solide, où le système monarchique était encore la charpente de l'ordre social, la dynastie et le gouvernement avaient fait des concessions aux personnes et aux programmes du parti révolutionnaire le plus en vue du moment — le républicain jusqu'à 1890, le socialiste après — afin qu'on les aidât à combattre les fractions intransigeantes du parti et à développer la politique qui a créé, consolidé et agrandi jusqu'à ses limites actuelles le royaume d'Italie. Dans ce système les concessions aux personnes étaient toujours plus importantes que les concessions aux principes ; ce qui explique pourquoi le système a réussi beaucoup plus facilement avec le parti socialiste qu'avec le vieux parti républicain de Mazzini. Celui-ci professait des principes bien autrement clairs, définis, précis, que le parti socialiste dont les programmes sont vagues et les formules d'une intransigeance tout apparente. Les vieux républicains avaient fait leur conversion avec lenteur et gravité. Les socialistes sont montés au Quirinal au premier appel, avec une désinvolture vraiment extraordinaire.

Mais aujourd'hui la situation est bien différente. La dynastie et le gouvernement n'ont plus une Europe solide à laquelle s'appuyer. Ils se trouvent isolés, comme

tous les autres gouvernements, sur une terre tremblante. Et ils n'ont plus devant eux un mouvement révolutionnaire mais deux, opposés entre eux, et tous les deux ennemis du gouvernement actuel, les *fascisti* même plus que les socialistes. Si dans le parti socialiste il y a eu, durant ces dernières années, un mouvement assez vif pour redonner à sa doctrine et à son action l'ancien caractère révolutionnaire, il y a aussi un fort courant qui, en secret, éprouve de très vives sympathies pour M. Giolitti et sa politique, et qui ne désirerait pas mieux que de s'entendre avec lui. Parmi les vieux députés, qui étaient à la Chambre déjà entre 1900 et 1914, M. Giolitti compte des admirateurs fervents et fidèles ; et les aspirants secrets au pouvoir sont nombreux. Les *fascisti* au contraire détestent M. Giolitti, qui n'est pour eux rien moins que le bourreau de Fiume, et n'ont pas de très vives sympathies pour le Roi. La vieille politique, si subtile et si adroite, qui a conduit la maison de Savoie de Turin à Rome, ne peut plus jouer dans son ancienne simplicité.

Quelle est donc la manœuvre que M. Giolitti va tenter, étant donnée cette situation ? Il va avant tout chercher à se servir des *fasci* pour écraser les socialistes, c'est-à-dire pour diminuer la force de leur groupe à la Chambre, partout au détriment des éléments les plus révolutionnaires. Cette partie du programme est déjà en application. Partout le gouvernement pousse les groupes constitutionnels à faire un bloc entre eux et avec les *fascisti*, contre les socialistes. Il est évident aussi que les *fascisti* ont aujourd'hui carte blanche pour terroriser les révolutionnaires et désorganiser leur propagande. Partout ils se livrent à des actes de violence sur les hommes et sur les organisations des partis révolutionnaires, sans que l'autorité intervienne.

Si cette première partie de la manœuvre réussit, comme il est possible ; si le groupe socialiste rentre à la Chambre diminué et assagi avec des représentants plus sérieux et plus expérimentés, M. Giolitti tentera la seconde partie, la plus délicate, de la manœuvre. Il cherchera à s'entendre avec les socialistes, en leur offrant même une participation au pouvoir ; et il tâchera, avec l'appui des socialistes

transformés en soutiens de l'ordre, de réprimer le mouvement des *fasci* en le faisant rentrer dans la légalité. D'après ce plan politique les socialistes devraient être récompensés de leur défaite électorale par le pouvoir, et les *fascisti* devraient être châtiés des succès qu'ils auraient éventuellement contribué à remporter par la persécution.

Le plan est compliqué, et il semblera d'un machiavélisme bien profond et obscur à ceux qui ne connaissent pas l'histoire du royaume d'Italie ou qui imaginent sa politique d'après le régime français ou anglais. Mais il n'est que le dernier développement d'une méthode vieille déjà d'un siècle, et qui compte à son actif trop de succès pour qu'elle ne doive pas espérer de venir à bout même de la situation actuelle. La grande question est donc de savoir si cet espoir est fondé ou si ce n'est qu'une illusion — la dernière des innombrables illusions dont l'Italie, comme tous les autres pays belligérants, a vécu depuis la guerre.

C'est un métier bien difficile que de vouloir être aujourd'hui prophète ! Je ne tenterai donc pas de déchirer le voile de l'avenir, et je me bornerai à exprimer des impressions, qui auront la valeur que peuvent avoir des impressions dont la source est dans l'intuition et presque dans l'instinct. Mon impression est donc que la manœuvre est trop compliquée, et que les temps sont trop agités pour qu'elle ait beaucoup de chances de réussir. Il ne semble pas invraisemblable que 1921 commencera à voir la liquidation de la politique entamée en 1821. Tout passe, même les méthodes de gouvernement. Je ne crois pas que le bloc des partis constitutionnels entre eux et avec les *fascisti* sera aussi facile à réaliser qu'on le pense dans beaucoup de milieux. En dehors des difficultés techniques dues au système proportionnel, en dehors des rivalités personnelles, de la lutte des ambitions, il y a les grosses questions de programme. Les *fascisti* ne reconnaissent pas la paix de Rapallo et ils voudraient l'annuler. S'ils ne modifient pas leur attitude sur ce point d'importance capitale, comment pourront-ils s'entendre sérieusement avec des partis dont les représentants ont approuvé ce traité au Parlement ? Mais même en admettant que les blocs

puissent se former et résister partout jusqu'aux élections, les graves difficultés viendront après. Annuler deux forces révolutionnaires en les faisant combattre entre elles, c'est une politique qui peut réussir, mais à une condition : que le gouvernement soit assez fort pour les dominer à chaque instant et pour jouer avec l'une et l'autre comme d'un instrument docile. M. Giolitti, ou l'homme qui pourra lui succéder, et le gouvernement dont l'un est et l'autre sera le chef, auront-ils cette force ? Et s'ils ne l'ont pas, que va-t-il se passer ?

Voilà les doutes qui se présentent à ceux qui jugent les événements sans parti pris et qui connaissent les ressorts cachés du système politique qui nous gouverne. Quand on lira cet article, les résultats des élections seront connus. Il est probable que la grande opération, à laquelle tend tout l'effort du gouvernement et de la bourgeoisie, la décimation du groupe socialiste, aura réussi. Tout le monde, en Italie et à l'étranger, croira pour un moment que le démon du désordre et de l'anarchie est terrassé, et que l'Italie va enfin entrer dans une ère de paix intérieure et d'ordre. Mais on ne tardera pas à s'apercevoir que le rétablissement définitif de l'ordre, en Italie comme dans tous les pays d'Europe, est une tâche beaucoup plus compliquée et difficile que la plupart de gens ne pensent. S'il suffisait, pour rétablir l'ordre, de diminuer le nombre des députés socialistes dans les parlements et d'entraver leur propagande, nous pourrions être contents. Nous achèterions ce bien précieux entre tous — l'ordre — d'un effort bien petit !

Mais le désordre qui s'est déchaîné sur l'Europe à la suite de la guerre, a des causes bien plus profondes que la propagande des socialistes. Le socialisme n'est la cause de ce désordre qu'en partie ; en partie il est, lui aussi, un effet de ces causes plus profondes qui, depuis la révolution française, ont peu à peu désorganisé la société européenne et l'ont jetée dans l'anarchie présente. Le désordre actuel a été créé dans une mesure considérable par les partis et les groupes qui ont gouverné l'Europe depuis la révolution française jusqu'à présent, avec la seule exception de ceux qui l'ont gouvernée entre

1815 et 1848. Ceux-ci ont réellement fait une tentative sérieuse, bien que malheureuse, pour rétablir en Europe l'ordre sur des bases solides et cohérentes. Les autres partis et groupes, au contraire, n'ont fait que semer et cultiver dans les masses l'esprit de désordre et de révolte, à échéance plus ou moins longue, en poussant le système militaire de la révolution française à ses extrêmes absurdités et monstruosités, en détruisant dans la conscience des peuples l'idée même d'un droit public chargé de régler les rapports entre les Etats, et l'idée d'une légalité indiscutable et sacrée à laquelle serait confié l'ordre dans la vie intérieure de chaque nation ; en engageant les grands Etats de l'Europe dans une lutte féroce pour l'hégémonie militaire, politique et commerciale, pour la domination des continents et des mers, pour les agrandissements de leurs territoires ; en donnant aux masses, pour les utiliser dans cette lutte, le désir de tous les biens de la terre, le pouvoir politique, la richesse, les armes et le minimum d'instruction nécessaire pour comprendre les faiblesses et les erreurs de ceux qui les gouvernent. Ce sont les classes et les partis chargés de veiller au maintien de l'ordre social, qui, par l'appât de profits immédiats, ont excité dans les masses toutes les convoitises ; qui les ont enrichies en leur donnant des salaires toujours plus élevés jusqu'aux taux presque invraisemblables des dernières années ; qui, par le suffrage universel, les ont rendues maîtresses de l'Etat et leur ont accordé droit de vie et de mort sur l'intelligence ; qui ont éveillé en elles l'esprit critique avec une instruction plus capable de développer la vanité que le bon sens ; qui leur ont appris à manier les armes et à faire la guerre. Armer les masses ! Aucune des civilisations qui ont existé avant la nôtre, n'avait même tenté de commettre une telle folie. Et on lit que maintenant les partis et les classes s'étonnent, et se demandent si l'axe de la terre s'est déplacé, parce que les masses, riches, puissantes, orgueilleuses, armées, ne veulent plus obéir à de petites oligarchies qui s'arrogent entre autres le droit de les envoyer se faire massacrer par millions au nom de la patrie, sans même leur expliquer pourquoi !

Si les socialistes sont aujourd'hui maîtres de la moitié de l'Europe, malgré leur ignorance et leur incapacité, ils le doivent beaucoup plus à Napoléon et à Bismarck qu'à Proudhon et à Marx. C'est pour cela qu'il faudra bien autre chose que des élections pour rétablir une situation normale, en Italie ou ailleurs ; il faudra une cure radicale des esprits, longue et douloureuse. Une anecdote me suffira à montrer combien cette cure radicale sera difficile. J'ai rencontré un de ces jours un personnage très important, chargé d'ans et d'honneurs, qui est considéré en Italie comme un soutien du trône et une des colonnes de l'ordre, et dont tous les conservateurs ne prononcent le nom qu'avec une sorte de respect religieux. Il s'occupe maintenant d'organiser une grande commémoration des événements de 1821. Je lui ai dit, en faisant mine de plaisanter :

« Avez-vous réfléchi, Excellence, s'il était prudent d'organiser, à une époque qui a tellement envie de faire une révolution, la commémoration officielle d'un mouvement qui, somme toute, a été la révolte d'une fraction de l'armée contre le gouvernement légal ? Je comprends très bien les devoirs de la gratitude et la religion de l'histoire. Mais ne serait-ce pas le cas, aussi, de se rappeler le proverbe qui recommande de ne pas parler de corde dans la maison d'un pendu ! »

Ce grave personnage, ce grand-prêtre des doctrines conservatrices, a souri doucement. Il a cru que réellement je plaisantais, comme j'en avais l'air...

GUGLIELMO FERRERO.

LA CHRONIQUE INTERNATIONALE

LA CONFÉRENCE DE BARCELONE

La Conférence générale des communications et du transit qui s'est réunie à Barcelone le 10 mars, et qui a duré plus de six semaines, est la deuxième grande Conférence technique convoquée par la Société des nations. Elle témoigne de la part de la Société l'intention de s'attaquer sans retard à tous les problèmes techniques et économiques que le Traité de paix a placés dans sa compétence.

La Conférence de Barcelone possède un double parrainage. Elle est issue, d'une part, de l'article 23 du Pacte, ainsi conçu :

> « Sous la réserve et en conformité des dispositions des conventions internationales actuellement existantes ou qui seront ultérieurement conclues, les membres de la Société des nations prendront les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit, ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les membres de la Société des nations. »

D'autre part, elle résulte de l'article 379 du Traité de paix, dont la teneur est la suivante :

> « Sans préjudice des obligations particulières qui lui sont imposées par le présent Traité au profit des Puissances alliées et associées, l'Allemagne s'engage à adhérer à toute Convention générale concernant le régime international du transit, des voies navigables, des ports et des voies ferrées, qui pourrait être conclue entre les Puissances alliées et associées, avec l'approbation de la Société des nations, dans un délai de cinq années à dater de la mise en vigueur du présent Traité. »

La Conférence de Barcelone a réuni les représentants de quarante-quatre Etats, ce qui la place en tête de toutes les Conférences internationales tenues jusqu'ici. Le fait qu'elle siégeait en Espagne a encouragé les Etats de l'Amérique du Sud à s'y faire représenter presque sans exception. Seule l'Argentine et le San-Salvador n'ont pas envoyé de délégués. Les Etats nouvellement admis dans la Société des nations, et davantage encore ceux qui n'ont été autorisés qu'à participer aux organisations techniques, avaient tenu à témoigner de leur zèle. Enfin, l'Allemagne et la Hongrie, sans être membres de la Société des nations, avaient été invitées à participer à la réunion.

Le but de cette Conférence était, comme l'indiquent les deux articles du Traité que nous venons de citer, de conclure des conventions générales sur le régime des communications et du transit. Son résultat, conforme à ce but, a été de poser la base d'un nouveau droit international dans ce domaine.

Que signifie exactement l'article 23 du Pacte ?

Dans son esprit, il signifie certainement ceci : un Etat ne doit pas profiter de sa situation géographique pour opprimer d'autres Etats moins favorisés. Les conventions internationales dans le domaine du transit et des communications, doivent tendre à corriger les inégalités naturelles entre les hommes.

De ce principe, il découle que le transit est pour le pays qui en a besoin un droit auquel l'Etat transitaire ne peut pas se soustraire. Il en découle encore que les

communications d'un pays à l'autre doivent être libres et garanties. Mais la liberté, à elle seule, ne suffit pas, car ce qui importe dans le domaine du commerce international, ce n'est pas seulement de n'être pas empêché de faire une chose nécessaire, c'est aussi de pouvoir la faire dans les mêmes conditions que ses concurrents.

L'égalité est, dans ce cas, intimément liée à la liberté, et c'est seulement en les assurant à la fois qu'on peut donner à l'une et à l'autre une valeur pratique.

Telle est la base générale du droit qui vient d'être établi à Barcelone. Il assure aux communications et au transit l'égalité dans la liberté. Mais dans l'état actuel de l'Europe, ces principes ne peuvent pas être absolus, si l'on veut en assurer l'application volontaire, en l'absence de sanctions véritables dont la Société des nations ne dispose pas; il est nécessaire d'y apporter des atténuations de nature à les rendre compatibles avec la souveraineté des Etats.

Ces exceptions ont été limitées et déterminées aussi nettement que possible. Elles s'appliquent en premier lieu au cas de guerre ou d'événements graves intéressant la sécurité de l'Etat ; en second lieu, les conventions existantes seront provisoirement maintenues, comme le prévoit l'article 23 du Pacte, mais les Etats contractants s'engagent à les adapter dès que faire se pourra au droit nouveau, et à ne pas conclure, à l'avenir, de conventions contraires à ce droit.

Enfin, sur la demande de divers pays, quelques autres dérogations ont dû être prévues, notamment pour empêcher le trafic des armes ou des matières dangereuses, pour limiter le commerce déloyal, protéger la propriété intellectuelle et les marques de provenance, etc., etc.

Ces dérogations sont contenues dans une liste qui devra être interprétée limitativement.

Quant au principe de l'égalité, il ne subit qu'une seule exception, au détriment des Etats qui n'auraient pas participé aux conventions, ou ne les auraient pas ratifiées.

Quel que fût le désir de la Conférence d'étendre le droit qu'elle émettait, en assurer le bénéfice à des Etats qui n'accepteraient pas de se soumettre à ses charges eût été créer une prime à la non-ratification, et compromettre l'œuvre entière.

Cette exception toutefois ne concerner pas l'Allemagne. qui s'est engagée par le Traité de paix à ratifier les conventions conclues sous les auspices de la Société des nations, et qui sera ainsi l'une des premières à participer aux bénéfices résultant de la Conférence de Barcelone.

Ces principes généraux une fois posés, la Conférence s'est appliquée à les adapter aux différentes espèces de communications.

1. — Elle a établi tout d'abord une convention sur le transit, la plus facile de toutes et celle qui soulevait le moins de questions de principe ; malgré les réserves faites par le délégué roumain, qui a combattu l'idée d'après laquelle le transit serait un droit analogue au droit de passage du code civil, personne n'a contesté sérieusement que le droit de transit fût d'intérêt général.

La seule question douteuse était de savoir si le transit était à l'avantage unique du pays qui s'en sert, ou s'il profitait également au pays transitaire. Ce litige pouvait avoir une certaine importance en ce qui concerne les taxes et les tarifs à appliquer au transit. La Conférence a résolu cette difficulté par un compromis, en reconnaissant que l'Etat transitaire pourrait se faire rembourser les dépenses de contrôle douanier ou sanitaire réellement effectuées, mais qu'il ne pourrait en aucun cas réaliser un bénéfice sur ses débours.

De même en ce qui concerne les tarifs, l'idéal eût été de faire bénéficier le transit des taxes intérieures, mais plusieurs pays s'y sont nettement refusés, et l'on a dû avoir recours à une formule moins précise.

2. — Le but de la convention sur les voies navigables était de renouveler, en l'adaptant aux circonstances actuelles, le régime des fleuves internationaux prévu par le Traité de Vienne.

Depuis un siècle, les conditions techniques des fleuves se sont profondément modifiées ; la notion de navigabilité s'est étendue, mais les progrès de la technique électro-hydraulique ont créé sur certains fleuves de nouveaux obstacles à la navigation.

La difficulté de cette réglementation provenait de ce que les intérêts des Etats riverains sont contraires à ceux

des navigateurs, et qu'il était nécessaire de trouver entre eux une sorte de compromis.

L'idéal eût sans doute été de généraliser dans le monde entier les principes qu'applique le Traité de paix aux fleuves allemands. C'est, pour des motifs aisés à deviner, ce que demandaient les délégués allemands, mais d'autres pays se sont refusés à accepter un régime qui n'a pu être imposé qu'à un Etat vaincu.

L'opposition s'est manifestée sous deux formes : d'une part, elle a cherché à limiter la définition des fleuves internationaux de façon à n'y faire rentrer qu'un petit nombre de voies navigables, ou même à supprimer complètement la définition pour la remplacer par une énumération limitative. D'autre part, elle a cherché à réduire les charges imposées par la convention aux Etats riverains.

Cette double manœuvre n'a que trop bien réussi et la conférence n'a pas pu étendre la définition des fleuves internationaux au delà de ce que prévoit déjà le Traité de Paix ; pour toutes les autres grandes voies navigables d'intérêt commun dans le monde, on s'est borné à établir un régime qui, sans les internationaliser, donne des garanties de liberté à la navigation.

3. — De même que les voies navigables sont régies par le Traité de Vienne, les voies ferrées le sont par les conventions conclues à Berne avant la guerre. Toutefois, ces conventions ne s'appliquent qu'à l'Europe, et encore à l'exception de l'Angleterre et de l'Espagne.

L'objet de la Conférence de Barcelone devait être de généraliser ce régime en l'adaptant à des conditions techniques plus diverses et à des territoires plus étendus. Les difficultés en cette matière se sont révélées extrêmes. La faiblesse qui résulte pour la Société des nations du fait qu'elle est mondiale s'est manifestée dans toute son étendue, car, s'il est relativement facile d'établir des règles communes pour un réseau ferroviaire cohérent, autre chose est de réglementer à la fois le réseau européen, celui de la Chine et celui de l'Amérique du Sud.

La Conférence a renoncé à établir une véritable convention, et s'est bornée, sur la demande de la France et du Brésil à émettre des recommandations, qui serviront de

base à la revision des accords de Berne. Mais il en résulte que la convention générale prévue par le Traité de Paix reste à conclure.

4. — La Conférence a encore émis certaines recommandations relatives au régime des ports internationaux ; comme elle n'avait pas les pouvoirs nécessaires pour déclarer international tel ou tel port, ces recommandations ne s'appliquent en pratique à personne dans le monde, ce qui a rendu assez facile leur adoption. Faisant droit à une demande de la Suisse, elle a aussi reconnu, en dépit de l'opposition de la Grande-Bretagne, le droit au pavillon des Etats enclavés.

5. — Le résultat essentiel de la Conférence a été la création d'un organisme permanent.

De même qu'une organisation économique et financière, encore provisoire, est sortie de la Conférence de Bruxelles, la Conférence de Barcelone a posé les bases de l'Organisation permanente des communications et du transit. Les décisions prises par l'Assemblée de Genève à la suggestion des délégués de certains Dominions britanniques n'ont pas facilité cette œuvre ; en enlevant toute périodicité fixe à la Conférence, elles rendent difficile le renouvellement régulier de la commission technique et consultative, et compromettent son autorité. Mais ce qui importe par-dessus tout, c'est qu'il existe un organe chargé d'assurer l'application des conventions votées, de résoudre amiablement les conflits qui viendraient à surgir, et de prendre des initiatives en vue du développement de l'œuvre technique internationale.

* * *

En dépit de certaines restrictions, et d'échecs partiels, les résultats de la Conférence de Barcelone, tels que nous venons de les exposer, sont satisfaisants. Ils pourraient même faire illusion sur l'état d'esprit qui a animé quelques-uns des délégués.

La Conférence de Barcelone s'est heurtée à une première difficulté, dont nous avons déjà parlé, provenant de l'universalité de la Société des nations. Il s'y est formé

très nettement, comme à l'Assemblée de Genève, un parti extra-européen ; la conscience internationale est moins développée hors d'Europe qu'elle ne l'est en Europe, le besoin d'internationalisation est moins grand dans les pays que n'a pas atteints le désordre de la guerre ; dès lors, la résistance de la souveraineté nationale chez les Etats jeunes et dans l'épanouissement de leurs forces est plus grande qu'elle ne l'est en Europe.

Sur plus d'un point il eût été possible d'obtenir entre des pays européens des accords allant plus loin que ceux que l'on a pu imposer aux Etats d'Amérique.

La manifestation la plus caractéristique de cet état d'esprit a été la proposition d'un délégué du Chili, tendant à considérer les fleuves européens comme internationaux et d'intérêt général, et les fleuves américains comme d'intérêt spécial et soumis au droit panaméricain. Sous cette forme naïve, cette proposition n'a pas eu de succès, mais au fond, c'est bien elle qui, dans des termes différents, a fini par triompher.

Une seconde difficulté provenait du fait que la plupart des pays s'étaient fait représenter à la Conférence de Barcelone par des techniciens sans idées politiques générales, uniquement préoccupés d'obtenir pour leur propre pays les plus grands avantages en faisant le moins possible de concessions. Les propositions n'étaient examinées qu'à la loupe rétrécissante des questions de tarifs ou de budget, jamais au grand jour des nécessités politiques et de l'existence même de la Société des nations.

La Société des nations, c'était bien le souci cadet de la plupart des délégués ; beaucoup ne savaient pas ce qu'elle était, d'autres s'en désintéressaient, quelques-uns même la combattaient ouvertement. Dans cette Conférence convoquée par elle, la Société des nations a paru, à certains moments, absente. L'affaissement de l'esprit international dont elle est née est manifeste. Il serait difficile de trouver une délégation qui fît exception à cette règle, toutes se sont montrées généreuses chez les autres, et avares pour elles-mêmes. La délégation britannique, par exemple, a cherché à faire triompher les principes les plus libéraux en ce qui concerne le transit, car il n'existe guère de transit entre

Hull et Liverpool, mais lorsqu'il s'est agi des voies navigables, notamment du Tigre et de l'Euphrate, on a vu son attitude changer du tout au tout.

La délégation suisse n'échappe pas entièrement à ce reproche. D'une facon générale, elle a soutenu avec beaucoup d'énergie et de courage les projets de conventions soumis à la Conférence, et à l'élaboration desquels nous avions participé à Paris. Mais dans une Conférence, où les intérêts égoïstes inspiraient chaque délégation, on ne saurait reprocher à la délégation suisse d'avoir défendu avec force nos propres intérêts nationaux ; ce que l'on pourrait lui reprocher, c'est plutôt de ne pas les avoir toujours défendus à bon escient. Il est singulier, par exemple, que la Suisse, qui a tant besoin d'une répartition équitable des matières premières dans le monde, et au nom de laquelle M. Gustave Ador a fait à l'Assemblée de Genève des propositions si audacieuses, ait cru devoir combattre une proposition analogue parce qu'au lieu de s'appliquer au blé et au charbon, elle concernait l'électricité. Mais, au total, la délégation suisse a été limitée surtout pas ses instructions élaborées dans la mauvaise humeur de l'affaire de Vilna, qui lui interdisaient d'apporter aux conventions une adhésion franche et définitive.

Incontestablement, la Conférence de Barcelone marque pour la Société des nations une heure de crise. Si elle a cependant abouti à des résultats qui sont loin d'être négligeables, et dont on verra dans l'avenir les bienfaits, c'est bien la preuve de la nécessité profonde de l'œuvre qu'elle a entreprise et qui ne saurait périr.

Mais les conventions ne sont que des textes. Elles ont toutes les qualités, sauf une, la vie ; ce sont les ratifications seules qui pourront la leur insuffler. A en juger par l'esprit de leurs délégués, les gouvernements ne seront peut-être pas zélés pour assurer dans la pratique l'œuvre de Barcelone. Ils le feront pourtant si l'opinion publique les y oblige et c'est pourquoi, dans ce domaine technique comme dans le domaine politique, la Société des nations ne pourra prospérer et vivre que dans la mesure où elle trouvera l'appui illimité de l'opinion populaire.

Z.

ÉDITORIAL

LE CENTENAIRE NAPOLÉONIEN

S'il est un centenaire qu'on puisse juger en fonction de l'Europe, c'est celui-là. Et le jugement est facile. Napoléon fut un homme prodigieux par les facultés et par la chance, le plus puissant génie de la guerre, un héros de l'espèce (et encore, qu'est-ce qu'un héros inimitable ?), un beau visage fatidique, un thème pour le lyrisme, un prétexte à pittoresque ; il a, en obéissant à sa passion de commander, procuré à sa patrie d'adoption une gloire enivrante. Mais il fut un fléau, pour la France et pour l'Europe. Il l'est encore. Commémorons son décès, car il n'est jamais vain de contempler un grand spectacle. Et déplorons les survivances d'une politique inhumaine et folle.

La faute détestable de Napoléon fut d'englober les peuples en un seul Etat centralisé et de vouloir l'unité du monde par la violence. Il méprisait tant les hommes qu'il prétendait les réduire à l'uniformité. Il les voyait par masses, alignées et immobiles, comme pour une revue dans la cour du Carrousel. Quiconque ne connaît que la force ignore l'individu. Ce légiste hautain et superficiel, dédaignant l'adhésion volontaire, les ressources d'autrui, les nuances particularistes, construisit la société au moyen de la police et de l'administration, mais étouffa les voix spontanées de la religion, de l'art et du civisme. On sait que la stratégie se résume en quelques principes simples et de bon sens, d'autant plus difficiles à appliquer : le plus grand stratège est celui qui réussit à être le plus simpliste. Napoléon conçut le monde sous une forme sommaire qui lui permit de le conquérir, non de le faire vivre.

Cette insupportable prétention de faire taire tout le monde et d'effacer les frontières au profit d'un seul souverain, l'histoire en offre plusieurs exemples, toujours catastrophiques. Nous l'avons vue chez Guillaume II, nous la verrons peut-être demain chez Lénine. Il faut en dénoncer la malfaisance. Les époques fécondes et belles ne sont pas celles de l'unité despotique, mais de la variété des caractères et des races. Si le progrès véritable consiste à supprimer — mais c'est impossible — au moins à diminuer les conflits, à raffermir la communauté humaine, il ne peut s'accomplir que par l'accord réciproque, le respect du droit, de la réalité vivante. Non par l'antique chimère d'hégémonie romaine.

On pardonnerait encore à Napoléon sa tentative d'asservissement universel en considération de son échec final : à un siècle de distance ce chef foudroyé ne serait plus qu'une image du malheur, utile à méditer. Mais sa provocation suscita des ripostes, plus durables que lui. Il dis-

parut, laissant derrière lui des chocs en retour, qui n'ont pas fini de retentir. Comment s'expliquer que les Français célèbrent des victoires d'un jour qui ont préparé leurs plus amères défaites? L'Allemagne moderne, c'est Iéna qui l'a faite. Le vainqueur d'Eylau a inventé la nation allemande. Rassemblant ses patries disparates, la Germanie s'est constituée en Etat qui s'est payé d'abord sur son adversaire, et qui lui a repris ensuite son plan de tyrannie. Certes, Napoléon ne pouvait prévoir qu'un absurde neveu compléterait son erreur. Mais n'aurait-il pas pu reconnaître que l'événement échappe à son initiateur, allume des conséquences, progresse géométriquement. Agir, c'est délivrer des forces inconnues. Lorsque l'homme d'action est un empereur tout-puissant, il déchaîne d'incalculables hasards et rompt l'équilibre du monde. Napoléon a préparé l'ère funeste des grandes puissances. A la place d'un ancien régime morcelé et mesuré, où des Etats multiples et inégaux prêtaient à des combinaisons, il a fait apparaître un système de nations massives et rivales, également avides, et trop peu nombreuses pour empêcher la guerre d'être générale. La politique n'est plus que de prestige et d'intimidation. Désormais nous subirons, comme un pendule meurtrier, l'alternance des revanches, le déterminisme des vengeances successives. Vingt courtes années de gloire napoléonienne ont valu et vaudront au monde combien de souffrances ?

L'extraordinaire aventure de Napoléon l'a transformé aux yeux de la foule en dieu de la guerre. La foule pense au moyen de statues, ou, si l'on veut, de silhouettes. Le militarisme n'existait pas avant de s'être fait chair, de s'être symbolisé en une figure : celle de ce petit homme au chapeau noir, à la tête de sa Grande Armée. Bonaparte fit le geste d'après lequel déduire une philosophie, il fut l'idole d'où naît une croyance. Par la faute de sa fortune, de sa beauté, de sa puissance, de son martyre, il y a désormais une guerre en soi, dont il est le prototype. Et, parce qu'il s'est transformé en mythe, non seulement il cherche inlassablement à se reproduire, à rentrer dans l'engrenage matériel de la réalité, mais encore il perturbe le système des idées, il fausse les esprits comme un bolide fausse au passage nos appareils électriques. On s'en aperçoit à lire les pages de Bernard Shaw que nous publions dans ce numéro, et que nous terminerons le mois prochain. Le satiriste — mais qui fera la satire du satiriste ? — maudit la guerre et raille ceux qui en furent les spectateurs affolés. Mais il ne fait nulle distinction entre ce qui était ridicule et ce qui était criminel, entre ceux qui attaquèrent et ceux qui se défendirent. Il envisage la guerre comme un phénomène absolu, un fait brut, terrible et odieux, napoléonien. Tandis qu'il n'y a pas la Guerre, mais les guerres, qu'il faut juger différemment. Elles ne sont pas toutes de conquêtes. Il y en a de nobles. Une bonne cause peut réclamer qu'on se batte pour elle. En luttant, à un siècle de distance, contre Napoléon et Guillaume II, l'Angleterre a rempli un admirable devoir, elle a servi l'humanité, et elle s'est montrée grande, malgré ses petitesses. N'est-il pas étrange qu'un Anglais ne s'en aperçoive pas ?

ROBERT DE TRAZ.

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

Pâques est une époque favorable aux réunions internationales. Genève pour sa part en a vu se tenir trois ou quatre dans ses murs.

Du 30 mars au 7 avril, s'est tenu la Xe Conférence internationale de la Croix-Rouge, sous la présidence de M. Gustave Ador, président du Comité International de la Croix-Rouge. La Conférence précédente, la IXe, s'était tenue à Washington en 1912; depuis 9 ans par conséquent, les sociétés de la Croix-Rouge étaient restées livrées à elles-mêmes sans pouvoir se concerter ni échanger le fruit de leurs expériences. La Conférence qui s'est tenue à Genève a réuni la presque totalité des Croix-Rouges. Les délégués étaient au nombre de 142, à savoir 81 délégués des sociétés de la Croix-Rouge (38 Croix-Rouges représentées), 35 délégués de gouvernements (29 gouvernements représentés), 26 invités.

La Conférence s'est constituée en Commissions pour étudier les diverses questions portées à l'ordre du jour. Si l'on considère que les rapports et documents distribués s'élevaient au nombre de 103 et qu'une bonne partie avaient trait aux questions portées au programme, on se rendra compte du travail effectif fourni par la Conférence. 19 résolutions ont été votées ; parmi les plus importantes se place la 4me : constitution d'une commission spéciale des 6 Croix-Rouges des pays restés neutres pendant la guerre pour l'examen des violations de la Convention de Genève; 7me, recommandation d'une trêve annuelle de 3 jours, dite trêve de la Croix-Rouge pendant laquelle tous les pays devraient s'occuper activement de la propagande en faveur de la santé publique, des œuvres de secours et de la protection de l'enfance ; 9me, rapports des Croix-Rouges avec d'autres associations philanthropiques et avec la Société des Nations. 11me, rapports des Croix-Rouges entre elles. 12me, limitation de la guerre. 13me, personnel et matériel sanitaires. 14me, rôle de la Croix-Rouge en temps de guerre civile. 15me, code des prisonniers de guerre, déportés, évacués et réfugiés. 16me, organisation internationale de la Croix-Rouge. 19me, projet de revision de la Convention de Genève du 6 juillet 1906 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne.

Le Comité International de la Croix-Rouge s'est vu confirmer et étendre les mandats que lui avaient confiés les Conférences précédentes. Une résolution affirmant qu'il a bien mérité de la Croix-Rouge et de l'humanité a été votée en son honneur dès le début de

la Conférence. Il a été invité à continuer à veiller au respect de la Convention de Genève et à intervenir en tout temps pour assurer l'application de ses principes. Son activité en temps de paix a été approuvée de la Conférence qui a reconnu en lui le propagateur des principes fondamentaux, moraux et juridiques de l'institution et l'a chargé de travailler à leur diffusion et à leur application dans le monde.

Indépendamment de la Conférence un accord a été conclu entre le Comité International de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés de Croix-Rouge pour la durée d'une année, déterminant les conditions pratiques de collaboration entre ces deux institutions et la Conférence, en prenant connaissance de cet accord, a invité le Comité International de la Croix-Rouge et la Ligue à adresser un appel à tous les peuples du monde pour les exhorter à combattre l'esprit de guerre qui plane encore sur le monde.

Immédiatement après la Xme Conférence internationale de la Croix-Rouge s'est tenu le 2me Congrès international des œuvres de secours aux enfants. Ce Congrès réunissait 159 participants de 36 pays différents, dont 9 délégués de gouvernements et 22 délégués de Croix-Rouges nationales. Ce Congrès qui a siégé deux jours seulement, les 8 et 9 avril, a revêtu un caractère pratique et a voté 15 résolutions tendant pour la plupart à fixer les meilleures méthodes de secours aux enfants des pays éprouvés.

L'Union Internationale de Secours aux Enfants qui avait pris l'initiative de ce congrès puisera dans cette consultation des indications précises pour la répartition des sommes dont elle dispose. L'Union Internationale de Secours aux Enfants, qui s'appuie sur une quinzaine de comités nationaux affiliés dont le « Save the Children Fund » de Londres et trouve un précieux concours auprès des Eglises de toutes confessions, a réparti dans son ensemble, au cours de l'année 1920, une somme de 26 millions de francs suisses. Elle travaille en liaison avec les grandes organisations américaines pour le secours aux enfants qui ont su réunir des sommes encore plus considérables. Sa tâche est loin d'être terminée et elle envisage dès à présent une évolution progressive de son activité ; plusieurs de ses comités affiliés ayant non seulement le caractère de comités collecteurs, mais étant également représentatifs des œuvres de secours à l'enfance de leurs pays. Cette évolution est marquée principalement par un vœu émis au Congrès tendant à ce qu'un Office international de la protection de l'enfance soit établi sous l'égide de la Société des Nations. Le Congrès a invité expressément le comité exécutif de l'Union Internationale de Secours aux Enfants, le Comité International de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge à faire toutes démarches utiles au double point de vue juridique et pratique en vue d'aboutir à la création de cet office en associant à ces démarches les organisations internationales de protection de l'enfance qui existeraient déjà. Cette même question de la création d'un Office international de la protection de l'enfance est portée à l'ordre du jour

du 2me Congrès international de la protection de l'enfance qui doit se tenir à Bruxelles en juillet prochain. Il y a lieu d'espérer que Genève et Bruxelles sauront concerter leurs efforts pour obtenir la constitution, sous l'égide de la Société des Nations, d'un office qui répond si bien aux nécessités de l'heure présente.

* * *

A Amsterdam se sont ouvertes le 1er avril trois conférences travaillistes, la conférence internationale syndicale, la conférence de la IIme Internationale socialiste et la conférence de la nouvelle Internationale socialiste de Vienne qui s'intercale entre la IIe et la IIIe. On s'y perdrait à moins, d'autant que toutes trois avaient inscrit à leurs programmes le problème de la reconstruction du nord de la France et de la Belgique. La Fédération syndicale a publié un communiqué déclarant que ces conférences convoquées indépendamment les unes des autres et siégeant séparément, n'avaient aucun rapport. Elle a adopté une résolution demandant la création d'un office international de reconstruction chargé de la direction et de l'exécution des travaux dans les régions dévastées.

Le 18 avril s'est ouvert à Genève le Congrès de la Fédération internationale des ouvriers des transports qui groupe les organisations de marins, cheminots et dockers. Les délégués étaient au nombre de 69, représentant 27 organisations et 12 nationalités : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Hollande, Luxembourg, Norvège, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie.

Le Congrès a admis le vœu qu'une entente soit conclue entre la Fédération internationale des transports et celle des mineurs et a voté diverses résolutions déclarant entre autres propriété collective les moyens de transport tels que production de la lumière, de la chaleur, de la force motrice, etc. Il a pris acte des accords conclus sous l'égide de l'Internationale syndicale d'Amsterdam pour la reconstruction des régions dévastées et demandé aux organisations intéressées de faire toute l'action nécessaire près de leurs gouvernements et dans leurs pays respectifs pour que ces accords soient mis en application dans le plus bref délai. Il s'est prononcé en faveur du libre échange, a invité tous les travailleurs à ignorer les barrières de race et de religion, tout en résistant à la concurrence du travail insuffisamment rétribué fourni par les races de couleur et celles d'Asie. Il s'est occupé spécialement des conditions de travail des gens de mer, de la journée de huit heures et de la législation sociale. M. Albert Thomas est venu à une séance et a été acclamé. Un délégué de l'Union syndicale de Moscou non invité a demandé à être admis et entendu et a été renvoyé à l'unanimité.

Entre temps, le 6 avril s'était tenu à Lucerne le IIme Congrès international des fédérations de cheminots chrétiens. Le siège de la Fédération est maintenu à Utrecht. A la demande des délégués

français le prochain congrès aura lieu en Allemagne, vraisemblablement à Berlin. La Fédération rejette la violence et la lutte des classes tant du côté patronal qu'ouvrier.

Du 7 au 10 mars s'est tenu à Dusseldorf le premier Congrès des ouvriers chrétiens du textile oû dominaient les délégués allemands, hollandais et belges. Le congrès a voté des résolutions en faveur de la semaine de 45 heures et contre le terrorisme des organisations socialistes.

A Berlin (14 et 15 mars) le Comité international de la Fédération internationale des travailleurs du textile qui groupe 1,604,000 membres contre 177,000 à la précédente, a convoqué un congrès pour le 5 septembre en Autriche dans une ville qui sera désignée par la Fédération autrichienne elle-même.

La Fédération internationale des syndicats chrétiens a réuni des délégués des syndicats des travailleurs du verre à la Haye les 30 et 31 mars. L'assemblée s'est prononcée en faveur de l'abolition du travail de nuit et du travail de femmes et des enfants. On sait, par les écrits de Pierre Hamp, ce qu'est le travail de nuit dans les verreries. Le même jour, semble-t-il, se tenait à Amsterdam un congrès international d'ouvriers du verre réunissant des délégués hollandais, français, allemands, tchécoslovaques et autrichiens. On s'y est occupé de la création d'une organisation internationale permanente, de la protection légale des ouvriers, du développement technique de l'industrie, du chômage et de la socialisation.

Le 10 avril s'est ouvert à Salzbourg une conférence internationale des mineurs chrétiens qui visait également à la constitution d'une Fédération internationale.

* * *

Prague s'affirme comme devant être un nouveau pôle de la vie internationale. Déjà le congrès international de la Libre Pensée et la Fête des Sokols avaient attiré l'année dernière un grand concours d'étrangers dans la capitale de la République tchécoslovaque. Le récent congrès international des étudiants qui vient de s'y tenir du 22 mars au 7 avril n'a pas réuni moins de 500 participants.

La *Revue de Genève* publiera à ce sujet un article dans son prochain numéro.

La prochaine session du Conseil général se tiendra en Roumanie en 1922, le Congrès mondial en Pologne en 1924.

Un autre congrès d'étudiants convoqué par le Comité central romand de l'Association chrétienne d'étudiants s'est tenu à Morges, du 29 au 31 mars ; 150 étudiants de diverses nationalités y ont pris part. Cette conférence se rattache, semble-t-il, à celle de Glascow du 5 au 9 janvier dernier.

Du 28 mars au 1er avril s'est tenu à Paris un congrès international de l'enseignement secondaire où ont été agitées encore les ques-

tions d'équivalence des grades universitaires et d'échanges d'étudiants. 72 délégués de 13 Etats membres de la Société des Nations y prenaient part.

Immédiatement après, s'est ouvert dans le grand amphithéâtre de l'Académie de médecine le 3me Congrès d'hygiène scolaire de langue française. La question de l'éducation hygiénique à l'école a fait l'objet de plusieurs communications tant sur l'importance de la collaboration médicale que sur la nécessité de donner aux futurs maîtres une forte éducation et instruction hygiéniques.

Au fur et à mesure du développement de l'internationalisme, on semble se rendre compte dans certains milieux de la nécessité de créer un enseignement adapté aux nécessités nouvelles.

A Salzbourg la Ligue internationale des Femmes ouvrira des cours internationaux d'été dans la première quinzaine d'août et Miss Jane Addams, assure-t-on, viendra de Chicago inaugurer cette école du parfait internationalisme.

A New-York, l'Institut d'éducation internationale soutenu par le Carnegie Endowment ; à Londres, l'Institut britannique des affaires internationales en construction auquel il a été fait allusion ici même ; à Paris, l'Institut des hautes études internationales inauguré le 19 avril, répondent en des mesures différentes à ce besoin. L'Institut des hautes études internationales n'est autre que l'Ecole internationale de droit international fondé par MM. Alvarez, Fauchille et de Lapradelle. Sous ce nouveau nom plus euphonique, l'Institut se propose de développer l'influence des idées de justice et de morale sur la formation du droit international, de resserrer les liens de bonne entente et d'amitié entre les membres de la Société des Nations, de répandre la connaissance du droit des gens dans la presse, les milieux militaires et le public. Il faut espérer surtout que les élèves de cet institut recrutés dans tous les pays et qui recevront un enseignement juridique et moral de haute valeur, sauront faire abstration de toute préocupation politique et se former un esprit véritablement international ou mieux supra-national. Cet esprit ne se trouve guère jusqu'ici que dans des groupements internationaux relevant de l'initiative privée, et le contraire serait surprenant, un haut fonctionnaire détaché brusquement d'un ministère des Affaires étrangères ne pouvant du jour au lendemain rompre toute attache et faire passer au second plan ses préoccupations nationales. Trop de liens de camaraderie, trop d'intérêts de carrière, l'habitude invétérée de prendre le mot d'ordre du chef hiérarchique, l'empêcheront, les premiers temps, du moins, de juger en toute indépendance d'esprit et dicteront le sens de ses décisions. Certes, on ne peut demander à quiconque devient fonctionnaire international de renier sa patrie, mais il doit faire table rase de toute idée préconçue, et c'est en faisant montre de largeur de vues, en étudiant objectivement les problèmes à résoudre, qu'il continuera le mieux à servir ses compatriotes à qui l'on fera honneur des hautes qualités morales qu'il aura montrées.

* * *

Le besoin d'une langue internationale se fait de plus en plus sentir, encore que peu de gens se résignent à l'effort d'en apprendre une. A Genève, le Département de l'Instruction Publique a prescrit une expérience d'un an dans les écoles. La Xme Conférence internationale de la Croix-Rouge a voté une résolution favorable à la propagation de l'espéranto. A Helsingfors (29 mars) le Parlement finnois a émis un vote analogue. Mais il semble que ce soit dans les milieux travaillistes que l'espéranto reçoive le meilleur accueil. Si l'on considère la difficulté des congrès internationaux si nombreux parmi les organisations ouvrières et le degré de culture forcément inférieur de la majorité de leurs participants, on conçoit le désir des socialistes et des syndiqués de trouver à tout prix le moyen de s'entendre. Au récent congrès des ouvriers des transports, il fallait des interprètes pour 4 langues, français, allemand, anglais et suédois ce qui n'était pas pour avancer les débats. Les groupes espérantistes ouvriers sont nombreux en France, en Espagne, en Italie. Suivant une nouvelle publiée le 18 mars dans l'*Avanti*, le parti socialiste de Transylvanie a adopté l'espéranto comme langue officielle pour ses relations avec le prolétariat des autres pays. En Transylvanie et en Roumanie le parti a organisé un institut espérantiste, dont les adeptes ont des correspondants en Suède, en Italie, en France, en Bulgarie. En Russie soviétiste un groupe d'études s'est constitué « Pour l'adoption d'une langue internationale dans l'internationale communiste ».

* * *

L'Institut international du commerce fondé à Bruxelles à l'inspiration de la conférence parlementaire internationale du commerce s'est installée dans le courant du mois de mars au palais d'Egmont. 16 Etats ont adhéré officiellement à la nouvelle institution dont ils se partagent les dépenses. Le but de l'Institut est de centraliser, de coordonner, de publier et de faire connaître, aussi promptement que possible les renseignements relatifs à la statistique et a la législation commerciales, ainsi qu'aux traités de commerce.

A Paris, la Chambre de Commerce internationale a réuni son conseil le 24 mars. Le total des Etats adhérents est de 15. Le conseil a approuvé les résolutions prises par les divers comités d'études concernant les questions suivantes : l'arbitrage commercial international, les doubles impôts sur les résidants étrangers, le bureau de crédits internationaux, les banques étrangères, les matières premières, les facilités de transit maritime, les termes commerciaux, etc. Sont prévus un congrès spécial de la réglementation douanière et un congrès général qui se tiendra à Londres du 27 juin au 2 juillet. Le président de la Chambre

de commerce internationale, M. Etienne Clementel, ancien ministre, envisage d'une façon très large le rôle de la Chambre de commerce internationale. Il a ouvert une enquête sur les bureaux internationaux existants, pour le seul fait qu'ils sont internationaux et sans avoir égard à l'objet de leur activité. On ne saurait trop le féliciter de son initiative. Si son exemple était suivi et les contacts multipliés, l'Union des associations internationales en serait grandement facilitée.

Dans la première quinzaine d'avril s'est réuni à Paris le Bureau permanent international des Chambres syndicales des constructeurs d'automobiles ; la Belgique, la France, la Grande-Bretagne seules étaient représentées.

Le 12 avril a été ouverte à Milan une foire internationale d'échantillons. Presque tous les Etats d'Europe y ont pris part.

Sur la Côte d'Azur l'hôtellerie française a tenu son Congrès national à Nice le 17 avril, puis s'est transportée à Monaco où s'ouvrait le 19 un congrès international. Une Alliance internationale hôtelière a été fondée dont le siège sera à Paris. Diverses résolutions ont été prises concernant : l'organisation du futur congrès ; la responsabilité civile des hôteliers et des restaurateurs ; la propriété commerciale hôtelière ; la suppression des passeports et la création de chambres indépendantes pour l'industrie hôtelière ; la législation du travail ; la propagande antialcoolique ; l'unification de la législation de l'industrie hôtelière ; les réquisitions ; le code télégraphique international hôtelier ; la réglementation de l'échange du personnel de nation à nation ; les services de renseignements internationaux.

La Fédération internationale de gymnastique qui comprend 17 pays, mais aucun des empires centraux, s'est réunie à Bruxelles le 17 avril et a nommé son bureau. Elle a décidé d'organiser en 1922 un grand tournoi à Ljubliana (Laibach) en Yougoslavie.

Le même jour se tenait à Paris sur l'initiative de l'Union des sociétés de tir de France, un congrès international en vue de la reconstitution de l'Union internationale de tir, qui avait été dissoute en 1914 à la déclaration de guerre. Le congrès a désigné la France pour la tenue des concours internationaux de 1921. Ces concours auront lieu à Lyon en août.

Le 16 avril s'est ouvert à Nice un concours hippique international : 100 officiers anglais, belges, danois, français, hollandais, italiens suédois et suisses y ont pris part.

A Berne enfin, s'est tenue les 23 et 24 avril une exposition canine internationale qui ne réunit pas moins de 700 sujets, mais la participation étrangère y était très faible en raison des difficultés soulevées par le marché des changes et par les formalités douanières.

Etienne CLOUZOT

















LA VIE

REVUE BI-MENSUELLE

ADMINISTRATION ET RÉDACTION :

10, r. Cardinal-Lemoine

PARIS (Ve)

« La Vie » a été fondée en 1911 pour lutter contre le pangermanisme en opposant au « matérialisme économique » des Allemands le *spiritualisme de la France*, pour exalter, en face du nieztchéisme, l'humanisme de nos artistes, de nos philosophes, de nos hommes politiques, pour affirmer notre fidélité à l'Alsace-Lorraine, pour réclamer la libération de la Pologne, de la Bohème, de la Finlande, du Slesvig, de la Yougo-Slavie, des irredenta italiennes et grecques, etc..., pour révéler quelles forces matérielles et intellectuelles les colonies apportent à la France. La guerre a montré l'opportunité de ces vues ; fortifiés dans leur doctrine, les collaborateurs de *La Vie* poursuivent leurs efforts en exposant leurs nouvelles vues, leur programme de paix, par des articles d'une franchise énergique sur la politique extérieure comme sur les grandes œuvres nationales qu'il est indispensable d'entreprendre ; développement considérable de la marine, grandioses travaux publics, etc... :: *Articles de doctrine* : Dr Georges Boyé, Jean Brunhes, Daniel Halévy, Philéas Lebesgue, Harius-Ary Leblond, A. Lumière, André Ménabréa, Albert Milhaud, J.-H. Rosny ainé Gabriel Sarazin, Edouard Schuré, Dr Raymond Vergès, etc. :: L'art et la littérature sont au premier plan de la vie nationale, à l'esprit de crititique négatrice des écoles, *La Vie* oppose l'énergie de l'enthousiasme. La doctrine : « on ne vit que par ses admirations». Dans les admirations sévère hiérarchie. :: A côté des étincelants articles de Rachilde, sur les milieux litéraires et les phénomènes de l'actualité, *La Vie* publie des critiques de Judith Cladel, John Charpentier, Lucie Delarue, Mardrus, Ch. Géniaux, Claire Géniaux, Guy Lavaud, Camille Mauclair, Pierre Mille, Jean Paulhan, Edmond Pilon, Henri Pourrat, Gaston Sauvebois, Charles Tillac, Albert, Uriet etc. Dans chaque numéro, elle donne un *inédit* rare de Barbey d'Aurevilly Bresdin, Charlet, Huysmans, Leconte de l'Isle, Pasteur, Verhaeren, etc. :: Elle a été la première, en 1918, à créer la rubrique du *Beau Livre*, qu'elle vient de confier à Maurice Heine. :: En art, elle a publié les *Confidences* et des correspondances d'*Odilon Redon*, les doctrines de *Bourdelle*, un *Renoir* de Maurice Denis, un *Maurice Denis* de Sérusier, un *Van Gogh* de Charles Lacoste, un *Flandrin* de George Bouche, un *Valtat* de G. d'Espagnat, un *Signac* par Lucie Cousturier. :: Des articles de Emile Bernard, Jeau Royère, Charles Saunier, Léon Werts, etc. :: La mode et l'art par Pierre Fifferou. :: Elle a publié des numéros spéciaux notamment *L'Alsace et le Rhin*, fr. 1.50 ; *Comment mieux nous unir aux Etats-Unis*, fr. 2.—; *L'Afrique équatoriale française*, f. 1.— ; *La poésie contemporaine*, fr. 1.— ; *Au pays des mille lacs (Finlande)*, fr. 2.— ; *La France et la Mer*, 2 nos à fr. 1.—. :: *En préparation :* NUMÉRO SPÉCIAL SUR LE BEAU LIVRE, fr. 3.—, si on souscrit avant le 1er septembre :: ABONNEMENTS : Pour la France, 20 fr. ; Pour l'Etranger 25 fr.

785

LA REVUE DE GENÈVE

JUIN 1921. N° 12.

DIRECTEUR : ROBERT DE TRAZ

ADMINISTRATEURS:
PAUL CHAPONNIÈRE; ALFRED NICOLE

ABONNEMENTS: SUISSE: Un an, Fr. 36.—; Six mois, Fr. 19.—; Trois mois, Fr. 10.—. Prix du numéro, Fr. 4.— :: AUTRES PAYS: Un an, Fr. 44.—; Six mois, Fr. 23.—; Trois mois, Fr. 12.—. Prix du numéro, Fr. 4.50. :: La REVUE paraît le 15 de chaque mois. :: Reproduction et traduction des oeuvres publiées par la REVUE DE GENÈVE interdites pour tous pays. :: Les ouvrages envoyés pour compte rendu doivent être adressés à la REVUE DE GENÈVE en double exemplaire. —— Les manuscrits ne sont pas retournés. Les auteurs non avisés dans le délai de deux mois de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la REVUE où ils restent à leur disposition pendant un an. —— Toutes demandes de numéro-spécimen et de changements d'adresses doivent être accompagnées :: :: de 1 franc en timbres-poste ou mandat. :: ::

Les abonnés qui désireraient recevoir les numéros de LA REVUE DE GENÈVE *rognés* voudront bien nous en faire la demande.

ADMINISTRATION: 46, RUE DU STAND, GENÈVE
TÉLÉPHONE 93-11. CHÈQUES POSTAUX: I. 1778

La Revue de Genève

CHRONIQUES NATIONALES

Allemagne	F. W. Förster. von Prittwitz-Gaffron.
Amérique latine	Robalino Davila. Alfonso Reyes. Ronald de Carvalho M. Oliveira Lima.
Angleterre	C. E. Bechhofer. Edward Shanks.
Autriche	Joseph Redlich.
Belgique	Louis Piérard.
Bulgarie	Petco Stainoff.
Chine	Soong Tsung Faung.
Espagne	Ad. Salazar.
Etats-Unis	John Erskine.
Finlande	Edward Westermarck.
France	Daniel Halévy. Edmond Jaloux.
Grèce	André Andreadès.
Hollande	Hermann Robbers.
Hongrie	Comte J. Andrassy. Frédéric Riedl.
Israël	Albert Cohen.
Italie	Guglielmo Ferrero. Giuseppe Prezzolini.
Norvège	Johan Bojer.
Perse	Habibullah Khan Chahab.
Pologne	Jan Kucharzewski.
Portugal	Cte de Penha-Garcia.
Roumanie	N. Jorga.
Russie	Paul Milioukov. Nicolas Roubakine. Alexis Tolstoï.
Serbie	Lazare Markovitch.
Suède	Anton Blanck.
Suisse	*Divers.*
Tchécoslovaquie	Hasbovec.
Turquie	D. Basri-bey.
Ukraine	Alexandre Choulguine

LA REVUE DE GENÈVE publiera dans ses prochains numéros des lettres inédites de Tolstoï et de Benjamin Constant; L'Attitude de l'Allemagne vis-a-vis de la France, de Georges Bernhard; Les Mémoires d'un souverain déposé, de G. Ferrero; L'avenir de l'Europe, de H. de Keyserling; L'Elfe, de Lord Dunsany; L'Ame du Peuple, de Just Havelaar; Tonio Kröger, par Thomas Mann; Walter Pater, par Georges Moore; L'Ami des jeunes filles, par Edmond Jaloux; Baudelaire, par Charles du Bos; La Technique du Geste, par E. Jaques-Dalcroze; Maurice Barrès et sa politique rhénane, par Réné Lauret. etc., etc.

Dépositaires généraux de La Revue de Genève :

France : Pour la fourniture en gros, s'adresser aux Messageries HACHETTE, 111, rue Réaumur, à Paris (IIe).

Angleterre : Messageries HACHETTE, King William Street. 16, London W. C. 2.

Belgique : Dépôt principal, Agence DECHENNE, 14, Galerie du Roi, Bruxelles.

Hollande : Fransche Bœkhandel FEIKEMA, CAAERLSEN & Co, Singel 151-153, Amsterdam.

Hongrie : Librairie Ferdinand PFEIFER, ZEIDLER Frères, Budapest, IV Kossuth Lajos Utca 7.

Costa Rica : Trejos HERMANOS, Apartado 869, San José, Costa Rica.

Haïti : Madame J. J. MANIGAT, Entre la 16me et 17me rues, Avenue A. Cap Haïtien. H. AMBLARD, Port-au-Prince.

Pour l'Italie, on peut s'abonner sans frais chez M. Ulrich HŒPLI, Libraire, Galleria de Christoforis, Via Vitt. Emmanuele, Milan.

L'AVENTURE

DU

COMMANDANT RYBNIKOFF[1]

La flotte russe venait d'être anéantie à Tsu-Shima.

Le jour même où parvinrent à Pétersbourg les premières rumeurs annonciatrices du désastre, le commandant Rybnikoff, domicilié dans une ruelle sans nom du quartier des Sablons, reçut d'Irkoutsk, un télégramme ainsi conçu : « Expédiez immédiatement vos états de comptabilité. Prenez soin du malade. Toutes dépenses payées. »

Rybnikoff se rendit aussitôt chez sa logeuse et l'informa que des affaires urgentes l'obligeaient à une absence de quelques jours, dont elle n'aurait point à s'inquiéter. Après quoi il s'habilla, sortit de la maison, et n'y reparut plus jamais.

Cependant, il n'avait point quitté la capitale, et consacrait ses dernières journées à toutes sortes de démarches et d'allées et venues incessantes.

Au restaurant comme au théâtre, dans les clubs, dans les gares, partout on entrevit la silhouette de ce petit officier noiraud, boiteux et mal peigné, plutôt négligé dans sa tenue à

[1] Voir aux *Remarques*, à la fin du numéro.

collet rouge, et d'une loquacité manifestement entretenue par des libations excessives, type achevé, en somme, de l'assimilé de l'intendance, de l'administration, ou du service de santé. Puis, ce furent des visites multiples aux bureaux de l'Etat-major général, des Sociétés de secours aux blessés, des secteurs de police, de la direction des troupes cosaques ; pas un service qui n'eût à subir les plaintes de l'importun, ses réclamations sans rime ni raison, ses quémandages sans dignité, ses intempérances de langage, l'étalage de son chauvinisme criard. Pas un rédacteur de ministère qui n'eût à connaître que le commandant Rybnikoff avait servi au train des équipages, qu'il avait été blessé à la tête à Liao-Yang, et à la jambe pendant la retraite de Moukden ; et que, par les cent mille diables, il n'avait palpé jusqu'à présent ni secours, ni frais de route, ni indemnité de séjour, pas même la solde des deux derniers mois. Parbleu, il saurait bien, tout comme un autre, quand le diable y serait, verser jusqu'à la dernière goutte de son sang, pour le tsar, le trône et la patrie ; il était prêt à retourner en Extrême-Orient, quand sa blessure serait guérie... ; seulement voilà le chiendent, elle ne voulait pas se cicatriser, cette sacrée blessure . . . et même, figurez-vous, dirait-on pas que la gangrène ? . . . Hé ? Voyez plutôt !

Ce disant, Rybnikoff étendait la jambe sur une chaise, et se mettait en devoir de retrousser son pantalon, jusqu'à ce qu'en termes de compassion nuancée de mépris, quelqu'un le dispensât de continuer. Comme bien l'on pense, cette désinvolture tracassière, cette indiscrétion tâtillonne n'allaient pas sans exaspérer tous ces fonctionnaires absorbés dans leur hermétique besogne de gratte-papiers.

Et lorsqu'enfin, au soulagement général, l'importun visiteur consentait à se retirer, c'était encore, derrière lui, comme un sillage confus de pitié sans sympathie et d'indéfinissable malaise, qu'exprimait en une violente apostrophe quelque officier d'état-major fringant et pomponné :

— Et voilà nos officiers russes ! Les voilà bien ! Bornés, nuls et dépourvus du plus élémentaire sentiment de dignité. Etonnez-vous, après cela, de nos revers!... Pauvre Russie !

Or, il advint, qu'au cours de ses divagations, ce petit officier incohérent et ridicule rencontra, par hasard, le rédacteur en chef d'un des plus grands journaux de Pétersbourg, Vladimir Ivanovitch Shavinsky.

* * *

Ce jour-là, Shavinsky avait été s'attabler un moment, comme il lui arrivait parfois de le faire, dans un restaurant de modeste apparence, *A la Gloire de Pétersbourg*, où se réunissaient quotidiennement, vers les deux heures, un certain nombre de reporters et de rédacteurs de journaux. Ces messieurs y venaient déjeuner sur le pouce d'une saucisse-purée de pommes de terre, arrosée de bière ou de vodka, sans cesser pour cela de noircir du papier, de fumer, et d'échanger les tuyaux les plus récents, pêle-mêle avec les derniers potins des salles de rédaction.

Il y avait là quelques célébrités du reportage pétersbourgeois : les trois mousquetaires, Kodlioubtseff, Riajkine et Popoff, toujours ensemble, toujours en désaccord, bien que leurs trois noms s'accordassent avec tant de bonheur en un harmonieux ïambe de quatre pieds ; à côté d'eux, le « chantagiste » en renom Svichtcheff, et le dernier des poètes à longs cheveux, Pestrouchine, éternellement ivre, dormant sur un divan, un mouchoir sur la face.

C'était un petit cercle agressif et jovialement cynique, bien informé, mal nourri, où Shavinsky ne fréquentait, il est vrai, que par intermittences. Riche, élégant, répandu, il comptait, lui, parmi les ventres dorés du journalisme, et ses feuilletons du dimanche, étincelants, divertissants, sans profondeurs importunes, faisaient les délices du public ; toujours assuré, du reste, d'un bon accueil auprès de confrères qui savaient apprécier ses diatribes alertes, acérées, et peut-être davantage encore sa générosité facile. Jamais Shavinsky ne s'était refusé à obliger un camarade dans l'embarras.

Tout en distribuant à la ronde quelques poignées de main, le journaliste aperçut le commandant Rybnikoff ;

bien sanglé dans son uniforme, l'officier était assis, un peu à l'écart, et s'appuyait de ses deux mains croisées sous le menton sur la garde de son épée ; presque aussitôt, il se leva pour saluer le nouvel arrivant, fit quelques pas, les épaules en avant, les coudes bien dégagés du corps, et se nomma de cette voix de rogomme, éraillée par les petits verres, traditionnelle dans l'armée russe :

— Rybnikoff, chef de bataillon . . . Très agréable ! vous êtes aussi dans la presse ? très agréable ; moi, d'abord, j'ai tout plein d'estime pour ces messieurs de la presse . . . Comme on dit, il y a cinq grandes puissances en Europe, et une sixième, la presse. Hein ? Quoi ? n'est-ce pas vrai ?

Ce disant, l'officier s'esclaffait, piaffait du talon, secouait avec énergie la main de Shavinsky, sans cesser de ployer et de redresser le torse en une série de petites salutations rapides et précipitées. « Où donc l'ai-je vu ? » se demanda Shavinsky avec une curiosité soudaine. C'est étonnant ce qu'il me rappelle . . . qui donc, au fait ? »

Tout le monde s'était rassis. Kodlioubtseff acheva la présentation.

— Laissez-moi recommander à toute votre sympathie, notre héroïque commandant ; vous allez l'entendre . . . Il revient d'Extrême-Orient, où, comme chacun sait, il n'a fait qu'une bouchée de notre ennemi perfide, le Jaune aux yeux torves . . . Allons ! poursuivez ; nous sommes tout oreilles.

L'officier toussota et lança obliquement un jet de salive sur le parquet. « Un mufle ! » jugea Shavinsky, sans pouvoir réprimer un froncement de sourcils.

— Le soldat russe, jetait Rybnikoff de sa voix rauque, en martelant le plancher de son épée, c'est héros et compagnie . . . c'est tout en or, comme disait l'immortel Souvaroff. Hein ? Est-ce vrai ? Seulement, je vais vous dire une chose, entre nous, le cœur sur la main : si les choses ne vont pas comme elles devraient, à qui la faute ? Hein ? A qui ? . . . ? Alors, dame, vous comprenez, comme dit le proverbe : mauvais pope, messe ratée. Hein ? Quoi ? Est-ce vrai ? C'est le chapardage, c'est les cartes, et surtout, c'est les femmes. Ah ! les femmes ! Vous savez comme

on dit : Quand le diable n'y trouve pas son compte, il envoie la femme.

— Dites, fit remarquer Kodlioubtseff, vous aviez commencé une histoire de reconnaissance de cavalerie.

— De reconnaissance ? Ah ! Ah ! oui . . . merci . . . je n'y étais plus . . . Moi, la vie de l'arrière, ça me rend un peu raplapla, vous savez . . . Hé bien, voilà : Notre colonel d'état-major s'en va donc en reconnaissance d'orientation . . . il emmène avec lui un escadron de cosaques . . . il prend aussi un interprète chinois ; on rapplique dans un village : « Le nom du village ? » L'interprète ne répond rien. « Tu ne veux pas répondre ? Allez-y mes enfants ! » Quand les cosaques l'ont asticoté un brin avec la mèche de leurs nagaïkas, mon bonhomme se décide à parler : « Boutoundou. » Boutoundou en chinois, ça veut dire : « Je ne comprends pas. » — « Ah ! tout de même . . . ça dénoue la langue, enfant de chienne ! » Et le colonel inscrit sur son calepin : village de Boutoundou. On repart ; autre village ; « Ça s'appelle ? » — « Boutoundou. » — « Comment, encore ? » Et le colonel récrit : « Boutoundou.» Et ainsi de suite pour une douzaine de villages, qu'il baptise tous à la file, « Boutoundou ». Hé bien ! des bonshommes comme celui-là, vous savez, mon ami Tchekoff leur a dit leur fait : On peut s'appeler Ivanoff, comme tout le monde, et n'être qu'un crétin quand même.

— Tiens ? Tiens ? Vous connaissez Tchekoff ? observa Shavínsky.

— Qui ça ? Tchekoff ? . . . Antocha ? Bien sûr qu'on se connaît ! parbleu ! et même qu'on a pris la cuite ensemble. On peut s'appeler Ivanoff comme tout le monde . . .

— Et c'est en Extrême-Orient, que vous l'avez rencontré ? insistait le journaliste.

— En Extrême-Orient. Bien sûr, on bricolait par là-bas, en même temps . . . On peut s'appeler Ivanoff, n'est-ce pas ?...

Tout en écoutant l'officier, Shavinsky ne cessait de l'observer avec une extrême attention. A première vue, ce Rybnikoff représentait un type tout à fait courant, tout à fait banal même, de militaire un peu fruste. Il en avait la voix, les attitudes, l'uniforme « bahuté », le parler indi-

gent et rude ; c'était bien leur manière de sourire, de s'esclaffer, de jurer, d'effiler leur moustache d'un coup de pouce bravache, de prendre la pose pour s'appuyer sur l'épée, de faire tinter d'un coup de talon des éperons fictifs . . .

Mais il y avait en lui autre chose : quelque chose de tout à fait particulier et d'indéfinissable, comme l'émanation d'une force intérieure, vibrante et nerveuse. On avait l'impression que ce traîneur de sabre à la voix éraillée, au parler inculte, aurait pu, tout aussi bien, se mettre à l'instant même, avec une parfaite aisance, à traiter dans une langue élégante et diserte, les sujets les plus difficiles ; ou peut-être encore, et tout aussi naturellement, s'emporter à quelque paroxysme de violence.

Quant au visage, il avait ceci de frappant : antithèse absolue entre le profil et la face.

De profil, c'était encore un type courant et foncièrement russe, tirant à peine sur le kalmouk : le front petit et bombé sous un crâne allongé ; le nez mollasse, en prune, bien russe encore ; les moustaches et la barbiche noires, de poil rude et rare ; les cheveux tondus de près et très grisonnants ; le teint bronzé par le soleil.

Seulement, ce visage banal venait-il à se présenter de face, aussitôt il évoquait en Shavinsky l'impression d'une ressemblance singulière avec quelqu'un de très connu, de familier même, et dont pourtant il n'arrivait pas à identifier le souvenir.

Etaient-ce les yeux bridés et perçants, couleur de café clair, fuyant obliquement vers les tempes, sous la courbure inquiète des sourcils très noirs ? Etait-ce la sécheresse de la peau vigoureusement plaquée sur les pommettes ? N'était-ce pas, avant tout, l'expression de ce visage empreint de malice, d'ironie, d'intelligence et d'une telle intensité de mépris, qu'il en prenait quelque chose d'inhumain ; ce visage-là évoquait le mufle d'un fauve, ou plutôt encore, la face inquiétante que pourraient avoir les habitants d'une autre planète.

« Où donc ai-je vu cela ? » se dit encore Shavinsky ; et, dans l'effort d'attention qu'il fit, ses paupières clignèrent et sa tête s'inclina de côté.

Aussitôt, et comme s'il eût senti ce regard, Rybnikoff se retourna vers le journaliste et partit d'un éclat de rire nerveux.

— Quelle inspection, monsieur l'écrivain ! ça vous intéresse ? — Sa voix se haussa d'un ton, tandis qu'il se frappait la poitrine du poing avec une superbe comique. — C'est moi le commandant Rybnikoff, Ry-bni-koff ! ... le guerrier sans peur . . . ; vous connaissez notre chanson de route : « C'est nous les braves guerriers russes orthodoxes qui cognent sur l'ennemi tant qu'on veut. »

— Même à coups de bâton, mon commandant ? laissa tomber négligemment Kodlioubtseff, sans lever les yeux et sans cesser de faire crier sa plume sur le papier. Rybnikoff lui jeta un coup d'œil rapide, et, l'espace d'un éclair, Shavinsky crut voir ses prunelles brunes se pailleter d'étranges petits feux verts ; mais, au même instant, l'officier partit d'un rire bonasse, en s'administrant sur les cuisses des claques retentissantes.

— Que voulez-vous ? A la grâce de Dieu ! Comme on dit : la meilleure faux ne mord pas sur la pierre . . .

Il avait fait volte-face sur sa chaise, et effleurait le genou de Shavinsky d'une tape légère.

— Que voulez-vous ? C'est vrai, aussi, nous autres Russes, on est tout de même un peu trop . . . comme qui dirait, censément . . . à la coule. Tandis que les Japonais, le diable les emporte, chez eux tout est réglé d'avance et prévu, faut voir comment ; ça travaille comme des machines . . . Oh ! des macaques, c'est sûr ; mais, tout de même, des macaques un peu civilisés. Hein ? Quoi ? N'est-ce pas vrai ?

— Alors, votre sentiment est qu'ils nous vaincront ? interrogea Shavinsky.

Les lèvres de Rybnikoff grimacèrent un sourire. C'était chez lui un véritable tic. Chaque fois qu'il avait posé une question dont il attendait la réponse, ou bien encore venait-on à le regarder fixement, aussitôt on voyait sa bouche se tirailler vers les coins, se froncer en une grimace bizarre, une sorte de sourire convulsif et méchant ; en même temps, il balayait d'un coup de langue furtif ses lèvres minces. Shavinsky observa qu'elles étaient sèches,

bleuâtres et fendillées, comme celles d'un singe ou d'un bouc.

— Qui sait ? s'exclama le commandant. Dieu seul le sait ! . . . C'est Dieu qui mène au bout du chemin, comme on dit. Au bout du compte, nos armées tiennent encore ; elles ont l'habitude de vaincre... Rappelez-vous seulement Poltava, Sébastopol, et l'immortel Souvaroff, et 1812, quand nous fîmes mordre la poussière au plus grand guerrier du monde, Napoléon !... C'est qu'il est grand le dieu de la terre russe !

On venait de servir à Shavinsky une tasse de café.

— Commandant, un petit verre de cognac ?

— Non, merci, mon petit, déclina Rybnikoff en lui tapotant légèrement le genou. Si vous saviez ce que j'ai pu entonner aujourd'hui . . . depuis ce matin qu'on ne fait que licher . . . j'en ai la peau du ventre comme un tambour . . . Et puis, après ? le Russe, comme de juste, c'est la boisson qui fait son plaisir . . . Hein ? Quoi ? N'est-ce pas vrai ? acheva-t-il en reprenant assez inopinément une expression de visage et des intonations avinées.

« Du chiqué » se dit Shavinsky ; et, parce qu'il voulait en avoir le cœur net, il insista.

— Un peu de bière, alors, ou du vin rouge ?

— Non, non, très humblement merci . . . je suis assez plein comme ça. Grand merci.

— Alors, de l'eau de seltz ?

— Oh ! pour cela, oui, un verre d'eau de seltz, cela oui, j'accepte.

On apporta un siphon. L'officier en avala un grand verre à larges lampées avides ; ses mains tremblaient de plaisir. Puis il se versa un second verre ; visiblement, il mourait de soif.

« Pour qui cette comédie ? songeait Shavinsky. Quel singulier personnage . . . ! Ereinté, surexcité, oui, j'admets, mais, à coup sûr, pas plus saoul que moi. »

— C'est cette sacrée chaleur . . . le diable l'emporte ! expliquait Rybnikoff. Mais, avec tout cela, messieurs, je vous empêche de travailler.

— Pas le moins du monde, nous avons l'habitude, fit une voix bougonne.

— Alors... et quelles nouvelles de la guerre ? Ah ! messieurs ! reprit le commandant, en faisant jouer dans le fourreau la lame de son épée, quels documents vécus je pourrais vous donner ! Voilà qui vous ferait de la belle copie ! Une supposition : je dicterais, vous, vous n'auriez qu'à écrire. Le titre ? Souvenirs du commandant Rybnikoff, retour de la guerre. Ça va ? Oh ! ce serait à l'œil, rassurez-vous, pour la gloire... Qu'en pensez-vous, messieurs les écrivains ?

— Ça peut se faire... pourquoi pas ? concéda négligemment Kodlioubtseff. On vous prendrait un brin d'interview. Au fait, dites-moi, Vladimir Ivanovitch, savez-vous quelque chose de notre flotte ?

— On raconte des choses énormes, dit Shavinsky, c'est Kondracheff qui les tient d'un de ses amis du ministère de la marine : une partie de l'escadre se serait rendue sans combat. Bah ! des potins, comme toujours.

Sur ces derniers mots, il coula vers Rybnikoff un coup d'œil furtif. L'officier, maintenant, gardait le silence, la poitrine toujours appuyée sur la garde de son épée, et ses yeux à demi-clos se fixaient tour à tour sur chacun des interlocuteurs.

« Mais enfin, à qui diable ressemble-t-il ? » se demandait pour la dixième fois, et toujours vainement Shavinsky. Dans son énervement croissant, il tenta de forcer sa mémoire, à l'aide d'un procédé dont il usait parfois. Détournant les yeux du commandant, il se contraignit à l'oublier, pendant quelques minutes, pour le regarder tout à coup bien en face.

D'ordinaire, il arrivait ainsi à ressusciter la mémoire d'une rencontre, d'un nom ; cette fois pourtant, l'artifice demeura sans effet. Mais, en revanche, cette fois encore, Rybnikoff se retourna sous l'emprise du regard insistant, et secoua la tête avec un soupir de contrition.

— Quelle terrible chose ! vous y croyez ? Hein ? Quoi ? et puis quand même, admettons que la nouvelle soit vraie..., serait-ce une raison pour désespérer ? Vous savez, comme dit le proverbe : Si Dieu ne nous laisse pas, les cochons ne nous mangeront pas. Les cochons, bien entendu, c'est les Japonais.

Ce disant, il soutenait opiniâtrement le regard inquisiteur de Shavinsky ; et, encore une fois, le journaliste crut voir passer dans ses yeux roux quelque chose d'inhumain comme la flamme d'un haine forcenée. Sous l'impulsion d'une intense curiosité, il reprit en appuyant sur les mots, avec une insistance significative :

— Vous êtes tout de même un type, monsieur le commandant.

— Moi, si l'on peut dire ! protesta l'autre. La flamme de ses yeux s'était éteinte, mais ses lèvres gardaient une crispation nerveuse.

— Je suis le commandant Rybnikoff, s'écria-t-il en se frappant la poitrine avec une solennité comique. Je suis un cœur russe qui saigne... Laissez-moi vous serrer la main ; j'ai été blessé à la tête à Liao-Yang, et à la jambe devant Moukden... vous allez voir ça...

Il étendit prestement la jambe sur une chaise et se mit en devoir de retrousser son pantalon.

— Bon! bon! laissez donc, commandant, on vous croit! intervint Shavinsky. Ce qui ne l'empêcha pas de noter, d'un rapide coup d'œil de professionnel, que ce modeste officier de ligne portait un caleçon de tricot de soie assez somptueux.

— Ecoutez, commandant, fit-il. Une proposition... j'ai pour vous une vive sympathie ; faites-moi donc l'amitié de me donner cette soirée ; nous la passerons ensemble aux Bouffes, ou dans n'importe quel autre café-chantant... enfin, où vous voudrez. Ça va ?

— Parbleu ! si ça va ! accepta l'autre. Et même avec le plus grand plaisir ! Aux Bouffes, au café-chantant, Rybnikoff est toujours d'attaque ; le canon, la mitraille, ça le connaît... les demoiselles aussi... Hein ? Quoi ? n'est-ce pas vrai ?

Ce disant, il se leva et repoussa bruyamment sa chaise qui vint donner contre le divan, où somnolait toujours, cuvant un mal aux cheveux chronique, le poète Pestrouchine. Eveillé par le choc, le dormeur ouvrit les yeux, s'étira, se souleva sur un coude, fit claquer ses lèvres et, fixant sur l'officier son regard trouble d'ivrogne :

— Comment ? te voilà encore, gueule de Japonais ? proféra-t-il d'une voix pesante, sans presque remuer les lèvres. Tâche qu'on ne t'y repince plus.

Puis, se laissant retomber lourdement sur le divan, il se retourna vers le mur et se rendormit aussitôt.

Les deux hommes sortirent en silence. Shavinsky venait de trouver la ressemblance qu'il cherchait.

Une inclination naturelle, développée par les exigences de sa profession, avait fait de ce Shavinsky le plus passionné collectionneur de documents humains.

Que de fois, avec sa ténacité native de chasseur ou de détective, il avait poursuivi, pendant des semaines, voire même des mois, l'étude d'un sujet intéressant.

Hé bien, jamais encore, au cours de sa longue carrière, il n'en avait rencontré de plus captivant, de plus troublant même, que ce pauvre diable de commandant de la ligne, si rudimentaire pourtant d'apparence. Pendant tout le trajet qu'ils firent en voiture pour se rendre chez le journaliste, celui-ci ne cessa d'épier à la dérobée son nouveau compagnon.

« Voyons, se disait-il, raisonnons froidement. Hé bien non, pas d'erreur possible : ce teint mat, ce visage anguleux aux traits obliques ; et puis, ces flexions du buste accompagnées de frottements de mains aussitôt réprimés, ébauche du salut asiatique ; et surtout, cette liberté d'allures inouïe, et vraiment formidable par la tension de volonté qu'elle implique . . . Oui, mais, en revanche, si le commandant Rybnikoff est bien . . . ce que je crois, ne serait-ce pas, précisément, un sang-froid par trop invraisemblable, par trop surhumain, qu'il faudrait supposer à cet homme ainsi balancé nuit et jour sur un gouffre, dans lequel il sait bien qu'il ne peut pas, en fin de compte, ne pas tomber ? »

L'instant d'après, le psychologue haussait les épaules et se gourmandait mentalement : « Allons donc ! et c'est moi qui pars en guerre aussi inconsidérément contre des moulins à vent ; qui vais échafauder toutes sortes de déductions gratuites sur une hypothèse inadmisssible ! Pénétrant dissecteur d'âmes, en vérité, qui fait l'honneur de

son scalpel à ce fantoche, ce capitaine Kopéikine, échappé de Gogol ! Comme si nos gouvernements d'Orenburg et de l'Oural ne fourmillaient pas de ces types mongolisants à figure de safran ! »

Obsédé par l'irritant dilemne, il redoubla d'attention concentrée dans l'observation de chaque geste de son compagnon, de chacun de ses jeux de physionomie, de ses moindres inflexions de voix. Il put constater, par exemple, que pas une fois, pendant tout le temps du trajet, Rybnikoff n'omit de répondre aux soldats qui lui rendaient les honneurs ; et même qu'il s'appliquait, avec la plus méticuleuse courtoisie, à ce long salut de sa main portée à la visière de sa casquette.

Puis, comme on passait devant une église, l'officier ôta son képi et fit avec componction un ample signe de croix.

— Vous êtes fichtrement pieux, mon commandant, ne put s'empêcher de remarquer Shavinsky.

L'autre ouvrit les bras, en rentrant le cou dans les épaules avec une affectation d'humilité comique.

— Que voulez-vous, petit père ? expliqua-t-il sur un ton de fausset, celui qui se bat, hé ! que voulez-vous, il a beau crâner, la bataille, ça vous dresse à prier... Un beau matin, ordre du général ; prendre position avec le bataillon ; il y a les balles qui sifflent, les obus qui ronflent, vous savez leurs sales machines chargées à la *shimose*, et puis, il faut y aller quand même ; c'est le devoir, et l'honneur, et tout... et on y va. Seulement, tout en y allant, n'est-ce pas, on tâche de dégoiser tout bas : « Notre père qui êtes aux cieux... »

Et, jusqu'au dernier mot, l'officier récita la prière, en détachant correctement chaque syllabe.

« Du chiqué ! » décida Shavinsky ; et, tout d'un coup, — l'impulsion fut irrésistible— il se pencha brusquement vers l'oreille de Rybnikoff et lui passant un bras autour de la taille :

— Ecoutez, mon cher, il n'y a personne pour nous entendre, n'est-ce pas ? Hé bien, je vous en donne ma parole d'honneur, je vous le jure, personne au monde ne le saura jamais... Ecoutez : je suis intimement convaincu, je sais que vous n'êtes pas plus Rybnikoff que je ne suis Vander-

bilt... vous êtes japonais... vous êtes officier de l'état-major général japonais, en mission secrète à Pétersbourg...

— Mais c'est très agréable! s'esclaffait Rybnikoff... Vous daignez plaisanter...

— Non! non, laissez-moi dire... Vous aurez beau dire, malgré tout votre savoir-faire, on peut truquer tout le reste, on ne truque pas son visage. Mais regardez-vous donc, vos yeux, votre teint, la forme de votre crâne, cette barbe rude et rare... Mais tout cela est criant, vous êtes un Jaune, commandant, pas de doute possible. D'ailleurs, rassurez-vous, je vous le répète, vous n'êtes pas en danger. Jamais je ne vous dénoncerai, jamais, pour rien au monde! Et pourquoi? Tout simplement, parce que mon âme est pénétrée d'un respect sans bornes pour votre sublime intrépidité. Comprenez-moi, je suis homme de lettres, et, comme tel, non dénué d'imagination; hé bien, cette chose me dépasse, me confond: s'aventurer ainsi à dix mille verstes de sa patrie, au cœur d'un empire ennemi, vivre dans l'attente perpétuelle du coup de foudre... car, vous ne l'ignorez pas, si l'on vous découvre, c'est la cour martiale et la pendaison; et, dans ces conditions, s'en aller tranquillement, les mains dans les poches, se promener en uniforme d'officier, fréquenter précisément les milieux les plus risqués... Car enfin, la moindre faute de langage, un lapsus, peut vous perdre. Tenez, il y a une demi-heure, vous avez parlé d'assurer les relations entre les unités. Oh! l'expression est correcte... seulement, neuf fois sur dix, un officier russe eût dit: assurer la liaison. D'ailleurs, cela n'est rien encore; quand je pense qu'il vous a fallu désapprendre à penser en japonais, oublier votre nom, dépouiller votre personnalité pour en revêtir une autre d'emprunt... non, en vérité cela dépasse toute autre forme d'héroïsme! Et c'est pourquoi jamais je ne me résoudrai à vous traiter en ennemi. Encore une fois, mon cher, je vous le jure, je ne vous ferai pas de mal.

Plus il parlait, plus le journaliste s'exaltait à l'héroïque tableau brossé par son imagination; cependant, l'objet de son admiration, évidemment insensible à ces louanges, l'écoutait avec un calme parfait. Seules, peut-être, les paupières à demi-froncées pouvaient donner à ce visage

impassible une expression d'ironie secrète, où Shavinsky, à force de se suggestionner, voulut encore démêler de la haine ; et même, une haine spéciale, profonde, implacable, foncièrement incompréhensible pour un Européen : le genre de haine que pourrait ressentir un animal très intelligent pour un être d'une autre race . . .

— N'en jetez plus, cher ami, n'en jetez plus, laissa tomber négligemment Rybnikoff quand l'autre se tut. Le diable soit de ma binette ; ce n'est pas la première fois qu'elle me fait charrier par les copains ; au mess tout le monde m'appelait le Nippon . . . Pauvre commandant Rybnikoff ! Mais, vous savez, comme dit le proverbe : gueule de cheval n'a jamais déparé âme d'homme. Ainsi figurez-vous qu'un jour, au régiment . . .

— Au fait, dans quel régiment avez-vous servi ? interrompit abruptement Shavinsky.

Le commandant ne parut pas l'entendre ; il débitait avec volubilité une de ces anecdotes cent fois rabâchées qu'on se ressert indéfiniment dans les popotes d'officiers ; et, pour la deuxième fois, le journaliste le coupa sans façon :

— Commandant . . . ou plutôt . . . non, on ne confie pas des missions de cette importance à un simple commandant, et vous devez être pour le moins colonel, n'est-ce pas ? Hé bien, colonel, je vous le répète, j'ai le respect le plus profond pour l'héroïsme sans bornes du peuple japonais. Quand je pense aux innombrables exploits qu'engendra votre absolu mépris de la mort, il me vient des frissons d'admiration. Vous souvenez-vous, au siège de Port-Arthur, ce lieutenant qui, seul dans un canot, la nuit, va porter une torpille contre la jetée du port? Un coup de projecteur, des canons qui tonnent, un peu de bouillie sanglante sur le béton du môle . . . le héros a son compte . . . ce qui n'empêche pas que, dès le lendemain, des centaines de demandes, signées par tous les aspirants et enseignes de la flotte, parviennent à l'amiral Togo. Tous brûlent de renouveler l'exploit . . . Oui, vraiment, c'est de la beauté, cela !

— Quelle avenue prenons-nous ? interrompit à son tour Rybnikoff en étouffant un bâillement. Ces patelins

de Mandchourie vous brouillent la cervelle, et je ne sais plus m'orienter dans la capitale . . .

Cependant Shavinsky reprenait sans l'entendre :

— Mais ce qui dépasse tout, voyez-vous, c'est la signature des samouraï . . . ; *évidemment*, vous n'avez jamais entendu parler de cet épisode, Monsieur le Colonel Rybnikoff ? . . . Non, *évidemment.* Alors, écoutez ceci : Le général Nogi avait demandé des volontaires pour marcher en tête d'un bataillon, à l'un des assauts de nuit de Port-Arthur. Naturellement, tout le bataillon s'offrit ; mais d'autres, jaloux du formidable honneur, adressèrent des lettres de réclamations au général en chef et, par une coutume ancestrale, se tranchèrent l'index de la main gauche, pour apposer au bas de leur supplique, un cachet sanglant . . . Ceux-là étaient des samouraï !

— Des samouraï . . . ! répétait machinalement Rybnikoff à voix basse. Sur la fin du mot, sa voix se brisa sourdement. Le journaliste lui jeta un rapide regard ; mais la face qui se tournait vers lui avait toujours sa même expression inerte, presque hébétée ; et soudain, d'une voix grasse, l'officier lança un long juron obscène.

— Commandant, commandant, qu'avez-vous ?

— Tout ça c'est des boniments pour les journaux, rétorquait dédaigneusement Rybnikoff. Au fond, notre brave petit soldat russe n'en craint pas. Toute la différence, c'est que nos ennemis, eux, se battent pour leur vie, leur dignité, leur indépendance ; tandis que nous autres, au bout du compte, le diable sait pourquoi on a été se fourrer dans ce guêpier . . . Qui n'a pas son malheur chez soi, va le demander au diable . . . Hein ? Quoi ? N'est-ce pas vrai ?

— Si, commandant, c'est vrai, et vous avez raison, et nos ennemis ont bien la supériorité que vous dites . . . et cependant . . . cependant . . . tout cela n'empêche pas qu'ils ne sont que de pauvres macaques, et que j'ai pitié d'eux . . . ; oui, vous avez beau dire et quoi qu'il arrive, le Japon aura épuisé dans cette guerre toute sa vitalité. Figurez-vous un petit homme malingre et chétif qui, dans une extase d'héroïsme, enlève sur son dos un

fardeau de vingt pouds. Fort bien. Seulement, le voilà par terre, les reins cassés ; il n'a plus qu'à mourir lentement . . . Tandis que la Russie, voyez-vous, la Russie, c'est une nation à part, c'est un colosse. Les défaites de Mandchourie ? Oui, sans doute, et après ? Une saignée insignifiante . . . quelques sangsues appliquées à une pléthore d'athlète. Et, dès le lendemain de la guerre, quel regain de vitalité et de prospérité ! Mais le Japon, lui, s'est cassé les reins, et vous allez le voir s'étioler, dépérir . . . Et d'ailleurs, c'est justice. Car enfin, qu'on ne vienne pas me parler de leur culture, de leurs progrès techniques, de l'instruction universellement répandue. En fin de compte, et malgré tout, le Japonais reste toujours un Asiatique, une espèce d'anthropoïde à facies prognathe et simiesque, à peine supérieur au Bushman ou au Botocudo et, pour tout dire, un demi-singe ! Un macaque ! Et savez-vous ce qui leur a donné la force de vaincre ? Leur culture ? Oh ! pas le moins du monde, mais une sorte d'accès de folie furieuse, d'attaque d'épilepsie . . . On voit de ces femmelettes chétives qui, sous le coup d'une crise d'hystérie, viennent à bout des infirmiers les plus robustes, et vous les envoient rouler comme des quilles ; le lendemain, elles n'ont plus la force de lever le bras. Et c'est ce qui attend le Japon. Après l'accès d'héroïsme, le marasme, l'impuissance.

— Ah ! pour ça, c'est bougrement vrai ! c'est ma foi vrai ! s'exclama triomphalement Rybnikoff, avec un air d'admiration idiote. Ce qui est vrai est vrai. Laissez-moi vous serrer la main, monsieur l'écrivain . . .; comme on voit, tout de suite, que c'est un homme intelligent qui cause !

En même temps, il éclatait d'un rire enroué, secouait les mains du journaliste, lui administrait des claques sur les cuisses . . . et, de nouveau, Shavinsky eut honte de ses soupçons, et de ses soi-disant divinations de liseur d'âmes. Provocations, louanges, tous ces savants appels à l'orgueil national, n'étaient décidément que batteries tirant dans le vide.

« C'est stupide, se dit-il, à coup sûr, je me suis trompé ; ce Rybnikoff n'est rien d'autre qu'un banal traîneur de

sabre, un peu trop porté sur les petits verres . . . Et pourtant, non, cela ne peut pas être... Et si, pourtant, cela est! Quel rôle de parfait imbécile je viens de jouer là ! »

La voiture s'arrêtait devant la maison du journaliste. On monta les étages. Shavinsky fit à son compagnon les honneurs de l'appartement, lui montra sa bibliothèque, sa collection de porcelaines anciennes, des gravures rares, et deux bassets sibériens très racés ; d'ailleurs, il observa que son hôte n'accordait à tous ces trésors qu'une attention polie mais visiblement feinte, où perçait de l'ennui, et même une nuance de dédain glacial ; bientôt l'officier ouvrit négligemment un volume et se mit à lire à voix haute les premiers vers d'un poème.

« Ça, par exemple, c'est une gaffe ! » se dit aussitôt Shavinsky.

Et en effet, comment ne pas remarquer la singulière façon qu'avait ce Rybnikoff de détacher chaque syllabe, avec une précision extrême, une accentuation impeccable ; il en résultait une lecture trop correcte, une lecture « en bois », comme celle d'un bon élève débutant dans l'étude d'une langue étrangère. Et d'ailleurs Rybnikoff, comme s'il s'avisait lui-même de cette particularité, referma le volume et bâilla. Alors une idée vint au journaliste. Il y avait, dans son cabinet de travail, une grande table en bois d'orme brut et bien blanc, sur laquelle il demandait à tout visiteur de marque d'inscrire son autographe sous forme d'aphorismes, de vers, de dessins . . .

— Ecoutez, commandant, proposa-t-il, voici mon album. Faites-moi donc le plaisir d'y laisser quelques mots, en souvenir de relations fort agréables (il s'inclina avec une courtoisie un peu cérémonieuse), et qui, j'ose du moins me flatter de cette espérance, n'en resteront pas là.

— Pourquoi pas ? consentit Rybnikoff avec empressement. Cela me fera plaisir ; que dois-je écrire ? un passage de Pouchkine, de Gogol ?

— Non, mettez plutôt quelque chose de vous.

— De moi ? . . . bon, parfaitement.

Il prit la plume, l'humecta et réfléchit un instant. Mais, au moment où il s'apprêtait à écrire, Shavinsky l'arrêta.

— Faisons mieux, voici du papier et des pains à cacheter ; voulez-vous écrire sur cette feuille quelque chose de particulièrement intéressant à votre idée ; après quoi, vous voudrez bien la plier et la cacheter. Je vous donne ma parole d'honneur, que, d'ici deux mois, je ne prendrai pas connaissance du contenu. Ça va ? bon, alors écrivez ; je vous laisse un instant pour ne pas vous troubler.

Au bout de quelques minutes, Rybnikoff l'appelait.

— Je vous prie . . .

— C'est fait ?

L'officier se redressa, fit le salut militaire, et, d'une voix gueularde, scandant les mots à l'ordonnance :

— Parfaitement ; à vos ordres, votre noblesse !

— Merci . . . Et maintenant, voulez-vous que nous allions aux Bouffes, comme c'était convenu . . . J'y ai rendez-vous avec des amis. Nous pourrons achever la nuit n'importe où ; par exemple, au *Métropole*. On décidera sur place . . . en tous cas, je ne vous lâche pas de la soirée, commandant.

— Mais, avec le plus grand plaisir, accepta Rybnikoff en effilant les pointes de ses moustaches et en faisant claquer ses talons.

On sortit. Mais, au moment de descendre l'escalier, Shavinsky se souvint qu'il avait oublié son porte-cigares, et, laissant Rybnikoff dans l'antichambre, il rentra dans le bureau. La feuille de papier soigneusement cachetée, était là, sur la table, bien en évidence, mystérieuse, agaçante . . . La tentation était trop forte. Il la prit, fit sauter le cachet d'une main impatiente, et lut ces simples mots tracés d'une écriture fine, précise et d'une rare élégance :

« On peut s'appeler Ivanoff, comme tout le monde, et n'être qu'un crétin quand même. »

Shavinsky s'étira longuement et se leva de table. Il n'était pas ivre ; il savait ménager sa réputation de « bien porter la toile » ; seulement sa tête, devenue très légère et bruissante, semblait mousser et pétiller de toute l'écume du champagne absorbé . . .

En sortant du café chantant, il avait marché quelque temps avec Rybnikoff à travers les rues encore animées,

malgré l'heure tardive ; la nuit chaude et transparente, diluait les couleurs des choses ; le long des canaux, l'eau de nacre se ternissait aux reflets des quais de pierre grise et du vert immobile des arbres ; le ciel était blême et comme exténué de fatigue, et, là-haut, les nuages étirés en floches d'ouate vaporeuse, dormaient tranquillement . . .

Minuit était passé depuis longtemps, lorsqu'ils se décidèrent à entrer au *Métropole.* Dans le hall du fameux restaurant de nuit, vaste salon rutilant de dorures, capitonné de somptueux tapis, doucement éclairé par des lampadaires de bronze, on s'était attablé devant un souper de champagne, de fruits, de pâtisseries . . . Il y avait là des femmes en toilettes chatoyantes, largement décolletées.

Au moment d'endosser son paletot et de sortir, Shavinsky prit congé de son compagnon de fête.

Etait-ce l'éclairage incertain et faux des lampes dans l'aube naissante ? Le visage de Rybnikoff avait maintenant un ton jaunâtre et sale de terre glaise, et des rides creusaient autour de sa bouche et de son nez des plis profonds et tristes.

Affalé au fond d'une bergère, et tout recroquevillé sur lui-même, le dos voûté, les mains frileusement blotties dans les manches de son manteau, il respirait péniblement, la bouche entr'ouverte et cela lui donnait un air épuisé, douloureux, qui pénétra le cœur de Shavinsky de pitié attendrie. Il se souvint avec remords, avec stupeur, de ses inquisitions agressives, de ses soupçons absurdes . . . Quels soupçons ? . . . Imaginations factices, sans consistance, sans rapport avec la réalité . . . Improvisations hâtives d'homme de lettres ! S'être acharné ainsi sur ce pauvre diable de militaire, qui, dans son attitude abandonnée, avait vraiment quelque chose de si petit, de si faible, de si touchant . . . !

Shavinsky prit l'officier par la taille, l'attira vers lui, et d'une voix caressante :

— Alors, commandant, on reste amis, n'est-ce pas ? et, si je vous ai causé quelque ennui, pardonnez-moi . . . Allons, votre main ; il est très tard, et même très tôt. Venez donc déjeuner chez moi vers une heure . . . c'est entendu, n'est-ce pas ? A tout à l'heure !

Comme Rybnikoff restait toujours silencieux, perdu dans sa rêverie, la jolie blonde qui venait de souper à ses côtés, se leva à son tour, et lui passa son bras nu autour du cou.

— C'est tout de même vrai, ma petite âme, qu'il est tard ; allons, viens avec moi.

On trouvait, naturellement, aux étages supérieurs du *Métropole,* quelques chambres gracieusement prêtées par l'établissement aux bons soupeurs, désireux, en outre, d'un bon gîte. La chambre où fut introduit Rybnikoff, était petite, mais égayée par des tentures claires ; une lanterne chinoise voilée d'étoffes bleu ciel pendait au plafond.

Quand sa compagne se fût déshabillée, elle s'étira avec un soupir de soulagement. Puis elle ajusta la mèche de la lampe, se rassit sur le lit, et se mit à délacer tranquillement ses bottines.

— Hé bien, mon officier, vous ne me dites rien ?... Ecoutez, on va prendre encore un peu de champagne ?... Non ? Oh bien ! puisque vous êtes si avare, je vais demander des oranges. Resterez-vous toute la nuit ?

— Toute la nuit. Viens près de moi.

Obéissante, elle le suivit, jeta sa cigarette sur le parquet et se blottit frileusement sous les couvertures.

— Tu sais, fit-elle encore, j'adore les militaires... Comment t'appelles-tu ?

— Moi ?

Il toussota pour s'éclaircir la voix.

— Commandant Rybnikoff ... Vassili Alexiévitch Rybnikoff.

— Vassia ! Tiens, justement, j'en connais un autre, de Vassia : un petit lycéen et mignon à croquer !

Et, tout en achevant de se pelotonner sous les couvertures, elle se mit à fredonner, rieuse : « Vassia, Vassenka ! qui m'a conté fleurette... Dis, mon chéri, tu as été à la guerre ? Bien vrai ? ... Dis, c'est terrible la guerre ? »

— Terrible ... non, pas plus que cela ... Ah ! parlons d'autre chose ... fit-il avec lassitude. Et toi, comment t'appelles-tu ?

— Clotilda . . . Mais, écoute, je vais te dire un secret : je m'appelle Nastia . . . c'est ici qu'on m'a baptisée Clotilda. . . C'était bien trop vilain de s'appeler Nastia, Nastasia ! . . . un nom de cuisinière !

— Nastia, reprit-il d'un air rêveur après avoir baisé délicatement la gorge qui s'offrait. Pourquoi ? non, au contraire . . . c'est très joli.

— Joli, je ne trouve pas . . . Encore si je m'appelais Malvina, Vanda ou encore Irma, en voilà des beaux noms.

Elle vint se blottir tout contre lui.

— Sais-tu que je le trouve très sympathique, mon beau petit brun ; j'adore les bruns... Et marié, hein ?

— Non, pas marié.

— Que vous dites. Ah ! vous êtes bien tous les mêmes à vouloir vous faire passer pour garçons. Et dire, que, sûrement, il a laissé à la maison toute une potée d'enfants !

Elle eut encore un rire frais. Rybnikoff ne la quittait pas des yeux. Dans la pénombre, cette figure de femme reposant près de lui, s'était mystérieusement attendrie. Elle avait perdu ses lignes simples et décidées de joli visage russe éclairé par de grands yeux gris, pour se fondre en une forme imprécise de rêve, vaguement détachée sur la blancheur de l'oreiller . . .

— Que tu es belle ! je t'aime, je t'aime ! murmura-t-il ardemment, en couvrant de baisers ses bras, son cou, ses cheveux. Il était tout tremblant, et l'impatient désir si longtemps exclu de sa vie ascétique d'officier en campagne par les fatigues physiques et la tension nerveuse, venait de s'allumer soudain avec une ardeur aveuglante presque pénible.

— Comme tu as les mains froides ! dit-elle tout-à-coup, comme pour dissiper cette impression d'embarras presque pudique qui la gagnait peu à peu et l'étonnait. Tu sais : mains froides, cœur ardent !

— Oh ! oui, oui, oui, ardent . . . Oh ! oui, ardent ! reprit-il d'une voix entrecoupée, tremblante.

Certes, elle avait de quoi être blasée, cette Clotilda, sur toutes les manifestations de l'amour physique ; depuis longtemps, elle n'en accomplissait plus les rites que méca-

niquement, avec une indifférence souveraine, parfois aussi avec une silencieuse aversion ; depuis longtemps, elle ne voyait plus, dans ses amants d'une heure, que le mâle uniformément grossier.

Et pourtant, voici que ce petit officier, qui n'avait même plus pour lui la jeunesse, venait d'éveiller en elle une impression nouvelle, spéciale, singulièrement troublante ; ses moindres mouvements avaient une délicatesse attentive et prudente ; de ses caresses, de ses baisers émanait une inexprimable tendresse ; et cette douceur presque féminine n'empêchait pourtant pas qu'elle ne se sentît enveloppée, peu à peu, par les puissants effluves de la passion animale . . .

Naturellement, son esprit borné, inhabile à se dégager de son ambiance familière, ne parvenait pas à s'expliquer la surprise heureuse et confuse qu'elle ressentait ; et, naturellement aussi, elle ne trouva, quand elle voulut l'exprimer, que de pauvres mots routiniers et ignoblement usagés.

— Comme il est intéressant, mon beau petit homme ! il est à moi, mon tout petit poulet, dis, pas vrai ?

Elle se leva, éteignit la lampe et revint s'étendre près de lui ; le petit jour filtrant à travers les persiennes, répandait dans la chambre un demi-jour bleuâtre et vaporeux ; quelque part, derrière une cloison, un réveil-matin battait à coups précipités ; dans la rue, assez loin de là, quelqu'un chanta, longuement, tristement . . .

. . . .

— Quand reviendras-tu ? demanda la jeune femme.

Rybnikoff entr'ouvrit à peine ses paupières appesanties par le sommeil :

— Quoi ? Quand je reviendrai ? Bientôt... demain . . .

— Allons, allons ! tu veux me faire marcher . . . Non, dis pour de vrai . . . Sais-tu que je vais m'ennuyer sans toi ?

Les yeux clos, d'une voix somnolente, il balbutia encore quelques paroles sans suite :

— Je vais m'ennuyer sans toi . . . il faut écrire . . . se retrancher sur la crête.

Une fatigue écrasante l'accablait maintenant, dans laquelle il eût voulu s'anéantir ; mais, comme il arrive

chez les gens longtemps privés de leur repos nocturne, il ne parvenait pas à s'endormir d'un seul coup ; à peine sa conscience commençait-elle à s'abîmer doucement dans un néant obscur et ouaté, qu'une sorte de secousse électrique galvanisait brusquement tous ses membres ; il tressaillait violemment, gémissait, ouvrait tout grands des yeux effarés, pour retomber aussitôt dans cet irritant état de demi-veille, qui ne cède que lentement à l'inconscience totale et se peuple d'hallucinations menaçantes.

Or Clotilda n'avait nulle envie de dormir. Assise en chemise sur le lit, les bras jetés autour de ses genoux, elle épiait Rybnikoff avec une curiosité un peu craintive ; dans la pénombre bleuâtre, la face du dormeur semblait avoir jauni encore, et ses traits s'étaient aiguisés comme ceux d'un mort ; bien que sa bouche fût grande ouverte, on ne l'entendait pas respirer ; mais autour de ses yeux et de ses lèvres se creusait le pli d'une amère tristesse, et son visage avait une expression d'épuisement douloureux et profond, qu'elle n'avait jamais vue sur un visage humain.

Doucement, elle passa la main sur ses cheveux rêches et sur son front ; la peau était froide et toute moite de sueur; et ce simple contact fit tressaillir Rybnikoff. Il jeta un faible cri d'effroi et se dressa vivement sur son séant, en rejetant la couverture.

— Ah ! qui est là ?. . .

Sa voix était haletante ; vivement, il essuya son visage avec la manche de sa chemise.

— Qu'est-ce qu'il y a donc, mon chat ? fit la jeune femme, compatissante. Tu ne te sens pas bien ? Veux-tu que je t'apporte un verre d'eau ?

Mais Rybnikoff avait repris possession de lui-même, et reposait la tête sur l'oreiller :

— Non, merci, je me sens mieux ; c'est seulement ce rêve que j'ai eu . . . tu peux te recoucher, ma chérie ; dors, je t'en prie.

— A quelle heure faudra-t-il te réveiller demain, ma petite âme ?

— Me réveiller . . . oui . . . le matin . . . le soleil se lève tôt . . . envoyer les dragons en patrouille . . . il faut trouver le gué . . . pour passer la rivière . . . passer . . .

Il se tut et reposa quelques minutes dans une immobilité absolue ; puis, soudain, une grimace d'angoisse mortelle contracta la rigidité cadavérique de son visage ; il tressauta, retomba sur le dos en gémissant, et aussitôt, des sons étranges, mystérieux, barbares, comme des mots d'une langue inconnue se précipitèrent de ses lèvres . . .

Elle l'écoutait en retenant sa respiration, gagnée peu à peu par cette vieille terreur instinctive qu'on éprouve en entendant quelqu'un parler en rêve ; ses yeux ne quittaient pas le visage sur l'oreiller. L'officier se tut, longtemps, une minute . . . ; puis, tout d'un trait, encore, une longue suite de sons incompréhensibles . . . ; et de nouveau, il se tut, attentif; il avait l'air de prêter l'oreille à la réponse et, soudain, d'une voix claire et forte, il lança le seul mot de langue japonaise qu'elle connût, pour l'avoir lu dans les journaux : « *Banzaï !* »

Le cœur de Clotilda se mit à battre si vite et si fort que la peluche légère de la couverture se soulevait sur ses seins ; un soupçon vague encore et lointain commençait à poindre au fond de sa conscience . . . Au même instant, elle entendit gratter doucement à la porte, et se leva pour ouvrir.

— Clotilda, c'est toi ? chuchotait une voix de femme, celle de Sonia Karaïmka, son amie. Tu ne dors pas ? Alors, viens donc une minute ; on finit de souper avec Lionka et deux de ses camarades ; si tu savais ce qu'on s'amuse ; non, ce que Lionka nous a fait rire, avec ses histoires !

— Quel Lionka ?

— Le petit brun . . . avec des moustaches en croc, et tant de chic . . . tu ne connais que lui, voyons ! Lionka, ce type qu'on dit qu'il est de la Sûreté . . . Il nous a payé de l'abricotine . . . Viens donc, puisque celui-là dort, viens, ma chérie.

— Bon, je viens tout de suite. Ah ! j'ai quelque chose de très curieux à vous raconter ; attends, je vais m'habiller.

— Quelle bêtise ! Pourquoi faire . . . ? Pas besoin de se gêner pour Lionka . . . viens donc comme tu es.

Clotilda se leva et passa un jupon ; le bruit léger réveilla Rybnikoff.

— Où vas-tu ? demanda-t-il d'une voix endormie.

— Je reviens tout de suite... il faut que je sorte un instant, fit-elle en boutonnant à la hâte sa camisole. Dors bien gentiment, mon chéri ; je reviens à la minute.

Il n'entendit pas les derniers mots. Enfin c'était le sommeil, le grand sommeil profond et noir, où tout d'un coup il venait de s'anéantir.

Deux heures plus tard, le commandant Rybnikoff se réveillait en sursaut ; une voix menaçante avait crié au fond de lui : « Lève-toi ! »

D'ailleurs, ce court sommeil l'avait déjà reposé ; avant tout, il jeta vers la porte un coup d'œil rapide...; il y avait là quelqu'un... derrière cette porte... quelqu'un dont le regard insistant l'épiait..; puis, ses yeux parcoururent la chambre ; il y faisait presque clair ; les persiennes avaient été entr'ouvertes pendant qu'il dormait ; en face de lui, assise, accoudée à la table, Clotilda, très pâle, fixait sur lui de grands yeux désolés, pleins de larmes.

— Qu'est-ce qu'il y a ? interrogea Rybnikoff avec une anxiété croissante. Hé bien ? Qu'est-ce qu'il y a ?

Elle ne répondit pas ; mais son menton se mit à trembler et ses dents s'entrechoquèrent légèrement.

Alors les yeux de l'officier se durcirent d'un éclat méfiant ; dressé sur son séant, il tendit le buste vers la porte et prêta l'oreille ; on entendait maintenant marcher à pas lourds dans le couloir... et cela se rapprochait...; devant la chambre, les pas s'arrêtèrent et tout se tut.

D'un bond silencieux et souple, Rybnikoff s'élança, saisit la clef et prestement la tourna deux fois ; aussitôt, on frappa à la porte et Clotilda, poussant un cri d'effroi, s'effondra sur la table, le visage caché dans ses mains. En un instant, le commandant fut habillé ; son épée et son manteau avaient dû rester en bas, dans l'antichambre. Une seconde il chercha fébrilement sa casquette ; et de nouveau on frappa à la porte.

Rybnikoff était pâle, mais absolument maître de lui désormais ; ses mains ne tremblaient même pas en l'habillant ; tous ses gestes étaient parfaitement sûrs et mesurés. Ce ne fut qu'après avoir boutonné sa tunique jusqu'au

collet qu'il marcha sur la femme et lui saisit le poignet avec une énergie telle que, sous l'afflux brusque du sang, elle rougit violemment :

— Toi, fit-il dans un chuintement de fureur mais sans presque remuer les mâchoires, si tu bouges, si tu cries, je te tue !

Alors, pour la troisième fois, on frappa à la porte, et ces mots furent prononcés à voix basse, dans le couloir :

— Monsieur, veuillez ouvrir, je vous prie.

A présent il ne traînait plus la jambe, le commandant, il ne songeait plus à contrefaire le boiteux ; en trois pas rapides et silencieux, il fut à la fenêtre, s'assit d'un bond souple de chat sur l'appui, et d'un coup de poignet ouvrit toutes grandes les persiennes qui vinrent battre au mur ; devant lui, quelques branches d'arbres grêles ; au-dessous, deux étages plus bas, les pavés de la cour humides de rosée, parsemés d'herbes folles . . . Le saut était terrifiant ; pourtant, il n'hésita pas.

Assis sur la balustrade de fer forgé, les deux jambes pendantes dans le vide, il allait, d'une poussée simultanée de ses deux bras, se lancer dans l'espace, lorsque subitement Clotilda se rua sur lui en hurlant, et le saisit par la manche de son bras gauche ; dans l'effort qu'il fit pour se dégager, il eut un faux mouvement, perdit l'équilibre et tomba gauchement au dehors avec un faible cri de surprise.

Au même instant, la porte vermoulue s'effondrait dans la chambre, livrant passage à Lionka, tout haletant et les yeux ardents ; derrière lui, piétinant à pas lourds et maintenant du bras gauche le fourreau de leur épée, deux gigantesques agents.

En voyant la fenêtre ouverte et la femme cramponnée au garde-fou et qui hurlait toujours, Lionka devina le reste ; c'était un homme résolu ; il ne prononça pas un mot, ne réfléchit même pas. Comme si la chose prévue d'avance, allait de soi, il s'élança à son tour par la fenêtre et vint s'abattre à deux pas de Rybnikoff qui gisait, immobile, sur le côté : la seconde d'après, et bien que tout abasourdi lui-même par la chute, il se jetait de tout son poids sur l'officier.

— Ah ! Ah ! la bonne blague ! vociférait-il, en secouant rageusement sa victime, dont la tête chaque fois venait donner contre les pavés.

L'espion n'opposait aucune résistance ; ses yeux étincelaient d'une haine sauvage ; mais il était affreusement pâle et ses lèvres se frangeaient d'une écume rosée.

— Ne m'écrasez pas, dit-il seulement d'une voix très basse. Je me rends . . . J'ai les jambes brisées.

A. KOUPRINE.

(Traduction d'Albert Touchard.)

LA MAISON DE CRÈVE-CŒUR

ET

LE MANOIR DU CAVALIER[1]

Les Capables muets et les Incapables bruyants

En présence de ce tableau de folies et d'illusions insensées, le lecteur à l'esprit critique plaidera immédiatement que l'Angleterre, pendant tout ce temps, menait une guerre qui nécessitait l'organisation de plusieurs millions de combattants et d'ouvriers, pour les pourvoir en provisions, en munitions et en moyens de transport, et que cela ne pouvait être fait par un ramassis d'énergumènes hystériques. C'est vrai, heureusement. Lorsqu'on passait des bureaux des journaux, des plateformes politiques et des coins de cheminée des clubs et des salons de la banlieue, à l'Armée et aux usines de munitions, on croyait passer de l'asile d'aliénés de Bedlam au plus actif et au plus raisonnable des mondes de travail. C'était redécouvrir l'Angleterre et trouver un terrain solide pour la foi de ceux qui croyaient encore en elle. Mais une des conditions nécessaires à ce bon état, c'était que ceux qui étaient capables donnent tout leur temps à leurs affaires et laissent la cohue divaguer à cœur-joie. A vrai dire, les diva-

[1] Voir notre numéro de mai.

gations servaient les capables parce que, comme elles s'éloignaient toujours de la réalité, elles détournaient souvent, d'une façon fort commode, l'attention des opérations qui auraient échoué ou auraient été gênées par la publicité. Le précepte que je m'étais vainement efforcé de rendre populaire au début de la guerre, « si vous avez quoi que ce soit à faire, faites-le; sinon, pour l'amour du ciel, ne demeurez pas en travers du chemin », n'était qu'à moitié mis en pratique. Certes, les gens capables faisaient ce qu'ils avaient à faire, mais les incapables ne voulaient pas du tout s'en aller hors du chemin : ils s'agitaient et brillaient, et seule leur ignorance bénie du lieu où se trouvait le chemin les empêchait d'être en son plein milieu. Par conséquent, tandis que tous les gens capables de l'Angleterre étaient silencieux et invisibles, tous les imbéciles assourdissaient les cieux de leurs clameurs et ternissaient le soleil de leur poussière. Malheureusement, ils intimidaient aussi le gouvernement avec leur tapage, afin que ce dernier employât les pouvoirs irrésistibles de l'Etat en vue d'intimider les gens sensés. Ils permettaient ainsi à une méprisable minorité de prétendus lyncheurs d'établir un règne de terreur qui aurait pu, à n'importe quel moment, être brisé par la seule parole menaçante d'un ministre responsable. Mais nos ministres n'avaient pas cette espèce de courage. Ni la Maison de Crève-Cœur, ni le Manoir du Cavalier ne l'avaient engendré, et encore moins la banlieue! Quand les choses en arrivèrent finalement au pillage des boutiques par des criminels, sous couleur de patriotisme, ce fut la police et non le gouvernement qui mit le pied dessus. Il y eut même un moment déplorable, durant l'épouvante sous-marine, lorsque le gouvernement céda à un appel enfantin pour qu'on maltraitât les prisonniers navals de guerre. A notre grande honte, le gouvernement fut forcé par l'ennemi de se mieux conduire. Et pourtant, derrière toutes ces fautes et cette inconduite publiques, ces méfaits futiles, l'Angleterre agissante poursuivait sa besogne avec la capacité et l'activité les plus formidables. L'Angleterre visible, exotérique, rendait l'Empire malade de ses incontinences, de ses ignorances, de ses férocités, de ses paniques et de ses interminables et

intolérables braillements de chant nationaux alliés, en toutes saisons et hors de toutes saisons. L'Angleterre ésotérique procédait irrésistiblement à la conquête de l'Europe.

Les Hommes d'affaires pratiques

Dès le début, les gens inutiles réclamèrent à cor et à cri qu'on utilisât les « hommes d'affaires pratiques ». Ils voulaient signifier par là les hommes qui s'étaient enrichis en plaçant leurs intérêts personnels avant ceux de leur pays, et en mesurant le succès de toute entreprise au bénéfice pécuniaire qu'ils en tiraient, eux et ceux dont ils dépendaient pour leurs capitaux. Le pitoyable échec de certains échantillons remarquables du premier lot de ces pauvres diables que nous mîmes à l'épreuve, contribua à donner à tout le côté public de la guerre l'air d'une farce monstrueuse et désespérée. Ils prouvèrent qu'ils étaient non seulement impropres à toute œuvre publique, mais que, dans une nation bien ordonnée, ils n'auraient jamais dû être autorisés à contrôler aucune entreprise privée.

Comment les Fous crièrent plus fort que les Sages

C'est ainsi que, semblable à un pays fertile inondé de boue, l'Angleterre ne montra aucun signe de sa grandeur aux jours où elle mettait en jeu toute sa force, pour se sauver des pires conséquences de sa petitesse. La plupart des hommes d'action étaient occupés jusqu'à la dernière minute de leur temps, par des besognes pratiques urgentes. Aussi, ils durent abandonner à des gens inoccupés ou à des rhétoriciens professionnels, le soin de présenter la guerre à la raison et à l'imagination du pays et du monde, au moyen de discours, de poèmes, de manifestes, d'affiches illustrées et d'articles de journaux. J'ai eu le privilège d'entendre plusieurs de nos chefs les plus capables parler de leur œuvre ; et j'ai, comme tout le monde, lu

les comptes rendus de cette œuvre, que les journaux donnaient à l'univers. Nulle part on n'aurait pu trouver deux choses plus dissemblables. Mais finalement les parleurs obtinrent un dangereux ascendant sur le gros de la troupe des hommes d'action. Les grands hommes d'action sont toujours d'invétérés parleurs, et souvent de très habiles écrivains, et par conséquent ils ne peuvent pas avoir l'esprit formé par les autres. Mais l'homme d'action ordinaire, comme le combattant à la baïonnette ordinaire, ne peut se raconter lui-même, même à lui-même. Aussi est-il apte à prendre et à accepter ce qu'il lit sur lui-même et sur les autres, dans les journaux, sauf quand l'auteur est assez imprudent pour s'engager sur des points de technique. Il n'était pas rare, durant la guerre, d'entendre un soldat ou un civil travaillant pour la guerre, décrire des événements relevant de son expérience personnelle, qui réduisaient à une complète absurdité les divagations et les imbécilités de son journal quotidien. Et pourtant, ce même homme répétait comme un perroquet les opinions de son journal. Par conséquent, pour échapper à la confusion et à la folie qui régnaient, partout il n'était pas suffisant de rechercher la compagnie de l'homme d'action : il fallait être en contact avec les grands esprits. C'était là un privilège que seule une poignée de gens pouvait posséder. Pour le citoyen non privilégié, il n'y avait pas de moyen d'échapper. Pour lui, le pays entier semblait fou, futile, stupide, incompétent, sans aucun espoir de victoire, si ce n'est l'espoir que l'ennemi fût aussi fou que lui. Ce n'est que par la volonté de la réflexion et du raisonnement qu'il arrivait à se rassurer en se disant que, s'il n'y avait rien de plus solide sous ces apparences épouvantables, la guerre n'aurait pas pu continuer un seul jour sans un écroulement complet de son organisation.

Les Élections folles

Heureux les fous et les hommes d'action insouciants de ces jours-là ! Le pire, c'est que les fous étaient fortement représentés au Parlement, car non seulement les

fous élisent des fous, mais ils peuvent persuader les hommes d'action de les élire aussi. Les élections qui suivirent l'armistice furent peut-être les plus folles qui eussent jamais eu lieu. Les soldats qui avaient fait leur service volontaire et héroïque sur le champ de bataille, étaient battus par des personnes qui n'avaient, selon toute apparence, jamais couru le moindre risque ou qui n'avaient jamais dépensé un seul sou qu'ils pouvaient éviter de dépenser. Même d'aucuns, au cours de la campagne électorale, durent s'excuser publiquement d'avoir braillé que leur adversaire était pacifiste ou pro-Allemand. Les chefs de parti recherchent de tels partisans, car ils peuvent toujours compter sur eux. Ils sont, servilement, dans les couloirs, aux ordres de celui qui rassemble les votants du parti. Il suffit pour cela que le chef leur assure leur siège par le système nommé par dérision, en souvenir du système de rationnement de la guerre, « distribution du ticket ». D'autres incidents étaient si grotesques que je ne pourrais les citer sans que cela permît au lecteur d'identifier les personnes intéressées, ce qui ne serait pas juste, étant donné qu'elles n'étaient pas plus à blâmer que des milliers d'autres qui nécessairement demeurent inconnues. Le résultat général fut manifestement absurde. Le corps électoral, dégoûté de sa propre besogne, se réfugia immédiatement dans l'extrême opposé. Il mit dehors tous les candidats des « tickets » aux premières élections partielles, par des majorités tout aussi folles. Mais le mal des élections générales ne pouvait pas être défait, et le gouvernement fut obligé, non seulement de feindre d'abuser de sa victoire européenne comme il l'avait promis, mais de le faire en réalité, en affamant les ennemis qui avaient jeté bas les armes. En un mot, il avait triomphé aux élections en engageant sa parole qu'il serait méchant, cruel et vindicatif avec prodigalité. Et il ne trouva pas aussi facile de se soustraire à cet engagement qu'il l'avait trouvé de se soustraire à des engagements plus nobles. La fin, comme je l'ai écrit, n'est pas encore arrivée. Mais il est évident que cette sauvagerie irraisonnée retombera si rudement sur la tête des Alliés que, au lieu d'essayer de compléter sa destruction, nous serons forcés

par la plus dure des nécessités de prendre notre part dans la guérison de l'Europe presque blessée à mort par nous.

Le Yahoo et le Singe en colère

En contemplant ce tableau d'un état de l'humanité si récent qu'il n'est pas possible d'en nier la vérité, on comprend que Shakespeare ait comparé l'homme à un singe en colère, que Swift l'ait décrit comme un Yahoo réprimandé par la vertu supérieure du cheval, et que Wellington ait déclaré que les Anglais ne pouvaient bien se conduire ni dans la victoire, ni dans la défaite. Pourtant, aucun des trois n'a vu la guerre telle que nous l'avons vue. Shakespeare blâmait les grands hommes en disant que « si les grands hommes pouvaient tonner comme Jupiter lui-même, jamais Jupiter ne serait tranquille. En effet, le moindre sous-off un peu remuant se servirait de son ciel pour tonner et rien que pour tonner ». Qu'aurait dit Shakespeare s'il avait vu aux mains de tous nos travailleurs de village quelque chose de beaucoup plus destructif que le tonnerre et s'il avait trouvé sur la crête de Messines les cratères de dix-neuf volcans qui partaient au simple toucher d'un doigt qui aurait pu être celui d'un enfant, sans que d'ailleurs le résultat en fût moins désastreux ? Shakespeare peut avoir vu une maisonnette de Stratford frappée par une des foudres de Jupiter et il peut avoir aidé à éteindre le chaume enflammé et à relever les morceaux de la cheminée effondrée. Mais qu'aurait-il dit s'il s'il avait vu Ypres tel qu'il est maintenant ? Mais qu'aurait-il dit, s'il était revenu à Stratford comme les paysans français reviennent maintenant à leurs maisons, qu'il eût vu l'ancien poteau indicateur portant l'inscription « Stradford 1 mille 600», et qu'au bout de ce mille 600, il n'eût rien trouvé que des trous dans le sol, et çà et là, un fragment de baratte brisée? Est-ce que le spectacle du singe en colère, doté d'une puissance de destruction que Jupiter n'a jamais prétendu avoir, ne l'aurait pas privé même de parole ?

Et pourtant, que peut-on dire, si ce n'est que la guerre violente la nature humaine en brisant son meilleur côté et en faisant de son plus mauvais côté une vertu diabolique ? Il vaudrait mieux pour nous qu'elle brisât entièrement la nature humaine, car alors la solution guerrière de nos difficultés nous serait enlevée et nous prendrions plus de soin de ne pas nous y laisser conduire. En réalité, comme l'a dit Byron, « mourir n'est pas difficile », tandis que vivre est extrêmement difficile. Cela explique pourquoi, au fond, non seulement la paix vaut mieux que la guerre, mais encore pourquoi elle est infiniment plus ardue. Est-ce qu'aucun des héros de la guerre a regardé plus courageusement en face les glorieux risques de mort que le traître Bolo n'en a regardé l'ignominieuse certitude? Bolo nous a appris à tous à mourir : peut-on dire qu'il nous ait appris à tous à vivre ? Il se passe à peine une semaine sans que quelque soldat ayant bravé la mort sur le champ de bataille, de façon si audacieuse qu'il a été décoré ou spécialement recommandé pour l'être, soit traîné devant nos juges pour avoir cédé aux tentations les plus méprisables de la paix, sans excuse plus valable que cette vieille excuse qu'il faut bien « que chacun vive ». Chose étrange : celui qui, plutôt que d'accomplir un travail honnête, vend son honneur pour une bouteille de vin, pour une soirée au théâtre ou une heure avec une femme inconnue — toutes choses qu'on peut obtenir avec un chèque sans valeur — peut pourtant risquer sa vie en courant la chance la plus désespérée, sur le champ de bataille ! Ne semble-t-il pas qu'après tout, la gloire de la mort est meilleur marché que la gloire de la vie ? Si cette gloire n'était pas si facile à atteindre, pourquoi un nombre beaucoup plus grand d'hommes l'atteignent-ils ?

En tous cas, il est évident que le Royaume du Prince de la Paix n'est pas encore devenu le royaume de ce monde. On a fait opposition à ses tentatives d'invasion beaucoup plus furieusement qu'à celles du Kaiser. Toute heureuse qu'ait été cette résistance, elle a accumulé une sorte de dette nationale qui n'en est pas moins écrasante parce que nous n'avons pas de chiffres pour l'exprimer et que nous n'avons nulle intention de la payer. Un blocus qui

supprime « la grâce de Notre Seigneur » est, à la longue, moins supportable que les blocus qui suppriment simplement les matières premières. Contre ce blocus-là, notre Armada est impuissante. Dans la maison du bloqueur, nous a-t-on assuré, il y a beaucoup de demeures ; mais je crains fort qu'elles ne comprennent ni la Maison de Crève-Cœur, ni le Manoir du Cavalier.

La Peste soit de vos deux Maisons

En attendant, les pioches et les pétards bolchévistes sont à l'œuvre pour attaquer les fondations des deux édifices. Bien que les Bolchévistes puissent être enterrés sous les ruines, leur mort ne sauvera pas les édifices. Malheureusement, ils peuvent être rebâtis. Comme le Château du Doute, ils ont été démolis bien des fois par des Grands Cœurs successifs et bâtis à nouveau par Simple d'Esprit, Paresse et Présomption, par Esprit Faible et Grand Peur et par tous les jurés de la Foire aux Vanités. Encore une génération d'« éducation secondaire » dans nos vieilles écoles publiques, et les institutions à bon marché qui les singent seront tout à fait suffisantes pour maintenir les deux édifices jusqu'à la prochaine guerre.

Je laisse ces pages pour l'instruction de cette génération comme témoignage de ce qu'était la vie civile durant la guerre : sujet sur lequel l'histoire se tait généralement. Heureusement, ce fut une guerre courte ! Il est vrai que les gens qui s'imaginaient qu'elle ne pourrait pas durer plus de six mois ont été réfutés par les événements, d'une façon absolument remarquable. Comme sir Douglas Haig l'a justement noté, ses batailles de Waterloo duraient des mois et non des heures. Mais il n'y aurait rien eu de surprenant à ce qu'elles durassent trente ans. Si le blocus n'avait pas accompli cet exploit étonnant d'affamer l'Europe — ce qui n'aurait pas été possible si l'Europe avait été convenablement organisée pour la guerre, ou même pour la paix — la guerre aurait duré jusqu'à ce que les belligérants en fussent si fatigués

qu'on n'aurait plus pu les forcer à la continuer. Etant donnée son ampleur, la guerre de 1914-1918 sera certainement classée comme une des plus courtes de l'histoire. La fin se produisit si brusquement que les combattants trébuchèrent littéralement par-dessus les uns les autres. Et pourtant, elle se produisit une bonne année plus tard qu'elle n'aurait dû se produire si les belligérants n'avaient pas eu trop peur les uns des autres pour regarder la situation en face d'une manière sensée. L'Allemagne, n'ayant pas réussi à prendre toutes ses précautions dans la guerre qu'elle-même avait commencée, ne réussit pas davantage à se rendre avant qu'elle ne fût dangereusement épuisée. Ses adversaires, également imprévoyants, allèrent aussi près de la banqueroute que l'Allemagne de la famine. C'était un bluff où les uns et les autres ont été bluffés. Et, avec l'ironie habituelle de la guerre, il se peut que l'Allemagne et la Russie, les deux vaincues, soient en réalité les gagnantes. Les vainqueurs, en effet, sont déjà en train de s'attacher eux-mêmes les chaînes qu'ils ont fait tomber des membres des vaincus.

Ce que devenait le Théatre

Rétrécissons à présent un peu violemment notre vue du théâtre européen de la guerre pour considérer le théâtre où les combats sont feints où les tués se relèvent au moment où le rideau est tombé, et s'en retournent confortablement chez eux et soupent, après avoir lavé leurs blessures faites de peinture rose. Il y a bientôt vingt ans que j'ai été obligé de présenter une pièce sous forme de livre, faute de pouvoir la présenter sous sa forme véritable en la faisant jouer dans un théâtre. La guerre m'a fait revenir à cet expédient. La *Maison de Crève-Cœur* n'a pas encore vu la scène.

J'ai gardé ma pièce parce que la guerre a complètement bouleversé les conditions économiques qui autrefois permettaient aux drames sérieux de rapporter de l'argent, à Londres. Le changement n'est pas dans les théâtres eux-mêmes, ni dans leur direction, ni dans les auteurs et les

acteurs, mais dans l'auditoire. Pendant quatre années, les théâtres de Londres ont été remplis chaque soir par des milliers de soldats en permission. Ces soldats n'étaient pas des habitués des théâtres londoniens. Une expérience que je fis étant enfant servit à m'expliquer le cas. Encore petit garçon, on m'emmena à l'opéra. Je ne savais pas alors ce que c'était, bien que je pusse siffler beaucoup d'airs. J'avais vu dans l'album de ma mère les photographies de tous les grands chanteurs, la plupart en vêtements de soirée. Au théâtre, je me trouvai à un balcon doré rempli de personnes en vêtements de soirée, que je pris pour les chanteurs d'opéra. Je distinguai une dame noire et forte, que je crus être l'Alboni et je me demandai quand elle allait se lever pour chanter. Je fus tout surpris qu'on me fît asseoir le dos aux chanteurs, au lieu de leur faire face. Mais quand le rideau se leva, mon étonnement et ma joie furent sans bornes.

Le Soldat au Théâtre

En 1915, je vis au théâtre des hommes en khaki dans la même situation où j'étais, enfant. Pour tous ceux qui avaient l'explication de leur état d'esprit, il était évident qu'ils n'avaient jamais été au théâtre et qu'ils ne savaient pas ce que c'était. Dans un de nos grands théâtres de genre, je me trouvai assis à côté d'un jeune officier — pas un spécimen d'officier grossier — qui, lorsque le rideau se leva et lui permit de voir en quel lieu il allait être transporté, trouva la partie dramatique de la pièce absolument incompréhensible. Il ne savait pas du tout comment jouer sa partie dans ce jeu. Il pouvait comprendre les gens qui, sur la scène, chantaient, dansaient et se livraient à de la gymnastique. Non seulement il comprenait, mais il s'amusait énormément à entendre un artiste imiter le chant du coq et le grognement du cochon. Mais il était dérouté par les gens qui voulaient faire accroire qu'ils étaient ce qu'ils étaient et que le tableau peint derrière eux était réel. En le regardant, je compris qui'l fallait que se transformât l'homme naturel avant qu'il pût facilement

accepter les conventions du théâtre et avant que le but du drame lui devînt évident.

Or, dès que la routine des permissions de nos soldats fut établie, ces novices, accompagnés de jeunes demoiselles (dénommées *flappers*, oies blanches) souvent aussi innocentes qu'eux-mêmes, remplirent les théâtres jusqu'aux portes. Il fut presque impossible, tout d'abord, de leur trouver des pièces assez simplistes. Les meilleurs comédiens de music-halls fouillèrent leurs souvenirs pour y retrouver les badinages les plus usés et les bouffonneries les plus enfantines, afin d'éviter que les spectateurs militaires ne perdissent pied. Je crois que c'était là une erreur, du moins en ce qui concerne les novices. Shakespeare ou les drames avec des George Barnell, des Maria Martin, ou le Barbier-Démon de Fleet Street auraient probablement eu beaucoup de succès auprès d'eux. Mais, après tout, les novices n'étaient qu'une minorité. Le soldat cultivé qui, en temps de paix, n'aurait pas voulu assister à une pièce de théâtre à moins qu'elle ne fût du genre des plus avancées, d'après Ibsen, et montée d'une façon tout à fait artistique, se trouvait, à son grand étonnement, assoiffé de plaisanteries stupides, de danses, d'exhibitions sensuelles et ineptes de jolies filles. L'auteur de quelques-unes des pièces les plus farouchement sérieuses de notre époque me confia qu'après avoir enduré des mois de vie dans les tranchées, sans avoir jamais entrevu le moindre être du sexe féminin, il éprouvait un plaisir innocent, mais délicieux, à la seule vue d'une simple *flapper*. La réaction causée par le champ de bataille produisait un état d'hyperesthésie dans lequel toutes les valeurs théâtrales étaient altérées. Des choses triviales acquéraient de l'intensité, et des choses vieillies, de la nouveauté. L'acteur, au lieu d'avoir à flatter son auditoire pour qu'il oublie l'ennui qui l'avait poussé au théâtre par mauvaise humeur, pour y chercher un peu de distraction, n'avait qu'à exploiter la béatitude d'hommes souriants qui n'étaient plus sous le feu ni sous la férule militaire. En réalité, ces hommes bien nettoyés et satisfaits étaient d'humeur à se montrer contents de n'importe quoi. Tout ce qu'un essaim de jolies

filles et un pître, ou même simplement tout ce qu'un essaim de jeunes filles ayant la prétention d'être jolies et un homme ayant la prétention d'être un pître, pouvaient faire pour eux les rendait heureux.

Alors, dans les théâtres, on pouvait voir chaque soir d'anciennes comédies légères avec une chambre à coucher, à quatre portes de chaque côté et une fenêtre praticable au milieu, qu'on annonçait ressembler exactement à la chambre à coucher des étages supérieur et inférieur, tous trois habités par des couples dévorés de jalousie. Quand ces couples ivres rentraient le soir, ils prenaient invariablement l'étage de leurs voisins pour le leur. Et, en temps voulu, ils se couchaient dans le lit des autres. A ce moment-là, ce n'étaient pas seulement les novices qui trouvaient exquisement ingénieux et amusants les complications et les scandales qui en résultaient. Ce n'étaient pas seulement non plus leurs *flappers*, tout aussi ingénues qu'eux, qui, elles, ne pouvaient pas se retenir de pousser des cris aigus au point d'étonner les plus anciens acteurs, quand le monsieur qui venait de rentrer ivre par la fenêtre, prétendait se déshabiller, ce qui lui permettait de montrer certains coins de sa nudité. Des hommes qui venaient de lire que Charles Wyndham était mourant, se souvenaient tristement des *Dominos Roses* et du torrent de comédies légères du printemps de sa vie, jusqu'au jour où tous les trucs du métier étaient devenus si usés que le rire qu'ils provoquaient se changea en dégoût : eh bien, ces vétérans eux-mêmes, quand ils revenaient des tranchées, éprouvaient autant de plaisir à voir ce qu'ils savaient vieilli et stupide, que les novices en avaient éprouvé, eux qui le croyaient nouveau et habile.

Le Commerce au Théatre

Wellington a dit qu'une armée est mise en mouvement par son ventre. On peut en dire autant du théâtre londonien. Avant qu'un homme agisse, il faut qu'il mange. Avant qu'il joue une pièce, il faut qu'il paye son loyer. A Londres, nous n'avons pas de théâtres pour le bien du peuple :

ils ont tous pour but de rapporter le plus de revenus possible à leurs propriétaires. Si les appartements jumeaux et les lits jumeaux rapportent une livre de plus que Shakespeare, Shakespeare disparaît et les appartements et les lits jumeaux apparaissent. Si l'essaim sans cervelle de jolies filles et le pître renchérissent sur Mozart, Mozart disparaît.

« Unser Shakespeare »

Avant la guerre, on avait tenté de remédier à cet état de choses par la création d'un théâtre national, pour la célébration du tricentenaire de la mort de Shakespeare. Un comité fut constitué, et toutes sortes de personnes illustres et influentes prêtèrent leur nom pour faire un grand appel à notre culture nationale. Ma pièce, *La Dame Noire des Sonnets*, était un des incidents de cette campagne. Après plusieurs années d'efforts, le résultat se bornait encore à une seule souscription généreuse, venue d'un Allemand. On connaît l'anecdote du célèbre blasphémateur, dont la charrette remplie de ses meubles perdit sa paroi d'arrière lorsqu'elle arriva au haut de la colline, laissant alors rouler jusqu'en bas son contenu en morceaux. Comme lui, je ne puis que dire : « Je ne peux que témoigner de la situation », et la laisser passer sans autre commentaire.

Le Drame sérieux mis hors de Question

On peut se représenter maintenant l'effet de la guerre sur les théâtres londoniens. Les lits et les essaims de jeunes beautés en avaient chassé toutes les formes d'art supérieur. Les loyers montaient à des taux sans précédents. En même temps, les prix doublaient pour tout, sauf aux guichets des théâtres, et faisaient monter les frais de direction à tel point que tout bénéfice était impossible si les théâtres n'étaient pas combles tous les soirs. Même on ne pouvait simplement faire honneur à ses affaires qu'avec de grands succès populaires. Or, ce qui jusqu'à un certain point avait

rendu possible le drame sérieux avant la guerre, c'est qu'une pièce pouvait faire ses frais même si le théâtre n'était qu'à moitié plein durant la semaine, et aux trois-quarts plein le samedi. Un directeur enthousiaste, acharné travailleur, pouvait espérer se maintenir pendant quelques années s'il était favorisé, à l'occasion, d'un don de quelque millionnaire, ami des arts. Ces accidents rares et heureux se présentaient en proportion assez juste pour que des pièces du genre sérieux arrivassent tout de même à faire bouillir la marmite. Au bout de cette période, le directeur enthousiaste était relayé par un autre enthousiaste de son genre. C'est ainsi et pas autrement qu'eut lieu cette renaissance remarquable du drame anglais, au commencement de ce siècle, qui rendit possible ma carrière d'auteur dramatique en Angleterre. J'étais déjà établi en Amérique, non point en tant que partie du système théâtral ordinaire, mais associé au génie exceptionnel de Richard Mansfield. En Allemagne et en Autriche, aucune difficulté : là le système des théâtres subventionnés par les fonds publics, théâtres de la cour et théâtres municipaux, maintenait en vie le genre de pièces que j'écrivais. Il résulte de là que je suis redevable à l'empereur d'Autriche pour les magnifiques représentations de mes comédies, au moment où la seule attention officielle qui me fût accordée par la Cour anglaise était d'annoncer que certaines de mes pièces étaient peu propres à être représentées en public ! J'avais d'ailleurs une réelle compensation dans ce fait que la Cour britannique, au cours de ses visites privées au théâtre, ne faisait nulle attention à la mauvaise renommée que m'octroyait le principal officier de sa maison.

Quoi qu'il en soit, le fait que mes pièces avaient élu domicile sur la scène londonienne et furent bientôt suivies de celles de Granville Barker, de Gilbert Murray, de John Masefield, de St. John Hankin, de Laurence Housman, d'Arnold Bennett, de John Galsworthy, de John Drinkwater et d'autres encore, qui, au XIXe siècle, auraient eu moins de chance d'être représentées dans un théâtre de Londres que les Dialogues de Platon, sans parler de la renaissance de l'ancien drame athénien, et une réadaptation

à la scène des pièces de Shakespeare telles qu'il les écrivit, ce fait, dis-je, fut rendu économiquement possible, grâce à des théâtres qui pouvaient rapporter presque le double d'argent qu'il en coûtait pour leur loyer et leur entretien. Dans ces théâtres, les pièces ne faisaient appel qu'à une classe relativement petite de personnes cultivées. Elles n'attiraient donc que la moitié ou les trois-quarts du nombre de spectateurs qui sont attirés par les plaisirs populaires. Néanmoins cette œuvre pouvait se continuer, étant aux mains de jeunes hommes aventureux qui s'y livraient par amour de l'œuvre en elle-même, car ils n'avaient pas encore été obligés par l'âge et les responsabilités à considérer de trop près la valeur commerciale de leur temps et de leur énergie. La guerre causa l'effondrement de tout cet état de choses, comme je viens de le montrer. Les frais pour faire marcher les théâtres les meilleur marché du West End s'élevèrent à un taux qui dépassait de vingt-cinq pour cent le rendement extrême que les pièces les plus sérieuses pouvaient possiblement donner, comme on avait pu s'en rendre compte. Par conséquent, le théâtre sérieux, qui n'a jamais été une spéculation commerciale rénumératrice, en devint maintenant une impossible. En raison de cet état de choses, des tentatives furent faites pour lui créer un refuge dans les théâtres des faubourgs de Londres et dans les théâtres à répertoire de la province. Mais au moment où l'armée dégorgea enfin les survivants de cette brave troupe de pionniers dramatiques qu'elle avait engloutis, ils trouvèrent que les conditions économiques qui autrefois rendaient seulement leur travail précaire le mettent aujourd'hui complètement hors de question, en tant qu'il s'agit des théâtres du West End.

L'Église et le Théatre

Je ne crois pas que beaucoup de personnes s'en inquiètent particulièrement. Notre éducation ne nous porte pas à nous en inquiéter ; l'humanité n'a pas le sens de l'importance nationale du théâtre : l'homme naturel, comme tant de nos soldats au début de la guerre, ne sait pas ce

que c'est qu'un théâtre. Mais notez, je vous prie, que tous ces soldats, qui ignoraient ce que c'était qu'un théâtre, savaient ce que c'était qu'une église. Et on leur avait appris à respecter les églises. Personne ne les avait jamais prévenus contre les églises en leur disant que c'était un lieu où les femmes frivoles venaient parader dans leurs plus beaux habits ; où des histoires de femmes peu convenables, comme celle de Putiphar, et des poèmes érotiques, comme le Cantique des Cantiques, étaient lus à haute voix ; où la musique sentimentale et passionnée de Schubert, de Mendelssohn, de Gounod et de Brahms était plus populaire que la musique sévère de plus grands compositeurs ; où la plus jolie espèce de jolis tableaux de jolis saints assaillaient l'imagination et les sens à travers les vitraux peints ; et où la sculpture et l'architecture venaient à l'aide de la peinture. Personne ne leur rappelait jamais que toutes ces choses avaient parfois produit un tel développement d'idolâtrie érotique que des hommes qui étaient non seulement d'enthousiastes amateurs de littérature, de peinture et de musique, mais des experts connus en ces choses, étaient allés jusqu'à se réjouir quand les foules ou même les troupes régulières avaient par ordre exprès, mutilé des statues religieuses, cassé des vitres d'églises, détruit des orgues et déchiré les feuillets sur lesquels on lisait et chantait la musique religieuse. Quand ils virent des statues brisées dans les églises, on leur dit que c'était l'œuvre de méchants émeutiers sans dieu, au lieu d'être, comme c'était en réalité, l'œuvre d'une part, de fanatiques acharnés à chasser du temple le monde, la chair et le diable, et d'autre part, d'insurgés qui étaient devenus intolérablement pauvres parce que ce temple était devenu un antre de voleurs. Mais tous les péchés et les perversions qui leur étaient si bien cachés dans l'histoire de l'Eglise étaient mis sur le dos du théâtre : ce lieu de pénitence étouffant, peu confortable, dans lequel nous souffrons tant d'incommodités pour courir la maigre chance de saisir une parcelle de nourriture pour nos âmes affamées. Quand les Allemands bombardèrent la cathédrale de Reims, le monde en retentit d'horreur et on cria au sacrilège. Quand ils bombardèrent l'Adelphi, et ne manquè-

rent que de bien peu deux auteurs dramatiques qui habitaient à quelques mètres de là, le fait ne fut même pas seulement mentionné dans les journaux. En matière d'appel aux sens, aucun théâtre n'a jamais égalé le temple de Reims : pas une actrice qui puisse rivaliser en beauté avec sa Vierge, pas un ténor qui ne puisse paraître autre chose qu'un imbécile à côté de son David. Ses vitraux étaient resplendissants, même pour ceux qui avaient vu les vitraux de Chartres. C'était merveilleux dans le grotesque même : qui pouvait regarder l'Ane Blondin après avoir vu ses léviathans ? Malgré sa décoration Adam-Adelphienne, sur laquelle Miss Kingston avait prodigué tant de goût et de soin, le Petit Théâtre était, en comparaison de la cathédrale de Reims, le plus sombre des conventicules ; en vérité, la Cathédrale, au point de vue puritain, doit avoir débauché un million de voluptueux pour chacun de ceux que le Petit-Théâtre a renvoyés pensifs chez eux, retrouver un lit bien chaste, après le *Magic* de M. Chesterton, ou *Les Avariés* de M. Brieux. Peut-être est-ce là la vraie raison pour laquelle on chante les louanges de l'Eglise et on injurie le théâtre. Que ce soit ou non, le fait demeure, que la dame à qui je dois la première représentation régulière d'une de mes pièces, grâce à son intérêt pour la chose publique et à sa compréhension de la valeur nationale du théâtre, a été obligée de cacher son action, comme s'il s'était agi d'un crime, tandis que si elle avait donné cet argent à l'Eglise, elle y aurait gagné une auréole. Et j'admets, comme je l'ai toujours fait, que cet état de choses peut avoir été très sensé. J'ai demandé bien des fois à des Londoniens pourquoi ils payaient une demi-guinée pour aller au théâtre, quand ils pouvaient aller à l'Eglise St-Paul ou à Westminster Abbey pour rien. Leur seule réponse possible est qu'ils veulent voir quelque chose de neuf et, si possible, de méchant ; mais les théâtres trompent généralement l'un et l'autre de ces espoirs. Si jamais une révolution fait de moi un dictateur, je décréterai un droit d'entrée pour être admis dans nos églises. Mais tous ceux qui paieront à la porte de l'église recevront une entrée gratuite pour une représentation du théâtre qu'ils préféreront. Ainsi,

les charmes passionnés du culte religieux serviront à payer la vertu plus sévère du drame.

La Prochaine Phase

La situation actuelle ne durera pas. Bien que le journal que j'ai lu à mon déjeuner, ce matin, avant d'écrire ces lignes, estime qu'il n'y a pas moins de vingt-trois guerres en train pour confirmer la paix, l'Angleterre n'est tout de même plus vouée au khaki; et une violente réaction s'établit contre l'indigeste menu théâtral de ces quatre années terribles. Bientôt les loyers des théâtres seront à nouveau fixés d'après la supposition qu'ils ne peuvent pas toujours être pleins, ou même qu'en moyenne ils sont pleins la moitié de la semaine et vides l'autre moitié. Les prix changeront. La haute comédie ne sera pas plus à son désavantage qu'elle ne l'était avant la guerre. Elle peut bénéficier en premier lieu de ce fait que beaucoup d'entre nous ont été arrachés de ce paradis de fous dans lequel les théâtres trafiquaient, pour être mis brutalement en face de la plus dure des réalités et des nécessités, au point que nous avons perdu notre patience et notre foi en ces faux-semblants du théâtre qui n'avaient de racines ni dans la réalité, ni dans la nécessité. Elle peut bénéficier, en second lieu, du changement stupéfiant opéré par la guerre dans la distribution des revenus. Hier, il semblait encore qu'un millionnaire était un homme qui avait cinquante mille livres sterlings de revenus annuels. Aujourd'hui, lorsqu'il a payé son impôt sur le revenu et son « super impôt », et assuré sa vie pour le montant de ses « droits d'héritage », il est heureux si son revenu net se monte encore à dix mille livres sterling, quoique ses biens nominaux n'aient pas varié. Et c'est là le résultat d'un budget qu'on appelle « un répit pour les riches » ! A l'autre bout de l'échelle, des millions de personnes ont eu, pour la première fois de leur vie, des revenus réguliers ; et leurs hommes ont été régulièrement vêtus, nourris, logés. Et, également pour la première fois de leur vie, on leur a appris qu'il faut qu'ils se résignent à ce que certaines

choses se fassent. Des centaines de mille femmes ont été enlevées de leurs cages domestiques et ont goûté à la fois la discipline et l'indépendance. La bourgeoisie insouciante et vulgaire a été arrêtée net par l'expérience très désagréable d'être ruinée à un degré sans précédent. Nous avons tous subi une formidable secousse. Bien que l'idée très répandue que du choc de la guerre naîtrait un nouveau ciel et une nouvelle terre, et que le chien ne retournerait plus jamais à son vomissement et que la truie ne se roulerait plus dans la fange, se soit déjà dévoilée comme une pure illusion, nous sommes néanmoins bien plus conscients de notre condition que nous ne l'étions, et nous sommes bien moins disposés à nous y soumettre. La Révolution qui, récemment encore, n'était guère autre chose qu'un chapitre sensationnel de l'histoire ou une piège démagogique, est maintenant une possibilité si imminente que ce n'est qu'avec peine que notre gouvernement peut la retarder chez nous en essayant de la supprimer dans d'autres pays par les armes et la diffamation, et en appelant ce procédé « Anti-bolchévisme ».

La plus tragique figure du moment est peut-être celle du Président américain, qui fut un historien. En ces jours-là, son devoir eût été de nous dire comment, après la grande guerre d'Amérique qui fut bien plus nettement une guerre pour un idéal qu'aucune autre guerre de notre temps, les vainqueurs, ayant devant eux une tâche héroïque de reconstruction, se montrèrent lâches et passèrent quinze années à abuser de leur victoire, en prétendant accomplir la tâche qu'ils rendaient, autant qu'ils pouvaient, impossible. Hélas ! Hégel avait bien raison lorsqu'il disait que l'histoire nous enseigne que les hommes n'apprennent jamais rien de l'histoire. Avec quelle angoisse d'esprit, le Président nous voit, nous, les nouveaux vainqueurs d'aujourd'hui, oubliant pourquoi nous prétendions nous battre, et nous asseyant, l'eau à la bouche devant un bon repas substantiel de dix années de revanche et d'humiliation à l'égard de notre ennemi étendu la face contre terre ! Seuls, ils peuvent se l'imaginer, ceux qui savent comme lui, combien les remontrances sont vaines, et combien Lincoln fut heureux de disparaître de ce monde

avant que ses messages inspirés ne fussent devenus de simples chiffons de papier. Il sait bien que de la Conférence de la paix n'est sorti, quoi qu'il fasse, aucun édit sur lequel il pourra, comme Lincoln, invoquer « le jugement avisé de l'humanité et la gracieuse faveur du Dieu Tout-Puissant ». Il a conduit son peuple à détruire le militarisme de Saverne ; et l'armée qu'ils ont délivrée est occupée, à Cologne, à emprisonner tout Allemand qui ne salue pas un officier britannique ! Et pendant ce temps, le gouvernement d'Angleterre, lorsqu'on lui demande s'il approuve ces choses, répond qu'il n'a aucune intention de faire cesser ce *Savernisme* une fois la paix conclue. Même il prévoit, en fait, que les Allemands seront tenus de saluer les officiers britanniques jusqu'à la consommation des siècles ! C'est là ce que la guerre fait des hommes et des femmes. Cela s'usera ; et le pire auquel on puisse s'attendre se trouve déjà être impraticable. Mais avant que le cœur humble et contrit cesse d'être méprisé, le Président et moi, étant du même âge, nous serons tombés en enfance. En attendant, il y a pour lui une autre histoire à écrire, et pour moi une autre comédie à mettre à la scène. Peut-être, après tout, est-ce pour cela qu'il y a des guerres, et des historiens, et des auteurs dramatiques. Si les hommes ne veulent pas apprendre avant que leurs leçons ne soient écrites avec du sang, eh bien ! ils auront du sang, et le leur, de préférence.

Les Trônes sont éphémères et le Théatre éternel

Pour le théâtre, tout cela n'a pas d'importance. Les Bastilles peuvent tomber, le théâtre restera debout. Le Habsbourg apostolique s'est effondré. Le Très Haut Hohenzollern languit en Hollande, sous la menace d'un procès, sous l'accusation capitale d'avoir combattu contre l'Angleterre dans l'intérêt de son pays. L'Impérial Romanoff, qu'on dit avoir péri misérablement par une méthode de meurtre plus sommaire, est peut-être en vie ou peut-être mort : personne ne s'en soucie plus que s'il s'agissait d'un

paysan. Les premiers ministres et les généraux en chef ont passé d'une gloire brève, comme les Solon et les César, à l'insuccès et à l'obscurité, marchant sur les talons les uns des autres comme les descendants de Banquo. Mais Euripide et Aristophane, Shakespeare et Molière, Gœthe et Ibsen restent immuables sur leurs sièges éternels.

Comme quoi la Guerre musèle le Poète dramatique

Quant à moi, on se demandera pourquoi je n'ai pas écrit deux pièces sur la guerre au lieu de deux pamphlets. La réponse est significative. On ne peut pas faire la guerre à la guerre et à son voisin en même temps. La guerre ne peut pas supporter le terrible châtiment de la comédie, la lumière impitoyable du rire qui éclate sur la scène. Quand des hommes meurent héroïquement pour leur pays, ce n'est pas le moment de montrer à leurs fiancées, à leurs femmes, à leurs pères et à leurs mères qu'on les sacrifie aux besoins des nigauds, à la cupidité des capitalistes, à l'ambition des conquérants, aux manœuvres électorales des démagogues, au pharisaïsme des patriotes, aux convoitises, aux mensonges et aux rancœurs des gens assoiffés de sang, qui aiment la guerre parce qu'elle ouvre les portes de leurs prisons et les élève sur les trônes du pouvoir et de la popularité. Car ces choses, si elles ne sont pas dévoilées sans pitié, se cacheront sous le manteau des idéals, sur la scène comme dans la vie réelle.

Et, bien qu'il puisse y avoir de meilleures choses à révéler, ce ne doit être, et en réalité ce ne peut être utile au point de vue militaire de les révéler tant que l'issue combat est encore dans la balance. Dire la vérité n'est pas compatible avec la défense du royaume. Nous lisons précisément en ce moment les révélations de nos généraux et de nos amiraux, démuselés enfin par l'armistice. Au cours de la guerre, le général A, dans ses communiqués envoyés du champ de bataille, racontait comment le général B s'était couvert d'une gloire immortelle dans telle ou telle

bataille. Il nous raconte maintenant que le général B a été à deux doigts de nous faire perdre la guerre en désobéissant à ses ordres, en cette occasion, et en combattant au lieu de battre en retraite comme il aurait dû le faire. Excellent sujet de comédie, sans doute, maintenant que la guerre est terminée ; mais si le général A avait dévoilé cela au moment même, quel en aurait été l'effet sur les soldats du général B ? Et si la scène avait fait connaître ce que pensaient de lui le premier ministre et le ministre de la guerre, qui commandaient au général A, et ce que ce dernier à son tour, pensait d'eux, toutes choses qui nous sont révélées maintenant, dans la rage de la controverse, quel en aurait été l'effet sur la nation ? C'est pourquoi la comédie, bien que fortement tentée, devait garder un silence loyal ; car l'art du poète dramatique ne connaît pas le patriotisme. Il ne reconnaît aucune obligation en dehors de la vérité à l'égard de l'histoire naturelle. Il ne s'inquiète pas si c'est l'Allemagne ou l'Angleterre qui périt. Il est prêt à s'écrier avec Brunehilde : *Lass uns verderben, lachend zu Grunde geh'n*, plutôt que de tromper ou d'être trompé. Et ainsi il devient en temps de guerre un danger militaire plus grand que le poison, l'acier ou le trinitrotoluène. Voilà pourquoi *Heartbreak House* n'a pas vu les lumières de la rampe pendant la guerre, car les Allemands auraient pu, un soir quelconque, changer le dernier acte en en faisant un épisode réel, et partir, comme dans la pièce, sans attendre la réplique.

G. BERNARD SHAW.

(Traduction française avec autorisation de l'auteur par Augustin et Henriette Hamon.)

BEETHOVEN

Cent cinquante ans sont une longue durée en comparaison d'une vie humaine, mais la postérité n'en juge pas ainsi et cette époque lointaine lui paraît dater d'hier. Il y a cent cinquante ans, la nation allemande se trouvait à l'aube d'un beau jour, tandis que nous saurions à peine définir l'heure qui sonne aujourd'hui. Laissons-la s'écouler avec calme et fermeté.

Mozart était là, et la musique venait de naître dans cette province autrichienne où se touchaient la vieille et la nouvelle Europe, sur cette ligne limitrophe des traditions romaines, germaniques et slaves. La musique était née, la musique allemande, la musique européenne, l'éternelle musique de notre ère : réalisation parfaite, naturelle comme la nature et, comme elle, innocente. Surgissant du fond le plus humain des peuples germaniques, elle se présenta au monde avec la beauté lumineuse d'un Antique, mais d'un Antique chrétien, purifié et plus candide que l'autre. Et de ces profondeurs s'éleva ce qu'elle avait de plus saint et de plus pur, les sons de la joie, avec une signification sacrée, ailée, légère sans fausse légèreté cependant : la béatitude de vivre. On devinait

des abîmes, mais sans frémir, car l'obscurité même était traversée de lumière ; on sentait la mélancolie — le peuple connaît la mélancolie — mais ce n'était ni une douleur affreuse, ni jamais un inflexible sentiment de solitude.

Le jeune peuple allemand, le plus tardif de l'Europe, ce nouveau-né d'un siècle assombri, reconnaissait sa propre voix. Qu'elle se fasse entendre éternellement aux générations, qu'elle soit bénie et que la nation salue en elle l'écho de son âme pieuse et joyeuse. Mais qui donc est Beethoven pour que, malgré Mozart, à l'heure incertaine et trouble d'aujourd'hui, nous le vantions de ne reculer devant personne, et que nous disions : Mozart était l'Unique; lui, il était le Puissant ?

Par ces temps nouveaux, les nations ne demeurent plus des unités en soi, telles que nous nous représentons les peuples anciens ou ceux de l'Orient : toute la nation formant une seule barre de métal qui rend la même note sous le marteau du destin. Et moins qu'aucune autre, la nation allemande, qui est crevassée dès l'origine. Des myriades d'âmes se dégagent de l'âme multiple et inconsciente, mais, quoique affranchies, elles lui demeurent liées. Ils n'ont plus le caractère antique, ces hommes nouveaux qui sont tout à la fois nos aïeux et nos frères, car pour la génération actuelle nous sommes ce qu'ils furent pour la leur : des guides intellectuels. Non pas la fleur de la nation... qui oserait le prétendre ?... ni le cœur ; ils sont ses ailes qui la portent par-dessus l'abîme vers le soleil.

Du moment qu'ils renonçaient aux derniers vestiges du caractère de la nation, rien en eux n'était digne de survivre, et pourtant il leur fallait être seuls. Leur sort était terrible et l'est encore, mais d'eux cependant dépend celui du pays ; ils sont les exécuteurs testamentaires des siècles passés. Ballottés entre le grand orgueil et la défaite, il leur semble parfois être les fils des dieux, des créateurs ; et ce mot prodigieux, presque sacrilège, ne leur paraît pas trop vaste pour exprimer tout ce qu'ils portent en eux. Mais ensuite, ils s'abattent comme Icare. Le mutisme, l'indifférence de la nation leur causaient, leur causent encore un affreux tourment. Ils se consumaient dans le

sentiment d'une surabondance qu'ils ne pouvaient communiquer. Au milieu des hommes, ils étaient solitaires, ainsi que des ermites. Pour répondre à leur inquiétude, Werther vint, l'amant illimité, puis Faust, l'insatiable sans mesure ; c'est pour eux que Schiller créa coup sur coup des personnages qui opposaient à la loi du monde celle de leur propre cœur, et dont les discours audacieux et sublimes se dépassaient les uns les autres ; c'est pour eux que Herder, de son oreille puissante, écouta les peuples à travers les siècles. Mais Werther ne suffit pas à leur désir impétueux et Faust ne réalisa pas leur sublime attente. L'oreille de Herder ne pouvait satisfaire leur avidité d'entendre l'imperceptible, et les personnages de Schiller, réponse éloquente à leurs rêves, n'étaient cependant pas l'âme de leurs actions. Car le but final de cette éloquence était la politique, et ils n'en comprenaient pas encore le sens, ils n'étaient pas assez mûris, tout en l'étant trop d'autre part. Ils luttaient pour la parole et l'action vivantes. Ils demandaient l'impossible: l'union de la parole et de l'action.

Les accords de Mozart étaient trop sublimes pour leur poitrine en tumulte, l'harmonie en était trop paisible et terrestre. Ils réclamaient un orateur qui sût recomposer ce qui avait été démembré, qui sût purifier et sanctifier la multiplicité de leurs sentiments, un prêtre qui présentât leur cœur à Dieu ainsi qu'un vase clos et sacré. Un porte-parole... mais que dis-je ?... ils réclamaient le prêtre sans église, le porte-parole puissant comme Moïse, mais hésitant et rétif ; ils réclamaient l'orateur de l'inexprimable. Toute leur ardeur s'acharnait à l'impossible.

Alors le Génie de la nation lança encore un appel, et Beethoven parut. Il parut dans l'univers de Haydn et de Mozart comme Adam lorsqu'il s'avança entre les quatre fleuves du Paradis. Il ressemblait aux anges sans être l'un d'eux, avec son visage religieux, mais opiniâtre : il était le premier homme. Vis-à-vis de la musique, il n'était plus innocent, mais averti. L'orchestre qui, sous ses mains, chantait comme des voix humaines, n'exprimait plus la pure et glorieuse harmonie de la création, mais obstinément la peine et la joie indivi-

duelles de chacun. Toute phrase musicale devenait le trône d'une passion. Sa voix était assez puissante pour appeler hors du mystère ce qui est sacré, afin de lutter et de jouer avec lui, l'Isolé. Isolé, il s'entretenait en discours sonores avec lui-même, avec sa bien-aimée, avec Dieu ; c'était tantôt un bégaiement, tantôt un langage sublime et déconcertant. Grâce à son esprit massif, religieux même dans son bouillonnement, il était le créateur d'un langage supérieur aux autres langages. Et on le sent tout entier dans ce langage qui est davantage que sons et accords, davantage que symphonies, davantage qu'hymne et prière ; quelque chose d'indicible, un homme en présence de Dieu. Là était la parole, non la parole profane mais la parole vivante s'unissant à l'acte vivant.

Son œuvre n'est pas populaire et elle n'a pas voulu l'être. Toutefois, elle renferme ce qui s'élève du peuple pour se réaliser dans les individus et devenir ensuite une nouvelle entité, de même que le peuple aussi est une entité. Le peuple ne saurait donc se reconnaître dans ses œuvres tandis que ceux qui, sortis du peuple, lui appartiennent encore, se reconnaissent en Beethoven. Ressemblant à l'homme du peuple, son âme était complète et sans fêlure. Mais il possédait ce que le peuple ne connaît pas et que ne connaissent pas beaucoup d'orateurs à la parole trompeuse : la passion spiritualisée dont il fit l'essence de la musique. Résolu et courageux, intrépide et naïf comme un enfant, il s'élevait à des hauteurs à peine atteintes. Il était franc et vrai ; il a connu et compris tous les sentiments, sauf celui du doute ; il a su les exprimer tous, sauf celui de la frivolité. Etant tout d'une pièce, ce qui l'atteignait, l'atteignait en entier. Son cœur était dans son œuvre. Son corps était fort et robuste, presque rude et préparé à la souffrance comme le corps d'un prophète ou d'un Sauveur. Mais l'ouïe, le sens qui l'avait élevé au-dessus de toute sensualité, lui fut enlevée : l'épreuve le fit plus pauvre que le plus pauvre des hommes. En cela, il ressemble à Moïse qui avait à parler à Dieu en faveur de son peuple et qui était bègue. Son corps et son esprit ne faisaient qu'un, et finalement son visage puissant et opiniâtre fut identique à ses œuvres. Le sol est sacré où repose son corps,

relique d'un héros. Nous qui vivons sur ce sol, nous en sommes ennoblis à jamais. Car Beethoven est venu à nous, des bords lointains du Rhin. Mozart et Haydn, les nôtres, allèrent à sa rencontre; notre nature, avec le bruissement de ses arbres, le chant de ses oiseaux l'adoucit aussi longtemps qu'il put entendre le dehors ; c'est sur notre terre qu'il s'est jeté, pour s'écouter lui-même. Grillparzer et Schubert ont porté son cercueil.

Qu'elle est solennelle, l'heure présente où nous nous remémorons un tel homme, sa façon de vivre au milieu de nous, tandis que nous marchons dans la trace de ses pas ; heure plus solennelle encore, parce qu'elle coïncide avec la détresse d'un grand peuple! Alors que toutes nos lumières sont éteintes, les étoiles brillent au firmament et il se trouve parmi elles. Ce n'est pas le moment de célébrer des fêtes, c'est celui de se recueillir et de créer de nouveau. Quoique atteinte dans ses forces vitales, la nation reste infrangible, elle supporte sa douleur sans murmures, mais elle médite. Elle se sent coupable envers son propre génie et elle cherche à élever son âme au-dessus de la culpabilité. Elle essaie de se reconstituer dans un seul homme, car elle se rend obscurément compte de son inépuisable profondeur : encore une fois, son sort dépend d'un seul, et de la jeunesse, si elle sait être digne. Et de nouveau reparaîtra le témoignage latent de cette race insociable et peu communicative. La langue commune qui devrait les unir les sépare mille fois les uns des autres, comme hérétiques contre hérétiques. Puisque les esprits supérieurs ne parlent pas la même langue, c'est comme si la nation n'en avait pas. Le point de repère des âmes manque toujours, et la nation gît là, ainsi qu'une malade, impuissante, bourrelée de pensées confuses et étrangères. Néanmoins les solitaires conservent le souvenir du Très-grand, et ils portent encore en eux le trône de la passion d'où jaillit de tous côtés, vers l'éternel Inaccessible, la pensée en flammes. Se méfiant de la parole, ils gardent le mutisme de la pudeur : mais ce silence l'emporte sur tous les langages, car il connaît les mystères de la vie et son espérance va jusqu'à l'infini.

En cet instant solennel, ils se rapprochent, les uns des autres et, même s'ils ne sont que deux ou trois, un Visage à l'expression inexprimable se dresse au-dessus d'eux, un Visage religieux et opiniâtre à la fois : le Visage de Beethoven.

Nous pensons à lui en cette heure. Puisse-t-il à la même heure penser à nous, et nous pénétrer du souffle de sa force et de sa pureté !

Hugo de HOFMANNSTHAL.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET L'AMÉRIQUE

Le moment est venu de parler sans périphrases des rapports entre la Société des nations et les Etats-Unis. Cet article a pour but de montrer les difficultés et de proposer des solutions pratiques.

1°. — Constatons d'abord qu'il n'existe pas, pour le moment, de moyen aisé, rapide, sûr de gagner l'Amérique. L'Amérique, il faut le dire franchement, a perdu ses illusions sur l'Europe et ne lui porte plus guère d'intérêt. Elle est lasse de ces querelles mesquines, des d'Annunzio, des Zeligovski et des Korfanty ; de cette volonté manifeste de ne point faire la paix, de toutes ces réserves, et de toutes ces divisions qui rendent impossible le retour à la vie normale. Elle a conscience de la part de responsabilité qui lui revient dans la persistance du désordre où vit encore l'Europe, deux ans après l'armistice ; elle croit néanmoins que la première responsabilité en retombe sur les nations de l'Europe elles-mêmes.

Par conséquent, si l'Europe veut que l'Amérique entre dans la Société, elle doit avant tout mettre fin à cet état d'anarchie qui peut, à tout moment, provoquer le retour des hostilités. Autrement, aucune préparation

psychologique, si habile soit-elle, ne pourra amener un pays très éloigné et assez indifférent, à accepter d'entrer en relations sur la base d'un contrat très précis avec les gens qui habitent de l'autre côté de l'Atlantique. Le mur épais de résistance passive qui empêche les Américains de prendre intérêt à l'Europe s'écroulerait si l'Europe voulait faire maison nette, réduire à l'impuissance ses maraudeurs militaires, régler rapidement ses différends par la loi et non par la force, rétablir des communications normales et montrer que les Etats qui la composent sont à la fois capables de se sauver eux-mêmes et animés du désir de coopération.

2°. — En second lieu, et comme un corollaire direct de la proposition que nous venons d'énoncer, pour rendre à l'Europe de la dignité aux yeux de l'Amérique, il faut que l'Europe cesse de faire appel à l'Amérique. A lire la presse américaine, on se rend compte de la fréquence et de la variété des plaidoyers, des propositions, ou suggestions de toute sorte que le continent européen adresse aux Etats-Unis. Si sincère que puisse être en soi chacun de ces appels, il reste que leur somme est propre à donner à l'Américain moyen l'impression plutôt fâcheuse que l'Europe ne sait pas veiller à ses affaires ; qu'elle attend tout des Etats-Unis et surtout qu'elle désire impliquer l'Amérique dans ses querelles persistantes. Rien ne serait plus salutaire que d'amener les Etats-Unis à comprendre que l'Europe s'est mise virilement à résoudre ses problèmes et que, tout en ayant besoin de l'aide et du conseil de l'Amérique, elle peut aisément s'en passer ; bref, que le reste du monde peut continuer à marcher sans se préoccuper de savoir si les Etats-Unis se joindront à lui.

3°. — En ce qui concerne la Société des nations, il y a une réponse à faire et une seule en ce moment au sujet de l'Amérique. Cette réponse que tout le monde devrait avoir sur les lèvres semble, chose curieuse, n'avoir jamais été suggérée en Europe. En réalité, les hommes d'Etat de l'Europe, en se démenant pour trouver toutes sortes de formules et de stratagèmes ingénieux, en cherchant à découvrir des chemins de traverse, perdent de vue le seul moyen qu'il y ait de toucher les Etats-Unis. Ce moyen,

on peut le définir en quelques mots : « faire en sorte que la Société des nations réussisse ». En effet, si la Société des nations réussit, l'Amérique trouvera bien le moyen d'y collaborer. Si la Société des nations ne réussit pas, il n'est pas un homme raisonnable qui puisse attendre de l'Amérique qu'elle renonce à son présent état de sécurité pour se précipiter au secours d'une organisation dont peu de ses membres comprendraient l'esprit et dont un plus grand nombre redouteraient l'action.

L'Amérique juge les institutions à leurs fruits. Elle admire le succès et les réalisations. Elle veut participer à toute œuvre de valeur, mais elle est impitoyable pour l'échec et ne veut pas s'embarrasser de ce qui ne peut justifier son existence par des résultats ; elle a l'ardent désir d'en finir avec les vieux errements et de voir du nouveau.

L'Amérique va donc observer attentivement la Société, sans grande charité sans doute, pendant les prochains mois. Elle prendra note de ses échecs plus encore peut-être que de ses succès. Elle cherchera à voir si les Etats-Membres de la Société sont sincères ou si leur acquiescement ne vient que du bout des lèvres ; s'ils entrent réellement dans l'esprit de la Société ou s'ils la critiquent par derrière; si, en un mot, ils ont confiance en la Société, s'ils y envoient leurs meilleurs citoyens, s'ils travaillent pour elle et par elle et si, au besoin, ils font des sacrifices pour elle.

Il y a aujourd'hui 48 nations dans la Société. Le champ est ouvert devant elle ; un travail considérable l'attend. Elle aura maintes occasions de réussir. Si 48 nations se montrent incapables de saisir l'une de ces occasions et de faire vivre la Société, les Américains ne manqueront pas de demander par quel pouvoir mystique ils pourraient transformer cet échec en un succès. Ce ne serait certainement pas par la force morale, qui ne peut manquer à 48 nations. Ce serait donc, comme on l'a si souvent répété aux Américains, à l'aide des hommes et de l'argent américains.

Il faut que les gouvernements et les peuples qui font partie de la Société sachent qu'au cours des prochains mois leur sincérité à l'égard de la Société sera soumise à

un examen sévère de la part de l'Amérique. La nouvelle administration en est encore à définir sa politique étrangère. Elle sait peu de choses et des choses inexactes sur la Société. Cette administration, j'en ai la conviction, est encore accessible aux enseignements de l'expérience, mais il lui faut des preuves convaincantes. La Société risquerait le suicide si elle restait inactive en attendant Washington ; car Washington ne viendra pas à la Société à moins qu'il ne soit convaincu par des résultats concrets, que le voyage en vaut la peine. La réponse ne dépend pas tant de Washington que de Londres, de Paris, de Rio de Janeiro, de Stockholm, de Pékin.

La conclusion est donc que la Société doit, ou bien vivre un certain temps sans l'Amérique, ou mourir de l'abandon de l'Amérique. Cette conclusion peut paraître rude, mais elle est incontestablement vraie. Les Etats-Unis n'entreront pas dans la Société pour lui conserver la vie ; mais si elle réussit à vivre sans eux, ils trouveront le moyen de collaborer avec elle. C'est qu'alors la Société aurait prouvé son utilité et sa valeur et surmonté heureusement une épreuve qui justifierait son existence.

4°. — Pour donner à l'Amérique une preuve tangible du succès de la Société, il faut que l'institution de la Cour permanente de justice internationale soit ratifiée par les différents Etats et définitivement établie par la prochaine Assemblée. Cette Cour est le seul mécanisme international dont l'Amérique soit unanime à désirer le fonctionnement ; c'est en même temps la seule forme d'activité de la Société qui — à cause de l'intérêt que l'Amérique y a pris dans le passé et par suite de la présence de M. Root à la Conférence de La Haye — soit considérée là-bas comme un critère de l'efficacité de la Société. Or, quelle est la situation en ce moment ? Le statut de la Cour a été voté à l'unanimité par l'Assemblée ; depuis, 33 Etats l'ont signé ; un seul l'a ratifié ; beaucoup d'autres ont déposé des projets de loi devant leurs Parlements respectifs ; mais chacun semble attendre l'autre avant d'agir. Cependant le temps qui nous sépare de la prochaine Assemblée, où les juges devraient être choisis, est terriblement court. Il est bien certain d'autre part que si le choix des juges n'a pas lieu à ce

moment, l'Amérique dira que la Société n'a pu faire aboutir le plus grand de ses projets; elle cherchera peut-être à prendre elle-même l'affaire en mains. Voilà donc un grand danger que l'on peut éviter si on le veut.

5°. — L'Europe peut beaucoup pour ôter aux esprits américains certaines conceptions erronées qui ont cours sur la Société depuis la campagne électorale. Il ne faut pas cesser de rappeler que l'Amérique est loin de l'Europe, que le Middle et le Far-West ne prennent guère d'intérêt aux affaires de l'Europe, et que la politique fondamentale du pays est de se tenir à l'écart des complications européennes. On ne doit donc pas être surpris que les Américains aient tant de peine à considérer objectivement la Société et qu'ils y aperçoivent des dangers qui n'existent pas.

Voici la plus grave de ces erreurs : C'est l'idée que la Société est un Sur-Etat qui, d'une manière ou d'une autre, portera atteinte à la souveraineté de l'Amérique et l'impliquera dans les différends européens au point de l'obliger à envoyer des troupes au delà de l'Océan. Les gouvernements et les peuples qui font partie de la Société, particulièrement les petits Etats, devraient déclarer nettement que tel n'est pas le cas. Il n'y a certainement aucun Etat en Europe qui considère la Société comme un Sur-Etat, ou qui croie avoir perdu son indépendance et sa souveraineté. Il ne serait pas bien difficile de trouver le moyen de faire connaître cette vérité à l'opinion américaine.

La suppression de l'article 10 serait un grand pas dans cette direction. A tort ou à raison, l'opinion américaine croit que le maintien de cet article l'obligerait à envoyer des troupes en Europe, à propos de différends qui n'intéressent en rien l'Amérique. C'est autour de cette idée et de ces craintes que s'est livrée la bataille contre la Société. L'article étant supprimé, la plus forte objection de l'Amérique à la Société serait écartée, et, même si elle n'entrait pas immédiatement dans la Société, le terrain n'en aurait pas moins été bien préparé.

Une autre erreur est celle qui fait de la Société l'exécutrice des traités de paix. Cette fois encore, il serait facile aux membres de la Société de la dissiper car la Société, loin d'être l'exécutrice des traités de paix, s'est tenue le plus possible à l'écart. Les Puissances alliées ont préféré se réserver toute liberté d'action, et les Puissances neutres n'ont pas osé faire appel à la Société de crainte d'être impliquées elles-mêmes dans toutes les disputes d'après-guerre. La Société ne s'est occupée des traités que pour améliorer certaines situations, telles que celles du Bassin de la Sarre, de Dantzig et des Minorités, où il était absolument nécessaire de prendre un arbitre qui fût étranger et impartial.

Bien d'autres explications pourraient être données à l'Amérique, à la condition que l'Europe soit disposée à faire l'effort nécessaire pour comprendre la Société elle-même. C'est ainsi que l'on parle communément de la Société aux Etats-Unis comme d'un instrument surtout politique alors que son œuvre la plus importante est d'ordre technique (hygiène, finances, transit). Elle a des buts pratiques et non pas seulement théoriques, comme c'est le cas avec la restauration de l'Autriche. Elle est le terrain de rencontre, non pas tant des diplomates que des experts les plus autorisés. Elle a des buts largement humanitaires comme elle l'a montré dans le rapatriement des prisonniers, la suppression du trafic de l'opium et de la traite des blanches.

Ces faits, judicieusement présentés aux Américains, leur feraient connaître la Société sous un aspect entièrement nouveau.

6°. — En dernier lieu, les autres pays du monde devraient apprendre à comprendre l'Amérique. Au cours de ces cinq dernières années, l'Amérique a, dans le vrai sens du mot, traversé deux révolutions. La première en abandonnant sa neutralité et sa politique traditionnelle d'isolement pour faire la guerre à l'Allemagne et en envoyant 2,250,000 hommes de l'autre côté de l'océan. Cet événement fut un drame psychologique pour l'Amérique et l'Europe ne l'a pas compris. Pour l'Amérique, c'était la rupture avec toutes les traditions. Beaucoup d'Américains

s'en inquiétaient ; néanmoins, presque tous reconnurent qu'on ne pouvait faire autrement, mais les conséquences de ce changement de politique amenèrent des perturbations encore plus grandes. Le Président Wilson rompit lui-même avec toutes les traditions en allant à la Conférence de la paix. Il n'emmena aucun des chefs de l'opposition. Il parut vouloir entraîner l'Amérique à se mêler indéfiniment des désordres de l'Europe. Enfin, il se vit accusé d'avoir refusé de consulter le Sénat et d'observer les règles constitutionnelles habituelles.

Ceci amena une seconde révolution.

Tout l'intérêt de l'opinion se porta sur la campagne contre Wilson. Tout ce dont le Président était responsable, y compris la Société des nations, fut l'objet d'attaques. Le grand idéalisme de la guerre était tombé. Certaines injustices des traités devenaient manifestes. L'Europe paraissait irrémédiablement incapable de se corriger. Certains intérêts particuliers et parfois des égoïsmes qui avaient été contenus pendant la guerre, reparurent au milieu de la confusion générale qui s'en suivit. Le résultat fut que le pays vota contre M. Wilson.

Voilà trois mois que la nouvelle administration est en fonctions. Pendant ce temps, elle a, de nouveau et définitivement abandonné la politique de l'isolement complet de l'Amérique. L'Amérique a repris sa place au Conseil suprême, à la Conférence des ambassadeurs, à la Commission des réparations. Sans doute, elle veut par là sauvegarder d'abord les intérêts de l'Amérique, mais elle veut aussi, pour une part, aider à la restauration du monde.

En d'autres termes, l'Amérique a remis le pied en Europe ; mais c'est de l'Europe surtout qu'il dépend que l'Amérique s'avance davantage. D'autre part, le Président Harding a été élu sur un programme qui comportait « une association des nations ». Depuis, il s'est déclaré lui-même en faveur de cette idée. Il n'a point jusqu'ici défini cette association, bien qu'il ait fait comprendre, par des allusions, qu'elle consisterait en une Cour et en un système de Conférences périodiques. Toutefois, le fait important est qu'il se soit rendu lui-même à un principe

tout à fait analogue à celui sur lequel est fondé la présente Société.

Les différences dans le dessin extérieur et dans la forme n'ont point d'importance pour le moment. Ce qu'il faut c'est que la Société fonctionne assez bien pour que l'idée d'une collaboration internationale conserve sa vigueur jusqu'au jour inévitable où l'Amérique et les autres nations pourront joindre leurs mains dans un effort commun.

UN AMÉRICAIN.

LE

DIALOGUE SOUS LES FEUILLES

Après ce long jour moite, voilé, après ce dimanche de rues désertes et de lointains tonnerres, il s'est mis à pleuvoir. Vite un bleu ruban de fraîcheur sinue, s'envole, avec l'odeur rose de la poussière. Un peu d'azur laque la pente des toits.

Claude est sorti, enveloppé dans ce manteau gris, fidèle à tant de soirs de pluie amère et de douce désespérance. Une fois de plus, il pleut sur un dimanche de printemps, sur les robes blanches des filles. Une fois de plus, les gosses sont traînés, tiraillés par la main, à cause de leur costume bleu et blanc. Claude, une fois de plus, est sorti de chez lui, à six heures, sans avoir rien fait de ce dimanche silencieux. Il a fumé des cigarettes, il a écrit sans amour des vers qu'il déchirera rageusement, ce soir, en les relisant. Il s'est poli les ongles. Il a ouvert des revues, et l'idée d'écrire un article lui est venue. Cela a duré trois minutes. Et demain, c'est lundi.

Avec des alternatives d'orgueil et de détresse, Claude pense qu'il pourrait mourir ce soir : il n'aurait rien fait. La mort ne l'arracherait à rien, ni à une œuvre inachevée, palpitante encore, enchevêtrée à l'œuvre de demain par

de vivants filaments, ni aux lèvres d'une femme, ni à un ami, ni à une idée. Simplement, ces grands marronniers se gonfleraient sous le ciel gris, dans leur verte profondeur, étoilés par les astres liquoreux de leurs grappes de fleurs, et un poète de moins les aimerait. Singulier orgueil ! A trop lire, à trop comprendre, Claude en est arrivé à se complaire dans cette inexistence. Il éprouve du dégoût à toucher des objets. Il se retire de la vie. Il se réjouit amèrement de n'avoir pas imprimé sur un être la marque de son esprit, comme sur un fruit mûr la marque d'un doigt.

Et pourtant, quelle chaude joie c'était, jadis, à imaginer d'orgueilleuses conquêtes, des dominations excessives. Comme le sang battait vite dans ce cœur de seize ans! Comme, dans la fenêtre de la vieille bibliothèque, entre les portraits ovales, le ciel était lisse et pur, et comme le regard s'y détendait, s'y faisait profond ! L'amour, la gloire, la vie y pressaient leur visage, comme de rieuses cousines de grandes vacances.

Il s'était usé lui-même. Jour à jour, il s'était ruiné par une continuelle hâte de créer, jointe au scrupule de ne pas atteindre du premier coup à l'œuvre décisive. Le succès de ses premiers volumes le faisait mépriser ceux qui l'estimaient, bien qu'il fût sensible à la moindre critique. Sa vie, toute tendue vers l'effort, demeurait stérile, en attente. Il ne gagnait pas d'argent. Il n'avait pas aimé. Il n'avait rien donné de lui-même. Aucune impulsion n'était partie de ce cœur ivre de sa force immobile.

A présent, il était trop tard. Il avait presque trente ans. Dans quelques années son esprit aurait perdu cette extrême mobilité, s'enliserait dans des pensées anciennes. Il n'avait plus aucune foi en lui. Tous ses essais, mille fois tentés, il en connaissait, d'avance, l'échec. Il savait que tout ce qu'il ferait serait détruit par une analyse dédaigneuse et subtile.

Pourtant, à relire, l'autre jour, cette vieille correspondance, ces lettres de la vingtième année, il s'était retrouvé jeune, baigné dans un fluide qu'il reconnaissait, dans cette odeur de foudre et d'or, qui dormait dans toute sa jeunesse. Mais quoi ! Son visage dans la glace lui était apparu, pâle, avec une ride au coin de la lèvre, ironique.

Ses amis ! Il n'avait pas d'amis, ou plutôt, il les avait malgré lui, ne leur demandait jamais rien, leur donnait sa gaîté d'un soir, ses paradoxes, ou ses subtiles épithètes, tout en jouissant de se savoir, en soi-même, calme, désespéré, à l'abri de leur investigation de braves garçons.

Claude est parvenu sur la Treille. De là, il voit les Bastions, écrasés de feuilles, un pays bleuâtre sous une conque de nuages, un or poudreux brûler au-dessus de la ville. Le printemps s'est construit, avec violence, avec abandon ; des torrents de feuilles s'écroulent ; des dômes s'élèvent, comme les moites fumées d'un combat naval. La verdure a l'épaisseur et la sécurité d'un élément. De vigoureuses odeurs, égales, circulent et nourrissent d'épais silences, d'onctueuses pénombres. La pluie, qui suinte de branche en branche, n'est qu'un résineux sirop. Et parfois un grand souffle pur amène sur le visage, sur les lèvres et les mains de Claude, l'océan léger du printemps sans limites.

Il se refuse à cette emprise. Il lui dispute son cœur, déjà empli d'un tournant plaisir. Il sait que, rentré dans sa chambre étroite, plus rien n'existera qu'un souvenir, noyé parmi tant de souvenirs, de cette joie qui, déjà tant de fois, l'a inutilement tenté. Parfois, c'était dans ces chaudes soirées de mai, où par les fenêtres ouvertes roulent les musiques des pianos, où les pas s'en vont sur les trottoirs tièdes. Parfois, c'était par ces matins d'été, éclatés sur le front bleu du monde, la montée vers la crête des vignes, où un pêcher d'azur soupèse le jour. Parfois, dans la torpeur de l'alcool, parfois dans le flot de la musique, dans le mælstrom d'une symphonie. Il s'est toujours retrouvé, seul, le lendemain, le Journal Intime d'Amiel ouvert entre ses doigts.

Et voici que, sous les feuilles, Claude voit s'avancer cette jeune fille qu'il connaît un peu, qu'il salue. Elle est enveloppée dans une cape bleue, et son visage lisse, doré, s'abrite sous un petit chapeau, semblable au pétase de Mercure. Pourquoi s'approche-t-il d'elle ? Pourquoi, après quelques phrases, lui avoue-t-elle son tourment, dont elle se défait. Il lui en veut, de le lier à elle par ce secret. Il voudrait lui dire :

« Allez-vous-en. Je ne suis pas un homme. De moi vous n'aurez rien. Je ne vous dirai que des phrases de Stendhal, de Barrès. Mon orgueil et mon humilité me font souffrir de votre présence. Déjà je m'émerveille de vous voir, près de moi, occupée de moi, levant ce brun regard vers le mien, et déjà je voudrais vous dominer, vous faire subir une douce torture. Allez-vous-en. »

Mais il parle tout autrement. Et, à elle qui se plaint de sa solitude, de sa longue jeunesse triste, de ses parents qui la méconnaissent, de sa vie étroite comme une chambre, il glisse de tièdes paroles ;

— Vous n'êtes pas seule. Cette solitude, ne voyez-vous pas qu'elle vous modèle lentement, jour à jour, dans votre propre substance. Ne voyez-vous pas que vous êtes comme une rose solitaire qui se pénètre de son propre parfum, que vous vous préparez à vous donner tout entière...

— Mais qui voudra me prendre ? Qui me choisira ? Pourrai-je jamais aimer ? Et si je ne peux pas, cela est possible, comme j'aimerais mieux mourir !

Devant cette jeune faiblesse, devant ce visage éclatant et humide, Claude se sent à la fois irrité et plein de tendresse.

— Ne dites pas cela ! Que savez-vous ? Que savez-vous de vous-même, de cette force inouïe qui peut se lever, un jour, comme une victoire aux ailes vibrantes ? J'étais faible, et un mois de service militaire m'a fait vaincre des fatigues si longues que je n'osais pas y penser... Vous ne savez pas.

— C'est vous qui ne savez pas ! Vous ne pouvez savoir ! Cette éternelle chambre blanche, ces robes de jeunes filles, et toute cette vie de la douzième année qui se prolonge, alors que des femmes aiment et vivent !...

Ils sont contre le tronc d'un marronnier, dans le cercle de poussière et de fleurs roses qu'y laisse la pluie. Une avenue de soleil flue entre les nuages, abaisse sa pente, ornée de rose et de bleu au hasard de l'azur déchiré. Un arbre est soudain enveloppé d'or. Ils regardent, sans rien dire. Et doucement arrive sur la Treille, un couple popu-

laire. Elle pend contre son mari. Derrière eux un gosse, dans son cerceau, qui marche en regardant par terre. Ils passent dans ce long éclat orange, s'arrêtent, regardent la ville, et puis s'en vont, leurs visages tournés vers le couchant.

Alors, Claude, avec autorité a saisi la main d'Eglantine, une main qui tremble, qui ne se refuse pas. Il pense, avec un clair demi sourire : « Je ne puis donner aucune explication de ce que je fais ». Et puis, tout haut :

— Eglantine, voulez-vous avoir du courage ? Oui, ces deux qui s'en vont vers leur chambre de la rue de Carouge, vers leur souper, ils ont aussi leur inquiétude. Ils ont aussi la même inquiétude que vous. Aimer, être aimé. Vous pleurez ?

Elle pleure. Claude reçoit au plus profond de lui-même ces larmes chaudes. Comme il vit ! Comme il est sûr de vivre ! Déjà il a oublié le plaisir de douter de soi. Il a les mains moites, il voudrait saisir quelque chose. Si longtemps, il n'osait rien toucher. Il voudrait pétrir, écraser. Son cœur est comme un lilas éclaté dans sa plus forte odeur.

Elle n'a rien dit. Soumise déjà à Claude, à ses paroles, elle s'incurve doucement, s'appuie à lui, attentive à recevoir.

— J'aime vos yeux, dit-elle. Je les ai aimés du premier jour où je vous ai vu. Vous souvenez-vous ?

Il écoute à peine. Il est occupé à se dire qu'il peut aimer, qu'il va aimer. Il lance un défi à sa jeunesse, à mille souvenirs. De la ville monte une rumeur de fête, les chansons du dimanche qui finit. Mais là, les cimes des arbres sont habillées d'une longue flamme, irritées par le ciel devenu bleu. Le Palais Eynard, tout rose, accueille une ombre sensible, comme une main sur un sein. Le grand jardin a fléchi, se caresse à ses parfums, se baigne dans sa rousse vapeur. Entre les branches, le ciel est vert, comme dans un ancien miroir. Et lentement le soleil atteint Eglantine, monte vers ses mains, se hausse à son visage et le prend. Claude regarde respirer ce corps. Claude n'existe que pour regarder respirer ce corps.

Et parce que, tout à l'heure, ils parlaient, il semble à Claude qu'ils doivent parler encore. Il cherche. Soudain, il éclate de rire. Les mots suivent si maladroitement nos

élans. N'ont-ils pas compris tous deux ? Leurs mains se cherchent. Que disaient-ils tout à l'heure ? A présent, ils ne pourraient dire qu'un baiser, qui se fait lourd sur leurs lèvres.

Que disaient-ils ? Une même chaleur les enveloppe, qui n'est ni celle de son corps, ni celle de rien, ni la rougeur du soleil horizontal, qui est celle de l'amour. Que disaient-ils ? Claude revoit, comme dans une enfance, le moment où il est arrivé sur la Treille. Il ne comprend plus. Et ce qu'il comprend, c'est ce qu'il n'a jamais éprouvé encore, et qu'il reconnaît du plus profond de son être, la douceur d'une main, mêlée — fraîcheur et battement secret — d'une main doigts à doigts enlacée à la sienne.

Dans la ville, la foule passe, identique et fatiguée, au long des rues closes, la foule porteuse de lilas, brumeuse de chansons, Les portes des maisons s'ouvrent. Claude a murmuré :

— Chérie ?

Elle a compris. Elle le suit, qui l'entraîne en courant, gamin sur la rampe aux petits pavés ronds. Ils vont se mêler à la foule, suivre le courant des quartiers populeux, ils vont montrer leurs nouveaux visages et leurs regards qui ne se détournent plus des hommes.

PIERRE GIRARD.

LES CHRONIQUES NATIONALES

BELGIQUE

Les Rapports hollando-belges. Socialisme réaliste. — La Question flamande.

Bruxelles.

J'avais hâte de dire ici le plaisir que j'ai ressenti à lire la première chronique hollandaise qu'a donnée M. Herman Robbers à la *Revue de Genève*. C'est elle qui m'amène à reprendre une collaboration que la politique et le journalisme m'empêchent, à mon grand regret, de faire plus active et plus régulière.

Le sympathique directeur de la revue *Elsevier* a parlé des relations hollando-belges dans un esprit d'objectivité, avec un souci de justice et de modération auxquels on n'est plus habitué dans la presse quotidienne, de l'un comme de l'autre côté du Moerdijk et qui sont toujours en honneur dans une publication comme celle-ci. Je ne vais point à mon tour rappeler le temps de guerre et les sentiments mêlés qu'ont pu nourrir les Belges, gémissant sous la botte de l'envahisseur, à l'endroit d'une Hollande neutre et vouée à de profitables négoces. S'ils ont été parfois

injustes, qu'on leur pardonne, puisqu'ils ont beaucoup souffert.

Il est exact qu'au lendemain de l'armistice, dans une partie de l'opinion publique belge, un mouvement est né qui tendait à obtenir, à la faveur de la Conférence de la paix, une solution à la séculaire question de l'Escaut, au problème de la défense de la Meuse limbourgeoise. Mouvement un peu confus où se rencontraient les tendances et les aspirations les plus diverses : le jeune nationalisme un peu bruyant, noblement désintéressé d'ailleurs, de quelques intellectuels dont le poète Pierre Nothomb fut le chef de file et dont le moniteur fut la *Nation Belge*, fondée à Paris pendant la guerre par M. Neuray, journaliste catholique de grand talent[1], et l'idéalisme wilsonien de quelques pacifistes qui rêvaient d'une Europe harmonieuse, n'étaient pas insensibles au pathétique de souvenirs historiques assez récents, songeaient à consolider définitivement l'amitié hollando-belge sur un règlement équitable de questions territoriales et juridiques d'un caractère complexe et délicat et subordonnaient d'ailleurs toutes leurs revendications au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On peut dire que d'une façon générale, la grande masse du peuple belge, tout au travail de la restauration économique et peu au courant des problèmes internationaux, se désintéresse de ce mouvement. Quant au gouvernement belge, paralysé par son recrutement tripartite et par l'opposition du parti socialiste, il est certain, comme le dit M. André Tardieu dans le chapitre de son livre sur *la Paix* consacré aux affaires belges, qu'il ne prit jamais nettement position. Il se contenta de poser à Paris la question de la revision des traités de 1839 mais sans indiquer nettement la solution qu'il réclamait. Il pouvait revendiquer la souveraineté sur l'Escaut inférieur, aux mains de la Hollande depuis le traité de Munster, mais comment demander l'annexion

[1] Si le patriotisme est une vertu très haute, lui dit dans la nouvelle *Revue Catholique des idées et des faits* (12 avril) son coreligionnaire, l'abbé Van den Hout, le nationalisme est autre chose. C'est l'exaltation de l'Etat au-dessus de tout, aussi bien des intérêts religieux que des intérêts généraux de l'humanité. Le nationalisme empoisonne à l'heure actuelle la mentalité de beaucoup de chrétiens. La paix, pourtant, ne pourra s'établir qu'à condition que cette hypertrophie du sentiment nationaliste disparaisse.

à la Belgique de ces populations calvinistes de la Flandre zélandaise qui, malgré leurs rapports économiques quasi exclusifs avec Bruges et Gand, sont si différentes des Flamands catholiques, du Franc de Bruges ou du pays de Waes! Il pouvait, s'appuyant sur l'histoire la plus récente, montrer quelle menace avait été, au flanc de la position de Liège, la botte du Limbourg hollandais, non défendue par la Hollande, indéfendable et par où l'on a laissé passer, au moment de la retraite, 80,000 soldats allemands, emportant un butin de guerre saisi en Belgique et en France. Il pouvait rappeler quelles protestations émouvantes les Limbourgeois de Maestricht, de Venloo ou de Weert, tout comme les citoyens de Luxembourg et de Diekirch, avaient lancées comme un cri désespéré, 80 ans auparavant, quand la volonté des puissances les sépara de la Belgique à peine née à l'indépendance. Il pouvait montrer enfin que la mauvaise volonté hollandaise suffisait à rendre impossible le creusement de ces canaux d'Anvers à la Meuse et au Rhin dont Napoléon indique d'un doigt impérieux la nécessité, dans un portrait qu'on voit à l'hôtel de ville de Bruxelles. Il pouvait dire bien d'autres choses encore et notamment que l'écroulement du rêve pangermaniste auquel contribua la résistance de la Belgique à Liège et sur l'Yser avait sauvé l'indépendance hollandaise. Mais comment faire admettre au président Wilson et M. Lloyd-George (qui recevait sur la question de l'Escaut des avis contradictoires du Foreign office et de l'Amirauté), que la Belgique devait être récompensée ou simplement protégée au détriment d'un neutre, de son intégrité territoriale, de sa souveraineté pleine et entière ? Le problème était d'autant moins facile à résoudre, que les négociateurs de la paix de Versailles n'avaient réservé aucune monnaie d'échange. D'aucuns, parmi les Belges, songeant à une solution territoriale, désirant la réunion du Limbourg de Maestricht et de Ruremonde à celui de Hasselt, avaient désigné la Frise orientale et le pays de Clève comme de vieilles terres néerlandaises. Une première décision de la Commission des affaires belges, prise sur la proposition de M. Tardieu, avait été favorable à la Belgique. Mais les cinq, bientôt, proclamaient que la revi-

sion des traités de 1839 devait se poursuivre sans qu'on pût envisager une modification aux frontières de la Hollande. C'était il y a deux ans. On peut considérer comme tranchée définitivement la question essentielle, encore que l'avenir n'appartienne à personne.

La Belgique était dans une impasse. Elle ne pouvait, elle ne peut pour le moment, que se résigner. A quoi bon dépenser sa force dans le vide et en pure perte ? Vous me parlez de revendications imprescriptibles et vous me dites que Don Quichotte est une figure bien plus souvent noble que ridicule ? J'en conviens, mais il y a tant à faire, parmi les débris de la guerre, pour sauver l'Europe et la Belgique exsangues, que je ne veux provoquer en ce moment aucune déperdition d'énergie.

* * *

La Hollande, ayant gain de cause à Paris, ne voulut même pas entendre parler d'une collaboration avec la Belgique pour la défense du Limbourg, dans le cas d'une guerre, dont on a le droit, en mettant les choses au pire, d'envisager la lointaine éventualité. Elle consentit à négocier avec la Belgique, sous la direction des grandes puissances, la conclusion d'un traité — dirons-nous fluvial ? — en vue de l'amélioration du régime de navigation dans l'Escaut inférieur, des relations par eau de Gand avec Ternenzen, d'Anvers avec la Meuse et le Rhin. Elle nous a fait — c'est certain — d'appréciables concessions. On ne discute plus, entre techniciens belges, que le tracé du canal d'Anvers au Rhin. On s'apprêtait donc, au cours de l'été dernier, à signer l'accord hollando-belge, à en finir avec ces négociations irritantes, et cela pour le plus grand bien des relations entre les deux pays, quand soudain, patatras ! Coup de théâtre !...

On apprit avec stupéfaction que le gouvernement de la Reine émettait une prétention saugrenue — le mot n'est pas trop fort. Elle revendiquait la souveraineté de Wielingen, passes qui se trouvent dans la mer du Nord, en

vue de Zeebrugge, de la côte belge. Dieu merci ! M. Hermann Robbers n'est pas le premier Hollandais qui se rende compte de l'absurdité d'une telle prétention. Un historien comme M. Wierneeger en a établi l'inanité. Qu'on m'excuse (il est des morts qu'il faut qu'on tue) d'emprunter quelques arguments à des démonstrations juridiques qu'ont publiées récemment, chez nous, des spécialistes comme MM. de Visscher et Ganshof.

Le gouvernement néerlandais revendique la passe des Wielingen — qui longe la côte de la Flandre zélandaise puis la côte belge jusqu'au large de Blankenberghe — dans toute son étendue, même là où elle est comprise dans la zone de trois milles marins constituant, d'après les règles du droit international, la limite de la mer territoriale.

Si cette revendication était acceptée, elle aurait pour conséquence de priver la Belgique d'une partie de son domaine maritime normal et de consacrer la souveraineté étrangère le long d'une partie de ses côtes. Le port de Zeebrugge pourrait se voir privé de ses communications avec la mer.

Les arguments invoqués par le gouvernement des Pays-Bas à l'appui de sa thèse sont, les uns d'ordre historique, les autres d'ordre juridique.

D'après M. Van Karnebeek, la Zélande, et après elle les Provinces-Unies et le royaume des Pays-Bas auraient depuis toujours admis que la passe des Wielingen doit, dans toute son étendue en mer, être considérée comme embouchure de fleuve, partie intégrante de l'Escaut, et auraient toujours possédé la souveraineté de la passe jusqu'en pleine mer.

Un examen objectif des arguments historiques invoqués révèle que les textes diplomatiques, les pièces d'archives et les décisions judiciaires sur lesquels s'appuie l'argumentation hollandaise sont loin d'être probants. Une première erreur, c'est de confondre la question des droits de souveraineté dans les Wielingen avec les droits de souveraineté dans l'Escaut occidental ; une seconde erreur, c'est d'invoquer à l'appui de prétentions dérogeant aux règles du droit international des textes unilatéraux et non conventionels ; une troisième erreur, c'est de donner,

quand il s'agit des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, au terme *Wielingen* la signification qu'il a aujourd'hui, alors qu'à ces époques il s'est appliqué à des régions très différentes; le plus souvent même, ce terme semble désigner des passes se trouvant dans les eaux territoriales néerlandaises actuelles, à l'est du Zwijn.

Quant au point de vue juridique, la revendication des Pays-Bas s'appuie essentiellement sur cette idée que les Wielingen forment une section du fleuve Escaut. Sur cette section, et au droit des côtes belges, la Hollande prétend à la souveraineté exclusive qui appartient aux Etats sur leur territoire *fluvial*.

La thèse hollandaise, parlant, dans le cas qui nous occupe, de la continuation d'un fleuve, est contredite par les auteurs. D'après ceux-ci, on peut considérer comme indiscutable la règle suivant laquelle un fleuve ne peut se prolonger au delà d'une ligne idéale tirée entre les deux points les plus avancés des côtes, de manière à rétablir la continuité des rivages. Or, la passe *belge* des Wielingen est au delà d'une semblable ligne.

La thèse hollandaise est aussi contredite par la jurisprudence, établie en la matière par un arrêt motivé du Conseil d'Etat français, en date du 6 mars 1882, concernant le problème de la délimitation transversale de la mer et de la Seine à son embouchure.

De plus, les conséquences juridiques de la revendication néerlandaise sont inadmissibles, d'abord au point de vue de la souveraineté de la Belgique sur sa mer littorale, ensuite au point de vue du principe fondamental de la liberté des mers. Pour ce dernier point, en effet, la prétention des Pays-Bas ne tend à rien moins qu'à soumettre une fraction de la mer libre à la souveraineté politique absolue que la Hollande exerce sur son territoire fluvial.

Soit, diront les Pays-Bas, mais notre droit repose sur « la nécessité pour un Etat qui possède l'embouchure d'un fleuve d'en posséder également la sortie vers la pleine mer ». Mais ici la Hollande confond deux notions qu'il convient de tenir nettement distinctes : la souveraineté politique et la simple application du régime fluvial conventionnel. Le principe « Qui possède l'embouchure doit posséder la

sortie vers la pleine mer » est sans influence sur la *souveraineté politique* dans les Wielingen, et c'est cela qui est en question dans le débat.

Enfin, le droit de la Belgique sur la mer territoriale est combattu au nom de la priorité historique des droits de la Hollande. Cette « priorité historique » n'a pas été démontrée par les Pays-Bas, au contraire, un examen historique impartial démontre qu'à l'époque où se placent les plus anciens documents invoqués à l'appui de la thèse néerlandaise, la juridiction des comtes de Flandre s'exerçait sans aucune restriction sur les eaux baignant leur littoral maritime. Aux yeux du gouvernement néerlandais lui-même — cela ressort des négociations qui précédèrent la signature des traités de 1839 et de celles qui en réglèrent l'exécution — la délimitation des frontières visait exclusivement le territoire proprement dit à l'exclusion du domaine maritime. La délimitation des eaux territoriales restait entièrement soumise aux principes ordinaires du droit international relatifs à la matière.

Aussi, au cours des correspondances diplomatiques échangées en 1848 au sujet de la question de l'éclairage et du balisage dans la passe des Wielingen, il est clairement apparu que les Pays-Bas n'ont pas envisagé ces actes comme des actes de *souveraineté*. Les deux gouvernements se sont interdit mutuellement de tirer argument de leurs actes respectifs d'immixtion dans les Wielingen : en aucun cas le fait ne préjugerait du droit. C'est là le sens des conventions de 1866 et de 1881, invoquées à tort par les Hollandais en faveur de leur thèse.

Depuis la dernière guerre, la question des Wielingen a complètement changé de face : par une série de déclarations formelles et d'actes non équivoques, le gouvernement néerlandais a reconnu le bien-fondé de la thèse belge : déclaration du mois d'août 1914 à propos de la pose des mines néerlandaises, délimitation précise des eaux territoriales dans la carte remise à l'Amirauté britannique (1916), déclaration à propos de la capture par un sous-marin allemand d'une barque de pêche belge partie de Flessingue dans les Wielingen (1917).

Il résulte de là que, pendant toute la durée de la guerre, le Cabinet de La Haye n'a pas cessé de considérer comme eaux territoriales belges et de qualifier telles toute la zone que, depuis l'armistice, il revendique comme eaux fluviales néerlandaises.

* * *

Comment expliquer le mauvais pas où s'est mis de la sorte à son tour le gouvernement hollandais et dont on espère qu'il se tirera bientôt ? D'aucuns pensent qu'il a cherché une occasion de rompre les négociations, dans l'espoir de pouvoir retirer les quelques concessions indispensables qu'il avait dû faire à la Belgique touchant la jonction des deux grands fleuves. Tout ce qui peut avantager Anvers serait-il donc toujours nécessairement funeste à Rotterdam ?

Ou si les diplomates du Rhin ont cédé à une pression de l'opinion publique hollandaise ? La lecture des journaux de La Haye ou Rotterdam nous a révélé un amusant phénomène (mieux vaut en rire, de crainte d'être obligé d'en pleurer). Cependant qu'en Belgique l'opinion publique se désintéressait de plus en plus de cette question hollando-belge, de l'autre côté du Moerdijk, nous avons vu se développer une belgophobie extraordinaire, presque maladive. Il se peut qu'au lendemain de l'armistice, la presse belge ait parfois manqué de mesure, de tact ou d'esprit de justice vis-à-vis de la Hollande, mais, mâtin ! nos confrères nous le rendent avec usure. Je crains fort qu'ils se soient laissé « bourrer le crâne » par la bande d'aktivistes flamingants qui s'étant fait les complices de Von Bissing, ont voulu se soustraire à la juste rigueur des lois belges, et qui, dévorés par un mysticisme linguistique confinant à l'hystérie, prêtent au gouvernement belge, « vassal de la France », les plus noirs complots. Allons ! Allons ! il est temps que les hommes raisonnables comme M. Robbers se livrent à des mises au point nécessaires.

* * *

On peut dire que c'est depuis la conférence de Boulogne seulement que la Belgique a pris une part très active aux délibérations sur la question des réparations que doit effectuer l'Allemagne et auxquelles elle s'est engagée en signant le traité de Versailles. Dès cette Conférence, en effet, la Belgique fut représentée dans les délibérations du Conseil suprême au même titre que les grandes puissances. C'est un insigne honneur qui n'est pas sans mettre quelque fierté au cœur des Belges. M. Paul Hymans alors ministre des affaires étrangères, fut d'abord le chef de la délégation belge; il est remplacé aujourd'hui par M. Jaspar qui, avant d'être à la tête de notre Foreign-office, fut notre ministre des affaires économiques et à ce titre eut à étudier tout spécialement la question des dommages de guerre et le problème de la restauration de nos régions dévastées. Il est secondé par M. Theunis, le nouveau et sympathique ministre des finances, qu'a remplacé à la Commission des réparations M. Delacroix, ancien Président du conseil, qui présida avec tact et autorité la Conférence de Spa. M. Theunis, étranger à la politique, s'est fait une réputation d'homme pratique et précis, jonglant avec les chiffres et les annuités dans un style d'une virtuosité impressionnante. Il en est peu qui connaissent aussi bien que lui le Traité et les travaux faits par la Commission des réparations en vue de l'évaluation de la dette allemande.

On sait que, depuis un an, la Belgique eut plus d'une fois l'occasion, à Boulogne, San Remo, Spa ou Paris, de servir de trait d'union entre les points de vue parfois divergents de la France et de l'Angleterre. La Belgique obéissait ainsi au rôle moral que lui assignent la géographie et l'histoire, la plus récente comme la plus ancienne. En outre, on peut bien le dire, la Belgique pouvait assez aisément jouer ce rôle de terre-neuve sympathique, étant donné que malgré l'étendue de ses dévastations et la manière horrible dont l'Allemagne félonne l'a suppliciée, les ravages

sont tout de même moins grands chez elle que dans le nord de la France. Son capital humain a été moins tragiquement entamé que celui de sa grande voisine du sud. Enfin, grâce à la remise des dettes de guerre qu'elle avait contractées auprès de ses alliés et à l'octroi d'une priorité pour les deux premiers milliards et demi que paiera l'Allemagne, la situation financière de la Belgique n'est pas aussi mauvaise que celle d'autres pays. D'autant plus que, depuis l'armistice, elle s'est remise avec ardeur au travail et que sa restauration économique, enrayée mais pour quelque temps seulement par la crise industrielle, est un gage du relèvement rapide des finances de l'Etat. Celui-ci est pauvre alors qu'il y a encore des Belges riches et plus qu'on ne croit. Le budget extraordinaire accuse une dette de 30 milliards. Or, la Belgique fut toujours avant la guerre un pays dont la dette extérieure était très faible et où l'on ne demandait aux contribuables qu'un effort modéré, mais tout cela est changé, tout cela va changer tout au moins.

Déjà, en attendant que l'Allemagne se soit exécutée, des impôts nouveaux ont été votés : impôt sur le revenu, impôt sur les bénéfices de guerre, impôt sur les bénéfices exceptionnels réalisés depuis l'armistice, impôt sur les successions, taxe sur les spectacles et les divertissements publics. Leur application n'est pas toujours facile et leur rendement est insuffisant à cause de l'inexpérience d'un personnel fiscal d'ailleurs trop peu nombreux. M. Theunis va demander à la Chambre incessamment 500 millions d'impôt comportant notamment une taxe sur le chiffre d'affaires. Les Belges payeront sans trop rechigner dans l'espoir d'assainir la situation financière et de renoncer à une politique d'emprunts à jet continu. Mais le sentiment général a tout de même été traduit dans un discours qu'a prononcé l'autre semaine devant le corps électoral M. Destrée, ministre socialiste : « Si des impôts doivent être payés, j'aime mieux que ce soit par des Allemands coupables que par des Belges innocents. » Tout le monde est d'accord là-dessus et à la Chambre, pendant le débat qui s'est engagé récemment sur la question des sanctions avant le vote de la taxe des 50 % il s'est trouvé des socialistes pour dire comme les catholiques et les libéraux que l'exécution de ses obligations par

l'Allemagne est non seulement pour la Belgique une question de vie ou de mort, mais aussi une question de justice. « Plaie d'argent se guérit vite, a dit M. Hubin, député ouvrier, mais il y a un minimum de justice et de réparation morale en-dessous duquel l'humanité ne peut descendre sous peine que périsse toute civilisation ». Pourtant dans les différents groupes de la Chambre on ne s'est pas dissimulé les inconvénients que présente la taxe des 50 % pour les pays alliés aussi bien que pour l'Allemagne : arme à deux tranchants qui menace de nous entailler le poignet dans le moment même qu'elle atteint l'Allemagne. Cependant, la Chambre belge l'a votée à une grosse majorité à seule fin de maintenir l'unité de front entre les alliés à laquelle la Belgique croit comme à un axiome. Quelle sera son attitude vis-à-vis de sanctions nouvelles à prendre éventuellement vis-à-vis de l'Allemagne ? Les socialistes, si attachés qu'ils soient à la cause de la Belgique, redoutent que la prise de nouvelles sanctions et de nouveaux gages, la prolongation des méthodes de contrainte et de coercition purement militaires n'encouragent en Allemagne l'esprit revanchard. Ils font observer que la plus grande partie des indemnités payées jusqu'ici par l'Allemagne a été absorbée par les frais d'occupation de la Rhénanie et le fonctionnement de nombreuses commissions de contrôle interalliées. Il ne faut pas, disent-ils, que les frais de recouvrement soient presque égaux à la créance.

Le parti ouvrier belge s'est fait représenter à la conférence que la IIme Internationale a tenue récemment à Amsterdam. Au cours de cette conférence, les délégués belges se sont entendu reprocher par des neutres, suédois ou hollandais, la politique menée par le parti belge depuis l'armistice notamment en matière internationale. De là provient sans doute le flottement qui se manifeste dans les milieux socialistes belges. Beaucoup de socialistes wallons proclament purement et simplement la nécessité pour l'Allemagne de s'exécuter, ils croient à sa mauvaise volonté impénitente, ils ne sont pas loin de penser que la manière forte, l'emploi du gendarme ou de l'huissier, si l'on préfère, si désagréable qu'il soit, est inévitable. Les socialistes flamands au contraire

sont contre les sanctions. Si l'occupation de la Ruhr se produit, il est très probable que les quatre ministres socialistes, MM. Vandervelde, Anseele, Destrée et Wauters, quitteront le gouvernement d'union nationale constitué au lendemain de l'armistice. Dans les milieux socialistes on est unanime à proclamer la nécessité de pratiquer une politique ou plutôt une propagande qui arrive à dissocier le bloc allemand et à obtenir de la masse ouvrière allemande qu'elle se sépare du gouvernement du Reich trop soumis depuis un an aux influences réactionnaires. Le fait est que si, la mauvaise volonté de ce gouvernement persistant, les syndicats ouvriers de Dusseldorf, de Duisbourg, Crefeld et Munchen-Gladbach, acceptaient d'exploiter au profit de la caisse commune des réparations les usines de Stinnes, Thyssen et autres magnats de l'industrie allemande, la solution serait trouvée et constituerait une forme d'expropriation sans indemnité qui ne serait pour déplaire aux socialistes.

* * *

Les socialistes belges se sont gardés jusqu'ici de jeter le manche après la cognée. Ils ont pu, sans rien sacrifier de leur dignité, éviter la rupture souvent menaçante ; mais si, à la faveur des événements, elle est consommée un de ces jours prochains, je n'hésite pas à dire que ce sera dommage pour le pays, pour la classe ouvrière et pour le parti ouvrier belge. On a souvent mis en lumière la physionomie très spéciale qu'à toujours eue ce parti dans l'Internationale.

Il s'appuie sur une forte armature d'organisations : coopératives, syndicats, mutualités, ligues politiques, groupes d'art et d'éducation. Point de divorce en Belgique entre l'action politique et l'organisation syndicale qui compte 700,000 affiliés, un dixième de la population. Parti essentiellement réaliste, avide de réformes, de conquêtes tangibles et durables. Il se défie d'instinct de l'idéologie fumeuse, du dogmatisme, du mysticisme à la russe. Le bolchévisme, ici, n'a recruté que fort peu d'adeptes,

malgré la propagande ardente, tenace et souvent habile qu'ont menée depuis l'armistice d'infimes minorités, en marge ou au sein du Parti, des journaux hebdomadaires, comme l'*Ouvrier Communiste* de Van Overstraeten, qui est le représentant *in partibus* de Moscou en Belgique, jeune artiste sincère et loyal, venu (comme tant d'autres !) du mysticisme chrétien au bolchévisme, et l'*Exploité* de Jacquemotte, bolchévik honteux dont le Parti ouvrier semble bien décidé à arrêter l'œuvre de « noyautage ». Dans six ou sept congrès tenus depuis l'armistice, la grande masse du Parti a condamné tout recours aux méthodes soviétiques, a ratifié à une écrasante majorité une politique, opportuniste au meilleur sens du mot, faite à la fois d'audace et de prudence, d'idéalisme généreux et d'esprit pratique. Politique qui *rend*. Sans parler de la conquête du suffrage universel pur et simple, pour laquelle le Parti avait mené pendant vingt ans des batailles épiques, les socialistes belges, grâce à la collaboration qu'ils ont donnée à l'œuvre de restauration nationale, grâce aussi à la présence de leurs représentants au sein du ministère tripartite d'union démocratique, coalition rendue nécessaire par l'absence de toute majorité à la Constituante, ont obtenu le vote de lois sociales importantes : abolition de l'article 310 du Code pénal (restreignant la liberté judiciale), lois sur les pensions de vieillesse, démocratisation de l'impôt, etc. En outre, ils ont imposé de nouvelles mœurs, une atmosphère nouvelle dans les rapports entre le capital et le travail organisé. Pour toutes les grandes industries, des commissions mixtes ont été créées où les patrons sont obligés de venir discuter pied à pied, d'égaux à égaux avec les représentants des grandes fédérations syndicales, les salaires et les conditions de travail. Les socialistes ont réussi à poser la question de la nationalisation des mines de houille. Un charbonnage qui appartenait aux Allemands va être exploité en régie, au profit de l'Etat, à titre d'expérience. L'Etat a retiré en outre le droit d'exploitation à des compagnies concessionnaires qui n'ont pas mis en valeur, dans les délais voulus, des gisements découverts naguère dans le sud du Hainaut ou le nord de la Campine. Les socialistes veulent voir

résoudre par la prochaine législature la question du droit *de regard*, du contrôle des entreprises. Ils sont partisans de la défense nationale, mais d'une réorganisation de l'armée, basée sur le système des milices et la réduction de l'encasernement à six mois.

C'est dans le calme, sans soubresaut, sans violences, sans donner le spectacle d'événements douloureux comme on en a vu se dérouler dans d'autres pays de l'Europe, que la Belgique a suivi depuis deux ans et demi cette ligne de l'évolution démocratique. Si le Parti ouvrier belge, qui compte 70 représentants sur 186 au Parlement, est rejeté dans l'opposition, c'en sera sans doute fini de ce calme, et la lutte sociale revêtira en Belgique comme ailleurs, un caractère de violence. Qui oserait dire que le pays et la classe ouvrière y gagneront à coup sûr ?

Des élections municipales viennent d'avoir lieu, dans les 2800 communes du pays, les premières depuis 8 ans. Pour la première fois, les citoyens belges votaient à la commune sous le régime du suffrage universel pur et simple (un homme, une voix). Pour la première fois, les femmes participaient au scrutin. Le droit de vote leur a été octroyé, à titre d'expérience, à la commune. Ma foi, elles ne s'en sont pas trop mal servies. Les appréhensions que d'aucuns nourrissaient ont été démenties par les résultats. Les électrices n'ont pas fait plus de bulletins nuls que les hommes. Elles n'ont pas voté aussi *noir* qu'on le redoutait dans un pays où l'influence du prêtre est restée grande et où les couvents sont nombreux. Elles ont voté... comme leur mari ou leur père leur a dit de voter. Au lendemain du scrutin, tous les partis se sont mis à chanter victoire. La grande presse conservatrice a crié au recul socialiste et a vu, dans les résultats de la journée du 24 avril, la preuve que le pays veut secouer la « tyrannie » socialiste. Cependant, les socialistes conquièrent la majorité dans 208 conseils municipaux, au lieu d'une trentaine. Ils conservent leurs positions, ou même les renforcent dans le Hainaut, la province de Liège, le Brabant wallon.

Ils n'ont subi d'échec ou de déception qu'à Bruxelles et Anvers, parce que dans ces deux circonscriptions, les

extrémistes sont nombreux, tandis que la Wallonie reste fidèle à la tactique opportuniste et modérée de l'ensemble du Parti. La journée du 24 avril comporte une autre leçon : le parti flamingant, presque partout, a subi une cuisante défaite. Nous avons en Flandre, depuis l'armistice, un nouveau parti, le *Frontpartij* nettement séparatiste, pratiquant une sorte de démagogie linguistique qui n'est qu'un relent de l'œuvre de division tentée en Belgique par Von Bissing. Ce parti est battu à Gand, à Bruxelles, ailleurs encore et n'obtient un léger succès qu'à Anvers. Voilà bien la preuve qu'on se trouve devant un mouvement factice, déchaîné par une minorité audacieuse encouragée par la sympathie de Hollandais abusés ou suspects, qui réussit grâce à la violence et au chantage à terroriser tous les gouvernements. La clef de toute la question flamande c'est le problème de l'enseignement supérieur. Il y a quatre universités en Belgique, dont deux universités de l'Etat. L'enseignement s'y donne en français. Les Flamands qui sont quatre millions sur sept millions et demi de Belges, réclament une université où l'enseignement se donnera en flamand, disons plus exactement en langue néerlandaise. Ils espèrent de la sorte établir des rapports plus intimes en Flandre, entre l'élite intellectuelle et la masse. Rien de plus juste, rien de plus noble. Il n'est pas un Belge sensé, soucieux de justice et de l'intérêt national, qui ne soit prêt à concéder aux Flamands ce droit, fût-il même convaincu de la fatalité historique qui fait reculer les langues de faible expansion comme le flamand au profit des langues universelles comme le français ou l'allemand. On est donc prêt à faire les frais d'une troisième université de l'Etat en Belgique. Mais cela ne suffit pas aux extrêmistes du mouvement flamand. Ce qu'ils veulent, c'est la disparition d'un foyer de culture française en Flandre, c'est la *flamandisation* de l'université de Gand. Or, la Flandre est bilingue, et de nombreux Flamands entendent conserver le droit de s'instruire en français, si cela leur plaît. Voilà, comme disent les Anglais, la position de la question. Celle-ci empoisonne la vie publique belge. On jugera du degré de confusion où elle a jeté le monde politique, quand on saura que le ministre

des sciences et arts, grand maître de l'Université, M. Jules Destrée, Wallon, protagoniste de l'influence latine en Belgique, forcé de compter avec ses collègues flamands du ministère d'union, n'ose pas prendre une attitude sur la question du maintien ou de la suppression de l'université de Gand actuelle. Le projet qu'il a déposé, créant un embryon d'enseignement supérieur flamand, à côté de l'autre, a réussi à mécontenter tout le monde, les Flamingants extrêmes comme les anti-flamingants.

Louis PIÉRARD.

FRANCE

Le Rendez-vous toscan. — Le Refuge des Livres.
Valéry et Valerius. — Sacer vatum labor.

Lettre à une amie allemande.

Paris.

Un mot de vous, un mot daté du Palmerino, chère madame, quelle surprise, et que d'heures passées en un instant rappelées et mêlées ! Vous voici revenue auprès de Vernon Lee, votre amie, dont depuis six ans vous êtes séparée ; vous voici revenue à cette terre, à cette colline florentine, à ce peuple toscan, vos amis d'autrefois, de nouveau vos amis ; vous voici rentrée dans la villa exquise et simple où tant de souvenirs attachent tant des nôtres. Depuis quarante ans, tant d'amis se sont rencontrés, ont causé, dans ce Palmérino où vous êtes rentrée ! Paul Bourget, James Darmsteter et Mary Robinson, aujourd'hui Madame Duclaux, notre amie, notre pacifique et parfaite conquête ; la vieille et bonne Ouida, la jeune et éloquente comtesse Pasolini, Enrico Nencione, Pascuale Villari, et les jeunes italiens Prezzolini, Vaïlati, ce grand esprit trop tôt parti, Calderoni son disciple, charmant esprit de même disparu, et ce vaillant Salvemini, toujours actif pour l'honneur, le bien de l'Italie, pour notre honneur et notre bien à tous ; et vos compatriotes encore, le professeur Brentano, Davidsohn, l'historien de Florence... Que de noms, quelle Europe active et causante encore au

plus beau site de ses climats nombreux ; quel monde enfin, peut-être à jamais disparu ! Nous le rendrez-vous, l'essayerez-vous ? Vous rentrez, m'écrivez-vous, mais pour un instant seulement, pour fermer la maison, pour dire adieu à ce passé. En êtes-vous sûre ? J'ai vu Vernon Lee, voici dix-huit mois, qui traversait Paris pour aller au Palmerino. « J'y vais pour un instant, disait-elle, pour fermer la maison, pour liquider, clore un passé... » Six semaines après, elle écrivait : « L'Italie m'est toujours bien douce, je m'attarde... » Elle s'y est si longtemps et si bien attardée qu'elle y est demeurée, qu'elle y demeure encore et vous reçoit aujourd'hui. Dans dix-huit mois, où serez-vous ? Ne me répondez pas, j'imagine que votre réponse ne serait pas celle que je veux entendre. Ce n'est pas vous que j'interroge, c'est la Parque inconnue qui prépare votre destinée. Puissiez-vous rester là-bas où vous avez connu des jours plus heureux, où vous pouvez en connaître encore; je le souhaite pour vous, je le souhaite pour nous. Préservez, continuez là-bas notre commun passé ! Y a-t-il pour lui quelque avenir ? Je n'en sais rien, et je conçois qu'il n'y en ait aucun, qu'il doive ne jamais renaître. N'importe! Il avait sa valeur et son charme, notre passé, et si nous l'abandonnons il me semble que nous faisons abandon de nous-mêmes. Entêtons-nous, chère madame, c'est le bon conseil. Les changements nécessaires, les jeunes gens s'en acquitteront avec leur férocité native. C'est leur affaire. La nôtre est d'être pareil à ce que nous fûmes et d'oublier le moins possible.

* * *

Mais écoutez ; nous vivons en des temps difficiles, et il y faut penser. Nous pouvons correspondre, j'en suis persuadé; est-ce à dire que tous les sujets soient possibles et bons entre nous ? Cela, je ne le crois pas; et précisément vous abordez dans votre lettre certains sujets où je sens les difficultés très grandes, l'intérêt nul. Sans doute, l'état où votre pays est réduit, débiteur assigné et

traqué, occupe presque tout votre cœur. Il m'est aisé de le comprendre, je respecte en vous cette peine, si vous la sentiez moins vive, je ne vous reconnaîtrais plus. Vous souffrez, vous vous indignez, vous voudriez que je m'indigne aussi, et m'arracher un cri parce que les Africains gardent le Rhin... Ah, madame! si je me laissais aller à l'indignation, si je poussais un cri, ce cri.... Mais je n'en pousserai aucun, je n'irai pas sur ce terrain.

Vous souvenez-vous que nous avons correspondu pendant la guerre même ? et dans quelles circonstances ? C'était en janvier 1915. Sous enveloppe et timbre suisse, je reçus une lettre de vous. Vous me parliez d'une pauvre femme de Munich qui venait de perdre un enfant, qui en mettait au monde un autre, et dont le mari était prisonnier à Toulouse. Vous me demandiez de voir cet homme. De la guerre même, vous parliez peu, mais vous ne disiez rien qui ne fût juste et délicat ; vous m'exprimiez enfin la peine que vous avait faite la mort de Péguy, celle d'Alain Fournier dont vous aviez tant aimé *Le Grand Méaulne*... Cette démarche que vous me demandiez, pourquoi l'aurais-je refusée ? Il me fallait des autorisations. J'allai donc, votre lettre en main, voir ces messieurs du quai d'Orsay, et vous eûtes auprès d'eux, je vous assure, un vrai succès de curiosité. « Comment avez-vous reçu cette lettre ? » me demandait-on d'abord avec une nuance de sévérité. — « Eh, par le facteur ! » On vous lisait et relisait. Elle venait de si loin, votre mince, votre innocente feuille grise : d'un monde de fer et de feu d'où rien, semblait-il, ne pouvait nous venir que la destruction et la mort ; et c'était si étrange de sentir près de soi votre main étrangère, de ne pas la haïr. « Voilà, convenait-on, des sentiments rares et qu'on voudrait voir plus souvent exprimés... » Je reçus enfin toutes les autorisations que je pouvais souhaiter, et j'allais partir pour Toulouse quand une lettre différente, plus courte, plus sommaire, plus impérative que la vôtre, me convia pour un autre voyage. Mon tour était venu d'être soldat, et ce n'est pas à Toulouse, c'est sur le front de La Bassée que j'allai rencontrer vos compatriotes.

Or je vous répondis en ce temps-là, madame. Vous souvenez-vous de ma réponse ? Vous souvenez-vous que je vous aie parlé de la Belgique envahie, de Louvain brûlé, de nos femmes et de nos filles violées par les vôtres (blancs, je l'avoue, blancs et blonds) ; des vieillards que vos officiers faisaient aller devant leurs troupes pour s'en couvrir comme d'un bouclier vivant ? Si je l'ai fait, je le regrette. Mais je ne l'ai pas fait, j'en suis sûr. Pourquoi aurais-je été vous parler de ces horreurs dont je vous savais innocente et contre lesquelles vous étiez impuissante? De quel droit, à quelle fin ? Pour vous faire honte ? Quelle bêtise ! Pour vous persuader, vous convertir, vous soulever contre votre pays en arme ? Quelle impiété ! Chère madame, je vous propose que nous consentions ensemble aux temps où nous vivons; que nous connaissions, respections la loi sévère de ce temps ; que nous admettions l'un et l'autre, l'un pour l'autre, le droit qu'ont nos pays sur nous ; que jamais nous ne trahissions nos Etats par de vains attendrissements ; et que nous exercions cependant la liberté intime qu'il ne nous peuvent ôter de connaître le beau, de fréquenter ces hautes régions où les combats n'ont pas d'écho, qui nous rapprochaient jadis et doivent nous rapprocher encore. Le pouvez-vous ? Je le peux. Le souhaitez-vous ? Je le souhaite. Ne m'objectez pas vos blessures saignantes, je vous opposerais les nôtres qu'un martyr de quatre ans a pour longtemps ouvertes. La souffrance est pour longtemps le lot commun de nos deux peuples. Les haines ne s'apaiseront pas, les difficultés ne se résoudront pas, et tant qu'elles dureront, nous devrons un appui loyal aux hommes d'état qui nous dirigent. J'ajoute même que nous leur devrons un appui silencieux, car je soupçonne que les cris furieux pour la vengeance et la revanche, pour l'exaction et le refus, les gênent tout autant que les critiques et les vœux pacifistes. Les négociations diplomatiques sont des affaires, et les affaires ne se traitent bien qu'en silence. Tenons-nous prêt à donner ce qu'on nous demandera, notre sang et nos biens. Par ailleurs, soyons libres. N'est-ce pas ainsi que vécurent nos pères ? Ils servaient loyalement leurs Princes. Mais les Princes, plus discrets

que nos peuples, ne leur demandaient pas le sacrifice de leurs goûts. Louis XIV n'a jamais eu l'idée barbare de commander à Molière des pamphlets politiques, à Racine des hymnes de haine; et notre XVIIIe siècle a commencé d'apprécier Shakespeare sans que les guerres incessantes entre les monarchies de France et d'Angleterre aient le moins du monde gêné ses lectures, son goût naissant. La confusion du patriotisme et de la haine est une bassesse moderne. Je vous propose que nous nous en tenions l'un et l'autre, l'un par l'autre, affranchis, ou du moins que nous en commencions l'essai. Il me convient, et je m'assure qu'il ne gêne en rien l'exercice des devoirs auxquels je ne manquerai pas.

Vous souvenez-vous comme nous causions autrefois des meilleurs livres et des nouveaux auteurs ? Nous nous étions partagé les rôles; j'étais Grimm ressuscité pour le service d'une princesse allemande dont vous teniez le personnage. Je vous ai envoyé en leur fleur première les Noaille, les Tharaud (ils vous ravissaient, *ces Tharaud sont tout d'or*, me disiez-vous), les Colette, les Jammes, les Claudel, les Giraudoux, les Fournier, les Jaloux, les Valéry-Larbaud, les Proust et les Benda... J'ose dire enfin que la Parisienne la mieux avertie n'a rien lu que vous n'ayez lu. « Que devient Giraudoux ? » me demandez-vous aujourd'hui. Voilà une question raisonnable, une curiosité bien placée ! Depuis *Manuel le paresseux*, Giraudoux était votre préféré, je crois. *Manuel le paresseux*, en effet, était une ravissante lecture, et il me suffira de vous dire que les espérances que nous en avions conçues n'ont pas été trompées. Giraudoux a traversé la guerre comme il traverse la vie, avec le bonheur et la grâce d'un page des vieux contes. Il est parti soldat ou sergent, je ne sais, sac au dos et dans un humble rang. Nos lois égalitaires sont très dures pour notre jeunesse cultivée. Giraudoux dans le sang et la brutalité, que c'est absurbe ! Aussi bien son esprit même l'en a sauvé. Le plus charmant, le plus singulier imprévu anime et soudain transfigure tous les objets que sa vue a touchés. Giraudoux a raconté les premières batailles, Mulhouse et la Marne. Ses récits composent un livre : *Lectures pour une ombre*. Une ombre

traverse la guerre, et, parlant à une ombre, lui retrace les ombres des choses traversées, marches, plaintes, sommeils, cris, crépuscules, aurores. S'il est un de nos livres de guerre dont vous supporteriez la lecture, c'est celui-là. Tout de même c'est inutile. Ensuite, Giraudoux s'est battu aux Dardanelles. Rien n'a été si éprouvant, non pas même Verdun pour les nôtres, pour les vôtres la Somme, que le sort des hommes accrochés là-bas sur le roc, sans abris sous le feu. Giraudoux a été blessé horriblement, meurtri par un obus. abimé jusqu'aux os. Un autre en serait mort peut-être ; mais la vie d'une ombre est une force étrange, et pour déjouer les atteintes du feu, elle a des parades subtiles qu'un hercule n'a pas. Giraudoux a déjoué l'atteinte, il a guéri. Convalescent à la fin de la guerre, il a reçu de moins rudes emplois. Chargé de mission aux Etats-Unis, il en a rapporté un très court et très émouvant petit livre : *Amica America*. Et depuis il a écrit maintes œuvres brèves ou longues : *La nuit à Châteauroux*, *L'Adieu à la guerre*, *Simon le pathétique*, *Elpégor*, *Suzanne et le Pacifique*.... Dès que *Suzanne et le Pacifique* aura paru en volume, vous l'aurez. Peut-être serez-vous d'abord surprise, quand vous écouterez cette mélodie toujours inattendue, et comme soutenue par un réseau d'accords dont il faut que l'esprit devine les liens. Aimez-vous les tapis persans, leur ramage doux et coloré, et cet apparent désordre où la vue discerne bientôt la forêt magique, les oiseaux sur les fleurs ? Quand je lis une page de Giraudoux, j'imagine un tapis persan, traduit par sortilège dans la musique de notre prose. J'ai beau vous prévenir, vous aurez la surprise ! De *Manuel le paresseux* à *Suzanne et le Pacifique*, les différences sont égales et parfois analogues à celles qui séparent les premiers et les derniers écrits d'Henry James, *The Portrait of a Lady* et *The wings of the Dove*. Vous vous habituerez vite, je crois, et vous vous plairez à ce style. Personne ne sait mieux que Giraudoux divertir aujourd'hui la pesanteur des jours. Laissez-le divertir un instant les vôtres ! Avec Julien Benda, Marcel Proust et Paul Valéry, Jean Giraudoux forme aujourd'hui le quadrige des nouveaux élus.

* * *

Paul Valéry, un nom nouveau pour vous ! Est-ce donc un jeune ? Non, son âge doit tourner autour des ans cinquante. Est-ce donc un oubli de mes anciens rapports ? Non, ce n'est pas un oubli, car Valéry n'écrit que depuis cinq années. Le cas n'est-il pas singulier ? Cependant il n'est pas unique. Julien Benda, de même, n'écrivit rien entre la trentaine et la quarante-cinquième année. Il partagea ses heures entre la musique, les mathématiques, les plus doux plaisirs de la vie. En ce moment, il achève un roman dont j'attends beaucoup. Voyez comme on diffame notre vie parisienne, comme nous la diffamons nous-mêmes. Nous ignorons ces beaux, ces longs silences qu'abrite un apparent tumulte. Deux esprits supérieurs ont su, tout près de nous, réserver et mûrir leurs pensées dans le recueillement d'une noble culture.

Mais il faut que je vous dise l'histoire de Paul Valéry. Paul Valéry dans sa première jeunesse rencontra Mallarmé, et dès lors et pour toujours fut un mallarméen. Mallarmé, dont on a si longtemps souri, n'est pas une figure dont on puisse sourire. Le temps a passé, le temps est juge : nous jugeons Mallarmé sur la largeur, la profondeur de la trace qu'il a laissée. C'est une très singulière, une assez haute figure dans l'histoire des lettres. Mallarmé était assurément un grand artiste et l'une de ses infortunes fut de vivre en un temps qui lui disconvenait. Entre l'abbé Galiani et Voltaire, quel causeur il eût été. Mais le XVIIIe siècle aimait faiblement la beauté que nul mieux que Mallarmé ne sut aimer. Il faut, pour le situer au mieux, aller plus haut, et au plus haut: entre La Fontaine et Racine, quel poète il eût été ! Là eût été sa place et son heure parfaites. Qu'il a été privé ! Il a connu les temps ochlocratiques. La vie de cet être exquis, qu'a-t-elle été ? Au XVIIe, au XVIIIe siècle encore, chargé du soin des livres en quelque maison ducale ou chanoine en quelque chapitre, il eût vécu selon ses goûts. Mais en nos temps ! Je l'ai connu. J'avais dix ou douze ans, il m'enseignait l'an-

glais. Il l'enseigna toute sa vie, avec un détachement dont témoignaient nos faibles progrès, avec une gentillesse aussi qui lui valait nos enfantins respects. Je le vois encore, sortant de classe, saluant ses confrères avec une courtoisie un peu distante, frayant peu, disparaissant. Il retournait chez lui où Villiers de l'Isle Adam, George Moore l'attendaient, puis Paul Claudel, Philippe Berthelot, Paul Valéry.... Mallarmé a eu ses jeunes gens comme Platon les siens, il se les attachait par les imprévus de sa parfaite parole, par les exigences infinies, souvent bizarres, mais toujours justes, de son esprit et de son goût, et sa marque est ineffaçable sur tous ceux qui la reçurent. Qu'ils dirigent les affaires d'Europe, qu'ils produisent des apologues ou des mystères, des odes chrétiennes ou païennes, Paul Claudel, Philippe Berthelot, Paul Valéry, demeurent des mallarméens. Quelle est son œuvre écrite ? Une centaine, deux centaines peut-être de vers, d'ailleurs parfaits de nombre, de rigueur et de grâce, la composent entière.

Des avalanches d'or du vieil azur au jour
Premier, et de la neige éternelle des astres,
Jadis tu détachas les grands calices pour
La terre jeune encore et vierge de désastres.

La glaïeul fauve, avec les cygnes au col fin,
Et ce divin laurier des âmes exilées,
Vermeil comme le pur orteil du séraphin
Que rougit la pudeur des aurores foulées...

C'est un chef-d'œuvre de poésie précieuse, et de vraie poésie ; c'est une belle réplique aux chants de Gongora [1], une œuvre toute d'art réalisée en ces temps naturalistes où l'idée même de l'œuvre d'art semblait tomber en désuétude. Ces quelque cent, deux cents vers exquis, Mallarmé les écrit avant la quarantaine. Il semble que le contact de notre énorme production moderne, de notre basse

[1] Gongora est pour nous davantage qu'un nom symbole du bizarre, grâce au zèle de M. Marius André qui a publié la *Fable de Polyphème et Galatée, traduite de l'espagnol et précédée d'une ode à Gongora, texte espagnol en regard.* Paris, 1920. M. Marius André annonce une étude littéraire sur *Gongora et Mallarmé.*

graphomanie, ait frappé de dégoût et de stérilité son génie pourtant abondant et facile. Mallarmé couvrait de petits vers prestes et purs jusqu'aux enveloppes de ses lettres [1]. Mais son œuvre était arrêtée, ou, s'il faisait effort pour la continuer, avortait en essais bizarres. Mallarmé n'était plus un chanteur, mais une sybille parlant à mi-voix au seuil des temps mauvais et conseillant à ses fidèles le silence parmi les barbares.

Le long silence de Paul Valéry est un signe de sa fidélité. Jusqu'aux environs de la cinquantaine, quarante pages imprimées forment toute son œuvre. C'est un essai sur Léonard de Vinci, que l'insistance de quelques amis lui fait écrire ; quelques vers, ça et là donnés, entre 1890 et 1896. En 1899, deux poèmes commencés puis laissés [2]. Il semble que Paul Valéry, pareil à l'héroïne d'un de ces poèmes inachevés,

Rentre au plus pur de l'ombre où le même *s'ignore,*
Et se fasse un vain marbre ébauché par le jour....[3]

C'est pourtant un étincelant, un inlassable esprit. Où s'exerce-t-il ? où rêve-t-il ? Pour cet artiste qui ne fait nul commerce de son art, pour Valéry comme pour Mallarmé, la vie moderne est dure. Mallarmé avait sa classe, Valéry a son bureau. Et son délassement de chaque soir est la haute mathématique. Il la découvre, il s'y enfonce, l'exactitude analytique l'enchante comme une autre extase, l'extase de l'esprit pur. Valéry ne sera-t-il plus jamais un poète ? Ses amis ne l'espéraient plus. Et Valéry soudain reparaît un poète.

C'est en 1915 : quelle date surprenante ! C'est pendant la guerre, et sans doute à cause d'elle. Oui, je me hasarde à l'écrire : à la triste confusion, à l'événement difforme, à l'horrible chaos, Valéry oppose le nombre de son vers. Il s'ingénie, il réussit à créer l'ordre là où l'homme le

[1] Ces jeux amusants ont été publiés récemment : *Vers de circonstance*, par Stéphane Mallarmé.

[2] Ces vers, ces essais anciens ont été récemment édités : Paul Valéry, *Album de vers anciens*, *Cahier des amis des livres*, 1920.

[3] Je modifie le vers original, qui est :

Et te fais un vain marbre...

peut mettre et le rendre parfait, dans son œuvre toute libre de penseur et d'artiste. En 1915, il écrit *La jeune Parque.* Œuvre toute mallarméenne encore et que je ne vous enverrai pas. Vous aimeriez, je crois, le cristal de son timbre, mais l'énigme vous rebuterait. Vous aimez surtout, vous désirez la politesse du style ancien où l'artiste prenait toute la peine d'éclairer sa pensée, d'en éclaircir les termes. Comme vous, je le préfère, et je n'aime pas, quelles qu'en soient les trouvailles, cette manière où une larme devient

Cette distraction de mon suc précieux
Qui vient sacrifier mes ombres sur mes yeux,
Tendre libation de l'arrière-pensée !

Mais suis-je maître de mon temps, de ses directions ? J'aime surtout la valeur, je vais la chercher où elle gîte et les énigmes de *La jeune Parque* ne me rebutent pas tant que je n'écoute et sente la plainte émouvante de la touchante divinité condamnée à tisser le fil tragique du monde.

Tout l'univers chancelle et tremble sur ma tige....

Jours, nuits, elle les traverse dans l'angoisse, brisée, mais immortelle et toujours renaissante. J'admire cet éveil de la Parque marine :

Mystérieuse moi, pourtant, tu vis encore !...
Tu vas te reconnaître au lever de l'aurore
Amèrement la même.... Un miroir, et la mer
Se lève.... Et sur la lèvre, un sourire d'hier

Qu'annonce avec ennui l'effacement des signes, [1]
Glace dans l'orient déjà les pâles lignes,
La montagneuse épine et la pleine prison
Où flottera l'anneau de l'unique horizon...

[1] Les astres. De même dans Horace :

Diffundere cœlo nox signa parat...

Regarde : un bras très pur est vu, qui se dénude.
Je te revois, mon bras.... Tu portes l'aube.... O rude
Réveil d'une victime inachevée... et seuil
Si doux, si clair que flatte, affleurement d'écueil,
L'onde basse, et que lave une houle amortie !...

L'ombre qui m'abandonne, impérissable hostie,
Me découvre vermeille à mes nouveaux désirs,
Sur le terrible autel de tous mes souvenirs.

Là, l'écume s'efforce à se faire visible ;
Et là, titubera sur la barque sensible
A chaque épaule d'onde un pêcheur éternel.

Tout va donc accomplir son acte solennel
De toujours reparaître incomparable et chaste,
Et de restituer la tombe enthousiaste
Au gracieux éclat du rire universel.

La Jeune Parque parut en 1917 ; bientôt après en diverses revues : la *Pythie*, puis *Aurore*, puis l'*Ode aux Colonnes* ; et nos jeunes gens, combattant aux tranchées, surent le nom nouveau.

Je me souviens du premier soir où j'entendis les vers de Valéry. C'était en 1919, peu de semaines après notre retour, et le commencement de cet état nouveau que nous appelons, tout autre mot manquant, la *paix*.

— Ce soir, me dit un ami, on récite des vers de Valéry chez Mademoiselle Monnier. Ne viendrez-vous pas ?

J'allai donc, séduit par la double tentation d'entendre des vers de Valéry et d'aller chez Mademoiselle Monnier. Mademoiselle Monnier ne tient pas salon, ne croyez pas cela. Elle tient boutique ; mais sa boutique est aimable et tandis que beaucoup de salons aujourd'hui ressemblent à des boutiques, la boutique de Mademoiselle Monnier ressemble à un salon. Nous lui devons de la reconnaissance. Tandis que nous étions aux armées, que nous laissions s'empoussiérer nos livres et se défaire nos groupes, l'active

jeune fille sut continuer les traditions que nous avions laissées : elle s'installa sur la rive gauche, non loin de l'Odéon. Elle mit à son étalage quelques livres, quelques tableaux, quelques broderies, et, grâce à elle, le vieux quartier latin, depuis mille ans vivace, n'a pas connu pendant la guerre la honte d'une abdication, la tristesse de se taire, l'humiliation d'abdiquer. Aux combattants, Mademoiselle Monnier procurait les bons livres ; aux permissionnaires, elle offrait une chaise dans sa boutique et des livres à feuilleter, un refuge où leur pensée pouvait un instant s'alléger, se détacher des soucis et matières pesantes. Qu'elle me parut plaisante, à première vue, ce soir où j'y entrai, la boutique de Mademoiselle Monnier ! J'aperçus Gide, Léon-Paul Fargue, tous les anciens du symbolisme ; puis leurs cadets, enfin les récentes recrues, les joues roses, enfantines, les rubans rouge et vert de notre croix de guerre nombreux aux boutonnières, et cette naïveté des nouveaux initiés. Je fus d'abord plus attentif au spectacle qu'aux lectures. Des vers difficiles vibraient à mes oreilles :

O paupières qu'opprime une nuit de trésor,
Je priais à tâtons dans les ténèbres d'or....

Telle mon attitude : *j'écoutais à tâtons dans les ténèbres d'or....* Mais cette indécision trouva soudain son terme; tel instant survint où un jeu de syllabes pures, rythmées, clairement prononcées par une voix féminine, força mon attention, et je la donnai toute entière. *Douces colonnes, orchestre de fuseaux,*

Que portez-vous si haut,
Egales radieuses ?
— Au désir sans défaut
Nos grâces studieuses !

Nous chantons à la fois
Que nous portons les cieux !
O seule et sage voix
Qui chante pour les yeux !

Vois! nos hymnes candides!
Quelle sonorité
Nos éléments limpides
Donnent à la clarté!

Je voudrais tout citer, comme tout j'écoutai. Quelques taches de préciosité ne peuvent diminuer une beauté si réelle, un discours d'une éloquence si simple. Je passe quelques strophes, je reprends :

Un temple sur les yeux
Noirs pour l'éternité
Nous allons sans les dieux
A la divinité.

Filles des nombres d'or,
Fortes des lois du ciel,
Sur nous tombe et s'endort
Un dieu couleur de miel...

(Paestum, vous souvenez-vous, et ce miel doré sur les fûts ?)

Sous nos mêmes amours
Plus lourdes que le monde,
Nous traversons les jours
Comme une pierre l'onde!

Nous marchons dans le temps
Et nos corps éclatants
Ont des pas ineffables
Qui marquent dans les fables.

Ah! chère madame, au sortir de cette soirée, voici six ans, mon premier soin eût été de sauter sur ma plume pour vous la raconter toute fraîche et entière. Je quittai la boutique de Mademoiselle Monnier avec une certitude en moi ; je savais qu'un des nôtres venait d'achever une conquête solide entre toutes, je savais que Paul Valéry venait d'organiser cinq ou six cents syllabes et leur avait

donné la qualité du marbre. Connaissez-vous les beaux vers de notre vieux Gautier :

Tout passe. — L'art robuste
Seul a l'éternité.
Le buste
Survit à la cité,

Et la médaille austère
Que trouve un laboureur
Sous terre
Révèle un empereur.

Ne nous laissons pas distraire du chant des odes et des colonnes, ni séparer dans leur amour !

Il semble que Paul Valéry, ayant achevé, donné ces quelques vers, ait par là même rompu le sortilège mallarméen qui retenait sa plume. Il a publié des vers encore, puis des essais qui valent pour l'intérêt, des vers pour la beauté. Je sais que votre ami le professeur Curtius estime très haut ses quelques pages sur la *Crise de l'esprit* (*Nouvelle Revue Française*, août 1919). Toute une philosophie, toute une esthétique sont incluses dans son *Introduction à la méthode de Léonard de Vinci* [1], sa préface à l'Adonis de La Fontaine (*Revue de Paris*, 1er février 1921), *Eupalinos* ou *l'Architecture* (*Nouvelle Revue Française*, 1er mars 1921). Il faudrait une longue étude pour en démêler l'essence et vous la dire. C'est un intellectualisme absolu, une attention toute entière donnée au jeu de l'analyse, qui, menée jusqu'à sa limite, détruit la nature, l'âme même, et produit la désolation. C'est par ailleurs un dynamisme dont le beau est la forme, dont l'art est l'instrument. L'art élève ses constructions, toutes inventées par l'homme. L'homme crée le temple, le poème, en formulant des lois nouvelles qui stabilisent la pensée, la matière même, l'arrêtent dans sa fuite et enfantent la qualité divine.

1 Publié en une plaquette par la *Nouvelle Revue Française*.

Un temple sur les yeux
Noirs pour l'éternité,
Nous allons sans les dieux
A la divinité....

Ce jeu limpide de vingt-quatre syllables contient presque toute la pensée de Valéry et la direction de son art. Pour moi, j'ai fait choix d'une autre métaphysique. Je ne crois pas que l'homme ait la puissance d'inventer les dieux, l'éternel; je crois que les dieux, que l'éternel en quelque manière existent quelque part et participent à nos travaux... Mais ceci est une autre histoire, et votre chroniqueur parisien n'a pas mission de vous la dire. Quoi que vaille sa métaphysique, Valéry réussit les œuvres de son art. Elle enfin récompensée, la longue attente de sa vie !

Patience, patience,
Patience dans l'azur,
Chaque goutte de silence
Est la chance d'un fruit mûr ! [1]

Nous récoltons aujourd'hui ces fruits mûrs.

Comme bien vous pensez, on ne manque pas à dire autour de moi que Paul Valéry est le plus grand poète qui ait paru depuis Pindare. Les mêmes jeunes gens s'expriment ainsi, qui, voici dix ans, ne voyaient entre Dante et Claudel qu'un confus interrègne. Nommez-leur aujourd'hui Claudel. Vous les verrez qui détournent un peu la tête et parlent d'autre chose. Les beaux jours de Claudel sont passés, Valéry verra passer les siens ; jeunes gens et jeunes femmes aimeront, s'engoueront et écouteront ailleurs. Le jugement alors, quel sera-t-il ? Le vrai jugement (s'il en est), quel est-il ? Pour essayer de le trouver, je prends un long recul, et mets quelque quinze siècles entre Valéry et moi. Je ne l'appelle plus Valéry. Je l'appelle Valerius, Paulus Valerius. Voyez comme la trans-

[1] *Palme*, dans les « Odes », édition de la *Nouvelle Revue Française*.

position est aisée, comme ils sont courts et combien ils ont peu changé les choses, ces quinze siècles ! C'est un clin d'œil des dieux. Paulus Valerius est un gallo-romain. Il est né, vers l'an 370, dans la Province, près de la ville aujourd'hui nommée Cette. Jeune homme, étudiant l'éloquence à Bordeaux, il y a connu Ausone, son compatriote gaulois, Ausone le poète, le dernier qui ait aimé la règle et continué le goût. Le jeune Valerius devient aussi le confident du grand secret antique. Mais il est seul, triste destin pour un poète, et doit gagner son pain en servant le vieil empire miné. En 392, Ausone meurt, Valerius reste silencieux et seul. Cependant le flot barbare monte ; il couvre l'Italie ; il déferle sur la Province, sur l'Aquitaine.

C'est alors, aux environs de 415, que Valerius, dont le cheveu grisonne, donne un singulier effort et produit ces poèmes que le temps n'a pas déflorés : *La jeune Parque, Palmes, Le cimetière marin.* Les manuels n'omettent jamais de dire que ce sont des œuvres de décadence. Les manuels ont raison, toujours raison. Mais qu'est-ce à dire, *décadence* ? Le mot recouvre tant de sens. Virgile n'est-il pas un décadent déjà, vraiment le prince des décadents, avec sa science infinie, son art conscient jusqu'au dernier détail et cette inquiétude qui lui inspire l'amour inattendu du simple, du rustique, du primitif ? Valerius dans sa solitude provinciale et dans son désespoir compose un elixir nouveau, d'abord bizarre au goût. Mais le goût s'habitue, et la saveur profonde évoque une à une les anciennes maîtrises. Ici Pindare, ici Platon, le vol soudain de l'aigle et le suc de l'abeille ; ici Virgile, la nombreuse harmonie; Ovide, les dieux changeants; Saphô l'amante. Et la tradition est si forte que nous démêlons en Valerius les fruits encore à naître, l'éloquence racinienne, la pure subtilité fénélonienne.... Un précieux travail les a tous rénovés, annoncés et sertis, ils revivent et vivent sous le voile de l'énigme, ce refuge des temps néfastes. Oui, la modulation valérienne est le terme d'un art, elle l'achève. Sa force et son souffle sont courts; arrêtée en pleine course, elle trébuche, parfois elle succombe. Mais quand elle s'élève et réussit son vol, elle n'est pas loin d'égaler le chant des

très grands maîtres. La prose de Valerius garde aussi sa valeur. Les cinquante pages de son *Phedrus novissimus sive dialogus de re poeticâ* valent toujours qu'on les relise. Je les ai dans ma bibliothèque à côté de mon Apulée. Nous savons par l'une de ses lettres que Valerius avait écrit un poème de quelques cent vers sur Jules César. Il admirait en César le sceptique absolu, qui s'était proposé, pour l'emploi de sa force, de mener à mieux l'œuvre manquée du monde et d'un chaos tirer un ordre.... Mais les dévots chrétiens et les dévots païens ont détruit jusqu'au dernier vers cette œuvre de Valerius. Il vécut sans trouver un disciple et mourut, semble-t-il, dans son humble charge sous la loi d'un potentat barbare qui prétendait à la lieutenance de Rome.

* * *

Je vous en ai dit assez, je crois, sur le nouveau poète. En échange de ce que je vous envoie, n'aurez-vous rien à me donner ? Je vous passe le flambeau, rendez-le moi chargé d'un feu nouveau. « La paix », écrit Valéry en l'un de ses essais, « est peut-être l'état des choses dans lequel l'hostilité naturelle des hommes entre eux se manifeste par des créations au lieu de se traduire par des destructions comme fait la guerre. » Soyez ainsi mon ennemie ! Pourquoi ne me parleriez-vous pas de votre Keyserling ? Si vous vous récusez, pourquoi votre ami Curtius (son livre sur Gide, Péguy et Suarès est excellent, on l'estime ici, et je vous remercie de me l'avoir donné) n'en parlerait-il pas ? Pourquoi ne serait ce pas ici même ! J'ai sur ma table les anciens livres de Keyserling, son *Gefüge der Welt*, son *Unsterblickeit* ; j'attends que mon libraire m'envoie le récit de son voyage en Orient. Mais le livre ne suffit pas. Il importe qu'un des siens nous parle de lui, nous dise comme il réagit parmi nos destructions, où va cette haute pensée. Ah, madame ! Les cités grecques se sont entre-détruites, et peut-être est-il écrit que nous ferons comme elles. Cependant elles avaient leurs dieux

communs, Homère qui leur parlait à toutes, et pendant même qu'Athènes et Sparte luttaient à mort, c'est en dorien que les chœurs lyriques chantaient sur les tréteaux attiques, c'est en langage attique que le dialogue tragique s'échangeait sur les tréteaux doriens. Ne pouvons-nous enfin chercher ce que nous aimerons ensemble ?

O sacer et maxime vatum labor omnia fato
Eripis...

O labeur sacré des poètes, c'est toi qui arraches toutes choses au destin... Ce labeur sacré, cet arrachement, connaissons-le partout où on l'essaye.

Au revoir, chère Madame. Je vous prie de croire à mon fidèle souvenir et à ma respectueuse affection.

Daniel HALÉVY.

ROUMANIE

Les « Nationalités » en Roumanie

Bucarest.

Une interpellation au Parlement roumain a ramené à l'ordre du jour la question des nationalités dans la nouvelle Roumanie. Un député originaire du Banat avait soulevé certaines accusations de déloyauté, d'intrigue et même de conspiration contre certains Magyars devenus aujourd'hui, par une nécessité inéluctable, citoyens roumains, et il avait paru vouloir généraliser des constatations concernant les Saxons de Transylvanie. Il était bien naturel que les députés saxons eussent protesté, et ils trouvèrent ainsi l'occasion de manifester encore une fois, par la bouche de M. Binder et Hans Otto Roth, leurs sentiments de fidélité envers l'Etat auquel, en novembre 1918, ils avaient déclaré, sans aucune réticence et dans la conviction qu'ils servent de cette façon les intérêts essentiels de leur nation, vouloir être réunis. Aussitôt M. Etienne C. Pop, ancien président suppléant du Conseil des ministres, intervint pour déclarer que son parti, le parti national roumain de Transylvanie, auquel est dû principalement le succès de la lutte de leur race pour la liberté et pour le rattachement à la Roumanie, reconnaît dans les Saxons des « frères » dont les Roumains ont reçu, dans le passé, un précieux concours et auxquels ils sont reconnaissants de la résolution prise à Médiasch, en un moment critique

pour l'avenir du nouvel Etat. Au nom des partis démocratiques de l' « ancien royaume » nous crûmes devoir reprendre la question pour faire savoir aux mêmes Saxons que notre confiance dans leur loyauté est absolue et qu'elle repose non seulement sur des engagements solennels, mais aussi sur le calcul de toutes les probabilités éventuelles, car le retour à l'ancien état de choses est impossible. Si même, par absurde, on se l'imaginait, personne ne pourrait en attendre la remise en vigueur des privilèges du moyen-âge qu'il faut considérer comme définitivement écartés par l'esprit même de notre époque.

* * *

Cette discussion offre, croyons-nous, un intérêt assez grand pour intéresser le public européen auquel s'adresse cette revue.

Nous voudrions spécifier quelles sont les nationalités qui se trouvent sur le territoire roumain, à quelle époque elles ont pu considérer ce territoire comme leur patrie, quelle a été leur attitude au moment où, à la fin de la grande guerre, à la suite d'une évolution longue et fatale, l'Etat moyen-âgeux de la Hongrie apostolique s'effondra, et enfin, quels ont été les rapports entre les « nationalités » et les Roumains au sein de la Roumanie actuelle.

Les derniers résultats de recherches qui ne tiennent pas compte seulement des témoignages historiques — lesquels peuvent manquer sans qu'il en faille tirer de conclusion négative — mais aussi du développement naturel de la situation nationale, sociale et économique, prouvent que les Roumains, tout en occupant une partie importante de la péninsule balkanique, n'ont jamais abandonné les régions de l'ancienne Dacie. Les exigences d'un peuple agricole, profondément enraciné dans une terre qui, transmise par les Daco-Gètes, était son héritage ancestral, la continuité d'un commerce attesté par la découverte dans le sol même, de monnaies byzantines de toutes les époques, l'exploitation traditionnelle des mines de sel,

le fait que des paysans roumains sont propriétaires de la glèbe qui recèle des mines d'or de Transylvanie, voilà des arguments suffisants à opposer aux personnes qui croient pouvoir balancer d'un bout à l'autre de l'Europe des peuples qui ont pourtant des attaches en des lieux précis et sont capables d'un développement historique autonome.

1. — Sur une terre couverte de forêts, détruites en grande partie aujourd'hui, cette population romane, mélangée de Slaves de très ancienne résidence, en Transylvanie surtout — partout on trouve des établissements de Schei, c'est-à-dire de Slaves — avait dans les villages, (les villes ayant disparu) un caractère parfaitement homogène. L'infiltration magyare ne date que du commencement du XIIe siècle. Elle est en relation avec l'exploitation des mines et avec la fondation, à la manière carolingienne, des évêchés de frontière, qui étaient en même temps des citadelles de marche. On peut étudier ces procédés de colonisation avec des colons-soldats et avec des auxiliaires indigènes, à Alba-Julia (en magyar Gjulafchérvar, sur l'emplacement de l'ancien bourg slave de Belgrade) et à Oradea-Mare (en magyar Nagy-Varad, encore sur l'emplacement d'un bourg slave, car le mot *var* en magyar est semblable au mot *grad* en slavon). Les expéditions nationales suivent le cours des rivières, elles s'installent dans les vallées, elles se fortifient dans des régions inexpugnables ; on ne trouve pas ces immigrés par petits paquets autour d'une forteresse, comme les Allemands de la croisade ottonienne se sont installés au milieu des Slaves au delà de l'Elbe et sur la Baltique. Jamais ces *membra disjecta* magyars en Transylvanie n'ont cherché à se grouper, en dehors de l'Etat, dans une forme unitaire et organique. Et l'émigré représente toujours ce qu'une nation a de plus énergique et de plus entreprenant. L'élément magyar était si peu capable de se développer jusqu'à pouvoir créer une nouvelle vie urbaine sur la place des cités romaines détruites, que la Couronne hongroise dut faire venir, quelques dizaines d'années plus tard, des paysans allemands du Rhin et de la Moselle ; ceux-ci fondèrent bientôt des villes qui, au XIVe siècle, en relation avec le commerce

du Levant, arrivèrent à une grande prospérité : on en reconnaît encore les traces dans la solidité et le style excellent des édifices qu'ils ont bâti, jusque dans les villages environnants.

Il faut donc retenir que la colonisation magyare s'exerça sur des populations rurales roumaines qui reçurent d'autre part l'immigration saxonne et l'aida à s'installer dans les villes nouvelles.

De cette colonisation sont nés naturellement des privilèges, qui ont gardé leur valeur tant que l'Etat lui-même conserva son caractère médiéval, avec une classe de nobles à noms historiques, qui tenaient leurs droits d'une époque définitivement abolie (les métèques eux-mêmes, les marchands israélites, s'affublèrent alors de noms archaïques). Aussitôt qu'un régime de démocratie moderne remplaça le système féodal, abattit la bastille aristocratique de jadis, la différence historique qui séparait les classes de la population, dut disparaître. Les Saxons eux-mêmes ont admis ce point de vue ; cependant ce changement inévitable leur fera perdre leur primauté, garantie par le vote plural, et leurs propriétés terriennes qui dépassent parfois de beaucoup le minimum fixé par la nouvelle loi. Moins capables de se rendre aux exigences d'une époque nouvelle, les propriétaires magyars, soit individuellement, soit par l'entremise de leurs sociétés régionales, demandent qu'on maintienne, en dépit de la transformation sociale générale qui s'accomplit, une partie au moins de leurs privilèges.

2. — Mais le territoire de la Transylvanie et des autres régions récupérées de l'ancienne Hongrie accueillit des colons d'autres provenances. Et sur ce point le cas est le même pour la Bukovine, jadis autrichienne, et pour la Bessarabie, séparée aujourd'hui de la Russie des tzars.

En Transylvanie, les privilèges anciens empêchèrent la maison d'Autriche, qui remplaça en 1690 la domination des princes magyars, d'introduire de nouveaux habitants que la province eût pu facilement nourrir. Il en fut autrement dans le Banat et dans les districts qui s'étendent au nord de la rivière du Muras (Maros) sur les rives des

trois Cris (Koros). Ici les Autrichiens remplacèrent, dans le rayon des forteresses d'Oradea-Mare et de Timisoara (Temesvar), le régime turc avec ses établissements de spahis. Des Serbes furent amenés dès la fin du XVII[e] siècle, aussitôt après la conquête, avant même la paix de Carlowitz, sur ce sol libéré par les infidèles. Plus tard on recourut, et non sans succès, aux Allemands de Souabe, aux Bulgares catholiques, venus des Balkans, et même à des Italiens, à des Français. A côté des anciens habitants roumains, qui avaient au XVI[e] siècle une aristocratie guerrière, plus tard magyarisée, des Roumains d'autre provenance s'installèrent dans ces colonies minutieusement organisées. Les Souabes se maintinrent comme Allemands, alors que les autres disparaissaient ou se confondaient avec le reste de la population. Ces Souabes ont déclaré en 1918-1919 préférer le régime des Roumains à celui des Serbes et ils ont fait tous leurs efforts pour empêcher que le Banat fût coupé en deux par la ligne arbitraire qui passe, en un zig-zag capricieux, à l'ouest de Timisoara.

Le même système fut appliqué en Bukovine, cette partie florissante de la Moldavie que, sans avoir participé à la guerre russo-turque, Marie-Thérèse annexa à ses Etats en 1775. Des Allemands, des Arméniens, des Juifs furent établis dans les anciens bourgs moldaves, alors que des paysans de toutes les provinces de l'Empire se partageaient les champs avec les agriculteurs indigènes, rejetés à une situation inférieure. Les biens de l'Eglise orthodoxe, soumis à un régime d'Etat, furent désormais administrés officiellement pour que leurs revenus reçussent une destination absolument différente. La Galicie déversa le surplus de la population ruthène famélique, et, au delà du Pruth, les anciens habitants, submergés par l'afflux des étrangers, perdirent leur caractère roumain dont témoignent encore les grands noms historiques de simples paysans ainsi que celui des villages eux-mêmes. L'Autriche employait ces clients contre les habitants autochtones, dont elle craignait l'irrédentisme. Ainsi, par la force des choses, l'Etat roumain se heurte aux privilèges traditionnels de ces hôtes choyés d'un régime disparu.

Il en est de même pour la Bessarabie. Lorsque les Russes annexèrent en 1812 la Moldavie orientale, entre le Pruth et le Sereth, il n'y avait en dehors des paysans roumains qu'un petit groupe ruthène colonisé par le pacha de Kamienec puis par celui de Hotin dans la région septentrionale. Malgré l'autonomie complète accordée solennellement à la Moldavie russe, une bureaucratie compliquée d'origine étrangère y fut importée et, sur la lisière qui borde le Danube inférieur, à la place des Tatars émigrés — implantés là par ordre du Sultan, vers 1600 — on vit bientôt s'établir des Allemands, des Bulgares, des Arméniens, des Russes vieux-croyants. Si on leur a laissé tout ce que leur assurait une coutume qui date d'un siècle, chez les fonctionnaires, qu'ils gardent leur place ou qu'ils préfèrent prendre leur retraite, l'« intrusion » des Roumains est considérée comme gênante.

3. — La Bessarabie qui, pour échapper au brigandage des bolchéviks, s'était constituée en République moldave avec un Conseil du pays, se réunit à l'ancienne patrie par un double vote de cette assemblée.

La Bukovine s'est ralliée à l'ancien Royaume par une décision solennelle prise dans une assemblée populaire, décision confirmée par le vote formel des Allemands, des Polonais et des Juifs.

La Transylvanie fait partie de la Grande Roumanie par la volonté exprimée à Alba-Julia au nom du peuple roumain, les Saxons l'ayant acceptée de leur côté, à la réunion de Médiasch.

En toutes ces occasions l'engagement de respecter les droits nationaux des minorités ethniques fut pris à l'unanimité. La clause du traité de Saint-Germain qui l'impose est donc tardive et superflue. Malgré les défauts d'une administration improvisée par un pays qui a perdu 800,000 âmes pendant la guerre, et qui garde encore, en dépit du vote universel, les désavantages du régime des partis, l'opinion publique entière veut respecter la vie normale des nations sœurs installée sur le territoire de la même patrie.

La séance du 13 avril dernier à la Chambre des députés a été une nouvelle confirmation de cette attitude. Et nous ajouterons en finissant que, malgré les complots répétés

des Magyars qui espèrent revenir au moyen-âge pour leur profit exclusif, aucune condamnation capitale n'a été exécutée dans toute l'étendue du royaume. Ce n'est pas par faiblesse : il y a des Etats qui peuvent se passer de cette sanction cruelle pour réprimer les attentats commis contre leur existence.

N. JORGA,

Professeur à l'Université de Bucarest,
Membre de l'Académie roumaine,
Correspondant de l'Institut de France.

LA CHRONIQUE INTERNATIONALE

LE PREMIER CONGRÈS
DE LA CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE
DES ÉTUDIANTS

Lorsque Wilson lança dans le monde les idées qui devaient trouver leur concrétisation partielle dans le pacte de la S. d. N., les historiens ressortirent des bibliothèques tous les plans de pacification universelle que le monde avait vu naître. On exhuma les projets de Henri IV et de Sully, ceux de l'abbé de St-Pierre, de Bentham, de Kant et de Marchand, tandis que le Vatican faisait savoir au monde étonné que les propositions du président des Etats-Unis, plagiaire heureux, n'étaient en fin de compte que la reprise des idées qu'il avait proclamées depuis fort longtemps.

Nous pourrions, à propos des mouvements d'union internationale des étudiants, convier le lecteur à une exploration analogue. Nous l'en dispensons [1]. Il importe de rappeler toutefois que l'initiative des étudiants français,

[1] Voir entre autres nos articles dans la *Feuille centrale de Zofingue* (Internationale blanche) de décembre 1919, et dans la *Gazette de Lausanne* du 13 janvier 1920.

belges et tchèques, en 1919, ne fut pas la première expression des vagues d'enthousiasme qui soulevèrent les âmes « estudiantines »[1]. C'est ainsi, entre autres, qu'un Anglais, M. Hodgson Pratt, lançait, en 1894, l'« Alliance universitaire internationale » qui tendait principalement à obtenir l'équivalence des grades, le développement du système des bourses de voyage, la multiplication des fêtes universitaires, etc. En 1898, Turin recevait le premier (?) congrès international des étudiants convoqué à la suite d'une décision du IVe Congrès universitaire national italien. Ce furent des fêtes triomphales, sans lendemain. Et pourtant le programme de la *Corda fratres* — tel était le nom de cette fédération et du journal qu'elle éditait — était propre, n'était son lyrisme excessif, à séduire des âmes de jeunes : « Unissons-nous, disait-il, au moyen d'une association[2] vaste et étendue qui affirme la solidarité désirée et transporte souvent notre esprit au-delà des confins de notre pays, vers nos compagnons éloignés ; comme nous, ils sont appelés par le destin à la lutte pour l'existence, à résoudre le problème de la vie ; comme nous, ils sont les ouvriers de la pensée, triomphants ou succombants ; agitateurs passionnés des idées, qui devancent les temps, hommes palpitants d'amour, ou frémissants d'enthousiasme, ou brisés par le malheur; comme nous, ils désirent une amicale association des tendances, des aspirations que l'on éprouve seulement à l'âge de vingt ans, et non plus à l'âge réfractaire aux vastes idéals, aux grands enthousiasmes. » L'échec du caractère international de ce mouvement — la *Corda fratres* a été dissoute définitivement à Strasbourg en 1919 (pour éviter «certaines promiscuités»!) et n'a plus actuellement qu'une activité italienne — fut d'autant plus regrettable que ses aspirations étaient élevées et que les principes qu'elle avait adoptés étaient justes. On avait voulu aller trop vite ; les esprits n'avaient pas encore appris à comprendre leurs devoirs.

La guerre vit éclore de nouvelles tentatives de fédération. En 1917, certains éléments de gauche de Zurich

[1] Ce néologisme, dont l'emploi répété agace, est commode; nous demandons l'autorisation de nous en servir.

[2] Nous reproduisons le texte officiel.

constituèrent l'*Internationaler Studentenbund.* Ce fut une belle page d'enthousiasme, déflorée malheureusement de plus en plus par un sectarisme social regrettable. Viciée dans son essence, l'*Association internationale des étudiants* ne put être que le groupement momentané de quelques fortes et belles personnalités que l'ardeur de leurs convictions forçait à unir leurs énergies. Signalons enfin la constitution à Paris, le 26 juin 1917, du *Cercle International des Etudiants et Etudiantes des Nations Alliées et Amies de la France* (organe : *La Vie Universitaire*). Ce cercle eut primitivement des aspirations assez analogues à celles de la Confédération. Actuellement il a, très heureusement, une activité essentiellement pratique et spécialement française (réceptions, etc.).

Comment est née la *Confédération internationale des étudiants* (C. I. E.) ? L'histoire de sa gestation nous permettra de mieux comprendre ses débuts, son développement, d'apprécier ses défauts, d'augurer de son avenir.

L'on sait qu'en novembre 1919, Strasbourg rouvrait solennellement les portes de son université française, en même temps qu'elle fêtait le premier anniversaire de l'entrée dans ses murs des troupes du général Gouraud. Voulant donner à leur réunion plus d'éclat et dans le désir de s'associer d'une façon plus étroite les étudiants alsaciens et l'université de Strasbourg, l'*Union Nationale des Associations d'Etudiants de France*[1] avait choisi Strasbourg comme siège de son VIIIe congrès et avait fait coïncider la date de son assemblée avec celle des deux événements historiques que nous venons de rappeler. Enfin, l'Union Nationale ayant inscrit à son programme la constitution d'une confédération internationale et ayant dans ce but adjoint au congrès national un congrès interallié, les étudiants français avaient fort aimablement invité les organisations estudiantines neutres à coopérer à la réalisation de leur espérance.

Il faudrait avoir la place de s'arrêter quelques instants sur les discussions que provoqua cette création. Chez

[1] Cette union fut fondée à Lille, en 1903; elle est d'allure semi-officielle. Le 15 février 1921 a paru e premier numéro de son organe : *La France universitaire.*

certains Français et Belges, on sentit avec trop de netteté le désir d'obtenir le concours des neutres pour pouvoir affirmer, comme le fit le rapporteur général du Congrès, à la séance solennelle de clôture, que l'exclusion, avec le concours des neutres, des étudiants des empires centraux était « une proclamation émouvante, à la face du monde intellectuel, de la justice de notre cause ». Autrement dit, la politique s'installa ou mieux pénétra dans des domaines où elle n'avait en principe rien à faire. Il aurait été faux de s'en formaliser et les neutres, sauf exceptions, virent plus loin. Ils accédèrent au mouvement parce qu'ils sentaient qu'une organisation internationale de cette importance ne pouvait voir le jour que lorsque se trouvent réalisées, comme alors, certaines conditions d'ordre psychologique ; ils voulurent aussi, par leur geste, honorer leurs camarades morts sur les champs de bataille et l'esprit qui les avait animés ; enfin ils espéraient que l'avenir leur permettrait d'apporter à l'édifice les modifications et les adjonctions propres à le rendre plus conforme à leur idéal.

Le but de la C. I. E. est indiqué à l'article 1 de ses statuts : c'est de créer des liens d'estime et une entente entre les étudiants des pays adhérents, d'organiser une liaison permanente entre les organisations d'étudiants de ces divers pays, de coordonner leur action intellectuelle, d'étudier les questions internationales relatives à l'enseignement supérieur et à la vie morale et matérielle des étudiants, et enfin de contribuer à l'expansion intellectuelle. Son action est déclarée indépendante de tout parti politique ou confessionnel. Son siège est fixé à Bruxelles. L'article 2 décide qu'un pays adhère à la Confédération par son union nationale d'étudiants ; les pays qui ne possèdent pas de semblable union peuvent adhérer comme membres libres avec voix consultative, etc. A Strasbourg, la France, la Pologne, le Luxembourg, la Roumanie et la Tchécoslovaquie adhérèrent comme membres titulaires ; l'Angleterre, le Danemark, les Etats-Unis, la Grèce, la Hollande, l'Italie, la Norvège, la Suède, la Suisse et la Yougo-Slavie furent reçues comme membres libres. On décida, après force discussions, que la question de l'ad-

mission des étudiants des empires centraux « ne pourrait être posée que lorsque ces puissances auront été déjà admises dans la S. d. N. », tandis que le congrès français — de son côté — acclamait un vœu affirmant que l'Union Nationale française opposait « un refus unanime et catégorique à toute tentative du Congrès universel qui aurait pour but ou pour résultat de nous mettre en contact avec nos ennemis d'hier »[1].

Et c'est en se demandant avec une curiosité un peu inquiète ce qu'il adviendrait du nouveau-né qu'ils venaient de tenir sur les fonts baptismaux que les congressistes quittèrent Strasbourg.

* * *

C'est au siège de la Confédération, à Bruxelles, que le bureau de la C. I. E., soit le Conseil composé en principe de cinq représentants de chacun des pays titulaires, tint sa première séance (15 au 20 septembre 1920). On y prépara le Congrès de Prague et le débat sur l'admission des étudiants allemands prit une acuité toute particulière par le dépôt d'une proposition norvégienne disant que « chaque Union Nationale des Etudiants qui a donné les garanties nécessaires de son caractère représentatif de son pays (?) sera admis comme membre titulaire de la C. I. E. » (proposition repoussée à l'unanimité à Bruxelles, puis à Prague) et par des déclarations tendant au même but de la Suède, du Danemark et des Pays-Bas. La Suisse, qui avait constitué son union nationale *(Fédération Suisse d'Etudiants)* au Congrès de Zurich en juin 1920 fut reçue à Bruxelles comme membre titulaire. Sa demande d'admission exprimait « le ferme espoir que les circonstances internationales permettront d'étendre le plus tôt possible la C. I. E. aux fédérations nationales de tous les pays ».

[1] L'art. 15 mérite une mention : il prévoit le nombre de voix dont dispose chaque pays. Un système ingénieux permet de tenir compte et du nombre total des étudiants fréquentant les universités d'un pays déterminé et du chiffre de la population et du nombre des étudiants nationaux de ce pays.

* * *

Après cette introduction nécessaire, nous pouvons enfin parler du congrès qui a tenu ses assises à Prague du 29 mars au 7 avril. Ce furent de belles journées. Les étudiants tchèques avaient eu la bonne idée d'organiser, comme introduction au congrès, trois séries d'excursions qui rencontrèrent un très vif succès. Un premier groupe gagna la Slovaquie. Pilsen, avec ses fameuses usines de Skoda et sa brasserie, Marienbad et Karlsbad reçurent un second groupe auquel vint se joindre plus tard la troisième escouade. Ces tournées furent une heureuse propagande pour le congrès qui bénéficia de l'envie qu'eurent beaucoup d'étudiants de faire, dans de bonnes conditions, des voyages aussi instructifs que ceux dont on leur avait envoyé l'itinéraire. Sans vouloir exagérer la valeur des relations qui se nouèrent ainsi, on peut dire que le bienfait de semblables rencontres suffit à les justifier, sans parler des horizons que ces courses ouvrirent à ceux qui se donnèrent la peine d'y voir autre chose qu'une simple ballade de plaisir.

Et le 30 mars, les voyageurs et les malchanceux qui n'avait pu quitter plus tôt leurs cours se retrouvèrent dans la salle de *l'Obecni dum* pour ouvrir solennellement le congrès. Sur le podium, le chancelier du Président, M. Samal, remplaçant M. Masaryk retenu par la maladie, le recteur, le maire de Prague, MM. Benes, Susta, etc. Dans la salle, la masse sombre des habits qu'on aurait aimés plus uniformes, quelques coiffures caractéristiques d'étudiants, un turban hindou. Sous les souhaits banaux de bienvenue, on put sentir l'émotion de ces hommes qui avaient souffert, combattu et dont la joie de pouvoir saluer dans leur patrie les représentants estudiantins de presque tous les pays du monde touchait par sa prenante sincérité. Puis ce fut l'appel des pays, dont les chefs de délégation — qu'on n'avait pas prévenus, semble-t-il — durent venir cérémonieusement dire quelques mots. L'originalité ne foisonnait pas dans ces allocutions plus ou moins improvisées ;

mais de tels défilés ne manquent pas d'intéresser la galerie et l'air emprunté des acteurs est toujours amusant. Tous ces discours ou presque exprimaient le même espoir : le désir qu'une vraie fraternité des étudiants s'établît, qu'un lien durable de sympathie se nouât entre ceux qui auront plus tard une large part d'influence dans leurs pays respectifs et sur qui pèsent de si lourdes responsabilités. Le rêve de quelques-uns montait plus haut. Leur foi leur faisait entrevoir une humanité meilleure, pacifique, et pour eux la Confédération pouvait et devait être une des semeuses de ces moissons.

L'hymne hussite, les hymnes tchèques et slovaques, joués sur l'orgue, encadrèrent et soulignèrent l'allure grave de la cérémonie.

Sitôt après on se divisa. D'un côté, les officiels, représentants de groupes ou d'universités, allèrent siéger plus ou moins régulièrement dans l'accueillante demeure des étudiants que l'Y. M. C. A. a installée et dirige. De l'autre, la majorité, tous ceux dont la seule carte de légitimation était leur qualité d'étudiant — quelques brebis galeuses s'étaient, il est vrai, fourvoyées dans le troupeau — et leur désir de voir, d'entendre et d'apprendre à connaître gens et choses nouvelles. Ce n'étaient pourtant que deux compagnies appartenant au même bataillon et qui avaient le plaisir de se retrouver : d'abord aux repas ordinaires, admirablement préparés dans les cuisines du *Studentsky domov* et distribués par les soins d'Américaines bleu-horizon de l'Y. M. C. A. dont tous purent louer l'esprit d'organisation et l'amabilité; puis aux banquets, à la représentation de gala, aux bals et, la nuit, dans les bars. Entre temps, de jeunes journalistes maintenaient la liaison permanente. Elles fusionnèrent aussi, ces deux compagnies, pour prendre part à l'excursion de deux jours fort heureusement prévue comme un repos pour les passionnés de discussions et pour les « officieux » que la succession des galas commençait à fatiguer !

Et l'on partit pour Jicin, petite bourgade aux confins des montagnes des Géants qui séparent la Bohême de la Silésie. Là, des sokols et des sokolettes évoluèrent un soir au grand théâtre de la ville et, pour changer, l'on recom-

mença à danser, à la manière tchèque. Que ceux qui ignorent en quoi consistent les mœurs tchèques dans ce domaine apprennent que là-bas on danse comme des toupies et toujours en faisant le tour de la salle. Les hommes seuls se postent en embuscade au milieu du cercle, et sont autorisés à bondir sur leur proie à n'importe quel moment, fût-ce après deux mesures de danse, quitte, lorsqu'ils auront séparé un couple, à être privés à leur tour de leur danseuse, deux secondes après.

La retraite sur Prague s'effectua après un arrêt aux grands rocs de Prachov près desquels des monuments gardent le souvenir des premiers soldats prussiens et autrichiens qui, en 1866, trouvèrent la mort sur ces crêtes; par une visite au château du comte d'Aerenthal, et une superbe traversée du paradis de la Bohême qui nous amena à Turnov, la ville des grenats.

* * *

Comme nous le relations plus haut, la C. I. E. ne comptait, au début du congrès de Prague, qu'un nombre restreint de pays adhérents. Une saine logique aurait demandé que l'on commençât par régler la question des admissions. On préféra malencontreusement l'échelonner sur tout le congrès. L'on vit alors des pays comme l'Angleterre, les Pays-Bas, ignorer leur sort jusqu'au dernier jour ou presque, ce qui mécontenta à raison ces délégations; elles n'eurent pendant tout le congrès que voix délibérative et durent renoncer à prendre une part active aux travaux des commissions. Cette procédure fit aussi que les premiers votes ne présentèrent que peu d'intérêt vu l'absence d'opposition. Les votes quasi-unanimes se succédèrent avec régularité. Seule, la Suisse interrompait parfois la chaîne des oui ou des non. L'abstention trouvait aussi malheureusement des amateurs. Sur l'estrade prenaient place le président, M. J. Gérard (France) qui dirigea les débats avec une élégance et un tact teintés d'indifférence, M. van Laer (Belgique), l'actif directeur de

l'Office Central (O. C.) dont nous aurons l'occasion de parler plus loin, un autre Belge, barbu et professoral, M. Balinski (Pologne) et d'autres, suivant les circonstances[1]. La question de l'admission des étudiants allemands provoqua un échange intéressant d'aménités. Nous avons vu plus haut ce qui avait été décidé à Strasbourg et à Bruxelles. Le compromis parut trop raide aux Scandinaves, aux Suisses, etc., et après force aventures on préféra décider, d'une manière générale, que toute demande d'admission serait soumise au Comité exécutif, pour préavis après enquête, puis au Conseil. Après ce double examen, la question sera tranchée souverainement par l'assemblée générale, à la majorité des 2/3. Voilà donc les Allemands mis sur le même pied que n'importe quelle autre nation requérante ; c'est l'importante concession de l'Entente. Seulement il ne semble guère que les partisans de l'admission puissent croire que le nouvel article leur soit plus favorable que le précédent. En effet, à supposer que les étudiants allemands[2] veuillent sortir de leur solitude imposée, leur requête devra franchir une série de redoutables obstacles avant d'être soumise à l'assemblée. Une solution définitive semblant impossible pour le moment, on aurait dû éviter, à Prague, d'y revenir avec insistance. Au lieu de cela, cette question irritante risqua de tout gâter. Heureusement que les fenêtres du local de réunion ne donnaient pas sur un tas de fumier; on aurait pu craindre autrement une troisième défénestration tout à fait couleur locale. Si le bloc ententiste fit preuve de quelque tolérance, on doit regretter qu'on ait laissé la question s'égarer à nouveau sur le terrain de la politique. Il faut s'entendre sur ce terme que les adversaires ne manquèrent pas de se jeter réciproquement à la tête. Personne ne

[1] Le Comité exécutif (organe du Conseil) est actuellement composé d'un Français (président), d'un Tchèque. d'un Belge, d'un Polonais. d'un Suisse (vice-présidents), d'un Roumain (secrétaire général), d'un Yougo-Slave (secrétaire adjoint) et d'un Suédois (trésorier). On voit le travail que peut fournir un comité ainsi composé de gens séparés les uns des autres par des centaines de kilomètres.

[2] Il faut reconnaître que tout ce que l'on sait aujourd'hui des étudiants allemands est peu propre à faciliter la tâche à ceux mêmes qui voudraient, pour divers motifs, les aider à rentrer dans le cercle des nations. Nous eûmes l'occasion d'assister récemment, à Munich, à la première messe celébrée par l'archevêque qui rentrait de Rome avec la barrette de cardinal. Les étudiants formaient la haie tout près du chœur, avec tous leurs atours d'antan, leurs rapières et leurs bottes, leurs allures de gens de caste. Il est vrai que ce ne sont que signes extérieurs.

saurait demander aux étudiants de faire abstraction complète de leur personnalité, de leur appartenance à une nation déterminée, pour n'obéir qu'à des principes. Mais, d'autre part, si les étudiants veulent vraiment former une communauté universelle, il ne faut pas que le facteur politique prime, dans leurs décisions, toute autre considération. Si la C. I. E. ne veut pas que la question de l'admission des anciens centraux devienne la bête noire des congrès futurs, il faut que ceux de ses membres qui appartiennent à l'Entente arrivent peu à peu à l'aborder avec sang-froid, renoncent à leur intransigeance qui devient malheureusement, par la force brutale des choses, de plus en plus anachronique, et se résolvent à faire le pas douloureusement inévitable avant que des discussions amères n'aient détruit la concorde, délié le faisceau que tant d'efforts ont réussi à former. Il faudra également que certains ci-devant neutres cessent de crier à tout moment au chauvinisme et commencent par témoigner plus de confiance à leurs camarades de l'Entente qui, dans un beau geste, les ont invités à se joindre à eux. Enfin les menaces de sécession qu'on dut entendre à Prague, à des propos divers, devront être classées parmi les mauvais souvenirs qu'on s'interdit de rappeler.

Furent admis en cours de congrès comme membres titulaires : la Suisse (ratification de la décision de Bruxelles), la Yougo-Slavie, le Danemark, la Finlande, la Suède, la Norvège, les Pays-Bas, l'Angleterre et l'Ecosse [1] ; comme membres libres, l'Ukraine et l'Italie (ce dernier pays ne possède pas encore d'Union nationale).

A côté des assemblées générales, trois commissions tinrent de nombreuses séances ; leurs vœux reçurent presque tous l'approbation de l'assemblée.

Une *première commission* s'occupa des relations universitaires internationales. Mentionnons parmi les vœux qu'elle émit ceux relatifs à la réduction des prix d'ins-

[1] Cette question de la représentation distincte de l'Angleterre et de l'Ecosse fut une des grosses pierres d'achoppement du congrès. Certains craignaient, en effet, qu'en se ralliant au point de vue soutenu par ces deux pays, on ne fût forcé d'admettre une solution analogue, par exemple pour la Belgique (le *Vlamsche Student Verbond*, qui grouperait 950 étudiants, aurait déclaré, lors d'un de ses congrès, qu'elle ne pourrait faire partie de la C. I. E. que comme groupe ethnique distinct). On spécifia expressément que l'on ne saurait invoquer ce cas spécial comme un précédent.

criptions, d'examens, de transports par chemin de fer (à l'exemple de la Pologne), celui sur l'introduction d'une carte internationale d'identité, d'autres concernant les échanges d'étudiants, l'homologation des diplômes acquis à l'étranger, avec réserve du droit pour les facultés de fixer des épreuves supplémentaires éventuelles, une conférence de professeurs pour l'unification partielle des programmes, etc. Cette commission s'occupa également de l'Université Internationale de Bruxelles [1] qui a tenu sa première session en septembre dernier. Elle confirma l'adhésion de principe que le bureau avait votée à Bruxelles et chargea l'O. C. d'organiser son secrétariat.

A la *deuxième commission* était dévolue la tâche de traiter de l'organisation des associations d'étudiants. Ses vœux demandent que les Unions nationales obtiennent des éditeurs une réduction de 25 % pour tout étudiant étranger dont la commande de livre aurait passé par l'O. C.; que les étudiants des pays à change favorable aident leurs camarades pour l'achat de livres d'étude ou de périodiques, qu'un échange international de revues soit organisé, etc.

L'organisation de la revue de la C. I. E. : *Le Monde Universitaire* [2], dont le premier numéro a paru en mars de cette année, occupa également la deuxième commission. Les étudiants favorisés par le cours des changes consentirent à payer un abonnement plus élevé. Enfin le projet du Dr Vauthier, de Neuchâtel, y rencontra, ainsi qu'auprès de tous les participants, un accueil enthousiaste. On sait que le Dr Vauthier a lancé l'initiative de la création, à Leysin, d'un sanatorium universitaire destiné à permettre spécialement aux étudiants atteints de tuberculose guérissable de poursuivre leurs études dans un milieu et une atmosphère appropriés. Certaines Unions nationales s'engagèrent, à Prague, à faire des démarches pour obtenir de leur gouvernement l'appui financier et moral nécessaire à la réalisation de cette grande œuvre.

[1] Cf. P. Otlet : Sur la création d'une Université Internationale (rapport présenté à l'Union des Associations Internationales).

[2] Paraît à Bordeaux tous les deux mois, en français et en anglais. Rubriques : I) Questions universitaires internationales ; II) Dans la C. I. E., partie officielle : III) Dans les Unions nationales, etc.

Les questions relatives à l'amélioration morale et matérielle de l'étudiant furent attribuées à la *troisième commission*. On y jeta en particulier les premières bases d'une œuvre de toute importance, l'« Assistance Universitaire Internationale », destinée, entre autres, à établir un lien permanent entre les diverses œuvres qui poursuivent le bien de l'étudiant. Il y fut fortement question de confier à la Suisse la charge de cette organisation. Nous espérons que la Fédération Suisse d'Étudiants pourra, avec l'appui de tout le pays, accepter la lourde responsabilité qu'on voudra bien lui confier.

A Bruxelles, le Conseil de la C. I. E. avait décidé de créer au siège de la Confédération un Office Central universitaire. Le règlement de cet office fut sanctionné à Prague. Le but de l'O. C. est de recueillir toute la documentation universitaire internationale pouvant intéresser les associations d'étudiants, de faciliter l'échange international des étudiants, etc. L'O. C. sera l'organe permanent et administratif de la C. I. E.

* * *

Que conclure ?

De par le fait qu'elle est composée d'étudiants[1], une confédération internationale d'étudiants ne peut nourrir que des prétentions modestes. L'histoire des divers échecs qu'ont essuyés les précédentes tentatives est là pour nous montrer les écueils qu'il faut éviter. La C. I. E. ne pourra vivre que si elle élargit considérablement son cercle et cela non seulement en admettant le plus grand nombre possible de pays — on devra bien arriver un jour à considérer que l'Union nationale régulièrement constituée de n'importe quel pays *a droit* à faire partie de la C. I. E. — mais en travaillant de toutes ses forces à ce que les diverses Unions nationales réunissent le maximum possible d'étudiants. Il faut que les Unions nationales soient la chose de tous les étudiants, que leur organisation soit assez souple pour permettre à tout étudiant, royaliste, extrême-gauche, indifférent, d'y pénétrer. C'est là une bien lourde

La qualité d'étudiant est, en effet, passagère.

tâche. Actuellement il y a, sans erreur, peu d'Unions nationales qui représentent seulement la majorité des étudiants de leur pays. En Suisse, par exemple, seuls les étudiants de Zurich, Neuchâtel, St-Gall (Ecole supérieure de commerce) et les Goliardi (étudiants tessinois) en font partie [1]. Il faut combattre, dans ce domaine, une foule de préjugés. L'idée d'organiser les étudiants apparaît encore à certains comme indigne, presque profanatrice. Certes, si les Unions nationales et la C. I. E. devaient prendre les allures de syndicats qui ne se contenteraient pas d'émettre des vœux mais communiqueraient aux autorités leurs revendications avec menaces à l'appui; si, d'autre part, la liberté de l'étudiant devait se trouver bridée par les décisions sans recours prises dans quelque vague congrès tenu à Bucarest, nous comprendrions fort bien le peu de succès que rencontrent aujourd'hui ces essais d'organisation. Pour nous, la nécessité d'établir actuellement entre tous les étudiants un lien permanent s'impose pour diverses raisons que nous nous permettons de ranger sous trois chiffres.

1° Dans le passé, le nombre restreint d'universités et diverses circonstances faisaient de l'étudiant une espèce assez rare ; la proportion du nombre des étudiants sur le chiffre de population d'un pays était faible. Aujourd'hui, de nouvelles universités sans aucune tradition surgissent partout et les auditoires regorgent d'étudiants poussés malheureusement, parfois, par l'idée que le diplôme qu'ils obtiendront leur assurera une situation matériellement et socialement supérieure. En outre, la tendance de certains cours est devenue purement utilitaire. Nous entendons par là qu'il arrive qu'on rabaisse l'université à n'être qu'une école comme une autre, destinée à préparer pratiquement des individus à remplir certains postes bien déterminés. Les traditions de culture théorique et désintéressée apparaissent parfois comme d'inutiles défroques. Enfin, une tendance soi-disant démocratique tend à aplanir abusivement les voies d'accès à l'université. Il semble vraiment que tout individu âgé

[1] Les étudiants des autres Universités de Suisse n'ont malheureusement pas encore réussi à s'organiser. — Cf. P. Lang : *Die schweizerische Studentenbewegung*, dans le N° d'août 1920, de la revue *Schweizerland*.

de 18 à 20 ans ait un droit individuel, absolu et intangible, à se présenter, sans qu'on tienne compte de sa préparation précédente aux examens supérieurs. Les étudiants peuvent, à notre sens, beaucoup faire pour lutter contre ces préjugés ; ils ne sauraient cependant réagir qu'en étant organisés ; autrement leurs successeurs ne sauraient de qui saisir le flambeau de l'esprit.

2° Qu'on le veuille ou non, tout tend aujourd'hui à devenir international ; aussi pouvons-nous de moins en moins négliger ce côté des problèmes qui se posent. Pour pouvoir apprécier, il faut connaître et, pour connaître, il faut avoir vu les choses, entendu les gens. On a souvent soutenu que les événements mondiaux de ces dernières années étaient dûs à l'ignorance des choses qui ne se passent pas directement sous nos yeux. Ce qu'on peut affirmer en tout cas, c'est qu'on n'insistera jamais assez sur la masse prodigieuse de malentendus qui séparent les hommes. Pour que s'accroisse le nombre des vrais Européens, il faut multiplier, spécialement pour les intellectuels, les occasions de discussions internationales et d'entretiens privés. Jusqu'à présent, il est vrai, la C. I. E. n'a offert à ses adhérents, en fait de discussions internationales, que des questions administratives qui lassent. Et c'est dans ce peu d'intérêt des programmes de la C. I. E. qu'il faut attribuer une bonne part de l'indifférence de la grande foule des étudiants. Pourquoi ne pas prévoir, à côté de toute cette partie administrative, des séances uniquement réservées à des travaux ? Croit-onvraiment que toutes les affirmations grandiloquentes, bien que généreuses, des discours de banquets seront d'une utilité quelconque pour atteindre le but que les chefs de la C. I. E. affirment à tous moments : la préparation d'un monde moins mesquinement étroit, plus compréhensif, plus humain. Pour nous, une des seules façons pour les étudiants de *tenter* de faire de cet espoir l'approximation d'une réalité, c'est de mettre en présence, dans des congrès mondiaux, des étudiants différant au maximum les uns des autres, et de leur permettre de présenter, sur un sujet déterminé, leurs arguments et leurs manières de voir. Ne pense-t-on pas que, devant un pareil auditoire, certaines affirmations,

qui circulent partout comme des dogmes, s'écrouleront, qu'on n'osera pas même les présenter ? Illusions ? Peut-être ; mais en tout cas pas plus que de croire qu'il suffit de voter que les étudiants « déclarent s'unir dans un sentiment de fraternité basé sur le besoin de mieux s'instruire pour mieux enseigner, dans un idéal de Paix, l'amour du Vrai et du Beau[1] ».

3° Enfin, c'est un devoir *social* pour les étudiants de s'organiser nationalement et internationalement. Nous avons constaté plus haut la hausse persistante du pourcent des étudiants dans le monde. C'est un fait qu'on peut regretter sans pouvoir le nier. Parmi ceux-là, beaucoup doivent quitter leur domicile paternel pour fréquenter des universités lointaines; certains manquent du nécessaire. Bref, un nombre considérable de problèmes d'ordre social demandent une solution. Qui nierait la nécessité d'une organisation pour procéder à des enquêtes, pour préparer des solutions ?

* * *

On aura vu par cette énumération, que nous pourrions facilement compléter, par notre exposé et par certaines remarques que nous avons glissées dans notre texte, le rôle que doit jouer la C.I.E., ce qu'elle a fait jusqu'à aujourd'hui, ce qu'on attend d'elle. La C.I.E. est une des manifestations du souffle de résurrection qui s'est déchaîné sur l'Europe après la grande guerre. Si elle devait, pour satisfaire des ambitions ou des intérêts personnels ou collectifs, dilapider le capital moral qui lui est confié, les générations futures seraient en droit de lui reprocher vivement ce meurtre d'une idée[2].

Ag. KRAFFT.

[1] A-t-on vraiment l'illusion que plus une déclaration de principe contient de majuscules, plus sa portée sera effective ?

[2] Parmi les réformes urgentes, mentionnons celle de confier les places du Comité exécutif à des personnalités plus jeunes — à des étudiants au milieu de leurs semestres — et prises dans des milieux différents. Si l'on doit être reconnaissant aux initiateurs de l'activité qu'ils ont déployée. ils reconnaîtront eux-mêmes qu'une rotation dans l'occupation des fonctions directoriales est une absolue nécessité.

ÉDITORIAL

Née dans les remous de la guerre, lorsque les horreurs et les souffrances encore toutes proches faisaient dire à chacun : « Jamais plus ! » la Société des nations traverse maintenant la crise morale qui suit toujours les grandes exaltations.

Par une singulière injustice, on accuse la Société des nations de tout ce qu'elle n'a pu faire parce qu'on ne le lui demandait pas, et de tout ce qu'on lui a demandé, sachant qu'elle ne pourrait pas le faire. On ne lui a pas demandé de résoudre, par une collaboration loyale de tous les peuples, une question qui les intéresse tous au premier chef, la question des réparations. Par contre, on lui a demandé de faire vivre un pays qui ne veut ni ne peut vivre, — l'Autriche.

On ne lui a pas demandé d'apaiser les esprits hier ennemis, de refaire l'unité économique de l'Europe artificiellement brisée par les passions, de mettre fin, une fois pour toutes, aux mobilisations, aux menaces, aux mesures de rigueur, aux sanctions, et autres termes surannés d'un vocabulaire de violence. Mais on lui a demandé de décider si des îles, unies à la Suède par le sentiment et à la Finlande par la géographie, seraient suédoises ou finlandaises, si une ville

polonaise, située dans un pays lithuanien, devait appartenir à la Pologne ou à la Lithuanie, — toutes choses qui dépassent la sagesse des hommes.

Les choses dont elle n'a pas été chargée, comme les réparations, ne vont pas mieux que celles dont elle a assumé la responsabilité, comme l'Autriche. Mais les peuples vainqueurs ne veulent voir dans la Société des nations que les avantages dont elle les a privés, et les peuples vaincus, les avantages qu'elle a failli à leur apporter. En tous pays, les nationalismes ressuscités et surexcités mesurent l'œuvre débutante de la Société des Nations au mètre des craintes et des espoirs qu'elle avait suscités. La toisant d'un regard, ils pensent : C'était donc tout cela !

L'absence des Etats-Unis est, pour les égoïsmes conjugués, un encouragement. A force de répéter que la Société des nations n'est pas viable sans les Etats-Unis, ils ont fini par le croire. Le président Harding a déclaré que la Société des nations était morte ; il ne tiendrait qu'à lui, semble-t-il, d'en sceller la pierre. L'opinion française, ulcérée par ses déceptions, serait sans doute prête à applaudir à son geste. Et cependant, il ne le fait pas. Pourquoi ?

C'est que la Société des nations n'est pas seulement incorporée au traité de Versailles. Elle n'est avec lui qu'une chair et qu'une âme. En cent de ses articles, elle est garante de son application. Dénoncer la Société des nations, c'est laisser le traité sans efficacité, c'est le reviser, c'est ouvrir la porte à tous les aléas, à tous les périls.

Détruire la Société des nations, c'est bien. Mais il faut la remplacer. Les Etats-Unis sont-ils disposés à se substituer à elle ? C'est le contraire de leur politique. Alors ?

Alors, la Société des nations vit, et elle vivra. En dépit de croque-morts plus zélés que clairvoyants, elle a l'existence solide. Car elle puise ses raisons d'être dans les nécessités même dont elle est sortie.

C'est une apparence et une illusion de croire que la Société des nations est née d'une idée, de la conception plus ou moins géniale d'un ou de quelques hommes. Elle est issue des besoins de l'humanité. Toutes les sociétés naissent ainsi, par la cristallisation de besoins préexistants. La multiplication des liens d'interdépendance et de solidarité,

dans le monde, et le besoin de coordination technique ont donné naissance à la Société des nations, comme jadis, dans les brumes du moyen-âge, la route du Saint-Gothard et la nécessité de la défendre ont donné naissance à la Confédération suisse.

Ces besoins, qui existaient hier, n'existent-ils plus aujourd'hui ? Sont-ils moins impérieux aujourd'hui qu'hier ? Et si leur nombre et leur force n'ont pas diminué, comment pourraient-ils se passer aujourd'hui des satisfactions qu'ils exigeaient hier ?

Si, demain, la Société des nations devait disparaître, dans une tourmente imprévue, il est aisé de deviner ce qui se passerait : le monde se mettrait aussitôt à la reconstruire.

Que signifierait, en effet, sa disparition ? Le traité de paix en miettes, le régime des mandats, celui de la Sarre, celui de Dantzig, celui de l'Autriche, sans base, les minorités à la merci de leurs vainqueurs, le désarmement sans contrôle, les clauses économiques, la liberté de la navigation et des transports sans réalité, les matières premières livrées au plus fort, la Cour de Justice en faillite avant d'avoir ouvert ses portes, et la justice sociale, dont le Traité de paix a institué le Bureau international du Travail gardien, remise entre les mains voraces des intérêts opposés. Si la Société des nations devait disparaître, se représente-t-on bien les ruines que laisserait derrière lui le Bureau international du Travail ?

La Société des nations n'est peut-être pas immuable dans sa forme actuelle. Elle est susceptible de réforme, et l'ingéniosité des hommes s'applique déjà, de tous côtés, à l'améliorer. Mais son existence, basée sur sa nécessité et prouvée par son utilité, est au-dessus des vicissitudes de la politique. Car les hommes, quelque insouciants que les présente l'histoire, ne cassent pas leurs jouets aussi facilement que des enfants.

Mais il ne suffit pas d'affirmer avec la ferveur de la foi que la Société des nations ne saurait périr. Il faut faire davantage, il faut la placer dans une atmosphère morale où elle puisse vivre. Car les croyants ont aussi des devoirs à l'égard de leur idéal.

La Société des nations ne peut prospérer que sous l'égide de la Solidarité. On lui crie souvent : « Qu'attends-tu pour

nous donner la paix ? » *Ce qu'elle attend ? elle attend que les peuples la veuillent. On ne peut pas fonder la paix sur la haine, ni la collaboration sur la méfiance. Aussi longtemps que les peuples n'auront pas compris qu'en dépit des langues, des frontières et de l'histoire, l'Europe est un tout, par ses besoins matériels, tant qu'ils n'auront pas compris que les hommes ressemblent aux hommes et que les généralisations de la psychologie collective trahissent les faits plus qu'elles ne les traduisent, aussi longtemps, enfin, qu'ils n'auront pas compris que la prospérité d'un pays ne peut pas être fondée sur la ruine et l'abaissement des autres, la Société des nations mènera, au milieu des obstacles accumulés sur sa route, une existence douloureuse et végétative, une vie d'efforts et de rechutes.*

Mais le jour où, par la volonté commune et persévérante de toutes les âmes de bonne volonté, le monde aura compris, ce jour-là, la Société des nations, qui répond déjà aux besoins matériels de l'Humanité, répondra aussi à ses besoins moraux. Elle vivra réellement et prospérera.

William MARTIN.

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

Le 6 juin va s'ouvrir à Genève la Ve assemblée de l'Union des associations pour la Société des Nations. Cette Union est née du rapprochement de trois grandes sociétés : 1. La « League to enforce Peace », qui, créée en 1916 aux Etats-Unis, par l'ancien président Taft, a eu une grande influence sur les actes du président Wilson ; 2. La « League of Nations Union », en Angleterre, qui date de la même période et fut animée des mêmes aspirations ; 3. L'Association française pour la Société des nations, fondée le 10 novembre 1918, soit la veille de l'armistice, sous la présidence de M. Léon Bourgeois. Autour de ces trois associations sont venues se grouper au cours des années 1919 et 1920, 15 sociétés similaires en Belgique, Chine, Espagne, Géorgie, Grèce, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Russie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie et Yougoslavie. Deux associations sont entrées dans l'Union il y a six mois, celles d'Autriche et de Hongrie portant ainsi à 20, le nombre des sociétés membres de l'Union.

L'Union des Associations pour la Société des Nations a tenu jusqu'ici quatre conférences : Paris, 26 janvier-3 février 1919 ; Londres, 11-13 mars 1919 ; Bruxelles, 1-3 décembre 1919 ; Milan, 14-16 octobre 1920.

La conférence de Paris groupait les représentants des Associations américaines, belges, anglaises, italiennes, françaises, serbes, roumaines et chinoises, sous la présidence de M. Léon Bourgeois. Cette conférence remit au Conseil interallié un projet d'organisation d'une « Société des peuples libres » dont s'inspirèrent grandement les gouvernements alliés pour établir le pacte de la Société des Nations. Dans ce projet, en effet, outre les idées fondamentales de

règlement pacifique de tous les différends, on relève plusieurs idées qui ont pris corps dans certains articles du pacte, tels que l'établissement d'une cour de justice internationale, la tutelle morale des races non encore civilisées, la limitation des armements, l'abolition des traités secrets. Ainsi, dès sa première session, l'Union des Associations pour la Société des Nations, à peine constituée, a joué un rôle primordial pour la fondation même de la Société des Nations. D'autres vœux émis par la même conférence n'ont pas eu moins de poids dans les décisions du Conseil interallié. C'est ainsi qu'un de ces vœux demandait l'établissement d'une conférence internationale du travail, d'un bureau international du travail, d'autres encore l'interdiction de la vente d'armes et munitions et l'interdiction de leur fabrication par des établissements privés.

La conférence de Londres, tenue quelques semaines après la précédente, ne semble pas avoir eu à beaucoup près la même importance. Certaines motions d'un caractère trop nettement politique durent être retirées par leurs auteurs, l'orientation de la nouvelle union n'étant pas encore fixée.

A Bruxelles, par contre, la conférence prit immédiatement une tout autre envergure. 15 pays y étaient représentés par des professeurs de droit, des députés, des sénateurs, des ministres plénipotentiaires, des ambassadeurs, des ministres et des chefs d'Etat. La conférence se subdivisa en commissions pour étudier notamment l'arbitrage obligatoire, les mandats de la Société des Nations, l'organisation de la vie sociale, travail, hygiène, etc., discutant un à un les articles du pacte et s'érigeant ainsi en conseiller sinon même en censeur de la Société des Nations. La conférence était encouragée dans ce rôle par la présence dans son sein de membres du conseil et ne pouvait que prendre à la lettre les paroles de M. Léon Bourgeois : « Nous pouvons parler ici au nom de la Société des Nations. Nous marchons à l'avant-garde. Sachons faire comprendre qu'entre les nations, comme entre les hommes de la Cité, il y a plus de raisons de s'entendre que de combattre. C'est le seul moyen d'assurer la paix du monde. » Une grosse déception de la conférence fut l'absence de tout délégué américain.

La conférence de Milan accentua l'attitude prise à l'assemblée de Bruxelles. Les discussions portèrent sur la cour permanente de justice internationale, la constitution d'une force internationale de police, l'entrée des ex-ennemis dans la Société des Nations, le statut des mers et l'internationalisation des détroits. Les pays représentés étaient au nombre de 14 auxquels vinrent s'ajouter en fin de session, l'Autriche et la Hongrie. Les Etats-Unis continuèrent à s'abstenir. C'est à la conférence de Milan que les statuts de l'Union furent adoptés définitivement. Elle institua des assemblées plénières annuelles dans lesquelles chaque pays peut envoyer 20 délégués qui disposent ensemble de cinq voix, un conseil général de l'Union composé de trois membres par nation, un bureau composé d'un président, de six vice-présidents et d'un trésorier. L'article 4 dit : « Le siège de l'Union est à Bruxelles avec un bureau permanent au siège de la

Société des Nations ». Jusqu'à présent il y a eu en réalité seulement un secrétariat général à Bruxelles.

Le bureau de l'Union, prévu aux statuts, s'est réuni à Bruxelles le 12 avril sous la présidence de M. Gustave Ador. Assistaient à la séance : Sir Willoughby Dickinson, sénateur baron Adelsward, S. E. M. Miura, M. le sénateur Liao-Sze-Kong, M. Eugène Baie, MM. Prudhommeaux, Paul Pictet, Golay. Ce bureau a arrêté la date de l'assemblée plénière qui doit s'ouvrir le 6 juin à Genève et fixé l'ordre du jour. Parmi les nombreuses questions portées à l'ordre du jour, il y a lieu de citer notamment : Les amendements du pacte, la limitation des armements, le blocus économique, le droit des minorités, l'égalité des races, la question des mandats, les problèmes de la répartition des matières premières, la propagande en vue de vulgariser l'œuvre de la Société des Nations.

Ainsi l'Union des Associations pour la Société des Nations se propose de poursuivre un double but : Etre d'une part l'inspiratrice des décisions du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations, de l'autre, entreprendre la propagande si nécessaire en vue de vulgariser l'œuvre de la Société des Nations. Dans quelle mesure ces deux buts sont-ils conciliables, les critiques formelles ou sous-entendues, les appréciations libres de l'Union ne risquent-elles pas de fournir des arguments aux adversaires de la Société des Nations et de nuire par conséquent à la propagande en faveur de la nouvelle institution. C'est ce que la conférence de Genève permettra de juger.

Quoiqu'il en soit et sans contester le grand intérêt qu'il peut y avoir au développement d'une union privée en marge ou à l'avant-garde de la Société des Nations pour l'étude préalable des problèmes intéressant l'ordre mondial, il est à souhaiter que l'Union des Associations pour la Société des Nations ne se départe pas de son rôle essentiel qui est de soutenir à tout prix dans l'opinion publique le principe de la Société des Nations, de faire connaître à la masse les résultats positifs auxquels elle est déjà parvenue et les espoirs qu'elle légitime. La conquête du public à l'idée de la Société des Nations est encore à faire dans maints pays, il faut mettre en pratique les résolutions de la deuxième commission de la Conférence de Milan, lutter contre l'inertie ou l'hostilité de la presse et surtout contre l'indifférence générale, organiser une propagande intensive en faveur de l'idée en mettant à contribution toutes les ressources de la publicité moderne : conférences, articles, affiches, cinéma, etc., poursuivre inlassablement les campagnes de recrutement des nouveaux membres et grossir les effectifs de cette armée pacifique que constituent les amis de la Société des Nations.

* * *

Les réunions internationales si nombreuses à la suite des fêtes de Pâques se sont raréfiées en mai. Les ouvriers syndiqués chrétiens cependant ont tenu quelques réunions. C'est entre autres, à Coblence,

un congrès international d'ouvriers agricoles chrétiens, les 27 et 28 avril où étaient représentés la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche. La France, l'Italie, et la Tchécoslovaquie avaient fait savoir leur adhésion au projet de création d'une fédération internationale des Sociétés des ouvriers agricoles chrétiens.

A Rome, les 4 et 5 mai, s'est tenu le Bureau de la Fédération internationale des syndicats chrétiens. On s'y est occupé de la situation économique générale et notamment de la situation de l'Autriche. D'autre part, la Fédération des coopératives chrétiennes italiennes a organisé à Innsbruck le 30 avril, une réunion des coopératives catholiques d'Autriche, d'Italie, de Yougoslavie et de Suisse en vue de la fondation d'une internationale coopérative chrétienne. La Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie ont envoyé leur adhésion.

*
* *

L'Exposition internationale d'industrie laitière qui s'est ouverte en mai à Buenos-Ayres a été en partie compromise par une épizootie qui s'est déclarée au Brésil. La Commission des Fédérations suisses des syndicats d'élevage bovin avait embarqué le 5 mai à Savone, 26 têtes de bétail destinées à cette exposition. Le vapeur qui avait fait escale dans les ports de Rio de Janeiro et de Santos, s'est vu interdire l'entrée en Argentine par suite de l'apparition de la peste bovine au Brésil. Les exposants suisses furent contraints de débarquer leurs bêtes dans un port brésilien pour les écouler sur le marche. Les Pays-Bas ont été plus heureux que la Suisse. Leur bétail a été primé et le premier prix a été décerné à un éleveur hollandais. La Fédération internationale de laiterie a été officiellement reconstituée auprès du Ministère français d'agriculture avec l'adhésion de tous les pays faisant partie de la Société des Nations.

Dans la première quinzaine de mai s'est tenue à Londres une conférence des Associations d'ingénieurs où étaient représentés les Etats-Unis, la Norvège, la Hollande, le Canada, la Belgique, la Suisse et la Grande-Bretagne. La conférence a écarté le principe d'une organisation internationale pour la standardisation de toute la production mécanique, préférant voir l'unification internationale se développer selon des directives nationales, comme c'est le cas de la Commission internationale électro-technique nouvellement établie.

Le Textile Institut de Manchester a tenu son congrès à Bâle le 18 mai, sur l'invitation de la Chambre de Commerce de Bâle. Bien que ce congrès n'ait pas un caractère international, il n'en est pas moins à signaler, le fait que 150 Anglais sont venus tenir un congrès dans une ville suisse étant des plus symptomatiques pour le développement des relations internationales.

Le 17 mai, s'est tenu à Paris l'Assemblée de l'Institut colonial international, sur lequel la presse française est restée muette. Ce sont surtout les journaux néerlandais qui donnent des précisions sur cette

réunion. Les Pays-Bas, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, l'Angleterre étaient représentés. Parmi les questions traitées, on relève celles des habitants de sang mêlé ou métis, les mesures à prendre au point de vue de l'éducation et de l'enseignement des indigènes, les méthodes appliquées par les chemins de fer belges en Afrique occidentale, pour la production plus intense de certaines matières premières et pour prévenir la dépopulation des tribus indigènes en Afrique. Le prochain congrès se tiendra à Séville.

A Londres, le 17 mai également, s'est ouverte la conférence internationale du Maritime Law Committee. Ce nouveau comité créé au congrès de l'International Law Association à Portsmouth en 1920, fait en quelque sorte double emploi avec le Comité maritime international, institué à Anvers en 1896, et dont la cheville ouvrière était M. Louis Franck, son secrétaire général. Ce Comité a en effet rendu d'importants services et l'idée ne serait venue à personne avant la guerre de proposer un nouvel organe maritime international. Mais, depuis la guerre, le Comité Maritime International n'a pas encore repris toute son activité ; il a écarté la collaboration des juristes maritimes allemands et d'autre part son secrétaire général ayant été appelé à de plus hautes fonctions en Belgique, n'a plus de temps à consacrer à l'activité du Comité. L'International Law Association, au contraire, s'est déclarée prête à admettre des membres allemands et cela dès 1920. Le délégué belge fit toutefois observer que le Comité Maritime International n'était pas dissous et exprima l'espoir que les deux comités pourront faire œuvre utile en étroite collaboration. Les questions abordées par la conférence furent entre autres la responsabilité de l'armateur, le chargement des cargaisons sur le pont. Les séquestres de prises neutres seront traités plus à fond dans une conférence ultérieure à La Haye.

Le 12 avril, l'Oeuvre internationale de propagande latine a procédé à une cérémonie symbolique au Palatin. Cette œuvre a adopté un étendard rouge portant au centre un grand soleil d'or à 32 rayons. 30 représentent les nations latines, un les latins irrédentistes d'Europe et un les latins irrédentistes d'Amérique. Un cortège se forma, qui monta la voie sacrée du Capitole et déposa, sur l'autel de la patrie, des couronnes de laurier et de myrthe. Au banquet offert par l'œuvre internationale de propagande latine assistaient les ambassadeurs d'Espagne, de Belgique, du Brésil, un conseiller de l'Ambassade de France et les représentants de toutes les républiques latines d'Amérique.

Du 3 au 6 mai s'est tenue à Genève, la Commission de l'opium, convoquée par la Société des Nations. Cette Commission composée de délégués hollandais, anglais, français, japonais, chinois, portugais, siamois et des Indes anglaises, a pris les quatre résolutions suivantes :

1. — Elle a demandé au Conseil d'inviter les Etats membres de la Société et de faire inviter, par le Gouvernement hollandais, ceux qui n'en font pas partie, à ratifier la convention de La Haye sur le trafic

de l'opium. On priera en particulier, la Perse, un des quatre pays où l'opium est cultivé, d'examiner à nouveau les réserves qu'elle a faites à cette convention.

2. — Elle a établi un questionnaire de six pages qui sera envoyé à tous les gouvernements, afin de recueillir toutes les informations utiles sur l'application des lois concernant la production et le trafic des stupéfiants.

3. — Un certain nombre de recommandations ont été élaborées, qui sont destinées à renforcer les stipulations de la convention de La Haye relatives à l'emploi médical de l'opium, de la morphine et autres drogues similaires.

4. — Un expert fera une enquête sur la situation de la Chine au point de vue de l'opium, de manière à vérifier les informations reçues à ce sujet.

Etienne CLOUZOT.

Calendrier des Réunions et Expositions Internationales pour 1921

Juin, Prague : Olympiade ouvrière ; Juin, Munich : Congrès de la Fédération internationale des pelletiers ; Juin, Copenhague : Foire internationale d'échantillons ; 1 juin, Budapest : Exposition internationale de photographie et Congrès ; 1-15 juin, Padoue : IIIe Foire internationale d'échantillons ; 3-17 juin, Londres : Exposition internationale du caoutchouc ; 6 juin, Zurich : Congrès international des chapeliers ; 6-9 juin Genève : V^e assemblée générale de l'Union des associations pour la Société des Nations ; 13 juin, Manchester et Liverpool : IVe conférence de l'Internationale du coton ; 16 juin-8 juillet, Zurich : Festival international de musique ; 20-25 juin, Folkestone : XXXIIe Congrès des hygiénistes ; 21 juin, Coblence : Congrès de l'internationale chrétienne des travailleurs du vêtement ; 25 juin, Londres : Concours hippique international ; 27 juin-1 juillet, Londres : Congrès de la Chambre de commerce internationale ; 30 juin, Genève : Conférence internationale contre la traite des femmes; Juillet, Copenhague : Championnat du monde de cyclisme ; 1 juillet, Moscou : Premier congrès universel des syndicats ouvriers de la IIIe internationale ; 15-20 juillet, Bruxelles : Congrès international de

médecine et de pharmacie ; 18-22 juillet, Bruxelles : IIe Congrès international de la protection de l'enfance ; 25 juillet, Vienne : Congrès international de la Fédération des selliers et métiers similaires ; 26 juillet, Vienne : Congrès international de la Fédération des cordonniers ; 26 juillet, Vienne : Congrès international de la Fédération des Gantiers et parties similaires ; 26-28 juillet, Londres : Union internationale contre la tuberculose ; 27 juillet, Vienne : Ier Congrès de la Fédération internationale des cuirs et peaux ; 27 juillet, Vienne : Congrès international de la Fédération des Employés ; 28 juillet, Lima : Exposition industrielle internationale ; 31 juillet, Santander : (Espagne) Congrès international de la pêche ; 31 juillet-6 août, Prague : XIIIe Congrès mondial espérantiste ; 31 juillet-28 août, Riga : Exposition internationale d'agriculture et d'industrie et foire d'échantillons ; Août, Genève : Congrès international d'éducation ; 1-15 août, Salzbourg : Cours internationaux de la Ligue des femmes pour la paix ; 7-15 août, Weltevreden (Java) : IVe Congrès de la Far-Eastern Association of Tropical Medicine ; 20 août-15 septembre, Bruxelles : IIe session de l'Université internationale ; 20-22 août, Bruxelles : Congrès mondial pour l'organisation du travail intellectuel ; 22-26 août, Bâle : Congrès international coopératif ; 22-27 août, Lausanne : XVIe congrès international anti-alcoolique ; 30 août, La Haye : Congrès de l'International Law Association ; Septembre, Paris : Conférence internationale des poids et mesures ; Septembre, Long-Island : Championnat international de golf ; Septembre, Paris : Congrès international d'histoire de l'art ; Septembre, Innsbruck : XIIe conférence de l'Association internationale contre la tuberculose ; 1 septembre, Genève : Congrès international pour la défense du droit des peuples ; 5 septembre, Vienne : Congrès de la Fédération internationale des typographes ; 5 septembre, Autriche : Congrès de la Fédération internationale du textile ; 5 septembre, Genève : IIe assemblée générale de la Société des Nations ; 6-13 septembre, La Haye : Premier congrès universel d'aviculture ; Octobre, Hawaï : Congrès mondial de la Presse ; 6-8 octobre, Paris : Conférence internationale des associations intéressées à la circulation routière (Automobiles Clubs) ; 25 octobre, Genève : Conférence internationale du travail ; Novembre, Londres : Conférence internationale de la pomme de terre ; 1922, Washington : Congrès international de l'industrie laitière ; février 1922, Bâle : Exposition internationale de l'automobile.

E. C.

BIBLIOGRAPHIE

Pierre MAC-ORLAN. — *Le nègre Léonard et maître Jean Mullin.*

M. Mac-Orlan est un talent qui se cherche encore. Il a écrit des choses délicieuses et fortes, originales, d'autres qui sont limitées. Les généralisateurs hâtifs qui croient à la renaissance du roman d'aventures français le trompent lorsqu'ils le poussent à pasticher Stevenson. Il y a dans Stevenson bien autre chose que des pirates et des îles désertes, il y a des études de caractères, une profonde sensibilité puritaine, et la passion de la mer. Ne confondons pas l'aventure et la vie de bohème. C'est très différent. M. Mac-Orlan est remarquable lorsqu'il écoute des goûts personnels et traite les sujets qu'il connaît de première main. Ce nouveau récit, inégalement composé, montre de très bonnes qualités : de la verdeur, de l'adresse, une très curieuse mise en scène de l'imprévu.

R. T.

Charles du Bos. — *Notes sur Mérimée.*

Voici un court volume, cent pages imprimées gros, mais plein de substance. Il débute d'une façon dispersée, en tirailleurs puis se concentre, devient rapide, direct, et atteint l'essentiel. On ne saurait montrer plus de finesse que M. du Bos : elle va de l'ingéniosité d'un lecteur subtil au jugement sérieux, fort, humain d'un maître. Oui, cet opuscule donne l'impression du magistral. Jamais Mérimée n'a été approché, défini avec plus d'intelligence. Et c'est un curieux spectacle que d'assister à une auscultation aussi minutieuse de ce méfiant triplement boutonné. Tous ses secrets, ceux de sa personne et ceux de son art, finissent par être saisis, démontés, étalés devant nous. M. du Bos fait du bien joli travail.

R. T.

Centenaire de la Société de Zofingue, 1920.

La Société de Zofingue, fondée en 1818 par quelques étudiants, se propose de développer chez ses membres le véritable esprit national suisse ; elle rapproche entre eux des intellectuels suisses de races et de tendances diverses; elle maintient le contact et fait régner l'intelligence réciproque entre les générations qui se succèdent, car on en reste membre toute la vie. Elle a traversé les vicissitudes d'un siècle

et a célébré — avec deux ans de retard dû aux événements mondiaux — un brillant centenaire en cette même ville de Zofingue où elle avait été fondée.

Le présent ouvrage est un recueil des discours qui furent prononcés à cette occasion, précédés d'un *récit du centenaire*, de la plume de M. Philippe Bridel. Des paroles comme celles de MM. les professeurs Lucien Gautier, Zschokke, Chamorel et de M. le Conseiller fédéral Scheurer, nous font comprendre la vitalité de cette Société qui a joué un si grand rôle dans notre vie nationale. M. B.

Louis Trial. — *Jean-Jacques Gourd* (1850-1919).

J.-J. Gourd, esprit original et puissant, fut professeur de philosophie à l'Université de Genève, de 1881-1909. Le but qu'il proposait à la philosophie était l'agrandissement de l'esprit. Cet agrandissement est extensif et intensif ; il est extensif par l'élaboration des lois scientifiques, morales, esthétiques et sociales. Mais ces quatres dialectiques aboutissent toutes à des éléments incoordonnables, hors la loi, qui constituent l'activité intensive ; ce sont les éléments religieux d'où naît la fonction religieuse ; du fond de la conscience, des intimités de la vie intérieure, cette fonction fait jaillir l'idée de Dieu. Toute philosophie digne de ce nom s'oriente vers la religion.

Ce qu'un bref article bibliographique ne peut rendre, c'est l'enthousiasme et la clarté avec lesquels M. Louis Trial, après avoir relaté la vie de J.-J. Gourd, nous expose les idées de ce philosophe profondément chrétien, qui fut son ami et qui reste son maître. Gardons-en cette pensée, cueillie au passage : « Plus j'avance et plus je me persuade que la vie intellectuelle s'appauvrit, quand elle ne s'alimente pas de devoirs et d'amour. » M. B.

Jacques Boulenger. — *...Mais l'art est difficile.*

M. Boulenger n'est pas qu'un critique intelligent, ce qui suffirait à le rendre exceptionnel, il est sensible. Et, comme il le remarque à propos de M. Marcel Proust, il n'y a là aucune contradiction. Son livre contient beaucoup d'idées générales : elles ne sont pas arbitraires ni desséchées. Les idées de M. Boulenger, ce sont ses préférences. Pourquoi il préfère — on le découvre dans ce volume perspicace et varié, généreux et ironique, tendre parfois. Oui, tendre. Il n'est pas mauvais qu'un critique littéraire laisse voir qu'il aime la littérature. Précisément parce qu'il procède du goût, M. Boulenger se refuse à assigner des rangs. « Les œuvres de l'esprit, dit-il, ne se laissent pas aisément classer.» L'avantage, c'est qu'on le lit avec le plaisir non seulement de le comprendre, mais de lui répondre à part soi. Un dogmatique brutal comme Brunetière prétend vous réduire à l'état passif : il faut tout accepter de son système. Mais si l'on est réfractaire à cette tentative d'hypnotisme, on se détourne, on s'en va. Avec un critique comme M. Boulenger, qui vous propose des avis, on demeure, même si l'on n'est pas toujours d'accord. Ses chroniques ont un air

de conversation : il s'adresse à vous, il tâte votre opinion, il suggère certains jugements auxquels vous collaborerez. Sa sociabilité est excellente. R. T.

Albert Thibaudet. — *La Vie de Maurice Barrès.*

Poursuivant son grand dessein d'étudier les œuvres les plus importantes de la pensée française depuis trente ans, M. Thibaudet donne ici l'étude la plus riche, la plus complexe d'un écrivain qui nous passionnera toujours. Le titre qu'il a choisi est déjà une indication très juste. Barrès, ce n'est pas seulement l'étiquette de nombreux livres, c'est un homme, un homme qui se cherche et se complète. Un tel écrivain est le traducteur d'une destinée, une destinée qu'il faut d'ailleurs constamment renouveler, alimenter en thèmes propres à l'expression. « Par quels épisodes pourrais-je le mieux faire valoir mon génie ? » — voilà ce que se demande toujours Barrès. Quelquefois cette méthode l'a desservi ; son boulangisme, par exemple, apparaît aujourd'hui désuet et puéril. L'affaire Dreyfus a mieux rendu : elle était plus complexe et mettait en jeu plus d'idées, plus de variétés de sentiment. Puis la crise franco-allemande lui a permis d'édifier les *Bastions de l'est* : le vent d'orage qui se lève sur la Lorraine stimule son génie romantique comme un drapeau qui flotte. Enfin la guerre, justifiant toute l'évolution barrésienne, amplifie sa résonnance, lui imprime un caractère symbolique et national. Cette fois, ce héraut devient le Héros. L'individu a atteint le but sublime qu'il poursuit depuis l'*Homme libre :* s'épanouir dans la race.... Mais c'est aussi pourquoi l'histoire de Barrès commence à devenir inquiétante. Il est des destinées que la mort devrait frapper à leur sommet. Après avoir uni dans le sublime son art et sa vie, comment, maintenant, Barrès va-t-il empêcher leur dissociation ? L'événement, de 1889 à 1914 et 1918, a progressivement soutenu et achevé son âme, mais l'événement d'après-guerre y suffira-t-il désormais ? Barrès est l'homme des crises violentes : le lendemain pratique de la victoire, l'utilisation du cinquième acte de la tragédie, vont-ils lui inspirer une courbe nouvelle ? Le *Génie du Rhin* est une déception. Quand on a été un fervent de Barrès, et qu'on le demeure, on lit avec une admiration renouvelée l'œuvre un peu trop chargée de M. Thibaudet, pas assez déblayée, éclaircie, mais remarquable, et puis, le livre fermé, on s'interroge sur le Barrès de demain. R. T.

Charles Vildrac. — *Chants du Désespéré.*

Peut-être M. Vildrac est-il, parmi ses amis, le plus véritablement poète. Duhamel est un moraliste et un observateur du réel, Jules Romains un théoricien et un volontaire. Chez Vildrac, et notamment dans ce tout petit volume, on voit une émotion naturelle. Et ils sont très rafraîchissants, en dehors de tout unanimisme, ces poèmes un peu tremblés où s'exprime la sensibilité d'un homme simple et bon. Et puis cette déploration de la guerre n'a aucune mollesse facile, aucune phraséologie redondante. Cela est pur et vrai. Et l'œuvre de

M. Vildrac mérite qu'on dise d'elle qu'elle est harmonieuse et douce, malgré parfois la colère, la stupeur, et aussi, louange plus rare encore, qu'elle est sincère. R. T.

Elie FAURE. — *Napoléon.*

M. Elie Faure, dans un grand tumulte, fait de Napoléon quelque chose comme un Dieu. L'excès de sa louange frénétique, outre qu'elle prête à un ou deux sourires faciles, l'entraîne à bien des obscurités. Tel passage est incompréhensible. Néanmoins ce livre fumeux est rempli de beautés. On admire M. Faure de se mesurer à la grandeur. Son exposé, même si l'on n'en admet pas la conclusion générale, force à réfléchir et à combattre. Ce qui importe, à cette heure, c'est qu'un écrivain nous propose des solutions positives. M. Faure bouscule les autres, mais nous apporte la sienne. C'est considérable. R. T.

R. BURNAND et F. BOUCHER. — *L'histoire de Napoléon racontée par les grands écrivains.*

Ce recueil a dû être fort amusant à composer et on le lit avec plaisir. C'est une suite d'images, inégales en couleur. L'inconvénient d'un tel recueil, c'est que les auteurs sont bien obligés d'y mettre des morceaux célèbres, aux dépens alors de notre plaisir de surprise. D'autre part, ils ont inséré quelques pages vraiment de second ordre : Léon Bloy, d'Esparbès n'ajoutent rien au volume.

Eugène MONTFORT. — *La chanson de Naples.*

On relira avec intérêt dans une édition qui, grâce au ciel, n'est pas illustrée, cet ouvrage d'un probe et vigoureux romancier. Le récit coloré, dru, est mené dans un bon mouvement. Peut-être le fonds est-il un peu sommaire : désir physique et assassinat. Mais, des données d'un sujet un peu bref, M. Montfort a tiré l'essentiel. R. T.

F. FOSCA. — *Degas.*

Excellent volume de critique. L'auteur, qui est peintre, sait de quoi il parle, et cela suffit pour le mettre à part de la majorité des critiques d'art. La puissance et les limites de Degas sont remarquablement exposées en ces pages fort bien écrites et suggestives. Et dans la description, souvent technique, de l'œuvre elle-même, on voit le portrait de l'artiste. Une œuvre ne ressemble pas toujours à une vie, mais elle ressemble toujours à un caractère : elle l'exprime tel quel ou elle le complète.

Johan-BOJER. — *La Grande Faim.*

M. Bojer est un romancier admirable, qui se moque de l'anecdote, et cherche les thèmes pathétiques, qu'il charge d'humanité. Voici l'histoire d'un enfant pauvre que tourmente la « faim » de l'infini. La destinée, après l'avoir flatté, s'acharne sur lui. Et c'est le conflit de cette aspiration noble et vague qui ne parvient pas à se formuler avec l'imbécillité du malheur. On a rarement mieux montré la bonne

volonté naïve de l'homme et l'illogisme stupide de sa vie. Ce n'est pas un mince mérite que de traverser d'un tel souffle un roman. Ajoutons que M. Bojer, s'il est attiré par les détresses, les angoisses de la mauvaise fortune ou de la mauvaise conduite (qu'on se rappelle la *Puissance du mensonge*, *Sous le ciel vide*) demeure un peintre puissant de l'animalité vigoureuse, de la santé qui s'épanouit, du bonheur qui s'affirme. Les années heureuses de son héros sont magnifiquement rendues. R. T.

* * *

Nous avons reçu de France :

Henri Martineau : *La vie de P.-J. Toulet* (Editions du *Divan*).
P.-J. Toulet : *Béhanzigue* (Librairie Malfère, Amiens).
Claire Géniaux : *...Le sort le plus beau* (Flammarion, Paris).
Jacques Boulenger : *...Mais l'art est difficile* (Plon, Nourrit, Paris).
Charles Maurras : *Le chemin de Paradis* (de Boccard, Paris).
Louis Aragon : *Anicet ou le panorama* (Nouv. revue française, Paris.)
Pierre-Mac Orlan : *Le nègre Léonard et maître Jean Mullin* (Nouvelle revue française, Paris).
Samuel Butler : *Ainsi va toute chair* (Nouvelle revue française, Paris).
Albert Thibaudet : *La vie de Maurice Barrès* (Nouvelle revue française, Paris).
Bret Harte : *Dans les bois de Carquinez* (Editions G. Crès, Paris).
Ch.-M. Chenu : *Le bracelet rompu* (Editions G. Crès, Paris).
Capitaine Johnson : *Histoire des pirates anglais* (Edit. G. Crès, Paris).
A.-D. Sertillanges : *La Vie intellectuelle* (Editions de la Revue des jeunes, Paris).
Alfred Berthier : *Le poète savoyard J.-P. Veyrat* (Librairie ancienne, Champion, Paris).
R. Burnand et F. Boucher : *L'Histoire de Napoléon racontée par les grands écrivains* (B. Grasset, Paris).
Eugène le Roy : *Mademoiselle de la Ralphie* (Rieder et C[ie], Paris).
Henri Hertz : *Sorties* (Rieder et C[ie], Paris).
Georges Deherme : *Un maître : Auguste Comte. Une direction : le Positivisme* (Librairie Auguste Comte, Paris).
Elie Faure : *Napoléon* (Editions G. Crès, Paris).
François Fosca : *Degas* (Société des Trente, Paris).
Etienne Antonelli : *L'Afrique et la Paix de Versailles* (B. Grasset, Paris).
Jean Epstein : *La poésie d'aujourd'hui* (Editions de la Sirène, Paris.)
John Synge : *Les îles Aran* (Rieder et Cie, Paris.)
Henri Clouzot : *Le travail du métal* (Rieder et Cie, Paris.)
Legrand-Chabrier : *Christine en liberté* (Rieder et Cie, Paris.)
Marcel Dunan : *L'Autriche* (Rieder et Cie, Paris.)
Ch. Johnson : *Histoire des pirates anglais* (Ed. G. Crès, Paris.)
Georges Maurevert : *La mort de l'aigle* (Sansot, Paris.)
André Chevrillon : *Trois études de psychologie anglaise* (Plon-Nourrit, Paris.)
Gérard d'Houville : *Tant pis pour toi* (Fayard, Paris).
Paul Odinot : *Apprendre à mourir* (Renaissance du livre, Paris.)
Gonzague Truc : *Tibériade* (Albin Michel, Paris.)

de Suisse :

Magali Hello : *Ave Maria* (Impr. Courvoisier, La Chaux-de-Fonds).

Guillaume Fatio : *Genève, siège de la Société des nations* (Boissonnas, Genève).
Charly Clerc : *Lettres sur l'esprit romand* (Editions Forum, Neuchâtel).

de Belgique :

Gaston Pullings : *Les sources vives* (Librairie française et internationale, Bruxelles).
Maurice Casteels : *Banalités* (Editions du Pot d'étain, Bruxelles.)

d'Italie :

G.-A. Borgese : *Rubè* (Fratelli Treves, Milano).

d'Espagne :

Luis Araquistain : *El Peligro Yanqui* (Publicaciones España, Madrid.)
Enrique Cazade : *Cantos de amor y de olivedo* (Marti, Manzanillo.)

REMARQUES

A. Kouprine. — M. A. Touchard, traducteur de Kouprine, nous écrit à son sujet : « C'est, avec Tourguéneff, le grand, le tendre peintre des âmes féminines, le plus accessible des romanciers russes. Courts récits attrayants, variés, bien conduits, d'une imagination plus féconde qu'ingénieuse, don d'observation réaliste et directe... Parfois cependant, dans cette prose un peu terre à terre, une magnifique envolée lyrique, comme ce chef-d'œuvre, la *Sulamite*, ou bien encore un véritable roman de caractère, comme le *Duel*, sommairement traduit en français sous le titre *Une petite garnison russe*.

« Kouprine vivait, avant la tourmente qui l'a jeté comme tant d'autres à l'exil, à Gatchina, près de Pétrograd ; il promenait volontiers dans les rues fiévreuses de la capitale sa haute carrure, son humeur joviale, son rire indulgent de bon vivant et de buveur solide.

« Ancien officier, le conteur évoque volontiers son ancien métier, et restitue dans sa candeur enfantine, sa naïveté de langage, son ignorance profonde, ce soldat russe qu'il a compris et aimé. Ses esquisses militaires sont d'ailleurs assez pessimistes : on ne peut se défendre d'y trouver aujourd'hui une signification troublante et presque prophétique... Il y a parfois plus de vérité assimilable dans la vision du romancier que dans de savantes études historiques et sociologiques. Lisez Dostoïewsky, Tolstoï, Andréieff, Gorki, complétez ces maîtres par quelques peintres de détail comme Artzybacheff, Vinnitchenko, Kouprine, ajoutez-y les indicibles accents d'un Moussorgsky — vous aurez chance de comprendre et d'aimer la mystérieuse et cruelle, la pitoyable et douloureuse Russie ».

* * *

Lenteurs de la Poste. — L'administrateur de *la Revue de Genève* prie instamment ceux de nos abonnés qui la reçoivent irrégulièrement, de se plaindre à lui. Il fera tous ses efforts pour remédier à des retards de livraison dont il n'est pas responsable.

TABLE DES MATIÈRES

DE

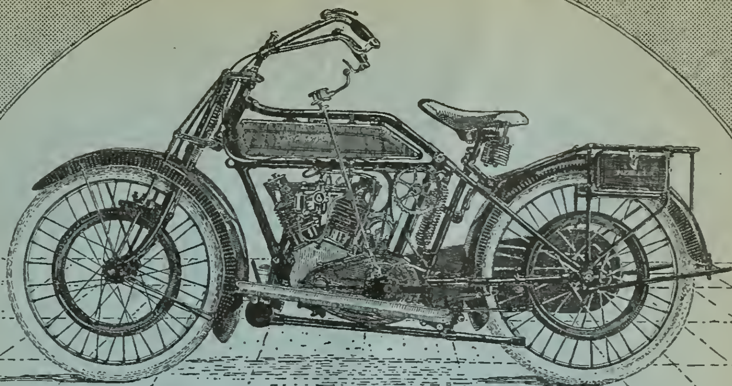
LA REVUE DE GENÈVE

TOME II : JANVIER-JUIN 1921

LES CHRONIQUES NATIONALES

LA CHRONIQUE INTERNATIONALE

Dans chaque numéro, en outre, se trouvent le *Mouvement international* d'Etienne CLOUZOT, des Notes, Revue des revues et Bulletin bibliographique.



EFFICACITÉ — M — SÉCURITÉ

Motosacoche 4 HP.

TYPE 1921

MOTEUR: "M.A.G." 2 cylindres en V 45°. Soupapes opposées, alésage 64 mm., course 77 mm., cylindrée 500 cm³.
TRANSMISSION: Par chaînes avec amortisseurs d'un nouveau type, rendant la transmission souple et douce.
CHANGEMENT DE VITESSE: Nouveau type breveté à 3 vitesses et débrayage par segments extensibles, réglables du dehors.
SUSPENSION: Avant et arrière élastique au moyen de grands ressorts. Nous avons réussi à conserver le cadre rigide, si précieux pour la tenue de la route et l'accouplement du side-car.
GRAISSAGE du MOTEUR: Automatique avec viseur compte-gouttes, à pointeau de réglage.
Consommation d'Essence : 3 ½ litres aux 100 Km.

MotoSacoche

S. A.
Genève

J. RICHTER, GENÈVE

VI[e] Année — 1921

LES ECRITS NOUVEAUX

PARAISSANT LE PREMIER DE CHAQUE MOIS
SUR 72-80 PAGES GRAND IN-8°

publieront dans leur quatrième année, des poèmes, nouvelles, essais, œuvres inédites de

Louis Aragon, Alexandre Arnoud, André Billy, Jean-Richard Bloch, Blaise Cendrars, Louis Chadourne, Alphonse de Chateaubriand, Paul Claudel, Jean Cocteau, Guy-Charles Cros, Tristan Derème, Georges Duhamel, Léon-Paul Fargue, René Gillouin, Jean Giraudoux, Daniel Halévy, Max Jacob, Edmond Jaloux, Valéry Larbaud, Eugène Marsan, François Mauriac, Francis de Miomandre, H. de Montherlant, Paul Morand, Comtesse de Noailles, Jules Romains, André Rouveyre, André Salmon, Ernest Seillères, André Spire, Paul Valéry, Charles Vildrac, etc.

des CHRONIQUES sur le mouvement littéraire et artistiques de

Jean-Richard Bloch, Louis Chadourne, Georges Duhamel, André Germain, Henri Ghéon, Valéry Larbaud, Paul Morand, André Suarès, Charles Vildrac, etc.

des traductions de

d'Annunzio, Strindberg, Yeats, Wedekind et des contemporains les plus marquants dans les littératures étrangères

---

ABONNEMENTS :

Pour la France : Un an. Fr. 30.—
Pour l'Etranger : Un an. Fr. 36.—
Pour la France : Six mois Fr. 15.—
Pour l'Etranger : Six mois Fr. 18.—

LE NUMÉRO : 3 Francs

UN NUMÉRO SPÉCIMEN ET LA TABLE DE LA TROISIÈME ANNÉE SONT ENVOYÉS GRATUITEMENT :: SUR DEMANDE ::

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
PARIS, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 100, PARIS

SIGNAUX
DE FRANCE ET DE BELGIQUE

Revue de Littérature paraissant le 1er de chaque mois
— en fascicules de quarante-huit pages au moins —

COMITÉ DE RÉDACTION : ANDRÉ DE RIDDER, FRANZ HELLENS, ANDRÉ SALMON, PAUL-GUSTAVE VAN HECKE

Direction pour la France :
ANDRÉ SALMON
6, Rue Joseph Bara, 6
PARIS, VIe

Direction pour la Belgique :
FRANZ HELLENS
1385, Chauss. de Waterlo
Uccle (Bruxelles)

L'administration et les Bureaux de la revue se trouvent à ANVERS, chez
:: :: l'Editeur, L. OPDEBEEK, 47, rue Saint-Willebrord :: ::
Bureaux de l'Administration à PARIS : 39, rue de l'Arbalète, Ve

DANS LES PREMIERS FASCICULES A PARTIR DU 1er MAI :
Proses, vers et notes de : André Salmon, Jules Romains, Max Jacob, Paul Morand, Blaise Cendrars, Jean Paulhan, Neel Doff, Franz Hellens, Feanand Crommelynck, P.-G. van Hecke, André de Ridder, Melot du Dy, O.-J. Perier, Paul Fierens, Léon Chenoy, etc., etc.

Prix de l'abonnement :
Fr. 30.— par année.

20 ex. sur van Gelder
Fr. 100.— l'abonnem.